

**TRAITÉ DES  
BÉNÉFICES  
ECCLÉSIASTIQUES,  
DANS LEQUEL ON  
CONCILIE LA...**

---









N1.53  
P2.823.

1.7.268

1.L.2

+

**T R A I T É**  
**D E S**  
**B É N É F I C E S**  
**E C C L É S I A S T I Q U E S ,**

Dans lequel on concilie la Discipline de l'Eglise  
avec les Usages du Royaume de France ,

ET RECUEIL DES BULLES, EDITS,  
Ordonnances , Déclarations & Arrêts de Réglement  
concernant les Matieres Bénéficiales , & autres  
qui y ont rapport ;

*Avec la Table chronologique de leurs dates , & de leurs enregistrements  
dans les Cours Souveraines.*

Nouvelle édition revue , corrigée & augmentée de quatre Volumes, &  
d'un grand nombre de pièces qui n'avoient point encore parues.

*Par M. P. GOHARD, Archidiacre & grand Vicaire de Noyon.*

**T O M E C I N Q U I È M E .**



**A P A R I S ,**



Chez ANTOINE BOUDET, Imprimeur du Roi , rue S. Jacques ,  
à la Bible d'Or.

---

**M. DCC. LXV.**

**AVEC APPROBATION, ET PRIVILEGE DU ROI.**





# T A B L E

## D E S Q U E S T I O N S

### D. U

# T R A I T É D E S B É N É F I C E S

## E C C L E S I A S T I Q U E S .

T O M E Q U A T R E seconde Partie.

Question XIV & dernière.

|   |        |
|---|--------|
| <i>D E la Jurisdiction de l'Eglise sur les Laïques en matiere de Mariage.</i>   | page 1 |
| <b>SECTION I. Des fautes qui précèdent la célébration du Mariage.</b>   |        |
|   | 11     |
| § I. Des Fiançailles.   | ibid.  |
| § II. De la publication des Bans.   | 41     |
| § III. Du consentement des Parens.  | 78     |
| <b>SECT. II. Des fautes qui se commettent dans la célébration du Mariage.</b>   | 96     |
| § I. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit naturel.  | 102    |
| § II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit positif.   | 118    |
| Empêchement du rapt.  | 196    |
| § III. De la dispense des empêchemens dirimans.   | 199    |
| <b>SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.</b>   | 259    |
| Déclaration de Benoit XIV, sur les dispenses de Mariage.  | 290    |
| Cas décidé sur les mariages des Catholiques avec les Hérétiques, savoir si un Evêque peut permettre le mariage des Catholiques avec les Hérétiques. | 299    |
| Extrait des Loix ecclésiastiques sur les Sacremens de Baptême, Confirmation, Eucharistie, Pénitence & Extrême-Onction.                              | 327    |

|   |     |
|---|-----|
| <i>Du Sacrement de Baptême.</i>                                 | 330 |
| <i>Du Sacrement de Confirmation.</i>                            | 338 |
| <i>Du Sacrement de l'Eucharistie.</i>                           | 340 |
| <i>Du Sacrement de Pénitence.</i>                               | 369 |
| <i>De l'Extrême-Onction.</i>                                    | 384 |
| <i>Règles certaines sur les Libertés de l'Eglise Gallicane.</i> | 386 |
| <i>Supplément au mot Pain-bent.</i>                             | 399 |
| <i>Torture ou Question.</i>                                     | 405 |

Fin de la Table du Tome quatre seconde partie.





THEORIE ET PRATIQUE UNIVERSELLE  
D U  
DROIT CANONIQUE  
FRANÇOIS.

---

QUESTION QUATORZIEME ET DERNIERE.

*De la Jurisdiction de l'Eglise sur les Laïques en matiere  
de Mariage.*



PERSONNE n'ignore les fameuses contestations qui se sont élevées dans le quatorzième siècle, entre les Officiers des Justices Royale & Ecclesiastique, sur leurs droits respectifs. Tout le monde sçait que pour les terminer, le Roi Philippe de Valois fut obligé de convoquer, dans son château de Vincennes, une célèbre Assemblée le premier Septembre 1329, où la cause de la Justice Royale fut vivement soutenue par Pierre de Cugneres, Chevalier & Conseiller du Roi, que quelques-uns disent avoir été Archidiacre de l'Eglise de Paris. Il y rapporta jusqu'à soixante-six griefs, qu'il regar-

*Contestations  
entre les Officiers  
des Justices Royale  
& Ecclesiastique,  
sur leurs Jurisdictions.*

*Tome IV. II. Partie.*

A

doit comme autant d'entreprises faites par les Evêques & leurs Officiaux, sur la Jurisdiction du Souverain, dont les principales étoient, qu'ils s'attribuoient la connoissance des causes réelles, touchant le possessoire & la propriété; qu'ils recevoient les plaintes des Clercs traduits au Tribunal séculier, pour raison de trouble ou dommage causés aux Laïques dans la possession de leurs terres, qu'ils se mêloient de juger des contrats faits en Cour séculière, sous prétexte des sermens qui y intervenoient; qu'ils étendoient leur Jurisdiction sur beaucoup de personnes, qui ne devoient dépendre que de la Justice séculière, savoir les veuves, les pupilles, les gens morts *ab intestat*, les Clercs mariés ou surpris en délit sans habit clérical, les pauvres & les malades renfermés dans les Hôpitaux, & autres maisons de charité, &c. La cause de la Justice Ecclésiastique fut défendue par Pierre Roger, Archevêque de Sens, qui soutint ses droits, par l'ancienne Coutume dont le Clergé étoit en possession, & autorisée par les concessions de nos Rois. Philippe de Valois ne voulut rien innover, & après avoir averti les Evêques de corriger quelques abus, les congédia, en disant qu'il ne vouloit point donner d'atteinte aux droits de l'Eglise, mais suivre plutôt l'exemple que ses Prédécesseurs lui avoient donné. Nous avons fait voir dans l'article premier de la Question précédente, ce qui se passa à ce sujet sous ses successeurs, & que non-seulement la Jurisprudence des Arrêts, mais encore l'Ordonnance, sur-tout de François I, de l'an 1539, remit les choses à-peu près dans leur état naturel, en réduisant la jurisdiction de l'Eglise, en matière civile, aux causes personnelles des seuls Clercs. Il ne fut guère question de celle qu'elle exerçoit en matière criminelle sur les Laïques; & on comptoit encore, du temps du Concile de Trente, jusqu'à dix crimes dont elle connoissoit contre eux, & qui par cette raison étoient appelés Ecclésiastiques, dont les principaux sont l'Hérésie, le Blasphème, le Sacrilege, le Sortilège, la Simonie, le Concubinage, le trouble fait au Service Divin, & les excès commis contre la personne des Clercs. Nous avons sur le Sortilège un Canon fort remarquable, qui est le douzième d'un Concile Provincial tenu à Valence en 1248, qui dit : *De Sacrilegis & Sortitiis, & specialiter de his qui magistri sunt & doctores in opere tam damnofo, statuimus quod si inventi fuerint reddantur suo Episcopo*. Ce fut le prétexte que prirent les Anglois pour livrer, en 1431,

Délits dont l'Eglise connoissoit autrefois contre les Laïques.



Jeanne d'Arc, autrement appellée la Pucelle d'Orleans, à l'Evêque de Beauvais, qui la prétendant forcier lui fit son procès, & la livra au bras séculier pour être brûlée.

Le Concile de Trente s'est efforcé, comme on le peut voir par le Chap. VIII de sa Sess. 14, de maintenir les Juges Ecclésiastiques dans la connoissance de ces délits ; mais inutilement : car il y a long-temps qu'on les en a dépouillés en France, sans exception même de la Simonie, comme nous l'avons montré à son article Quest. X, Art. VII, de sorte qu'à la réserve de l'Hérésie, dont le jugement leur est laissé, pour prononcer seulement sur la qualité de la doctrine, mais dont la punition s'exerce par le Juge séculier, & de la transgression du Canon *Omnis utriusque sexus*, concernant la Confession & la Communion Pascale, on y tient qu'un Laïque n'est jamais justiciable du Tribunal ecclésiastique, de quelque crime qu'il soit prévenu. On n'excepte pas même ceux qui y exercent quelque Office, comme nous l'apprenons de l'Arrêt rendu aux Grands Jours de Poitiers le 18 Septembre 1531, pour un Concierge des prisons épiscopales de N.... qui avoit procuré l'évasion de son prisonnier, & d'un autre du Parlement de Paris rendu le 11 Avril 1532, au sujet d'un Procureur postulant à l'Officialité de N.... qui avoit prévariqué dans ses fonctions, & qui fut renvoyé devant son Juge naturel pour être puni.

C'est néanmoins un sentiment encore communément reçu ; que l'Official peut condamner à quelque aumône & à la réparation, celui qui commet quelque irrévérence contre sa personne lorsqu'il tient le Siège. Fevret ne doute point qu'il ne soit en droit d'y condamner pareillement un témoin qui auroit fait une fausse déposition, dont il conviendrait volontairement dans une affaire qui seroit de sa compétence : mais si dans le cours d'un procès intenté à son Tribunal, par exemple pour promesse de mariage, on produit une pièce fausse ou supposée, peut-il recevoir l'inscription en faux que la partie attaquée propose, & en faire informer à la requête de son Promoteur ? C'est une question qui partage nos Jurisconsultes. Quelques-uns le nient, attendu, disent-ils, que c'est un fait dont la connoissance est réservée au Juge séculier, ainsi que nous le ferons voir par la suite. D'autres soutiennent l'affirmative, parce que la connoissance de ce fait est incidente à la cause principale, sur laquelle il ne peut pas prononcer sans s'en être suffisamment instruit. Ils appuient

Ils ne sont plus  
connus aujourd'hui  
d'hui en France.

L'Official peut  
recevoir une ins-  
cription en faux,  
dans une cause  
pendante à son  
Tribunal.

leur sentiment non-seulement sur l'art. 20 du titre I de l'Ordonnance de 1667, qui porte que tous Juges, à la réserve des Juges Consuls, des bas & moyens Justiciers, pourront connoître des faux incidents aux affaires pendantes devant eux; mais encore sur deux Arrêts des 18 Juin 1618, & 8 Juin 1626, qu'on lit chez Bardet & l'Auteur des Mémoires du Clergé, tome V pag. 814 & suiv. 1101 & f. Il s'agissoit, dans l'espèce de celui-ci, d'une citation faite devant l'Official d'Angers, par une Demoiselle de la ville, contre le Sénéchal de Saumur, fondée sur une promesse de l'épouser. Le dernier ayant formé contre une inscription de faux, & voyant que l'Official vouloit en connoître, en appella comme d'abus à la Cour, laquelle jugea qu'il avoit pu retenir la cause, le blâmant néanmoins de ce qu'il avoit continué sa procédure au préjudice de l'appel dont l'effet étoit suspensif. Dans cette contrariété d'opinions, il est de sa prudence ou du moins de sa charité, de s'abstenir de prononcer sur la question, & de donner seulement Acte à la partie qui allégué le faux, qu'elle ne veut point exécuter la promesse prétendue, qu'en cas qu'elle soit véritable, elle la déclare résolue, & pour le surplus de les renvoyer toutes deux devant qui elles aviseront, & ce pour les empêcher de consumer leur temps & leur argent, dans un Tribunal où les faussaires savent qu'ils ne peuvent pas être punis; car plusieurs doutent, & non sans raison, si l'Official peut dans ce cas les condamner même à l'aumône, attendu qu'il n'est point proprement Juge du faux; mais tout au plus de la réalité des promesses. Ce qui est certain, c'est qu'en cas qu'il en connoisse, il ne doit pas juger les deux causes séparément, autrement il donneroit lieu à un appel comme d'abus; mais joindre l'incident au principal, en prononçant de cette manière: *Tout considéré, nous avons déclaré la promesse de mariage rapportée par le Demandeur, fautive & supposée, l'avons en conséquence débouté de sa demande en exécution d'icelle.*

A la charge de prononcer conjointement sur la cause incidente & sur la principale.

Il ne doit pas dans sa Sentence d'innocenter la personne laïque complice du crime.

Il en faut dire autant, quand une des parties allégué la vie scandaleuse de l'autre, pour se dispenser de l'épouser. On pousse même la faveur de l'état laïc si loin, que par une Jurisprudence constante, du moins au Parlement de Paris, on ne lui permet point, en déclarant un Clerc atteint & convaincu d'un commerce criminel avec une femme, de nommer dans sa sentence celle avec qui il a péché; mais seulement de dire: avec la personne dénommée au procès. L'Arrêt du 10 Février 1538,

*De la Jurisdiction de l'Eglise en matiere de Mariage.* 5  
 en a fait un règlement général, qui a été confirmé par ceux  
 des 2; Juillet 1698, 3 Juillet 1707, 19 Juin 1708 & 18 Dé-  
 cembre 1734, qui en conséquence ont déclaré qu'il y avoit  
 abus dans les Sentences des Officiaux de Bourges, Poitiers,  
 Angoulême & Auxerre, avec défenses d'y nommer dorénavant  
 les personnes laïques. M. l'Avocat Général de Fleury, dans ses  
 conclusions sur l'Arrêt de 1707, qu'on voit au Journal des  
 Audiences, en donne pour raison que, par cette dénomination,  
 l'Official exerce sa Jurisdiction sur des personnes qui ne sont  
 pas ses justiciables, & qui d'ailleurs n'ont pas le plus souvent  
 été entendues : mais la Cour, en réformant leurs Sentences sur  
 ce point, les laisse subsister sur le principal, qui est la condam-  
 nation du Clerc.

On juge encore, en suivant ces principes, 1°. que la réfor-  
 mation des registres de Baptêmes, Mariages & Sépultures, n'est  
 point de sa compétence, mais de celle du Juge Royal, attendu  
 que ce sont des espèces d'Archives, où les preuves de l'état des  
 familles demeurent déposées. On peut voir un Arrêt rendu à ce  
 sujet dans le Journal des Audiences, en date du 7 Juin 1707.  
 Aussi les Ordonnances veulent-elles que les Curés en remettent  
 un double aux Greffes des Justices Royales. On juge en second  
 lieu qu'un Prêtre ne peut faire assigner devant l'Official, un  
 Laïque, pour être payé de l'honoraire de ses fonctions, quoi-  
 que la taxe en appartienne à l'Evêque, parce que ce sont deux  
 choses fort différentes. Nous avons rapporté, Question XI,  
 Art. VI, des *Offrandes & Droits curiaux*, plusieurs Arrêts qui  
 l'ont ainsi décidé, auxquels on peut encore joindre celui du  
 6 Septembre 1706, rendu sur les conclusions du même M. Joly  
 de Fleury, qui a déclaré abusive une Sentence de l'Official de  
 la Rochelle, qui avoit refusé, dans cette matiere, le renvoi à un  
 Laïque qui le demandoit. 3°. Qu'on ne peut plus citer devant  
 l'Official un Laïque pour la transgression du précepte de la sanc-  
 tification des Dimanches & Fêtes. Ducasse, qui avoit été Offi-  
 cial de Condom, & ensuite de Carcassonne, nous apprend que  
 le Promoteur en ayant fait citer un devant lui, pour voir dire  
 qu'il avoit encouru l'amende ou l'aumône portée par les Statuts  
 du Diocèse, contre ceux qui travaillent dans ces jours, il n'a-  
 voit pas cru devoir retenir la cause, & lui avoit accordé le  
 renvoi qu'il avoit demandé devant son Juge naturel, en quoi  
 il s'est conformé à l'Arrêt rendu pour pareil sujet au Parlement

La réforme des  
 registres de Bap-  
 tême, Mariages, Sé-  
 pultures, ne le  
 concerne pas.

Il ne connoît  
 point de la trans-  
 gression des jours  
 sabbat commise  
 par les Laïques.

de Toulouse le 26 Mars 1620, que Fevret cite Liv. IV. ch. X, N<sup>o</sup>. V, & avec d'autant plus de raison, que la transgression des Dimanches & Fêtes est regardée parmi nous comme une affaire de Police, dont le seul Juge séculier connoît. C'est la disposition formelle de l'Ordonnance d'Orleans, Art. 23, 24, 25, & de celle de Blois art. 38, conforme aux anciennes Loix de nos Rois, sur-tout à celle de Childébert de l'an 595, qui condamne les François à quinze sols d'amende, les Romains à sept sols six deniers, & à trois sols ou à la bastonnade les esclaves, qui s'appliqueront les Dimanches à quelque œuvre servile. Dagobert en rendit une bien plus sévère en 630, qui condamnoit ceux qui retomboient pour la troisième fois dans cette faute, à la confiscation de la troisième partie de leurs terres. Il en est de même au sujet du trouble fait au Service Divin, que l'Ordonnance de 1670 met effectivement au nombre des Cas royaux, comme nous l'avons observé précédemment. Il est vrai que quelques anciens Arrêts en attribuent la connoissance à l'Official, mais ils sont antérieurs à l'Ordonnance de 1539, qui a extrêmement restreint sa Jurisdiction sur les Laïques. Celui-ci est particulièrement attribué au Juge séculier, par l'art. 9 de celle de Blois, qui défend les causeries, badineries & promenades dans les Eglises durant le Service Divin, sous peine d'emprisonnement, qu'elle enjoint aux Huissiers d'exécuter exactement, s'ils ne veulent être privés de leur état. Le Parlement de Paris, dès l'an 1550, avoit fait les mêmes défenses sous des peines un peu différentes, mais qui excèdent toujours la puissance de l'Official; c'est, pour la première fois, une amende de dix livres Paris, pour la seconde la prison, pour la troisième une punition corporelle. Celui de Rouen a décidé la chose encore plus précisément, en déclarant, par un de ses Arrêts du 9 Mars, mais dont on ignore l'année, qu'il y avoit abus dans l'excommunication qu'un Official du ressort avoit prononcé contre deux Laïques qui s'étoient heurtés dans l'Eglise durant le Service, à l'occasion d'une préséance qu'ils se contestoient. Il est rapporté par Forget, dans son *Traité des Personnes* chap. XLII, N<sup>o</sup>. 12. Il seroit fort à désirer qu'on voulut renouveler de nos jours ces Ordonnances & Arrêts, & les faire exécuter ponctuellement, & faire rendre à Dieu l'honneur & le respect qui lui sont dûs dans ses Temples.

Quant à la connoissance des excès que les Laïques peuvent

Ni de leurs badineries dans l'Eglise, ni du trouble qu'ils apportent au Service Divin.

commettre en la personne des Clercs, elle est aussi contestée aux Officiaux par les Juges séculiers, depuis le quinziesme siècle, & Papon rapporte un Arrêt du Parlement de Grenoble, qu'il date de l'an 1460, qui ne la leur laisse qu'en cas de prévention, conformément à l'Authentique *Causa quæ*, Cod. de *Episcopis*; mais on tient aujourd'hui que l'Ecclesiastique excédé ne peut pas se pourvoir devant l'Official, pour faire déclarer que ceux qui l'ont maltraité ont encouru la censure portée au Canon *Si quis suadente*, à moins qu'ils n'ayent été préalablement atteints & convaincus de ce délit, par information faite devant leur Juge naturel. On le prouve par un Arrêt rendu en 1699 contre l'Official de Clermont, auquel on peut joindre celui que Fevret cite liv. VII, ch. II, No. 31, qui est du Parlement de Dijon, & du 27 Novembre 1630, qui a déclaré qu'il y avoit abus dans la Sentence de l'Official de Châlons-sur-Saone, pour avoir déclaré un habitant de Marseille excommunié, pour cause d'excès par lui commis en la personne de son Curé. Il l'avoit préalablement décrété d'ajournement personnel, mais le Juge des lieux n'en avoit point informé.

Ce qui est incontestable, c'est que dans les causes où l'Official est Juge compétent, comme dans celles de Mariage, il ne peut pas les condamner aux dommages & intérêts envers qui que ce soit. Louet, après Chopin, *De Politia*, lib. 1, cap. 1, le prouve par un grand nombre d'Arrêts, dont les citations seroient aussi inutiles qu'ennuyeuses. Il n'en est cependant pas de même des dépens, quand les parties succombent devant lui dans leurs causes. Personne ne lui a encore contesté le pouvoir de les y condamner, non plus que celui de les taxer. C'est une suite nécessaire de la Jurisdiction qu'il a sur eux dans les causes où ils sont demandeurs contre les gens d'Eglise, & sans lequel il lui seroit très-difficile d'en faire usage. La loi *Properandam* 13, § 6, Cod. de *Judiciis*, le donne à tous les Juges, en leur ordonnant d'y condamner la partie qui perd sa cause, à moins qu'elle ne la gagne sur une bonne partie des chefs contestés, auquel cas ils peuvent les compenser: *Omnes Judices sciunt*, dit-elle, *visitum in expensarum causa esse condemnandum*. Ce qu'il doit sur-tout éviter, ainsi que le Juge Laïque, est de faire consigner ses épices ou vacations d'avance, ce qui est défendu en général à tous les Juges subalternes, sous peine de concussion par les Arrêts, spécialement par celui du 3 Juillet 1655, qu'on lit au Journal des Au-

Peut-il informer contre un Laïque qui a battu un Prêtre, & le déclarer excommunié?

Il ne peut le condamner aux dommages & intérêts, mais bien aux dépens.

Ni faire consigner des épices ou vacations d'avance.

8 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 diences. Il y a, ce semble, plus de difficulté, lorsqu'étant assignés devant lui, pour déposer dans une information criminelle, ils refusent de comparoître. Cependant tous nos Jurisconsultes conviennent qu'il peut les y contraindre également comme les Clercs, en les condamnant suivant l'article 3 de l'Ordonnance de 1670, tit. 6, pour le premier défaut, à une aumône applicable à l'Eglise ou aux pauvres, & en cas de plus grande contumace, à l'emprisonnement de leurs personnes, qu'ils peuvent faire exécuter, en implorant le secours du bras séculier. De-combes assure que c'est la pratique de toutes les Officialités du Royaume.

Nous avons remarqué en différens endroits de cet ouvrage, & sur-tout à l'article des Archidiacres, que la qualité laicale soustrait à la compétence de l'Official, les legs pieux, les Marguilliers, leurs comptes, les contestations qui en naissent, les Bedeaux & autres serviteurs d'Eglise. Nous avons sur ceux-ci un Arrêt assez récent qui est du 18 Juillet 1736, qui a déclaré qu'il y avoit abus dans la Sentence de l'Official de Chartres, qui sur une assignation donnée par devant lui à la requête du Curé d'Aunau, contre un Marguillier qui avoit destitué un Bedeau de l'Eglise, & emporté sa robe chez lui, attendu qu'il s'agissoit d'une chose purement temporelle, dont la connoissance lui est interdite, dit M. l'Avocat Général Gilbert dans ses conclusions. Ainsi on peut dire en France, qu'à l'exception de ce qui vient d'être observé, toute la Jurisdiction de l'Eglise sur les Laïques même *ès matieres pures & spirituelles*, dont parle l'Ordonnance de 1539, se borne aujourd'hui aux causes matrimoniales; encore la limite-t-on précisément au lien, c'est-à-dire, à prononcer sur la validité ou la nullité tant du mariage que des fiançailles qui ont coutume de le précéder. Il se rencontre même plusieurs cas où on en laisse la connoissance au Juge séculier quoique subalterne; c'est, si on s'en rapporte à Fevret, Liv. V, ch. I, N°. 7 & 15, & à Brillonn dans son Dictionnaire des Arrêts au mot *Mariage*, lorsqu'il y a défaut de puberté, ou bien de rapt. de la polygamie & de la clandestinité, qui sont également condamnés par les Loix civiles & ecclésiastiques; car les premières lui attribuant la connoissance de ces crimes, il est naturel qu'après avoir prononcé sur le fait, il déclare le Mariage contracté en conséquence nul & invalide. Il ne semble pourtant pas, si on excepte le cas d'impuberté, qu'il en con-

noisse

La connoissance  
 des causes matrimo-  
 niales lui ap-  
 partient.

*De la Jurisdiction de l'Eglise, en matiere de Mariage.* 9  
 noisse alors directement, mais seulement en conséquence de  
 l'action criminelle qui est portée devant lui & qui est de sa compe-  
 tence. Le même Fevret soutient dans cet endroit, qu'on ne suit  
 plus parmi nous le chap. *de illis Tit. de Desponsalib. Impuber.* ni  
 même l'article 2 de l'Edit de Melun, qui porte que *si le procès*  
*en rapt n'est mis en état d'être jugé dans l'an, il sera procédé au juge-*  
*ment de l'instance par les Juges Ecclesiastiques.* Il ajoute que c'est  
 encore à lui qu'il faut s'adresser, quand il est question de vio-  
 lence & de contrainte; mais l'usage est contraire à son opinion.

Excepté dans  
quelques cas.

Dans tout le reste, la connoissance de ces causes lui est laissée,  
 par respect pour la qualité de Sacrement à laquelle il a élevé les  
 Mariages des fidèles. Dès l'an 517, ce fut le Concile de Lyon  
 qui cassa le Mariage que le nommé Etienne avoit contracté avec  
 sa cousine germaine. Saint Grégoire prononça aussi, comme nous  
 l'apprenons de sa première Epître liv. 6, sur un Mariage qu'on  
 prétendoit nul faute de liberté. Le Concile de Leptines, tenu  
 en 743 sous le Roi Carloman, a décidé positivement que c'est  
 aux Evêques à réformer les Mariages qui n'ont pas été con-  
 tractés légitimement, *Debent emendari Episcoporum judicio.* Nos  
 Souverains ses successeurs, & entr'autres Robert, Philippe Au-  
 guste, Charles VIII, Louis XII & Henri IV, ont reconnu l'au-  
 torité de l'Eglise sur ce point, puisqu'ils se sont adressés à ses  
 Souverains Pontifes, & se sont soumis à leurs jugemens sur l'in-  
 validité de leurs propres mariages.

C'est sur cette tradition constante & immémoriale, que le  
 Concile de Trente a formé le Canon 12 de la Sess. 24, où il  
 prononce anathème contre ceux qui disent que les causes matri-  
 moniales n'appartiennent pas aux Juges Ecclesiastiques. Les  
 Edits de François I, de l'an 1539 article 4, & d'Henri IV, de  
 l'an 1606 art. 12, les y maintiennent. *Nous voulons, dit celui-*  
*ci, que les causes concernant les Mariages soient & appartiennent*  
*à la connoissance & Jurisdiction des Juges d'Eglise.* Cet article est  
 un de ceux que le Parlement a vérifié purement & simplement.  
 Il a été confirmé par l'article 24 de celui de 1695, qui porte  
 que, *la connoissance des causes concernant les Sacrements, les Vœux*  
*de Religion, l'Office Divin, la discipline de l'Eglise, & autres pu-*  
*rement spirituelles, appartiendront au Juge d'Eglise.* De là vient,  
 qu'à la réserve des cas qui viennent d'être marqués, on ne souffre  
 point parmi nous que les Juges, quoique royaux, en connois-  
 sent, & les Cours, même Souveraines, ne le fassent qu'extraordi-

Les Juges su-  
balternes quoique  
Royaux, n'en peu-  
vent connoître.

nairement, quand on le pourroit devant elles par appel comme d'abus. L'Auteur des Mémoires du Clergé rapporte, Tome V, page 945, & ailleurs, trois Arrêts décisifs contre eux; le premier du 27 Avril 1633, qui fut publié à l'Audience du Châtelet, lequel fait défenses aux Officiers de ce Tribunal de prendre connoissance des causes où il s'agira de promesses de Mariage, qu'il leur enjoint de renvoyer devant l'Official; le second rendu en 1670, casse la procédure du Lieutenant Général de la Rochelle, qui avoit entrepris de prononcer sur la validité du Mariage contracté entre Pierre Renaud, & Marie Colin; le troisième du 2 Août 1700, contre le Sénéchal de Saumur, qui avoit fait une semblable entreprise. La Cour néanmoins faisant droit sur l'appel comme d'abus porté devant elle, & usant du pouvoir qu'elle ne reconnoît point dans ses subalternes, déclara le mariage en question nul & non valablement contracté. On pourroit y ajouter celui du 2 Janvier 1626, qu'on lit au Journal des Audiences, qui cassa la Sentence du Lieutenant Criminel de Paris, laquelle enjoignoit à l'Official d'accorder un Monitoire à un homme, qui accusoit sa femme d'inceste commis avec son cousin issu de germain avant son mariage, qu'il prétendoit en conséquence être nul, & que le même Official avoit auparavant jugé valable, en déclarant la femme innocente.

Comme la matiere du Mariage est celle qui occupe le plus les Juges d'Eglise, & qui fait le sujet non-seulement le plus ordinaire, mais encore le plus épineux des causes d'appel comme d'abus, nous avons cru devoir en traiter, non pas comme les Théologiens (qui ne s'appliquent qu'à établir sa qualité de Sacrement, à expliquer sa matiere & sa forme,) mais en Canoniste, & faire voir les principales fautes où tombent & peuvent tomber tous les jours, non-seulement les Evêques & leurs Officiaux, mais encore les Curés, & ceux qui sont chargés de leur part de célébrer les Mariages. Nous les parcourerons dans trois Sections, dont la première comprendra celles qui précèdent sa célébration, la seconde celles qui l'accompagnent, la troisième celles qui la suivent.





## SECTION I. Des fantes qui précèdent la célébration du Mariage.

ON peut les rapporter toutes à trois objets, qui en sont comme les sources ; sçavoir aux Fiançailles, à la publication des Bans, & au consentement des parens, sur lesquels la Police, tant de l'Eglise que de l'Etat, a fait un grand nombre de réglemens très-importans, dont la transgression rend les Ecclésiastiques qui y trempent, très-repréhensibles devant Dieu & devant les hommes. Nous en ferons la matiere des trois Paragraphes suivans.

## § I. Des Fiançailles.

I. Suivant les Canonistes & les Jurisconsultes, les Fiançailles sont une promesse que deux parsonnes capables de se marier se font réciproquement l'une à l'autre, pour l'exécuter dans le temps dont elles conviennent, *futuratum nuptiarum mutua & reciproca promissio*. Cette définition est tirée du Canon troisième de la cause 30<sup>e</sup>, Quest. 5, & de la Loi premiere du § de *Sponsalibus*. La réciprocité y est essentielle, & la promesse d'une partie, quoiqu'acceptée par l'autre, ne suffit pas pour les rendre valides & obligatoires, si celle-ci ne s'est pas engagée de son côté, parce que leur contrat doit être synallagmatique comme celui du Mariage. C'est la raison pour laquelle Justinien, Novell. 12, les appelle *Sponsiones & repromissiones*. D'où Fevret conclut, Liv. V, ch. I, N<sup>o</sup>. 2, que le Juge d'Eglise ne peut connoître de celles qui se font autrement, attendu qu'elles sont destituées de leur forme essentielle. Il en dit autant de celles qu'on prétendrait contracter par paroles de présent, de *præsentis*, que l'Ordonnance de Blois, art. 44, défend aux Notaires de recevoir, sous peine de punition corporelle, & dont les Arrêts défendent aussi aux Officiaux d'admettre la preuve. L'usage en est aussi ancien que le monde, ainsi que le supposent l'histoire de Rebecca, rapportée au chap. XXIV. de la Genèse, & la loi 2, de *Sponsalibus*, dont l'Auteur dit, *Moris fuit veteribus stipulari & spondere sibi uxores futuras*. L'Eglise l'a adoptée dès sa

Les Fiançailles sont des promesses réciproques de Mariage.

Elles sont prescrites aussi anciennes que le monde.

11 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*

naissance, & l'obligation qui en résulte lui a toujours paru si importante, qu'un de ses premiers Conciles, c'est celui d'Elvire, tenu en Espagne vers la fin du troisième siècle, veut qu'on prive de la Communion pendant trois ans, les peres & meres qui empêchent l'exécution sans une cause légitime.

On les divise en  
solemnelles & en  
simples.

On divise les Fiançailles en solemnelles & en simples. Les premières se célèbrent à l'Eglise avec les cérémonies requises par l'usage du pays, dont les principales sont, chez la plupart des Catholiques, la bénédiction du Prêtre & les prières qui l'accompagnent. Elles consistoient, suivant l'ancien Droit Romain, dans l'assemblée ou convocation des principaux parens des futurs époux, en présence desquels ils faisoient réciproquement leur promesse, dont l'Acte étoit dressé par écrit. C'est proprement à celle-ci que le Droit donne le nom de Fiançailles; car pour les secondes, que nous appellons simples, elles se font sans aucunes cérémonies & s'appellent *Promesses de Mariage*. Il n'est point nécessaire, pour la validité des unes & des autres, d'y appeler des témoins. Quant aux Fiançailles clandestines, elles sont demeurées sur le pied où elles étoient avant le Concile de Trente, qui n'y a point touché, c'est la remarque de Basile Ponce, lib. XII, cap. V, N°. 6, qu'il confirme par plusieurs décisions de la Congrégation des Cardinaux, préposés à l'interprétation de ses décrets. Elles ne sont point par elles-mêmes nécessaires, quoique cependant on ne puisse les omettre sans un péché grief, dans les Diocèses où elles sont de précepte; car il y en a plusieurs, sur-tout en Languedoc & en Franche-Comté, où les solemnités ecclésiastiques sont entièrement abolies. Il en est de même, ce semble, en Italie, où on suit presque par-tout le Rituel Romain, qui n'en fait aucune mention, ainsi que l'observe l'Auteur des Conférences de Paris sur le Mariage. Il nous apprend encore que, par le Rituel d'Aléth pag. 430, l'usage en a été positivement interdit par les Evêques, à cause de l'abus qu'elles occasionnoient parmi les gens grossiers, qui dès qu'ils étoient fiancés par un Prêtre, croyoient pouvoir vivre ensemble avec autant de liberté que s'ils eussent été unis par le Sacrement. On a pris à Paris, à Noyon & dans plusieurs autres Diocèses, un tempéramment, qui est de les célébrer seulement la veille du mariage: mais on ne peut cependant disconvenir que le nouvel usage est entièrement contraire à la fin que l'Eglise s'est proposée en les établissant, qui est de préparer les futurs époux à recevoir dignement la grace du Sa-

Les premières ont  
été abolies dans  
quelques Diocèses  
du Royaume.

crement, & de plus, il introduit encore dans la publication des Bans une espèce de mensonge, en faisant dire au Prêtre qu'il y a promesse de Mariage entre des personnes, qui ne se sont souvent rien promis; ou du moins il occasionne une indécence dans le ministère ecclésiastique, en l'obligeant d'annoncer aux fidèles, & au milieu du Saint Sacrifice, dans certaines Paroisses, des engagements pris sans la participation de l'Eglise, souvent en secret, & tout au plus devant un Notaire.

Les Curés peuvent, sans difficulté, admettre les Fiançailles qui se font par Procureur, puisque l'Histoire Sacrée les autorise, comme nous le voyons dans le chap. XXIV de la Genèse, que nous venons de citer, & par la pratique générale de l'Eglise. Les Théologiens & les Canonistes en disent autant du Mariage même, quoique quelques-uns lui contestent dans ce cas la qualité de Sacrement. Boniface VIII le décide positivement au chap. *Procurator*. fin. in *sexto* lib. I. tit. *de Procuratoribus*, pourvu, y dit-il, que le Procureur ait un pouvoir spécial de son constituant, tant pour donner son consentement que pour accepter celui de l'autre partie, qu'il n'en substitue pas un autre à sa place, sans une autorisation bien expresse, & que sa procuration n'ait point été révoquée avant la célébration du Mariage; car si elle l'étoit, quoiqu'à son insçu, ce qu'il feroit en conséquence seroit absolument nul; c'est en quoi il diffère du Procureur constitué pour résigner, dont la résignation subsiste, à moins que sa révocation ne lui ait été notifiée, comme nous l'avons dit ailleurs. Il faut que ceux qui se marient de cette manière, aient soin de se tenir en état de grace, au moment que le Procureur donne son consentement, afin qu'ils puissent recevoir celle du Sacrement, laquelle étant habituelle, peut se communiquer aux absens comme aux présens, à ceux qui dorment comme à ceux qui veillent. Il est vrai qu'on exige d'eux qu'ils renouvellent leur consentement en présence du Prêtre, avant que de le consommer; mais cela ne se pratique que par précaution, & pour plus grande sûreté, dans la crainte qu'on a de quelque révocation secrète: \*

Les Fiançailles & le Mariage même, peuvent se célébrer par Procureur.

II. On souffroit autrefois que les Curés admisent aussi les Fiançailles & les Mariages contractés sous des conditions honorables, mais cela ne se permet plus; on assure que Clement VIII l'a défendu très-expressément, sous quelque condition que ce soit, par rapport au Mariage, & l'Auteur des Conférences d'An-

On ne souffre plus les Mariages faits sous condition.

gers, assure, tome I de l'ancienne édition pag. 281, & tom. IX pag. 163 de la nouvelle, que cette défense s'observe exactement dans le Royaume, pour prévenir les inconvéniens qui en proviennent. Il faut convenir qu'il y auroit beaucoup de témérité à en user autrement, sans une permission spéciale de l'Evêque Diocésain. Auparavant on s'en tenoit au Droit commun, & on distinguoit entre les conditions honnêtes, les honteuses, les impossibles, & celles qui sont contre la substance même du Sacrement. Les conditions honnêtes en suspendoient l'effet, quand elles étoient de *futuro*, jusqu'à ce qu'elles fussent accomplies, suivant le sentiment commun des Théologiens, qui n'est pourtant pas suivi par S. Thomas, ou plutôt par son Continuateur, troisième partie, Quest. XLVII, art. 5, où il insinue qu'un Mariage contracté sous une telle condition, se résout en pures Fiançailles. En effet, il n'est pas aisé de concevoir comment un contrat, dont le consentement présent est comme l'ame & l'essence, peut demeurer en suspens jusqu'à l'événement de la condition. Du moins la plupart de ceux qui pensent autrement, veulent qu'on le renouvelle alors, de crainte que l'une des deux parties n'ait, dans l'intervalle, retracté le sien. Les secondes conditions que nous appellons honteuses ou impossibles, &c. étoient regardées comme non apposées, *tantum non appositæ*, par considération pour un contrat, en faveur duquel on présuinoit que les contractans ne les avoient pas mises sérieusement, & dans l'intention d'en faire dépendre sa validité; mais cette présomption n'avoit lieu que dans le for extérieur, car quant au for de la conscience, on a toujours cru communément que, quoiqu'il ne fut jamais permis d'accomplir une condition illicite, cependant le Mariage devenoit valide dès l'instant qu'on l'accomplissoit, & demeurait nulle tant qu'elle restoit sans exécution. On forme encore quelque doute sur les promesses faites par ceux qui ont un empêchement dirimant qui les rend incapables de se marier; mais il est aisé de répondre, que s'ils en avoient connoissance en les faisant, ils sont obligés d'en poursuivre la dispense autant qu'ils le peuvent, cette condition y étant tacitement renfermée. Il n'est pas également facile de décider si, pour la validité des Fiançailles, il faut autant de liberté que pour celle du Mariage, & si son défaut les rend nulles de plein droit, ou s'il faut, pour les annuler, une Sentence du Juge. Cette question partage les Docteurs, dont quelques-uns soutiennent l'affirmative, prétendant

Il faut la même  
liberté pour les

que les Canons n'ont prononcé la nullité qu'en faveur du Mariage seul : la plupart le nie & avec raison. Leur sentiment semble avoir été suivi par l'Arrêt du 13 Juin 1607, que cite Fevret, Liv. V, chap. I, N<sup>o</sup> 4, lequel n'a pas effectivement annulé, mais déclaré nulles les promesses qu'une fille avoit faites, quoique du consentement de son pere, à un Médecin, durant qu'il la traitoit d'un mal contagieux, parce qu'on jugea que le besoin qu'elle avoit de son secours, & les sollicitations du Médecin, ne lui avoient pas laissé une liberté suffisante.

Fiançailles que pour le Mariage.

Ce dont tous les Canonistes conviennent, c'est que quand elles sont faites par personnes capables de cet engagement, absolument, librement & sérieusement, c'est-à-dire, avec un dessein sincère de se lier ; elles obligent, même sous peine de péché mortel, comme nous le montrerons ci-dessous, de quelque manière qu'elles se contractent, soit publiquement ou en secret, soit verbalement ou par écrit.

III. Mais c'est encore une question de sçavoir si celles qui ne se célèbrent pas en face d'Eglise, produisent l'empêchement qu'on appelle d'honnêteté publique. La raison d'en douter est que ce qui est secret & occulte, ne peut causer le scandale sur lequel cet empêchement semble fondé, parce que la fiancée étant en droit de s'opposer au mariage que son fiancé voudra par la suite contracter avec sa mere ou sa sœur, est maîtresse de le divulguer & de le rendre public. L'Auteur des Conférences de Paris, t. I, Lib. III, confer. première, § 1, & quelques autres, distinguent entre les lieux où l'usage de les célébrer ainsi est reçu, & ceux où il ne l'est pas ; prétendant qu'il le produit dans les seconds & non pas dans les premiers. Cette distinction, qui au fond est très-nouvelle & par-là même fort suspecte, ne nous paroît pas solide, non plus qu'à l'Auteur des Conférences d'Angers, & à presque tous les Docteurs étrangers, parce qu'un empêchement dirimant établi par le Droit commun dans l'Eglise, doit être le même par-tout, ainsi que la cause qui le produit, & que le Concile de Trente, suivant les anciens Canons, ne demande rien autre chose pour le produire, que des Fiançailles ou des promesses valides : *Ubi sponsalia valida erunt primum gradum non excedant*, sess. 24, de réfor. Or on convient de part & d'autre qu'elles le sont, de quelque manière qu'on les contracte, & que leur validité ne dépend pas d'une cérémonie ecclésiastique purement arbitraire, mais du libre consentement des parties, qui leur

Les Fiançailles simples produisent l'empêchement de l'honnêteté publique.

16 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
donne tout ce qu'elles ont de force & de valeur.

Aussi est-elle rejetée par tous les Docteurs Grecs, à ce qu'affure Jean de Cirthe, dans sa réponse à Cabasilas, que cite cet Auteur, & de plus par les Canonistes Romains, consultés par le célèbre M. Boucher, Docteur de la Maison de Sorbonne, & Président des Conférences Ecclésiastiques de Paris. Il est vrai que quelques Docteurs de la même Maison, & entr'autres M. Habert, ont décidé le contraire; mais celui-ci du moins n'a pas persévéré dans son opinion, puisque dans sa réponse à une consultation du 19 Novembre 1713, il avoue ingénument qu'elle ne lui paroît pas assez bien appuyée pour être suivie dans la pratique, & que si quelqu'un avoit de bonne foi contracté en pareil cas, il faudroit recourir à la dispense de l'Evêque, pour faire réhabiliter son Mariage. Du moins ne peut-on pas, sans s'écarter des règles de la prudence, dans une matière aussi importante que celle-ci, suivre un sentiment si douteux, sur-tout quand il s'agit de *contrahendo* & non de *contracto*. Il y a néanmoins une exception à faire, c'est quand les promesses des parties ne sont point absolues, mais seulement sous le bon plaisir de l'Eglise, & en cas qu'elle les approuve en leur donnant la bénédiction; mais ce cas est fort rare, & cette condition ne s'insère guères que dans les contrats de mariage passés devant Notaires. Fromageau Docteur de la même Société, conclut de ces autorités au mot *empêchement*, Cas 1, que si un garçon donne à une fille les bagues & bijoux ordinaires, du consentement de ses parens, & passe ensuite devant lesdits Notaires le contrat où s'arrêtent les clauses du futur Mariage, la promesse est alors censée faire d'une manière suffisante à produire l'engagement. Il avoue qu'il avoit autrefois pensé sur ce point, comme M. Habert son confrère; mais qu'après y avoir plus murement réfléchi, il avoit conseillé aux parties de faire réhabiliter leur Mariage. Il suppose, & avec raison, que l'espèce de promesse qui se met dans le contrat, & qui n'est en effet qu'un simple projet ou dessein, est insuffisante à cet effet, parce qu'effectivement les parties en le signant, n'ont pas une intention formelle & expresse de se lier.

Un Mariage nul  
n'équivaut pas à  
de véritables  
Fiançailles.

On a cru autrefois que les Mariages nuls tenoient lieu & étoient équivalens à de véritables Fiançailles, quand la nullité venoit d'un autre défaut que de celui de consentement; mais on pense aujourd'hui, sur-tout à Rome, autrement sur ce principe, que ce qui est nul ne peut produire aucun engagement; on excepte  
seulement

seulement celui des impuberes, célébré d'ailleurs suivant les formes de droit, parce qu'on présume qu'ils ont voulu s'engager, au moins pour l'avenir, autant qu'il étoit en eux, ne le pouvant pas pour le présent.

L'âge requis pour se fiancer est celui de sept ans accomplis, suivant les chap. *Litteræ..... Accessit, & Ad dissolvendum*, au tit. de desponsation. impuber. lib. IV, tit. 2. L'Eglise l'a ainsi sagement réglé, parce qu'un engagement d'une si grande importance demande certain usage de la raison qu'on trouve bien rarement dans des enfans plus jeunes. Il est vrai que le Canon *si Infantes*, au même titre dans le Sexte, autorise les peres & meres à les fiancer, avant qu'ils en ayent aucun, & dans l'âge le plus tendre; mais il est visible qu'un engagement auquel leur volonté n'a point eu de part, ne les lie qu'autant qu'ils veulent bien le ratifier par la suite, ce qui dépend absolument d'eux, puisque l'autorité paternelle ne peut point les forcer sur ce point, quoique par respect pour elle ils doivent se conformer, autant qu'ils le peuvent raisonnablement, à leur inclination & à leur conseil. Les tuteurs & curateurs, quoique proches parens, n'ont pas le même pouvoir, & nous ne voyons aucune Loi qui le leur donne. Un Curé seroit par conséquent fort répréhensible, s'il admettoit aux Fiançailles des enfans avant cet âge, sur-tout quand le Rituel de son Diocèse le lui défend. Il ne le seroit pas moins en France, s'il le faisoit sans le consentement exprès de leurs pere & mere, tuteurs, sous la puissance desquels ils sont jusqu'à leur majorité, parce que les Loix du Royaume y assujettissent tous les mineurs indistinctement; c'est le fondement de l'Arrêt que rapporte Bouchel, qui décréta même de prise de corps un Prêtre, qui avoit fiancé un jeune homme de seize ans, sans le consentement de son tuteur. Plusieurs de nos Canonistes, au nombre desquels est l'Auteur des Conférences d'Angers, tom. I, p. 120, de l'ancienne édition, & tome IX, p. 69 de la nouvelle, vont plus loin, & estiment que ces sortes de Fiançailles sont non-seulement illicites, de quoi tout le monde convient, mais encore nulles & invalides, de sorte que si les parens n'y donnent pas par la suite leur agrément, ou s'y opposent, le mineur, devenu maître de sa personne par la majorité, n'est pas tenu de les exécuter; c'est une suite naturelle de leur sentiment sur l'ancienne discipline de l'Eglise Gallicane, par rapport aux Mariages contractés par les enfans de famille sans le consentement des parens, que nous ex-

L'âge requis pour les Fiançailles est sept ans accomplis.

On ne peut fiancer des mineurs sans le consentement de leurs pere, mere, &c.

Leurs Fiançailles sont-elles nulles sans consentement ?

18 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 pliquerons ci-dessous. Fevret rapporte, Liv. V, ch. I, N<sup>o</sup>. 8, plusieurs Arrêts, dont la disposition est, dit-on, suivie généralement dans tous les Tribunaux du Royaume, qui ont prononcé cette nullité, laquelle ne peut pas même être réparée par le consentement subséquent du seul tuteur, attendu que l'Ordonnance de Blois lui défend, art. 43, sous peine de punition exemplaire, d'autoriser le Mariage de son pupille, sans le consentement de ses plus proches parens.

Ils tirent de ce principe plusieurs conséquences importantes dans la pratique, & en concluent 1<sup>o</sup>. qu'elles ne produisent point l'empêchement de l'honnêteté publique, qui en effet ne résulte que des Fiançailles valides, suivant le Concile de Trente, Sess. 24, de reform. Matrim. chap. 3, qui dit, *Publicæ honestatis impedimentum, ubi sponsalia quæcumque ratione valida non erunt, sancta Synodus prorsus tollit.* 2<sup>o</sup>. Que le Juge d'Eglise n'en peut connoître, si ce n'est tout au plus pour les déclarer nulles, suivant les Arrêts de règlement rendus au Parlement de Paris les 29 Avril 1595 & 8 Janvier 1601, qu'on peut voir chez le même Fevret. 3<sup>o</sup>. Qu'il ne peut pas même citer devant lui les parens, pour sçavoir d'eux s'ils y ont donné ou refusé leur consentement. Chenu, part. 4, chap. 12, en rapporte en effet un troisième des Grands Jours de Troyes qu'il date du 25 Octobre 1583, lequel a déclaré qu'il y avoit abus dans la procédure d'un Officiel, qui avoit fait assigner devant lui les parens d'une fille mineure, pour prendre leur avis sur son Mariage, & ensuite ordonné qu'il y seroit procédé ou non. La raison de cette Jurisprudence est que les Laïques ne sont point ses justiciables, excepté dans les cas où le Droit le décide formellement. C'est une question importante de sçavoir si un Curé peut passer outre à la célébration des Fiançailles, publication des Bans & sur-tout à celle du Mariage, quand quelqu'un y fait opposition, & qu'il est bien assuré qu'elle est malicieuse, frivole ou informée ? Pour y répondre, il faut user de distinction, & dire qu'il le peut, si elle n'est que verbale, quoique faite en présence de témoins, sur-tout lorsque l'opposant n'est ni domicilié ni connu dans le lieu, ainsi que le Rituel de Bordeaux le décide pag. 919, c'est ce qui est insinué par l'Arrêt du 15 Juin 1691, rendu par forme de règlement, qu'on lit au Journal des Audiences, qui enjoint aux Curés de faire signer les oppositions par ceux qui les forment, & les mains-levées par ceux qui les accordent, à moins que les

Conduite que  
 doit tenir un Curé  
 quand quelqu'un  
 s'oppose aux Fian-  
 çailles ou au Ma-  
 riage qu'il veut  
 célébrer. \*



opposans ne soient les peres & meres eux-mêmes, &c, dont l'opposition, quoique faite de vive voix, est une preuve suffisante du défaut de leur consentement. La meilleure raison qu'on puisse apporter, de ne point déférer aux oppositions verbales, c'est que les parties qui veulent se marier, doivent sçavoir contre qui elles peuvent se pourvoir pour les faire lever & se faire indemniser du préjudice qu'elles en souffrent, ce à quoi elles ne pourroient jamais parvenir, si elles n'en avoient la preuve par écrit, quand même le Curé attesterait le fait, & le prouveroit par témoins parce qu'on doute si le Juge est tenu, en cette matiere, de déférer à leur déposition, & que bien loin de leur adjuger des dommages & intérêts, il pourroit peut-être bien les condamner aux dépens. Or dans ce cas le Curé ne doit pas manquer d'interpeller l'opposant de signer son opposition, ou de la faire signifier par le ministère d'un Huissier, & en cas de refus, aller en avant. Il est encore à propos, pour plus grande sûreté, qu'il dresse un procès-verbal tant de son interpellation que du refus qui lui a été fait, signé de deux ou trois témoins : mais si l'opposition lui est signifiée par un Huissier, ou du moins notifiée par un écrit signé de la main de l'opposant, il doit surseoir, quelque certitude qu'il ait de son injustice ou de son inutilité, parce qu'il ne lui appartient pas de s'ériger en Juge, au préjudice de ceux que les Loix ont établi pour en connoître. Il faut enfin qu'il en donne une copie aux parties intéressées, qu'il certifiera conforme à l'original, dont il ne doit point se délaisser, & qu'il en tire d'elles une reconnaissance.

IV. C'est encore une question, non moins intéressante, de sçavoir devant quels Juges les parties doivent se pourvoir pour faire lever les oppositions, & c'est sur quoi les Docteurs ne sont point d'accord. On fait aussi communément une distinction entre celles qui sont fondées sur des Fiançailles ou des promesses antérieures, & celles qui viennent de raisons ou d'intérêts de famille, alléguées par des peres, meres, parens ou tuteurs. Il est certain que les premières doivent se porter devant l'Officiel qui est seul Juge du lien, comme on l'a montré ailleurs, à moins que le Juge Royal ne soit déjà saisi de la cause, par exemple, sur une plainte de séduction ou autrement, car alors il doit suspendre sa procédure & s'abstenir de prononcer, jusqu'à ce que celui-ci l'ait vuider, ainsi qu'il a été décidé par l'Arrêt du 3 Août 1706, rapporté au Journal des Audiences. Il y a plus, car si la cause se

Quel Juge doit  
prononcer sur  
l'opposition ?

trouve déjà portée au Parlement, ce qui se fait ordinairement par un appel comme d'abus, la Cour, du moins à Paris, ne manque point de retenir le fond de la cause sans la renvoyer devant le premier Juge, & y fait droit par elle-même, en donnant main levée aux parties, & leur permettant de passer outre à la célébration de leur Mariage, si elle apperçoit dans l'opposant de la vexation ou de la mauvaise humeur, & ce pour plus prompt expédition. L'usage est de porter les secondes, qui sont celles qui viennent de raisons ou d'intérêts de famille, devant le Juge séculier, & on ne manqueroit pas de déclarer qu'il y a abus, si le Juge d'Eglise entreprenoit d'en connoître. Le Parlement de Rouen l'a ainsi jugé le 7 Avril 1699, contre l'Official de Lisieux, & celui de Paris les 29 Décembre 1693, 3 Août 1706, 16 Août 1708 & 7 Janvier 1709, contre les Officiaux de Reims, Paris, &c. qui avoient jugé d'oppositions faites par des peres & meres aux mariages de leurs enfans. L'Auteur des Mémoires du Clergé, tom. V, p. 1112, qui cite les deux premiers, estime qu'il n'y en a point à craindre, quand ce sont les peres & meres qui ont porté eux-mêmes la cause devant eux, ou qui étant assignés ils n'en déclinent point la Jurisdiction, attendu, dit-il, qu'il n'y a point d'Ordonnance qui le leur défende, & que les Arrêts qu'on vient de rapporter, n'ont point été rendus par forme de règlement, que l'importance de la matiere mériteroit pourtant bien : mais il n'a pas pu voir celui du 18 Mars 1733, qui, sur les conclusions de M. l'Avocat Général Gilbert, fait défense, du moins à l'Official de Paris & à son Vice-gérant, *de connoître des oppositions à la publication des bans & à la célébration des Mariages, autres que celles où il est question de promesses, comme aussi d'ordonner par provision la publication des bans, avant qu'il ait été statué sur les oppositions au Mariage.*

Au reste, quel que soit le Juge qui en est une fois saisi, le Curé ne doit pas se contenter du simple défillement de l'opposant, quand l'opposition est fondée sur quelqu'un de ces empêchemens que l'Eglise reconnoît pour dirimens, ce qui ne doit néanmoins régulièrement venir que de la partie publique, c'est-à-dire, du Promoteur, chargé de tenir la main à l'observation de ses Loix, auquel les particuliers l'ont dénoncé ; il faut de plus qu'il se fasse rapporter une Sentence qui lui permette de procéder à la célébration du Mariage. C'est une précaution que l'Eglise a sagement ordonnée, par respect pour le Sacrement, afin d'empêcher ceux

Il faut souvent, outre le défillement de l'opposant, une Sentence du Juge.

qui ont fait une juste opposition de s'en désister, après avoir été intimidés ou souvent corrompus par argent. Il n'en est pas de même quand elle n'est fondée que sur une promesse faite au profit de l'opposant, car étant maître de renoncer à ses droits, le Curé doit se contenter d'un désistement de sa part, à lui bien & dûment signifié, sans Sentence. C'est ce que le Parlement insinue encore par son Arrêt de 1691, en défendant aux Curés de procéder aux Mariages qui ont souffert une opposition, sans avoir une main-levée prononcée en justice, *on donne par les opposans*, ce qu'ils ne peuvent effectivement faire, sans courir le risque ou d'une grosse amende ou d'une longue suspension, auxquelles le Juge séculier & l'Ecclesiastique doivent les condamner. Il leur enjoint aussi, en cas qu'ils ne connoissent pas bien l'écriture de celui qui donne la main-levée, de se la faire vérifier par gens dignes de foi. Aussi-rôt qu'elle lui a été remise, il doit procéder sans retardement à la célébration, pour ne pas donner à d'autres le loisir de faire une nouvelle opposition : mais si pendant l'intervalle on lui fait signifier un appel, soit direct au Métropolitain, soit indirect & comme d'abus au Parlement, il a encore les mains liées, & il ne doit pas passer outre, parce que l'un & l'autre est également suspensif, c'est en quoi il diffère de l'appel interjeté d'une Sentence, qui ordonne la publication d'un Monitoire, comme nous l'avons dit à cet article N°. 6. M. de Sainte-Beuve soutient, cas 104, que si l'Official, en déboutant l'opposant, ordonne que sa Sentence sera exécutée à l'égard de la publication des bans, *nonobstant toute appellation ou opposition*, le Curé ne doit point avoir d'égard à celles qu'on pourroit lui faire de nouveau, & il peut, nonobstant icelles, procéder à leur publication ; mais non à la célébration du Mariage : mais ce sentiment ne nous paroît ni sûr dans la pratique, ni même probable ; car ces oppositions peuvent venir, par exemple, d'un tuteur ou d'un pere, qui ont intérêt à ne pas laisser prendre tant d'avance à leurs pupilles, & être fondées sur des moyens beaucoup plus justes. Aussi l'Auteur du *Parfait Procureur des Officialités* blâme-t-il cette manière de prononcer, dont quelques Officiaux se servent.

Comme la dispense des Bans accélère la conclusion du Mariage, celui qui a intérêt de l'empêcher, peut aussi y faire opposition entre les mains de l'Evêque ; mais le bon ordre & le respect demandent qu'il ne la fasse pas signifier directement à sa personne, mais à son Secrétaire, pour en empêcher l'expédition,

L'appel d'une Sentence de main-levée, lie de nouveau les mains du Curé.

& c'est l'usage qu'on suit dans la pratique. Il est encore permis de la faire signifier à tous les Curés du canton, quand on craint que le propre Curé ne leur donne ses pouvoirs, ce qui arrive souvent à ceux qui veulent éluder des oppositions malicieuses, & qui ne suffiroit pourtant pas pour le mettre à couvert d'une juste & légitime répréhension, parce que sa commission seroit alors regardée comme une espèce de fraude, qui ne doit jamais tourner au profit de son auteur, & qu'on est censé faire par soi-même ce qu'on fait par d'autres.

Un Curé seroit encore bien moins excusable, & il lui seroit bien plus difficile de parer une condamnation à tous les dépens, dommages & intérêts envers l'opposant, si ayant entre les mains l'opposition, il s'avisait de donner sa commission sans en faire mention & en informer son commissionnaire. Il ne convient pas même qu'il délivre dans cette circonstance son certificat de publication aux parties, qui pourroient en abuser; c'est ce que la plupart de nos Rituels donnent à entendre, quand ils disent qu'il ne passera pas outre, *non procedet ulterius*. L'opposant de son côté est tenu d'élire, dans l'acte qu'il signifie, son domicile au lieu où est le siège de l'Officialité, à moins qu'il n'y soit déjà demeurant, ainsi qu'il est porté par l'art. 22 du règlement de celle de Cahors, autrement rien ne seroit plus facile à des gens mal intentionnés, que de retarder durant des temps infinis la conclusion des Mariages les plus justes, en empruntant le nom ou la procuration d'une personne domiciliée dans un pays très-éloigné, où le défendeur seroit tenu de faire ses significations. Il doit aussi comparoir dans trois jours au plus tard devant le Juge pour y déduire ses moyens, après y avoir été assigné par les parties. Comme ces causes sont du nombre de celles qui requièrent la célérité, & qu'il peut y avoir du péril en la demeure, il doit les vider sur le champ à l'Audience, & sans appointer les parties. Le Parlement l'a ainsi jugé le 23 Mars 1743, conformément à l'article 5 de l'Ordonnance de 1667, au titre *De l'expédition des matières sommaires*, dans une espèce toute semblable contre le Juge de Chateauroux: il s'agissoit d'opposition à la publication d'un Monitoire.

V. Les Fiançailles solennelles & faites en face d'Eglise, sont presque toujours accompagnées d'un serment, par lequel les parties s'engagent à s'épouser, lorsque l'une en sera requise par l'autre, *s'il ne se y trouve d'empêchement légitime*. Comme il n'est

L'opposition forme une cause sommaire, qui doit se vider promptement à l'Audience.

qu'un accessoire de la promesse, & renferme comme elle une condition, il n'en empêche pas la résolution lorsqu'il s'en rencontre effectivement quelqu'un, sans qu'il soit nécessaire de s'en faire relever, dit Basile Ponce, liv. XII, ch. XVIII. Nos Docteurs, pour la plupart, en comptent huit ou neuf, qu'ils ont coutume d'exprimer par ces deux vers :

*Diffensus, crimen, fuga, tempus & ordo.*

2°. *Morbis & affinis, vox publica cumque reclamant.*

La première est le consentement mutuel des parties qui s'entre-mettent leurs promesses, ce qu'on ne peut certainement désapprouver, puisque chacun est maître de renoncer à son droit, & qu'on peut même appliquer à tout engagement, qui n'est point indissoluble de sa nature, la maxime du Droit : *Per quasumque causas res nascitur, per eas & dissolvitur*. Le chap. II, du titre de *Sponsalibus*, que quelques-uns allèguent au contraire, ne prouve rien, puisqu'on y suppose la résistance d'une des parties à la résiliation. On excepte seulement les impubères, auxquels on ne le permet point, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de puberté, à moins qu'ils n'y soient autorisés par le Juge d'Eglise, comme il est dit au ch. VII du titre de *Desponsatione Impuber*. ce qui a été sagement ordonné, pour empêcher les variations continuelles où la foiblesse de l'âge pourroit les faire tomber. Au reste, il faut bien remarquer que la remise qu'une des parties fait de son droit, n'opère rien ni en sa faveur ni à son préjudice, & demeure par conséquent toujours révocable, jusqu'à ce qu'elle ait été connue & acceptée de l'autre. Ce principe doit s'appliquer à toute espèce de remise & de concession, soit de grace soit de pouvoir, lesquelles requièrent essentiellement le consentement du donateur & du donataire, surquoi voyez Basile Ponce, Lib. XII, cap. IX, N°. 2.

Les Fiançailles se résolvent malgré le serment, & par le mutuel consentement des parties.

La seconde est la fornication subséquente aux Fiançailles, suivant le ch. XXV, *Quemadmodum*, tit. 24, de *jurejurando*, L. II, où Innocent III en apporte une raison bien solide, qui est que puisque le crime suffit pour séparer de lit & d'habitation des personnes déjà mariées, il doit, à bien plus forte raison, suffire pour les dispenser de se marier ensemble; voici ses propres paroles. *Si quis juraverit se daturum aliquam uxorem, non potest ei fornicationem opponere præcedentem, sed subsequentem, ut illam non ducat in conjugem, quia in illo juramento talis debet conditio sub-*

Par la fornication d'une des parties.

24 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*intelligi, si videlicet illa contra regulam dispensationis non venerit.*  
*Alioquin si post hujusmodi juramentum publica meretrix fieret, te-*  
*neretur eam ducere in uxorem, quod est prorsus absurdum. Nam si*  
*post contractum conjugium, vir propter fornicationem licite potest*  
*uxorem à sua cohabitatione dimittere, longè fortias ante conjugium*  
*celebratum, propter eandem causam sponsus licite potest in suam*  
*cohabitationem non admittere sponsam, quia turpius ejicitur, quàm*  
*non admittitur.* D'ailleurs, suivant la règle 75 du Droit in sexto:  
*Frustra sibi fidem quis postulat ab eo servari, cui fidem à se præsti-*  
*tam servare recusat.* La considération du serment ne l'arrête  
point, parce qu'il renferme tacitement une condition à laquelle  
la fiancée a manqué elle-même, sçavoir qu'elle ne péchera pas,  
*contra legem matrimonii.* C'est le fondement de l'Arrêt du 20 Juillet  
1647, rapporté par Bouvor, qui a même déchargé de tout dé-  
dommagement un fiancé qui avoit résilié, dans le cas qu'on  
applique avec raison, aux trop grandes familiarités que la fiancée  
auroit avec un étranger. La décision de ce souverain Pontife re-  
garde cependant également le fiancé, les raisons étant à-peu-  
près égales pour l'un comme pour l'autre; mais il faut bien ob-  
server qu'elle ne milite que contre le coupable & non contre  
l'innocent, qui ne doit pas souffrir d'une faute dans laquelle il  
ne trempe point, & retient toujours par conséquent, s'il le veut,  
le droit d'exiger l'accomplissement de la promesse qui lui a été  
faite. S'il juge à propos d'y renoncer la charité demande qu'il  
préviene sa partie, & l'engage à se désister pareillement de ses  
prétentions, afin qu'il ne soit pas forcé à porter devant les Tri-  
bunaux les preuves de sa turpitude, ce qui lui est sans doute per-  
mis, afin d'éviter les dépens, dommages & intérêts, auxquels il  
ne manqueroit pas d'être condamné: mais pour le faire utile-  
ment, il faut qu'il ait de bonnes preuves de la mauvaise conduite  
de sa partie, autrement il s'exposeroit à des inconvénients encore  
plus fâcheux, & sur-tout à des réparations d'honneur fort hu-  
millantes pour lui. Il faut encore observer, que si les deux par-  
ties s'étoient rendues coupables de la même infidélité, ni l'une  
ni l'autre ne pourroit en conscience refuser d'accomplir les Fian-  
çailles; car quoique la fornication de la fiancée soit plus infam-  
ante que celle du fiancé, une partie ne pourroit rien repro-  
cher à l'autre, dont elle ne fut elle-même coupable.

Le Juge d'Eglise  
peut-il en faire  
exécution ?

VI. La question est de sçavoir si le Juge d'Eglise, devant qui  
le garçon est attaqué en exécution de ses promesses, peut en faire

faire informer, quand il l'allègue pour sa décharge, ou s'il doit le renvoyer à cet effet devant le Juge séculier ? La Jurisprudence des Cours supérieures paroît partagée à son sujet. Fevret, Liv. V, ch. I, N°. 11, donne à entendre que la plupart regardent comme abusive, l'information qu'il entreprendroit de faire sur ce fait & autres semblables infamans ; *Il y en a néanmoins*, ajoute-t-il, *qui jugent le contraire, lorsqu'ils sont mis en avant par forme d'exception*, & qui lui permettent d'en ordonner incidemment la preuve, parce que sans elle il ne peut prononcer sur la question principale : il met dans ce nombre le Parlement de Paris, & rapporte à ce sujet un Arrêt daté du 2 Juillet 1633, rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon, qui cassa la procédure faite en pareil cas par le Lieutenant Criminel du Châtelet, attendu la traduction de *foro ad forum*, & préjugea par conséquent que l'Official pouvoit juger incidemment de la mauvaise vie, par forme d'exception & non par voie d'accusation. Le nouveau Commentateur de Fevret observe fort judicieusement, que comme la preuve de ces faits ne sert qu'à libérer le défendeur d'une très-légère aumône, & de quelques petits dépens auxquels le Promoteur conclut contre lui, & que le véritable motif de sa Sentence est le changement de sa volonté, il n'est pas du bon ordre d'y insister si fortement, & de faire un capital d'un simple incident. Il pourroit donc, comme nous l'avons dit au commencement de cette Question N°. 1, en parlant du faux, lui donner acte de ce qu'il ne veut plus exécuter ses promesses, les déclarer résolues, & sur le surplus renvoyer les parties devant qui elles aviseront. Si le crime a précédé les Fiançailles, il ne peut, suivant Innocent III, dont nous avons rapporté le passage ci-dessus, être allégué comme un juste moyen de résolution, supposé néanmoins qu'il ait été connu du fiancé, *Quia ex quo semel probavit mores illius*, dit la Glose, *non potest postea reprobari*. Il faut cependant observer que la justice & l'équité demandent, que si elle est enceinte, le fiancé diffère la célébration de son Mariage jusqu'après ses couches, afin de ne porter aucun préjudice aux enfans légitimes qu'il pourra en avoir. Saint Antonin, part. 3, tit. 3, comprend, sous le nom de fornication, l'apostasie & l'hérésie qui en sont une spirituelle, & rendent la rupture non-seulement permise, mais même souvent nécessaire, à cause du péril où elles exposent le salut d'une des parties qui demeure fidelle. Au surplus, si dans ces cas une personne mariée peut se

faire légitimement séparer, *quoad habitationem*, à plus forte raison, celle qui n'est pas engagée dans le Mariage, peut-elle ne pas tenir sa parole à celle qui est tombée dans ce crime.

Par la longue  
absence de l'une  
des parties.

La troisième est la longue absence de l'une des parties à laquelle l'autre n'a pas donné son consentement. Il n'y a point de difficulté, lorsqu'elle emporte changement de domicile. Alexandre III l'a expressément décidé au chap. V, de *Sponsalibus*, tit. 1, L. IV, où il dit : *De illis autem qui præstito juramento promittunt se aliquas mulieres ducturos, & postea eis incognitis dimittunt terram, se ad partes alias transferentes, liberum erit mulieribus, si non est amplius in facto processum, ad alia vota se transferre* : mais les Fiançailles subsistent quand l'absence n'est que passagère, & qu'elle est pour le commerce, procès, & autres semblables affaires. La loi 2, cod. de *Repudio*, fait une distinction dans ce cas, & veut que la fiancée attende son promis durant deux ans entiers s'il n'est point sorti de la province, & durant trois s'il est passé dans une autre. Plusieurs Docteurs prétendent que les Canons n'y ayant point dérogé, il faut la suivre & s'y conformer : mais comme elle n'a été adoptée ni par les Ordonnances, ni par la Jurisprudence de ce Royaume, & que dans cette matière le long retardement peut être dangereux pour la conscience, les autres Canonistes, dont nous embrassons le sentiment comme le plus probable, est qu'il faut s'en rapporter au conseil d'une personne prudente, qui, eu égard aux avertissemens & requisitions convenables, décidera si l'on doit rompre l'engagement ou le laisser subsister. La difficulté est moins grande quand le fiancé n'a pas averti sa fiancée avant son départ, & qu'il a laissé passer une année sans lui écrire directement ou indirectement ; alors si elle le juge à propos, elle peut lui faire faire une sommation au lieu du domicile qu'il a quitté, & se pourvoir pardevant l'Official, pour faire résilier les Fiançailles ; parce qu'une si grande négligence est une forte présomption de son mépris ou du changement de sa volonté.

Il faut encore observer que quand deux personnes promises ont fixé un temps pour s'épouser, & qu'une d'elles manque d'accomplir sa promesse dans le temps, il est libre à celle qui témoigne vouloir bien tenir la sienne, de contracter Mariage avec un autre : c'est le sentiment du Pape Innocent III, dans le chap. *Sicut*, de *Sponsal. & Matrim.* où la Glose, sur le mot *statutum terminum*, dit : *Ubi terminus apponitur, ultra terminum non tenetur*.



*ad contrahendum, aliàs operaretur appositio termini.* Voyez, sur le retardement de l'exécution des promesses, Van-Espen, part. 2, tit. 12, Cap. I, N°. 15, où il rapporte les Ordonnances des Diocèses de Malines, Cambrai, Saint-Omer, &c. qui défendent aux fiancés de différer au-delà de six semaines tout au plus, la célébration de leur Mariage, à moins qu'il ne survienne quelque empêchement canonique. Nous ne parlons dans ce traité que de l'absence du fiancé, parce qu'il est rare de voir les femmes s'éloigner de leurs pays; si cependant cela arrivoit à une fiancée, les Docteurs pensent qu'il en faudroit raisonner & agir de la même manière.

La quatrième est la Profession religieuse, selon le chap. II, *de conversione conjugatorum*, Lib. III, tit. 32, & le chap. unique *de voto in sexto*, Lib. III, tit. 15, à laquelle il faut joindre les Ordres sacrés; par la raison que l'un & l'autre rendant les parties inhabiles à contracter Mariage, rendent également nulles les promesses par lesquelles elles s'y sont engagées: mais il n'en est pas de même de la simple entrée en religion, & même de la prise d'habit, qui laisse toujours à la partie qui reste dans le monde, la liberté d'user de son droit, quoiqu'avec faculté de résilier si bon lui semble, quand l'autre la quitte sans faire profession, parce qu'on regarde comme une espèce de déshonneur, d'épouser un Moine détroqué. C'est une question controversée parmi les Docteurs, de sçavoir si l'une des parties pèche en prenant, sans le consentement de l'autre, non pas l'état religieux, (car l'Eglise a décidé que non,) mais les Ordres sacrés, sur lesquels elle ne s'est point encore expliquée? Sanchez, *Disput.* 47, lib. I, soutient, avec plusieurs autres, l'affirmative; mais Ponce, Lib. XII, cap. XI & XII, le nient après Navarre, *Summ.* cap. 22, attendu, y dit-il, que la promesse est toujours censée faite sous cette condition: *Si on ne se détermine pas à embrasser un état plus parfait.* D'où ils concluent que le vœu de s'y présenter, quoique fait subséquemment, est non-seulement licite mais encore obligatoire, & que l'autre partie qui a dû s'y attendre, auroit autant de tort de se plaindre de son ordination que de sa profession, dans une Maison religieuse. Suarez, Vasquez, Estius, Sylvius après S. Thomas, *in Supplem.* q. 53, en disent autant d'un vœu simple de chasteté perpétuelle; & en effet la raison semble en être la même, puisque l'état de continence est plus parfait que celui du Mariage. Le chap. *Veniens*, au tit. 6, *Qui clerici*, Lib.

Par la Profession religieuse & la réception des Ordres sacrés,

Le font-elles par le vœu simple de chasteté perpétuelle?

IV, paroît favorable à leur sentiment, puisque le vœu dont il s'y agit, est jugé tel par le Pape, que la femme qui l'avoit fait a besoin de recourir à la dispense. Il est cependant combattu par Navarre, Sanchez & plusieurs autres, qui regardent ce vœu comme nul, parce que, disent ils, Dieu n'accepte point une promesse qu'on lui fait au préjudice de ses créatures. Ce qui est constant, c'est 1°. que ce vœu doit passer pour nul ainsi que celui de religion, s'il est fait après avoir abusé de la fille, à laquelle on a promis Mariage, & qu'on est obligé non-seulement à réparer son honneur, mais encore à assurer l'état de son fruit. Alexandre III prend néanmoins dans ce cas un tempérament, au ch. XVI, *Commissum*, tit. 1, Lib. IV, de *Sponsalibus*, en disant que pour concilier les deux obligations qui paroissent incompatibles, *Tutius est ei prius contrahere & postea ad Religionem migrare*. Mais dans d'autres circonstances, il n'est point permis de se marier, avec un dessein formé de se faire Religieux, parce que ce seroit tromper une épouse, qui n'y auroit pas consenti si elle l'avoit sçu. Le Pape semble, à la vérité, insinuer le contraire dans cet endroit; mais Gonzales, Pyrrhing & plusieurs autres qui l'ont commenté, l'expliquent, mais d'une manière qui est si peu satisfaisante, que nous y renvoyons le Lecteur. 2°. Que si le vœu de chasteté, quoique simple, &c. a précédé les Fiançailles, on ne peut les contracter ni licitement ni valablement, parce qu'alors la promesse, *Fit de re illicita*, & que la première annule la seconde. 3°. Que les secondes Fiançailles quoique confirmées par serment & suivant de l'action charnelle faites au préjudice des premières, sont pareillement nulles, & ne produisent aucune obligation du moins *vi contractus*, encore que plusieurs estiment que le Juge peut, dans ce cas, obliger le coupable à les exécuter, si l'honneur d'une fille abusée ne peut être autrement réparé.

Les secondes Fiançailles n'annulent pas les premières.

Elles sont dissoutes par un Mariage subséquent.

La cinquième est un Mariage contracté depuis valablement avec un autre, suivant le chapitre I, de *Sponsu duorum*, & le XXXI, de *Sponsalibus*, où il est dit : *Si alius mulierem illam per verba de presenti desponsaverit, etiamsi inter ipsam & primum jamentum intervenerit de futuro, matrimonium non poterit separari, sed eis de violatione fidei penitentia est injungenda*. La raison est, que dans le concours de deux obligations, la plus forte doit l'emporter sur la plus foible. Or on ne peut nier que celle du Mariage, qui emporte avec soi une donation & une tradition

indissoluble du droit que l'homme a sur sa personne, ne prévale à celle qui résulte d'une simple promesse. La question est de savoir si celui qui s'est marié sans y avoir égard, étant devenu veuf, en demeure absolument déchargé : Basile Ponce, Lib. XII, cap. XIII, répond que son Mariage ne fait que la suspendre, ce qu'il prouve par l'exemple de celui qui s'étant marié après le vœu qu'il a fait d'entrer en Religion, est obligé de l'exécuter aussi-tôt que sa femme est morte. Mal à propos lui oppose-t-on la décision du ch. XII, *Placet, de conversione conjugat.* Lib. III, tit 32, où le Pape dit que si un homme marié s'étant fait Religieux du vivant de sa femme & à son insçu, est forcé, à sa réquisition, de retourner avec elle, il n'est pas à la rigueur obligé après la mort de rentrer dans le cloître : la différence est grande entre ces deux cas, puisque dans le second la profession est nulle-radicalement, & que *Quod ab initio non valet trāitu temporis non potest convalescere* ; au lieu que dans le premier l'engagement a été valable dans son origine, & qu'il n'y a eu que son exécution de suspendue par le Mariage subséquent.

La sixième est l'affinité naturelle ou spirituelle, dont la première vient du commerce criminel qu'une des parties a eu avec le parent ou la parente de l'autre ; la seconde du Sacrement de Baptême, où elle a tenu un de ses enfans sur les Fonts, ce qui cause un empêchement dirimant, qui les met hors d'état de se marier. Il est pourtant à observer que quand il vient de la faute, elle doit faire tout ce qui dépend d'elle pour en obtenir la dispense, la justice l'y oblige, & autrement, rien ne seroit plus aisé à des personnes mal intentionnées, que de tirer avantage de leur fraude, contre la règle *Nemini sua fraus patrocinatur.*

La septième est la voix publique, ou du moins le témoignage de personnes dignes de foi, qui leur attestent un empêchement qu'elles avoient ignoré.

La huitième, une maladie ou une infirmité considérable, quand elle est perpétuelle ou du moins de longue durée, comme la lèpre & la paralysie, ainsi qu'Innocent III le décide au chap. XXV *Quemadmodum*, tit. 24, de *Jurejurando*, lib. II, où il dit : *Quod si post hujusmodi juramentum mulier fieret non solum leprosa sed & paralytica, vel oculos vel nasum amitteret... numquid vir teneretur eam ducere in uxorem ?*

La neuvième, quand une fille qui croyoit son fiancé un homme

Par un empêchement dirimant intervenu depuis.

doux & modéré, apprend par la voie publique que c'est un homme féroce, violent & emporté. Cette raison est plus que suffisante, suivant le sentiment d'Alexandre III, dans le chapitre *Veniens*, au tit. *Qui cler. vel vow. matrem.* pour qu'elle refuse d'épouser cet homme; parce qu'il est censé de croire que si elle eut connu son humeur, elle n'auroit jamais consenti aux Fiançailles.

Par un change-  
ment notable  
arrivé dans la  
santé, la fortune,  
&c.

Par la décou-  
verte d'un défaut  
notable & caché.

VII. Nos Docteurs en disent communément autant après S. Thomas, in 4, dist. 27, de tous les changemens notables qui surviennent après les Fiançailles dans l'esprit, les mœurs, la fortune & l'honneur de l'un des deux, pourvu qu'ils soient tels, que si on les avoit prévus on n'eût pas voulu s'engager, c'est le fondement d'un Arrêt du Parlement de Bretagne, que l'Auteur des Mémoires du Clergé, rapporte tom. V pag. 805, rendu en faveur d'une fille qu'il déchargea des promesses par elle faites à un garçon, qui, depuis les Fiançailles, avoit été condamné à faire amende honorable, la torche au poing & la corde au cou. Il faut raisonner de même quand elles ont été précédées par des défauts considérables & secrets, qui n'ont été découverts que par la suite, attendu que *Paria sunt non esse & non apparere.* C'est encore sur ce principe qu'on annule les contrats de vente, dans lesquels le vendeur a caché les défauts de la marchandise, qui la rendent inutile ou pernicieuse à l'acheteur. Quelques Docteurs croient même que l'ignorance de ces défauts rend nulles de plein droit les Fiançailles, ce qui ne nous paroît pas vrai; mais du moins tous conviennent que ceux que nous avons rapportés & autres de pareilles espèces, suffisent pour en demander la résiliation; & avec d'autant plus de fondement, qu'ils ne peuvent manquer de devenir une source féconde de troubles & de divisions. Quant à ceux qui ne sont ni nuisibles, ni pernicieux, on en juge différemment, & on n'oblige point la partie en qui ils se trouvent à les déclarer, c'est à celle qui la recherche à s'en bien informer, & si elle en souffre par la suite quelque incommodité, elle ne peut l'imputer qu'à sa négligence.

Outre ces raisons tirées de l'état des personnes même, on en peut encore apporter d'autres, & qui ne sont pas moins légitimes, comme, par exemple, les oppositions d'une famille, capables de causer une inimitié perpétuelle, ou la ruine de celui par qui elle se croit méprisée, & on ne peut s'empêcher de les com-

prendre sous la clause, *s'il ne s'y trouve d'empêchement légitime*. Cependant si une fille avoit été séduite sous promesse de Mariage, ou si un garçon avoit eu en conséquence avec elle des familiarités dont sa réputation eut souffert, la justice demanderoit qu'il la dédommageât, & la mit en état de se marier à quelqu'autre, en lui fournissant une dote proportionnée à sa qualité, quand même sa promesse n'auroit pas été sincère, parce qu'il seroit toujours vrai qu'il l'auroit trompée. On fait cependant une exception, quand l'état de l'un & de l'autre est si disproportionné, qu'elle ne pouvoit raisonnablement faire aucun fonds dessus, parce qu'alors c'est elle-même qui se trompe & s'aveugle volontairement; tout ce qu'on pourroit demander au séducteur dans ce cas, seroit plus fondé sur la charité que sur la justice. L'usage du Parlement de Paris est d'adjudger seulement la somme de cinquante livres, à une servante ou fille de basse condition qui s'est laissée ainsi séduire par un fils de famille, & à se charger de l'enfant, à le faire instruire & élever dans la Religion catholique, apostolique & Romaine, à en apporter certificat de vie, de trois mois en trois mois, au Substitut du Procureur Général, & aux dépens.

A quel dédom-  
agement est  
obligé un fils de  
famille qui a sé-  
duit une servante.

VIII. Sans quelqu'une des causes rapportées ci-dessus, la partie requise d'accomplir sa promesse, ne peut le refuser sans pécher mortellement, quand même elle n'auroit pas été confirmée par serment. C'est la doctrine de S. Thomas, *In supplem. Quæst. XLIII, art. 1, ad 2*, où il enseigne que *Ex tali promissione obligatus unus alteri ad matrimonium contrahendum, peccat mortaliter non solvens promissum*. La raison est, que par une promesse faite volontairement, & acceptée en matière importante, on acquiert un juste droit, dont on ne peut être privé sans injustice: aussi les Canons veulent qu'on l'y oblige par les censures que l'Eglise n'emploie jamais pour des fautes vénielles ou légères. *Fraternitati tuæ mandamus*, (dit Alexandre III, au chap. X, *Ex Litteris*, tit. de *Sponsalibus*, lib. IV.) *quatenus cum moneas, & si non acquieverit monitis, Ecclesiasticâ censurâ compellas, ut ipsam, nisi rationabilis causa obstituerit, in uxorem recipiat*. Ce chapitre n'est point contraire à celui qui commence par ces mots *Requisitis*, 17, qui est de Luce III, au même titre, où il semble en défendre l'usage: *Respondemus quod cum libera debeant esse matrimonia, monenda est potius quam cogenda, cum coactiones difficiles soleant exitus frequentes habere*. Le premier Canon excepte le cas

Les promesses  
de Mariage obli-  
gent, sous peine  
de péché mortel.

où une juste cause empêche d'y avoir recours, cas qui n'est pas rare, puisque, comme il est observé dans le second, l'expérience journalière nous apprend que les Mariages contractés contre l'inclination des parties, ont presque toujours des succès malheureux, & deviennent des sources inépuisables de discordes aussi pernicieuses à leur salut qu'au bien de leurs familles. Nous ne pouvons à ce sujet nous empêcher d'exhorter les Curés, & particulièrement les Confesseurs, d'engager les peres & les meres, tuteurs, &c. à ne pas abuser de l'autorité qui leur est accordée par les Loix sur leurs enfans ou pupilles, en exigeant d'eux une déférence aveugle en cette matiere, parce que cette façon d'agir n'est pas chrétienne : ils pourront leur appliquer le chap. IX du quatrième Décret du Concile de Trente sur le Mariage, où il est dit : que l'intérêt & l'attache aux choses de la terre, aveuglent d'ordinaire si fort les yeux & l'esprit des Seigneurs temporels & des Magistrats, que bien souvent par menaces ou par mauvais traitemens, ils contraignent leurs justiciables de l'un & de l'autre sexe, principalement ceux qui sont riches, ou qui ont à espérer quelque grande succession, de se marier contre leur gré avec les personnes qu'ils leur présentent. Or comme c'est une chose exécrable, de violer la liberté du Mariage ; & que l'injure vienne de la part même de ceux de qui on devoit attendre la justice, le saint Concile défend à toute sorte de personnes de quelque état, qualité & condition qu'elles soient, sous peine d'anathème, qui s'encourt par l'action même, d'apporter aucune contrainte en cela à leurs justiciables, ni à quelques autres personnes que ce puisse être, ni d'empêcher en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement, qu'ils ne se marient en toute liberté.

C'est par rapport à ce Décret que les Officiaux n'usent point de contrainte, au moins parmi nous, aimant mieux tolerer un moindre mal que d'en occasionner de plus grands ; quoique cependant on puisse dire avec Basile Ponce, lib. XII, cap. VI, que quand l'aversion d'une partie pour l'autre est si grande, qu'elle ne peut la vaincre, quelques efforts qu'elle fasse, ils ne tolerent pas proprement un mal, en les mettant hors de cour & de procès, mais déclarent simplement que les promesses ne les obligent plus, à cause du changement qui s'est fait dans leur esprit & leur cœur. L'usage est pourtant, qu'après avoir pris la déclaration de celle qui se dédit, on lui impose en punition, ou de sa  
faute

faute ou de sa légèreté, une pénitence qui pour l'ordinaire se réduit, dans presque toutes les Officialités, à une aumône d'un ou de deux écus applicable à quelque œuvre pieuse : mais la partie qui refuse ne doit pas la regarder comme une décharge suffisante devant Dieu pour sa conscience, si elle n'a pas de raisons légitimes, ou si son aversion n'est pas devenue insurmontable, & son Confesseur seroit bien fondé, dans le for intérieur, à l'y obliger, par le refus de l'absolution. S'il arrivoit aux Officiaux d'en agir autrement, les Cours supérieures ne manqueroient pas de déclarer qu'il y a abus dans leur conduite. C'est ce que le Parlement de Paris a fait, par les deux Arrêts que cite Mornac, sur la loi 2, de *Sponsalibus*. Ils ont été suivis de deux autres, qu'on lit chez Brillou au mot *Mariage*. Le premier fut rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Bignon, le premier Juin 1638, contre l'Official de Langres ; le second du 10 Juillet 1645, contre celui d'Angers, qui avoit condamné une fille à *parachever le Mariage commencé entre elle & un garçon, & déclaré qu'elle y seroit contrainte par censures ecclésiastiques en cas de désobéissance*. Le Plaidoyer de M. Bignon contre l'Official de Langres, est rapporté par Bardet, & on y voit les solides raisons sur lesquelles il appuya ses conclusions, quoiqu'il faille convenir que ce changement de Jurisprudence n'est fondé sur aucune Ordonnance de nos Rois, & anéantit presque entièrement la Jurisdiction ecclésiastique en matière de Fiançailles.

Il y a abus quand le Juge d'Eglise contraind à leur exécution.

Quand donc une fille, (on en doit dire autant d'un garçon) est assignée devant le Juge d'Eglise pour accomplir sa promesse, il est inutile d'appointer les Parties à en faire preuve. L'Auteur des Mémoires du Clergé, Tom. V, pag. 810, rapporte plusieurs Arrêts à ce sujet, sur tout du Parlement de Bretagne, & un entr'autres rendu par forme de règlement, qui lui en fait des défenses très-expresses : si elle ne convient pas de l'avoir faite, il peut & doit en ordonner la preuve. On l'a longtems admise en France, comme on le fait encore ailleurs, par témoins, conformément au chap. 10, tit. 2 de *Sponsat. impuber.* L. IV. L'Ordonnance de 1629 semble même l'approuver art. 20, à l'égard des gens de basse condition ; mais celle du 16 Novembre 1639, qui est l'ouvrage du célèbre M. Jérôme Bignon, la rejette absolument, & sans aucune exception : *Défendons à tous Juges, même à ceux d'Eglise, y dit le Roi, de recevoir la*

La preuve du Mariage & même des promesses,

Tome IV. II. Partie.

E

doit le faire par écrit.

34 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*

*preuve par témoins des promesses de mariage ; ni autrement, que par écrit, qui soit arrêté en présence de quatre témoins, parens de l'une & de l'autre partie, quoiqu'elles soient de basse condition.* Au reste, ce qu'elle prescrit sur la présence des témoins, ne s'observe pas exactement, par rapport aux promesses faites entre majeurs, qui sont maîtres de leurs droits, à ce qu'assure l'Auteur des Mémoires, qui ajoute pag. 1100, qu'il y a plusieurs Officialités qui conservent encore l'ancien usage de recourir à la preuve par témoins, & même à leur défaut, de déferer le serment décisif à la partie attaquée. Le parfait Procureur des Officialités suppose de plus pag. 525, que c'est l'usage ordinaire, quand les promesses ne sont que verbales, & dit que quand les Fiançailles ont été faites à l'Eglise, le genre de preuve est si authentique, que les Juges ne peuvent s'y refuser, quoique l'Ordonnance n'en parle pas.

On s'est moins relâché sur la preuve du Mariage même, & on suit au pied de la lettre l'Ordonnance de 1667, tit. 20. art. 7, où Louis XIV. dit : *Les preuves du Mariage seront reçues par des Registres en bonne forme, qui seront foi & preuve en Justice.* C'est encore à cette Ordonnance que ce Prince & Louis XV. son Successeur, renvoient par leurs Déclarations de 1667 & 1736, où ils ordonnent aux Curés d'y faire signer les parties & les témoins, quand ils le peuvent, à quoi ils ne sçauroient manquer sans s'attirer de fâcheuses affaires, comme nous l'apprenons des Arrêts des 13 Juin 1684 & 15 Mars 1687, rapportés au Journal des Audiences, qui ont décrété d'ajournement personnel deux Curés qui étoient tombés dans le cas. Lorsque les Registres sont perdus, elle permet de faire l'enquête par témoins qui constatent le fait ; sauf à la partie adverse, & même au Procureur du Roi de vérifier le contraire, ainsi qu'elle le dit, art. 14. L'importance d'un acte si intéressant pour la société civile, est le fondement de ces précautions dont les Cours supérieures ne se départent jamais. L'écrit dont parle l'Ordonnance de 1639, doit être signé des deux parties, parce qu'il ne s'agit pas d'une simple sollicitation faite au profit d'une seule, qui est parfaite par son acceptation, mais d'un engagement mutuel & d'un pacte réciproque qui les oblige également. On veut encore qu'il soit double, afin que chacune d'elles l'ait en son pouvoir, & de plus, qu'elles l'aient signé conjointement, ou, comme dit Fevret, *simultanément*, ainsi qu'il se

L'écrit doit être double & signé des deux parties.



pratique dans les contrats synallagmatiques, parce que l'une pourroit avoir rétracté son consentement, lorsque l'autre donneroît le sien; ce fut faute de cette dernière condition que la Cour, sur les conclusions de M. Servin, rejeta la promesse faite par le Sieur Desportes à la-Demoiselle Boarderet, car on prouva qu'elle ne l'avoit signée qu'après coup, & en l'absence dudit Desportes. Quand les parties ne savent ou ne peuvent pas signer, il faut qu'elles se servent du ministère d'un Notaire. Nous avons montré ci-dessus, en traitant de la Jurisdiction de l'Eglise sur les Laïques N°. 1, qu'en cas d'inscription en faux contre l'écrit ou la signature, l'Official en peut connoître, suivant le sentiment commun, comme d'un incident dont la connoissance lui est nécessaire, pour se mettre en état de prononcer sur la validité ou la nullité de la promesse: il le peut encore, si le garçon convenant de son engagement, prétend que la fille a depuis tenu une mauvaise conduite. Le Parlement de Paris l'a ainsi jugé par son Arrêt du 2 Juillet 1633, que rapporte Dufresne, & que Fevret, Lib. V. chap. I, N°. 11, trouve fort équitable, attendu, dit-il, qu'il est bien juste que le Juge qui est compétent de la cause principale, le soit aussi d'un fait proposé incidemment par forme de défense, & sur-tout quand de la preuve d'icelui dépend la validité ou la nullité des promesses. Il convient pourtant que celui de Dijon a décidé le contraire par l'Arrêt du 15 Mars 1615, auquel celui de Rennes s'est, dit on, conformé le 27 Octobre 1622. Il en cite encore un quatrième du 8 Janvier 1626, qui a déclaré abusive la Sentence d'un Official, qui avoit ordonné qu'une veuve assignée en exécution de ses promesses, feroit preuve de la mort de son mari devant lui; à l'effet de quoi elle fut renvoyée pardevant le Juge Royal. Ce sont apparemment ces autorités qui ont déterminé un Auteur moderne à soutenir que quand il s'agit d'un pur fait, de savoir, par exemple, si des Fiançailles ou un Mariage ont été réellement contractés ou non, le Juge d'Eglise n'est plus compétent. On cite pour ce sentiment un plaidoyer de M. Talon, sur lequel intervint l'Arrêt du 10. Juin 1636, & l'autorité de Rebuffe dans son traité *in quibus casibus Judic. secular. possunt cognoscere de causis ecclesiasticis*. § 12. Il prétend encore qu'il ne l'est pas pour les Fiançailles qui n'ont pas été célébrées en face d'Eglise, & benies par le Curé, ce qu'il n'ap-

Si une d'elles  
s'inscrit en faux,  
l'Official en peut  
connoître.

Connoît-il des  
questions de pur  
fait en cette ma-  
nière.

puyé d'aucune preuve, & qui est contraire à l'usage commun. Nous avons en effet montré ci-dessus N<sup>o</sup>. 3, qu'elles n'en sont ni moins valables, ni moins obligatoires, & qu'elles produisent également comme les autres, l'empêchement de l'honnêteté publique. Il n'y a point de difficulté sur les Fiançailles des mineurs, faites sans le consentement de leurs parens, comme nous l'y avons remarqué. Ce qui paroît constant, c'est 1<sup>o</sup>. Que si l'une des parties allègue qu'elle a été forcée dans ses promesses, & qu'elle ait pris des Lettres de rescision contre son engagement, c'est au seul Juge Royal auquel elles sont adressées, à en connoître. 2<sup>o</sup>. Que l'usage où étoient autrefois les Officiaux, de faire mettre secrètement en prison, ou comme on le disoit, *d'amener sans scandale*, les garçons qui se dédisoient, quand les filles déclaroient qu'elles n'avoient consenti à la séduction que sur leurs promesses, est depuis longtems aboli. Le Parlement de Paris leur en a fait une défense très-expresse, par son Règlement du 23 Décembre 1637. 3<sup>o</sup>. Que durant le tems que les Calvinistes ont été tolérés en France, on permettoit à la partie Calviniste qui étoit attaquée, de se pourvoir pour ce sujet devant le Juge Royal de son domicile, suivant l'art. 41, de ceux que Henri IV. leur avoit accordé en secret.

Les peines stipulées en cas de dédit, sont rejetées par les Loix.

C'est encore pour favoriser la liberté nécessaire au mariage, que les Loix tant civiles que canoniques, rejettent les obligations pénales auxquelles les Fiancés se soumettent en cas de dédit, *Quia non secundum bonos mores*, (dit la Loi Titia, de verbor. obligat.) *interposita est ea stipulatio & inhonestum visum est vinculo pœne matrimonium astringi*, &c. .... *Cum libera matrimonia esse debeant*, (ajoute Gregoire IX. Cap. gemma de Sponsalib. & Matrim.) & *ideò talis stipulatio propter pœne interpositionem sit merito improbanda: mandamus quatenus si est ita, eundem ut ab extorsione prædictæ pœne desistat*, *Ecclesiasticâ censurâ compellat*. Elles ont été adoptées par la Jurisprudence de nos Tribunaux, & toutes les fois qu'on y porte ces sortes d'obligations, ils ne manquent pas de les casser. M. Louet lett. M. en rapporte plusieurs preuves, & entr'autres, l'Arrêt du 9 Mars 1606, qui obligea un Fiancé à restituer une terre qu'il avoit acquise par cette voye. On en allègue à la vérité d'autres qui semblent les avoir autorisées, mais dans des circonstances où les sommes convenues tenoient lieu d'un juste dédommage-

ment. L'un d'eux fut rendu au profit d'une fille à laquelle son Fiancé avoit manqué de parole, après l'avoir fait attendre pendant quatre ans entiers, durant lesquels elle avoit perdu l'occasion de s'établir avantageusement. Ceux qui veulent éluder ces justes défenses, ne manquent guères de causer la promesse pour dommages & intérêts liquidés du consentement des parties & avec connoissance de cause; mais il est rare que les Magistrats se laissent surprendre par ces artifices, qui ne sont pas moins opposés aux règles de la Justice, qu'à celles de la vérité, & qui obligent à la restitution ceux qui en profitent, quand même la partie qui réilie l'auroit fait sans justes causes, & se feroit obligée à payer par serment, qui n'étant que l'accessoire d'une promesse illicite & prohibée, n'oblige pas plus qu'elle-même. C'est pourtant de quoi ne convient pas l'Auteur des Conférences d'Angers, qui ne les oblige à cette restitution, que quand le Juge l'a ordonné.

Il y auroit encore abus du côté de l'Official, si après avoir résolu les fiançailles, il s'avisait d'adjuger des dommages & intérêts à la partie lésée. Le Parlement de Rouen, dès l'an 1554, le lui a défendu par son Arrêt du 4 Mai, suivi de ceux qu'on lit au journal des Audiences, qui lui enjoignent de la renvoyer sur ce chef, devant les Juges séculiers, qui doivent les régler, tant sur les biens de celle qui a tort, que sur le préjudice qu'elle a causé. D'Héricourt, chap. V, N°. 14, en cite deux du 29 Mars 1664, & l'année 1712, qui ont adjugé, l'un quatre, l'autre six mille livres à des filles auxquelles on avoit manqué de parole. C'est encore aux Juges séculiers à prononcer sur les arrhes, c'est-à-dire, sur les joyaux, bijoux & présents que les hommes ont coutume de faire à leurs Fiancées. On en lit dans le Code au titre de *Sponsalibus*, qui permettent à la fille de les retenir, quand le Fiancé réilie sans cause légitime, & qui l'obligent au contraire de les rendre quand la faute vient de sa part: ils portent encore que, quand il n'y en a ni de part ni d'autre, ainsi qu'il arrive quand l'un des deux vient à mourir, ils seront rendus aux hoirs. La raison est, que la donation n'est censée faite que sous condition que le Mariage s'effectuera, ce qui n'arrivant pas, elle tombe en nullité. L'Arrêt de 1645 qu'on vient de rapporter contre l'Official d'Angers, permettant à la fille de se marier à qui bon lui semblera, la condamne à rendre à son premier Fiancé tout ce qu'elle en avoit reçu. On

L'Official ne peut adjuger des dommages & intérêts à la partie lésée.

Les arrhes, bijoux & joyaux sont perdus pour celui qui se dédit sans cause légitime.

peut y ajouter l'Arrêt du 12 Décembre 1623, qui se voit au Journal des Audiences, fondé, dit le Journaliste, sur la haine qu'on porte à ceux qui manquent à leurs promesses, & qui autorise les Officiaux même à les condamner à l'aumône. Le même d'Héricourt fait encore à ce sujet une observation bien digne d'attention, c'est qu'on se fait souvent un point d'honneur de pousser si loin les présents de noces, qu'on ne les regarde plus simplement comme des arrhes, lesquelles doivent être perdues pour celui qui réilie sans sujet, mais comme de vraies donations faites en vue de mariage; ce qui oblige alors les Juges à lui en faire rendre une partie. C'est ce qui a déterminé le Parlement de Paris à ordonner que son Arrêt du 30 Août 1680, que sur les 22000 liv. que M. Hubert, Maître des Requêtes, avoit envoyés avec une cassette & des bourses à son accordée, elle n'en retiendroit que 11000 livres, son pere 3000 livres, & que les 8000 livres restans seroient rendus audit Sieur Hubert.

Est-il nécessaire de recourir au Juge d'Eglise, quand les parties réilient volontairement ?

En s'en tenant au droit commun, il n'est point nécessaire de recourir au Juge d'Eglise lorsque la réiliation des Fiançailles se fait du consentement réciproque des parties; ainsi que Basile Ponce l'observe, liv. XII, chap. XVIII, N°. 8, ni même quand la cause de réilier, malgré l'une des deux, est évidente & manifeste. L'usage néanmoins de plusieurs Diocèses du Royaume & d'ailleurs, est d'y obliger ceux dont les Fiançailles ont été célébrées en face d'Eglise; & quand l'Official voit l'acte de réiliation, signé de l'une & de l'autre, il rend, sans autres formalités, la Sentence, qui les déclare libres. Dans quelques Diocèses, on leur laisse l'option de l'Evêque ou de l'Official, attendu qu'il ne s'agit point d'acte appartenant au for contentieux: on peut mettre dans le nombre ceux de Bordeaux, Grenoble, Orléans & Noyon, dont les Statuts Synodaux défendent à tous Prêtres de les admettre à d'autres Fiançailles, & à plus forte raison, au Sacrement de Mariage, à moins qu'on ne leur ait préalablement exhibé le consentement par écrit de l'un ou de l'autre; ce qui a été, ce semble, fort sagement établi pour prévenir le scandale que cause la légèreté avec laquelle on rompt assez souvent des engagements que des cérémonies saintes & la religion du serment ont en quelque manière consacré. Telle étoit autrefois la discipline du Diocèse de Paris, comme l'assure l'Auteur de ces Conférences; mais la

coutume contraire y a prévalu, & on n'y fait intervenir l'autorité de l'Eglise, que quand il y a des contestations. Les Statuts de Noyon ajoutent que les Fiançailles seront toujours célébrées, ainsi que le Mariage, de jour, & non de nuit, dans les Eglises Paroissiales ou Succursales, & qu'on ne souffrira point que les Fiancés habitent sous le même toit. ( Par ces termes, sous le même toit, on n'entend point ceux qui demeurent dans une même maison, comme cela se rencontre fort souvent, mais bien ceux qui demeurent dans le même appartement. ) Il n'y a non plus aucun Statut qui défende de faire les Fiançailles en Avent ou en Carême, encore moins d'y publier les bans ; les défenses qu'on y fait ne tombent que sur la célébration du Mariage même.

Voici quelques règles sûres au sujet des Fiançailles, extraites des Mémoires du Clergé de France, & qui sont conformes à la Jurisprudence actuelle ; on les a rassemblées sous un même point de vue, parce qu'elles font le précis de tout ce que nous avons dit dans ce Paragraphe ; nous observerons le même ordre à la fin des deux suivans.

I. Le Concile de Bayeux tenu en 1300, veut que les Fiançailles se fassent en présence du Curé, ou de quelque Ecclésiastique qu'il aura commis pour cet effet. Celui de Reims en 1583, va plus loin. *Sponsalia*, dit le Concile, *non nisi coram Parocho vel ejus Vicario deinceps fiant, idque in Ecclesiâ & non alibi, nisi de licentiâ Ordinarii gratis concedendâ, quatuor vel tribus testibus presentibus*. T. V. p. 647-661.

II. Suivant le Concile de Tours en 1583, le Mariage doit être célébré dans l'année des Fiançailles, *nisi impedimentum gravius intercefferit*. T. V. p. 672.

III. Les Fiançailles invalides ne produisent point l'empêchement de l'honnêteté publique.

IV. La preuve des promesses qui sont contestées, ne peut être établie par témoins, & les Juges d'Eglise ne doivent pas en ordonner l'accomplissement, s'il ne leur apparait par écrit de la vérité de ces promesses. L'art. 40 de l'Ordonnance de 1629, excepte celles qui ont été faites entre personnes de vilage, de basse & vile condition ; à la charge néanmoins que la preuve n'en puisse être admise que des plus proches parens des parties, & au nombre de six pour le moins. Cette exception a été retranchée par l'article 7 de la Déclaration de 1639. Cette

Ordonnance fait défense à tous Juges, même à ceux d'Eglise, de recevoir la preuve par témoins, des promesses de Mariage, ni autrement que par écrit, qui soit attesté en présence de quatre proches parens de l'une & l'autre des parties, encore qu'elles soient de basse condition. Cette précaution (*qui soit attestée en présence, &c.*) n'est pas exactement observée dans les promesses de mariage, qui sont entre personnes qui ne sont point sous la puissance d'autrui. T. V, p. 1099-745.

Cette discipline n'est pas conforme au Droit canonique des Décretales, selon lequel la preuve des promesses de Mariage peut être reçue par témoins, & même par le serment de l'une des parties. Dans l'ancienne Jurisprudence du Royaume, on recevoit aussi la preuve par témoins des promesses. Plusieurs Officialités conservent cet ancien usage. *Fondement de la Jurisprudence & de la discipline présente.* T. V, p. 1099, 1100.

V. Ce n'est pas assez que les promesses de Mariage soient par écrit : il faut, pour y avoir égard, qu'elles soient réciproques & signées par les deux parties qui savent signer. Si elles ne savent point signer, il est nécessaire qu'elles donnent leur consentement, de contracter *de futuro* pardevant un Notaire & deux témoins, qu pardevant deux Notaires. Les sentences du Juge d'Eglise seroient abusives, suivant la Jurisprudence du Royaume, s'il recevoit la preuve des promesses dans lesquelles on n'auroit point gardé ces formalités. Lorsque les deux parties savent signer, si les promesses sont faites par un écrit privé, il est nécessaire, afin qu'il puisse faire preuve, qu'il en soit fait deux originaux, dont il doit en rester un à chacune des deux personnes qui se sont promis Mariage, & que chacun de ces écrits soit signé des deux parties. T. V, p. 1100, 1101.

VI. Les promesses de Mariage doivent être libres, & les Juges d'Eglise ne peuvent obliger à exécuter celles qui ont été faites par contrainte. On veut même que ceux qui ont promis librement, ayant changé de volonté & refusant d'accomplir leurs promesses, les Juges d'Eglise ne puissent les y contraindre par censures, ni par la prison, ou autre voie. C'est la décision de Luce III. L'ancien usage des Officialités étoit contraire à cette Jurisprudence ; on se servoit des censures pour obliger ceux qui avoient promis Mariage, d'accomplir leurs promesses, lorsque leur refus n'étoit pas fondé sur de bonnes raisons. Plusieurs textes des Décretales y sont conformes. Les Officiaux y ont même

même été autorisés par d'anciens Arrêts. T. V, p. 1104.

Les Arrêts rendus dans le dernier siècle, ont changé cette Jurisprudence. M. l'Avocat Général Bignon, portant la parole dans une cause de Mariage, le 9 Juin 1637, représenta, que jusqu'à ce que le Mariage ait été solennisé, il est entièrement libre aux parties de se retracter, nonobstant toutes sortes de promesses; & qu'en semblables questions, si l'une des parties fait refus d'accomplir sa promesse, l'Officiel doit mettre les parties hors de cour, sauf à se pourvoir pour les dommages & intérêts qu'elles peuvent prétendre. Le même Magistrat établit solidement ces maximes, dans une autre cause de Mariage, portant la parole, le 1 Juin 1638. T. V, p. 1104.

C'est sur ces maximes que les Parlemens ont déclaré abusives les Sentences des Officiaux, qui obligeoient une des parties à exécuter les promesses de Mariage. Ainsi jugé par deux Arrêts du Parlement de Bretagne, du 10 Mai 1610, & du 15 Décembre 1611. On rapporte un Arrêt semblable rendu au Parlement de Paris, le 11 Avril 1645. T. V, p. 805, 810, 811, 822.

VII. L'Arrêt rendu au Parlement de Bretagne, le 10 Mai 1610, déclare que l'infamie survenue depuis les Fiançailles, est une raison de les dissoudre, quoique le fiancé posât en fait des promesses réitérées depuis sa disgrâce. T. V, p. 805 & suiv.

## § II. De la publication des Bans.

I. Le mot de Ban, en langue Allemande, signifie une proclamation publique. Son usage n'est pas aussi ancien que celui des Fiançailles: en effet on n'en trouve l'établissement en France qu'en 1176, sous Odon Evêque de Paris, dont Bouchel rapporte le Statut *in decret. Eccles. Gallie. Lib. III, tit. 8, de clandestin. matrim.* Le Pape Innocent III, cap. XXVII, Extr. de sponsal. & matrim. dit que cet usage étoit universel en France; mais l'Eglise n'en a fait un précepte général, que dans le quatrième Concile général de Latran tenu en 1215, où le même Pape dit, ch. LI, *Prædecessorum nostrorum inherendo vestigiis clandestina conjugia penitus inhibemus. Quare specialem quorundam locorum consuetudinem ad alia generaliter prorogando, statimus ut cum matrimonia fuerint contrahenda, in Ecclesiis per Presbyteros publicè proponantur, competentis termino præfinito, ut inter illam,*

Loix de l'Eglise  
sur la publication  
des Bans.

42 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*qui voluerit, legitimum impedimentum opponat.* Le Canon 51 de ce Concile y est exprès, V. Mémoires du Clergé, T. V, p. 628-1114. Un Concile tenu à Bayeux en 1300, ordonne cette pratique, & détermine le temps & la manière de faire ces publications. T. V, p. 647-1115.

On cite plusieurs autres Conciles qui regardent cette matière. Les Statuts Synodaux d'Etienne Poncher, Evêque de Paris, publiés en 1503, contiennent des défenses rigoureuses de célébrer des Mariages sans trois précédentes publications. T. V, p. 1115.

II. Le Concile de Trente, *Sess. 14, cap. I, de ref.* ordonne l'exécution du Concile de Latran, sur la publication des Bans. *Sancta Synodus*, y disent les Peres, *sacri Lateranensis Concilii sub Innocentio III celebrati, vestigiis inherendo, præcipit ut in posteram antequam matrimonium contrahatur, ter à proprio contrahentium Parocho, tribus continuis diebus Fests in Ecclesia inter Missarum solennia publicè denuntietur, inter quos matrimonium sit contrahendum; quibus denuntiationibus factis, si nullam legitimum impedimentum, ad celebrationem matrimonii in facie Ecclesiæ procedatur..... Quòd si probabilis fuerit suspicio matrimonium posse impediri si tot denuntiationes præcesserint, tunc vel una tantùm fiat, vel saltem parochus & tribus vel duobus testibus præsentibus matrimonium celebretur: deinde ante illius consummationem denuntiationes in Ecclesia fiant, ut si aliqua subsunt impedimenta facilius detegantur, nisi Ordinarius ipse expedire judicaverit, ut prædictæ denuntiationes remittantur, quod illius prudentiæ & judicio Sancta Synodus relinquit.* La plus grande partie des Conciles de France qui ont été tenus depuis le Concile de Trente, & plusieurs Assemblées du Clergé, ont confirmé cette Loi, sçavoir l'Assemblée de Melun en 1579. Voyez les Mémoires du Clergé, T. V, p. 1115.

Le Concile de Rouen en 1581, *ibid.* T. V, p. 658.

Ceux de Reims, de Bordeaux & de Tours, en 1583, *ibid.* T. V, p. 66-664-669.

Le Concile de Bourges en 1584, celui d'Aix en 1585, celui de Narbonne en 1609, *ibid.* T. V, p. 673-675-679-1115-1116.

L'art. 21 du cahier présenté au Roi Charles IX, est formel sur cet article, *ibid.* T. V, p. 688.

Ainsi que l'art. 27 du cahier présenté au Roi Henri IV, en 1606, *ibid.* T. V, p. 690.



Et l'art. 9 du règlement pour les Officialités, fait par l'Assemblée du Clergé en 1605, *ibid.* T. V, pag. 1116.

IV. Les Ordonnances prescrivent le même règlement. C'est la disposition de l'article 40 de celles de Blois. *Ibid.* T. V, p. 736, 737.

Les Ordonnances de 1606, de 1629, & la Déclaration de 1639, renouvellent l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois. *Ibid.* T. V, p. 738, 739-743 & *suiv.*

Nous avons montré à l'article de l'Excommunication, que ce décret a non-seulement été adopté par nos Conciles Provinciaux, mais encore lu & publié dans toutes les Eglises où il fait par conséquent Loi. Les Protestans eux-mêmes en ont si bien reconnu l'équité, qu'ils l'observent avec la dernière exactitude, sans accorder jamais de dispense. Van-Espen, part. 2, tit. XII, cap. III, rapporte le règlement fait par ceux des Pays-Bas en 1580, qui enjoint aux Réformés de faire ces publications trois fois dans le Temple, & aux non-Réformés, ( c'est ainsi qu'ils appellent les Catholiques qui leur sont sujets, ) dans la salle de l'Hôtel-de-ville, avant de se présenter devant le Magistrat pour la célébration de leurs Mariages.

Observées par  
les Protestans  
même.

Il en est de même en Angleterre, où les Mariages clandestins sont aussi rejetés, & ceux qui en contractent, poursuivis dans les Cours ecclésiastiques, à moins qu'ils ne le fassent devant témoins & devant une personne qui ait ou qui fasse l'office de Prêtre, de quelque religion qu'elle soit.

Nos Souverains s'y sont également conformés dans leurs Ordonnances. Pour obvier aux abus & inconvéniens qui adviennent des Mariages clandestins ( dit Henri III, dans celle de Blois art. 40, ) nous ordonnons que nos sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, ne pourront valablement contracter Mariage, sans proclamations précédentes de Bans faites par trois divers jours de Fête, avec intervalle compétent, dont on ne pourra obtenir dispense, sinon après la première proclamation faite, & ce seulement pour quelque urgente ou légitime cause, & à la réquisition des principaux & plus proches parens des parties contractantes. Les Ordonnances d'Henri IV de l'an 1606, article 12, de Louis XIII de l'an 1639, art. 1, & de Louis XV, de l'an 1724 art. 15, en ordonnent l'exacte observation : Nous voulons, ce sont les termes de la première, que les causes concernant le Mariage, soient & appartiennent à la connoissance & Jurisdiction des

44 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*Juges d'Eglise, à la charge qu'ils seront tenus de garder les Ordon-*  
*nances même celle de Blois, à l'art. 40, & suivant icelle déclarer*  
*les Mariages qui n'auront pas été faits & célébrés en l'Eglise, &*  
*avec la forme & solennité requises par ledit article, nuls & non*  
*valablement contractés, quoiqu'on puisse dire, que la nullité dont*  
*elle parle ne tombe que sur le défaut de la présence du Curé &*  
*des témoins qui en fait partie. Il n'en est pas de même de celle*  
*de Blois, où elle ne peut se rapporter qu'à celui de la seule pu-*  
*blication. Aussi quelques-uns de nos Docteurs, comme Chopin,*  
*de Politia, lib. II, cap. VII, Mornac sur la Loi 7, de Ritu nup-*  
*tiarum, M. de Marca, &c. l'ont-ils prétendu essentielle pour la*  
*validité du Mariage, à quoi ils se sont encore déterminés par*  
*les expressions du Concile de Latran, qui semblent mettre au*  
*rang des clandestins, ceux à qui elle manque.*

Elle n'est pas  
 absolument néces-  
 saire pour la vali-  
 dité du Mariage.

Le sentiment contraire a pourtant prévalu en France comme  
 ailleurs, & on n'y regarde plus comme tels que ceux qui se con-  
 tractent hors de la présence du propre Curé & des témoins en  
 nombre suffisant. C'est aussi ce qui a été décidé positivement  
 par la Congrégation des Cardinaux interprètes du Concile de  
 Trente : *Si omittantur denuntiationes, dit-elle, per hoc matrimo-*  
*nium non est irritum.* Ce Concile ne fait effectivement tomber son  
 Décret irritant que sur le défaut de leur présence, en disant :  
*Qui aliter contrahere attentabunt, eos sancta Synodus ad se con-*  
*trahendum omnino inhabiles reddit.* Il n'auroit pas non plus laissé  
 aux Ordinaires le pouvoir d'en dispenser si facilement, s'il l'a-  
 voit jugé essentielle ou absolument nécessaire. Quant au Con-  
 cile de Latran, il est également certain qu'il n'en a inséré au-  
 cun Décret irritant dans son Canon. La plupart de nos Juris-  
 consultes, comme M. Leprêtre, dans son traité des Mariages  
 clandestins, & Brodeau sur M. Louet, lett. M. N<sup>o</sup>. 6, pensent  
 de même. Bardet, Tom. II, liv. II, ch. LII, rapporte un Arrêt  
 du 18 Juillet 1733, rendu sur les conclusions de M. l'Avocat  
 Général Bignon, au sujet du Mariage de Henri Dubos homme  
 veuf, avec Anne Goiset, & qu'il déclare bon & valable, quoi-  
 que célébré sans publication de Bans, par le Théologal de  
 Beaujeu, qui certifioit, sans toutefois produire des preuves évi-  
 dentes, avoir eu la permission du Curé & le Mandement de l'E-  
 vêque; attendu l'âge & la qualité des parties. Or cet Auteur,  
 de même que ceux que nous venons de citer, soutiennent que  
 le non valablement contracté, dont parle l'Ordonnance, ne re-

garde ni le Sacrement ni le lien, mais seulement le contrat civil, c'est-à-dire, le douaire de la femme, la communauté, son préciput, l'habilité de ses enfans à succéder; encore le restraignent-ils, avec M. Fevret, Lib. V, ch. II, au Mariage des mineurs seulement, soutenant qu'on ne peut produire aucun Arrêt qui l'ait prononcé contre des majeurs, & que même plusieurs ont décidé le contraire en leur faveur. Outre celui que nous venons de citer, nous pouvons produire encore celui que rapporte Bardet, liv. VII, ch. XXXVIII, en date du 7 Août 1738, rendu en la Grand'Chambre, sur l'appel comme d'abus interjeté du Mariage célébré entre le Vicomte d'Auchi & Antoinette Herbin majeurs, par lequel les parties furent mises hors de cour, & le Mariage déclaré bon & valable, comme étant tous deux majeurs, quoique d'une condition très-inégal; & ce contre le sentiment du même M. Bignon, qui avoit conclu à un appointement, pour avoir le temps d'informer des faits qui lui paroissoient assez graves pour annuler le Mariage, supposé qu'ils fussent prouvés. On peut encore confirmer tout ce que nous venons de dire, par l'usage où on est en France de ne point exiger de publications pour les mariages des Souverains & de ceux dont les Cours supérieures ordonnent la célébration, parce qu'on les suppose assez notoires pour venir à la connoissance du public, indépendamment d'elles. On en usoit ainsi à Paris dans le siècle dernier, & même dans quelques autres provinces, pour les Mariages qui étoient ordonnés par le Juge d'Eglise; & quand la partie qui avoit refusé d'exécuter les promesses, arquesçoit à la Sentence, il la faisoit conduire sur le champ à la Paroisse la plus proche pour y être mariée. Nous en trouvons un exemple parlant dans le recueil de Jurisprudence canonique en la personne de Chaleu, fils mineur de vingt-cinq ans, qui de concert avec Genevieve Simon, se présentèrent devant l'Official de Paris, auquel la fille exposa que Chaleu & elle, après s'être promis Mariage, avoient eu habitude ensemble, pour-quoi elle concluoit à ce que Chaleu fut condamné d'accomplir sa promesse. Chaleu y ayant consenti, après être convenu de la promesse & de l'habitude alléguées, l'Official les condamna à accomplir le Mariage promis, & les fit conduire à l'instant en l'Eglise de Sainte-Marine, où le Mariage fut célébré. Trois ans après la mere de Chaleu interjeta appel comme d'abus de ce Mariage, & M. l'Avocat Général Talon dit dans ses conclu-

Elle n'est pas  
d'usage dans les  
Mariages des Sou-  
verains & autres  
ordonnés par ju-  
stice.

46 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 sions, que la procédure de l'Official étoit entièrement abusive,  
 & qu'il n'étoit point permis de contracter des Mariages par  
 cette voie, & de les solemniser d'une manière, pour ainsi dire,  
 clandestine. Il est vrai que cette manière de procéder paroît  
 abusive, aussi a-t-elle été réformée par l'Arrêt du 6 Mars 1636,  
 qui fait défenses à l'Official de Paris de faire à l'avenir sembla-  
 bles procédures, à peine d'en répondre en son propre & privé  
 nom. En effet, c'étoit favoriser ouvertement le libertinage des  
 enfans de famille, qui, pour éluder les défenses de leurs peres  
 & meres, se faisoient ainsi citer & marier malgré eux: si cette  
 coutume eut subsisté, on en auroit vu naître de grands incon-  
 véniens. Une personne qui auroit d'autres engagemens, que  
 ceux qui sont connus & approuvés de ses parens, & qui crain-  
 droit une opposition au Mariage qu'il voudroit contracter,  
 pourroit aussi par cette voie éviter la publication des Bans.  
 Enfin la difficulté n'a plus lieu depuis la Déclaration du 18 Fé-  
 vrier 1692, qu'on peut voir dans notre Recueil, où Louis XIV  
 dit précisément que *le défaut de publication n'est jugé essentiel que*  
*pour la validité du Mariage des personnes mineures*, qui est pres-  
 que toujours accompagné du consentement des parens. Sa Ma-  
 jesté s'est encore plus précisément expliquée dans les deux Ar-  
 rêts de son Conseil, du 16 Décembre 1698 & 29 Septembre  
 1705, qu'on voit au tome V des Mémoires du Clergé, p. 1125,  
 par lesquels il approuve & décharge même du contrôle, auquel  
 on a depuis substitué l'insinuation, la dispense des trois Bans  
 lorsque les Evêques le jugeront nécessaire, pour ne pas divul-  
 guer, par des publications, les Mariages qu'on veut tenir secrets  
 pour d'importantes raisons.

Les Ordonnan-  
 ces ne la jugent  
 essentielle que  
 pour le Mariage  
 des mineurs.

Ce qui est ajouté dans l'Ordonnance art. 40, *qu'on ne pourra*  
*obtenir la dispense de deux bans qu'après que la premiere publica-*  
*tion aura été faite*, avoit donné lieu à une autre question fort  
 controversee; sçavoir, si l'Evêque peut la donner pour tous  
 les trois; c'est sur quoi la Jurisprudence des Cours paroît avoir  
 beaucoup varié; car on rapporte un grand nombre de leurs  
 Arrêts, dont les uns le défendent, les autres le permettent,  
 ou du moins le tolèrent. Parmi ceux qui le défendent, on peut  
 compter ceux que cite Fevret liv. V, chap. II, N°. 28, rendus  
 au Parlement de Paris le 2 Mai 1572 & le 18 Janvier 1579,  
 dont le premier décréta d'ajournement personnel celui qui avoit  
 écrit la dispense; ceux du 17 Mars 1614, 27 Février 1617, &

Les Evêques  
 peuvent-ils dis-  
 penser des trois  
 Bans?

22 Décembre 1687, qu'on voit, tant chez Bardet, que chez le Journaliste du Palais, lesquels ont déclaré abusive la dispense de trois bans accordée par les Grands-Vicaires d'Angers, S. Flour & Tours, auxquels ils défendent comme à tous autres, d'en accorder à l'avenir de semblables pour marier des mineurs sans le consentement des peres & meres, tuteurs ou Curateurs, à peine de nullité, & de répondre en leur propre & privé nom, de tous les dépens, dommages & intérêts des Parties. Le dernier fut même rendu par forme de régleme't, & la Cour ordonna qu'il seroit lu & publié au Siège de Tours. Parmi la foule d'Arrêts qui les permettent, nous citerons seulement ceux des 13 Juin 1634, 11 Janvier 1691, 29 Mai 1696, 11 Juillet 1698 & 5 Février 1718, rapportés par Bardet, Tome II, liv. 3, ch. XXIII, l'Auteur des nouvelles notes sur Fevret Tome I, p. 461 & autres. Celui du 3 Juin 1634 fut rendu sur l'appel comme d'abus d'une dispense de trois bans accordée par un Grand Vicaire d'Angers, & sur l'intimation du Grand Vicaire, mit les parties hors de Cour & de Procès; & pour faire droit sur les conclusions du Procureur Général, fit défenses à tous Grands Vicaires d'en accorder à l'avenir de semblables sans connoissance de cause, à peine de nullité, &c. Ceux des 11 Juillet 1698 & 5 Février 1718, furent rendus au profit du Sieur Touzard & de M. Faure, Conseiller au Parlement, dont le premier avoit épousé la Veuve de M. Passart, aussi Conseiller; & le second, la Demoiselle Cadore. On peut encore y ajouter celui du Parlement de Rouen que cite Basnage sur l'article 235 de la Coutume de Normandie, en date du 12 Mars 1671, en faveur d'un Gentilhomme du pays qui s'étoit marié avec une pareille dispense, quoiqu'elle n'eût été accordée que par le Vice-Gérent de l'Officialité, qui n'avoit pas ce pouvoir, comme nous l'avons montré, T. I, Question II, art. 5, § 3; mais la bonne foi & l'ignorance excusable des parties, firent qu'on usa d'indulgence. Il n'est cependant pas difficile avec un peu de réflexion, de concilier tous ces différens Arrêts, par la distinction de la minorité à la majorité. on peut même soutenir avec assurance, & d'après le Commentateur de Fevret, que les premiers sont relatifs, ainsi que l'Ordonnance, au mariage des mineurs, & les seconds, au mariage des personnes libres ou maîtresses d'elles-mêmes.

Il n'y a plus de difficulté sur ce point, du moins au Parle-

Sur-tout quand  
il s'agit de mi-  
neurs.

ment de Paris ; pendant près de trente-cinq ans qu'a duré le Pontificat de M. le Cardinal de Noailles, on en a vu accorder à plusieurs personnes ; M. de Harlai son prédécesseur en a usé de même, quoique très-rarement & avec beaucoup de précautions ; car au rapport du Commentateur de Fevret, son usage étoit de se faire présenter une Requête par les parties, où étoient exposées les raisons qu'ils avoient de demander une grâce si extraordinaire ; ensuite de quoi il commettoit leur Curé ou quelqu'autre Ecclésiastique pour informer de la vérité des faits y contenus, & conservoit ensuite le tout avec un soin tout particulier dans les Archives de l'Archevêché, pour y avoir recours, en cas qu'on vint à contester la validité de la dispense : aussi l'Auteur des Conférences de Paris assure-t-il, Tome I, page 107, que l'Ordonnance de Blois ne s'observe plus sur cette matière au pied de la lettre, & que l'usage contraire a prévalu dans presque tout le Royaume. Il ne semble pas même qu'un Evêque fut répréhensible, & agît contre son esprit s'il accordoit cette dispense à des Mineurs, pour des raisons très-fortes, & à la réquisition des peres & meres ou des tuteurs, joints cependant à leurs principaux & plus proches parens, ce que cette Ordonnance a sagement ajouté, pour donner à entendre que celle du tuteur seul ne seroit pas suffisante, parce qu'il pourroit en abuser ; ce qui n'est pas sans exemple ; mais en tout cas l'Evêque ne devoit pas manquer d'agir avec la même précaution que M. de Harlai.

L'omission des  
publications est  
une fause griefve.

Quoique les publications ne soient pas absolument nécessaires à la validité du mariage, il n'en faut pourtant pas conclure qu'il soit libre aux parties de les mépriser, ainsi que nous l'avons remarqué ci-dessus. L'omission d'une seule est, non-seulement un péché grief, par lequel on viole les loix de l'Eglise & de l'Erat en matière importante, mais on expose son mariage à être déclaré nul, quant aux effets civils, si on y découvre quelque empêchement dirimant inconnu lors de la célébration. Ceux qui y satisfont ne courent pas ordinairement ce risque, à moins qu'il ne paroisse d'ailleurs de la fraude dans leur conduite ; on présume qu'ils ont contracté de bonne foi, laquelle suffit pour assurer du moins la légitimité de leurs enfans.

Il y a de la difficulté quand l'omission s'en fait en vertu d'une dispense accordée par l'Evêque : car Theveneau, dans son Commentaire sur l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois, prétend qu'on

qu'on ne doit point y avoir d'égard ; mais au contraire on peut présumer que les parties l'ont demandée par malice, pour cacher à l'Eglise & à l'Etat un empêchement qu'elles sçauroient être entr'elles ; ce qui ne paroît pas toujours absolument vrai. Un Curé qui feroit une pareille omission seroit très-répréhensible, & si elle étoit de deux ou de trois Bans, il s'exposeroit à être puni très-sévèrement par les Tribunaux Ecclésiastiques & Séculiers. Il y a même des Diocèses où on encourt par le seul fait la suspension *ab officio & beneficio*, & dans quelques autres, comme dans ceux de Langres & de Narbonne, les Statuts de l'an 1404 & de 1551 veulent qu'on excommunie les parties qui trempent dans la faute : c'est en vain qu'on prétendroient la charité, ou le grand éloignement de la Ville Episcopale ; de pareilles raisons ne pourroient les excuser, parce que la prudence doit leur faire prendre de bonne heure les mesures convenables : il faut pourtant excepter le cas d'une maladie très-dangereuse, qui joint à cet éloignement, ne permet pas d'y recourir pour des gens qui ont vécu dans le désordre, & qui veulent, avant leur mort, le réparer par un mariage légitime.

Il ne seroit pas permis non plus au Curé de suppléer à cette omission avant la consommation du mariage. Le Concile de Trente permet à la vérité de le faire quand on craint des oppositions malicieuses, & qu'on a sujet de soupçonner des empêchemens, mais il faut y être autorisé par les Evêques, qui ne l'accordent presque plus en France, ni même dans les Pays-Bas, à ce qu'atteste Zypæus, de *sponsalibus* N°. 10. Fagnan, dans son Commentaire sur le chap III, de *clandestinis desponsat.* prétend que sous le nom d'Ordinaire auquel le Concile renvoye pour obtenir la dispense de ces publications, on ne peut entendre que l'Evêque, à l'exclusion des Abbés & autres qui ont la même Jurisdiction Episcopale, ce qu'il prouve par une Déclaration des Cardinaux, qu'il dit avoir été approuvée par Gregoire XIII. Son sentiment n'est pas suivi en France, où ce pouvoir est exercé par beaucoup d'autres, tels que les Abbés de Saint Germain-des-Prés, de Saint Denis & de Compiègne, les Archidiacres de Chartres, dans les cas marqués ci-dessus, les Doyens de Roye, Diocèse d'Amiens & de Nevers : ce dernier y a été maintenu, par un Arrêt rendu contre l'Evêque, le 5 Septembre 1587, mais il y est dit cependant qu'il ne

Il n'est point d'usage en France de publier après la célébration.

D'autres que les Evêques accordent en France les dispenses de Bans.

50 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 pourra l'accorder à ceux auxquels le Prélat l'aura refusé. Un  
 autre du 23 Août 1633 y avoit pareillement maintenu le Cha-  
 pitre de Saint-Quentin, qui étoit alors en possession de la Ju-  
 risdiction Episcopale sur la plupart des Paroisses de la Ville, &  
 qu'il a perdu depuis.

Ce en quoi tous nos Docteurs sont d'accord, ainsi que le  
 Concile & l'Ordonnance de Blois, c'est qu'on n'en doit jamais  
 accorder que pour *cause urgente & légitime*, ce qui a paru si  
 important à un Concile de Paris tenu en 1429, que par son  
 art. 33 il défend aux Evêques de l'accorder légèrement, sous  
 peine d'être privés de l'entrée de l'Eglise pendant un mois. Le  
 Concile de Trente semble, comme nous l'avons déjà dit, n'en  
 point reconnoître d'autres que la crainte d'une opposition faite  
 par malice, & c'est l'unique en effet que Saint Charles Borro-  
 mée admette dans son cinquième Concile de Milan, où il  
 rejette la proximité de l'Avent ou du Carême, attendu que  
 l'Eglise souhaite que dans ces tems consacrés à la pénitence,  
 les fidèles s'abstiennent de l'usage du mariage; cependant comme  
 il s'en remet à leur prudence, la plupart y ajoutent six autres  
 causes. 1°. Une crainte non légère, mais bien fondée d'un chan-  
 gement de volonté dans l'une des parties qu'on sollicité à se  
 dédire; 2°. la proximité des tems prohibés. Sans vouloir ré-  
 futer la raison de Saint Charles, nous croyons cependant qu'il  
 seroit plus expédient, & même plus décent, d'en accorder la  
 dispense, en retranchant tout l'appareil de solemnités, les danses  
 & les festins, que de se relâcher sur la publication, sur-tout de  
 deux bans, parce que les inconvéniens en sont bien moindres,  
 & que le Sacrement ne court point tant de risques: nous pour-  
 rions appuyer notre sentiment, supposé qu'il parût hazardé, du  
 Rituel de Verdun de l'édition de 1691, où il est dit, qu'on n'aura  
 aucun égard à la proximité de l'Avent ou du Carême, à moins  
 qu'on ne prouve évidemment l'impossibilité de différer sans un  
 dommage notable, & sur-tout qu'on n'a pas affecté d'attendre  
 jusqu'alors: ce Rituel ajoute même quelque chose de plus fort,  
 & qu'il seroit à souhaiter qui fut observé dans tout le Royaume;  
 c'est qu'il aura encore moins d'égard pour la vanité & l'orgueil  
 de ceux qui n'ont recours à la dispense que pour se distinguer du  
 commun du peuple, en ne suivant pas la loi générale. 3°. Un  
 voyage pressant ou de long cours qu'on ne peut absolument dif-  
 férer, tel qu'est celui d'un Officier ou d'un Soldat, obligé d'aller

Causés légitimes de la dispense des Bans.



joindre son régiment en campagne, ou d'un homme de mer. 4°. L'extrême disproportion d'âge, de naissance ou de fortune dans les parties, qui les exposeroit à la risée du public. 5°. Le scandale que la publication causeroit, si les parties passioient dans le public pour être mariées, & que leur union ne fut au fond qu'un vrai concubinage. 6°. La réhabilitation d'un mariage contracté solennellement, avec un empêchement secret & inconnu. Dans ce dernier cas, on tient communément que les parties n'ont pas besoin de dispense, parce qu'elles ont déjà satisfait à la loi; cependant si l'empêchement est de nature à devenir public, tel qu'est celui de la parenté, en sorte qu'on juge à propos de le réhabiliter en présence de témoins, & de le mettre sur le Registre, il est très-à-propos de prendre la dispense des trois bans, pour assurer les effets civils, & sur-tout la légitimation des enfans.

La dispense doit être donnée par écrit, signée de la main de l'Ordinaire, scellée de son Sceau, & de plus insinuée au Greffe des Insinuations Ecclésiastiques du Diocèse. Louis XIV l'a ainsi ordonné par l'art. 19 de son Edit de 1691, où il dit : *Voulons que les dispenses de la publication d'un ou deux bans de Mariage soient insinuées dans le mois de leur date, à peine de nullité. . . . Seront pareillement insinuées les dispenses de mariage, ( c'est-à-dire, de leurs empêchemens dirimans, ) autrement les parties ne pourront s'en servir devant nos Juges* : mais les traitans des Charges de ce Greffe voyant que la clause de nullité qu'on regardoit comme comminatoire seulement, ne leur étoit pas d'un grand produit, obtinrent le 16 Février 1692 une Déclaration qui enjoit aux Curés, à peine de 500 livres d'amende pour chaque contravention, de marquer dans l'acte de célébration qu'ils mettent sur leurs Registres, la date de l'insinuation : ce qui mérite une attention particulière, c'est qu'il n'est nullement parlé de l'insinuation des trois bans, ni dans l'Edit, ni dans le Tarif dressé au Conseil en conséquence, où le droit du Greffier est fixé à trois livres, lesquelles sont aujourd'hui perçues par le Clergé des Diocèses qui ont remboursé la finance de ces Charges : aussi le Commentateur de Fevret assure-t-il que dans les formules qu'il a vues de son temps au Secrétariat de Paris pour les trois bans, il n'a jamais apperçu le mot d'*insinuer*, qu'on ne manque point de mettre au pied des autres. La raison est toute simple; c'est que l'insinuation qui se fait dans les Registres publics, divulgueroit ce

Quand l'empêchement pour lequel on réhabilite le Mariage peut devenir public, on doit demander la dispense des trois Bans.

Les dispenses d'un ou deux Bans doivent être insinuées, mais non pas celles de trois.

52 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 que l'on souhaite tenir caché pour l'honneur des familles. C'est  
 aussi pour ce sujet que le Roi, par Arrêt de son Conseil du 12  
 Juillet 1746, en a déchargé les dispenses de parenté accordées  
 pour causes infamantes en matière de mariage, & les Ecclésiasti-  
 ques *super defectu natalium*, & toute autre irrégularité, sans  
 que ces actes en puissent souffrir aucun préjudice : celles qu'on  
 accorde pour le temps de l'Avent ou du Carême, n'y sont point  
 non plus sujettes, attendu qu'elles ne sont point comprises  
 dans l'Edit, & que d'ailleurs il n'est pas d'usage de donner une  
 extension aux droits onéreux, tel qu'est celui-ci.

Quand les par-  
 ties sont de deux  
 Diocèses, il faut  
 avoir dispense des  
 deux Evêques,

II. Quand l'homme est d'un Diocèse, & la femme d'un autre,  
 chacun doit prendre la dispense de l'Evêque, non pas de son  
 origine, mais de son domicile, celle de l'un des deux ne suffit  
 pas, parce que son pouvoir se borne à ses propres Diocésains  
 & ne s'étend pas sur ceux d'un autre ; c'est ce qui est décidé par  
 le Concile de Rouen de 1581, d'Aix, de l'an 1585, & par  
 ceux de Malines de 1570 & 1607, au titre 11 de *fonfal. & ma-  
 trim.* En effet, comme le fait entendre M. de Sainte-Beuve, la  
 dispense étant un acte de juridiction, un Evêque ne peut dis-  
 penser que la partie sur laquelle il a juridiction & autorité, &  
 d'ailleurs pour qu'il pût accorder la dispense de bans à un Diocé-  
 sain étranger, il faudroit qu'il fut certain qu'on ne pourroit  
 faire d'opposition au Mariage de ces parties, dans le Diocèse  
 de celui où on ne publieroit pas ; ce qui en un sens ne lui se-  
 roit pas possible. On étoit autrefois dans l'usage, quand on se  
 marioit hors de son Diocèse, de prendre la dispense qu'on ap-  
 pelloit *de Diocesi*, de laquelle il est encore parlé dans plusieurs  
 Rituels du dernier siècle, mais l'usage en est depuis longtems  
 aboli par-tout. C'est au Curé de la femme qu'on a coutume de  
 l'adresser ; mais on ne le doit point faire, à moins qu'il ne conste  
 par les certificats des deux Curés, qu'en publiant le premier  
 ou le second ban, ils ont averti que les parties vouloient avoir  
 recours à la dispense, afin de donner le temps à ceux qui y ont  
 intérêt de faire leurs oppositions ou de venir à révélation. C'est  
 la raison pour laquelle on doit, après l'avoir obtenue, laisser  
 écouler quelque temps avant de procéder à la célébration, &  
 même avant de délivrer le certificat de publication, quand elle  
 se doit faire hors de la Paroisse. Cet intervalle doit être au  
 moins de vingt quatre heures. Comme il peut arriver que de-  
 puis la dernière publication les parties aient contracté quelque

empêchement ; tous les Rituels veulent en outre qu'on la réitere même par trois fois, quand le Mariage ne s'est pas célébré incontinent, ils varient seulement sur l'espace du délai ; les uns en exigent deux, d'autres trois, & quelques-uns six mois, c'est le terme fixé par le nouveau Rituel de Paris.

III. La publication des bans doit se faire 1°. Par le Curé même, ou par quelque Ecclésiastique qu'il commet à cet effet. Le Concile de Trente, Sess. 24, cap. 1 de reformat. & l'art. 1 de l'Edit de 1639, le prescrivent expressément, sur-tout le premier, qui pour prévenir les grands inconvéniens qui résultoient des Mariages clandestins, renouvelle en ces termes le Décret du Concile de Latran. *Idcirco Sacri Lateranensis Concilii, sub Innocentio III celebrati, vestigiis inhaerendo, præcipit ut in posterum antequam Matrimonium contrahatur, ter à proprio contrahentium Parocho tribus continuis diebus festivis in Ecclesia inter Missarum solemnias publicè denuntiatur, inter quos Matrimonium sit contrahendum, quibus denuntiationibus factis, si nullum legitimum opponatur impedimentum ad celebrationem Matrimonii in facie Ecclesie procedatur, &c.* Les Statuts Synodaux d'Orléans défendent à tous Laïques de s'y ingérer, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, dont ils réservent l'absolution à l'Evêque ou à son Vicaire Général. Un Huissier ayant osé la faire à la porte de l'Eglise, sur le refus d'un Curé, fut interdit de ses fonctions par Arrêt du 12 Mars 1614, qu'on lit chez Fevret, liv. V, chap. II, N°. 22, & condamné à une amende de 24 livres ; on voit encore dans le procès-verbal de l'Assemblée du Clergé de 1661, & dans le cinquième Tome des Mémoires du Clergé, tit. 1, p. 1121 de la nouvelle édition, plusieurs Arrêts, & entre autres celui de 1695, rendu au Conseil du Roi, qui a cassé la Sentence du Prévôt Royal d'Angers, par laquelle il avoit enjoint à un Huissier de faire une publication sur un semblable refus. 2°. C'est dans l'Eglise Paroissiale, & non dans quelque Chapelle qu'on doit faire cette publication, à moins que toute la Paroisse n'y aille en procession pour entendre la Messe d'obligation. Quand il y a une Succursale outre l'Eglise matrice, l'usage de plusieurs Diocèses est de la faire dans l'une & dans l'autre ; dans d'autres on se contente de la faire dans la première. 3°. Elle doit être faite au Prône de la Messe des Dimanches ou des Fêtes qui sont de commandement, & auxquels jours le peuple est tenu d'y assister, & s'il n'y a point de Prône, *inter Missarum solemnias*,

Les Bans doivent être publiés par le Curé ou par un Ecclésiastique commis de la part,

A la grande Messe de paroisse un jour d'obligation.

54 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 comme le dit le Concile de Trente rapporté ci-dessus. Le Concile de Narbonne tenu en 1551, dit aussi, *quæ publicatio in majore Missa à Parocho seu ejus Vicario fiat.* Un Concile de Malines cité par Van-Espen, part. II, tit. 12, le permet à la vérité dans d'autres jours, lorsque quelque solennité y attire un grand concours de monde; mais il n'y auroit pas de sûreté à le suivre en France, suivant Barbosa & un grand nombre de Canonistes. Mais pourroit-on la faire à Vêpres un jour de Dimanche ou de Fête, supposé que le cas fut pressant, & que le Curé eût oublié de publier le matin? Par les Statuts Synodaux de M. Henri de Gondy, Evêque de Paris, publiés en 1608, N°. 8, il étoit permis de faire des publications le jour des Fiançailles, quoiqu'il ne fut pas Fête, à plus forte raison un jour de Dimanche ou de Fête à Vêpres; mais Fevret, lib. V, c. II, N°. 25, estime que si on le faisoit, on donneroit lieu à un appel comme d'abus, & il semble fonder son sentiment sur un Arrêt du 28 Février 1608, qui décréta d'ajournement personnel le Curé de Neufve en Barrois, qui par l'ordre de l'Official de Vaucouleur, & avec la dispense des deux premiers Bans accordée par l'Evêque de Tou, l'avoit proclamé le troisième après Vêpres, il faut pourtant convenir qu'outre cette faute il en avoit fait une plus grave, en mariant tout de suite les parties, sans vouloir déferer à une opposition signifiée en bonne forme; aussi le Commentateur du même Fevret en doute, aussi bien que Gibert, Consult. tom. I, N°. 4. On pourroit pourtant l'appuyer sur un autre Arrêt plus décisif rapporté par Brillou au mot *Ban*, rendu en 1642 au Parlement de Toulouse. Ce qui paroît certain, c'est que l'Evêque qui peut dispenser de la publication même, peut permettre de publier à Vêpres, (supposé toujours que le cas soit pressant) & avec d'autant plus de raison, que l'Ordonnance de Blois ne parle point de la Messe.

Pour-on publier  
à Vêpres?

La publication  
doit se faire à  
haute & intelligi-  
ble voix.

La publication doit encore se faire à haute & intelligible voix, & non pas entre les dents, ou d'un ton si bas, que les personnes les plus proches ne peuvent souvent rien entendre; ce qui se pratique assez communément dans les grandes Villes, & sur-tout à Paris; cette manœuvre fait soupçonner ceux qui sont chargés de ce ministère, de se laisser gagner par argent par les Parties, ou au moins de se prêter à leur foiblesse, ce qui deshonne les Ecclésiastiques: on doit exprimer les noms, surnoms, qualités & domiciles des Parties, avec ceux de leurs peres & meres, à moins qu'il ne s'agisse d'enfans trouvés ou illégitimes: dans ce cas

il suffit de nommer la mere, pourvu qu'elle soit connue publiquement pour telle, & qu'on le puisse sans la deshonorar, ce qui ne manqueroit guères d'arriver s'ils étoient adulterins.

Quand les trois jours de Dimanche & de Fête se suivent immédiatement, il faut laisser l'intervalle d'un jour entre la première & la seconde publication, ou entre la seconde & la troisième, pour donner le tems à ceux qui y auroient intérêt, de former leurs oppositions ou de venir à révélation: cet usage est fondé sur l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois, qui veut qu'il y ait entre chaque publication un intervalle compétent, & en cela elle a dérogé au Concile de Trente, Sess. 24, cap. 1 de reform. qui ordonne que les Bans seront publiés *tribus continuis diebus Festivis*. Le quatrième Concile de Latran, chap. *Cum inhibitis* 3, veut qu'il y ait un terme suffisant dans lequel on puisse proposer les empêchemens légitimes. Le Synode de Bayeux tenu en 1300, a réglé, Canon 17, que les publications seroient faites par trois jours de Dimanches ou Fêtes solennelles, *à se invicem distantes*. Les Statuts Synodaux de M. Etienne Poncher, Evêque de Paris, veulent qu'il y ait un jour entre chaque publication, & un jour entre la dernière & la célébration du Mariage. Le Concile de Narbonne, tenu en 1531, ordonne, Can. 53, que le Mariage ne soit célébré que trois jours après la troisième publication. Enfin l'article 9 du règlement de l'Assemblée générale du Clergé en 1605, paroît exiger que les Bans soient publiés aux jours de Dimanche.

Quand les parties sont de deux Paroisses différentes, il est également nécessaire de les publier dans l'une & dans l'autre: c'est la disposition formelle de l'Ordonnance de 1629, où le Roi dit: *La proclamation des Bans sera faite par le Curé de chacune des parties contractantes*, & ce qui est ordonné par les Conciles de Rouen, de l'an 1581, & d'Aix en 1585, & autres. Quant aux mineurs de vingt-cinq ans qui ont d'autre domicile de fait que ceux de leurs peres & meres, tuteurs ou curateurs, l'usage constant du Royaume est que les Bans doivent être publiés dans la Paroisse où ils demeurent, & dans celles de leursdits peres & meres, tuteurs ou curateurs, ainsi qu'il est ordonné par l'Edit du mois de Mars 1697.

IV. La question est de sçavoir de quel Curé on doit l'entendre, si c'est de celui de l'origine ou du séjour ordinaire, qu'on appelle communément domicile, ou du lieu dans lequel on ne se trouve qu'en passant: comme elle est liée avec celle du Curé qui doit

Quel est le Curé  
qui doit publier  
les Bans & célé-  
brer le Mariage ?

36 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 célébrer le Mariage, nous avons cru devoir les joindre ici en-  
 semble. Il n'y a point de difficulté sur le premier, & quoique  
 souvent on oblige les parties de faire publier leurs Bans dans les  
 Paroisses où elles sont nées, il ne s'ensuit pas que les Curés  
 puissent ou doivent les marier quand elles en sont sorties depuis  
 un long-temps. Il y a des Théologiens & des Canonistes qui esti-  
 ment qu'on peut regarder dans cette matière comme leur pro-  
 pre Curé celui de la Paroisse où ils se trouvent lors de la célé-  
 bration, quelque peu de mois ou de jours qu'ils y aient passé,  
 quand même ils y seroient venus avec dessein d'en partir aussitôt.  
 Ils prétendent qu'on doit raisonner de ce Sacrement comme  
 de ceux de Pénitence & d'Eucharistie, attendu que souvent il  
 n'est pas moins nécessaire. De ce nombre est Fagnan dans son  
 Commentaire sur le chap. V *Significavit* tit. 20 de *Parochiis* N°. 33,  
 lib. III & *sequent.* où il rapporte même trois décisions de  
 la Congrégation des Cardinaux, dont il étoit Secrétaire, qui ont  
 déclaré valable le mariage de trois jeunes hommes qui étoient  
 partis du lieu de leur résidence ordinaire, exprès pour s'aller  
 marier; le premier, à Rome, le second, à Padoue, le troisième,  
 en Angleterre, afin de soustraire leur mariage à la connoissance  
 non-seulement de leurs propres Pasteurs, mais encore de leurs  
 parens, qui n'auroient pas manqué d'y mettre opposition; mais  
 ce sentiment est justement combattu & solidement réfuté par  
 Sanchez, lib. III, disput. 19, N°. 1, où il montre que le Curé  
 du lieu où se célèbre le Mariage, n'est pas toujours le propre  
 Curé des parties, que c'est cependant de lui que parle le Concile,  
 quand il dit : *Qui aliter quàm présente Parocho contraxerint, eos inhabiles, &c.* puisque parlant un peu auparavant de la publi-  
 cation des Bans, il veut qu'elle se fasse à *proprio Parocho*, & qu'il  
 ajoute dans la suite que si un Curé marie ceux qui ne sont pas  
 de sa Paroisse, *sine proprii Parochi licentia*, il encourra la sus-  
 pense dont il ne pourra être relevé que par l'Evêque Diocésain  
 de celui-ci. Il est vrai qu'il ne répète pas que le Mariage sera  
 nul, mais il le donne suffisamment à entendre, sur-tout lorsqu'il  
 prononce la nullité de celui qui se contracte en l'absence  
 du Curé ou du Prêtre par lui commis pour la célébration : *Qui aliter quàm présente Parocho vel alio Sacerdote de ipsius Parochi licentia*, car il est visible qu'il ne parle pas en cet endroit d'un  
 Curé momentané, qui n'ayant point de Jurisdiction ordinaire  
 sur celui qui passe dans sa Paroisse, ne peut ni ne doit donner à

un

un autre le pouvoir de le marier. Ces raisons qui paroissent sans réplique, suffisent pour rendre fort suspectes les décisions alléguées par Fagnan, d'autant plus qu'on en débite beaucoup de fausses, & que les Souverains Pontifes ont plusieurs fois déclaré qu'on ne tiendrait pour authentiques que celles qu'ils ont eux-mêmes confirmées.

Van-Espen raisonne plus juste, part. 2, tit. 12 cap. V, N°. 7, lorsqu'il dit que le propre Curé de ceux qui se marient, est celui de la Paroisse où ils font leur séjour ordinaire, & dans laquelle ils sont domiciliés ou *quasi* domiciliés; à l'effet de quoi il n'est pas nécessaire qu'ils aient dessein d'y demeurer toujours, ni même la plus grande partie de leur vie, ce qu'il montre par l'exemple des écoliers qui étudient dans l'Université d'une ville où ils peuvent se marier valablement & légitimement; ce qu'on ne peut pas dire, ajoute-t-il, de ceux qui y vont pour se récréer, y commercer, y suivre un procès, quand même ils y feroient un long séjour, parce que suivant la commune manière de penser & de parler, ils n'en sont point habitans. La question n'a plus guères lieu parmi nous, depuis la Déclaration du mois de Mars 1697, où Louis XIV dit, *que voulant établir plus expressément qu'on ne l'avoit fait jusqu'alors, la qualité du domicile nécessaire pour contracter Mariage en qualité d'habitant d'une Paroisse, il défend à tous Curés, sous peine d'être procédé contre eux extraordinairement; de conjoindre en mariage autres que leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses au moins depuis six mois, à l'égard de ceux qui demouroient auparavant dans le même Diocèse, & depuis un an pour ceux qui demouroient dans un autre.* Ces termes dont il se sert, au moins depuis six mois, donnent assez à entendre qu'il n'a pas prétendu déroger aux Statuts des Diocèses qui exigent l'an entier dans l'un & l'autre cas; & il n'y a pas de doute que les Curés sont tenus de s'y conformer, quoiqu'ils soient antérieurs à la Déclaration. Afin que les Curés puissent se bien assurer de la vérité du fait, Sa Majesté leur enjoint de prendre le témoignage de quatre personnes du lieu, dignes de foi, & qui sçachent signer, si elles peuvent se trouver aisément.

L'Auteur des Conférences de Paris, tom. III, Liv. IV, pag. 254, a donc raison de regarder comme nul, en s'en tenant même au droit commun, le Mariage de ceux qui contractent dans une Paroisse où ils ne sont que passer, ou dans laquelle ils prennent

Tome IV. II. Partie.

H

Les Loix décident que c'est celui du domicile ou du séjour ordinaire.

C'est-à-dire où on demeure depuis six mois ou un an.

à cet effet une demeure de quelques semaines seulement, en retenant toujours leur ancien domicile ; & la résolution d'y retourner aussitôt qu'ils seront mariés , parce que les uns & les autres n'y font pas véritablement domiciliés. C'est dans cette espèce que semblent avoir été rendus les Arrêts des 16 Janvier 1673 , 15 Mars 1687 , 15 Juin 1691 & 24 Mars 1699 , que le même Auteur cite , page 250 , qui ont cassé & déclaré nuls les Mariages dont il étoit question ; le premier ordonna de plus que les autres , que le Prêtre qui l'avoit célébré seroit pris au corps , & conduit dans les Prisons de la Conciergerie de Paris , pour répondre aux conclusions que le Procureur Général du Roi prendroit contre lui.

De Droit commun , combien faut-il de temps pour acquiescer domicile dans une Paroisse ?

Avant la Déclaration dont nous venons de parler , on exigeoit communément en France quatre mois de séjour dans une Paroisse , en quoi on s'écartoit non-seulement du sentiment de la Glose sur le chap. III du tit. 12 de *sepulchris in sexto* , qui en demande bien davantage , mais encore de celui de Menochius , Lib. VI *presumption* , cap. 88 , qui veut qu'on y ait passé toute l'année , ou du moins la majeure partie. *Si proprii presumuntur & dicuntur Parochi , qui sub Parochiali Ecclesia per totum annum aut majorem partem habitant , ibique audiunt & percipiunt Ecclesie Catholice Sacramenta.* La Déclaration a pris le juste milieu. L'Auteur des Conférences de Paris , non plus que Fromageau , au mot *domicile* , Cas I , ne croit pas qu'on doive porter le même jugement de ceux qui quittent leurs Paroisses , & vont demeurer dans une autre , avec dessein d'y rester durant tout le temps que demande la Loi , lorsqu'ils le font sans fraude , mais par pure considération pour le Curé dont ils désirent recevoir la Bénédiction nuptiale , ou pour éviter les oppositions malicieuses qu'on pourroit faire à leur mariage. Fromageau va plus loin , & prétend que la Déclaration ne regarde que les effets civils du mariage , & non pas sa substance ou son lien. La difficulté est plus grande pour ceux qui agissent en fraude , & qui quittent leur Paroisse pour se soustraire , par exemple , à la vigilance de leur Pasteur , qui connoissant leur mauvaise conduite , leur refuseroit les autres Sacrements nécessaires pour se préparer à celui-ci ; sur-tout lorsqu'étant domiciliés dans un lieu où le décret du Concile a été publié , ils s'en vont dans un autre où il ne l'a pas été & où , par conséquent , la présence du Curé n'est point nécessaire. Elle partage les Docteurs , mais sur-tout

Celui qui change de domicile en fraude , peut-il y marier valablement ?



les Docteurs étrangers qui ne connoissent point la Déclaration de 1697, & il s'en trouve parmi eux plusieurs d'un grand nom, comme Sylvius in *supplem. Quæst.* 45, art. 5 Quæst. 4, qui croient ces Mariages valides, parce qu'ayant fait dans ce lieu le séjour requis par les loix du pays, ou même de celui qu'ils quittent, ils en deviennent Paroissiens à l'effet dont il s'agit. C'est aussi le sentiment de M. Habert de *matrim. tit. de clandestinit.* page 861, que M. de Chartres a adopté dans ses décisions matrimoniales de l'an 1728; ainsi que Louis XIV, dans l'Arrêt de Règlement qu'il donna en son Conseil le 13 Décembre 1681, & qui est rapporté au tome V des Mémoires du Clergé, page 1008, lorsqu'il dit : *Défend aussi Sa Majesté à tous ses Sujets de s'aller marier hors des terres de son obéissance, qu'après y avoir demeuré tout le temps qui y est requis, pour pouvoir être réputés Paroissiens, à peine contre les contrevenans d'amende arbitraire.* Il est vrai que la Déclaration qu'il donna quatre ans après le 16 Juin 1685, contre ceux qui vont contracter en pays étrangers, est beaucoup plus rigoureuse, puisqu'elle y ajoute la peine des galères pour les hommes, & le bannissement pour les femmes, mais elle n'ajoute point, non plus que l'Arrêt, de nullité. On peut même dire que la peine n'y tombe pas sur les contractans, dont il n'est pas même parlé, mais seulement sur les peres, meres, &c. qui mal intentionnés pour le service du Roi & de leur Patrie, y donnent leur consentement & leur approbation par quelque acte que ce soit, antérieur ou postérieur à la célébration. D'ailleurs ces Réglemens qui ont été faits en temps de guerre, ne s'exécutent pas à la rigueur.

A l'objection tirée de la règle du Droit, que personne ne peut tirer avantage de sa fraude, Sylvius répond qu'il n'y en a point quand on use de son droit & de la liberté accordée par les loix, autrement il faudroit dire que des Paroissiens vicieux & déréglés, qui changent sérieusement & pour toujours de domicile, afin de se soustraire à un Pasteur vigilant qui les éclaire de trop près, ne pourroient pas se marier dans la nouvelle Paroisse où ils vont s'établir, ni même y faire leur Confession ni leur Pâques, ce qui n'est ni avancé ni soutenu par aucune personne raisonnable. Il arrive encore quelquefois que des Diocésains de N. .... par exemple, craignant de ne pouvoir obtenir de leur Evêque, la dispense d'un empêchement dirimant qu'ils demandent, vont demeurer pendant un an à Paris, où

ils se flatent de trouver moins de difficulté, qu'après l'avoir obtenue ils s'y marient effectivement, & retournent ensuite chez eux, sans qu'on les inquiète sur la validité de leur mariage, dans l'un ni dans l'autre for. On suppose donc que le nouveau séjour d'un an ou de six mois suffit dans cette matière pour devenir véritable Paroissien. L'Auteur des Conférences d'Angers, tome I, du Mariage, page 412 de l'ancienne édition, & tome IX, page 243 & suiv. de la nouvelle, convient bien que ceux qui agissent frauduleusement, commettent une faute grave, mais il n'ose assurer que leur Mariage ait besoin de réhabilitation, quoiqu'on puisse la conseiller à ceux qui veulent lever tout scrupule, & se procurer une parfaite tranquillité de conscience. On allègue à la vérité l'Arrêt du 27 Février 1719 rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Gilbert, contre M. le Comte de Blangelval, domicilié dans l'Artois, qui voulant éviter les reproches & les avis de son Evêque sur la mauvaise vie qu'il menoit avec une fille dont il avoit eu trois enfans du vivant de sa femme, avoit après son décès quitté sa demeure ordinaire, & étoit venu se loger dans une Hôtellerie de Senlis, où il avoit épousé cette fille en face d'Eglise, ce qui fit déclarer par la Cour son Mariage nul, mais il faut remarquer que son séjour dans cette Ville n'avoit été que de cinq mois, & qu'il falloit, à cause du changement de Diocèse, un an entier.

La Déclaration de 1697, se borne-t-elle à la simple publication des Bans ?

Il ne resteroit guères de difficulté sur ce point, si on s'en tenoit à l'opinion de ceux qui estiment que la Déclaration de 1697 se borne précisément à assujettir les parties qui veulent contracter, à publier leurs Bans dans la Paroisse où elles demeuroient avant l'année ou les six mois révolus, & qu'elle laisse les choses sur le pied où elles avoient jusques là été, par rapport au véritable & au propre Curé, dont la présence est requise pour la validité du Mariage. On peut même dire que cette opinion a des partisans d'un grand nom, & entr'autres trois célèbres Docteurs de Sorbonne, qui sont MM. Habert, Joseph Boucher & Fromageau, dont la décision en date du 19 Août 1705, est rapportée dans son Dictionnaire au mot *Mariage*, Cas 5, où ils disent nettement qu'elle doit s'entendre par rapport à la publication des Bans dans la Paroisse que les parties ont quitté, & non à la validité du Mariage. Ils vont même plus loin, car ils soutiennent que le Curé de cette Paroisse en les ma-

xiant, encourt la suspension décernée par le Concile de Trente, & l'irrégularité, s'il vient à célébrer dans cet état. Ils ont été suivis en cela par trois de leurs Confreres, à la tête desquels on peut mettre M. de Marcilly, qui en ont donné une semblable le 19 Janvier 1748, à un Curé de Laon, qui les avoit consultés. Ils se fondent sur ce que les Parties n'y ont plus de domicile, depuis qu'ils l'ont transporté dans un autre. On peut encore leur joindre l'Auteur des Conférences d'Angers sur le Mariage, Tom. I, page 419 de l'ancienne édition, & Tome IX, p. 242 de la nouvelle, où il fait valoir en faveur de leur sentiment, l'usage qui est le légitime interprète des Loix, & qu'il prétend y être conforme. Quant à l'Auteur des Conférences de Paris, Tom. III, liv. IV, Conf. V, § 1, où il la propose, il se contente de dire que le certificat de publication donné purement & simplement dans ce cas, par le Curé, sans aucune réserve de ses droits, équivaut à un consentement formel. Au reste, nous ne pouvons nous empêcher de dire ici, que ce sentiment nous paroît bien hasardé, & que le contraire qui est aussi soutenu par de grands Théologiens, quadre beaucoup mieux avec le texte & l'esprit de la Déclaration; car, non-seulement le Roi n'y fait aucune mention de publication des Bans, à laquelle il avoit suffisamment pourvu par ses Ordonnances précédentes; mais dit clairement, qu'il entend fixer expressément la qualité du domicile, tel qu'il est nécessaire pour contracter Mariage en qualité d'habitant d'une Paroisse, & ce, pour contenir dans leur devoir les Curés & les autres Prêtres qui violent les règles que l'Eglise leur a prescrites, & la sainteté du Sacrement de Mariage. En conséquence il déclare qu'il entend y renouveler les dispositions, tant des Ordonnances de ses Prédécesseurs, que des SS. Canons, sur la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, & défend à tous Curés de marier d'autres, que leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses depuis un an ou six mois, suivant l'usage du Diocèse, à moins qu'ils n'en aient une permission spéciale & par écrit du Curé, des contractans ou de leur Evêque.

En suivant ce sentiment qui nous paroît le plus probable, même pour le for intérieur, il faut dire 1°. Qu'un Curé qui marie des personnes quoique domiciliées dans sa Paroisse depuis quatre ou cinq mois, sans le consentement du Curé de celle d'où elles

sortent, seroit très-répréhensible. Nous n'oserions pourtant pas exiger absolument la réhabilitation de leur Mariage, par considération pour l'autorité des Docteurs que nous venons de citer. 2°. Que leur dernier Pasteur peut, s'il le veut, les marier, puisque chacun peut faire par soi-même, ce qu'il permet aux autres de faire, & qu'elles retiennent encore dans sa Paroisse un domicile de droit ou légal que la Loi leur assigne. 3°. Que si un homme originaire de la Paroisse de Saint Sulpice de Paris, & qui y a eu toujours son domicile, va s'établir dans celle de Poissy, Diocèse de Chartres, y demeure un an entier, & revient ensuite dans la première, il ne peut s'y marier sans le consentement du Curé de Poissy, à moins qu'il n'y ait fait un nouveau séjour d'un an; mais s'il n'a demeuré dans celle de Poissy que durant neuf ou dix mois, il n'est pas, même à la rigueur, obligé d'y faire publier, attendu qu'il n'en est pas devenu véritable Paroissien. 4°. Que celui qui n'est domicilié dans la Paroisse où il veut se marier, que depuis un mois, il doit néanmoins les y faire publier, puisqu'il y a sa demeure actuelle & publique, avec intention d'y rester; & qu'il peut durant un temps, quoique très-court, y avoir contracté quelque engagement: il faudroit, ce semble, raisonner autrement, s'il n'y demeurait que depuis quinze jours; car il ne se trouveroit pas un nombre suffisant de Dimanches pour satisfaire à la Loi des trois publications, & que nous n'en avons aucune qui l'oblige à demander dispense d'une.

V. Un homme qui a deux domiciles ordinaires dans deux Paroisses différentes, ce qui arrive assez souvent aux laboureurs, aux marchands & aux bourgeois, qui font valoir deux fermes, tiennent deux boutiques, & passent une moitié de l'année à la ville, l'autre à la campagne, peut choisir pour la célébration de son mariage, celui des deux Curés qu'il lui plaît. Il est pourtant à propos, pour se mieux conformer à la Déclaration, qu'il prenne le consentement de celui où il a passé les six derniers mois, surtout s'il y a fait ses Pâques, qu'on regarde communément en cette matière, ainsi qu'en bien d'autres, comme la marque du domicile ordinaire & véritable; mais s'il a deux maisons dans deux Paroisses contiguës de la même ville, qu'il couche ordinairement dans l'une, & qu'il travaille durant le jour dans l'autre, son propre Curé sera celui de la Paroisse où il couche; c'est ce qui a été jugé au mois de Février 1719, pour un Procureur nommé Cortin, qui couchoit sur la Paroisse de Saint Laurent à Paris,

Le Curé de la Paroisse qu'on a quittée depuis six mois, peut-il célébrer le Mariage?

Celui qui a deux domiciles ordinaires, peut se marier dans celui qu'il lui plaît de choisir.

& avoit son Etude dans celle de Saint Merry où il se disoit demeurant, & où on lui signifioit tous les actes judiciaires : la pernotation, qui emporte presque toujours la meilleure partie de la vie d'un homme, mérite en effet dans cette matiere de grands égards. Lorsque deux Curés voisins s'entrecontestent la maison où il habite, & que le possesseur n'en a été adjugé à aucun, plusieurs Canonistes tiennent qu'il est encore maître du choix, ce qui n'est pas sans difficulté, puisqu'il se peut faire que la prétention de l'un des deux soit manifestement mal fondée ; c'est pourquoi il doit engager celui qui ne fait pas le mariage, à y donner son consentement pour cette fois, sans préjudice de son droit, & en cas de refus, s'adresser à l'Evêque Diocésain, qui étant le premier Curé, les fera marier par qui il lui plaira.

VI. Quand on n'est ni coureur ni vagabond, & que la résidence qu'on a faite dans une Paroisse ne remplit pas l'année ou les six mois prescrits par la Déclaration, il faut faire publier dans la dernière dont on est sorti, & si cela est encore insuffisant, dans la précédente. Par conséquent si un Paroissien de Saint Eustache à Paris, a demeuré, depuis qu'il en est sorti, quatre mois à Saint-Germain, cinq semaines à Versailles, quatre autres semaines à Saint-Cloud, ses publications doivent se faire dans ces trois endroits : mais lorsque le nombre excède celui de trois, plusieurs Rituels exigent qu'il s'adresse à l'Evêque, afin qu'il use en sa faveur, s'il le juge à propos, du pouvoir qu'il a de le dispenser de la quatrième, cinquième, sixième, &c. qui le jetteroient dans de trop grands frais. Quelques Docteurs prétendent encore qu'on doit publier dans le lieu de l'origine ou de la naissance ; mais cela ne paroît point nécessaire, excepté pour ceux qui sont nés dans des pays fort éloignés, & qui en sont sortis à un âge où ils auroient pu contracter des engagements ; aussi nos Rois qui se sont si fort appliqués à regler le domicile & ce qui le concerne, ne l'exigent point dans leurs Ordonnances. Ce en quoi tous les Canonistes conviennent ; c'est que quand ceux de l'homme & de la femme sont différens, on doit faire les publications dans l'un & dans l'autre. La question est de savoir, si alors les deux Curés doivent concourir positivement au Mariage, du moins par un consentement positif & exprès ? Avant la Déclaration presque tous nos Docteurs convenoient avec les étrangers, que celui de l'un des deux suffisoit pour la

Si le nombre des publications n'est de la dernière, l'Evêque peut dispenser du surplus.

Le concours des deux Curés est nécessaire pour la célébration du Mariage.

64 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 validité, fondés, sans doute, sur le texte du Concile de Trente;  
 Sess. 24, Cap. I, *Qui aliter quam présente Parocho, &c.* & sur  
 cette raison que le Mariage étant un acte indivisible, le Curé  
 de l'homme, par exemple, ne peut pas exercer sur lui les droits  
 que lui donne son titre, sans les exercer en même temps sur la  
 femme; mais la Jurisprudence présente n'adopte pas ce senti-  
 ment; & l'Auteur des Conférences de Paris assure, tom. III,  
 page 304, avoir appris de M. Dorfanne, Official de M. le  
 Cardinal de Noailles, qu'on avoit de son temps déclaré nuls ou  
 réhabilités, sur l'avis de plusieurs Magistrats & Avocats très-  
 éclairés, dix ou douze Mariages faits à l'insçu ou malgré le Curé  
 de l'une des parties. Il n'y a plus lieu d'en douter pour le Par-  
 lement de Paris, depuis son Arrêt du 21 Juillet 1733, contre  
 la veuve Wable, marchande Limonadiere, demeurant sur la  
 Paroisse de Saint Germain l'Auxerrois, dont il déclara par cette  
 raison le Mariage non-valablement contracté, & la privant de  
 ses conventions matrimoniales. Par celui du 21 Février 1732,  
 il jugea à la vérité en pareil cas, qu'il n'y avoit point d'abus,  
 mais le domicile étoit contesté & fort douteux. Cependant M.  
 le Premier Président Portail qui le prononça, ne manqua point  
 d'avertir le Barreau, qu'il ne devoit point tirer à conséquence,  
 & qu'en général la Cour décidera toujours pour le concours des  
 deux Curés, ce qu'il fit soigneusement insérer sur le registre.  
 La veuve Wable s'étant pourvue en cassation au Conseil du  
 Roi, n'y put réussir, & on mit un néant sur sa Requête. Cette  
 Jurisprudence paroît fondée principalement sur les Déclarations,  
 tant de 1697, que de 1639, où le Roi défend à tous les Prê-  
 tres de célébrer aucun Mariage sans la permission, non pas d'un  
 Curé, mais des Curés des parties, donnée expressément & par  
 écrit. En parlant de la dispense de la publication des Bans quand  
 les parties sont de deux Diocèses; nous avons montré qu'il faut  
 aussi le concours des deux Evêques, quoique la raison qu'on allé-  
 gue ici en faveur des Curés soit la même. De-là il s'ensuit qu'il  
 ne faut plus s'en tenir au sentiment commun, soutenu par l'Au-  
 teur des Conférences de Paris, & adopté même par quelques  
 Rituels de ce Royaume, sur-tout par celui de Blois, part. 2,  
 pag. 114, où il est dit: que *suivant l'usage présent de la plupart  
 des Diocèses*, le certificat de publication donné par le Curé qui  
 ne fait pas le Mariage, tiendra lieu à l'autre de permission par  
 écrit, parce qu'il peut effectivement arriver qu'il le donne dans  
 une

La permission  
 de celui qui ne fait  
 pas le Mariage,  
 doit être expresse  
 & par écrit.

une vue & une intention toute différente. Au reste ce que nous venons de dire, ne peut concerner que les intérêts civils, & non le lien du Mariage & le Sacrement, comme le Parlement l'a jugé par son Arrêt du 2 Juillet 1660, rapporté au Journal des Audiences, en faveur du nommé Michel Punetis, marié à Lyon devant le Curé de la Paroisse de son épouse, & sans le consentement d'aucun autre.

VII. Les étudiants, les pensionnaires, les commis ou employés, les compagnons d'artisans, les domestiques & autres personnes semblables, qu'on ne peut pas appeler proprement vagabonds, n'acquiescent point de domicile dans les lieux où ils demeurent, parce qu'il demande, outre la demeure actuelle, un dessein de s'y fixer. *Domicilium* (dit la loi 7 du Cod. de incolis) est locus in quo quis sedem larisque & summam rerum suarum posuit. Ils peuvent pourtant s'y marier, & s'y marient effectivement tous les jours. Ils doivent par conséquent y publier leurs Bans, parce qu'ils deviennent pour eux un *quasi domicilium*, lequel dans cette matière doit se régler de même que le véritable. Il est inutile d'examiner s'il est libre ou forcé; autrement il faudroit regarder comme nulle Mariage qu'un Captif ou Prisonnier de guerre auroit contracté en pays ennemi, ce qui n'est pas véritable. Il pourroit y avoir de la difficulté par rapport aux filles qui sortent jeunes de la maison de leurs parents, pour être élevées dans des Monastères de leur sexe, sans être connues dans les Paroisses où ils sont situés. On doit cependant raisonner d'elles comme des autres, quoiqu'il soit très-à-propos de publier en outre dans celles de leurs parens, sans égard à leur majorité, attendu qu'on y est ordinairement mieux informé de leur liberté ou de leurs engagements; c'est une précaution que conseille l'Auteur des Conférences d'Angers, tome I, page 245 de l'ancienne édition, & tome IX, pag. 142 de la nouvelle.

Les étudiants, pensionnaires, artisans, domestiques, ont un quasi domicile où ils peuvent se marier.

Les Mineurs de vingt-cinq ans ont deux domiciles où ils doivent satisfaire à la loi de la publication; l'un de fait, où ils font leur demeure actuelle & ordinaire; l'autre de droit, où demeurent leurs peres, meres, tuteurs ou curateurs. La Déclaration de 1697, art. 5, attribue au Curé de droit la célébration du Mariage, à condition de publier aussi les Bans dans la Paroisse du Curé de fait. Si donc celui-ci veut marier les Parties, il ne doit pas manquer de prendre la permission de l'autre, qui la donnera expressément & par écrit au pied de son certificat de

Les mineurs ont deux domiciles : l'un de droit, l'autre de fait.

66 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 publication, ainsi qu'elle le prescrit. Les mineurs qui manqueroient à faire publier dans la Paroisse de leurs peres, meres, &c. courroient risque de voir déclarer leur mariage non-valablement contracté; c'est ce qui arriva à un jeune homme nommé Basin, qui s'étoit marié à Chevreuse, petite Ville du Diocèse de Paris, sans avoir fait publier à Rouen, où demeuroient les siens, le 5 Septembre 1710. Quelques Docteurs ont encore cru que les garçons, étant obligés d'obtenir le consentement de leurs peres & meres pour se marier, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de trente ans, sont aussi tenus de faire publier dans la Paroisse où ils habitent, quoiqu'ils aient eux-mêmes leur domicile ailleurs; mais cette opinion est sans fondement, & contraire à cet article, ainsi qu'au suivant, où le Roi n'y oblige *que les fils & filles de famille mineurs de vingt-cinq ans, & n'assujettit à la peine que les fils & filles majeures, même de vingt-cinq & trente ans, qui demeurant actuellement avec leurs peres & meres, contractent à leur insçu des mariages comme habitans d'une autre Paroisse, sous prétexte de quelque logement qu'ils y ont pris peu de tems auparavant.* L'Arrêt du 2 Juillet 1660 qu'on lit au Journal des Audiences, l'avoit jugé de même au profit de Michel Punetis, fils du Grenetier de Mont-Brison, âgé de plus de vingt-cinq ans, qui s'étoit marié sans publications faites au domicile de son pere; c'étoit un moyen qu'on alléguoit pour faire déclarer nul son mariage. Le Roi les déclare de plus, *ensemble les enfans qui en proviendront, déchus par le seul fait, des successions, tant de leurs peres & meres, que de leurs ayeux & ayeules, ensemble de tous les autres avantages qui pourroient leur être acquis en quelque maniere que ce soit, même de leur légitime.*

On ne doit pas  
 publier leurs Bans  
 sans le consente-  
 ment de leurs pe-  
 res & meres, &c.

VIII. Les Curés éviteroient fort aisément les inconvénients, s'ils étoient exacts à ne pas publier les Bans de ceux qui sont en puissance d'autrui, sans le consentement de ceux dont ils dépendent, ainsi qu'il leur est enjoint par l'Ordonnance de 1639, & par les Rituels de plusieurs Diocèses, sous peine même de suspension. Voici entr'autres comment s'exprime le Rituel de Strasbourg de 1742, p. 249. *Denuntiationes futuri Matrimonii eorum, qui in aliena sunt potestate parentum nempe, tutorum, vel curatorum fieri debent, non solum in Parochia, in qua minores commorantur, sed & in Parochia parentum, tutorum seu curatorum, si minores & ii, in quorum potestate sunt, diversis in Parochiis commorentur: nec prius publicentur, quin parentum, tutorum, aut aliorum ad quos dic-*



*torum minorum cura pertinet, expressus accesserit consensus.* Il seroit encore du moins de la prudence des Curés de se conformer à l'Arrêt de Règlement donné par le Parlement de Paris, le 5 Septembre 1710 qui leur enjoint de plus d'avoir un Registre, sur lequel ils transcrivent ce consentement avec les publications & dispenses d'icelles, ensemble toutes les pièces qui concernent les Mariages de leurs Paroissiens. Il est vrai que la Déclaration du 9 Avril 1736 n'en parle pas, mais elle n'y déroge point non plus, elle veut au contraire que tout ce qui a été prescrit par les Edits, Déclarations & Réglemens sur cette matiere, soit exactement observé.

Quelques-uns estiment (dit l'Auteur des Conférences de Paris, tom. III, p. 286, de l'édition de 1735, où il embrasse leur sentiment) que le véritable domicile des enfans qui servent en qualité de domestiques, quoique majeurs, est, quant à la célébration du mariage, celui de leurs peres & meres, parce que demeurant tantôt chez un maître, tantôt chez un autre, ils n'ont point de demeure fixe. Il ajoute qu'il étoit approuvé & mis en pratique par M. le Cardinal de Noailles. Nous avons vu depuis peu une Consultation de MM. de Marcilly, Lefevre & Mercier, Docteurs de la Maison de Sorbonne, datée du 19 Janvier 1748 qui s'y sont conformés, au sujet d'un Mariage célébré la même année dans le Diocèse de Laon; ils s'y appuyent fort sur cette autorité, ensemble sur celle de MM. Fromageau au mot *Mariage*, Cas 5, Habert & François Boucher qui ont signé la Consultation qu'il y rapporte; mais il faut convenir que l'espèce est un peu différente, puisque la fille dont il s'y agit, & qui avoit servi un Curé durant cinq ans, avoit quitté sa Paroisse depuis douze jours, & étoit retournée dans celle de ses pere & mere dans le dessein de s'y établir; ce qui suffit, selon eux, pour lui faire acquérir un véritable domicile dans ce lieu; aussi nous paroît-il peu probable, de même qu'à de très-habiles Théologiens que nous avons exprès consultés sur ce sujet, parce qu'en le suivant il faudroit dire qu'une fille de cinquante ans qui en auroit passé trente dans la Paroisse de son maître & à son service, ne pourroit pas s'y marier sans le consentement du Curé de ses pere & mere, qui est, selon eux, son véritable Curé, ou que du moins elle seroit absolument obligée de faire publier des Bans dans son Eglise, ce qui est également contraire, & à l'usage généralement observé par-tout, & aux Ordonnances, lesquelles

Quel est le domicile des domestiques & servantes?

n'exigent la publication des Bans dans les Paroisses des peres & meres, que quand les enfans sont mineurs. Ce n'est non plus que par rapport à eux qu'elles établissent la distinction du domicile de droit & du domicile de fait, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre en les lisant avec quelque attention, sur-tout celle de 1697. Le défaut de séjour fixe ne fait rien en cette matiere, puisqu'elle ne les empêche pas d'avoir un quasi domicile, qui se règle par les mêmes loix que le domicile véritable.

De la maison  
du Roi.

Comme les Gardes & autres militaires de la Maison du Roi, sont censés être ses Domestiques & ses Commensaux, pendant qu'ils sont de quartier, c'est aussi par le Curé de la Paroisse où demeure Sa Majesté, qu'ils doivent faire publier leurs Bans, & célébrer leur Mariage, attendu que leur domicile est le même.

Des gens de  
guerre.

Quant aux autres, tant Officiers que Soldats, la loi *Municipi* Lib. V, tit. 1, le leur assigne dans les places où ils ont leur garnison ou leur quartier d'hyver: *Miles ibi domicilium habere videtur*, dit-elle, *ubi meret*; le Curé du lieu devient dans cette matiere le leur propre. C'est ce qui fut vivement soutenu par l'Archevêque de Malines & ses Suffragans, lorsque le Roi d'Espagne fit nommer par un Bref du Pape, des espèces de Vicaires Généraux dans les Pays-Bas, pour ses troupes. Ils prétendirent avec Zypeus, célèbre Canoniste, que leur pouvoir ne pouvoit s'étendre que sur ceux, qui durant la campagne, n'ont aucune demeure fixe, campant tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, mais non pas sur ceux qui passent l'hyver ou la majeure partie d'icelui en garnison dans les villes & les bourgs de leurs Diocèses. C'est donc là que leurs Bans doivent se publier, quand même ils n'y auroient séjourné que durant trois ou quatre mois, autrement il leur seroit moralement impossible de satisfaire à la loi des publications.

Quand ce séjour a été partagé en divers endroits où ils se sont transportés durant cette saison, & a été extrêmement court, l'Evêque doit exiger qu'ils y fassent publier, ainsi que dans le lieu de leur naissance, & les dispenser sur le reste, leur condition ne devant pas être pire que celle des vagabonds dont nous allons parler. Il est aussi constant que leurs Aumôniers ne peuvent pas les marier, & que s'ils entreprennent de le faire, le mariage seroit nul, à moins qu'ils n'eussent pris une permission spéciale, & à cet effet, du Curé du lieu, ou de l'Evêque Diocésain.

Un Arrêt rendu par forme de Règlement au Parlement de Paris du 6 Février 1673, rapporté dans les Mémoires du Clergé, Tom. V, pag. 982 de l'édition de 1716, qui fut publié par son ordre, tant aux Officialités qu'aux Sièges Présidiaux de Poitiers & de la Rochelle, en fait une défense très-expressé à tous Prêtres & Aumoniers des vaisseaux. Louis XIV, par son Ordonnance du 15 Décembre 1681, rapportée au Liv. II, tit. 2, art. 4 du Code militaire, défend pareillement à tous Aumoniers de Régimens de célébrer aucun mariage de Cavaliers & Soldats, sur-tout avec les filles ou femmes domiciliées dans les places où ils sont en garnison ou aux environs, pour quelque cause & occasion que ce soit, à peine d'être punis par les Juges ordinaires comme fauteurs & complices du crime de rapt. Par une autre Ordonnance du premier Février 1683, Sa Majesté défend encore à tous Prêtres & Curés de l'étendue des gouvernemens de ses places, de marier les Officiers de ses troupes, que du consentement de l'Inspecteur Général, signé & en bonne forme, à peine d'être punis, comme il est porté par l'Ordonnance de 1681. Un Curé ne peut donc non plus marier les Officiers de Marine sans une permission du Roi ou de l'Inspecteur Général de l'armée; mais malgré cette permission les Officiers ne sont pas moins obligés de rapporter le consentement de leurs peres & meres, & sont astraits à l'observance des autres règles prescrites par l'Eglise. Un Curé ne peut encore, sans s'exposer au blâme, marier un soldat sans le consentement de son Capitaine ou autre Officier supérieur, sur-tout dans les lieux dépendans de la France. Revenons aux Aumoniers.

Défenses aux  
Aumoniers de les  
marier.

Défenses aux  
Curés de marier  
les Officiers sans  
le consentement  
du Roi, &c.

On ne leur conteste pas le pouvoir d'administrer aux Officiers & soldats les Sacremens de Pénitence, d'Eucharistie & d'Extrême-Onction, que la coutume & le consentement tacite des Evêques leur ont acquis. Il en faut dire autant des Aumoniers des Ambassadeurs, pour les personnes de leur suite & leurs domestiques, à moins qu'ils ne soient dans des pays où il n'y a ni Curé ni Evêque Catholique; car en ce cas tous les Docteurs conviennent qu'ils leur en tiennent lieu pour le Mariage comme pour le reste. C'est dans ces circonstances qu'un Arrêt du 14 Mars 1671, a approuvé celui qu'un Jésuite, Ambassadeur du Roi, avoit célébré à Berlin dans la Chapelle de son Hôtel.

IX. Il n'y a point de difficulté sur le domicile des ouvriers & des artisans qui vont travailler pendant le cours de l'année dans

Quel est le do-  
micile des arti-  
sans ?

les Paroisses de leur voisinage ; tous le fixent dans celle où ils tiennent leur ménage, où ils payent la Taille, & où leurs femmes & leurs enfans font leur demeure ; c'est donc là par conséquent où ils doivent faire publier leurs Bans, & célébrer leur Mariage, quand, devenus veufs, ils veulent se remarier. Il y en a une sérieuse sur celui des Porte-balles, Baladins, Mendians & autres semblables personnes, qu'on peut appeler proprement vagabonds. Le Concile de Trente, Sess. XXIV, chap. 7, défendant aux Curés de les marier sans la permission de l'Evêque, *nisi re ad Ordinarium delutà licentiam id faciendi ab eo obtinuerint*, semble dire que son consentement est nécessaire pour la validité de leur mariage. Le nouveau Rituel de Strasbourg, pag. 251, l'entend de même, quand il dit : *Omnibus Parochis & Sacerdotibus curam animarum habentibus, sub pœnâ suspensionis, prohibetur ne vagos & errabundos homines qui fixum & certum domicilium non habent, Matrimonio conjungant inconsulto DD. Episcopo, quâcumque etiam ab illis allegatâ causâ. Sæpe enim contingit hujuscemodi homines, primâ uxore relicta, aliam, ipsâ vivente, inò plures diversis in locis, non sine ingenti scandalo & maximâ Sacramento factâ irreverentiâ ducere. Cùm ergo nuptialem benedictionem exposculant hujusmodi errabundi homines, Parochi factâ primùm diligenti inquisitione de eorum patriâ, ætate, religione, conditione, rem totam ad DD. Episcopum, aut ejus Vicarium Generalem deferant, & ejus judicium & mandatum sedulo exequantur*. Cependant plusieurs Canonistes après Sanchez, lib. III, disput. 25, N<sup>o</sup>. 16, & Ponce, lib. V, cap. 14, n'en conviennent pas, & soutiennent que ce consentement n'est requis que pour le bon ordre. Ce dernier assure même avoir vu entre les mains du Cardinal Portocarrero une Déclaration de la Congrégation des Cardinaux qui l'a ainsi décidé formellement. Le Parlement de Paris paroît s'y être conformé dans l'Arrêt rendu en la Grand'Chambre en 1714, en prononçant sur le mariage d'un Baladin nommé Gervais, qui pendant la Foire Saint Laurent, avoit épousé devant le Curé de la Paroisse la Tourneuse, & peu après avoit voulu faire casser son mariage, sous prétexte que ni lui ni elle n'y avoient pas fait un assez long séjour pour acquérir domicile.

Quel est celui  
des Comédiens,  
Baladins & autres  
vagabonds.

Mesures qu'il  
faut prendre  
pour s'assurer de  
leur liberté.

L'embarras des Evêques & des Curés roule plus sur les mesures qu'ils doivent prendre pour s'assurer de la liberté de ces sortes de gens. M. le Cardinal le Camus en prescrit de fort strictes dans ses Statuts Synodaux, tant pour eux que pour les soldats

& petits marchands qui portent la balle de pays en pays. Il veut qu'ils rapportent outre la publication des Bans dans le lieu de leur origine, une attestation du Curé des lieux où ils ont le plus séjourné, dûment légalisé par l'Evêque Diocésain, ou du moins de quatre de leurs compagnons, qui affirment avec serment qu'ils n'ont contracté aucun engagement par rapport au mariage, & qu'ils en sont d'autant mieux instruits, qu'ils les ont accompagnés dans leurs voyages. L'Auteur des Conférences d'Angers, tom. I, pag. 417 de l'ancienne édition, & tom. IX, p. 149 de la dernière, dit que dans son Diocèse on se contente de prendre le certificat du Curé de leur origine, & de quatre de leurs plus proches parens, avec lesquels ils ont toujours entretenu quelque liaison, & qui attestent que s'étant enquis dans le lieu si un tel a contracté des engagements, on les a assuré qu'on n'en a aucune connoissance, & qu'ils croient eux-mêmes que cela est ainsi. Ne pourroit-on pas au défaut de parens, prendre celui de quatre personnes d'une probité reconnue? Il y a des Diocèses où on exige que ce certificat soit publié aux Prônes des grandes Messes, & qu'ils en rapportent de pareils du lieu qu'ils ont fréquenté le plus ordinairement. Avec ces précautions, l'Evêque peut permettre au Curé de les marier, & ne risque rien, sur-tout si les femmes qu'ils épousent sont déjà domiciliées dans le lieu. Cette permission emporte avec elle une dispense de domicile pour les hommes, laquelle devient souvent nécessaire à leur salut & à leurs intérêts, qui ne leur permettent pas d'attendre un an entier jusqu'à ce qu'ils l'y aient acquis. Dans les Indes, où il est difficile de recourir aux Evêques, les Religieux qui sont presque seuls chargés des fonctions curiales, ont le privilège de s'adresser à leurs Provinciaux, pour obtenir la permission de faire ces sortes de Mariages.

X. La fin que l'Eglise s'est proposée en ordonnant la publication des Bans, est de découvrir les empêchemens qui pourroient causer la nullité du Mariage; aussi oblige-t-elle tous ceux qui en ont connoissance, sans exception des parens, alliés & domestiques, de venir à révélation, sous peine quelquefois d'excommunication encourue *ipso facto*, ce qui nous apprend qu'on ne peut y manquer sans commettre une faute grave, tant contre l'obéissance due aux légitimes Supérieurs, que contre la charité & la religion, attendu que tout fidèle est tenu d'empêcher,

On est obligé  
de révéler les em-  
pêchemens.

72 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 autant qu'il le peut, le mal de son prochain, & la profanation d'un Sacrement. On décharge cependant de cette obligation ceux qui ne les connoissent 1°. Que sur des bruits vagues & de soi dire qui ne viennent pas de gens graves & dignes de foi. 2°. Par la voye de la confession sacramentelle, au secret de laquelle il n'est jamais permis de donner atteinte, soit en découvrant l'Auteur du péché, soit en usant de la connoissance qu'on y a acquise, sous prétexte même de procurer le bien spirituel du pénitent, ainsi que la Faculté de Paris l'a décidé en condamnant cette proposition avancée sous le nom d'Amadeus Guimeneus ; *Un Supérieur qui connoit les péchés de son inférieur par la voye de la confession sacramentelle, peut en vertu de cette connoissance, le déposer d'un office qui dépend de sa volonté.* En quoi elle n'avoit fait que se conformer au Décret de Clement VIII, du 16 Mai 1594, qui dit : *Tàm Superiores pro tempore existentes, quàm Confessarii qui postea ad superioritatis gradum fuerint promoti, caveant diligentissimè ne ex notitia quàm de aliorum peccatis in confessione habuerant ad exteriorem gubernationem utantur.* Il doit pourtant dans le secret du Tribunal avertir son pénitent & le détourner de son dessein autant qu'il est en lui, quand même il lui paroîtroit peu disposé à suivre ses avis. 3°. Sous le sceau du secret naturel que demande leur profession, telle que celle de Curé, Docteur, Avocat, Medecin, Chirurgien, Sage-Femme, & même la qualité d'intime ami ; comme nous l'avons dit en parlant des Monitoires, parce que toutes ces personnes ne peuvent y manquer sans sapper le fondement de la confiance si nécessaire à la société, & causer par conséquent un grand préjudice au public. Il ne faut pourtant pas comprendre dans ce nombre ceux auxquels on les confie sans une vraie nécessité, quoiqu'on leur ait fait promettre de les garder fidèlement, comme l'enseigne Saint Thomas 2. 2. quest. 70, art. 1 ad. 2, lorsqu'il dit : *Circà ea quæ homini sub secreto committuntur distinguendum est, quandoque enim sunt talia quæ statim cum ad notitiam hominis venerint, homo ea manifestare tenetur puta . . . si sint in grave damnum alterius personæ, vel si quid aliud est, hujusmodi, quod quis propalare tenetur, vel testificando, vel denunciando.* 4°. Ceux qui ne peuvent le révéler sans se diffamer eux-mêmes, telle que seroit une femme qui auroit péché avec un homme qu'elle verroit déterminé à épouser sa sœur, ou sans diffamer une tierce personne dont la faute est cachée, & qui n'a point de part à cette

A l'exception des Médecins, Chirurgiens, Sages-Femmes.

De ceux qui ne peuvent révéler sans se diffamer eux-mêmes ou un tiers.

cette détermination. Par conséquent si je ſçai que Pierre eſt ſur le point d'épouſer Marie, & qu'il a autrefois abuſé de ſa couſine, je dois garder le ſilence ſur tout, ſi je ne ſuis pas en état de prouver certainement le fait, parce que dans le concours de deux obligations, dit l'Auteur des Conférences de Paris, tom. I, Liv. IV, Conf. 3, § 5, celui de la charité doit l'emporter ſur toute autre. Les circonſtances cependant peuvent être telles qu'on doive lui préférer celle de la Religion & du reſpect dû au Sacrement. C'eſt dans ces occasions très-déliçates qu'on a beſoin de bon conſeil. 5°. Ceux qui ne peuvent le faire ſans s'attirer quelque dommage très-ſignifié, ou pour leur perſonne ou pour leur fortune, ſuivant la doctrine de Baſile Ponce, Lib. V, cap. 34, N°. 2, & de Sanchés, Lib. III, diſp. 13, parce que l'intention de l'Egliſe n'eſt pas qu'on ſ'y expoſe pour empêcher l'iniquité d'autrui, c'eſt la raiſon pour laquelle on en décharge ordinairement les ſerviteurs & domeſtiques, ce qui peut cependant ſouffrir des exceptions, car on ne doit pas toujours raiſonner ſur leur compte en fait de publications de Bans comme en fait de Monitoires. 6°. Enfin celui qui ſçait parfaitement que le fait n'eſt connu que de lui-ſeul, & que ſa révélation ne ſuffira pas pour empêcher le mariage, parce que *ad aſſum inuilem nemo tenetur*. Alexandre III ſemble à la vérité décider le contraire au ch. XXII du tit. de *teſtibus*, & y dire que le témoignage d'une ſeule perſonne doit ſuffire à cet effet; mais on lui oppoſe avec raiſon le XLVII du même titre tiré du quatrième Concile de Latran, où il eſt dit poſitivement que *unus non ſufficit*. Le XXII ſuppoſe donc que le témoignage en queſtion étoit appuyé de quelques autres preuves; d'ailleurs il ne ſ'y agiſſoit pas de déterminer le nombre des témoins requis en cette matière, mais ſeulement ſi la dépoſition d'une mere devoit être admieſſe contre ſa fille. Au reſte comme cette déciſion regarde moins les particuliers que les Supérieurs chargés de veiller à l'obſervation des règles; il faut dire en général que celui qui a une connoiſſance certaine de l'empêchement, doit dans ce cas ſuivre les loix que l'Evangile preſcrit ſur la correction fraternelle, & après en avoir averti en particulier celui qui veut ſe marier, s'il n'en eſt pas écouté, le déclarer en ſecret au Curé ou à ſes Supérieurs, afin qu'ils l'en détournent par leurs remonſtrances, la crainte des cenſures, & tous les autres moyens que le zèle & la prudence leur inſpireront, afin qu'ils puiſſent faire de plus am-

Ou ſans s'expoſer à un grand dommage.

La révélation d'une ſeule perſonne ne ſuffit pas pour empêcher le Mariage.

74 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 ples perquisitions dans sa famille, & parmi les amis dont ils prendront le serment, s'ils le jugent nécessaire. La crainte de le diffamer auprès d'eux ne doit pas l'arrêter, parce que si sa réputation en souffre, il ne doit l'imputer alors qu'à sa propre malice. Saint Charles Borromée, 2. *part. affor. Eccles. Mediolan.* Synod. 3, veut que le Curé prenne les révélations comme les oppositions par écrit, autant que faire se peut, & lui défend de passer outre avant que d'avoir consulté son Evêque, quand même il seroit assuré qu'elles sont frivoles; mais il seroit difficile de suivre exactement cette règle parmi nous, où les Juges ne manqueroient pas de le condamner aux dommages & intérêts, si après une sommation faite par les parties, il différoit à les marier.

*Extrait des Mémoires du Clergé sur tout ce qui vient d'être dit dans ce Paragraphe.*

I. L'obligation de publier les Bans de Mariage est clairement établie dans ces Réglemens; mais il ne paroît pas, au moins si évidemment, que le défaut de publication y soit considéré comme un défaut essentiel, & qui puisse rendre le mariage nul. On dit (au moins si évidemment) parce que plusieurs estiment que le Concile de Tours, tenu en 1583, est favorable à cette opinion, & que les Peres de ce Concile ont voulu faire un Règlement conforme à l'interprétation qu'on donnoit en ce temps-là à l'art. XL de l'Ordonnance de Blois. T. V, p. 1116-669.

II. La Jurisprudence des Cours séculières a varié sur la nécessité de la proclamation des Bans pour la validité des Mariages, & les sentimens des Jurisconsultes ont été aussi très-différens. Il est certain que dans le temps que l'Ordonnance de Blois a été publiée, & plusieurs années après, c'étoit un sentiment ordinaire des Cours séculières & des Jurisconsultes, que la publication des Bans est une condition nécessaire pour la validité des Mariages. Ils étoient persuadés que c'est l'esprit de cette Ordonnance & du Concile de Trente, fondés sur ce que le défaut de publication de Bans est une marque de clandestinité. L'Auteur d'un traité de l'autorité ecclésiastique & séculière sur les Mariages, qu'on croit être de M. de Marca, a suivi les mêmes maximes de cette ancienne Jurisprudence. Tom. V, pag. 1116 & suivantes.



III. On a changé cette Jurisprudence dans la suite, & on a prétendu que la nullité prononcée par l'Ordonnance de Blois contre les Mariages faits sans cette solemnité, ne regarde que les Mariages des enfans de famille qui sont en la puissance des peres, meres, tuteurs & curateurs. C'est une opinion commune, que l'Ordonnance de 1739, art. 1, lui donne cette interprétation; & c'est même un sentiment reçu dans les Cours séculières, que si le Mariage des enfans de famille avoit été célébré du consentement de leurs parens, le défaut de publication des Bans n'y feroit pas considéré comme une nullité. Tom. V, pag. 1118, 1119-825.

Le défaut de publication dans un Mariage, peut bien être une marque de clandestinité; mais les Cours séculières ont estimé dans les derniers siècles, que toute marque de clandestinité ne rend pas un Mariage nul, & que celle-ci ne doit avoir cet effet que lorsqu'elle est accompagnée d'autres circonstances qui rendent ce défaut plus considérable. T. V, pag. 1120, 1121.

Il a été jugé par deux Arrêts du Parlement de Provence, rendus au mois de Janvier 1654, & au mois de Juin 1662, qu'un mariage fait sans proclamation de Bans est valable. T. V, p. 823, 829.

Suivant les Conciles & les Ordonnances que l'on vient de citer; les publications de Bans doivent être faites par les Curés des parties contractantes; mais on n'y a point expliqué ce que les parties peuvent faire pour procéder à cette publication sur le refus des Curés. On a supposé qu'elles pourront prendre la voie ordinaire de se pourvoir à leur Evêque, qui commettra un autre Prêtre, s'il juge que le refus du Curé est injuste, ou à son Official qui condamnera le Curé.

Il y a des exemples d'Huissiers ou Sergens qui ont entrepris de faire ces publications sur le refus des Curés, & même des Cours séculières inférieures l'ont ordonné; mais ces Huissiers ou Sergens ont été punis: & les Conseils du Roi & les Parlemens ont réformé les Jugemens de ces Cours inférieures. T. V, pag. 1121, 1122.

L'Ordonnance de Blois, art. 40, prescrit cet ordre dans les publications des promesses de Mariage, qu'elles seront faites par trois jours de Fêtes avec intervalle compétent. T. V, pag. 736-1122.

Le Concile de Bayeux en 1300, l'avoit ainsi déterminé. T. V, pag. 647.

K ij

Etienne Poncher, Evêque de Paris, ordonne dans ses Statuts Synodaux, qu'il y aura au moins un jour entre chaque publication, & un jour entre la dernière & la célébration du Mariage. T. V, pag. 1123.

Le Concile de Narbonne en 1551, n'a point marqué de temps entre chacune des publications, mais il a réglé que le Mariage ne feroit célébré que trois jours après la troisième publication. T. V, pag. 652 - 1123.

Le Concile de Trente ne prescrit point d'intervalle; on a voulu même faire une question, s'il a eu dessein de l'exclure par ces termes, *tribus continuis diebus Festivis*, lorsque trois jours de Fêtes se trouvent de suite. Le Concile n'a voulu régler autre chose par ces termes, sinon qu'il ne convient pas qu'il y ait un temps considérable entre chaque proclamation. T. V, p. 1122.

Le Concile de Trente réserve la dispense des Bans à la prudence des Ordinaires des lieux. Celui de Rouen en 1581 s'y est conformé. Le Concile de Tours en 1583 a fait cette réserve aux Evêques en termes plus exprès : *Omnibus aliis personis Ecclesiasticis à dispensationum hujusmodi concedendarum facultate exclusis*. Le Concile d'Aix en 1585 ordonne aussi qu'elles ne pourront être accordées *nisi de proprii Episcopi consensu*. Avant ces Conciles, l'Assemblée de Melun en 1579 avoit fait un Règlement semblable. T. V, p. 1123.

Le Chapitre de Saint-Aignan d'Orléans, s'étant ingéré de donner des dispenses de Bans de Mariages, sous prétexte d'exemption, il en fut débouté par Arrêt du 4 Juin 1674. T. VI, p. 572-595 601 606 607.

Cependant dans l'usage ordinaire, ceux qui se prétendent exempts de la Jurisdiction des Evêques, & qui sont en possession d'exercer la Jurisdiction comme Episcopale dans un territoire, accordent ces dispenses. Ils y ont été maintenus par plusieurs Arrêts. T. V, p. 1123-1124.

II. Peut-on accorder la dispense de tous les Bans ?

Le Concile de Trente laisse généralement à la prudence des Ordinaires, la faculté de dispenser de ces publications sans distinction : ainsi que l'Assemblée de Melun en 1579. Le Concile de Rouen en 1581, celui de Reims en 1583, &c. T. V, p. 1124.

L'art. 48 de l'Ordonnance de Blois ne paroît pas si général : il porte qu'on ne pourra obtenir dispense des Bans, sinon après la

première proclamation faite. T. V, p. 736-1124.

Le Concile de Tours en 1583, paroît aussi supposer que les Evêques ne doivent dispenser que de deux proclamations. T. V, p. 669-1124.

L'Assemblée de 1605 s'y est conformée dans l'art. 9 du Règlement pour les Officialités, *sans qu'on puisse dispenser aucun de la publication des trois Bans*. T. V, p. 1116.

Le Concile de Narbonne en 1551, a limité ce pouvoir des Evêques à la dispense d'une seule publication. T. V, p. 652.

Un grand nombre d'Arrêts ont déclaré abusives les dispenses des trois Bans. Il y en a même qui ont été rendus avant l'Ordonnance de Blois. Fevret en rapporte deux, dont le premier est du 2 Mai 1572, & l'autre du 18 Janvier 1579. Tom. V, pag. 1124.

Dans l'usage présent, on n'a pas estimé que les Auteurs de ces Réglemens aient voulu généralement & en tous cas, sans aucune exception, interdire la concession de la dispense des trois Bans. Le Roi en a autorisé la pratique par plusieurs Arrêts de son Conseil d'Etat, sçavoir, par l'Arrêt du 16 Décembre 1698; par celui du 19. Septembre 1705; par celui du 30 Novembre 1706. T. V, p. 1124, 1125.

*Insinuation & Contrôle, Dispenses & Publications de Bans.*

I. L'Edit de création des Greffiers des Insinuations Ecclésiastiques du mois de Décembre 1691, porte que les dispenses de la publication d'un ou deux Bans de Mariages, soient insinuées dans le mois de leur date, à peine de nullité, de même que les dispenses de Mariage & les Sentences de fulmination, sans quoi les parties ne pourront s'en servir en Justice. T. V, p. 768.

II. Par la Déclaration du 16 Février 1692, Sa Majesté ordonne que les dispenses de Mariage & les publications de Bans, ou les dispenses qui en auront été obtenues, ensemble l'insinuation desdites dispenses, soient énoncées dans les actes de célébration de Mariage, lorsqu'ils seront enregistrés par les Curés ou Vicaires: leur défend de mettre lesdits actes de célébration sur leurs Registres, si lesdites dispenses ne sont insinuées. T. V, p. 770.

III. Au mois de Septembre 1697, Sa Majesté établit dans

78 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 tous les Diocèses du Royaume des Contrôleurs des Bañs de Ma-  
 riage , & ordonna que les dispenses, même des publications de  
 Bans , seroient contrôllées. M. le Cardinal de Noailles ayant  
 représenté qu'il se trouve des occasions dans lesquels il est im-  
 portant pour l'honneur des familles & l'état des personnes , que  
 la célébration des Mariages se fasse secrètement, ce qui ne  
 pourroit se faire, si les dispenses qu'il convient d'accorder en ces  
 cas , de la publication des trois Bans étoient sujettes à contrôle.  
 Sa Majesté voulant pourvoir à cet inconvénient , a déchargé par  
 Arrêt du 16 Décembre 1698, ceux qui auront obtenu de son  
 Eminence cette sorte de dispense , de l'obligation de les faire  
 contrôler & enregistrer. Le Roi en a fait aussi un Règlement  
 général par un autre Arrêt du 19 Septembre 1703 , que Sa  
 Majesté a confirmé par un troisième Arrêt du 30 Novembre  
 1706. T. V, p. 1125.

### § III. Du consentement des Parens.

I. Comme dans ce Traité nous ne parlons que suivant la Ju-  
 risprudence actuelle de ce Royaume, nous ne rapporterons point  
 les exemples de ceux qui dans la Loi de nature & dans la Loi  
 écrite, se sont mariés sans le consentement de leurs parens, tels  
 qu'Esau, Jacob même, qui épousa ses deux dernières femmes  
 à l'insçu de ses parens, Judas & le jeune Tobie ; nous dirons  
 donc que c'est le sentiment commun des Docteurs, que le con-  
 sentement des peres, meres, tuteurs , &c. a été autrefois re-  
 gardé dans l'Eglise Latine , ainsi qu'il l'est encore aujourd'hui  
 dans l'Eglise Grecque, comme une condition essentielle à la va-  
 lidité du Mariage de leurs enfans. Basile Ponce, Lib. II, § 2,  
 le prouve solidement par des autorités qui ne souffrent point  
 d'explication , & sur-tout par celle de Saint Basile dans sa lettre  
 d' Saint Amphiloque, Can. 40, où il dit positivement : *Quæ  
 sine his qui habent potestatem sunt Matrimonia, sunt fornicationes.*  
 Il y ajoute celle du Pape Evâriste aux Evêques d'Afrique, dont  
 voici les termes : *Similiter custoditum & traditum habemus, ut uxor  
 legitime viro conjungatur aliter enim ut à Patribus accepimus legiti-  
 mum non fit conjugium, nisi ab ipsis qui superfeminam ipsam do-  
 minationem videntur habere, & à quibus custoditur uxor petatur,  
 & à parentibus propinquioris sponsetur .... Ita peracta legitima  
 scitote esse connubia, aliter verò presumpta, non conjugia sed adul-*

Le consentement  
 des parens a été  
 long temps requis  
 pour la validité  
 du mariage de  
 leurs enfans.

*teria aut contubernia, aut supra vel fornicationes, etiam si voluntas propria suffragata fuerit.* Il est vrai que cette lettre est regardée avec raison par les sçavans au moins comme fort suspecte, de même que celles des Papes qui ont précédé Sirice; mais comme elle a été insérée mot pour mot, non-seulement dans le Decret de Gratien, *Caus. 30*, quest. 5, mais encore dans les Capitulaires de Charlemagne, Lib. VII, cap. 365, & avec d'autant plus de raison, qu'elle est extrêmement conforme à la Loi de Dagobert, qu'on appelle communément la Loi des Allemands, qui porte ch. XXXIV, que : *Si quis filiam alterius non desponsatam sibi acceperit uxorem, si pater ejus eam requirit, reddat, & cum quadraginta solidis eam componat*, l'Eglise, quoi qu'il en soit, en a adopté la doctrine & s'y est conformée dans ses Jugemens; en cassant ces sortes de Mariages, & permettant aux parties d'en contracter d'autres après les avoir séparées. Nous en voyons de célèbres exemples dans ceux de Judith, fille de Charles le Chauve, avec Baudouin, Comte de Flandres, & d'Ansgarde avec Louis le Begue, qui ne furent improuvés, ni par Nicolas I, ni par Jean VIII, lesquels en avoient été bien informés.

C'est cette sage discipline tombée dans des siècles d'ignorance & de relâchement, que les Peres du Concile de Cologne, tenu en 1536, & peu avant celui de Trente, désiroient voir rétablir : *Optandum*, (disent-ils, part. 7, de *administrat. Sacrament.* cap. XLIII), *ut Canon Pontificis Evaristi Concilio generali renovetur, tollanturque illa clandestina Matrimonia que invitis parentibus ac propinquis, veneris potius quam Dei causa contrahantur.* Les Ambassadeurs de Charles IX, & les Evêques de France qui assistèrent au Concile de Trente, firent aussi beaucoup d'instances pour l'exécution de ce projet, & en effet, il dressa d'abord son Décret de telle façon, à ce que rapporte Palavicin, lib. XXII, cap. I, qu'il déclaroit aussi nuls les Mariages que les fils de famille contracteroient avant vingt ans, & les filles avant dix-huit complets; sans ce consentement, à moins que les Evêques, sur le refus injuste des parens, ne les eussent approuvés; mais pressentant les suites fâcheuses qu'il auroit, il se contenta de déclarer que l'Eglise les détestoit, après avoir dit anathème aux Novateurs qui les prétendoient nuls de droit naturel & divin, & crut avoir suffisamment pourvu à l'autorité paternelle, en obligeant les enfans de famille, comme les au-

Le Concile de Trente ne juge pas à-propos de rétablir cette ancienne discipline.

80 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 tres, à se marier devant leurs Curés & à faire publier des Bans, auxquels les peres, meres, tuteurs, &c. pourroient aisément s'opposer. Voici comme il s'exprime, Sess. 24, cap. I. *Eos sancta Synodus anathemate damnat..... qui falsò affirmant Matrimonium à filiis familias sine consensu parentum contracta irrita esse, & parentes ea rata vel irrita facere posse, nihilominus sancta Dei Ecclesia ex iustissimis causis, illa semper detestata est atque prohibuit.*

Les Loix de ce Royaume ne lui font point contraires.

Les Loix modernes de nos Souverains n'ont point non plus déclaré absolument nuls ceux qu'ils contractent sans ce consentement; l'Edit de 1556 permet seulement à leurs peres & meres de les priver de leur succession. L'Ordonnance de Blois article 41, se contente d'en recommander & d'en enjoindre l'exécution. Celle du mois de Novembre 1639, y ajoute seulement une dérogation spéciale aux Coutumes qui permettoient aux enfans âgés de vingt ans de le faire, & étend la défense jusqu'aux veuves, dont il n'étoit point parlé dans les précédentes. Le Roi y donne assez clairement à entendre qu'il n'entend toucher ni au Sacrement ni au lien qui en résulte, par la différence qu'il met entre ces sortes de Mariages & ceux qui ont été précédés par le rapt, qu'il déclare dans l'article 3, *non valablement contractés*. Il est vrai que dans celle de 1629, il employe, art. 39, les mêmes expressions contre ceux où les dispositions de celle de Blois ne seront pas observées; mais il n'explique point quelles sont celles précisément sur le défaut desquelles il fait tomber la nullité; il semble même, par la suite, la restreindre au défaut de présence du propre Curé, qui y est également exigée. Le Clergé néanmoins craignant qu'on n'abusât par la suite de cette expression, en fit demander, par ses Députés, l'explication à Sa Majesté, qui lui fit répondre par ses Commissaires & par écrit, qu'elle ne regardoit que les effets civils, & c'est, selon toutes les apparences, la raison pour laquelle elle ne fut point répétée dans celle de 1639, qui vint dix ans après, & qui fut dressée par le célèbre M. Bignon Avocat Général, à l'occasion du Mariage clandestin de M. de Cinq-Mars grand Ecuyer de France, avec la Demoiselle de Lorme, dont la Dame d'Effiat sa mere avoit rendu plainte au Parlement. Cette réponse se voit au Tome V des Mémoires du Clergé de l'ancienne édition: ce que nous venons d'avancer est soutenu par nos plus célèbres Jurisconsultes, & entr'autres par Thevenot,

Thevenot, sur l'article 40 de l'Ordonnance de Blois, & M. Louet, Lettr. M. N°. 6, où il dit qu'il n'y a point d'inconvénient que dans le for intérieur, ou de la conscience, il y ait un véritable Mariage, & qu'il n'y en ait point, suivant les Loix, quant aux effets civils. La raison fondamentale est, que ce n'est point le contrat civil, lequel régle les intérêts des conjoints comme le douaire de la femme, le droit de succéder dans les enfans, &c. qui fait la base du Sacrement & du lien conjugal, puisque ceux qui sont morts civilement & déclarés incapables de ces avantages, sont reconnus par les Cours mêmes pour valablement mariés, ainsi que nous le ferons voir par la suite, en parlant de la servitude; mais le contrat naturel par lequel l'homme & la femme s'engagent à une société indissoluble pour la fin que le Créateur y a attaché, qui ne manque jamais de produire le lien conjugal, à moins que les Loix de l'Eglise ou de l'Etat, dont ils sont sujets, ne les en rendent incapables. On allégué à la vérité un grand nombre d'Arrêts, qui semblent avoir décidé le contraire, & défendent, sur-tout aux mineurs mariés sans le consentement de leurs peres, meres & tuteurs, de prendre la qualité de maris & de femmes, & même de se hanter: mais on peut hardiment répondre qu'on auroit peine à en produire un seul qui soit bien précis sur ce point, parce que dans les Mariages dont il s'y agit, il se trouve, outre le défaut de ce consentement, des vices encore plus essentiels, sçavoir ou du rapt de séduction ou de la clandestinité causée par l'absence du propre Pasteur; aussi ne voit-on point dans les Plaidoyers de MM. les Avocats Généraux, où on découvre ordinairement les motifs des Arrêts, qu'ils aient jamais fait de ce défaut, pris séparément des deux autres, un moyen de cassation. Au contraire, M. de Lamoignon avança positivement, que celui que nous lisons au Tome V du Journal des Audiences, liv. VII, chap. XI, que nos Rois, par leurs Ordonnances, se sont contentés de les punir, sans les déclarer nuls.

Non plus que  
les Arrêts.

Il est encore vrai que plusieurs de nos Jurisconsultes, & entr'autres d'Héricourt, dans ses Loix Ecclesiastiques au titre du Mariage, chap. V, N°. 74, avancent que nos Magistrats supposent toujours que la séduction est inséparable de ce défaut de consentement, & que quand il se trouve joint à la minorité, il suffit, sans autre preuve, pour faire juger que le mineur a

La séduction  
n'influe pas tou-

Jours dans les mariages faits malgré les parens.

§ 2. *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*

été suborné. Mais le contraire se prouve, dit l'Auteur des Mémoires du Clergé, Tom. V, pag. 1111, par leurs propres Arrêts, ce sont ceux des 26 Mars 1654, qu'on lit chez Soëfve, Tom. I, Centurie 4, chap. LXI; 13 Juillet 1664; 6 Septembre 1684; 31 Mars 1703; & 28 Juin 1721. Le premier concerne un soldat mineur, auquel sa mere avoit, sans aucune raison solide, refusé son consentement; le troisième, au sujet d'un autre mineur, auquel son pere l'avoit pareillement refusé par mauvaise humeur, quoique son mariage fut honnête & sortable; le quatrième, pour un garçon de dix-huit ans qui avoit épousé une jeune veuve mineure, quoique sa mere, qui étoit en même temps sa tutrice, n'eut jamais voulu agréer cette alliance, sous prétexte que la veuve avoit beaucoup moins de bien que lui; le cinquième fut rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Gilbert, qui mit hors de Cour & de procès, le sieur Noblet, Gentilhomme & Officier dans les troupes du Roi, qui avoit enlevé la fille mineure de Madame de Varimont & l'avoit ensuite épousée, pour raison de quoi les Juges subalternes l'avoient condamné par coutumace à avoir la tête tranchée, après qu'il eut justifié des mauvais traitemens que cette mere faisoit à ses enfans, & la proportion qui étoit entre lui & elle pour la condition, l'âge & les biens. C'est donc mal-à-propos qu'un Auteur récent avance qu'on tient aujourd'hui pour maxime certaine dans le Royaume, que le défaut de consentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, est un défaut essentiel qui rend le contrat invalide, & empêche absolument le Sacrement d'opérer. Nous traiterons encore cette matiere ci-dessous en parlant du rapt.

En suivant les dispositions des Ordonnances qui viennent d'être rapportées, & que la plupart des Souverains ont adopté, sur-tout en Espagne, en Portugal & dans les Pays-Bas, ainsi que Van-Espen le prouve par celle de Philippe IV, du 29 Novembre 1623 & autres, il faut dire qu'il n'y a point d'âge, quelque avancé qu'il soit, auquel les enfans soient dispensés de donner à leurs parens les marques de leur respect & de leur obéissance, dans une matiere aussi intéressante pour les uns & les autres que l'est celle-ci. Il n'y en a point, par conséquent, auquel ils ne soient tenus de demander leur consentement ou du moins leur avis. Celui-ci suffit pour les filles qui ont vingt-cinq ans accomplis, & pour les garçons qui en ont trente com-

Il suffit aux garçons de trente ans complets, & aux



plets; & si on le leur refuse après qu'ils l'ont respectueusement requis, ils peuvent passer outre, sans encourir les peines prononcées par les Loix. Il faut cependant faire une exception, qui est fort importante, pour ceux qui ont mal vécu dans leur minorité avec les filles qu'ils recherchent. Les Arrêts, & surtout ceux du 27 Avril 1660 & 3 Juillet 1683, qu'on lit au Journal des Audiences, l'ont faite avec beaucoup de sagesse, pour empêcher les enfans de famille de se livrer à la débauche durant leur jeunesse, dans l'espérance d'épouser librement les complices de leurs désordres, quand ils seront parvenus à la majorité.

filles de vingt-cinq ans, de requérir le consentement de leurs parrains.

L'Ordonnance de 1639, art. 2, veut que les enfans fassent cette réquisition par écrit, mais parce qu'elle n'en avoit pas réglé la forme, le Parlement de Paris y a suppléé, par son Arrêt de règlement du 27 Août 1692, rendu sur le réquisitoire de M. le Procureur Général, & publié dans tous les Sièges du Ressort, qui porte que: *Les fils & filles, même les veuves, qui voudront faire sommer leurs peres & meres, aux termes de l'Ordonnance, de consentir à leur Mariage, seront tenus à l'avenir d'en demander la permission aux Juges Royaux des lieux des domiciles des peres & meres, qui seront tenus de les accorder sur requête, & que les sommations seront faites dans la ville de Paris & par-tout ailleurs, par deux Notaires Royaux, ou par un Notaire Royal, & deux témoins domiciliés qui signeront avec le Notaire, le tout à peine de nullité.*

Par des sommations respectueuses.

L'Auteur des Conférences de Paris, t. II, liv. VI, conf. 3, § 3, dit qu'il a été ordonné que ces sommations se feroient par trois fois, mais il n'ajoute point d'où cette Ordonnance est émanée, & effectivement on n'en connoît aucune sur ce sujet, ce qui fait croire à d'habiles gens qu'une suffit, parce que les enfans en la faisant, requierent par écrit l'avis & le conseil de leurs parens, qui est tout ce qu'exigent d'eux celles que nous connoissons. Il est pourtant bon de se conformer à l'usage, qui est d'en faire trois, avec intervalles compétens, pour donner, tant aux enfans qu'aux peres & meres, le loisir de méditer sur ce qu'ils ont à répondre & à faire. Quant à la question que l'on pourroit faire, si les enfans doivent faire par eux-mêmes ou par Procureur ces sortes de sommations, on peut y répondre par ces deux règles du Droit Canonique. Regul. 68 & 72, de Regul. Juris in sexto. *Potest quis per alium, quod potest facere per seipsum. Qui facit per alium, est perinde, ac si faciat per seipsum.*

Mais comme les Ordonnances du Royaume n'exigent autre chose sinon qu'elles se feroient par écrit, il paroît plus convenable qu'elles se fassent par Procureur, pour éviter que les parens ne s'irritent davantage par la présence de leurs enfans.

Le consentement  
de la mere est re-  
quis comme celui  
du pere.

L'ancien Droit Romain établi dans la Loi *in Conjunctionibus*, Cod. de *Nuptiis*, n'exigeoit pas le consentement des meres, même pour le mariage de leurs filles, & se contenoit de celui des peres : mais les Ordonnances du Royaume demandent l'un & l'autre également, attendu que les enfans ne sont pas moins redevables aux premieres qu'aux seconds. A la vérité le Parlement de Paris procédant à la vérification de l'Edit de Henri II., donné au mois de Février 1556, se proposa de le modifier, en y mettant cette clause : *Que du vivans des peres leur consentement suffira* : mais il se désista de ce projet, & le registra purement & simplement, comme nous le voyons par son Arrêt du premier Mars inséré dans notre recueil. On peut trouver encore de quoi appuyer cette décision dans la Déclaration du 14 Mai 1714, que nous rapporterons par la suite. Ainsi nous ne voyons pas sur quoi s'est fondé l'Auteur des Conférences d'Angers, quand il a avancé que si la mere s'oppose à un mariage que le pere approuve, la volonté de celui-ci doit prévaloir, à moins qu'on ne l'entende par rapport aux Tribunaux, devant lesquels la contestation seroit portée, & qui se détermineroient plus aisément en faveur du pere, comme chef de la famille, à moins que de fortes raisons ne s'y opposassent. Le Roi y met cette différence entre les meres remariées & celles qui ne le sont pas, qu'il oblige seulement les enfans de requérir le conseil des premieres (bien entendu cependant qu'elles ne soient pas leurs tuteurs,) & d'obtenir le consentement des secondes, c'est dans cette espèce qu'a été rendu l'Arrêt du 5 Février 1665, que rapporte Basset, sur l'art. 365 de la Coutume de Normandie, qui approuva le Mariage d'un jeune homme de vingt-un ans, auquel la mere s'opposoit à la sollicitation de son second mari. La Jurisprudence fait encore une exception pour les meres des enfans illégitimes, & pour celles, qui durant leur viduité, se conduisent mal ou mènent une vie scandaleuse. Soëve Tom. II, cent. 2, chap. LVI, rapporte contre les premieres un Arrêt du Parlement de Paris du premier Février 1662, & la Rocheffavin, liv. II, lett. M, un semblable Arrêt du Parlement de Toulouse, contre les secondes. Si néanmoins la mere naturelle mettoit op-

A moins qu'elle  
ne soit remarquée  
ou mène une vie  
scandaleuse.

position au Mariage de son enfant, il n'y a point de doute qu'il ne fut obligé de la faire lever par Sentence du Juge. Voyez au Journal des Audiences le Plaidoyer de M. l'Avocat Général Bignon, du 15 Mars 1664, contre un jeune homme âgé de vingt-six ans, qui n'avoit plus que sa mere, & qui s'étoit marié sans son consentement.

On ne dispense point de cette requisition, les veuves qui ont encore pere ou mere, dans quelque âge qu'elles soient. Louis XIII & Louis XIV les y ont expressément assujetties par leurs Ordonnances de 1629, 1639 & 1697. *Ajoutant à l'Ordonnance de 1556, y dit le dernier, permettons aux peres & meres d'exhereder leurs filles veuves, même majeures de vingt-cinq ans, qui se marieront sans avoir requis par écrit leur conseil; mais elles ne les obligent point à l'obtenir & n'annulent point leur mariage.* Les Arrêts du 13 Mars 1663 & 27 Février 1647, s'y sont exactement conformés. Le second décréta d'ajournement personnel un Curé, qui avoit remarié une veuve au-dessous de vingt-cinq ans, sans le consentement de son pere.

Les veuves sont obligées à cette soumission.

Le silence que gardent les mêmes Ordonnances sur les fils veufs, donne assez à entendre qu'on a prétendu les excepter, en quoi on a suivi la Loi 18 du Code de Nuptiis, où il n'est non plus parlé que des veuves. *Vidue intra quintum & vicesimum annum degentes etiam si emancipationis libertate gaudeant, tamen ad secundas nuptias sine patris sententia non conveniant.*

Exception pour les fils veufs qui veulent se remarier.

Comme la minorité cesse à vingt-cinq ans complets à l'égard de ceux qui sont sous la discipline des tuteurs, sans distinction entre les garçons & les filles, leur consentement & leur avis ne sont plus alors nécessaires; mais jusque-là ils ne le sont pas moins que ceux des peres & meres, avec cette différence néanmoins qu'ils sont tenus d'y ajouter celui des plus proches parens de leurs mineurs. C'est la sage précaution qu'a pris l'Ordonnance de Blois art. 43, où le Roi dit: *Défendons à tous tuteurs d'accorder ou de consentir le mariage de leurs mineurs, sinon avec l'avis & le consentement des plus proches parens d'eux, tant paternels que maternels, sous peine de punition exemplaire, & le moyen d'empêcher les tuteurs d'abuser de leur autorité, en engageant leurs mineurs dans des alliances qui leur seroient délavantageuses.* Le Parlement de Paris, par son Arrêt du premier Mars 1663, se contenta de condamner le tuteur de Mademoiselle Gourion qui étoit dans le cas, à une aumône de douze cens li-

Et des mineurs de vingt-cinq ans à l'égard des tuteurs.

Le tuteur ne peut pas autoriser seul le mariage de son pupille.

86 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
vres, au profit de l'Hôpital Général, & à l'instant le fit mettre en prison, jusqu'au parfait paiement de la somme. Celui de Rouen veut que les tuteurs appellent huit parens, quatre du côté paternel & quatre du côté maternel, si faire se peut, & à leur défaut, pareil nombre d'amis ou de voisins.

Ce qu'ils ont de commun avec les peres & meres, c'est 1°. que quand ils ont donné une fois leur consentement par la signature du contrat ou autrement, ils ne peuvent plus le révoquer sans quelque raison extraordinaire & très-forte. Le Parlement de Paris l'a ainsi jugé contre un pere, par l'Arrêt du 11 Août 1642, que rapporte Bardet : il fut rendu néanmoins contre les conclusions de M. l'Avocat Général ; & le 10 Mars 1654 contre un tuteur. 2°. Que quand ils le refusent injustement, les enfans peuvent se pourvoir devant le Juge Royal, qui, sur leur requête, doit ordonner une assemblée de parens, & conséquemment à leur avis, leur enjoindre de le donner, & en cas de refus, leur permettre de passer outre. Ce recours aux Magistrats comme aux peres communs des sujets du Roi, est autorisé par la Loi 19, Cod. de Nuptiis, où il est dit : *Qui liberos quos habent in potestate injuriâ prohibuerunt ducere uxores vel nubere, per Proconsules Provinciarum cogantur in matrimonium collocare & dotare.* Sa disposition a été adoptée par un Arrêt de règlement d'Henri II, que Brillon rapporte dans son Dictionnaire au mot *Mariage*, & qu'il date de l'an 1556, où il veut que les livres de Baptême soient portés à l'Hotel-de-Ville, pour, de tous mâles de vingt-cinq ans & filles de quatorze, faire commandement aux parens de les marier dans trois ans, en leur signifiant qu'autrement les Echevins de la Ville les marieront à leurs droits, & s'ils n'en ont aucun, qu'il sera délivré exécutoire sur leurs peres & meres, ou autres plus proches parens, pour avancer les frais nuptiaux, &c. Elle a été pareillement suivie dans les trois Arrêts qu'on lit au Journal des Audiences & dans les Mémoires du Clergé, Tome V, p. 1035. Le premier, en date du 5 Septembre 1684, fut rendu en faveur du fils de M. de la Chelnaye, âgé de vingt sept ans, dont le pere ne vouloit pas approuver le mariage, quoique sa femme & le reste de sa famille y consentit. Le second, daté du 28 Novembre 1690, le fut au profit du sieur de Martigny Avocat au Bailliage de Laon, qui n'avoit pas encore atteint l'âge de trente ans, & la Cour lui permit de se marier, sur l'avis de sa famille, malgré sa mere,

En cas d'un injuste refus, les enfans peuvent se pourvoir devant le Juge Royal.

& nonobstant son opposition, qui fut jugée déraisonnable. Le troisième enfin en faveur d'une fille mineure, qui esuyoit une pareille contradiction de la part de son pere : celui-ci, qui est rapporté par Pinault, est du 9 Décembre 1695, & fut rendu au Parlement de Tournay.

Louis XIV a même donné le 8 Mars 1704 une Déclaration expresse pour y autoriser les Juges de son ressort : *N'entendons, y dit-il, déroger aux loix, coutumes & usages de Flandres, concernant les Mariages des mineurs, & en conséquence ordonnons que les Juges à qui la connoissance en appartient, continueront de connoître, tant des demandes des mineurs, afin d'obtenir la permission de se marier, que des oppositions ou refus de consentement des peres & meres, tuteurs & curateurs, & d'y pourvoir ainsi qu'ils avoient coutume de faire avant notre Edit de 1697, sauf l'appel à notre Parlement de Tournay.* Le pouvoir des Juges sur cette matiere dans tous les Pays-Bas de la domination du Roi d'Espagne, est positivement établi ou reconnu par les Edits de Charles V, du 4 Octobre 1540, & de Philippe IV, du 29 Novembre 1623, rapportés par Van-Espen au titre du Mariage, qui porte, que si les peres & meres refusent sans raison de consentir au Mariage de leurs enfans mineurs de 25 ans, les Juges y pourront suppléer, sans que lesdits enfans aient aucune peine à craindre, ce qui a été sagement établi, dit cet Auteur, pour prévenir les débauches & les autres désordres, dans lesquels ces refus déraisonnables ne manquent guères de jeter les jeunes gens. Nous avons peine à concevoir comment l'Auteur des Conférences de Paris, qui rapporte une partie de ces autorités, a pu avancer Tom. II, Liv. VI, Conf. 3, § 8, que le consentement donné par le Juge Royal dans ce cas, empêche seulement les peres & meres de faire casser, quant au civil, les Mariages de leurs enfans, mais qu'il ne les empêche pas de les deshériter, s'ils le veulent, puisque l'exhérédation est une peine très-grande, qui ne peut tomber que sur ceux qui sont en faute, & qu'il n'y en a aucune de la part de ceux-ci.

Quoique toute l'autorité & la puissance domestique semble dévolue à la mere sur ses enfans, par la mort de son mari, on met pourtant une grande différence entre l'une & l'autre en cette matiere ; car on n'admet point les parens collatéraux, quelque proches qu'ils soient, à s'opposer aux Mariages que les peres approuvent, & on les y admet quand ils ne sont con-

Les enfans n'ont  
point alors d'ex-  
hérédation à  
craindre.

Les parens col-  
latéraux peuvent  
s'opposer au con-  
sentement donné  
par la mere.

28 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 sentis que par les meres. Nous en avons une preuve bien remarquable dans l'Arrêt du premier Février 1659, qu'on lit au Journal des Audiences, rendu en faveur du Sieur Mauvillain, Médecin de Paris, opposant au mariage que sa belle-sœur vouloit faire entre sa fille & un homme qu'il soutenoit être noyé de dettes; il obtint de la Cour des défenses de passer outre, & M. Talon qui porta la parole dans cette affaire, fit beaucoup valoir la premiere & la seconde loi du Code de *Nuptiis*, où cette différence est nettement établie. On en voit à la vérité un autre au Journal du Palais du Parlement de Toulouse, du 23 Mars 1672, qui semble contraire à celui-ci, mais en apparence seulement, puisqu'il ne déclara pas les collatéraux incapables de s'opposer, mais les débouta seulement de leur opposition, attendu que les moyens sur lesquels ils la fondonient, n'étoient pas justes.

Il ne faut pourtant pas conclure de ce principe, que la mere veuve qui veut marier ses enfans, ait besoin, comme quelques-uns le disent, de se faire autoriser par l'avis de leurs parens paternels; nous n'avons ni loi ni usage qui l'y assujettisse; elle est, comme le pere, leur tutrice naturelle, & son consentement suffit, quoiqu'on permette à ceux-ci d'y faire leur opposition quand ils le jugent à propos.

Il y a eu autrefois de la difficulté sur le mariage des mineurs Catholiques, dont les peres, meres ou tuteurs faisant profession de la Religion prétendue réformée, ont abandonné le Royaume pour se retirer dans les pays étrangers; mais Louis XIV y a encore pourvu par sa Déclaration du 6 Août 1686, qui leur permet dans ce cas de faire faire pardevant le Juge Royal ou ordinaire des lieux, le Procureur Fiscal présent, une assemblée de six des plus proches parens ou alliés, tant paternels que maternels, s'ils en ont, & à leur défaut, de six amis ou voisins, qui donneront leur avis & consentement, lequel vaudra de même que celui desdits peres, meres & tuteurs. Elle a été confirmée par l'art. 16 de celle de Louis XV, du 14 Mai 1724, qui veut même que les actes à ce nécessaires soient expédiés sans aucuns frais, tant de Justice que de Sceau, Contrôle, InfINUATION, &c. Il ajoute, que s'il n'y a que le pere ou la mere qui soit sorti du Royaume, il suffira d'assembler trois parens ou alliés du côté de celui qui manquera, ou à son défaut trois amis ou voisins, qui donneront leur consentement, conjointement avec celui qui  
 fera.

Ces dans lesquels  
 quels des enfans  
 peuvent se marier

fera resté. Ce sont aussi, dit l'Auteur des Conférences d'Angers, Tom. I, Août 1724, 14 question de l'ancienne édition, & Tom. IX. pag. 199 de la nouvelle, les mesures que doivent prendre les enfans des Catholiques même, dont les peres ou les meres ont disparu depuis un longtems dans le pays, sans qu'on puisse avoir de leurs nouvelles & s'assurer de leur mort: mais il faut qu'elles soient précédées par un procès-verbal de perquisition ou d'enquête faite sur les lieux. Il prétend qu'il y a encore un cas où les enfans sont dispensés de demander ce consentement, c'est lorsqu'ils sont très-éloignés les uns des autres; il le prouve par l'Arrêt du 10 Mai 1667, rapporté au Journal des Audiences, en faveur d'un mineur, âgé seulement de dix-neuf ans, qui avoit contracté mariage de son chef à la Martinique, & dont le pere demanda la cassation aussitôt qu'il le vit de retour à Paris: mais il faut convenir que cet Arrêt ne fait pas règle, & que la faveur du nouvel établissement des Colonies y influa beaucoup. Ce qui est constant, c'est qu'il fut rendu contre l'avis & les conclusions du célèbre M. Bignon, qui s'y opposa avec d'autant plus de raison, qu'il n'étoit ni impossible ni extrêmement difficile à ce jeune homme de faire venir une procuration de son pere.

Il n'y a point non plus de difficulté quand le mariage d'un François, quoique mineur, a été célébré dans un pays étranger où les loix du Royaume n'obligent pas; c'est ce qui a été décidé par l'Arrêt du 16 Mars 1624, que rapporte Dufresne en faveur d'un jeune homme de Paris, qui s'étant retiré en Lorraine, & fait recevoir dans la Compagnie des Chevaux-Légers du Duc, y avoit épousé en face d'Eglise, & sans avoir pris le consentement de ses pere & mere, une fille du pays. Ses parens l'ayant fait revenir à Paris, voulurent faire casser le mariage; mais la Cour le déclara légitime, attendu que toutes les solemnités requises par le Concile de Trente y avoient été observées; que la Lorraine est un Etat souverain où les Ordonnances de nos Rois ne sont pas observées, & qu'il seroit ridicule qu'un mariage passât pour valable dans un pays, & pour un concubinage dans un autre.

Comme les soldats sont sous la puissance des Capitaines qui les ont enrôlés, ils doivent avoir leur consentement pour se marier. L'Auteur des Conférences de Paris, Tom. II, liv. VI, Conf. 3, § 6, avance qu'ils n'y sont tenus que par respect & par bienséance, n'y ayant aucune loi qui les y oblige; par où il donne

sans le consentement de leurs peres & meres.

Les Soldats sont tous de demander le consentement de leurs Capitaines.

à entendre qu'ils peuvent aisément s'en dispenser, & que par conséquent un Curé ne doit pas l'exiger à la rigueur; mais celui des Conférences d'Angers, Tom. I, Avril 1725, première question de l'ancienne édition, & Tom. IX, pag. 254 de la nouvelle, soutient le contraire, & assure avoir appris de bonne part, que la Cour le demande absolument. Ses ordres sont très-formels, par rapport au Mariage de leurs Officiers, comme on le voit par l'Ordonnance de 1683, laquelle punit comme fauteurs de rapt les Prêtres qui osent en célébrer sans le consentement de l'Inspecteur Général. La coutume, dit M. de Chartres dans ses décisions matrimoniales, a étendu cette Ordonnance aux soldats, & un Curé seroit répréhensible, s'il oisoit les marier sans avoir par écrit le consentement de leurs Capitaines. Celui du Roi de France pour les Princes de son Sang & héritiers présomptifs de la Couronne, est encore bien plus nécessaire, puisqu'il ne peut même être valide sans lui, ce qui vient, dit le Clergé dans sa Déclaration du 7 Juillet 1635, d'une ancienne coutume raisonnable, légitimement prescrite & autorisée, tant par l'Etat que par l'Eglise. Ce fut en conséquence de cette Déclaration que Gaston d'Orléans, frere de Louis XIII, qui avoit épousé la Princesse de Lorraine, malgré lui, fut obligé de réhabiliter son Mariage devant l'Archevêque de Paris le 25 Mai 1643.

Et les Princes  
du Sang celui du  
Roi.

Le Curé qui marie des mineurs doit bien auparavant s'assurer du consentement de ceux sous la puissance de qui ils sont, autrement il pèche grièvement, & s'expose à encourir les peines civiles & canoniques que mérite sa témérité.

Les Curés des grandes villes comme Paris, Rouen, Lyon, &c. qui se déchargent des Mariages sur des Vicaires *ad hoc*, doivent avoir une attention scrupuleuse à ne mettre dans ces postes que des Ecclésiastiques entièrement conformés dans ces matieres, & parfaitement désintéressés. Il nous a passé sous les yeux plusieurs Mariages de mineurs faits fort inconsidérément de la part de plusieurs de ces Vicaires, & qui auroient eu des suites très-fâcheuses, sans la médiation de plusieurs personnes charitables. Nous n'en rapporterons qu'un pour exemple, c'est celui d'un nommé Augustin Amet, Cuisinier, qui en 1753 épousa Geneviève le Gai, petite-fille du Sieur le Gai, ancien Maître Boucher de Paris. Ce grand pere, tuteur né de sa petite fille, par l'absence du pere qui étoit en pays schismatique, n'ayant



pas voulu donner son consentement à ce Mariage , parce qu'il n'étoit pas tout-à-fait sortable; son gendre & sa fille qui n'étoient pas bien avec lui , faciliterent un moyen aux jeunes gens de se marier à son insçu : pour cet effet ils eurent recours à un Praticien frippon , qui après s'être bien fait payer , commença par tromper M. le Lieutenant Civil , & fit créer tuteur le Sieur Lavocat , gendre du grand-pere ; en conséquence point de Bans publiés à la Paroisse du Sieur le Gai & de sa petite-fille ; ils le furent seulement à la Paroisse du Sieur Lavocat , & à celle du Sieur Amet ; on procéda ensuite à la célébration du Mariage , sans que le Vicaire se donnât seulement la peine d'aller aux informations ; car s'il l'eût fait , ( ce qui lui étoit très-facile , puisque le faux domicile de la fille étoit indiqué près de chez lui , ) il eût infailliblement découvert la fourberie. Outre cette faute il en commit une plus grossiere , en manquant de se faire représenter l'extrait mortuaire du pere de la fille , de sa mere & grand-pere ; ( c'est cependant ce qu'un Ministre un peu au fait de ces matieres , ne peut jamais omettre sans une ignorance crasse , ) & il auroit fort embarrassé les parties & le faux tuteur. Ce Mariage étant venu dès le lendemain à la connoissance du Sieur le Gai , grand-pere , il jeta feu & flamme , & ne vouloit pas moins que faire faire le procès à tous ceux qui s'en étoient mêlés , même aux témoins qui étoient deux Ecclésiastiques , & deux marchands de Paris fort honnêtes gens & bien domiciliés , qui avoient été surpris. Cependant après avoir fait au grand pere les représentations convenables en pareil cas , il s'adoucit , & consentit enfin à faire réhabiliter ce Mariage ; en conséquence il fallut absolument se retirer par devers M. le Lieutenant Civil , & lui découvrir tout le mystere d'iniquité. Cette procédure ayant duré un an , la jeune femme dans cet intervalle tomba malade , & ensuite dans une langueur qui ne lui permit plus de sortir du lit : comme elle étoit enceinte , on eut encore recours au Vicaire qui les avoit mariés , pour réhabiliter ce Mariage , & obtenir à cet effet une permission de M. l'Archevêque , mais soit qu'il n'ait pas osé la demander , soit qu'il ait craint la réprimande qu'il avoit si bien méritée , il a trainé cette affaire si fort en longueur , que la femme est accouchée , que l'enfant est mort le lendemain , & elle enfin deux jours après. Mais si l'enfant eût vécu , quel état auroit-il eu ? Voilà de ces cas embarrassés , & capables de causer

de grands procès dans des familles , & qui en est la cause le plus souvent : la négligence , comme nous l'avons dit , ou l'ignorance des Ministres qui en sont chargés ; heureux encore quand l'intérêt n'est pas de la partie. Il y a un Arrêt du 18 Janvier 1729 , qui condamne à diverses peines deux parties contractantes , pour s'être supposé un faux domicile à l'effet de parvenir à leur mariage , & les certificateurs du faux domicile condamnés , l'un aux galères & l'autre au bannissement ; & un autre du 21 Juin 1735 , qui a condamné plusieurs particuliers à faire amende honorable & aux galères pour pareil cas.

L'Ordonnance de Blois & l'édit de 1697 , veulent que le Curé ou autre Prêtre soit traité comme fauteur de rapt , & les Statuts de quelques Diocèses les déclarent suspens *ipso facto* ; la plupart l'en menacent du moins : ils lui défendent de plus de fiancer les mineurs , & même de publier leurs Bans sans le consentement de leurs parens , sous les mêmes peines , comme on le voit par les Statuts Synodaux de Grenoble tit. 6 , art. 9 , & le Rituel de Bordeaux. La précaution est prudente ; car il pourroit se faire que de jeunes gens se faisant délivrer le certificat de publication , en abuferoient pour aller se marier à sa faveur dans une autre Paroisse à l'insçu de leurs parens. Ducasse va encore plus loin , Tom. II , pag. 211 , & ne veut pas que l'Officiel fulmine les dispenses qu'ils ont obtenues en Cour de Rome , si ceux-ci ne le requièrent. L'usage n'est pourtant pas conforme à son sentiment sur ce point , & celui de Noyon l'ayant voulu suivre en 1743 , eut le chagrin de voir sa Sentence réformée par le Métropolitain de Reims. Quand ils ne sont pas présents en personne à la célébration des Fiançailles ou du Mariage , il faut qu'il se fasse rapporter leur consentement par écrit , car la preuve par témoins est rejetée dans cette matière par les Arrêts , & sur-tout par celui du 18 Mars 1655 , qu'on lit chez Boniface , Tom. I , Liv. I ; il peut s'en contenter si leur écriture lui est bien connue ; mais dans le doute il doit la faire vérifier par quatre personnes dignes de foi , suivant ce qui est prescrit par la Déclaration de 1697. S'ils ne savent pas écrire , il faut que l'acte en soit passé devant Notaire ; les particuliers , de quelque qualité qu'ils soient , ne peuvent pas le faire à sa place , sans s'exposer à une amende de deux cents livres qui s'exige à la rigueur , de tous ceux qui entreprennent de faire actes de Notaire , depuis la Déclaration du 20 Mars 1708 ,

Le consentement  
des pères & mères  
doit être donné  
par écrit.

où le Roi dit : *Défendons à tous Curés, Ecclésiastiques & autres qui n'ont pas droit d'instrumenter comme Notaires, de recevoir aucuns actes de quelque nature qu'ils soient, sinon les testamens, comme aussi de servir de témoins dans aucuns actes qui seront faits sous signature privée, à peine aussi de 200 liv. d'amende.* Horry, dans son traité du Mariage Chrétien, pag. 44, soutient que les Ordonnances qu'on vient de citer, ne concernent pas les enfans des pauvres qui n'ont point d'exhérédation à craindre; mais il suffit d'en parcourir le préambule pour voir qu'il se trompe, qu'elles ne sont point purement pénales, comme il le suppose, & que nos Souverains ne s'y sont proposés que la confirmation d'un commandement qui vient de Dieu & de la nature; ainsi que la Cour l'a plusieurs fois déclaré par les Arrêts du 18 Février 1664 & autres, contre des enfans qui n'espéroient rien de la succession de leurs peres, & s'en tenoient aux conventions matrimoniales de leurs meres. La pauvreté d'un mineur qui n'a ni pere ni mere, n'est pas même une raison suffisante pour le dispenser de la création d'un tuteur, qui doit être nommé dans une assemblée de parens *ad hoc*, c'est-à-dire, à l'effet de consentir à son Mariage: il est vrai que cette formalité le jette dans quelques frais qui montent ordinairement à la somme de six ou sept livres qui les incommode; mais ils sont inévitables quand on veut agir régulièrement, & elle ne peut être suppléée ni par la présence ni par la signature des parens qui assistent à sa célébration. Nous avons déjà remarqué que la premiere Ordonnance qui prononce l'exhérédation, est celle de 1556, qu'on peut voir comme les suivantes dans notre recueil; elle fut rendue à l'occasion de M. Anne de Montmorenci, Connétable de France, qui craignant que son fils aîné, nommé François, n'épousât la fille du Comte de Piennes, avec laquelle il avoit pris de grands engagemens & fait plusieurs promesses, obtint du Roi, auprès duquel il étoit en très-grande faveur, cet Edit qui porte que les enfans de famille qui auront contracté des Mariages clandestins, contre le gré, vouloir & consentement, & au déçu de leurs peres & meres, puissent pour telle irrévérence & ingratitude, mépris & contemnement de leursdits peres & meres, transgression de la loi & commandemens de Dieu, & offense contre le droit de l'honnêteté publique, inséparable d'avec l'utilité, être par leursdits peres & meres, & chacun d'eux exhéredés & exclus de leurs successions,

Les pauvres sont  
tenus comme les  
riches à prendre  
ce consentement.

94 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
sans espérance de pouvoir quereller l'exhérédation, qui ainsi  
aura été faite.

Les peres & meres peuvent encore dans ce cas révoquer  
toutes donations qu'ils auroient faites à leurs enfans & déchu  
des successions. Il est en outre ordonné qu'eux & ceux qui leur  
auront donné conseil & aide, soient sujets à telles peines qui  
seront avisées par les Juges auxquels la connoissance appartiendra,  
dont le Roi charge leur honneur & conscience. Cette Ordonnance  
a été confirmée par celles de 1639 & 1697, qui ajoutent  
qu'elle demeurera en vigueur *ipso facto*, tant par lesdits enfans,  
que par ceux qui naîtront de leur conjonction, les déclarant  
incapables de la succession, non-seulement de leurs peres &  
meres, mais encore de leurs ayeux, même pour la légitime  
dont elle les prive également, ce qui ne doit pourtant s'étendre  
que jusqu'aux alimens que le Droit naturel, auquel les Loix  
humaines n'entendent pas déroger, leur accorde, ainsi qu'il a  
été décidé par l'Arrêt du 29 Juillet 1603 que rapporte Chenu,  
Centur. 2, Quest. 52. Il faut aussi convenir qu'elles ne s'exécutent  
pas toujours à la rigueur, & que les Tribunaux déchargent  
les enfans de la peine quand les peres & meres paroissent  
s'être reconciliés avec eux, & avoir ratifié leur Mariage;  
c'est le fondement d'un autre Arrêt rendu au mois de  
Décembre 1672, contre un pere qui demandoit la cassation  
du Mariage de son fils, & qui en fut débouté, parce qu'il  
avoit tenu sur les Fonts de Baptême l'enfant qui en étoit  
provenu. Soëve en cite un autre, Tom. II, Centur. 2, chap. V,  
du 9 Juillet 1647, qui l'a jugé de même pour un fils qui s'étoit  
marié à l'âge de vingt-cinq ans sans le consentement de son  
pere, parce que celui ci avoit laissé passer cinq ans entiers sans  
s'en plaindre. Il y a apparence qu'il avoit joint à son silence  
quelques marques d'approbation; au reste la bénédiction qu'il  
lui donneroit au lit de la mort ne feroit pas regardée comme  
suffisante pour révoquer l'exhérédation, si on s'en tient à un  
troisième du 27 Avril 1660, qu'on lit au Journal des Audiences,  
parce que, comme il fut observé par M. l'Avocat  
Général Talon, le pere parla: *consetur remissione odium & non satisfactioem injuriæ*. Dans cette matiere il se rencontre toujours  
des circonstances qui aggravant ou diminuant l'offense, forcent  
les Juges à s'écarter quelquefois des règles ordinaires. L'état  
des personnes & de la famille à laquelle elles appartiennent y

L'exhérédation  
n'a pas lieu quand  
le pere s'est reconcilié  
avec son fils.

influe beaucoup ; on n'en peut point douter, quand on réfléchit aux motifs de l'Arrêt rendu dans l'affaire de M. de D. L. B. quoiqu'il fut reconcilié avec son pere.

C'est une question de sçavoir si ces sortes de Mariages peuvent être attaqués par des freres, sœurs & autres collatéraux, ou seulement par les peres & meres ; On la propose également pour ceux qui ont été contractés avec des empêchemens dirimens. Le sentiment commun, dit M. d'Héricourt, au titre du Mariage, art. 4, N<sup>o</sup>. 21, est que les collatéraux ne peuvent les attaquer qu'indirectement & par voie d'exception ; quand la veuve, par exemple, après la mort de son mari, vient demander ses conventions matrimoniales à ses beaux-freres ou à ses belles-sœurs qui ont recueilli la succession de leur pere commun. On lui oppose à la vérité l'Arrêt du 25 Août 1725, qui a admis une sœur à interjetter appel comme d'abus du Mariage que son frere, Protestant de Religion & demeurant à Sedan, avoit été contracter à Liege avec une fille de sa Religion & sa compatriote, d'où ils y étoient revenus aussitôt sans y avoir acquis domicile, quoique ni elle ni sa famille n'en eussent fait aucune plainte durant plus de trente-deux ans qu'ils avoient passé ensemble ; mais on peut dire que la circonstance de la Religion, jointe à une démarche faite si publiquement contre les Loix du Royaume, ont pu y avoir beaucoup de part. Un autre du 19 Juillet 1735, a jugé qu'on ne devoit pas y admettre des étrangers, quoique intéressés à leur cassation ; il fut rendu contre le légataire universel d'une fille, héritière en ligne collatérale du S. D. laquelle avoit appellé comme d'abus du Mariage que celui-ci avoit contracté devant un autre Curé que le sien propre. Celui même qui a contracté abusivement, quoiqu'en minorité, y est encore moins admissible, suivant l'Arrêt du 6 Mars 1703, qu'on lit chez Auegard, Tome II, chap. LIX, attendu qu'il ne peut tirer avantage de sa propre faute, en révélant sa turpitude & revenant contre son propre fait. On admet plus facilement les collatéraux à faire opposition lors de la célébration même, quand l'alliance est de nature à deshonnorer une famille ; c'est dans cette espèce que fut rendu l'Arrêt du 17 Janvier 1692, sur les conclusions de M. d'Aguesseau, alors Avocat Général. Le moyen le plus sûr qu'ils puissent prendre pour le faire casser après la célébration, est de faire agir la partie publique, en engageant M. le Procureur Général à interjetter lui-même l'appel

Les collatéraux  
peuvent-ils atta-  
quer un mariage  
illégitime, ou s'y  
opposer ?

96 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
comme d'abus, car ce droit ne peut lui être contesté, ainsi  
qu'il a été décidé par ceux des Parlemens d'Aix & de Paris,  
le 14 Mars 1689, & 29 Décembre 1693, rapportés au Tom. V  
des Mémoires du Clergé, pag. 1021 & 1061.

---

SECTION II. Des fautes qui se commettent dans la célébration  
du Mariage.

I. **L**A premiere & la principale est de le célébrer nonobstant  
quelqu'un de ces empêchemens, qu'on appelle dirimens  
ou irritans, non parce qu'ils diriment ou annullent un Mariage  
déjà contracté, mais parce qu'ils y rendent inhabiles ceux en  
qui ils se rencontrent. On en compte quinze qu'on a coutume  
d'exprimer par ces quatre vers latins.

*Error, conditio, votum, cognatio, crimen,  
Cultus disparitas, vis, ordo, ligamen, honestas,  
Amen, affinis, si clandestinus & impos,  
Si mulier sit rapta, nec loco reddita tuito.*

Parmi ces quinze, il y en a six qui sont de Droit naturel,  
lesquels par conséquent n'admettent point de dispenses; sçavoir,  
la violence, la folie, l'erreur, l'impuissance, le lien d'un pré-  
cédent mariage qui subsiste encore & la parenté dans certains  
degrés. Les autres sont de droit purement positif, & ont été  
établis ou par les Princes, ou par l'Eglise, ou par la Coutume,  
car on ne peut pas lui contester ce pouvoir; & elle a dans cette  
matiere, comme en toute autre, force de Loi, quand elle est  
soutenue du consentement des Supérieurs & d'une longue pos-  
session. Alexandre III le reconnoît au chap. *Super eo quod tit. de*  
*cognat. spirit. tit. XI, c. 3*, où il suppose même que celle d'une  
seule province suffit à cet effet. Nous montrerons aussi ci-dessous,  
que celui de la disparité du culte n'a point d'autre origine. Ce  
seroit avec bien moins de raison qu'on le contesterait aux Sou-  
verains, puisque le Mariage est un véritable contrat & des plus  
intéressans pour la société civile, à la célébration duquel ils  
peuvent attacher certaines conditions dont le défaut rend leurs  
sujets inhabiles à le passer; ainsi que Saint Thomas l'enseigne  
dans son traité *contra gentes cap. 78*. En effet, n'est ce pas  
l'Empereur

La coutume peut  
établir des em-  
pêchemens dir-  
imens.

*Des fautes qui se commettent dans la célébration du Mariage.* 97  
 l'Empereur Théodose qui a prohibé les Mariages entre les cousins germains ? *Theodosius Imperator etiam fratres patruels & consobrinos vetuit inter se conjugii convenire nomine, & severissimam penam statuit.* S. Augustin, dans le Liv. XV de la Cité, chap. XVI, parlant de la prohibition de Théodose, dit qu'avant cette constitution, les Loix permettoient les Mariages des cousins germains, mais que depuis que les Empereurs les ont défendus, ils sont invalides. *Experti sumus in connubiis consobrinorum etiam nostris temporibus, propter gradum propinquitatis fraterno gradu proximum, quam raro per mores fiebant, quia id nec divina prohibuit & nondum prohibuerat lex humana.* C'est ce que le quatrième Concile Général de Latran a reconnu dans son cinquième Canon, où il dit que la défense faite aux parens de se marier les uns avec les autres, vient de leurs Loix, *Conjunctiones consanguineorum fieri prohibemus quia eas & divina & seculi leges prohibent.* Ce qu'il dit de celles de Dicu, ne peut tomber que sur les premiers degrés, dont il est parlé au chap. XVIII & XX du Lévitique. Justinien au Liv. I de ses Instituts tit. X, de *Nuptiis*, nous apprend que les Empereurs ont souvent usé de ce pouvoir, tant avant que depuis leur conversion au christianisme. Ce fait est effectivement constaté par la Loi 3, *Cum ancillis*, où Constantin défend le mariage des Décurions avec les esclaves ; par celles de Valentinien, Théodose & Arcade, qu'on lit au titre de *incestuos. & inutilib. Nuptiis*, qui le prohibent aux parens en certains degrés, & par beaucoup d'autres. Lui-même, comme nous l'avons fait voir ci-dessus, a établi quelques-uns de ces empêchemens qu'il conclut en ces termes : *Si adversus ea que diximus aliqui coierint, nec nuptie nec matrimonium intelligitur*, qui montrent qu'il les prétendoit être irritans ou dirimans. Nous en trouvons plusieurs semblables portées par les Rois Visigoths, Lombards, François & autres, à la prière des Papes même & des Evêques, concernant les degrés de parenté les plus éloignés, dont les anciennes Loix n'avoient point fait mention, l'alliance ou l'affinité, la profession religieuse, &c. Comme la dispense de la Loi appartient naturellement à celui qui en est l'Auteur, c'étoit aussi à eux qu'on s'adressoit pour l'obtenir dans cette matiere, ainsi que nous l'apprenons de la Loi *si Nuptie ex rescripto*, *Cod. Theod.* de l'Épître 66 de saint Ambroise à Paterne, où il avoue qu'ils avoient quelquefois per-

Les Souverains en ont établi plusieurs & en ont dispensé.

98 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 mis à des particuliers d'épouser leurs cousines germaines : *Dicitur alicui relaxatum verum hoc legi non præjudicat*, & de Cassiodore Ecrivain du sixième siècle, qui rapporte, liv. VII, la Formule dont ils se servoient en l'accordant. L'Empereur Louis de Bavière en donna une dans un pareil degré en 1340, au Marquis de Brandebourg, sous le Pontificat de Clement VI ; & Henri IV, dans les articles secrets de l'Edit de Nantes, se réserva le pouvoir de la donner aux Huguenots ses sujets, comme nous le remarquerons ci-dessous. Charles IX, par son Edit de pacification de l'an 1530, avoit pourtant expressement statué qu'ils ne pourroient contracter aucun Mariage dans les degrés de consanguinité ou d'affinité, prohibés par les Loix reçues dans ce Royaume ; mais par un autre daté de Poitiers en 1577, Henri III son Frere & son successeur, le leur permit dans le troisième & quatrième degré, & leur promit de plus qu'ils ne seroient point inquiétés pour ceux qui seroient contractés tant du deux, que du deux au trois. C'est sur ces autorités que le Parlement de Paris s'appuya, en obligeant le Syndic de la Faculté de Paris & le sieur l'Huillier, à expliquer, le 16 Juillet 1677, cette proposition avancée dans la Thèse : *Non audiendus quisquis hanc potestatem ( solvendi impedimenta dirimentia matrimonium ) Ecclesie eripit, ut Principibus secularibus eam adscribat*. M. le Premier Président dit, lors de cet Arrêt, que ceux qui ont quelque connoissance de l'Antiquité, savent que le seul Droit Romain a été observé pour les degrés de parenté, & même pour plusieurs autres choses qui concernent les Mariages, jusqu'à ce que l'autorité des Empereurs & celles de leurs Loix ayent été abolies dans l'Occident. Néanmoins on trouve que le Concile d'Elvire, tenu en 305, défendit, par le Canon 13, aux vierges consacrées de se marier, & aux autres filles Chrétiennes d'épouser des Gentils : il paroît évidemment que dans la suite & toujours dans un esprit de sagesse, l'Eglise a concouru avec la puissance séculière, pour établir, étendre ou restreindre de ces empêchemens, tant pour l'honneur dû au Sacrement, que pour le salut des fidèles & le bien des Etats.

L'Eglise a également le pouvoir d'en établir.

Il est vrai que depuis le huitième siècle, & sur-tout depuis le temps de Charlemagne, les Princes Chrétiens ont très-rarement usé de l'un & de l'autre, comme M. Gerbais le montre



§ 1. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit naturel. 99  
 dans son ſçavant traité de *La puiffance de l'Eglife & des Princes*.  
 Ils ont de plus reconnu que J. C. lui en a donné en cette ma-  
 tiere une égale à la leur, lorsqu'il a élevé le Mariage à la di-  
 gnité de Sacrement, dont la validité, ainſi que celle des autres,  
 dépend de ſes Loix, & qu'ils ſ'en ſont rapportés à ſa ſageſſe  
 & à ſa prudence, ſur-tout pour les diſpenſes, quoiqu'elle ne  
 paroiffe pas en avoir jamais accordé aux particuliers *ad contra-*  
*hendum*, avant Innocent III, comme nous l'avons dit ailleurs.  
 A l'égard de celles que S. Grégoire le Grand donna à toute  
 la nation Angloiſe, & Gregoire II à la Germanique, pour faci-  
 liter leur conversion au chriſtianiſme, il n'y avoit point de  
 difficulté, du moins de la part de leurs Souverains, ils étoient  
 tous infidèles, & n'avoient point prohibé par leurs Loix les Ma-  
 riages entre les parens dont il étoit queſtion; il ne ſ'agiſſoit  
 que de celles de l'Eglife, ſur leſquelles ils crurent devoir ſe  
 relâcher en leur faveur. Au reſte, ces exemples prouvent ſoli-  
 dement qu'elle ſe croyoit ainſi en droit d'en établir, ou du  
 moins, ce qui revient au même, d'étendre ceux qu'elle avoit  
 adoptée à d'autres qu'à leurs ſujets. On trouve les preuves de  
 cette vérité dans le Canon 61 du Concile d'Elvire, dès l'an 304,  
 par rapport aux Mariages des beau-freres avec les ſœurs filles  
 de leurs épouſes; dans celui de Néocéſarée, tenu dix ans après,  
 par rapport à la femme qui épouſe ſucceſſivement les deux fre-  
 res; dans celui de Tolède de l'an 683, qui l'interdit aux veuves  
 des Rois d'Eſpagne; dans celui de Tribur de l'an 895, où il eſt  
 parlé pour la première fois de l'empêchement du crime; dans  
 la Décretale du Pape Sirice à Hymere de Tarragone, qui éta-  
 blit celui de l'honnêteté publique, enfin dans les Conciles Gé-  
 néraux, tant de Latran, où l'empêchement de la parenté & de  
 l'affinité a été reſtraint au quatrième degré que du Concile de  
 Trente, lequel, à la priere des Princes Chrétiens, & ſur-tout de  
 Charles IX, en a fait un dirimant de la clandestinité qui ne l'avoit  
 pas été juſqu'alors. Il a donc été bien fondé à frapper d'ana-  
 thême dans le Canon 4 de ſa Seſſion 24, ceux qui ont la ré-  
 mérité de ſoutenir que *Eccleſiam non poſuiſſe conſtituere impedi-*  
*menta matrimonium dirimentia*. Les Théologiens, même étran-  
 gers à la France, entr'autres Pierre de Soto, qui y avoit aſſiſté  
 en qualité de Théologien du Pape, ont également défendu les  
 droits des deux puiffances & combattu l'opinion de ceux dont

100 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
parle Sanchès, lib. VII, Disputat. 3, qui estiment que le Pape en a dépouillé les Princes Chrétiens sur leurs sujets catholiques, ce qui n'est aucunement soutenable, ni quant au Droit ni quant au fait, puisque leur condition seroit pire que celles des infidèles auxquels ils ne le contestent pas. Quant aux difficultés qui viennent de leur conciliation, elles ne paroissent pas insurmontables, lorsqu'on veut s'en tenir aux règles du Droit sur la prévention.

Il faut donc, comme nous l'avons dit, suivre le milieu qu'ont pris plusieurs Auteurs, qui est que le pouvoir de faire des empêchemens dirimans, convient & à l'Eglise & aux Princes tout ensemble, parce que le Mariage est en même temps, & un contrat civil & un Sacrement. L'Eglise, dit S. Thomas, *contragent. c. LXXVIII*, a ce pouvoir par deux raisons. La première, que puisque le Mariage est tout ensemble un contrat Naturel, un contrat Civil, & un contrat Ecclésiastique ou Sacrement, il s'ensuit, dit ce saint Docteur, que comme les Princes peuvent très-sagement, en qualité de Souverains, exiger de leurs sujets certaines conditions, pour la validité du contrat Civil, l'Eglise à qui Jesus-Christ a confié ses Sacremens, est aussi en droit d'exclure du sacrement de Mariage, ceux qu'elle ne croit pas devoir y admettre, selon les règles de la prudence & de la sagesse, de peur qu'ils ne se damnent dans cet état, ou qu'ils ne s'en servent pour autoriser les crimes qui peuvent les en avoir rendus indignes.

\* La seconde raison que M. Gerbais a sçu faire valoir dans le Traité Pacifique qu'il a donné sur ce sujet, est que parmi les Sacremens de la nouvelle alliance, il y en a qui, outre la qualité spirituelle, ont encore certains devoirs qui leur sont attachés; ce sont particulièrement les Sacremens qui ne sont pas seulement institués pour la sanctification des particuliers qui les reçoivent; mais encore pour le bien général & pour la perfection du corps de l'Eglise; tels sont l'Ordre & le Mariage. Ajoutons le Canon du Concile de Trente, sess. 24, can. 4. *Si quis dixerit Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta Matrimonium dirimentia, vel in iis constituendis errasse, anathema sit.*

A l'égard des Princes, ce pouvoir leur convient, parce que le contrat civil dont ils sont les maîtres, est le fondement & la

§ 1. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit nat. 101  
 base du contrat ecclésiastique ou sacrement, sans distinguer la forme des effets, Or étant directement maîtres de l'un, ils le sont aussi par conséquent de l'autre. C'est le raisonnement de Pierre de Soto, célèbre théologien, qui assisa de la part du Pape au Concile de Trente; *Traité de Matrim. Sect. 4*, où cet Auteur ajoute que les Princes par un mouvement de piété & par respect pour le Sacrement de Mariage, ont depuis long-tem s abandonné à l'Eglise, la disposition presque entière des empêchemens & des conditions du Mariage. Si l'Eglise, dit-il, est en droit de faire défenses aux Chrétiens de se marier dans de certaines circonstances, quoique cela ne leur soit pas défendu, ni par le Droit Divin, ni par le Droit civil ou naturel, le Droit civil pourroit aussi défendre les Mariages dans des occasions, où l'Eglise ne les défend pas; de sorte que si les Princes vouloient faire des Loix irritantes à ce sujet, les Evêques devroient les faire observer, parce que c'est le droit des Souverains; d'où il suit que quoique les Souverains se soient, dit-il, départis de ce droit par respect pour le Sacrement, on doit tenir la main dans l'Eglise à l'observance de ce que les Princes régient au sujet du Mariage, même dans le cas où cela ne regarde pas l'essentiel du Sacrement.

M. de Marca, M. de Launoy & M. Gerbais ont soutenu avec Soto, que les Princes ont droit d'établir des empêchemens dirimans pour les Mariages des Chrétiens qui sont leurs Sujets; & nous croyons, dit l'Auteur des Conférences de Paris, Liv. I, Conf. 2, que ce droit ne peut leur être contesté; est-il contestable en effet sur les exemples que le même Auteur rapporte des différens empêchemens que les Princes ont établis en divers temps & en divers pays? *Jurisprud. Can. verb. Empêchement, sect. 2*.

Les Conciles Provinciaux ont eu autrefois, mais n'ont plus le pouvoir, de faire des empêchemens, il en faut dire autant des Evêques; l'Eglise seule en Corps a ce pouvoir. C'est ce que l'Auteur cité des Conférences de Paris, Conf. 1, § 1, établit par des exemples. Le même Auteur, Conf. 3, § 1, 2, 3, prouve qu'une Coutume légitime peut établir des empêchemens dirimans de mariage, qu'elle les peut même abolir, pourvu qu'ils ne soient pas de Droit naturel & divin.

Pour résumer ce que nous venons de dire d'une manière ap-

pllicable à nos maximes ; il faut croire , comme les Auteurs cités , que l'Eglise & le Roi ont le pouvoir distinct & indépendant , d'établir des empêchemens dirimens de Mariage ; l'Eglise , à cause du Sacrement , le Roi à raison du contrat civil : que les Evêques ne peuvent pas établir de ces empêchemens , & que la Coutume le peut , puisque la plupart des empêchemens qui sont en vigueur ont été introduits par l'usage. Il faut croire aussi avec l'Auteur des Conférences de Paris , que l'Eglise tient ce pouvoir de Jesus-Christ & non des Souverains : surquoi il est nécessaire de rappeler ici ces deux régles , inviolablement observées en France , l'une que la Loi positive Ecclésiastique , ne peut pas donner atteinte à la Loi positive des Souverains , quand elle n'est point contraire à la Loi Naturelle ni à la Loi Divine , & l'autre que la discipline établie par la Loi positive Ecclésiastique , ne peut faire Loi dans un Etat , sans avoir été reçue & approuvée par la Loi des Souverains. Jusqu'à présent les deux Puissances se sont assez bien accordées sur cette matière , soit à cause de la piété de nos Rois , soit pour d'autres motifs également sages ; ce n'est que le Mariage des enfans de famille , contracté sans le consentement des peres & meres , qui ait un peu altéré ce concert , & donné lieu à une controverse peu connue avant le Concile de Trente , Mémoire du Clergé tom. X, p. 61 , où l'on voit qu'Alexandre III reconnoissoit des empêchemens dirimens dans les Eglises d'Italie , auxquels les autres Eglises n'avoient point d'égard , & qu'un Mariage reconnu à Rome pour légitime , pourroit être nul dans l'Eglise de France.

Nous réduirons à deux paragraphes tout ce que nous avons à dire sur tous les empêchemens dirimens , sans néanmoins nous astreindre à l'ordre dans lequel on les traite ordinairement.

### § I. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit naturel.

L'erreur, sur la  
personne forme  
un empêchement  
dirimant.

Le premier est l'erreur, *error*, quand elle tombe sur la personne même qu'on épouse , & qu'on a intention d'en épouser une autre. » Le Droit , dit l'Auteur des Conférences de Paris ,

T. II, p. 109, nous apprend que le consentement qui est requis par le Droit naturel, pour contracter valablement en quelque matière que ce soit, n'est autre chose que le sentiment ou l'accord de deux ou de plusieurs personnes qui conviennent ensemble d'une chose dont elles ont connoissance; *duorum plurimorum in idem placitum consensus*. Celui qui en contractant à l'extérieur, est surpris quant à la matière ou à la substance de la chose qui est l'objet de la convention, ne contracte pas dans son cœur & ne consent pas intérieurement à cette convention; parce qu'il prétend convenir d'une chose, & qu'on le fait convenir à l'extérieur par parole ou par écrit, d'une autre chose qui est bien éloignée de sa pensée; *Si de alia re Instit. lib. III, tit. 19 & 23, stipulator senserit, de alia promissor, nulla contrahitur obligatio*. Or quand quelqu'un en se mariant est trompé quant à la personne, on lui substitue une personne qu'il ne connoît pas, & qu'il ne prétend pas épouser, au lieu de celle qu'il connoît & qu'il croit épouser; par conséquent il n'y a point alors de Mariage, faute de connoissance & de consentement. » Telle fut l'erreur de Jacob dans le mariage qu'il contracta avec Lia, que Laban son pere avoit frauduleusement substitué à Rachel, & qui ne devint valide que par le nouveau consentement qu'il lui donna. Voici à ce sujet le raisonnement de S. Thomas, cité par le même Auteur, *ibid. p. 110. Matrimonium quod fuit inter Liam & Jacob non fuit perfectum ex ipso concubitu qui ex errore contigit, sed ex consensu qui post modum accessit. Error personæ de jure naturæ matrimonium impedit & effectum similiter. Consensus autem est causa matrimonii. Et ideo quod evacuat consensum, evacuat matrimonium. Consensus autem voluntatis est, qui præsupponit actum intellectus. Deficiente autem primo, necesse est defectum contingere in secundo. Et ideo quando error cognitionem impedit, sequitur etiam in ipso consensu defectus, & per consequens in matrimonio. Et sic error de jure naturali habet quod evacuet matrimonium*. La raison est, comme nous venons de le dire, que tout contrat demande essentiellement le consentement volontaire des parties. Or tous les Philosophes nous apprennent qu'il n'y a point de consentement volontaire, lorsque l'objet demeure inconnu quant à sa substance, d'où les Jurisconsultes concluent que la vente v. g. d'un lingot de cuivre faite à celui qui prétend acheter un lingot d'or, est absolument nulle :

c'est le fondement de l'Arrêt rendu à la fin du dernier siècle, en faveur de la veuve Granet, cité par l'Auteur des Conférences de Paris, tome II, livre 2, Conf. 1, § 1, elle avoit prouvé sa surprise, & qu'elle avoit cru épouser un autre homme que celui qui s'étoit présenté avec elle devant le Prêtre. Cet Auteur remarque judicieusement qu'on auroit jugé différemment si sa cohabitation avec cet homme eut duré long-temps, parce qu'on présume que l'erreur ayant été découverte, on a donné un nouveau consentement. Il n'en est pas de même quand l'erreur ne tombe que sur des qualités accidentelles à la personne, telles que sont les richesses, la vertu, la religion, parce qu'elle n'empêche pas de donner le consentement dans ce qui est essentiel, à moins qu'on ne le donne sous condition, & supposé qu'elle soit effectivement telle qu'on la pense. C'est sur ce principe que M. Habert, *de matrim.* cap. IX, § 2, *De errore*, pag. 816, dit avoir décidé, conjointement avec plusieurs autres Docteurs de la Maison de Sorbonne, contre l'avis de quelques Avocats, qu'un Mariage contracté par une fille de bonne maison avec un aventurier, qui l'avoit trompée en se disant homme riche & de qualité, quoiqu'il ne fut qu'un gueux & de la lie du peuple, étoit néanmoins valable: ces Avocats soutenoient que tout contrat dont l'erreur est cause, ne peut être regardé comme tel; mais il leur répondit avec raison, qu'en s'en tenant même aux Loix civiles, ce principe n'est pas toujours vrai, & que souvent l'erreur ne peut qu'autoriser les parties à en demander la résolution, ce qui n'a point lieu pour ceux qui sont indissolubles de leur nature, comme est celui-ci. Il peut pourtant arriver que l'erreur de la qualité emporte avec soi celle de la personne: cela se fait quand elle est désignée par son propre nom, ou par un certain titre qui lui est propre, ou qui la distingue de toute autre, par conséquent si une Princesse veut épouser Jacques fils aîné d'un tel Souverain, héritier présomptif de ses Etats; & qu'elle soit trompée par Philippe son cadet qui se dit être l'aîné, le Mariage sera nul, à moins que son intention ne tombe positivement sur celui qu'elle voit présent, tel qu'il puisse être; parce que cette qualité d'héritier présomptif d'un Royaume détermine tellement l'objet du consentement qu'il donne l'exclusion à tout autre. Il y a encore un cas où l'erreur sur la qualité rend le Mariage nul, c'est lorsqu'un homme contracte avec

Quelquefois  
l'erreur sur la qua-  
lité emporte celle  
de la personne.

*I. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit nat.* 105  
une femme qu'il croit, quoique faulſement, être ſa parente ou ſon alliée dans un degré défendu, parce qu'il n'eſt pas poſſible que dans cette perſuaſion il donne un conſentement ſincere & qu'il ait une intention ſérieuſe de ſe marier avec elle. Voyez chez Augeard, tome I, chap. XLII, l'Arrêt du 5 Juin 1703, qui a jugé que le déguiſement du nom de l'un des conjoints, la ſuppoſition d'un autre pere, la fauſſe allégation de la mort d'une mere encore vivante, ne ſont point des moyens ſuffiſans pour caſſer un Mariage, & priver de ſes avantages la partie innocente qui étoit dans la bonne foi lors de la célébration.

Le deuxième eſt la contrainte ou la violence *vis*, quand elle eſt abſolue, & qu'elle gêne tellement la volonté, qu'elle ne lui laiſſe ni choix ni délibération, il eſt viſible qu'elle empêche de Droit naturel la validité du Mariage, parce qu'elle eſt incompatible avec le conſentement qui forme le contrat: mais lorsqu'elle n'eſt que conditionnelle, & ſemblable à celle des tyrans qui menaçoient les Chrétiens des plus rigoureux ſupplices, s'ils reſuſoient d'adorer leurs Idoles, elle ne détruit pas entierement la liberté, puisqu'elle en laiſſe toujours aſſez à l'homme pour mériter ou pour démériter. Auſſi l'empêchement qu'elle cauſe n'eſt que de droit purement poſitif, ſuivant la plupart de nos Docteurs, du ſentiment deſquels Van-Eſpen s'écarte mal-à-propos, part. 2, tit. 13, cap. IX, N°. 10, quand il dit que les chapitres XIV, XV & XXVIII, du titre de *Sponſalibus*, n'établiſſent point un empêchement nouveau & ſuppoſent ſeulement celui qui vient de la nature même, laquelle exige une union réciproque des eſprits & des cœurs, à laquelle toute violence répugne. Sans entrer dans cette diſcuſſion, nous nous contenterons de dire que l'Egliſe, du moins depuis le temps d'Alexandre III Auteur de ces chapitres, met la violence au nombre des dirimens: *Cum locum non habent conſenſus*; y dit-il, *ubi coactio intercedit, neceſſe eſt ut ubi aſſenſus cujuſdam requiritur, coactionis materia repellatur: matrimonium autem ſolo conſenſu contrahitur, & ubi de ipſo quæritur, plena debet ſecuritate ille gaudere cujus animus eſt indagandus, ne per timorem dicat ſibi placere quod odit, & ſequatur exitus qui de inviſiſ ſolet nuptiis provenire.*

L'Egliſe exige avec raiſon une pleine & entiere liberté dans un engagement qui étant indiſſoluble, doit durer autant que la vie, & dont les ſuites ne peuvent manquer d'être très-fu-

*Tome IV. II. Partie.*

O

La contrainte  
ou la violence le  
forme de même.

Cet empêchement est ordinairement de droit l'usément positif.

nestes, quand la crainte en a été le principe. C'est, comme nous l'avons dit ailleurs, la raison qui lui fait rejeter celui de la profession religieuse qui n'est pas entièrement libre. Ce que nous disons de la violence doit également se dire des menaces quand elles sont graves & capables d'ébranler un esprit solide, en lui faisant appréhender, soit pour sa personne, soit pour celles qui le touchent de près, un mal considérable, tel que la mort, la perte de sa liberté ou de son bien ; mais si elles ne sont que légères, ou si elles viennent d'une personne incapable de les exécuter, on ne doit point y avoir d'égard. Pour faire un juste discernement des uns & des autres, il faut donner beaucoup d'attention au sexe, à l'âge, au caractère d'esprit & autres semblables circonstances ; parce que ce qui paroît aux uns un mal léger, est souvent envisagé par les autres comme un grand mal. Dans le doute, si le Mariage est déjà contracté, il faut présumer en sa faveur, & ne pas croire aisément la partie qui se plaint d'avoir été forcée, puisque quand elle s'est présentée devant le Prêtre pour le célébrer, & qu'il lui a demandé, comme on le fait toujours : *Est-ce de votre bon gré que vous vous présentez ici pour contracter Mariage* &c elle a répondu qu'oui : mais s'il ne l'est pas encore, la présomption doit être en faveur de celui qu'on veut engager par crainte.

Il faut que la crainte vienne d'une cause étrangère.

Il faut de plus pour rendre le Mariage nul, qu'elle ait été imprimée injustement par une cause libre, étrangère, & dans la vue d'y parvenir : d'où il s'ensuit qu'il n'y a point de nullité à craindre quand il a été contracté par un homme affligé d'une maladie à laquelle il a cru ne pouvoir remédier qu'en se mariant, ou qui étant mis en prison par son Créancier afin d'en être payé, lui demande sa fille en mariage pour procurer sa liberté ; ou qui ayant abusé une fille sous promesse de Mariage, est menacé de mort par le Juge s'il ne répare pas son honneur en l'épousant. Il n'en seroit pas de même si ses parens, au lieu de recourir à la Justice, vouloient eux-mêmes l'y forcer ou par menaces ou par voie de fait, parce que n'étant pas permises aux particuliers, la crainte seroit visiblement injuste. Encore ne souffre-t-on plus en France que les Juges forcent les coupables, & leur laissent l'alternative ou du mariage ou de la mort. Louis XV le leur a défendu par sa Déclaration du 22 Novembre 1730, qu'on peut voir dans notre recueil, où il traite cet usage

Ordonnance de Louis XV contre les Mariages forcés.



*I. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit nat.* 107  
 comme un abus du Sacrement, par le lien duquel on veut unir  
 deux criminels malgré qu'ils en ayent : elle n'a rien de contraire  
 à celle du 15 Juillet 1697, par laquelle il veut qu'ils obligent  
 ceux qui se sont mariés devant d'autres que leurs propres Curés,  
 à faire réhabiliter leurs mariages, parce que cette obligation  
 n'est que conditionnelle, & suppose qu'ils ne veulent pas se  
 séparer. Le Clergé, dans son Assemblée de 1745, a supplié Sa  
 Majesté d'adresser la première, qui ne l'avoit été qu'au seul  
 Parlement de Bretagne, à tous ceux de son Royaume, pour  
 remédier sur-tout à l'abus dont l'usage dans quelques-uns est  
 de faire célébrer ces Mariages, souvent par d'autres Prê-  
 tres que par les propres Curés des parties, sans publications  
 de Bans, & dans des temps défendus par l'Eglise, ce qui n'est  
 pas moins opposé aux Ordonnances du Royaume qu'à la dispo-  
 sition des saints Canons. Dans le cas même du Débiteur dont  
 on vient de parler & autre de quelque espece qu'il soit, il n'est  
 point du tout à propos de les célébrer en prison ; & M. le Car-  
 dinal le Camus en a fait avec raison une défense très-expresse  
 à ses Curés, au titre 6 de ses Ordonnances, art. IX, N°. 6.  
 La crainte reverentielle ou respectueuse qui fait consentir un  
 enfant, par pure appréhension de déplaire à son pere ou à sa  
 mere, & de les chagriner, est regardée comme légère, & ne  
 cause par conséquent point de nullité, pourvu qu'on n'ait  
 point employé contre lui des menaces sérieuses ou de mauvais  
 traitemens, par lesquels on comprend les paroles dures & of-  
 fensantes, les regards d'indignation & de colere, sur-tout quand  
 ils durent longtemps, parce qu'ils deviennent capables d'épuiser  
 la patience, ou du moins de l'ébranler fortement. Il faut juger de  
 même des prières importunes, lorsqu'elles sont continuelles &  
 accompagnées de vaines instances, attendu qu'elles ne gênent  
 pas moins la liberté que de fortes menaces ; tout le monde sçait  
 l'impression que celles de Dalila firent sur l'esprit & le cœur de  
 Samson.

La crainte ré-  
 vérencielle n'ôte  
 pas la liberté.

Nous ne devons pas omettre ici qu'on n'admet pas dans le  
 for extérieur & devant les Tribunaux, toutes les personnes  
 mariées à faire preuve de la violence qu'elles prétendent avoir  
 souffert ; ce seroit ouvrir la porte aux divorces & troubler la  
 paix des ménages. La consommation à laquelle elles ont con-  
 senti, doit faire présumer, dit Alexandre III, *auschap. Pro-*  
*posuis I de conjugio servorum*, qu'elles ont réhabilité leur Ma-

On n'admet pas à la preuve de la violence ceux qui ont demeuré longtemps ensemble.

riage en lui donnant un nouveau consentement ; & Clement III, au chap. IV, *Insuper*, tit. 18. *qui matrimonium*, &c. en dit autant, lorsqu'ils ont demeuré longtemps ensemble sans réclamer, & le même Clement III, au chap. XXI du tit. *de Sponsalibus*, ne veut pas qu'on écoute une femme qui prétendoit s'être mariée malgré elle, parce qu'elle avoit demeuré avec son prétendu mari pendant un an & demi sans se plaindre, & que *tanti temporis mora hujusmodi probationem excludit*. Brillon néanmoins, dans son Dictionnaire au mot *Mariage*, rapporte un Arrêt du Parlement de Rennes, qui a confirmé la Sentence de l'Official du Diocèse, par laquelle il déclaroit nul le mariage d'une femme qui vivoit depuis sept ans avec son mari ; mais il y a apparence qu'elle n'avoit pas eu la liberté de se plaindre : c'est le cas de Marguerite de Valois, première épouse du Roi Henri IV, qui en fut séparée après vingt-sept années de Mariage. Cela n'empêche pourtant pas sa nullité de subsister dans le for intérieur, jusqu'à ce que la partie forcée ait donné un nouveau consentement libre & non erroné ; car si elle ne le donne que dans la fausse persuasion qu'il a été valide nonobstant la violence, il ne serviroit pas plus que le premier, ainsi que nous le dirons ailleurs : nous ne nous arrêtons point à montrer que le consentement requis au Mariage doit être manifesté à l'extérieur par paroles de présent quand cela se peut ; qu'un Curé ne doit jamais se contenter de signes, & encore moins du silence des parties ; à moins qu'elles ne soient muettes, quoique le Droit Canonique le juge suffisant dans certains cas, sur-tout lorsque les peres & les meres y suppléent par une déclaration bien expresse, & qu'il doit le faire exprimer sans aucune équivoque & sans aucune restriction ou condition, en se servant des termes prescrits par son Rituel ; c'est de quoi il ne peut se dispenser sans une permission très-positive de son Evêque, comme nous l'avons remarqué à l'article des Fiançailles. Nous avons, sur le Mariage des muets & des sourds de naissance, une Décrétale d'Innocent III, qui est la vingt-troisième du titre *de Sponsalibus*, où il décide expressément que *si tales velint contrahere, ipsi non potest nec debet denegari*.

Les muets & les sourds peuvent donner leur consentement.

La démence ou folie.

Le troisième est la démence, *amens*. Il n'y a point de difficulté pour celle qui est totale, & qui ne laisse aucun usage de la raison sans laquelle il est impossible de contracter. Il n'y en a point non plus pour l'insensé qui a de bons intervalles, & qui se marie

pendant qu'ils durent, quoiqu'on doive faire tout ce qu'on peut pour l'en détourner, à cause des suites fâcheuses qu'un tel Mariage pourroit avoir, sur-tout par rapport à l'éducation des enfans. La question est seulement de sçavoir, si en cas d'appel comme d'abus la présomption seroit pour le Curé qui l'auroit célébré, si on l'obligeroit à prouver qu'il avoit alors l'usage de la raison libre? Le nouveau Commentateur de Fevret rapporte, Liv. V, chap. III, lettr. K, un Arrêt rendu à la Tournelle, sur les conclusions de M. l'Avocat Général le Nain, qui lui est favorable. Il s'agissoit du Mariage du Sieur Villegor, Gentilhomme demeurant à Vernon, qui avoit donné des marques de folie & même de fureur si éclatantes, que le Parlement de Rouen avoit ordonné à ses parens de le renfermer: s'étant marié quelque temps après, sa famille en appella comme d'abus, mais elle n'y réussit pas, & la Cour s'en rapporta à l'attestation du Curé & des témoins auxquels il avoit paru sain d'esprit durant la célébration. Fevret dans cet endroit va plus loin, & dit qu'un Curé peut marier des imbécilles d'esprit, nonobstant les défenses obtenues par les familles, quoiqu'elles lui aient été signifiées, ce que nous aurions peine à approuver; car, quoiqu'elles s'obtiennent quelquefois sans connoissance suffisante de cause, & sur la simple Requête des parties; ce n'est pas à lui à en juger, & il doit attendre qu'elles soient levées, comme nous l'avons dit ci-dessus, au sujet des oppositions faites aux Fiançailles & à la publication des Bans.

L'impuissance.

Le quatrième est l'impuissance, *Impos.* « L'impuissance, ajoute  
 » l'Auteur des Conférences de Paris, Tom. III, p. 122, est un em-  
 » pêchement dirimant établi par le Droit naturel; c'est, ajoute-t-il,  
 » la décision de Saint Thomas, parce que l'impuissance met la per-  
 » sonne qui en est atteinte hors d'état de remplir les devoirs aux-  
 » quels elle s'est engagée en se mariant. Les Canons en effet ont dé-  
 » claré nuls les Mariages des impuissans. Saint Gregoire le Grand  
 » 33 q. 1, Can. *Quod autem*, l'a décidé dès le sixième siècle.  
 » Gregoire I, Can. *Requisisti*, *ibid.* en a fait de même dans le  
 » septième; le Concile de Compiègne, *Si quis*, *ibid.* & Hincmar,  
 » *Si per sortiarias*, *ibid.* ont suivi les décisions de ces deux Papes  
 » dans le neuvième siècle, & ç'a toujours été depuis la discipline  
 » de l'Eglise, de déclarer que le Mariage des impuissans n'étoit  
 » pas légitime. Cependant avant ces deux Papes on ne voit au-  
 » cun Canon Ecclésiastique ni aucune Décrétale qui parle de la

» dissolution des Mariages pour cause d'impuissance ; mais cela  
 » n'empêche pas que dans tous les âges de l'Eglise on n'ait re-  
 » gardé l'impuissance comme un empêchement dirimant. »

Le Mariage cependant se dissout, si par charme appelé *noyement d'éguillestes*, les mariés ne se peuvent pas rendre les devoirs maritaux, & qu'il dure après qu'ils auront fait prières & pénitence, Papon, *not. 3, liv. IV, tit. du Donaire*, suivant le chap. *Si per Sortiarias 4, caus. 33, quest. 1*, en sorte que bien que s'étant remariés avec d'autres, ils rendent les devoirs maritaux à leurs seconds conjoints, ils ne sont pas obligés de retourner avec les premiers, *Diff. Can. Si per Sortiarias*. Car ce charme ne rendant l'homme impuissant qu'envers cette femme, on ne peut pas dire qu'ils aient eu mauvaise foi en se séparant, mais afin que tel sortilege puisse dissoudre le Mariage, il faut qu'il ait duré trois ans ; car auparavant ledit temps, le Mariage ne peut pas être dissous, Papon, *ditto loco*, suivant la Nouvelle 22, *cap. Per occasionem 6, Novel. 117, cap. Prædittis 12, & authent. sed hodie, Cod. de repud. contre la Loi, in causis 10, Cod. eod.* par laquelle le Mariage étoit dissous, bien que tel sortilege n'eût duré que deux ans ; car on a vu des hommes qui ayant été impuissans plus de deux ans, ont après été trouvés habiles à la génération, *Diff. cap. 6.*

Quoique les mariés soient d'accord que l'un d'eux est impuissant, toutefois le Mariage subsiste, si l'impuissance n'est véritable, *can. Requisisti 2, caus. 33, quest. 1, & cap. Laudabilem 5, extr. de Frigid. & Malef.* en sorte que bien que le Mariage ait été déclaré nul, & que lesdits mariés se soient remariés ailleurs, toutefois si depuis, celui qu'on disoit être impuissant, a rendu preuve de sa puissance, les premiers mariés doivent retourner ensemble, comme il a été dit ci-dessus. Ce contrat ne se dissout pas par les moyens qui résolvent les autres contrats, parce que les mariés ne s'obligent pas seulement l'un envers l'autre (comme il se fait des autres contrats) mais aussi ils s'obligent à Dieu, qui ayant reçu leur consentement, les a lié par un nœud indissoluble, ne voulant pas que l'homme puisse séparer ce qu'il a conjoint, comme il est dit en S. Matthieu, *chap. 19* depuis le verset 3 jusqu'au 12, & ce fut une des raisons pour lesquelles, après avoir formé Eve, il voulut lui-même l'amener à Adam, *Genes. chap. II, vers. 22*, afin de recevoir le consentement de l'un & de l'autre en leur Mariage & conjonction légitime. :

Il y a une impuissance perpétuelle qui ne peut se lever sans miracle, telle que celle des Eunuques, ou du moins sans un péril évident de mort; & une impuissance passagère à laquelle on peut remédier par des secours naturels ou surnaturels lorsqu'elle vient de maléfice, comme nous venons de le remarquer. La première se divise encore en absolue & relative, sur quoi on peut consulter Sanchez, Liv. VII, disputat. 93, où il traite la matière très amplement. On n'en conteste point la connoissance parmi nous au Juge Ecclésiastique, quand il s'agit de la dissolution du Mariage entre les parties. L'Auteur des Conférences de Paris remarque cependant, Tome III, page 124, que Hincmar ayant été prié de vider un différend survenu sur ce sujet entre deux époux, cet Archevêque de Reims, & plusieurs autres assemblés avec lui, en renvoyèrent la connoissance aux Comtes & Conseillers d'Etat de Louis le Débonnaire. Il paroît donc clairement que même dans le neuvième siècle l'Eglise ne connoissoit pas encore de cette matière; & plutôt à Dieu qu'elle n'en eût jamais connu, on n'auroit jamais entendu parler du *Congrès*, si contraire à la modestie, & qui a été heureusement aboli par un Arrêt de Règlement du 18 Février 1677, qui fera éternellement honneur au Parlement de Paris, & à l'illustre Magistrat, sur les conclusions duquel il a été rendu, & que l'on trouve inferé dans le premier Tome du Journal du Palais. Qui pourroit penser que des Ministres de l'Autel qui se nourrissent tous les jours du Dieu de sainteté & de pureté, eussent pu ordonner une épreuve aussi incertaine en elle-même qu'elle est honteuse: épreuve capable de déconcerter des monstres d'impudicité, & qui couvrira d'une honte éternelle ceux qui ont osé l'établir dans le sein du Christianisme?

On rapporte ordinairement à cet empêchement, celui des impubères, quoiqu'à parler exactement, le Droit positif y ait plus de part que le naturel, parce que, comme le remarquent Navarre, Sylvius & la plupart de nos Théologiens, il n'empêche point ceux qui ont assez de raison pour connoître les engagements qu'ils prennent, à s'obliger de les exécuter, non pas à la vérité dans le tems présent, mais aussitôt qu'ils le pourront, surtout lorsque le délai n'est pas long. Le tems de la puberté, & par conséquent celui où on peut se marier, se régloit autrefois sur la constitution ou le temperament du corps; mais parce qu'elle est assez souvent plus forte dans les uns que dans les autres, les

Loix Civiles & Canoniques que nous lisons au Livre II des Instit. tit. 12, & aux chapitres *Puberes, tunc nos attestations*, tit. de *desponsat. impuber.* l'ont fixé à quatorze ans accomplis pour les garçons, & douze pareillement accomplis pour les filles, voulant qu'on casse les Mariages qui seront contractés plutôt. On peut voir chez Fevret, Liv. V, chap. I, N°. 6, Bouchel & Dufresne, les Arrêts de 1586, 1598, 1604, 1620, & 1 Mars 1663 qui s'y sont conformés; le dernier a déclaré qu'il n'y avoit point d'abus dans une Sentence de l'Official de Laon, par laquelle il étoit enjoint à des impuberes de se séparer, sauf à se pourvoir comme bon leur semblera, lorsqu'ils auront atteint l'âge requis. Au reste il faut bien remarquer avec le sçavant Auteur des Conférences d'Angers, Tome III, page 48, 49, que leur nullité n'étant fondée que sur une présomption de droit, tombe, & qu'on ne doit y avoir aucun égard, lorsque le contraire est contesté par des faits certains, que la femme, par exemple, est devenue grosse. Il se fonde sur le chap. *De illis* au même titre, où le Pape reconnoît que le défaut de l'âge est quelquefois suppléé par la force du corps, & sur l'Arrêt du 24 Janvier 1624, qui adjugea à Cathérine Gautier son douaire & ses conventions matrimoniales, contre les hoirs de Pierre le Comte, quoiqu'elle l'eût épousé n'étant âgée que d'onze ans & quatre mois, parce qu'elle prouva que leur Mariage avoit été effectivement consommé pendant l'espace de quatre mois qu'ils avoient vécu ensemble. Dans le doute, *an robur suppleat etatem*, il faut recourir à la dispense qui n'est point réservée au Pape, ainsi que Navarre en convient, Consil. Obj. 4, tit. de *Desponsat. Impuber.* Si nous en croyons Fevret, tit. 5, chap. I, N°. 6. Ce fût de l'Archevêque de Tours que Charles VII la prit le 13 Juillet 1436, pour son fils Louis XI, qui n'avoit pas encore quatorze ans accomplis lorsqu'il le maria à Marguerite, fille du Roi d'Ecosse, laquelle n'étoit que dans le cours de sa douzième. Le même Navarre & Dominique Soto, avancent aussi qu'il y a des vieillards si épuisés par le grand âge, qu'ils en deviennent véritablement impuissans, & par conséquent incapables de se marier; mais ce sentiment est combattu, tant par Saint Thomas, in 4. distinct. 34, quest. I, art. 2, que par Saint Antonin, part. 3, tit. 1, cap. 12, parce que s'ils sont *naturaliter calore destituti, opera tamen Medicorum potest eis aliquantulum subveniri*. Il est d'ailleurs opposé à l'usage, à la pratique générale de l'Eglise, qui ne refuse jamais ce Sacrement à

Le défaut d'âge  
la cause.

La vieillesse n'est  
point empêchement  
disimant.

ses

§ 1. Des empêchemens qui diriment le Mariage de Droit nat. 113  
ses enfans dans quelque âge qu'ils soient.

Le cinquième est le lien d'un précédent mariage qui subsiste encore , parce que la polygamie blesse la Loi naturelle dans l'homme qui a plusieurs femmes à la fois , non pas à la vérité quant à ses premiers principes , ni dans la fin principale du mariage , qui est la procréation des enfans ; mais dans les autres , telles que leur bonne éducation , la paix & la tranquillité des familles qu'elle ne manque jamais de troubler. Il est vrai que Dieu en a dispensé les Patriarches depuis le déluge , afin de multiplier son peuple & le genre humain . presque totalement éteint dans ses eaux ; non par écrit ni par quelqu'autre marque sensible de sa volonté , mais par une inspiration secrète qu'Abraham , Jacob & les autres suivirent sans scrupule. Genes. 16 , 29 , 30 , &c. & que Moïse suppose nettement dans le chap. 21 , 15 , du Deuteronome. *Si habuerit homo uxores duas* , &c. Au reste de quelque manière qu'il l'ait fait , il est certain que cette permission a été révoquée par J. C. Matth. 19 , v. 5 , où il rappelle le Mariage à son état primitif , & tel qu'il avoit été depuis Adam jusqu'aux enfans de Noë ; c'est-à-dire , durant l'espace de près de 1600 ans , pendant lesquels la Loi de la Monogamie a été observée sans aucune infraction , si ce n'est de la part de Lamech que tous les SS. Peres ont blâmé & repris comme un transgresseur de la Loi naturelle. Plusieurs Théologiens , & entr'autres Sylvius , in 3 part. S. Thom. *quest. 65, quest. 2* , estiment que Dieu ne l'avoit pas bornée aux seuls Juifs , & l'avoit étendue aux infidèles même. Il étoit en effet bien difficile que du moins les enfans d'Ismaël & d'Esau , par exemple , qui abandonnerent son culte , ne se crussent pas permis ce qu'ils avoient vu pratiquer par leurs ancêtres , ce qu'Esther avoit fait par le conseil de son oncle Mardochée , si vertueux & si fidèle serviteur de Dieu , en épousant Assuerus , quoique le lien de son Mariage avec la Reine Vasthi ne fut pas rompu par son divorce , & qu'il eut , selon les apparences , plusieurs autres femmes. On peut encore aussi excuser de péché les autres infidèles , qui depuis la venue de J. C. ont pris la même liberté , n'ayant eu aucune connoissance de son Evangile , mais leurs seconds mariages n'en sont pas moins nuls , puisque les Loix irritantes opèrent également contre ceux qui les ignorent & qui les connoissent , ainsi que nous l'avons dit ailleurs , & que celle dont nous parlons est certainement du nombre. On a donc raison

Tome IV. II. Partie.

P

d'obliger ceux qui veulent embrasser la Religion Chrétienne, à s'attacher uniquement à leurs premières épouses, & à se séparer des autres. Il n'y a plus de difficulté sur ce point par rapport aux Juifs auxquels l'Evangile a été suffisamment notifié ; aussi Théodose leur interdit expressément la polygamie par une Loi insérée par Justinien dans son Code, Lib. I, tit. 9, Leg. 7. Nous ne nous arrêtons pas à réfuter Socrate l'historien, qui dit que Valentinien peu auparavant en avoit porté une, qui la permettoit à tout le monde en général, & qu'il avoit été des premiers à la mettre en exécution ; car non-seulement elle ne paroît nulle part, mais encore cet Auteur est le seul qui en parle. On peut lui opposer l'autorité d'Ammien Marcellin, qui tout Païen qu'il étoit, assure que la réputation de ce Prince en matière de chasteté, ne fut jamais flétrie par aucune faute, & celle de Zosime qui dément nettement ce second mariage, en disant que Justine, qui, selon Socrate, fut la seconde femme, n'avoit point encore été mariée lorsque Magnence l'épousa, ce qui arriva quelque tems après que Valentinien fut mort. Nous ne parlons point non plus du Mariage qu'une femme contracteroit avec plusieurs maris. Personne n'ignore que la Polygamie de cette espece a toujours été défendue, comme contraire à la première fin du Mariage aussi bien qu'aux autres, attendu que les femmes qui s'abandonnent à plusieurs hommes, n'en ont communément aucuns enfans.

Peines de la polygamie.

On punissoit autrefois chez les Romains du supplice capital les Polygames de l'un & l'autre sexe, comme nous l'apprenons de l'Authentique *Hodie*, qui veut qu'on les traite comme les adultères. C'est encore, ( dit Fevret, Liv. V, chap. 3, N°. 13 ) la peine qu'on leur inflige dans quelques Parlemens du Royaume qui suivent le Droit Ecrit, quand leur crime est volontaire & bien constaté, à cause de l'impiété & du sacrilège qu'il renferme. Celui de Paris les traite avec moins de rigueur, & par un de ses Arrêts du 12 Janvier 1713, il se contenta d'en condamner un aux galères, après l'avoir fait attacher au carcan avec des quenouilles entre les mains. Sa mauvaise foi parut en ce que se mariant à une seconde femme, il ne s'étoit point dit veuf, & n'avoit point produit de certificat qui attestât la mort de la première. Un Curé ne seroit pas non plus excusable s'il ne s'en faisoit rapporter un bien authentique, quand un homme ou une femme veufs demandent à se remarier, ou s'ils ne don-



noient pas des preuves certaines de la mort de leur conjoint, *Ut nullus amodo ad secundas nuptias migrare presumat, donec ei constet quod ab hac vitâ migraverit conjux ejus*, (dit Alexandre III au chap. 2, de *secundis nuptiis* & *in præsentia*, de *Sponsalibus*) *donec certum nuntium recipiant de morte virorum . . . donec constet quod ab hac vitâ migravit vir ejus*. La Loi *Uxores* § de *divoritiis*, le permettoit à la vérité après une absence de cinq ans, jointe au bruit public; mais elle a été corrigée par l'Authentique qu'on vient de citer, où l'Empereur parlant des femmes des soldats, leur défend de se remarier à d'autres, jusqu'à ce qu'elles aient rapporté un certificat de leur Capitaine, qui atteste avec serment la mort de leurs maris, & ce, sous peine de mort. L'absence donc de l'un des conjoints, quelque longue qu'elle soit, n'autorise point l'autre à se remarier, & il faut qu'il vive dans le célibat ou la continence tout le reste de ses jours; *quantocumque annorum numero, ita remaneant*, dit le chap. *in præsentia*, parce que dans l'incertitude où il est, il s'exposeroit au danger de tomber dans l'adultère qu'il évite en prenant le parti le plus sûr. Il en faut dire autant du bruit commun, quelque général & quelqu'ancien qu'il puisse être, parce qu'il se trouve souvent faux, & toujours insuffisant pour former cette connoissance certaine que le Droit demande. On voit chez Brillon & Henris, Tom. I, Liv. IV, chap. 6, les Arrêts des Parlemens, tant de Dijon que de Paris, qui se sont conformés à ce principe; le premier ordonne à une femme remariée après vingt ans d'absence de son premier mari, d'habiter avec le second, jusqu'à ce que l'Official ait prononcé sur son état; nous l'avons déjà cité une fois: le deuxième, qui est du 15 Mars 1674, fut obtenu par Jean Maillard, & déclara abusif le Mariage que sa femme avoit contracté avec un homme de condition, le croyant mort après quarante-trois années d'absence: le troisième rendu par forme de règlement, *fait défenses à tous Curés ou Prêtres de passer outre à la célébration du Mariage de personnes qui se diront en viduité, sans avoir un certificat signé des Curés & Juges des lieux en bonne & due forme, que le mari ou la femme de ceux qui se présentent pour être mariés, sont décédés, sinon que lesdits Curés ou Prêtres aient certaine connoissance audit décès dont ils demeureront responsables*.

La preuve la plus régulière & la plus conforme à l'Ordonnance de 1667, tit. 20, art. 7, est l'extrait des Registres de

Celui ou celle  
qui veut se marier,  
doit apporter des  
preuves certaines  
de sa liberté.

Les extraits des  
registres d'inhu-  
mation doivent  
être légalisés,

116 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*

L'Eglise où le défunt a été inhumé, délivré conforme à la minute par le Curé ou autre Ecclésiastique dépositaire d'icelle, ou par le Greffier du Siège Royal, auquel il est tenu d'en remettre un double. Quand il vient d'un Diocèse étranger, il faut qu'il soit légalisé, c'est-à-dire, que la signature du Curé soit certifiée véritable, par une personne qui lui soit supérieure & titrée, telle qu'est l'Evêque ou son Vicaire Général, lequel déclare que foi peut lui être ajoutée tant en Justice qu'ailleurs, & qui y fait apposer son sceau. Il est aussi d'usage de recourir pour cet effet au Juge Royal des lieux, & nous avons peine à croire qu'il excède le pouvoir d'un Official ou de son Vicegerent, ni même celui d'un Maire de Ville, en l'absence du Juge ordinaire, attendu que les uns & les autres sont personnes publiques & constituées dans une espèce de dignité. Il est de plus très-à-propos pour éviter les fraudes qui sont assez fréquentes en cette matière, que le Curé auquel on présente la légalisation de l'Evêque, la fasse vérifier par le sien propre, qu'on présume connoître mieux que lui la signature & le sceau de ses collègues. En cas que les Registres de l'Eglise soient perdus, ou qu'on ait omis d'y insérer l'acte d'inhumation, le certificat du Curé par qui elle a été faite, joint à celui de quelques personnes qui y ont assisté, peut & doit suffire : il en faut dire autant de l'acte de célébration du mariage, ainsi que la Cour-l'a déclaré par son Arrêt du mois d'Août 1662, qu'on lit au Journal des Audiences. S'il s'agit de soldats tués dans un combat de terre ou de mer, on se contente pareillement de celui de leur Capitaine, & à son défaut du Major ou de quelque Officier quelque subalterne, soit de la Compagnie, soit du Régiment, légalisé aussi par le Colonel ou l'Intendant de l'Armée, & muni de son sceau. Au reste ce défaut de légalisation n'est pas regardé comme essentiel, ainsi que nous l'apprenons de l'Arrêt du 13 Juin 1656, qu'on voit au Journal des Audiences, qui a réputé une femme de bonne foi, laquelle s'étoit remariée sur le certificat de la mort de son premier mari, donné par son Capitaine sur une simple feuille volante, sans légalisation de personne, & sans déclaration même du lieu où il avoit été écrit. Ceux des Aumôniers tant du Régiment que de l'Hôpital où on les porte en maladie, sont également foi. Il y a eu autrefois de la difficulté pour les criminels que la Justice fait exécuter à mort, mais Louis XV y a pourvu par l'art. XIII de sa Déclaration de 1736 qu'on peut consulter.

Lorsqu'une veuve ne peut rapporter ni extrait ni certificat, tel qu'on vient de le marquer, il faut qu'elle présente une Requête à l'Official, qui entendra dans une enquête juridique des témoins, de la qualité requise par l'Ordonnance, au nombre du moins de deux, où s'ils déposent comme bien assurés de la mort de son mari, il la déclarera libre par sa Sentence qui équivaldra à un extrait mortuaire. Sanchez, Liv. II, disp. 40, donne à entendre que l'usage de s'adresser dans ce cas au Juge d'Eglise est général; il paroît aussi que c'est celui de tout le Royaume. La question est de sçavoir, 1<sup>o</sup>. Si la déposition d'un seul peut faire une preuve absolument suffisante, cet Auteur estime qu'oui, quand le décès est arrivé dans des pays très-éloignés, & qu'il est moralement impossible ou du moins extrêmement difficile d'en avoir davantage: mais Ducasse, Tom. II, page 97, ne s'en contente pas, attendu que le témoignage d'une seule personne ne suffit pas pour faire une preuve complète, à moins qu'il ne soit appuyé de fortes conjectures, qu'il atteste, par exemple, l'avoir vu mourir dans une occasion très-perilleuse, d'où presque personne n'a échappé, & qu'après avoir fait beaucoup de recherches, on n'ait pu apprendre ce qu'il est devenu. 2<sup>o</sup>. Quel égard on doit avoir à un extrait ou certificat dans lequel le nom & le surnom du défunt ne sont point marqués, parce qu'on l'a trouvé mort subitement sur un chemin, ou assassiné dans un bois; à quoi il est aisé de répondre, qu'on ne doit y en avoir aucun, à moins qu'il ne soit désigné par des traits qui le fassent connoître d'une manière certaine. Ce dont tous les Docteurs conviennent, c'est que si après avoir pris toutes ces précautions elle vient à se remarier, & qu'ensuite son premier mari paroisse, elle doit retourner chez lui, & que si elle a des raisons solides de douter de sa mort, elle peut à la vérité rendre le devoir au second qui est dans la bonne foi, mais non pas le lui demander. Bonacina à la vérité lui permet l'un & l'autre, mais sa décision est trop relâchée sur ce point comme sur beaucoup d'autres, & ne doit pas être suivie dans la pratique. Comme celle qui néglige de prendre ses précautions en se remarquant, est censée l'avoir fait de mauvaise foi, on n'hésite pas à déclarer illégitimes les enfans provenus de son second mariage; c'est le fondement de l'Arrêt du 1<sup>er</sup> Mars 1674, qu'on lit au Tome V des Mémoires du Clergé, contre le Sieur de la Boissière, dont la mere avoit d'abord épousé Jean Maillard, dont

La déposition  
d'un seul témoin  
peut-elle faire  
preuve en cette  
matière.

Les enfans du  
second mariage  
d'une veuve qui  
n'a pas pris les  
précautions sont  
illégitimes.

on vient de parler, & s'étoit ensuite remariée sur un certificat équivoque de sa mort, au pere de celui-ci. Les Loix Romaines déclaroient autrefois infâmes la veuve qui convoloit à de secondes nœces dans l'an de son deuil, & encore aujourd'hui on la prive des avantages que lui a fait son premier mari, dans les Provinces qui se régissent par le Droit Ecrit, mais on ne l'inquiète point dans les pays appelés Coutumiers, à moins que sa précipitation ne soit extraordinaire, telle que fut celle de la nommée M. . . . G. . . . qui s'étoit remariée trois jours après la mort de son mari, arrivée subitement, pourquoi le Parlement de Paris la condamna à l'amende, en adjugeant néanmoins au second l'enfant dont elle accoucha huit mois vingt-cinq jours après. Il n'y a pourtant point de doute que dans le for intérieur un Confesseur ne doive lui refuser l'absolution, quand elle convient être enceinte du premier, à cause du tort qu'elle fait aux héritiers du second. Quoique le Droit Canonique au chap. *Saper illà*, tit. *de secundis nuptiis*, ait totalement levé l'infamie attachée aux secondes nœces de quelques especes qu'elles soient, l'Ordonnance de Blois, art. 182, ne laisse pas de punir les veuves de qualité qui se marient à leurs domestiques & autres personnes indignes de leur rang, quand elles ont des enfans du premier lit, mais en leur ôtant seulement la liberté de les avantager par aucune donation, qu'elle déclare de nulle valeur.

Une veuve peut-elle se remarier dans l'an de sa veuvedé ?

## § II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif.

La condition servile.

1°. Le premier est l'esclavage ou la condition servile, quand elle est ignorée par la partie libre. *Si confiterit*, (dit le chap. IV, du tit. *de conjugio servorum*), *quod miles contraxit ignoranter cum ancillà ita quod postquam intellexit conditionem ipsius nec facto nec verbo consenserit in eandem, contrahendi cum alià liberam ipsi concedimus facultatem*. Quelques-uns ont cru qu'il étoit comme les précédens, de Droit naturel, mais il est visible qu'ils se trompent, puisque l'erreur sur d'autres qualités non moins intéressantes que celle-ci, n'annule pas le Mariage. Tous les Docteurs conviennent aussi que la servitude ne l'annule pas par elle-même, & que deux esclaves peuvent se marier valablement, soit qu'ils connoissent, soit qu'ils ignorent la condition l'un de l'autre. Sanchez prétend pourtant, Lib. VII, disput. 19, N°. 4, qu'il

n'en est pas de même quand l'un des deux est sur le point d'être affranchi, parce que le peu est compté pour rien, & qu'il est déjà censé l'être. Il soutient de plus, disput. 20, N°. 1, que quand c'est le maître qui donne son esclave en mariage à un homme libre qui ignore son état, il est bon & doit subsister, parce qu'il l'affranchit par ce moyen, comme il est dit dans l'Auth. *Ad hoc*, cod. de libertate. Nous n'insistons pas sur cet empêchement qui n'a plus lieu parmi nous, comme nous l'avons dit en parlant des irrégularités. Il pourroit y avoir de la difficulté seulement par rapport aux condamnations qui rendent un homme *servum pœnæ*, & qui emportent avec elle une mort civile, telle qu'est celle des galères & du bannissement à perpétuité hors du Royaume : mais Fevret lui même convient, Liv. V, chap. 19, qu'il n'en résulte aucune inhabilité, du moins quant au lien & au Sacrement, quand même elle seroit absolument inconnue à celui qui l'épouse. C'est ce qui a été effectivement décidé au Parlement de Paris en l'année 1700, pour un homme condamné aux galères à perpétuité, lequel s'étoit sauvé de la chaîne ; le 13 Février 1625, pour un autre condamné même à mort par contumace ; & le 15 Juin 1618, pour un troisième banni à perpétuité hors du Royaume ; ce dernier Arrêt a été suivi d'un semblable au Parlement de Provence, le 14 Mars 1689. Elle semble plus grande dans le Diocèse de Bordeaux, où le Rituel expliquant l'empêchement de la condition, marque qu'il consiste en ce qu'une personne libre en épouse une qui est esclave, ou condamnée pour toute sa vie aux galères, dans la croyance qu'elle est libre : mais son autorité ne semble pas devoir l'emporter sur celle de tous les Canonistes & Jurisconsultes qui pensent comme nous. Il faut raisonner différemment des effets civils, & sur-tout de la capacité de succéder dans leurs enfans, sur laquelle Louis XIII s'est expliqué bien positivement dans l'article VI de sa Déclaration du 26 Novembre 1639, où il dit, *Nous voulons que la même peine*, (il parle de l'incapacité à recueillir toutes successions), *ait lieu contre les enfans procréés par ceux qui se marient après avoir été condamnés à mort, même par Sentences de nos Juges rendues par défaut, si avant leur décès ils n'ont été remis dans leur premier état*. Cette restriction de la Loi à l'incapacité des enfans, suppose que les femmes qui les ont épousés de bonne foi & dans l'ignorance de leur condamnation, n'encourent point la privation des avantages qu'elles peuvent

La mort civile  
n'empêche point  
la validité du mariage.

Si ce n'est par  
rapport aux effets  
civils.

tirer de leur contrat ; du moins Brodeau dans ses notes sur Louet, lettr. E, N<sup>o</sup>. 5, & lettr. L, N<sup>o</sup>. 14, le soutient fondé sur un Arrêt du Parlement qu'il y cite ; mais Feveret n'en convient pas, & prétend qu'on ne peut pas admettre de présomption de bonne foi ni d'ignorance excusable contre un Jugement public.

Les vœux solennels & l'Ordre sacré sont aussi dirimans.

Le deuxième est le vœu solennel de chasteté fait valablement par un Religieux dans un Ordre régulier & approuvé du Saint Siège, tel qu'est celui des Dominicains, Franciscains, Chartreux, &c. sans exception des militaires, dont le principal est parmi nous celui de Saint Jean de Jérusalem ou de Malthe. On assure qu'il y en a deux en Espagne appelés d'Alcantara & de Calatrava, dont les Chevaliers, quoique vrais Religieux, ne sont obligés qu'à la chasteté conjugale. Il n'en est pas de même du vœu simple, lequel, de l'aveu de tous les Docteurs, ne rend pas le Mariage nul, mais seulement illicite, à l'exception cependant de celui que font les Jésuites dont nous allons parler, & de celui que fait une femme pour favoriser le dessein qu'a son mari de prendre les Ordres sacrés, ainsi que Sanchez le prouve, Lib. VII, disput. 40, N<sup>o</sup>. 2, & que la plupart l'enseignent contre Soto. Lib. VII, de *Institiâ*. Quæst. 5, fondés sur les Canons *Quia sunt*, dist. 28, & *Serviatim*, distinct. 32, & les Conciles de Tolède, d'Orléans, Mâcon & Auxerre, qui ordonnent qu'on la sépare de son second mari.

Pourquoi le premier est-il dirimant, & le second empêchant seulement ? c'est de quoi il n'est pas aisé de donner une raison bien solide. Tout ce qu'on peut dire de plus juste, c'est que l'Eglise l'a ainsi voulu en adoptant le chap. unique de Boniface VIII, au tit. *De voto & voti redemptione*, où il le décide positivement : mais aucun Catholique n'en peut plus douter, depuis le Canon 9 de la Sess. 24 du Concile de Trente, qui porte, *Si quis dixerit Clericos in sacris Ordinibus constitutos vel Religiosos castitatem solenniter professos posse Matrimonium contrahere, contractumque validum esse, non obstante Lege Ecclesiastica, vel voto, anathema sit* : ces mots *Lege Ecclesiastica* y ont été insérés, disent quelques Canonistes, pour ne pas décider la question controversée entre les Théologiens : si la promesse que font les Soudiacres dans leur ordination, est un véritable vœu, & s'il est solennel ou non. Ce qui est certain, c'est que dès l'an 1215 on déclaroit nuls les Mariages contractés par les Soudiacres,

&c

& l'histoire nous en fournit un exemple célèbre dans la personne de Bouchard d'Avenas, qui nonobstant cet empêchement & dans l'espérance d'en obtenir la dispense à Rome, avoit épousé une des filles du Comte de Flandres, & fut de plus excommunié par ce Souverain Pontife. Il n'est pas non plus aisé de dire quand a commencé dans l'Eglise la distinction des vœux solennels & simples, qu'on voit pour la première fois au chap.

La distinction  
du vœu solennel  
& du simple in-  
connue à l'Anti-  
quité.

Consuluit tit. *Qui Clerici vel voventes*, qui est d'Alexandre III, & quand elle a fait des premiers un empêchement dirimant : voici le cas qui lui fut proposé par un Evêque tel qu'il le rapporte : *Consuluit nos tua fraternitas quid faciendum sit de nobili muliere quæ vestibus pretiosis abjectis mutavit habitum, & de manu Presbyteri velamen assumpsit, sed non renuntiavit propriis, nec intravit claustrum, nec in manu alicujus Episcopi, Abbatis vel Abbatissæ, aut super altare professæ est, vel obedientiam promissæ; postmodum verò elapso anno abjecto religionis habitu, cuidam nobili nupsit.* Alexandre III lui répond : *Consultationi tuæ taliter respondemus, quod sicut simplex votum matrimonium impedit contrahendum & non dirimit jam contractum, ita habitus sine professione susceptus, ne contrahatur impedit, sed contractum nequaquam dissolvit.* Par l'opposition qu'Alexandre met entre le vœu simple & solennel, il paroît que le vœu simple est un obstacle qui empêche bien de contracter un Mariage, mais qu'il ne le dissout pas quand il est une fois contracté, au lieu que le vœu solennel empêche de le contracter, & le dissout quand il est contracté : *ne contrahatur impedit, & contractum dissolvit.* Ce qui paroît certain, c'est qu'ils n'étoient point encore distingués du temps d'Innocent I, de Saint Augustin, de Saint Leon, du Concile de Calcédoine, ni même de Saint Bernard & de Gratien, du moins par-tout. Car le premier dans sa lettre à Vitrice de Rouen, ne veut pas même qu'on mette en pénitence une Religieuse qui s'étoit mariée avant la mort de son mari. Le second, dans son Livre de *bono viduitatis*, cap. X, parlant des Vierges qui ont fait vœu de chasteté, dit nettement que ceux qui regardent leurs Mariages *non ut nuptias, sed ut adulteria, non videntur diligenter considerare quid dicant.* Il paroît par l'Epître 76 de Saint Bernard, qu'il fut consulté par un Abbé d'un Monastère du Diocèse de Sens, au sujet d'un Religieux qui après s'être consacré à Dieu du vivant de sa femme, avoit gardé la continence pendant un grand nombre d'années *constante Matri-*

122 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*monio.* Sa femme étant morte, il sortit du Monastère, quitta  
 l'Habit Religieux, & se maria une seconde fois. Saint Bernard  
 n'osant pas décider sur la validité ou invalidité du Mariage,  
 dit seulement: *Periculosum quidem est, & FORTASSIS ILLICITUM*,  
*hominem post diutinam in domo & habitu Religionis conversationem*  
*ad seculum rediisse, quique prius & adhuc priore uxore vivente ac*  
*consentiente, fortissimè ac diutissimè continentiam tenuit, secundis*  
*rursus amplexibus se ineptissimè atque inhonestissimè implicuisse. Quia*  
*tamen publicè ac solemniter juxta morem cæterorum hominum & sine*  
*querela vel calumnia ipsum qualecumque conjugium celebratum fuit,*  
*non nobis videtur tutum illum, illam non consentientem dimittere,*  
*nisi prius Episcopalis auctoritatis vel consilio fretum vel imperio, aut*  
*certe Ecclesiastico Canonicoque judicio.* On peut voir ce qu'ajoute  
 Gratien dans le deuxième Canon de sa dist. 27, après avoir  
 rapporté les paroles de S. Augustin.

Les vœux des  
 Missionnaires &  
 des Docteurs  
 sont simples.

Mais non ceux  
 des Jésuites.

Quoi qu'il en soit, l'empêchement dirimant n'est plus aujour-  
 d'hui attaché qu'au vœu solennel fait par les véritables Reli-  
 gieux, parmi lesquels on ne comprend point les sujets de la  
 Congrégation de la Mission & de la Doctrine Chrétienne, quoi-  
 qu'ils fassent le leur entre les mains des Supérieurs, & que la  
 dispense en soit réservée au Pape, ou du moins à leur Général,  
 parce qu'ils sont proprement Ecclésiastiques séculiers, capables  
 de posséder les bénéfices affectés à ceux-ci, comme de succéder  
 à leurs parens, de jouir de leur bien, & d'en acquérir. Aussi  
 souffre-t-on que ceux qui en sortent, même sans dispense, se  
 marient sans que personne les inquiète, pourvu qu'ils n'aient  
 point encore pris les Ordres sacrés. Il n'en est pas de même  
 de ceux de la Compagnie de Jésus; car quoique le vœu qu'ils  
 font en sortant du Noviciat, soit simple, & n'ait pas la force  
 de dirimer le Mariage, *ratum & non consummatum*, comme  
 Gonzales le montre sur le chap. II. du titr. de *convers. con-  
 jugator.* il suffit néanmoins pour rendre nul celui qu'ils voudroient  
 contracter ensuite, à moins qu'ils ne sortent avec la permission  
 du Général; c'est une exception à la règle générale faite en  
 leur faveur par Grégoire XIII dans sa Bulle *Ascendente*, qui  
 nous apprend que l'Eglise peut, quand elle le juge à propos,  
 rendre le vœu simple irritant, ainsi que le solennel; nous ve-  
 nons d'en donner une autre preuve dans la femme dont le mari  
 prend les Ordres sacrés. Le Concile de Trente a aussi décidé  
 sess. 24, Can. 6, que la Profession Religieuse & solennelle a



la vertu de dissoudre le mariage contracté, pourvu qu'il ne soit pas consommé depuis sa célébration, car on n'a point d'égard à celle qui l'a précédée, & que par conséquent la partie qui reste dans le monde a la liberté de se remarier à qui il lui plaira : mais si celui qui a consommé son mariage, embrasse l'état religieux, ou reçoit les Ordres sacrés sans le consentement de sa femme, il doit, en cas qu'elle l'exige, retourner avec elle, & lui rendre le devoir conjugal, sans pouvoir néanmoins le demander. En cas aussi qu'elle meure la première, il peut se remarier valablement, mais non licitement, parce que sa profession a la force d'un vœu simple, suivant le chap. *Places de convers. conjugat.* Lib. III, tit. 32, où Celestin III, consulté sur ce cas, répond que *Congruentius (est) ei ad salutem ut ad Monasterium redeat, si verò ad hoc induci non poterit, ipsam invitam credimus non cogendam.* On oblige à tenir la même conduite celui qui s'est marié, nonobstant le vœu de chasteté fait en son particulier ; mais on raisonne différemment quand il a seulement promis à Dieu ou de ne se point marier ou d'entrer en religion, parce que la continence n'est pas l'objet direct de sa promesse, & si son mariage a été une fois consommé, on lui permet non-seulement de rendre, mais encore d'exiger le devoir. On ne peut pourtant pas excuser le péché qu'il a commis en le consommant la première fois, attendu qu'il s'est mis par-là hors d'état d'y satisfaire.

Nous avons montré ailleurs que depuis le Concile de Latran, tenu sous Innocent III pour le moins on n'a plus douté de la nullité des Mariages contractés par ceux qui sont dans les Ordres sacrés, c'est sur quoi la Jurisprudence des Arrêts s'accorde parfaitement avec la Discipline de l'Eglise. Nous en avons deux célèbres du Parlement de Paris ; le premier, du 10 Juin 1606, contre la prétendue veuve du Cardinal de Chatillon, Evêque de Beauvais, Apostat de la Religion Catholique, qu'il débouta des conventions matrimoniales dont elle demandoit le payement ; le deuxième, du 22 Août 1640, contre un Prêtre qui avoit pris le même parti. afin d'avoir la liberté de se marier. Il fut rendu en la Chambre de l'Edit, sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon, sans avoir égard au quarantième des articles secrets accordés à Nantes aux Protestans, parce que comme il fut remarqué par ce sçavant Magistrat, il ne concernoit que les mariages contractés par le passé durant les

Le mariage de celui qui s'est fait Religieux du vivant de sa femme est valide.

Les Arrêts déclarent nuls les mariages des Prêtres, Diacres & Soudiacres.

guerres causées par la diversité de Religion, & non ceux qui le feroient par la suite; que le Roi n'a jamais prétendu autoriser dans les Prêtres Apostats, contre les Loix générales de l'Eglise & de l'Etat. On peut y ajouter, par rapport aux vœux solennels, celui de l'année 1626, contre une femme que le Chevalier de la Ferté-Imbaut, de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, avoit épousé dans de semblables circonstances, à laquelle la Cour refusa même la pension alimentaire qu'elle demandoit.

A quel âge il seroit avantageux de fixer le vœu solennel de religion, tant pour le bien spirituel des personnes que pour les intérêts politiques de l'Etat.

Puisque nous sommes sur les vœux solennels de Religion, on ne sera pas fâché de voir quelques réflexions sur le temps auquel les personnes de l'un & de l'autre sexe devoient les faire, & qui a droit d'en fixer l'âge; nous n'en parlerons que d'après un habile homme qui a traité à fond cette matière, & dont les raisons qu'il apporte sont sans réplique.

On ne peut plus disputer à la puissance civile le droit de fixer l'âge des vœux solennels de Religion; l'Eglise même le reconnoît dans la personne des Princes temporels. Nous lisons en effet que le Pape Saint Leon, si jaloux des prérogatives de la Puissance Ecclésiastique, a prié l'Empereur Majorien de faire une Loi à ce sujet. Nous en attendons tous les jours une pareille de la sagesse & de la piété du sage Monarque qui nous gouverne; Le Czar Pierre a déjà commencé, le Roi de Naples l'a imité, & le Roi de Prusse lui-même a suivi leur exemple pour les Religieux Catholiques qui sont dans ses Etats.

Nous ne mettrons point ici en question si le Souverain a droit de régler l'âge auquel ses Sujets pourront valablement s'obliger à Dieu, parce que par le Droit naturel & divin, toute personne peut faire à Dieu des vœux simples, quand elle est capable de connoître ce qu'elle fait. Il est uniquement question de décider s'il appartient au Prince de régler la capacité extérieure qui est nécessaire au contrat public & civil que forme aujourd'hui le vœu solennel. Comme il rend les personnes qu'il consacre à Dieu, incapables de successions, de mariages, de contrats, de testaments, &c. & qu'il se fait en une forme qui emporte une exécution civile, qu'il s'étend sur des choses temporelles, il est certain qu'il n'appartient qu'au Prince de régler le temps de cette exécution, comme étant le Souverain & l'unique Législateur en ce qui regarde le temporel de son Royaume. La difficulté est de fixer le temps; car les différens siècles de l'Eglise nous présentent de grandes variations sur ce point. Saint Paul, dans son

Epître à Timoth. 9 , ne veut pas qu'on consacre une veuve avant soixante ans : *Vidua eligatur non minùs sexaginta annorum.* S. Basile, dans son Epître *ad Amphiloc.* permet de consacrer les vierges à seize ou dix-sept ans : *Eam quæ suprà sexdecim aut septemdecim annos nata fuerit, rationisque compos & diù examinata approbataque perseveraverit, tunc oportet in sacramentum virginum ordinem referri.*

Un Concile tenu dans le même siècle, défend au contraire de les voiler avant quarante ans : *Non velandas esse virgines quæ se Deo voverint, nisi quadraginta annorum probatà etate.*

Concil. Cæsariens.  
c. 8.

Le troisième Concile de Carthage ne veut pas que les vierges soient consacrées avant vingt-cinq ans : *Virgines non consecrentur ante viginti-quinque annos.* On trouve la même défense dans le troisième Concile de Tours, Can. 28.

Cap. 42

Un Concile d'Afrique tenu dans le cinquième siècle, permet en cas de nécessité, de voiler les vierges avant vingt-cinq ans.

Can. 126, cod.  
Recl. Afric. apud  
Justellum.

L'Empereur Majorien qui regnoit au temps de Saint Leon, rétablit l'âge de quarante ans. Il développe fort au long les motifs de son Ordonnance, & il faut convenir qu'ils font honneur à l'esprit, à la piété & à la sagesse politique de ce Prince.

„ Ayant pris, dit-il, le gouvernail de l'Empire, nous sommes  
„ obligés d'employer les armes & les loix pour conserver & faire  
„ fleurir la république, en maintenant le respect inviolable qui  
„ est dû à la Religion; & la présente réformation pourra beau-  
„ coup y contribuer, si nous avons soin que la noblesse des  
„ femmes illustres s'accroisse & se multiplie par la naissance des  
„ enfans; que les devoirs réciproques des peres envers les en-  
„ fans, & des enfans envers les peres, ne soient point vio-  
„ lés par des embuches & des surprises criminelles, & que le  
„ vrai culte de Dieu soit désormais embrassé avec une pleine  
„ liberté, & sans aucune contrainte: car une des premières  
„ choses que pratiquerent nos prédécesseurs, fut d'établir &  
„ de fonder la République par les armes, & de la cimenter par  
„ la Religion dont nous défendons de blesser la grandeur & la  
„ majesté par des pratiques nouvelles, qui ne doivent leur nais-  
„ sance qu'aux vapeurs & à la corruption de l'esprit humain:  
„ Qui pourra souffrir sous les yeux d'une Religion si sainte, que  
„ des peres par aversion pour leurs filles, prennent la réso-  
„ lution, non de les consacrer à Dieu, mais de les livrer au

démon, en les forçant, malgré leur grande jeunesse, de se vouer à une virginité perpétuelle, & de se laisser mettre sur la tête le voile sacré, afin de leur ôter la liberté de changer leur état. Le choix d'une profession dont les obligations sont si difficiles à remplir, ne doit pas être l'ouvrage d'une autorité qui contraigne, mais le fruit d'une volonté qui s'y sera portée d'elle-même, après une mûre délibération. Il faut réprimer auparavant la vivacité des passions, dont l'ardeur se fait sentir plus vivement dans la jeunesse. Il faut laisser passer ces premiers feux avant de consacrer à Dieu une virginité qui pourroit être ternie par la honte du repentir, & qui n'a droit d'attendre la palme qui lui est préparée dans le Ciel, qu'autant qu'elle aura combattu avec avantage jusqu'à la fin de la carrière: car enfin que sert à un pere de contraindre sa fille, si elle se trompe artificieusement dans son cœur par la volonté qu'elle a de se marier, & s'il ne la détourne d'une union légitime, que pour la jeter dans une débauche criminelle? Afin donc que cette impiété des peres & meres ne jette plus les vierges d'un rang distingué, dans l'opprobre & dans la confusion; & ce qui est encore plus à craindre, afin que la Majesté de Dieu ne soit plus offensée par ces exécrables profanations, nous ordonnons par le présent Edit, que des filles qu'un pere ou une mere auront ôtées du monde pour les destiner à garder dans un Monastere les Loix du Christianisme dans une virginité perpétuelle, ne puissent être consacrées par la prise du voile, encore qu'elles aient toujours continué dans cette sainte résolution; à moins qu'elles n'aient mérité cette faveur par une persévérance de quarante ans accomplis, afin que le nombre des années & une longue habitude au Service de Dieu, ne laissent plus d'accès à des desirs capables de changer leur résolution, & de les porter au relâchement & à l'infidélité (a).

---

(a) *Susceptis regendi imperii gubernaculis cogitare debemus quemadmodum nostra Respublica, & armis & legibus & integrâ religionis reverentiâ conservetur atque proficiat. Cui plurimum sub hac emendatione confertur si nobilium familiarum amplectenda generositas procreatis liberis multiplicata suberescat; si pia necessitudines inter parentes & filios nullis infidiarum vitii immutentur, & verum Dei cultum mens non invita suscipiat. Hoc enim quamprimum nostri egere Majores ut Rempublicam armis & religione fundarent, cujus sacro-sanctâ*

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 127

Le premier Concile de Tolède, tenu dans le sixième siècle, permet de recevoir des hommes dans des Monasteres à dix-sept ans.

Saint Gregoire qui mourut dans le siècle suivant, permit de les recevoir à dix-huit dans des monasteres où la vie étoit plus dure.

Un Concile tenu à la fin du même siècle, permit de recevoir des Religieux à dix ans.

Dans le huitième siècle, Charlemagne renouvella les Conciles de Carthage & d'Afrique, touchant le voile des Vierges. *Que les Vierges, dit-il, ne soient point voilées avant vingt-cinq ans, sinon en cas de nécessité.*

*Quia autem 10.  
q. 1. apud gratia.*

*Conc. in Trullo,  
can. 40.*

*Capitul. L. 1. c.  
26.*

*enerationem ladi commentis mortalium figmentisque prohibemus. Quis enim ferat parentes filias quas oderunt, his non tam dicere quam damnare consiliis, ut eas in annis minoribus consuetas necessitati continua virginis addicant, ac ne adolescentibus animis aliud velle sit liberum, (a) capitibus invitarum sacrum velamen imponant; cum hujusmodi observatio philosophiam religiosam mente suscipiens, non cogentis imperio, sed spontanea & matura deliberatione capiatur? Vitanda etenim sunt & magnis attentionibus transcendenda humana cupiditatis illecebra in quas præcipue prime ætatis ardor impellit; ut juventutis calore sedato, Deo dicata virginitas præter ullum penitentia vitium ad senectæ annos & cælestis militiæ palmam pervenire mereatur. Quid enim prodest si cupiditas virginalis patriâ potestate compressâ subdolum voluntatem nubendi arte concipiat, & à legitimo revocata consortio, ad illicitas trahatur illecebras? Unde ne per hujusmodi impietatem parentum, egestas & opprobrium nobilibus personis irrogetur, & quod præcipue submovendum est, irrisionibus execrandis omnipotentis Dei contrahatur offensio; editâ lege sancimus, filias quas pater matre à seculari permixtione translatas christiane fidei servare præcepta continuatâ virginitate senserunt, in beatâ vitâ proposito permanentes, non antè suscepto honorato capitis velamine consecrari quam annos ætatis 40 emensa, talibus insulis inoffensâ meruerint observatione decorari, ut multi temporis series, & cælestis consuetudo servitii ad perfidam voluntatem novis desiderii adiutim non relinquant.*

(a) Ces paroles de l'Empereur Majorien, *ac ne adolescentibus animis aliud velle sit liberum*, feront peut-être penser à quelqu'un que le vœu de religion étoit, dès le temps de ce Prince, un empêchement dirimant le Mariage; mais pour en remplir toute l'étendue, il suffit que les vierges consacrées à Dieu qui se marioient en ce temps, fussent, comme elles l'étoient en effet, séparées de leurs maris, & mises en pénitence publique, souvent jusqu'à la mort. Ces punitions étoient assurément suffisantes pour leur ôter la volonté de se marier. La preuve que ces paroles de l'Empereur Majorien ne doivent pas être étendues jusqu'à la nullité intrinsèque du Mariage que ces vierges auroient contracté, c'est qu'il a fait son Edic à la sollicitation de saint Leon, qui regarde ces Mariages comme valides en eux-mêmes.

*Ibid. chap. 107.*

De peur, dit-il encore dans un autre endroit, qu'on ne voile indiscrètement les jeunes filles, nous avons jugé à propos d'insérer ici ce que les saints Canons en ont prescrit. Le seizième chapitre du Concile d'Afrique défend de consacrer les vierges avant vingt-cinq ans. Au même Concile chapitre XCIII, qui concerne le temps de donner le voile aux filles, il est dit, que si un Evêque vient à voiler une vierge avant vingt-cinq ans, en étant pressé par la nécessité de conserver sa virginité qui est en péril, soit à cause des recherches de quelque personne puissante, soit à cause de la crainte qu'on a d'un ravisseur; ou s'il le fait, parce que cette fille étant en péril de mort, est tourmentée d'un scrupule de conscience & d'une appréhension de mourir sans avoir été voilée, &c. dans tous ces cas il ne tombera point dans la prohibition du Concile. (a)

*Cap. 14.*

Dans le neuvième siècle, le Concile de Tribur approuve la profession des filles entre douze ou treize ans. *Virgo quæ ante annos duodecim non coacta sed propria voluntate sacrum sibi velamen imposuerit, annumque & diem nullo repente velata permanferit, ab eodem sancto habitu ulterius non recedat.*

*Apud Grat. 20.  
q. 1.*

Un autre Concile qui fut tenu ensuite, & qui est cité dans Gratien, détermine la profession de l'un & de l'autre sexe sur l'âge du Mariage, c'est-à-dire, à quatorze ans pour les mâles & à douze ans pour les filles. *Firma autem tunc erit professio virginittatis, ex quo adulta jam ætas esse cæperit, & ea quæ solet apta nuptiis deputari.*

Ce dernier usage s'introduisit universellement, & trouva de grands défenseurs: S. Thomas lui-même, la lumière de l'Ecole, après nous avoir donné les règles les plus saintes sur les vœux,

(a) = Virgines non velentur ante 25 annos, nisi rationabili necessitate cogente. Ne verò puellæ indiscretè velentur, placuit nobis etiam de sacris Canonibus qualiter observandum sit hic inferre. De tempore velandarum puellarum in Africano Concilio, cap. 16, continetur, ut non ante 25 annos consecrentur. Item in eodem Concilio, cap. 93, de virginibus velandis ita continetur. Item placuit ut quicumque Episcoporum necessitate periclitantis pudicitia virginittatis, dum vel petitor potens, vel raptor aliquis formidatur, vel si etiam aliquo mortis periculoso scrupulo compuncta fuerit ut non velata moriatur, aut exigentibus parentibus vel his ad quorum curam pertinet velaverit virginem, seu velavit ante 25 annos ætatis, non ei ob sit consilium quod de isto annorum numero constitutum est.

suivit

suivit le torrent, & soutint que les filles à douze ans & les garçons à quatorze, pouvoient faire des vœux solennels de religion, d'une maniere conforme à l'esprit de l'Eglise. Tant ce que nous avons sucé avec le lait a de force sur notre esprit !

Quelques-uns ont été encore plus loin, & n'ont pas fait difficulté de dire que les enfans étant capables d'offenser Dieu à l'âge de sept ans, étoient pareillement en état de songer sérieusement à leur salut, en embrassant un genre de vie qui pût les y conduire plus sûrement.

Comment peut-on soutenir que des enfans à l'âge de sept ans soient capables de choisir l'état de la religion & de faire des vœux, pendant que la Puissance civile ne leur accorde en plusieurs Provinces l'administration des fruits de leurs biens qu'à dix-huit ans, & la libre disposition des fonds qu'à vingt-cinq ?

On sentit dans la suite l'abus de ces vœux précipités faits à douze & quatorze ans. On chercha à y remédier ; mais le mal étoit déjà trop enraciné.

L'Ordonnance d'Orléans, publiée par Charles IX en 1550, défend aux peres, meres tuteurs & parens, de permettre à leurs enfans ou pupilles de faire profession de Religieux ou Religieuses, qu'ils n'aient, sçavoir les mâles vingt-cinq ans, & les filles vingt ans.

L'exécution de cette Ordonnance fut traversée par mille obstacles. La matiere fut agitée de nouveau dans la vingt-cinquième Session du Concile de Trente, qui fut tenue trois ans après ; mais les Archimandrites & les Généraux d'Ordres soutinrent si vivement l'abus qui régnoit alors, que dans le quinzième chapitre de cette Session, on se contenta de défendre les vœux de religion pour l'un & l'autre sexe avant l'âge de seize ans accomplis : *In quacunque religione tam virorum quam mulierum professio non fiat ante decimum sextum annum expletum.*

Il est dit pareillement dans l'article 28 de l'Ordonnance de Blois, publiée par Henri III l'an 1579, que la profession tant des Religieux que des Religieuses, ne se fera auparavant l'âge de seize ans accomplis. C'est la dernière Loi que nous ayons sur cette matiere.

Ce qu'on vient de rapporter nous présente des réglemens sur l'âge des vœux, faits également par l'Eglise & par les Souverains. Il n'en faut pas conclure néanmoins qu'elle puisse partager avec eux le droit de fixer l'âge des vœux solennels de religion.

P. 52, 53.

Et d'abord pour ce qui regarde le Concile de Trente, *Nous n'avons point accepté ce Concile dans le Royaume*, dit M. le Vayer, si le Roi en a fait insérer quelques décrets dans ses Ordonnances, ce n'est point pour avoir lieu comme décrets du Concile, mais seulement comme Edits & Ordonnances royaux; ce n'est point pour avoir lieu comme une Loi établie par le concours des Puissances Ecclésiastique & Royale; car on ne peut pas admettre ce concours de Puissances, sans reconnoître ce Concile pour légitime & canonique. Or notre principe en France est de ne point reconnoître ce Concile. Donc c'est aller contre nos principes, de dire que le règlement porté par l'Ordonnance de Blois, est un règlement établi par le concours de la puissance du Concile de Trente avec l'autorité Royale.

P. 55.

Quant aux autres Conciles, *Ne sçait-on pas*, dit encore M. le Vayer, que les Conciles ont déterminé une infinité de choses pures temporelles? Nos anciens Conciles François en sont tout pleins, & chacun sçait que le plus souvent on y traitoit indifféremment des choses politiques & séculières. Nos Princes recevoient ces réglemens, parce qu'ils les trouvoient utiles aux intérêts de leurs Etats.

Lib. 3. c. 11.

Pasquier a fait la même observation dans ses recherches. » Car aussi est-ce la vérité, dit-il, que ces Conciles reconnoissent prendre autorité par nos Rois, déterminoient indifféremment tant ce qui concernoit la police séculière qu'ecclésiastique. »

On a fait voir en commençant, que le droit de fixer l'âge des vœux solennels de religion, appartient exclusivement à la puissance séculière. Il faut maintenant faire quelques réflexions sur les changemens que cet âge a éprouvés dans les différens siècles de l'Eglise.

La première qui se présente, ce semble, assez naturellement à l'esprit; c'est que les variations dont on vient de faire le détail, laissent aux Souverains la liberté d'avancer ou de reculer l'âge de la profession religieuse, suivant le temps, les circonstances, les mœurs, & selon que le bien spirituel de l'Eglise & l'intérêt politique de l'Etat le demandent.

La seconde réflexion, c'est que l'âge peu avancé qu'on voit quelquefois autorisé dans les premiers siècles, à cause de la ferveur des Chrétiens qui respiroient, pour ainsi dire, encore la piété des premiers fidèles; n'est pas le plus commun ni celui qui paroît être l'esprit dominant des Canons de l'Eglise ni des Or-



donnances des Souverains. Tout le monde sent que cet âge s'écarte trop de la règle établie par S. Paul, de ne consacrer même une veuve qu'après soixante ans.

Une troisième observation, c'est qu'on doit reculer l'âge des vœux à mesure que la piété des Chrétiens se refroidit, que les passions sont plus universelles & les mœurs plus corrompues. Aussi voyons-nous qu'à proportion qu'on s'est relâché sur l'âge qui étoit anciennement le plus ordinaire, les choses ont toujours été de mal en pis, les abus sont devenus sensibles, & les désordres n'ont fait que se multiplier. Nous en avons tous les jours la malheureuse expérience sous les yeux.

Une quatrième réflexion, c'est que le Souverain doit avoir ardemment pour but le bien spirituel de ses sujets, & l'avantage politique de l'Etat. C'est cette boussole qui doit le régler, & c'est d'après elle qu'il faut fixer l'âge des vœux, même en le reculant au-delà de vingt-cinq ans, qui étoient l'âge dominant dans les premiers siècles de l'Eglise, si ce même avantage spirituel & temporel de ses sujets le demande; & il est obligé en ce cas de le faire, sous peine de répondre au Tribunal du Souverain Juge, des désordres auxquels auroit pu remédier une Loi faite avec de profondes réflexions, sur un objet si important.

Il faut donc examiner de bonne foi si la situation présente de l'Eglise & de l'Etat n'exige pas indispensablement qu'on recule l'âge des vœux que l'Ordonnance de Blois a fixé à seize ans, à la sollicitation du Clergé, qui a voulu faire adopter sur ce point le règlement du Concile de Trente, au lieu de demander au moins l'exécution de l'Ordonnance d'Orleans, qui est bien éloignée d'être trop sévère sur cet article, comme on le prouvera dans la suite.

Pour faire sentir tout d'un coup que l'âge de seize ans est aujourd'hui un âge trop peu avancé pour les vœux, il suffiroit d'en appeler au sentiment unanime de ceux qui ont des idées solides du bien public, & qui connoissent l'état spirituel de l'Eglise & la situation temporelle du Royaume, relativement à cet objet. Ce concert unanime est le langage infaillible de la vérité, & par conséquent la preuve certaine des maux auxquels il est nécessaire de remédier.

Mais entrons dans un certain détail, & commençons par l'avantage spirituel de ceux qui se consacrent à Dieu par des vœux solennels de religion.

Des désordres honteux, des apostasies scandaleuses, des Mariages défordonnés & le fruit d'un rapt concerté, des retours au siècle, des dissensions dans les familles, des déclamations qui retentissent dans les Tribunaux séculiers, & qui déshonorent la sainteté de la religion, ne sont-ce pas là les suites trop connues de ces entrées précipitées dans le cloître, qui n'ont eu ordinairement pour principe que la légèreté, l'ignorance, la sollicitation, la surprise, la crainte, & même la violence faite à la foiblesse & à l'inexpérience de l'âge ? Il n'est personne qui l'ignore : mais pense-t-on aux ravages que ces désordres causent ordinairement toute la vie dans l'ame & dans la conduite de ces victimes infortunées qui maudissent jour & nuit la sainteté de la vie monastique qu'elles détestent, qui vomissent des blasphèmes contre le ciel, l'accusent hautement d'être la cause de leurs défastres, qui ne finiront avec leur vie temporelle, que pour les précipiter dans des malheurs infiniment plus terribles, & qui n'auront d'autre terme que l'éternité ? Transportons-nous en esprit dans l'intérieur des cloîtres ; rendons-nous-y attentifs au langage de la vérité, & cent mille & mille voix feront retentir à nos oreilles ces paroles de fureur & de désespoir. Ces personnes sont-elles consacrées à Dieu ou au Démon ? » Quand on ne considéreroit, dit M. le Vayer, que l'intérêt de chaque » particulier, & la condition déplorable où languissent toute » leur vie ceux qu'une aveugle jeunesse a précipités dans les » cloîtres sans y être appelés par une véritable vocation, est-ce que le Magistrat politique n'auroit pas droit de s'y intéresser ? *Il importe à la République*, dit l'Empereur, que personne n'abuse de ce qui lui appartient. (a) Et si les Prêteurs ont cru qu'il n'y avoit rien de plus digne de leur prévoyance, que d'empêcher la jeunesse de dissiper de simples héritages qui peuvent revenir par cent moyens à celui qui les a perdus ; s'ils ont fait pour cela tant & tant de nouveaux Edits, est-ce que le Magistrat n'aura pas l'autorité d'empêcher cette même jeunesse, non pas de disposer simplement de ses biens par un abandonnement général, en un âge où elle ne sçait pour l'ordinaire ce qu'elle fait ; mais, si je l'ose dire, d'abuser de soi-

P. 97 & suiv.

(a) *Exedit Reipublicæ ne sui re quis malè utatur. Instit. lib. 1, t. VIII, § 2.*

» même & de renoncer à la plus précieuse de toutes les choses  
 » qui est la liberté, en une manière en laquelle elle ne doit  
 » jamais revenir ?

» Qu'on ne m'objeete point ici, continue ce Magistrat, que  
 » ce n'est pas perdre ses biens que de les quitter pour Dieu ;  
 » que ce n'est pas abuser de soi-même que de se donner à Dieu ;  
 » ni que ce n'est pas perdre sa liberté, que de s'en priver pour  
 » l'amour de Dieu. Toutes ces vérités sont les plus belles, les  
 » plus saintes, les plus indubitables du monde : mais mettons  
 » la main à la conscience, & voyons de bonne foi, si elles  
 » peuvent avoir application à la plupart de ceux qui se dévouent  
 » dans les Monastères à l'âge de quinze ou seize ans ? Sçait-on  
 » à l'âge de quinze ou seize ans, ce que sont les biens qu'on  
 » abandonne par un vœu de pauvreté ? Sçait-on quels sont les  
 » mouvemens de la nature, que l'on sacrifie par un vœu de  
 » chasteté ? Sçait-on ce que c'est que la liberté dont on se prive  
 » par un vœu d'obéissance ? Et si la jeunesse ne sçait pas alors  
 » ce qu'elle quitte, peut-on dire qu'elle le donne ? Est-ce un  
 » don, est-ce une libéralité de donner, quand on pense ne don-  
 » ner rien ? Est-ce se donner à Dieu, que de se donner à un ca-  
 » price de jeunesse, à un dégoût qu'on aura de la maison pater-  
 » nelle, à une idée de repos & d'oïsveté qu'on se figure mal-à-  
 » propos dans un cloître, à un esprit d'inconstance si naturel  
 » aux jeunes gens, qui ne courent qu'après le changement & la  
 » nouveauté ? Avouons le vrai. Avouons à notre confusion que  
 » voilà le Dieu auquel se donne une partie de la jeunesse, quand  
 » elle n'est pas en âge de connoître parfaitement les consé-  
 » quences d'une si grande résolution. Avouons que Dieu ne leur  
 » sert alors que de couleur & de prétexte. Avouons que ce n'est  
 » pas à Dieu qu'ils se donnent, mais qu'ils se sacrifient au fan-  
 » tôme qu'ils se forment & à leur idole.

» Qui pourra souffrir, dit l'Empereur Majorien, que des pe-  
 » res, par aversion pour leurs filles, prennent la résolution,  
 » non de les consacrer à Dieu, mais de les immoler au Démon.  
 » en les forçant, malgré leur grande jeunesse, de se vouer à  
 » une virginité perpétuelle, & de se laisser mettre sur la tête  
 » le voile sacré, afin de leur ôter la liberté de prendre dans la  
 » suite un autre parti.... Afin donc que cette impiété des peres  
 » & meres ne jette plus les vierges d'un rang distingué, dans  
 » l'opprobre & dans la confusion, & ce qui est encore plus à

» craindre, afin que la majesté de Dieu ne soit plus offensée  
 » par ces exécrables profanations, nous défendons par le pré-  
 » sent Edit, de leur faire prendre le voile sacré, avant l'âge de  
 » quarante ans accomplis. »

Nous ne sommes pas dans un siècle où il soit permis de demander le rétablissement d'une Loi qui nous paroît aujourd'hui si sévère ; mais c'est au moins un grand modèle qu'il faut tâcher d'imiter de loin ; & pour nous détromper un peu sur la prétendue rigueur de cet Edit, nous n'avons qu'à nous souvenir qu'il abrega de vingt années le temps fixé par S. Paul, pour consacrer à Dieu, non des vierges, mais des personnes du sexe qui avoient été engagées dans un premier Mariage. On le répète, le coup d'œil effrayant des maux spirituels que les vœux précipités entraînent après eux, a frappé l'Empereur Majorien, qui fit son Edit, à la sollicitation du grand Pape S. Leon, pour les arrêter. (a) Les mêmes maux ont excité dans les différens siècles le zèle des Princes les plus vertueux. Charlemagne a renouvelé de son temps les Loix anciennes sur les vœux, & a défendu la consécration des vierges avant vingt-cinq ans.

Si nous envisageons maintenant l'intérêt temporel de l'Etat ; combien de nouveaux motifs ne trouverons-nous pas, pour reculer l'âge des vœux de religion ?

La fainéantise, l'oisiveté, la paresse, l'amour d'un repos efféminé, ne jettent-ils pas dans les Monasteres une infinité de sujets, qu'on pourroit employer utilement à l'agriculture, qui est l'ame d'un Etat ; au commerce qui en est le nerf, & qui lui procure une abondance de richesses variées à l'infini ; à la guerre, pour repousser les ennemis ; dans les colonies, pour les peupler, les fortifier, les enrichir & les défendre ? Une des premières choses que pratiquerent nos Prédécesseurs, dit l'Empereur Majorien, fut d'établir & de fonder la République par les armes & par la religion.

L. 26 Cod. Jus-  
 si de D. curion,

Il y a une certaine espèce de gens, dit Justinien, d'après l'Empereur Théodose, qui par un esprit de paresse & d'oisiveté, converti du masque trompeur d'une vie plus régulière, abandonne les charges publiques, se cache dans des lieux solitaires, & entre dans

---

(a) Jules Valere Majorien fut proclamé Empereur d'Occident en l'année 457. Saint Leon occupoit le Siège de Rome dès l'an 440.

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 135  
des Communautés monastiques : mais après en avoir murement dé-  
libéré, nous voulons qu'on tire tous ces gens-là de leurs retraites, &  
qu'on les fasse rentrer dans les charges qui les rendoient utiles à  
leur patrie.

(a) Nous avons appris, dit Charlemagne, que la plupart n'y  
ont pas tant été portés par un motif de dévotion, que pour s'exemp-  
ter de la guerre, & des autres services qu'un sujet doit à son  
Roi (b). Capitul. l. 1. c. 110.

Supposons qu'il y ait dans le Royaume trois cens mille tant  
Religieux que Religieuses, je pense que personne ne regardera  
ce compte comme exagéré. Supposons encore qu'il y en ait  
cinquante mille qui soient véritablement appelés à la religion  
& qui s'y sanctifient : c'est beaucoup. *Multitudo enim onerosa  
nihil habet honestum*, dit Justinien, *quoniam in paucis ex multis,  
que secundum virtutem est vita salvatur*. Quel bonheur pour un  
Royaume, s'il pouvoit se glorifier d'avoir cinquante mille saints  
Religieux, consacrés par état à attirer continuellement sur lui  
les faveurs & les bénédictions du Ciel ! Il en reste donc, d'a-  
près ce calcul deux cens cinquante mille qui sont déplacés, &  
qui devroient être dans le monde. Ces deux cens cinquante  
mille personnes engagées dans le Mariage, donneroient à l'E-  
tat au moins cent mille enfans par an, & le Royaume auroit,  
au bout de dix ans, un million d'hommes de plus. Quelle ri-  
chesse pour un Etat ! il ne seroit pas nécessaire, pour grossir nos  
armées, de soudoyer des troupes étrangères. On ne se plaindroit  
plus que les campagnes sont stériles, faute de mains pour les  
cultiver. Les terres incultes seroient défrichées. Celles qui ne  
produisent rien, deviendroient fécondes, & celles qui produi-  
sent peu, seroient bientôt chargées d'abondantes moissons. Le  
commerce fleuriroit ; nos mers seroient couvertes de vaisseaux,  
& nos ports fortifiés ; nos citoyens nous apporteroient en abon-  
dance les richesses de tous les pays de l'Univers ; & comme

*Novel. 10.*

---

(a) Quidam ignavix sectatores, desertis civitatum muneribus captant so-  
litudines ac secreta, & specie religionis cum cœtibus Monazonton congre-  
gantur. Hos igitur atque in hujusmodi deprehensos, erui latebris consulta  
præceptione mandamus, atque ad municipia Patriarum subeunda revocari.

(b) Audivimus aliquos ex illis non tam causâ devotionis hoc fecisse,  
quàm pro exercitu, seu aliâ functione regali fugiendâ.

Rome triompha de Carthage, dès qu'elle tourna sérieusement ses vûes du côté de la navigation, la France seroit bientôt sentir sa supériorité à l'Angleterre, à la Hollande, que la multitude de leurs vaisseaux mettent en état de répandre la terreur sur les mers dans les temps d'hostilité, & à qui les richesses immenses qu'elle tire du commerce, fournissent les moyens de soutenir sur terre les guerres les plus sanglantes & les plus opiniâtres. Nos Colonies ne seroient point effrayées de la guerre. La nouvelle des divisions des Souverains de l'Europe, ne les jetteroit plus dans la crainte & dans l'alarme : elles tireroient de leur propre sein des défenseurs capables de les rassurer ; & loin de craindre le pillage des ennemis, elles s'enrichiroient souvent de leurs dépouilles. Que de sujets pour les Arts naîtroient de ces citoyens engloutis dans les cloîtres ! Que de génies pour les Sciences, qui font l'ornement le plus brillant de la France, & qui lui attirent des élèves & des admirateurs de toutes les parties du monde !

L'état actuel du Royaume nous présente un spectacle bien différent. Les campagnes sont quelquefois comme désertes, & les cloîtres remplis de sujets que l'esprit de Dieu n'y a pas conduits. La terre fait des efforts pour nous communiquer ses richesses : mais le Laboureur ne les secondant pas par son travail, elle devient malgré elle ingrate & stérile. Celle qui est en friche depuis un grand nombre d'années, se couvre de plus en plus de ronces & d'épines. La guerre enlève une partie de ceux qui sont destinés par état aux travaux de la campagne. Il faut lever des milices pour les incorporer à nos troupes réglées ; & malgré cette recrue & les secours soudoyés qui sont devenus comme nécessaires à l'Etat, nos armées ne sont pas souvent assez nombreuses pour permettre de tenter certaines opérations, qui pourroient, en plus d'une occasion, mettre bientôt fin à la guerre, & répandre par-tout la terreur du nom François, comme le nom Romain vint à bout, par l'éclat de ses exploits, de faire trembler l'Univers & de le subjuguier. Le commerce languit dans l'intérieur du Royaume. Les étrangers se regardent comme maîtres de la mer. Les artisans & les ouvriers manquent. L'abondance s'éclipse de jour en jour. L'argent devient rare : les besoins augmentent & les ressources diminuent. Le Roi est forcé de lever de nouveaux impôts pour subvenir aux besoins de l'Etat. Les sujets souffrent. Les Sciences qui ne sont point animées par des récompenses,

compenses, que les besoins publics obligent de leur soustraire, sentent une espèce d'engourdissement & de foiblesse, qui leur fait craindre de retomber dans l'état d'humiliation dont elles ont été tirées. Les Monastères se multiplient de jour en jour. Les richesses des Religieux de l'un & de l'autre sexe sont immenses; leurs bâtimens sont des palais qui le disputent à ceux de nos Rois, & quelques-uns les surpassent en beauté & en magnificence. Leurs terres, leurs domaines, leurs seigneuries annoncent à l'État, dont ils les tiennent, des pertes & des besoins qu'il ne sent que trop. Les biens sans nombre qu'ils possèdent, ne servent qu'à enflammer le désir qu'ils ont d'en acquérir de nouveaux; & on diroit que les Religieux n'ont fait vœu de pauvreté que pour avoir par là même, le droit d'entasser terres sur terres & richesses sur richesses, sans craindre les malédictions que Jesus-Christ a prononcées dans l'Evangile contre les riches (a), ni ces paroles du Prophète Isaïe, qui sont foudroyantes pour les Religieux & destructives pour le gouvernement politique. » Malheur à vous qui joignez maison à maison, & qui ajoutez domaines à domaines, » sans qu'on puisse en compter le nombre ni en aligner les limites. Serez-vous donc les seuls qui habiterez sur la terre? » *Væ qui coniungitis domum ad domum, & agrum agro copulatis usque ad terminum loci. Numquid habitabitis vos soli in medio terræ?* Les excès des Religieux en ce genre ont été si loin, que le Roi a été obligé d'y mettre des bornes, par son Edit du mois d'Août 1749.

*Isaïe. c. 5. v. 3.*

Comment le Royaume, miné en tant de manières, ne s'affoiblirait-il pas insensiblement? Peut-on être citoyen sans en être touché, & sans désirer qu'on prenne les moyens nécessaires pour lui rendre sa santé, sa vigueur, sa force & sa splendeur? Il faut remonter à la source du mal. En y remédiant dans sa racine, on s'appercvra en peu d'années, du changement que le remède aura opéré. Cette source est la précipitation des vœux de religion qui fait entrer dans les Monastères, & y lie pour toute la vie une infinité de sujets que la sainteté du cloître méconnoît, & dont plusieurs auroient pu se sanctifier dans le monde, en rendant des services très-importans à l'Etat.

Le bien spirituel de la religion & l'avantage temporel du

(a) Luc VI, 20, 29.

Royaume, exigent donc qu'on recule l'âge des vœux solennels de religion ; & ce double point de vue qui a été dans tous les temps le mobile des Souverains les plus recommandables par leur piété, & les plus grands dans l'art de régner, doivent faire cesser tous les raisonnemens de la fausse politique, ou d'une piété mal entendue.

Qu'on ne dise donc pas que c'est arracher à Dieu des victimes tendres qui lui consacrent les prémices de leur jeunesse, qui cherchent à se retirer du monde pour ignorer sa corruption, & qui préviennent l'âge où les passions enflammées par ses attraits, les exposeroient au naufrage de leur innocence.

Car en suivant le principe de ce raisonnement, il faudroit renfermer les enfans dans les Monasteres dès l'âge de douze, dix & sept ans ; ce qui seroit un abus intolérable, comme tout le monde en convient aujourd'hui. RaISONNER ainsi, c'est contredire le plus grand nombre des Conciles des premiers siècles, qui ne vouloient pas que les vierges fussent voilées avant l'âge de vingt-cinq ans ; c'est contredire les Princes les plus religieux, comme les Empereurs Majorien & Charlemagne, qui ont beaucoup reculé cet âge, le premier à la sollicitation d'un des plus grands Papes qui ayent occupé le Siège de Rome, l'autre en renouvelant l'esprit & la lettre des anciens Canons ; c'est contredire S. Paul lui-même, qui est le plus sévère sur cette matiere, & dont l'autorité doit imposer silence à la fausse piété, puisque c'est celle du Saint Esprit même. C'est enfin contredire la raison & le bon sens, puisque l'âge le plus propre pour les vœux, est celui où la connoissance étant plus développée, l'esprit plus affermi, les résolutions seront aussi plus entières & plus fidèlement exécutées.

M. le Vayer, dont on a cité les paroles plus haut, a réfuté tout ce discours avec tant de noblesse & de piété, qu'on n'insistera pas davantage pour en montrer la fausseté.

Qu'on ne dise pas d'un autre côté, que les Monasteres sont une décharge pour l'Etat ; qu'il y a un grand nombre de filles qui ne sont pas propres au monde, que d'autres qui sont sans fortune, ou qui n'ont qu'un bien médiocre, ne trouveront pas à se marier selon leur rang ; que si on recule si loin l'âge des vœux, les Monasteres seront déserts ; que le nombre des filles étant plus grand que celui des garçons, il y en aura qui ne pourront jamais se marier ; qu'enfin il est de l'intérêt des gran-



des Maisons, que les filles puissent entrer de bonne heure dans des Monasteres; que cela assure aux mâles un bien capable de soutenir avec éclat la gloire de leur nom; que les Monasteres d'hommes sont aussi une retraite honorable pour des Cadets de famille qui ne sont pas en état de se soutenir dans le monde; & que c'est renoncer à tous ces avantages temporels, que de reculer si loin l'âge des vœux de religion.

Cette seconde objection n'est pas plus solide que la première. Aussi l'Empereur Majorien & Charlemagne n'ont pas été touchés de toutes ces considérations; & malgré les prétendus inconvéniens qui viennent d'être détaillés, & qui n'ont certainement échappé ni à leurs vœux, ni à leurs lumières, ils ont fixé l'âge de la consécration des vierges, l'un à quarante ans, l'autre à vingt cinq. Ainsi, autorisé par ces deux grands politiques, on peut conclure dès à présent que ces différentes considérations qui regardent principalement les filles, ne sont appuyées que sur des vœux trop foibles, & qui aveuglent sur des avantages temporels, plus considérables & d'une plus grande importance.

Il est impossible d'en faire des loix politiques qui parent à tous les inconvéniens. Les Canons de discipline faits par l'Eglise n'ont pas eux-mêmes cet avantage. Un Législateur qui entreprendroit de faire une Loi générale qui ne fut nuisible au bien d'aucun particulier, tenteroit une chose impossible, & devoit renoncer pour toujours à la législation. Aussi le but du Législateur le plus sage, le plus éclairé & le plus équitable, n'est pas de pourvoir au bien de chaque particulier, mais au bien général. Il sacrifie même souvent le bien particulier au général. De-là cette maxime si souvent répétée dans les Loix, que *le bien public est préférable au bien des particuliers*. Dieu lui-même l'a préféré dans les Loix politiques qu'il a données aux Juifs par le ministère de Moïse, & que J. C. a renouvelles dans l'Evangile. Il ordonne qu'un homme soit jugé & condamné sur la déposition de deux témoins. Deux faux témoins peuvent accuser un innocent, & le faire périr. La chaste Suzanne auroit subi ce triste sort, si Dieu n'avoit suscité Daniel pour confondre ses Accusateurs.

D'après ce principe qui est adopté par tous les Jurisconsultes & Théologiens, il ne s'agit pas de savoir si en reculant le vœu de Religion, on ne nuira peut-être pas à quelques par-

S ij

*Deuter. c. 17,  
16, c. 19, v. 15.  
Math. c. 18, v.  
16. Joan. c. 8, v.  
17, 2. Corinth. c.  
11, v. 1. II. c.  
cap. 10, v. 12.*

ticuliers ; mais si le bien public, le bien général de l'Etat n'exige pas qu'on le recule. Telle personne se seroit sanctifiée dans le cloître, si elle y étoit entrée dans un âge tendre. Les passions s'étant fortifiées avec l'âge, ont pris peu à peu le dessus, & le torrent du monde l'a emportée. Mais pour un qui se seroit sanctifié dans le cloître en y entrant de bonne heure, dix mille s'y damnent pour y avoir fait des vœux au même âge. En reculant l'âge des vœux, *quelques filles resteront dans le monde sans être mariées.* Mais en les laissant à l'âge où ils sont aujourd'hui, on prive l'Etat de deux cents cinquante mille Mariages, & on damne deux cents cinquante mille personnes. Le cloître décharge certaines familles, enrichit des aînés, & les met en état de soutenir la grandeur de leur nom ; mais il dépeuple les villes & les campagnes ; il ruine le commerce & l'agriculture, il affoiblit les armées, appauvrit le Royaume, ternit sa splendeur, mine ses forces, épuise ses ressources, rend les sujets malheureux, & remplit d'inquiétude, de peines & d'amertumes le cœur du Souverain.

Ainsi en laissant à l'objection qui vient d'être proposée toute la force qu'on veut lui donner ; en supposant réel tous les inconvéniens qui y sont détaillés, il doit toujours demeurer pour constant qu'il faut reculer les vœux de religion, parce que ces inconvéniens particuliers ne sont qu'un infiniment petit en les comparant avec\* le bien général que procureront à tout le Royaume des vœux faits dans un âge mûr, après des réflexions sérieuses, après une certaine expérience du monde, & une connoissance particulière de son cœur, de ses penchans & de ses inclinations.

Mais ces inconvéniens eux-mêmes sont exagérés, comme il est aisé de le faire voir en les parcourant l'un après l'autre.

*Il y a des filles qui ne sont pas propres au monde.* Donc elles sont appellées au cloître. Quelle conséquence ! Donc il faut fixer l'âge des vœux à seize ans ? Quelle absurdité ! Donc plusieurs de ces filles ne trouveront pas à se marier, à cause du peu de disposition qu'on remarque en elles pour le monde. Autre conséquence fautive, & démentie par l'expérience. Mais en la supposant vraie, les filles qui ne trouveront pas à se marier, ne seront-elles pas toujours à tems d'entrer dans le cloître à vingt-cinq ans ?

*D'autres n'ayant point de fortune, ou n'ayant qu'un bien mé-*

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 141  
*diacre*, ne trouveront point à se marier selon leur rang. Quand elles ne le trouveroient pas, faut-il les faire Religieuses à seize ans? Ne voit-on pas d'ailleurs que plusieurs se marient tous les jours d'une manière très-avantageuse? Quoi; n'y aura-t-il que les richesses qui feront rechercher une fille en mariage? La sage coutume de Normandie s'est donc étrangement égarée dans sa profonde politique, quand elle ne donne d'autre fortune aux filles qu'un chapeau de rose; en se persuadant faussement que la vertu, la beauté, la douceur, l'amour, la fidélité & la soumission, sont la dot la plus brillante qu'elles puissent apporter à leurs maris, & celle dont ceux-ci doivent être le plus jaloux, parce que c'est la seule qui les rend véritablement heureux? Enfin faut-il que toutes les filles soient mariées ou renfermées dans un cloître? il faut donc par le même principe, remarier promptement les jeunes veuves ou les faire Religieuses. Ne peut-on pas vivre dans le monde, & rester fille ou veuve, quoique jeune? N'en voit-on pas plusieurs qui édifient par leur sagesse, qui charment par un caractère aimable, doux, compatissant, & qui ne trouvent pas de plus grand plaisir que celui de rendre service à tout le monde? Judith, jeune veuve, d'une élatante beauté, n'étoit pas retirée dans les déserts; elle vivoit au milieu du peuple Juif, & elle sauva par un courage héroïque la ville de Bétulie qui ne pouvoit naturellement échapper à la fureur d'Holofernes, ni à la multitude innombrable des troupes de Nabuchodonosor.

On ajoute que si on recule l'âge des vœux de religion, les Monastères seront déserts. Mais l'étoient-ils dans les siècles où les vierges ne pouvoient être voilées qu'à quarante ans & à vingt-cinq ans? Il y aura, à la vérité, moins de Religieux & de Religieuses; mais c'est l'avantage de l'Eglise & de l'Etat: le nombre au reste en sera toujours grand, & ceux & celles qui y seront appelés par une vocation divine, après avoir passé les premiers feux de la jeunesse, dit un Concile rapporté par Antonius Augustinus, seront le temple du Saint Esprit qui entrera dans leur cœur comme dans un vaisseau net & purgé de toutes sortes d'immondices. *Ut viginti quinque annis jam omni fervore diaboli evacuato, inveniatur sibi mundum vas Spiritus Sanctus.* On ne se retirera dans le cloître ni par légèreté, ni par surprise, ni par violence; mais par le seul désir de penser le reste de ses jours aux années éternelles, & d'attirer sur le

In Epitom. jur.  
 Pontif. lib. 9, c.  
 66, c. 1.

141 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
Royaume les bénédictions célestes par des prières ferventes & continuelles.

Il est de l'intérêt de l'Etat que les grandes maisons puissent soutenir leur nom avec éclat, & pour cela elles ont besoin d'une fortune plus considérable. On en convient ; mais presque toutes les coutumes, comme celles de Bretagne, d'Anjou, du Maine, de Normandie & tant d'autres y ont pourvu, en favorisant plus les mâles, & en donnant à l'aîné une part avantageuse très-considérable. D'ailleurs les grands fiefs du Royaume sont impartables, & les aînés mâles peuvent récompenser les filles en argent. Avec ces avantages, & en évitant de donner dans le luxe de notre siècle qui renverse bientôt les fortunes les plus brillantes, les aînés seront en état de soutenir leur nom avec honneur. D'un autre côté les Monastères étant diminués en nombre, n'auront plus besoin de si grands revenus, & l'Etat pourra prendre une partie de leurs immenses richesses pour l'employer au bien public. Une portion des revenus de l'Abbaye de Saint Denis a été consacrée au célèbre établissement de Saint Cyr. On pourroit suivre cet exemple pour en faire d'autres également utiles au public. On pourroit par-là recueillir des fonds toujours subsistans pour marier avantageusement un grand nombre de Demoiselles du Royaume, qui ne seroient pas aussi bien partagées du côté de la fortune, qu'elles le sont du côté de la naissance. Quand le Gouvernement veut se rendre attentif à profiter de tout, il trouve des ressources infinies, qui, au lieu d'appauvrir l'Etat, ne servent au contraire qu'à lui donner plus de lustre & à le rendre plus florissant. Aussi l'Empereur Majorien, loin d'avoir été arrêté par ces considérations politiques, & détourné de fixer la consécration des Vierges à quarante ans, a été au contraire déterminé par des vues politiques à donner cet Edit qui nous paroît aujourd'hui si rigoureux, & veut que les Demoiselles de condition se marient, & que les enfans qu'elles mettront au monde, contribuent à perpétuer la noblesse & à étendre la grandeur de l'Etat. Ces enfans servent souvent à conserver les grandes familles. Combien n'y en a-t-il pas d'éteintes, parce qu'on avoit trop compté sur des mâles que la mort a enlevés sans postérité, après que leurs sœurs avoient été immolées au cloître par l'ambition de leurs peres & meres ? N'en avons-nous pas encore aujourd'hui des exemples sous les yeux ? L'Empereur Majorien a voulu pré-

venir cet inconvéniént, & plusieurs autres que ses grandes vues lui suggéroient, & après avoir dit qu'un Souverain est obligé de veiller à la conservation & à l'augmentation de la République; il ajoute : *La présente réformation pourra beaucoup y contribuer, si nous avons soin que la noblesse des femmes illustres s'accroisse & se multiplie par la naissance des enfans; que les devoirs réciproques des peres envers les enfans, & des enfans envers les peres, ne soient point violés par des embûches & des surprises criminelles, & que le vrai culte de Dieu soit désormais embrassé avec une pleine liberté & sans aucune contrainte.*

Pour ce qui est des Cadets de maison, il y a mille moyens de les placer honorablement, sans altérer les biens de leurs familles. L'Ecole Royale Militaire que la générosité du Roi vient de fonder, est pour plusieurs d'entr'eux une source comme assurée de fortune & d'élévation. L'Eglise est une ressource pour un grand nombre. L'Etat a mille emplois honorables que l'on peut donner à d'autres; & le commerce qui soutient dans sa splendeur les Nobles d'Espagne, d'Angleterre & d'Hollande, est pour les autres un vaste champ de richesses & de fortune. Le commerce a toujours été en honneur dans les nations les plus policées & les plus jalouses de leur grandeur. Pourquoi est-il considéré sous un autre point de vue dans ce Royaume? On ne craint pas de dire qu'il seroit de la saine politique de le traiter aussi favorablement en France qu'il l'est dans les autres nations, & de mettre une fois les Nobles à couvert de la crainte de se dégrader en entrant dans des routes de fortune, qui ne peuvent que répandre l'abondance dans l'Etat, & leur procurer les moyens de soutenir leur noblesse avec plus d'honneur & de dignité. Les Dictateurs Romains labouroient eux-mêmes leurs propres champs; & ces mains triomphantes qui avoient dompté les nations les plus formidables, n'étoient pas deshonorées par la bêche & par le hoyau. C'est le commerce qui a mis la fameuse Carthage en état de disputer à Rome pendant un grand nombre d'années l'Empire de l'Univers.

Il est donc prouvé que les prétendus inconvéniens qui seroient à craindre en reculant l'âge des vœux de religion, doivent céder au bien spirituel de l'Eglise, & à l'avantage temporel de l'Etat, auxquels un Souverain doit tout sacrifier.

Mais à quel âge fixera-t-on ces vœux? l'âge doit-il être le même pour les deux sexes?

*Observations sur  
les deux questions  
proposées au con-  
sultement.*

L'Ordonnance de Blois, ainsi que l'on a déjà observé, permet à l'un & à l'autre sexe, de faire des vœux à seize ans accomplis ; mais cette indulgence a été accordée à la sollicitation du Clergé, comme le Règlement du Concile de Trente est le fruit des clameurs des Archimandrites & des Généraux d'Ordres. Aussi l'Ordonnance de Blois n'a pas passé sans essayer plusieurs contradictions, dont il reste des marques dans les Registres du Parlement ; d'ailleurs les abus s'étant multipliés depuis, il est indispensable de faire une Loi salutaire qui en arrête une bonne fois le cours. Enfin on a démontré plus haut que l'âge de seize ans est évidemment trop peu avancé pour un sacrifice de cette importance.

L'Ordonnance d'Orleans publiée dix-neuf ans auparavant, ne permet aux filles de faire profession qu'à vingt ans, & aux mâles qu'à vingt-cinq. Elle met une distinction entre l'âge des deux sexes, & permet aux filles de faire des vœux cinq ans avant les mâles. Il semble en effet qu'on doit permettre aux filles de faire des vœux plutôt ; elles sont formées avant les mâles. On leur permet de se marier plutôt. La jeunesse des filles est passée avant celle des mâles. Enfin ceux-ci rendent des services plus importants à l'Etat ; ainsi il faut les lui enlever plus tard. Aussi M. le Vayer remarque que toutes les fois que la profession des personnes de l'un & de l'autre sexe, a été réglée par un même Concile, nous ne voyons point qu'il ait été permis aux hommes de faire leurs vœux plutôt qu'aux filles, & nous trouvons au contraire qu'il a presque toujours été permis aux filles de les faire plutôt qu'aux hommes. Par exemple, avant le Concile de Trente, les filles pouvoient faire profession à douze ans, & les hommes ne la pouvoient faire qu'à quatorze.

D'après ces réflexions auxquels on ne peut se refuser, que la nature semble présenter elle-même, l'âge auquel on fixera les vœux des filles, réglera par proportion celui des garçons. Si d'après l'Ordonnance d'Orleans, on permet aux filles de faire profession à vingt ans, il sera naturel, aux termes de la même Ordonnance, de permettre aux garçons de la faire à vingt-cinq, & si on recule l'âge de vingt ans auquel cette Ordonnance permet aux filles de faire des vœux, il faudra aussi reculer l'âge de vingt-cinq ans, auquel elle a permis ceux des garçons.

Or après tout ce qui a été dit jusqu'ici sur cette matière, il semble qu'il faut reculer l'âge de vingt ans pour les filles, & que

§ 11. *Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif.* 145  
 que cet âge, non plus que celui de seize ans, déterminé par l'Ordonnance de Blois, ne suffit pas pour assurer toute la connoissance, la réflexion, la maturité & l'expérience qu'exige un sacrifice si redoutable. Ce n'est pas à vingt ans où les passions sont dans leur plus grande force, qu'il faut immoler la victime, dont l'esprit, le cœur & les sens demandent encore du temps pour se préparer à la mort. Ce n'est pas à vingt ans que comme l'exige le Concile cité par Antonius Augustinus, *les premiers feux de la jeunesse sont passés, & que le Saint Esprit trouvera des vases purs & exempts de toute souillure*, dans lesquels il entrera comme dans son temple.

En effet, ne peut-on pas appliquer par proportion à l'âge de vingt ans, ce que M. le Vayer dit de l'âge de seize ans ? Ne peut-on pas dire avec ce Magistrat : " Sçait-on à l'âge de vingt ans, ce que sont les biens qu'on abandonne par un vœu de pauvreté ? Sçait-on quels sont les mouvemens de la nature que l'on sacrifie par un vœu de chasteté ? Sçait-on ce que c'est que la liberté dont on se prive par un vœu d'obéissance ? Et si la jeunesse ne sçait pas alors ce qu'elle quitte, peut-on dire qu'elle le donne ? ... Est-ce se donner à Dieu, que de se donner à un caprice de jeunesse, à un dégoût qu'on aura de la maison paternelle, à une idée de repos & d'oisiveté qu'on se figure mal-à-propos dans un cloître, à un esprit d'inconstance si naturel aux jeunes gens qui ne courent qu'après le changement & la nouveauté ? Est-ce se donner à Dieu, que de suivre la volonté impérieuse d'un pere auquel une fille de vingt ans n'a pas la force de résister, & qui, comme le remarque l'Empereur Majorien, veut moins consacrer sa fille à Dieu que l'immoler à son ambition ?

P. 101, 102.

Si Charles IX n'a pas reculé au-delà de vingt ans l'âge de la profession des filles, c'est peut-être que les véritables principes qui doivent guider sur cette matière, n'étoient pas aussi développés de son temps qu'ils le sont aujourd'hui, ou que les circonstances dans lesquelles on se trouvoit alors, n'ont pas permis d'en faire davantage.

Il faut, pour régler cet âge, avoir toujours devant les yeux le bien spirituel de l'Eglise & l'avantage temporel de l'Etat, les mœurs présentes, l'esprit de piété dominant dans la jeunesse,

*Tome IV, II. Partie.*

T

la profondeur plus ou moins grande de la corruption du cœur, l'attrait plus ou moins violent pour le monde, & le plus ou le moins d'éloignement qu'on remarque dans le sexe pour la vie religieuse; & après de mûres réflexions sur tous ces points, on se convaincroit aisément que l'Edit de l'Empereur Majorien seroit plus nécessaire dans le temps où nous vivons, qu'il ne l'étoit dans le siècle où ce Prince l'a donné. Mais on n'a garde de proposer le rétablissement d'une Loi qui nous paroît aujourd'hui si sévère, & qui est si incompatible avec la foiblesse du siècle où nous vivons. Aussi faut-il convenir de bonne foi, qu'elle paroît avoir eu peu d'exécution; & il est certain qu'elle n'a jamais été la règle dominante des premiers siècles de l'Eglise. Mais ce qu'on vient de dire prouve au moins, que dans un siècle aussi corrompu que le nôtre, si ennemi de la retraite, si enclin aux attraits du monde, si jaloux de ses honneurs, de ses richesses, de ses pompes & de toutes ses faveurs; dans un siècle où le nombre infini des Religieux & leurs richesses immenses appauvrissent l'Etat, affoiblissent les armées, font languir le commerce, rendent plusieurs campagnes désertes; dans un siècle où les Apostasies, les Mariages scandaleux, les réclamations contre les vœux, les retours au monde qui occasionnent des déclamations indécentes dans les Tribunaux séculiers, les désordres de toute espèce qui couvrent d'opprobres la sainteté de la vie religieuse & qui deshonnorent la Religion; il faut convenir que dans un siècle de ce caractère on ne devoit au moins permettre les vœux des Religieuses qu'à l'âge auquel on permettoit communément dans les premiers siècles la consécration des vierges, dont le plus grand nombre avoit plus de goût pour la retraite que pour le monde, & qui étoient encore comme à la source de la ferveur & du détachement des premiers siècles.

*M. le Payer,*  
*pag. 45.*

Or, suivant la discipline qui a été anciennement la plus universelle dans l'Eglise, les vierges ne pouvoient être voilées avant l'âge de vingt-cinq ans. Cela est constant par les textes qu'on a rapportés plus haut. C'est l'âge qu'on trouve dans le troisième Concile de Carthage, dans un Concile d'Afrique tenu au cinquième siècle, dans un autre Concile des premiers siècles rapporté par *Antonius Augustinus*, dans le troisième Concile de Tours, & dans les Capitulaires de Charlemagne, qui font une



*§ 11. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif.* 147  
autorité respectable pour la France.

Ainsi, en suivant cette ancienne discipline, si sage, si utile, si salutaire, si nécessaire pour les besoins présents de l'Eglise & de l'Etat, il semble qu'on devroit fixer l'âge des vœux pour les filles à vingt-cinq ans accomplis; & on croit avoir prouvé d'une manière évidente, que l'avantage de l'Eglise & de l'Etat exige qu'on les recule au moins jusqu'à cet âge. On pourra sans doute trouver sur ce point des contradicteurs intéressés; mais ceux qui voudront peler sincèrement & de bonne foi toutes les raisons spirituelles & temporelles qui déterminent à prendre ce parti, & qui les compareront avec les prétendus inconvéniens qu'on oppose pour les affaiblir, conviendront sans peine qu'il n'y a rien à retrancher de cet âge.

En effet, presque toutes les Coutumes du Royaume défendent aux filles de disposer avant vingt-cinq ans accomplis, d'un simple héritage, du plus petit morceau de terre. N'est-il pas étrange qu'on leur permette de disposer avant le même âge, de tout ce qu'elles ont de plus précieux au monde, de leurs biens, de leur liberté, de leur volonté, de leurs corps, de leurs ames; que dis-je, de leur salut & de leur éternité?

L'âge de la profession des filles étant fixé à vingt-cinq ans, il paroît, en suivant la proportion de l'Ordonnance d'Orléans, qu'il faudroit fixer celui de la profession des garçons à trente ans. Cependant cette conséquence n'est pas nécessaire, & d'ailleurs cet âge seroit trop reculé dans un siècle comme le nôtre, qui est décidé contre tout ce qui semble, porter le caractère de la plus légère sévérité. On peut en effet régler la différence de l'âge des vœux des deux sexes, sur la différence de l'âge pour le Mariage, en observant néanmoins que l'état de la Religion étant en soi plus parfait que celui du Mariage, & que les hommes se marient pour la République; au lieu qu'en faisant des vœux, ils s'affranchissent de presque toutes les charges dont ils lui sont redevables comme citoyens; il ne faut pas régler arithmétiquement la différence de l'âge des vœux sur la différence de l'âge du mariage, mais mettre un peu plus de distance entre l'âge des vœux des deux sexes, qu'entre celui de leurs Mariages.

Les Loix permettent aux filles de se marier à douze ans, & aux garçons à quatorze. En suivant cette proportion pour les

148 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question X<sup>IV</sup>.*  
 vœux, ceux des filles étant fixés à vingt-cinq ans, il faudroit régler ceux des hommes à vingt-sept. Mais comme les raisons qu'on vient d'apporter, & d'autres qu'on a exposées plus haut, prouvent qu'on doit mettre plus de distance entre l'âge des vœux qu'entre celui du mariage; on ne peut pas ajouter moins de six mois aux deux années de différence qu'on vient de proposer entre l'âge des vœux des filles & des garçons.

Ainsi, tout pesé au poids de la raison, pour le bien spirituel de l'Eglise & l'avantage temporel de l'Erat, il semble que les vœux solennels de Religion devroient être interdits aux filles avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis, & aux mâles, avant l'âge de vingt-sept ans & demi & pareillement accomplis.

La parenté naturelle.

Le troisième empêchement est celui de la parenté tant naturelle que spirituelle. La première s'appelle consanguinité, *cognatio*, & se définit, un lien qui unit ensemble les personnes qui descendent par la voye du commerce charnel, licite ou illicite, ou les unes des autres, ou d'une tige commune.

Le quatrième Concile de Latran, disent les Mémoires du Clergé, a réduit au quatrième degré l'empêchement de la consanguinité & de l'affinité. Le Decret de ce Concile a été renouvelé & confirmé par un Concile de Bayeux tenu en 1300, & par celui de Bordeaux en 1383; suivant ce dernier Concile, quand les degrés sont inégaux, on n'a égard qu'aux plus éloignés. T. V, p. 627-646-667.

Le Concile de Trente, *Sess. 24, cap. 5, de ref. Matr.* ne permet pas de dispenser dans le second degré, sinon entre les Grands Princes, & pour une cause publique. Ce qui est conforme à l'un des articles des demandes que Charles IX fit faire au Concile. T. V, p. 637-850-860.

Le Pape peut-il dispenser dans le second degré de consanguinité d'entre Oncle & la nièce? *Raisons pour & contre.* T. V, p. 832 & suiv.

Pour se mettre bien au fait de l'empêchement qui en résulte, il faut faire attention non-seulement à cette souche commune dont ces personnes tirent leur origine, mais encore à la ligne & au degré qui les approchent ou les éloignent l'une de l'autre. On entend par la première l'ordre ou la suite de ceux que le sang unit. Il y en a une qu'on appelle *Directe*, dans laquelle on place ceux qui ont reçu la vie avec ceux qui la leur ont

donnée ; tels que sont le fils , le petit-fils , le pere , l'ayeul . La seconde , se nomme collaterale , & on y met ceux qui ne viennent pas les uns des autres , mais de la souche commune , comme les freres , les sœurs , les cousins germains , les cousines germaines , &c. Dans la directe on compte autant de degrés qu'il y a de générations ; par conséquent le fils est au premier degré par rapport à son pere , le petit-fils au second , l'arrière petit-fils au troisième , &c. Dans la collatérale , il y en a autant que de distances de la souche commune , entre ceux & celles qui en descendent ; ainsi le frere & la sœur sont au premier degré , parce qu'il n'y en a qu'une en remontant jusqu'à leur pere commun ; les cousins germains au deuxième ; les issus de cousins germains au troisième , & leurs enfans au quatrième . Les Jurisconsultes & les Grecs avec eux , les comptent différemment , & veulent qu'il y ait autant de degrés que de personnes engendrées . Par conséquent le frere & la sœur , selon eux , sont au deuxième ; le cousin germain & la cousine germaine au quatrième , leurs enfans au sixième , mais cela revient au même . La raison de la différence qu'ils mettent dans leur maniere de compter , vient de ce que comme il faut deux personnes pour le mariage , les Canons en veulent aussi deux pour un degré : comme au contraire les successions que le Droit Civil envisage , vont d'une seule personne à une autre ; les Jurisconsultes en comptent autant qu'il y a de personnes . Celui qui craint de s'y méprendre , doit dresser sur le papier un arbre généalogique de la maniere qui est marquée ci-après , il mettra au bas les noms de celui & de celle qui veulent s'entrépouser ; au dessus de chacun d'eux les noms de leur pere & mere ; au dessus de ceux-ci , les noms de leurs ayeul & ayeule , & continuera jusqu'à ce qu'il ait atteint la souche commune , au-delà de laquelle il ne faut plus remonter .



De JEAN GODART, Souche commune,  
sont issus

<sup>1</sup>  
GUILLAUME GODART.

<sup>2</sup>  
LAURENT GODART.

<sup>3</sup>  
PIERRE GODART.

<sup>4</sup>  
NICOLAS GODART.

<sup>1</sup>  
MARIE GODART,  
marlée à Nicolas Grosse.

<sup>2</sup>  
ANTOINE GROSSE.

<sup>3</sup>  
ANNE GROSSE,  
marlée à Philippe Robert.

<sup>4</sup>  
ELIZABETH ROBERT.

Elle est quelque-  
fois mixte.

Les degrés ne sont pas toujours égaux entre les proches qui veulent se marier, comme on le voit dans l'oncle & la nièce, dont l'un est au premier, eu égard à la souche commune, & l'autre au second; dans le cousin germain & la cousine issue de germain, dont l'un est au second, & l'autre au troisième; c'est ce qui fait appeler cette parenté mixte: mais le degré le plus éloigné emporte & tire toujours à soi le plus prochain; d'où on conclut que si Pierre est cousin de Marie du quatre au cinq, ils n'ont plus besoin de dispense. Grégoire IX l'a ainsi décidé au chap. IX. *Vir. tit. 14, de consanguin. Lib. IV.* Il se trouve même de graves Théologiens qui croient qu'il n'en faut point à un oncle pour épouser la fille de son arrière petite nièce, parce qu'il ne lui est parent que du premier au cinquième. Le stile de la Cour de Rome veut que dans les suppliques qu'on y envoie pour la demander lorsque les degrés sont inégaux, on exprime toujours celui de l'homme le premier, quand même il seroit le plus éloigné, & par conséquent si c'est une tante qui veut épouser son neveu, qu'on dise qu'ils sont parens du second au premier; mais c'est une question controversée entre les

Docteurs ; sçavoir , si la dispense est absolument nulle quand on s'est contenté de déclarer le plus éloigné , & que par exemple , celui qui est parent d'une fille du trois ou quatre , s'est contenté de dire qu'ils sont parens au quatre. Ducasse qui la traite assez au long , Tome II , page 172 , soutient qu'oui , & qu'il faut en obtenir une nouvelle , ou du moins un *perinde valere* quand l'obmission s'est faite malicieusement & par fraude ; *secus* lorsqu'elle est arrivée par défaut d'attention ou ignorance des usages , parce que le Pape l'auroit également accordée avec cette expression , comme sans elle. On peut appuyer ce sentiment sur l'autorité d'un Arrêt rapporté au Journal du Palais , & rendu le 15 Mars 1672 , au sujet du Mariage qu'un grand oncle avoit contracté avec sa petite nièce , sans avoir expliqué au Pape d'autre degré que le plus éloigné ; c'est-à-dire , le troisième ; mais ce sentiment , dit l'Auteur des Conférences d'Angers , Tom. II , pag. 107 , n'est pas sûr , & ne doit pas être suivi dans la pratique , sur-tout quand le premier degré concourt avec un plus éloigné , parce qu'il est contraire au stile & à l'usage de la Cour de Rome , autorisés par les Constitutions de Pie IV , Gregoire XIII & Pie V , & qu'il y a lieu de croire que le Pape l'eût du moins accordée plus difficilement , puisque la taxe est plus forte pour l'un que pour l'autre. Aussi les distingue-t-on exactement dans le Tarif des droits des Banquiers que Louis XIV fit arrêter dans son Conseil. A l'Arrêt qu'on vient d'alléguer , cet Auteur répond qu'il ne fait pas règle , & qu'il a été rendu dans des circonstances toutes particulières. Ce qui paroît certain , c'est que la dispense seroit valable si les parties avoient déclaré un degré plus proche que celui où elles sont , parce que le plus emporte le moins , quand ils sont dans le même genre ; ou si elles avoient exposé un empêchement qui suit nécessairement de l'autre , comme l'affinité causée par un Mariage précédé de Fiançailles. Il n'en est plus de même quand le genre est différent , ainsi elle seroit nulle , si au lieu du quatrième degré de parenté on exprimoit le quatrième d'affinité.

Il arrive encore quelquefois que la parenté se trouve double & même triple entre ceux qui veulent se marier. Un cousin germain & une cousine germaine petits enfans , par exemple , de Jean Godard , s'entrepousent , & ont des enfans ; il est vi-

Le degré le plus éloigné emporte avec soi le plus proche.

La parenté est quelquefois double & triple.

sible que ceux-ci sont doublement parents, d'abord au premier degré, relativement à leurs pere & mere, ensuite au troisième, relativement à leur bisayeul, & même au quatrième, relativement à leur trisayeul, en cas que celui-ci ait aussi épousé sa cousine germaine ou une autre proche parente; il en est de même quand deux freres épousent deux sœurs, par rapport à leurs enfans. Cette circonstance doit sans doute être exposée par ceux qui demandent dispense, & ce, sous peine de nullité, attendu que la dispense est de rigueur, & ne s'étend pas d'une espèce à une autre, quand même le degré exposé seroit supérieur à celui qui a été obmis. Bouchel rapporte un Arrêt qui l'a ainsi jugé le 6 Août 1609. Les droits qu'on paye à la Chancellerie Apostolique sont aussi plus forts, comme on le voit par le Tarif inferé dans notre Recueil. Ce principe doit s'appliquer également à l'affinité; par conséquent si un homme a eu commerce avec deux parentes de la femme qu'il veut épouser, & ne parle que d'une, sa dispense sera pareillement subreptice.

Elle s'étend  
dans la ligne di-  
recte à l'infini.

La parenté produit toujours l'empêchement dans la ligne directe, à quelque degré qu'elle monte ou qu'elle descende; c'est la décision de Nicolas I, dans sa réponse aux Bulgares, où il dit conformément à la Loi de Justinien, Instit. Lib. I, tit. X, § 1, que *Inter personas quæ parentum liberorumve locum inter se obtinent, nuptiæ contrahi non possunt usque in infinitum*. On ne doute point qu'il soit de droit naturel dans le premier, c'est-à-dire, entre le pere & la fille; mais la question est de savoir s'il en est de même dans le deuxième: elle partage les Docteurs, & Sanchez suivi de beaucoup d'autres, soutient que si un infidèle avant son Baptême, a épousé sa petite fille, il n'est pas obligé à s'en séparer. Les Loix ont beaucoup varié sur son étendue dans la ligne collatérale: du temps de S. Gregoire le Grand, il alloit dans l'Eglise Latine jusqu'au septième inclusivement, & il nous apprend, Lib. XII, Epist. 31, que ce ne fut que par dispense & en faveur des Anglois seulement qu'il la restreignit au troisième, afin de faciliter par cette condescendance leur conversion. Les choses étoient encore sur le même pied sous Charlemagne, qui dans le 80 de ses Capitulaires, Lib. VI, confirme cet usage, disant: *Progeniem suam usque ad septimam observare decernimus generationem*: mais la difficulté

difficulté qui se trouve à débrouiller les généalogies & les fréquentes transgressions de la Loi, déterminèrent Innocent III & les Peres du Concile général qu'il tint à Rome en 1215, à le borner au quatrième inclusivement, pour tous les fidèles en général, sans distinguer entre l'affinité qui vient du commerce légitime & de l'illégitime, *Prohibitiones copulae conjugalis quartum consanguinitatis & affinitatis gradum non excedant.*

Elle est présentement bornée dans la collatérale au quatrième degré.

La parenté spirituelle est le lien qui se contracte entre deux personnes par le Sacrement de Confirmation ou de Baptême donné à l'Eglise validement & solennellement. On a cru devoir en raisonner comme de la parenté naturelle ; & en effet les libertés que le Mariage donne aux époux, ne répugnent pas moins aux égards & au respect qu'un enfant spirituel doit à celle dont il tient la vie de l'ame, qu'à celle qui lui a donné la vie du corps. On étendoit autrefois fort loin l'empêchement qui en résulte, & on le mettoit non-seulement entre le baptisé & celui ou celle qui l'avoit tenu sur les Fonts Baptismaux ; la baptisée & le fils de celui par qui elle avoit été tenue, mais encore ceux qui les avoient instruit pour les préparer à recevoir le Sacrement, ce qu'on appelloit *impedimentum Catechismi*, dont il est parlé au chap. II, de *cognat. spirit. in 6* ; mais le Concile de Trente, dans le chap. II de sa Sess. 24, l'a réduit à des bornes plus étroites, & ordonné qu'il n'aura plus lieu qu'entre le Ministre du Sacrement & le baptisé, le Ministre, le pere & la mere du baptisé, le parein, la mareine & le baptisé, le parein, la mareine, le pere & la mere du baptisé. Quoique le Concile n'ait été ni publié ni reçu en France, l'usage a néanmoins adopté son Decret sur ce point ; il souffroit pourtant encore de la difficulté vers la fin du seizième siècle, comme nous l'apprenons de l'histoire de la dissolution du Mariage d'Henri IV. avec la Princesse Marguerite ; car un des moyens sur lequel on insista fort pour le faire déclarer nul, fut que le Roi Henri II, pere de Marguerite avoit été parein de ce Prince, & qu'on n'en avoit point demandé dispense en les mariant. Ce réglemeut s'observe également pour le Sacrement de Confirmation, dans les Diocèses où l'usage des pareins & mareines subsiste encore, lesquels sont en fort petit nombre parmi nous. Ce qu'il y a de particulier, c'est que si c'est un enfant qui le reçoit, on le doit tenir sur le bras droit, & si c'est un adulte, lui faire poser le pied sur le pied droit de ce-

L'empêchement est aussi produit par la parenté spirituelle dans le Baptême.

lui ou de celle qui le tient, ainsi qu'il est prescrit par le Pontifical Romain au titre *De confirmandis*. Pour ne pas multiplier les alliances & les empêchemens qui en naissent, le Concile veut encore que, suivant la coutume marquée par l'Auteur des Constitutions Apostoliques, Liv. III, chap. XVI, on ne donne au baptisé qu'un perein ou une maraine, suivant son sexe, & tout au plus l'un & l'autre au nombre de deux qui ne doit jamais être excédé sans une dispense expresse, que le Curé ou le Prêtre qui baptise s'informe exactement qui sont ceux qui ont été choisis pour cette fonction par les parens, & qu'il n'y en admette point d'autres, ce qui ne lui ôte pas cependant le droit de leur en substituer de capables, en cas qu'il les en juge incapables ou indignes, parce qu'il est chargé de faire en sorte que ce Sacrement soit administré avec les cérémonies & les rites prescrits par l'Eglise, enfin que si outre ceux que lui ou les parens ont choisis, quelqu'un s'avise de s'y ingérer, il n'en résulte aucune parenté spirituelle; d'où il est aisé de conclure que ceux-là se trompent, qui croient qu'on n'en contracte point dans le Baptême des enfans trouvés, quand on passe par hazard dans l'Eglise, & qu'on est prié par le Prêtre de les tenir, ainsi que Sanchez, Lib. VII, disput. 57, & autres l'enseignent. Il appuie sa décision sur l'exemple de la Confirmation, où le choix n'est point déferé aux parens, mais à l'Evêque seul. Comme l'alliance & l'empêchement ne proviennent que de l'attouchement qui se fait durant l'administration solennelle du Sacrement, il s'ensuit encore qu'il n'y en a point à craindre, lorsque l'enfant a été ondoyé à la maison, & qu'on supplée seulement à l'Eglise les cérémonies omises, ou quand on le baptise solennellement ailleurs; par exemple, dans la Chapelle d'un Château, à moins que l'Evêque ne l'ait expressément permis, auquel cas on ne met point de différence entre l'une & l'autre. Voyez là-dessus Bonacina, *De impediment. Matrim.* § 2, propos. 3, N°. XI.

Le Procureur  
ne contracte pas  
d'alliance, mais  
celui qui le com-  
muni.

Il semble indifférent que le perein tienne l'enfant par lui-même ou par Procureur, parce que suivant la règle du Droit *in sexto, qui facit per alium perinde est ac si faciat per seipsum*, & que l'alliance ne se contracte ordinairement qu'avec ceux que la famille a choisie, ce qui ne convient pas au Procureur, lequel ne l'est que par son constituant. Fagnan assure après Navarre, Confil. 5, que la Congrégation des Cardinaux l'a



ainsi décidé. On le trouve de même dans les Statuts Synodaux d'Orléans au titre *De Baptismo*, part 15 ; on doit dans ce cas juger du Procureur comme de celui qui est chargé d'épouser une fille au nom d'un de ses amis, lequel certainement ne contracte aucune affinité, ni avec elle, ni avec ses parens. Cette décision nous apprend que ceux-là se trompent encore qui estiment que le contrat physique est toujours nécessaire à cet effet ; il est certain aussi qu'il n'est pas toujours suffisant, autrement il faudroit dire que la Sage - Femme qui tient l'enfant entre ses bras durant qu'on le baptise, seroit maréine, ce qui n'est pas vrai. Nous ne parlons point ici du Baptême donné sous condition, sur lequel nous sommes suffisamment étendus au titre de l'irrégularité, en parlant de la ré-baptisation. Il faut pourtant convenir qu'on ne doit pas, suivant le sentiment commun & le plus probable, raisonner de l'empêchement comme de l'irrégularité, parce que celle-ci est pénale & suppose une faute, au lieu que celui-là est fondé sur la seule indécence qui peut être sans péché. Par conséquent comme il peut se faire que le Baptême donné sous condition soit valide, & que le premier ne le soit pas, il faut prendre le parti le plus sûr, qui est de recourir à la dispense que l'Evêque semble pouvoir donner dans ce cas comme dans tous les autres douteux. Nous ajouterons seulement que pour contracter les engagemens dont nous parlons ici, il faut avoir l'âge de discrétion, l'intention, non pas (comme le disent quelques-uns) de s'allier spirituellement avec l'enfant ou ses parens, parce que cette affinité suit nécessairement de l'action dont elle est une suite, mais de faire une action sainte & instituée par l'Eglise, telle que doit l'avoir le Prêtre qui baptise, & enfin une connoissance distincte de la personne à qui on rend ce charitable office ; car l'erreur à son égard suffit pour décharger d'une obligation qui doit être fort volontaire & fort libre ; d'où il s'ensuit qu'en s'en tenant du moins à la discipline présente de l'Eglise, si un pere tenoit son propre enfant par surprise, croyant en tenir un autre, il ne seroit pas tenu de se séparer de sa femme. Il n'y seroit pas non plus tenu quant à la reddition du devoir conjugal, s'il le faisoit exprès & dans le dessein de la priver de son droit quoiqu'il ne put pas dans ce cas le demander.

Les anciens Canons vouloient qu'on séparât l'homme de sa femme, *quoad thorum* quand il avoit baptisé lui-même son pro-

Pour la contracter il faut avoir l'âge de la raison.

pre enfant, quoique dans un péril évident de mort, & c'est ce qui se pratique encore aujourd'hui dans l'Eglise Grecque; mais Jean VIII a cru devoir en moderer la rigueur dans le Canon 7, que rapporte Gratien, cauf. 30, quæst. 1, & qui commence par ces mots *Ad limina*, bien entendu néanmoins qu'il ait eu cet enfant de fa femme légitime; car s'il vient d'une concubine, il ne peut pas l'épouser fans dispense, parce que le droit ne fait d'exception qu'en faveur du mariage légitimement contracté. Voici à ce sujet ce que dit le Rituel de Paris au titre de *Baptismo*: *Pater aut mater propriam prolem baptizare non debet præterquam in mortis periculo, quando alius non reperitur sive vir sive femina qui baptizet, neque tamen baptizando ullam contrahit cognationem quæ Matrimonii usum impediatur*. Cette décision est fort opposée à ce qu'avance l'Auteur de la nouvelle conduite des Confesseurs, pag. 135, où il dit que suivant le sentiment le plus probable, un pere qui baptise un enfant en présence d'une Sage-Femme, ne contracte pas l'empêchement, parce qu'il ne convient pas qu'une femme baptise en présence d'un homme.

La parenté spirituelle peut être double comme la parenté naturelle, & cela arrive quand un homme a tenu sur les fonts ou à la Confirmation, l'enfant d'une femme, qui de son côté a tenu quelqu'un des siens, ou bien quand il l'a tenu dans tous les deux Sacrements. Il ne doit pas manquer quand il demande la dispense, de l'exposer: mais s'il en a tenu plusieurs, soit tout-à-la-fois, soit successivement, il n'est pas obligé d'en faire mention, suivant la décision de Clement VIII, rapportée par Garcias, part. 8, cap. 3. La parenté légale qui provient de l'adoption, produit aussi l'empêchement dirimant entre l'adoptant, ses enfans légitimes & l'adopté, parce qu'elle l'aggrege à sa famille en qualité de fils ou de petit-fils; mais comme l'usage en est entierement aboli dans ce Royaume, nous ne croyons pas devoir nous y arrêter.

Le quatrième est l'affinité, *affinitas*, c'est-à-dire, l'alliance qu'on contracte avec les parens de la personne qu'on a connue charnellement, ou dans un Mariage légitime ou autrement. Comme on devient par cette action une même chair avec elle, *una caro*, on devient aussi en quelque façon leur parent, & il y a dans le Mariage qu'on contracte avec eux, une espèce d'indécence qui a besoin d'être levée par une dispense. Elle s'étend ainsi que la parenté dans la ligne directe à tous les degrés à l'in-

Le pere qui baptise son propre enfant dans la nécessité ne contracte point d'empêchement.

La comparément est quelquefois double.

L'affinité qui vient ex copula licita s'étend jusqu'au quatrième degré.

fini ; de sorte qu'il est défendu à un homme devenu veuf , d'épouser non-seulement la veuve de son fils , à laquelle il est allié au premier , mais encore celle de son arriere petit-fils , &c. Dans la collatérale elle s'étend aussi jusqu'au quatrième inclusivement , lorsqu'elle vient d'un commerce légitime ; d'où il s'ensuit que si Pierre qui a épousé Jeanne ma sœur en premières nœces , devenu veuf , se marie à la fille de ma cousine issue de germain , son mariage est nul. Quand elle vient d'un commerce criminel , elle demeure bornée au second , depuis le régleme[n]t du Concile de Trente , Sess. 24 , chap. IV , adopté par les Conciles de Reims & de Bordeaux en 1583 , & auquel est conforme l'art. 22 du cahier présenté à Charles IX. Par conséquent quoique Paul qui a abusé de Marthe , ne puisse épouser ni sa sœur ni sa cousine germaine , auxquelles il est allié dans le premier & le second degré , il peut pourtant se marier avec sa cousine issue de germain. Plusieurs ont cru autrefois que le Concile n'avoit pas levé totalement la défense dans le troisième & quatrième , & qu'il s'étoit contenté de changer l'empêchement dirimant en prohibitif ; mais Pie V n'a plus laissé de difficulté sur ce point , en déclarant par sa Bulle *Ad Romanum* du 19 Décembre 1566 , que le Mariage dans ce cas pouvoit se contracter & libéré & licite. Il est vrai que les anciens Canons privoient celui qui avoit péché avec la parente de sa femme , de la liberté de se remarier avec toute autre lorsqu'il devenoit veuf , mais leur défense ne subsiste plus depuis longtems.

Avant le Concile de Latran , auquel présida Innocent III , on comptoit trois genres ou especes d'affinité , & on tenoit que *affinitas pariebat affinitatem* , & *ant affinis meus efficeretur affinis fratris mei* , mais les deux derniers y ont été abrogés dans la ligne collatérale par les Canons *Quod super his & non debet* , tit. de consanguinitate. *Super eo* ( y dit ce grand Pape ) *quod pater & filius cum matre & filia , duo cognati cum duabus cognatis , avunculus & nepos cum duabus sororibus contrahunt matrimonia ; taliter tibi duximus respondendum quod licet omnes consanguinei viri sint affines uxoris , inter consanguineos tamen uxoris & viri nulla prorsus affinitas est contracta*. De-là vient qu'on souffre dans toute l'Eglise Latine que deux freres épousent sans scrupule les deux sœurs ; un homme , la veuve de son beau-frere ; une femme , le gendre de son premier mari , & qu'on n'y reconnoit plus d'affinité du moins qui forme empêchement , que

L'affinité n'en  
produit point  
d'autre.

quand l'homme a eu un commerce charnel, soit licite, soit illicite avec les parentes de celle qu'il veut épouser, ou que *vice* la femme en a eu un semblable avec les parens de celui qui la recherche, ainsi que Cabassut le montre clairement, Lib. III. cap. 24, N°. XXII. C'est là précisément à quoi doivent s'arrêter les Curés & autres Prêtres chargés de la célébration du Mariage, sans se jeter dans des discussions de généalogies, qui ne sont propres qu'à leur brouiller l'esprit. Ils ne doivent pourtant pas les négliger, quand il s'agit de connoître le degré de la véritable, & pour s'en assurer ils n'ont qu'à suivre les règles qu'on vient de donner sur la parenté, & se souvenir que ceux qui ont eu commerce ensemble, en sont le principe & la source; que par conséquent Pierre est allié à la sœur de Marie, son épouse au premier degré, parce qu'elles sont elles-mêmes parentes dans ce degré à la cousine germaine de sadite femme dans le second par la même raison, & ainsi des autres.

Le commerce volontaire & forcé la produisent également.

Il est inutile d'examiner si le commerce a été public ou secret, volontaire ou forcé, dans l'ivresse ou dans la surprise; de quelque manière qu'il se soit passé, il produit toujours l'empêchement, ainsi que l'enseignent communément les Docteurs sur le chap. *Discretionem*, tit. de *eo qui cognovit*. Mais s'il arrive seulement après que le Mariage a été contracté, & par une voye criminelle, quoiqu'il ne l'annule pas, il prive la partie coupable du droit d'exiger le devoir conjugal, jusqu'à ce qu'il lui ait été rendu par la dispense de l'Evêque, lequel permet ordinairement aux Confesseurs de l'accorder, en leur permettant de l'absoudre du cas réservé; car c'en est un pretique général dans tous les Diocèses, du moins pour le premier & second degré. Ceci doit s'entendre sans préjudice de la partie innocente à laquelle l'autre est toujours tenue de le rendre quand elle le demande. Comme il s'agit dans ce cas d'une peine & de la privation d'un droit déjà légitimement acquis, il faut qu'il y ait de la part du coupable, non-seulement une véritable faute, mais encore un inceste formel; c'est-à-dire commis avec connoissance de la qualité de la personne avec qui on a péché; car s'il n'est que matériel de la façon que l'explique le Canon *in lectum*, cauf 34, quest. 1, on ne l'encourt pas. Nous avons fait ailleurs la même remarque par rapport aux cas réservés & aux irrégularités provenant *ex delicto*. C'est une question de savoir si on doit restreindre au second degré, celle qui provient

d'un mariage contracté & consommé de mauvaise foi. L'affirmative nous paroît la plus probable, attendu qu'il ne peut être regardé que comme un commerce illicite : il n'en est pas de même de celui qui l'a été de bonne foi, quoiqu'invalidement, & la plupart des Canonistes estiment qu'il la produit avec l'empêchement jusqu'au quatrième.

Le cinquième est l'honnêteté publique, *honestas publica*. Il est produit par des Fiançailles contractées validement ; ( car celles qui sont nulles n'en forment aucun, ainsi que nous l'avons montré au commencement de cet article ) ou par un Mariage qui n'est pas suivi de sa consommation pour quelque cause que ce soit. Quand il vient des seules Fiançailles, le Concile de Trente, Sess. 24, chap. XXIII, le borne au premier degré ; d'où il s'ensuit, qu'un homme ne peut pas épouser valablement la sœur, la fille ou la mere de celle qu'il a fiancée, au lieu que quand il est causé par le Mariage, il continue à s'étendre jusqu'au quatrième, de même que s'il avoit été consommé, ce qu'il faut bien observer ; car Toler, Lib. VII, cap. XIV, a soutenu le contraire, mais son opinion est rejetée par la plupart des Docteurs, & même par Pie V, dans la Bulle que rapporte Corradus, Lib. VIII, cap. VII. Avant le quatrième Concile général de Latran, il s'étendoit comme celui de l'affinité dont elle est une espèce jusqu'au septième, c'est lui qui l'a limité au quatrième, & le Concile de Trente l'y a laissé sans mettre aucune différence entre les légitimes & les illégitimes, comme il a fait par rapport à celle-ci.

L'honnêteté publique.

Elle est produite par un mariage nul quand il n'est point consommé.

C'est encore une question de sçavoir si le Mariage nul & invalide le produit ; car quelques-uns ont cru qu'il en falloit raisonner comme des Fiançailles, d'autant plus qu'un acte nul ne peut produire aucun effet : mais Sanchez, suivi par la plus grande partie des Théologiens & des Canonistes, soutient qu'oui, parce que le Concile de Trente ne s'est expliqué que sur les Fiançailles nulles, & que ne disant rien sur le mariage, il est censé avoir laissé les choses sur l'ancien pied. Il rapporte de plus une décision du même Pie V, de l'an 1568, qui est précise, & ne souffre aucune interprétation : il fait pourtant une exception bien légitime, c'est lorsque la nullité vient du défaut de ce consentement de l'une des parties. Boniface VIII l'avoit faite avant lui au Chap. unic. de *Sponsalibus*, par rapport aux Fiançailles, & on en a étendu, non sans raison, la disposition

160 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 au Mariage même. Il en fait une seconde pour le Mariage des  
 impubères, qui est aussi nul, faute de l'âge requis par le Droit ;  
 mais comme on prétend qu'il équivalait aux Fiançailles, il s'en-  
 suit que l'empêchement qui en résulte est borné comme elles  
 au premier degré, ainsi que l'a justement observé Duperray dans  
 ses notes sur le nomb. 70 du deuxième tome de d'Héricourt.  
 Voyez les Mémoires du Clergé.

L'empêchement  
 ne cesse point par  
 la résolution  
 quoique juridique  
 des Fiançailles.

Nous ne nous arrêtons point à réfuter ceux qui ont prétendu  
 que cet empêchement cesse par une résolution juridique ou vo-  
 lontaire des Parties, c'est une erreur, dit Fagnan sur le chap.  
*Ad audientiam, de Sponsalibus*, condamnée le 6 Juillet 1658 par  
 la Congrégation des Cardinaux, qui a déclaré qu'il ne peut  
 être levé que par une dispense légitime, & depuis par Alexan-  
 dre VII, qui a approuvé cette condamnation, & a défendu de  
 la mettre en question. Aussi Bonacina qui avoit avancé le con-  
 traire dans sa première édition, l'a retracté dans la seconde,  
 comme il paroît par son traité des empêchemens, quest. 3,  
 punct. XI, propos. XI, N°. 7. On a autrefois douté si un  
 homme, qui après avoir fiancé une fille, vient à fiancer sa  
 sœur, a besoin d'une dispense pour épouser la première à la-  
 quelle il se trouve, pour ainsi dire, allié par ces secondes Fian-  
 çailles ; mais la difficulté a été levée par la décision que nous  
 lisons au chap. *ex Sponsalibus in Sexto*, où le même Boniface  
 VIII déclare que non. Il enseigne de plus au même titre *de*  
*Sponsalibus*, qu'un mariage qui se trouve nul à cause d'un em-  
 pêchement provenant des Fiançailles qui l'ont précédé, n'en  
 produit pas lui-même un autre, & que par conséquent si Jean  
 après avoir fiancé Marie, vient ensuite à épouser Elizabeth  
 sa sœur, sans consommer avec elle son mariage, il peut achever  
 celui qu'il a commencé avec Marie, attendu qu'étant nul il  
 n'a pas plus de force que de simples Fiançailles. Il faut rai-  
 sonner différemment, si après ses Fiançailles avec Marie, il  
 vient à avoir un commerce criminel avec Elizabeth, alors il  
 ne peut épouser ni Marie, à cause de l'affinité qu'il a contractée  
 avec elle, ni Elizabeth, à cause de l'honnêteté publique qui  
 s'y oppose. Les Tribunaux séculiers reconnoissent comme les  
 Ecclésiastiques, cet empêchement, & on cite un Arrêt du 10  
 Avril 1586, qui a condamné une femme à l'amende honora-  
 ble & au fouet, pour avoir épousé un garçon auquel elle avoit  
 fiancé sa fille ; on prétend que d'autres ont condamné à mort  
 des

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 161  
des femmes pour un pareil cas. L'Auteur des Conférences de Paris, Tom. III, pag. 558, assure que, suivant la discipline présente, il n'y a aucun Evêque qui dispense, *jure proprio*, de cet empêchement, & que ceux qui prennent à Rome des Indults, ne le peuvent faire que pour celui qui vient des Fiançailles.

Le sixième est la clandestinité, *clandestinitas*. Nous avons déjà dit, en parlant de la publication des Bans, qu'on ne regarde plus comme véritablement clandestins que les Mariages qui se contractent hors de la présence du propre Curé & des témoins requis par les Loix.

La clandestinité.

L'Eglise, disent les Mémoires du Clergé, a toujours détesté & défendu les Mariages clandestins. Ils sont reprouvés par le quatrième Concile de Latran sous Innocent III en 1215, & par ceux de Châteaugontier en 1231, d'Angers en 1270 & en 1448, de Bayeux en 1300. T. V, p. 628-645, 646, 647-650.

Le Concile de Trente, *sess. 24 cap. 1*, les a non-seulement défendu, mais encore déclaré nuls, ainsi que l'Assemblée de Melun en 1579. T. V, p. 633, 634-636. Voici comme s'exprime le Concile. *Qui aliter, quàm præsentè Parocho vel alio Sacerdote, de ipsius Parochi seu Ordinarii licentia, & duobus vel tribus testibus Matrimonium contrahere attentabunt; eos sancta Synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, & hujusmodi contractus irritos & nullos esse decernit, prout eos præsentè Decreto irritos facit & annullat. Insuper Parochum vel alium Sacerdotem, qui cum minorem testium numerum, & testes, qui sine Parocho, vel Sacerdote, hujusmodi contractui interfuerint, necnon ipsos contrahentes graviter arbitrio Ordinarii puniri præcipit. Præterè eadem sancta Synodus hortatur, ut conjuges ante Benedictionem Sacerdotalem in Templo suscipiendam, in eadem domo non cohabitent; statuitque Benedictionem à proprio Parocho fieri, neque à quoquam, nisi ab ipso Parocho vel ab Ordinario, licentiam ad prædictam Benedictionem faciendam, alii Sacerdoti concedi posse: quacumque consuetudine, etiam immemorabili, quæ potius corruptela dicenda est, vel privilegio nonobstante. Quòd si quis Parochus vel alius Sacerdos, sive regularis, sive secularis sit; etiamsi id sibi ex privilegio vel immemorabili consuetudine licere contendat, alterius Parochiæ sponso, sine illorum Parochi licentia Matrimonium conjugere aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tandiu suspensus ma-*

Tome IV. II. Partie.

X

162 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*neat, quandiu ab Ordinario ejus Parochi qui Matrimonio interesse*  
*debebat, seu à quo Benedictio suscipienda erat, absolvatur.*

Pareilles défenses sont faites par les Conciles de Rouen en 1581, de Reims, de Bordeaux & de Tours en 1583, de Bourges en 1584, de Narbonne en 1609, de Bordeaux en 1624. T. V, p. 658-661-664-669-673-679-684, 685.

L'article 21 du cahier présenté au Roi Charles IX, y est conforme. T. V, p. 688.

L'article 40 de l'Ordonnance de Blois, confirme le Décret du Concile de Trente, T. V, p. 736, 737.

L'Arrêt du Parlement de Paris du 3 Juin 1535, touchant un Mariage clandestin contracté par un mineur de quinze ans, sans l'autorité de son curateur, décerne l'amende contre la mere de la fille, les Notaires & ceux qui avoient assisté au contrat de Mariage, & aux Fiançailles par paroles de présent, & décret de prise-de-corps contre le Prêtre qui avoit fiancé ledit mineur. Permis à la Demoiselle de se pourvoir en Cour d'Eglise sur le prétendu Mariage. T. V.

Dans l'Arrêt rendu au même Parlement le 11 Janvier 1691, on explique des cas dans lesquels un Mariage ne peut être réputé clandestin. T. V, p. 1038 & *suiv.*

C'est une célèbre question de sçavoir si le Curé est le véritable Ministre du Sacrement, ou si ce sont les contractans même qui se le confèrent l'un à l'autre en sa présence par le consentement réciproque qu'ils se donnent & l'acceptation qu'ils en font.

L'Auteur des Conf. de Paris, Tome III, Liv. IV, Conf. 1, après avoir prouvé authentiquement la tradition de l'Eglise sur l'usage & la nécessité de la bénédiction du Prêtre dans les Mariages, dit : que la discipline de l'Eglise Latine changea dans le treizième siècle sous le Pontificat de Gregoire IX, & que jusqu'au Concile de Trente, elle ne regarda les Mariages clandestins que comme illicites. Les Papes Alexandre III, Innocent III, Honoré III & Gregoire IX, croyoient que le Mariage ne consistoit que dans le consentement libre & mutuel des Parties contractantes ; d'où on concluait que ce consentement mutuel se trouvant entr'elles, indépendamment de tout autre acte, le Mariage étoit valide. Les Décrétales de ces Papes sont insérées au titre de *Sponsalib. & Matrim.* où l'on voit cette décision :



qu' les fiançailles , suivies de l'action qui est permise aux mariés , devenoient un légitime Mariage , appelé depuis *Matrimonium ratum & præsumptum* : *Mandamus quatenus si inveneris, quod primam post fidem præstitam cognoverit, ipsum cum ea facias remanere. Cap. Veniens, de Spons.* C'est sur les représentations qui furent faites au Concile de Trente , que l'Eglise reconnut les grands inconvéniens qui résultoient des Mariages clandestins , & il est facile de les concevoir : des hommes mariés secrètement , se remarioient en public ou se faisoient Prêtres. Il étoit impossible de découvrir les empêchemens. D'autres abus , dont l'énumération seroit trop longue à faire , engagèrent le Concile à établir pour empêchement dirimant le défaut de la présence du Curé & de deux ou trois témoins.

Ceux qui croient que le Prêtre est le Ministre du Sacrement , sont d'un sentiment contraire ; ils pensent que les Mariages sans la Bénédiction du Prêtre , sont absolument nuls ; qu'en effet les Mariages clandestins ont toujours été rejettés dans ce Royaume , tant par l'Eglise Gallicane , que par les Cours Souveraines ; que le relâchement dont nous venons de parler plus haut , n'y a jamais été souffert ; c'est ce que prouve l'Auteur des Conférences de Paris , & ce que dit Fevret dans son Traité de l'Abus Lib. V, ch. II. N°. 38. Il ne paroîtra donc point étonnant que le Concile de Trente y soit suivi si exactement à l'égard de cet empêchement. Jamais nos Rois n'ont autorisé aucun point de la discipline de ce Concile , d'une manière si expresse & si étendue ; on en peut juger par les différentes Ordonnances qui ont été rendues à ce sujet. On peut voir les Mémoires du Clergé aux endroits ci-dessus indiqués , l'Edit du mois de Mars 1697 , & la Déclaration du 15 Juin suivant , comme les deux Loix principales de ce Royaume , sur la matière des Mariages clandestins. Nous ne les rapporterons point ici , parce qu'elles sont en entier dans notre Recueil , Tome VI.

Dans cette diversité de sentimens , nous n'entreprendrons point de décider lesquels du Curé ou des Parties sont le Ministre du Sacrement de Mariage , puisque l'Eglise elle-même n'a pas cru le devoir faire dans le Concile de Trente ; mais nous ne pouvons nous empêcher de dire en passant , que le sentiment de ceux qui ne regardent le Curé que comme premier té-

Le Curé n'est  
point Ministre du  
Sacrement.

moins, & la bénédiction qu'il donne aux époux comme une cérémonie accidentelle au Sacrement, est beaucoup plus probable & conforme à son esprit : autrement elle ne manqueroit pas d'engager les hérétiques qui se sont mariés hors de son sein à la recevoir après leur conversion, ce qu'elle ne fait pourtant pas, quoiqu'elle connoisse parfaitement l'importance de la grace qui y est attachée ; & qu'elle les presse autant qu'elle le peut de recevoir celle de la Confirmation. Mal-à-propos dira-t-on qu'elle s'en abstient par la crainte qu'elle a de jeter quelque doute dans leur esprit sur la validité de l'engagement qu'ils ont contracté & du lien qui les unit, puisque rien ne seroit plus facile que de le prévenir, en les instruisant de la différence qui est entre ce lien & le Sacrement qui le sanctifie. Elle y manqueroit encore moins à l'égard de ses propres enfans, qui ont contracté avec un empêchement secret & dirimant lorsqu'elle leur permet de réhabiliter leur Mariage : cependant l'usage général marqué dans les Rituels & les Brefs de la Pénitencerie, est de les y faire procéder secrètement quand ils en ont obtenu la dispense, *Secretè* (y est-il dit) & *nullis adhibitis testibus*. Il est aussi fort difficile dans le sentiment contraire, de soutenir la qualité de Sacrement dans les Mariages qui se contractent par Procureur, puisque la forme *ego vos conjungo*, ne peut pas s'appliquer à des absens non plus que celle-ci, *ego te absolvo* dans le sacrement de Pénitence.

On ne peut du moins disconvenir que ce sentiment est celui de tous les anciens Théologiens qui ont écrit depuis S. Thomas, lequel le soutient in 4. dist. 16, quæst. 2, art. 1, jusqu'à Melchior Cano, qu'on regarde comme le premier Auteur du contraire. C'est aussi celui d'Eugene IV, dans son instruction aux Arméniens, où il se propose de leur expliquer la doctrine de l'Eglise Latine sur les sept Sacremens ; car parlant de celui-ci, il ne fait aucune mention du Prêtre & de sa bénédiction, mais dit simplement que les contractans en sont la cause efficiente & par conséquent ministérielle, *causa autem efficiens matrimonii regulariter est consensus mutus* ; en quoi il ne fait que répéter ce que dit Alexandre III au chap. 14 du titre de *Sponsalibus* : *Matrimonium solo consensu contrahitur*. Le Concile de Trente donne aussi clairement à entendre que c'est le sien, en déclarant que les Mariages clandestins célébrés avant son décret avoient toujours été valides, & ne requeroient la présence du Curé que comme

celle des autres témoins, *qui aliter quàm præfente Parocho & duobus testibus*, &c. Fagnan rapporte de plus une Déclaration des Cardinaux, qui a décidé qu'un Mariage contracté en présence d'un Curé qui n'a que les ordres moindres & par conséquent sans bénédiction, qui ne peut être donnée que par les Prêtres, est valable, quoiqu'il pèche grièvement ainsi que les parties, attendu qu'elle est de précepte & pour eux & pour lui, suivant le Concile. Il y a toute apparence que c'est du Sacrement qu'ils parlent, & que c'étoit le sujet de la question.

Quoi qu'il en soit, tous nos Docteurs conviennent 1°. que la présence physique du Curé, telle qu'est celle d'un homme endormi, actuellement yvre, ou qui se bouche les yeux & les oreilles ne suffit pas pour sa validité : mais ils raisonnent autrement de celui qui a été entraîné malgré lui dans son Eglise, ou qui s'y trouve par hasard & pour toute autre chose, dans le moment que les parties se prennent pour homme & pour femme, parce qu'il est en état de rendre témoignage de ce qu'il a vu & entendu. Aussi la Congrégation des mêmes Cardinaux a-t-elle reconnu pour valables les Mariages que nous appelons à la gomme, du nom de M. Gomin Maître des Requêtes, qui osa se marier devant son Curé en pareilles circonstances. Sa décision est suivie par Messieurs de Sainte Beuve, Gerbais, Habert, le Pere Alexandre & autres que cite l'Auteur des Conférences de Paris, tom. II, pag. 225. Quelques-uns même de ceux qui pensent comme nous sur le Ministre du Sacrement, estiment qu'ils peuvent en avoir la qualité, si le Curé leur refuse sans juste cause sa bénédiction. Au reste, quelque tort qu'il puisse avoir, il n'est jamais permis à ses Paroissiens de se marier de la sorte, & dans la plupart des Diocèses de ce Royaume, ceux qui osent le faire encourent par le seul fait l'excommunication réservée à l'Evêque, qui ne les en absout qu'après une sévère pénitence. Louis XIV, par une Déclaration donnée à la requête du Clergé le 15 Juin 1697, a même déclaré ces sortes de Mariages nuls quant aux effets civils, *Déclarons (y dit-il) que les conjonctions des personnes, lesquelles se prétendront mariées, & vivront ensemble en conséquence des Aâtes qu'elles auront obtenu du consentement réciproque avec lequel elles se seront prises pour maris & femmes, n'emporteront ni communauté ni douaire, & que les enfans qui en pourront naître, seront privés de toutes successions tant directes que*

La présence physique du Curé ne suffit pas pour la validité du Mariage.

Mariages con-  
tractés devant No-  
taires, d'Écclésiastiques.

166 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*collatérales.* Il y défend aussi aux Notaires d'expédier ces Actes; sous peine d'être privés de leurs charges & déclarés incapables d'en obtenir aucunes autres de Justice à l'avenir.

Dès l'an 1692 le Parlement avoit bien authentiquement marqué son aversion pour ces sortes de Mariages, dans l'Arrêt qu'il rendit le 8 Juin contre les Officiers du Siège Royal de Vitri-le-François, lesquels avoient enjoint aux Notaires du lieu de se transporter à l'Eglise, sur le refus du Curé, pour y recevoir le consentement d'un garçon & d'une fille; il est rapporté au Journal des Audiences, & nous apprend que les Juges séculiers & subalternes ne sont pas compétens pour prononcer dans cette matière sur le refus des Curés, que cela n'appartient qu'à ceux d'Eglise; que les parties doivent se pourvoir devant leur Evêque ou son Official, & par appel devant le Métropolitain. Il l'a également marqué en plusieurs autres occasions & sur-tout le 28 Mai 1712, en obligeant les parties de faire célébrer de nouveau leur Mariage, & en ordonnant de faire extraordinairement le procès à un Huissier, qui, au défaut & sur le refus des Notaires, leur avoit délivré un pareil Acte.

Ils conviennent encore 2°. qu'un Curé peut le célébrer valablement hors de sa Paroisse & même de son Diocèse, quoique pour le faire licitement il soit tenu de prendre la permission du moins de celui dont il emprunte l'Eglise. La raison est, que la juridiction gratuite & volontaire peut s'exercer par le Supérieur hors de son territoire, comme nous l'avons souvent remarqué, & comme il est dit au chap. *Novit*, du titre de *Officio Legati*. C'est sur ce principe que tous les Théologiens conviennent que le Curé peut absoudre validement, même hors de son Diocèse, ses Paroissiens quand ils s'y rencontrent avec lui. S. Antonin, *Summa*, part. 3, cap. 10, en dit autant du Vicaire: *Curati & eorum Vicarii possunt audire confessiones Parochianorum suorum etiam extra Diocesim*. Quelques-uns comme Silvestre & Zerola, le nient par rapport aux autres Prêtres approuvés, qui n'ont ni l'une ni l'autre qualité; mais Suarez & plusieurs autres cités par Bonacina de *sacrament. Pœnit.* disput. 5, quest. 7, Pœnit. 2, N°. X, le soutiennent, à moins que l'Evêque, en les approuvant, n'ait limité leurs pouvoirs à son seul Diocèse, ainsi qu'il se pratiquoit à Milan de son temps. Il y a plus, quant à la célébration du Mariage, car elle n'est pas même un Acte de la

Le Curé peut  
marier & confes-  
ser hors de son  
Diocèse.

Jurisdiction volontaire, ainsi que Sanchez le prouve solidement lib. III, Disput. 21, N°. 2, parce que non-seulement le Curé n'y fait fonction que de premier témoin, mais encore que si les parties contractent en sa présence malgré lui & contre son intention, le Mariage n'en est pas moins valide, ce qu'on ne peut pas dire, par exemple, d'une approbation pour confesser, extorquée de l'Evêque par violence, & que tous les Docteurs conviennent être un Acte de cette espèce de Jurisdiction. En conséquence la Congrégation du Concile de Trente a décidé (dit Fagnan, tom. III, sur le chap. *Litteræ quas*, titul. *De Matrimonio*,) que le Mariage est valide, quoique contracté devant un Curé à qui l'Evêque en a interdit la célébration. Ce sçavant Canoniste en dit autant d'un Vicaire, dont l'Evêque a révoqué les pouvoirs, parce que ce n'est pas de lui qu'il tient la qualité de premier témoin, & qu'il n'en faut pas raisonner comme du pouvoir qu'il lui communique par rapport à la confession & à la prédication. Sa décision suppose, ce qu'il établit ailleurs, sçavoir, que ce ne sont pas les Evêques, mais les Curés qui nomment & instituent les Vicaires.

La célébration  
du Mariage n'est  
pas un Acte de  
Jurisdiction.

Ils conviennent 3°. que ni l'irrégularité ni les censures dont le Curé peut être lié, n'empêchent point la validité du Mariage. Ce sentiment est sans difficulté, sur-tout depuis le Décret de Constance ou plutôt de Basse, concernant les Ministres excommuniés non dénoncés, dont les fidèles ne sont plus tenus d'éviter la Communion. Quelques-uns en trouvent pour celui qui l'est, soit qu'il le célèbre par lui-même, soit qu'il commette quelqu'autre à cet effet; mais comme elle roule uniquement sur la fausse idée de Jurisdiction qu'ils ont attachée à cet Acte, il faut dire qu'il n'y en a ni dans l'un ni dans l'autre cas, & de plus qu'il n'encontre pas l'irrégularité, s'il se contente d'y assister sans donner la bénédiction aux époux; car cette bénédiction est incontestablement un Acte de l'Ordre sacerdotal, prohibé à un Prêtre excommunié ou interdit. Il faut raisonner différemment de celui qui est dépouillé de sa Cure, ou involontairement par une Sentence dont il n'a point interjeté appel, ou volontairement par une démission acceptée de ses Supérieurs, ou dont l'intrusion est si manifeste, qu'il n'a pas même de titre coloré; car s'il l'est, son apparence jointe à l'erreur publique, suffit pour la validité de ses fonctions, & l'Eglise supplée ce qui manque à la réalité de ses pouvoirs.

La Coutume, quoiqu'immémoriale, n'autorise pas un Curé à marier ceux qui ne sont point de la Paroisse.

4°. Que l'usage & la possession même immémoriale où quelques Curés prétendent être de marier d'autres que leurs propres Paroissiens, sont rejetés non-seulement par le Concile de Trente, mais encore par les Arrêts des Cours souveraines. Fervet, livr. V, chap. 2, N°. 43, celui que le Parlement de Paris a rendu le 14 Août 1632, à ce sujet, contre le Curé de S. Germain en-Laye, Brodeau sur Louet, lett. M, § 6, y en joint quelques autres contre des Chapelains de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, lesquels, sous prétexte de leurs privilèges, se soutenoient être en droit de marier tous ceux qui s'adressoient à eux. On peut voir à l'article des Exempts, ceux que nous y avons cité contre les Religieux de Cîteaux, par rapport à leurs domestiques ou Fermiers, & à celui des privilèges du Clergé en causes criminelles, ceux que nous y avons rapporté N°. 1, contre un Prêtre de S. Denis en France, & un Curé du Diocèse de Poitiers, qui avoient marié des personnes étrangères à leurs Paroisses; l'un est du 1 Février 1659, l'autre du 17 Janvier 1728. Ce point de notre discipline a paru si juste aux Anglois, tout schismatiques qu'ils sont, que les Commissaires établis à Londres par la Chambre, qu'ils appellent Ecclésiastique, ayant été informés en 1686, que trois Curés, sous prétexte d'une ancienne coutume, se donnoient la liberté de marier toutes sortes de personnes sans la permission de l'Ordinaire, leur défendirent de récidiver, sous peine d'être privés de leurs bénéfices. La Sentence est du 10 Octobre de cette année.

Le Vicaire peut déléguer soit au-delà soit au-dehors de la Paroisse.

5°. Que le Vicaire, ou, comme on l'appelle dans quelques endroits, le Secondaire d'un Curé, peut, sans avoir de lui un pouvoir spécial, commettre pour cette célébration tel Prêtre qu'il lui plaît; c'est du moins ce que la plupart des Canonistes enseignent après Basile Ponce, lib. V, cap. 28, N°. 1, & Barboza, sur le chap. 1 de la session 24 du Concile de Trente, lesquels rapportent, en faveur de ce sentiment, une décision non-seulement de la Rote, mais encore de la Congrégation des Cardinaux, énoncé en ces termes: *Vicarii etiam temporales ad nutum, amovibiles Ecclesiæ Parochialis qui Matrimonii interveniunt possunt dare aliis licentiam interveniendi*, bien entendu néanmoins que le Curé ne se soit pas réservé ce pouvoir. La raison est, qu'un Prêtre délégué généralement & sans restriction pour

pour les fonctions curiales, est censé Ordinaire & revêtu du même pouvoir que le Curé, à moins qu'il ne conste d'une restriction bien formelle: *Delegatus enim ad universalitatem causarum in aliquo genere vel loco* (disent encore les Docteurs) *subdelegare potest non quidem universas causas sed quasdam* (comme Pyrthing le montre, lib. I, tit. XXVIII, N°. 23,) où il dit que *habes Jurisdictionem quasi ordinariam*, à l'instar du Vicaire Général de l'Evêque. Fagnan & l'Auteur des Conférences de Paris, T. II, p. 241, bornent à la vérité l'exercice du pouvoir communiqué par un Vicaire à sa Paroisse, mais sans raison solide, & même contre l'usage commun, qui l'autorise tous les jours, non-seulement à appeler les Prêtres voisins dans sa Paroisse, pour y entendre la confession Paschale des paroissiens, mais encore à leur accorder le pouvoir de l'aller faire à tel Curé du Diocèse qu'ils demandent. On ne voit pas quelle différence se peut apporter raisonnablement entre le sacrement de Mariage & celui de Pénitence en matière de délégation.

6°. Que le Prêtre délégué par le Vicaire à cet effet, n'a pas le pouvoir d'en substituer un autre à sa place, parce que le délégué particulier n'a pas celui de subdéléguer, à moins qu'il ne tienne sa commission du Souverain. Il en est de même si un Curé reçoit, comme il arrive souvent, de quelqu'un de ses voisins la commission de marier ses Paroissiens, il ne peut pas s'en décharger sur son Vicaire ou sur un autre, à moins que la faculté de substituer n'y soit positivement énoncée, ainsi que l'Auteur des Conférences d'Angers, T. I, 2, q. le prouve p. 189, par la même raison, quoiqu'en disent les nouveaux Rituels de Meaux & d'Evreux. S'il est pourtant vrai, comme on l'assure, que les Statuts Synodaux de ces Diocèses, l'ont ainsi réglé, la difficulté tombe, parce qu'on peut dire que le pouvoir des Vicaires dans ce cas, vient du consentement que les Evêques & les Curés leur donnent unanimement. Sans cela il en faut raisonner comme de celui qui étant constitué Procureur pour contracter Mariage, en donne à un autre & sans le consentement de son constituant, la commission que le Droit déclare absolument nulle, au chap.

*Procurator de Procurat. in sexto.*

7°. Que le consentement du Curé ne suffit pas quand il n'est que présumé, quelque sujet qu'on ait de croire qu'on lui fait plaisir, & qu'il approuvera la célébration lorsqu'elle viendra à sa connoissance. C'est la différence qu'on met entre le Mariage,

Un Curé délégué pour faire un Mariage, ne peut pas le faire célébrer par son Vicaire.

La permission doit être donnée par écrit, & une présomée est insuffisante.

& les sacremens de Baptême, d'Eucharistie & d'Extrême-Onction, pour la validité desquels la Loi n'exige ni la Jurisdiction ni la présence, ni le consentement de l'Ordinaire. La raison en est que quand le consentement n'est que présumé & interprétatif, la validité du Sacrement demeure, pour ainsi dire, en suspens jusqu'à ce qu'il ait été effectivement donné, & qu'il deviendrait réellement nul, s'il arrivoit qu'on le refusât, ce qui ne peut convenir aux Sacremens, lesquels doivent produire sur le champ leur effet, lorsque le sujet qui les reçoit est bien disposé. Il est aisé de faire l'application de ce principe à la confession de l'étranger, qu'un Curé entend à Pâques sans la permission actuelle de son propre Pasteur. C'est pour obvier à ces inconvéniens que les Ordonnances de 1639 & 1697, défendent à tous Prêtres tant séculiers que réguliers, de célébrer aucun Mariage qu'entre leurs vrais & ordinaires Paroissiens, sans la permission par écrit des Curés des parties ou de l'Evêque Diocésain. Il est hors de doute qu'avant d'y procéder elle doit leur avoir été notifiée, & que s'ils n'en avoient point de connoissance, le Mariage qu'ils célébreroient seroit nul, parce que, comme nous l'avons dit ailleurs, un pouvoir qui n'est point accepté ne sert à rien. Le Pere Alexandre, dans sa Théologie dogmatique, au titre de *Matrim.* assure qu'on l'a ainsi décidé à Rome. Au reste, comme le Concile n'exige point que le consentement soit spécial, Sanchez, *lib. III, disp. 34*, & M. de Chartres dans ses décisions sur le Mariage, estiment qu'il suffit qu'un Curé qui s'absente par exemple de sa Paroisse pour quelque affaire, donne à son voisin le pouvoir d'y faire en son absence toutes les fonctions Curiales, quoiqu'il soit plus prudent sur-tout pour le for extérieur, d'en laisser un spécial & *ad hoc* par écrit, comme les Ordonnances le prescrivent. Que si ce Curé, avant son départ, lui avoit seulement recommandé le soin de sa Paroisse, & l'avoit prié d'y administrer les Sacremens à ceux qui en auroient besoin, cette recommandation seroit insuffisante, & ne pourroit s'entendre que de ceux de Baptême, Pénitence & Extrême-Onction, dont le besoin est ordinairement le plus urgent. C'est là un de ces cas où on peut dire avec l'Auteur de la Loi: *Item apud Zabernem D. de injuriis*, que, *que notabilia sunt nisi specialiter exprimentur, pro obmissis habentur.*

Il est aisé de faire l'application de ce principe aux Doyens Ruraux, que les Evêques chargent ordinairement de prendre

Il n'est parabsolument nécessaire qu'elle soit spéciale.

Les Archidiaques, Officiaux &



§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 171

soin des Paroisses de leur canton durant la vacance des Cures. Ils n'ont pas dans cette matiere plus de pouvoir que les Archidiaques même, chargés par office de veiller sur toutes les Paroisses du Diocèse, lesquels ne peuvent ni marier, ni donner commission pour marier, si ce n'est pendant que dure le déport des Cures dont ils sont les Desservans-nés. Il en faut dire autant des Officiaux & des Vicegerens, dont le pouvoir se borne à ce qui est du for contentieux, à moins que leur Tribunal ne soit saisi de la contestation entre les parties & le Curé qui refuse de leur donner la bénédiction conjugale ; car dans ce cas ils sont censés tenir la place de l'Evêque par un usage constant & général, lequel s'observant au sçu & au vû des Evêques qui ne s'y opposent point, leur a depuis long temps attribué ce pouvoir, ainsi que l'observent l'Auteur des Conférences de Paris, Tom. III, livre 4, Confer. troisième, § 3, page 278, & Fromageau au mot *Officiaux*.

Doyens Raux ,  
ne peu-ent ni marier  
ni commettre.

Le Concile de Trente, auquel la plupart de nos Rituels se sont conformés, exige, outre la présence du Curé, celle de deux témoins pour le moins. Les Théologiens n'en demandent pas non plus davantage pour la validité du Sacrement & du lien ; mais nos Jurisconsultes prétendent que le nombre de quatre est absolument nécessaire pour les effets civils, & pour faire une preuve authentique en Justice, tant Ecclésiastique que Séculière : ils se fondent sur l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois, qui porte que pour témoigner la forme qui aura été observée esdits Mariages, y assisteront quatre personnes dignes de foi pour le moins, dont sera fait registre. Il a été confirmé par la Déclaration de 1639 & l'Edit de 1697, qui ajoutent que ces quatre témoins seront domiciliés & sçauront signer leur nom, s'il s'en peut aisément trouver autant qui le sçachent, & enfin par la Déclaration du 9 Avril 1736, laquelle veut de plus que s'ils ne sçavent ou ne peuvent signer, il soit fait mention expresse dans l'acte de la Déclaration qu'ils en auront faite au Curé. Il est pourtant certain (dit un Auteur récent & bien versé dans la Jurisprudence du Palais) que dans le Mariage des majeurs, le nombre de deux témoins est absolument suffisant, quoiqu'on en exige quatre dans celui des mineurs. On a vû plusieurs fois, dit-il, relever ce défaut & le proposer comme un moyen d'abus ; mais MM. les Gens du Roi scrupuleux observateurs des Loix, n'y ont jamais fait une sérieuse attention ;

Il faut y faire  
assister quatre témoins.

que quand il s'est agi des derniers. Il ajoute que quoique l'acte de célébration doive être mis sur les registres de l'Eglise, on ne rejette pas toujours celles qui ne s'y trouvent point, parce qu'autrement il ne tiendrait qu'à un Curé négligent ou mal intentionné, ou dont les registres ne seroient pas en bonne forme, d'annuler les Mariages de ses Paroissiens ; il cite les Arrêts rendus en 1611, 1613, 1633, 1636, 1668 & 1684, qui l'ont ainsi jugé, le dernier au profit de la Dame de Colligni, dont l'acte n'avoit été signé de personne. Louis XV, par un Arrêt de son Conseil du 12 Juillet 1747, rendu en forme de règlement, a pourvu à l'inconvénient qui résulteroit de la représentation de ces registres, que les Fermiers du Domaine exigeoient des Curés, sous prétexte de mieux connoître les droits de Centième qui leur sont dûs par les héritiers des défunts. Les Curés de leur côté s'en excusoient, disant que par cette communication ils préjudicioient à l'honneur des familles, qui demande quelquefois que les Mariages soient tenus secrets. Pour les concilier, Sa Majesté interprétant l'article premier de sa Déclaration de 1736, a ordonné que le registre des sépultures demeurera dorénavant séparé de celui des Mariages & Baptêmes, & que les Fermiers ne pourront prétendre que celle du premier, qui leur a été effectivement accordée par l'art. XIII de la Déclaration du 10 Mars 1708.

Les Registres de  
Mariage doivent  
être séparés de  
ceux de Sépulture.

Quelques-uns prétendent que les témoins doivent être mâles, & qu'un Arrêt du 16 Avril 1710 l'a ainsi décidé. Cependant l'usage y est contraire, comme l'observe l'Auteur des Conf. de Paris, Tome III, Conf. 6, § 3, & nous ne voyons aucune Loi Ecclésiastique ou Civile, qui ait dérogé sur ce point à l'ancien droit marqué au Canon *Videtur* 35, quæst. 6, lequel autorise également dans cette matière le témoignage des frères, sœurs, cousins & cousines, quoiqu'il soit rejeté en beaucoup d'autres. Louis XIV le suppose autorisé du moins par l'usage, lorsqu'il enjoint aux Curés par son Edit de 1697, d'avertir les témoins des peines qu'encourront ceux & celles qui déposeront faux sur l'âge, la qualité, le domicile des contractans ; sçavoir, pour les hommes, des galères, & pour les femmes, d'un bannissement de neuf ans. Nous n'en avons non plus aucune qui prononce sur leur âge ; mais il y auroit beaucoup d'imprudences de choisir à cet effet des impubères, & lieu de douter de la validité du mariage, à moins qu'ils n'eussent

le jugement assez formé pour connoître distinctement ce qu'ils voyent, & pouvoir en rendre témoignage. Comme les Docteurs sont partagés sur cette question, Ducalle, Tom. II, pag. 128, après Sainte Beuve, conseille fort à propos de le réiterer sous condition. C'est encore le parti qu'on doit prendre s'ils sont aveugles; car quoiqu'ils puissent bien entendre prononcer les paroles qui forment l'engagement des parties, ils ne les voyent pas elles-même, & on sçait que rien n'est plus facile que de contrefaire sa voix. C'est par cette raison que les Théologiens qui regardent le Curé comme premier témoin ne veulent pas qu'un aveugle le célèbre, ainsi que Van. Espen l'observe, part. 2, tit. 12, chap. V, N°. 25. Ces mots *dignes de foi* qu'emploie l'Ordonnance, semblent donner l'exclusion à ceux dont la vie est notoirement infâme, ou que la Justice a notés, on ne les prend pourtant point à la rigueur dans la pratique, & on s'en tient à la disposition du chap. I, de *consanguinitate*, qui n'exige des témoins sans reproche, que quand il s'agit de procéder juridiquement à sa dissolution. Lorsqu'il est question du Mariage d'un étranger dont le Curé & les témoins n'entendent point la langue, on peut se servir du ministère d'un Interprète, mais comme il fait aussi la fonction de témoin, il est nécessaire de lui en adjoindre au moins un second.

Les femmes, les impubères, les aveugles, peuvent-ils être témoins du Mariage?

Il y a dans l'Europe même plusieurs Etats où les Mariages clandestins sont encore sur le pied où ils étoient avant le Concile de Trente. De ce nombre sont l'Angleterre & l'Ecosse, avec les Isles qui en dépendent, telles que Gerfai & Gernesai sur les côtes de la Normandie, la Suède, le Danemarck, la Pomeranie, la Saxe, la Hesse & quelques autres Provinces d'Allemagne, séparées de la Communion Romaine avant sa conclusion, qui est de l'an 1563. La raison en est, qu'il a déclaré dans le chap. I de sa Sess. 24, que son decret sur la présence du Curé & des témoins n'obligeroit que trente jours après sa publication dans chaque Paroisse. Mais il n'en est pas de même de la Hollande, qui appartenait alors au Roi d'Espagne, lequel la fit ordonner à Utrecht dans une assemblée générale du Clergé: comme il y a acquis par ce moyen force de Loi le changement de domination que l'hérésie y a introduit depuis, n'a pu donner atteinte à son autorité. Des personnes très-dignes de foi assurent qu'il a encore été publié dans toutes les Eglises Latines de Pera, qui est une espèce de Fauxbourg de

Le Décret du Concile sur la présence du Curé, n'oblige que dans les lieux où il a été publié.

Constantinople: elles en concluent avec raison que les Catholiques qui s'y marient sont tenus de l'observer. Il y a des cas & des endroits, où, quoique publié, il ne les oblige pas; tel est, dit Sylvius, *supplem. quæst. 45, art. 4, quæst. 4.*) celui d'un Mariage contracté avec un empêchement dirimant, mais secret, qu'on veut réhabiliter; car l'Eglise se contente alors; comme nous le montrerons ci-dessous, que les parties renouvellent leur consentement sans y appeler ni Curé ni témoins. Tel est encore celui de l'impuissance où ils sont de trouver dans une Paroisse ou un Diocèse, un Curé qui le leur administre; soit parce qu'il n'y en a effectivement point, soit parce que la crainte des ennemis de la Religion Catholique les oblige à s'y tenir cachés; la Congrégation des Cardinaux a différentes fois décidé que le Decret dans ces deux cas cesse d'obliger, & que le Mariage est valide, attendu que son observation devient moralement impossible; elle ne dispense pourtant pas alors de la présence des témoins qu'il est toujours facile de se procurer, ni de recourir aux Prêtres du voisinage, en cas que l'Evêque Diocésain en ait commis quelqu'un à cet effet. S'il se rencontre quelque Prêtre séculier ou régulier, quoique sans commission, qui offre de le célébrer; quelques-uns estiment qu'ils sont tenus de se servir de son ministère; mais nous avons peine à croire que ce soit sous peine de nullité, parce qu'il n'a point la qualité prescrite par le Concile. Par la même raison il faut dire que le recours au Métropolitain n'est point nécessaire, parce qu'il n'est point l'Ordinaire dont il est parlé dans son Decret.

Cas où les Catholiques peuvent se marier sans Curé.

C'est une question difficile de sçavoir, s'il oblige encore les Hérétiques dans les lieux où il a été publié? Cet Auteur n'en doute point, attendu qu'ils sont toujours, malgré leur révolte, enfans de l'Eglise & soumis à ses Loix. Il cite même une autre Déclaration des mêmes Cardinaux qui l'a ainsi décidé: mais Van-Espen, *Jur. Eccles. part. 2, tit. 12, chap. V, N°. 30*, dit qu'elle a été donnée pour les Pays-Bas, dans un temps où l'exercice de la Religion Prétendue Reformée n'étoit point du tout toléré, & que l'Eglise s'est depuis relâchée sur la rigueur de sa Loi, en souffrant les Mariages qu'ils contractent à la manière du pays, qui consiste, après que la publication des bans a été faite dans tous les Temples du lieu, à paroître devant le Magistrat à l'Hôtel-de-Ville, & ensuite dans le Temple

devant le Ministre qui leur donne la Bénédiction. Ce sont les Ministres qui leur tiennent dans cette occasion lieu de véritables Pasteurs, quoiqu'il s'en trouve dans presque toutes les Paroisses ; sur-tout de Hollande, & que par conséquent les Mariages des Catholiques faits en leur absence y soient justement prohibés & rejetés comme nuls. De très-fortes considérations (ajoute-t-il) l'ont déterminée à avoir pour les Hérétiques cette condescendance, sans laquelle il seroit extrêmement difficile de les ramener à son unité ; puisqu'en les regardant comme nuls, il faudroit les séparer de leurs femmes, & traiter leurs enfans comme illégitimes. Il ajoute que les Missionnaires Apostoliques qui travaillent dans les Pays-Bas Hollandois, sans exception des Jésuites, se conforment à ce principe, & que l'Evêque de Castorie ayant consulté sur ce point en 1671 la Congrégation du saint Office, elle ne crut pas à la vérité devoir l'autoriser par une Déclaration authentique, mais qu'elle lui donna suffisamment à entendre qu'elle ne le désapprouvoit pas, en lui répondant qu'elle s'en rapportoit à sa prudence. Ce Prélat reçut sur la fin de la même année une réponse plus positive de la Pénitencerie, à laquelle il s'étoit adressé pareillement en faveur de leur validité. On l'a aussi suivi en France, sur-tout depuis l'Edit de Nantes, qui leur permettoit de se marier devant leurs Ministres, jusqu'à celui de sa révocation, en date du mois d'Octobre 1685, & on a regardé les Mariages qu'ils contractoient dans leurs Temples en leur présence & celle de quatre témoins, comme si valides, que quand une des parties, ou toutes les deux revenoient à l'Eglise Catholique, on ne leur permettoit point d'en contracter d'autres : mais si depuis la publication de celui-ci, par lequel le Roi défend à tous ses Sujets de faire aucun exercice de la R. P. R. dans toute l'étendue de son Royaume, quelques Calvinistes avoient la témérité de contracter en présence d'un Ministre & de témoins, il n'y a point de doute que leur Mariage seroit nul ; & que revenans à l'Eglise il faudroit les remariier. La raison de cette tolérance est, que les abus de la clandestinité auxquels le Concile s'est proposé de remédier par son Decret, ne sont point à craindre dans ces sortes de Mariages, dont la célébration se fait toujours devant une personne publique & des témoins, car leurs Loix n'en souffrent point d'autres, & réprouvent, ainsi que les nôtres, ceux qui sont absolument clandestins. Les Catholiques qui demeurent

L'Eglise le tolère dans les Hérétiques.

rent en Hollande & qui veulent assurer les leurs, quant aux effets civils, ne doivent pas manquer de se présenter à l'Hôtel-de-Ville devant les Magistrats des lieux; mais si on exigeoit de plus qu'ils parussent devant les Ministres, & prissent part aux cérémonies que prescrit leur fausse Religion, il est visible qu'ils blesseroient leur conscience, & feroient par-là une profession du moins extérieure de l'hérésie.

La difficulté est plus grande lorsqu'une des parties est Catholique, l'autre Protestante, & qu'il se trouve dans le pays des Prêtres qui ont le pouvoir de marier. L'Auteur des Conf. de Paris prétend, Tom. III, Conf. 1, lettr. 4, § 9, qu'il est nul dans ce cas; parce que la première du moins est sujette à la Loi, & que l'Eglise ne paroît pas vouloir l'en dispenser; il convient pourtant qu'on peut le tolérer, suivant le sentiment du Père Alexandre, *Theolog. dogmatic. de Matrimonio*, dans les pays où cet usage a prévalu au scû & vû de l'Eglise qui ne s'y oppose point. C'est encore ce que Van-Espen assure par rapport à la Hollande ou les Provinces-Unies, & qu'il dit avoir été approuvé par une troisième Déclaration des Cardinaux consultés sur ce point. Il appuie cette décision sur une raison qui semble solide; sçavoir, qu'on doit juger du Mariage de la Partie Catholique avec une Protestante, comme de celui qu'un François dans le pays duquel le Decret a été publié, contracteroit en Angleterre après un long séjour, avec une Angloise, dans le pays de laquelle il ne l'a pas été, laquelle certainement lui communiqueroit son privilège; car c'est, ajoute-t-il, une maxime reçûe chez tous les Canonistes, que dans les actes indivisibles tel qu'est celui-ci, le privilège d'un des contractans s'étend à l'autre, sur-tout lorsqu'il est local. Il est vrai que quelques-uns prétendent qu'il ne l'est pas, & que *afficit personas non ratione loci ad quem divertunt, sed ratione loci in quo habitant*; mais ils n'en apportent aucune preuve, & puisqu'il l'étoit en Angleterre avant le Concile, il doit continuer à l'être depuis. Ce sentiment, qui nous paroît très-probable, peut être suivi sans scrupule, sur-tout depuis la Déclaration authentique qu'en a donné Benoît XIV, le 4 Novembre 1741. Il y marque que depuis plusieurs années, les Evêques, Curés & Missionnaires qui travaillent dans les pays sujets à la domination des Hollandois ou des Provinces-Unies, avoient souhaité une décision ou un Jugement du S. Siège sur une question si délicate

&amp;

Quand même  
l'un des conjoints  
seroit Catholique.

& si importante , qu'ils avoient à cet effet présenté plusieurs Requêtes à son Prédécesseur Clement XII, qui étoit décédé sans l'avoir rendu , ne voulant pas le faire sans l'avoir examinée avec tout le soin & la maturité qu'elle mérite , après quoi il déclare , 1°. *Matrimonia in federatis Belgii Provinciis inter hæreticos usque modo contracta, quæque in posterum contrahentur, etiamsi forma à Tridentino præscripta non fuerit in iis celebrandis servata, dummodò aliud non obstitit Canonica impedimentum pro validis habenda esse, adeoque si contingat utrumque conjugem ad Catholicæ Ecclesiæ sinum se recipere, eodem quo antea conjugali vinculo ipsos omninò teneri, etiamsi mutus consensus coram Parocho Catholico ab eis non renovetur : sin autem unus tantum ex conjugibus sive masculus sive femina convertatur, neutrum posse, quandiù alter superstes erit, ad alias nuptias transire :* 2°. *Matrimonia quæ ibi pariter contrahuntur à Catholicis cum hæreticis, sive Catholicus vir hæreticam feminam ducat, sive Catholica femina hæretico viro nubat, quamvis Sanctæ Mater Ecclesiæ perpetuo damnaverit, atque interdixerit, & sanctitas sua omnes Episcopos, Parochos, &c. serio hortetur ut Catholicos ab hujusmodi nuptiis absterreant, si forte aliqua contracta jam fuerint, aut in posterum ( quod Deus avertat ) contrahi contingat, declarat ea, alio non concurrente canonico impedimento valida esse, & neutrum ex conjugibus, donec alter eorum supervixerit, ullatenus posse sub obtentu dictæ formæ non servatæ novum Matrimonium inire.* (\*) Il ajoute qu'il entend que la présente Déclaration ait lieu pour les Officiers & Soldats engagés dans les troupes de la République qui sont en garnison dans Tournay, Ypres & autres Villes ou Châteaux voisins de la Hollande, & appelés de la *Barriere*, dont la garde lui a été confiée, & dans la Ville de Mastricht en particulier, dont le Domaine ne lui appartient pas, *modo uterque conjux ad easdem copias seu legiones pertineat.* Et enfin qu'il ne prétend rien changer dans les Mariages qui se contracteront par les sujets de ladite République dans les pays appartenans aux Princes Catholiques, ou par les sujets de ces Princes, dans ceux qui appartiennent aux Hollandois, lorsqu'ils seront domiciliés dans les pays Catholiques: Cette décision au reste ne regarde, comme on le voit par les

Déclaration de  
Benoit XIV sur  
ce sujet,

(\*) A la fin de cette matière nous rapporterons plusieurs pièces authentiques sur le sujet que nous traitons.

178 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 termes dans lesquels elle s'énonce, que les Etats de Hollande ou des Provinces-Unies, & non pas ceux d'Allemagne & les autres endroits où les Catholiques sont mêlés avec les Hérétiques; car il y en a plusieurs où les Mariages même de deux Protestans, célébrés devant le Ministre, sont rejettés comme nuls, & où on les oblige quand ils reviennent au Bercaïl, à se remarier en face d'Eglise. L'Auteur du traité des dispenses qui en a parcouru quelques-uns, assure que c'est entr'autres la pratique du Diocèse de Frisingue. Elle donne encore moins d'atteinte à la décision de la Congrégation de *propaganda*, dont parle Verricelli, tit. 12 des Missions Apostoliques, *quæst.* 174, sur le Mariage qu'un Horloger François & Calviniste avoit contracté à Pera, Fauxbourg de Constantinople, avec une femme Catholique devant un Prêtre Grec, qu'elle déclara nul & avec raison, parce que ce Prêtre n'étoit Pasteur ni de l'un ni de l'autre, & n'en tenoit pas la place. Comme elle ne roule que sur le consentement tacite ou la tolérance de l'Eglise, & qu'elle ne se croit pas obligée d'en user partout également, il ne faut pas s'étonner de voir sur ce point les Docteurs partagés en différentes opinions. Nous ne répétons point ici ce que nous avons dit, en parlant de la publication des bans; sçavoir, que quand les Parties sont de deux différentes Paroisses, le concours des deux Curés est nécessaire, & que le consentement tacite de l'un d'eux, qu'il est présumé donner en délivrant son certificat de publication, est aujourd'hui rejetté comme insuffisant.

Les Mariages de conscience ou secrets sont-ils permis ?

Quoique les Mariages qu'on appelle secrets & ordinairement de *conscience*, ne soient pas vraiment clandestins, comme l'a remarqué M. l'Avocat Général le Nain, dans l'affaire jugée le 16 Mai 1705, attendu qu'ils se célèbrent en présence du propre Curé & des témoins requis par les Ordonnances; quoiqu'on puisse même quelquefois les souffrir par des raisons & des considérations extraordinaires, comme l'avoue Alexandre III, au chap. *Quod nobis*, tit. de *clandestin. Desponsat.* l'Eglise néanmoins en général les désapprouve, dit le Concile de la Province de Sens, tenu à Paris en 1526, decret. 39 de *moribus*, à cause de la ressemblance qu'ils ont avec eux, & que les contractans en dérobent, autant qu'il est en eux, la connoissance au public. Ce sont presque toujours (ajoutent les Statuts du Diocèse d'Orléans, tit. de *Mat.* part. 7) des sources de scandale pour lui,



§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 179  
 de libertinage pour eux , & d'une mauvaise éducation pour  
 les enfans qui en naissent , faute d'être élevés sous les yeux de  
 leurs peres & de leurs meres. Ce sont aussi les raisons pour les-  
 quelles ils défendent aux Confesseurs de leur donner l'absolu-  
 tion , à moins qu'ils ne les rendent publics , & qui ont en-  
 gagé Louis XIII à les prohiber par l'Article V de la Déclara-  
 tion du 26 Novembre 1639 , que Fevret assure avoir été pu-  
 bliée dans tous les Parlemens du Royaume ; & où il dit :  
*Désirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans notre  
 Royaume , par ceux qui tiennent leurs Mariages secrets & cachés  
 pendant leur vie , contre le respect qui est dû à un si Saint Sacrement ,  
 nous ordonnons que les Majeurs célèbrent leurs Mariages publique-  
 ment & en face d'Eglise , avec les solemnités prescrites par l'Ordon-  
 nance de Blois , & déclarons les enfans qui naîtront de ces Mariages  
 que les peres & meres ont tenu jusqu'ici , ou tiendront à l'avenir ca-  
 chés pendant leur vie , qui ressentent plutôt la honte d'un concubinage ,  
 que la dignité d'un Mariage , incapables de toutes successions aussi  
 bien que leur postérité.* Ces termes , pendant leur vie , méritent  
 beaucoup d'attention , & donnent clairement à entendre que  
 la peine ne s'encourt point quand le Mariage est rendu public  
 avant le décès de l'un des deux conjoints. On le regarde comme  
 secret lorsque le mari & la femme ont des habitations séparées ,  
 que celle ci ne prend point le nom de son mari , mais con-  
 tinue à porter celui qu'elle avoit auparavant , à se dire fille  
 majeure ou mineure , & à procéder sous l'autorité d'un tuteur  
 ou d'un curateur. C'est dans cette espee qu'ont été rendus trois  
 célèbres Arrêts au Parlement de Paris ; le premier en 1666  
 contre la veuve du Gouverneur de Perpignan ; le second , du  
 24 Juillet 1704 , contre une servante qui avoit épousé son  
 Maître , & stipulé par son contrat , qu'elle resteroit toujours  
 dans son état de domestique , pour tenir son Mariage mieux  
 caché ; le troisième , du 26 Mai 1706 , contre le Sieur de la  
 Tour , Trésorier des Suisses , qui après avoir épousé une ouvrière  
 du Palais , n'avoit jamais demeuré avec elle , & lui avoit laissé  
 toujours prendre la qualité de fille majeure. Toutes ces femmes  
 furent privées de leurs conventions matrimoniales , & leurs  
 enfans déclarés inhabiles à succéder , quoique leurs contrats  
 eussent été passés pardevant Notaires. L'approbation qu'y peu-  
 vent donner les Supérieurs Ecclésiastiques , ne met ni les uns ni  
 les autres à couvert pour les effets civils , si le Mariage n'est

Que dire de ceux  
 qui se célèbrent à  
 l'extrémité de la  
 vie.

180 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
déclaré du vivant des deux conjoints en santé, & non *in extremis*. Avant cette Déclaration le Parlement de Paris les traitoit plus favorablement, ainsi que nous l'apprenons de l'Arrêt du 13 Mai 1633 qu'on lit chez Bardet, Tom. II.

Le Roi y traite avec la même sévérité les Mariages contractés à l'extrémité de la vie, & déclare les enfans qui en viennent également incapables de successions, lorsque leurs peres & leurs meres ont vécu ensemble dans un commerce criminel. Comme il n'y est parlé que des hommes & non des femmes, Louis XIV a cru devoir comprendre les unes & les autres, nommément dans celle du mois de Mars 1697. Nous avons un grand nombre d'Arrêts qui en conséquence ont défendu à celles-ci de prendre même la qualité de Veuves de tels & tels, les ont privé de leurs conventions matrimoniales, les réduisant avec leurs enfans à une pension modique & alimentaire. L'Auteur des Mémoires du Clergé, Tome V pag. 87, & Dufresne, en citent quelques-uns, sur-tout celui du 7 Avril 1650, contre Marguerite Rainel, servante domestique d'un riche Maître des Comptes de Rouen, qui attaqué d'un ulcere incurable, vint à Paris, & épousa avec la permission de l'Official & dispense de bans, dans la Paroisse de S. Germain l'Auxerrois, cette fille qui lui avoit servi de concubine, & dont il avoit eu quatre enfans encore vivans, & étoit décédé dix-huit jours après. On y peut ajouter ceux du 12 Décembre 1672, & 3 Juillet 1674, le premier, contre les enfans du Sieur le Riche, quoiqu'il eût survécu soixante-cinq jours au Mariage qu'il avoit contracté *in extremis* avec sa servante, sur une dispense de trois bans, & une permission de se marier à l'heure qu'il lui plairoit, que M. Talon ne manqua point de traiter d'abusif dans ces circonstances, comme tendante à favoriser les Mariages clandestins; le second, contre ceux du nommé Guicheteau, qui s'étoit marié à peu près de la même façon. Voyez encore celui du 28 Février 1667, contre les enfans de N. . . . . qui n'avoit épousé sa concubine qu'après avoir reçu une blessure mortelle, quoiqu'il eût survécu cinquante-quatre jours à ce Mariage. On les peut opposer justement à ceux du 30 Décembre 1631 & 4 Mars 1636, rapportés au Journal des Audiences, dont un rendu en faveur de Jeanne Tessier qui avoit été dans le cas, & avoit eu plusieurs enfans du Sieur de Piergons, auxquels la Cour adjugea la succession, &c. Elle

Juge différemment des couches dans lesquels une femme meurt, parce qu'elles ne causent pas ordinairement la mort, comme le sont les blessures; c'est ce que nous apprenons d'un quatrième Arrêt qui se voit au Journal du Palais, au profit des enfans que Marie Chardon avoit eu de François Fouré avant le Mariage célébré entr'eux un jour avant son accouchement, & deux ou trois avant son décès, il est du 5 Septembre 1675. Il ne faut pourtant pas conclure de tout ceci que ces sortes de Mariages ne sont pas de vrais Sacremens, & que l'usage en soit absolument prohibé, comme quelques-uns le prétendent. Il est certain qu'avant ces Ordonnances on ne les distinguoit point des légitimes, pourvu qu'ils eussent été célébrés en face d'Eglise, ainsi que Fevret le prouve par différens Arrêts, dont le dernier est du Parlement de Toulouse, & qu'il date du dernier Juin 1618. Or il suffit de les parcourir pour se convaincre que nos Souverains n'ont aucunement défendu d'en continuer la pratique. Il est même assez ordinaire de la conseiller, tant pour réparer le scandale, que pour procurer le repos de la conscience des parties, quoiqu'elles ne puissent pas se transporter à l'Eglise ni même sortir de leur lit. M. Habert, de *Matrim.* cap. 7, § 5, page 790, approuve même que le Curé y procède sans publication de bans & sans dispense d'icelle, en cas néanmoins qu'il n'ait pas le loisir d'y recourir.

Quand ils ont  
été précédés d'un  
mauvais commerc-  
ce,

Quand il n'y a point de concubinage, ou que du moins il n'est pas bien constaté la Loi qui est véritablement pénale, n'a point lieu; c'est l'espèce de l'Arrêt du 8 Juillet 1675 qu'on lit chez M. d'Héricourt au titre du *Mariage*, art. 2, N<sup>o</sup>. 84, en faveur d'un garçon qui s'étoit marié à l'extrémité de sa vie dans sa chambre, après avoir obtenu dispense des trois bans, parce qu'il n'y avoit qu'une présomption de mauvais commerce entre lui & la fille qu'il avoit épousée. Le Parlement de Rouen en a rendu un le 19 Juillet 1717, confirmé peu après au Conseil du Roi, qui n'est pas moins favorable; il fut obtenu par Catherine Habert & les enfans qu'elle avoit eu du Sieur de la Varenne, durant le long & mauvais commerce qu'ils avoient eu ensemble. Celui-ci, dont la mere étoit Calviniste, s'étoit différentes fois efforcé de le terminer par un Mariage légitime auquel elle s'étoit opposée, mais étant tombé dans la maladie dont il décéda, il la fit assigner à brefs jours, obtint du Juge la permission qu'elle lui avoit toujours refusée, avec dispense de deux bans,

se maria effectivement, & mourut deux jours après. Par cet Arrêt, la mere qui avoit voulu faire déclarer le Mariage nul, & les enfans incapables de succession, fut déboutée de sa demande.

La diversité de religion.

Le septième empêchement est la diversité de Religion, *cultus disparitas*, qui n'a lieu que quand l'une des Parties est baptisée au temps qu'elle contracte, & que l'autre ne l'a jamais été. Bellarmin & plusieurs Théologiens avec lui, avouent qu'on ne le trouve établi par aucune Loi de l'Eglise bien positive, quoiqu'on en trouve beaucoup qui désapprouvent fort le Mariage des fidèles avec les Païens, les Apostats & les Hérétiques : il falloit bien effectivement qu'elle fut inconnue à Sainte Monique, à Sainte Clotilde & à tant d'autres saintes femmes qui ont épousé des infidèles, dont on n'a jamais pensé à les séparer, & qu'elles ont gagné à Jesus-Christ ; aussi l'attribuent-ils à la coutume universellement reçue parmi tous les Chrétiens depuis plusieurs siècles, laquelle a enfin acquis force de Loi. Ne pourroit-on pas la faire remonter plus haut, & dire qu'on en voit du moins les premiers vestiges dans le Code Théodosien, Lib. III, tit. 14, & Lib. IX, tit. 54, où Valens & Valentinien le déclarent nul, & le défendent même sous peine de mort. Quoi qu'il en soit, le Pape est dans l'usage d'en dispenser par ses Vicaires Apostoliques à la Chine, aux Indes, &c. L'Eglise Grecque juge de même du Mariage des Catholiques avec les Hérétiques, ainsi que nous l'apprenons du Canon 72 du Concile appelé *in Trullo*, qui dit : *Tales nuptie irritæ ducantur, nefarium Matrimonium dissolvatur* ; mais l'Eglise Latine le regarde comme valide, quant au lien, *quoad solum*, avec Boniface VIII, au chap. *Decrevit*, de *hereticis in Sexto*, quoiqu'elle le blâme & l'interdise à ses enfans avec bien de la raison, à cause du péril auquel la foi de la partie Catholique & de ses enfans est exposée, & de l'extrême difficulté qu'elle trouveroit à remplir dans la société d'un Hérétique les devoirs que la Religion lui impose. De-là vient que les Rituels de la plupart de nos Diocèses défendent très-étroitement & sous de rigoureuses peines, aux Curés d'y prêter leur ministère, sans une permission très-expresse de leurs Evêques.

Suivant les Mémoires du Clergé de France, les saints Decrets font d'expresses défenses aux Catholiques de se marier avec des Hérétiques. C'est un des articles de l'Assemblée de Melun en 1579, renouvelé par les Conciles de Bordeaux & de Tours

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 183  
en 1583. & par ceux de Toulouse en 1590, & de Narbonne en  
1609. T. V, p. 656-667-671-678-681.

Le Concile de Bordeaux en 1624 décerne en outre la peine  
de suspension & de privation de Bénéfices contre les Prêtres qui  
célébreront de tels Mariages. T. V, pag. 683-684.

Louis XIV ne l'a pas défendu avec moins de sévérité par  
son Edit du mois de Novembre 1680, où après avoir dit que  
*les saints Canons ont toujours condamné les Mariages des Catho-  
liques avec les Hérétiques comme un scandale public & une profana-  
tion visible d'un Sacrement auquel Dieu a attaché des graces qui  
ne peuvent être communiquées à ceux qui sont actuellement hors la  
communien des fidèles*, il les interdit à tous ses sujets Catholiques,  
sous quelque prétexte que ce soit, les déclare non-valablement  
contractés, & les enfans qui en proviennent illégitimes, inca-  
pables par conséquent de succéder aux biens, tant meubles  
qu'immeubles de leurs peres & meres. Il ne paroît pourtant  
pas avoir voulu les annuler, quant au lien même, quoiqu'en  
dise d'Héricourt au titre du Mariage, art. 2, N°. 48, ni don-  
ner atteinte au pouvoir qu'ont le Pape & les Evêques de le  
permettre, pouvoir dont ils ont usé dans tous les temps, quoi-  
qu'avec beaucoup de répugnance, & après s'être bien assurés  
que la partie Catholique perséverera dans sa Religion, & que  
les enfans qui proviendront de leur Mariage y seront élevés ;  
car ce seroit un abus visible d'y donner les mains, comme on  
le fait dans quelques endroits, à condition que les fils suivront  
la Religion du pere, & les filles celle de la mere. On peut voir  
chez l'Auteur des Conférences de Paris, Tome II, page 35,  
les mesures que prirent Clement VIII & Urbain VIII, lorsqu'ils  
permirent le Mariage du Duc de Bar avec la sœur d'Henri IV,  
Roi de France, & de la sœur de Louis XIII, avec Charles I,  
Roi d'Angleterre. Ce fut à eux qu'on s'adressa pour en obtenir,  
non pas précisément cette permission, qui n'est réservée au S.  
Siège, ni par les Canons ni par la Coutume, mais la dispense  
de la parenté qui étoit entr'eux. L'usage auquel ces Souverains  
Pontifes ne manquèrent pas de se conformer, est que le Prê-  
tre qui assiste à ces sortes de Mariages n'y donne point la Bé-  
nédiction, que plusieurs regardent comme la forme du Sacre-  
ment, & cette précaution sert à lever dans leur sentiment une  
partie de la difficulté que forment les Théologiens, en deman-  
dant comment on peut administrer un Sacrement à celui qui

L'Eglise permet  
quelquefois les  
Mariages des Ca-  
tholiques avec les  
Hérétiques.

On en retranche  
la bénédiction.

en est notoirement indigne, & qui refuse même de le reconnoître pour tel, sans se rendre coupable de sa profanation ; car alors il ne se passe plus entr'eux qu'un contrat naturel ou civil. Quelque grande qu'elle soit, il faut convenir que les Peres du Concile Général de Calcédoine & ceux d'Agde, Laodicée, &c. n'en ont pas été aussi frappés que nous, autrement ils n'auroient pas permis aux Catholiques de donner leurs enfans en Mariage aux Hérétiques qui promettent de se convertir. On ne peut plus nier qu'il y ait de la témérité à condamner la pratique, tant du S. Siege que de plusieurs grands Evêques qui l'ont plusieurs fois permis ou du moins toléré. Avant la révocation de l'Edit de Nantes, arrivée en 1685, & pendant que les Protestans étoient tolérés dans le Royaume, l'Eglise Gallicane souffroit avec une pareille condescendance les Mariages que les Hérétiques ou Protestans contractoient entre eux, même avec des empêchemens dirimans, tant de parenté que d'affinité. Henri IV, par des articles secrets accordés en 1598, les en avoit dispensés en général pour le troisième & quatrième degré, & leur accordoit une dispense spéciale pour le deuxième, ce que ses Successeurs ont continué de faire sans que les Evêques s'y soient jamais opposés, & ayant regardé leurs enfans comme incapables des Ordres & des Bénéfices. Ils se contenterent dans l'Assemblée de 1675 de demander à Louis XIV, qu'on ne le leur accordât plus celle du deuxième, & du deuxième au troisième, & qu'on se conformât à l'article XL de cet Edit, qui porte que *Sa Majesté veut que ceux de ladite Religion qui auront ci-devant contracté ou contracteront ci-après Mariage au tiers & quart degré, ne puissent être molestés, ni la validité desdits Mariages révoquée en doute, ni pareillement la succession être dénie aux enfans nés & à naître*, à quoi ne fut rien pour-lors répondu ; mais depuis cette révocation l'indulgence a cessée, & ces sortes de Mariages ne peuvent plus être regardés que comme de vrais concubinages, attendu qu'ils sont contractés contre les Loix irritantes de l'Eglise, auxquelles leur révolte n'a pu les soustraire.

On a autrefois  
toléré en France  
les Mariages des  
Hérétiques con-  
tractés avec des  
empêchemens di-  
rimans.

Il n'y a point de difficulté pour les Infidèles qui contractent ensemble avec de pareils empêchemens, & autres qui ne sont que de droit purement positif, puisque n'ayant jamais été enfans de l'Eglise, ils n'y ont non plus jamais été sujets. Il n'y en a point non plus pour les Juifs qui se marient dans les degrés

dégrés quoique prohibés par le Lévitique , parce que la Loi Moïsaïque a été abrogée par la mort de Jesus-Christ, & qu'ils n'ont point eu depuis de Souverains ou de Législateurs qui aient eu le droit de la confirmer , ainsi que le remarque Navarre, de *conversione infidel.* cap. 1. Il faut donc dire que les Mariages qu'ils ont contracté avant leur Baptême subsistent , pourvu qu'en les contractant ils se soient conformés au Droit naturel & à celui que la nation regarde comme essentiel. Ce Sacrement ne donne aucune atteinte à leur lien , ainsi qu'Innocent III l'a décidé aux chap. *Gaudemus*, & *Quanto*, de *divortiis*, où il dit que *per Baptismum non solvuntur conjugia*. S. Paul l'avoit décidé de même avant lui, 1 Cor. 7, où il dit : *Si quis frater habet infidelent uxorem, & hæc consentit habitare cum illo, non illam dimittat*. Il ajoute pourtant aussitôt, *Quod si infidelis discedit, discedat : non enim servituti subiectus est frater aut soror in huiusmodi* ; c'est-à-dire, suivant l'interprétation du même Pape , que si l'infidèle ne veut pas habiter avec lui en paix , sans mettre obstacle aux exercices de sa Religion , & sans l'entraîner dans le péché par ses sollicitations ou ses mauvais exemples ; en un mot , *sine injuriâ Creatoris & Religionis*, il peut s'en séparer & en épouser une autre. C'est , disent tous nos Théologiens , un privilège que Jesus-Christ a donné à la Religion Chrétienne , & nécessaire aux fidèles , qui autrement seroient obligés à voir leur salut exposé à un danger continuel , ou à passer toute leur vie dans une continence perpétuelle , dont la grace n'est pas accordée à tous. Quelques-uns , du nombre desquels est Bellarmin , Lib. I de *Matrim.* cap. 12 , prenant ces mots de l'Apôtre *non dimittat illam* , pour un conseil qui convenoit à l'état où étoit l'Eglise de son temps , & non pas pour un précepte , & s'appuyant sur le Canon 62 du quatrième Concile de Tolède , tenu en 650 , estiment que cela lui est encore permis , quand même l'infidèle consentiroit à vivre avec lui paisiblement , parce que le danger de se pervertir ou dans la foi ou dans les mœurs , est presque toujours inséparable de sa société ; mais la plupart , sur-tout des anciens , tiennent le contraire après S. Thomas , in 4 *dist.* 36 , *quæst.* unic. art. 3 , & avec raison , parce que le Mariage contracté dans l'infidélité étant indissoluble , comme celui des Chrétiens , de Droit naturel , ainsi que tout le monde en convient , le privilège accordé à ceux-ci par Jesus-Christ , ne peut avoir lieu que dans les cas bien positivement marqués ,

Le Mariage des infidèles n'est pas rompu par le Baptême.

Si l'infidèle vit paisiblement avec le fidèle , celui-ci ne doit pas s'en séparer.

ou par les écrits des Apôtres ; ou par les Canons de l'Eglise : or on n'en voit aucun qui en fasse l'application à celui dont il s'agit. Le Canon de Tolède ne parle que des seuls Juifs, dont la haine pour le Christianisme a toujours été plus envenimée que celle des autres infidèles, & la société par conséquent plus périlleuse. Ne peut-il pas se trouver aujourd'hui à la Chine, dans les Indes, &c. des Païens aussi raisonnables sur ce point, que du temps de S. Paul, & s'ils étoient persuadés que la Doctrine de Bellarmin fût celle de l'Eglise, ne mettroit-elle pas parmi la plupart un obstacle insurmontable aux progrès de l'Evangile ?

Le crime d'adultère consommé & formel.

Le huitième est le crime, *crimen*, ou d'adultère, ou d'homicide, pris séparément, ou de tous les deux joints ensemble ; pourvu qu'ils soient consommés & formels ; c'est-à-dire, que le coupable sçache que la personne qui fait l'objet de son crime, est mariée ; car c'est une maxime constante en matière pénale, que les peines décernées par les Loix, ne tombent sur le crime que quand il est revêtu de ces deux circonstances. Nous l'avons dit plusieurs fois en parlant des Cas réservés, des Censures & Irrégularités qui proviennent du délit. L'adultère seul & par lui-même produisoit autrefois l'empêchement, ainsi que nous l'apprenons de Saint Leon, rapporté dans le Canon *Nullus*, où il dit : *Nullus ducat in Matrimonium quam prius polluit adulterio*, cauf. 31, q. 1, ce qui est conforme au Droit Civil dans la Loi 13, au Digeste de *his que ut indignas*. Le Concile de Tribur, tenu en 895, Canon 40, *Lib. XXXIV. tit. 9* ; l'a réglé de même : mais il s'est fait sur ce point vers la fin du douzième siècle, quelque changement dans la discipline de l'Eglise, & Innocent III, aux chap. VI & VII du tit. 7, *eo qui duxit, lib. IV*, décide expressément que l'empêchement n'a lieu que quand il est joint à la promesse faite par l'homme à la femme, ou par la femme à l'homme, de l'épouser lorsqu'il sera libre. *Respondemus* (y dit-il *quod nisi alter eorum in mortem uxoris defunctæ fuerit machinatus, vel eâ vivente sibi fidem dederit de Matrimonio contrahendo*, & comme il ajoute c. 7, *dammodo non presterit fidem adulteræ, legitimum Matrimonium judices*. Bellarmin, *Lib. I, de Matrim. cap. 12*, & plusieurs autres avec lui, prétendent que cette promesse doit être mutuelle & réciproque, ainsi que celle qui forme les fiançailles ; mais Sanchez, *Lib. VII, disp. 79, No. 18*, prouve solidement le contraire par les textes du

Pourvu qu'il soit joint à la promesse d'épouser le complice.



Droit qu'on vient de rapporter, où le Pape demande seulement que l'adultère *fidem dederit* à son complice, & rien de plus: ce en quoi tous les Docteurs conviennent, du moins communément; c'est 1°. Qu'il faut que la promesse ait été non-seulement donnée, mais encore acceptée positivement; car quoique le silence seul suffise pour l'acceptation de celle qui est de pure faveur, & qu'on appelle communément Pollicitation, il n'en est pas de même de celle qui est onéreuse & préjudiciable, telle que celle-ci. 2°. Qu'il est inutile d'examiner si elle est absolue ou conditionnelle, sincère ou simulée, parce que les uns & les autres sont également capables d'induire dans le crime. 3°. Que si on la révoque avant que le crime soit commis, elle est censée non-avenue. 4°. Qu'il n'importe qu'elle l'ait précédé ou suivi, comme le marquent positivement les Rituels de Chartres, &c. parce que le Pape dit simplement: *Quod si uxore vivente.*

Le Mariage  
contraté du vi-  
vant de la femme  
légitime par les  
deux adulteres  
produit le même  
effet.

L'empêchement a encore lieu, & à bien plus forte raison quand le Mariage s'est contracté & consommé entr'eux du vivant du mari ou de la femme légitime, puisqu'il l'emporte sur une simple promesse & qu'il est beaucoup plus criminel, c'est ce qui est expressément décidé au chap. *Veniens* de ce titre. Les Loix de l'Eglise sur ce point sont suivies exactement dans nos Tribunaux, ainsi que nous l'apprenons de l'Arrêt du 24 Janvier 1726, qui a déclaré nul & abusivement contracté, le Mariage du sieur du Plessis avec la nommée d'Aroft, convaincus d'adultère joint à une promesse. Ce fut pour éviter un pareil jugement, que le Connétable Lefdiguier ayant voulu épouser en face d'Eglise, vers le commencement du dernier siècle, une femme qu'il avoit entretenue du vivant de son mari, prit la précaution de prendre une dispense en Cour de Rome, après qu'il se fut réuni à l'Eglise catholique.

Il vient encore  
de l'homicide  
commis de com-  
plicité avec sa com-  
plice.

L'homicide seul le produit pareillement, lorsque l'homme fait mourir sa femme, & que sa complice conspire & trempe dans le crime avec lui, soit en l'exécutant, soit en le commandant, soit même en l'approuvant avant qu'il ait été commis: car une simple approbation donnée après coup, ne suffiroit pas à cet effet, attendu qu'elle n'y influe pas & ne peut en être regardée comme la cause efficace. Il est vrai que les Canons qui n'ont souffert aucun changement dans cette partie, semblent ne parler & ne faire tomber la peine que sur celui qui est commis par

l'homme, parce qu'il est assez rare d'y voir tomber une femme; mais il est hors de doute qu'ils ont prétendu envelopper l'un & l'autre dans la même condamnation, du moins Celestin III le suppose au chap. I, *Laudabilem, de conversione infidelium*, tit. 33, lib. III, où consulté si des femmes chrétiennes dont les maris avoient été tués par des Sarrafins qu'elles avoient attiré à la religion Chrétienne, pouvoient les épouser, il répond avec cette distinction, *Quod si tales (mulieres) non procuraverunt virorum defunctorum interitum, matrimonium inter hujusmodi personas licetè potest contrahi..... si autem in mortem ipsorum malitiosè fuerint machinatæ, licet earum studio ad fidem accesserint, tamen nec ita adherere debent.* Il s'ensuit de-là que si un homme tue son voisin, quoique dans le dessein d'épouser la femme, avec laquelle il n'a eu aucun mauvais commerce, son Mariage n'est point nul, pourvu qu'il ne le lui ait point fait connoître avant sa mort, afin d'obtenir son consentement ou son approbation. Le Rituel de Paris, au titre de *Matrim.* veut que dans ce cas comme dans le suivant, l'homicide ait été commis dans la vue & le dessein de parvenir par ce moyen au Mariage, *Homicidii crimen sine adulterio, si uxor conspiret cum alio in mortem sui mariti, vel e contra maritus cum aliâ muliere in mortem suæ uxoris, eo fine ut possint simul contrahere, & ex eorum machinatione mors sequatur de facto, etiam si adulterium non commiserint.* Sanchez l'exige pareillement lib. VII, disputat. 78, N°. 13, quoique contre l'opinion de plusieurs tant Théologiens que Jurisconsultes, & qu'il avoue que le texte des Canons n'en parle point, s'attachant moins à la lettre qu'à la fin qu'ils se sont proposés, sçavoir d'empêcher les gens mariés de s'entretuer, pour se marier avec les complices de leur crime. Il cite, en faveur de son sentiment qui est le plus commun & le plus probable, S. Thomas, S. Antonin & S. Bonaventure; mais ils ne demandent point que cette intention ait été connue & agréée de l'autre partie, ce qui en effet n'a aucun fondement dans le Droit.

\* Mais avec dessein de s'entretuer.

Quand l'adultère est joint à l'homicide, il ne faut ni promesse ni conspiration.

Quand il y a adultère & homicide tout ensemble, l'empêchement s'encourt, quoique l'une des deux parties n'ait point trempé dans la mort, n'ait fait ou reçu aucune promesse, & ait même absolument ignoré le dessein du meurtrier comme il semble être arrivé à Betfabée femme d'Urie, dont il est parlé dans le livre des Rois : *Si adultera est in mortem uxoris aliquid machinata,* (dit Alexandre III, au chap. III, *Super hoc*, tit. 7, de *Eo qui*,

*Eccl. lib. IV, si sive fidem dederit, sive non, quod eâ defunctâ hanc esset ducturus, secundum Canones ab ejus consortio prohibetur.* Il faut pourtant dans ce cas, comme dans le précédent, que le meurtrier se soit proposé de parvenir par son crime au Mariage de son adultère : *Adulterium cum homicidio*, (ajoute le Rituel de Paris,) *quando alter conjux committit adulterium cum alio, & ut possit cum eo contrahere matrimonium, interficit conjugem, etiam altero homicidium ignorante.* Parconséquent, disent Sanchez, N<sup>o</sup>. 16, & Bonacina, *quest.* 13, *Punët.* 6, N<sup>o</sup>. 16, si un homme tue le mari de celle avec qui il entretient un mauvais commerce, ou par colere, ou pour se venger de quelque tort qu'il en a reçu, ou pour être moins gêné dans ses débauches, il n'y a point d'empêchement dirimant. On n'accorde jamais à Rome à la Datterie, la dispense de celui qui vient de l'homicide & très-rarement à la Pénitencerie, sur-tout quand on a employé le poison. Corradus assure pourtant que Paul V, consulté si elle pouvoit la donner, sur-tout quand il est joint à l'adultere, répondit qu'oui, quand il y a de fortes raisons.

Le Rapt;

Le neuvième empêchement est le Rapt, *si mulier sit rapta, nec loco reddita tuto.* En effet c'est un crime contre le bon ordre de la société, contre la sûreté publique & contre l'honneur du sexe ; les Loix civiles tant anciennes que nouvelles l'ont toujours puni de mort, même quand le rapt est consenti, quoique les Loix n'aient pas été exécutées à la rigueur dans tous les temps. Le ravisseur de la Demoiselle de Brun & celui de la Demoiselle de Moras, en fournissent deux exemples trop récents, pour n'être pas une preuve authentique de ce qu'on avance. D'ailleurs on ne peut disconvenir que le rapt ne soit aussi un grand péché aux yeux de Dieu.

L'Eglise a fait sur cette matiere plusieurs Canons, qu'on peut voir dans l'Auteur des Conférences de Paris, tome II, liv. 5, conf. 2, depuis la page 362 jusqu'à 372, & depuis 387 jusqu'à 391, mais, comme le dit cet Auteur, nous ne voyons pas que l'Eglise ait fait aucun Canon au sujet du rapt, avant l'Empereur Constantin.

Ce Prince fit une Loi, par laquelle il ordonna que l'on puniroit les ravisseurs & leurs complices, en leur faisant boire du plomb fondu, si c'étoient des personnes libres, & par le feu, si c'étoient des esclaves, & cela sans distinction de sexe. La fille ravie étoit assujettie à la même peine, si elle avoit consenti à son enlèvement.

Constantin fils de Constantin, changea la peine du plomb fondu, ordonnée par son père à l'égard des personnes libres, en celle d'une mort moins rigoureuse. Ces deux Loix sont insérées dans le Code Theodosien, au titre *De Raptu Virginum & Viduarum*.

Justinien, au titre du Code *De Raptu Virginum*, condamne aussi à mort les ravisseurs & leurs complices. *Raptores Virginum honestarum vel ingenuarum, siue jam desponsatæ fuerint, siue non, vel quarumlibet viduarum faminarum licet libertinarum, vel servæ alienæ sint, pessima criminum peccantes, capitis supplicio plectendos decernimus..... nec sit sacralis Raptæ virgini vel viduæ, vel cui-libet mulieri Raptores suum sibi maritum exposcere,..... quoniam nullo modo nulloque tempore datur à nostrâ serenitate licentia eis consentire qui hostili more in nostrâ Republicâ matrimonia student sibi conjungere..... Penas autem quas prædiximus, id est Mortis & bonorum amissionis, non tantum adversus Raptores sed etiam contra eos qui hos comitati in ipsâ invasione & rapinâ fuerint, constituimus. Ceteros autem omnes qui conscii & ministri hujus criminis reperi & conviciti fuerint, vel qui eos susceperint, vel quicumque opem eis tulerint, siue masculi siue femine sint, cujuscumque conditionis, vel gradûs, vel dignitatis, pænæ tantummodò capitali subijcimus ut huic pænæ omnes subiaceant, siue volentibus siue nolentibus virginibus, siue aliis mulieribus, tale facinus fuerit perpetratum.* Justinien condamne à la déportation les parens qui consentiront aux Mariages de leurs filles avec les ravisseurs. *Parentes, si tali consenserint Matrimonio, deportari præcipimus.* Novel. 143 & 250.

Charlemagne, dans ses Capitulaires, liv. I, c. 104, & l. VII, c. 195, défend aussi le Mariage du ravisseur & de la personne ravie.

L'Ordonnance de Blois, art. 42, décerne la peine de mort contre le ravisseur, sans espérance de pardon, & l'Edit de 1639, veut qu'on punisse de mort le ravisseur & ses complices.

Le Concile d'Ancyre, tenu au commencement du quatrième siècle, veut que les filles fiancées & enlevées par force, soient rendues à ceux à qui elles étoient fiancées. *Desponsatas puellas, & postea ab aliis raptas reddi placet sponsis.*

S. Basile, dans son Epître Canonique, reconnoît que de son temps il n'y avoit pas encore de Canon dans l'Eglise sur le rapt. *De his qui rapiunt, antiquum Canonem non habemus.* Son sentiment

§ 11. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 191  
est que la fille ravie soit arrachée à son ravisseur, & remise entre les mains de ceux à qui elle appartient : *Anferre quidem oportet, & suis restituere*. Tout cela ne prouve pas que l'Eglise eût alors le pouvoir d'établir l'empêchement du rapt, qui d'ailleurs subsistoit déjà par la Loi civile.

Can. 11.

Le Concile de Calcédoine veut que les Laïcs qui ravissent des filles sous prétexte de Mariage, soient retranchés de l'Eglise avec leurs complices. Et quant aux Clercs qui tomberont dans cet excès, il ordonne qu'ils soient déposés : *Si sint Clerici, suo gradu excidere, sin autem Laici, anathematizari*. Le Pape Symmaque, dans la lettre à S. Césaire d'Arles, les sépare de la Communion : *Pro tam nefandissimi criminis atrocitate, à Communione suspendi precipimus*.

Can. 27.

Le premier & le troisième Concile d'Orléans, qui furent assemblés par les soins de Clovis & de ses Successeurs, veulent qu'une fille ravie soit tirée des mains de son ravisseur, & que le ravisseur soit livré au bras séculier pour être puni de mort. Le troisième Concile de Paris tenu l'an 557, se contente d'excommunier le ravisseur ; & quand les Conciles d'Orléans livrent le ravisseur au bras séculier pour être punis de mort, ce n'est pas une peine qu'ils décernent eux-mêmes ; puisque l'Eglise ne peut jamais condamner à mort ; mais c'est pour leur faire subir le supplice auquel ils sont condamnés par la rigueur des Loix civiles.

Can. 2 & Can. 16.

Can. 6.

Un Concile de Meaux tenu sous le regne de Charles le Chauve, l'an 845, frappe d'anathème les ravisseurs, & leur interdit le Mariage. *Quicumque verò deinceps rapere virgines vel viduas præsumpserint, secundum Synodalem beati Gregorii diffinitionem, ipsi & complices eorum anathematizentur, & raptores sine spe conjugii perpetuò mancant*. Ce Canon, dit M. Gerbais, fait voir que l'Eglise traitoit alors le rapt comme un empêchement dirimant. Elle avoit raison de le traiter ainsi, mais étoit-ce un empêchement dirimant apposé par l'Eglise elle-même, ou par la puissance civile ? L'Auteur des Conférences de Paris convient expressément qu'il a été établi par la puissance séculière.

Can. 66.

P. 114.

Les Peres du deuxième Concile d'Aix-la-Chapelle, tenu sous Louis le Debonnaire en 836, exhortent les Comtes & les Princes du Royaume, de les aider de leur autorité, pour punir les ravisseurs, qui contre les défenses de l'Eglise & de la Puissance temporelle, se marioient impunément avec les filles ou les veuves qu'ils avoient enlevées.

Les Conciles de Pâvie & de Troïsi font des réglemens de discipline contre le rapt ; mais c'est en s'autorisant des Capitulaires de nos Rois , comme l'Auteur des Conférences de Paris le reconnoît pour le Concile de Troïsi , pag. 367 : & quand Gratien, dit, Can. *De Puellis* 36, q. 2, que les ravisseurs, *juxta canonicam auctoritatem ad conjugia legitima raptas sibi jure vindicare nullatenus possint*, n'est-il pas clair qu'il attribue à l'Eglise jusqu'aux expressions des Loix que les Capitulaires de nos Rois renferment sur cette matiere. Cet empêchement a été renouvelé par le Concile de Trente, Sess. 24, cap. 6, où il décide que le ravisseur ne peut épouser valablement celle qu'il a enlevée ou par lui-même ou par d'autres, jusqu'à ce qu'elle soit remise en liberté, *Decernit sancta Synodus inter Raptorem & raptam quamdiu ipsa in potestate Raptoris manserit, nullum posse consistere matrimonium*. Cet empêchement differe de celui de la violence, en ce qu'il peut arriver que la personne ravie, à qui on a fait d'abord violence en l'enlevant malgré elle, donne, durant qu'elle est sous la puissance de son ravisseur, un consentement très-libre au Mariage qui lui est proposé, que l'Eglise néanmoins annulle, à moins qu'elle n'ait été préalablement remise en liberté, *Quod si raptā, ajoute-t-il, à raptore separata & in loco tuto & libero constituta illum in virum habere consenserit, eam raptor in uxorem habeat*. La discipline de l'Eglise a beaucoup varié sur ces Mariages. Plusieurs Conciles, sur-tout du neuvième siècle, avoient déclaré le ravisseur inhabile à contracter jamais avec la personne ravie : mais leur rigueur avoit été fort tempérée dans le treizième du temps d'Innocent III, qui nous apprend au chap. 7 ; *Accedens*, tit. 17, de *Raptoribus*, liv. V, qu'on ne faisoit durer cette inhabilité qu'autant que duroit sa résistance, *Rapta puella legitimè contrahes cum Raptore, si prior dissensio transeat postmodum in consensum*. Les Peres de celui de Trente ont pris un juste milieu, & c'est à quoi on s'en tient aujourd'hui dans toute l'Eglise catholique.

Soit de violence  
Soit de séduction.

On distingue, sur-tout en France, deux sortes de rapt, l'un de violence, par lequel une personne est tirée malgré elle, soit par force, soit par menaces, du lieu où elle étoit en sûreté, pour la conduire dans un autre où elle tombe sous la puissance du ravisseur qui veut l'épouser : l'autre de séduction, par lequel on engagé une jeune personne par caresses, flatteries, promesses & autres artifices à sortir, malgré ceux de qui elle dépend, du lieu où

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 193  
 où ils l'ont placée, pour la mettre sous sa puissance. Comme le Concile de Trente ne s'explique point nettement sur celui-ci, plusieurs Canonistes même François, prétendent après Sanchez, lib. VII, disp. 13, N°. 15, qu'il ne forme point d'empêchement dirimant, attendu qu'il ne nuit point à la liberté des parties, & qu'il n'est injurieux qu'aux seuls parens dont ils ne croient pas le consentement nécessaire pour la validité de leur Mariage : mais les autres, parmi lesquels il faut compter Zerola, *Prax. episc.* part. 2, au mot *Raptus*, Pyrrhus, Corradus, *Prax. lib. VII*, chap. 6, N°. 51, 52, *quæst.* 154, art. 7, Fromageau au mot *Rapt*, soutiennent le contraire après S. Thomas 1, 2, *quæst.* 154, art. 7, persuadés que la séduction qui enchante le cœur après avoir fasciné & aveuglé l'esprit, ne préjudicie pas moins à la liberté que la crainte & la violence. Ils ajoutent que quand même il ne seroit pas compris dans le Decret du Concile, il n'en seroit pas moins dirimant, parce que la Coutume générale d'un Royaume, sur-tout quand elle est juste & raisonnable, a la force de l'introduire & de l'établir, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, en parlant du consentement des parens.

Aussi les anciennes Loix ne condamnent guères moins l'un que l'autre, comme nous l'apprenons de la constitution de Constantin, rapportée au liv. IX du Code Théodosien tit. 24, laquelle ôte à l'homme toute espérance d'épouser jamais celle *quam invitam rapuerit vel volentem abduxerit*, & du Capitulaire 395 de Charlemagne, lib. VII, qui dit : *Placuit ut hi qui rapiunt feminas vel seducunt, eas nullatenus habeant uxores, quamvis eas postmodum nuptialiter cum consensu parentum suorum acceperint.* Les Ordonnances modernes de nos Rois y sont encore plus formelles. Celle d'Henri III, donnée dans les Etats de Blois art. 42, porte que ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou fille mineurs de vingt-cinq ans, sous prétexte de Mariage ou autre couleur, sans le gré, sçu, vouloir & consentement exprès des peres, meres & des tuteurs, seront punis de mort sans espérance de grace & de pardon, nonobstant tout consentement qu'ils pourroient alléguer par après avoir été donné audit rapt lors d'icelui ou auparavant. Louis XIII, dans celle de 1629, art. 169, & sur-tout dans sa Déclaration du 26 Novembre 1639, art. 3, entre encore dans un plus grand détail, car après avoir chargé ses Procureurs Généraux & leurs Substituts, de poursuivre, quand même il n'y auroit point de partie civile, les ravisseurs & leurs compli-

Peines décernées  
 par nos Loix con-  
 tre les ravisseurs.

194 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 ces ; & à ses Juges de les punir de mort sans pouvoir moderer la peine, il ajoute, conformément aux Saints Decrets & Constitutions canoniques, déclarons les Mariages faits avec ceux qui ont ravi & enlevé des veuves, fils & filles, de quelque âge & conditions qu'ils soient, non valablement contractés, sans que par le temps, ni par le consentement des personnes ravies & de leurs peres, &c. ils puissent être confirmés, tandis que la personne ravie est sous la puissance du ravisseur. C'est ce qui avoit déjà été réglé par le Concile de Trente : & pour inspirer à ses sujets encore plus d'éloignement de ce crime, il dit de plus, en cas que sans prétexte de majorité, la personne ravie après avoir été mise en liberté, donne un nouveau consentement pour se marier avec le ravisseur, nous la déclarons, ensemble les enfans qui naîtront d'un tel Mariage, indignes & incapables de légitime, & de toutes successions directes & collatérales qui leur pourront échoir sous quelque titre que ce soit, conformément à ce que nous ordonnons contre les personnes ravies par subornation. Voilà le rapt de violence & de séduction ou de subornation bien nettement distingués. Enfin il défend par l'article 4, à tous Princes & Seigneurs, de solliciter auprès de lui aucunes lettres de réhabilitation, aux Secrétaires d'État de les signer, au Chancelier de les sceller, & à ses Juges, en cas qu'il en accorde par surprise ou par importunité, d'y avoir aucun égard. Voyez ci-dessus au titre du *Consentement des parens* N°. 1. L'exception que les Arrêts ont faite en faveur des enfans même mineurs, au Mariage desquels les peres & meres s'opposent sans raison. L'ancien usage des Cours souveraines, dit Fevret, liv. V, chap. 3, étoit de faire amener devant elles le ravisseur ou le séducteur, & de le décharger de la peine lorsqu'il vouloit bien épouser sur le champ la personne ravie; mais il a été réformé par la Déclaration du 22 Novembre 1730 ; comme injurieux tant au Sacrement qu'à la justice due aux familles offensées, on peut ajouter & à la discipline de l'Eglise, puisqu'aussitôt qu'il avoit donné son consentement, on le conduisoit à la Chapelle de la prison pour y être marié sur le champ, les fers aux pieds, sans consentement du propre Curé, permission de l'Evêque & de publication de Bans.

Le rapt de séduction.

On pourroit ce semble douter si la seule séduction sans enlèvement suffit pour former la deuxième espèce de rapt, mais mal-à-propos, puisque les Ordonnances qu'on vient de citer, surtout celle de Blois, concertée avec le Clergé comme avec les



deux autres Etats, s'expliquent également sur l'une & sur l'autre, qu'elle emporte toujours avec elle (dit Thievenau) un transport de la raison, & que le séducteur ne manque jamais de conduire l'objet de sa passion dans quelque endroit où il l'épouse en l'absence de ses parens, auxquels il le ravit. Les termes de *fil* & de *filles* dont elle se sert, montrent encore qu'une femme peut tomber dans ce crime comme un homme, & que sous le nom de *raptor* on doit comprendre aussi celui de *raptrix*, c'est de quoi tous les Docteurs tant François qu'Etrangers conviennent communément. Ils avouent de même que celui de violence peut s'exercer contre les personnes de tout âge & de tout sexe; mais ils bornent celui de séduction & les peines qui y sont attachées aux mineurs de vingt-cinq ans de l'un & de l'autre sexe, qui en sont effectivement plus susceptibles; c'est la disposition de celle de Blois, à laquelle les Arrêts se sont toujours conformés, déclarant les majeurs non recevables à s'en plaindre. Ils jugent de même des filles, quoique mineures, qui s'abandonnent à la débauche, & sont notoirement connues pour telles, parce que leur enlèvement doit être regardé plutôt comme l'effet de leur libertinage que comme celui de la séduction.

N'a pas lieu en  
faveur des filles  
de mauvaise vie.

C'est une question encore indécise, si le rapt produit l'empêchement quand il se fait non point en vue de Mariage, mais de satisfaire la lubricité ou par quelque semblable motif. Cabassut & plusieurs autres l'affirment, & prétendent même qu'elle a été ainsi décidée par la congrégation des Cardinaux. Sanchez, liv. VII, disp. 13, N°. 4, & Bonacina, *quest.* 4, *Punct.* 18, N°. 5, le nient, & assurent que leur sentiment est suivi à Rome. Quoi qu'il en soit, il est plus conforme à l'article 169 de la Déclaration de 1629, qui ne parle que de ceux qui enlèvent ou subornent à l'effet d'épouser. La prudence demande du moins, pour plus grande sûreté, que dans un pareil doute on recoure à la dispense. Sylvius II, 2, *quest.* 159, art. 7, fait en cette matière une exception, c'est lorsque la personne ravie étoit déjà fiancée à son ravisseur du consentement de sa famille, & qu'elle vient ensuite à s'opposer à leur Mariage, sans cause légitime; il ne peut alors y avoir, selon lui, de véritable rapt, parce qu'il ne se commet aucune injustice ni contre la fille qui y consent, ni contre ses parens dont l'opposition est déraisonnable: nous avons peine à croire qu'elle fut reçue parmi nous, attendu qu'il y a injustice, du moins dans la forme & les moyens que le ravisseur

<sup>1</sup> L'instance en rapt portée devant le Juge séculier, lie les mains à celui d'Eglise.

prend pour se rendre justice. Ce qui est constant, c'est, comme nous l'avons déjà remarqué ailleurs, que l'instance en rapt portée devant le Juge séculier, suspend la poursuite commencée devant celui d'Eglise, en accomplissement de promesse, & qu'il y auroit abus si celui-ci prononçoit avant que la cause principale fut vidée, bien entendu néanmoins que le demandeur ait joint à sa requête des preuves solides du fait, sans quoi les Cours ne lui en accorderoient pas l'évocation. Fevret, liv. V; chap. 1, N<sup>o</sup>. 15, établit cette Jurisprudence par les Arrêts du 17 Janvier 1528, 19 Février 1582, 22 Mars 1594 & 30 Janvier 1599. Il lui est encore plus étroitement défendu d'ordonner que les parties procéderont à la célébration de leur Mariage en face d'Eglise, lorsqu'elles leur ont fait défense de passer outre, ainsi qu'il le montre chap. 5, N<sup>o</sup>. 16 & 20. L'article 25 de l'Edit de Melun, donné sur les instances du Clergé qui le suppose effectivement, en disant que les Juges ne pourront faire ces défenses sous prétexte de rapt, que pour de grandes & apparentes raisons, dont on charge leur honneur & leur conscience, ajoute que si le demandeur ne met l'instance en état d'être jugée dans un an, celui d'Eglise pourra passer outre; mais il n'est point reçu dans l'usage, & le Parlement en le registrant y mit cette modification, *Pour le regard du 25*, il y sera pourvu selon les Ordonnances & Arrêts. Quant aux peines dont l'Eglise frappe elle-même les ravisseurs, on peut voir ce que nous en avons dit tant à l'article de l'Excommunication, que ci-dessus; & ce que nous en avons extrait des Mémoires du Clergé.

#### *Empêchement du Rapt.*

I. Les saints Decrets & les Ordonnances distinguent deux fortes de rapt, l'un de violence qu'on exerce à force ouverte contre quelque personne que ce soit, majeure ou mineure; & l'autre de séduction. Les Peres qui ont écrit de ce dernier, le représentent comme beaucoup plus à craindre dans les Etats & dans les familles, que le rapt de violence. Les Loix civiles des Empereurs Chrétiens ne le punissent pas moins sévèrement, bien différens en cela des Païens, qui ne punissoient presque pas les ravisseurs. T. V, p. 1106, 1107.

II. Le rapt de séduction est un des premiers empêchemens dirimens qui ont été confirmés par les loix de l'Eglise. On peut

§ II. Des empêchemens qui ne sont que de Droit Positif. 197  
voir le deuxième Canon du premier Concile d'Orleans en 511 ,  
les Canons 22 & 24 du quatrième Concile d'Orleans, tenu  
trente ans après, plusieurs chapitres des Capitulaires & d'au-  
tres anciens Decrets. A l'égard du Concile de Trente, les Ca-  
nonistes sont partagés sur la question, si ce Concile a compris  
le rapt de séduction dans le chap. 6 de la Sess. 24, contre les  
ravisseurs. T. V. p. 637-639-1107, 1108.

III. La disposition des Ordonnances est précise & fort éten-  
due sur cet article. L'article 42 de l'Ordonnance de Blois porte,  
que ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou filles mineurs  
de vingt-cinq ans, sous prétexte de Mariage, ou autre couleur,  
sans le consentement exprès des peres, meres, tuteurs, soient  
punis de mort, sans espérance de grace, nonobstant tous con-  
sentemens que lesdits mineurs pourroient alléguer, par après  
avoir donné audit rapt : & pareillement seront punis extraordi-  
nairement ceux qui auront participé au rapt, & qui y auront  
prêté confort, aide & conseil en quelque maniere que ce soit.  
L'article 169 de l'Ordonnance de Janvier 1614, renouvelle  
le précédent, & y ajoute d'autres dispositions, entr'autres que  
tels Mariages seront déclarés nuls, sans que par le temps, con-  
sentement des personnes ravies, de leurs parens ou tuteurs ;  
prêtés avant ou après lesdits prétendus Mariages, ils puissent  
être validés & confirmés. La Déclaration du 26 Novembre  
1639, art. 1 & 3, y est conforme. T. V, p. 737-739, 740-  
743, 744.

L'Ordre sacré,

Le dixième est celui des Ordres sacrés. Nous n'en dirons  
rien ici, parce que nous l'avons aussi expliqué suffisamment en  
parlant du vœu solennel.

Outre les empêchemens dirimens dont on vient de donner le  
détail, il y en a encore qu'on appelle *Prohibitif*, lesquels ne  
rendent pas le Mariage invalide, mais illicite seulement. On en  
comptoit anciennement douze dont huit sont abolis depuis un  
très-long temps, ainsi que nous l'apprenons de nos Rituels qui  
n'en font plus de mention. Ce sont 1°. la Pénitence publi-  
que ; 2°. le meurtre de sa propre épouse ; 3°. celui d'un Prêtre ;  
4°. le rapt d'une femme mariée ; 5°. le Mariage contracté avec  
une Religieuse ; 6°. l'affinité contractée avec sa propre femme,  
dans le dessein de la priver du droit conjugal ; 7°. l'inceste  
commis avec une filleule ou une parente dans le premier & se-  
cond degré ; 8°. le Catéchisme, dont il est parlé au chap. *Con-*

198 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*traffo. de cognation. spirit. & au chap. 2 du même titre in sexto,*  
 fondé sur ce que les instructions qu'on reçoit avant le Baptême,  
 sont une espèce de Baptême commencé, comme les Fiançailles  
 une espèce de Mariage. Il a été levé par le Concile de Trente,  
 Sess. 24, chap. 2, ainsi que Sanchez le prouve solidement lib.  
 VII, disp. 10. Ils étoient compris dans ces six vers latins :

*Ecclesiæ vetitum nec non tempus feriatum :*  
*Atque Catechismus, sponsalia, junctio votum :*  
*Incestus, raptus sponsatæ, mors muliebris :*  
*Sanctus propria prolis, mors Presbyteralis :*  
*Vel si peniteat solemniter, aut Monialem accipiat :*  
*Prohibent hæc conjugium suscipiendum.*

L'Eglise ne  
 compte plus au-  
 jourd'hui que qua-  
 tre empêchemens  
 prohibitifs.

Il n'en reste plus que quatre, qu'on exprime ordinairement  
 par celui-ci, *Ecclesiæ vetitum, tempus, sponsalia, votum.* On en-  
 tend par la première la défense que le Juge d'Eglise fait à un  
 particulier de contracter Mariage, jusqu'à ce que le doute qu'on  
 a sur sa capacité soit pleinement éclairci. Il ne semble pas qu'on  
 puisse lui contester ce droit, qui est établi par le titre entier  
*De matrimonio contracto contra interdictum Ecclesiæ*, qu'on lit dans  
 les Decretales de Gregoire IX, & nous avons peine à com-  
 prendre pourquoi Fevret soutient, liv. V, chap. 1, N°. 19, qu'il  
 y auroit abus s'il la faisoit, v. g. à une femme qui se disant veuve,  
 voudroit se remarier sans avoir des preuves certaines de la mort  
 de son mari. Il en dit autant, chap. 5, N°. 25, de celle qu'il  
 feroit à des gens mariés de vivre ensemble maritalement, s'il  
 soupçonnoit chez eux quelque empêchement dirimant. On en-  
 tend par le deuxième, certains temps de l'année où la solennité  
 des noces n'est pas compatible avec la sainte tristesse que l'Eglise  
 y demande de ses enfans, c'est celui de l'Avent, à commencer  
 néanmoins, non pas comme quelques-uns l'ont cru, depuis les  
 Vêpres de la veille, mais seulement depuis le Dimanche qui  
 commence à minuit jusqu'au jour des Rois inclusivement, &  
 celui du Carême depuis le Mercredi des Cendres jusqu'au Di-  
 manche de l'octave de Pâque aussi inclusivement. Il n'est pour-  
 tant pas défendu de s'y fiancer, & encore moins d'y publier des  
 bans. Par le troisième, les Fiançailles déjà contractées avec une  
 personne différente de celle qu'on veut épouser ; par le quatriè-  
 me, le vœu ou de religion ou de chasteté, ou de ne se point ma-  
 rier ; nous avons parlé ci-dessus amplement de l'un & de l'autre.

## § III. De la dispense des empêchemens dirimens.

I. Il n'est point ici question des cinq premiers, sçavoir de ceux qui viennent de l'erreur, de la violence, de la folie, de l'impuissance & du lien, ni même de celui de parenté dans tous les degrés de la ligne directe & le premier de la collatérale. Tout le monde convient qu'ils rendent le Mariage nul de Droit naturel divin, sur lequel le pouvoir de l'Eglise ne s'étend point. Aussi rejetta-t-on comme une fausseté absolument incroyable en 1455, ce que le Comte d'Armagnac débitoit sur la dispense que le Pape Calixte III lui avoit donnée pour épouser sa propre sœur, & lui fit-on son procès comme à un faussaire & à un incestueux abominable; il ne s'agit que de ceux qui sont de droit purement positif, & qu'elle a elle-même établi ou adopté, sur lesquels elle peut, quand elle le juge à propos, se relâcher de la sévérité de sa discipline, ainsi que le Concile de Trente l'a décidé Session 24, Can. 3.

Parmi ceux-là même, il y en a cinq dont elle ne dispense jamais ou presque jamais; ce sont ceux de la *Clandestinité*, du *Rapt*, de la *Condition servile*, de la *diversité du Culte* ou de *Religion*, & de l'*affinité légitime* dans le premier degré de la ligne directe; c'est-à-dire, entre le beau-pere & la bru, la belle-mere & le beau-fils. Nous supposons que ce dernier n'est point de droit naturel, en quoi nous suivons le sentiment commun des Théologiens, fondé sur l'usage où est l'Eglise d'en accorder la dispense, lorsqu'elle vient d'un commerce criminel, & que le Mariage est déjà contracté; qu'il s'agit, par exemple, de réhabiliter le Mariage d'un homme qui a épousé une fille après avoir abusé de sa belle-mere; usage que le Parlement de Paris a approuvé par son Arrêt du 20 Août 1664, rapporté au Journal des Audiences, lequel a jugé qu'il n'y avoit point d'abus dans la dispense accordée à Hardouin de Barbançois, pour épouser Marie Guior, fille de Marie Nicolas, quoiqu'il en eût eu un enfant. Car si le Droit naturel ne condamne pas ces Mariages, quand l'affinité vient du commerce criminel, pourquoi le condamneroit-il lorsqu'elle est produite par un légitime? On le peut encore appuyer sur les Canons 61, 30 & 10 des Conciles d'Agde, d'Epaone & d'Orleans troisième du nom, qui permettent de tolérer le Mariage de

Il y en a cinq dont elle ne dispense jamais.

L'Eglise peut dispenser dans le premier degré d'affinité de la ligne directe.

ceux qui avant leur Baptême ont épousé la veuve ou de leur pere ou de leur frere, ou de leur oncle, ainsi que la fille ou la sœur de leur propre femme, quoiqu'ils le défendent très-étroitement à ceux qui sont baptisés de le faire. Ce fut faute d'user d'une pareille condescendance que Saint Kilieu, Apôtre de la Franconie, perdit la vie en 689, ayant voulu absolument que le Prince Gozbert qu'il avoit converti, se séparât de la veuve de son frere, avec laquelle il s'étoit marié étant encore infidèle. Il est vrai que quelques-uns de nos Jurisconsultes, & entr'autres Mornac sur la Loi 42 *de ritu nuptiarum*, & Fevret, Liv. 5, Chap. III, N°. 6, pensent différemment. Ils citent à ce sujet après Berard sur l'article 275 de la Coutume de Normandie, un Arrêt du Parlement de Rouen, qui déclare subreptic la dispense qu'un homme du pays avoit obtenue en Cour de Rome, pour épouser la veuve du fils que sa défunte femme avoit eu dans un précédent Mariage, ou (selon quelques-uns) une femme veuve en secondes nocces de son beau-pere, & fait défense aux parties de s'en servir sous peine de mort. Ils ajoutent que s'étant pourvues en cassation au Conseil du Roi, il y fut confirmé sur l'avis de Messieurs du Parquet du Parlement de Paris, & de plusieurs Docteurs en Théologie de la Faculté de Paris, qu'on avoit auparavant consultés : mais cette pièce paroît, & non sans raison, suspecte à plusieurs, 1°. Parce qu'on ne convient point de son époque : les uns la darent de 1607, quelques-uns de 1610, & d'autres de 1617. 2°. Parce qu'on suppose que la Cour de Rome avoit accordé cette dispense dans un cas où elle ne connoît point d'empêchement, lequel a été levé par le Concile de Latran, comme nous l'avons dit en parlant de l'affinité. 3°. Parce qu'on impute à la Faculté de Paris un sentiment qu'elle n'a jamais suivi. Ce qui paroît certain, ou qui est du moins attesté par Basnage sur la même Coutume, c'est que le Mariage du nommé André Hulin, contracté sans dispense avec Marie d'Argonges, veuve de Louis Ruan, ayant fait difficulté dans ce Parlement, à cause qu'Hulin avoit en premières nocces épousé une fille dudit Ruan, les parties voyant que l'Avocat Général ne leur étoit pas favorable, firent évoquer la cause au Conseil du Roi, où il fut jugé en 1670, contracté valablement & sans abus. Les héritiers d'Hulin ayant, quelques années après, voulu renouveler la contestation, y perdirent encore leur procès en 1676. Celui de

de Paris s'est expliqué nettement sur les dispenses d'affinité accordées dans le premier degré de la ligne collatérale, en approuvant par son Arrêt du 12 Janvier 1683, qu'on lit au Journal des Audiences, celle qu'un homme avoit obtenue en Cour de Rome pour épouser la veuve de son frere. Personne n'ignore la fameuse contestation qui s'excita en Angleterre en 1530 à l'occasion d'une semblable dispense que le Roi Henri VIII y avoit prise pour épouser Catherine d'Arragon, tante de l'Empereur Charles V, & veuve de son frere Artus. Ce Prince ayant voulu faire casser son Mariage avec elle, sous prétexte que l'empêchement est de droit naturel & divin, & que par conséquent le Pape n'avoit pu en dispenser, consulta les Universités de son Royaume & de presque toute l'Europe. Les premières furent très-partagées sur la question, & la plupart des autres, sur-tout celles d'Orleans, Angers, Toulouse, Paris même, Boulogne, Pavie, Padoue & Ferrare, la décidèrent en sa faveur, à quoi la cabale eut beaucoup de part; mais leurs décisions furent rejetées par le Saint Siege, qui déclara valide, ce Mariage dont il avoit eu une fille encore vivante, & par conséquent que la défense qu'on lit au Lévitique chap. 18, v. 16, *Non revelabis turpitudinem uxoris fratris tui*, n'est que de droit purement positif, abrogé comme beaucoup d'autres dans la Loi nouvelle. On peut voir sur cette matiere ce que dit Sanchez, Lib VII, disp. 66, où il la traite amplement & solidement.

Parmi les cinq empêchemens prohibitifs qui restent, il y en a trois dont l'Eglise ne dispense que très-rarement, & dans des cas fort extraordinaires, ce sont le vœu solennel & les Ordres sacrés. Quelques-uns, comme Fagnan sur le chapitre *Ex litteris, de cognatione spirituali*, y ajoutent la parenté spirituelle qui est entre le perein ou la mareine & l'enfant qu'ils ont tenu; il dit que du moins Gregoire XIII ne voulut jamais de son tems permettre à une fille d'épouser un garçon dans ce cas; mais on assure que ses Successeurs se sont beaucoup relâchés sur ce point, en quoi ils ont été suivis par les Evêques qui sont en possession de dispenser leurs Diocésains. On obtient encore fort difficilement celle du crime d'homicide lorsqu'il est public, ou que demeurant secret il est joint à l'adultère, comme nous l'avons remarqué ci-dessus. Il en est de même, quand c'est une tante qui veut épouser son neveu,

Il y en a trois  
dont elle dispense  
fort difficilement.

ce qui ne se rencontre pas lorsque c'est un oncle qui veut épouser sa nièce, quoique les degrés soient les mêmes. La différence vient de ce que dans le premier cas, le neveu devient le chef & le maître de celle qui lui tient en quelque façon lieu de mere, en quoi la bienfaisance naturelle est beaucoup plus blessée. Quelques-uns ont cru que le Parlement de Paris rejettoit également l'un & l'autre, & ont prétendu le prouver par le célèbre Arrêt du 11 Décembre 1664, qui après avoir déclaré nul le Mariage que le Sieur Barbier avoit contracté avec sa nièce, fait défenses aux Banquiers de solliciter dorénavant de pareilles dispenses : il est rapporté au Tome II du Journal des Audiences, & fut rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Bignon, lequel ne contesta la validité de la dispense que par rapport aux effets civils, & sur-tout à la capacité de succéder dans les enfans, sans toucher au Sacrement & au lien qu'il suppose valides. Au reste il ne semble pas qu'il doive tirer à conséquence ni faire règle pour les Mariages de la même espèce, à cause du grand nombre d'irrégularités qui se trouvoient dans celui ci, & qu'on peut voir dans le Journaliste. Depuis ce temps-là & de nos jours on en a vu contractés entre l'oncle & la nièce, que le Ciel à la vérité n'a pas bénis, mais qui n'ont essuyé aucune contradiction de la part des hommes. L'Auteur des Mémoires, Tome V, page 778, rapporte même deux Arrêts, l'un du Parlement de Toulouse, de l'an 1609, l'autre, du Grand Conseil du 3 Septembre 1670, lesquels ont positivement jugé qu'il n'y avoit point d'abus, quoique dans l'espèce du premier, la dispense n'eût été accordée que par le vice-Légat d'Avignon. Il n'y a point de difficulté sur le Mariage du grand oncle avec sa petite nièce, même au Parlement de Paris, lequel a aussi approuvé le 15 Mars 1672 celui du Sieur de Broc avec la Demoiselle N.... comme on le voit au Journal du Palais. Tout le monde sçait quelle étoit la Jurisprudence Romaine sur cette matière, que jusqu'au regne de l'Empereur Claude on avoit inviolablement observé la défense faite aux oncles d'épouser leurs nièces ; que Nerva cassa l'Arrêt du Sénat qui le lui avoit permis en faveur d'Agrippine, & que Constantius par la Loi qui se lit Cod. Theod. Lib. III, tit. 12, Leg. 1, condamnoit à mort comme coupables d'un crime abominable, ceux & celles qui contractoient de pareils Mariages. Elle fut adressée au peuple

On souffre la  
dispense entre  
l'oncle & la nièce.



de Phénicie, qu'on dit avoir eu plus d'inclination pour ces sortes d'alliances, apparemment à cause du commerce qu'ils avoient avec les Perses, lesquels souffroient le Mariage des freres, même avec leurs sœurs.

Ce que nous avons à dire sur le reste, se réduit dans le cours ordinaire aux empêchemens de l'honnêteté publique, de la parenté, tant naturelle que spirituelle, & de l'affinité. Un usage très-ancien & presque général qui a force de Loi, en a réservé la dispense, ainsi que des autres établis par le droit positif, au Pape, comme au chef de l'Eglise, c'est ce que nous avons montré en parlant de celle des Irrégularités. Ceci doit pourtant s'entendre, sans préjudice du droit des Souverains qui la peuvent donner pour ceux qui émanent seulement des Loix civiles, ainsi que Van-Espen le prouve, part. 2, tit. 14, N°. 2, par la Loi unique du Code Théodosien, & par la lettre soixante-sixième de Saint Ambroise que nous avons citée ci-dessus; quoique par une religieuse déférence pour l'Eglise, ils n'en usent que dans des cas extraordinaires, tel qu'a été celui où Henri IV jugea à propos de le faire en faveur des Protestans de son Royaume. On ne le conteste pas non plus aux Evêques qui l'ont acquis, ou par privilège ou par une possession immémoriale & légitimement prescrite, accompagnée par conséquent de bonne foi, qui semble manquer dans ceux qui l'ont commencé depuis cinquante ou soixante ans contre l'usage constant de leurs Diocèses & le témoignage de leurs propres Rituels, où il est réservé au Pape. Le même Van-Espen met au nombre des premiers l'Evêque de Liege, pour le quatrième & troisième degré. On y peut ajouter pour la France ceux des Provinces non-seulement de Guienne & de Languedoc, mais encore de Picardie, & spécialement de Senlis, d'Amiens, de Noyon, &c. Le premier l'accorde même dans le deuxième degré, le troisième dans le quatrième & troisième seulement, tant de parenté que d'affinité, & pour la spirituelle dans tous les cas où le Pape la donne ordinairement, mais aux pauvres seulement qui n'ont pas le moyen de payer ce qu'on exige à Rome pour la dispense *in formâ pauperum*. Leur droit sur ce point est autorisé par les Arrêts, sur-tout par celui du 4 Février 1638, qu'on lit chez Bardet. On peut voir quant à celui de Noyon, les Lettres de Vicariat-Général données par M. de Rochebonne en 1708 & 1710 à M. Ja-

L'usage a pré-  
sente par-tout ré-  
servé au Pape la  
dispense *ad con-  
trahendum*.

204 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 cob, qui portent sans distinction des pauvres & des riches ;  
*que poterit dispensare in impedimentis Matrimon. sive contracti  
 sive contrahendi publicis usque ad tertium gradum ex atrocitate  
 inclusivè.*

Il est beaucoup plus étendu & beaucoup moins contesté ,  
 quand il s'agit de Mariages déjà contractés avec un empêche-  
 ment dirimant & secret. Nous en avons rapporté en traitant des  
 irrégularités , une preuve bien ancienne tirée des Conciles de  
 Verberie & de Compiègne , & ils l'exercent sans aucune contra-  
 diction dans toute l'Eglise , pour tous les empêchemens de la  
 compétence du Pape ou de son Pénitencier , pourvu , 1°. Que  
 les parties ne puissent recourir à Rome que difficilement ,  
 comme il arrive dans les temps de schisme , de peste , de guerre  
 & quand l'éloignement est si grand que le retardement de l'ex-  
 pédition expose les parties à un danger probable d'incon-  
 tinence. M. de Chartres dans ses décisions sur le Mariage , n'en  
 demande pas davantage , & estime que ce péril seul autorise  
 suffisamment l'Evêque à accorder la dispense. 2°. Qu'elles soient  
 pauvres (ajoutent quelques-uns ; ) mais Sanchez lui-même rejette  
 cette addition , & non sans raison , parce que ce péril tombe  
 sur les riches également comme sur les pauvres , & que d'ailleurs  
 il n'y a presque personne qui ne puisse payer trente ou qua-  
 rante sols qu'il en coûte pour affranchir le port d'une lettre à  
 Rome , & payer celui de la réponse qu'on en reçoit. 3°. Qu'elles  
 ne puissent se séparer sans scandale , ou sans causer un grand  
 préjudice aux enfans provenus de leur union. 4°. ( disent en-  
 core quelques autres ) Que le Mariage ait été consommé , parce  
 que s'il ne l'est pas , elles peuvent entrer en religion , & que  
 d'ailleurs le Concile de Trente veut que dans ce cas la grâce  
 s'accorde plus difficilement ; mais comme la vocation à cet état  
 est rare , ou du moins n'est pas donnée à tout le monde ,  
 pourquoi les Evêques ne pourroient-ils pas pourvoir alors à  
 leur besoin , de même que quand il y a eu consommation ?  
 5°. Que l'empêchement soit secret & le Mariage public. 6°.  
 Qu'il ait été contracté de bonne foi ; car s'il n'y en a point eu ,  
 l'Eglise n'est pas présumée accorder aux Evêques en leur fa-  
 veur un pouvoir aussi extraordinaire que celui-ci , & dont elle  
 souhaite même que le Pape ne fasse jamais usage , non plus  
 qu'en faveur de ceux qui se sont abandonnés au péché , dans  
 le dessein de l'obtenir plus facilement : *Si quis* ( dit-elle dans

Quand l'empê-  
 chement est secret  
 & qu'il s'agit de  
 contracter, les Evê-  
 ques dispensent.

le Concile de Trente, Sess. 24, cap. 3, ) *intra gradus prohibitos scienter Matrimonium contrahere præsumpserit, separetur, & spe dispensationis consequendæ careat, idque in eo multo magis locum habeat, qui non tantum Matrimonium contrahere, sed etiam consummare ausus fuerit* ; ce qui ne s'observe pourtant pas à la rigueur, puisque, comme nous l'avons remarqué ailleurs, on se contente d'imposer dans l'un & l'autre cas, aux coupables une pénitence beaucoup plus rigoureuse.

Le Concile, dans cet endroit, met au nombre des contractans de mauvaise foi, ceux qui dans la célébration de leur Mariage, ont omis les solemnités prescrites par l'Eglise, dont la principale est sans doute la publication des bans, parce que s'ils y avoient satisfait, ils auroient pu découvrir l'empêchement, & qu'on se rend indigne de ses grâces quand on méprise ses Loix. Pyrrhus assure même, Lib. VIII, cap. 4, N°. 8, que suivant le stile de la Cour de Rome, ceux qui en ont obtenu dispense de leur Evêque, & qui s'adressent ensuite à la Daterie ou à la Pénitencerie, pour avoir celle de l'empêchement qu'ils ne connoissoient pas en se mariant, sont obligés d'en faire mention en ces termes, *Proclamationibus juxta formam Concilii Tridentini fieri solitis, de licentiâ Ordinarii præmissis*. On tient communément après le même Pyrrhus, *ibidem*, N°. 30, que la mauvaise foi n'est pas nécessaire dans les deux parties à l'effet dont nous parlons, & que celle d'une seule suffit pour que l'Evêque ne puisse pas dispenser, parce que la grace étant indivisible, ne peut servir à l'innocent, que le coupable n'en profite en même temps ; c'est encore ce que le Concile donne à entendre, quand il dit au singulier, *Si quis intra gradus prohibitos, scienter contrahere præsumpserit, &c.* Mais Sanchez qui pese attentivement tous ces termes, Lib. II, disp. 40, N°. 4, soutient, & la plupart de nos Docteurs après lui, que pour la constituer en mauvaise foi, lorsqu'il s'agit d'une cause infamante, il ne suffit pas qu'elle ait eu connoissance du fait, c'est-à-dire, du commerce criminel qui s'est passé entre elle & son complice, mais encore de l'empêchement qui en résulte, & par conséquent qu'elle ait su qu'il la met hors d'état de contracter ; d'où il conclut que l'ignorance quoique crasse & grossière, telle qu'elle se trouve souvent dans les gens de la campagne, peu instruits des empêchemens de Mariage, l'excuse, *nisi æquiparetur dolo*, parce qu'on ne peut pas dire que

Pourvu que les bans aient été publiés.

Et qu'il y ait bonne foi dans les deux parties.

celui qui se marie en conséquence *sciens presumit*. C'est à peu près ce que les Docteurs Romains consultés par Zerola sur le pouvoir des Evêques dans cette matière, lui répondirent, en disant : *Possunt dispensare, si Matrimonium fuerat contractum ignoranter quoad impedimentum*. Il ne faut pourtant pas conclure de ceci, que cette espèce d'ignorance ou toute autre de quelque nature qu'elle soit, suffise pour empêcher la nullité du Mariage ; puisque c'est une maxime certaine parmi tous les Docteurs, que les Loix irritantes operent également contre ceux qui les ignorent & qui les connoissent. La bonne foi cesse encore lorsque les parties, ou l'une d'elles, ayant reconnu la nullité de leur Mariage, ont continué de vivre ensemble comme mari & femme. C'est une circonstance, dit Corradus dans l'endroit qui vient d'être cité, qu'on les oblige de déclarer à la Pénitencerie, sous peine d'obreption & de nullité.

Et qu'ayant reconnu la nullité de leur Mariage, et les ayant cessé de vivre ensemble comme mari & femme.

Il y a plus, car les Evêques peuvent encore donner des dispenses, même à l'effet de contracter, quand on découvre l'empêchement un peu avant la célébration du Mariage, & que son délai vraisemblablement occasionneroit, ou du scandale au public, ou un dommage considérable aux parties, parce qu'on ne présume pas que l'Eglise ait confié ses pouvoirs à son Chef avec une réserve qui tourneroit au préjudice de ses enfans. Nous en avons dit autant ci-dessus, en parlant de la dispense des irrégularités réservées à sa Sainteté. Comme les Evêques dans ce cas les accordent *jure proprio*, leurs Vicaires-Généraux peuvent aussi les donner, pourvu qu'ils aient dans leurs Lettres la faculté de dispenser *in causis Matrimonialibus*, qui n'est pas toujours attachée à leur titre, & qui demande une clause spéciale à cause de l'importance de la matière : on ne peut pas non plus le leur contester raisonnablement dans le cas d'un simple doute, soit de fait, soit de droit, sur l'empêchement, attendu que la réserve est odieuse & le pouvoir de dispenser favorable. On doit, ce semble, en raisonner comme du vœu de religion & de chasteté perpétuelle ; mais s'il est public ou de nature à le devenir, la dispense de l'Evêque ne servira que pour le for de la conscience, ainsi que celles qu'on prend à la Pénitencerie, pour ceux qui viennent d'un crime occulte ; & s'il vient par la suite à se divulguer, il faudra que les parties pour assurer leur état & celui de leurs enfans, contractent de nouveau en face d'Eglise, après en avoir pris une à la Date-

Ils la donnent même *ad contrahendum*, quand le recours à Rome est trop difficile.

Où que l'empêchement est douteux.

rie. Il n'y a point de difficulté lorsque l'empêchement ne survient qu'après la célébration du Mariage, (ce qui ne se peut faire que quand le mari ou la femme tient son enfant sur les fonts de Baptême, ou commet un inceste avec une de ses parentes) & qu'il n'est question que de les rétablir dans l'usage du droit dont ils se sont privés. Comme le crime d'inceste est communément un des cas dont les Evêques se réservent l'absolution, ils ne manquent guères à déclarer dans leurs Statuts, qu'ils accordent le pouvoir de le rendre, à tous les Confesseurs auxquels ils permettent d'en absoudre. Bonacina montre aussi *quest. 3, punct. 15, propos. 2, N<sup>o</sup>. 5*, après Saint Antonin, qu'ils le peuvent également pour la compaternité, & les Statuts Synodaux de M. d'Elbene, Evêque d'Orleans, le décident formellement.

On qu'il ne s'agit que de rétablir les parties dans l'usage du droit dont elles se sont privées.

Nous avons au reste peine à comprendre sur quoi se fondent quelques nouveaux Ecrivains, quand ils avancent que tous les Evêques du Royaume peuvent *jure proprio*, accorder aux pauvres les dispenses que le Pape ne refuse à personne, telles que celles qui n'excèdent pas le troisième degré, & qu'ils appellent par cette raison dispenses de justice. Il est vrai qu'à en juger par le pouvoir que l'Eglise leur a accordé en faveur de ceux qui n'ont pas le moyen d'envoyer à Rome pour les cas & les irrégularités réservées au Saint Siège; celui-ci ne devoit pas, ce semble, excéder leurs facultés, d'autant plus que ses grâces doivent être communes à tous ses enfans, & qu'il ne paroît pas juste que les pauvres soient privés de celles qu'on accorde aux riches, quand ils ont les mêmes raisons de les demander & le même besoin de les obtenir; mais ces raisons, toutes spécieuses qu'elles sont, prouvent seulement que les Evêques seroient bien fondés à les demander, ce qu'ils n'ont point encore fait, ou du moins ce qui ne leur a point encore été accordé. Ainsi il faut s'en tenir à l'usage ancien & général où ils sont, de demander au Saint Siège en leur faveur un indult qui se renouvelle tous les cinq ans, & se borne à la parenté, tant du quatrième degré, que du troisième au quatrième, à l'honnêteté publique provenant des fiançailles, & à la compaternité dans les espèces où le Pape en dispense aisément.

L'usage général des Evêques de France qui ne dispensent pas *jure proprio*, est de prendre à Rome un indult pour les pauvres.

Nous approuvons encore moins celui que l'Auteur des Conférences de Paris leur attribue, Tom. III, Liv. V, Confer. 6, de pouvoir suppléer aux nullités qui se rencontrent dans les

Bulles émanées de Rome, quand il s'y est glissé quelque *subreption*, sur-tout avec bonne foi de la part des impétrans ; car si quelques-uns le font, il faut convenir que le nombre en est bien petit ; aussi avoue-t-il lui-même que l'usage est nouveau, ce qui doit suffire pour le rejeter, puisqu'il s'ensuit de-là qu'il est au moins douteux, & que, comme nous l'avons déjà remarqué, il n'est point permis en matière de Sacremens, de suivre une opinion douteuse. Celui que presque tous les autres suivent, est d'y renvoyer les parties pour en obtenir une nouvelle, ou du moins un *perinde valere*, sans examiner si la faute vient de leur inattention ou de celle des Expéditionnaires, parce qu'ils sont persuadés qu'un acte véritablement nul ne peut donner à l'Ordinaire aucun pouvoir, soit attributif, soit excitatif ; sur quoi voyez ce que nous avons dit à l'art. du Pape, quest. 2, art. 1.

Quand les parties sont de deux Diocèses, il faut la dispense des deux Prélats.

Nous avons déjà dit, en parlant des bans, que quand les Parties sont de différens Diocèses, chacune en doit prendre la dispense de son propre Prélat. Il le faut dire à bien plus forte raison des empêchemens, supposé que tous les deux soient en droit d'en dispenser ; car autrement il y auroit une nécessité absolue de recourir au Pape. La raison est, que l'Evêque du garçon, par exemple, ne peut pas exercer sa Jurisdiction sur la fille qui ne lui est pas sujette, quoique l'acte semble indivisible dans son objet, & que l'un semble attirer l'autre, à raison de la connexion qui est entr'eux, & rendre la grace commune à tous les deux. C'est celle qu'apportent Corradus, Barboza, Bonacina, & plusieurs autres qui soutiennent le contraire. On allégué encore la coutume de deux ou trois Diocèses du Royaume. où on se contente de la dispense de l'Evêque du lieu où le Mariage est célébré ; mais, quoi qu'il en soit, elle ne fait point règle pour les autres. Sainte Beuve le décide ainsi, Tom. I, cas 75 & 76, de même que le Pere Alexandre de *dispens. Matrim.* art. 3, *regula* 15, & Habert, Tom. VII, *cap. X, quæst.* 2, où il dit avoir consulté sur ce point des personnes très-éclairées, qui regardent comme nul le Mariage contracté de cette manière. On n'est pas moins tenu alors d'éviter l'obreption & la subreption que quand on envoie à Rome, & si on ne déclare pas à l'Evêque tout ce que le stile de cette Cour veut qu'on déclare au Pape, la dispense est nulle. Mais les raisons qui suffisent à déterminer celui-ci, doivent être suffisantes

fisantes à celui-là ; c'est un fait dont un Auteur fort éclairé s'est instruit avec ceux qui sont le mieux au fait des usages de la Darerie.

Au reste ces raisons, quelque part qu'on les porte, doivent toujours être justes & telles que le bien qui en résulte, compense en quelque façon le tort que la dispense fait à la discipline de l'Eglise ; autrement ce seroit moins une dispense qu'une dissipation de ses Loix, comme le dit Saint Bernard, *de consideratione ad Eugenium. Sciunt universi* (dit le Concile de Trente, Sess. 25, de reform. cap. 18) *sacratissimos Canones exactè ab omnibus & quoad ejus fieri poterit, indiffinittè observandos. Quòd si urgens justaque ratio & major quandoque utilitas postularit cum aliquibus dispensandum esse, id causà cognitâ summâ maturitate erit præstandum, & Sess. 24, chap. 5 : in contrahendis Matrimoniiis vel nulla omninò detur dispensatio vel rarò, idque ex causâ & gratis concedatur. In secundo gradu nunquam dispensetur, nisi inter magnos Principes & ob publicam causam.* Nous avons dit plus d'une fois que celles que le Pape même donne sans juste cause, sont nulles : il y a bien des Théologiens qui croient de plus qu'on pèche non-seulement en les demandant, mais encore autant de fois qu'on en use après les avoir obtenues. C'est donc une erreur grossière, quoique très-commune, de s'imaginer qu'il suffit pour y prétendre, qu'un Mariage paroisse sortable, & que les parties aient beaucoup d'inclination l'une pour l'autre ; cependant dans le doute sur leur suffisance, elles peuvent & doivent s'en rapporter au jugement de celui qui les accorde ; lequel, en cas de mauvaise foi de leur part, doit les refuser, & leur en faire signifier la révocation, si elles ont déjà été délivrées. C'en est aussi une autre de regarder comme abusives toutes celles dont elle favorise les Grands, comme si elles venoient toujours de cette acception humaine que l'Apôtre Saint Jacques condamne. C'est souvent l'effet d'une sage condescendance qui lui fait ménager des personnes dont la protection lui est nécessaire, & le fondement tant de la cinquième que de la sixième cause dont nous allons parler.

Les dispenses accordées sans cause légitime, sont nulles.

On réduit à deux classes celles que l'usage & le stile de la Cour de Rome autorisent. On met dans la première les causes qu'on appelle honnêtes, qui ne deshonnorent point ceux qui les exposent, & qui sont au nombre de neuf. Dans la deuxième celles qu'on nomme par une raison contraire, infamantes, les-

Caus. honnêtes  
de dispense.

La paix.

La première des neu' & une des plus justes, c'est le bien de la paix *bonum pacis*. Quand on ne peut terminer de violentes dissensions, ou mettre fin à des procès qui tendent à dépouiller une famille d'une grande partie de son bien, que par un mariage entre deux parens, il est de la charité de l'Eglise de le permettre, & de se relâcher un peu de la sévérité de ses Loix. L'Official chargé de la fulmination du Bref, doit s'assurer par une exacte enquête, de la réalité & de la grandeur de l'inimitié, & s'il l'estime légère, ou aisée à terminer par d'autres voyes, n'y avoir aucun égard. Fagnan dit qu'on ne la juge pas suffisante à Rome pour obtenir dispense au deuxième degré, quand il ne s'agit que de familles de simples particuliers; le Concile de Trente en effet ne l'admet que pour le bien des Etats.

La séduction.

La deuxième, encore plus légitime que la précédente, est le danger de la perversion dans la foi, *periculum seductionis*. Elle a lieu sur-tout dans les endroits où le nombre des Catholiques est très-petit, & où celui des Hérétiques prévaut. On y a (dit Van-Epen, part. 2, tit. 14, N<sup>o</sup>. 8) beaucoup d'égard à Rome pour les Catholiques des Pays-Bas.

Le péril de mort.

La troisième, est celui de la mort, *periculum mortis*, tel qu'il se trouve dans un homme qui a mérité le dernier supplice par son crime, & que ses parties consentent de ne point poursuivre, s'il épouse leur fille, qui est sa parente ou son alliée. La conservation de la vie d'un homme a toujours paru à l'Eglise un objet digne de son attention & de sa charité. C'est aussi une des raisons qu'on a jusqu'à présent employées en faveur des pauvres, même pour le second degré: quelques-uns ont prétendu à la vérité qu'elle n'étoit que de pure stilité, & qu'on n'étoit pas par conséquent obligé de la vérifier, mais mal-à-propos & sans fondement, comme le dit M. de Chartres dans ses décisions sur le Mariage, puisqu'on ne peut regarder comme telles que celles qu'on se dispense ordinairement de vérifier au scû & au vû des Supérieurs qui ne s'en plaignent point; ce qui ne peut certainement s'appliquer à l'espèce en question. On l'a depuis quelques années retranchée à la Daïerie, & on se contente de l'une des deux infamantes que nous allons rapporter, jointe à l'âge de la fille, quand on l'accorde *in formâ pauperum*.



La quatrième, & qui a beaucoup de rapport à celle-ci, est la conservation d'une famille pauvre & orpheline de pere, qu'une veuve n'est pas en état de faire subsister, *vidua filiiis gravata*. Corradus, Lib. VII, cap. 2, N°. 80, nous apprend qu'elle ne passe point à Rome, à moins que le parent qui la recherche ne s'oblige à élever ses enfans à ses propres dépens, c'est à quoi l'Official qui fulmine le Bref, doit être très-attentif en exigeant de lui les sûretés convenables. Il est clair que si ces enfans étoient en âge de gagner leur vie, il y auroit obreption.

La conservation  
d'une pauvre fa-  
mille.

La cinquième, est la reconnoissance des services importants qu'une maison a rendus à l'Eglise. Nous venons de montrer que l'espérance même de la protection qu'elle attend des Grands, en peut être une légitime.

Reconnoissance  
de services.

La sixième, est la crainte de voir passer les biens d'une famille illustre dans une maison étrangère. Elle est fondée sur le bien général de l'Etat intéressé au soutien de celles qui lui servent d'appui. Sanchez dit qu'elle détermina Gregoire XIII à permettre le Mariage d'un Grand d'Espagne avec sa propre nièce. On ne reconnoît à Rome comme illustres, que celles qui sont décorées d'un titre de Duc, Comte ou Marquis.

La translation  
de biens d'une fa-  
mille dans une  
autre.

La septième, est l'âge avancé d'une fille qui n'a encore été recherchée par aucun étranger, *ætas puella*. Il faut à cet effet qu'elle ait vingt-quatre ans accomplis, sans qu'il y manque un jour, & de plus, qu'elle n'ait point été mariée. On craint alors, & non sans raison, que si elle reste plus longtemps dans le monde, son salut ne courre risque du côté de l'incontinence. Quoiqu'elle soit seule, on l'admet à Rome, dit Corradus, Lib. VII, cap. 2, N°. 83, pour le quatrième & troisième degré, mais jamais pour le deuxième.

L'âge avancé  
d'une fille.

La huitième, est la petitesse du lieu où elle demeure, *angustia loci*, qui fait qu'il ne s'est présenté pour elle aucun parti sortable, c'est à-dire, d'une condition & d'une fortune à peu près égale à la sienne. On ne pourroit sans dureté l'obliger ou à garder toute sa vie la continence, (ce qui n'est pas donné à tout le monde) ou à se méfalloir ou à s'arracher, afin de trouver un mari ailleurs, du sein de sa famille, dont elle fait la consolation, & des conseils de laquelle elle peut avoir un grand besoin, sur-tout si elle sent pour cet éloignement une très grande répugnance. Cette raison qui ne s'admet non plus que pour le quatrième & troisième degré tout au plus, ne sert qu'aux filles.

La petitesse du  
lieu.

212 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 d'une condition honnête, dit encore Corradus, Lib. VII, cap. 7, N. 44, & non à celles de la lie du peuple, accoutumées de bonne heure à travailler ou à servir dans toutes sortes de lieux où elles n'ont pas besoin des conseils de leur famille pour conserver leur bien. Les Villes même Episcopales qui n'ont pas plus de trois cents feux, sont censées être de petits lieux en cette matiere; quoique quelques-uns pensent autrement; & depuis Paul V, on regarde comme gros ceux qui en ont davantage, de quelque qualité qu'ils soient. L'éloignement, ajoute cet Auteur, est jugé considérable quand il est de mille pas, c'est-à-dire, d'un peu plus que d'un quart de lieue, & il assure qu'il a vu donner des dispenses dans ce cas. Lorsqu'il s'agit de degrés plus prochains, comme du deux au trois, il faut, pour les obtenir, y en ajouter une autre, telle qu'est la suivante.

*Le défaut de dote.*

La neuvième, est le défaut de dote, *incompetentia dotis*, qui obligeroit une fille à se mésallier, en prenant un mari d'une condition fort inférieure à la sienne, ce qui ne manque guères de causer de mauvais ménages. Il vaut mieux lui permettre d'épouser un parent, qui veut bien la prendre avec le peu qu'elle a, que de l'exposer aux suites fâcheuses qui ne manquent guères d'en naître. Il en faut dire autant si quelqu'un offre de la doter à cette condition; mais l'Official ne doit point fulminer la dispense, à moins qu'il n'ait vu auparavant le contrat de dote passé en sa faveur & en bonne forme. On regarde encore comme une cause légitime & qui a du rapport à celle-ci, les procès dont son bien est embarrassé, & qu'un parent entendu en affaires, soutiendra mieux qu'un étranger.

*Dispense sine causa.*

Indépendamment de ces neuf causes, le Pape en accorde quelquefois, & même dans le deuxième degré, qu'on appelle communément *sine causa*, parce qu'elles n'y sont point comprises; on les appelle autrement, *ex certis rationabilibus causis*, & supposent à la vérité quelque raison, mais qui est par elle-même insuffisante pour le déterminer, à quoi les parties suppléent par une grosse componande ou aumône que Sa Sainteté emploie ou à doter des pauvres filles, ou à entretenir des Missionnaires dans les pays infidèles, ce qui n'est pas devant Dieu d'une moindre considération, que la conservation des biens dans une illustre famille & autres semblables. Il est vrai que la Cour de France ne parut pas les goûter sous Charles IX, qui chargea en 1562 ses Ambassadeurs au Concile de Trente,

d'en demander la suppression, attendu (dit ce Prince dans les Mémoires qu'il leur donna) qu'on n'est jamais refusé à Rome quand on y porte de l'argent : que parmi nos Théologiens même modernes, quelques-uns, comme Fromageau au mot *Dispense*, ont pris la liberté de les condamner, mais ils n'étoient pas apparemment bien instruits de l'usage qu'on y fait de leur produit. Les autres les croient légitimes, & leur sentiment appuyé sur un usage au moins de quatre siècles, & la pratique de tant de vertueux Papes qui n'ont point fait scrupule de les accorder, suffit pour tranquilliser les consciences de ceux qui les obtiennent. On en peut juger à peu près, dit un Auteur récent & fort éclairé, comme du rachat des pénitences canoniques que l'Eglise a non-seulement souffert durant un long temps, mais encore approuvé positivement dans ses Conciles. L'Officiel chargé de leur fulmination, n'est point en droit d'interroger les parties sur les raisons qui les ont portées à les demander, mais seulement de s'informer si outre l'empêchement de parenté dont on les décharge, elles n'en ont point encore quelqu'autre d'espèce différente. Il ne doit pas non plus s'arrêter à ce qu'on dit communément dans le préambule de la dispense ; sçavoir, qu'elles tiennent un des principaux rangs dans le lieu, car cet énoncé est de pur stile, à moins qu'il ne soit répété dans le corps ou le dispositif d'icelle, auquel cas il est censé faire partie des motifs qui ont déterminé le Pape à la donner, & il est tenu de le vérifier.

Les causes infamantes se réduisent à deux. La première, est le commerce criminel que le Suppliant a eu avec la parente de celle qu'il veut épouser ; il en faut dire autant de la Suppliante, elle s'admet assez facilement à Rome & ailleurs pour les petits comme pour les grands, afin d'arrêter par un Mariage légitime la continuation du crime & du scandale, les divisions des familles, sur-tout quand on y joint quelqueune des causes honnêtes qu'on vient de rapporter ; à quoi on ne doit jamais manquer quand on le peut avec vérité. On y passe aussi assez aisément, & par la même raison, le commerce incestueux que les parties ont eu ensemble, mais avec bien plus de difficulté quand elles ont péché dans le dessein d'obtenir par là la dispense, & si elles manquent à déclarer ce dessein, la dispense devient subreptice & nulle. Il en est de même quand on demande dispense de la parenté spirituelle ou de l'honnêteté pu-

Causes infamantes.

bligue; car la faute que commettent ensemble deux personnes liées par l'une ou par l'autre, est regardée à Rome comme une espèce d'inceste qu'il faut aussi absolument déclarer, dit Corradus; de peur cependant que l'impunité n'augmente la licence, on ne manque point de leur imposer des pénitences rigoureuses, & même humiliantes quand la faute est publique, quelquefois même la défense au survivant de passer à de secondes nœces. Quoique l'intention ou le dessein d'obtenir plus aisément la grâce, n'ait été formée que par une seule des parties, on ne doit pas moins en faire mention. Il en est de même, quoique l'inceste n'ait été que matériel, faire de connoître leur parenté; c'est l'usage & le stile de la Cour de Rome auquel il faut se conformer. Il exige encore de ceux qui veulent faire réhabiliter leur Mariage, qu'ils déclarent s'ils ont cessé d'en user aussi-tôt qu'ils en ont reconnu la nullité.

La seconde, est l'infamie causée par la trop grande familiarité dans laquelle les supplians ont vécu ensemble; qui donne dans le public lieu à des soupçons défavorables à l'honneur de la fille, quoiqu'ils n'en soient pas venus aux dernières extrémités du crime. On l'appelle *infamia sine copulâ*; mais pour qu'elle détermine le Pape à accorder la dispense, il faut qu'elle soit telle qu'on juge vraisemblablement que la fille ne trouvera pas d'autre parti sortable, & restera toute sa vie dans un état dangereux pour sa conscience & son salut; ce qui n'est pas ordinairement à craindre pour celles qui ont des biens considérables.

La Pénitencerie dispense quand l'empêchement vient d'un crime secret.

Quand le crime est public, il faut, comme nous venons de le dire, que les parties s'adressent à la Daterie, il est pourtant bon de sçavoir qu'elle ne dispense que du quatrième au quatrième, ou tout au plus du troisième au quatrième, soit d'affinité soit de parenté, tant double que simple; car quand le degré est du troisième ou du deuxième au troisième, il faut se pourvoir à la Chancellerie & à la Préfature des Brefs, lorsqu'il s'agit du premier degré d'affinité, ou du premier au second, troisième & quatrième, soit de parenté, soit d'affinité, comme nous le dirons ci-dessous; s'il est secret, il suffit de s'adresser à la Pénitencerie, où la grâce s'expédie aussi secrètement & sans frais. Ce Tribunal a cet avantage sur les autres, que la concession des grâces n'y est jamais suspendue, non pas même par la mort du Pape & la vacance du Saint Siège, durant laquelle

les autres demeurent fermés, quoiqu'on y expédie à l'ordinaire celles qui ont été accordées de son vivant, lesquelles sans cela n'auroient pas le plus souvent leur effet : la grande difficulté est de sçavoir quand un crime est censé secret à l'effet de s'y pourvoir, sur quoi on peut voir ce que nous avons dit en traitant des irrégularités, *quest. 4*, tit. ou § 2, N°. X, où nous avons remarqué qu'il n'est point nécessaire pour sa publicité qu'il y ait une notoriété de droit ; qu'on n'a jamais non plus regardé comme public dans un lieu, celui qui n'y est pas connu certainement au moins de six personnes, & que dans les plus peuplés on tient communément qu'il doit l'être de quinze ou douze tout au moins. Comme nous n'avons point là-dessus de règle certaine, il est de la prudence des parties d'exposer aux Officiers de ce Tribunal le nombre des habitans du lieu & de ceux qui ont acquis cette connoissance, sur-tout quand il excède celui de dix, & de s'en tenir à leur décision. Il n'est point nécessaire qu'elles emploient à cet effet le ministère des Banquiers, quoiqu'on ne puisse point s'en passer en France pour les actes émanés de la Daterie & de la Chancellerie. Elles peuvent leur écrire par elles-mêmes ou par leurs amis, & envoyer leur supplique par la poste, sous une enveloppe cachetée, à l'adresse de son Eminence Monseigneur le Grand Pénitencier de Notre Saint Pere le Pape, qui est toujours Cardinal, en affranchissant le paquet jusqu'à Lyon, d'où on le fait tenir sûrement à Rome, pour quoi on paye de Paris jusqu'à cette Ville, seize sols, & vingt sols pour la réponse. Elle doit être conçue en termes simples, clairs, & sur-tout exactement conformes à la vérité, en telle langue qu'on veut employer, quoique l'usage ordinaire soit de la mettre en Latin. Il ne faut pas y déclarer son nom, non plus que celui de son Diocèse ; mais on ne doit pas oublier d'y marquer à qui la réponse sera adressée : en voici un modèle qu'on pourra accommoder selon que la matiere le demandera, aux cas, censures & irrégularités qui sont de sa compétence.

*Eminentissime & Reverendissime Domine, Exponitur humiliter ex parte devoii illius oratoris Titii, quod postquam idem Titius vesanè libidine victus carnaliter cognovit Mariam, postea ignorans bonâ fide (vel sciens) eam consanguinitate conjunctam cum Annâ in tertio vel quarto gradu, cum prædictâ Annâ Matrimonium palam & in facie Ecclesiæ contraxit, & cum eâ per biennium maritaliter vixit, (vel tractatum habuit de Matrimonio cum eâ contrahendo.) Cùm*

Modèle de la supplique qu'il faut envoyer à la Pénitencière pour un empêchement dirimant.

*autem dictum impedimentum sit occultum, Matrimonium verò ( seu tractatus ) sit publicum, & nisi ad effectum deducatur, scandala exinde gravia verisimiliter exoritura sint, ( vel proles ingens detrimentum passura ) cupit prædictus Orator de his excessibus summè dolens, ad ea vitanda & pro conscientia suâ quiete, de his absolvi, & secum misericorditer dispensari. Quare Eminentie tue humiliter supplicat, ut autoritate apostolicâ ei super his opportuno remedio providere dignetur, responsumque suum dirigere ad Dominum. N. Parisiis commorantem in viâ quæ vulgo vocatur Sancti Jacobi, sub signo Angeli Custodis.*

L'ignorance, quoique accompagnée de bonne foi de la parenté qui unit la personne qu'on a épousée, avec la complice du crime diminue à la vérité la faute qu'on a commise en l'épousant, ou l'excuse même quelquefois totalement, mais n'empêche pas la nullité du Mariage, & qu'on ne demeure inhabile à le contracter; c'est pourquoi il faut recourir à la dispense, en disant : *ignarus bonâ fide*, &c. afin de l'obtenir plus facilement. Quoique le péché que commettent ensemble les deux parties qui sont parentes ou alliées, ne forme pas un nouvel empêchement, on les oblige pourtant aussi à le déclarer, comme nous le montrerons ci-dessous, & c'est ce qu'elles doivent faire en ajoutant : *Scientes se in tertio vel quarto gradu consanguinitatis conjunctos sese carnaliter cognoverint vesanâ libidine victi solum, & non datâ operâ ut crimine admissio gratiam facilius impetrarent.* Quand on s'y adresse pour demander dispense d'un vœu de chasteté perpétuelle, ce qui ne se doit faire qu'après avoir employé tous les moyens que la Religion prescrit pour résister aux tentations, sans quoi elle seroit visiblement nulle & illusoire; il faut dire que *Orator qui votum simplex castitatis perpetuæ emisit, ita carnis stimulis agitatur ut diffidat se continenter victurum. Quare pro conscientie suâ quiete postulat per Sedem Apostolicam super eo secum misericorditer dispensari, ad effectum contrahendi licitè Matrimonium, debitumque conjugale in eo reddendi & petendi.* Comme l'usage est d'adresser la commission à un Docteur en Théologie ou en Droit Canon, qui ne peut être suppléé par aucun autre même licentié, si le Suppliant a de la peine à en trouver, il prendra la précaution d'ajouter, *dignetur etiam Eminentia vestra discretio viro Confessario, inter approbatos per Ordinarium ab Oratore specialiter eligendo, vices suas effectum præsentium committere.*

Et pour la dispense d'un vœu de chasteté perpétuelle.

On peut aussi s'adresser aux Soudépénitenciers qui sont au Vatican, les Jésuites, à Saint Jean de Latran, les Franciscains réformés, & à Sainte Marie Majeure, les Dominicains, en faisant tenir la lettre à leurs Procureurs Généraux qui résident à Rome. La Réponse du Pénitencier est ordinairement conçue de cette manière : *L. .... miseratione divinâ S. R. E. Cardinalis .... discreti viro Confessario salutem in Domino.* Ensuite

Formule de la  
commission qu'accorde la Pénitenciaire.

après avoir répété le contenu de la supplique, il dit : *Nos discretionis tue committimus, quatenus si ita est dictum Oratorem auditâ prius ejus sacramentali confessione ac sublata occasione amplius peccandi cum dictâ mulieris consanguineâ, ab incestu & excessibus hujusmodi absolvas hac vice & in formâ Ecclesiæ consuetâ, injunctâ ei pro tam enormis libidinis excessu gravi penitentia salvari & aliis quæ de jure fuerint ei injungenda. Demum dummodò impedimentum ex præmissis proveniens occultum sit, & aliud Canonicum nonobstet, cum eodem Oratore quod præmissis nonobstantibus Matrimonium, cum dictâ muliere, & uterque inter se publicè servatâ formâ Concilii Tridentini contrahere, & in eo postmodum remanere licitè valeat misericorditer dispenses, prolemque susceptam exindè legitimam pronuntiando in foro conscientie, & in ipso actu sacramentalis confessionis tantum, & non aliter neque ullo alio modo, ita quod hujusmodi absolutio & dispensatio in foro judicario nullatenus suffragetur, nullis super his adhibitis testibus aut litteris datis seu processibus confectis, sed præsentibus laceratis, quas sub pœnâ excommunicationis latæ Sententiæ laniare tenearis, neque eas latiori restituas ; quod si ei restitueris nihil præsentis litteræ suffragentur. Datum Romæ, &c.* Si le Mariage est déjà contracté, & qu'il ne s'agisse que de rehabilitation, il s'enonce différemment, & retranche ces mots, *publicè ac servatâ formâ Concilii Tridentini*, auxquels il substitue ceux-ci, *quod uterque inter se de novo, secretè ad evitanda scandala præmissis nonobstantibus contrahere valeant.*

Formule de la  
dispense que donne le Confesseur.

Le Confesseur auquel il est remis & qui l'a accepté, doit se conformer exactement à ce qui lui est prescrit, ainsi que nous l'avons dit quest. 4, art. 1, *des fautes qui causent l'irrégularité*, & après s'être très-soigneusement instruit de la vérité des faits exposés dans la supplique, à quoi il ne peut manquer sans pécher grièvement, avoir entendu la confession sacramentelle de l'impétrant, & lui avoir imposé une pénitence salutaire, il doit l'absoudre & le dispenser en disant, *Ego auctoritate apostolicâ*

218 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*mibi specialiter delegatâ absolvo te ab omni vinculo excommunicati-*  
*onis in quantum possum & tu indiges. Deinde absolvo te à peccatis*  
*tuis in nomine Patris, &c. insuper eâdem auctoritate dispenso tecum*  
*super impedimento ex copula à te illicitè habita cum consanguinea*  
*mulieris, quamvis ducere proveniente, ut eo non obstante matrimo-*  
*nium cum dictâ muliere contrahere, consummare & in eo remanere*  
*licitè possis & valeas, & prolem quam ex eo susceperis legitimum*  
*fore nuntio & declaro. Passio Domini nostri Jesus Christi, s'il s'agit*  
*de la dispense du vœu de chasteté, il dira: Votum castitatis quod*  
*emissisti ad effectum & matrimonium legitimè contrahere & in eo*  
*debitum conjugale reddere & exigere licitè possis & valeas, in opera*  
*pietatis que tibi præscripsi dispensando commuto, in nomine Patris,*  
*&c. l'avertissant que cette dispense ou plutôt cette commuta-*  
*tion ne le décharge point absolument, comme nous le montre-*  
*rons ci-dessous, de l'engagement qu'il a contracté envers Dieu,*  
*que s'il devient veuf, il ne pourra se remarier sans en demander*  
*une nouvelle, & que tous les péchés d'incontinence qu'il com-*  
*mettra hors de l'usage du Mariage, continueront d'être, ainsi*  
*qu'au paravant, de véritables sacrilèges. Si l'inceste est cas ré-*  
*servé ou à une censure réservée dans le Diocèse, cela ne doit*  
*pas l'arrêter, parce que le Saint Siège lui donne dans cette oc-*  
*casion le pouvoir d'en absoudre, comme un moyen nécessaire*  
*pour parvenir à l'exécution de la grace, ce qui ne doit pourtant*  
*pas s'étendre aux autres cas & censures dans lesquelles il pour-*  
*roit être tombé par d'autres crimes, ni même à celle qu'on ap-*  
*pelle ab homine, dont le Juge ecclésiastique l'auroit frappé à*  
*cause de celui-ci, quoique le Bref porte à quibusvis censuris,*  
*parce que, comme nous l'avons dit ailleurs, l'absolution en est*  
*toujours réservée à celui qui l'a portée, & que l'absolution des*  
*censures en général que le Saint Siège insère dans son rescrit,*  
*n'est qu'à l'effet de les rendre capables de la grace qui lui est*  
*demandée. Si le Mariage contracté en vertu de cette dispense*  
*n'a pas été consommé l'impétrant devenu veuf n'a pas besoin*  
*d'une nouvelle dispense pour en contracter un second, parce*  
*qu'elle n'a pas eu son effet dans sa fin principale qui est la*  
*consommation, c'est ce qui est assuré par Pyrrhus Corradus,*  
*lib. VIII, cap. 10.*

Il peut absoudre  
l'impétrant de l'in-  
ceste, quoique ré-  
servé dans le Dio-  
cèse.

Les dispenses qu'on demande à la Daterie pour empêchemens publics, s'expédient ou par Bref ou par Bulle. Le Bref s'emploie toujours pour le premier degré soit de parenté, comme



entre l'oncle & la nièce, la petite nièce, &c. soit d'affinité, comme entre le beau-frère & la belle sœur, pour le second de parenté seulement, comme entre le cousin & la cousine germaine, & pour la parenté spirituelle qui est entre le parein & sa filleule, le filleul & la mareine. Il s'écrit sur du parchemin scellé d'un sceau de cire rouge, où est empreinte l'image de saint Pierre pêchant dans une barque, & le nom de l'Official, auquel on l'adresse, est écrit au dos. Dans tous les autres on se sert de la Bulle qui est pareillement en parchemin, dont le bas est plié & lacé d'une ficelle, aux deux bouts de laquelle il y a un sceau de plomb, où sont empreintes d'un côté les têtes de S. Pierre & S. Paul, de l'autre le nom du Pape, le nom de l'Official y est mis à la tête, immédiatement après celui-ci. Le Lecteur sera sans doute bien aise d'en voir la formule tout au long, nous en avons choisi une qui a une cause honnête, sçavoir le défaut de dote, *Clemens Episcopus servus servorum Dei, dilecto filio venerabilis fratris nostri Episcopi Noviome, salutem & benedictionem apostolicam. Oblata nobis nuper pro parte dilecti filii Joannis Tourrette Diocesis Ambianensis & Mariæ le Moine prædictæ Diocesis Noviomenf. ex loco de Homblieres petitionis serie continebat, quod cum dicta Maria dotem habuerit minus competentem & viro paris conditionis nubere non possit, &c. nos eosdem Joannem & Mariam à quibusvis Ecclesiasticis Sententiis, censuris & pœnis à jure vel homine latis, quamvis occasione vel causa ad effectum præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes, discretionis tue mandamus, quatenus deposita omni spe cujuscumque muneris aut præmii etiam sponte oblata, à quo te omnino abstinere debere monemus, ut de præmissis diligenter informes, & si per informationem eandem preces veritate niti reperis, super quo tuam conscientiam oneramus, tunc cum eisdem Joanne & Mariæ quod prædicto impedimento ac constitutionibus Apostolicis, &c. non obstantibus, matrimonium inter se publicè contrahere licitè valeant auctoritate nostrâ dispenses, distantiamque tertii gradus præfati eis non obflare declares. Volumus autem quod si spretâ monitione nostrâ aliquid muneris aut præmii occasione dictæ dispensationis exigere aut oblatum recipere temere præsumperis, excommunicationem latæ sententiæ incurras, &c. Datum Romæ, &c.*

Différence du  
Bref & de la Bulle  
obtenue à la  
Daterie.

Formule de la  
Bulle.

L'Official qui l'accepte & qui se charge de son exécution, doit sçavoir 1°. que le pouvoir qu'elle lui donne, n'expire pas avec le Pape qui l'a accordée, quand même elle ne lui auroit

E e ij

Le pouvoir qu'elle donne à l'Official, n'expire pas par la mort du Pape,

Peut-elle être exécutée par le grand Vicaire & le Vice-gérent ?

pas encore été présentée, & que *res effect adhuc in integro*. C'est du moins le sentiment commun de nos Docteurs, & l'usage qu'on suit en France, quoique combattu par un grand nombre de Sçavans Canonistes. Sanchez, qui pense là-dessus comme nous, estime même que quoiqu'elle n'ait pas été expédiée de son vivant, elle peut servir du moins dans le for de la conscience, pourvu qu'elle ait été accordée par le mot ordinaire *fiat*. 2°. Que s'il vient lui-même à mourir ou à être révoqué avant sa fulmination, elle peut être exécutée par son successeur, parce qu'elle s'adresse moins à la personne qu'à la dignité & à son office qui ne meurt point. 3°. Qu'en s'en tenant au droit commun, elle peut l'être également par l'Official & le grand Vicaire, que la Chancellerie Romaine a coutume de désigner comme lui sous le nom d'*Officialis*, ne connoissant point la distinction qu'on fait chez nous du ministère de la juridiction contentieuse & de la gracieuse dont cette exécution est un véritable acte. M. de Tullies, sur le Mariage, tom. III, pag. 425, va plus loin, & dit que l'Evêque lui-même le peut quand le Bref n'est qu'excitatif de sa Jurisdiction, c'est-à-dire, qu'il regarde ses propres Diocésains, mais ce sentiment est rejeté tant par Sainte Beuve, tom. I, cas 66, que par Fromageau au mot *Evêque*, cas 6, & avec raison, parce que le nom d'*Officialis*, auquel la commission s'adresse, ne lui convient en aucune manière. Ce qui est constant, c'est que l'usage général du Royaume l'attribue depuis long-temps à l'Official, à l'exclusion du grand Vicaire, à cause des oppositions & des contestations qu'il a coutume d'occasionner, & qui ordinairement se voident à son Tribunal, comme nous l'avons observé à l'art. des Officiaux, quest. 1. Ducaffe, part. 2, chap. 1, N°. 13, paroît le contester aux Vice-gerens, attendu qu'il ne s'agit point d'un Acte appartenant à la Jurisdiction ordinaire, pour lequel l'Evêque commet qui il lui plaît, mais d'une délégation du saint Siège, laquelle dépend totalement de la volonté & de l'intention du Pape. Cependant la Coutume presque générale le leur laisse, en cas néanmoins d'absence ou d'empêchement de l'Official, ce qui le fait regarder comme Official & ordinaire en cette partie. M. de Tullies assure qu'on la suit en France depuis plus de cinq cents ans. M. de Chartres, dans ses décisions sur le Mariage, ajoute que si l'Official & le Vice-gerent sont suspects aux parties, tellement qu'elles soient bien fondées à les recuser, l'Evêque peut leur substituer tel

Prêtre qu'il lui plaît à l'effet de la fulmination ; mais cette opinion est rejetée & combattue solidement par Sanchez, lib. VIII, disp. 27, N°. 42, où il montre que le Pape n'entend point confier ses pouvoirs à l'Evêque, mais à son principal Officier qui exerce en chef sa Jurisdiction ordinaire, que son office constitue en dignité, & qui en un mot est appelé son Official ou son Vicaire. En parlant des pouvoirs des Chapitres durant la vacance du siège Episcopal, nous avons aussi montré que son Official peut les fulminer comme celui de l'Evêque, quoiqu'on tienne le contraire à Rome, c'est encore un point sur lequel l'usage a prévalu dans ce Royaume. 4°. Que quoiqu'il ne puisse subdéléguer personne pour cette fulmination, il peut néanmoins se décharger sur qui il lui plaît de l'enquête ou de l'information, & le nommer pour entendre les parties avec les témoins, ainsi qu'il est décidé au chap. *Quoniam de officio delegati*. On exige seulement parmi nous que son Commissaire soit Ecclésiastique, & un Arrêt du Parlement de Paris a déclaré abusive la procédure d'un Official d'Autun, qui avoit donné cette commission à un Laïque Notaire Apostolique.

Le Commissaire chargé de l'enquête doit être Ecclésiastique.

5°. Que toute obreption ou subreption en cette matiere suffit pour rendre la grace absolument nulle : nous avons expliqué, en traitant des signatures de Cour de Rome, la différence qui est entre l'une & l'autre. 6°. Que si la cause finale de la grace, c'est-à-dire, celle sans laquelle le Pape ne l'eût pas accordée, se trouve fautive, quoique les témoins entendus dans l'enquête soient de la meilleure foi du monde, elle est encore nulle, comme au contraire elle est valable & subsiste, si la cause est vraie quand même elle seroit attestée par de faux témoins. Quant aux causes impulsives, qui l'engagent à l'accorder plus facilement, le sentiment commun est qu'il en résulte aussi une nullité, si on les a allégués fausement dans le dessein de surprendre sa Sainteté, *secus verò*, si cela est arrivé sans mauvaise foi & par pure erreur. 7°. Qu'il faut que la cause finale soit vraie dans le temps que la Bulle ou le Bref s'accorde à Rome & se fulmine sur les lieux ; nous l'avons aussi prouvé à l'article des signatures Bénéficiales après Sanchez, lib. VIII, disp. 3, Garcias, part. 6, cap. 2, N°. 284, & Van-Espen, part. 2, tit. 14, cap. 4, N°. 110. Corradus à la vérité n'en convient pas, lib. VII, cap. 6, & prétend qu'il suffit qu'elle se vérifie au temps de la fulmination ou de l'exécution ; d'où il conclut que si une fille qui étoit

La cause finale de la grace doit être vraie au temps de son expédition & de la fulmination.

riche quand elle a envoyé à Rome s'y est dite pauvre, l'Official n'en doit pas moins procéder en sa faveur, si depuis elle a perdu son bien par procès ou quelqu'autre accident : mais si on le pensoit ainsi à Rome de son temps, on ne le pense plus de même aujourd'hui, & les Officiers de la Pénitencerie, consultés tout récemment sur cette question par l'Auteur du traité des Dispenses, l'ont assuré qu'on y suit le sentiment de Sanchez. 8°. Que si l'empêchement vient d'affinité & qu'à la place on ait déclaré la parenté, la dispense est nulle, quoique le Pape l'accorde plus aisément pour l'une que pour l'autre, parce que ces deux empêchemens sont disparates : on peut voir ce que nous avons dit à ce sujet en parlant de la parenté. 9°. Que si de deux ou plusieurs causes qui fussent séparément pour déterminer le Pape, il y en a une fausse, elle est au moins douteuse, & qu'il est de la prudence de l'Official de renvoyer les parties à Rome pour en prendre une seconde ou un *Perinde valere*. 10°. Que si celui à qui elle a déjà été refusée revient de nouveau à la charge, il n'est pas obligé de faire mention du refus qu'il a essuyé, n'y ayant ni Loi ni Coutume qui l'y oblige. 11°. Que si deux empêchemens concourent à la fois, l'un public, l'autre secret & infamant, on ne peut pas en demander la dispense séparément, parce qu'il y a toute apparence que le Pape l'auroit accordé plus difficilement pour deux que pour un s'ils lui avoient été connus : il faut dans ce cas que les parties s'adressent d'abord à la Pénitencerie pour le second, & y déclarent qu'elles se sont déjà pourvues ou se pourvoient incessamment à la Daterie pour le premier. 12°. Qu'il n'est pas nécessaire que les parties la demandent ou fassent demander par elles-mêmes. Nous en avons dit autant des signatures bénéficiales & autres rescripts appellés de grace, lesquels diffèrent en cela des rescripts de Justice. Il suffit qu'elles acceptent la Bulle ou le Bref lorsqu'elle leur est notifiée. Sanchez prouve même, lib. VIII, disp. 27, N°. 6, qu'il n'est pas nécessaire que toutes les deux le fassent, & cela est d'usage quand la cause est infamante, quoiqu'elle serve à l'une comme à l'autre. Quelques-uns prétendent de plus qu'il y a des cas où elle ne doit être acceptée par aucune, c'est par exemple, (disent-ils), celui d'un pere qui après avoir abusé d'une femme sans en être connu, l'auroit fait ensuite épouser à son propre fils. Le pere, (disent-ils), est obligé sans doute de demander la dispense de l'affinité qui est entr'eux au premier

Il n'est pas nécessaire qu'elle soit acceptée par les deux parties.

dégré, & cependant ne peut pas leur en donner connoissance, parce qu'en le faisant il se diffameroit & causeroit un affreux scandale : on assure cependant que dans l'affaire de la dissolution du mariage d'Henri IV avec la Princesse Marguerite sœur d'Henri III, qui se fit en 1599, un des moyens de nullité sur lequel on appuya fort, fut que la dispense de parenté qui étoit entre eux au troisième degré & qui avoit été obtenue par le Roi Charles IX, avoit été demandée sans la consulter. On ajoutoit de plus qu'elle n'avoit été ni présentée à l'Evêque de Paris ni insinuée. Voyez sur ce point l'histoire du Pere Daniel, à l'article d'Henri IV, & ce que nous avons dit du pouvoir d'absoudre des cas & des censures réservées, qui demande nécessairement la connoissance & l'acceptation de celui auquel on l'accorde, parce que c'est une espèce de donation, & que toute donation qui n'est pas acceptée par le donataire est nulle & sans aucun effet. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne pourroit leur servir qu'à l'effet de réhabiliter leur Mariage & renouveler leur consentement, ce qu'ils ne peuvent faire sans sçavoir que le premier a été nul pour quelque cause qu'on n'est pas tenu de leur déclarer. 13°. Que, comme nous l'avons dit en parlant des causes infamantes, il y a subreption si elles n'exposent pas le commerce incestueux qu'elles ont eu ensemble avant que d'envoyer à Rome. Si elles ne sont tombées dans le péché, que depuis l'expédition du rescrit & avant sa fulmination, il n'en devient pas moins nul suivant la déclaration des Cardinaux que rapporte Corradus, Lib. VIII, cap. 1, N°. 38, suivie par tous les Canonistes, qui en apportent pour raison qu'il ne contient point la dispense mais seulement le pouvoir de l'accorder, & que les parties qui se présentent devant le Commissaire de Sa Sainteté, doivent avoir les mêmes qualités que quand elles se présentent devant elle-même. On doit raisonner différemment, ajoute cet Auteur, quand elles y sont tombées ou même retombées après la fulmination, parce que l'empêchement qui étoit entr'elles étant levé & la grace consommée, il n'y a plus proprement d'inceste. On fait seulement une exception pour ceux qui l'ont obtenu *In forma pauperum*, & dans ce cas on le tient nul, suivant la Déclaration de Pie V, que nous avons rapportée ailleurs. Ce dont on dispense les uns & les autres, c'est de déclarer combien de fois elles ont commis le péché, parce que le nombre n'y fait rien. 14°. Que s'il s'est glissé de l'erreur dans la Bulle sur leur nom

Si elles ont péché ensemble avant la fulmination, elles doivent le déclarer.

224. *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 ou sur leur Diocèse, elles ne peuvent en faire usage, & sont  
 tenues de prendre au moins un *Perinde valere*, à moins que cela  
 ne soit arrivé par la pure inadvertence du Banquier ou de son  
 sollicitateur: c'est du moins le sentiment du même Corradus,  
 Lib. VII, cap. 5, N°. 28, lequel est pourtant combattu par  
 Sanchez, Lib. VIII, disp. 21, N°. 29. Ducaffe, seconde part.  
 chap. 4, N°. 10 & 11, Sainte-Beuve, tom. II, cas 113, &  
 l'Auteur des Conférences de Paris, tom. III, q. 5, conf. 6,  
 § 3, pag. 374. Il nous apprend encore que c'est toujours à l'Of-  
 ficial du Diocèse de la femme qu'elle est adressée, d'où il conclut  
 que si l'Official du Diocèse de l'homme entreprenoit de la ful-  
 miner, il agiroit sans pouvoir & invalidement: c'est encore de  
 quoi l'Auteur des Conférences ne convient pas, non plus que  
 M. de Tulle. Nous aurions bien plus de peine à approuver ce  
 que le premier ajoute en différens endroits, & sur-tout page 483,  
 sçavoir que quand la dispense est nulle, & sur-tout qu'il n'y a  
 point eu de mauvaise foi de la part des impétrans, il n'est pas  
 nécessaire de les jeter dans de nouveaux frais en les renvoyant  
 à Rome, parce que l'Evêque, qui rentre alors dans ses droits,  
 peut y suppléer en l'accordant lui même: car comment peut-  
 on dire qu'il rentre dans un droit qu'il n'a peut-être jamais eu.  
 Du moins on ne peut disconvenir que ce sentiment qu'il avoue  
 n'être suivi que dans quelques Diocèses, n'est pas sur, étant  
 nouveau & particulier. Aussi est-il rejeté dans la pratique par  
 la plupart des Officiaux expérimentés, & qui s'attachent aux  
 règles, comme nous l'avons déjà remarqué.

Quand il y a une  
 nullité dans la dis-  
 pense prise à Ro-  
 me, l'Evêque peut  
 il la séparer ?

Peut-il se faire  
 payer de son tra-  
 vail ?

C'est une question de sçavoir ce qu'on doit entendre par les  
 termes de *Muneris aut premii*, qu'elle lui défend d'exiger &  
 même de recevoir sous peine d'excommunication, & si on doit  
 y comprendre le salaire ou l'honoraire raisonnable & propor-  
 tionné à son travail, que la plupart ont coutume de se taxer,  
 ainsi qu'à leur Promoteur & à leur Greffier. Ce qui donne lieu  
 de le croire, c'est une Déclaration de la Congrégation du Con-  
 cile que rapporte Corradus, Lib. VII, cap. 6, N°. 14, adres-  
 sée le 12 Août 1588 aux Chanoines de Gironne, qui l'avoient  
 consultée sur ce sujet, par laquelle il est décidé positivement  
 qu'il ne peut rien exiger ni recevoir, *sive pro sigillo, sive pro  
 mercede*, & qui n'adjudge au Greffier pour son travail que le quart  
 d'un écu d'or. Il ajoute que de son temps Paul V en fit une  
 affaire très-sérieuse à un Evêque, qui prétendoit se maintenir  
 dans

dans ce droit sous le prétexte d'une possession immémoriale. Le sentiment commun des Docteurs est néanmoins contraire à cette décision, quand il n'a point de gages attachés à son emploi, parce que dans le Droit le salaire n'a jamais été confondu avec les présens, comme on le voit par les Canons que nous avons cités à l'article de l'interdit contre les Evêques, Archidiaques & autres qui font la visite des Eglises, auxquels ils défendent, sous de rigoureuses peines, d'en recevoir aucun, en leur permettant de se faire payer en vivres ou en argent de leur droit de procuration. Il est soutenu par de sçavans & vertueux Officiaux, comme Auboux dans son traité des Lettres Apostoliques, § 5, Ducasse, Tom. II, chap. 4, sect. 5, N°. 10 & 11, & de plus par Sanchez, Pontas, Lamet, au mot Officiaux, cas 1. Sainte Beuve, tom. I, cas 66, où il dit qu'il ne faut point étendre les termes au delà de leur propre signification, pour ôter à un Official ce qui lui est justement dû, Filliucius qui étoit Prefet des questions de conscience à la Pénitencerie, & sans doute bien instruit tant de l'intention des souverains Pontifes que du sens de leurs Bulles, l'enseignent de même, ainsi que M. de Chartres dans ses décisions Matrimoniales : Auboux fait pourtant une exception pour les dispenses accordées *informâ pauperum*, parce que le Pape ne manque pas d'y joindre la peine de nullité à celles de l'excommunication. Il n'y a point de difficulté pour celui qui exécute les Brefs de la Pénitencerie, & dont le ministère purement spirituel, ne s'exerce que dans le sacrement de Pénitence, c'est pour cela qu'on met toujours sur le dos *gratis ubique*.

Dispense *in formâ pauperum*.

Comme nous avons souvent parlé de cette espèce de dispense, que l'usage en est fort commun, & qu'il s'y glisse beaucoup d'abus, il est juste d'en instruire le Lecteur un peu plus ample-ment. On appelle ainsi celles qui s'accordent à Rome, à ceux que la pauvreté met hors d'état de payer la taxe réglée par la coutume & le tarif arrêté au Conseil du Roi au mois de Septembre 1691, qui sera rapporté plus bas. Il faut, pour les obtenir, que les impétrans soient véritablement pauvres, sans quoi il y a obreption & nullité, c'est ce qui est donné clairement à entendre par ces termes du Bref ou de la Bulle qu'on ne manque jamais d'insérer, *Dummodò ipsi, ut asserunt, pauperes & miserabiles existant...* Super quo tuam conscientiam oneramus, & qui fait dire à Pyrrhus Corradus, *dispens. Lib. VIII, cap. 5, N°. 2*, que

Supposent une  
pauvreté réelle.

s'ils ne le sont véritablement pas, ils sont obligés de prendre de nouvelles Lettres dans la forme ordinaire, quand même ils auroient d'ailleurs des raisons de demander grace assez suffisantes pour déterminer le Pape. Urbain VIII y a fait ajouter ces mots, *Et ex suis labore & industria tantum vivant*, qu'on suivoit à la rigueur à la Daterie du temps de ce Cardinal, à ce qu'il assure *ibidem*, pour prévenir les fraudes de ceux qui, sous prétexte qu'ils ne possèdent point de bien en fond, se croient en droit de demander ce qui n'est dû qu'aux véritables pauvres, quoique leur industrie les mette en état de vivre plus commodément que ceux qui possèdent de gros fonds. On s'est pourtant depuis relâché sur ce point, & les Officiers de la Cour de Rome conviennent aujourd'hui qu'on peut regarder comme tels ceux qui sans travailler ou commercer vivent de leur revenu, quand il est si mince, qu'ils ont bien de la peine à subsister d'une manière convenable à leur état, & qu'ils seroient considérablement incommodés, s'ils étoient obligés d'en retrancher ce que les autres ont coutume de payer. On prétend même qu'il y a un Arrêt rendu au Parlement de Paris en 1618, qui fait défense d'avoir égard au *tantum*. On met communément dans cette classe les personnes dont le bien tant en meubles qu'en immeubles de la part de l'homme & de la femme n'excède pas la valeur de mille écus, quoique Corradus, N°. 12, les réduise à beaucoup moins; mais on rejette, & avec raison, ce qui est avancé par quelques Banquiers, sçavoir qu'un Officier du Roi, qui jouit de plus de trente mille livres par an en pensions & gratifications de Sa Majesté, peut y être compris, pourvu qu'il ne possède aucun bien fond, puisqu'on ne peut pas dire du moins qu'il soit *misérabilis*, c'est-à-dire, dans un état qui excite la commisération du public. Dans le doute, il est de la prudence & de la religion de l'Ordinaire qui délivre le certificat, de déclarer au juste à quoi monte le bien des parties, suivant la déposition des témoins, c'est ce qui se pratique dans quelques Diocèses & que les Officiers de la Daterie approuvent fort. C'est aussi le moyen de prévenir les scrupules qu'on peut avoir sur la validité des dispenses, & qui ne sont point à craindre pour les Suisses, que le saint Siège par un privilège spécial décharge, dit-on, de cette Déclaration. Quelques-uns ont aussi prétendu qu'on devoit y mettre pareillement les enfans de familles, dont les peres & meres sont vivans, & qui par conséquent ne possèdent encore

Les enfans qui  
attendent une ri-  
che succession, ne  
peuvent pas les  
préjudicier.



rien, mais cette opinion n'est pas soutenable : car en la suivant, il faudroit dire que les enfans des Princes & des Seigneurs les plus riches sont en droit de la demander. D'ailleurs si les peres & meres qu'on suppose consentans au mariage, refusent de faire les frais nécessaires, ils peuvent, quoique mineurs, emprunter, & comme l'emploi des deniers fournis par le Prêtreur se fait utilement, il ne court aucun risque de les perdre. Il n'y a point de difficulté quand les Impétrans sont pauvres dans le temps qu'ils la demandent, & qu'ils deviennent riches avant la fulmination ; car l'Official doit informer de nouveau sur leur état, ainsi que nous le dirons ci dessous, & il faut sur-tout alors que leur exposé se trouve véritable.

Ducasse soutient, tom. II, chap. IV, sect. 3, N<sup>o</sup>. 4, pag. 199, qu'un Vicegerent d'Officialité ne peut pas donner le certificat de pauvreté, parce que sa qualité n'est pas connue à Rome, & qu'il n'est pas véritablement Ordinaire, non plus que le Curé des Parties ; mais l'usage commun est contraire à son sentiment. Ce qui est constant, c'est que l'Evêque & son Grand-Vicaire le peuvent, après s'être assurés de leur pauvreté par celui de quatre personnes dignes de foi qu'ils doivent mentionner dans leur attestation. Lorsqu'elles sont de deux Diocèses, il faut qu'elles l'obtiennent des deux Evêques, non point d'origine, mais de domicile, lequel est acquis à l'homme à cet effet par un séjour de cinq ans, & à la femme par celui de deux, faute de quoi il faut qu'ils recourent à ceux de leur origine. Ce temps doit être aussi exprimé dans l'attestation. Quoiqu'elle n'ait été donnée qu'après une exacte enquête, l'Official avant de fulminer la Bulle, est tenu d'informer de nouveau sur la vérité du fait, parce qu'il peut se faire que les impétrans fussent pauvres dans le temps qu'ils l'ont demandée, & ne le soient plus alors. C'est une des principales choses que le Pape lui enjoint de vérifier, & s'il y manquoit, la fulmination seroit absolument nulle : voici en quels termes ces sortes d'attestations ont coutume de se concevoir : *Nos Illustrissimi ac Reverendissimi Episcopi N. Vicarius Generalis vel Officialis fidem facimus P. & M. ex nostra Diocesi oriundos (vel in eà à quinque aut duobus annis commorantes,) & in quarto gradu consanguineos adeò pauperes ac miserabiles existere quod ex labore ac industria suà tantum vivant, prout ex fide Parochi triumque insuper hominum fide dignorum testimonia nobis constare fecerunt, in cujus rei testimonium presentes*

Le grand Vicaire & le Vice gérant de l'Officialité, peuvent donner le certificat de pauvreté.

Modele de ce certificat.

228 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*fieri fecimus manu nostra subscriptas, nostroque Sigillo munitas.*  
*Datum N. die, &c. anno, &c.* Van-Elpen veut qu'on y ex-  
prime le degré de la parenté au juste.

La dispense ne s'accorde presque jamais à Rome dans cette forme que pour cause infamante qui suppose une copule illicite; dont il faut demander aussi l'absolution, ou du moins un fort soupçon que le public en a conçu, fondé sur la grande familiarité dans laquelle les parties ont vécu ensemble, & qu'elles sont pareillement tenues d'expliquer au vrai. Dans le premier cas, si le crime est devenu public, comme il arrive ordinairement, le Pape ne manque point de charger son Commissaire de leur imposer une pénitence publique, telle que *alios deterreat à similibus committendis*. L'usage ordinaire est de les faire tenir deux ou trois grandes Messes de Paroisse à genoux, un cierge allumé à la main, ce qui doit être exécuté avant qu'il procède à l'enterinement de leur Bulle, quelques sûretés qu'elles donnent d'y satisfaire dans la suite, comme l'enseigne Corradus, Lib. VIII, cap. 6, N<sup>o</sup>. 15. Les droits qu'on exige d'elles en ce cas, tant pour les Officiers de la Daterie que pour les Banquiers, ont été taxés par un Tarif que le Roi arrêta dans son Conseil au mois de Septembre 1691, qu'on peut voir dans notre Recueil. Ils montent pour le quatrième degré de parenté & d'affinité, tant naturelle que spirituelle à 70 liv. & en y joignant les deux sols pour livre attribués depuis aux Banquiers, avec trois livres pour l'envoi & la diminution de nos espèces, causée par le change de Paris sur Rome, qui varie souvent, mais que nous prenons ici sur le pied courant, à 96 liv. qu'elles doivent payer au Banquier à Paris en retirant la Bulle de ses mains: on ne paye pas plus pour le troisième que pour le quatrième, mais dans le deuxième, c'est-à-dire, entre cousins germains, la taxe est de 196 liv. & dans le premier au deuxième, sçavoir, entre l'oncle & la nièce, de 450 liv. Quand la parenté est double au quatrième & au troisième degré, au lieu de 70 liv. on paye 165 liv. lorsque la Bulle est expédiée dans la forme ordinaire, & pour autres que pour des pauvres, on fait payer au quatrième degré & avec cause, 108 liv. sans cause 150 livres, avec absolution de copule 312 livres, bien entendu néanmoins que la parenté ne soit pas double; dans le troisième avec cause 285 livres, sans cause 235 livres, & pour l'absolution de copule 655 livres; dans le deuxième avec cause ou sans

Frais des dis-  
pensés de cour de  
Rome.

cause 7100 livres, & pour l'absolution de copule 3185 livres; dans le premier au deuxième, selon les facultés des parties; pour la compaternité avec cause, 640 livres, sans cause, 4370 livres, & pour l'absolution de copulé 2060 livres; quand elle est double avec cause 1100 livres, sans cause, selon leurs facultés, & avec absolution 3550 livres. Les Banquiers nous apprennent que pour les dispenses de 100 livres & au dessous; le change est de fort petite conséquence; que pour celles qui vont de 500 livres à 1000 livres, il peut faire un objet de quelques pistoles, & de 40 à 50 pour celles qui montent jusqu'à 7000 livres.

Les Evêques sont absolument maîtres de la dispense des empêchemens prohibitifs, & l'accordent ou la refusent comme ils le jugent à propos. Ceux qui ont contracté, sans y avoir d'égard, en sont quittes pour expier leur faute par la pénitence, à moins qu'il ne s'agisse du vœu simple de chasteté; car celui qui s'est marié sans dispense, après l'avoir fait, ne peut pas demander le devoir conjugal, quoiqu'il puisse & doive le rendre. S'il est simplement de Religion, il peut & le rendre & le demander, quoiqu'il ait péché grièvement en se mariant, parce qu'il s'est mis par-là hors d'état d'acquiescer la promesse qu'il a faite à Dieu. Quand le vœu est de chasteté perpétuelle ou de virginité, (ce qui revient au même, selon Sanchez; Lib. IX, disp. 33, N°. 7, à moins que son objet ne soit *abstinentia à primo actu venereo tantum*) ou d'entrer en Religion; la dispense en est réservée au Pape par l'usage général de l'Eglise, quoique cette réserve ne se trouve ni dans le Décret de Gratien, ni dans les Décrétales de Gregoire IX, ni ailleurs, & qu'elle ne soit fondée que sur la seule coutume, laquelle a formé une légitime prescription en faveur du Saint Siège; ainsi que Sixte IV le suppose dans sa Constitution *Etsi Dominici* 2, aux extravag. comm. Lib. V, titre O de *penitent. & remiss.*

Qui est-ce qui dispense des empêchemens prohibitifs?

La dispense du vœu de chasteté & de religion est réservée au Pape.

Cependant comme elle est odieuse, attendu qu'elle va contre les droits des Ordinaires, & par conséquent sujette à restriction, de l'aveu de tous les Docteurs même ultramontains, on tient communément qu'elle n'a point lieu, & que les Evêques par conséquent en peuvent dispenser leurs Diocésains, 1°. Quand ils doutent s'ils l'ont réellement fait; encore plusieurs estiment que dans ce cas il n'oblige point du tout. 2°.

Pourvu qu'il soit  
certain absolu &  
perpétuel.

Quand ils sont sûrs de l'avoir fait, mais avec légèreté & précipitation, qui donnent un juste sujet de douter s'ils y ont apporté une délibération suffisante, ou s'ils ont eu intention de se lier, & non pas de prendre une simple résolution que les personnes scrupuleuses confondent souvent. 3°. Lorsqu'il n'est pas absolu, mais sous une condition de *futuro*, qui n'est pas encore accomplie; encore Fromageau au mot, *Vœu*, cas 2, après Navarre, *Manuel*, cap. 12, N°. 43. Tolet & plusieurs autres prétendent qu'ils le peuvent après même qu'elle l'a été, parce que le consentement n'est pas aussi parfait dans le conditionnel que dans l'absolu. 4°. Quand il est pénal, comme il arrive à ceux qui promettent à Dieu de se faire Religieux, en cas qu'ils retombent dans certaines fautes, ou alternatif, tel qu'est celui de se faire Religieux, ou de donner aux pauvres certaine somme d'argent. 5°. Quand la chasteté n'en est pas l'objet direct & immédiat; d'où on conclut que celui qui fait seulement vœu de vouer la chasteté ou de ne se jamais marier, ou de ne pas exiger le devoir conjugal, ou de recevoir les Ordres sacrés, dont la continence n'est que l'accessoire, peut s'en faire décharger par son Evêque. 6°. Lorsqu'il n'est pas fait pour toujours, mais seulement pour certain espace de temps. 7°. Quand la Communauté où on a promis à Dieu de s'engager, ne forme pas un corps de véritables Religieux, & que les vœux qu'on y fait ne sont pas solennels. M. de Noailles, dans son Mandement de 1709, marque la plupart de ces cas, après Navarre, *Manuel*, cap. 12, 22, &c. Et Pyrrhus Corradus qui assure que quand on demande à la Pénitencerie la dispense dans le cinquième, on met toujours dans la formule que l'Evêque peut l'accorder. Nous laissons à d'autres à examiner si dans le septième les Supérieurs ont pu se la faire réserver par le Saint Siège à l'égard de ceux qui y sont entrés au préjudice du Droit des Evêques. Fromageau, au mot *Missionnaire*, cas 1, parlant de ceux de la Congrégation de la Mission, soutient l'affirmative; d'où il conclut que les Evêques ne peuvent certainement pas les en dispenser: les causes qu'on a coutume d'alléguer, soit au Pape soit aux Evêques, pour l'obtenir, & qu'on peut regarder comme légitimes, sont la fin d'un grand procès que le Mariage des Parties terminera; la conservation d'une famille illustre dont l'Eglise & l'Etat ont reçu ou espèrent recevoir de grands services; la grande pauvreté d'un pere ou d'une mere,

Causes légitimes  
de demander la  
dispense.

auxquels le Mariage de leur fille procurera le moyen de subsister ; ( celle-ci même suffit pour tirer un Religieux Profes de son cloître , à la charge néanmoins d'y rentrer après leur mort ) le peu de réflexion avec lequel on a fait le vœu , des infirmités considérables qui mettent hors d'état de soutenir la règle , de grands troubles survenus dans la maison où l'on se proposoit d'entrer , une juste crainte de tomber dans l'incontinence , fondée ou sur la malheureuse expérience qu'on en a faite , ou sur la situation dangereuse où on se trouve. Dans tous ces cas l'usage de la Pénitencerie à laquelle les Evêques ne doivent pas manquer de se conformer , à moins qu'ils ne veuillent excéder les bornes de leur pouvoir , n'est pas de les décharger de leur vœu absolument , mais en partie seulement , leur permettant de contracter un Mariage légitime , de rendre & de demander le devoir conjugal , en commuant l'obligation que les Parties ont contractée en quelqu'autre , plus propre à procurer leur salut , & par conséquent plus agréable à Dieu , telle qu'est celle d'approcher souvent du Sacrement de Pénitence , de jeûner tous les Vendredis de l'année , de faire tous les jours quelque exercice de piété qui leur rappelle le souvenir de ce qu'elles ont promis à Dieu , comme le remarque Corradus *in praxi*, Lib. 8 , cap. X , où il rapporte la formule du Bref qu'on y accorde à cet effet.

On y veut que le Confesseur avertisse son Pénitent , qu'en cas qu'il devienne veuf il ne pourra pas contracter un nouveau mariage sans prendre une nouvelle dispense , & que si nonobstant le remède qu'on accorde à sa foiblesse il vient à tomber dans le péché d'impureté , il violera son vœu , & demeurera comme auparavant coupable de sacrilège. Il est vrai que ce second avertissement n'y est pas expressément marqué , mais il est toujours sous-entendu. C'est là précisément à quoi se réduit la grace qu'on lui fait , & une plus étendue n'assureroit pas davantage son salut , puisqu'elle ne le déchargeroit pas du péché mortel dont tous les incontinens se rendent coupables. Il est vrai qu'elle en diminueroit l'énormité qui vient du sacrilège , & comme l'observe l'Auteur des Conférences de Paris, Tom. III, pag. 580 , rien n'empêche qu'elle ne l'accorde , sur-tout en faveur des personnes scrupuleuses. Au reste , il ne faut pas croire ce qu'il avance , page 571 , sçavoir , que si la partie dispensée & mariée en conséquence , vient à tomber dans l'adultère ,

Celui qui a été dispensé ne laisse pas de tomber quelquefois dans le sacrilège.

elle perd le droit d'exiger le devoir conjugal : cela n'est point porté dans le Bref ni ailleurs, & les peines ne doivent s'étendre, mais plutôt se restreindre. On peut voir cette matière traitée amplement par Sanchez, Lib IX, disp. 33, N°. 2, &c. où il observe que quoique le mari de celle qui a fait le vœu en ait connoissance, il n'est pas obligé de s'abstenir du droit qu'il a acquis sur sa personne par un Mariage sacrilège, attendu qu'il n'y a pas donné son consentement, mais qu'il le doit en cas qu'il l'ait donné, parce que chacun est maître de renoncer à ses droits. Il est aussi aisé d'appliquer à tous les Confesseurs approuvés dans le temps du Jubilé ce que nous venons de dire des Evêques par rapport au vœu de chasteté perpétuelle & de religion, lorsque la Bulle leur donne le pouvoir de commuer tous les vœux en général, ce qui est fort rare ; car on ne manque guères d'y excepter ces deux-ci, comme Bonacina l'observe disp. 4, quest. 2, punct. 7, § 3, N°. 16.

L'enquête est de la forme essentielle de la dispense.

Ce n'est point à l'Official à examiner si les causes exposées au Pape sont suffisantes & justes, mais seulement si elles sont véritables. En cas qu'il découvre dans la Bulle ou le Bref obtenu par les parties, de l'obreption ou de la subreption, il ne doit pas la fulminer, suivant le chap. 20 *Super litteris* tit. 3, de *Rescriptis*, Lib. 1, parce que son pouvoir n'est que conditionnel ; *Si preces veritati nitantur*. C'est pour s'en bien assurer qu'il doit faire ou par lui-même ou par son Commissaire une enquête exacte, laquelle est de la forme essentielle de sa procédure, & ne peut être suppléée par aucune autre connoissance, quelque évidente qu'elle soit ; comme ces autres mots le donnent à entendre ; *Si per prædictam informationem repereris*. Aussi l'Arrêt du 6 Août 1661, déclara qu'il y avoit abus dans la célébration du Mariage qu'un garçon du Diocèse de Châlons avoit contracté avec la permission de son Evêque, en conséquence d'une dispense que le Pape lui avoit adressée ou à son Official, avant que d'avoir procédé à l'enquête. Pour faire cette procédure régulièrement, il faut 1°. Que les Impétrans lui présentent une Requête, par laquelle ils le prient d'accepter la Commission de Sa Sainteté, & de fulminer son Rescript. 2°. Qu'il ordonne que l'une & l'autre seront communiquées au Promoteur, lequel requiert au bas de la Requête, qu'avant de faire droit, lesdits impétrans & les témoins se présenteront pour être interrogés. 3°. Qu'il leur assigne un jour à cet effet ; l'usage est dans

Manière d'y procéder.

dans cette matiere, comme en toute autre civile & criminelle, de laisser aux parties le choix des témoins, ce qui n'est pourtant pas sans inconvénient, puisque l'expérience nous apprend tous les jours, qu'elles choisissent souvent ceux qu'elles croient disposés à dire tout ce qu'elles voudront. Si cependant le Promoteur auquel l'enquête doit être pareillement communiquée, les juge suspects, il peut les reprocher & en faire entendre d'autres qu'il administrera d'office. Ducaffe, Tome II, pag. 212, veut qu'on les fasse assigner par le ministère d'un Huissier, & nous avons connu un sçavant Official dans le voisinage de Paris, qui n'en admettoit point d'autres, fondé sur l'art. V de l'Ordonnance de 1667, au titre des Enquêtes, qui porte que les témoins seront assignés pour déposer par Ordonnance du Juge. Il semble en effet que dans une matiere aussi intéressante, où il s'agit de l'état & du repos des familles, qu'on ne peut prendre trop de précautions; & Fromageau, au mot *Dispense*, cas 3, fait mention d'un Arrêt dont il ne donne point la date, mais qui semble être de l'an 1695, où à peu près, qui a cassé l'information d'un Official faite sans assignation, & ordonne qu'il seroit procédé à une nouvelle, aux termes de l'Ordonnance. Cependant comme cette enquête n'est point proprement un acte de la Jurisdiction contentieuse que l'Ordonnance a eu en vue, & que l'assignation des témoins jette quelquefois dans des frais considérables, l'usage contraire a prévalu dans les Officialités, non-seulement des Provinces de Paris & de Reims, mais encore de presque tout le Royaume.

Faut-il que les témoins soient assignés ?

Il faut, 4<sup>o</sup>. Qu'il nomme un Greffier, soit clerc, soit laïque, car la qualité est indifférente pour cette fonction, auquel il fera prêter serment de s'acquitter fidèlement de sa charge, & qui écrira les dépositions. Ce serment doit s'exiger pareillement tant des témoins que des parties, lesquels levant la main vers le Ciel, prometttront de dire la vérité sur tout ce dont ils seront enquis. Il faut régulièrement que les témoins soient au nombre de quatre pour le moins, faisant tous profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, non serviteurs, domestiques, alliés ou parens des parties, sur quoi il faut les interroger. On fait pourtant au défaut d'autres une exception pour les parens, mais seulement quand il s'agit de bien constater la consanguinité ou l'affinité, attendu qu'ils en sont ordinairement mieux instruits que des étrangers, 5<sup>o</sup>. Il doit les interroger

Ils doivent régulièrement être au nombre de quatre.

séparément, & faire à chacun d'eux lecture du Bref, le leur expliquant en François d'une manière intelligible, ensuite leur demander ce qu'ils savent sur chacune des causes alléguées par les impétrans, s'arrêtant sur-tout à celles qui sont répétées dans le corps de la signature, parce que ce sont celles qu'on regarde comme finales, & qui ont déterminé le Saint Pere à accorder la grace. Quand le degré de la parenté n'est pas clair, il est très-à-propos de leur faire détailler la généalogie, afin de s'assurer qu'ils ne parlent pas légèrement. Si les Parties ont allégué la diffamation ou autre semblable cause, il faut aussi leur faire dire par quelle voye ils en ont connoissance, & si elle n'est point fondée sur de simples oui-dire, lesquels n'entrent point en preuve. 6°. La déposition de chacun étant rédigée par le Greffier, il doit la lui faire lire en l'interpellant de déclarer s'il y persiste, & s'il n'a rien à y ajouter ou retrancher, ensuite la signer conjointement avec tous les deux : en cas qu'il ne sache ou ne puisse le faire, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui lui en aura été faite. Si après que les témoins ont été entendus sur un fait, tel qu'est le degré de la parenté, il ne se trouve pas vérifié suffisamment, & que les parties veuillent à cet effet produire des titres & autres pièces écrites, comme des contrats de Mariage, des extraits baptistaires, &c. il en doit dresser un état sommaire, & le joindre à l'enquête.

Il faut, 7°. Qu'il entende les parties aussi séparément, & qu'il s'enquerra soigneusement si leur nom, surnom & Diocèse sont les mêmes que ceux qui sont mentionnés dans le rescript, parce que l'erreur dans l'un ou dans l'autre passe communément pour essentielle, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus ; si elles l'ont demandé ou fait demander, ou du moins si elles l'acceptent & entendent en faire usage ; si elles ont connoissance de l'empêchement qui a été déclaré au Saint Pere, & pourquoi, nonobstant icelui, elles veulent contracter ensemble : si outre celui-là, elles n'en connoissent point d'autre, quoique moins considérable, qui les en rende incapables, & qu'elles aient omis d'exposer, si leur parenté n'est point double ou triple, ce qui peut se rencontrer dans les cas marqués à l'article de la parenté : si elles n'ont point eu ensemble de commerce criminel avant de présenter leur supplique, ou après : si ce n'est point dans la vue d'obtenir plus facilement la dis-

Il faut approfondir leurs dépositions & s'enquérir par quelle voye ils ont appris ce qu'ils déposent.



penle. Si ( lorsqu'il s'agit d'une dispense *in contracto* ) elles ont cessé le commerce conjugal, aussitôt qu'elles ont eu connoissance de l'empêchement. Quand la dispense est *in formâ pauperum*, il doit encore leur demander à quoi monte la valeur de leur bien, tant en fonds qu'en meubles & marchandises. Tout ceci doit s'observer par le Commissaire de l'Evêque, comme par celui du Pape ou de l'Official.

Il faut enfin qu'il fasse dresser de tout ce que dessus par son Greffier, un procès verbal conçu en cette forme ou autre équivalente. *L'an mil sept cent soixante, le . . . Octobre avant ou après midi, Nous P. . . . commis par M. l'Official du Diocèse de N. . . . & en vertu de son Ordonnance rendue le . . . Sept. de la même année, à la Requête de N. . . . & de M. . . . aux fins d'être dispensés de l'empêchement canonique de parenté qui se trouve entr'eux, étant dans notre maison presbytérale, & accompagnés de M. N. . . . T. . . . que nous avons nommé pour faire en cette partie fonction de Greffier, & qui nous a prêté le serment en tel cas accoutumé, avons procédé à l'enquête, & entendu tant les témoins qui nous ont été administrés, que les supplians dénommés ci-dessus, en la manière qui suit.*

Modèle du procès-verbal que le Commissaire doit dresser.

10. *Est comparu Nicolas B. . . . Marchand, demeurant dans la Ville de H. . . . lequel après avoir prêté entre nos mains serment de dire vérité, enquis quel âge il a, quelle Religion il professe, s'il est serviteur, domestique, parent ou allié des Supplians, & en quel degré, a répondu que . . . Lecture à lui faite, tant de ladite Requête, que de l'Ordonnance, & enquis s'il a connoissance du degré de parenté qui est entr'eux, a déclaré le bien sçavoir, attendu que ledit P. . . . & ladite M. . . . ont eu pour bisayeul & pour bisayeule R. . . . &c. . . . enquis s'il est vrai que lesdits P. & M. ont vécu ensemble dans une si grande familiarité & avec telle liberté, que la réputation de cette fille en ait souffert une atteinte considérable, & qu'il y ait juste sujet de croire qu'elle ne trouvera pas à se marier avec d'autres, a répondu que . . . Lecture à lui faite de sa déposition, & enquis si elle contient vérité & s'il y persiste, a répondu qu'elle contient vérité & qu'il y persiste, & a signé avec nous & ledit Sieur N. T. Greffier, ou a déclaré ne sçavoir signer, de ce interpellé suivant l'Ordonnance.*

20. *Est comparu les mêmes an & jour que dessus, M. Jacques*  
Gg ij

. . . bourgeois, demeurant à, &c. le reste comme ci-dessus.

30. Est comparu les mêmes an & jour que dessus P. Suppliant, auquel il faut demander ce qui est marqué ci-dessus, No. 7.

40. Est comparu les mêmes an & jour que dessus M. Suppliante, à laquelle il faut faire les mêmes demandes.

Desquelles dépositions, réponses & déclarations nous avons dressé le présent procès-verbal pour servir ce que de raison, & a signé ledit Sieur N. T. Greffier, avec nous les mêmes jour & an que dessus . . . . N. T.

L'original de ce  
procès-verbal doit  
être remis au  
Greffier de l'Offi-  
cialité.

Ce procès-verbal avec la Requête des parties, l'Ordonnance de l'Official & autres pièces, doit être remis en original au Greffier de l'Officialité (ou au Secrétariat de l'Evêché, si la dispense est émanée de l'Evêque) afin qu'en conséquence, & sur le vu d'icelui, il déboute les Supplians, si l'enquête n'est pas concluante en leur faveur, après l'avoir communiqué au Promoteur & pris ses conclusions. En ce cas, il doit par la Sentence leur défendre de se fréquenter, & les condamner à quelque aumône, pour réparation de l'injure qu'ils ont faite à Sa Sainteté, en cherchant à la surprendre. Si l'enquête est en leur faveur, il doit entériner leur Bref, & en rendre une autre, dans laquelle il dira, qu'après avoir reçu avec tout le respect qui lui est dû, le Bref de Notre Saint Pere Clement . . . en date du 4. des Calendes, expédié par les soins de M. . . . Banquier Expéditionnaire en Cour de Rome, demeurant à Paris, & par lui certifié véritable, en bonne & due forme, & conçu en ces termes, Clement, &c. à lui présenté par N. . . . & M. . . . avec leur Requête, par laquelle ils l'ont prié de procéder à son entérinement, il s'est très-diligemment informé & enquis de l'exposé fait par lesdits Supplians à Sa Sainteté, en entendant tels & tels témoins qui lui ont été administrés, suivant l'usage & les formalités requises, & qu'ayant connu, tant par leurs dépositions, que par les déclarations & affirmations qui lui ont été faites par les Parties même, qu'il contient une exacte & entière vérité, il leur permet en vertu du pouvoir à lui donné par Sa Sainteté de contracter ensemble Mariage publiquement & en face d'Eglise, & de vivre comme maris & femmes légitimes, nonobstant le quatrième degré de parenté dont il les dispense; déclarant que les enfans qui en proviendront ou qui pourroient être déjà provenus du mauvais commerce qu'ils ont eu ensemble, supposé qu'il y en ait eu effectivement, sont légitimes, capables par conséquent des Ordres, Bénéfices & autres effets Ecclésiastiques.

Si l'Official avoit omis de prononcer sur la légitimation des enfans, il le pourroit faire après coup par une nouvelle Sentence, disent Sanchez, Lib. VIII, disp. 7, No. 17; & Corradus, Lib. VIII, cap. 2, No. 37, qui accordent ce pouvoir à celui même qui lui succède, soit par mort, soit par démission; quoique le plus sûr dans l'un & l'autre cas, soit de renvoyer à Rome & d'y en demander un nouveau. Le Confesseur qui a fait la même obmission, peut la réparer de la même manière, quand même son Bref seroit déchiré, pourvu que celui de qui il le tient vive encore; car s'il est décédé, il faut du moins pour plus grande sûreté recourir au Pénitencier. Cette légitimation s'accorde en vue & en considération du Mariage, à la légitimité duquel elle supplée: aussi produire-elle son effet dans toute son étendue, non-seulement pour les effets ecclésiastiques, mais encore pour les effets civils, ainsi que nous l'avons prouvé à l'article du défaut de naissance, par le sentiment commun des Canonistes, auxquels on peut joindre Fevret, Liv. V, chap. III, No. 6, où il soutient que pourvu que la grâce ait été demandée par les parties de leur vivant, elle a son effet rétroactif en faveur de leurs enfans, quoiqu'elle n'ait été accordée & expédiée qu'après le décès de l'une des deux.

L'Official & le Confesseur qui ont omis de légitimer les enfans le peuvent après coup.

C'est au Curé qui célèbre le Mariage, à garder la Sentence de fulmination pour sa propre sûreté, en cas qu'on l'inquiète. Quant à la Bulle même elle peut être remise aux parties, & si l'une ou l'autre vient à se perdre, on recourra au Registre des Insinuations, sur lequel on les transcrit tout au long. Lorsqu'il reconnoît que l'Official a été trompé par de fausses dépositions ou autrement, il doit l'en avertir au plutôt, afin qu'il réforme sa Sentence sur de nouvelles conclusions que prendra le Promoteur; mais si on n'a point d'égard à ses avis, & qu'on veuille absolument passer outre, il se contentera de remontrer charitablement aux parties, les suites funestes d'un Mariage qu'elles savent être nul devant Dieu, parce qu'il ne lui est pas permis de refuser les Sacremens à ses Paroissiens qui les lui demandent publiquement, excepté dans les cas marqués ailleurs.

*Extraits des Mémoires du Clergé sur tout ce que nous venons de dire.*

Bénédiction nuptiale. Sa nécessité.

L'Eglise s'est toujours servie de bénédictions, de prières, de cérémonies & du ministère des Prêtres dans la célébration du mariage des Chrétiens. Cet usage constant établit la nécessité de la bénédiction nuptiale & du ministère des Prêtres. T. V, page 720, 721, 722.

Mariage à la Gomaine.

Dans les Assemblées générales de 1670 & 1675, on délibéra sur l'article des mariages entre Catholiques & Huguenots, faits par un simple Acte au Curé, par lequel, sans son consentement, les deux parties lui déclarent qu'ils se prennent pour mari & femme. Il fut résolu d'écrire une Lettre circulaire à tous les Prélats de France, pour les exhorter de faire une Ordonnance Synodale, portant excommunication contre toutes sortes de personnes qui assisteront à de pareils Mariages; & que l'Assemblée demanderoit un Arrêt, faisant défenses aux Notaires d'autoriser ces sortes d'Actes. T. V, p. 716 jusqu'à 722.

L'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 5 Septembre 1680, porte défenses à tous Notaires, à peine d'interdiction, de passer à l'avenir aucuns Actes, par lesquels les hommes & les femmes, sur les refus qui leur sont faits par les Evêques ou Curés, de leur conférer le sacrement de Mariage, se prennent pour mari & femme, à la charge, par lesdits Prélats & Curés, de donner des Actes par écrit, qui contiendront les causes de leur refus, quand ils en seront requis. Cet Arrêt n'est ni rapporté ni indiqué dans les Mémoires du Clergé.

Par la Déclaration du 15 Juin 1697, Sa Majesté ordonne que les conjonctions des personnes lesquelles se prétendent mariées, en conséquence des Actes qu'ils auront obtenu du consentement réciproque avec lequel ils se seront pris pour mari & femme, n'emporteront aucuns effets civils en faveur des prétendus conjoints & des enfans qui en peuvent naître, lesquels seront privés de toutes successions directes & collatérales. Défenses à tous Juges, à peine d'interdiction & même de privation de leurs charges, d'ordonner aux Notaires de délivrer des Actes de cette nature, & à tous Notaires de les expédier, sous peine, &c. T. V, p. 767.

Les Juges Royaux ne peuvent ordonner à un Curé de donner

la bénédiction nuptiale, ou célébrer un Mariage : les parties, sur le refus du Curé, doivent se pourvoir pardevant l'Official, & par appel par devant le Métropolitain, & en cas d'abus, par appel au Parlement. C'est l'espèce de l'Arrêt rendu au Parlement de Paris sur les conclusions de M. l'Avocat Général de Lamoignon, le 10 Juin 1692, contre les Juges de Vitri. T. V, p. 1050 & suiv.

L'esprit de l'Eglise est que les fidèles se disposent à ce Sacrement par la confession de leurs péchés, & par la communion. Quelques Conciles en font un précepte, au moins pour la confession, les autres ne contiennent qu'une simple, mais vive exhortation. C'est le règlement du Concile de Trente, *Seff. 24, cap. 1, de ref.* des Conciles de Sens en 1528, de Narbonne en 1551, & de Reims en 1564. T. V, p. 635-651-653-656.

Du Concile de Rouen en 1581, de ceux de Bordeaux & de Tours en 1583, de celui de Bourges en 1584, & de celui d'Aix en 1585. T. V, p. 659-666, 667-669-674-676.

On ne doit célébrer les Mariages que dans les Eglises Paroissiales. Les Evêques ne doivent en permettre la célébration ailleurs, *nisi urgente causa*. C'est le règlement du Concile de Narbonne en 1551, & de l'assemblée de Melun en 1579. T. V, p. 653-657.

On ne doit point célébrer des Mariages dans les temps défendus par l'Eglise, qui sont l'Avent & le Carême.

C'est le règlement du Concile de Trente, *Seff. 24, cap. X, de ref.* T. V, p. 638.

Des Conciles de Narbonne en 1551, & de Reims en 1564. T. V, p. 652-655.

De ceux de Rouen en 1581, de Reims, de Bordeaux & de Tours en 1583, de Bourges en 1584. T. V, p. 659-662-666-670-674.

Du Concile d'Aix en 1585, & de celui de Narbonne en 1609, T. V, p. 676-680.

L'art. 23 du cahier présenté au Roi Charles IX, y est conforme. T. V, p. 689.

Le Concile de Bordeaux en 1624, comprend dans cette défense la fête de S. Joseph dans le Carême. T. V, p. 687.

Les mêmes Conciles ne permettent la célébration des Mariages que depuis le lever du soleil jusqu'à midi. C'est le règlement du Concile de Sens en 1528, de l'assemblée de Melun en

Dispositions au  
Mariage. Temps  
heure & lieu pour  
le célébrer, & au-  
tres réglemens.

240 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 1579, des Conciles de Reims, de Bordeaux & de Tours en  
 1583, de ceux de Bourges en 1584, de Toulouse en 1590, &  
 de Narbonne en 1609. T. V, p. 651-656-661-662-666-669-  
 674-678-681.

Le Concile de Reims en 1583, veut que la bénédiction du  
 lit suive de près celle des époux, où elle a coutume de se faire,  
 & qu'on ne la diffère point jusqu'à la nuit, *propter aliquorum*  
*petulantiam quæ eo maxime tempore effrenis esse conspiciuntur.* T. V,  
 p. 662.

Un Concile de Bayeux tenu en 1300, ordonne aux Curés de  
 défendre publiquement dans leurs Eglises, sous peine d'excom-  
 munication, qu'aucun époux n'entre en religion sans le consen-  
 tement de l'Evêque. Le même Concile ordonne aux Curés &  
 aux autres Prêtres, de consulter l'Evêque dans les cas douteux  
 concernant le Mariage. T. V, p. 648.

Faveur des Ma-  
 riages. Autorité  
 des Princes.

Les Cours Séculières font observer que la souveraine puissance  
 temporelle n'a pas moins d'étendue dans les Mariages des Chré-  
 tiens, que l'Eglise, & qu'une grande partie des empêchemens  
 dirimens étoient établis par les Loix civiles, avant que l'Eglise  
 eût fait des Canons. Qu'il est vrai que depuis plusieurs siècles  
 dans l'Eglise d'Occident, les Souverains, pour en dispenser leurs  
 sujets, s'en rapportent à la prudence des Supérieurs Ecclésiasti-  
 ques: mais que cette pieuse coutume n'est pas de tous les siècles  
 ni de tous les Etats: & que les Loix de l'Empereur Zenon,  
 font un témoignage certain, qu'en ce temps-là les Empereurs  
 accordoient ces dispenses. T. XI, p. 580, 581.

A l'égard de la faveur des Mariages, l'Edit de Novembre  
 1666, porte qu'à l'avenir tous sujets taillables qui auront été  
 mariés avant ou dans la vingtième année de leur âge, seront  
 exempts de toutes impositions, contributions & autres charges  
 publiques, sans y pouvoir être employés qu'ils n'aient vingt-  
 cinq ans révolus, comme aussi tout pere de famille qui aura dix  
 enfans vivans non Prêtres, Religieux ni Religieuses; si ce n'est  
 qu'aucuns desdits enfans soient morts portant les armes pour  
 Sa Majesté, auquel cas il sera réputé vivant. Veut aussi Sa Ma-  
 jesté, que les Gentilshommes qui auront dix enfans, non Prê-  
 tres, &c. & vivans, si ce n'est qu'ils soient morts au service,  
 jouissent de mille livres de pension, & ceux qui en auront douze,  
 de deux mille livres. T. V, p. 747, 748, 749.

Ces privilèges & exemptions accordées aux peres de famille,  
 ayant

ayant dix ou douze enfans, ont été révoqués par la Déclaration du 13 Janvier 1683. T. V, p. 754.

Par la Déclaration du 21 Avril 1692, les contrats de Mariage passés en présence de Sa Majesté, & reçus par les Secrétaires d'Etat, doivent être exécutés, portent hypothèque du jour de leur date, & ont la même force & vertu, que s'ils avoient été reçus par des Notaires. La minute doit en demeurer entre les mains du Secrétaire d'Etat qui les aura reçus, lequel pourra délivrer des expéditions. Et néanmoins pour la commodité des parties, veut Sa Majesté qu'il en soit déposé une copie par lui signée par collation chez un Notaire, qui en pourra délivrer des expéditions, comme s'il en avoit reçu la minute. T. V, page 759.

Contrats de Mariage.

Les formalités & les règles qui doivent s'observer dans la célébration des Mariages, se trouvent principalement dans le Concile de Trente, *Seff.* 24. Dans l'article 27 du cahier présenté au Roi Henri IV par l'Assemblée de 1605. Dans l'art. 40 de l'Ordonnance de Blois. Dans la Déclaration du 26 Novembre 1639, portant règlement sur l'ordre qui doit être observé en la célébration du Mariage. Dans l'Edit du mois de Mars 1697. T. V, p. 633 & *suiv.* 690 736-741 & *suiv.* 760 & *suiv.*

Forme de la célébration des Mariages.

On les trouve aussi dans plusieurs Arrêts du Parlement de Paris, rendus en forme de règlement, & entr'autres dans celui du 15 Mars 1687, pour l'exécution de l'article 40 de l'Ordonnance de Blois, concernant la forme de la célébration des Mariages, sur-tout des enfans de famille; & dans celui du 15 Juin 1691. T. V, p. 1018-1048.

L'Arrêt du Conseil d'Etat du 13 Décembre 1681, porte défenses à tous Curés & Prêtres, même à ceux dont les paroisses sont situées dans des Diocèses étrangers, de célébrer aucuns Mariages entre les sujets de Sa Majesté, si ce n'est en observant ce qui est prescrit par les règles de l'Eglise & par les Ordonnances. T. V, p. 1007.

L'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 5 Mai 1710, enjoint à tous Curés & Prêtres d'observer les Edits, Ordonnances & Arrêts intervenus sur la validité des Mariages. L'Arrêt du même Parlement du 5 Septembre 1710, règle ce qui concerne les Registres. T. V, p. 1096-1681.

Peines contre les Prêtres, les con-

Les Conciles punissent de la peine de suspension, & privent de

Tome IV. II. Partie.

H h

traîtres & autres  
qui violent les  
Loix de l'Eglise &  
de l'Etat sur le  
Mariage.

242 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*

l'exercice de leurs fonctions les Prêtres qui célèbrent des Mariages sans y observer les Loix prescrites par les saints Decrets & les Ordonnances.

C'est le réglemeut du quatrième Concile de Latran en 1215, du Concile de Trente, *Seff. 24, cap. 1, de ref.* d'un Concile de Bayeux en 1300, & de celui de Narbonne en 1551. T. V, p. 629-634, 635-647, 648-653.

De ceux de Rouen en 1581, de Bordeaux & de Tours en 1583, de Bourges en 1584, d'Aix en 1585, de Narbonne en 1609, & de Bordeaux en 1614. T. V, p. 658-659-665 671-674-676-680-683-684-685.

L'Edit de Mars 1697 porte, qu'il sera procédé extraordinairement contre les Curés ou Prêtres, tant séculiers que réguliers, qui célébreront sciemment des Mariages entre des personnes qui ne sont pas effectivement de leurs Paroisses, sans en avoir la permission par écrit des Curés de ceux qui les contractent, ou de l'Evêque Diocésain, & qu'outre les peines canoniques que les Juges d'Eglise pourront prononcer contre eux, ceux qui auront des bénéfices soient privés pour la première fois de la jouissance de tous les revenus de leurs Cures & Bénéfices, à la réserve de ce qui est absolument nécessaire pour leur subsistance, ce qui ne pourra excéder la somme de six cents livres dans les plus grandes villes, & de trois cents livres par-tout ailleurs. Qu'en cas d'une seconde contravention ils soient bannis pour neuf ans. Que les Prêtres séculiers qui n'auront point de Bénéfices, soient condamnés pour la première fois au bannissement pendant trois ans, & en cas de récidive pendant neuf ans; & qu'à l'égard des Prêtres réguliers, ils soient envoyés dans un Couvent de leur Ordre, tel que leur Supérieur leur assignera hors des provinces qui leur seront marquées par les Arrêts, sans y avoir aucune charge, fonction, ni voix active & passive, & que lesdits Curés & Prêtres puissent, en cas de rapt fait avec violence, être condamnés à plus grandes peines lorsqu'ils prêteront leur ministère pour célébrer des Mariages en cet état. T. V, p. 762.

L'Arrêt du Parlement de Paris, rendu en forme de réglemeut le 15 Mars 1687, concernant la forme de la célébration des Mariages, y assujettit les Curés & les Vicaires, sous peine d'être punis comme fauteurs du crime de rapt, suivant la rigueur des Ordonnances. T. V, p. 1019.



Le Concile de Vienne en 1312, déclare excommuniés & dénoncés *ipso jure*, les personnes qui contractent *in gradu consanguinitatis vel affinitatis prohibito, vel cum Moniali*. Même règlement *in Professo & Professa vel constituto in Sacris*. Le quatrième Concile de Latran, *can. 51*, déclare illégitimes les enfans nés de ceux qui ont contracté *etiam ignoranter in gradu prohibito*. Le Concile de Bayeux en 1300, prononce la même peine. T. V, p. 628-630-647.

Le Concile de Trente veut qu'on sépare, sans espérance de réhabilitation ou de dispense, ceux qui sont mariés *intra gradus prohibitos* sciemment ou même dans l'ignorance, s'ils ont négligé les solemnités requises dans la célébration des Mariages. Ce même Concile prononce excommuniés, infâmes & inhabiles à toutes dignités le ravisseur, & ceux qui l'auront aidé de leurs avis, secours & protection. T. V, p. 636, 637.

Les Conciles Provinciaux de France ordonnent aux Curés de rechercher soigneusement ceux qui ont contracté Mariage contre les Loix de l'Eglise, de les dénoncer à l'Evêque, afin qu'ils soient excommuniés s'ils persistent dans leur conjonction illégitime. C'est le règlement du Concile de Narbonne en 1551, de celui de Tours en 1583, de ceux de Bourges & de Toulouse en 1584 & 1590, & de Narbonne en 1609, T. V, p. 653-654-668-674-678-681.

L'Edit de Mars 1697, porte que le procès soit fait à tous ceux qui auront supposé être les peres, meres, tuteurs ou curateurs des mineurs, pour l'obtention des permissions de célébrer des Mariages, des dispenses de Bans & des main-levées des oppositions formées; comme aussi aux témoins qui auront certifié des faits qui se trouveront faux, à l'égard de l'âge, qualité & domicile de ceux qui contractent; & que ceux qui seront trouvés coupables desdites suppositions & faux témoignages, soient condamnés, sçavoir les hommes à faire amende honorable & aux galeres, ou au bannissement, s'ils ne sont pas capables de subir ladite peine de galeres, & les femmes à faire pareille amende honorable & au bannissement. T. V, p. 762 & *suiv.*

L'Arrêt de règlement rendu au Parlement de Paris le 15 Juin 1691, porte, qu'il sera procédé extraordinairement, & par punition exemplaire, contre ceux qui supposeront des faits contraires à la vérité, touchant l'âge, l'état & le domicile de ceux qui veulent contracter Mariage, soit pour obtenir des dispenses

244 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
de bans, soit pour la célébration des Mariages.

Guy Coquille, sur la Coutume de Nivernois art. 15, dit qu'on uisoit de la peine d'écheller en Jurisdiction Ecclésiastique, ceux qui sont convaincus avoir à leur escient deux femmes épousées en même temps. Il paroît par le Canon 8 du Concile de Tours en 1236, que c'est un ancien pouvoir des Juges d'Eglise, & que ce n'étoit pas la seule peine dont on punissoit la bigamie. T. VII, p. 1287, 1288.

Juges des causes  
de Mariage.

Les Juges d'Eglise en sont les seuls Juges compétens. On doit cependant distinguer deux questions à l'égard du Mariage; la première de fait, comme s'il s'agit de sçavoir si un homme est marié ou non; la seconde de Droit, comme s'il s'agit de sçavoir si le Mariage contracté entre un tel & une telle, est légitime. Le Juge séculier ne peut connoître que de la première, & la connoissance de la seconde est entièrement réservée à l'Eglise. T. VI, p. 53.

Par l'article 27 du cahier présenté au Roi en 1606, le Clergé supplie Sa Majesté d'ordonner qu'à l'avenir nuls de ses Officiers, même des Cours Souveraines, n'entreprendront la connoissance des causes de Mariage principalement & incidemment, en quelque maniere que ce soit, mais seront tenus de les renvoyer en entier par devant les Juges d'Eglise. Cet article fut accordé, à la charge que lesdits Juges d'Eglise seront tenus de garder les Ordonnances de Blois, même en l'art. 40. L'article 12 de l'Ordonnance de 1606, a été tiré de cette réponse. T. V, p. 690, 691-738-739.

L'article 2 du cahier de l'assemblée de 1665 porte, que les Chambres de l'Edit ne puissent connoître des appellations comme d'abus de la célébration des Mariages. Il fut répondu, qu'à l'égard des Mariages faits dans les Eglises des Catholiques ou pardevant leur propre Curé, les Officiaux des Evêques en connoitroient. S'ils sont faits aux Temples de ceux de la R. P. R. ou pardevant leurs Ministres, si le défenseur est de la R. P. R. les Juges Royaux en connoîtront, & par appel les Chambres de l'Edit. T. V, p. 713 & suiv.

Par l'article 25 de l'Edit de Melun du mois de Fevrier 1580, Sa Majesté défend à ses Juges qu'es causes de Mariages pendantes pardevant les Juges d'Eglise, ils fassent défenses de passer outre au jugement d'icelles, sous prétexte de rapt, sans grande & apparente raison; & néanmoins seront tenus les délateurs ou

parties instigantes, faire instruire & mettre en état de juger ladite instance de rapt dans un an ; à faute de ce faire, sera passé outre au jugement desdits Mariages par les Juges d'Eglises. T. V, p. 738.

Les Parlemens & les Conseils du Roi ont souvent renvoyé ces sortes de causes aux Juges d'Eglise. Papon, dans son recueil d'Arrêts, en rapporte quelques-uns dans cette espèce. T. V, p. 775.

Par Arrêt du Parlement de Paris du 5 Mars 1633, rendu en forme de règlement, il a été jugé que les Lieutenans criminels ne doivent connoître ni directement ni indirectement des causes où il est question des promesses de Mariage ; & que le Lieutenant criminel de Paris ne doit point renvoyer les parties pour être mariées au Curé de Saint Sulpice, mais à leur propre Curé ou à l'Official. Autre Arrêt du même Parlement du 9 Juillet 1671, qui infirme la procédure faite par le Lieutenant Général de la Rochelle, concernant la validité d'un Mariage, lui défend de connoître des causes de cette qualité, & enjoint de les renvoyer au Juge d'Eglise, si ce n'est en cas d'appel comme d'abus..... L'Arrêt du Conseil privé du 28 Décembre 1684, casse un Arrêt du Parlement de Metz, rendu dans une cause de Mariage & renvoie les parties pardevant l'Official de Tours, & ordonne qu'en cas d'appel comme d'abus, les parties sur icelui procéderont au Parlement de Paris. L'Arrêt du Parlement de Paris du 2 Août 1700, casse une Sentence du Sénéchal de Saumur, rendue dans une cause de Mariage, comme ladite Sentence ayant été mal, nullement & incompétemment rendue, fait défenses audit Sénéchal de prendre connoissance de pareille matière. T. V, p. 817-944-1008 & suiv. 1070 & suiv.

L'article 39 de l'Ordonnance de 1629, enjoint aux Juges d'Eglise de juger les causes de Mariage, conformément à l'Ordonnance de Blois. Le Clergé fit ses remontrances, & demanda qu'on n'obligeât point les Juges d'Eglise à juger conformément aux Ordonnances, mais suivant les saints Decrets & Constitutions de l'Eglise, seule règle de leurs jugemens. La remontrance a été trouvée juste. T. V, p. 692, 693.

Le 2 Janvier 1626 se présenta cette question au Parlement de Paris. Si l'Official de Paris avoit pu refuser de signer une monition, pour avoir révélation d'un prétendu inceste commis par une femme, duquel peu auparavant sur la demande faite parde-

246 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
vant lui par le mari, pour résoudre le Mariage, il l'avoit préjugée innocente par Sentence rendue au profit de ladite femme. Les parties furent mises hors de cour & de procès. T. V, page 811 & *suiv.*

Le Juge d'Eglise peut connoître incidemment d'une inscription en faux contre une promesse de Mariage. L'appel comme d'abus de la Sentence de rétention du Juge d'Eglise de cette inscription en faux, est dévolutif & suspensif. Ces deux points ont été jugés par Arrêt du Parlement de Paris du 8 Juin 1626. T. V, p. 814 & *suiv.*

Cette compétence des Officiaux, est fondée sur ce qu'il est de l'équité & du soulagement des parties, que le Juge d'Eglise étant compétent de la cause principale, il puisse connoître des faits posés incidemment par forme de défenses & d'exception, quand ils servent au jugement de la cause. M. l'Avocat Général Talon a porté la restriction où elle peut l'être, en autorisant le Juge d'Eglise à en connoître seulement, afin d'être instruit de la cause principale, & non à l'effet de prononcer sur le crime & de punir ceux qui l'ont commis. Quant à la seconde question, le même Magistrat représentât que dans ces circonstances l'appel comme d'abus est suspensif, qu'il n'en faut pas juger comme dans le cas de correction & de discipline, dans lesquels il est seulement dévolutif, & que l'Official ayant passé outre, il y avoit abus. T. V, p. 1101 & *suiv.*

Il ne faut pas conclure de ce préjugé, que les Cours séculières approuvent que les Juges d'Eglise connoissent généralement de tous les incidens qui se présentent dans les Mariages. Il y en a d'exceptés.

Si un particulier qu'on a forcé de donner une promesse de Mariage, & qui a obtenu des Lettres pour être restitué, étoit cité devant le Juge d'Eglise en accomplissement de cette promesse, ce particulier alléguant pour défenses ses lettres de restitution, les Cours séculières prétendent que les Cours d'Eglise ne pourroient en connoître. Ainsi jugé au Parlement de Paris le 9 Juin 1611. Motifs de cette Jurisprudence. T. V, p. 1101.

De même aussi Fevret soutient, après plusieurs Auteurs, que si le fiancé qui est cité en accomplissement des promesses de Mariage, allégué que la fiancée est de mauvaise vie, & qu'elle s'est abandonnée depuis ou avant les promesses; ou si la fiancée qui est citée, pose en fait qu'elle a été offensée en son honneur,

& qu'elle a reçu des injures de son promis, l'Official ne peut appointer les parties à faire preuve ; & s'il le fait il y a abus. Cet Auteur cite un Arrêt de Dijon, & un autre du Parlement de Bretagne, qu'il dit l'avoir ainsi jugé. Nous avons des Arrêts rendus au Parlement de Paris, qui sont contraires à cette Jurisprudence. T. V, p. 1103.

Les Juges d'Eglise ne peuvent connoître des dommages & intérêts. Un Official ayant, après longues procédures, séparé deux mariés, & condamné le mari aux dommages & intérêts, sur l'appel comme d'abus, fut dit par Arrêt du Parlement de Paris du 12 Août 1356, que l'Official avoit abusivement jugé, en prononçant des dommages & intérêts, pour lesquels fut fait renvoi devant le Juge laïc. T. V, p. 775-1105.

Les Juges d'Eglise sont-ils compétens pour connoître des Mariages que des enfans de famille ont contracté sans le consentement de leurs parens, & qu'on prétend, sur ce fondement, être la suite d'un rapt de séduction ?

C'est une maxime des Cours séculières que ces causes ne peuvent être portées aux Officialités, & que les Officiaux ne sont point Juges de l'opposition formée par des parens, qui n'agissent pour empêcher le Mariage de leurs enfans que par des intérêts de famille, qu'il ne s'agit pas de *scedere*, dans leurs moyens d'opposition. Un grand nombre d'Arrêts ont été rendus sur ce fondement ; mais ces Arrêts qui ne prononcent que sur des faits entre particuliers, ne faisant point de règle générale, n'empêchent point les Officiaux de prononcer sur ces questions quand elles leur sont portées. T. V, p. 1112, 1113-1126, 1127, 1128.

Sur les plaintes d'une fille d'avoir été engagée dans un mauvais commerce sous promesse de mariage, c'étoit un ancien usage des Officialités, de permettre d'amener sans scandale, & de constituer prisonnier celui qui faisoit refus d'accomplir ses promesses. Cette procédure a été abrogée par la Jurisprudence des Arrêts, & ensuite par les Ordonnances. L'article 17 de l'Ordonnance d'Août 1670, tit. 10, y est précis. T. V, p. 1105, 1106.

Les Juges Royaux ne peuvent ordonner à un Curé de célébrer un Mariage. Les parties doivent, sur le refus du Curé, se pourvoir pardevant l'Official, & par appel pardevant le Métropolitain, & en cas d'abus, par appel au Parlement. Ainsi jugé au

248: *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
Parlement de Paris le 10 Juin 1692; contre les Juges de Vi-  
try, sur les conclusions de M. de Lamoignon. T. V, p. 1050  
& *suiv.*

Les Canonistes ont prétendu que les causes de séparation de biens entre les mariés doivent être traitées devant le Juge d'Eglise, lorsqu'elles sont proposées accessoirement à celles de divorce; cet usage avoit même prévalu dans plusieurs provinces du Royaume, & avoit été confirmé par la disposition de quelques Coutumes. Cela est exprès dans celle du Bourbonnois. Les Cours séculières jugeroient présentement qu'il y auroit abus, si le Juge d'Eglise, qui connoit de la séparation à *thoro*, vouloit connoître accessoirement de la séparation de biens entre les mariés. Il y a long temps que cette Jurisprudence est établie en France. T. V, p. 1134 & *suiv.*

Les causes qui regardent les Mariages, sont toutes laissées au jugement & à la juridiction de l'Evêque seul, sans que les Doyens, les Archidiacres même dans leurs visites, les Officiaux forains & autres Juges inférieurs, ayent le droit d'en prendre connoissance, quand même il y auroit entre eux & l'Evêque un procès pendant au sujet d'en connoître. C'est la disposition du Concile de Trente, *Seff. 24, cap. 20, de ref.* L'Assemblée de Melun en 1579, renouvelle cette disposition avec quelques changemens. T. VI, p. 97, 98-101.

Le Parlement de Rouen, par Arrêt du 30 Juillet 1699, sur l'appel comme d'abus de la Sentence rendue par l'Official du Doyenné de Lisieux, touchant une opposition à la publication des bans, a prononcé qu'il avoit été mal, nullement & abusivement procédé & jugé par cet Official, & a renvoyé les parties procéder pardevant l'Official du Diocèse. T. V, page 1068 & *suiv.*

Suivant le Concile de Trente, *Seff. 24, cap. 20, de ref.* une partie qui est véritablement pauvre, n'est point obligée de plaider hors de sa Province, dans une cause qui regarde le Mariage, ni en seconde ni en troisième instance, à moins que la partie adverse ne lui veuille fournir les alimens & les frais du procès. T. VI, p. 97. T. VII, p. 1402.

Oppositions aux  
Mariages. Quel-  
les personnes rece-  
vables à former  
des demandes en

L'Arrêt de règlement rendu au Parlement de Paris le 15 Juin 1691, fait défenses à tous Curés, Vicaires & Prêtres, lorsqu'il y aura des oppositions à des Mariages, de procéder à leur célébration sans avoir auparavant des main-levées desdites oppositions

sitions. Leur enjoint d'avoir des Registres pour y transcrire les oppositions qui pourront être formées à la publication des Bans & à la célébration des Mariages, & les désistemens & main-levées qui en seront données par les parties, ou prononcées par les jugemens qui interviendront, & de faire signer lesdites oppositions par ceux qui les feront, & les main-levées par ceux qui les donneront. Et en cas qu'ils ne les connoissent pas, de le faire certifier par des personnes dignes de foi, que ceux qui donneront lesdites main-levées sont les personnes dont il y sera fait mention. T. V, p. 1049.

nullité, ou à interjetter appel comme d'abus ?

Les demandes en déclaration de nullité de Mariage, ne peuvent être formées que par les personnes qui y sont intéressées, & qui souffrent lésion dans la célébration. La lésion peut regarder l'ordre public dans la discipline de l'Eglise & dans la police de l'Etat, ou les particuliers pour leurs propres intérêts. Il n'y a que la partie publique qui soit recevable à se plaindre de la lésion qui regarde l'ordre public, comme sont les Promoteurs dans les Officialités, & les Procureurs du Roi dans les Cours séculières. Deux questions principales se sont présentées sur ce sujet.

1°. Lorsqu'il n'y a point de partie civile qui demande qu'un Mariage soit déclaré nul, si ce Mariage qui est paisible & concordant, n'ayant pas été célébré avec les solemnités prescrites, les Promoteurs peuvent ils requérir qu'il soit déclaré nul ? Avant la Déclaration de Juin 1697, les Cours séculières ne laissoient point aux Promoteurs la liberté de troubler un Mariage paisible & concordant, qui avoit été contracté contre les solemnités ordinaires. On peut en voir les preuves dans l'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 16 Février 1672, suivant les conclusions de M. Talon. M. Bignon parla dans les mêmes maximes le 7 Juin 1639. Le même Magistrat portant la parole le 12 Mai 1633, cita à ce sujet un Arrêt rendu en 1618 au même Parlement : mais la Déclaration du 15 Juin 1697, a laissé plus de liberté aux Promoteurs pour la réhabilitation de ces Mariages. T. V, p. 1128 & *suiv.* 764 & *suiv.*

2°. La question qui regarde la faculté des Curés pour le bon ordre & l'édification de leur Paroisse, d'interjetter appel comme d'abus de la célébration des Mariages de leurs Paroissiens faite par d'autres Prêtres, sans leur permission & celle de l'Evêque, se présenta à juger au Parlement de Paris au mois de Décembre

1693. La Cour déclara le Curé non recevable dans son appel, & renvoya les contractans pardevant le Diocésain pour recevoir pénitence, & procéder à la célébration de leur Mariage, si faire se doit.

Diverses sortes  
de Mariages

Il y a plusieurs observations à faire sur le Mariage des enfans de famille.

10. Les Loix de l'Eglise & de l'Etat défendent aux enfans de famille de se marier sans le consentement par écrit de leurs pere, mere, tuteurs ou curateurs. C'est un des articles du règlement général de l'Assemblée de Melun en 1579; du Concile de Bordeaux en 1624. L'article 17 du cahier présenté au Roi Henri IV en 1606 par l'assemblée du Clergé, y est conforme. T. V, p. 657, 686 & 690.

Les Ordonnances de nos Rois portent les mêmes défenses, & ordonnent la peine d'exhérédation. C'est la disposition de l'Edit de Henri II du mois de Février 1556, touchant les Mariages clandestins; de l'Ordonnance du Roi Charles IX, du mois de Janvier 1560, de l'Ordonnance de Blois qui enjoint aux Curés, Vicaires & autres, de s'enquerir soigneusement de la qualité de ceux qui voudront se marier, & s'ils sont enfans de famille ou étant en la puissance d'autrui; leur défend, Sa Majesté, de passer outre à la célébration desdits Mariages, s'il ne leur apparait du consentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, sous peine d'être punis comme fauteurs du crime de rapt. Veut aussi Sa Majesté que les Ordonnances ci devant faites contre les enfans contractans Mariage sans le consentement de leurs pere, &c. soient gardées, même celles qui permettent en ce cas l'exhérédation. L'article 25 de l'Edit de Melun y est conforme, ainsi que l'art. 2 de l'Ordonnance du 26 Novembre 1639, & l'Edit de Mars 1697. T. V, p. 726 jusqu'à 764.

C'est aussi la Jurisprudence des Arrêts. L'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 16 Octobre 1592 en forme de règlement, déclare & ordonne, quelque émancipation & quelques lettres de bénéfice d'âge que des filles mineures de vingt-cinq ans pourront obtenir, qu'il ne leur est point permis de contracter Mariage sans le consentement de leurs parens. L'Arrêt de règlement rendu au même Parlement le 15 Mars 1637, renouvelle la disposition de l'article 40 de l'Ordonnance de Blois. T. V, p. 878-1617. & *suiv.*

29. M. Bignon portant la parole le 20 Mai 1667, prouve



que l'Ordonnance qui fait défenses aux enfans de famille de se marier sans le consentement des peres & meres, devoit être en usage, & avoir lieu dans les endroits de l'Amérique sujets au Roi. Néanmoins par l'Arrêt qui fut rendu sur un appel comme d'abus de la célébration d'un Mariage fait en Amérique par un fils de famille mineur sans le consentement de ses pere & mere, les parties furent mises hors de Cour. T. V, p. 875 & *suiv.*

3°. Il n'est pas également sûr que l'Ordonnance qui prescrie aux enfans de famille d'avoir le consentement de leurs peres & meres, doive être suivie à l'égard des sujets du Roi qui se marient hors des Etats de Sa Majesté. Par Arrêt du Parlement d'Aix du 11 Juin 1662, il fut jugé que le Mariage d'un fils de famille François & mineur, fait dans Avignon suivant les formes de cette ville, sans le consentement du pere, & sans proclamation de bans, après dispense valable, étoit légitime. Par un autre Arrêt rendu au Parlement de Paris le 26 Mars 1624, le Mariage d'un fils de famille François, célébré en Lorraine avec une femme du pays, selon la forme du Concile, a été déclaré bon & valable, nonobstant le défaut de consentement des pere & mere du François. T. V, p. 829 & *suiv.* 883 & *suiv.*

4°. Les Parlemens ont permis, en certains cas, à des enfans de famille de se marier contre le consentement des parens.

C'est l'espèce de l'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 28 Novembre 1690, qui permet à un fils de famille majeur, de passer outre à la célébration de son Mariage, & déclare n'y avoir abus dans la Sentence de l'Official qui avoit ordonné qu'il seroit passé outre à la célébration du Mariage. Le même Parlement a rendu un autre Arrêt dans ces maximes le 11 Janvier 1691. T. V, p. 1035 & *suiv.*

Par Arrêt rendu au même Parlement, le 30 Juillet 1664, le Mariage fait contre le consentement de la mere & tutrice, par un mineur de dix-sept ans de la Religion Prétendue Réformée, qui s'étoit converti à la religion Catholique, & qui deux ans après étoit rentré dans son erreur, & s'étoit joint à sa mere pour faire déclarer son Mariage nul, a été déclaré valable. Autre Arrêt rendu au Parlement de Paris le 31 Mars 1703, sur un appel comme d'abus d'un Mariage fait par une veuve mineure, sans le consentement de ses pere & mere, par lequel la Cour a dit

n'y avoir abus. T. V, p. 833 & *suiv.* 1087 & *suiv.*

5°. Il a été jugé au Parlement d'Aix le 9 Mai 1665, qu'un frere n'est pas recevable à s'opposer au Mariage de sa sœur mineure, fait du consentement de sa mere & tutrice. T. V, p. 864 & *suiv.*

6°. Par l'article 43 de l'Ordonnance de Blois, il est défendu à tous tuteurs d'accorder ou consentir le Mariage de leurs mineurs, sinon avec l'avis & le consentement des plus proches parens d'iceux, tant paternels que maternels, sous peine de punition. L'Arrêt du Parlement de Paris du 23 Mai 1598, porte défenses à un tuteur de procéder au Mariage d'une fille mineure, sinon par l'avis commun des parens, & à personne de condition fortable. T. V, p. 737-776.

7°. La Déclaration du 26 Novembre 1639, porte injonction aux fils qui excèdent l'âge de trente ans, & aux filles qui excèdent celui de vingt-cinq, de requérir par écrit l'avis & conseil de leurs peres & meres pour se marier sous peine d'être exhérédés par eux, suivant l'Edit de l'an 1556. Cette disposition de l'Ordonnance a introduit l'usage de faire, par ceux qui ont accompli l'âge marqué, des sommations aux peres & meres de consentir à leur Mariage. Ces sommations qui sont de très-grande importance, n'étoient le plus souvent attestées que par un Sergent. M. le Procureur Général du Parlement de Paris, requit le 27 Août 1692, pour le bien public, qu'elles ne pussent être faites qu'en vertu de la permission qui en seroit demandée au Juge Royal du domicile des pere & mere, qui leur seroit accordée sur requête, & que ces sommations seroient faites, dans la ville de Paris, par deux Notaires Royaux, ou par un Notaire Royal, en présence de deux témoins domiciliés, à peine de nullité: c'est ce qui fut ordonné par l'Arrêt de règlement du 27 Août 1692. T. V, p. 744-1064 & *suiv.*

8°. Les Cours séculieres ont souvent déclaré nuls les Mariages contractés par des enfans de famille mineurs de vingt-cinq ans, contre la volonté de leurs parens. Ces Cours apportent le rapt de séduction pour fondement de leur Jurisprudence; elles présument que ces Mariages sont une suite de la séduction.

Surquoi les Cours d'Eglise font observer qu'il est dangereux de faire une règle générale, que le rapt de séduction est le fondement de tous les Mariages contractés par des enfans de famille avant l'âge de vingt-cinq ans, sans le consentement de

leurs peres, &c. qu'il est vrai qu'en certains cas la séduction pourroit être présumée, mais que cette présomption étant détruite, soit par la conduite des enfans, ou par une dureté évidente des parens, on ne peut déclarer nuls leurs Mariages, sans favoriser l'erreur des Protestans, ou supposer les maximes des anciennes Loix Romaines sur l'autorité des peres dans les Mariages de leurs enfans. On observe encore que plusieurs Magistrats ont justifié les Cours séculieres du reproche qu'on leur fait d'avoir introduit une Jurisprudence contraire aux saints Decrets. Ces Magistrats déclarent qu'ils ne prétendent point que les parens peuvent de leur autorité rendre nuls les Mariages de leurs enfans, ce qui seroit la doctrine condamnée par le Concile de Trente. Le défaut de consentement n'est donc pas, suivant les Cours séculieres, le motif de cette Jurisprudence, mais la séduction ou subornation des enfans qu'on souleve contre leurs parens. Deux ou trois considérations particulieres sont une nouvelle preuve, que c'est ainsi qu'on doit prendre cette Jurisprudence. On voit aussi des Arrêts dans lesquels les Parlemens sont entrés dans ces maximes, & ont jugé n'y avoir rapt de séduction, ni abus dans les Mariages des enfans de famille, quoique contractés sans le consentement des parens. On les a rapporté ci-dessus, p. 251.

9°. Les Loix Romaines étoient beaucoup plus dures que les nôtres. Elles laissoient à la prudence des parens le pouvoir de retenir leurs enfans sous leur puissance autant qu'ils le vouloient, & pendant que les enfans n'étoient pas émancipés, ils ne pouvoient se marier sans le consentement de leurs peres, quoiqu'ils fussent dans un âge avancé. T. V, p. 1110.

A l'égard des Mariages clandestins, voyez ci-dessus *Empêchement de clandestinité*.

Par la Déclaration du 26 Novembre 1639, Sa Majesté ordonne que les majeurs contractent leurs mariages publiquement & en face d'Eglise, avec les solemnités prescrites par l'Ordonnance de Blois; & déclare les enfans qui naîtront de ces Mariages, que les parties tiennent cachés pendant leur vie, incapables de toutes successions, aussi bien que leur postérité. T. V, p. 745.

La même Déclaration porte la même peine contre les enfans qui sont nés des femmes que les peres ont entretenus, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie; comme aussi

254 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
contre les enfans procréés par ceux qui se marient après avoir  
été condamnés à mort, même par Sentences rendues par défaut;  
si avant leur décès ils n'ont été remis au premier état suivant  
les Loix du Royaume. Cette disposition est confirmée par l'Edit  
de Mars 1697, tant à l'égard des femmes qu'à l'égard des hom-  
mes. T. V, p. 745-763.

Un Evêque venant à se marier, bien qu'un tel Mariage fut  
nul, il est constant que la régale seroit ouverte dans l'Evêché  
par ce Mariage. T. XI, p. 687, 688.

Par le quarantième des articles secrets de l'Edit de Nantes,  
les Prêtres & les personnes Religieuses, ne doivent point être  
recherchées & molestées pour le regard des Mariages déjà con-  
tractés. T. I, p. 2068-2077-2079.

Le 22 Janvier 1693, il fut jugé au Parlement de Paris sur  
les biens d'un Religieux Apostat mort sans enfans, que sa veuve  
qui l'a épousé dans la bonne foi, doit prendre les droits &  
conventions matrimoniales, & que le reste des biens doit être  
adjudgé au Roi & aux Seigneurs hauts Justiciers, dans l'étendue  
de la Justice desquels ils se trouvent situés. T. IV, p. 2034  
& *suiv.*

Pendant que l'exercice de la Religion Prétendue Réformée  
étoit permis, les Prêtres & les personnes Religieuses n'ont pu  
se marier, même après avoir fait profession de la Religion Pré-  
tendue Réformée.

Ainsi jugé par Arrêt contradictoire du Parlement, rendu en  
la Chambre de l'Edit le 22 Août 1640, contre un Curé Apostat.  
Plaidoyers des Avocats & de M. Talon en cette cause. T. I,  
p. 2091.

L'Arrêt du Parlement de Rennes du 13 Novembre 1641,  
défend à tous Ministres de marier des Prêtres ou des Religieux  
Apostats, sous peine d'être punis comme perturbateurs du repos  
public. T. V, p. 2091, 2092.

Louis XIII ayant consulté l'Assemblée générale du Clergé,  
convoquée en 1635, sur cette question, *Si les Mariages des  
Princes du Sang qui peuvent prétendre à la succession de la Cou-  
ronne, & particulièrement de ceux qui en sont les plus proches &  
présomptifs héritiers, peuvent être valables & légitimes, s'ils sont  
faits non-seulement sans le consentement de celui qui possède la Cou-  
ronne, mais en outre contre sa volonté & sa défense?* L'Assemblée,  
après avoir pris l'avis de la Faculté de Théologie & des Com-

munautés Religieuses de Paris, conclut d'un commun avis, que les Coutumes des Etats peuvent faire que les Mariages soient nuls, & non valablement contractés, quand elles sont raisonnables, affermies par une prescription légitime, & autorisées de l'Eglise. Que la Coutume de France ne permet pas que les Princes du Sang, & sur-tout les plus proches, & qui sont présomptifs héritiers de la Couronne, se marient sans le consentement du Roi, beaucoup moins contre sa volonté, que tels Mariages sont nuls & illégitimes. T. V, p. 693 & suiv.

Le second Concile de Tours en 527, frappe d'excommunication les vierges & les veuves qui, après s'être consacrées à Dieu par le vœu de chasteté, se marient, ainsi que ceux qui les épousent; sur-tout si elles ont alors atteint l'âge de vingt-cinq ans. T. V, p. 640, 641.

Les Conciles de Tours en 1431, d'Angers en 1448, & de Narbonne en 1609, ainsi que l'Assemblée de Melun en 1579, après avoir approuvé les secondes & ultérieures nœces, condamnent les jeux indécens, dits communément *Charivaris*, qui s'y font, sous peine d'excommunication contre ceux qui y contribuent. T. V, p. 648, 649, 650-656-682.

Par l'Edit de François II, concernant les secondes nœces, les femmes veuves ayant enfans ou enfans de leurs enfans, si elles passent à de nouvelles nœces, ne peuvent, en quelque façon que ce soit, donner de leurs biens meubles, acquêts, ou acquis par elles d'ailleurs que de leur premier mari, bien moins leurs propres, à leurs nouveaux maris, pere, mere ou enfans d'icelux maris. Et à l'égard des biens à icelles veuves, acquis par dons & libéralités de leurs défunts maris, elles n'en peuvent & n'en pourront faire aucune part à leurs nouveaux maris, & seront tenues de les réserver aux enfans communs d'entre elles & leurs maris, de la libéralité desquels iceux biens leur seront venus.

T. V, p. 731, 732.

M. Talon portant la parole le 4 Septembre 1632, examine trois questions concernant le Mariage des veuves qui ont pere & mere. 1°. Si une fille veuve âgée de seize ans, peut contracter valablement Mariage contre la volonté de ses pere & mere. 2°. Si en contractant elle est sujette à l'exhérédation. 3°. Si le pere peut accuser de rapt celui qui a épousé contre son consentement sa fille veuve, mais âgée seulement de seize ans. Sur le principe que cette veuve est émancipée par le Mariage, & qu'elle

256 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
n'est plus sous la puissance de pere & de mere, il établit 1°. la validité du Mariage. 2°. La nullité de l'exhérédation. 3°. Qu'il n'y a ni Loi ni Ordonnance précise, laquelle ait établi l'action de rapt, & partant la peine de mort contre celui qui épouse une veuve L'Arrêt fut rendu dans ces maximes. M. Portail portant la parole le 31 Mars 1703, paroît établir des principes différens sur le Mariage des veuves mineures, qui se marient contre le gré de leurs pere & mere. T. V, p. 887 & suiv. 1091 & suiv.

L'Edit du mois de Mars 1697, concernant les formalités qui doivent être observées dans les Mariages, a changé cette Jurisprudence en ce qui concerne l'exhérédation. *Ajoutant à l'Ordonnance de 1556, dit Sa Majesté, & à l'article 2 de celle de 1639, permettons aux peres & aux meres d'exhérer leurs filles veuves, même majeures de vingt-cinq ans, lesquelles se marieront sans avoir requis par écrit leur avis & conseil.* T. V, p. 763.

L'Arrêt rendu au Parlement de Paris le 31 Mars 1703, sur un appel comme d'abus d'un Mariage fait par une veuve mineure, sans le consentement de ses pere & mere, déclare qu'il n'y a abus. Cet Arrêt a été rendu sur le fondement qu'il n'y avoit point de preuves de rapt de séduction, le pere même ne s'étant plaint que long temps après le Mariage célébré. T. V, p. 1087 & suiv.

Les Conciles ordonnent aux Curés d'user de grandes précautions à l'égard des étrangers qui veulent se marier, & de ne point procéder à la célébration de ces sortes de Mariages, sans avoir pris l'avis des Evêques. C'est la disposition du Concile de Trente, *Seff. 14, cap. 7.* T. V, p. 637.

C'est aussi le règlement du Concile de Narbonne en 1551, & de l'Assemblée de Melun en 1579, des Conciles de Reims & de Bordeaux en 1583, de ceux de Bourges en 1584, d'Aix en 1585, & de Narbonne, en 1609. T. V, p. 653-657 662-666 674, 675 677 681.

A l'égard des Mariages des sujets du Roi en pays étrangers, 1°. Par la Déclaration du 16 Juin 1685, Sa Majesté défend à tous ses sujets François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs enfans, ou ceux dont ils seront tuteurs ou curateurs, se marient en pays étrangers, sans sa permission expresse, à peine des galères à perpétuité à l'égard des hommes, & de bannissement perpétuel pour les femmes, 2°. L'Arrêt du Conseil d'Etat du 13 Décembre

1681,

1681, porte défenses à tous Curés & Prêtres, même à ceux dont les Paroisses sont situées dans des Diocèses étrangers, de célébrer aucuns Mariages entre les sujets de Sa Majesté, si ce n'est en observant ce qui est prescrit par l'Eglise & les Ordonnances du Royaume. T. V, p. 755-1007.

I. Par Arrêt rendu au Parlement de Paris le 3 Septembre 1681, sur l'appel comme d'abus de la célébration d'un Mariage contracté par une personne qui avoit fait profession solennelle de Religion, après une Sentence du Juge d'Eglise, qui a déclaré la Profession nulle, de laquelle Sentence il y avoit appel, & avant le jugement duquel la personne étoit décédée, la Cour a dit qu'il n'y avoit abus. T. V, p. 971 & *suiv.* Autres Mariages.

II. Par l'Arrêt rendu au même Parlement le 15 Mars 1674, le second Mariage d'une femme, après une absence de quarante ans de son mari, a été déclaré non valablement contracté, avec défenses de prendre la qualité de veuve de son prétendu second mari. T. V, p. 953 & *suiv.*

III. Il a été jugé au Parlement d'Aix par Arrêt du 9 Mai 1665, que le Mariage du fils d'un Avocat à la fille de sa Cliente, est valable, quoique célébré au préjudice des défenses du Juge. T. V, p. 864 & *suiv.*

IV. Les Loix défendent le Mariage de la pupille avec le fils de son tuteur; mais cette prohibition ne s'étend point au procureur. T. V, p. 950, 951.

V. L'Edit de Décembre 1639 défend les Mariages des servantes avec les maîtres. Avant cet Edit, ces Mariages ont été déclarés légitimes par divers Arrêts, entr'autres par celui du Parlement d'Aix, rendu en Janvier 1664. T. V, page 823 & *suiv.*

Si nous avons des Arrêts, dit un Avocat Général du Parlement de Provence, portant la parole le 14 Mars 1689, qui ont donné atteinte aux Mariages faits par des maîtres avec leurs servantes, ce n'est pas précisément sur l'inégalité des conditions, mais sur la clandestinité, ou par quelqu'autre défaut. T. V, p. 1031.

I. C'est une Jurisprudence observée parmi nous, qu'un enfant conçu & né avant le Mariage, est légitimé par le Mariage subséquent. C'est la disposition de l'Arrêt rendu au Parlement de Provence au mois de Janvier 1654. T. V, p. 823 & *suiv.* Légitimation des enfans conçus & nés avant le Mariage.

II. Cette légitimation n'est point de Droit divin, elle n'a été

258 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
admise que par le Droit positif des Décrétales, ce qui même n'a pas été universellement reçu dans l'Eglise. Dumoulin assure qu'elle n'est point admise dans l'Angleterre, lequel usage est pareillement attesté par le sieur Castelnau dans ses Mémoires. T. V, p. 857, 858.

III. Elle n'est point reconnue parmi nous pour les enfans adultérins & incestueux ; la fiction du Mariage ne pouvant leur être appliquée au temps de leur conception. La clause de leur légitimation qui se trouve dans les dispenses de Rome, est regardée comme abusive ; elle est contraire à la disposition du Concile de Trente. Elle ne peut opérer autre chose qu'une simple dispensation *quoad spiritualia*, à l'effet seulement de rendre ces enfans capables des ministères de l'Eglise. T. V, p. 858, 859-861, 862.

C'est la disposition d'un célèbre Arrêt rendu au Parlement de Paris le 11 Décembre 1664, qui déclare nullement & abusivement impétrée & exécutée en ce qui concerne la légitimation des enfans, une dispense obtenue en Cour de Rome, portant permission de contracter Mariage au second degré de consanguinité & premier degré de cognation spirituelle, avec légitimation des enfans procréés avant le Mariage. T. V, p. 848-864.

Dispenses &  
rescrits pour le  
Mariage.

I. Le Parlement de Paris, par son Arrêt du 9 Juillet 1668, rendu en forme de règlement, fait défenses à toutes personnes de contracter Mariage à l'avenir avec des personnes qui auront fait des vœux & obtenu des rescrits pour les déclarer nuls, que ces rescrits n'aient été entérinés auparavant, à peine de la vie contre l'un & l'autre des contrevenans. T. V, p. 906 & *suiv.*

II. La question, que c'est au Roi & non à Rome qu'il faut aller pour la restitution contre le désistement d'un rescrit de Cour de Rome, a été jugée par Arrêt du Conseil du 23 Décembre 1676. T. V, p. 993, 994.

III. Par Arrêt du Grand Conseil du 3 Septembre 1670, les appellans comme d'abus de l'obtention & fulmination d'une dispense, pour contracter Mariage au second degré d'affinité accordée par le Vice-Légat d'Avignon, ont été déboutés de leur appellation comme d'abus. Leur moyen étoit que le Vice-Légat par ses facultés, n'a pas le pouvoir de dispenser au second degré d'affinité. T. V, p. 908 & *suiv.*



## SECTION III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.

I. **T**OUS les Docteurs Catholiques conviennent que quand le Mariage a été valablement contracté, il produit entre les parties un lien que nulle autorité humaine ne peut rompre. Ils reconnoissent encore presque tous, que cette indissolubilité vient du Droit non-seulement divin, mais encore naturel, parce qu'effectivement on ne pourroit pas sans elle distinguer la fornication d'une alliance légitime parmi les infidèles, mais sur-tout parce que rien n'est plus opposé à l'union qui doit régner entre le mari & la femme, & à la bonne éducation des enfans, que la liberté de se séparer pour toujours l'un de l'autre, & de prendre de nouveaux engagemens à leur fantaisie : aussi l'histoire nous apprend que durant les cinq premiers siècles de la République Romaine, où les mœurs se regloient sur ces principes, cette espèce de divorce a été entièrement inconnue, & que le premier qui en a donné l'exemple, fut un Spurius, dont la conduite ne paroît pas irréprochable à Valere Maxime, liv. II, chap. VII, quoiqu'il s'y fut déterminé par la stérilité de sa femme & le désir d'avoir des enfans. C'est là l'unique fondement de la conduite que l'Eglise garde avec les infidèles quand ils embrassent le Christianisme, car elle les oblige à reprendre leurs premières femmes s'ils s'en sont séparés, & à renvoyer celles qu'ils leur ont substitué, sans en accorder jamais la dispense à aucun, quelque intérêt qu'elle ait à le ménager, ainsi qu'Innocent III l'ordonne au chap. *Gaudemus*, tit. 10 de *divortiis*. Quant au Droit divin, il est marqué dans les termes les plus exprès & les plus clairs, tant dans la Genèse, chap. II, vers. 24, que dans S. Matthieu, chap. XIX, v. 5, 6, où Jesus-Christ interrogé par ses Apôtres sur cette question, leur rappelle l'institution primitive du Mariage, suivant laquelle Dieu a voulu que l'homme quittât ses pere & mere pour s'attacher à sa femme, & ne faire plus avec elle qu'une même chair, d'où il conclut que l'homme ne doit pas séparer ce que Dieu a uni; *Dimittet homo patrem & matrem, & adheret uxori sue, & erunt duo in carne una. Itaque jam non sunt duo sed una caro, Quod ergo Deus conjunxit*

Le Mariage une fois contracté est indissoluble de droit naturel.

K k ij

260 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*homo non separet.* Le Concile de Trente a donc eu raison de frapper d'anathème dans le Canon 3 de sa Session 24, Luther & les Sectateurs, qui avoient avancé que *propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectuatam absentiam* à conjuge dissolvat posse matrimonii vinculum.

Comme Dieu cependant, disent les Théologiens, peut dispenser du Droit naturel, en ce qui ne blesse pas ses premiers principes, soit en changeant ce qui en fait la matière, soit en suppléant par des secours extraordinaires, aux inconvéniens que cause sa transgression, ils estiment communément qu'il l'a fait en faveur du peuple Juif, pour prévenir de plus grands maux dans lesquels sa dureté naturelle n'auroit pas manqué de le plonger, & que par conséquent il a pu user de la permission que Moïse lui a donnée de sa part au chap. XXIV, v. 1, 2, 4 du Deuteronomie, *Scribes libellum repudii . . . & dimittet eam de domo sua.* Les termes qui suivent, *Cumque egressa alteram maritum duxerit . . . non poterit prior maritus recipere eam in uxorem*, montrent que ce divorce emportoit avec lui la rupture du lien, & le silence des Prophètes qui ne lui en ont jamais fait de reproche, montre qu'ils ont pu le faire sans péché. Il a encore accordé en faveur de la Religion Chrétienne, un pareil privilège aux époux infidèles, dont l'un embrasse le Christianisme, tandis que l'autre persévère dans son infidélité. Car s'il est abandonné pour ce sujet par celui-ci, l'Apôtre, 1 Cor. cap. VII, v. 15, nous apprend qu'il ne lui doit plus rien en qualité d'époux, & qu'il peut prendre d'autres engagements; *Quod si infidelis discedit, discedat: non enim servituti subiectus est frater aut soror in huiusmodi.* C'est ainsi que l'Eglise a toujours entendu ce texte, & qu'Innocent III l'explique au chap. *Quanto* tit 19 de *divortiis*. Il y joint à la retraite de l'infidèle d'autres causes qui ne sont pas moins intéressantes; sçavoir, les blasphèmes contre Dieu & sa Religion, les occasions prochaines de pécher mortellement, auxquelles il l'expose, *Si alter infidelium conjugum, (dit-il) ad fidem catholicam convertatur, altero vel nullo modo, vel non sine blasphemia divini nominis, vel ut eam pertrahat ad mortale peccatum ei cohabitare volente, qui relinquitur ad secunda si voluerit vota transibit, & in hoc casu intelligimus quod ait Apostolus, si infidelis discedit, &c.* Le fidèle dans ce cas seroit effectivement bien à plaindre s'il ne lui étoit pas permis de rompre un lien si dangereux pour sa foi, en

Dieu en dispense  
 les époux infidèles  
 dont l'un embrasse  
 le Christianisme.

**SECT. III. Des suites qui suivent la célébration du Mariage.** 161  
 demeurant dans une telle société, ou pour sa chasteté, si en la rompant il n'étoit pas maître de s'en former une autre. La haine irréconciliable que les Juifs, sur-tout, portent à la Religion Chrétienne, a engagé le quatrième Concile de Tolède, non-seulement de le permettre à leurs femmes qui s'y sont converties, mais encore de le leur enjoindre par un précepte exprès dans son Canon 63. Au reste, il faut bien observer que ce n'est pas par le Baptême même que le lien se rompt, mais par le second Mariage que le nouveau fidèle contracte; d'où il s'ensuit que si la seconde femme vient à décéder, il ne peut reprendre la première, qu'en contractant une seconde fois avec elle.

II. La difficulté paroît plus grande, quand l'un des deux époux Chrétiens, & la femme sur-tout, vient à tomber dans le crime d'adultère. Tous les Grecs soutiennent qu'alors le lien est rompu par son infidélité, & que la partie innocente a la liberté de passer à d'autres nœuds. Ils se fondent sur le Texte de Saint Matthieu, chap. XIX, v. 9, où Jesus-Christ dit: *Quicumque dimiserit uxorem suam nisi ob fornicationem, & aliam duxerit machatur*; par où il semble supposer qu'il n'est point coupable s'il fait l'un & l'autre dans le cas dont il s'agit. C'est ainsi effectivement que plusieurs Peres, non-seulement Grecs, mais même Latins, semblent l'avoir entendu, comme Origene, Saint Epiphane, Astere, Theodoret, Lactance, Tertullien, &c. Le contraire a toujours été soutenu, sur-tout par l'Eglise Romaine, & celles qui ont persévéré dans sa communion, & avec beaucoup de raison, parce que l'exception (*nisi ob fornicationem*) ne se rapporte point aux deux membres de la proposition, mais au premier seulement, ainsi que le Sauveur le donne à entendre dans le Chap. V du même Evangeliste, v. 32, où il dit plus nettement, *Omnis qui dimiserit uxorem suam exceptâ fornicationis causâ, facit eam machari, & qui dimissam duxerit, adulterat*. C'est ce qui a fait décider si absolument à l'Apôtre, Rom. VII, v. 2, & 1 Cor. 7, v. 39, que *Mulier, vivente viro, vocabitur adultera si fuerit cum alio viro . . . Mulier alligata est legi quanto tempore vivit vir ejus*. Elle oppose aux Peres qu'on vient de citer, & dont les passages ne sont pas d'ailleurs bien précis, une foule d'autres qui ont traité la question expressément, & dont l'autorité doit par conséquent l'emporter de beaucoup sur la leur, entr'autres Saint Ambroise, cap. XVI in *Zac.* Saint Jérôme, *Epist. ad Oceanum*, Saint Au-

L'adultère rompt  
 il le lien du Mariage.

262. *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 gustin de adulterinis conjugis ad Pollentium, Hermas, *Lib. II Pastoris*, Saint Justin, *apol. 1*, Saint Clement d'Alexandrie, *Stromatum*, *Lib. II*, Saint Gregoire de Nazianze, *Carmines* 2, Saint Chrysostôme *in cap. 7, prima ad Corinth.* Les Peres du Concile de Milève, tenu en 416, qui demandent sur ce point à l'Empereur une Loi, sans doute pour réformer celle que Constantin avoit donnée au contraire, & que Justinien confirma par la suite, & des autres tenus à Soissons en 745, à Frejuls en 781, à Paris en 829, à Nantes en 900, à Bourges en 1031, & à Florence en 1439, sous Eugene IV, qui l'a décidée nettement dans son Décret pour les Arméniens. C'est sur leur tradition que s'est fondé le Concile de Trente, quand il a fait son 7<sup>e</sup> Canon de la Sess. 24, énoncé en ces termes, *Si quis dixerit Ecclesiam errare cum docuit & docet juxta Evangelicam & Apostolicam Doctrinam, propter adulterium alterius conjugum Matrimonii vinculum non posse dissolvi, & utrumque vel etiam innocentem qui causam adulterio non dedit non posse altero conjuge vivente aliud Matrimonium contrahere, macharique eum qui dimissa adultera aliam duxerit, & eamque dimisso adultero alii nupserit, anathema sit.* Il y parle de l'homme comme de la femme, parce qu'il se trouvoit des Théologiens qui estimoient que la condition de l'un & de l'autre en cette matiere, n'est pas égale; son dessein avoit été d'abord de concevoir son Canon dans le stile ordinaire, & de frapper d'anathême ceux qui disent que le lien conjugal est rompu par l'adultere de l'un ou de l'autre des conjoints; mais il crut devoir déferer aux remontrances des Ambassadeurs de la République de Venise, qui avoit alors des Etats de la Grece assez considérables sous la domination, & dont les Habitans, unis à l'Eglise Romaine, auroient pu s'en séparer pour toujours, s'ils se fussent sentis condamnés directement comme Hérétiques: il ne faut pourtant pas en conclure qu'il ne s'y agisse que d'un point de discipline susceptible d'usages différens & opposés; les termes dont il se sert *juxta Evangelicam & Apostolicam Doctrinam*, marquent clairement que c'est un dogme qu'il n'a pas voulu décider, comme appartenant immédiatement à la foi.

La profession  
 Religieuse le  
 rompt quand le  
 Mariage n'a pas  
 été consommé.

III. Il s'est expliqué plus précisément dans le sixième Canon de la même Session, en définissant que le Mariage contracté & non consommé, est rompu quant au lien, par la profession solennelle que l'un des conjoints fait dans un Ordre

SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage. 163  
 Religieux : Si quis dixerit Matrimonium ratum non consummatum per solemnem Religionis Professionem alterius conjugum non dirimi , anathema sit. Les Grecs pensent là-dessus comme les Latins , & Justinien a même poussé le privilège que Dieu accorde à l'état religieux , beaucoup plus loin dans sa dernière Loi du code de *Episcopis & Clericis* , en l'étendant jusqu'à celui qui a été consommé. La décision du Concile avoit été précédée par celles d'Alexandre III , au chap. *Verum & ex publico* au titre *De conversione conjugatorum* , & d'Innocent III , qui commence par ces mots *Ex parte 1* , où ce sçavant Pontife consulté sur la question , répond : *Nos nolentes à vestigiis prædecessorum nostrorum declinare qui respondere consulti , antequam Matrimonium sit per carnalem copulam consummatum , licere alteri conjugum reliquo inconsulto ad Religionem transire , ita quod reliquus ex tunc legitime poterit alteri copulari , hoc ipsum tibi consulumus observandum*. On ne peut disconvenir que la question souffroit avant le Concile de grandes difficultés , & que plusieurs des Peres , entr'autres , le Cardinal de Lorraine , furent d'avis de n'en point faire la matière d'un Canon , ainsi que le raconte Palavicin , hist. Lib. *XXIII* , cap. *IX* ; mais le consentement unanime des Eglises Grecque & Latine , fondé sur une coutume & une tradition très-ancienne , leur a paru un motif suffisant pour les y déterminer. Les preuves de la coutume se voyent dans Saint Augustin , *confess.* Lib. VIII , cap. VI ; Saint Gregoire le Grand , *Dialogor.* Lib. III , cap. XIII , Gregoire de Tours , Lib. *de vitis Patrum* , cap. *ultimo* , le vénérable Bede , Lib. IV , *hisor. Anglic.* cap. XIX , qui rapportent & approuvent la conduite de plusieurs Saints & Saintes , qui touchés du désir d'une vie plus parfaite , se sont séparées de leurs époux pour consacrer à Dieu leur virginité dans des Monastères. Il ne faut pas conclure de là , comme l'ont fait quelques-uns , que le Mariage avant sa consommation n'est pas véritable , ou qu'elle lui est essentielle. C'est une erreur contraire à la définition qu'on vient de rapporter , puisque le Concile décide que le lien est rompu par la Profession , & qu'il n'y auroit point de lien si le Mariage n'étoit pas véritable. Elle est également opposée au sentiment de l'Eglise , qui en reconnoît un légitime & valable entre les vieillards , quoiqu'ils ne puissent pas le consommer , & enfin à l'Ecriture Sainte , qui nous apprend ; Genes. chap. II , qu'Eve , dans le Paradis Terrestre , fut véritablement l'épouse

La validité du  
Mariage ne dépend pas de sa  
consommation.

d'Adam, quoiqu'il ne l'ait connue qu'après qu'ils en eurent été chassés ; & dans Saint Matthieu , chap. 1 , vers. 18 , 19 & 20 , que la mere de Jesus-Christ fut véritablement mariée à Saint Joseph , quoiqu'elle ait toujours été Vierge. Les Canonistes observent sur ce sujet que Alexandre III , dans l'endroit qu'on vient de citer , donne deux mois à l'époux ou à l'épouse qui veut entrer en Religion , pour délibérer , durant lesquels il peut refuser le devoir conjugal ; mais la plupart , après Basile Ponce , Lib. IX , cap. X , conviennent que si elle se laisse forcer , quoique malgré elle , elle perd son droit. 2°. Qu'outre ces deux mois elle a encore l'année entière pour faire son Noviciat. 3°. Que si elle s'est mariée précisément dans l'année de sa puberté , c'est-à-dire à douze ans , elle peut attendre jusqu'à dix-huit , qui est le temps réglé par les Loix pour la Profession Religieuse. 4°. Que si elle passe d'un Ordre à un autre , le Juge peut fixer un temps dans lequel elle sera obligée de faire son choix & de prendre son parti , faute de quoi il l'obligera de retourner chez son époux. 5°. Que si elle affirme avec serment qu'il n'y a point eu de consommation , elle doit être crue , pourvu qu'elle n'ait point demeuré chez lui , *secus* , si elle y a habité , & ce , conformément au chap. *Super eo* , tit. *De eo qui cognovit*. 6°. Que si elle obtient dispense de son vœu & de sa profession , elle peut prendre un autre mari , parce que la profession a rompu le lien qui l'attachoit au premier. Nous ne nous arrêtons point à examiner si le Pape peut par la plénitude de sa puissance , le rompre , soit que les deux parties y consentent , soit que l'une des deux s'y oppose. Nous avons montré ci-dessus , que son indissolubilité vient du Droit non-seulement divin positif , mais encore du Droit naturel , indépendamment de la consommation. La conséquence est aisée à tirer ; car l'Eglise ne peut rien contre l'un ou l'autre. Plusieurs Théologiens cités par Sanchez , *Lib. II , disp. 14* , soutiennent à la vérité le contraire , & rapportent un assez grand nombre de dispenses accordées par Eugène IV , Martin V , Paul III , Pie IV & Gregoire XIII , dans l'un & l'autre cas , mais si les faits sont véritables , il est aisé de répondre avec Dominique Soto *in 4. disp. 17 , quest. 1 , art. 4* , que leur conduite ne fait point Loi , & ne doit pas prévaloir à celle de Jesus-Christ même , qui dit , *Quod Deus conjunxit homo non separet*. C'est à peu près ce qu'a répondu Alexandre III à l'Evêque de Salerne , dans la lettre

Le Pape ne peut pas rompre le lien d'un Mariage non consommé.

SECT. III. Des *fontes* qui suivent la célébration du Mariage. 265  
 lettre que nous lisons in *appendice* Conc. Later. 3, part. 6, cap. 8, 17 & 18, où il convient que quelques-uns de ses prédécesseurs avoient pensé autrement que lui sur ce point: mal-à-propos alléguent-ils que l'Eglise peut dispenser & dispense tous les jours des sermens & des vœux, quoique l'engagement qui en résulte soit de Droit naturel; car elle ne le fait que quand les circonstances ont changé, & que la chose qui en fait l'objet cesse d'être *melius bonum*, ce qu'on ne peut supposer dans la matière dont nous parlons, où un tiers a un intérêt auquel l'Eglise ne peut préjudicier, sans aller contre le commandement de Dieu même.

IV. C'étoit autrefois un usage fort commun parmi les Officiaux qui avoient déclaré un Mariage nul, à cause de quelques-uns des empêchemens dirimans dont nous venons de parler, d'en enjoindre aux parties la réhabilitation. On ne peut disconvenir qu'il n'étoit pas fort régulier, puisque dès qu'un Mariage est déclaré nul, les parties rentrent dans leur première liberté, que ces injonctions gênoient extrêmement. Aussi les Cours Supérieures de ce Royaume ne les souffrent plus depuis longtemps, & ne manquent pas de les déclarer abusives, ordonnant aux Officiaux de borner leur prononcé précisément à sa validité ou à son invalidité; c'est ce que nous apprenons de plusieurs de leurs Arrêts, & sur-tout de celui du 11 Mars 1701, que Brillon rapporte dans son Dictionnaire au mot *Mariage*, N°. 466, lequel a cassé la Sentence de l'Official de N.... qui étoit dans le cas.

On ne peut forcer les parties à réhabiliter un Mariage qui a été déclaré nul.

Les Cours Souveraines ne permettent pas même aux Promoteurs, quoique chargés par office, de veiller sur la discipline des Diocèses, d'attaquer ceux qui se sont ainsi mariés, pour les obliger à se séparer quand ils vivent ensemble paisiblement, & que les peres, meres, tuteurs & autres, qui y ont un intérêt direct, ne s'en plaignent pas, par la crainte sans doute qu'un zèle indiscret ne les porte à troubler la paix & la tranquillité des familles. On en voit la preuve dans les Arrêts du 30 Mars 1606, .... 1618, 12 Mai 1633 & 6 Février 1673, que l'Auteur des Mémoires du Clergé rapporte Tom. V, pag. 1129, après le Journaliste des Audiences. Ils ont été rendus sur les conclusions de M. M. les Avocats Généraux Bignon, Talon, &c. Le premier qui est aussi cité par Fevret, Liv. V, chap. III, N°. 6, le fut par forme de règlement à l'occasion d'une Sen-

Quand le Promoteur peut-il attaquer un Mariage nul?

tence de l'Official de Langres, qui sur le réquisitoire du Promoteur & la dénonciation d'un particulier intéressé dans l'affaire, avoit ordonné la séparation d'un homme & d'une femme mariés depuis huit ans avec toutes les solemnités ordinaires, & qui avoient eu depuis leur Mariage trois enfans, sous prétexte d'un empêchement de parenté du troisième au quatrième, qu'ils avoient ignoré, selon toutes les apparences. Dans l'espèce du dernier il s'agissoit d'un garçon majeur, originaire de Poitiers, qui, contre la volonté de sa mere, avoit été recevoir la bénédiction nuptiale dans le Diocèse de Xaintes, d'un Aumônier de vaisseau, qui n'avoit aucun pouvoir de célébrer des Mariages, & ensuite étoit venu s'établir à la Rochelle. Le Promoteur l'avoit fait appeller à l'Officialité, & obtenu contre lui & sa prétendue épouse, une Sentence qui avoit déclaré le Mariage nul, & leur avoit en conséquence défendu d'habiter ensemble, sous peine des censures ecclésiastiques. Ce fut sur l'appel comme d'abus de cette Sentence que la Cour prononça ; mais après l'avoir déclarée abusive, faisant droit sur les conclusions de M. le Procureur Général, elle condamna les parties à cent livres d'aumône, applicable au pain des Prisonniers, & leur ordonna de se pourvoir devant M. l'Evêque de la Rochelle, pour être de nouveau procédé à leur Mariage, après avoir reçu de lui une pénitence salutaire, & en attendant, leur défend de se hanter & fréquenter. C'est par la même raison qu'elles ne donnent point non plus contre eux d'action aux Procureurs des Seigneurs ou du Roi ; à quoi la défense faite aux Juges subalternes dont nous avons parlé au commencement de cette question, de connoître des causes matrimoniales quant au lien, semble avoir beaucoup contribué. Louis XIV, sollicité par les Evêques du Royaume, y a néanmoins apporté quelque tempéramment, mais dans le cas seulement où la nullité vient de l'absence du propre Curé : c'est dans sa Déclaration du 13

Déclaration du  
Roi sur ce point.

Juin 1697, où il dit, que quelques Archevêques & Evêques lui ont représenté qu'ils trouvent dans leurs Diocèses beaucoup de personnes qui vivent comme dans de véritables Mariages, sur la foi de ceux qu'ils prétendent avoir contractés devant des Prêtres, autres que leurs propres Curés ; que les Procureurs de Sa Majesté ont eu jusqu'alors peu d'attention à exiger la réparation de ce désordre, lorsque les parens ou quelques autres personnes intéressées n'ont point porté les affaires de cette nature devant les Tribunaux



*SECT. III. Des fantes qui suivent la célébration du Mariage.* 267  
*ordinaires de la Justice ; d'où vient que les coupables s'y endurcissent au préjudice de leur conscience & de l'état de leurs enfans , parce qu'ils ne peuvent y apporter remède que dans le Tribunal de la Pénitence.* Pourquoi il permet aux Promoteurs de faire assigner dans la première année de la célébration du Mariage, en cas que ses Officiers n'ayent pas fait leurs poursuites dans le même espace de temps, & après en avoir obtenu de leurs Evêques une permission expresse, ceux qui n'ont point été mariés par les Curés des Paroisses où ils demeurent, aux fins de représenter ausdits Evêques, les actes de la célébration de leur Mariage. Il permet pareillement à ceux-ci, en attendant sa réhabilitation, de les obliger à se séparer un certain temps, s'ils jugent que cela se puisse faire sans un trop grand éclat, & de leur imposer une pénitence salutaire. Il ajoute que si après qu'ils auront été assignés, ils refusent de représenter ces actes dans le temps qui leur aura été prescrit, les Evêques en donneront avis à ses Officiers dans le ressort desquels ils demeurent, qui les obligeront à se séparer par condamnation d'amende & autres plus grandes peines, s'il est nécessaire, sans préjudice du droit qu'ils ont par eux-mêmes de les exclure de la participation des Sacremens, après les monitions convenables, en cas de contumace & de persévérance dans leur désordre. Il n'y a point de doute que quand les Officiers, ainsi avertis & requis, négligent de faire leurs poursuites, les Evêques ne puissent se pourvoir contre eux aux Parlemens par Requête & en déni de Justice.

Les diligences  
doivent se faire  
dans l'an.

Les Curés qui ont dans leurs Paroisses des libertins, & surtout des Protestans, à qui il est plus ordinaire d'aller se marier hors de leurs Paroisses devant les Ministres de leur Religion, doivent donc veiller sur leur conduite avec beaucoup d'attention, afin d'en donner avis à leur Evêque ou à son Promoteur dans le temps prescrit, après lequel ils n'ont plus de secours à attendre de son autorité pour remédier au mal : mais ils ne doivent pas s'aviser d'appeller eux-mêmes comme d'abus de ces Mariages, attendu qu'ils ne sont nullement parties capables pour les attaquer judiciairement, & que cela est réservé à la partie publique, c'est-à-dire, au Promoteur, ainsi qu'il a été jugé au Parlement de Paris le 29 Novembre 1693, contre le Curé de Rethel, Diocèse de Reims, qui s'y étoit pourvu contre le Mariage que deux personnes de sa Paroisse

Le Curé ne peut  
pas en appeler  
comme d'abus.

268 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
avoient été contracter à Paris sans la permission & celle de l'Archevêque, dans la Paroisse de Saint Gervais où ils n'étoient point domiciliés. La Cour jugeant que n'ayant ni intérêt, ni qualité suffisante pour intenter cette action, il auroit dû se borner à exciter contre elles le Ministère public, en portant ses plaintes aux Magistrats qui les auroient renvoyées devant l'Archevêque, pour en recevoir pénitence, & procéder à la réhabilitation de leur Mariage, si faire se devoit.

La réhabilitation doit être publique quand l'empêchement est public.

Il faut convenir que la Jurisprudence qu'on vient de rapporter, est particulière à la France, & même n'est pas très-ancienne; du moins n'étoit elle pas connue du temps d'Alexandre III, lequel consulté par l'Evêque d'Amiens, sur la conduite qu'il devoit garder avec deux de ses Diocésains, mariés ensemble, nonobstant une parenté publique & notoire, qui les en rendoit incapables, répond qu'il étoit de son devoir de poursuivre la dissolution de ce prétendu Mariage; c'est au chap. 3 *Porro*, tit. 19 de *divortis*. Quand un Evêque ou un Curé a déterminé par ses remontrances & ses exhortations, les coupables à sortir du malheureux état où ils vivent, il faut procéder à la réhabilitation de leur Mariage, en cas qu'ils le souhaitent, & leur faire obtenir une dispense de l'empêchement. S'il est public ou de nature à le devenir, comme est presque toujours la parenté, il faut qu'elle se fasse en présence du Curé & des témoins accoutumés, sans fiançailles néanmoins auxquelles ils ont déjà satisfait, mais avec dispense de la publication de trois bans, pour la raison que nous avons marquée ailleurs. Il faut aussi que l'acte en soit mis sur le registre, y attacher la dispense, à moins qu'ils ne veuillent la retenir, auquel cas le Curé en fera mention sur ledit registre, en marquant qu'il la leur a remise, ainsi qu'ils l'en ont requis avec toutes les autres pièces, ce qu'il leur fera signer. S'il est absolument secret & infamant, tel qu'est ordinairement celui qui vient du crime, elle se doit faire aussi en secret & sans témoins, par le simple renouvellement d'un consentement réciproque, afin d'éviter le scandale.

Nous n'ignorons pas qu'il y a de sçavans Canonistes cités par Basile Ponce, *Lib. V, cap. VI*, qui soutiennent avec lui le contraire, sur-tout lorsque le crime est connu de deux personnes qui sont en état de le prouver, parce que le Concile de Trente déclare en général & indistinctement tous les fidèles.

*Secr. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.* 269  
 inhabiles à contracter, autrement qu'en la présence de leur Curé & de deux témoins; mais cette opinion est rejetée par les autres, sur-tout par Fagnan & Navarre *Summe, cap. 22, N<sup>o</sup>. 70*, où il assure que Pie V & la Pénitencerie ont décidé le contraire; Ledesma y ajoute la Congrégation des Cardinaux interprètes du Concile, dont il dit avoir vu la Déclaration: aussi tous les Brefs qu'on prend à la Pénitencerie, portent expressément que le consentement sera renouvelé en secret, *Secretè ad evitanda scandala*. On peut dire de plus avec Ducasse, chap. III, sect. 3, N<sup>o</sup>. 10, que l'Eglise dans ce cas les dispense de la Loi, parce que le motif qu'a eu le Concile en la portant, cesse, & qu'on ne peut pas appréhender que des personnes qui ont contracté publiquement & valablement aux yeux du public, quoique invalidement aux yeux de Dieu, se remarient à d'autres, & passent leur vie dans un adultere continuel. Il seroit pourtant à désirer que ce renouvellement se fit toujours en présence du Curé, & qu'après avoir reçu l'absolution sacramentelle, ils reçussent aussi de nouveau la bénédiction, que plusieurs regardent comme la forme de sacrement de Mariage, pour n'être pas exposés au risque d'en perdre la grace. C'est du moins le parti le plus sûr, & cette pratique qui est recommandée dans quelques Rituels de ce Royaume, n'a rien, ce semble, de contraire au secret dont parlent les Brefs de la Pénitencerie, parce qu'il ne semble exclusif que pour les témoins toujours en plus grand nombre & ordinairement moins discrets que les Curés. Ces termes néanmoins qu'on ajoute aux précédents, *Nullis adhibitis testibus*, ne laissent pas de souffrir de la difficulté dans le sentiment de ceux qui le regardent comme premier témoin.

Et secretè quand  
 l'empêchement  
 est caché.

Il n'y a guères d'affaire plus délicate, & dont le succès soit plus difficile que celle dont nous parlons; c'est pourquoi le Curé qui s'en mêle, doit se conduire avec une extrême prudence, sur-tout lorsque le crime, qui a rendu le Mariage nul, vient du côté de la femme, & qu'elle craint que son mari en étant informé, ne l'abandonne, & refuse de donner un nouveau consentement: au reste, quelque mesure qu'il prenne, il faut que ce mari sçache que le consentement qu'il a donné d'abord, est nul, & le Mariage par conséquent, parce qu'une confirmation ou ratification fondée sur l'erreur, ne serviroit à rien, comme nous l'avons dit ailleurs, en parlant des vœux;

270 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 aussi le Grand Pénitencier ne manque jamais de mettre dans ses Brefs de réhabilitation, la clause *diffa muliere, vel diffa non de nullitate prioris consensus certificato*. Il faut encore que son consentement soit exprimé par paroles de présent, & qu'il dise, *Je vous prends de nouveau pour ma femme*, en termes tels ou équivalens, car ceux-ci *Je vous prendrais volontiers pour ma femme si je ne l'avois pas déjà fait*, ou de simples marques d'affection conjugale, ne sont pas suffisans, du moins celles-ci sont trop équivoques pour qu'on puisse compter dessus. Le parti le plus prudent qu'une femme puisse prendre dans ce cas, est de s'adresser à une personne fort discrète, & qui son mari & elles aient une égale confiance, autre néanmoins que son Confesseur, qui, sans déclarer au premier la véritable cause de la nullité, lui dise que sa femme, laquelle se trouvera présente, a de justes raisons de croire que leur Mariage n'a pas été contracté comme il faut, qu'elle consens de nouveau à le prendre pour son mari, & le prie de la prendre de même pour sa femme, à quoi, si elle acquiesce, l'affaire sera terminée.

Lorsque la nullité ne vient que du défaut de présence du propre Curé, il ne faut point alors de dispense, & il suffit que le consentement réciproque soit renouvelé devant lui; si néanmoins l'acte du Mariage étoit conçu en termes qui puissent donner lieu à l'attaquer dans le for extérieur, il faudroit le renouveler devant quatre témoins, & en mettre un nouveau sur le registre; c'est à quoi on ne doit point manquer quand le défaut est de nature à devenir public. Quand elle vient du défaut de consentement d'une seule partie, qui ne l'a donné qu'intérieurement & par feinte, quelques-uns prétendent qu'elle ne peut le donner que de concert avec l'autre, parce que *consensus ex post facto accedens nihil prodest*; mais ce sentiment est communément rejeté, & la plupart tiennent qu'elle le peut donner de nouveau, même sans en avertir l'autre, dont le consentement est censé persévérer & être virtuellement présent. Il est pourtant très-à-propos que cela se fasse de concert pour se procurer une pleine sécurité, parce qu'il pourroit se faire que l'autre l'eût révoqué, & ne fut pas dans les dispositions qu'on lui suppose. Nous supposons nous-même ici, ce qui est très-véritable, qu'un consentement feint & simulé, quoique exprimé en termes clairs, ne suffit pas pour la validité.

Mesure à prendre pour faire renouveler le consentement.

Il est très-à-propos que cela se fasse de concert entre les parties.

Le consentement feint & simulé, ne suffit pas pour la

**SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.** 271  
 du Mariage, quoiqu'on ne le présume pas dans le for extérieur, & que la partie trompée ne soit pas obligée de le croire. Elle peut de plus la contraindre par la voye des censures, à lui rendre le devoir ; mais comme elles ne se trouveroient dans ce cas fondées que sur de fausses présomptions, l'autre ne seroit pas obligée en conscience d'y déferer avant que d'avoir renouvelé le sien. Une protestation qui auroit précédé le Mariage, & qui n'auroit pas été renouvelée lors de la célébration, ne suffiroit pas pour la mettre à couvert des poursuites. Voyez ce que nous avons dit ailleurs de celles qui précèdent la Profession Religieuse.

validité du Mariage.

Quand l'empêchement, qui vient d'une cause infamante & secrète, est absolument inconnu à l'un & à l'autre, le Curé doit demander pour eux la dispense à la Pénitencerie, & leur en faire usage de la manière qu'on vient de marquer, pourvû qu'il ait lieu de croire qu'ils l'accepteront, & donneront un nouveau consentement ; car s'il est sûr du contraire, ou s'il a un juste sujet de se persuader qu'en leur en donnant connoissance, il occasionnera une séparation scandaleuse & de grandes dissensions, il doit les laisser dans l'ignorance, qui étant accompagnée de bonne foi & moralement invincible, les excuse devant Dieu de péché, pourvû qu'il n'en résulte dans le public aucun scandale. C'est la conduite qu'il doit garder, sur-tout lorsque l'empêchement vient du Droit naturel ou divin, lequel n'admet point de dispense. C'est aussi le conseil que donne Navarre dans son Comment. sur le Canon *Si quis autem*, dist. 7 de *Pœnit.* où il se fonde principalement sur le chap. 6, *Quia circa*, tit. 14, *Lib. IV*, de *consanguinitate*. Lorsqu'il sçait que la nullité qui en provient est certainement connue de l'un des deux, il doit l'empêcher non-seulement de demander, mais encore de rendre le devoir conjugal, & l'avertir qu'il ne le peut faire sans tomber dans le péché de fornication, nonobstant la bonne foi de l'autre. Il y a plus de difficulté quand il n'y a point de certitude, mais du doute seulement ; alors il faut user de distinction : car ou ce doute a précédé la célébration, ou est survenu après, dans le premier cas ayant contracté avec une conscience erronée & de mauvaise foi, il peut à la vérité le rendre mais non pas le demander. Dans le second, plusieurs Théologiens cités par Sanchez *Lib. II*, disp. 41, N<sup>o</sup>. 54, &c. estiment que s'il ne peut absolument découvrir la vérité du fait, il peut l'un &

La partie qui connoît certainement l'empêchement ne peut pas rendre le devoir.

Conduite qu'elle  
doit garder dans  
le doute.

l'autre, parce que son état, disent-ils, est semblable à celui dont l'ignorance seroit invincible ; mais ce sentiment est contraire à la décision du chap. XLIV. *Inquisitione*, tit. 39, *Lib. V, de Sententia Excomm.* où Innocent III dit que, *utrum habeat conscientiam hujusmodi ex credulitate levi & temerariâ an probabili & discretâ : & quidem ad sui Pastoris consilium (conscientiâ levis & temerariâ credulitatis explosâ) licitè potest non solùm reddere, sed exigere debitum conjugale. Verùm cum conscientiâ pulset animum ex credulitate probabili & discretâ, quamvis non evidenti & manifestâ, debitum quidem reddere potest. sed postulare non debet, ne in alterutro vel contra legem conjugii, vel contra iudicium conscientiâ committat offensam.* Il l'est aussi à celles de Saint Thom. in 4, de Saint Bonaventure & de Saint Antonin 3 part. tit. 1, cap. 9. Ce qu'ils enseignent sur l'obligation de rendre, est fondé en bonne raison ; sçavoir, que la Justice ne permet pas de dépouiller un homme qui possède de bonne foi & avec un titre coloré, sur un simple doute, ni même sur une opinion plus probable, & qu'il faut à cet effet avoir une véritable certitude, comme l'observe M. Habert de *Matrim.* pag. 850, tit. de *Ligamine*.

V. Un des principaux devoirs que la Loi tant naturelle que divine, impose aux personnes mariées, est de vivre ensemble, & d'habiter dans la même maison, pourvu néanmoins qu'ils le puissent sans en souffrir un mal considérable : car l'usage approuvé des Pasteurs les plus éclairés & des Docteurs que cite Sanchez, *lib. IX, disp. 4, N°. 15*, nous apprend qu'ils peuvent dans ce cas s'en dispenser, & qu'une femme n'est pas tenue, par exemple, de suivre son mari dans le lieu de l'exil ou jusques dans les galères auxquels il est condamné. Ils peuvent encore vivre séparés, lorsqu'ils y consentent tous deux librement, pourvu encore qu'il n'y ait à craindre ni scandale pour le public, ni incontinence pour eux-mêmes, ni défaut d'éducation pour leurs enfans ; les Auteurs des Conférences de Paris & d'Angers le permettent, sur-tout aux pauvres que la nécessité oblige de servir différens maîtres pour gagner leur vie, & à ceux dont les humeurs sont si incompatibles, qu'il n'y a pas moyen de les faire vivre en paix ; mais celui-ci observe prudemment que, comme il est rare que dans le second cas il ne se rencontre quelque danger, ou de scandale ou d'incontinence, quand ils sont jeunes, les Pasteurs doivent faire tout ce qui dépend

*SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.* 275  
dépend d'eux pour abréger cette séparation, & les réunir au plutôt, sans même épargner le refus de l'absolution dans le Sacrement de Pénitence.

Cette séparation volontaire n'est pas proprement ce qu'on appelle le divorce dont il est si souvent parlé dans les Loix civiles & canoniques qu'on lit au titre 19 de *divortiiis*, Lib. IV : on ne donne proprement ce nom qu'à celle qui se fait contre le gré de l'un des conjoints ; elle emporte ordinairement celle qu'on appelle de corps à *thoro*, souvent celle des biens, & quelquefois toutes les deux ensemble. Les Juges d'Eglise étoient anciennement en possession de prononcer sur la seconde comme sur la première, du moins accessoirement, & Clement III aux chap. II & IV du tit. 20 *De donation. inter virum, &c.* blâme un Juge qu'il avoit délégué pour connoître de la validité ou de la nullité d'un Mariage, de ce qu'ayant séparé une femme de son prétendu mari, il n'avoit pas obligé celui-ci à lui restituer sa dot. Il y est même expressément autorisé par quelques anciennes Coutumes de ce Royaume, sur-tout par celle du Bourbonnois, chap. X, art. 63, & Raqueau sur l'art. 48 de celle du Berry, assure que lors de la réformation de celle-ci, l'Archevêque de Bourges demanda à être maintenu dans ce droit, dont il fut néanmoins débouté. Cela ne souffre plus aujourd'hui de difficulté parmi nous, & s'il entreprenoit d'en connoître, il donneroit indubitablement lieu à un appel comme d'abus. Fevret convient pourtant qu'on ne lui contestoit point de son temps la séparation de corps ou à *thoro*, & que l'usage étoit d'en porter la demande devant lui, parce qu'il s'agit d'affranchir des fidèles du droit qu'ils ont acquis réciproquement sur le corps l'un de l'autre, en vertu d'un Sacrement. D'Héricourt, au titre du *Mariage*, chap. V, N°. 35, avoue aussi que c'est à lui auquel on doit s'adresser quand la demande est formée purement en adhésion, & se borne à obliger une femme, v. g. à habiter avec son mari, & à lui rendre le devoir conjugal, attendu que c'est une suite du lien qui les unit ; à quoi le chap. XXIV *Tua nos*, tit. 24 *De jurcar. Lib. II*, veut effectivement qu'il la contraigne même par censures ecclésiastiques ; mais il remarque que cette espèce se présente rarement. Il n'arrive guères souvent non plus de voir des personnes mariées, s'adresser à son Tribunal, pour y demander précisément une séparation de corps ou à *thoro*, quoiqu'il n'y ait aucune Loi ni aucun Arrêt qui le défende ;

On ne doit guères souffrir la séparation, quoique volontaire, des personnes mariées.

Le divorce est une séparation légale, qui se fait malgré l'un des conjoints.

Les Juges séculiers prononcent accessoirement sur la séparation d'habitation.

comme elle ne se demande presque jamais que conjointement avec celle des biens, les Juges séculiers à qui il appartient de prononcer directement sur celle-ci, se sont mis en possession de prononcer accessoirement sur l'autre, pour ne pas obliger les parties à intenter leur action devant deux Tribunaux différens, ce qui les jetteroit dans de gros frais qu'on veut leur épargner. L'Eglise ne réclamant point contre cette Jurisprudence, est censée l'approuver tacitement, & par conséquent une femme qui a obtenu d'eux une Sentence qui la sépare de son mari quant aux biens & au corps, peut, sans blesser sa conscience, vivre séparée de lui, & lui refuser le devoir conjugal.

Causes légitimes de la demander.

Les raisons que la partie innocente allègue pour y parvenir, doivent être non-seulement vraies, mais de plus, graves & importantes, encore les Juges n'y ont égard qu'après avoir tenté la réunion par toutes les voies que la prudence peut suggérer, sur tout par celle d'une retraite durant cinq ou six mois dans la maison de quelque amie commune; ce fut celle dont le Parlement de Paris se servit, lorsque la Dame de Mailly, en faveur de laquelle M. le Maître prononça le célèbre Plaidoyer que nous lisons dans le recueil de ses ouvrages, y demanda à être séparée d'habitation & de biens de son mari, 'car avant de prononcer sur sa demande définitivement, ce qu'il ne fit qu'en Juin 1633, il ordonna le 10 Février de la même année, qu'elle seroit séquestrée dans la maison & près la personne de Madame de Longueville, que son mari lui payeroit six cents livres de pension, & n'auroit autre liberté que celle de lui rendre visite. Celles que le droit approuve sont, 1°. l'hérésie ou l'apostasie, suivant les chap. *Quanto* & *De illâ, de divortis*, tit. 19, L. 4, parce que son salut court un risque visible dans la société d'un hérétique ou d'un apostat. 2°. La conduite vicieuse d'un époux qui cherche à l'entraîner dans ses désordres, & à l'en rendre complice, au chap. *Quæstio*. Ibid. 3°. L'attentat sur sa vie par le fer, le poison ou autrement, & même les simples violences exercées sur sa personne, pourvu qu'elles soient considérables, en égard à sa condition, au chap. XIII. *Litteras, de restitutione spoliat.* tit. 13, lib. II. Ducaillé, Tom. II, chap. III, sect. 6, N°. 8, en dit autant des paroles outrageantes, menaces, cris & emportemens continuels, qui rendent la société insupportable. On peut voir aussi chez Duperray l'Arrêt du premier Février 1716, qui a séparé de corps & de biens une femme que son



SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage. 275  
 mari avoit faussement accusée de l'avoir voulu tuer, d'avoir  
 soustrait ses meilleurs effets, & de plus, de mener une vie  
 déréglée. 4°. Une maladie contagieuse, telle qu'est celle du  
 mal vénérien, suivant les Arrêts que Brillon rapporte au mot  
*Séparation* : si cependant une femme l'avoit connue avant qu'e  
 de se marier, elle ne seroit pas reçue à s'en plaindre, parce  
 qu'elle seroit censée avoir renoncé à son droit. 5°. La dé  
 mence ou la folie, sur laquelle on peut encore voir les Arrêts  
 qu'il cite dans cet endroit. On a fait autrefois difficulté sur  
 l'épilepsie ou le mal-caduc; mais M. Bignon, dans ses conclu  
 sions du 22 Mai 1663, qu'on lit au Journal des Audiences,  
 fondé sur la doctrine de Fernel & autres Médecins, soutient  
 que ce mal n'étoit pas contagieux, ou du moins ne se commu  
 niquoit pas facilement. Alexandre III, dans le chap. I du  
 titre 8, de *conjugio Leprosor. lib. IV*, l'a décidé de même pour  
 la lépre.

La sixième & la principale est l'adultère certain de la femme. L'adultère est la principale,  
 Les Grecs prétendent qu'il suffit même pour rompre le lien,  
 & mettre l'homme en droit d'en prendre une autre, ce que  
 le Concile de Trente a justement condamné par le Canon 7  
 de sa Session 24, en ces termes, *Si quis dixerit Ecclesiam errare  
 cum docet . . . propter adulterium alterius conjugum Matrimonii  
 vinculum non posse dissolvi, anathema sit.* Il diffère des précédentes,  
 en ce qu'il autorise un divorce perpétuel, ce que celles-là  
 ne font pas; car dès que la maladie, le danger de perversi  
 on, &c. cessent, le lien qui est indissoluble, & qui subsiste  
 toujours, fait rentrer les conjoints sous le joug auquel ils se  
 sont assujettis en se mariant, au lieu que quelque repentir qu'une  
 femme témoigne de son crime, son mari est toujours en droit  
 de la rejeter, même de prendre les Ordres sacrés ou de se  
 faire Religieux malgré elle, pourvu néanmoins qu'il l'en ait  
 juridiquement convaincue; car autrement il ne le peut pas,  
 suivant le chap. 15 *Constitutus*, tit. 32, *De conversione conjugat.*  
 Lib. III. En s'en tenant aux Canons & aux règles de la conf  
 science, l'adultère du Mari ne donne pas moins de droit à la  
 femme, puisque l'un n'est pas plus maître de son corps que  
 l'autre; mais les Loix civiles mettent entr'eux une grande dif  
 férence, & on n'admet point dans les Tribunaux une femme  
 à demander la séparation de son mari pour ce sujet, ni même  
 à alléguer par forme de compensation pour excuser le sien. La

Mm ij

raison est, que l'adultère de la femme a des suites beaucoup plus dangereuses pour le bien des familles, qu'il ôte souvent aux héritiers légitimes pour le faire passer à des étrangers.

Elles refusent pourtant l'action au mari quand c'est lui qui a prostitué sa femme, ou qu'elle a été forcée malgré elle, ou qu'il lui a pardonné en la rappelant & la traitant comme son épouse, ce qui ne lui est jamais permis, si elle persévère dans son défordre & qu'elle refuse de s'en corriger, c'est dans ce cas que le Sage a dit, Prov. 18, 22. *Qui tenet adulteram stultus est.* S. Thomas ou l'Auteur de son supplément 3 part. *Quæst.* 62, art. 1, ad 4, applique ce que nous venons de dire de l'adultère à toute espèce d'impudicité par laquelle un des conjoints abuse de son corps, & sur-tout au crime abominable qui est contre nature. Tout le monde sçait que dans l'ancien Droit Romain comme dans l'Ancien Testament adopté sur ce point par Sixte V dans sa Constitution du 30 Octobre 1586, qu'il faisoit observer rigoureusement, non-seulement la femme mais aussi le mari adultère exploit son crime par la mort. Constantin par ses Loix l'y avoit assujettie; mais son fils Constans en marqua le genre par celle du 29 Août 339, adressée à Catulin Vicaire d'Afrique, où il veut que les sacrilèges violateurs du Mariage soient comme les parricides ou coupés dans un sac pour être jettés dans la mer, ou consumés par le feu. Nous avons encore quelques Parlemens où elle n'est pas traitée plus favorablement ainsi que son complice, quand il est accompagné de circonstances aggravantes. Dans celui de Paris on se contente de la priver de toutes ses conventions matrimoniales, c'est à-dire, de son droit de communauté, de préciput & de douaire, quelquefois même de sa dot qu'on adjuge au mari, si la poursuite s'en fait par la voye extraordinaire & criminelle; on l'enferme de plus durant deux ans dans un Monastère de repenties, où elle demeure tout le reste de ses jours, si le mari ne l'en retire pas durant ce temps-là. C'est la disposition de l'Arrêt du 5 Octobre 1637, qu'on lit au Journal des Audiences contre la nommée Edmée Bortin. Par une Jurisprudence assez particulière, on n'y permet à personne, autre que le mari, sans exception même de la partie publique, de l'en accuser. C'est ce que nous apprenons des Arrêts rendus aux Grands Jours du Pui en 1548, de Paris en 1558 & au Parlement le 12 Mars 1563, 1575, 1681, & tout récemment par celui de Besançon, que Gibert rapporte

Peine de la femme adultère en France,

En France le mari seul peut s'en plaindre.

SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage. 277  
 Instit. tom. II, page 440, à moins cependant que la débauche  
 ne soit publique & scandaleuse, auquel cas le Procureur du  
 Roi peut & doit la poursuivre, ainsi que Papon le prouve par  
 un septième qu'il rapporte livre XXIII titre 2, N°. 6. Salsedo,  
 Auteur Espagnol, dans sa Pratique criminelle cap. 85, assure  
 que les Loix des Rois de Castille & de Leon l'ont réglé de  
 même.

Ceux qui ont contracté avec un empêchement dirimant, ne  
 sont pas non plus en droit de se séparer de leur propre auto-  
 rité, & encore moins de se remarier à d'autres, sans avoir fait  
 auparavant prononcer juridiquement sur la nullité de leur pre-  
 mier engagement, autrement ils s'exposeroient à être traités  
 comme des Poligames. Voyez chez Soefve tome II, centur. 2,  
 l'Arrêt du 11 Mars 1660, rendu sur les conclusions de M. Tal-  
 lon, qui confirme la Sentence de l'Official de Vannes & de celui  
 de Paris, lesquelles avoient ordonné que la nommée Jeanne  
 le Tourneur feroit preuve de la violence qu'elle prétendoit avoir  
 soufferte pour se marier avec le nommé Freard. Nous en avons  
 dit autant ci-dessus des Religieux & des Religieuses qui pren-  
 nent la même liberté avant que leurs vœux aient été déclarés  
 nuls. Le Juge devant lequel ils se pourvoient à cet effet, ne doit  
 pas non plus s'en rapporter à leur simple affirmation, suivant le  
 chap. V du titre 13 *De eo qui cognovit, lib. IV*, autrement rien  
 ne seroit plus facile aux conjoints mécontents de leur état pour  
 se mettre en liberté. Il faut donc qu'ils l'appuyent sur des  
 preuves solides & convaincantes. Il en est de même lorsqu'un  
 d'eux prétend n'avoir pas donné un consentement intérieur &  
 sincère, *Mulieres* (dit Honor. III au chap. XXVIII, *consulta-  
 tioni*, tit. 1, l. IV, de *Sponsal. & Matrim.*) *que reclamantes  
 affirmant se nunquam in matrimonium consensisse audiri non oportet,  
 cum legitimis & idoneis testibus non debeat simplex illorum as-  
 sertio prevalere.* S. Thomas, in 4, dist. 28, *quest. 1*, art. 2, fait  
 pourtant une exception qui est communément approuvée des  
 Docteurs, c'est lorsqu'une personne d'une condition fort élevée  
 a feint de le donner à une autre d'une naissance & d'un état  
 très-bas, parce que celle-ci n'a pas dû croire qu'elle le donnoit  
 sérieusement, & qu'elle est présumée avoir voulu se tromper  
 elle-même.

Ceux dont le  
 Mariage est nul,  
 ne peuvent pas se  
 remarier sans l'a-  
 voir fait déclarer  
 tel.

Par Arrêt rendu au Parlement de Paris le 15 Fevrier 1662,  
 la dissolution volontaire d'un Mariage, sous prétexte d'impuis-

Si l'impuissance  
 est un moyen pour  
 dissoudre un Ma-  
 riage.

278 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
fance, prononcée par l'Official de S. Germain-des-Prés, a été  
déclarée abusive. Mem. du Clergé. T. V, p. 816, 817, 818.

L'Arrêt rendu au Parlement d'Aix le 16 Février 1640, déclare  
n'y avoir abus en la Sentence de l'Official d'Arles, qui avoit con-  
damné une femme demandant la dissolution de son Mariage pour  
cause d'impuissance, à cohabiter pendant trois ans avec son mari.  
Cette Sentence est conforme aux Constitutions Canoniques, &  
à celle du Pape Celestin, ainsi qu'au chapitre *De frigidis*. T. V,  
p. 820 & *suiv.*

Par Arrêt du Parlement de Paris du 30 Décembre 1700,  
il a été jugé qu'un mari qui laisse prendre par sa femme un  
Arrêt par défaut faute de comparoir, qui déclare qu'il n'y a  
point eu de Mariage entre eux, attendu une prétendue impuis-  
sance, & qui infirme une Sentence contradictoire de l'Officia-  
lité, qui avoit confirmé le Mariage, n'est pas exclus d'en sou-  
tenir la validité. Il n'y a point contre lui de fins de non rece-  
voir à appeler comme d'abus de la célébration d'un second  
Mariage fait par sa femme, quoique cet Arrêt ait été signifié  
long-temps auparavant à ce mari, & sans qu'il y ait fait oppo-  
sition. Par le même Arrêt il a été jugé qu'il y a fin de non re-  
cevoir contre une femme à se plaindre d'impuissance de son mari,  
& vouloir attaquer son premier Mariage, après une longue ha-  
bitation de douze à quatorze ans avec lui, sans plainte, & après  
avoir eu des enfans baptisés sous le nom de ce premier mari, &  
avoir procédé en qualité de sa femme en plusieurs rencontres.  
T. V, p. 1075 & *suiv.*

Le Parlement d'Aix a jugé par Arrêt du 16 Mars 1634, que  
le Mariage d'une jeune femme ayant été déclaré nul par l'im-  
puissance de son mari, les dommages & intérêts lui sont dûs,  
*propter amissam & deperditam juventutem*. T. V, p. 818, 819.

Quoique le Mariage se contracte par le mutuel consentement  
des parties, il n'est pas vrai cependant qu'il puisse se dissoudre  
par leur mutuel consentement: ainsi quoique les mariés soient  
d'accord que l'un d'eux est impuissant, toutefois le Mariage  
subsiste, si l'impuissance n'est véritable, suivant le can. *Requisi-  
sti* 2, *caus.* 33, *quæst.* 1, & cap. *Laudabilem* V, *Extra*, de *frigi-  
di*, & *malef.* bien plus, c'est que quand bien même le Ma-  
riage auroit été déclaré nul, si lesdits mariés se sont remariés  
ailleurs, & que celui qu'on disoit être impuissant, ait donné  
des preuves de sa puissance, les premiers mariés doivent re-

SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage. 279  
 tourner ensemble : en voici la raison, c'est que ce contrat ne le dissout pas par les moyens qui résolvent les autres contrats, parce que les parties ne s'obligent pas seulement l'une envers l'autre, mais qu'elles s'obligent encore à Dieu, qui ayant reçu leur consentement, les a liés par un nœud indissoluble, ne voulant pas que l'homme puisse séparer ce qu'il a joint, selon ce qui est dit en S. Matthieu ch. 19, v. 3-12, & ce fut une des raisons qui fit que Dieu, après avoir formé Eve, voulut lui-même l'amener à Adam; afin de recevoir le consentement de l'un & de l'autre.

Le défaut d'enfans n'est point encore un cas qui puisse dissoudre un Mariage, parce que, bien qu'on ne contracte Mariage qu'à dessein d'en avoir, & qu'autrefois les Esséniens entre les Juifs n'épousassent leurs femmes qu'après les avoir éprouvées trois fois pendant trois jours consécutifs pour voir si elles étoient capables d'enfanter, que même ils n'eussent point leur compagnie quand elles étoient enceintes, selon Joseph l'Historien, liv. II de la guerre Judaïque; néanmoins il ne peut pas être dissous, encore qu'il soit certain que la femme soit stérile, parce que selon le Prophète Roi *Psal. 127*, les enfans sont un don de Dieu. Ce seroit donc s'en prendre à Dieu que de quitter sa femme dans ce cas, qui est un mal caché, & auquel Dieu remédie souvent en donnant des enfans à des personnes qui ont perdu toute espérance d'en avoir, comme il fit à Abraham & à Sara, à Anne qui fut mère de Samuel, & plusieurs autres qui ont eu des enfans dans des âges fort avancés. La ville de Rome demeura cinq cents vingt ans sans qu'on y vit aucun divorce; & le premier qui répudia sa femme fut, comme nous l'avons déjà dit, *Spurius Cavilius*, parce qu'elle étoit stérile: *Tanquam tolerabili ratione motus videbatur, reprehensione tamen non caruit, quia nec cupiditatem quidem liberorum conjugali fidei præponit debuisse arbitrantur*, Valer. Max. lib. II, cap. 1.

On ne peut point encore dissoudre le Mariage, parce qu'il a été contracté contre les Coutumes du pays du mari; par exemple, un François qui a épousé une Angloise suivant les Coutumes d'Angleterre & non de France, ne la peut pas quitter pour cela, suivant le chap. 1, *Extrav. de spons. & matr.* & s'il l'a quittée, il est obligé de la reprendre: & puisque le mari n'a pas cette faculté, il est tout naturel de penser que la femme l'a encore moins: *In multis enim juris articulis deterior est conditio femina-*

Défaut d'enfans.

Parce qu'il a été contracté contre les Coutumes du pays du mari.

280 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*rūm, quān masculorum. Leg. in multis 9, ff. de statu hominum.*

Ni pour difformité survenue depuis le Mariage.

Les mariés ne peuvent pas faire dissoudre leur Mariage pour quelque difformité que ce soit survenue à l'un d'eux. *Quid enim tam humanum est, quān fortuitis casibus mulieris maritum, vel uxorem viri participem esse, Leg. Si cum Deum 22, § Si maritus 7 ff. solut. matrim.*

La fureur.

*Primò torus junxit, nunc ipsa pericula jungant. Ovide lib. Metam.* C'est pourquoi Modestin in *Leg. 1, in princ. ff. de ritu Nupt.* dit que *Matrimonium est consortium omnis vite, id est, societas prosperæ & adversæ fortune*; ainsi la fureur survenue ne dissout pas le Mariage, quoique par les Nouvelles 111 & 112 de Leon; si la femme demeure trois ans & le mari cinq ans en fureur, le Mariage est dissous. Or nous disons simplement qu'il est permis aux mariés, dont l'un est furieux, de se séparer l'un de l'autre, & qu'encore que le furieux n'auroit point de bons intervalles, qu'il n'y auroit même aucune espérance de le guérir, qu'il seroit insupportable à ceux qui le soigneroient, néanmoins son conjoint sain ne peut pas pour cela faire dissoudre le Mariage. Et comme la fureur survenue depuis le Mariage n'annule pas le Mariage déjà fait, aussi n'annule-t-elle pas les Fiançailles faites auparavant. *Leg. furor. 8, ff. de spons.* Le Mariage ne se dissout pas non plus, parce que l'un des mariés est devenu aveugle ou a perdu quelque membre. *Can. Si uxorem 18, cum duobus seq. caus. 12, quest. 5, & can. Hi qui Matrimonium 35, quest. 7, & cap. Quemadmodum 25, Extr. de jurejur.*

La perte de la vue.

La lèpre.

La lèpre survenue depuis le Mariage, n'est pas capable de le dissoudre; il ne faut cependant pas croire, comme l'a pensé Cujas, *ad tit. Extr. de conjug. Leprosor.* que celui qui est sain soit obligé d'habiter avec le malade, & de lui rendre les devoirs maritaux: *Si infirmus, à sano carnale debitum exigat, generali præcepto Apostoli, quod exigitur, est solvendum; cui præcepto nullā in hoc casu exceptio invenitur, dict. cap. II;* mais les mariés seront séparés de lit, dit Rebuff. *Respons. 119, & Faber dist. defin. 2,* suivant le chap. XIII du Lévitique & ch. V des Nombres, où le malade étoit renvoyé hors du camp, & séparé de la société humaine jusqu'à ce qu'il fut guéri: car par la coutume générale, les lépreux sont séparés de la compagnie des autres hommes, *cap. 1. Extr. de conjug. Leprosor.* de peur que ce mal contagieux ne s'attache à ceux qui les fréquentent. Et ce qui est dit au chap. 24 du Deuteronome, qu'il est permis à l'homme de répudier

*Sacr. III. Des fentes qui suivent la célébration du Mariage.* 181  
 répudier sa femme, s'il ne la trouve pas belle à ses yeux pour quelque tache qui lui soit survenue, & que la femme ainsi répudiée se peut marier à un autre, a été révoqué par Jesus-Christ, en S. Matthieu ch. 19, parce que Moïse n'avoit donné cette permission aux Juifs qu'à cause de la dureté de leurs cœurs, & les empêcher de tuer leurs femmes lorsqu'elles ne leur seroient plus agréables; nous en parlerons encore plus bas.

Le Mariage n'est pas dissous, quoique l'un des mariés ait quitté la Religion chrétienne, ou que retenant le Christianisme il soit tombé dans l'hérésie; parce que le Can. *Si quis* 1, caus. 18, *quæst.* 2, & cap. *Quanto* 7, *Extr. de divorcio*, défend à celui qui est demeuré dans la vraie Religion de se marier à un autre pendant la vie de son premier conjoint: si l'on permettoit ces sortes de dissolutions, il en résulteroit que ceux qui haïroient leurs conjoints, quitteroient, ou feroient semblant de quitter le christianisme pour se marier à d'autres.

Le Mariage contracté entre les infidèles en degré de consanguinité ou affinité prohibé par les Canons, bien qu'après ils se soient convertis à la foi chrétienne, ne peut être dissous, selon le chap. *De infidelibus* 4, *Extr. de consanguinit. & affinit.* & cap. *penul. Extr. de divort.* & les enfans qui en sont procréés sont légitimes. Cap. *Ultr. extr. Qui filii sunt legit.*

Le sacrement de Baptême lave bien le péché, mais ne dissout pas le Mariage, quoique contracté en infidélité: car Jesus-Christ, interrogé par les Juifs s'il étoit permis de quitter sa femme pour quelque cause, leur répondit que l'homme ne pouvoit séparer ceux que Dieu avoit conjoints. S. Matth. 5. & 19. Par cette réponse il leur montrait que leur Mariage étoit bon.

La femme, quoique battue grièvement par son mari, ne peut pour ce seul cas, faire dissoudre son Mariage, suivant la Nouvelle 117, cap. *Si quis autem* 14. D'ailleurs il arrive très-souvent que les crieries & les paroles insolentes des femmes sont cause de ces excès. Elles devroient bien plutôt apporter le repos & la paix, que le trouble; & c'est pourquoi anciennement parmi les Romains on observoit cette coutume, que la première fois que les femmes mariées étoient amenées dans les maisons de leurs maris, elles les environnoient de rubans, & frotoient avec de la graisse les poteaux de leurs portes, afin qu'elles ne fissent aucun bruit; d'où est dérivé ce mot *uxor* qui signifie femme mariée, *quasi unxor, ab ungendo*. Plutarque

au Traité des préceptes du Mariage, il n'y doit point avoir de fiel, c'est à-dire, d'amertume ou de colere, & il rapporte que Solon vouloit que la nouvelle mariée mangeât de la chair de coing, avant de se coucher auprès de son mari, pour lui enseigner que sa parole doit être douce, plaisante & agréable. Le Sage dit qu'il vaudroit mieux demeurer en un coin sur le haut de la maison, que d'habiter dans une maison commune avec une femme querelleuse. *Prov. cap. 11.* La femme querelleuse est comme un toit dont l'eau dégoute toujours, *ibid*, c'est-à-dire, que c'est un mal d'autant plus grand que celui auquel le Sage le compare, qu'il est aisé de faire qu'il ne pleuve plus dans une maison, au lieu qu'il n'est pas aisé de vivre en paix avec une personne qui aime à disputer & à faire de la peine. Tout ce que l'homme ou la femme peuvent demander ou faire, c'est une séparation de corps.

La mort civile  
ou les galères.

Le Mariage ne se dissout pas par la mort civile de l'un des mariés, lorsqu'elle est arrivée par un bannissement perpétuel, comme il a été jugé au Parlement de Paris par Arrêt du 14 Août 1567, rapporté par Chenu en ses Questions, *Cent. 1, quest. 44*, ni par la condamnation aux galères à perpétuité du mari, ainsi qu'il a été encore jugé au même Parlement le 30 Août 1597, au rapport de Louet, *lettr. L. ch. 14.*

La fornication.

Quoique les simples Fiançailles puissent être dissoutes par la fornication commise par la fiancée avant les fiançailles, ainsi que nous l'avons dit en parlant de cette matière; néanmoins le Mariage parfait & consommé ne peut pas être dissous pour la fornication commise par la femme avant son Mariage, selon le chap. *Quemadmodum*, 25, *extr. de jurejur.* car puisqu'il ne peut pas être dissous même par l'adultère commis pendant le Mariage, comme nous le dirons ci-après, bien que ce soit un crime plus grand que la simple fornication, il n'y a point d'apparence qu'il puisse être dissous par la faute commise avant le Mariage. Et cela auroit lieu, quand bien même quatre ou cinq mois après le Mariage, la femme enfanteroit & déclareroit l'enfant n'être point du fait de son mari; cette déclaration ni l'enfantement n'aggraveront point, mais découvriraient seulement la faute de la femme. Cela a été ainsi jugé en consultation.

Le Mariage contracté entre personnes qui pouvoient valablement & sans contradiction se marier ensemble, ne peut pas être dissous, de ce que le Juge Séculier ou Ecclésiastique au-



*SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.* 283  
roient défendu aux parties de le faire, si néanmoins ils ont passé outre & l'ont fait; on punit seulement leur entreprise de quelque peine, & on les fait séparer, jusqu'à ce qu'on ait connu s'il y a cause légitime qui puisse empêcher leur Mariage.

Par la Loi de Moïse, le divorce n'avoit point lieu pour l'adultère, parce que ce dernier étoit puni de mort. Les Juifs, pour surprendre Jésus-Christ, lui menerent une femme surprise en adultère, afin qu'il prononçât la Sentence de mort contre elle, suivant la Loi; loin de le faire, il paroît au contraire permettre ledit divorce pour l'adultère, tant parce qu'alors les Romains ayant ôté aux Juifs toute puissance de vie & de mort, ils ne pouvoient pas les condamner à mort, que parce qu'il prévoyoit que l'Eglise n'auroit pas toujours des Magistrats Chrétiens, & que ceux qu'elle auroit ne tiendroient pas la main à leur punition. Aujourd'hui en France le Mariage ne se dissout pas par l'adultère; ainsi le mari ne peut pas se remarier, encore qu'il ait quitté sa femme adultère. Cela a été ainsi jugé en la Chambre de l'Edit de Castres, en Avril 1636; quoiqu'il ne puisse pas demander séparation de lit pour la fornication commise par sa femme, avant son Mariage, néanmoins il la peut demander, lorsque pendant son Mariage il peut prouver qu'elle lui a été infidèle. La femme peut de même demander séparation de lit pour l'adultère commis par son mari, suivant le Can. *Preceptis* 19, *caus.* 32, *quæst.* 5, & le Canon *Apostolus* 3; cependant ladite séparation n'a pas lieu lorsque le marié qui demande séparation pour l'adultère commis par son conjoint, a commis pareillement adultère, *caus.* 32, *quæst.* 6, Can. *Nihil iniquius* 1. *In quo enim alterum judicas, temetipsum condemnas, dicit.* Can. 1. *Intactum queris, intactus esto: puram queris, purus esto.* Malgré tout, la femme en France n'est pas reçue à accuser son mari d'adultère. Voyez *Despeisses*, Tom. II, *part.* 1, *tit.* 11.

Tout ce que nous venons de dire concernant la séparation des mariés pour l'adultère, & la nécessité de persévérer au Mariage, nonobstant l'adultère, est contraire à la croyance de ceux qui font profession de la Religion Prétendue Réformée, qui estiment que l'adultère dissout le Mariage; de façon que le conjoint innocent peut convoler à d'autres nœces, & ils se fondent sur ce qui est dit en Saint Matthieu, chap. V, *ψ.* 31, & chap. XIX, *ψ.* 9. *Quiconque voudra quitter sa femme,*

N n ij

L'adultère.

284 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
 qu'il lui donne un écrit par lequel il la répudie ; mais moi je vous  
 dis que quiconque répudie sa femme, si ce n'est en cas de fornica-  
 tion, la fait devenir adultère ; & quiconque en épouse une répud-  
 iée, commet adultère..... Je vous déclare que quiconque répu-  
 die sa femme, si ce n'est en cas d'adultère, & en épouse une  
 autre, commet un adultère, & que quiconque épouse celle qui a  
 été répudiée, commet un adultère. Cependant en France, il  
 est de notoriété, qu'ils observent les Loix communes du  
 Royaume.

L'inceste dissout  
 le Mariage selon  
 le Droit Canon  
 seulement.

Par le Droit Canon seul, l'inceste dissout le Mariage ; de  
 façon que le mari qui n'a point commis inceste, peut se ma-  
 rier ailleurs ; ainsi lorsque quelqu'un a connu charnellement  
 la sœur de sa femme, il est permis à la femme de se marier  
 ailleurs, bien que le mari ni la sœur qui a commis l'inceste,  
 ne se puissent jamais marier, suivant, entre autres citations,  
 le Canon *Si quis*, 24. Il en est de même de celle qui a dormi  
 avec le frere de son mari ; car les adulteres ne se pourront  
 jamais marier, mais seulement celui dont la femme a été dé-  
 bauchée, Can. *Quedam* 19, *caus.* 32, *quæst.* 7.

Lorsque quelqu'un a connu carnaliter sa marâtre ou la fille de  
 sa femme, il est permis au mari de ladite marâtre ou à la mere  
 de ladite fille, de se marier ailleurs, suivant le Can. *Si quis*  
*viduam* 20, & Can. *Si quis* 24 ; mais le parâtre qui a commis  
 l'inceste, ne se peut jamais remarier, ni avec la fille de sa  
 femme, ni avec une autre, & le Mariage de celle qui a cou-  
 ché avec le frere de son mari, est dissout, sans pouvoir ja-  
 mais se remarier ; mais celui duquel la femme a été connue,  
 peut se remarier ailleurs : ladite fille ne peut jamais se ma-  
 rier. Le Mariage n'est pas non plus dissous par l'inceste, si la  
 partie innocente y veut demeurer, *Cum affinitas post Matrimo-  
 nium iniquè contracta, illi nocere non debeat, quæ iniquitatis*  
*particeps non existit*, dit le chap. *penult.* & *ult. extr. cod.* L'in-  
 ceste ne dissout point encore le Mariage à l'égard de celui qui  
 a commis le crime, lorsqu'il l'a commis par ignorance, ne  
 croyant pas que celle qu'il connoissoit lui fut proche parente.  
 Can. *Si quis* 8. Quoique les mariés soient d'accord que l'un  
 d'eux avant son Mariage avoit connu charnellement une pro-  
 che parente de sa femme, & que le fait soit confirmé par quel-  
 ques voisins ; les mariés néanmoins ne doivent point être sé-  
 parés pour cela, s'il n'y a d'autres preuves plus fortes ; car

*Obligations des mariés après la dissolution du Mariage.* 285  
 autrement il en résulteroit un autre inconvénient, qui est que les conjoints, souvent l'un de l'autre, se porteroient facilement à faire de pareilles déclarations, & que de ruptures ne verroit-on point alors ! Il faut donc convenir suivant le chap. *Super eo* § *extr. de eo qui cognov. consang. uxor.* que de pareilles allégations & le bruit même des voisins, sans d'autres preuves plus authentiques, ne peuvent faire dissoudre un Mariage parfait.

Bien que lorsqu'un des mariés a conspiré contre la vie de l'autre, il soit permis à la partie innocente de se séparer d'avec son conjoint ; néanmoins elle ne se peut remarier qu'après la mort de son conjoint, suivant le chap. 1 *extr. de divort.* quoique contraire au Can. *Si qua mulier* 6 *caus.* 31, *quæst.* 1, qui dit qu'elle se peut remarier incontinent ; mais la partie coupable ne se peut jamais remarier, même après la mort de son conjoint. cap. 1, *extr. de divort.*

Conspiration.

Enfin, quoique celui d'entre les mariés qui est sollicité par l'autre à renoncer au Christianisme, se puisse séparer de lui, quant au lit ; néanmoins si l'un d'eux est adonné à quelque vice, comme à voler ou autre, il ne peut pas pour cela se séparer de son conjoint, même quant au lit, suivant le chapitre *Quævis* 2 *in princip. extr. de divort.*

*Quelles sont les obligations des mariés après la dissolution du Mariage.*

Le marié survivant est obligé de faire ensevelir à ses dépens le marié défunt, lorsqu'il n'a pas laissé de quoi se faire ensevelir ; ainsi le mari doit faire enterrer sa femme à ses dépens, si elle ne laisse point de biens, suivant la Loi *Quod si nulla* 28, ff. de *Relig. & sumptib. funer. Injuria ejus videretur quondam uxorem insepultam relinqui, dist. Leg.* 28 ; c'est pourquoi nous lisons dans le second livre des Rois, chap. II, que David remercia les Habitans de Jabès, de Galaad, de ce qu'ils avoient inhumé Saül, quoique son ennemi, & leur fit dire : *Benedixisti vos Domino, qui fecistis misericordiam hanc cum Domino vestro Saul, & sepelivisti eum. Et nunc retribuet vobis quidem Dominus misericordiam & veritatem : sed & ego reddam gratiam eò quod fecistis verbum istud.* Il faut cependant éviter la superfluité dans la pompe, parce que, comme le dit le Can. *Ani-*

286 *Théorie & Pratique du Droit Canonique, Question XIV.*  
*mæ caus. 13, quæst. 2, curatio funeris, conditio sepulturæ, pompa exequiarum magis sunt virorum solatia, quàm subsidia mortuorum.* En effet, disent les Statuts Synodaux de l'Eglise de Paris en 1557, Can. 8, *Defunctis solùm subveniunt preces, eleemosynæ, jejunia, oblationes & Missæ sacrificium.*

Comme le mari est obligé d'ensevelir la femme à ses dépens, lorsque par elle-même elle n'a pas de biens, de même la veuve est obligée de fournir aux dépenses de la sépulture du mari & suivant le Canon *Facultates 1 in fine, caus. 13, quæst. 2*, les mariés doivent, autant que faire se peut, être enterrés dans le même sépulcre; afin que, comme dit Saint Jérôme, Canon *Ebron. 2 in fine, dist. caus. 23, quæstio 2. Quos conjunxit unum conjugium, conjungat unum sepulchrum, quia caro una sunt; & quos Deus conjunxit, homo non separet*; ainsi Abraham & Sara, Isaac & Rebecca, Jacob & Lia, furent ensevelis dans un même sépulcre. *Genes. chap. XXIII, XXV, XXXV & XLIX.* Tobie commande à son fils lorsque sa mère sera morte, de la mettre dans le même sépulcre avec lui. *Tob. ch. IV & XIV, ut quorum mens una fuit semper in Domino, eorum quoque corpora sepultura non separaret.* Que chaque femme suive son mari, soit en la vie, soit en la mort, dit S. Augustin & le Canon *unaquæque 3, caus. 13, quæst. 2.* Tout ce que dessus s'entend lorsque le mari & la femme font profession d'une seule & même Religion; car autrement on ne doit pas les mettre dans le même sépulcre ni dans le même cimetière.

Tous les descendants, soit de ligne masculine ou féminine, ont droit d'être enterrés dans les sépulcres de leur commun ascendant, ainsi qu'il a été jugé au Parlement de Paris le 12 Décembre 1660 & le 4 Septembre 1604, au rapport de Charondas, contre les descendants des mâles, qui vouloient empêcher les descendants des filles d'y être enterrés; de même la femme, quoiqu'elle ne soit en aucune façon descendante des parens du mari, étant censée être une même chair avec lui, doit être enterrée dans le sépulcre de son mari, à moins qu'elle n'ait choisi une autre sépulture; car il lui est libre, aussi bien qu'à son mari, de se faire enterrer où bon lui semblera.

La deuxième obligation après la dissolution du Mariage, est particulière à la femme; elle doit par bienséance & honnêteté civile, porter le deuil pendant un an, après le décès de son mari. Elle doit encore s'abstenir des banquets, des visites,

des habits somptueux & autres ornemens, & être vêtue de noir. Il n'y a que les Rois seuls qui en leur deuil portent la couleur pourpre ou violette, & les Reines du tané. En ce Royaume, jamais le Chancelier de France ne porte le deuil pour quelque cause que ce soit, dit le Maître en ses Plaidoyers, page 593, parce que représentant la Justice dont il est le chef, qui est toute divine, il montre que la Justice ne se peut pas ressentir des infirmités humaines, & qu'elle dure toujours. C'est aussi pour la même raison, qu'aux obsèques des Rois & des Reines, les Officiers du Parlement ne sont pas revêtus de robes noires, mais d'écarlante. Du Tillet au titre des Régences du Royaume de France.

Le mari autrefois n'étoit pas tenu, même par bienfiance, de porter le deuil de sa femme, parce que *in multis enim juris nostri articulis deterior conditio est feminarum quam masculorum*. Cependant il est aujourd'hui d'usage en France, que les maris portent le deuil de leur femme; toute la différence qu'il y a, c'est que les maris le doivent porter à leurs propres dépens, au lieu que les femmes le portent aux dépens de leurs défunts maris. La fiancée ne porte point le deuil de son fiancé, & *vice versa*, parce qu'on ne doit pas le même honneur aux fiancés qu'aux maris.

La troisième obligation, après la dissolution du Mariage, est encore particuliere à la femme; car, après la mort de son mari, elle est obligée de garder la chasteté, pour que la mémoire de son mari ne soit pas offensée par une vie impudique; elle peut blesser la chasteté qu'elle doit à son défunt mari, en trois manieres: 1°. Quand elle vit luxurieusement pendant son veuvage: 2°. Lorsqu'elle se remarie pendant l'année du deuil: 3°. Lorsqu'elle se remarie même après l'an du deuil, mais à une personne indigne de sa qualité. La femme qui se remarie dans l'an du deuil, est sujette à bien des peines, & est privée ordinairement des avantages que lui avoit fait son premier mari, à moins qu'elle ne se marie par autorité de Justice. Ces peines avoient lieu autrefois, même à l'égard de la veuve qui se remarioit dans l'an du deuil, quoique si avancée en âge qu'elle fut hors d'espérance d'avoir des enfans, & qu'il n'y eût pas dans ce cas sujet d'appréhender la confusion & mélange du sang; ainsi qu'il a été jugé au Parlement de Grenoble, *consultis Clavibus*, au mois de Janvier 1618, contre une veuve âgée de cinquante-cinq ans, qui se remaria cinq mois après la mort de

son premier mari. Ce n'est pas par l'appréhension du mélange du sang seulement, qu'on défend ces sortes de nœces pendant ledit temps, mais pour l'honneur que la femme doit à la mémoire de son premier mari : au surplus ces sortes de femmes sont encore punissables, puisque c'est *explende libidinis, & non liberorum procreandorum causâ*, qu'elles se portent à faire ces seconds Mariages avant les tems usités par les coutumes & la bienséance. *Nuptiæ senis, nuptiæ lugentis, quorum alterum immaturatum est, alterum serum est*, dit Pline, Lib. IV, *Epistolar. Epistol. 2*, que tels Mariages se font & trop tôt & trop tard : trop tôt, parce que c'est dans l'an du deuil ; trop tard, parce que c'est un temps auquel on ne peut avoir des enfans. On pourroit bien encore leur dire ce que Thalès répondit à sa mere qui le vouloit contraindre de se marier en sa tendre jeunesse, *nondum tempus est*, & étant devenu vieux, *non amplius tempus est*.

4°. La femme ne doit point se remarier dans l'an du deuil, encore qu'elle soit accouchée après la mort de son premier mari. Il est vrai qu'anciennement lorsque le Mariage étoit dissout par le divorce, la femme pouvoit se remarier aussitôt, pourvu qu'elle ne fut point enceinte, ou incontinent après le temps de ses couches : cette Loi n'a pas seulement été faite pour éviter le mélange du sang, mais aussi pour honorer, comme nous l'avons dit, la mémoire de son mari ; parce que la Loi présume que la femme qui se remarie dans l'an du deuil, avoit donné son cœur à son second mari du vivant du premier. *Novel. 39*, cap. II *in princip.* On pourroit trouver des preuves de cette présomption, sans remonter plus haut que notre siècle. Quand on objecte que Saint Paul dit en sa première Epître aux Corinthiens, chap. VII, §. 39, que la femme, après la mort de son mari, peut se remarier à qui elle voudra, *cui vult nubat tantùm in Domino*, il ne parle pas du temps auquel la femme se peut remarier. Les Empereurs Valentinien & Théodose, Auteurs de ladite première Loi, cod. de *secundis nuptiis*, qui défend à la femme de se remarier dans l'an du deuil, n'ont pas ignoré ce que Saint Paul en avoit dit, ni Justinien non plus qui a confirmé ladite Loi ; mais ils ont cru que celle-là ne se marioit pas au Seigneur, qui se marioit dans l'an du deuil avec tant de scandale : autrement, si la veuve se remarioit un mois ou deux après la mort de son mari, & que dans le neu-  
vième

*SECT. III. Des fautes qui suivent la célébration du Mariage.* 289  
vième mois elle accouchât, on ne sçauroit si l'enfant seroit du premier mari, qui auroit laissé la femme enceinte, ou du second qui la pourroit avoir rendu enceinte dès le jour de son Mariage, & avoir accouché à sept mois. Or il n'est pas vraisemblable de penser que Saint Paul ait voulu, ni nous soustraire nos propres enfans, ni introduire dans la famille d'autrui des enfans étrangers; ainsi ce que dit Saint Paul doit être entendu avec le temperamment introduit par les Loix.

Malgré pareillement les chapitres penult. & dern. *extr. de secundis nuptiis*, qui disent que Saint Paul en permettant à la veuve de se remarier dans l'an du deuil, celle-ci ne fait, en se remariant dans ce temps, qu'user de la permission qui lui a été donnée par l'Apôtre, & que par conséquent elle n'est point infâme; nous répondons que le but du Pape dans les chapitres cités, a été seulement de délivrer la femme qui s'est remariée dans l'an du deuil, de l'infamie qui lui étoit infligée par le Droit civil, & afin d'empêcher la haine qu'on portoit à ces sortes de femmes, & lever tout obstacle à l'exercice de la charité chrétienne.

5°. La femme n'encourt aucune peine pour s'être remariée dans l'an du deuil de son mari, si elle en a eu la permission du Prince Souverain dont elle est sujette, pourvu qu'elle n'ait point d'enfant du premier lit; c'est la même chose quand elle s'est remariée dans l'an du deuil avec la permission du Parlement, lorsque les mêmes conditions qui sont requises, quand elle se remarie avec la permission du Prince, s'y rencontrent.

Il faut cependant remarquer qu'au Parlement de Paris les peines établies par le Droit contre les veuves qui se remarient dans l'an du deuil, n'ont point lieu, ni dans les pays de Droit Ecrit; en effet, par Arrêt du 6 Mars 1697, l'usufruit de l'augment a été conservé à une veuve de la Province de Lyonnais, qui s'étoit remariée dans le huitième mois. Voyez Bretonnier sur Henrÿs, *Tom. I, Liv. IV, quest. 66.*

Ces peines n'ont pas lieu non plus dans le Ressort du Parlement de Bordeaux, selon Bechet, *Traité des secondes nées*, chap. II & XV, & la Peyrere, *let. N, nomb. 6*, mais elles ont lieu au Parlement de Toulouse, selon Cambolas & Catelan, de même aux Parlemens de Grenoble & d'Aix, selon un Arrêt du 27 Juin 1687, rapporté par Boniface, *Tom. V, Liv. I, tit. 27, chap. V.*

*Tome IV, II, Partie,*

Oo

6°. Nous finirons cette matière par les veuves qui ne se remarient effectivement qu'après l'an du deuil, mais à des personnes indignes de leur qualité : or les veuves qui ayant enfans d'autres Mariages, se remarient follement à des personnes de basse extraction ou qui exercent des professions viles, & pour ne pas entrer dans un grand détail, comme quelques-unes qui se marient à leurs valets ; ces sortes de femmes ne peuvent faire aucuns dons & avantages à telles personnes, sous couleur de donation, vente ou autrement, & si elles en ont faits, ils sont nuls, suivant l'article 182 de l'Ordonnance de Blois, bien plus, dès le moment de la convention de pareilles alliances, on leur ôte l'administration de leurs biens, & il leur est défendu de faire aucuns contrats en faveur d'aucune personne que ce soit, par lesquels leurs enfans puissent souffrir la moindre diminution ; & si elles ont passé des contrats de cette espèce, ils sont déclarés nuls & de nul effet & valeur, suivant ladite Ordonnance.

*Declaratio Sanctissimi Domini nostri BENEDICTI PAPA XIV, quâ clausula, quæ in Dispensationibus causarum matrimonialium apponi solent, non esse meri styli, sed ad earumdem Dispensationum validitatem omninò verificari debere definitur.*

BENEDICTUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam,

**A**D Apostolicæ servitutis nostræ ministerium pertinet sedulâ invigilare curâ in Dispensationes super gradibus affinitatis, seu consanguinitatis, intra quos Matrimonia contrahi prohibentur, vel super aliis à sacris Canonibus statutis impedimentis, ut nisi ex debitis causis non concedantur, & omnia indè amoveantur, undè nota aliqua ab improbis aspergi possit nomini, ac decori Romanæ Ecclesiæ, cui licèt immeritò divinâ benignitate præsidemus.

Sanè quidem ad Dispensationes obtinendas ab iis qui eas postulant, in supplici libello causæ pro illis consequendis exprimi solent, quæ si ejusmodi fuerint, ut juxta Canonicas san-



Ationes, & prudens ecclesiasticæ provisionis arbitrium locus ad dispensandum esse videatur; Dispensatio concedi solet, ejusque executio Ordinario, ut plurimum committi, cui onus incumbit, diligenter inquirere an causæ expositæ veritate nitantur, ut, veris illis existentibus, gratia executioni demandetur, secus verò, si causæ nullatenus veritati consentaneæ sint; si autem contingat ob causas minimè veras existentes, ut Dispensatio executioni non tradatur, qui eam impetrarant apud negotiorum Gestores, seu Litterarum Apostolicarum Expeditores conquerrantur, à quibus non numquam responderi solet, executionem perperam, & injuriâ denegatam fuisse, quia expressio, causarum earumque verificatio in Dispensationibus non est aliquid substantiale, sed formalitas quædam, & forensis styli consuetudo; quod non minùs veritati adversatur quàm executionis ordinem ac modum benè ac prudenter constitutum subvertit; cùm expressio causarum, earumque verificatio ad substantiam & validitatem Dispensationis pertineat, illisque deficientibus, gratia nulla ac irrita sit, nullamque executionem mereatur.

Id autem, ut plurimum evenit in Dispensationibus in quibus apponi solet clausula, & *oratoribus vitæ periculum immineret*, quæ cùm sæpè in Dispensationibus in primo & secundo, vel in secundo gradu, & in nonnullis aliis Canonicis impedimentis sine ullâ ratione, causâ & veritatè expressa reperiatur, Ordinarii locorum, qui cautiùs & accuratiùs se gerunt, nisi vitæ periculum immineat, Dispensationem exequi recusant; alii verò fortassè falso rumore inducti, quòd hujusmodi clausula sit mera formalitas, indulgentiùs quàm necesse est procedentes, periculo vitæ neque argumentis probabilibus verificato, eoque oratoribus saltèm verisimiliter imminere comperto, gratiam Dispensationis exequuntur.

S. M. Prædecessor noster Pius P. P. V in suâ Constitutione per viam motûs proprii expeditâ & publicatâ sub die quinto Decembris anno M. D. LXVI. cujus initium est: *Sicut accepimus*; decrevit omnes & singulos Procuratores, tam Officii sacre Pœnitentiariæ, seu contradictarum, quam alios quoscumque Sollicitatores & Scriptores, qui veritatem facti à narratione, quam ab ipsis partibus habuerunt, quoad substantialia & qualitates necessariò exprimendas diversam faciunt, seu quoquomodo intervertunt, aut immutant, aut depravant, & per subreptionem & obreptionem gratias à Romanis Pontificibus extor-

quent, pœnam falsi incurrere, & eâ puniri omnino debere.

Hujusmodi autem Constitutio, quamquam videatur pertinere duntaxat ad Procuratores, Sollicitatores & Scriptores Officii sacre Pœnitentiariæ, ubi per id temporis matrimoniales Dispensationes etiam in foro externo concedi solebant, nihilominus pro pastoralis nostræ & paternæ curæ ex alto nobis commissæ, hortamur, monemus, ac præcipimus omnibus & singulis negotiorum Gestoribus, Procuratoribus & Expeditoribus Litterarum Apostolicarum, etiam Datarie nostræ, ut cùm supplices preces, pro aliquâ matrimoniali Dispensatione porrecturi sunt, id primùm ante omnia agant, ut plenam atque exactam facti notitiam assequi curent; sciscitantes ab ipsis oratoribus, an hæc & illæ causæ adsint ex quibus sciunt Dispensationem concedi solere in hoc vel illo gradu, deinde in supplici libello facti speciem nitidè ac sincerè exponant; caveantque diligenter, ne illam aliquatenus in rebus substantialibus alterent, immutent, invertant, corrumpant, sed strictè adhæreant iis, quæ ab oratoribus sibi exposita fuerunt, & multò magis abstineant, ne quid falsi aut ficti proprio ingenio inventum vel excogitatum ad gratiam Dispensationis facilius obtinendam in precibus obstrudant; demùm præ oculis habentes, se operam suam in ecclesiasticis negotiis in hac almâ Urbe exhibere, ubi Cathedra veritatis est, ipsam solam ament & sectentur veritatem non lucrum aut gratiam, & favorem supplicantium, diligenterque videant, ne mendacii aut erroris meritò argui, cum animæ suæ detrimentum possint, falsò & perperam asserentes, causas, earumque verificationes ex providâ nostrorum prædecessorum dispositione, in hujusmodi gratiis, ad Ecclesiasticæ disciplinæ vigorem, & Canonicarum Legum, & Apostolicarum Constitutionum voluntatem servandam apponi, & respectivè demandari solitas, vanas & superfluas esse, & tamquam inanes Curie formalitates parvi aut nihili esse faciendas.

Præterea hujusmodi graves abusus, quibus honor & decus hujus almæ Urbis dehoneſtatur, & Sedis Apostolicæ splendor ac dignitati officitur, penitus abolere cupientes: motu proprio, ex certâ scientiâ, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine præfatam constitutionem S. M. Pii V Prædecessoris nostri, extendimus, dilatamus, ac producimus ad omnes prædictos negotiorum Gestores, Procuratores & Expeditores Litterarum Apostolicarum, cujuscumque status, gradus, ordinis & conditionis,

& quocumque indulto, privilegio & dignitate munitis, & quatenus opus sit eam de novo ferimus, statuimus & innovamus, volentes ac decernentes, ut in omnibus superius expressis casibus poena falsi contra delinquentes locum habeat, sine tamen præjudicio obligationis refundendi expensas oratoribus, qui ob illorum culpam ejusmodi Dispensationes quæ executioni demandari nequeunt, obtinuerunt.

Denique omnes & singulos venerabiles fratres nostros Archiepiscopos, Episcopos & locorum Ordinarios, cæterosque Executores Litterarum Apostolicarum, quibus hujusmodi Dispensationum executio committi solet, enixè rogamus & obsecramus, ut sedulò ac diligenter attendant, priusquam Dispensationis gratiam exequantur, an causæ in Apostolicis Litteris expressæ, & quarum verificatio eorum curæ & vigilantix à Sede Apostolicâ commissa est, veræne an secùs existant, an potiùs Sedi Apostolicæ falsum expositum, & veritas reticita fuerit, quâ super re eorum conscientiam oneramus. Et quoniam in iisdem Apostolicis Litteris super Dispensationibus in gradibus prohibitis, aliisque præfatis impedimentis nonnullæ observatæ sunt, quæ negotium executoribus quandoque exhibere, & scrupulos eorum animis ingerere solent, Apostolicæ nostræ sollicitudinis erit, ea dilucidius & apertius in iisdem Dispensationum Litteris Apostolicis exponere ac declarare, ut omni dubitatione sublata, & causis coràm Executore hujusmodi probationum genere probatis quo de illarum veritate moraliter certus reddatur, Apostolicæ Litteræ matrimonialium Dispensationum sine ullâ hæsitazione ad debitam executionem deduci possint.

Mandamus quoque, & injungimus dilecto filio Pompeio, tituli Sancti Eusebii, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinali, Aldrovando nuncupato, Prodatario nostro, ejusque Successoribus Datarix Apostolicæ Prodatariis seu Dataris pro tempore existentibus, ut in præmissis reos & culpabiles repertos poena falsi, ut præfertur, puniant, cum potestate citandi, etiam per edictum, confitro Summarix de non tuto accessu, aliaque dicendi & faciendi in præmissis necessaria, seu quomodolibet opportuna. Nonobstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, statutis & consuetudinibus & quibuscvis indultis & privilegiis, quibuscumque personis etiam speciali mentione dignis, datis & concessis, cæterisque contrariis. quibuscumque.

Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostri De-

creti, Constitutionis, Monitionis, Mandati ac voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac BB. Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem quinto Cal. Martias, anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo quadragésimo primo, Pontificatus nostri anno secundo.

(3)

P. Card. PROD. D. Card. PASSIONEUS.

Vizâ de Curia,  
N. ANTONELLUS.

J. B. EUGENIUS:

*Registrata in Secretaria Brevium anno à Nativitate Domini nostri Jesu-Christi, millesimo septingentesimo quadragésimo secundo, indictione quinta, die verò 10 Martii, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & D. N. D. Benedicti divinâ providentiâ PP. XIV, supradicta Declaratio affixa & publicata fuit ad Valvas Basilicæ Lateranensis & Principis Apostolorum, Cancellariæ Apostolicæ, Curie Generalis in Monte Citorio, in Acie Campi Floræ, ac in aliis locis solitis & consuetis Urbis, per me FRANCISCUM BAROLOTTI, Apost. Curf. JOANNES TRIFELLI, Mag. Curf.*

DECLARATIO S. D. N. BENEDICTI,  
PAPÆ XIV.

*Cum instructione super dubiis respicientibus Matrimonia in Hollandiâ & Belgio contracta & contrahenda, edita die 4 Novembris 1741.*

Matrimonia, quæ in locis Fœderatorum Ordinum Dominio in Belgio subjectis iniri solent, sive inter Hæreticos ex utrâque parte, sive inter Hæreticum ex unâ parte virum, & Catholicam fœminam ex aliâ, aut vice versâ, non servatâ formâ à Sacro Tridentino Concilio præscriptâ, utrùm valida habenda sint, necne, diù multumque disceptatum est, animis hominum ac sententiis in diversa distractis: id quod satis uberem anxie-

*sur les Mariages contractés en Hollande & dans les Pays-Bas.* 293  
tatis, ac periculorum sementem per multos annos subministra-  
vit, cum præsertim Episcopi, Parochi, arque illarum Regio-  
num Missionarii nihil certi hæc super re haberent, nihil verò  
inconsultâ Sanctâ Sede auderent statuere ac declarare.

Cum autem proximè evolutis annis in tam ancipiti, gravique  
causâ Apostolica Sedis judicium vehementius exposceretur;  
urgeretque id imprimis vigilantissimus Yprensis Episcopus, dum  
pro debito officii sui, & suâ erga Beati Petri Cathedram ob-  
servantiâ de Ecclesiæ sibi concreditæ statu ad Romanum Pon-  
tificem referebat, ponendumque omnino esse tam prolixæ du-  
bitationi finem gravissimis verbis, ac rationibus persuaderet;  
Clemens XII id temporis Romanus Pontifex, qui rei gravita-  
tem, quanti oportebat, æstimaret, sacræ Congregationi Emi-  
nentiss. Cardinalium Concilii Tridentini interpretum in man-  
datis dedit, ut de totâ controversiâ diligenter more suo cog-  
nosceret.

In re itaque tanti momenti volens eadem Sacra Congregatio  
quàm accuratissimè procedere, commissæ sibi cognitionis ini-  
tium ab exquisitis aliorum quoque Belgii Episcoporum relatio-  
nibus duxit, eodémque tempore audiri voluit præstantes aliquot  
hujus almæ Urbis Theologos, quibus injunxit ut rem totam  
eâ, quâ decet, maturitate discuterent, suamque opinionem  
proferrent.

At dum hæc maximè agerentur, supersedendum per aliquot  
menses fuit ab istius modi causæ expeditione, propter vidui-  
tatem quæ intercidit Romanæ Ecclesiæ, donec ad summum  
Pontificatum feliciter evectus Sanctissimus D. N. Benedictus XIV,  
inter primas regiminis sui curas, causæ hujus cognitionem re-  
peti jussit à memoratâ sacrâ Congregatione Concilii, quam vo-  
luit coram se haberi, ut, auditis Eminentissimorum Patrum  
sententiis, ipse demùm, quid hæc de re tenendum foret, su-  
premo suo pronunciaret oraculo. Cum igitur Congregatio præ-  
fata sub diem 13 Maii currentis anni 1741, coram Sanctitate  
suâ fuerit habita; idem Sanctissimus D. N. spatio aliquo tem-  
poris ad rem secum expendendam accepto, hanc nuper decla-  
rationem & instructionem exarari præcepit, quâ, veluti certâ  
regulâ ac normâ, omnes Belgii Antistites, Parochi, earumque  
Regionum Missionarii, & Vicarii Apostolici deinceps in hujus-  
modi negotiis uti debeant.

Primò scilicet, quod attinet ad Matrimonia ab Hæreticis inter se in locis Fœderatorum Ordinum Dominio subjectis celebrata, non servatâ formâ per Tridentinum præscriptâ, licet Sanctitas sua non ignoret, aliàs in casibus quibusdam particularibus, & attentis tunc expositis circumstantiis, Sacram Congregationem Concilii pro eorum invaliditate respondisse, æque tamen compertum habens nihil adhuc generatim, & universæ super ejusmodi Matrimoniis fuisse ab Apostolicâ Sede definitum, & alioquin oportere omnino ad consulendum universis fidelibus in iis locis degentibus, & plura avertenda gravissima incommoda, quid generaliter de hisce Matrimoniis sentiendum sit, declarare; negotio maturè perpenso, omnibusque rationum momentis hinc inde sedulò libratis, declaravit, statuitque Matrimonia in dictis fœderatis Belgii Provinciis inter Hæreticos usque modo contracta (\*), quæque in posterum contrahentur, etiamsi forma à Tridentino præscripta non fuerit in his celebrandis servata, dummodò aliud non obstiterit Canonicum impedimentum, pro validis habenda esse; adeoque si contingat utrumque conjugem ad Catholicæ Ecclesiæ sinum se recipere, eodem, quo prætea, conjugali vinculo ipsos omnino teneri, etiamsi mutus consensus coram Parocho Catholico non renovetur; sin autem unus tantum ex conjugibus sive masculus, sive femina convertatur, neutrum posse, quamdiù alter superstes erit, ad alias nuptias transire.

Quod verò spectat ad ea conjugia, quæ pariter in iisdem Fœderatis Belgii Provinciis, absque formâ à Tridentino statuta contrahuntur à Catholicis cum Hæreticis, sive Catholicus vir Hæreticam feminam in matrimonium ducat, sive Catholica femina Hæretico viro nubat, dolens imprimis quàm maximè Sanctitas sua, eos esse inter Catholicos, qui insano amore ruperit dementati ab hisce detestabilibus connubiis, quæ Sancta Mater Ecclesia perpetuò damnavit, atque interdixit, ex animo non abhorrent, & prorsus sibi abstinendum non ducunt, laudansque magnoperè zelum illorum Antistitum, qui severioribus propositis spiritualibus pœnis Catholicos coercere student, ne

---

(\*) Declarantur valida non solum matrimonia quæ contrahentur, sed & usque modo contracta, sanè quia creditum est cum Emin. Card. de Alfatiâ legem Tridentinam in Hollandiâ non fuisse certò promulgatam.

sacrilego hoc vinculo sese Hæreticis conjungant, Episcopos omnes, Vicarios Apostolicos, Parochos, Missionarios, & alios quoscumque Dei & Ecclesiæ fideles Ministros in iis partibus degentes seriò graviterque hortatur & monet, ut Catholicos utriusque sexûs ab hujusmodi nuptiis in propriarum animarum perniciem ineundis, quantum possint, absterreant, easdemque nuptias omni meliori modo intervertere, atque efficaciter impedire satagant. At, si fortè aliquod hujus generis Matrimonium, Tridentini formâ non servatâ, ibidem contractum jam sit, aut imposterum (quod Deus avertat) contrahi contingat, declarat Sanctitas sua, Matrimonium hujusmodi, alio non concurrente Canonico impedimento, validum habendum esse, & neutrum ex conjugibus, donec alter eorum supervixerit, ullatenus posse, sub obtentu dictæ formæ non servatæ, novum Matrimonium inire; & id verò debere sibi potissimè in animum inducere conjugem Catholicum, sive virum, sive fœminam, ut pro gravissimo scelere quod admisit, pœnitentiam agat, ac veniam à Deo precetur, coneturque pro viribus alterum conjugem à verâ fide deerrantem ad gremium Catholicæ Ecclesiæ pertrahere, ejusque animam lucrari; quod porrò ad veniam de patrato crimine impetrandam opportunissimum foret, sciens de cetero, ut mox dictum est, se istius Matrimonii vinculo perpetuo ligatum iri.

Ad hæc declarat Sanctitas sua, ut quidquid hætenus sanctum dictumque est de Matrimoniis, sive ab Hæreticis inter se, sive inter Catholicos & Hæreticos initis in locis Fœderatorum Ordinum Dominio in Belgio subjectis; sanctum dictumque intelligatur etiam de similibus Matrimoniis extra fines Dominiî eorumdem Fœderatorum ordinum contractis ab iis qui additi sunt Legionibus, seu Militaribus copiis quæ ab iisdem Fœderatis ordinibus transmitti solent, ad custodiendas, muniendasque arces conterminas vulgò dictas *di Barriera*; ità quidem, ut Matrimonia ibi præter Tridentini formam, sive inter Hæreticos utrinque, sive inter Catholicos & Hæreticos inita valorem suum obtineant, dummodò uterque conjux ad easdem copias, sive Legiones pertineant; & hanc Declarationem vult Sanctitas sua complecti etiam Civitatem Mosæ Trajectensis à Republicâ fœderatorum ordinum quamvis non jure Dominiî, sed tantum oppignoracionis, ut aiunt, nomine possessam.

Tandem circa conjugia, quæ contrahuntur, vel in Regionibus

bus Principum Catholicorum ab iis, qui in Provinciis Fœderatis domicilium habent, vel in Fœderatis Provinciis ab habentibus domicilium in Regionibus Catholicorum Principum, nihil Sanctitas sua de novo decernendum, aut declarandum esse duxit, volens, ut de iis, juxta canonica Juris communis principia, probatasque in similibus casibus alias edictas à sacra Congregatione Concilii resolutiones, ubi disputatio contingat, decidatur; & ita declaravit, statuitque, ac ab omnibus imposterùm servari præcipit. Die 4 Novembris 1741.

A. Card. GENTILI S. C. Concilii Præf.

C. A. Arch. PHILIPPEN, Secret.

*Rome M. DCC. XLI.*

Ex Typographiâ Reverendæ Camerae Apostolicæ.





# CAS DÉCIDÉ

## SUR LES MARIAGES

DES CATHOLIQUES AVEC LES HERÉTIQUES.

*Sçavoir si un Evêque peut permettre le Mariage des Catholiques avec les Hérétiques.*

**C**Es Mariages sont défendus par les Canons des Conciles suivans.

En Espagne, par le chap. XVI du Concile d'Elvire: *Hæreticis, si se transferre noluerint ad Ecclesiam Catholicam, nec ipsas catholicas dandas esse puellas. Sed neque Judæis, neque Hæreticis dare placuit, eò quòd nulla possit esse societas fidelis cum infideli.*

En Orient, par le chap. X du Concile de Laodicée: *Quod non oporteat indifferenter Ecclesiasticos fœdere nuptiarum Hæreticis suos filios filiasque conjungere.*

En Afrique, par le ch. XII du troisième Concile de Carthage, auquel S. Augustin assista: *Item placuit ut filii vel filiae Episcoporum, vel quorumlibet Clericorum Gentilibus vel Hæreticis aut Schismaticis matrimonio non jungantur.*

En France, par le ch. LXVII du Concile d'Agde ou d'Epaune: *Quoniam non oportet cum omnibus Hæreticis miscere connubia, & filios vel filias dare, sed potiùs accipere: si tamen profitentur Christianos futuros esse se & Catholicos.*

Et par le Concile général de Chalcédoine assemblé auparavant celui d'Agde, au ch. XIV. *Sed neque copulari debet nuptura Hæretico, aut Judæo, aut Pagano, nisi foris persona orthodoxæ copulanda promittat se ad orthodoxam fidem transferre; c'est-à-dire, selon les interprètes, si ce n'est à condition de ne point célébrer le Mariage qu'après l'abjuration faite: Quòd si fidem amplecti se velle hæreticorum quispiam aut infidelium polliceatur, cum eo pacisci de nuptiis, non tamen eas antequàm promissa impleverit, celebrari licere decernitur, dit Zonare. Tunc enim si ad orthodoxam fidem accesserint, consequentur quoque nuptiæ, dit Balsamon.*

P p ij

La raison du chap. du Concile d'Elvire, mérite que l'on y fasse attention : *Eò quòd nulla possit esse societas fidelis cum infidelis.* Car elle confirme l'explication de Zonare & de Balsamon : & elle marque aussi que si en Afrique l'on n'a défendu particulièrement que les Mariages des Catholiques, qui sont enfans de ceux du Clergé, avec les Hérétiques, ce n'a point été pour faire entendre qu'on permettoit les Mariages des enfans des autres Catholiques avec les Hérétiques ; mais que ç'a été seulement pour marquer que cela étoit plus particulièrement défendu aux premiers, en la même manière que le Concile de Nicée a défendu seulement aux Clercs de prêter à usure.

Ils sont aussi défendus par le Droit divin positif, contenu en ces paroles de la première Epître aux Corinthiens, ch. VII. *Cui vult nubat, tantùm in Domino.*

Car quoiqu'elles puissent être interprétées en deux autres sens, c'est à sçavoir, que la veuve Chrétienne qui veut convoler en secondes nœces, ne doit se remarier que selon la loi de Dieu, qui ordonne que l'on ne se marie point que pour se servir du Mariage selon les règles de la tempérance & pour la fin du Mariage, qui est la génération des enfans, & non point par un motif de convoitise. C'est ainsi que S. Chrysostôme, Theophylacte & Oecumenius les ont expliquées. Ou en cet autre sens qui est de S. Augustin, c'est à sçavoir, qu'une Chrétienne ne peut se marier si ce n'est dans la volonté d'être ferme dans sa foi, & de ne point abjurer la Religion *aut Christiana permanens* : ce n'est pas néanmoins avec exclusion de ce troisième sens, qui est qu'une veuve Chrétienne ne peut se remarier qu'avec une personne qui fait profession de la véritable Religion : c'est ainsi que les Peres, & même les Auteurs des derniers siècles les ont expliquées après eux.

Tertullien en plusieurs endroits au livre II *Ad uxorem*, c. II. *Tantùm in Domino, id est, in nomine Domini, quod est indubitatè Christiano.* Au livre *De monog.* c. VII. *In Domino habet nubere, id est, non ethnico, sed fratri.* Au livre V contre Marcion, c. XIII. *Certè præscribens tantùm in Domino esse nubendum, ne qui fidelis ethnicum Matrimonium contrahat, legem tuctur Creatoris allophylo-rum nuptias ubique prohibentis.*

S. Cyprien au livre III, *ad Quirinum*, c. LXII, prouve par ce passage, que les Mariages des fidèles avec les infidèles sont défendus : *Matrimonium cum Gentilibus non iugendum.*

S. Jérôme, livre I, contre Jovinien, c. V. *Tantum in Domino, id est, Christiano. Qui secundas tertiasque nuptias concedit in Domino, primas cum ethnico prohibet.* Et en l'Épître 11 à Ageruchie : *Quodque addidit, tantum in Domino, amputat ethnicorum conjugia.*

L'Auteur des Commentaires sur S. Paul attribués à S. Ambroise : *Tantum autem in Domino, hoc est, ut sine suspitione turpitudinis nubat, & religionis sue viro nubat : hoc est in Domino nubere.*

Theodoret, sur ces paroles, joint aussi l'explication de Saint Chrysostôme à celle des Peres : que je viens de rapporter, & dit : *Tantum in Domino, hoc est fideli, pio, modesto & honesto.*

Sedulius fait la même chose : *Tantummodo Christiano, non Gentili, tantum in Domino propter continentiam.*

Primasius : *Tantummodo in Christo.*

Pierre Lombard, comme l'Ambrosiaster, Theodoret & Sedulius : *Sine turpitudinis suspitione, & viro sue religionis nubat.* Saint Thomas : *Tantum in Domino, id est, viro sue religionis : nam in dispari cultu prohibitum est in lege matrimonium.* Deut. 7.

Herveus, dans ses Commentaires, que l'on attribue à Saint Anselme, & qui sont imprimés parmi ses Œuvres : *Tantum in Domino, id est, ut sine suspitione turpitudinis nubat, & religionis sue viro nubat.*

Cajetan : *Tantum in Domino, hoc est, dummodo nubat Christiano. Hic est primus in novo testamento textus prohibens iniri conjugia inter dispares cultus.*

Erasme : *Edicit ut quæ non nupserint, si velint nubere, jungantur Christiano.*

Vatable : *Quasi diceret, cum hac exceptione, ut Christiano marito nubat, vel propter Dominum nubat, ne per fornicationem violet legem Domini.*

Estius, après avoir dit que ces paroles se peuvent expliquer en trois manieres : ou comme S. Chrysostôme, & les Grecs les ont expliquées : *Secundum legem Dei quæ præcipit ut cum temperantia, & suscipiendæ prolis studio matrimonium contrahatur, non ex impetu libidinis.* Ou comme S. Augustin les a expliquées en son livre *De fide & operibus*, c. XIX, c'est-à-dire, en persévérant dans la religion chrétienne. *In Domino scilicet Christo, id est Christiana permansens, seu Christi religionem occasione novi conjugii non deserens.* Ou comme Tertullien, & les autres après lui, il conclut pour cette dernière.

On pourroit encore citer Grotius, qui non-seulement expli-

que ces paroles de l'Apôtre en la même façon : *Id est, intra Ecclesiam, cum Christiano scilicet* : ce qu'il prouve par l'Ecriture & par Tertullien ; mais qui de plus ajoute : *Ita hic accipit Arabs.*

Ces Mariages sont encore défendus par ces paroles de la seconde Epître aux Corinthiens, c. VI : *Nolite jugum ducere cum infidelibus.* C'est le sentiment de S. Cyprien, au lieu ci-dessus allégué. C'est celui de S. Jérôme au livre cité contre Jovinien : *Ignoscit Apostolus fidelium conjunctioni, quæ habentes maritos, in Christum postea crediderant, non iis, quæ cum Christianæ essent, nupserunt Gentilibus, ad quas alibi loquitur : Nolite jugum ducere cum infidelibus. Quæ enim participatio justitiæ cum iniquitate, aut quæ societas lucis ad tenebras ?* Et en l'Epître 11 citée : *Amputat ethnicorum conjugia, de quibus & in alio loco dixerat : Nolite jugum ducere cum infidelibus.* C'est aussi le sens dans lequel le Concile d'Elvire & plusieurs autres ont pris ce texte de l'Apôtre.

Il est encore certain que le Mariage, considéré en soi, est d'institution divine : or Dieu n'a point institué les Mariages des fidèles avec les infidèles. C'est la doctrine de S. Ambroise au livre VIII sur S. Luc : *Quidam putant omne conjugium à Deo esse, maxime quia scriptum est : Quæ Deus conjunxit, homo non separet. Ergo si omne conjugium à Deo est, omne conjugium non licet solvere ; & quomodo Apostolus dixit : Quod si infidelis discedit, discedat ? In qua mirabiliter, & noluit apud Christianos causam residere divortii, & ostendit non à Deo omne conjugium : neque enim Christianæ Gentilibus Deo judicio copulantur, cum lex prohibeat. Sed occurrit illud quod ait Salomon : domum & substantiam patres partiuntur filiis : à Deo autem præparatur viro uxor. Quod qui in Græco legit, non putat esse contrarium. Benè enim dixit Græcus ἀποὸ τῆς ἁρμονίας enim conveniens & apta rerum omnium dicitur commissæ con-nexio. Harmonia est cum fistulæ organi per ordinem copulatæ, legiti-mæ tenent ordinem cantilenæ, chordarumque aptus servat ordo concordiam. Itaque non habent harmoniam suam nuptiæ, quando christiano viro gentilis mulier non legitime epulatur. Ergo ubi nuptiæ harmonia : ubi harmonia Deus jungit. Ubi harmonia non est, pugna atque dissensio est, quæ non est à Deo, quia Deus caritas est. Et au livre I De Abraham c. IX : *Accedit aliud insigne castimonie, si credas à Deo tibi quod sortitus es conjugium datum : unde & Salomon ait : A Deo præparatur viro uxor. Non possunt hoc disparez fide credere.**

Mais parce que le Mariage est un Sacrement dans la Loi nou-

velle, qui ne peut être administré à un pécheur public, & qu'on ne peut aussi recevoir les Sacremens sans nécessité d'un pécheur public, le Mariage ne peut être contracté par un Catholique avec une Hérétique.

Si le Prêtre en est le Ministre, il ne le peut administrer à l'Hérétique: cela est évident.

Si ce sont les parties qui en sont les Ministres, ou l'une administre à l'autre, ou chacune d'elles se l'administre à soi-même. Si l'une l'administre à l'autre, la Catholique l'administre à l'Hérétique & le reçoit d'elle. Ce sont deux crimes: car il n'y a point de nécessité à la Catholique de le demander à une personne qui est notoirement indigne, ni de raison de le recevoir d'elle, puisqu'on peut se marier à d'autres.

Si chacune des parties se l'administre à elle-même, au moins la Catholique donne lieu & occasion à l'Hérétique de l'administrer & de le recevoir mal: ce qui ne se peut sans un fort grand péché; *Necessitas illius tuum crimen est.*

Il faut encore ajouter que tous les Sacremens de l'Eglise doivent être administrés avec les cérémonies reçues & pratiquées, si ce n'est dans le pur cas de nécessité, parmi lesquelles cérémonies est comprise la bénédiction du Prêtre. Or des personnes de différentes Religions ne peuvent pas se marier avec ces cérémonies. C'est le raisonnement de S. Ambroise en son Epître vingt-troisième à *Vigilius* Evêque de Trente: *Nam cum ipsam conjugium velamine sacerdotali & benedictione sanctificari oporteat, quomodo potest conjugium dici, ubi non est fidei concordia?* Le Concile de Trente, Session 7, c. XIII: *Si quis dixerit receptos & approbatos Ecclesie Catholice ritus in solemnibus Sacramentorum administratione adhiberi consuetos, aut contemni, aut sine peccato à Ministris pro libito omitti, aut in novos alios per quemcumque Ecclesiarum Pastorem mutari posse, anathema sit.*

Ces Mariages sont aussi défendus par la Loi de nature, suivant laquelle tout fidèle est obligé de ne se point exposer à la subversion de sa foi par les Mariages qu'il contracte, & les personnes Catholiques s'exposent à la subversion de leur foi, par les Mariages qu'elles contractent avec des Hérétiques. S. Ambroise, en l'Epître citée, se sert de cette raison: *Sapè, dit-il, plerique capti amore faminarum fidem suam prodiderunt, ut Patrum populus in Beelphegor. Et plus bas: Quid de exemplis loquar? Ex multis unum proferam, ut ejus commemoratione liqueat, quam*

*perniciosum sit alienigenæ mulieris adscivisse copulam. Quis fortior ; & ab incunabulis suis unitioni Dei spiritui, quàm Nazareus Samson ? Et ipse proditus est, & ipse per mulierem non potuit suam tenere gratiam.* Et au chapitre cité du livre premier *De Abraham : Ratio docet, sed amplius exempla movent, sepe illecebra mulieris decipit etiam fortiores maritos, & à religione fecit extorres.*

Suivant cette même Loi naturelle & divine, les contractans exposent leurs enfans à une éducation contraire à leur Religion.

Les Catholiques les exposent à une éducation dans l'hérésie : & les Hérétiques à une éducation dans une Religion qu'ils croyent être mauvaise, en quoi ils pèchent contre leur conscience.

Car si leur première intention doit être d'engendrer des enfans, suivant cette maxime de S. Augustin au livre II *De adult. conj.* chap. XII : *Propagatio itaque filiorum ipsa est prima & naturalis, & legitima causa nuptiarum* : leur seconde intention doit être de ne les point engendrer pécheurs, qu'afin qu'ils soient régénérés à la grace pour le Ciel, suivant la doctrine de ce même Saint, au livre I, de *Nup.* c. IV. *Illam concupiscentiam carnis, quæ caro concupiscit adversus spiritum, in usum justitiæ convertunt fidelium nuptiæ. Habent quippe intentionem generandi regenerandos, ut qui ex eis sæculi filii nascuntur, in Dei filios renascantur.* D'où ce saint Père conclut, qu'il n'y a de pudicité conjugale que dans les Mariages des fidèles : *Quapropter, qui non hac intentione, hac voluntate, hoc fine generant filios, ut eos ex membris hominis primi in membra transferant Christi, sed infideles parentes de infideli prole gloriantur, etiamsi tanta sit observantia, ut secundum matrimoniales tabulas nonnisi liberorum procreandorum causa concumbant, non est in eis vera pudicitia conjugalis.*

L'on ne peut pas dire raisonnablement que ceux-là se marient pour engendrer des enfans, afin qu'ils soient régénérés pour devenir les membres de Jesus-Christ & les enfans de Dieu, qui savent que les enfans qui proviendront de leurs Mariages, seront en péril d'avoir une éducation contraire à la véritable Religion : car si le père est Hérétique, il voudra qu'ils soient élevés dans la sienne ; s'il est Catholique, & qu'il meure avant sa femme, cette femme voudra que leurs enfans soient élevés dans la sienne. Et quand ils conviendroient que les enfans mâles seroient élevés dans la Religion du père, & les filles dans celle

celle de la mere, il seroit toujours vrai de dire que la Catholique pécheroit contre cette fin du mariage, à l'égard des enfans d'un autre sexe.

La même Loi de nature veut que le mari & la femme ayent une société ensemble, par laquelle, comme ils ne sont qu'un corps ensemble, ils ne soient aussi entre eux qu'un esprit & une volonté pour glorifier Dieu & pour faire leur salut. Le bien du Mariage consiste particulièrement en cette union, dit S. Augustin, lib. *De bono Conjug.* cap. III. *Quod mihi non videtur propter solam filiorum propagationem, sed propter ipsam etiam naturalem in diverso sexu societatem: alioquin non jam diceretur conjugium in sensibus, praesertim si vel amisissent filios, vel minimè gennissent. Nunc verò in bono, licet annofo conjugio, & si marceat ardor ætatis inter masculum & feminam, viget tamen ordo caritatis inter maritum & uxorem: quia quantò melioris ætatis sunt, tantò maturius à commixtione carnis suæ patri consensu se continere cœperunt: non ut necessitatis esset postea non posse quod vellent, sed ut laudis esset primùm noluisse quod possent. Si ergo servatur fides honoris, & obsequiorum invicem debitorum ab alterutro sexa, etiamsi languescentibus & propè cadaverinis utriusque membris, animorum tamen ritè conjugatorum tantò sincerior, quantò probatior; & tantò securior quantò placidior castitas perseverat. C'est pourquoi il dit, qu'il y a eu un véritable Mariage entre la sainte Vierge & saint Joseph, & plus parfait que tous les autres Mariages. Lib. *De Nupt.* c. XI. *Quibus verò placuit ex consensu, ab usu carnalis concupiscentiæ in perpetuum abstinere, absit ut inter illos vinculum conjugale rumpatur: imò firmitus erit, quò magis ea passa secum inierit, quæ carius concordiusque servanda sunt, non voluptariis affectibus animorum. Neque enim fallaciter ab Angelo dictum est ad Joseph: Noli timere accipere Mariam conjugem tuam. Conjux vocatur ex prima fide desponsationis, quam concubitu nec cognoverat, nec fuerat cogniturus: nec perierat, nec mendax manserat conjugii appellatio, ubi nec fuerat, nec futura erat ulla carnis commixtio. Erat quippe illa virgo: idè & sanctius & mirabilius jocunda suo viro, quæ etiam fecunda sine viro, prole dispar, fide compar. Cette union d'esprit & de volonté est nécessaire, afin que les parties se sanctifient l'une & l'autre, & qu'elles opèrent leur salut. Ce qui faisoit dire à S. Ambroise, en son livre I de *Abraham*, c. IX: *Cum Sancto Sanctus eris. Si in hoc in aliis, quantò magis in conjugio ubi una caro, & unus spiritus est?* Et que l'obli-**

gation des personnes mariées est de prier ensemble : *Simul ad orationem nocte vobis surgendum est, & conjunctis precibus obsecrandus Deus*. Or il est certain que ceux de différentes Religions ne peuvent pas faire leurs prières ensemble. *Cum oratio communis esse debeat, quomodo inter dispares devotione potest esse conjugii communis caritas ?* dit S. Ambroise en son Epître 23.

Ces Mariages ont encore des suites fâcheuses par les divisions qui arrivent entre les maris & les femmes, leurs enfans & leurs domestiques de différentes Religions.

Et enfin ces Mariages mettent ordinairement les personnes d'une famille dans une impuissance morale de faire un plein & entier exercice de leur Religion.

Mais on demande si ces Mariages sont tellement illicites, que les Evêques ne pussent, en aucune occasion, ou pour quelque raison que ce soit, les permettre.

Les Théologiens sont partagés sur cette difficulté.

Il y en a qui disent que non-seulement les Evêques peuvent permettre ces Mariages, mais même qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir ni de demander leur permission, dans les lieux où les Catholiques & les Hérétiques ont de coutume de vivre ensemble. C'est le sentiment d'Isambert, Sanchez, Pontius, Azor & autres. Ils se fondent sur ce principe, que ces Mariages ne sont défendus ni par la Loi naturelle, ni par la Loi divine, mais seulement par la Loi Ecclésiastique, laquelle, disent-ils, est abrogée en ces pays par l'usage contraire, & par le consentement tacite des Curés, des Evêques & des Papes, comme il se voit par ce qui se pratique en France, en Allemagne & en Pologne.

Mais ces Théologiens limitent leur proposition en plusieurs manières.

Les uns aux Mariages qui se contractent sans que la partie Catholique soit en péril de subversion de sa foi. C'est la limitation de Sanchez : *Dummodo Catholicæ liberè permittatur, & absque perversionis periculo, in fide permanere*, lib. VII, de Matr. disp. 72.

D'autres, comme Isambert, ajoutent aussi : Qu'il n'y ait point de péril de subversion de la foi des enfans qui en proviendront : *In illis locis in quibus Catholici vivunt admixti Hæreticis, ut in Polonia & Germania, nec est periculum subversionis tam ipsi viro (il le suppose Catholique) quam futura proli. de Matr. disp. 9, art. 7.*



Quelques-uns, comme Pontius, disent encore que ces Mariages ne sont pas permis, s'il s'ensuit qu'il y ait péril de division dans le domestique, à cause de l'exercice des Religions différentes.

D'où il faut conclure que ces Auteurs supposent, quand il y a péril de subversion de la foi de la partie Catholique ou de leurs enfans, ils estiment que ces Mariages sont illicites, comme étant prohibés par la Loi de nature, un chacun étant obligé de Droit naturel d'éviter cette subversion : *Quod jure naturali tenetur unusquisque evitare*, dit le même Isambert.

Pontius estime qu'il est facile d'empêcher que l'on ne tombe dans ces périls. Que la partie Catholique ne fera dans aucun péril de subversion de sa foi, si on lui donne une pleine & entière liberté de faire l'exercice de sa religion ; & si tout considéré, on juge qu'il n'y a point de circonstances qui donnent sujet d'appréhender l'apostasie.

A l'égard des enfans, qu'il est nécessaire que la partie Catholique soit chargée de leur éducation jusqu'à l'âge de puberté.

Et à l'égard des domestiques, qu'il faut que les contractans s'obligent réciproquement de permettre aux Catholiques de vivre paisiblement dans la maison, en faisant l'exercice de la Religion catholique.

Et parce que le Mariage est un Sacrement, lequel, suivant le Décret du Concile de Trente, ne peut être contracté valablement qu'en présence du Curé & des témoins ; ces mêmes Docteurs ajoutent, que dans les lieux où ce Décret est en vigueur, le Curé ne pèche point en assistant à ce contrat, quoiqu'il soit illicite : parce que c'est un contrat, lequel est bon de foi & licite, & qui n'est mauvais & illicite que par la malice des contractans. Et néanmoins que le Prêtre ne doit point donner la bénédiction Nuptiale à ces Mariages, encore moins célébrer la Messe, à cause de la partie Hérétique qui y est présente, & qu'il n'est pas aussi permis de bénir.

Et en ce cas le Mariage seroit véritable, & ne seroit point un Sacrement selon l'opinion de ceux qui estiment que le Prêtre en est le Ministre.

Et dans l'opinion des autres qui soutiennent que les parties en sont les Ministres, il faut dire qu'il auroit Sacrement, quoique le Curé ne donne point la bénédiction Nuptiale, & qu'il

soit un simple témoin du contrat & de la tradition qui se fait.

Mais il faut que les défenseurs de cette opinion aillent au devant d'une difficulté, qui est, qu'il semble que ce Mariage sera toujours illicite de la part de la personne Catholique.

Ils tâchent de la résoudre suivant des principes différens.

Quelques-uns disent que chacune des parties administre le Sacrement à l'autre, l'homme à la femme & la femme à l'homme, comme Gamache, *de Matr.* chap. XXXII.

D'autres, comme Isambert, que chacune se l'administre à elle-même.

Suivant ce premier sentiment, la partie Catholique administre le Sacrement à l'Hérétique, & le reçoit de lui.

On demande comment cela peut être licite.

Suivant ce second, elle ne le lui administre point, ni ne le reçoit point aussi de lui; mais on dit: Au moins la Catholique est une occasion à l'Hérétique de conférer & de recevoir le Sacrement indignement.

Les premiers répondent, que la partie Catholique le reçoit d'une Hérétique sans péché; parce qu'elle a droit de le lui demander: comme un Paroissien reçoit sans péché les Sacramens de son Curé, qu'il sçait être un pécheur public. Que la même partie Catholique l'administre aussi à l'Hérétique sans péché, parce qu'elle y est obligée par une conséquence nécessaire, puisqu'en le recevant d'elle, il faut de nécessité, la chose étant réciproque, qu'elle le lui administre aussi.

Les seconds répondent, que la Catholique se sert de son droit: qu'elle n'a aucune intention d'exciter & de porter au péché la partie avec laquelle elle contracte, mais seulement de se servir de la disposition dans laquelle elle se trouve; comme il est permis à une personne de prendre de l'argent à usure d'un usurier, qui est dans la disposition de le prêter usurairement & non gratuitement.

Il y a d'autres Théologiens qui estiment que l'on en doit demander la dispense, & que le Pape ou l'Evêque la peuvent accorder, quand il y a raison. Ils disent qu'il est au pouvoir de l'Eglise de dispenser de ses Loix: qu'il faut toujours supposer que cette dispense ne doit être accordée que quand la Loi de nature, à cause des circonstances particulières, n'oblige pas. Et pour ce qui est de ces paroles de l'Apôtre, *santum in Domino*,

qu'elles ne marquent qu'un précepte de l'Apôtre, duquel par conséquent l'Evêque peut dispenser; ou si c'est un commandement de Dieu, qu'il ne le faut pas étendre plus loin que celui de la Loi de nature.

Enfin il y a des Théologiens, comme Gamache au c. XXVIII de son traité de *Matrim.* qui soutiennent que ces Mariages sont tellement illicites, que les Evêques & le Pape même ne peuvent en aucune occasion, ni pour quelque raison que ce soit, les permettre. *Etiamsi*, dit cet Auteur, *ex hypothesi omnia removeantur apostasie & seductionis pericula, tamen semper restat prima ratio sumpta ex jure divino, nimirum ex reverentia Sacramentis debita, ut nec recipiantur in statu peccati mortalis, neque prudenter, scienter alteri tribuantur peccatum mortale habenti, quando peccatum fuerit notorium. Non enim summus Pontifex habet potestatem mutandi jus divinum, & institutionem Christi: imò non solum est jus divinum, sed etiam naturale, ut Sacramenta dignè & reverenter tractentur. Ergo nec in talibus nuptiis potest idem summus Pontifex dispensare.*

Et sur ce que l'on objecte, qu'il semble que l'Eglise peut bien permettre à un Catholique d'épouser une Hérétique, puisqu'elle a pu permettre à un Catholique d'épouser une Païenne; ils répondent, qu'il n'est pas vrai que l'Eglise peut donner permission à un fidèle d'épouser une Païenne; & quand elle le pourroit, qu'il n'en seroit pas de même des Mariages des Catholiques avec des Hérétiques; parce que ceux-ci sont des Sacremens, tant à l'égard de l'Hérétique, qu'à l'égard de la Catholique, & que ceux-là ne le sont point du tout de part ni d'autre, ou au moins ne le sont point de la part de la partie Païenne.

Cette opinion est la véritable, & c'est celle qui doit être uniquement suivie dans la pratique.

Elle est de Saint Cyprien au traité *De lapsis*, quand il dit, que de se marier avec les infidèles, c'est prostituer les membres de Jesus-Christ: *Jungere cum infidelibus vinculum Matrimonii, prostituere Gentilibus membra Christi.* Saint Augustin en son livre *De fide & oper.* ch. XIX, reconnoît que c'est là le sentiment de ce grand Martyr.

Elle est de Saint Ambroise en son livre I *De Abraham*, ch. IX, qui en tirant une conséquence des principes qu'il avoit avancés auparavant, donne cet avis: *Cave, Christiane, Gentili*

*aut Judæo filiam tuam tradere : cave, inquam, Gentilem aut Judæam, atque alienigenam, hoc est hæreticam & omnem alienam à fide tua uxorem accersas tibi.* Ce qu'il avoit établi pour principe est, que le Mariage a été institué, afin que deux personnes soient faites un même corps & un même esprit : ce qui ne peut être quand elles n'ont pas une même foi.

Elle est encore de Saint Jérôme, liv. I, contre Jovinien, en ces termes : *At nunc, dit-il, plerique contemnentes Apostoli junctionem, junguntur Gentilibus, & Tempia Christi idolis prostituunt : nec intelligant se corporis ejus partem esse, cujus & costa sunt. Ignoscit Apostolus infidelium conjunctioni, quæ habentes maritos, in Christum postea crediderunt : non iis, quæ cum Christianæ essent, nupserunt Gentilibus, ad quas alibi loquitur : Nolite jugum ducere cum infidelibus. Quæ enim participatio, &c. Licet in me servituras sciam plurimas matronarum, licet eadem impudentiâ quâ Dominum contempserunt, in me pulicem & Christianorum minimum debacchaturas : tamen dicam quod sentio, loquar quod me Apostolus docuit, non illas justitiæ esse, sed iniquitatis : non lucis, sed tenebrarum : non Christi, sed Belial : non Tempia Dei viventis, sed fana & idola mortuorum.*

Tous les Théologiens conviennent, que quand il y a péril de la subversion de la foi de la partie Catholique ou de celle des enfans ou des domestiques, de querelles ou de divisions dans les familles, que les Mariages dont il s'agit sont absolument illicites, & qu'ils ne peuvent être jamais contractés ni permis par les Evêques ni par le Pape.

Or une personne Catholique ne sçauroit jamais se marier avec une Hérétique, qu'elle ne s'expose au péril de la subversion de sa foi : car elle s'expose non-seulement par le Mariage à l'aimer ; mais son dessein est de l'aimer & de n'être qu'un cœur & une ame avec elle, comme elles sont ensemble deux en une même chair ; & par cet amour conjugal elle s'expose au danger de perdre sa foi. C'est le raisonnement de Saint Ambroise, qu'il confirme par des exemples de l'ancien Testament. *Ratio docet, sed amplius exempla movent. Sæpè illecebro mulieris decepit etiam fortiores maritos, & à religione fecit discedere. Sæpè plerique capti amore fœminarum fidem suam prodiderunt, ut Patrum populus in Beelphégor. Quis fortior & ab incanabilis suis munitior Dei spiritu, quàm Nazareus Samson ? Et ipse proditus est, & ipse per mulierem non potuit suam tenere gratiam,*

Si un mari Catholique est en péril de la subversion de sa foi, par le moyen de la femme Hérétique qu'il a épousée, à cause du pouvoir qu'elle a sur lui par ses caresses & ses attraits, une femme Catholique n'est pas dans un moindre péril, parce qu'elle est capable d'aimer tendrement son mari ; & si elle l'aime, de déferer à son jugement, plus qu'à tout ce qui lui sera dit par d'autres personnes, & parce qu'il peut l'éloigner de tout ce qui seroit capable de la fortifier dans la foi, & lui faire avoir liaison avec d'autres, qui pourroient la détourner du vrai culte de Dieu.

Car ce que Pontius dit, que la partie Catholique ne seroit en aucun péril de la subversion de sa foi, si on lui laissoit la liberté entière de faire l'exercice de sa Religion ; c'est une pure illusion, puisque le libre exercice ne peut empêcher l'amour conjugal, ni la passion de cet amour, & que c'est en cela qu'est le péril, à proprement parler, au sentiment de Saint Ambroise. On sçait par trop d'expérience ce que peut cette passion, & comme elle est capable de détourner du Service de Dieu, même entre les maris & les femmes qui font profession d'une même Religion.

Si les personnes qui contractent ces Mariages sont en âge d'avoir des enfans, il est aussi véritable que la Catholique les expose au péril de la subversion de leur foi, parce qu'elle les expose à une éducation dans l'hérésie, & aux suites qui, moralement parlant, ne sont pas moins capables de les subvertir, sans que l'on puisse l'empêcher.

On dit qu'il y a un moyen indubitable, c'est à sçavoir, que l'on stipulera que les enfans seront élevés dans la Religion Catholique jusqu'à l'âge de puberté.

Et moi je dis : Donc, si on ne fait point ce pacte, les enfans demeureront exposés à ce péril. A plus forte raison, si on stipule que les enfans seront élevés dans différentes Religions, les filles dans celle de la mere, & les fils dans celle du pere, comme cela se stipule ordinairement. De plus, quand on stipuleroit qu'ils seroient tous élevés dans la Religion Catholique jusqu'à l'âge de puberté, y a-t-il des moyens sûrs, & qui ne soient pas fâcheux pour faire exécuter ce qui aura été stipulé, si l'une des parties s'y opposoit ? Il n'y en a aucun que celui des procès, qui est un moyen très-dangereux. Mais comme la partie Catholique peut mourir la première, les en-

fans étant dans le seul pouvoir de l'Hérétique, que n'y a-t-il point à appréhender ? Peut-on faire enforte que la partie Hérétique ne tente point incessamment ses enfans, & qu'elle ne leur inspire pas des sentimens contraires à ceux de la Religion Catholique ? Si c'est le pere qui est Hérétique, il se servira de toute l'étendue de son pouvoir, à proportion de leur âge, afin de les engager à lui déferer plus qu'à leur mere ; si c'est la mere, elle cachera leurs défauts, & elle leur imprimera de la défiance & du mépris pour leur pere ; & quand ces enfans seront en âge de puberté, le pere Hérétique pourra exposer ses enfans à cette subversion, en leur faisant entendre qu'il ne fera rien pour leur établissement, tant qu'ils ne seront pas profession de la Religion : il est encore vrai qu'il y a des conjonctures pernicieuses que l'on ne sauroit rendre inutiles. Un fils aîné qu'une Couronne fermée regardera s'il se fait Hérétique. Une fille qui ne pourra être mariée selon sa condition, tant qu'elle sera Catholique, & ainsi des autres.

Et quand il n'y auroit du péril que dans la suite du danger auquel la partie Catholique s'expose par ce Mariage, il seroit suffisant pour dire que tels Mariages ne peuvent être permis ; car la subversion de la partie Catholique attireroit l'éducation mauvaise de leurs enfans, & le péril de l'une emporteroit le péril des autres.

Quand donc les Théologiens qui soutiennent que ces Mariages peuvent être permis, supposent que ce n'est que dans le cas où tout péril de subversion de la foi de la partie Catholique & de leurs enfans cesse ; ils font une supposition qui est impossible : c'est pourquoi on ne peut être de leur avis.

Ces Mariages ne pourroient aussi jamais être permis, quand ils ne seroient pas contraires à la Loi de nature, puisqu'ils seroient toujours contraires à la Loi de Dieu, contenue en ces paroles de l'Apôtre, *tantum in Domino*, selon l'interprétation des Peres qui ont été rapportés ci-dessus : car si Dieu défend ces Mariages, il n'est jamais permis aux hommes de les contracter.

On oppose à cette preuve quatre choses.

La première, que ces paroles ne contiennent pas un précepte divin, mais seulement un commandement de S. Paul ; ce qu'ils confirment par Tertullien & par Saint Jérôme, qui

qui l'appellent un Commandement Apostolique , *Apostolicam jussionem*.

La seconde, qu'elles ne signifient point qu'il n'est permis à une Catholique veuve de se marier qu'à une personne de sa Religion ; mais qu'elles signifient seulement qu'elle ne doit se marier que selon la Loi de Dieu , qui ordonne qu'on se marie avec un esprit de tempérance , & dans la vue d'avoir des enfans , & non pas avec un esprit de convoitise & de sensualité , selon la pensée de Saint Chrysostôme , de Théophilaëte & d'Œcumenius : ou bien qu'elle ne se doit marier qu'à condition qu'elle persévérera dans la véritable Religion *Christiana permanens* , & non pas *Christiano nubens*. Ce qu'ils confirment par l'autorité de Saint Augustin en son livre *De fide & oper.* ch. 19, où il dit, qu'il n'y a point de commandement de cela dans le nouveau Testament : *Quæ nostris temporibus jam non putantur esse peccata : quoniam revera in novo Testamento , nihil inde præceptum est.*

La troisième, que quand elle contiendrait un Commandement de Dieu , ce serait un Commandement qui n'aurait pas plus d'étendue que celui de la nature , qui ne défend pas ces Mariages absolument , mais qui les défend seulement quand il y a péril de subversion.

La quatrième, que ce Commandement en tout cas ne regarde que les Mariages des Catholiques avec les infidèles , & non pas ceux des Catholiques avec les Hérétiques.

Il faut examiner ces quatre réponses.

Pour ce qui est de la première, elle n'a aucun fondement : car il n'y a point de termes dans l'Ecriture, qui marquent que ce Commandement soit de l'Apôtre , & non pas de Jésus-Christ , & au contraire il y a raison de dire que c'est un Commandement de Dieu , parce que l'Apôtre ne distingue point entre ce qui est de Dieu , *cui vult nubat* , d'avec ce qui suit immédiatement , *tantum in Domino*. De plus ce Chapitre ne contient aucun précepte de l'Apôtre. Les Grecs disent qu'en ces termes est contenue une Loi de Dieu. Saint Augustin est de leur sentiment ; mais les Grecs & Saint Augustin mettent ce Commandement en autre chose. Ceux qui disent que c'est une défense faite aux fidèles de s'allier par Mariage avec des infidèles, reconnoissent aussi que c'est un précepte divin, quoique quelques-uns d'entre eux disent que c'est l'Apôtre qui

commande. Tertullien qui dit que l'Apôtre en ce chapitre, & *jubet*, & *suadet*, & *præcipit*, & *hortatur*, & *rogat*, & *conminatur*, fait entendre que c'est de la part de Dieu que l'Apôtre commande, en se servant de ces termes ; *tantum in Domino*. Il dit : *Detrahitur & exerta sententia est, & ipsa sui brevitate secunda, sic solet. Divina, uxor, statim observet*. Il marque la même chose dans son livre de *monogam.* parce qu'il apporte cette raison : *Quia & vetus lex adimit conjugium allophytorum* ; comme s'il vouloit dire que ces Mariages sont défendus dans la Loi nouvelle aussi bien que dans la Loi ancienne ; & c'est ce qu'il dit encore plus clairement au livre cité *adversus Marc.* quand il montre la conformité de la Loi de Moïse avec l'Evangile ; au sujet de la défense de contracter Mariage avec les infidèles, contenue au Lévitique, par ce passage, *tantum in Domino*. Saint Cyprien estime aussi que c'est un précepte divin : car ce grand Martyr n'a mis dans son livre *ad Quirinum*, que les préceptes divins, comme il en a averti lui-même dans sa Préface : *Collecta sunt à me quædam præcepta Dominica & Magisteria divina*. Saint Jérôme n'est point dans une autre pensée ; car il dit que les Chrétiens prostituent aux idoles les Temples de Jésus-Christ par ces Mariages : *Templa Christi idolis prostituunt*. Et cette prostitution infâme est contre la Loi de Dieu. Saint Thomas & Cajetan sont du même avis.

La seconde chose que l'on oppose, n'est considérable qu'à cause du passage de Saint Augustin : car pour ce qui est de l'interprétation des Grecs, elle n'est pas incompatible avec les deux autres, ni la seconde avec la troisième. L'Auteur des Commentaires sur Saint Paul chez Saint Ambroise, Théodore, Sedulius, Herveus le maître des Sentences, Saint Thomas, Vatable & Estius, joignent la première avec la troisième, & Saint Augustin, au livre de *adult. conjug.* joint la seconde avec la troisième.

Ce qui est donc considérable, est que Saint Augustin dit qu'il n'y a point de défense de contracter ces Mariages dans le nouveau Testament. Il faut chercher en quel sens on doit entendre cette proposition.

Et pour le reconnoître, il est bon de remarquer que Saint Augustin étoit très-persuadé que la matière du Mariage étoit très-obscur & très-embarrassée, & qu'il estimoit qu'il ne la comprenoit pas parfaitement. C'est ce qu'il nous apprend au



liv. I. De adult. conjug. c. XXV. *Questionem de conjugii obscurissimam & implicatissimam esse non nescio : nec audeo profiteri omnes ejus sinus vel in hoc opere vel in alio me adhuc explicuisse, vel jam posse, si urgear, explicare.*

Que Saint Augustin ne dit pas absolument, au livre d'où l'on a tiré cette objection, que ce n'est pas un péché à un Catholique de se marier avec une Hérétique ; mais qu'il dit que cela ne passoit pas pour un péché de son temps, quoique dans les siècles précédens cela passât pour un fort grand crime : *Quæ nostris temporibus jam non putantur esse peccata.* D'où il s'ensuit que cela étoit auparavant compté pour un péché : & en effet il le prouve par le témoignage de Saint Cyprien, duquel il dit : *Nihil aliud esse asserens, quam prostituere Gentilibus membra Christi.* Que quand il dit que cela ne passoit pas pour un péché dans son temps, il entend seulement que ces Mariages étoient pour lors en usage, & que l'on n'estimoit pas qu'il y eût péché à les contracter, parce qu'on n'en voyoit aucune défense précise dans le nouveau Testament.

Que néanmoins il y avoit du doute, fondé sur l'Ecriture même : c'est pourquoi il ajoute : *Et ideo aut licere creditum est, vel ut dubium derelictum est.* Il dit la même chose un peu plus clairement au livre premier De adult. conjug. chap. XXV. *tantum in Domino, Quod duobus modis accipi potest, aut Christiana permanens, aut Christiano nubens. Non enim tempore Testamenti revelati novi in Evangelio, vel ullis Apostolicis litteris sine ambiguitate declaratum esse recolo, utrum Dominus prohibuerit fideles infidelibus jungi. Quamvis B. Cyprianus inde non dubitet, nec in levibus peccatis constituat jungere cum infidelibus vinculum Matrimonii ; atque id esse dicat, prostituere Gentilibus membra Christi.*

Que Saint Augustin dit, qu'il est douteux si cette défense se trouve dans le nouveau Testament, comme il est douteux dans l'Ecriture si Saint Jean a reproché à Hérode qu'il avoit pris la femme de son frere Philippe vivant ou mort. *Sicut etiam illud ambiguum est, utrum Herodes mortui duxerit, an vivi fratris uxorem, & ideo non ita clares, quod Joannes ei non licere dicebat.*

Comme il est douteux si l'on doit admettre au Baptême une concubine, après avoir protesté qu'elle n'aura la compagnie d'aucun autre homme, s'il arrive que son concubinaire la quitte.

R r ij

*De concubina quoque, si professa fuerit nullum se alium cognitaram, etiamsi ab illo cui subdita est, dimittatur, meriti dubitatur utrum ad percipiendum Baptismum debeat admitti.* Comme il est douteux si celui qui a surpris sa femme en adultère après l'avoir quittée, est lui-même un adultère, au cas qu'il en épouse une autre, ou seulement si son péché est veniel : *Et in ipsis divinis sententiis ita obscurum est, utrum & iste, cui quidem sine dubio adulteram licet dimittere, adulter tamen habeatur, si alteram duxerit, ut quantum existimo, venialiter ibi quisque fallatur.*

Or, quand l'Ecriture dit qu'Herode a pris la femme de son frere Philippe, il est vrai qu'elle ne s'est pas tellement expliquée, qu'elle ait ôté tout sujet de dire qu'elle entendoit parler de la femme de Philippe après sa mort, & qu'il avoit laissé des enfans d'elle, en quoi il auroit péché contre la défense de Dieu, au Lévitique, chap. XVIII, v. 16. *Turpitudinem uxoris fratris tui non revelabis, quia turpitudine fratris tui est* : si ce n'est quand le défunt n'avoit point laissé d'enfans, Deuteronomie 25, v. 5. *suscipiet semen fratris sui*, &c. Et Tertullien l'a pris en ce sens au livre IV, contre Marcion, chap. XXXIV. *Joannes enim retundens Herodem, quod adversus Legem uxorem fratris sui defuncti duxisset, habentis filiam ex illa, non aliàs hoc permittente, imò & præcipiente Lege, quàm si frater illiberis decesserit, ut à fratre ipsius & ex costa ipsius separaretur semen illi, &c.*

Mais il est certain aussi qu'Herode avoit pris pour femme Herodias, femme de Philippe son frere avant sa mort, comme il est évident par le témoignage de Joseph, & que le péché duquel Saint Jean le reprenoit, étoit un adultère & un inceste tout ensemble, & non pas un simple inceste prohibé par la Loi ancienne : Tertullien même en convient. *Quò magis impietatem Herodis oneraret, qui non mixtus morto, quàm repudio dimissam à viro duxerat : & hoc, fratre habente ex illa filiam, & vel in eo nomine illicitè.* Et c'est ce que l'Ecriture a voulu dire en se servant du mot de femme, & non pas de celui de veuve, & n'ajoutant point, en parlant de Philippe, ce mot de mort.

Et quand Saint Augustin a dit, qu'il étoit douteux si ces paroles, *Tantum in Domino*, doivent être expliquées en ce sens, *Christiano nubens*, comme il étoit douteux si on pouvoit admettre au Baptême une concubine qui promettoit de ne se

donner jamais à un autre, quand son concubinaire la quitteroit ; il a seulement voulu faire entendre qu'il y avoit une semblable raison de douter de l'un que de l'autre ; mais que ce doute étoit très-léger & mal fondé, puisque, selon lui-même, on ne peut admettre au Baptême une concubine, car c'est ce qu'il enseigne expressément au livre *De bono conjug.* chap. V : *Si aliquam sibi vir ad tempus adhibuerit, donec aliam dignam, vel honoribus, vel facultatibus suis inveniat, quam comparem ducat, ipso animo adulter est, nec cum illa quam cupit invenire, sed cum ipsa cum qua sic cubat, ut cum ea non habeat maritale consortium.* Unde & ipsa hoc sciens, nec volens, impudicè utique miscetur ei cum quo non habet socius uxorum. Et au chap. XIV : *Nec concubinae ad tempus adhibita justum faciunt concubinatum suum, non conjugata, si cum maritis lasciviant, nuptiali ordini crimen imponunt.* C'est sur ce principe qu'il dit en l'Homélie 49, à ceux qui demandoient le Baptême, *Competentibus dico : Fornicari vobis non licet. Sufficiant vobis aut uxores, aut non uxores. Concubinas vobis habere non licet.*

Et quand le même Saint Augustin dit, qu'il est douteux si ces paroles, *Tantum in Domino*, doivent être appliquées en ce sens, *Christiano natus*, comme il est douteux dans l'Ecriture si un homme qui a quitté sa femme pour cause d'adultère, en peut épouser une autre de son vivant, sans commettre un autre péché que véniel ; il a voulu seulement faire entendre que la chose n'étoit pas tellement claire par l'Ecriture, qu'elle ne reçoive quelque difficulté, mais que cette difficulté n'étoit pas considérable, puisque dans ses autres ouvrages, & particulièrement dans ses livres *De bono conjug.* & *De adulter. conjug.* il établit par l'Ecriture même, que c'est un adultère. Voici comme il parle au livre *De bono conjug.* chap. VII : *Interveniens divortio non aboletur illa consideratio nuptialis, ita ut sibi conjuges sint etiam separati, cum illis adulterium committant, quibus etiam fuerint post suum repudium copulati : nec tamen nisi in civitate Dei nostri, in Monte Sancto ejus talis est causa cum uxore. Ceterum aliter se habere jura Gentilium quis ignorat, ubi interposito repudio sine reatu aliquo ultionis humanae, & illa cui voluerit, nubit, & ille quam voluerit, ducit ?* Et au chapitre I du Livre I *De adult. conjug.* *Etiam si non ipsa dimiserit, sed dimissa fuerit, teri mœcha, si nupsit.* Et au chapitre IX : *Eum qui præter causam fornicationis dimiserit & alteram duxerit, mœchum pronuntiamus :*

*nec ideo tamen eum qui propter causam fornicationis dimiserit & alteram duxerit, ab hujus peccati labe defendimus. Ambos enim, licet alterum altero gravius, machos tamen esse cognoscimus. Et plus bas : Sed si hoc Evangelista Matthæus, qui expressa unâ specie alteram tacuit, facit ad intelligendum difficile, numquid non alii generaliter ad ipsum ita complexi sunt, ut de utroque possit intelligi ? Non secundum Marcum ita scriptum est. Quicumque dimiserit uxorem suam, & alii nupsierit, adulterium committit super eam : & si uxor dimiserit virum suum, & alii nupsierit, machatur. Secundum Lucam sic : Omnis qui dimittit uxorem suam, & aliam ducit, machatur. Qui ergo nos sumus, ut dicamus : Est qui machatur, uxore suâ dimissâ alteram ducens, & est qui hoc faciens non machatur ; cum Evangelium dicat omnem machari qui hoc facit ? Proinde sic, quicumque hoc fecerit ut uxore suâ dimissâ alteram ducat, machatur ; sine dubio ibi sunt ambo ; & qui præter, & qui propter causam fornicationis dimittit uxorem, hoc est enim : quicumque dimiserit ; hoc est omnis qui dimittit.*

En un mot, on ne peut douter que S. Augustin n'ait été dans ce sentiment, non-seulement après avoir examiné attentivement les Ecritures, mais après avoir prononcé cette vérité dans le second Concile de Milevis, au chap. XVII, comme conforme à l'Evangile & à la doctrine des Apôtres. *Placuit, & secundum evangelicam & apostolicam disciplinam, neque dimissus ab uxore, neque dimissus à marito alteri conjungantur : sed ita maneant, aut sibiimet reconcilientur. Quod si contempserint, ad penitentiam redigantur. In quâ causâ Legem Imperialem petendam promulgari.*

Et c'est pourquoi il parle ainsi au peuple dans son Homélie 49. *Non vobis licet habere uxores, quarum priores mariti vivunt ; nec vobis femine habere viros licet, quorum priores uxores vivunt. Adulterina sunt ista conjugia non jure fori, sed jure cœli. Nec eam feminam quæ per repudium discessit à marito, licet vobis ducere vivo marito. Solius fornicationis causâ licet uxorem adulteram dimittere : sed illâ vivente, non licet alteram ducere : & vobis femine, nec illos viros, à quibus per repudium discesserunt uxores eorum, maritos habere conceditur. Non licet, adulteria sunt, non conjugia. Contemnuntur Augustinus, timeatur vel Christus. Nolite imitari turbam malorum infidelium, filii mei, nolite sequi vias latas, quarum finis ad interitum ducit.*

Et comme Saint Augustin a levé toutes les difficultés tou-

chant le sens de l'Ecriture en ce qui regarde le Mariage de ceux qui quittent leurs femmes pour adultère, par la définition du Concile de Milevis II, dans lequel il a prononcé avec les autres Peres ; aussi il a levé tout ce qui pourroit rester des difficultés sur les Mariages des Catholiques avec les Hérétiques, en défendant avec les autres Prélats d'Afrique ces Mariages aux enfans de ceux qui sont dans le Clergé ; car quoique la défense ne regarde qu'un certain genre de personnes, elle s'étend à tous par identité de raison.

La troisième chose que l'on oppose n'a aucun fondement. On dit, s'il y a un précepte divin, c'est un précepte qui n'a pas plus d'étendue que celui de la Loi de nature, qui ne défend ces Mariages que quand il y a péril de subversion. Mais on dit cela, parce qu'on le veut dire, & non pas parce qu'on le doit dire. Et on doit dire au contraire, qu'on les défend particulièrement dans la Loi nouvelle, parce que le Mariage a été élevé dans cette Loi à la qualité de Sacrement ; qualité qui ne lui appartient ni par la Loi de nature, ni par la Loi de Moïse.

La quatrième chose que l'on oppose n'est point véritable. *Primò*, Parce que se marier avec un Hérétique, ce n'est pas se marier au Seigneur. *Secundò*, Il y a plus de péril à se marier avec un Hérétique, qu'à se marier avec un Païen ; car il est plus périlleux de converser avec des Hérétiques qu'avec des Païens : & la conversion d'un Hérétique est plus difficile que celle d'un Païen, comme Aëtius l'a très bien remarqué, & qui ajoute aussi, que l'espece d'infidélité la plus pernicieuse est celle de l'hérésie : *Cum hæresis pessimum sit infidelitatis genus, eoque mixta conjugia cum iis permitti debeant, quò & periculosior est cum illis conversatio, & difficilior eorum conversio.* In 4, dist. 39, § 4.

Ces Mariages ne peuvent encore être rendus licites par la dispense que les Supérieurs en donneroient, puisque avec cette dispense ils ne laisseroient pas d'être contraires à cette défense de l'Ecriture : *Nolite jugum ducere cum infidelibus. Quæ enim participatio, &c.* Ces paroles, selon Saint Cyprien & S. Jérôme, contiennent une défense faite aux fidèles de se marier avec les infidèles ; & cette défense est de Dieu ; & non pas seulement de l'Apôtre, comme il est aisé de conclure de ces paroles : *Quæ enim participatio, &c.*

Ils ne peuvent être aussi licites par les dispenses ; puisqu'ils sont Sacrement : car la dispense ne peut faire que ce ne soit un Sacrement , ou administré par le Prêtre à un pécheur public ; ou au moins que l'une des parties ne soit une occasion à l'autre de se le conférer à elle-même , & de le recevoir dans l'état de péché mortel public & notoire. Or toutes ces choses sont mauvaises de soi , & ne peuvent être rendues licites & bonnes par la force d'une dispense.

Il ne reste qu'à répondre à deux objections , dont la première est tirée des exemples des Mariages contractés entre les Catholiques & les Infidèles ; & la seconde est tirée des dispenses que les Papes ont accordées à des Catholiques , de se marier avec des Hérétiques.

Si ces Mariages , dit-on , étoient contraires à la Loi naturelle & divine , on n'auroit pas permis dans les premiers siècles de l'Eglise , les Mariages des Catholiques avec les Infidèles ; & néanmoins il paroît qu'ils ont été permis. En Afrique , par l'exemple de Sainte Monique , qui avoit épousé Patrice , infidèle. En France , par l'exemple de Sainte Clotilde , qui avoit épousé Clovis. En Angleterre , par les exemples rapportés par Bede au Livre I & II de son histoire Ecclésiastique d'Angleterre.

La réponse à cette objection est telle : ces Mariages n'ont point été permis dans les premiers siècles , & au contraire ils ont été toujours défendus par les Conciles , & improuvés par les Peres. Ils ont été défendus par les Conciles d'Elvire , de Laodicée , par le troisième Concile de Carthage , par le Concile général de Calcédoine , par le Concile d'Agde ou d'Epaune. Ils ont été improuvés par Tertullien , Saint Cyprien , Saint Ambroise , Saint Jérôme , l'Ambrosiaster , Théodore , Sédul , Primafe , & par les anciens & modernes Commentateurs sur Saint Paul. Et dans la suite des siècles , l'Eglise d'un commun consentement , a voulu que ces Mariages ayent été non-seulement illicites , mais encore invalides. Et quand ces premiers Mariages auroient été permis autrefois , il ne s'ensuit pas que ces seconds le pussent être ; car ces premiers ne sont pas des Sacramens , & les seconds en sont. Cette raison spécifique fait que ces derniers ne peuvent jamais devenir licites au moyen d'une dispense du Pape ou de l'Evêque.

Enfin l'on objecte les dispenses que les Papes ont données en plusieurs rencontres en faveur de ces Mariages : & on dit que puisqu'ils

puisqu'ils les accordent, c'est signe que ces Mariages peuvent être permis en de certaines circonstances.

La réponse est, *Primò*, Que c'est depuis fort peu de temps que l'on est dans cette pratique à Rome.

Quand on demanda une dispense pour valider le Mariage de la sœur d'Henri IV, qui étoit mariée avec le Duc de Bar, de qui elle étoit parente du troisième au quatrième degré, Clement VIII en fit grande difficulté: & ayant pour ce sujet établi une Congrégation particulière, composée de quatre Consultants; c'est à sçavoir, d'un Jesuite, d'un Capucin, d'un Augustin & d'un Jacobin, & de neuf Cardinaux, parmi lesquels étoit le Cardinal d'Osat; ce Pape ordonna que l'on y examinât quatre difficultés; si le Pape peut dispenser des degrés de consanguinité, quand une partie est Hérétique: supposé qu'il le peut, si dans le cas présent il y avoit cause de dispense: supposé qu'il y en eût, s'il étoit expédient, & s'il y avoit des exemples de telles dispenses; car ce Pape déclara que s'il n'y avoit des exemples, qu'il n'en feroit pas un le premier.

Lettre 149 du  
Cardinal d'Osat.

Lettre 154.

Dans la première Congrégation, il fut conclu unanimement, que le Pape pouvoit dispenser en ce cas.

Dans la seconde, on examina s'il y avoit cause de dispenser. Deux Consultants furent pour l'affirmative: le troisième s'en rapporta au jugement des Cardinaux: le quatrième fut pour la négative: six Cardinaux furent pour la négative, & trois pour l'affirmative. Le Cardinal d'Osat étoit l'un des trois.

Lettre 157.

Une des raisons qui touchoit plus le Pape, étoit que s'il y avoit des enfans de ce Mariage, la mere les feroit Hérétiques, & ainsi qu'il y auroit un jour un Duc de Lorraine, Hérétique. Pour satisfaire à cette difficulté, le Cardinal d'Osat proposa que S. S. pourroit mettre une clause en la dispense, par laquelle il seroit obvié à ces inconvéniens; à sçavoir, que les enfans qui naistroient de ce Mariage, seroient instruits & élevés en la Religion Catholique; & que le Roi Henri IV, le Duc de Lorraine & ses trois fils en répondroient, & en bailleroient à Sa Sainteté obligation par écrit. Et à l'égard de Madame, sœur du Roi, que moyennant la dispense, elle avoit intention de recevoir l'instruction, & d'embrasser la Religion Catholique, si on lui monstroient avec raison & douceur, que c'est la voye du salut.

Et pour ce qui est des exemples, on trouva deux choses.

*Tome IV. II. Partie,*

S f

Lettre 157.

La première, une dispense générale que Gregoire XIII donna aux nouveaux Chrétiens & Catholiques des Provinces & Isles du Japon, par laquelle il validoit tous les Mariages par eux contractés & à contracter avec les Païens & Infidèles desdits pays, dont ce Cardinal prétendoit tiser un grand avantage, avançant que cet exemple étoit en plus forts termes que ce dont il s'agissoit.

La seconde, étoit quelques preuves imparfaites de deux dispenses accordées par le même Gregoire XIII, à deux sœurs Catholiques, qui avoient épousé deux freres Hérétiques, leurs parens du troisiéme au quatriéme degré, & qui demeuroient dans Gaspano, au pays des Grisons, Diocèse de Como sous l'Archevêché de Milan.

Lettre 158.

Voici les preuves : ce Cardinal écrit qu'en cherchant des exemples de ces dispenses, à dessein de faciliter celle qu'il poursuivoit, il apprit que le Cardinal Borromée, Archevêque de Milan, en visitant sa Province, ayant trouvé à Gaspano ces deux Mariages, écrivit à Gregoire XIII pour obtenir les dispenses nécessaires, que ce Pape accorda sur l'avis des Théologiens ; qu'il apprit cela par la lecture d'un recueil de minutes de dispenses sur des cas les plus rares venus du temps du Cardinal Contarel, Dataire, lequel recueil ce Dataire avoit fait, & contenoit la minute de ce Bref adressé au Cardinal Borromée, & corrigée de sa main. Qu'on ne trouva point chez le Secrétaire des Brefs, que celui-ci eût été enregistré, d'autant qu'on ne faisoit pas encore enregistrer les Brefs, ce qui ne commença que sous le Pontificat de Sixte V. Que l'on ne trouva point la minute de ce Bref en des liasses où l'on mettoit les minutes des Brefs, après qu'ils avoient été expédiés, & que l'on disoit qu'il y avoit eu beaucoup de ces minutes perdues, & beaucoup de brûlées. Que ce Cardinal prit soin d'envoyer à Como & à Milan, pour chercher si on ne trouveroit point quelque chose de ces dispenses dans les Registres de ces deux Diocèses. Que l'Envoyé trouva une de ces deux femmes à Gaspano, qui déposa par-devant Notaires & témoins, que du commencement de son Mariage, son Curé lui dénia la Communion pour quelque temps, à cause qu'elle s'étoit mariée à un sien parent en degré prohibé, & qu'après, le Curé lui dit qu'on avoit envoyé de Rome ce qui lui étoit nécessaire, & lui donna l'absolution, & de-là en avant la reçut à la Communion. Qu'il ne se trouva

Lettre 159.

Lettre 160.



rien dans les registres de Como, ni dans les Registres de Milan. Que cet Envoyé à son retour à Rome, apporta aussi une autre déposition d'un vieux Docteur Catholique de Gaspano, qui attestoit la même chose que cette femme, qu'il avoit encore trouvée en vie, & qui avoit déposé de son propre fait. Qu'il apporta aussi un certificat, comme deux autres femmes Catholiques, mariées à deux Hérétiques leurs parens en degré prohibé, dans un autre lieu des Grisons, appelé Sondrio, avoient été par Ordonnance de M. le Cardinal Borromée, absoutes & admises à la Communion.

J'ai dit que ces preuves étoient imparfaites, parce que ce recueil du Cardinal Contarel n'étoit point un registre public; & que la minute de ce Bref n'étoit point datée: ce qui faisoit douter s'il avoit été expédié, ou si c'étoit seulement un projet, comme le Cardinal d'Ossat l'a remarqué lui-même. La déposition de cette femme & de ce Docteur de Gaspano, ne disent point aussi positivement qu'il y ait eu de dispense, & le certificat de ces Mariages de Sondrio ne parle point des dispenses du Pape, mais seulement d'absolutions données aux parties par cet Archevêque.

Lettre 190.

Néanmoins on fit valoir ces exemples à Rome, & en la Congrégation tenue le 6 Décembre 1603, la dispense fut résolue à ces conditions: Que le Roi, le Duc de Lorraine & le Duc de Bar promettoient & s'obligeroient par leurs Lettres Patentes, de procurer au plutôt l'instruction de Madame, sœur du Roi, en la Religion Catholique; comme elle même s'étoit offerte de la recevoir après la dispense, par ses lettres au Pape, à M. de Bethune & au Cardinal d'Ossat: & en tout événement, que les enfans qui naîtroient de ce Mariage, seroient nourris & élevés en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Et quant à la façon de contracter, que ce seroit en présence du Curé de la Paroisse & de deux témoins, si le Concile de Trente étoit publié en Lorraine, & que s'il n'y étoit publié, il suffiroit que les parties se donnassent de nouveau leur mutuel consentement en leur Mariage.

Lettre 197.

Mais il est à remarquer que le Pape voulut accorder cette dispense, non pas par un Bref, mais par une lettre qui seroit écrite par son exprès consentement à l'Evêque de Verdun, & souscrite par les neuf Cardinaux de cette Congrégation; ce que Sa Sainteté, dit le Cardinal d'Ossat, fait, à mon avis, pour la plus

Lettre 198.

S i j

grande justification & satisfaction, &c.

Lettre 179.

Nous apprenons que ce qui retarda particulièrement la concession de cette Dispense, fut que le Pape étoit persuadé que cette Princesse ne demeureroit dans l'hérésie que par une pure obstination, & non par conscience; puisqu'elle lui avoit fait dire, que s'il faisoit ensorte envers le Roi qu'elle fût mariée au Comte de Soissons, elle se feroit Catholique.

Il est encore à remarquer que le Duc de Bar avoit demandé cette dispense avant son mariage, & qu'elle lui fut refusée: qu'étant marié il la fit demander, & qu'elle lui fut encore refusée. Le Pape ne pouvant se résoudre, dit Sponde en l'an 1600, *ob periculum seductionis ac perversionis, & prave institutionis liberorum, rixarumque & odiorum, quæ facile inter conjugatos inde oriantur*. Qu'il alla lui-même à Rome dans cette année du Jubilé, & qu'elle lui fut encore refusée, & qu'il n'y fut même admis aux Sacremens que sur la promesse qu'il fit de quitter cette Princesse, & de ne la considérer jamais comme sa femme, si le Pape ne lui donnoit point de dispense. *Promiserit Catharinam publicè dimittere, nec unquam ad eam redire, nisi Pontifex dispensaret*, dit le même Annaliste. Qu'elle ne lui fut pas tant accordée, après tant d'années de poursuites, de la pleine volonté du Pape, qu'extorquée par importunité. *Importunitate ferè magis quàm voluntate impetratum*, dit le même. Et qu'enfin Dieu ne permit pas que cette dispense eut son effet, parce qu'elle ne fut reçue en France qu'après la mort dans l'hérésie de cette Princesse, qui arriva le 13 Février 1604. *Singulari & inscrutabili providentiâ divinâ*, dit le même.

Il s'ensuit de ce récit, *Primò*. Qu'on n'a aucune preuve certaine que les Papes aient accordé ces sortes de dispenses dans les siècles qui ont précédé celui qui court: & qu'on n'a pas même des preuves imparfaites, qu'aucun avant Gregoire XIII, en ait octroyé.

*Secundò*. Que Clement VIII n'accorda cette dispense qu'aux sollicitations importunes qui lui en furent faites.

*Tertiò*. Qu'en l'accordant, & ne la voulant pas donner par un Bref, mais seulement par une lettre écrite par son commandement, & signée par les neuf Cardinaux, il a voulu faire connoître que ce n'étoit pas tant lui qui en étoit d'avis, que ces Cardinaux.

*Quartò*. Que Dieu fit voir qu'il improuvoit ces sortes de dis-

penſes , ne permettant pas que celle-ci fut exécutée.

*Quintò.* Que la condition de pourvoir au péril de la ſubverſion de la femme , fut jugée tout-à-fait néceſſaire.

*Sextò.* Comme auſſi celle de pourvoir au péril de la ſubverſion des enfans qui pourroient naître de ce Mariage , par l'éducation dans l'héréſie.

*Septimò.* Qu'on ne voulut pas auſſi que le Curé donnât la Bénédiction nuptiale à ce Mariage , mais ſeulement qu'il fut préſent avec deux témoins , ſi le Concile de Trente étoit obſervé en Lorraine.

Urbain VIII accorda en 1625 une diſpenſe pour le Mariage de Charles , dernier mort , Roi d'Angleterre , avec Madame Marie-Henriette , ſœur du Roi Louis XIII, de glorieuſe mémoire. Les conditions de cette diſpenſe furent , que cette Reine auroit auprès d'elle un Evêque & douze Capucins , qui feroient l'exercice de la Religion Catholique librement dans ſa Maïſon. Que les enfans qui proviendroient de ce Mariage , ſeroient élevés juſqu'à l'âge de quinze ans , dans la Religion Catholique. Le motif de cette diſpenſe fut celui de procurer une plus grande liberté de conſcience aux Catholiques Anglois : mais les ſuites furent toutes autres ; car deux ans après on chafſa l'Evêque & les autres Eccléſiaſtiques François , les enfans mâles ont été élevés dans la Religion de leur Pere. Les Catholiques y ont été traités plus durement qu'auparavant. Le Roi a été exécuté à mort. La Reine a été obligée de quitter le Royaume , auſſi bien que le Roi ſon fils , qui a été pluſieurs années privé de ſa Couronne , par la rébellion de ſes Sujets.

Je tire quatre conſéquences de ceci.

*Primò.* Qu'Urbain VIII crut être obligé de pourvoir au péril de la ſubverſion de la foi de la Reine & de ſes enfans.

*Secundò.* Que l'ordre qu'il y apporta fut inutile : & que la Religion Catholique y fut plus perſécutée après ce Mariage que devant.

*Tertiò.* Qu'on ne peut eſpérer l'exécution de ces conditions , quand le mari eſt Hérétique , particulièrement ſ'il eſt puiffant , & encore plus ſi c'eſt un Souverain.

*Quartò.* Que les funeſtes accidens arrivés en la perſonne de ce Roi , de cette Reine & de leur fils ſucceſſeur à la Couronne , ſemblent marquer que ces Mariages déplaiſent fort à Dieu.

On répond en second lieu à l'objection, que quelques-uns des Papes qui ont accordé ces dispenses, les ont accordées plutôt fatigués par les importunités & sollicitations qui leur ont été faites, que de leur propre volonté, après avoir été convaincus qu'ils pussent & dûssent les accorder : *Importunitate ferè magis quàm voluntate.*

Ou bien, qu'ils n'ont pas en cela suivi leurs propres lumières, mais qu'ils se sont conformés au sentiment des Cardinaux ou des Théologiens qu'ils ont consultés, comme Clement VIII, qui, pour marque de cela, voulut que tous les Cardinaux qui étoient d'avis de celle du Duc de Bar, souscrivissent à la lettre, par laquelle il en donnoit pouvoir à l'Evêque de Verdun, & ne voulut point en donner un Bref. Il imita en quelque maniere Adrien VI, dans une autre affaire. Il s'agissoit d'irriter un Mariage légitimement contracté & non consommé : plusieurs personnes l'en sollicitoient, & comme on voyoit qu'il n'estimoit pas que cela fût dans le pouvoir du Pape, on lui dit que Cajetan ne doutoit point que cela ne fût en son pouvoir : pressé par les sollicitations, il dit qu'il accordoit ce qu'il pouvoit accorder, mais qu'il croyoit qu'il ne pouvoit rien en cela. *Adrianus sextus*, dit Soto, in-4°. distinct. 27, quæst. 1, art. 4, *cùm ab illo hujusmodi dispensatio fuisset postulata, oblataque sanctorum sententia Cajetani, demiratus est virum Theologum hoc sibi in animum inducere potuisse : & ideo improbis precibus succumbens respondit : se dare quod posset, sed tamen credere nihil posse.* Et encore : *Opinionem Canonistarum sunt secuti.*

On répond en troisième lieu, qu'il est vrai qu'ils ont dispensé, mais qu'en dispensant ils ont excédé leur pouvoir, comme parle Gamache : *Nec in talibus nuptiis potest idem summus Pontifex dispensare.* Les Théologiens qui estiment que le Pape ne peut donner pouvoir à un Prêtre d'administrer la Confirmation, ni de conférer le Diaconat, répondent de même maniere, quand on leur objecte qu'il y a des Papes qui ont donné ce pouvoir à de simples Prêtres.

*Fin du Traité du Mariage.*




# EXTRAIT

## DES

### LOIX ECCLESIASTIQUES

### SUR LES SACREMENTS

*De Baptême , Confirmation , Eucharistie , Pénitence & Extrême-Onction.*

I. (a)  ES Sacremens sont des signes sensibles d'une grace invisible, que Jesus-Christ a institués pour la sanctification des hommes. Ces Signes sacrés donnent la grace qu'ils signifient, c'est-à-dire, qu'ils produisent toujours l'effet auquel ils sont destinés, quand il n'y a point d'obstacle à la grace de la part de ceux qui les reçoivent.

Ce que c'est que Sacrement.

---

(a) Sacramentum verò est in aliqua celebratione, cum res gesta ita sit, ut aliquid significare intelligatur, quod sanctè accipiendum est. Sunt autem sacramenta Baptisma, chrisma, corpus & sanguis Christi: quæ ob id Sacramenta dicuntur, quia sub tegumento corporalium rerum virtus divina se-

Ce qu'on doit  
considérer dans les  
Sacramens.

II. (b) Il y a trois choses à considérer dans les Sacramens ; la matiere, la forme & le Ministre. Quand l'une de ces trois choses manque, il n'y a point de Sacrement.

L'opinion des Théologiens la plus commune & la mieux fondée est, que Jesus Christ a déterminé la forme, la matiere & le Ministre de chaque Sacrement. On trouve cependant quelques Théologiens qui croient qu'il y a des Sacramens que Jesus-Christ a institués, laissant aux Apôtres & à leurs successeurs le pouvoir d'y donner telle matiere & telle forme qu'ils jugeroient à propos.

Quelle intention  
doit avoir celui  
qui confère un Sa-  
crament.

III. (c) Le Ministre qui confère un Sacrement, doit avoir intention de faire ce que fait l'Eglise, c'est-à-dire, qu'il doit agir en Ministre de l'Eglise, & employer la matiere & la forme du Sacrement, non en plaisantant, mais d'une maniere sérieuse & en homme qui sçait ce qu'il fait & ce qu'il veut faire ; mais il n'est pas nécessaire que l'intention du Ministre soit de produire dans l'ame l'effet spirituel attaché aux Sacramens, puisqu'on regarde comme valable le Baptême donné par les Juifs ou par les Athées.

cretius salutem eorumdem Sacramentorum operatur. Unde & à secretis virtutibus, vel sacris, Sacramenta dicuntur. Quæ idem fructuosè penès Ecclesiam sunt, quia sanctus in ea manens Spiritus eorumdem Sacramentorum latenter operatur effectum. *Gregor. can. Multi. § 2, caus. 1, quæst. 1.*

Visum est de sanctissimis Ecclesiæ Sacramentis agere, per quæ omnis vera justitia vel incipit, vel cæpta augetur, vel amissa reparatur. *Concil. Trident. Sess. 7, præmio de Sacramentis.*

Si quis dixerit Sacramenta novæ legis non fuisse omnia à Jesu Christo Domino nostro instituta, aut esse plura vel pauciora quàm septem, videlicet Baptismum, Confirmationem, Eucharistiam, Pœnitentiam, Extremam Unionem, Ordinem & Matrimonium, aut etiam aliquod horum septem non esse verè & propriè Sacramentum, anathema sit. *Conc. Trid. Sess. 7, Can. 1.*

(b) Detrahe verbum : & quid est aqua ? nisi aqua : accedit verbum ad elementum, & fit Sacramentum. Unde ista tanta virtus aque ut corpus tangat & cor abluat, nisi faciente verbo : non quia dicitur, sed quia creditur. Nam & in ipso verbo aliud est sonus transiens, aliud virtus manens. *Aug. Can. Detrahe caus. 1, quæst. 1.*

(c) Si quis dixerit in Ministris, dum Sacramenta conficiunt & conferunt, non requiri intentionem saltem faciendi quod facit Ecclesia, anathema sit. *Concil. Trid. Sess. 7, Can. 11.*

IV. (d) Les mauvaises dispositions du Ministre n'empêchent pas que le Sacrement ne confère la grace qu'il désigne, quand il n'y a point d'obstacle de la part de celui qui le reçoit. Et quoique les Sacremens ne donnent pas la grace, quand ceux qui les reçoivent sont mal disposés; cependant le Baptême, la Confirmation & l'Ordre, impriment un caractère: ainsi celui qui étant adulte a été baptisé chez les Hérétiques, ne devient pas le Temple de Dieu, tant qu'il reste dans l'hérésie; mais il reçoit le caractère de Chrétien, de manière que s'il entre dans le sein de l'Eglise Catholique, il n'est pas permis de le rebaptiser.

Si la grace du Sacrement dépend de la disposition du Ministre.

V. (e) Quoique les cérémonies qu'on employe pour l'administration des Sacremens ne soient point essentielles, il n'est point permis de les omettre ou de les changer.

Cérémonies sont l'administration des Sacremens.

Les cérémonies qu'on joint à l'administration des Sacremens, sont la plupart fort anciennes dans l'Eglise. On voit dans les premiers Auteurs Ecclésiastiques la pratique des Exorcismes, de la renonciation au Démon, au monde & à ses pompes, &c. jointes à l'administration du Baptême.

(d) Sicut urgeri videor, cum mihi dicitur, Ergo Hæreticus dimittit peccata? sic & ego urgeo, cum dico, Ergo qui cœlestia mandata non servat, avarus, raptor, fœnecator, invidus, verbis, non factis seculo renuntians dimittit peccata? Si per vim sacramenti Dei; sicut & ille, ita ille. Si per meritum suum; nec ille, nec ille. Illud enim Sacramentum & in malis hominibus Christi esse cognoscitur. In corpore autem unice columbæ incorruptæ, sanctæ, pudicæ, non habentis maculam aut rugam, nec ille, nec ille invenitur..... in hæresi baptisatus in nomine sanctæ Trinitatis tamen non sit templum Dei, si ab hæresi non recesserit: quomodo neque in avaritia in eodem nomine baptisatus sit templum Dei, si ab avaritia non recedat, quæ est idolorum servitus. *Augustin. can. Sicut. caus. 47, quæst. 1.*

Si quis dixerit, Ministrum in peccato mortali existentem, modò omnia essentialia quæ ad Sacramentum conficiendum aut conferendum pertinent, servaverit, non conficere aut conferre Sacramentum, anathema sit. *Concil. Trid. Sess. 7, can. 12.*

(e) Si quis dixerit, receptos & approbatos Ecclesiæ catholicæ ritus, in solemnè Sacramentorum administratione adhiberi consuetos, aut concernant aut sine peccato à Ministris pro libito omitti, aut in novos alios per quemcumque Ecclesiarum Pastorem mutari posse, anathema sit. *Concil. Trid. Sess. 7, can. 13.*

## Du Sacrement de Baptême.

Du sacrement  
de Baptême.

VI. (f) **L**E Baptême est le Sacrement de la régénération spirituelle, qui se fait dans l'eau par la vertu des paroles que Jesus-Christ a ordonné de prononcer en baptisant. (g) Les deux autres Baptêmes, dont parlent les Théologiens, de sang & de désir, ne font que suppléer les effets du Sacrement qu'on ne peut recevoir; le premier, lorsqu'on donne sa vie pour la foi de Jesus-Christ; le second, lorsque l'on meurt avec une véritable conversion du cœur, & avec un désir sincère de recevoir le Baptême, sans avoir personne pour se le faire administrer.

L'eau naturelle  
est la matière du  
Baptême.

VII. (h) La matière éloignée de ce Sacrement est de l'eau

(f) Euntes ergo docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris, & Filii, & Spiritus sancti. *Matth.* 28, v. 19.

Nisi quis renatus fuerit ex aqua & Spiritu sancto, non potest introire in regnum Dei. *Joan. cap.* 3, v. 5.

(g) Baptismi vicem aliquando implere passionem, de latrone illo, cui non baptismo dictum est, *Hodie mecum eris in Paradiso*, non leve documentum ibidem B. Cyprianus assumit. Quod etiam atque etiam considerans, invenio non tantum passionem pro nomine Christi id quod ex Baptismo decet posse supplere; sed etiam fidem, conversionemque cordis, si forte ad celebrandum mysterium Baptismi in angustiis temporum succurri non potest. Neque enim latro ille pro nomine Christi crucifixus est, sed pro meritis facinorum suorum; nec quia credidit passus est: sed dum patitur credidit. Quantum itaque valeat, etiam sine visibili sacramento Baptismi, quod ait Apostolus, *Corde creditur ad justitiam, ore autem confessio fit ad salutem*; in illo latrone declaratum est. Sed tunc impletur invisibiliter, cum Mysterium Baptismi non contemptus religionis, sed articulus necessitatis excludit. *August. con. Baptismi de consecrat. distinct. 4.*

(h) Si quis dixerit aquam veram & naturalem non esse de necessitate Baptismi, atque idem verba illa Domini nostri Jesu, nisi quis renatus fuerit ex aqua & Spiritu sancto, ad metaphoram aliquam detorserit, anathema sit. *Concil. Triad. Sess. 7, can. 1.*

Postulasti utrum parvuli sint pro Christianis habendi, quos in articulo mortis constitutos, propter aquæ penuriam & absentiam sacerdotis, aliquorum simplicitas in pectus ac caput, ac inter scapulas, pro Baptismo, salivæ conspersione linivit. Respondemus quod cum in Baptismo duo semper,



naturelle, telle que celle de pluie, de fontaine, de rivière ou de la mer. Le Baptême seroit nul, si l'on s'étoit servi d'eau artificielle, de vin ou de salive. La matiere prochaine de ce Sacrement est l'application de l'eau ou l'ablution sur quelque partie du corps de celui qui est baptisé. Cette application de l'eau se fait dans toute l'Eglise Latine par infusion, en versant de l'eau sur la tête; autrefois elle se faisoit par immersion: quelquefois on a employé l'aspersion, ces différentes manieres ne touchent pas à la substance du Sacrement. Quand on confère le Baptême solennellement, on se sert de l'eau qui a été bénite le Samedi avant la fête de Pâques, ou avant celle de la Pentecôte.

VIII. (i) La forme du sacrement de Baptême consiste dans ces paroles: *Je te baptise au nom du Pere, & du Fils & du saint Esprit*. Quoique l'on prononce ces paroles en latin, lorsque l'on confère le Baptême à l'Eglise, le Baptême n'en est pas moins valable, lorsqu'on les a prononcées en françois, ou en quelque autre langue que ce puisse être. (l) Les fautes mêmes que pourroit faire contre la Grammaire la personne qui baptise en prononçant ces paroles, n'empêcheroient point l'effet du Baptême.

De la forme de ce Sacrement.

videlicet verbum & elementum, necessariò requirantur, juxta quod de verbo veritas ait: Euntes in mundum universum prædicate Evangelium omni creaturæ, & baptisate omnes gentes in nomine Patris, & Filii, & Spiritûs sancti: eademque dicat de elemento: Nisi quis renatus fuerit ex aqua & Spiritu sancto, non intrabit in regnum cælorum: dubitare non debes illos verum non habere baptismum, in quibus non solùm utrumque prædictorum, sed eorum alterum est omissum. *Innocent III, cap. Non ut, extra de Baptismo & ejus effectu.*

(i) Si quis puerum ter in aqua immerferit, in nomine Patris, & Filii, & Spiritûs sancti, Amen; & non dixerit, ego baptizo te in nomine Patris, & Filii, & Spiritûs sancti, non est puer baptizatus. *Alex. III, cap. Si quis, extra de Baptismo & ejus effectu.*

(l) Retulerunt nuntii tui quòd fuerit in eadem Provincia Sacerdos, qui Latinam linguam penitus ignorabat, & dum baptizaret, nesciens latini eloqui, infringens linguam diceret: Baptizo te in nomine Patria, & Filia, & Spiritu sancta. Ac per hoc tua reverenda fraternitas consideravit eos rebaptizare. Sed, sanctissime frater, si ille qui baptizavit non errorem introducens aut heresim, sed pro sola ignorantia Romanæ locutionis, infringendo linguam, ut suprà fati sumus, baptizans dixisset, non possumus consentire ut denuò baptisentur. *Zacharias Papa, can. Retulerunt, de consecrat. dist. 4.*

Hors du cas de nécessité, le Baptême doit être conféré dans l'Eglise.

IX. (m) Hors le cas de nécessité, le Baptême doit toujours être conféré dans l'Eglise Paroissiale du lieu où l'enfant est né, par le Curé ou par le Prêtre qu'il commet. (n) Les Diares peuvent aussi conférer solennellement le Baptême, pourvu qu'ils en aient obtenu la permission du Curé. (o) Les Calvinistes doivent faire porter leurs enfans à l'Eglise Paroissiale pour les y faire baptiser, de même que les Catholiques; & leurs enfans, qui ont été ainsi baptisés, doivent être élevés dans la Religion Apostolique & Romaine.

Si l'on peut différer de donner le Baptême.

X. Les dangers de mort auxquels les enfans se trouvent souvent exposés pendant les premiers jours de leur vie, doivent engager les parens à ne pas différer à les faire baptiser, sous prétexte d'attendre le Parain & la Maraine, ou par quelque autre raison de cette nature.

*C'est ce que portent les Statuts Synodaux de plusieurs Diocèses, qui ordonnent de baptiser les enfans le jour, ou du moins le lendemain de leur naissance.*

Fouillons des

XI. (p) Les enfans qui reçoivent le sacrement de Baptême,

(m) *Præsenti prohibemus decreto, ne quis de cætero in aulis vel cameris, aut aliis privatis domibus, sed duntaxat in Ecclesiis, in quibus sunt ad hoc fontes specialiter deputati, aliquos (nisi Regum vel Principum, quibus valeat in hoc casu deferri, liberi extiterint, aut alia necessitas emergerit, propter quam nequeat ad Ecclesiam absque periculo propter hoc accessus haberi) audeat baptizare. Qui autem secus præsumpserit..... taliter per Episcopum suum castigetur, quod alii attentare similia non præsumant. Ex Clement. cap. Præsenti, de Baptismo & ejus effectu.*

(n) *Constat Baptisma solis Sacerdotibus esse tractandum: ejusque Mysterium nec ipsis Diaconis explere est licitum, absque Episcopo vel Presbytero: nisi, his procul absentibus, ultima languoris necessitas cogat. Isidorus tan. Constat. de consecrat. distinct. 4.*

(o) *A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Religion Prétendue Réformée, voulons qu'ils soient dorénavant baptisés par les Curés des Paroisses. Enjoignons aux peres & meres de les envoyer aux Eglises à cet effet, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande peine, s'il y échet; & seront ensuite les enfans élevés dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; à quoi nous enjoignons bien expressément aux Juges des lieux de tenir la main. Edit portant révocation de celui de Nantes, du mois d'Octobre 1695, art. 8.*

(p) *Parvuli fideles rectè vocantur: quia fidem per verba gestantium quodam modo profitentur: & per eorundem verba diabolo, & mundo abrenuntiant; & hoc fit vi Sacramenti & divinæ gratiæ, quam Dominus*

sont avec raison appellés du nom de fidèles. (q) On leur donne, en les baptisant, un Parain & une Maraine, afin de répondre à leur place & de rendre compte de leur foi: ces personnes sont chargées de veiller à ce que ces enfans, qu'ils ont tenus sur les Fonts de Baptême, soient instruits dans la foi qu'ils ont promise pour eux.

Parains & des  
Maraines.

XII. (r) Il faut que ceux qui se présentent pour être Parains & Maraines, soient parvenus à un âge de discrétion, qu'ils soient instruits des mystères de la Religion, & en état d'instruire les enfans, en cas que les parens négligent leur éducation. Les Religieux ne peuvent être Parains, ni les Religieuses Maraines; parce que l'état de retraite qu'ils ont choisi, ne paroît pas compatible avec les obligations dont l'Eglise charge les Parains & les Maraines, & parce qu'ils doivent éviter toutes les occasions de dissipation.

Qualités qu'ils  
doivent avoir.

XIII. On donne aux enfans, en les baptisant, le nom de quelques-uns des Saints qui sont honorés dans l'Eglise d'un culte public. Les Curés doivent veiller à ce que les Parains & les Maraines ne donnent pas à ceux qu'ils tiennent sur les Fonts, des noms de Païens.

Nom qu'on  
donne aux enfans  
en les baptisant.

XIV. (s) Les Curés sont obligés de tenir des Registres exacts des Baptêmes, & d'y marquer le jour de la naissance des enfans, celui du Baptême, le nom des Peres & des Meres, celui des

Ce que contiennent  
les registres  
de Baptême.

donavit Ecclesie. Parvulus autem qui baptizatur, si ad annos rationales veniens non crediderit, nec ab illicitis abstinuerit nihil ei prodest quod parvulus accepit. *Augustin. can. Parvuli. de consecrat. distict. 4.*

(q) Vos ante omnia, tam mulieres quam viros, qui filios in Baptismo suscepistis, moneo ut vos cognoscatis fidei iustiores apud Deum existisse pro illis, quos visi estis de sacro fonte suscipere. Ideoque semper eos admonere, ut castitatem custodiant, justitiam diligant, caritatem teneant..... ante omnia Symbolum, & orationem Dominicam, & vos ipsi tenete; & illis, quos suscepistis de sacro fonte, ostendite. *Augustin. can. Vos ante. de consecrat. distict. 4.*

(r) Non licet Abbati vel Monacho de Baptismo suscipere filios, nec commatres habere. *Ex Concil. Antiochodorense, can. Non licet. de consecrat. distict. 4.*

Non ergo..... humani generis inimicus sua eos..... calliditate decipiat; ideo hujus te precepti serie commonemus, ut neque mulieres in Monasterio tuo deinceps qualibet occasione permittas ascendere, neque Monachos tuos commatres sibi facere. *Greg. Mag. can. Pervenit. caus. 18. quest. 2.*

(s) Voyez la Déclaration du 9 Avril 1736, au tom. VI.

ensans qui ont été baptisés, & celui des Parains & des Maraines.

Dans la nécessité toute personne peut baptiser ; ordonne qu'on doit suivre sur ce sujet.

XV. (r) Dans un cas d'une nécessité absolue, & dans un danger évident de mort, toute personne peut donner le Baptême, même un laïc & une femme. En ce cas, il faut préférer entre les personnes qui se trouvent présentes, les Ecclésiastiques aux Laïcs, les hommes aux femmes. Les peres & meres ne doivent pas baptiser leurs enfans, quand il y a d'autres personnes, parce que le mari & la femme contracteroient une alliance spirituelle, qui leur ôteroit le droit d'habiter ensemble, si l'un des deux donnoit sans nécessité le Baptême à l'enfant commun. Comme les Sages-Femmes sont le plus ordinairement à portée de baptiser les enfans qui sont en danger de mort, dès les premiers momens de leur vie, on doit avoir soin de n'en recevoir aucune qui ne soit instruite des règles qu'on doit observer pour l'administration du Baptême.

Si celui qui n'est pas baptisé, peut conférer ce Sacrement.

XVI. (u) Non-seulement les Hérétiques, mais encore les Infidèles & les Païens qui ne sont pas baptisés, peuvent conférer valablement le Baptême, pourvu qu'ils observent ce qui est prescrit par l'Eglise, tant par rapport à la matiere, que par rapport à la forme, & qu'ils agissent sérieusement.

(r) In necessitate, cum Episcopi aut Presbyteri, aut quilibet Ministrorum non inveniuntur, & urget periculum ejus qui petit, ne sine isto Sacramento hanc vitam finiat, etiam Laicos solere dare Sacramentum quod acceperunt, solemus audire. *Augustin. can. In necessitate. de consecrat. distinct. 4.*

Sanctum est Baptisma per seipsum, quod datum est in nomine Patris, & Filii, & Spiritus sancti; ita ut in eodem Sacramento sit etiam autoritas traditionis, per Dominum nostrum ad Apostolos, per illos autem ad Episcopos, & alios Sacerdotes, vel etiam Laicos Christianos, ab eadem origine & stirpe venientes. *Augustin. can. Sanctum de consecrat. distinct. 4.*

(u) Solet etiam queri, utrum approbandum sit Baptisma, quod ab eo qui non accepit, accipitur si forte hoc curiositate aliqui didicerit, quemadmodum dandum sit.... nequaquam dubitarem habere eos Baptismum, qui ubicumque & à quibuscumque illud verbis Evangelicis consecratum, sine sua simulatione & cum aliqua fide, accepissent: quanquam eis ad salutem spiritalem non prodesset, si caritate carniscent quæ Catholicæ inferrentur Ecclesiæ. *Augustin. can. Solet. de consecrat. distinct. 4.*

Romanus Pontifex non hominem judicat qui baptizat, sed spiritum Dei subministrare gratiam Baptismi, licet Paganus sit qui baptizat. *Isidor. can. Romanus. de consecrat. distinct. 4.*

XVII. (x) Personne ne peut se conférer à soi-même le Baptême, quand même on se trouveroit dans un danger évident, & qu'il n'y auroit point d'autre personne pour administrer ce sacrement.

On ne peut se baptiser soi-même.

XVIII. (y) Lorsqu'il n'y a qu'une partie du corps de l'enfant qui soit sorti du sein de la mere, & qu'il y a sujet de craindre qu'il ne vienne à mourir avant qu'on l'en retire tout entier, il faut le baptiser en versant l'eau sur la partie du corps qui est hors du sein de la mere.

De l'enfant dont il n'y a qu'une partie du corps sorti du sein de la mere.

XIX. Quand la mere est morte, & qu'on croit que l'enfant qu'elle porte dans son sein, est encore vivant, il faut ouvrir la mere pour retirer l'enfant, afin qu'on puisse lui donner le Baptême. Il faut bien prendre garde de ne pas faire cette opération, avant qu'on ait des preuves assurées de la mort de la femme; car, si l'on prenoit une foiblesse pour des signes de mort, ce seroit un homicide que de faire cette opération.

Enfant tié du corps de la mere qui est morte.

Quand une femme accouche d'une production monstrueuse, qui n'a point de forme & de figure humaine, sur-tout par rapport à la tête, on ne lui donne point le Baptême. Si l'enfant a deux têtes, on les baptise séparément ou conjointement; en disant: *Je vous baptise, &c.* parce qu'on suppose que ce sont deux personnes différentes.

XX. Si l'enfant ayant été baptisé à la maison, parce qu'on le croyoit en danger de mort, paroît rétabli, de maniere qu'on

Qu'il faut porter à l'Eglise l'enfant qui a été baptisé à la maison.

(x) Respondemus, quòd cum inter baptisantem & baptisatum debeat esse distinctio: sicut ex verbis Domini colligitur, dicentis Apostolis, *Ite, baptisate omnes gentes in nomine Patris, & Filii, & Spiritus sancti*; memoratus Judæus (qui in mortis articulo in aquam seipsum immergit) est denud ab alio baptisandus, ut ostendatur quòd alius est qui baptisat, & alius qui baptisat. *Innocent. III, cap. Debitum, extra de Baptismo & ejus effectu.*

(y) Dum mulier cum tanta difficultate parit & dolore, quòd visibiliter dubitatur ne infans antequam sit perfectè natus moriatur: tunc, si caput infantis est jam extra ventrem, vel aliquod aliud membrum principale, & quòd, in dicto membro quod apparet extra ventrem, cognoscitur esse vita & anima in infante: tunc super illud membrum exterius apparens infundatur aqua per obstertricem, vel quemlibet alium præsentem ibidem, & dicantur verba baptismi superius expressa: videlicet: *Enfant, je te baptise au nom du Pere, & du Fils, & du saint Esprit. Amen.* Ex Synodo Lingon. 1404.

puisse le transporter sans danger, il faut le porter à l'Eglise Paroissiale, pour y faire suppléer les cérémonies qu'on omet quand on donne le Baptême dans une maison. En ce cas, l'on doit marquer sur le Registre des Baptêmes, le jour de la naissance de l'enfant, celui auquel il a été ondoyé, & celui où il a été présenté à l'Eglise Paroissiale.

De Baptême sous condition.

XXI. (z) En cas qu'il y ait de justes sujets de douter si un enfant a été baptisé, ou si on a observé, en le baptisant, ce qui est prescrit par l'Eglise, tant par rapport à la forme, que par rapport à la matière; il faut le baptiser sous une forme conditionnelle, en disant: Si tu n'es pas baptisé, je te baptise, *au nom du Pere, & du Fils, & du Saint Esprit.*

En quel cas on le consacre ainsi.

XXII. (a) Lorsqu'on ne connoît, ni par des Registres de Baptême, ni par des dépositions de personnes dignes de foi, si un enfant a été baptisé, il faut le baptiser sous condition; de peur que la crainte de lui donner deux fois le Baptême, ne le prive du salut éternel. C'est pourquoi on baptise ordinairement sous condition les enfans qu'on trouve exposés sans nom de pere & de mere, quoique l'on ait marqué qu'ils ont été baptisés en particulier: car, outre qu'on ne doit pas ajouter foi à des papiers non-signés, le trouble qui accompagne la naissance des enfans qu'on expose, ôte souvent la liberté nécessaire pour leur administrer valablement le Baptême.

En quel cas on présume qu'une personne a été baptisée.

XXIII. (b) Un homme étant né de parens Chrétiens, & ayant été élevé chez des Chrétiens; ces deux circonstances forment une présomption si forte qu'il a été baptisé, qu'on ne doit pas

(z) De quibus dubium est an baptisati fuerunt, baptisentur his verbis præmissis, Si baptisatus es, non te baptiso; sed si nondum baptisatus es, ego te baptiso, &c. *Alexand. III, cap. De quibus. extra de Baptismo & ejus effectu.*

(a) Placuit de infantibus, quoties non inveniuntur certissimi testes qui eos baptisatos esse sine dubitatione testentur, neque ipsi sunt per ætatem idonei de traditis sibi Sacramentis respondere, absque ullo scrupulo eos esse baptisandos; ne ista trepidatio eos faciat Sacramentorum purgatione privari. *Ex Conc. Carthagin. V, can. Placuit. de consecrat. dist. 4.*

(b) Certè de illo qui natus de Christianis parentibus, & inter Christianos est fideliter conversatus, tam violenter præsumitur, quod fuerit baptisatus, ut hæc præsumptio pro certitudine sit habenda, donec evidentissimis forsitan argumentis contrarium probaretur. *Innocent. III, cap. Veniens. extra, de Presbytero non baptisato.*

le baptiser, même sous condition, à moins qu'il n'y ait d'ailleurs des preuves qu'il n'a point reçu ce Sacrement.

XXIV. (c) S'il arrivoit, par des circonstances extraordinaires, qu'une personne eût vécu dans l'Eglise Catholique, croyant avoir été baptisée, sans avoir reçu le Sacrement de Baptême, & que l'on n'eût découvert ce fait qu'après sa mort, le désir qu'auroit eu cette personne d'être baptisée, si elle avoit appris qu'elle n'avoit point reçu ce Sacrement, si ce désir a été accompagné d'une véritable conversion du cœur, supplée au Baptême de l'eau, & on ne doit pas moins faire des prières pour elle que pour les autres fidèles.

De celui qui n'a point été baptisé, & qui croyoit avoir reçu ce Sacrement.

XXV. (d) On baptise les Adultes nés des parens infidèles, quand ils ont été toute leur vie infensés; mais s'ils ont été dans leur bon sens depuis qu'ils ont atteint l'âge de raison, on ne peut les baptiser pendant le tems de leur folie, à moins qu'ils n'ayent été dans la résolution de se faire baptiser dans le temps qu'ils ont perdu l'usage de la raison.

Si l'on peut baptiser les adultes insensés.

(c) Inquisitioni tuæ taliter respondemus, Presbyterum, quem sine unda baptismatis extremum diem clausisse significasti, quia in sanctæ matris Ecclesiæ fide, & Christi nominis confessione perseveraverit, ab originali peccato solum, & celestis patris gaudium esse adeptum asserimus incunctanter. *Lege super hoc octavum l. Aug. de civit. Dei, ubi inter cetera legitur: Baptismus invisibiliter ministratur, quem non contemptus religionis, sed terminus necessitatis excludit. Librum etiam B. Ambr. de obitu Valentini. idem afferentis revolve.* Sopitis igitur questionibus Doctorum, Patrum sententias teneas, & in Ecclesia tua iuges preces, hostiasque Deo offerri jubeas pro Presbytero memorato. *Innocent. III, cap. Apostolicam. extra de Presbytero non baptisato.*

(d) Dormientes & amentes, si priusquam amentiam incurrentent aut dormirent, in contradictione persisterent, quia in iis intelligitur contradictionis propositum perducere, & si sic fuerint immersi, characterem non suscipiunt Sacramenti. Secus autem, si prius Catechumeni existerent, & habuissent propositum baptisari. Unde tales, in necessitatis articulo, consuevit Ecclesia baptizare. *Innocent. III, cap. Majores. extra de Baptismo & ejus effectu.*



## Du Sacrement de Confirmation.

De sacrement de Confirmation.

De la matiere & de la forme de ce Sacrement.

Que l'Evêque en est le Ministre ordinaire.

XXVI. (e) JEsus-Christ a institué le Sacrement de la Confirmation, pour rendre parfaits ceux que le Baptême a mis au rang des Chrétiens, & pour leur donner de nouvelles forces, qui les mettent en état de résister aux tentations du Démon, & de confesser la foi de Jesus-Christ, même au péril de leur vie.

XXVII. (f) L'imposition des mains de l'Evêque, & l'onction qu'il fait avec le Chrême sur le front de la personne qu'il confirme avec le Chrême qu'il a beni le Jeudi Saint, font la matiere de ce Sacrement : la forme consiste dans les paroles que l'Evêque prononce, & qui expriment l'effet de ce Sacrement.

XXVIII. (g) L'Evêque est le seul Ministre ordinaire du Sa-

(e) Spiritus sanctus, qui super aquas Baptismi salutiferæ descendit illapsa, in fontem plenitudinem tribuit ad innocentiam, in Confirmatione augmentum præstat ad gratiam. Et quia in hoc mundo, tota ætate victuris, inter invisibiles hostes & pericula gradiendum est, in Baptismo regeneramur ad vitam, post Baptismum confirmamur ad pugnam : in Baptismo abluimur, post Baptismum roboramur. *Ex Epistol. falsò Melchiad. adscripta. can. Spiritus sanctus. de consecrat. distinct. 5.*

Si quis dixerit Confirmationem baptisatorum otiosam ceremoniam esse, & non potius verum & proprium Sacramentum, aut olim nihil aliud fuisse quàm Catechesim quædam, quâ adolescentiæ proximi fidei suæ rationem coram Ecclesia exponebant, anathema sit. *Concil. Trident. Sess. 7, de Confirmat. can. 1.*

(f) Novissimè à summo Sacerdote, per impositionem manûs, Paracletus traditur baptisato, ut roboretur per Spiritum sanctum ad prædicandum aliis idem donum quod ipse in baptismo consecutus est per gratiam vitæ donatus æternæ. Signatur enim baptisatus cum Chrismate per Sacerdotem in capitis summitate, per Pontificem verò in fronte, ut in priore unctione significetur Spiritus sancti super ipsum descensio ad habitationem Deo consecrandum : in secunda quoque, ut ejusdem Spiritus sancti septiformis gratia cum omni plenitudine sanctitatis & scientiæ, & virtutis venire in hominem declaretur. *Rabanus, can. Novissimè. de consecrat. distinct. 5.*

(g) Pervenit ad audientiam nostram quòd quidam simplices Sacerdotes apud Constantinopol. ea Sacramenta præsumunt fidelibus exhibere, quæ ab Apostolorum tempore fuerunt solis Pontificibus reservata ; ut est sacramen-



crement de la Confirmation, & il vaut mieux en être privé, quand on ne peut avoir d'Evêque, des mains duquel on la reçoit, que de se la faire conférer par un simple Prêtre qui n'a point reçu ce pouvoir de l'Eglise.

Quelques Théologiens croient que les Prêtres de Sardaigne, dont il est parlé dans Saint Gregoire, donnoient la Confirmation; que les Prêtres Grecs la donnent encore à présent, & que les Prêtres de l'Eglise Latine peuvent conférer ce Sacrement, avec une permission particulière du saint Siège, qui ne s'accorde que dans une grande nécessité; mais en ce cas, il faut qu'ils se servent du Chrême béni par l'Evêque. C'est pourquoi le Concile de Trente s'est contenté de dire que l'Evêque est le Ministre ordinaire de ce Sacrement.

XXIX. (b) Comme le Sacrement de Confirmation imprime un caractère sur ceux qui le reçoivent, de même que le Baptême, on ne peut le recevoir plus d'une fois.

On ne peut le recevoir qu'une fois.

XXX. Quoique le Sacrement de Confirmation ne soit point absolument nécessaire pour le salut, c'est un péché que de négliger de le recevoir, quand on le peut. Autrefois on le conféroit aussitôt après le Baptême; à présent on attend pour le conférer, que l'enfant ait l'âge de discrétion.

Quel âge il faut avoir pour le recevoir.

ram Confirmationis..... Mandamus quatenus omnibus Presbyteris districtè prohibeas, ne talia de cetero sua temeritate præsumant... quæ licet, non sine à fidelibus contemnenda, tutius tamen est ea sine periculo, ex necessitate (quæ legem non habet) omittere, quàm ut ab his quibus ea conferre non licet, ex temeritate (quæ lege damnatur) non sine gravi periculo, inaniter conferantur: cum umbra quædam ostendatur in opere, veritas autem non subeat in effectu. *Innocent. III, cap. Quanto. extra. de consuetud.*

Si quis dixerit, sanctæ Confirmationis ordinarium ministrum non esse solum Episcopum, sed quemvis simplicem Sacerdotem, anathema sit. *Concil. Trident. Sess. 7, can. 3, de Confirmat.*

(h) Dictum est nobis quod quidam de plebe bis, vel ter, vel eo amplius, Episcopis ignorantibus tamen, ab eisdem Episcopis confirmantur. Unde visum est nobis eandem Confirmationem, sicut nec Baptisma, iterari minimè debere. *Ex Concil. Tarracon. can. Distum. de consecrat. distinct.* 5.

De homine qui à Pontifice confirmatus fuerit, denud illi talis reiteratio prohibenda est. *Gregor. III, can. De homine. de consecrat. distinct.* 5.

## Du Sacrement de l'Eucharistie.

Du sacrement de  
l'Eucharistie.

Des dispositions  
dans lesquelles  
doivent être les  
Prêtres qui offrent  
le sacrifice.

I. (a) **L**E plus auguste de tous les Sacremens, est celui de l'Eucharistie; car les autres Sacremens sont véritablement, réellement & substantiellement les symboles d'une chose sacrée & d'une grace invisible qui y est attachée; au lieu que l'Eucharistie, même avant qu'on la reçoive, contient J. C. l'Auteur de la Sainteté, son Corps, son Sang, son Ame & la Divinité, sous les apparences du pain & du vin.

II. Il n'y a que les Prêtres qui puissent offrir ce Sacrifice; dans lequel la substance du pain & du vin est changée en la substance du Corps & du Sang de J. C. (b) Ils ne doivent le célébrer qu'après s'y être préparés par la Confession, s'ils ont la conscience chargée de quelque péché mortel: il n'y a d'exception à cette règle, que quand ils sont dans la nécessité de célébrer la Messe, & qu'ils ne trouvent pas de Confesseur. Ainsi un Curé de campagne qui est seul dans un Village, & qui ne peut sans scandale ne pas dire la Messe un Dimanche, & à qui il n'est pas possible de chercher ailleurs de Confesseur, peut offrir le Sacrifice; il en est de même du Prêtre, qui étant à l'Autel,

(a) Commune hoc quidem est sanctissimæ Eucharistiæ cum cæteris Sacramentis symbolum esse rei sacræ, & invisibilis gratiæ formam visibilem: verum illud in ea excellens & singulare reperitur, quod reliqua Sacramenta tunc primùm sanctificandi vim habent, cùm quis illis utitur; ut in Eucharistia ipse sanctitatis Autor ante usum est.... & semper hæc fides in Ecclesia Dei fuit, statim post consecrationem verum Domini nostri Corpus, verumque ejus Sanguinem, sub panis & vini specie una cum ipsius animâ & divinitate existere. *Concil. Trident. Sess. 13, cap. 3.*

(b) Communicare volenti revocandum est in memoria ejus præceptum: *Prober seipsum homo.* Ecclesiastica autem consuetudo declarat, eam probationem necessariam esse, ut nullus sibi conscius mortalis peccati, quantumvis sibi contritus videatur, absque præmissa sacramentali Confessione, ad Sacram Eucharistiam accedere debeat: quod à Christianis omnibus, etiam ab iis Sacerdotibus, quibus ex officio incubuerit celebrare, hæc sancta Synodus perpetuò servandum esse decrevit, modò non desit illis copia Confessoris. Quod si, necessitate urgente, Sacerdos absque prævia Confessione celebraverit, quàm primùm confiteatur. *Concil. Trident. Sess. 13, cap. 7.*

qu'il ne peut quitter sans faire murmurer les assistants, se souvient qu'il a commis un péché mortel : il faut dans ces cas que le Prêtre fasse un acte de contrition, & qu'il se confesse le plutôt qu'il lui sera possible.

III. (c) Le Prêtre qui offre le Sacrifice doit être à jeun, par respect pour le corps de Notre Seigneur Jesus-Christ, qu'il doit recevoir. Cependant un Prêtre qui se souviendrait après la consécration, qu'il a mangé depuis minuit, devrait communier ; parce que le précepte de consommer le Sacrifice par la Communion, l'emporte sur celui du jeûne. Les Canonistes ont même décidé que si un Prêtre se souvenait, étant à l'Autel, qu'il n'est pas à jeun, il devoit continuer la Messe, s'il célébroit en public à cause du scandale qu'il causeroit en se retirant. (d) Si un Prêtre tomboit en foiblesse après la Consécration, & ne pouvoit achever le Sacrifice ; un autre, quand même il ne seroit point à jeun, devoit communier & continuer la Messe, en cas qu'on ne trouvât point de Prêtre à jeun pour remplir cette fonction.

S'il y a des cas dans lesquels un Prêtre peut dire la Messe sans être à jeun.

IV. (e) Quand un Prêtre offre le Sacrifice, il doit mêler de l'eau avec le vin, parce qu'on croit que J. C. l'a ainsi pratiqué en instituant le Sacrement de l'Eucharistie ; (f) mais il doit

Mélange du vin & de l'eau pour le sacrifice.

(c) *Sacramenta Altaris non nisi à jejunis hominibus celebrentur. Ex Conc. Africano Can. Sacramenta. Dist. 1 de consecrat.*

(d) Censuimus ergo convenire, ut cum à Sacerdotibus Missarum tempore sancta Mysteria consecrantur, si ægritudinis acciderit quilibet eventus, quo ceptum nequeat consecrationis expleri mysterium, sit liberum Episcopo vel Presbytero alteri consecrationem exequi officii cepti : non enim aliud ad supplementum initiatis mysteriis competit, quàm aur incipientis aut subsequenti completa Benedictio Sacerdotis ; quia nec perfecta videri possunt, nisi perfectionis ordine compleantur. *Ex Concil. Toletani 7. Can. Nihil contra, caus. 7. quæst. 1.*

(e) Calix Dominicus, juxta Canonum præcepta, vino & aquâ permixtus debet offerri : quia videmus in aquâ populum intelligi, in vino verò ostendi Sanguinem Christi. Ergo, cum in Calice vino aqua misceatur, Christo populus adunatur, & credentium plebs ei in quem credit copulatur & jungitur. *Julius Papa. Can. Cum omne. §. Illud. de Consecrat. dist. 2.*

(f) Perniciosus in tuis partibus inolevit abusus, videlicet quòd in majori quantitate de aquâ ponitur in sacrificio, quàm de vino, cum, secundum rationabilem consuetudinem Ecclesiæ generalis, plus in ipso sit de vino quàm de aquâ ponendum. Ideoque fraternitati tue mandamus, quatenus id non facias, nec in tua provincia fieri patiaris. *Honor. III. cap. Perniciosus. extr. de celebratione Missarum.*

mettre plus de vin que d'eau ; le vin doit être naturel , & tel qu'on l'exprime du fruit de la vigne.

Si l'on ne doit  
jamais dire la  
Messe que dans  
des Eglises.

V. (g) On ne doit offrir le Sacrifice de la Messe que dans des Eglises consacrées , ou du moins benites. (b) On en doit excepter le cas de nécessité. A l'armée , par exemple , on dit la Messe sous des tentes , on la dit aussi dans les Vaisseaux qui font des voyages de long cours ; mais il faut dans ces cas , que la table dont on se sert pour offrir le Sacrifice , ait été consacrée par un Evêque.

Du pain qui doit  
être employé pour  
le sacrifice de la  
Messe.

VI. (i) En quelque endroit que célèbrent les Prêtres de l'Eglise Latine , ils doivent se servir de pain sans levain , parce que Jesus-Christ a institué ce Sacrement dans le tems qu'il n'étoit permis de manger chez les Juifs que du pain azime : (1) Il faut aussi qu'ils se servent d'un Calice d'or ou d'argent consacré par l'Evêque , & d'une patene de même métal. Ceux qui contreviennent à ces règles doivent être déposés.

(g) Sicut non alii quàm sacratî Domino Sacerdotes debent Missas cantare , nec sacrificia super Altare offerre , sic nec in aliis quàm Domino sacratîs locis , id est , in Tabernaculis divinis precibus à Pontificibus delibutis , Missas cantare aut sacrificia offerre licet , nisi summa coegerit necessitas. *Felix. can. Sicut non alii. dist. 1. de consecrat.*

(b) In itinere verò positîs si Ecclesia defuerit , sub dio , seu in tentoriis , si Tabula Altaris consecrata , cæteraque sacra Ministeria ad id officium pertinentia ibi affuerint , Missarum solemnîa celebrari concedimus. *Ex Concilio Triburiensi. Can. Concedimus. Distinct. 1. de consecrat.*

Dans les Navires qui feront des voyages de long cours , il y aura un Prêtre approuvé de son Evêque Diocésain. *Ordonnance de la Marine , liv. 2 , tit. 2 , art. 1.*

Il célébrera la Messe du moins les Fêtes & Dimanches , & administrera les Sacremens à ceux du Vaisseau. *Ibid. art. 3.*

(i) Litteras tuas recepimus continentes , quòd , cum super excessibus Presbyteri Ecclesiæ Sanctæ Brigide Brixien. inquireres , confessus est quòd , cum quadam die hostiam & calicem non haberet , in pane fermentato & scypho ligneo Missarum solemnîa celebrare præsumpsit .... intellecto iterum quòd prædicta Ecclesia per malitiam dicti Presbyteri multipliciter lædebat , inquisitionis officium iterans , ex ejus confessionibus invenisti , quòd idem sine igne sacrificabat & aquâ. Cum igitur vel ex aperta malitia , vel nimia desipientia peccasse probetur ; mandamus quatenus officio & beneficio perpetuò ipsum prives. *Honorius III , cap. Litteras. extra de celebrat. Missarum.*

(1) Ut calix Domini cum patena , si non ex auro , omninò ex argento fiat. *Ex Concilio Remensi. Can. Ut calix. distinct. 1. de consecrat.*

VII. (m) Si le Prêtre laisse tomber par terre quelque goutte du Sang précieux, il doit lecher l'endroit avec la langue, racler le pavé, & mettre derrière l'Autel la raclure. Si la goutte du Sang précieux tombe sur la nappe de l'Autel, il doit la laver trois fois, & mettre l'eau de l'ablution derrière l'Autel. Lorsque cet accident est arrivé par sa négligence, il faut lui imposer une pénitence.

Ce que doit faire le Prêtre qui laisse tomber quelque goutte du sang précieux.

VIII. (n) Il n'est pas permis à un Prêtre de dire plusieurs Messes en un jour, qu'à la Fête de Noël, ou que dans le cas de nécessité, avec la permission de l'Evêque. On donne cette permission à des Curés pour les Fêtes & Dimanches, quand les Cures des Paroisses voisines sont vacantes, ou quand le Pasteur est hors d'état d'offrir le saint Sacrifice. Il y a des Diocèses, dans lesquels il se trouve des Cures, dont les revenus sont si modiques, qu'elles ne peuvent suffire pour l'honnête entretien d'un Ecclésiastique; c'est pourquoi les Evêques chargent un Prêtre de desservir deux Cures dont les Eglises ne sont pas fort éloignées, en lui permettant de dire la Messe deux fois les Fêtes & les Dimanches.

Cas dans lesquels on permet qu'un Prêtre dise plusieurs Messes le même jour.

IX. (o) Quand un Prêtre dit plusieurs Messes le même jour, il ne doit prendre l'ablution qu'à la dernière, parce qu'autrement il ne seroit point à jeun en communiant.

Ce que doit observer le Prêtre en ce cas.

X. (p) L'Eglise exhorte les Fidèles à s'approcher souvent du

Les fidèles sont obligés de com-

(m) Si per negligentiam aliquid de Sanguine Domini stillaverit in terram, lingua lambetur, & tabula radetur; si non fuerit tabula, ut non conculcetur, locus corradetur, & igne consumetur, & cinis inita Altare recondetur, & Sacerdos quadraginta diebus pœniteat. . . . si super linteam Altaris. . . . linteamina, quæ tetigerit stilla, tribus vicibus Minister abluat, calice supposito, & aqua ablutionis fumatur, & juxta Altare recondatur. *Ex Theodoro. Can. Si per negligentiam distinet. 1 de consecrat.*

(n) Respondemus quòd, excepto die Nativitatis Dominicæ, nisi causâ necessitatis suadeat, sufficit Sacerdoti semel in die unam Missam solummodò celebrare. *Innocentius III. cap. Consilium. extra de celebrat. Missarum.*

(o) Postulationi vestræ taliter respondemus, quòd semper Sacerdos vinum perfundere debet, postquam totum acceperit Eucharistiæ Sacramentum, nisi cum eodem die aliam Missam debuerit celebrare, ne, si fortè vinum perfusionis acciperet, celebrationem aliam impediret. *Innocent. III. cap. Ex parte. extra de celebrat. Missarum.*

(p) Paterno affectu admonet sancta Synodus, hortatur, rogat & ob-

munier au moins  
une fois l'an.

Sacrement de l'Eucharistie, & à mériter par leur conduite de le recevoir; elle enjoit à tous ceux de l'un & de l'autre sexe, qui ont atteint l'âge de discrétion, de communier au moins une fois par an au temps de Pâques, à moins que leurs Confesseurs ne jugent à propos de leur différer l'absolution; & de les préparer par ce délai, à se rendre plus dignes de participer au Corps & au Sang de Jésus-Christ. On peut priver de l'entrée de l'Eglise pendant leur vie, & de la sépulture ecclésiastique à leur mort, ceux qui ont négligé de satisfaire à ce devoir.

Les Laïcs ne re-  
çoivent l'Eucha-  
ristie que sous l'es-  
pèce du pain.

XI. (q) C'est un usage établi depuis plusieurs siècles dans l'Eglise, & confirmé par les Conciles, de ne recevoir l'Eucharistie que sous l'espece du pain (à l'exception du Prêtre célébrant qui communie sous les deux espèces.) Cet usage fondé sur les inconvéniens auxquels la distribution sous l'espece du vin donnoit lieu, ne peut passer que pour un point de discipline ecclésiastique, sur lequel l'Eglise a pu varier, parce que J. C. est tout entier sous l'espece du pain, comme sous celle du vin.

On reçoit l'E-  
ucharistie par for-

XII. (r) Les séculiers doivent recevoir l'Eucharistie à jeun,

fecerat per viscera misericordie Dei nostri, ut omnes & singuli, qui christiano nomine censentur, in hoc unitatis signo, in hoc vinculo caritatis, in hoc concordie symbolo, jam tandem aliquando conveniant & concordent, memoresque tantæ majestatis & tam eximii amoris Jesu Christi Domini nostri, qui dilectam animam suam in nostræ salutis pretium, & carnem suam nobis dedit ad manducandum, hæc sacra Mysteria Corporis & Sanguinis ejus, eâ fidei constantiâ & firmitate, eâ animi devotione, ac pietate & cultu credant & venerentur, ut panem illum supersubstantialem frequenter suscipere possint, & is verè eis sit animæ vita, & perpetua sanitas mentis. *Concil. Trid. Sess. 13, cap. 8.*

(q) Licèt in primitiva Ecclesia (Eucharistie) Sacramentum reciperetur à fidelibus sub utraque specie; postea à conscientibus sub utraque, & à laïcis tantummodo sub specie panis suscipiatur: cùm firmissimè credendum sit & nullatenus dubitandum, integrum Christi Corpus & Sanguinem tam sub specie panis, quàm sub specie vini veraciter contineri. Unde cùm ejusmodi consuetudo, ab Ecclesia & sanctis Patribus rationabiliter introducta, & diutissimè observata sit, habenda est pro lege, quam non licet reprobare, aut sine Ecclesiæ autoritate pro libito mutare. *Concil. Constant. Sess. 13.*

(r) Placuit Spiritui Sancto, ut in honorem tanti Sacramenti in os Christiani prius Dominicum Corpus intraret, quàm ceteri cibi. Nam idèd per universum orbem mos iste servatur. *Aug. can. Liquido. distind. 2 de consecrat.*

de même que les Prêtres qui offrent le Sacrifice de la Messe :  
(/) On n'excepte de cette règle que les malades, à qui on donne ce Sacrement en Viatique, dans le cas de danger de mort.

me de viatique  
sans être à jeun.

XIII. (r) L'usage de la primitive Eglise, de donner la Communion aux enfans aussitôt après le Baptême, n'est point observé à présent ; & on attend à leur faire recevoir ce Sacrement, qu'ils aient atteint un âge assez avancé pour en connoître l'excellence, & pour se préparer à le recevoir dignement.

On ne donne  
l'Eucharistie aux  
enfans, que quand  
ils ont l'âge de  
discrétion.

XIV. On ne donne pas l'Eucharistie à ceux qui ont perdu l'usage de la raison, soit par la folie, soit par la violence de la maladie. On ne l'accorde pas non plus à ceux qui sont condamnés à mort, en punition des crimes qu'ils ont commis.

On ne la donne  
pas à ceux qui ont  
perdu l'usage de  
la raison.

XV. (\*) On peut refuser la Communion ecclésiastique aux pécheurs publics & scandaleux, comme sont les concubinaires & les usuriers manifestes, quand il y a des preuves constantes qu'ils sont dans ce désordre, dans le tems même qu'ils se présentent pour recevoir la Communion. On doit garder de grandes mesures, lorsqu'il s'agit d'exécuter cette Loi ecclésiastique. Les Curés, qui doivent prévoir ce cas, par rapport à la Communion Paschale, ne peuvent mieux faire que de consulter leur

On la refuse aux  
pécheurs publics.

(/) Licet Christus post Coenam instituerit, & suis discipulis administraverit sub utraque specie panis & vini hoc venerabile Sacramentum : tamen, hoc non obstante, sacrorum Canonum autoritate, laudabilis & approbata consuetudo Ecclesie servavit & servat, quod hujusmodi Sacramentum non debet confici post Coenam, neque à fidelibus recipi non jejunis, nisi in casu infirmitatis, aut alterius necessitatis, à jure vel Ecclesia concessio, vel admissio. *Concil. Constant. Sess. 13.*

(r) Eadem sancta Synodus docet, parvulos usu rationis carentes nullà obligari necessitate ad sacramentalem Eucharistie Communionem. Si quidem per Baptismi lavacrum regenerati, & Christo incorporati, adeptam jam filiorum Dei gratiam in illà ætate amittere non possunt. Neque idem tamen damanda est antiquitas, si eum morem in quibusdam locis aliquando servavit. Ut enim sanctissimi illi Patres sui facti probabilem causam pro illius temporis ratione habuerint, ita certè eos nullà salutis necessitate id fecisse sine controversiâ credendum est. *Concil. Trid. Sess. 21, cap. 4.*

(u) Constituimus quòd Usurarii manifesti, nec ad Communionem admittantur Altaris ; nec Christianam, si in hoc peccato decesserint, accipiant sepulturam ; sed nec oblationes eorum quisquam accipiat. *Ex Concil. Lateran. sub Alexand. III, cap. Quia, extra de usuris.*

Evêque. On refuse aussi la communion aux femmes qui sont habillées d'une manière immodeste.

Ce qu'on doit observer quand on la porte aux malades.

XVI. (x) L'Eucharistie doit être conservée dans un endroit décent & fermé à clef. Quand on la porte aux malades, le Prêtre doit avoir un habit d'Eglise & une Etole : il doit être précédé d'une personne qui porte un flambeau, ou un cierge allumé. Ceux qui se trouvent sur le chemin doivent se mettre à genoux pour adorer Jésus-Christ, c'est pour avertir ceux qui passent, & les personnes qui sont dans les maisons, qu'on fait sonner une petite cloche.

On ne donne ordinairement qu'une fois l'Eucharistie en Visite dans le cours d'une maladie, cependant si la maladie durerait plusieurs mois, on pourroit la donner au malade plusieurs fois, s'il le souhaitoit, quoiqu'il ne pût la recevoir à jeun.

De l'exposition & de la bénédiction du saint Sacrement.

XVII. (y) La Fête du Saint Sacrement établie dans l'Eglise, pour marquer le triomphe qu'elle a remporté sur les Hérétiques qui attaquoient ce saint Mystère, a donné lieu aux Processions, dans lesquels on a porté le Corps de N. S. & les Processions ont donné lieu aux expositions solennelles qu'on en a faites au culte & à l'adoration des fidèles, mais ces expositions & les

(x) Ne propter incuriam Sacerdotum divina indignatio gravius exardescat, districtè præcipiendo mandamus, quatenus à Sacerdotibus Eucharistia, in loco singulari, mundo & signato semper honorificè collocata, devotè ac fideliter conservetur. Sacerdos verò frequenter doceat plebem suam, ut, cum in celebratione Missarum elevatur hostia salutaris, se reverenter inclinet. Idem faciens, cum eam desert Presbyter ad infirmum, quam in decenti habitu, superposito mundo, velamine ferat & referat manifestè, ac honorificè ante pectus, cum omni reverentia & timore, semper lumine præcedente, cum sit candor lucis æternæ, ut ex hoc apud omnes fides & devotio augeatur. Prælati autem hujusmodi mandati graviter punire non differant transgressores. *Honorius III, cap. Sane. extra de celebrat. Missarum.*

(y) Si quis dixerit, in sancto Eucharistiæ Sacramento Christum unigenitum Dei Filium, non esse cultu lætæ etiam externo adorandum, atque idèd nec festivâ peculiari celebritate venerandum, neque in processionibus, secundum laudabilem & universalem Ecclesiæ sanctæ ritum & consuetudinem, solemniiter circumgessandum, vel non publicè ut adoretur populo proponendum, & ejus adoratores esse idololâtras, anathema sit. *Concil. Trident. Sess. 13, can. 6.*



bénédictions qui les accompagnent, ne doivent pas être répétées trop souvent, de peur que le respect ne diminue, & que la piété ne se refroidisse : c'est pourquoi on ne doit l'exposer qu'aux jours marqués par l'Eglise, & dans d'autres temps que par ordre, ou du moins du consentement de l'Evêque.

» Il y a un Décret de la Congrégation du Concile de 1644,  
 » qui défend d'exposer le Saint Sacrement autrement que pour  
 » des causes graves & raisonnables, & du consentement de  
 » l'Evêque. Le Règlement fait dans l'Assemblée du Clergé de  
 » France, tenue en 1545, porte que les Réguliers, même ceux  
 » qui se prétendent exemts de la Jurisdiction de l'Ordinaire, ne  
 » peuvent sans permission de l'Evêque, porter le Saint Sacrement  
 » en Procession, ou l'exposer dans leurs Eglises, excepté au jour  
 » qu'on en fait la Fête, & pendant l'Octave. Et afin que ce Ré-  
 » glement soit exécuté plus ponctuellement, le Clergé assemblé  
 » défend aux Réguliers d'accepter, sans permission, des fonda-  
 » tions, par lesquelles ils soient engagés à porter le Saint Sacre-  
 » ment, ou à en donner la Bénédiction. M. Thiers rapporte  
 » un Arrêt du Conseil rendu contre les Dominicains, conforme  
 » à ce qu'avoient réglé sur ce sujet la Congrégation du Concile  
 » & l'Assemblée du Clergé de France.

Saint Charles, dans le troisième Concile de Milan, défend de porter le Saint Sacrement sur le bord de la mer, sous prétexte de faire cesser la tempête : on ne doit pas, par les mêmes raisons, le porter pour faire cesser les incendies. En effet, si la présence du corps de J. C. qui n'est point obligé de faire des miracles toutes les fois que les hommes en demandent, ne faisoit point cesser la tempête ou l'incendie, cette circonstance pourroit diminuer le respect qu'on doit à l'Eucharistie, & devenir un sujet de raillerie pour les Hérétiques & pour les impies.

En parlant du sacrement de l'Eucharistie, nous croyons ne pouvoir nous dispenser, pour la satisfaction du Lecteur, de parler des refus de Sacremens. Nous dirons donc, que les Curés ne sont établis dans les Paroisses que pour administrer les Sacremens à leurs Paroissiens, c'est même de leur part un devoir de justice, dont ils ne peuvent se dispenser sous aucun prétexte, hors le cas de maladie, dans les occasions où leur propre vie même seroit en danger, comme par exemple en temps de peste, selon S. Thomas, 22. q. 185, art. 5. Cette obligation ainsi

Sur le refus des  
Sacremens.

constatée, on demande s'il n'y a pas néanmoins des cas où l'on puisse légitimement refuser cette administration. On peut appliquer cette question à chaque espèce de Sacrement en particulier ; car encore que les Curés ne les administrent pas tous, chaque Sacrement a des règles particulières ; mais nous ne parlerons ici que du refus de la sainte Eucharistie.

Tous les Théologiens enseignent qu'elle doit être absolument refusée à ceux qui n'ont aucun usage de la raison, & aux pécheurs publics & connus pour tels. Jesus-Christ dit, en S. Matthieu ch. VII. *Nolite Sanctum dare canibus, neque mitteris margaritas ante porcos.* L'Apôtre S. Paul, 1 Cor. 4. *Hic jam queritur inter dispensatores, ut fideles quis inveniatur.* Voyez encore le Can. *Pro dilectione*, de *conf. dist. 2*, cap. *Quia*, de *Usur.* Thom. q. 80, art. 9. Barbosa, de *Offic. & potest. Paroch. cap. 20*, N°. 19, 20.

On n'entend pas toujours par ceux qui n'ont aucun usage de la raison, *Qui nullum habent rationis usum*, les malades à qui la force ou les grandes douleurs de la maladie ont ôté pour quelque temps la connoissance ; les Curés trouvent dans les Rituels la conduite qu'ils doivent tenir à cet égard, & les précautions qu'ils doivent prendre.

Quant aux pécheurs publics & scandaleux, quoique la Loi qui défend de leur administrer la sainte Eucharistie soit fondée sur le texte sacré & les Canons de l'Eglise, on ne doit toutefois l'exécuter qu'avec beaucoup de circonspection. Et dans ces occasions les Curés, pour ne rien faire de leur chef, doivent suivre les anciennes règles de l'Eglise, qui sont défenses aux Prêtres de rien entreprendre sans la participation de l'Evêque : *Presbyteri, nihil sine præcepto & consilio Episcopi agent*, c. 57, dist. 80 : ces ménagemens sont d'autant plus nécessaires dans ce Royaume, qu'on n'y admet point en général les notoriétés de fait. On peut consulter sur cette matière l'Auteur du nouveau Commentaire sur l'Edit de 1695, art. 34. Il l'a traité suivant les principes dans lesquels les derniers Arrêts des Parlemens paroissent avoir été rendus. Ces Arrêts qu'il rapporte ont donné lieu à d'autres Arrêts contraires du Conseil, & à la célèbre Déclaration du 13 Décembre 1756, relative au Bref du Pape Benoît XIV, du 16 Octobre 1756. Pour la commodité du Lecteur & lui éviter bien des recherches, nous rapporterons 1°. l'extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale du

Clergé de France tenue en l'année 1755, où sont les articles qui divisèrent les Prélats assemblés, & la lettre au Pape. 2°. Le Bref du Pape adressé au Clergé de France. 3°. La Déclaration du Roi. 4°. Les Remontrances du Parlement & les réponses de Sa Majesté.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale du Clergé de France tenue en l'année 1755, du Mercredi 22 Octobre 1755, à huit heures du matin, M. le Cardinal de la Rochefoucauld Président.*

» Messieurs & Messieurs de la Jurisdiction ont pris le Bureau, & M. l'Archevêque d'Arles chef de la Commission, a  
 » continué le rapport qui avoit été commencé le 19 Juillet &  
 » autres jours, où il est dit, dans ce Procès-verbal, que Messieurs & Messieurs se sont entretenus d'affaires importantes  
 » sur les divers objets qui y avoient été traités. Lecture faite  
 » desdits dix articles, on a recueilli les voix, & ils ont été approuvés par dix-sept de Messieurs du premier Ordre; savoir de Monseigneur le Cardinal de la Rochefoucauld, M. l'Archevêque de Narbonne, M. l'Archevêque d'Embrun, M. l'Archevêque d'Arles, M. l'Archevêque d'Alby, M. l'Archevêque de Sens; MM. les Evêques de Montpellier, de Grenoble, de Puy, de Saintes, de Nevers, de Rhodéz, d'Autun, de Marseille, d'Evreux, de Blois, de Senlis: seize autres de Messieurs, savoir, Messieurs les Archevêques d'Auch, de Tours & de Toulouse, & Messieurs les Evêques de Langres, de Bayeux, d'Amiens, de Meaux, de Quimper, de Die, d'Oleron, de S. Paul Trois-Châteaux, de Sarlat, de Lavaur, de Riez, d'Apt & de Dijon, ont été d'avis différens sur certains points, & ont proposé leur avis composé de huit articles, dont il a été fait lecture. MM. du second Ordre au nombre de vingt-deux, savoir, Messieurs les Abbés de Mons, de Sara, de Boissai, de Callar, de Château neuf, de Langlat, de Chalabre, de Baudeville, de Rastignac, d'Osmond, de Montjouvent, de la Croix de Gouvernet, de Breve, de Saint-Aulaire, de Beauf, de Trudaine, de Montjoie, Dudon, de Jumilhac, de Montesquiou, de Crillon, ont accédés auxdits articles proposés par la Commission. Huit de MM. du second Ordre, savoir, Messieurs les Abbés de Gadagne, de Roquefort, la Canorgue,

» Berthier, de Soulanges, de Modene, de Beaumelle, de Coriolis,  
 » ont accédé au second avis, & il a été unanimement convenu,  
 » que tant lesdits articles qui composent le premier avis, que les  
 » huit qui composent le second seroient insérés dans le Procès-  
 » verbal, suivant leur teneur qu'il s'ensuit.

## ARTICLE PREMIER.

» La Constitution qui commence par ces mots, *Unigenitus*  
 » *Dei Filius*, est un Décret du S. Siège Apostolique, lequel  
 » défend & condamne le livre des Réflexions morales, & cent  
 » une Propositions tirées du même livre, sous différentes qua-  
 » lifications respectives, parmi lesquelles on trouve celles d'er-  
 » reur & d'hérésie. L'Eglise ayant donné son consentement à  
 » ce Décret, c'est avec raison qu'on l'appelle soit un jugement  
 » dogmatique & irréformable de l'Eglise universelle, soit un  
 » jugement de la même Eglise en matière de Doctrine.

## I I.

» On doit à ce Jugement une obéissance sincère du cœur &  
 » de l'esprit. Quiconque pèche contre cette obéissance, pèche  
 » en matière grave.

## I I I.

» La révolte formelle & opiniâtre contre ce Décret, peut  
 » éclater par des actes extérieurs, & quelquefois devenir le sujet  
 » d'un scandale public, au point qu'elle présente tous les carac-  
 » tères de la notoriété qu'on nomme de *fait*, laquelle est suffi-  
 » sante pour refuser même publiquement d'administrer le saint  
 » Viatique.

## I V.

» Il faut bien distinguer cette notoriété de fait des conjec-  
 » tures, des soupçons, de la réputation & des bruits. Cette no-  
 » toriété naît d'un fait qui persévère au moins moralement,  
 » qui a la multitude pour témoin, & qui est si évident, qu'on  
 » ne peut le celer par aucune tergiversation, ni le couvrir par  
 » aucun prétexte de droit.

V.

„ Cependant, comme il est difficile de discerner les caractères de cette notoriété, & qu'il est dangereux d'en faire l'application dans la pratique, que les Ministres des Sacrements consultent leur Evêque, & ne refusent pour ce motif publiquement le Viatique à personne, sans l'avoir consulté & sans son approbation.

V I.

„ Ceux qui sont réfractaires à la Constitution *Unigenitus*, soit qu'ils en aient été convaincus en jugement, soit que dans l'actuelle administration du saint Viatique, ils donnent d'eux-mêmes des marques de leur désobéissance, doivent en être privés publiquement, sans même qu'il soit besoin de consulter l'Evêque.

V I I.

„ Lorsque les circonstances marquées dans les articles ci-dessus se trouveront réunies, les coupables qui demanderoient le saint Viatique & l'Extrême-Onction, seront pressés, même par des interpellations publiques, de donner des marques d'une vraie pénitence, & de réparer le scandale. Dans les autres cas, les Ministres des Sacrements se contenteront d'exhorter en particulier les malades, & cependant ne leur feront publiquement aucunes questions ou interpellations, hors celles qui sont expressément contenues dans le Rituel ou dans les Statuts Synodaux du Diocèse.

V I I I.

„ Il n'appartient qu'à la Puissance Ecclésiastique de décider quelles sont les dispositions tant intérieures qu'extérieures, nécessaires pour recevoir dignement le sacrement d'Eucharistie.

I X.

„ De là il n'appartient qu'aux Ministres de l'Eglise de juger qui sont ceux qui doivent être admis à la participation publique ou privée de la sainte Eucharistie, & qui sont ceux qui en doivent être exclus.

## X

„ De-là encore pèchent grièvement contre l'ordre établi de  
 „ Dieu même, les fidèles qui, au mépris de l'autorité de l'E-  
 „ glise, recourent à la puissance séculière pour obtenir la sainte  
 „ Eucharistie, & les Prêtres qui déferant par une coupable con-  
 „ descendance aux ordres du Juge séculier, administrent ce Sa-  
 „ crement à ceux que leur propre Pasteur en a exclus, & que  
 „ son Supérieur dans l'ordre Hiérarchique n'a pas jugé devoir  
 „ y être admis.

## ARTICLE I.

„ La Constitution du Pape de très-sainte mémoire Clement XI,  
 „ laquelle commence par ces mots *Unigenitus Dei filius*, est un  
 „ Jugement dogmatique & irréformable de l'Eglise universelle,  
 „ auquel on ne peut, sans péché mortel, refuser une sincère  
 „ soumission de cœur & d'esprit.

## I I.

„ En vertu d'un précepte même divin, l'on doit refuser pu-  
 „ bliquement l'Eucharistie, à ceux qui sont notoirement réfrac-  
 „ taires à ce Jugement solennel, comme à des pécheurs pu-  
 „ blics.

## I I I.

„ Pour refuser la très-sainte Communion, la notoriété, qu'on  
 „ appelle de *Droit* n'est pas nécessaire, la notoriété appelée de  
 „ *fait* suffit. Cette notoriété se trouve toutes les fois que le  
 „ péché est si publiquement certain, qu'il ne peut être célé par  
 „ aucune tergiversation.

## I V.

„ La fidélité que les Ministres des Sacrements doivent aux  
 „ Loix Divines & Ecclésiastiques, exige d'eux qu'avant de don-  
 „ ner le saint Viatique, ils aient le plus grand soin de faire  
 „ réparer les scandales. Qu'il n'y ait néanmoins rien d'inconsi-  
 „ déré dans leur zèle. Dans les cas douteux, qu'ils consultent  
 „ leur Evêque, comme il leur est prescrit & ordonné par les  
 „ Loix

„Loix de l'Eglise; bien plus, qu'ils lui réfèrent même les cas  
„de notoriété, s'il s'en rencontre, autant néanmoins que la  
„distance des lieux & les circonstances du temps le permettront.

V.

„Il est de foi que Jesus-Christ a donné au corps des premiers  
„Pasteurs de l'Eglise, toute l'autorité qui leur est nécessaire pour  
„gouverner les fidèles dans l'ordre du salut. Il n'est pas moins  
„de foi que cette autorité est absolue, souveraine & indépen-  
„dante de toute autre en matière spirituelle; c'est pourquoi il  
„n'y a que la puissance Ecclésiastique qui ait droit de porter des  
„Loix touchant l'administration même publique de la sainte  
„Eucharistie; elle seule a droit de les interpréter, & de décider  
„par un jugement souverain, quelles dispositions, soit intérieu-  
„res, soit extérieures, sont nécessaires pour la recevoir digne-  
„ment.

V I.

„Ceux qui refusent de se soumettre à la Constitution *Uni-*  
„*genitus*, se montrent de plus en plus indignes du sacrement de  
„l'Eucharistie, lorsque pour l'obtenir ils ont recours aux Juges  
„séculiers; & les Prêtres qui, dans ces circonstances obéissent  
„aux ordres des Juges séculiers, livrent le corps de Jesus-Christ,  
„& méritent d'être punis des peines & des censures Ecclé-  
„siastiques,

V I I.

„Un Prêtre qui n'a aucune Jurisdiction ordinaire ou délè-  
„guée, ne peut confesser les fidèles, lors même qu'ils sont ma-  
„lades, ni les absoudre valablement, si ce n'est dans le cas d'une  
„véritable nécessité, lequel ne se trouve point lorsque les Prê-  
„tres approuvés refusent les Sacremens à un malade, parce  
„qu'il refuse lui-même la soumission qui est due à la Constitution  
„*Unigenitus*.

V I I I.

„Comme de droit divin chaque Evêque est obligé d'ensei-  
„gner & de faire enseigner au peuple confié à ses soins, les  
„vérités du salut, il est également obligé par le même droit

„divin, de l'instruire selon les différentes circonstances des  
 „Loix & des Jugemens dogmatiques de l'Eglise universelle.

„Et attendu la différence qui paroît se rencontrer entre les  
 „deux sentimens en certains points, & le désir général qu'a  
 „l'Assemblée de parvenir à une parfaite unanimité, il a été dé-  
 „libéré tout d'une voix que l'on consulteroit notre Saint Pere  
 „le Pape, pour recevoir ses avis & instructions paternelles, &  
 „qu'à cet effet les articles ci-dessus seroient remis à Sa Majesté,  
 „& qu'Elle seroit très-humblement suppliée de les faire parvenir  
 „à Sa Sainteté. Chaque Prélat a déclaré qu'il ne prétend en  
 „aucune maniere par le recours unanime à Notre Saint Pere  
 „le Pape, mettre en question les vérités déjà décidées qui sont  
 „contenues dans ces différens articles. Chacun d'eux a encore  
 „ajouté, qu'en attendant la décision du Saint Siège, il conti-  
 „nuera de se conformer aux lumieres de sa conscience, aux  
 „usages de son Eglise, & aux principes contenus dans les arti-  
 „cles dont il a été d'avis.

„Le 15, le Roi a répondu à nos Remontrances, & Sa Majesté  
 „a témoigné qu'elle étoit persuadée de la fidélité du Clergé  
 „de son Royaume; qu'elle maintiendra toujours le respect & la  
 „soumission due à la Bulle *Unigenitus*, ainsi qu'elle a fait jusqu'à  
 „présent; qu'elle maintiendra aussi l'Eglise dans toute la juris-  
 „diction qui lui appartient, notamment sur ce qui regarde l'ad-  
 „ministration des Sacremens, conformément à l'Edit de 1695;  
 „qu'elle vouloit que sa Déclaration du 2 Septembre 1754 fut  
 „observée, qu'elle seroit cependant connoître particulièrement  
 „sa volonté à ce sujet, s'il en étoit besoin, pour prévenir les abus  
 „qu'on en pourroit faire; qu'enfin elle accorderoit sa protec-  
 „tion à l'Eglise & à ses Ministres dans les occasions.

„L'Assemblée qui espéroit une réponse plus précise a déli-  
 „béré qu'il seroit fait de nouvelles remontrances à Sa Majesté;  
 „M. l'Archevêque de Sens a été chargé de les rédiger.

„Le 15, les Remontrances, arrêtées le 23, ont été présentées  
 „à Sa Majesté; on lui a aussi remis un Mémoire dans lequel on  
 „lui représente qu'il s'imprime & se répand tous les jours des  
 „libelles contre la Religion & contre les bonnes mœurs, &  
 „on la supplie de donner des ordres pour en arrêter le cours.

„Le 16, M. l'Evêque d'Autun a fait la harangue de clôture.  
 „Ce Prélat y a rassemblé sous un même point de vue tous les  
 „objets intéressans pour l'Eglise & pour ses Ministres, qui



„avoient été mis en détail sous les yeux de Sa Majesté, depuis  
„le commencement de l'Assemblée; il a fait valoir tout ce que  
„l'éloquence a de plus fort & de plus touchant, pour obtenir  
„du Roi le succès de nos demandes.

„Le Roi lui a répondu qu'il étoit très-content de la conduite  
„de l'Assemblée du Clergé, & qu'il donneroit toujours des  
„marques de sa protection à l'Eglise & à ses Ministres.

„Le 27, l'Assemblée a prié son Eminence M. le Cardinal de  
„la Rochefoucault, de faire de nouvelles instances auprès du  
„Roi, pour le retour de M. l'Archevêque de Paris & des au-  
„tres Prélats, & pour le rétablissement des Prêtres décrétés  
„& bannis, de lui représenter les abus actuels qu'on fait de sa  
„Déclaration du 2 Septembre 1754, & le besoin pressant de  
„l'interpréter.

„Son Eminence a rapporté à l'Assemblée que Sa Majesté  
„lui avoit paru touchée de nos dernières représentations;  
„qu'elle lui avoit donné des espérances plus prochaines sur le  
„retour des Evêques, & qu'elle lui avoit témoigné s'occuper  
„sérieusement des mesures à prendre pour sa détermination  
„finale, au sujet de l'interprétation de la Déclaration du 2 Sep-  
„tembre 1754, & de ce qui concerne le rétablissement des  
„Prêtres.

„Le 30, M. l'Evêque de Puy, qui avoit été chargé de dresser  
„un projet de lettre à Sa Sainteté, en a fait la lecture. Cette  
„lettre a été arrêtée & signée dans la teneur qui suit.

*BEATISSIMO PATRI BENEDICTO XIV. Pontifici maximo.*

Très-Saint Pere,

„Votre Sainteté n'ignore pas avec quelle chaleur des esprits  
„& avec quel préjudice de la Religion catholique l'autorité de  
„la Constitution *Unigenitus* & la Jurisdiction divine de l'Eglise  
„sont attaquées en France depuis quelques années. De notre  
„côté, nous sommes parfaitement instruits combien de gémisse-  
„mens l'image de nos malheurs, sans cesse présents à votre es-  
„prit, fait pousser à votre cœur rempli d'une tendresse vrai-  
„ment paternelle! Vous n'avez pas adressé seulement à Dieu  
„les prières les plus ardentes, mais vous avez fait encore au-  
„près de notre Auguste Monarque les instances les plus fortes.

Y y ij

„ & les plus réitérées, pour assurer à notre saint Ordre sa dignité, & au Jugement de l'Eglise l'obéissance qui leur est due.

„ Il reste, Très Saint Pere, que vous continuiez à prendre à une œuvre d'une si grande importance, la principale part que vous devez y avoir. Votre Sainteté doit y entrer d'autant plus volontiers, que l'unanimité avec laquelle le Clergé de France s'est porté à consulter le Saint Siège, est une preuve éclatante de l'amour & du respect dont il est rempli envers la Mere & la Maîtresse de toutes les Eglises.

„ Nul de nous tous qui composent la présente Assemblée, qui n'ait cherché les meilleurs moyens d'appaîser les tempêtes dont l'Eglise de France est battue. Pour parvenir à ce but, que tous se sont proposés également, les uns ont été d'un avis qu'ils ont exprimé en huit articles, & les autres d'un autre qu'ils ont renfermé en dix. Nous les mettons les uns & les autres sous les yeux de votre Sainteté. Les lumieres & le discernement qui sont en un si haut degré en vous, vous feront aisément appercevoir la différence qu'il y a entre eux. Il en sera parlé plus au long dans les mémoires qui vous seront adressés de part & d'autre. Le désir de conserver l'unité de l'esprit dans le lien de la paix, nous engage à nous présenter ainsi devant le Tribunal de la Chaire principale qui est la source de l'unité Sacerdotale, afin qu'instruits par vos enseignemens paternels, nous puissions apporter un secours plus heureux à l'Eglise, dans l'état d'affliction où elle est réduite.

„ C'est un heureux présage pour nous, que dans des temps aussi orageux, Dieu ait pourvu son Eglise d'un Pontife également distingué, & par sa profonde connoissance de tout ce qui regarde la Religion, & par son amour pour la paix. Vous vous êtes attiré tout l'amour, toute l'admiration des François, par les nombreux témoignages de bienveillance dont vous les avez honorés, & par les grandes choses, dont les monumens leur ont appris que vous avez signalé votre Pontificat. Le nouveau bienfait que nous attendons de vous, plus important que tous les autres, achevera d'assurer à jamais à votre Sainteté, leurs plus vives reconnoissances & leur plus profonde vénération.

Très-Saint Pere,

De Votre Sainteté,

Les très-obéissans & très-dévots Fils les Cardinaux, Archevê-

ques, Evêques & autres Ecclésiastiques de l'Assemblée du Clergé de France.

Signé FRED. JER. Cardinal de la Rochefoucault, P. P.  
Archevêque de Bourges, Président.

Par Nosseigneurs les Cardinaux, &c.

L'Abbé DE CORIOLIS, Secrétaire.

L'Abbé D'OSMONT, Secrétaire.

A Paris ce 31 Octobre 1755.

*BENEDICTUS XIV. Papa, Venerabilibus fratribus nostris, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus ac Archiepiscopis & Episcopis Regni Galliarum, in novissimis Regniis Cleri Gallicani congregatis, salutem & Apostolicam Benedictionem.*

„ Ex omnibus Christiani Orbis Regionibus, ad quas imposita  
„ imbecillitati nostræ pastoralis cura protenditur, quum multa sæ-  
„ pè ad nos deferantur, quæ animum nostrum pro omnium sin-  
„ gularumque Ecclesiarum statu sollicitum & anxium habeant, vix  
„ tamen aliundè nobis majores perturbationis atque doloris causæ  
„ acciderunt, quàm ex gravissimis controversiarum & dissensio-  
„ num incommodis, quibus florentissimum istud Regnum, & Ca-  
„ tholicam Gallorum Nationem aliquot ab hinc annis jactari cog-  
„ novimus. Neque sanè destitimus hoc toto perturbationum vel-  
„ trarum tempore Deum optimum, maximum enixè rogare, ac in-  
„ terpositis etiam aliorum precibus, orare atque obsecrare, ut ipse  
„ qui Deus pacis est veram solidamque tranquillitatem turbatis  
„ Ecclesiis vestris reddere dignaretur. Sæpè etiam, datis ad cha-  
„ rissimum in Christo Filium nostrum Ludovicum Galliarum Re-  
„ gem Christianissimum Apostolicis Litteris, illius opem & bra-  
„ chium ad ecclesiasticæ pacis tutelam atque præsidium implora-  
„ vimus. Iis autem qui ad Nos & ad Sedem Apostolicam de rebus  
„ istis recursum habuerunt, ea semper responsa dedimus, quibus  
„ nos promptos paratosque declaravimus, pro pace Ecclesiæ Gal-  
„ licanæ, quam sincerà & constanti dilectione prosequimur,  
„ quicquid nobis vitæ superesse posset, libenter impendere,

„atque omnia, quæ Nobis agenda proponerentur, & aggredi &  
 „urgere, dummodò ejusmodi consilia essent, quæ ad revellen-  
 „dum malorum germen apta & idonea dignoscerentur, & quo-  
 „rum executio cum spe prosperi eventus suscipienda, & ad inten-  
 „tum finem utiliter processura viderentur.

„Gravem atque diuturnam de rebus vestris sollicitudinem,  
 „quâ hæcenus affecti fuimus, non parùm sublevarunt litteræ &  
 „Gallicani Cleri Comitibus die 31 Octobris elapsi anni ad Nos  
 „scriptæ, quas quidem legentes, vestram, venerabiles Fratres,  
 „firmitatem atque constantiam, vestram perspeximus perfec-  
 „tam consensionem in custodiendo veræ sanæque doctrinæ de-  
 „posito, & in retinenda, quam semper Majores vestri professi  
 „sunt, erga Apostolicam beati Petri Sedem, Catholicæ unitatis  
 „centrum, observantiâ & veneratione. Neque enim ullam inter  
 „vos dissensionem vigere comperimus, quoad Canonicas Re-  
 „gulas & principia, sed scissuras tantummodò esse inter vos,  
 „in deligendis statuendisque mediis, quibus utendum necessa-  
 „riò est, ut eadem communia principia in usum deducantur.  
 „Quod quamvis optandum fuisset longè abesse à conventu vestro,  
 „haud tamen mirum videri debet, scientibus, id aliàs inter  
 „sacros Antistites, & doctrina, & morum sanctitate conspicuos,  
 „in gravissimarum rerum tractatione evenisse. In magnam autem  
 „præconceptæ consolationis nostræ accessionem sese obtulit exi-  
 „mia Christianissimi Regis pietas & religio, cum hæreditario  
 „ipsius in hanc Apostolicam Sedem obsequio conjuncta, quæ  
 „non in recentioribus tantummodò illius litteris, quas die 19  
 „Decembris ejusdem elapsi anni, prædictam Cleri Epistolam huc  
 „mittens, ad Nos dedit, sed in cæteris quoque omnibus ab  
 „eo conscriptis, præclare enituit, in quibus testari possumus at-  
 „que debemus, nos semper illius regii animi sensus eos planè  
 „deprehendisse, qui maximè decebant orthodoxum Principem,  
 „& verà in Deum religione, & sincerâ ergà Romanam Sedem  
 „pietate præditum, eundemque pacis atque concordie in suis  
 „Regnis restituendæ & conservandæ amantissimum.

„Tanta est profectò in Ecclesiâ Dei auctoritas Apostolicæ  
 „Constitutionis, quæ incipit UNIGENITUS, eademque sibi tam  
 „sinceram venerationem, obsequium & obedientiam ubique  
 „vindicat, ut nemo fidelium possit, absque salutis æternæ disci-  
 „mine, à debita erga ipsam subjectione sese subducere, aut eidem  
 „ullo modo refragari. Hinc porrò consequitur, ut in eâ, quæ

» exorta est , controversia , utrùm ejusmodi refractariis Sanc-  
 » tissimum Corporis Christi Viaticum expectentibus , denegari  
 » debeat / sine ullâ hæsitacione respondendum sit , quoties præ-  
 » dictæ Constitutioni publicè & notoriè refractarii sint , dene-  
 » gandum eis esse ; ex generali nimirum regula , quæ vetat pu-  
 » blicum atque notorium peccatorem ad Eucharisticæ Com-  
 » munionis participationem admitti , sive eam publicè , sive pri-  
 » vatim requiratur.

» Publici autem atque notorii sunt refractarii , in casu de  
 » quo agitur , quicumque per Sententiam à Judice competente  
 » prolatam , rei declarati sunt , eo nomine , quod debitam præ-  
 » dictæ Constitutioni UNIGENITUS , venerationem , obsequium ,  
 » & obedientiam contumaciter denegaverint ; quicumque etiam  
 » hujusmodi contumaciæ reos se in judicio confessi sunt ; ac præ-  
 » terea illi , qui quamvis nec à Judice condemnati , neque rea-  
 » tum suum in judicio confessi fuerint , nihilominus , vel eo  
 » tempore quo sacrum ipsum Viaticum suscepturi sunt , propriam  
 » inobedientiam & contumaciam adversus Constitutionem UNI-  
 » GENITUS , spontè profiteantur , vel in antea actæ vitæ decursu ,  
 » aliquid evidenter commississe noscuntur , manifestè oppositum  
 » venerationi , obsequio , & obedientiæ eidem Constitutioni de-  
 » bitæ , in eoque factò moraliter perseverare ; quod ita vulgò  
 » cognitum est , ut publicum scandalum inde exortum , non  
 » adhuc cessaverit : in his enim casibus eadem omninò adest mo-  
 » ralis certitudo , quæ habetur de iis factis , super quibus Judex  
 » sententiam tulit , vel saltem alia suppetit moralis certitudo præ-  
 » dictæ similis & æquipollens.

» In quo tamen præ oculis habenda est differentia quæ in-  
 » tercedit inter notorium illud , quo merum aliquod factum de-  
 » prehenditur , cujus facti reatus in ipsâ solâ externâ actione con-  
 » sistit , ut est notorietas usurarii aut concubinarij ; & aliud no-  
 » torij genus , quo externa illa facta notari contingit , quorum  
 » reatus ab internâ etiam animi dispositione plurimum pender ;  
 » de quo quidem notorii genere nunc agitur . Alterum enim illud  
 » gravibus sanè probationibus evinci debet ; sed alterum gra-  
 » vioribus , certioribusque argumentis probari oportebit.

» Ea verò quàm supra innuimus , certitudo minimè adesse di-  
 » cenda est in aliis casibus , in quibus crimen nititur conjecturis ,  
 » præsumptionibus , incertisque vocibus , quæ originem suam ple-  
 » rumque debent hominibus aut malo animo affectis , aut qui præ-

» judicatis opinionibus, vel partium studiis ducuntur, quibus dùm  
 » fides habetur, satis compertum est, tùm præteritorum tempo-  
 » rum, tùm ætatis nostræ experientiæ, quot modis homines er-  
 » rare & falli, ac in transversum agi contingat.

» Quia verò nonnulli animarum Pastores, Ecclesiæque Minis-  
 » tri, pietate & zelo commendati, hujusmodi conjecturis & præ-  
 » sumptionibus deferentes, dum ad sacrum Viaticum aliquibus  
 » ministrandum advocantur, animo anxii hærent, verentes ne id  
 » sine propriæ conscientiæ periculo administrare non possint;  
 » certam subnectimus agendi regulam, quam sequantur.

» Hoc itaque primùm animadvertere debent, an scilicet ei,  
 » qui extremum Viaticum postulat, quùm antea ad sacram Men-  
 » sam accederet, Paschali præsertim tempore, à loci illius Pa-  
 » rocho, ubi degebat, Eucharistica Communio ministrata fue-  
 » rit: si enim hæc illi in vita non fuerit denegata, argumento  
 » id erit, aut hominem illum ab omni labe immunem, aut saltem  
 » non verè notorium peccatorem reputatum fuisse; indeque se-  
 » quetur, sacrum Viaticum eidem, in exitu vitæ publicæ postu-  
 » lanti, denegari non posse; nisi fortè, postquam olim ad Eu-  
 » charisticam Mensam admissus fuit, & antè id tempus quo  
 » postrema Sacramenta requirit, aliquid commississe noscatur,  
 » quo publici & notorii peccatoris notam, juxta præmissa,  
 » contraxerit.

» Ubi autem ex hac facti specie certum ipsis non suppetit fun-  
 » damentum, cui insistere valeant; aliundè verò validè adversùs  
 » ægotum præsumptiones & indicia gravia & urgentia militent,  
 » ob quæ abortum sibi scrupulum rationabiliter deponere ne-  
 » queant; in his rerum circumstantiis oportet eos, remòtis ar-  
 » bitris, ægotantem alloqui, eique cum omni lenitate & man-  
 » suetudine non tamquam disputantes, eumque convincere vo-  
 » lentes, ostendere, quæ & qualia sint indicia quæ suspectum  
 » reddunt ipsius vitæ tenorem; rogantes eum & obsecrantes, ut  
 » resistat, in eo saltem temporis articulo, à quo æternæ ipsius  
 » salutis fors penderet eidemque præterea à demonstrantes, quòd,  
 » quamvis ipsi parati sint Sanctissimum Corporis Christi Viati-  
 » cum, ei ministrare, ac etiam reipsà illud ei ministrent, non  
 » idè tamen tutus ipse erit ante Tribunal Christi, sed potius  
 » novi & horrendi criminis reum se constituet, ex quo judicium  
 » sibi manducavit & bibit; cæterum, se non alia de causâ Sa-  
 » cramentum Corporis Christi eidem ministraturos, nisi ut Eccle-  
 » siæ

„ sic jubenti obtemperant, quæ præter eam, quam habet, curam,  
„ ut scandala publica anteverrat, pro sua etiam pietate, ægroti  
„ ipsius infamiam præcavere studet, & idcirco eum à sacrâ Mensâ  
„ non repellit, dum ipsum, licet peccatorem in conspectu Do-  
„ mini reputet, non tamen in proprio Tribunali publicum  
„ atque notorium peccatorem agnoscit.

„ Hanc itaque judicandi agendique normam oportet vos, ve-  
„ nerabiles Fratres, utpotè nostro & Apostolicæ Sedis Judicio pro-  
„ batam, inferioribus animarum Pastoribus, cæterisque Presby-  
„ teris per Civitates & Dioceses vestros Sacramenta legitime ad-  
„ ministrantibus, sequendam & observandam proponere. Quod  
„ quidem judicium super vigentibus controversiis à Nobis interpo-  
„ situm, & Ecclesiasticis regulis nititur, & Conciliorum olim in  
„ ipsis Galliarum Regionibus habitorum Decretis, & gravium  
„ ipsius Nationis vestræ Theologorum sententiis fulcitur. Ut  
„ igitur vobis laudi fuit, illustrium Prædecessorum vestrorum  
„ exempla sequendo, promotas istic controversias subortaque du-  
„ bia ad Nos & Apostolicam Sedem deferre, certamque hinc reg-  
„ulam ad revocandam tuendamque Ecclesiarum vestrarum pa-  
„ cem, exposcere; ita nunc, Officii vestri partes, vestraque simul  
„ apud Deum & Ecclesiam merita cumulabitis, si superscriptam  
„ agendi methodum, ab iis ad quos pertinet, in occurrentibus  
„ casibus omnino servari curabitis. Quod nos à fraternitatibus  
„ vestris eò fidentius expectamus, nobisque pollicemur, quo ma-  
„gis Nobis ipsi conscii sumus, nihil diligentiae aut studii à nobis  
„ prætermisum fuisse, sive in perpendendis ac discutiendis ar-  
„ ticulis, quos Episcopi in præfatis Cleri Comitibus adunati, licet  
„ non unanimi sententia, proposuerunt, desumendisque ex ipsâ  
„ eorum discrepantia notionibus, ad rem penitus percipiendam,  
„ rectoque judicio definiendam opportunis; sive in legendis,  
„ ponderandisque sententiis scripto exaratis à venerabilibus Fra-  
„ tribus nostris hujus sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus,  
„ quorum hæc de re consilia exquisivimus; sive in cæteris om-  
„ nibus exequendis atque præstandis, per quæ divini luminis ad-  
„ jutorium, quod interim flagrantissimis votis implorare non præ-  
„ termisimus, Nobis promereri possemus.

„ Neque verò dubitamus quin charissimus quoque in Christo  
„ Filius noster Rex Christianissimus, postquam susceptum à vobis  
„ consilium non solum probavit, sed etiam, ut supra innuimus,  
„ suis ad Nos datis Litteris, fovere & adjuvare non recusavit, pro

„ suâ perspectâ in Deum & Ecclesiam Religione ac pietate, va-  
 „ lidam fraternitatibus vestris opem præbere studeat, quò tam  
 „ vobis, quàm inferioribus Ecclesiæ Ministris, liberum & inte-  
 „ grum sit, ad superius descriptam agendi normam, sacrorum  
 „ Mysteriorum administrationem moderari. Quâ quidem fiducia  
 „ freti, Nos hic sermonem minimè habendum existimavimus  
 „ de reliquis Fratrum vestrorum articulis respicientibus Episco-  
 „ palia jura circa eorundem Sacramentorum participationem  
 „ concedendam vel denegandam, & varias super hac re obortas  
 „ controversias, sed potius cum ipso Christianissimo Rege per  
 „ alias litteras nostras agendum duximus, ut is sacra Episcopatus  
 „ jura suâ animi magnitudine ac præstanti virtute tueatur. Quod  
 „ ipsum, & proprio, & Majorum suorum more facturum, certò  
 „ confidimus : ut nobilissimæ Galliarum Ecclesiæ, illius Regio  
 „ favore nostris vestrisque studiis obsecundante, suum pristinum  
 „ decorem retinuisse, & perturbatam ad tempus tranquillitatem  
 „ cirò recuperasse latentur. In cujus optatissimi eventus auspi-  
 „ cium, Fraternitatibus vestris, cunctisque populis Pastoralis curæ  
 „ vestræ conceditis, Apostolicam benedictionem peramanter  
 „ impertimur.

„ Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem die 16 Oc-  
 „ tobris anni 1756, Pontificatus nostri 17.

*Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 10 Décembre 1756,  
 enregistrée en Parlement le 13 du même mois.*

„ LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Na-  
 „ varre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut.  
 „ Nous nous sommes proposés dans tous les tems de faire cesser  
 „ les troubles qui se sont élevés dans notre Royaume, à l'occa-  
 „ sion de la Constitution UNIGENITUS, en employant également  
 „ notre autorité à lui faire rendre le respect & la soumission  
 „ qui lui sont dûs, & à empêcher l'abus qu'on en voudroit faire  
 „ en lui attribuant un caractère & des effets qu'elle ne peut  
 „ avoir par sa nature. Il nous a paru, sur-tout, qu'il étoit impor-  
 „ tant de prescrire un silence absolu sur des questions qui ne  
 „ peuvent tendre qu'à troubler la tranquillité publique. Nous  
 „ avons eu la satisfaction de voir notre Saint Pere le Pape, en  
 „ rendant justice à notre amour pour la Religion, donner les



„ éloges aux vûes qui nous ont conduit , pour faire rendre à  
 „ l'autorité de l'Eglise l'obéissance qui lui est dûe , entretenir la  
 „ paix , & réprimer ceux qui cherchent à la troubler ; & nous  
 „ avons reçu avec reconnoissance les témoignages que la bonté  
 „ paternelle de ce Saint Pontife , qui remplit si digne-ment la  
 „ Chaire de Saint Pierre , nous en a donnés par les Lettres  
 „ qu'il nous a adressées. Animés du même esprit & du désir de  
 „ consommer un ouvrage si nécessaire au bien de notre Etat ;  
 „ Nous avons cru devoir encore , en maintenant l'exécution  
 „ des Loix précédemment rendues , statuer sur différents points  
 „ qui ont donné lieu à de nouvelles contestations , & abolir en  
 „ même temps tout ce qui s'est fait de part & d'autre à l'oc-  
 „ casion de ces disputes , pour en effacer , s'il est possible , jus-  
 „ qu'au souvenir. A ces causes , & autres à ce nous mouvans ,  
 „ de l'avis de notre Conseil , & de notre certaine science ,  
 „ pleine puissance & autorité Royale , Nous avons dit , déclaré  
 „ & ordonné , & par ces Présentes signées de notre main , disons ,  
 „ déclarons & ordonnons , voulons & nous plait.

## ARTICLE PREMIER.

„ Que les Lettres Patentes & Déclarations données , tant  
 „ par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul , que par  
 „ Nous , & registrées en nos Cours , au sujet de la Constitution  
 „ *Unigenitus* , soient exécutées selon leur forme & teneur , &  
 „ qu'en conséquence tous nos Sujets ayent pour ladite Consti-  
 „ tution , le respect & la soumission qui lui sont dûs , sans néan-  
 „ moins qu'on puisse lui attribuer la dénomination , le caractère ,  
 „ ni les effets de régle de foi.

## II.

„ N'entendons que le silence absolu prescrit par nosdites Dé-  
 „ clarations , & que nous voulons être inviolablement observé ,  
 „ puisse préjudicier au droit qu'ont les Archevêques & Evêques ,  
 „ d'enseigner les Ecclésiastiques & les peuples confiés à leurs  
 „ soins. Exhortons & néanmoins enjoignons auxdits Archevê-  
 „ ques & Evêques , de se renfermer pour l'exercice de leurs  
 „ fonctions , dans les bornes de la charité & de la modération  
 „ chrétienne , & d'éviter tout ce qui pourroit troubler la  
 „ tranquillité publique.

## I I I.

„ L'Article XXXIV de l'Edit du mois d'Avril 1695 , sera exécuté  
 „ selon sa forme & teneur ; & en conséquence toutes causes & ac-  
 „ tions civiles concernant l'administration & le refus des Sacre-  
 „ mens, seront portées devant les Juges d'Eglise, exclusivement à  
 „ tous Juges & Tribunaux séculiers, auxquels nous enjoignons  
 „ de leur en faire le renvoy, sauf & sans préjudice de l'appel  
 „ comme d'abus. Et à l'égard des plaintes & poursuites crimi-  
 „ nelles en cette matiere, elles seront portées, tant devant nos  
 „ Juges, ayant la connoissance des cas Royaux, & par appel  
 „ en nos Cours, que devant les Juges d'Eglise, chacun en ce qui  
 „ les concerne & est de leur compétence ; sçavoir, pardevant  
 „ nos Juges pour raison du cas privilégié, & pardevant les Juges  
 „ d'Eglise pour le délit commun, le tout conformément aux  
 „ Ordonnances ; sans néanmoins que nos Cours & Juges puissent  
 „ ordonner, en quelque maniere & sous quelque expression  
 „ que ce soit, que les sacremens seront administrés, sauf à nos-  
 „ dites Cours & Juges à prononcer telle peine qu'il appar-  
 „ tiendra, contre ceux qui se seroient rendus coupables lors  
 „ de l'administration ou du refus des Sacremens.

## I V.

„ Ne pourront néanmoins les Curés & autres Ecclesiastiques  
 „ chargés de l'administration des Sacremens, être poursuivis pour  
 „ raison des refus de Sacremens par eux faits à ceux contre les-  
 „ quels il subsisteroit des condamnations & censures juridiquement  
 „ & personnellement prononcées contre eux, & actuellement  
 „ exécutoires pour leur désobéissance à l'autorité & aux déci-  
 „ sions de l'Eglise, & notamment à la Constitution *Unigenitus*,  
 „ ou à ceux qui, dans le temps même où ils demanderoient à  
 „ être admis à la participation des Sacremens, auroient fait  
 „ connoître d'eux-mêmes publiquement leur désobéissance à la-  
 „ dite Constitution. Exhortons & néanmoins enjoignons aux  
 „ Archevêques & Evêques, de veiller à ce que lesdits Curés &  
 „ autres Prêtres ne fassent à ceux à qui ils administreront les  
 „ Sacremens, aucunes interrogations indiscrettes qui puissent  
 „ tendre à troubler la paix.

## V.

„ Et voulant que tout ce qui s'est fait à l'occasion des derniers troubles, soit enseveli dans l'oubli, ordonnons que le tout soit réputé & demeure comme non venu. Voulons pareillement que toutes poursuites, décrets & procédures qui pourroient avoir été faites, & tous Arrêts, Sentences ou Jugemens, qui pourroient avoir été rendus au même sujet, demeurent sans aucune suite & sans aucun effet; & en conséquence, que ceux, contre lesquels lesdites procédures auroient été faites, & lesdits Arrêts, Sentences ou Jugemens rendus, rentrent, en vertu des Présentes, en leur état & fonctions. Si donnons en-Mandement à nos Amés & Feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le dixième jour de Décembre l'an de grace mil sept cent cinquante-six, & de notre règne le quarante-deuxième. *Signé LOUIS, & plus bas, par le Roi, M. P. DE VOYER D'ARGENSON, & scellée du grand sceau de cire jaune.*

*Lue & publiée, le Roi étant en son Lit de Justice, & enregistrée, ont & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & copies collationnées d'icelle envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lue, publiée & enregistrée. Enjoint aux Substituts de son Procureur Général du Roi d'y tenir la main & d'en certifier la Cour dans un mois. A Paris en Parlement, le Roi tenant son lit de Justice, le 13 Décembre 1756. Signé DUFRANC.*

Le Parlement fit de très-humbles Remontrances sur cette Déclaration, dont on voit les effets par les Actes suivans. Le Roi déclara ses intentions en ces termes:

*Du premier Septembre 1757.*

„ Les sentimens qui animoient vos Prédécesseurs, ne leur auroient pas permis de faire la démarche à laquelle s'est portée la plus grande partie des Officiers du Parlement.

„ Le Roi vous ordonne d'avoir toujours présentes les obligations que votre service vous impose : nul motif ne peut vous dispenser de rendre la justice que vous devez aux sujets de Sa Majesté. Les Magistrats préposés pour l'administrer ne peuvent la refuser, sans être responsables de tous les maux qui sont la suite nécessaire de ce refus.

„ Sur les témoignages répétés qui ont été donnés à Sa Majesté de votre soumission & de votre fidélité, elle veut bien n'interroger aujourd'hui que vos cœurs, & chercher dans vos sentimens des motifs de confiance pour l'avenir. Elle efface donc pour jamais le souvenir de ce qui lui a déplu dans votre conduite passée, en regardant comme non venues toutes les démissions qui lui ont été données. Sa Majesté vous a appris elle-même, par les Lettres qui vous ont été adressées, qu'elle veut bien conserver dans leurs offices tous ceux qui s'en étoient démis.

„ A l'égard de ceux de vos confreres qu'elle a cru devoir éloigner pour des raisons particulières, Sa Majesté, en les conservant dans leur état, n'a pas encore fixé le temps de leur rappel.

„ Quand le Roi sera obéi, quand vous aurez repris l'exercice entier de vos fonctions ordinaires, & que Sa Majesté sera satisfaite de la sagesse de votre conduite, elle écouterà favorablement vos instances à cet égard.

„ Pour ce qui concerne la seconde Déclaration du 10 Décembre 1756, le Roi désire que l'usage en devienne aussi inutile, qu'il l'avoit jugé nécessaire; mais avant tout, Sa Majesté ne refusera point d'écouter ce que son Parlement croira devoir lui représenter sur cet objet. Elle veut que la suppression ordonnée par son Edit du mois de Décembre dernier soit exécutée, & elle enverra à son Parlement une Déclaration interprétative, à l'enregistrement de laquelle Elle vous ordonne de procéder sans délai.

„ Le Roi vous ordonne de reprendre vos fonctions ordinaires; conformez-vous à ses intentions.

„ Sa Majesté n'a rien tant à cœur que de faire régner dans son Royaume le silence qu'elle a prescrit de part & d'autre, & la paix qu'elle désire depuis si long-temps de voir rétablie.

„ Si Sa Majesté, par des raisons supérieures & dans la vue du bien général, a cru devoir s'élever au dessus des règles

„ ordinaires, son Parlement ne doit point en appréhender les suites pour l'avenir.

„ Le Roi vous ordonne donc de faire exécuter sa première Déclaration, conformément aux Canons reçus dans le Royaume, me, aux Loix & aux Ordonnances.

„ C'est en entrant dans ces vues que vous devez toujours vous souvenir qu'il est des considérations de sagesse & de modération sur lesquelles vous devez régler vos démarches.

„ Donnez vous-mêmes l'exemple du respect que Sa Majesté veut qui soit rendu à la Religion & à ses Ministres. C'est ainsi que vous ferez un usage légitime de l'autorité que le Roi a bien voulu vous confier.

„ Que ces sentimens demeurent toujours gravés dans vos cœurs, & souvenez-vous que votre Souverain vous traite en ce moment en Pere.

*Du 2 Septembre 1756.*

„ La Cour, toutes les Chambres assemblées, a arrêté qu'il sera fait au Roi une députation en la forme ordinaire, à l'effet de lui rendre de très-humbles actions de grâces des témoignages de bonté qu'il veut bien donner à son Parlement, & lui porter de nouvelles assurances des sentimens de zèle, de respect, de fidélité & de soumission, qui ont été dans tous les temps gravés dans les cœurs de tous les Magistrats, qui ont toujours été le principe de leur conduite, & de leurs démarches, & que rien n'a jamais pu & ne pourra jamais altérer :

„ Que pleins de confiance dans la justice & la bonté d'un Souverain qui est le Pere de ses Sujets, ils osent espérer qu'il voudra bien effacer jusqu'aux impressions fâcheuses de disgrâces qui subsisteroient contre son Parlement, tant qu'il tiendrait éloignés quelques uns de ses Membres, qui ont toujours donné des preuves de leur amour pour la personne dudit Seigneur Roi, & de leur zèle pour le bien de son service :

„ Qu'ils osent donc faire auprès dudit Seigneur Roi les instances les plus respectueuses, pour obtenir de sa justice & de sa bonté de rétablir dans l'exercice de leurs fonctions les Magistrats, sur le retour desquels ledit Seigneur Roi a bien voulu donner les plus grandes espérances.

*Réponse du 3 Septembre 1757.*

„ Je reçois avec satisfaction les témoignages que vous venez  
 „ de me donner de votre zèle , de votre fidélité & de votre  
 „ soumission à mes volontés.

„ Jouissez du bonheur de plaire à un Maître qui vous aime ,  
 „ & de l'avantage de contribuer au bien de mes sujets en rem-  
 „ plissant vos devoirs.

„ Achevez de répondre aux vues & aux intentions que je  
 „ vous ai fait connoître pour le rétablissement de la paix , &  
 „ je ne tarderai pas à réaliser les espérances que je vous ai don-  
 „ nées , par rapport à ceux de vos Confreres dont vous solli-  
 „ citez le retour.

„ Ayez une entière confiance en mes bontés : si vous en pou-  
 „ vriez douter , vous cesseriez d'en être dignes.

*Du 5 Septembre 1757.*

„ La Cour toutes les Chambres assemblées , en continuant  
 „ de délibérer sur ce qui a été dit de l'ordre du Roi aux Dé-  
 „ putés de ladite Cour le premier de ce mois , & pour se con-  
 „ former aux intentions dudit Seigneur Roi , a ordonné & or-  
 „ donne que la Déclaration du 10 Décembre sera envoyée  
 „ aux Bailliages , pour ce qui concerne l'article V de ladite  
 „ Déclaration être exécutée selon sa forme & teneur , sans  
 „ néanmoins tirer à conséquence pour l'avenir. Et en ce qui  
 „ concerne les dispositions contenues aux autres articles de ladite  
 „ Déclaration , être exécutées conformément aux Canons reçus  
 „ & autorisés dans le Royaume , aux Loix , Ordonnances , Usages  
 „ & Maximes , dont l'observation est nécessaire pour le  
 „ maintien de l'autorité du Roi & de sa Justice souveraine , &  
 „ sera , ce présent Arrêt , imprimé , &c.

*Arrêté dudit jour.*

„ La Cour , après avoir consommé ses délibérations au sujet  
 „ des ordres du Roi , a arrêté que M. le Premier Président &  
 „ deux Présidens , se rendront auprès dudit Seigneur Roi , &  
 „ seront chargés de lui porter les témoignages de la plus res-  
 „ pectueuse

„pectueuse reconnoissance dont tous les membres de son Par-  
„lement sont pénétrés, & lui protesteront que leur confiance  
„est si entiere, qu'elle ne laisse à leur sentiment d'autres in-  
„pirations que de s'en remettre à ses bontés.

*Autre arrêté dudit jour.*

„ La Cour, en délibérant sur l'Edit concernant la discipline,  
„ a arrêté qu'il sera fait au Roi des représentations, & que ce-  
„ pendant la Cour continuera de se conformer à ses anciens  
„ usages, maximes & discipline qui lui sont propres.

*Réponse du Roi, du même jour 5 Septembre 1757.*

„ Je vois que je puis compter sur les nouvelles assurances  
„ que vous me donnez de votre soumission & de votre zèle,  
„ par la promptitude avec laquelle vous m'avez obéi, par la  
„ reconnoissance & le respect dont vous êtes pénétrés, & par  
„ votre confiance en ma Personne; continuez de remplir vos fon-  
„ ctions avec cet esprit de sagesse & de modération que je vous  
„ ai si souvent & si expressement recommandés.

„ Vos Confreres vous seront rendus pour la S. Martin, &  
„ je vous dispense de me donner à leur égard de nouveaux  
„ témoignages de la reconnoissance que vous devez à mes  
„ bontés. „

C'est une Loi des Conciles, que les fidèles qui s'approchent  
des Sacremens, le fassent avec décence & modestie, sans ar-  
mes, &c. *cum modesto habitu & armis depositis.* Mém. du Cler-  
gé. Tom. V, p. 12 & suiv.

### *Le Sacrement de Pénitence.*

I. (a) **L**A Pénitence est un Sacrement que Jesus-Christ a institué, lorsqu'il a dit à ses Disciples après sa résurrection : Recevez le Saint Esprit ; les péchés seront remis

L'institution du  
sacrement de Pé-  
nitence.

(a) Dominus autem Sacramentum Pœnitentiæ tunc præcipuè instituit, cum, à mortuis excitatus, insufflavìt in discipulos suos, dicens, Accipite

*Tome IV. II. Partie,*

A a a

à ceux à qui vous les aurez remis, & ils seront retenus à ceux à qui vous les aurez retenus.

Des parties de  
la Pénitence.

II. (b) Les Actes du Pénitent, qui sont la contrition & la douleur d'avoir offensé Dieu ; la déclaration des péchés à un Prêtre approuvé, & la satisfaction ou une volonté sincère que doit avoir le Pénitent, d'accomplir la pénitence que le Prêtre lui impose, sont la matière de ce Sacrement. La forme consiste dans les paroles, par lesquelles le Prêtre déclare qu'il absout le Pénitent.

Qu'il faut un  
titre ou une ap-  
probation parti-  
culière pour con-  
fesser.

III. (c) Quoique tous les Prêtres aient reçu dans l'Ordination le pouvoir d'absoudre les pécheurs, ils ne peuvent exercer ce pouvoir, à moins qu'ils ne soient Titulaires d'un Bénéfice chargé de la conduite des âmes, comme une Cure ou le Doyenné d'un Chapitre, ou qu'ils n'aient reçu une commission particulière de l'Evêque, qui leur permette de confesser : ce qui doit avoir lieu, même pour les Réguliers, quand il s'agit de la Confession de ceux qui ne sont pas du corps de leur Communauté,

*Spiritum Sanctum : quorum remisistis peccata, remittuntur eis, & quorum retinueritis, retenta sunt. Quo tam insigni factio, & verbis tam perspicuis, potestatem remittendi & retinendi peccata, ad reconciliandos fideles post Baptismum lapsos, Apostolis & eorum legitimis successoribus fuisse communicatam, universorum Patrum consensus semper intellexit. Concil. Trid. Sess. 14, cap. 1.*

(b) Docet præterea sancta Synodus Sacramenti Pœnitentiæ formam, in qua præcipuè ipsius vis sita est, in illis Ministri verbis positam esse; *ego te absolvo, &c.* quibus quidem, de Ecclesiæ sanctæ more, preces quædam laudabiliter adjunguntur : ad ipsius tamen formæ essentiam nequaquam spectant, neque ad ipsius Sacramenti administrationem sunt necessariæ. Sunt autem quasi materia hujus Sacramenti ipsius pœnitentis actus, nempe contritio, confessio, satisfactio, qui, quatenus in pœnitente ad integritatem Sacramenti, ad plenam & perfectam peccatorum remissionem, ex Dei institutione requiruntur, hæc ratione pœnitentiæ partes dicuntur. *Concil. Trid. Sess. 14, cap. 3.*

(c) Quamvis Presbyteri, in sua ordinatione, à peccatis absolvendi potestatem accipiant, decernit tamen sacrosancta Synodus, nullum, etiam regularem, posse confessiones secularium, etiam Sacerdotum, audire, nec ad id idoneum reputari, nisi aut Parochiale beneficium, aut ab Episcopis per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut aliis idoneis judicetur, & approbationem quæ gratis detur obineat : privilegiis & consuetudine quæcumque, etiam immemorabili, non obstantibus. *Concil. Trident. Sess. 23 de reformat. cap. 15.*



quelques privilèges qu'ils puissent avoir autrefois obtenus du Saint Siège sur ce sujet.

Un Prêtre qui n'a le pouvoir de confesser qu'en vertu de la Jurisdiction que lui donne, pour le Tribunal de la conscience, le Bénéfice dont il est Titulaire, ne peut entendre en Confession, suivant la rigueur des Loix ecclésiastiques, que ceux qui sont soumis à sa Jurisdiction, à cause de son Bénéfice. Cependant c'est un usage établi dans plusieurs Diocèses, que les Curés puissent confesser dans les Paroisses voisines de leur Cure, quoiqu'ils n'ayent point reçu à cet effet un pouvoir particulier de l'Evêque. Cet usage suppose un consentement tacite des Supérieurs Ecclésiastiques, qu'on ne peut plus présumer quand l'Evêque a défendu expressément à un Curé de confesser d'autres personnes que celles de sa Paroisse. Ceux qui sont approuvés pour confesser par un Evêque, peuvent entendre tous ceux qui se présentent, même quand ils seroient domiciliés dans un autre Diocèse; mais ils ne peuvent confesser dans un autre Diocèse, dont l'Evêque ne les a point approuvés.

IV. (d) Les Evêques peuvent examiner les Prêtres, soit séculiers, soit réguliers, avant que de leur donner la permission de confesser, & ils peuvent limiter cette permission pour le temps, les lieux, les personnes & les cas. Quoique le temps accordé par la permission ne soit point expiré, ils peuvent la révoquer, sans qu'ils soient obligés d'expliquer les causes de leur révocation. Ces permissions doivent être délivrées sans frais; & les Ordonnances que les Archevêques ou les Evêques font sur ce

Limitation que les Evêques peuvent mettre aux approbations pour confesser.

---

(d) Les Prêtres séculiers & réguliers ne pourront administrer le Sacrement de Pénitence, sans en avoir obtenu la permission des Archevêques ou Evêques, lesquels la pourront limiter pour les lieux, les personnes, les temps & les cas, ainsi qu'ils le jugeront à propos, & la révoquer, même avant le terme expiré, pour causes survenues depuis à leur connoissance, lesquelles ils ne seront point obligés d'expliquer; & sans que lesdits séculiers ou réguliers puissent continuer de confesser, sous quelque prétexte que ce soit, sinon en cas d'extrême nécessité, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de nouvelles permissions, & même subi un nouvel examen, si lesdits Archevêques ou Evêques le jugent nécessaire. Voulons que lesdites permissions soient délivrées sans frais, & que les Ordonnances qui auront été rendues par les Archevêques ou Evêques sur ce sujet, soient exécutées, nonobstant toutes appellations simples, ou comme d'abus, & sans y préjudicier. Edit du mois d'Avril 1695, art. 11.

sujet doivent être exécutées, nonobstant les oppositions & les appellations simples, ou comme d'abus.

Regles particulieres des Religieux pour les membres de leur Communauté.

V. Les Réguliers sont en possession de ne point s'adresser à l'Evêque pour confesser les personnes qui sont membres de leur Communauté, & de se contenter de la permission que leur accordent les Supérieurs Réguliers.

Le Concile de Trente a autorisé tacitement cet usage dans la Session 23, au chap. XV, de la réformation, en ne défendant aux Réguliers, qui n'ont pas obtenu la permission de l'Evêque, que d'entendre la confession des Séculiers. Quoique l'Edit du mois d'Avril de l'année 1695, paroisse s'expliquer d'une manière si générale, qu'il semble défendre aux Réguliers de confesser, même ceux de leur Ordre, sans permission de l'Evêque, on a supposé que cette exception y étoit sous-entendue; & cet Edit n'a rien fait changer de l'ancien usage.

De l'approbation des aumôniers de vaisseaux.

VI. (e) Quand des vaisseaux font des voyages de long cours, il doit y avoir un Aumônier dans chaque vaisseau pour y administrer les Sacremens: il suffit que cet Aumônier soit approuvé par son Evêque Diocésain, s'il est Séculier, ou par son Supérieur, s'il est Régulier, pour qu'il puisse entendre les confessions de toutes les personnes qui sont dans le vaisseau. On observe la même règle à l'armée pour les Aumôniers de chaque régiment.

Tout Prêtre peut confesser dans le cas de nécessité.

VII. Dans le cas de nécessité tout Prêtre peut entendre les confessions & donner l'absolution, quoiqu'il ne soit point approuvé pour confesser: ainsi, quand un homme est à l'extrémité, si l'on ne trouve pas de Prêtre qui ait permission de confesser; un autre Prêtre, quand même il seroit interdit des fonctions sacerdotales, peut l'absoudre.

Voyez sous la Maxime quatrième l'article II de l'Edit de 1695.

Privilège de se choisir un confesseur.

VIII. Les Chapitres des Eglises Cathédrales ou Collégiales, qui prétendent avoir un privilège de se choisir des Confesseurs, doivent les prendre du nombre de ceux qui sont approuvés par l'Evêque Diocésain.

---

(e) Dans les Navires qui feront des voyages de long cours, il y aura un Prêtre approuvé de son Evêque Diocésain ou de son Supérieur, (s'il est régulier), pour être Aumônier. Ordonnance de la Marine. Liv. II, tit. 2, art. 1.

C'est une suite de la disposition du Concile de Trente, & de l'Edit de 1695. Ces privilèges ont été donnés aux Châpitres, dans le temps où chacun étoit obligé d'aller à confesse à son Supérieur, & il ne s'étend point jusqu'à donner aux Chanoines le droit d'approuver eux-mêmes ceux qu'ils se choisissent pour Confesseurs.

IX. (f) Tout fidèle de l'un & de l'autre sexe, qui a atteint l'âge de discrétion, est obligé de se confesser une fois par an au Curé de sa Paroisse, & de recevoir, au moins à Pâques, la sainte Communion; à moins que le Curé, qui a entendu leur confession, n'ait jugé à propos de les priver pendant quelque temps de cette grace. Le Concile de Latran, tenu sous Innocent III, veut que ceux qui ne satisferont pas à cette règle, soient privés pendant leur vie de l'entrée de l'Eglise, & après leur mort de la sépulture Ecclésiastique.

Obligation de se confesser à Pâques à son Curé.

X (g) Si quelqu'un a des raisons légitimes pour souhaiter de se confesser à un autre Prêtre qu'à son Curé, au temps de Pâques, il faut qu'il en obtienne la permission de son Curé, du

Dispense qu'en on obtient.

(f) Omnis utriusque sexus fidelis, postquam ad annos discretionis pervenerit, omnia sua solus peccata, saltem semel in anno, fideliter confiteatur proprio Sacerdoti, & injunctam sibi penitentiam propriis viribus studeat adimplere, suscipiens reverenter, ad minus in Pascha, Eucharistiæ Sacramentum, nisi fortè de proprii Sacerdotis consilio, ob aliquam rationabilem causam, ad tempus ab hujusmodi perceptione duxerit abstinendum: alioquin & vivens ab ingressu Ecclesiæ arceatur, & moriens Christianâ careat sepulturâ. *Ex Concil. Lateran. sub Innocentio III, cap. Omnis. extra de Penitent. & remissionib.*

Neque enim per Lateranense Concilium Ecclesia statuit, ut Christi fideles confiterentur; quod jure divino necessarium & institutum esse intellexerat: sed ut præceptum confessionis, saltem semel in anno, ab omnibus & singulis, cum ad annos discretionis pervenissent impleretur. Unde jam in universâ Ecclesiâ, cum ingenti animarum fidelium fructu, observatur mos ille salutatis confitendi, sacro illo & maximè acceptabili tempore quadragesimæ: quem morem hæc sancta Synodus maximè probat & amplectitur, tamquam pium & meritò retinendum. *Concil. Trident. Sess. 1, cap. 5.*

(g) Si quis autem alieno Sacerdoti voluerit justâ de causâ sua confiteri peccata, licentiam prius postulet & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter ille ipsum non possit absolvere vel ligare. *Ex Concil. Lateran. cap. Omnis. extra de Penitent. & remissionib.*

Grand Vicaire du Diocèse ou de l'Evêque; autrement l'autre Prêtre qui entendroit sa confession ne pourroit l'absoudre valablement, quoiqu'il fût approuvé par l'Evêque pour confesser.

Il y a des personnes qui croient que le Canon du Concile de Latran ne doit pas s'entendre du Curé, mais de tout Prêtre approuvé par l'Evêque : d'autres disent qu'il n'est plus observé. Cependant, il faut convenir que dans le temps du Concile de Latran, il n'étoit permis aux Laïcs de se confesser, en quelque temps que ce fût, qu'au Curé de leur Paroisse, & qu'ainsi le Concile n'a marqué, par rapport aux Laïcs, que le Curé, en parlant du propre Prêtre. Depuis on a établi des Confesseurs approuvés, qui n'avoient point la qualité de Pasteurs; mais on a réservé l'exécution du Concile de Latran, par rapport à la confession Paschale. Les derniers Conciles & les Rituels de différens Diocèses de France, ont toujours appliqué au Curé ce qui est dit du *propre Prêtre* dans le Canon *Omnis utriusque sexus*. Ces Conciles & ces Rituels veulent que la confession Paschale se fasse au Curé de la Paroisse ou à un autre Prêtre, avec sa permission : on ne peut donc pas dire que ce Canon du Concile de Latran ne soit plus en usage.

Un Religieux ayant prêché à Amiens que la communion Paschale se devoit faire dans la Paroisse; mais qu'il étoit libre de se confesser à tout autre Prêtre approuvé par l'Evêque, le Curé s'en plaignit. M. Faure, Evêque d'Amiens, qui en quittant l'habit de Religieux avoit conservé la prévention dans laquelle sont plusieurs Réguliers sur ce sujet, rendit une Sentence en faveur du Religieux : mais ce jugement fut infirmé par M. l'Archevêque de Reims, le 22 Mars 1687. La Sentence du Métropolitain est rapportée dans le premier volume de la Bibliothèque Canonique; on en voit les motifs dans le préambule : c'est une pièce remplie d'érudition & de raisonnemens solides. Il y a plusieurs Eglises, où l'usage n'est point de déclarer nulles les absolutions données au temps Paschal par d'autres Confesseurs que par le Curé, & par ceux à qui l'Evêque ou le Curé ont permis aux pénitens de s'adresser.

Nécessité de la

XI. (b) La règle générale, par rapport à la déclaration des

---

(b) Si quis dixerit in Sacramento Pœnitentiæ ad remissionem peccatorum necessarium non esse jure divino confiteri omnia & singula peccata

péchés, est que le pénitent doit déclarer à son Confesseur le nombre & l'espèce des péchés mortels, dont il s'est reconnu coupable, après un examen exact de sa conscience. (i) Les circonstances qui changent la nature du péché, ou qui en augmentent considérablement la gravité & l'habitude, s'il y est malheureusement engagé. On doit néanmoins observer, que quand le pénitent est attaqué de la peste, & que le Confesseur ne peut rester auprès du malade sans un danger évident, on peut l'absoudre après qu'il a déclaré un ou deux péchés. On doit aussi donner l'absolution à un malade qui a perdu la parole & dont l'esprit est même aliéné, après avoir demandé un Confesseur, ou qui, sans avoir demandé de Confesseur, donne des marques sensibles de la douleur de ses péchés. Les circonstances, qui rendent dans ces cas la déclaration des péchés impossible, ne doivent pas faire priver le pénitent de la grâce du Sacrement.

XII. (1) Un Prêtre approuvé pour confesser dans un Dio-

Des cas réservés

mortalia, quorum memoria cum debita & diligenti præmeditatione habetur, etiam occulta & que sunt contra duo ultima Decalogi præcepta, & circumstantias que peccati speciem mutant; sed eam confessionem tantum esse utilem ad erudiendum & consolandum penitentem, & olim observatam fuisse tantum ad satisfactionem canonicam imponendam .... anathema sit. *Concil. Trident. Sess. 14, can. 7.*

(i) Is qui penitentiam in infirmitate petit, si casu, dum ad eum Sacerdos invitatus venit, oppressus infirmitate, obmuerit, vel in phrenesim versus fuerit, dent testimonium qui audierint, & accipiat penitentiam. Et si continuò moriturus creditur, reconcilietur per manus impositionem, & infundatur ori ejus Eucharistia. *Concil. Carthaginens. IV, can. 7.*

Subito obmutescens, prout statutum est, baptisari aut penitentiam accipere potest, si voluntatis præteritæ testimonium aliorum verbis habet, aut præsentis in suo nutu. *Conc. Arausic. I, can. 2.*

(1) Merito Pontifices maximi, pro supremâ potestate sibi in universâ Ecclesiâ traditâ, causas aliquas criminum graviore suo potuerunt peculiari judicio reservare. Neque dubitandum est, quando omnia, quæ à Deo sunt, ordinata sunt, quin hoc idem Episcopis omnibus in sua cuique Diocesi, in ædificationem tamen, non in destructionem, liceat, pro illis in subditos traditâ super reliquos inferiores Sacerdotes autoritate, præsertim quoad illa quibus excommunicationis censura annexa est. Hanc autem delictorum reservationem consonam esse divinæ autoritati, non solum in externâ politia; sed etiam coram Deo vim habere. *Concil. Trid. Sess. 14, cap. 7.*

au Pape ou à l'Evêque.

cèse, ne peut absoudre des péniens de toutes sortes de péchés. Il y a des crimes énormes dont l'absolution est réservée au Pape, ou à ceux à qui il donne le pouvoir de les remettre, d'autres sont réservés aux Evêques ou à leurs grands Pénitenciers. Ces réserves ont été établies pour donner plus d'horreur de certains crimes, en prenant des moyens pour en rendre l'absolution plus difficile à obtenir. Chaque Evêque peut se réserver dans son Diocèse l'absolution des crimes, contre lesquels il croit devoir employer ce remède extraordinaire, suivant que les règles de la prudence le lui suggerent. Il faut pourtant qu'il prenne garde que les réserves multipliées, sur-tout par rapport à certains crimes, sont souvent sujettes à de grands inconvéniens. Dans plusieurs Diocèses on donne le pouvoir d'absoudre des cas réservés à l'Evêque, non-seulement aux Pénitenciers, mais encore aux Doyens Ruraux, ou à d'autres Prêtres de la campagne, dont on connoît plus particulièrement les lumieres & la vertu.

Il semble que les cas réservés au Pape devroient être les mêmes dans tous les Diocèses, cependant nous trouvons quelque différence sur ce sujet. Suivant le Rituel de Paris, il n'y a que le Pape, ou ceux qui en ont reçu de lui le pouvoir, qui puissent absoudre 1°. De l'incendie des Eglises & de celui des lieux profanes, quand l'incendiaire a été dénoncé publiquement. 2°. De la simonie réelle, tant pour les Ordres que pour les Bénéfices, & de la confidence publique. 3°. Du meurtre ou de la mutilation d'un Ecclésiastique constitué dans les Ordres sacrés. 4°. D'avoir frappé un Evêque. 5°. D'avoir fourni des armes aux infidèles. 6°. D'avoir falsifié les Bulles du Pape. 7°. D'avoir envahi les terres de l'Eglise Romaine. 8°. D'avoir violé l'interdit prononcé par le Pape. Dans le même Rituel il y a vingt-un crimes, dont l'absolution est réservée à l'Archevêque. 1°. Frapper notablement un Religieux, ou un Clerc qui est dans les Ordres sacrés. 2°. Incendie volontaire. 3°. Vol en lieu sacré, s'il est fait avec effraction. 4°. Homicide volontaire. 5°. Duel. 6°. Attenter à la vie de son mari ou de sa femme. 7°. Procurer un avortement. 8°. Battre son pere ou sa mere. 9°. Sortilège, empoisonnement, divination. 10°. Profanation de l'Eucharistie & des saintes Huiles. 11°. Effusion du sang avec violence dans l'Eglise. 12°. Fornication dans l'Eglise. 13°. L'inceste spirituel du Confesseur & de la pénitente. 14°. La fornication

fornication avec une Religieuse. 15°. Le rapt. 16°. L'inceste au second degré. 17°. La sodomie. 18°. Le larcin sacrilège. 19°. Le crime de faux. 20°. La simonie & la confidence cachée. 21°. La supposition du titre ou de personnes pour la promotion aux Ordres.

XIII. (m) Le Chapitre de la Cathédrale, exerçant la Jurisdiction pendant la vacance du Siège Episcopal, commet des personnes pour absoudre des cas qui étoient réservés à l'Evêque, de même qu'il peut donner des pouvoirs aux Confesseurs, les limiter pour le temps, les lieux, les cas & les personnes, révoquer les permissions que l'Evêque a accordées, celles qu'il a données par lui-même ou par son grand Vicaire.

Qui est-ce qui absout des cas réservés à l'Evêque, quand le Siège est vacant ?

XIV. (n) Tout Confesseur peut absoudre un pénitent, qui est à l'article de la mort, des cas réservés au Pape ou à l'Evêque. La nécessité a fait lever en cette occasion une réserve, qui auroit pu causer la perte de plusieurs âmes, si on avoit voulu l'observer à la rigueur.

En cas de danger de mort, il n'y a plus de réserves.

XV. (o) Si hors du cas de danger de mort, un Confesseur qui n'a point reçu un pouvoir spécial, absout un pénitent des crimes réservés au Pape ou à l'Evêque, l'absolution qu'il donne

Si l'absolution d'un cas réservé, donné par celui qui n'a point le

(m) Episcopali Sede vacante, potest Capitulum, seu is ad quem Episcopalis Jurisdictio tunc temporis noscitur pertinere, eis quibus posset Episcopus si viveret, ab excommunicationis sententiâ, sive juris, sive hominis fuerit, absolutionis beneficium impartiri. *Bonif. VIII, cap. Episcopali. de majorit. & obedient. in 6°.*

(n) Pœ admodum, ne ac ipsa occasione (casuum reservatorum) aliquis pereat, in eadem Ecclesiâ Dei custoditum semper fuit, ut nulla sit reservatio in articulo mortis: atque idem omnes Sacerdotes, quolibet pœnitentes, à quibusvis peccatis & censuris, absolvere possunt: extra quem articulum Sacerdotes, cum nihil possint in casibus reservatis, id unum pœnitentibus persuadere nitantur, ut ad superiores & legitimos Judices pro beneficio absolutionis accedant. *Concil. Trident. Sess. 14, cap. 7.*

(o) Quoniam igitur natura & ratio judicii illud exposcit, ut Sententia in subditos dumtaxat feratur, persuasum semper in Ecclesiâ Dei fuit, & verissimum esse Synodus hæc confirmat; nullius momenti absolutionem eam esse debere, quam Sacerdos in eum profert, in quem ordinariam aut subdelegatam non habet Jurisdictionem. Magnopere verò ad Christiani populi disciplinam pertinere sanctissimis Patribus nostris visum est, ut atrociora quædam & graviora crimina, non à quibusvis, sed à summis dumtaxat Sacerdotibus absolverentur. *Concil. Trident. Sess. 14, cap. 7.*

pouvoir d'en absoudre, est valable.

est nulle, & le pénitent est obligé de se confesser de nouveau à un Prêtre qui ait la faculté d'absoudre des cas réservés.

Les Canonistes ont agité la question, si celui qui a commis dans un Diocèse un crime dont l'absolution est réservée à l'Evêque, se trouvant sans fraude dans un autre Diocèse où ce crime n'est point réservé, peut en recevoir l'absolution d'un Confesseur qui n'a point de pouvoir spécial pour les cas réservés. Les plus habiles Canonistes ont cru que dans ce cas tout Confesseur pouvoit absoudre le pénitent : ils ont donné deux raisons de leur avis ; la première, que les Confesseurs ne sont point obligés de sçavoir les cas qui sont réservés dans tous les Diocèses, d'où il le peut présenter des pénitens ; la seconde, que, même suivant les principes du droit Romain qui ont été adoptés dans le Droit Canonique, l'accusé doit être jugé suivant les règles qui sont observées dans le lieu où son procès est instruit.

Le pénitent doit déclarer en personne ses péchés au Confesseur.

XVI. (p) Il n'est permis de se confesser ni par lettre, ni par un tiers qui soit chargé de déclarer au Confesseur les péchés du pénitent. L'espèce de confusion qu'il y a à déclarer ses péchés aux pieds d'un Prêtre, fait une partie de la pénitence.

Le secret de la confession est sacré : peines contre le Confesseur qui l'a violé.

XVII. (q) On peut déclarer ses péchés à un Confesseur avec d'autant plus de confiance, qu'il lui est expressément défendu de révéler le péché du pénitent ou du complice, de quelque

(p) Quem poenitet, omnino poeniteat, & dolorem lacrymis ostendat : repræsentet vitam suam Deo per Sacerdotem, præveniat judicium Dei per Confessionem : præcepit enim Dominus mundandis ut ostenderent ora Sacerdotibus, docens corporali præsentia confitenda peccata, non per nuntium, nec per scriptum manifestanda. *Augustin. Can. Quem poenitet. de poenit. dist. 1.*

(q) Sacerdos ante omnia caveat ne, de his qui ei confitentur peccata, alicui recitet, non propinquis, non extraneis ; neque, quod absit, pro aliquo scandalo. Nam si hoc fecerit, deponatur. *Greg. Magn. can. Sacerdos. de poenit. dist. 6.*

Caveat autem omnino (Sacerdos) ne verbo aut signo, aut alio quovis modo aliquatenus prodatur peccatorem : sed si prudentiori consilio indigerit, illud absque ullâ expressione personæ causâ requirat ; quoniam qui peccatum in poenitentiali iudicio sibi detectum præsumpserit revelare, non solum à Sacerdotali officio deponendum decernimus, verum etiam, ad agendam perpetuam poenitentiam, in arctum Monasterium detrahendum. *Ex Concil. Lateran. sub Innoc. III, cap. Omnis. extra de poenit. & remissionib.*



manière qu'il ait été déclaré, & même d'en découvrir aucune circonstance directement ou indirectement, pour quelque cause que ce soit. C'est un secret naturel & de religion, qui doit être toujours inviolable. Un Prêtre qui révèle la confession, doit être déposé du Sacerdoce pour toute sa vie, & enfermé dans un Monastère, pour y faire une pénitence sévère le reste de ses jours: il pourroit même, dans certains cas graves, être condamné à des peines afflictives par le Juge séculier, comme ayant violé le secret & diffamé son prochain contre les Loix de la société civile.

On est si persuadé de la nécessité de garder le sceau de la confession, qu'on juge qu'il n'est pas permis de se servir de la confession révélée, même comme d'indices, contre un criminel. On a poussé l'exactitude jusqu'au point d'observer cette jurisprudence pour tout ce qui peut avoir quelque rapport à la Confession. Ainsi l'on ne pourroit se servir contre un accusé d'un papier dans lequel il auroit écrit sa confession, quoiqu'il s'y reconnût coupable du crime pour lequel on lui fait son procès.

XVIII. Si un Confesseur, après avoir entendu un pénitent, avoit besoin du conseil de quelques personnes éclairées, il faudroit qu'il les consultât, sans désigner le pénitent ni directement ni indirectement, & qu'il évitât de s'adresser à ceux qui pourroient avoir quelque liaison avec la personne dont il a entendu la confession.

Ce que doit faire le Confesseur qui a besoin de conseil.

XIX. (r) La pénitence que le Confesseur impose à celui dont il a entendu la confession, doit être propre à guérir & à expier les péchés, selon la qualité de l'offense & le pouvoir des pécheurs. Il doit même, suivant les derniers Conciles, imposer une pénitence publique pour les crimes énormes quand ils sont publics. L'Evêque peut néanmoins, pour des causes importan-

Si l'on peut imposer des pénitences publiques pour des péchés publics.

(r) Apostolus monet publicè peccantes palàm esse corripiendos. Quando igitur ab aliquo publicè & in multorum conspectu crimen commissum fuerit; unde alios scandalo offensos commotosque fuisse non sit dubitandum, huic condignam pro modo culpe penitentiam publicè injungi oportet, ut quòs exemplo suo ad malos mores provocavit, suæ emendationis testimonio ad rectam revocet vitam. Episcopus tamen publicæ hoc penitentis genus in aliud secretum poterit commutare, quando ita magis judicaverit expedire. *Conc. Trid. Sess. 24, de reform. cap. 8.*

tes, changer la pénitence publique en une secrète, pourvu que le scandale causé par le péché soit réparé.

Les derniers Conciles de France & les Rituels de plusieurs Diocèses, contiennent sur ce sujet des dispositions conformes à celles du Concile de Trente, avec cette différence, que les Rituels (au moins ceux que j'ai consultés) défendent d'imposer des pénitences publiques sans l'avis de l'Evêque; au lieu que le Concile de Trente semble n'ordonner de s'adresser à l'Evêque, que quand on veut obtenir une dispense de la pénitence publique pour un crime qui a éclaté, & qui a causé du scandale.

On donne un  
Confesseur à ceux  
qui sont condam-  
nés à mort.

XX. (f) On donne aux criminels un Prêtre pour entendre leur confession & pour les absoudre, avant que d'exécuter les sentences de mort. Le Prêtre doit accompagner celui qui est condamné à la mort jusqu'au lieu du supplice, pour l'exhorter à mourir chrétiennement.

Les Médecins  
doivent avertir les

XXI. (r) Les Médecins sont obligés d'avertir les malades

(f) Cum, secundum Statuta Canonica, ultimo deputandis supplicio, negari, si petant, non debeat poenitentiae Sacramentum; abusum damnablem in quibusdam partibus contra hoc introductum aboleri omnino volentes, justiciarios omnes & Dominos temporales, ut ab hujusmodi desistant abusu hortamur in Domino, & obsecramus per viscera misericordiae Jesu Christi. In Clement. cap. unic. de panit. & remiss.

Ordonnons par ces Présentes, pour Loi & Constitution à durer perpétuellement en notredit Royaume, que dorénavant à toutes personnes qui pour leurs démerites seront condamnées à mourir, soient offerts par les Ministres de la Justice, par laquelle ils seront dévenus & condamnés, & leur soit baillé & administré le Sacrement de Confession, selon l'Ordonnance de notre Mere sainte Eglise, après qu'ils auront été condamnés & examinés sur tous les cas dont ladite Justice voudra examiner, & ainçois qu'ils se partent du lieu où ils seront dévenus, pour être menés au lieu où ils devront être exécutés, & qu'à eux confesser à Prêtre soient induits par lesdits Ministres de la Justice, au cas qu'ils seroient si émus & surprins de tristesse, qu'ils n'auroient connoissance de le vouloir ou demander. Ordonnance de Charles VI, du 2. Février 1396.

Le Sacrement de Confession sera offert aux condamnés à mort, & ils seront assistés d'un Ecclesiastique jusqu'au lieu du supplice. Ordonn. de 1670, tit 26, art. 24.

(r) Praesenti decrero statuimus & districte precipimus Medicis corporum, ut cum eos ad infirmos vocati contigerit, ipsos ante omnia moneant & inducant, ut Medicos advocent animarum; ut, postquam fuerit infirmo de spiritali salute provisum, ad corporalis medicinae remedium salubrius

qu'ils voyent en danger, de faire appeller les Ministres de l'Eglise, pour se disposer à la réception des Sacremens, avant que les accidens de la maladie leur ôtent la liberté qui est nécessaire pour la confession.

malades de la confession.

XXII. (u) Les Indulgences ont un grand rapport à la Pénitence. Jesus-Christ a donné à l'Eglise le pouvoir de les accorder. Selon l'ancien & perpétuel usage de l'Eglise, l'Evêque peut relâcher une partie de la pénitence canonique, lorsqu'il a des preuves de la ferveur du pénitent, ou que quelque nécessité le demande. Les Indulgences ne remettent point la coulpe, mais seulement une partie de la peine temporelle due au péché, pour lequel on n'a pas encore entièrement satisfait.

Ce que c'est que les Indulgences.

Dans les premiers siècles, les Indulgences étoient une relaxation d'une partie des peines canoniques, que l'Eglise accordoit à ceux qui avoient commis des crimes sujets à la pénitence. Saint Paul en accorda une à l'incestueux de Corinthe, de peur qu'il ne tombât dans une trop grande tristesse. Les Evêques se sont servis de la même autorité, & ils ont remis une partie de la pénitence, quand ils ont remarqué que celui à qui elle avoit été imposée s'en étoit acquitté avec une ferveur particulière. On donnoit aussi des Indulgences à la recommandation des Martyrs, à ceux qui étoient tombés dans l'idolâtrie pendant la persécution. Dans l'onzième siècle, on accordoit des Indulgences à ceux qui entreprenoient quelque chose qu'on croyoit devoir être utile à l'Eglise, comme de faire la guerre aux Infidèles & aux Hérétiques, on faisoit participer aux Indulgences ceux qui, ne pouvant pas s'engager par eux-mêmes dans ces travaux, contribuoient de leur argent aux dépenses de la Croisade. Depuis,

---

procedatur. *Ex Concil. Lateran. sub Innocent. III, cap. Cum infirmitas exarsit de panis. & remissionibus.*

Voyez aussi dans le recueil des pièces, Tome VI, la Déclaration du 9 Mars 1712, enregistrée le 7 Avril suivant.

(u) Cum potestas conferendi indulgentiarum à Christo Ecclesie concessa sit, atque hujusmodi potestate divinitus sibi tradita, antiquissimis etiam temporibus illa usa fuerit, sacro sancta Synodus indulgentiarum usum, christiano populo maximè salutarem, & sacrorum Conciliorum auctoritate probatum, in Ecclesia retinendum esse docet & præcipit; eosque anathemate damnat, qui aut inutiles esse asserunt, vel eas concedendi in Ecclesia potestatem esse negant. *Conc. Trid. Sess. 25, de Indulgentiis.*

les œuvres auxquelles on a attaché des Indulgences, ont été moins pénibles: on en a donné à ceux qui ont contribué au rétablissement d'une Eglise, qui y ont été faire leur priere le jour de la consécration, qui sont entrés dans une Confrérie, ou qui ont observé quelque pratique de piété.

Comme la pénitence duroit pendant plusieurs années, suivant la diversité des crimes, pendant que les peines canoniques étoient en vigueur, on accordoit quelquefois une remise de toutes les peines canoniques, qu'on changeoit en autres œuvres de piété: c'est ce qu'on appelloit Indulgences Plénières. Quelquefois la relaxation n'étoit que pour une année ou deux, ou pour un Carême: (car les pénitens en faisoient plusieurs chaque année) de-là viennent les Indulgences d'une année, de deux années ou de quarante jours. Quoiqu'on ait cessé depuis plusieurs siècles d'observer l'ancienne sévérité par rapport à la pénitence, les pécheurs n'en sont pas moins obligés de satisfaire à la justice divine. Ainsi les relaxations de peines, que l'Eglise accorde en faveur de certaines œuvres de piété, n'ont pas aujourd'hui moins d'effet qu'elles en avoient autrefois; l'Eglise ayant toujours cru, suivant la promesse de Jesus-Christ, que ce qu'elle auroit délié sur la terre seroit délié dans le ciel.

Les indulgences ne doivent être accordées que pour de justes causes, & il faut, en les accordant, y apporter de la modération, selon la coutume ancienne & approuvée dans l'Eglise; de peur que par des Indulgences indiscrettes & superflues, on n'expose au mépris les clefs de l'Eglise; qu'on n'énervé la satisfaction nécessaire dans la pénitence; qu'on ne donne occasion aux fidèles de devenir plus enclins à commettre dans la suite des actions illicites, & que la facilité du pardon ne leur serve d'attrait pour le péché.

Les Indulgences sont salutaires à ceux qui sont pénitens, qui travaillent & qui prient: elles ne doivent pas servir pour entretenir la négligence, mais pour aider l'infirmité de ceux qui s'efforcent de satisfaire à Dieu selon leur pouvoir.

Quelles sont celles-XXIII. (x) Les Evêques accordoient autrefois des Indul-

---

(x) Quia per indiscretas & superfluas indulgentias, quas quidam Ecclesiarum Prælati facere non verentur, & claves Ecclesie contemnuntur, & pœnitentialis satisfactio enervatur: decernimus, ut cum dedicatur Basilica,

gences Plénieres quand ils le jugeoient à propos ; mais le Concile de Latran, tenu sous Innocent III, voyant que quelques Evêques abusoient de ce pouvoir, ne leur laissa le droit que de donner une année d'Indulgence quand ils consacreroient une Eglise, & quarante jours dans toutes les autres occasions.

les que les Evêques peuvent accorder.

XXIV. (y) Ceux qui ont le droit d'accorder des Indulgences, doivent prendre garde qu'on ne les fasse point servir à des gains sordides & simoniaques. On peut cependant en accorder aux personnes qui font certaines aumônes, pour être employées à racheter les captifs, à entretenir un Hôpital, ou à d'autres œuvres de piété.

Regles qu'on doit suivre en les accordant.

XXV. On ne peut publier dans un Diocèse aucunes Indulgences accordées par le Pape, soit pour des Confréries, soit pour des aumônes faites à des Hôpitaux, soit pour d'autres œuvres de piété, quelles qu'elles puissent être, sans le consentement & la permission de l'Evêque Diocésain.

Ce qu'on observe avant que de publier celles qui viennent de Rome.

XXVI. Les Jubilés sont des Indulgences Plénieres que les Papes accordent à tous les fidèles contrits & pénitens, qui feront certaines œuvres de piété marquées dans les Bulles. Il y a un Jubilé fixe tous les vingt-cinq ans. Les Papes en accordent aussi un au commencement de leur Pontificat. Ce qu'il y a de particulier pour ces Indulgences qu'on appelle Jubilé, c'est que par les Bulles qui en sont publiées, le Pape accorde le droit à

Ce que c'est que le Jubilé.

---

non extendatur indulgentia ultra annum, sive ab uno solo, sive à pluribus Episcopis dedicetur ; ac deinde in anniversario dedicationis tempore XL dies de injunctis pœnitentiis indulta remissio non excedat ..... hunc quoque dierum numerum Indulgentiarum litteris præcipimus moderari, quæ pro quibuslibet casibus aliquoties conceduntur. *Ex Conc. Lateran. sub Innocent. III, cap. Cum ex eo, extra de pœnit. & remiss.*

In concedendis quoque indulgentiis non excedat Remen. Archiepiscopus statutum Concilii generalis. *Bonifac. VIII, cap. Romana, de pœnit. & remiss. in 6°.*

(y) In his tamen concedendis ( indulgentiis ) moderationem juxta veterem & probatam in Ecclesia consuetudinem abhiberi cupit, ne nimia facilitate Ecclesiastica disciplina enervetur. Abusus verò qui in his irrepserunt, & quorum occasione insigne hoc indulgentiarum nomen ab hæreticis blasphematur, emendatos & correctos cupiens præsentì decreto generaliter statuit, prævios quæstus omnes, pro his consequendis, unde plurima in Christiano populo abusum causa fluxit, omnino abolendos esse. *Conc. Trid. Sess. 25, de Indulgentiis.*

tous les Prêtres approuvés pour confesser dans chaque Diocèse d'absoudre des cas réservés au Saint Siège, & de changer tous les vœux (excepté ceux de chasteté perpétuelle & de religion) en autres œuvres de piété. Pour participer aux Indulgences du Jubilé, il faut, suivant les Bulles, se confesser de les péchés avec les dispositions requises & être véritablement pénitent.

Boniface VIII ayant appris qu'on avoit coutume d'accorder des Indulgences à ceux qui alloient faire leurs prières, au commencement de chaque siècle, sur les tombeaux des Apôtres S. Pierre & S. Paul, donna une Indulgence Plénire l'an 1300, à tous ceux qui visiteroient les tombeaux des Apôtres pendant trente jours, s'ils étoient de Rome, & pendant quinze jours s'ils étoient étrangers. Il ordonna de pratiquer la chose la première année de chaque siècle. Clement VI a réduit ce temps à cinquante années, à l'exemple du Jubilé des Juifs, d'où cette Indulgence Plénire a tiré son nom, & il en a accordé un en 1350. Paul II le mit de vingt-cinq en vingt cinq ans, afin qu'un plus grand nombre de personnes pût en profiter. Depuis Boniface IX, après le temps du Jubilé de Rome, les Papes en ont accordé un à ceux qui visiteroient les Eglises désignées par l'Evêque dans les villes considérables, & ensuite à toutes les Paroisses.

Sixte V est le premier qui ait accordé un Jubilé extraordinaire au commencement de son Pontificat; ses Successeurs ont tous suivi son exemple.

### De l'Extrême-Onction.

Définition de  
l'Extrême-Onction.

**XXVII (1) L'**Extrême-Onction est un Sacrement que Jesus-Christ a institué pour le soulagement spirituel & corporel du malade.

(1) Instituta est autem sacra hæc unctio infirmorum, tamquam verè & propriè Sacramentum novi Testamenti, à Christo Domino nostro, apud Marcum quidem insinuatum, per Jacobum autem Apostolum, ac Domini fratrem, fidelibus commendatum ac promulgatum. *Infirmatur* (inquit) *quis in vobis? inducat Presbyteros Ecclesiæ; & orent super eum, ungentes eum oleo in nomine Domini; & oratio fidei salvabit infirmum.* &

**XXVIII.**

XXVIII. (a) La matière du sacrement de l'Extrême-Onction est l'huile bénite solennellement par l'Evêque le Jeudi Saint, dont le Prêtre fait plusieurs onctions, sur les yeux, le nez, les oreilles, les mains & les pieds des malades. La forme de ce Sacrement consiste dans les prières que le Prêtre prononce en faisant ces onctions.

De la matière  
& de la forme de  
ce Sacrement.

XXIX. Les Prêtres sont les Ministres de ce Sacrement; mais tous les Prêtres ne doivent pas l'administrer. Chaque malade doit le recevoir de son Curé, ou de celui qui, par un titre, est chargé de la conduite de son âme, ou des mains du Prêtre qu'il commet pour exercer cette fonction.

A qui appartient  
de l'administrer.

(b) Si un Religieux qui ne seroit pas Curé entreprenoit d'administrer ce Sacrement à des séculiers, sans la permission du Curé à qui ce droit appartient, il encourroit une excommunication, dont il n'y auroit que le Pape qui pût le relever.

XXX. (c) Dans l'Eglise Latine on ne donne l'Extrême-Onction qu'à ceux qui sont atteints d'une maladie qui les met en

*alleviabit eum Dominus, & si in peccatis sit, dimittentur ei.* Quibus verbis ut ex Apostolica traditione per manus acceptâ Ecclesia didicit, docet materiam, formam, proprium ministrum, & effectum hujus salutaris Sacramenti. *Conc. Trid. Sess. 14, c. 1, de Extrema Unctione.*

(a) Intellexit enim Ecclesia materiam (Extremæ Unctionis) esse oleum ab Episcopo benedictum: nam Unctio aptissimæ Spiritûs sancti gratiam, quâ invisibiliter anima ægrotantis inungitur, repræsentat. Formam deinde esse illa verba: Per istam Unctionem, &c. *Conc. Trid. Sess. 14, cap. 1, de Extrema Unctione.*

(b) Religiosi qui Clericis aut Laicis sacramentum Unctionis Extremæ, vel Eucharistiæ ministrare, matrimoniave solemnizare, non habita super his Parochialis Presbyteri licentiâ speciali..... præsumperint, excommunicationis incurrant sententiam ipso facto, per Sedem Apostolicam, dumtaxat absolvendi: quos etiam Locorum Ordinarii, postquam de hoc eis confiterit, excommunicatos faciant publicè nuntiari, donec de absolutione ipsorum eis fuerit facta fides, nullo Religiosis eisdem, super hoc, exemptionis, vel alio privilegio suffragante. *In Clem. cap. Religiosis. de priv. & excess. privileg.*

(c) Declaratur etiam esse hanc Unctionem infirmis adhibendam, illis verò præsertim, qui tam periculose decumbunt, ut in exitu vitæ constituti videantur: unde & Sacramentum exeuntem nuncupatur. Quod si infirmi post susceptam hanc Unctionem, convalescerint, iterum hujus Sacramenti subsidio juvari poterunt, cum in aliud simile vitæ discrimen inciderint. *Conc. Trid. Sess. 14, cap. III, de Extremâ Unctione.*

danger de mort. Il faut avertir les fidèles dangereusement malades, de ne point différer à recevoir ce Sacrement jusqu'à la fin de la vie, & les engager à le recevoir lorsqu'ils ont encore le libre usage de la raison, & qu'ils peuvent s'y disposer par des sentimens de foi & de piété. Si le malade revient en santé & qu'il retombe ensuite, on lui administre de nouveau ce Sacrement ; mais on ne le donne point deux fois dans la même maladie, quelque longue qu'elle puisse être.

On ne donne pas l'Extrême-Onction à ceux qui sont condamnés à mort, ni à ceux qui vont être exposés à un danger de mort, comme les soldats qui montent à l'assaut, parce qu'ils ne sont pas infirmes, ni par conséquent dans le cas marqué par l'Apôtre S. Jacques, pour recevoir ce Sacrement.

Si on doit le  
donner avant le  
Viatique.

XXXI. Autrefois on donnoit toujours l'Extrême-Onction avant le Viatique, parce que l'Extrême-Onction est en quelque manière un supplément de la Pénitence. A présent l'usage n'est point uniforme sur ce sujet. Il y a des Diocèses où l'on donne ce Sacrement après le Viatique, & d'autres où on le donne avant le Viatique ; d'autres où cela dépend du malade ou du Curé. Il faut se conformer dans chaque Diocèse à ce qui est marqué par le Rituel.

Comme nous avons parlé assez amplement dans le corps de cet Ouvrage des sacremens de l'Ordre & du Mariage, nous n'en rapporterons ici aucune maxime.

*Règles certaines sur les Libertés de l'Eglise Gallicane.*

On doit observer  
les anciennes cou-  
tumes des Eglises.

I. (a) C'Est une règle générale, répétée plusieurs fois dans le Droit Canonique, que les coutumes anciennes des Eglises doivent être observées, & que le Pape même n'y

(a) In his rebus de quibus nihil certi statuit divina Scriptura, mos populi Dei & instituta majorum pro lege tenenda sunt ; & sicut prævaricatores divinarum Legum, ita contemptores ecclesiasticarum consuetudinum coercendi sunt. *August. can. 15, distinct. 11.*

Scit sancta Romana Ecclesia, quod nihil obsunt saluti credentium diversæ pro loco & tempore consuetudines ; si illis canonica non obsistat auctoritas, pro qua eis obviare debeamus : unde nihil judicamus eis debere,



doit pas donner d'atteinte par de nouvelles Constitutions, quand ces coutumes sont anciennes & légitimes; c'est-à-dire, quand elles ne sont contraires ni à l'équité naturelle, ni aux règles de la discipline Ecclésiastique, qui ont été de tout temps observées dans l'Eglise.

II. (b) Les Papes ont toujours cru qu'on devoit avoir des égards particuliers pour les anciennes coutumes de l'Eglise Gallicane, qui s'est de tout temps distinguée entre toutes les autres, par son exactitude à conserver la foi & à maintenir la discipline Ecclésiastique. C'est pourquoi ils ont cru que ces coutumes devoient être observées, même quand elles seroient contraires aux usages des autres Eglises, qui ont depuis adopté un grand nombre des usages établis dans l'Eglise de France.

Coutumes particulières de France approuvées par les Papes.

III. (c) Les Libertés de l'Eglise Gallicane ne sont rien au-

Des Libertés de l'Eglise Gallicane.

vel posse resistere. *Leo IX & Nicolaus I, cap. Scit sancta. distinct. 12.*

Cum tamen sint graviora peccata, quando diutius infelicem animam detinent alligatam; nemo sanæ mentis intelligit naturali juri, cujus transgressio periculum salutis inducit, quæcumque consuetudine, quæ dicenda est verius in hac parte corruptela, posse aliquatenus derogari. Licet etiam longævæ consuetudinis non sit vilis autoritas, non tamen est usque adeo valitura, ut vel juri positivo debeat præjudicium generare; nisi fuerit rationabilis, & legitimè sit prescripta. *Gregorius IX, cap. Cum tanto. extra de consuetudine.*

(b) Licet Ecclesia Romana non consueverit, propter naturalem frigiditatem, nec propter alia maleficia legitimè conjunctos dividere; si tamen Ecclesiæ Gallicanæ consuetudo generalis habeat, ut ejusmodi matrimonium dividatur, patienter tolerabimus. *Alexand. III, 1, collect. decret. l. 4, tit. 16, cap.*

Cum de toto regno Franciæ vocentur absentes, de consuetudine Ecclesiæ Gallicanæ; nos his plenius intellectis, de consilio fratrum nostrorum, promissam electionem, utpote contra formam Concilii attentatam, decernimus irritam & inanem. *Gregor. IX, cap. In Gens. extra de electione & electi potest.*

(c) Ce que nos Peres ont appelé libertés de l'Eglise Gallicane, & dont ils ont été si fort jaloux, ne sont pas passédroits ou privilèges exorbitans; mais plutôt franchises naturelles & ingénuités, ou droits communs, quibus (comme parlent les Prélats du grand Concile d'Afrique, écrivant sur pareil sujet au Pape Celestin) nulla Patrum definitione derogatum est Ecclesiæ Gallicanæ; lesquelles nos ancêtres se sont très-confiamment maintenus, & desquelles partant n'est besoin montrer autres titres que la retenue & naturelle puissance. *Libertés de l'Eglise Gallicane, art. 1.*

tre chose que la possession dans laquelle s'est maintenue l'Eglise de France, de conserver ses anciennes coutumes, qui sont la plupart fondées sur les Canons, & sur la discipline des premiers siècles; & de ne point souffrir qu'on y donnât atteinte, en introduisant une Discipline à laquelle elle n'a point été soumise. Ainsi les Libertés de l'Eglise de France ne consistent que dans l'observation de son ancien droit.

En quel sens on peut les appeler privilèges.

IV. Le mot de Privilège signifie deux choses différentes: une grace particulière accordée à une Eglise contre le droit commun, ou le droit qui appartient à une Eglise, & qui lui est confirmé par les saints Canons. Les Libertés de l'Eglise Gallicane ne sont pas des Privilèges, en prenant ce mot dans le premier sens; mais on peut les nommer Privilèges en suivant le second sens, puisque ce sont des droits dans lesquels l'Eglise Gallicane s'est conservée, conformément aux anciens Canons.

Quels sont les Canons qui servent de fondement à nos Libertés.

V. Ces Canons, sur lesquels sont fondées les Libertés de l'Eglise Gallicane, ne sont point ceux qui sont compris dans le Décret de Gratien, ni même dans les Collections de Burchard, d'Yves de Chartres, ni encore moins dans les Compilations de Gregoire IX & des Papes ses successeurs; puisque ces Recueils contiennent une infinité de Décrets auxquels l'Eglise de France ne s'est point soumise, & que ces Libertés sont beaucoup plus anciennes que ces recueils: mais la compilation des anciens Canons, qui étoient observées sous la première race de nos Rois, & qui comprennoient quelques Epîtres décrétales des Papes, les Canons des premiers Conciles Généraux, & ceux de quelques Conciles particuliers. Ce sont ces premiers Canons qui forment parmi nous un droit commun, tel qu'il étoit observé pendant les premiers siècles dans toute l'Eglise. Les autres Nations ont changé leur droit; & nous avons conservé, en plus de points que les autres, l'ancienne Discipline:

---

*Privilegia Ecclesiarum, sanctorum Patrum Canonibus instituta, nulla possunt improbitate convelli, nullà novitate mutari. In quo opere, auxiliante Christo, fideliter exequendo, necesse est hujus sanctæ Sedis Pontifici perseverantem exhibere famularum. Dispensatio enim nobis credita est; & ad nostrum tendit reatum, si paternarum regulæ sanctionum nobis consentientibus vel negligentibus violentur. Leo I, Epist. 52.*

c'est ce qui fait la différence qu'il y a entre la Jurisprudence de l'Eglise Gallicane & celle des autres Eglises.

VI. Nous avons dit que la plupart des usages de France, qui sont les Libertés de l'Eglise Gallicane, sont fondés sur les anciens Canons, & non tous les usages; parce qu'il y a un grand nombre de coutumes, qui ont été admises parmi nous dans des temps postérieurs, qui sont contraires à ces anciennes règles de la discipline Ecclésiastique; telles sont les résignations en faveur, les collations des Bénéfices par prévention, les vacances en Cour de Rome. L'effet de nos Libertés, par rapport à ces articles & à d'autres de même nature, est qu'on ne puisse ajouter de nouvelles servitudes à celles qu'une possession immémoriale a introduite parmi nous; & que le Pape n'use de ces droits, par rapport aux François, que de la manière dont il en a usé depuis très-long-temps; parce que nous conservons sur tous ces articles la Liberté primitive & naturelle, excepté dans les cas où une possession immémoriale nous en a fait perdre une partie.

En quoi consistent nos Libertés par rapport à certaines Coutumes modernes qui ont été admises en France.

VII. Il y a certains usages dans le Royaume, qui ne tirent leur origine que d'une grâce spéciale du Pape, comme l'Indult accordé aux Officiers du Parlement de Paris: mais quand le Pape a une fois accordé des grâces de cette nature, qu'elles ont été acceptées du consentement du Roi, & que l'Eglise Gallicane s'y est soumise, le Pape ne peut plus les révoquer seul; parce qu'elles font alors partie des Loix & des Coutumes du Royaume. Il en est de même des règles de Chancellerie, qui ont été adoptées dans notre Jurisprudence.

Usages qui ne tirent leur origine que d'une grâce spéciale du Pape.

VIII. Quoique le détail de nos Libertés soit presque infini, parce qu'elles s'étendent sur tout notre Droit canonique, elles dépendent de deux maximes que nous avons déjà établies.

Deux maximes fondamentales de nos Libertés.

IX. (d) La première, que le Pape & les autres supérieurs

L'indépendance

(d) Supplie & requiert le peuple de votre Royaume, pour ce que il l'y appartient que ce soit fait, que vous gardiez la souveraine franchise de votre Royaume, qui est telle que vous ne reconnoissez de votre temporel souverain en terre, fors que Dieu. *Requête des François au Roi Philippe le Bel.*

Le Roi notre Sire est Empereur en son Royaume, non tenant d'aucun que de Dieu, & non ressortissant à quelque personne ou Seigneur que ce soit: & comme Roi & Empereur peut faire Loix en son Royaume, con-

de nos Rois pour  
le temporel.

Le Pape n'a au-  
cun pouvoir ni di-  
rect ni indirect sur  
le temporel des  
Rois.

Ecclesiastiques, n'ont aucun pouvoir ni direct ni indirect sur le temporel de nos Rois, ni sur la Jurisdiction séculière.

(c) Quelque grande que puisse être l'autorité du Pape sur les affaires Ecclesiastiques, elle ne peut jamais s'étendre ni directement ni indirectement sur le temporel des Rois. Il ne peut délier les sujets de leur serment de fidélité : encore moins abandonner les Etats des Princes souverains au premier occupant. Cette maxime, qui est un des fondemens de notre Jurisprudence, est fondée sur ce que la puissance que Jesus-Christ a donnée à son Eglise est toute spirituelle. L'opinion contraire des Ultramontains est opposée à la parole divine, à la tradition

tre lesquelles nul de son Royaume ne peut venir, *directè nec indirectè*, &c même par voie d'appel, sur peine de leze-Majesté. Arrêt du Parlement de Paris de 1417, dans les preuves des Libertés.

(e) *Primum beato Petro, ejusque successoribus, Christi Vicariis, ipsique Ecclesie iterum spiritualium & ad æternam salutem pertinentium, non autem civilium ac temporalium, à Deo traditam potestatem, dicente Domino : Regnum meum non est de hoc mundo ; & iterum : Reddite ergo quæ sunt Cæsaris Cæsari, & quæ sunt Dei Deo. Ac proinde stare Apostolicum illud : Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit ; Non est enim potestas nisi à Deo ; quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt. Itaque qui potestati resistit, Dei ordinationi resistit. Reges ergo & Principes in temporalibus nulli Ecclesiasticæ potestati Dei ordinatione subijci, neque autoritate clavium Ecclesie directè, vel indirectè deponi, aut illorum subditos eximi à fide atque obedientia, ac præstito fidelitatis Sacramento solvi posse : eamque sententiam publicæ tranquillitati necessariam, nec minus Ecclesie quàm Imperio utilem, ut verbo Dei, Patrum traditioni, & Sanctorum exemplis consonam, omnino retinendam. 1 Propositionis Declarationis Cleri Gallicani in Conventu 1682.*

Les Papes ne peuvent rien commander ni ordonner, soit en général, ou en particulier, de ce qui concerne les choses temporelles, es pays & terres de l'obéissance & souveraineté du Roi très-Chrétien. Et s'ils commandent ou statuent quelque chose, les sujets du Roi, ores qu'ils fussent Clercs, ne sont tenus lui obéir pour ce regard. *Lib. de l'Eglise Gallicane, art. 4.*

Le Pape ne peut exposer en proie ou donner le Royaume de France, & ce qui en dépend, ni en priver le Roi, ou en disposer en quelque façon que ce soit. *Ibid. art. 15.*

Ne peut le Pape juger ni déléguer pour connoître de ce qui concerne les droits, prééminences & privilèges de la Couronne de France & ses appartenances, & ne plaide jamais le Roi de ses droits & prétentions qu'en la propre Cour. *Ibid. art. 18.*

Ecclésiastique, aux exemples des Saints & à la tranquillité publique. La Déclaration du Clergé de 1682, a été dressée dans une Assemblée générale du Clergé de France, pour s'opposer à ceux qui vouloient donner atteinte aux Libertés de l'Eglise Gallicane. Cette Déclaration a été autorisée par un Edit du mois de Mars de la même année 1682 enregistré au Parlement, qui ordonne que la doctrine en sera enseignée dans toutes les Universités & dans toutes les Facultés du Droit canonique du Royaume. L'Edit & la Déclaration du Clergé ont été portés en Sorbonne, à la Faculté de Droit & à l'Université de Paris, par M. le Premier Président du Parlement, accompagné de plusieurs Conseillers de la Grand'Chambre, & de M. de Harlai alors Procureur Général. Elle a été reçue avec respect par tous ces Corps, comme l'ancienne doctrine de l'Eglise Gallicane, & la seule qui fût approuvée & reçue dans le Royaume. Ce qu'elle contient est prouvé d'une manière invincible dans le Traité de la puissance Ecclésiastique & temporelle, imprimé in-8°. en 1707. Cet ouvrage de M. Dupin, est un Commentaire sur la Déclaration du Clergé de 1682 : ceux qui voudront lire ce livre, dont on ne sçauoit trop se rappeler les principes, y verront que les plus saints Papes ont eux-mêmes reconnu, qu'ils n'avoient aucun pouvoir sur le temporel des Rois ; qu'Innocent III a dit en termes exprès au Chapitre *per venerabilem*, que le Roi de France ne reconnoît point de Supérieur pour le temporel, que la Bulle de Boniface VIII, par laquelle il prétendoit soumettre à son autorité les Souverains, a été révoquée par Clement V ; que le Pape Gregoire VII est le premier qui ait entrepris de dépouiller les Rois de leur Couronne ; que son entreprise, qui a été blâmée par toutes les personnes qui étoient instruites des droits de l'Eglise & de ceux des Souverains, n'a causé que du trouble, des guerres affreuses, de la confusion & du désordre dans l'Eglise & dans l'Etat ; que toutes les fois que les Papes, passant les bornes de leur autorité, ont suivi un exemple si pernicieux, leurs entreprises n'ont point eu de suites moins funestes que celle de Gregoire VII.

X. (f) La seconde, que la puissance du Pape, par rapport

Que la puissance

---

(f) *Universis pacis tranquillitas non aliter poterit custodiri, nisi siua*

ce du Pape est ré-  
glée par les Ca-  
non.

au spirituel, n'est point abolue sur la France ; mais qu'elle est bornée par les Canons & par les Coutumes qui sont observées dans le Royaume, de sorte que ce que le Pape peut ordonner au préjudice de ces règles saintes, est absolument nul.

Drogon, Evêque de Metz, fils naturel de Charlemagne, & neveu des Rois de France & de Germanie, fut nommé par le Pape Vicaire Apostolique en France & en Germanie ; mais, comme cette qualité diminueoit l'autorité des Métropolitains, les Evêques de France ne voulurent pas consentir que Drogon exerçât le Vicariat du Saint Siège. Ils s'opposèrent de même à la Primatie, que le Pape Jean VIII donna à Ansegise Archevêque de Sens, sur les Gaules & la Germanie : ils répondirent au Roi Charles le Chauve & aux Légats, qui les pressoient d'obéir au Pape, qu'ils lui rendroient une obéissance Canonique, *regulariter*, & en ce qui seroit conforme aux saints Canons.

Moyens dont **XI. (g)** Il y a quatre moyens principaux dont on se sert en

canonibus reverentia intemerata servetur. *Leo I. Maximo Antiochen.*

Contra statuta Patrum condere aliquid vel mutare, nec hujus quidem Sedis Apostolicæ potest autoritas. *Zozimus Papa, can. Contra. 25, quæst. 1.*

Pape résister licet, ut patet in exemptionibus maxime nocivis, & si Prelatos & Ecclesias sibi subjectas onerare sumptibus intolerabilibus, & libertatibus penitus spoliare vellet. *Gerson. Libel. Theolog. conclusio.*

(g) Pour la conservation de ces Libertés & de ces Privilèges..... se peuvent remarquer plusieurs & divers moyens, sagement pratiqués par nos ancêtres, selon les occurrences & les temps. *Libertés de l'Eglise Gallicane, art. 75.*

Premièrement, par conférence amiable avec le Saint Pere, ou en personne, ou par Ambassadeurs. *Ibid. art. 76.*

Secondement, observant soigneusement que toutes Bulles & Expéditions venant de Rome fussent visitées, pour sçavoir si en icelles y avoit aucune chose qui portât préjudice, en quelque maniere que ce fût, aux droits & libertés de l'Eglise Gallicane & à l'autorité du Roi ; dont se trouve encore Ordonnance expresse du Roi Louis XI, suivie par les Prédécesseurs de l'Empereur Charles V, lors Vaux de la couronne de France, & par lui-même en un sien Edit fait à Madrid en l'année 1543, & pratiqué en Espagne & autres pays de son obéissance, avec plus de rigueur & moins de respect qu'en ce Royaume. *Ibidem. art. 77.*

Tiercement, par appellation interjetée au futur Concile, dont se trouvent plusieurs exemples, même aux derniers temps. *Ibid. art. 77.*

France

France pour maintenir les Libertés de l'Eglise; le premier, les conférences avec le Pape; le second, un examen exact des Bulles, afin qu'on ne laisse rien publier contre les droits du Roi & contre ceux de l'Eglise Gallicane; le troisième, l'appel au futur Concile; le quatrième, l'appel comme d'abus aux Parlemens, en cas d'entreprise sur la Jurisdiction séculière, & de contraventions aux Coutumes Ecclésiastiques du Royaume.

XII. (g) Tous les François doivent s'intéresser à la conservation des Libertés de l'Eglise Gallicane, non-seulement parce qu'elles tendent à conserver les droits du Roi & de la Couronne, & une partie de la Liberté primitive de la Nation sur le gouvernement ecclésiastique; mais encore parce que tous les François, Ecclésiastiques & Séculiers, sont membres de l'Eglise Gallicane, & que tous les membres doivent travailler à maintenir les prérogatives d'un corps dont ils font partie, & dont les Evêques sont les principaux Ministres.

Tout les François doivent s'intéresser à la conservation des Libertés de l'Eglise Gallicane.

Avant le Concile de Sardique, les causes des Evêques étoient jugées en dernier ressort, comme les autres, par le Métropolitain avec les Evêques de la province. Le quinzième Canon du Concile d'Antioche en contient une disposition formelle. Il

Esti (quod abbat) Romanus Pontifex, qui prae ceteris universalium Conciliorum exequi & custodire debet canones, adversus hanc sanctionem aliquid faciendo Ecclesiam scandalizet, generali Concilio deferatur. *Pragmat. sanct. titul. De Annatis. § Esti.*

Quarrement, par appellations précises comme d'abus. *Lib. de l'Egl. Gal. art. 79.*

(g) Nostrorum Episcoporum omnium, ceterorumque Sacerdotum & Levitarum autoritate & consensu, atque reliquorum fidelium & cunctorum Consiliatorum nostrorum consensu definitum est. *Lib. 5, Capitul. cap. 34.*

Placuit (de Corepiscopis) sicut Leonis Pape & omnium Episcoporum nostrorum, atque reliquorum fidelium generali & synodali consensu decrevimus. *Capitul. lib. 7, cap. 328.*

Sancta mater Ecclesia, sponsa Christi, non solum ex Clericis, sed etiam ex Laicis: imò, sacra testante Scriptura, sicut unus Dominus, una fides, unum baptisma; sic à primo justo ad ultimum, ex omnibus Christi fidelibus, una est Ecclesia ipsi Christo, quam ipse à servitute peccati per mortem suam liberavit: quâ libertate gaudere voleit omnes, tam Laicos, quam Clericos, quibus dedit potestatem filios Dei fieri. *Philipp. Paul. in actis inter Bonif. VIII & Philipp.*

ajoute cependant que si les avis des Evêques ne sont point uniformes, le Métropolitain doit faire venir les Evêques de la Province voisine, pour juger en dernier ressort, conjointement avec les Suffragans. Le Concile de Sardique est le premier qui ait attribué au Pape le droit de faire revoir les affaires des Evêques jugés dans le Concile Provincial. Ce fut Osius, Evêque de Cordoue, qui fit l'ouverture de cette proposition. Ce Canon n'a jamais été suivi dans l'Orient : il n'a été d'usage en Afrique & dans les Gaules, que vers le temps de l'Empereur Justinien. Contumeliosus, Evêque de Riez, condamné par un Concile d'Arles, obtint du Pape Agapet des Commissaires pour examiner son procès de nouveau. C'est le premier exemple qui soit parvenu jusqu'à nous de l'exécution du Canon de Sardique dans l'Eglise Gallicane. Sous la seconde race de nos Rois, on a prétendu à Rome que les Conciles qui jugeoient les Evêques en première instance, devoient être convoqués par les Papes, mais les François n'ont point voulu suivre cette règle, & encore moins ce que prétendoit Leon IV, que ces affaires devoient être instruites par le Primat, & jugées à Rome, ou du moins en présence d'un Légat à *Latere*.

Dans l'affaire d'Hincmar de Laon, les Evêques assemblés dans un Concile, le jugerent, sans avoir égard à l'appel qu'il avoit interjeté, quoique le Pape Adrien II prétendit qu'on ne pouvoit passer outre, nonobstant l'appel, sans préjudice des droits du Saint Siège. Un autre point que les François soutenoient dans ce temps-là contre le Pape, c'est qu'un Evêque condamné par les Juges qu'il avoit lui-même choisis, ne pouvoit appeller de leur Sentence. Hincmar de Reims qui avoit présidé au Concile, dans lequel Roralde Evêque de Soissons, avoit été déposé, prétendit que ce Prélat condamné n'avoit pu appeller; & quand Nicolas I l'eût rétabli dans son Siège, Hincmar dit que c'étoit une grace que le Pape avoit faite contre les règles ordinaires de l'Eglise. Le Pape Adrien II ayant paru irrité de ce que le Concile de la province de Reims avoit jugé Hincmar de Laon sans la participation du Saint Siège, auquel il croyoit que les fausses Décretales attribuoient le droit de connoître en première instance des causes des Evêques, le Concile écrivit au Pape, qu'il n'avoit fait que suivre ce qui étoit prescrit par le Concile de Sardique & par les Papes Innocent, Boniface & Leon; ils ajoutèrent que ces décisions



respectables, étant connues de tout le monde, devoient être suivies par-tout, & qu'ils n'avoient pas manqué au respect qui étoit dû au Pape, en lui réservant le pouvoir de faire examiner de nouveau ce qui avoit été décidé dans leur Assemblée.

Sous la troisième race de nos Rois, on fit à Rome de nouveaux efforts pour faire voir que la déposition des Evêques ne pouvoit appartenir qu'au Pape. On trouve dans les maximes attribuées à Gregoire VII, comme un principe constant, que le Pape seul peut déposer & rétablir les Evêques. Gratien a inséré dans sa Compilation toutes les fausses Décretales qui favorisent ces prétentions de la Cour de Rome; après quoi Innocent III n'a point fait difficulté de dire, que la déposition, la cession & la translation des Evêques appartiennent au Pape de droit divin. Cependant les François ont toujours soutenu leur ancienne maxime. On lit dans le quatrième volume du Spicilege de Dom Luc d'Acheri, une lettre écrite par le Roi Louis X en 1315, à Gazon Evêque de Laon, par laquelle il lui enjoint de se trouver à Senlis le 6 du mois d'Août de la même année, pour assister au Concile que l'Archevêque de Reims y avoit indiqué, pour juger Pierre Evêque de Châlons, qui étoit accusé de plusieurs crimes. Quand le Concile de Trente ôta aux Conciles des Evêques de chaque Province le droit de juger les Evêques accusés, réservant à la personne du Pape de prononcer sur le procès qui seroit fait par les Commissaires nommés par la Cour de Rome, l'Ambassadeur de France & le Cardinal de Lorraine s'opposèrent, au nom de l'Eglise Gallicane, à cette décision, qui étoit contraire aux Droits & aux Libertés de leur Patrie.

Lorsque le Pape Pie IV. voulut faire le procès à cinq Evêques de France, qui étoient accusés de Luthéranisme, M. Du-mesnil Avocat Général, fit un Mémoire, dans lequel il justifia que nos Rois n'avoient jamais souffert qu'on portât à Rome, en première instance, les causes de leurs sujets, de quelque qualité qu'ils fussent; qu'on avoit toujours dû juger les Evêques dans le Concile de leur province & qu'en cas d'appel le Pape doit nommer des Commissaires sur les lieux, pour les juger. Ce Mémoire est inséré dans les preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane: il est accompagné de Lettres Patentes, par lesquelles le Roi Charles IX enjoint à ses Officiers de saisir & d'arrêter ceux qui voudront faire exécuter les Brefs envoyés de Rome contre

les Evêques d'Uzez & de Valence, parce que ces Brefs, dit Charles IX, sont contre les saints Décrets, reçus en France, de Constance, de Vienne & de Bâle; & contre les droits, franchises & Libertés de l'Eglise de France.

Le Parlement de Paris s'est expliqué sur ce sujet d'une manière si formelle, dans l'affaire d'Odet de Coligni, Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais, que nous avons cru devoir rapporter ici le dispositif de l'Arrêt. Voici comme il est conçu. La Cour, pour maintenir la Liberté de l'Eglise Gallicane, qui a été toujours défendue par le Roi & ses prédécesseurs Rois très-chrétiens, au vû & au scû des saints Peres Papes de Rome, qui pour le temps ont été, a arrêté qu'elle a entendue & entend que le supérieur auquel Messire Odet de Coligni, Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais, est rendu pour lui faire son procès sur le délit commun, est l'Archevêque de Reims & supérieur Métropolitain, duquel l'Evêque de Beauvais est Suffragant, pour par ledit Archevêque de Reims, appeler les autres Suffragans Evêques, s'ils se trouvent en nombre; sinon par les Evêques circonvoisins être fait le procès audit Cardinal Evêque de Beauvais, sur le délit commun, selon les Décrets & Constitutions canoniques; sans que ledit Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais, puisse être traité & tiré hors de ce Royaume.... sauf en toutes choses l'honneur & la révérence due à notre saint Pere le Pape & au saint Siège Apostolique. Cet Arrêt est de l'année 1569.

Le 8 Octobre 1631 le Pape Urbain VIII donna un Bref, adressé aux Archevêques d'Arles & de Tours, & aux Evêques de Saint Flour & de Saint Malo, pour faire le procès à quelques uns de leurs Confreres, accusés du crime de leze-Majesté. Les Evêques d'Albi, de Nîmes & de Leon, furent déposés. Louis XIII, en ordonnant l'exécution de ce Bref, avoit ajouté dans ses Lettres Patentes, sans préjudice des Libertés, franchises & immunités de l'Eglise Gallicane. Cependant le Clergé de France, assemblé en 1630, craignit que cet exemple ne fut d'une dangereuse conséquence. Pour en prévenir les suites, il écrivit au Pape une lettre très-sçavante, pour lui faire connoître qu'en France les Conciles Provinciaux avoient toujours jugé les Evêques accusés, sauf l'appel au Saint Siège, conformément au Concile de Sardique: il fit voir qu'on l'avoit ainsi pratiqué pour les affaires de Saffaracus, de Prétextat, d'Ebbon

& de plusieurs autres ; & il supplia le Pape de ne point accorder de commission pareille à celle de 1631. Le Clergé fit en même temps signifier au Nonce une protestation , qui contenoit les mêmes choses que la lettre écrite au Pape ; & il écrivit à tous les Evêques du Royaume , pour les prier de ne plus accepter ces sortes de commissions.

Quelque temps après , le Pape ayant nommé des Commissaires , pour connoître de l'affaire des quatre Evêques qui n'avoient pas voulu signer purement & simplement le Formulaire de la condamnation de Jansenius , dix-neuf Evêques de France écrivirent au Pape pour lui demander l'exécution du Concile de Sardique , & pour le prier de révoquer ce qu'il avoit ordonné contre les Libertés de l'Eglise Gallicane. Ces mêmes Evêques écrivirent au Roi , pour lui représenter qu'il n'y avoit rien de si constamment établi par les Canons des Conciles & par les Décrets des Papes , que le droit qui appartient au Concile Provincial de juger les Evêques ; que c'est un des articles des Libertés , dans lesquelles il avoit promis à son Sacre de maintenir l'Eglise Gallicane ; & que , quand les Papes avoient voulu donner quelque atteinte à ces règles , les Rois ses prédécesseurs & les Parlemens s'y étoient toujours opposés.

La Sorbonne ayant donné en 1663 une Déclaration de ses sentimens sur la puissance temporelle des Rois , & sur l'autorité des Papes , protesta qu'elle n'avoit jamais approuvé les propositions contraires aux Libertés de l'Eglise Gallicane , & aux Canons reçus dans le Royaume , entre lesquels elle apporta pour premier exemple ceux qui regardent le jugement des Evêques. Cette Déclaration fut autorisée par des Lettres Patentes , enregistrées au Parlement , qui défendent aux Bacheliers , Licenciés , Docteurs , & à toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient , de soutenir & d'enseigner directement ni indirectement , de vive voix , ou par écrit , des propositions contraires à celles qui sont expliquées dans la Déclaration de la Sorbonne.

En 1710 il parut en France un Bref du Pape Clement XI , portant condamnation d'un Mandement & de quelques autres ouvrages de M. l'Evêque de Saint Pons. M. Joli de Fleuri , pour lors Avocat Général , conclut à ce que le Bref fût supprimé : sa principale raison étoit qu'on avoit condamné à Rome un Evêque de France , au lieu de le faire juger par les Evêques

de la province : surquoi il intervint un Arrêt conforme à ses conclusions. On peut voir dans le Traité de la Puissance Ecclésiastique & Séculière, & dans celui des Causes Majeures de M. Gerbais, un grand nombre d'autres autorités & d'autres exemples. Ce que nous venons de remarquer sur ce sujet, suffit pour faire connoître la justice de ce que le Clergé & les Parlemens de France soutiennent sur ce sujet.

Il est vrai que la Pragmatique & le Concordat, ayant ordonné que toutes les affaires seroient décidées sur les lieux par les Juges qui en doivent avoir la connoissance de Droit, ou, suivant la coutume, exceptent les causes majeures dénommées expressément dans le Droit : mais cette exception ne doit s'entendre que du Droit approuvé & reçu dans le Royaume : car ce qui fait le Droit de l'Eglise Gallicane sur cet article, ce ne sont pas les dispositions insérées dans les Décretales, mais celles du Concile de Sardique, de plusieurs autres Conciles particuliers, & des Papes Innocent, Boniface & de S. Léon. Le Concile de Bâle, dont tous les réglemens ne tendoient qu'à la réformation & au rétablissement de la discipline, auroit-il voulu donner atteinte au droit des Métropolitains & des Conciles Provinciaux ? L'Eglise Gallicane auroit-elle adopté dans la Pragmatique une disposition qui l'auroit dépouillée d'un de ses plus beaux droits ? Si l'intention du Pape Léon X avoit été de réserver au Pape la connoissance des affaires des Evêques, il se seroit expliqué d'une manière plus claire, & il auroit marqué la procédure nouvelle qu'il auroit substituée à l'ancienne. Quoi qu'il en soit de l'intention du Pape, l'opposition des Evêques, à un Décret auquel ils n'avoient point été appelés, rend légitime tout ce qu'ils ont fait pour conserver leurs droits.

Un Archidiacre du Mans, qui prétendoit que M. l'Evêque du Mans l'avoit maltraité de paroles & par des voies de fait, obtint une Commission du Parlement de Paris pour faire informer pardevant le plus prochain Juge Royal, & pour faire publier des Monitoires. Les Agens Généraux du Clergé se plaignirent de cette procédure. Leur plainte donna lieu à un Arrêt du Conseil Privé du 21 Mai 1658, qui, nonobstant l'Arrêt du Parlement, renvoya les Parties pardevant le Métropolitain de Tours, pour juger la contestation, avec les Evêques de la Province : ce qui fait connoître que, suivant notre

Jurisprudence, les Evêques doivent être jugés par les Métropolitains & par les Evêques de leur Province, même dans les affaires qu'ils ont contre les particuliers ; quand ces affaires sont de la compétence du Juge-Ecclésiastique.

*Fin du Tome IV. II. Partie.*

---

## **SUPPLEMENT au mot PAIN BENI.**

### **ARREST DU GRAND CONSEIL,**

*Qui maintient les Secrétaires du Roi, & les Présidens Trésoriers de France, dans le droit d'avoir le Pain benî par morceau des distinction, & toutes préséances auparavant sous les Officiers de Justices Seigneuriales.*

Du 23 Janvier 1738.

**L**OUIS, &c. Salut. Sçavoir faisons ; comme par Arrêt ce jourd'hui donné en notre Grand Conseil, entre notre bien aimé & féal le Sieur Yves-Joseph Pommyer, Ecuyer, notre Conseiller-Secrétaire, Maison, Couronne de France & de nos Finances, ancien Président Trésorier de France, Honoraire en la Généralité d'Alençon, Propriétaire de l'Hôtel & Maison de Villemilan Paroisse de Wislous, Demandeur suivant la Commission de notre Conseil, & exploits d'assignation donnés en conséquence, des 15 & 19 Octobre 1737, & requérant qu'il soit dit & ordonné que les Edits & Déclarations de Nous, concernant les Privilèges & prérogatives de nos Conseillers-Secrétaires, Arrêts & Réglemens faits & donnés en conséquence, seront exécutés selon leur forme & teneur ; ce faisant, d'être maintenu & gardé, en sadite qualité de notre Secrétaire, dans le droit d'avoir le Pain benî par morceau de distinction, avant tous les Officiers de la Justice Seigneuriale de Wislous, & de les précéder tant à l'Offrande qu'à toutes autres Assemblées & cérémonies publiques & particulières ; & en consé-

quence, que les Curé & Marguilliers dudit Wiflous, soient tenus de faire porter le Pain beni, & le Bedeau tenu de le porter au Demandeur auparavant tous les Officiers de ladite Justice, & autres personnes inférieures en dignité; & pour ne l'avoir fait, ils soient condamnés aux dommages & intérêts du Demandeur, tels qu'il plaira à notre Conseil de les arbitrer, & aux dépens, d'une part: & les Prevôt, Lieutenant, Procureur Fiscal & Greffier de la Justice de Wiflous, & les Curé & Marguilliers de la paroisse dudit lieu de Wiflous, Défendeurs d'autre part: & encore entre ledit sieur Pommyer, demandeur en Requête par lui présentée à notre Conseil le 30 Décembre dernier, tendante à ce qu'il plaise à notre Conseil, lui adjuger les fins & conclusions qu'il a prises en l'instance, & ce, tant en qualité de notre Conseiller-Secrétaire, qu'en celle d'ancien Président, Trésorier de France, Honoraire au Bureau des Finances d'Alençon; & attendu que depuis les assignations données à notre Conseil le 19 Octobre 1737, les Officiers de la Justice de Wiflous, & les Curé & Marguilliers dudit lieu ont continué à refuser au Demandeur les prérogatives qui lui sont dues; & qu'à la Fête de tous les Saints dernière, les Officiers de la Justice de Wiflous ont continué de se faire donner le Pain beni avant lui; condamner, tant Me. Gabriel Poullier, Prêtre, Curé de Wiflous, Laurent Grancher & Louis Serouze Marguilliers, que Me. René le Comte, Prevôt, Juge Civil, Criminel & de Police de Wiflous & Bailli Civil, Criminel & de Police de la Justice ordinaire de Villemilan, Denis Besnard, Lieutenant, Juge civil, Criminel & de Police desdites Prevôté de Wiflous, & Justice ordinaire dudit Villemilan, Antoine Blosseau, Procureur Fiscal de ladite Justice de Wiflous, & Julien Bance, Greffier desdites Justices de Wiflous & de Villemilan, aux dommages & intérêts du Demandeur, tels qu'il plaira à notre Conseil les arbitrer, & aux dépens d'une part; & les Prevôt, Lieutenant, Procureur Fiscal, & Greffier de ladite Justice de Wiflous & de celle de Villemilan, & les Curé & Marguilliers de la Paroisse de Wiflous, Défendeurs d'autre part, sans que les qualités puissent nuire ni préjudicier; après que Taboué, Avocat dudit sieur Pommyer, assisté de Brunet son Procureur, a été oui & conclu en ses demande & requête; que Onvrard, Avocat desdits Officiers de la Justice de Wiflous & de celle de Villemilan, & des Curé & Marguilliers dudit

dudit lieu, assisté de Maréchal leur Procureur, a pareillement été oui, & que Lescapier, pour notre Procureur Général, a aussi été oui, ICELUI NOTRE DIT GRAND CONSEIL a ordonné & ordonne que nos Edits & Déclarations, Arrêts & Réglemens donnés en faveur de nos Conseillers-Secrétaires, & des Présidens Trésoriers de France, concernant leurs privilèges & prérogatives, seront exécutés selon leur forme & teneur : ce faisant, a maintenu & gardé, maintient & garde la partie de Taboué en l'une & en l'autre qualité, au droit d'avoir le Pain beni par morceau de distinction, avant tous les Officiers des Justices Seigneuriales de Wislous & de Villemilan, en ladite Eglise de Wislous, & de les précéder, tant à l'Offrande qu'à toutes autres Assemblées publiques & particulières; en conséquence, ordonne que les Curé & Marguilliers de ladite Paroisse de Wislous, seront tenus de faire porter le Pain beni par morceau de distinction, & le Bedeau tenu de le porter à la Partie de Taboué, auparavant tous les Officiers desdites Justices; & pour ne l'avoir pas fait le jour de la Toussaint dernier, depuis les assignations données à notre Conseil, condamne les Parties d'Ouvrard aux dépens, chacun à leur égard. Si donnons en mandement au premier Huissier de notredit Grand Conseil, en ce qui est exécutoire en notredit Cour & suite, & hors d'icelles, au premier notredit Huissier; ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce requis, qu'à la Requête dudit Sieur Pommyer, le présent Arrêt il mette à exécution de point en point selon sa forme & teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles & sans préjudice d'icelles, ne sera différé; & outre faire pour l'entière exécution des Présentes, tous exploits, significations, commandemens, contraintes, & autres Actes de Justice, requis & nécessaires; de ce faire te donnons pouvoir, sans pour ce demander, *Placet, Visa, ni Pareatis*. Donné en notredit Conseil, à Paris le 23 Janvier 1738. Collationné. Signé, par le Roi, à la relation des Gens de son Grand Conseil, VERDUC, avec grille & paraphe: & scellé du grand sceau de cire jaune.

IL s'est élevé une fameuse contestation en 1736, entre le Curé & Marguilliers de la Paroisse S. Roch à Paris, & le sieur Gaillard de Beaumanoir, au sujet du Pain beni; les Curé & Marguilliers prétendoient être en droit de répéter soixantedouze livres contre le sieur de Beaumanoir, & qu'ils disoient

avoir payé à sa décharge pour sa part de Pain benî, cire, offrande, Bedeaux, Suisses & gands, avec deux autres personnes, qui avoient, à ce qu'on prétendoit, satisfait à cette obligation le jour de la Fête des Cinq Playes de la susdite année. Les Marguilliers firent une délibération, par laquelle ils se firent autoriser à faire toutes les poursuites nécessaires contre le sieur de Beaumanoir. En effet, ils le firent assigner & dirent, pour mieux appuyer leur ridicule conduite, que le sieur de Beaumanoir n'avoit manqué à ce devoir que par le peu de respect qu'il avoit pour l'Eglise; & cependant c'est ce que ne portoit nullement la délibération. Loin que le sieur de Beaumanoir eut refusé de rendre le Pain benî, il avoit offert de donner vingt-quatre livres pour être déchargé de cet embarras, ou de le rendre un jour moins solennel. Forcé de répondre au Châtelet à la demande des Marguilliers, outre la déclaration qu'il fit de l'offre par lui faite des vingt-quatre livres, il cita une Sentence du Châtelet en date du 10 Juin 1711, par laquelle il est ordonné à un Substitut du Procureur Général du G. Conseil de rendre le Pain benî le Dimanche d'après la signification; & faute par lui de le rendre, que les Marguilliers le feroient en son lieu & place, & pourroient avancer jusqu'à la somme de quinze livres; quoique par une autre Sentence de l'année 1712, les Juges du Châtelet n'avoient permis d'avancer, pour ceux qui refuseroient, que jusqu'à la somme de dix livres. Par Jugement enfin du 29 Mai 1756, les Curé & Marguilliers sont déclarés non-recevables en leur demande, & il est ordonné que quinzaine après sa signification, le sieur de Beaumanoir rendra le Pain benî, sinon les Marguilliers autorisés à le faire pour lui, & à y employer jusqu'à la somme de quinze livres; de plus ladite Sentence déclare nulle la délibération qui avoit fixé la dépense de la présentation du Pain benî à soixante-douze livres, ordonne en outre que les termes injurieux de *mépris & de manque de respect pour l'Eglise* seront rayés, condamne les Marguilliers en trente livres de dommages & intérêts applicables aux Capucines, & enfin ordonne que la Sentence seroit lue & publiée au Prône de la Paroisse; ce qui a été exécuté.





## TORTURE OU QUESTION.

*Si le Juge Ecclésiastique peut ordonner que l'accusé soit mis à la Question.*

**L**A Question n'est point une peine, mais un moyen qu'on croit devoir employer pour tirer la vérité de la bouche des accusés. Ce moyen est si violent, & il a souvent des suites si fâcheuses, qu'il semble que le Juge Ecclésiastique ne devroit jamais l'employer. Cependant on a jugé plusieurs fois au Parlement de Paris, qu'il n'y avoit point d'abus dans les Sentences des Officiaux, qui condamnoient des Clercs à subir la Question: mais comme on ne peut condamner un Clerc à la Question, que quand il est accusé d'un cas privilégié, il vaut mieux laisser prononcer cette condamnation par le Juge qui peut condamner l'accusé à mort, que par l'Official.

Si le Juge Ecclésiastique peut ordonner que l'accusé soit mis à la Question.

Les Juges Ecclésiastiques, qui se proposent de condamner à la Question, doivent se souvenir que le Jurisconsulte Ulpien, l. 1. *Questioni, ff. de Questionibus*, appelle la Question » Rem » fragilem & periculosam, & quæ veritatem fallit. Nam plerique patientiâ, sive duriâ tormentorum ita tormenta contemnunt, ut exprimi ab eis veritas nullo modo possit.... Multi enim dolorem fugientes in tormentis ementiri persæpè sunt, morique maluerunt falsum fatendo, quàm verè inficiando dolere. » Saint Augustin, dans son Traité de la Cité de Dieu, livre XIX, chap. 6, déplore le malheur des Juges, qui condamnent un accusé à la Question. » Innocens luit pro incerto scelere certissimas pœnas, non quia non commississe nescitur, ac per hoc ignorantia Judicis est plerumque calamitas innocentis; cùm propterea judex torqueat accusatum, ne occidat nesciens innocentem, & sit per ignorantie miseriam, ut & tortum, & innocentem occidat, quem ne innocentem occideret torserat. »

On ne peut condamner à la question, qu'il n'y ait des preuves considérables contre l'accusé d'un crime qui mérite peine de mort, & qu'on ne soit certain du corps du délit.

En quel cas on peut ordonner la question.

» En effet, (dit l'Ordonnance de 1670, tit. 19 art. 1,)

E e e ij

„ s'il y a preuve considérable contre l'accusé d'un crime qui  
 „ mérite peine de mort , & qu'il soit constant, tous Juges pour-  
 „ ront ordonner qu'il sera appliqué à la Question, au cas que la  
 „ preuve ne soit pas suffisante. „

L'appel suspend  
 la condamnation  
 à la Question.

Comme l'appel suspend l'effet du jugement en matière criminelle, la condamnation à la Question, prononcée par le Juge Ecclésiastique, ne doit point être exécutée qu'il n'y ait eu trois Sentences conformes, en cas d'appel, devant le Juge Ecclésiastique supérieur, ou un Arrêt du Parlement, en cas d'appel comme d'abus. Si l'accusé n'appelloit point de la Sentence qui le condamne à la Question, le Promoteur devoit relever l'appel & faire confirmer la Sentence.

„ Les Sentences de condamnation à la Question, ( dit l'Or-  
 „ donnance de 1670, tit. 19, art. 7, ) ne pourront être exécu-  
 „ tées, qu'elles n'aient été confirmées par Arrêt de nos Cours. „  
 Le motif de cet article sur l'appel des Sentences rendues par le Juge Laïque, portant condamnation à la Question, doit avoir lieu pour l'appel des Sentences rendues par les Juges d'Eglise, qui condamnent à la même peine.

Ce qu'on doit  
 observer en don-  
 nant la Question.

Avant que d'appliquer l'accusé à la Question, on lui fait prêter le serment, & on lui fait signer son interrogatoire ; sinon, on fait mention de son refus. Pendant la Question les Commissaires interrogent l'accusé, & ils dressent un procès-verbal de l'état de la question & des réponses à l'interrogatoire. Les Commissaires peuvent relâcher une partie des rigueurs, ou continuer la rigueur des tourmens : mais quand l'accusé a été ôté de la Question, il ne peut plus y être appliqué pour le même fait, quand il surviendrait dans la suite de nouvelles preuves.

„ L'accusé ( dit l'Ordonnance de 1670, tit. 19, art. 8, ) sera  
 „ interrogé après avoir prêté serment, avant qu'il soit appliqué  
 „ à la Question, & signera son interrogatoire ; sinon, sera fait  
 „ mention de son refus. La Question sera donnée en présence  
 „ des Commissaires, qui chargeront leur procès-verbal de l'état  
 „ de la question, & des réponses, confessions, dénégations &  
 „ variations à chacun article de l'interrogatoire. „ *Idem.* art. 3.

„ Il sera loisible aux Commissaires de faire modérer & relâ-  
 „ cher une partie des rigueurs de la Question si l'accusé confesse,  
 „ & s'il varie, de le faire mettre dans les mêmes rigueurs : mais  
 „ s'il a été délié & entièrement ôté de la Question, il ne pourra  
 „ plus y être remis. „ *Ibid.* art. 10.

„ Quelque nouvelle preuve qui survienne , l'accusé ne pourra être appliqué deux fois à la Question pour un même fait. „  
*Ibid. art. 11.*

Après que l'accusé a été ôté de la Question , il faut que le Commissaire l'interroge sur le champ sur les faits qu'il a confessés ou déniés , & qu'il lui fasse signer son interrogatoire , parce que l'aveu tiré par la force des tourmens , ne suffit pas pour faire condamner l'accusé , à moins qu'il n'ait confirmé son aveu étant hors de la Question. Si , par le jugement qui condamne à la Question , on n'avoit point réservé les indices , l'accusé , qui n'auroit rien confessé à la Question , seroit renvoyé absous. Mais quand la réserve des preuves est marquée dans le jugement , on peut le condamner à des peines moins fortes que celles qu'il auroit subies s'il avoit avoué. Le Juge Laïc ne peut cependant dans ce cas le condamner à mort , à moins qu'il ne soit survenu de nouvelles preuves depuis la Question.

Interrogatoire  
après la Question.

„ Après que l'accusé aura été tiré de la Question ( dit l'Ordonnance de 1670 , t. XIX. ) il fera sur le champ & derechef , interrogé sur les déclarations & sur les faits par lui confessés , ou déniés , & l'interrogatoire par lui signé ; sinon , sera fait mention de son refus.

„ Les Juges pourront aussi arrêter que , nonobstant la condamnation à la Question , les preuves subsisteront en leur entier , pour pouvoir condamner l'accusé à toutes sortes de peines pécuniaires ou afflictives , excepté toutefois celle de mort , à laquelle l'accusé , qui aura souffert la Question sans rien avouer , ne pourra être condamné , si ce n'est qu'il survienne de nouvelles preuves depuis la Question. „ *Ibid. art. 2.*

*Extrait d'un Mémoire sur la maniere de donner la Question à l'eau ou avec les brodequins.*

Si la Question est donnée avec de l'eau , l'accusé sera dépouillé & en chemise , attachée par le bas entre ses jambes.

La Question de l'eau ordinaire avec extension , se donnera avec un petit tréteau de deux pieds de hauteur & quatre cocquemards de deux pintes & chopine mesure de Paris.

La Question ordinaire & extraordinaire avec extension , se donnera avec le même petit tréteau & quatre pareils cocquemards d'eau : puis on ôtera le petit tréteau , & sera mis en

sa place un grand tréteau de trois pieds quatre pouces ; & se continuera la Question avec quatre autres cocquemards d'eau pareillement de deux pintes & chopine chacun, lesquels cocquemards d'eau seront versés dans la bouche de l'accusé lentement & de haut.

A cet effet sera l'accusé lié par les poignets, & iceux attachés & liés entre deux cordes à chacun poignet, d'une grosseur raisonnable, à deux anneaux qui seront scellés dans le mur de la chambre, de distance de deux pieds quatre pouces l'un de l'autre, & à trois pieds au moins de hauteur du plancher par bas de ladite chambre.

Seront pareillement scellés deux autres grands anneaux au bas du plancher à douze pieds au moins dudit mur ; lesdits anneaux l'un à la suite de l'autre & éloignés l'un de l'autre environ d'un pied ; dans lesquels anneaux seront passés des cordages assez gros, avec lesquels les pieds de l'accusé seront liés, chacun séparément, au-dessus des chevilles des pieds ; lesdits cordages tirés à force d'homme, noués, passés & repassés les uns sur les autres, enforte que l'accusé soit bandé le plus fortement qu'il se pourra.

Ce fait, le Questionnaire fera glisser le petit tréteau le long des cordages, le plus près desdits anneaux des pieds qu'il se pourra.

L'accusé sera interpellé de déclarer la vérité.

Un homme qui sera avec le Questionnaire, tiendra la tête de l'accusé un peu basse & une corne dans la bouche, afin qu'elle demeure ouverte. Le Questionnaire prenant le nez de l'accusé le lui serrera, & le lâchant néanmoins de temps en temps pour lui laisser la liberté de la respiration, & tenant le premier cocquemard haut, il versera lentement dans la bouche de l'accusé : le premier cocquemard fait, il le comptera au Juge, & ainsi des trois autres ; lesquels pareillement finis, sera pour l'extraordinaire mis un grand tréteau de trois pieds de hauteur à la place du petit, & les quatre autres cocquemards d'eau donnés ainsi que les quatre premiers, à chacun de tous lesquels le Juge interpellera l'accusé de dire la vérité ; & de tout ce qui sera fait & dit, & généralement de tout ce qui se passera lors de ladite Question, en sera fait une très-exacte mention.

Sera mis une grande chaudiere sous l'accusé, pour recevoir l'eau qui tombera.

Si pendant les tourmens l'accusé vouloit reconnoître la vérité, & que le Juge trouvât à propos de le faire soulager, sera mis sous lui le tréteau, dont sera pareillement fait mention; & ensuite sera l'accusé remis au même état qu'il étoit avant d'avoir été soulagé, & la Question continuée ainsi que dessus, sans néanmoins qu'il puisse être délié qu'après la Question finie, après laquelle il sera détaché, mis sur un marelas près du feu, & interpellé de nouveau par le Juge de dire la vérité: lecture lui sera faite de tout ce qui se sera passé depuis la lecture de l'interrogatoire avant d'être appliqué à la Question; & s'il peut signer, sera le procès-verbal de Question signé de lui, sinon sera fait mention de son refus, & de la raison dudit refus.

*Pour les Brodequins.*

L'accusé, après l'interrogatoire sur la sellette, signé de lui, sera mis nues jambes, & étant assis sur la sellette, lui sera mis quatre planches de bois de chêne entre les jambes, depuis les pieds jusqu'au dessus des genoux, deux en dedans & une à chaque jambe en dehors, de deux pieds de hauteur chacune & d'un pied de largeur, qui excèdent le haut du genou de quatre doigts ou environ; lesquelles planches enfermeront les pieds, jambes & les genoux en dedans & dehors, & seront percées de quatre trous, dans lesquelles seront passées de longues cordes que le Questionnaire ferrera très-fortement, & après tournera lesdites cordes autour des planches pour les tenir plus serrées, & avec un marteau ou maillet, il poussera à force sept coins de bois l'un après l'autre, entre les deux planches qui seront entre les jambes à l'endroit des genoux, & le huitième aux chevilles des pieds en dedans, à chacun desquels le Juge fera des interpellations à l'accusé, derrière lequel il y aura un homme pour le soutenir. S'il tomboit en défaillance lui sera donné du vin: lesdits coins finis sera délié & mis sur le marelas, ainsi qu'il a été dit ci dessus.

Si la Question de l'eau étoit préparatoire, & que le froid ne permit pas que l'accusé la pût soutenir, sera différé jusqu'à ce que le temps fut adouci, sans qu'il soit permis de donner

les brodequins, lesquels ne se donneront que dans le cas que l'accusé, par quelqu'incommodité, ne puisse soutenir l'extension.

Si le temps n'est pas fort froid, l'on fera un peu chauffer l'eau dans la chambre de la Question, en laquelle il y aura absolument une cheminée & du feu pendant tout le temps de la Question, & que l'accusé reste sur le matelas.

*F I N.*



**TABLE**

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S

Contenues dans les sept Volumes de cet Ouvrage.

*Les chiffres romains indiquent les Volumes: T. I marque le Tome premier, ainsi des autres. T. IV, 2 part. indique le cinquième Tome de la matiere, qu'on n'a pu faire entrer dans le quatrième volume, ni refluer sur les Tomes V & VI qui étoient déjà imprimés.*

### A

**A**BAILLARD chassé de la Maison de S. Denis. Pourquoi. T. I.

210.

*Abandonnement. V. Domaines.*

*Abbayes* (les) n'ont que des Supérieurs triennaux. T. II, 12. On exige pour les Abbayes un nombre considérable de Religieux. *Ibid.* Ce requis pour les Abbayes en titre & en Commende. T. II, 102. Il y a en France quinze Abbayes, sans compter les chefs d'Ordres où le Roi ne nomme point. T. II, 781. Le nombre d'Abbayes auquel il nomme est de mille. T. II, 782.

*Abbayes en Commende.* La Commende est une espèce de dépôt & une administration. T. II, 11. Partie,

ministration. T. II, 41. L'usage en est très-ancien, *id.* 43. La Commende n'étoit pas ordinairement perpétuelle & à vie, *id.* 44. Nos Rois de la seconde race y mettent communément les Abbayes de leur fondation, *ibid.* & *suiv.* Les abus qui en resulterent, forcèrent l'Eglise à les blâmer, *id.* 46. Les Abbayes sont possédées par les Seigneurs & Dames, *ibid.* v. *Cures*: maux que causent les commendes, *id.* 49. Le Roi a acquis, par la longue possession, le droit de nommer des Séculiers aux Bénéfices réguliers, *id.* 50 & *suiv.* Dernier effort contre les Commendes, inutile, *id.* 52. Raisons de les souffrir, fondées quelquefois sur l'utilité publique, *ibid.* v. *Ab-*

*bayes en règle.* On ne souffre point de Commendes dans les Abbayes des Pays-Bas, *id.* 53. La Commende ne diffère guère du titre que par le nom, *ibid.* & *suiv.* v. *Camail.* La nomination aux bénéfices & aux charges de l'Abbaye leur appartient, *id.* 55. Les Bénéfices & offices de la maison patrillement, ainsi que la nomination aux places Monachales, *id.* 56. Ils peuvent obliger les Communautés auxquelles ils ont cédé leur droit, à entretenir un nombre suffisant de Religieux, *id.* 57. Ils n'exercent plus de Jurisdiction sur eux, quoiqu'ils l'eussent presque généralement par tout du temps de François I, *id.* 58, v. *Prieurés Conventuels.* Le Commendataire peut transférer un Religieux de son Monastère à un autre, en lui donnant un bénéfice, *id.* 60; mais non autrement, *id.* 61, v. *Mense.* Les bénéfices en Commende peuvent se permuter comme ceux qui sont en titre & se résigner en faveur, *id.* 66. Le Commendataire succède au pécule de ses Religieux, *id.* 67, v. *Pécule Religieuses.* Les Religieux bénéficiers peuvent donner entrevifs, mais non par testament, *id.* 75, v. *Immuables, Religieux.* Le Pape accorde le pouvoir de donner les bénéfices en Commende, *id.* 87, v. *Indultaires.* Différence de la Commende libre ou décrétée, *id.* 90. Quand le Bénéfice a été mis plusieurs fois en Commende libre, le Pape ne peut plus en refuser la continuation, *id.* 91. Il n'en est pas de même lorsque la Commende est décrétée ou que le bénéfice est retourné en Règle, *id.* 92. On ne met ordinairement en Commende que les bénéfices réguliers, *ibid.* Les offices claus-

traux ne se mettent point en Commende, *id.* 93. Formule d'une provision en Commende, accordée en vertu d'un Indult. *ibid.* & *suiv.* Le prétexte des Commendes est la réparation des bâtimens ou le recouvrement des fruits du bénéfice, *id.* 94, v. *Cures régulières.*

*Abbayes en Règle.* Distinction des Abbés en Titulaires & en Commendataires. T. II, 42. Les Evêques peuvent posséder en titre les Abbayes de leurs Diocèses, *id.* 53, v. *Abbayes en Commende, Abbayes en Règle, Artois, Commende, Concordat, Gradués, Incompatibilité, Nomination Royale, Ordinations, Pays-Bas, Prieurés conventuels, Régale.*

*Abbayes vacantes.* Les Evêques confèrent de plein droit les bénéfices dépendans des Abbayes vacantes. T. II, 526, v. *Collation.*

*Abbayes supprimées, v. Nomination Royale.*

*Abbé de S. Germain-des-Prés, v. Jurisdiction.*

*Abbés & Abbeses.* Le Grand Vicaire ne peut donner la bénédiction aux Abbés & Abbeses. T. I, 323.

*Abbés, chefs de Congrégations, ce que c'est.* T. II, p. 11, v. *Abbayes, Abbayes en Commende, Abbayes en règle, Brevetaires, Cîteaux, Cluny, Collation, Congrégations, Episcopat, Nomination Royale.*

*Abbés chefs d'Ordre.* Les Doyens des Cathédrales & autres Dignités cèdent le rang aux Abbés chefs d'Ordre. T. I, 401; mais le contestent aux autres, sur-tout aux Abbés Commendataires, *ibid.* v. *Conciles.*

*Abbés Commendataires.* Les Doyens des Cathédrales leur contestent le rang ou la préséance. T. I, 401. Moyens des Abbés, *id.* 402. Ré-



ponse des Dignitaires, *id.* 403, v. *Conciles*. La question y est encore indécidée, *id.* 404. v. *Tonsurés*. L'Abbé Commendataire ne peut aliéner aucun bien de sa Menſe, ſans le conſentement de ſes Religieux. T. IV, 59. Quand un bénéfice régulier eſt à la nomination de l'Abbé ſeul, le conſentement de la Communauté eſt-il néceſſaire, *ibid.* Celui du Général de l'Ordre n'eſt pas néceſſaire, *id.* 60.

*Abbeſſes*. Pluſieurs Abbeſſes conſèrent de plein droit des Bénéfices en France & en Eſpagne. T. II, 671, v. *Abbés & Abbeſſes*, *Fontevrault*, *Jouarre*.

*Abbreviations*. Explication des abréviations qui ſe rencontrent dans les Proviſions & Signatures, &c. de la Cour de Rome. T. III, 331 & ſuiv.

*Abonnement*. Edit de Charles IX ſur l'abonnement des Dixmes. T. V, p. 425.

*Absence*. Le Chanoine peut & doit être dépouillé après trois ans d'absence. T. I, 638. Les Chapitres ne peuvent pas remettre aux abſens ce qu'ils perdent, *id.* 651, v. *Curés*, *Distributions*, *Réſidence*. Les fiançailles peuvent ſe réſilier par la longue abſence de l'une des parties. T. IV, 2 p. 26.

*Abſens*. V. *Élection*, *Prévention*.

*Absolution*. V. *Cenſures*.

*Absolution à cautele*. Ce que c'eſt. T. II, 405.

*Abus*. v. *Appel comme d'abus*, *Impétrations*.

*Acceptation*. v. *Réſignation en faveur*.

*Accouchement*. v. *Groſſeſſe*.

*Accuſé*. v. *Cas privilégiés*, *Excommuniés*, *Impuberes*, *Infâme*, *Mendians*, *Témoins*. L'aveu ſimple de l'accuſé & ſans preuves, ſuffit-il

après le récolement pour le condamner. T. IV, 604. Quand l'accuſé doit-il produire ſes moyens juſtificatifs, *id.* 607. Peut-il obliger le Promoteur à lui nommer ſon dénonciateur, *ibid.* v. *Official*, *Sentence*.

*Achat*. v. *Eccleſiaſtiques*.

*Acqs* ou *Dax*, (l'Egliſe d') n'a d'autre dignité que celle de l'Evêque & du Théologal. T. II, 391.

*Acquereur*. v. *Franc ſief*.

*Acquêt* (nouvel) Ordonnance de Charles V, qui oblige les Eglises qui ont acquis ſans amortiſſement, à payer le droit du nouvel Acquêt. T. V, p. 9. Règlement fait au Conſeil de Charles VI, ſur les droits du nouvel Acquêt, *id.* p. 9. Lettres Patentes de François I, qui obligent le Clergé à fournir l'état de ſes acquisitions, pour la perception des droits de nouvel Acquêt & d'Amortiſſement. T. V, p. 10. Déclaration de Louis XIV, concernant les droits de nouvel Acquêt. T. V, p. 13. Edit du Roi qui ordonne le recouvrement des droits d'Amortiſſement, Francs-ſiefs & nouveaux Acquêts, échus au premier Mai 1708, & règle la perception de ces droits à l'avenir. T. V, p. 23. Arrêt du Conſeil d'Etat du Roi, portant règlement pour les frais des pourſuites à faire pour le recouvrement des droits d'Amortiſſement, Francs-ſiefs & nouveaux Acquêts, *id.* p. 28, v. *nouvel Acquêt*.

*Acquêts*. v. *Acquiſitions*, *Immeubles*.

*Acquiſitions* des Eccleſiaſtiques & autres gens de main-morte. T. V, p. 1, v. *Acquêt*, *Amortiſſement* des donations faites à l'Egliſe, *Nouvel Acquêt*, *Rentes remboursées & amorties*.

*Alte.* voyez *Date*.

*Actions.* Les actions sont ou personnelles ou réelles ou mixtes. T. IV, 510. Etendue qu'on donne aux mixtes, *ibid.* & *suiv.* v. *Billet*, *Hypothèque*, *Serment*. Le Juge d'Eglise ne connoît point entre deux Clercs du possesseur de leurs droits, soit utiles soit honorifiques, *id.* 514. Il ne connoît plus du pétitoire des bénéfices, des dixmes, &c. après que le possesseur est vuide, *id.* 515. L'action dans les causes Ecclésiastiques doit-elle commencer par le possesseur, *id.* 516. Les Juges d'Eglise ne peuvent pas, dans leurs Sentences, prononcer *avons gardé & maintenu*, *id.* 517, ou nonobstant toute opposition & appel quelconque, & ne peuvent pas évoquer les causes pendantes au Tribunal de leurs inférieurs, *id.* 518. Les Juges séculiers connoissent des causes personnelles des Clercs en certains cas, sur-tout quand il s'agit de causes sommaires & qui demandent célérité, *id.* 519, ou de dettes contractées dans un emploi séculier ou d'exécution testamentaire, *id.* 520, ou de reconvention, *id.* 521. Le Clerc assigné devant le Juge laïque doit toujours comparoître, *ibid.* Il peut demander son renvoi en tout état de cause, *id.* 522, même de cause criminelle, *id.* 523. Le Parlement de Paris ne souffre pas les exploits donnés par les Clercs, *ibid.* Forme que doivent suivre ceux qui donnent des exploits, *id.* 524. L'assignation tombe en péremption par le laps de trois ans, *id.* 525. On doit prendre un *Pareatis* du Juge Royal, pour l'exécution des saisies ordonnées à l'Officialité, *ibid.* Quand l'Official prend un Affes-

seur, il n'est point tenu de prendre son avis, *id.* 526, v. *Appel*, *Université de Paris*. L'Official supérieur ne peut prononcer que sur le bien ou mal jugé; mais il ne peut évoquer à lui les causes pendantes au Tribunal de son inférieur, *id.* 531 & *suiv.* Les Juges délégués par le Pape, doivent être pris *in partibus*, & il n'est pas nécessaire qu'ils soient du Diocèse des parties, *id.* 534 & *suiv.* Abus à réformer dans les appellans qui sollicitent des Juges à Rome, *id.* 535. Le Pape choisit les Officiaux par préférence même aux Evêques, & le Délégué du Pape peut subdéléguer, *id.* 536. Les délégations ou commissions gracieuses n'expirent pas par la mort de celui qui les a données, *id.* 537. Les Légats ne sont pas délégués, *id.* 538, v. *Censures*, *Distributions*, *Official*, *Prisons*. Dans les pays de Droit écrit le compromis dure trois ans, *id.* 548. On peut mettre en compromis les affaires qui intéressent le public, mais il doit être homologué par le Juge, *id.* 549. La peine stipulée par le compromis, s'encontre-t-elle par le seul fait *id.* 550, v. *Appel comme d'abus*. *Actions personnelles, réelles ou mixtes*, v. *Privileges du Clergé*, *Official*. *Administrateurs des Hôtels-Dieu*, v. *Distributions*. *Administration* (l') du Baptême & du Vintique, est-elle une fonction sacerdotale interdite aux Diacres. T. II, 289. L'irrégularité qui en provient n'est pas totale mais partielle, *id.* 290, v. *Baptême*, *Eucharistie*, *Refus de Sacramens*. *Administration des biens d'Eglise*, voyez à l'article *Biens d'Eglise*. *Administration spirituelle ou temporelle*, voyez *Crimes*.

*Administrations*, v. *Bénéficiaires réguliers*, *Compte*, *Hôpitaux*.

*Admonition*, différence entre l'admonition & le blâme. T. II, 259.

*Adultere* (l') est un crime que les Canons jugent dignes de la déposition. T. IV, p. 2. Il produisoit l'irrégularité autrefois. T. II, 252.

*Adultere*. Le huitième empêchement est le crime d'adultère consommé & formel, pourvu qu'il soit joint à la promesse d'épouser le complice. T. IV, 2. p. 186. Le Mariage contracté du vivant de la femme légitime par les deux adultères, produait le même effet, *id.* 187. Il vient encore de l'homicide commis de concert avec la complice, *ibid.* & *suiv.* mais avec dessein de s'entrepoisonner, *id.* 188. Quand l'adultère est joint à l'homicide, il ne faut ni promesse ni conspiration, *ibid.* & *suiv.* 201 & *suiv.* L'adultère rompt-il le lien du Mariage. T. IV, 2, p. 261. Il est une des causes principales pour demander séparation. T. IV, 2, p. 275. Peines de la femme adultère en France, *id.* 276. Le mari est le seul qui puisse accuser la femme, *ibid.* v. *Dissolution du Mariage*. Arrêt de Philippe VI, par lequel il est dit que les Juges Ecclésiastiques ne peuvent connoître du crime d'adultère. T. VI, 421. Ordonnance du Roi, portant que les Ecclésiastiques ne pourront connoître du crime d'adultère. T. VI, p. 292, v. *Cas privilégiés*.

*Adultes*. Peut-on baptiser les Adultes insensés. T. IV, 2. p. 337.

*Adultérins*, v. *Bâtards*.

*Affaires Ecclésiastiques*, v. *Diacres*.

*Affiches*, v. *Aliénation des biens d'Eglise*.

*Affinité*. L'affinité qui vient *ex copula*

*licita*, s'étend jusqu'au quatrième degré. T. IV, 2. p. 156. Elle n'en produit point d'autre, *id.* 157. Le commerce volontaire & forcé la produisent également, *id.* 158, v. *Dispense des empêchemens dirimans*, *Honnêteté publique*.

*Affranchissement* accordé par l'Evêque de Paris & l'Abbé de S. Germain-des-Prés. T. II, 357.

*Afrique*, v. *Carthage*, *Election*.

*Agde* (l'Eglise d') a quatre Dignitaires. T. II, 599.

*Age*, un Religieux a lieu de réclamer quand il fait ses vœux avant seize ans complets. T. II, p. 132, v. *Curés*, *Vaux solennels*.

*Age*: nécessairement requis pour posséder les bénéfices Ecclésiastiques. T. II, 195, v. *Abbayes*, *Curés*, *Canonicats*, *Chanoines*, *Dignités des Cathédrales*, *Episcopat*, *Personnats*, *Prébendes*, *Prieurés conventuels*, *Prieurés simples*, *Tonsure*. Il n'y a point d'âge fixé pour les Ordres mineurs, par le droit ancien & nouveau. T. II, 212. La Provision donnée avant l'âge est absolument nulle, *id.* 213. En est-il de même de la Présentation ou nomination, *id.* 213. Un homme est présumé venu au monde le jour de son Baptême, *ibid.* L'usage a réservé au Pape la dispense de l'âge pour les Ordres & les Bénéfices, *id.* 214. Pour obtenir dispense d'âge, il faut exposer positivement celui qu'on a, *id.* 215.

*Age avancé*. L'âge avancé d'une fille est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2 p. 211.

*Agen* (l'Eglise d') a deux Dignités. T. II, 593.

*Agens du Clergé*, v. *Décimes*.

*Aggrave*. Il faut une nouvelle permif-

tion pour publier l'Aggrave. T. II, 467, v. *Monitoires*.

*Agnan* (S.) v. *Orleans*.

*Agneaux*, v. *Dixmes* sur la fin.

*Aides*, v. *Aydes*.

*Ajournement personnel*. Les décrets d'ajournement personnel produisent l'inhabilité. T. II, 262, 264. Il n'en est pas de même de celui d'assigné pour être oui, *ibid.* Déclaration du Roi, concernant les défenses d'exécuter les décrets d'ajournement personnel. T. VI, p. 305.

*Aire*, l'Eglise d'Aire a deux Dignitaires. T. II, 592.

*Aix*. Epoque de l'érection de l'Eglise d'Aix en premiere Métropole. T. I, 240. L'Eglise d'Aix a quatre Dignités ou Personnats. T. II, 588. L'Archevêque d'Aix est Président né des Etats de sa Province. T. I, 283. L'Université d'Aix ne fait point usage de son droit de nomination. T. III, 104.

*Alais* (l'Eglise d') a cinq Dignitaires. T. II, 600. La Prévôté est à la nomination du Roi, *ibid.*

*Albi*, (l'Eglise d') deuxième Métropole, a quatre Dignitaires. T. II, p. 589.

*Aleth* (l'Eglise d') a quatre Dignitaires. T. II, 600.

*Alexandrie*, v. *Constantinople*. Le Patriarche d'Alexandrie a son titre à S. Paul de Rome. T. I, 187, v. *Election*, *Messes*.

*Aliénation*. Le grand Vicaire ne peut donner permission d'aliéner les biens Ecclésiastiques. T. I, 323. Excommunication contre ceux qui aliénent les biens d'Eglise. T. II, 433. Elle n'a pas lieu contre ceux qui acceptent l'aliénation, *id.* 434. Il y avoit autrefois suspension contre les Bénéficiers qui consentoient à

l'aliénation des biens de leurs Eglises. T. II, 502. L'aliénation des biens Ecclésiastiques est défendue. T. IV, 138 & *suiv.* Le Pape & les Evêques, le jour de leur consécration, s'engagent par serment à n'en faire jamais, *id.* 139. Les Loix Impériales les défendent également, *id.* 140. ainsi que les Ordonnances de nos Rois, *id.* 141. La défense s'étend aux biens des Confrairies, *id.* 142. L'emprunt est compris dans la défense, *id.* 143. Les Créanciers peuvent-ils se venger sur les biens donnés pour des charges particulières, *id.* 144, ainsi que l'échange, *ibid.* Les baux emphytéotiques & à vie, *id.* 145, v. *Lods & ventes*, *Contiême*. Cas dans lesquels on permet l'aliénation, *id.* 148. La premiere des formalités requises est le consentement des parties intéressées, *ibid.* Il n'est pas nécessaire d'y appeller les absens, *id.* 149. On doit y appeller le Patron, *id.* 150. La seconde formalité est l'approbation du Supérieur Ecclésiastique, *id.* 151. Dans le territoire duquel est située l'Eglise à laquelle le bien appartient, *id.* 152, & du Pape, quand l'Eglise est soumise à sa Jurisdiction immédiate, *ibid.* v. *Dixmes*, *Maisons religieuses*. Le consentement du Roi est nécessaire pour toute aliénation, *id.* 153. Les affiches, publications & enchères doivent précéder la vente, *id.* 154. Si l'aliénation est causée faute des formalités requises, l'acquéreur doit restituer les fruits, *id.* 155. Quand le bien est de peu de valeur on se dispense des formalités requises par le droit, *id.* 156. Dans le doute c'est à l'acquéreur à prouver que la valeur est petite, *ibid.* On n'exige pas aujourd'hui si scrupuleusement

puleusement les formalités pour les baux à rente perpétuelle, *id.* 157. pourvu que la nécessité & la juste valeur soient bien constatées, *id.* 158. Quand l'aliénation est ancienne, on présume que les formalités ont été observées, *id.* 159. On ne peut aliéner quand le Fondateur le défend expressément, *id.* 160. L'Eglise peut revenir contre l'aliénation, quand elle a été lésée notablement, *ib. v. Bois de haute futaie, Eaux & Forêts, Lettres de réservations.* L'Eglise a la faculté de rentrer dans ses biens quoiqu'aliénés avec les formes de droit, *id.* 164. Le Parlement de Paris ne l'a souffert qu'avec peine & pourquoy, *ibid. v. Retraits.* Le Clergé renonce à cette faculté dans l'Assemblée de 1701. *id.* 166 & suiv. *v. Franc-fief.* Les preneurs des biens d'Eglise à longues années ne doivent point le huitième denier, *id.* 168. Les Evêques & les Abbés peuvent-ils aliéner sans le consentement de leurs Chapitres, *id.* 168. *v. Prescription.* Bulle de Gregoire XIII, qui permet au Clergé d'aliéner ses Domaines pour subvenir aux besoins de l'Etat. T. V, p. 83 & suiv. Autre Bulle du même sur le même sujet, *id.* p. 85. Lettres d'attache du Roi pour la vérification de ladite Bulle. T. V, p. 87. Arrêt de vérification sur la même Bulle, *id.* p. 87 & s. Déclaration & protestation du Clergé de France assemblé à Blois au sujet des susdites aliénations. T. V, p. 95 & suiv. Déclaration d'Henri IV, qui permet au Clergé de rentrer dans ses domaines aliénés, quoique sans lésion dans le prix. T. V, p. 101. *v. Abbé Commendataire, Biens d'Eglise, Crimes, Menfe, Rachat.*

*Allemagne, v. Empereurs d'Allemagne.*

*Alsace.* Dans toute l'Alsace on n'exige point de degrés de ceux qui tiennent les Cures des villes murées. T. II, 230.

*Altaria, v. Autels, Campagne.*

*Alternatives.* Le Roi, en régalé, n'est point sujet aux alternatives de la Cour de Rome. T. II, 617.

*Alternatives de la Cour de Rome.* Le Roi jouit de l'alternative au lieu du Pape, dans les trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun. T. III, 287. Il nomme aux premières dignités des Eglises, tant Cathédrales que Collégiales, *id.* 288.

*Altessé Eminentissime,* à qui accordée. T. I, 181, *v. Rois de France.* *Alain (S.)* Apôtre de Chartres. T. I, 209.

*Ambroise, (S.) v. Tributs.*

*Amende.* L'Official ne peut condamner à l'amende. T. IV, 617, *v. Appel comme d'abus.*

*Amende,* à qui sont dévolues les amendes de la justice appartenante au bénéfice. T. IV, 348.

*Amende criminelle* (l') cause l'infamie. T. II, 256.

*Amende honorable.* L'Official ne peut condamner à l'amende honorable. T. IV, 613.

*Ames,* on n'a pas toujours employé les Moines au gouvernement des ames. T. I, 230, *v. Bénéfices à charge d'ames, Curés, Doyens, Evêchés.*

*Ami, v. Empêchemens.*

*Amiens* (l'Eglise d') a neuf Dignitaires. T. II, 603, *v. Bénéficiaires réguliers.*

*Amortissement des donations faites à l'Eglise.* L'Eglise ne peut acquérir des fonds sans la permission du Roi. T. IV, 96. Exemples de ces

permissions accordées par nos premiers Rois aux Eglises de France, *id.* 97. D'où vient le nom de gens de main-morte, *id.* 98. Outre le droit d'indemnité, on leur fait payer celui de nouvel acquêt, *ibid.* Les biens d'Eglise non amortis ne jouissent point des privilèges & sont réputés profanes, *id.* 99. L'Eglise est sujette à l'amortissement dans tous les Etats des Princes Catholiques, *ibid.* & *suiv.* Raison d'exiger le droit d'amortissement, *id.* 101. A combien monte-t-il, compris l'insinuation de la quittance, *ibid.* On ne paye pas plusieurs droits d'insinuations pour plusieurs quittances d'indemnité, *id.* 102. Les frais des premières poursuites ne sont point à la charge des débiteurs, *id.* 103. Les droits d'amortissement doivent-ils se payer sur le pied de la somme léguée en entier, *id.* 104. L'indemnité monte communément au cinquième du prix de l'acquisition, *id.* 105. Ce droit se prescrit par l'Eglise contre les Seigneurs, *ibid.* & *suiv.* Quand l'héritage a été amorti par le Roi, le Seigneur ne peut refuser l'indemnité, *id.* 107. L'homme vivant & mourant est-il dû au Seigneur outre l'indemnité, *id.* 108. peut-il demander l'homme confiscant, *id.* 109. L'indemnité est réputée fonds & le Bénéficiaire doit en faire l'emploi, *id.* 110. Elle est due au Seigneur pour les rentes foncières, & perpétuelles, *ibid.* Le Seigneur haut-Justicier en prend le dixième du cinquième, *id.* 111. v. *Charités des Paroisses, Communautés, Ecoles, Hôpitaux, Remerç, Rentes, Terrain.* Les charités des Paroisses pour les pauvres malades & les

Ecoles des pauvres enfans, sont également favorisées, *id.* 113. Nouveaux Arrêts rendus en conséquence contre les Fermiers, *id.* 114. Réponse aux objections tirées de quelques autres, *id.* 115. Amortissement général accordé au Clergé de tout le Royaume en 1614 & 1746, *id.* 126 & *suiv.* Révocation des amortissemens accordés sans finance, *id.* 128. L'amortissement n'est dû qu'au Roi, & n'est pas sujet à prescription, *id.* 129. Il est aussi personnel, & ne passe point d'une Eglise à une autre, même par échange, *id.* 130. Il en faut dire autant du droit d'indemnité dû au Seigneur, *id.* 131. En cas d'union d'un Bénéfice à une Communauté il n'est point dû d'amortissement ni de centième denier. T. IV, 132. Il est dû un nouveau droit toutes les fois que le titre de la possession change, ou quand on convertit en rente le droit de l'indemnité, *id.* 133, v. *Censives.* Les héritiers doivent acquitter l'Eglise de l'amortissement & de l'indemnité, *id.* 135, quand même le legs seroit sans charges, *id.* 136. Les héritiers ne doivent pas le droit d'insinuation, soit pour les legs, soit pour les quittances d'indemnité & d'amortissemens, *id.* 137. Il n'y a point de recours contre les héritiers du donateur, *id.* 138. Raison de la différence entre un donateur & un testateur, *ibid.* v. *Acquêt (nouvel) Aliénation des biens d'Eglise, Corbie, Denis, (Abbaye de S.) Franc-fiefs, Minimes de Vincennes.* Ordonnance d'Henri II, qui décharge de tous droits les fonds Ecclésiastiques une fois amortis. T. V, p. 34. Déclaration de Philippe VI, dit de Valois, qui exempt d'amortissement les rentes  
qui

- qui n'excèdent pas vingt sols. T. V, p. 35, v. *Fondations, Hôpitaux, Rentes.*
- Amortissement général.* Extrait du contrat passé entre Louis XIII & le Clergé assemblé à Mantes, portant amortissement général. T. V, p. 4. Lettres d'amortissement général pour tous les Bénéficiers & gens de Main-morte, qui ont payé le droit d'amortissement. T. V, p. 5. v. *Acquies (nouvel) Dixmes inféodées.*
- Amovibilité, v. Portions congrues.*
- Amovibles, v. Vicariats (grands).*
- Angeli (Jean) Cordelier, sa proposition, sur le pouvoir outré qu'il donne au Pape, condamnée. T. I, p. 141.*
- Angers (l'Eglise d') a huit Dignitaires T. II, p. 608.*
- Angers.* Le Roi confère le Doyenné & les Prébendes de S. Martin, le Doyenné & les Prébendes de Saint Lo-lès-Angers. T. II, 663.
- Angleterre, v. Bordeaux, Gradués, Régale.*
- Anglois.* Plaintes ameres des Anglois contre les abus qui résultent des réserves & autres expectatives. T. III, 170, v. *Origine.*
- Angoulême (l'Eglise d') a cinq Dignitaires. T. II, 594.*
- Annates, v. Déport.* On cède dans plusieurs Diocèses l'annate des Prébendes aux Communautés régulières. T. I, 498 & s. Qu'est-ce que le Pape prend pour l'annate des Bénéfices consistoriaux, *id.* 506. Montant de l'annate des Archevêchés & Evêchés de France. T. II, 768 & suiv. Origine des annates. T. II, 770. Les François en sollicitent inutilement l'abolition, *id.* 771. La taxe n'a point varié, nonobstant la variation des reve-
- nus, id.* L'annate ne se paye pas deux fois dans une même année, *id.* 773. En est-il de même du déport des Archidiaques, *ibid.* Le Pape peut-il les exiger sans simonie, *id.* 775, v. *Bénéfices consistoriaux, Concordat.* Lettres Patentes de Charles IX, par lesquelles les annates ou vacans des Bénéfices, & les préventions sont remises, nonobstant les Ordonnances des Etats tenus à Orléans. T. VI, p. 339.
- Annonciade (l'Abbaye de l') le Roi n'y nomme point. T. II, 784.*
- Anthemius, v. Eglise.*
- Antioche. (Eglise d') Par qui fondée. T. I, p. 41, v. Constantinople.* Le Patriarche d'Antioche a son titre à sainte Marie de Rome. T. I, 187.
- Antipapes, v. Privileges.*
- Anvers, v. Prevôt*
- Apostasie.* L'apostasie & l'hérésie sont une fornication spirituelle, qui rendent la rupture des Fiançailles non-seulement permise, mais souvent nécessaire. T. IV, 2, p. 15.
- Apostats.* Il est défendu à tous Ministres & Prêtres de marier des Prêtres ou Religieux apostats. T. IV, 2. p. 154, v. *Religieux Apostats.*
- Apôtres.* Les Chrétiens ont toujours regardé les Evêques comme les successeurs des Apôtres. T. I, 253.
- Apôtres de la France.* Quels sont les sept principaux Apôtres de la France. T. I, 109.
- Appel.* L'appel doit aller de degré en degré sans en omettre aucun. T. IV, 317. Exemption pour ceux dont le Métropolitain est hors du Royaume, *ibid.* Pour ceux qui ont des conservateurs Apostoliques, *id.* 318. On ne peut appeler des

Sentences définitives & conformes, *id.* 529. ni de deux interlocutoires, *id.* 530, voyez *Appel comme d'abus*, *Actions*. Comment & dans quel temps l'appel doit être relevé, *id.* 533. L'appel non suivi tombe comme l'instance en péremption par l'espace de trois ans, *id.* 542. La Sentence dont il n'y a appel, passe en force de chose jugée après dix ans, *id.* 543, v. *Criminels*. L'appel en matière criminelle ne suspend ni la procédure ni la Sentence. T. IV, p. 615. Il ne suspend pas même l'exécution de la Sentence en certain cas, *id.* 626, & les Ecclésiastiques, en cas d'appel, sont jugés par la Grand'Chambre, *ibid.* Plusieurs Cours sont en possession de les juger seules, *id.* 627. Plaintes du Clergé sur ce point, *id.* 628.

*Appel comme d'abus*. L'opposition ou l'appel comme d'abus d'un ou deux capitulans a-t-elle un effet suspensif. T. II, 725.

*Appel comme d'abus*. Peut-on appeler comme d'abus de trois Sentences définitives. T. IV, 530, voyez *Actions*. Ces sortes d'appels dans les Tribunaux ne se sont introduits que sur la fin de la seconde race, *id.* 531. L'appel comme d'abus est commun aux Ecclésiastiques & aux Laïques, *ibid.* Il est en usage dans tous les Etats catholiques, *id.* 532 & suiv. On n'en doit user que comme d'un remède extraordinaire, *id.* 534. Les raisons d'appeler comme d'abus, sont l'entreprise sur la Jurisdiction séculière, *ibid.* savoir le deni de Justice & le changement fait dans les anciens usages des compagnies, *id.* 535. Un seul Chanoine peut demander en Justice la réforme des abus de

la Compagnie, *id.* 536. L'appellant doit consigner l'amende de soixante-quinze livres, & on n'appelle qu'à la Grand'Chambre, *id.* 557. Les Justices subalternes n'exercent point de Jurisdiction sur les Juges d'Eglise, *id.* 558. L'appel comme d'abus est suspensif, excepté en certains cas, *ibid.* Il ne l'est point en matière de censures absolues & non conditionnelles, *id.* 559 & f. Qu'opère l'Arrêt de défense en faveur de l'Ecclésiastique interdit, *id.* 561. On revient contre les Arrêts par Requête civile, *ibid.* en consignant quatre cens cinquante livres, *id.* 562. On revient par opposition contre les Arrêts rendus par défaut & par cassation contre les autres, *id.* 563, voyez *Mariage*.

*Approbation*, v. *Curés*, *Vicaires des Curés*.

*Apt*, l'Eglise d'Apt a cinq Dignitaires. T. II, 588.

*Aquilée*, quand érigée en Patriarchat. T. I, 189.

*Arbitres*. Les femmes peuvent-elles être arbitres. T. IV, 550.

*Archevêque*. Le nom d'Archevêque a été inconnu jusqu'au sixième siècle. T. I, 238, v. *Métropoles*. Les Archevêques étoient anciennement les maîtres de leurs Suffragans, *id.* 241. Ils peuvent user dans leurs provinces du *Pallium*, *id.* 243. Le Pape l'accorde quelquefois à de simples Evêques, *id.* 244. Quand il passe d'un siège à un autre, il en faut demander un nouveau, avec lequel on l'enterre après son décès, *ibid.* Cas dans lesquels le Métropolitain supplée la négligence de ses Suffragans, *id.* 246. Il reçoit l'appel de leurs Sentences, *ibid.* Il vitte leurs Dio-



cèles, *id.* 247. L'usage des visites semble aboli, *id.* 248. Ils peuvent nommer des Vicaires pendant la vacance du siège Episcopal, *id.* 249. Ils peuvent la croix élevée & officier pontificalement dans les Diocèses de leurs Suffragans, *ibid.* C'est encore à eux de les consacrer, *id.* 250, & de leur faire prêter la promesse d'obéissance. *id.* 251, v. *Aix, Autun, Bordeaux, Narbonne, Pairs de France, Reims, Toulouse.*

*Archevêque de Paris, v. Cardinaux, Délé, Jurisdiction, Lyon, Ravennes.*

*Archevêchés du Royaume de France & les Dignités de leurs Chapitres.* T. II, 388 & suiv. v. *chacun à sa lettre.*

*Archichapelain, v. Chapelles.*

*Archidiaconé (l')* est moins une dignité de la Cathédrale que du Diocèse, *id.* 513, v. *Incompatibilité.*

*Archidiacre, la taxe en argent au lieu de vivres dans les visites, varie beaucoup pour les Archidiacres, & ils ne la peuvent faire payer qu'une fois par an.* T. I, 277. L'Archidiacre est supérieur à l'Archiprêtre en autorité. T. I, 463. Il occupe encore la première place dans plusieurs Eglises, *id.* 464. Dans son origine il n'étoit que le premier des Diacres, comme l'Archiprêtre le premier des Prêtres, *id.* 465. Chaque Eglise Cathédrale n'avoit anciennement qu'un seul Archidiacre qui étoit le premier des Diacres, *id.* 466. Entreprises des Diacres contre les Prêtres, *ibid.* Les Evêques confient leur Jurisdiction aux Archidiacres, *id.* 467. Ceux-ci faisoient exercer leur Jurisdiction contentieuse par des Officiaux, *ibid.* Les Evêques les

en dépouillerent vers le milieu du treizième siècle, *id.* 468. Quelques-uns y renoncèrent volontairement & s'en font dédommager, preuve, *id.* 469. Les Archidiacres de Paris sans Grande Vicairie, ne du Chapitre pendant la vacance du Siège, *id.* 470. Ceux de Chartres & de Baume s'y maintiennent encore aujourd'hui, *id.* 471. Le Parlement de Paris ne leur est pas favorable, *ibid.* v. *Fabriques.* Sur quoi l'Archidiacre peut-il statuer dans ses visites, *id.* 481. Il peut imposer quelques peines légères aux Prêtres qui lui sont soumis, *id.* 482, mais non pas des censures, *ibid.* Il ne visite que les Eglises Paroissiales, à moins qu'il ne soit fondé sur les autres en possession ancienne, sur les Collégiales ou les Monastères, *id.* 483. La qualité de Curé primitif ne donne point au Chapitre le droit de visiter, *id.* 484. Souvent les Archidiacres visitent les Cures appartenantes à l'Ordre de Malthe & de S. Jean de Jérusalem, *id.* 485. On le conteste aux Evêques, mais mal-à-propos, *id.* 486. Ils ne peuvent statuer que sur le spirituel, *ibid.* La visite des Paroisses situées dans le chef lieu de la Commanderie est réservée à l'Evêque en personne, *id.* 487. Il y a quelques Diocèses dans ce Royaume où les Archidiacres ne peuvent faire de visites sans une commission spéciale de leurs Evêques, *id.* 488. Les Archidiacres sont fondés en droit commun pour visiter, *id.* 489. Il est imprescriptible, *ibid.* L'Evêque, en cas d'abus, peut le lui interdire, *id.* 490. Les visites de l'Evêque & de l'Archidiacre, ne doivent pas concourir, *id.* 491. Il

peut, en cas de légitime empêchement, commettre pour la visite, *id.* 491, voyez *Annate*, *Déport*, *Synodale*. Les Archidiacres qui nomment des Desservans, doivent les faire approuver par les *Fuajues*, *ca.* 567. Ceux de Paris ont la dépouille des Curés, *ibid.* Ceux de Saintes ont l'option du lit ou du cheval, *ibid.* Ce droit vient originairement des Religieux Bénéficiers, dont l'Abbé prend la chappe & le breviaire, *id.* 508, v. *Installation*. Les Curés quittent l'école en leur présence dans les visites, *id.* 511. L'Archidiacre doit être Diacre par le droit commun, *id.* 514. On n'exige point en France qu'il se fasse promouvoir à la Prêtrise, *ibid.* L'Archidiacre de Vienne n'a d'autre fonction que de chanter l'Evangile aux jours solennels, *id.* 515, v. *Archiprêtres*. Les Archidiacres ne peuvent ni marier, ni commettre. T. IV, 2, p. 170. Ils ont dans leurs lettres le *Regimen animarum*; mais n'ont pas le pouvoir de confesser. T. I, 383. Ils avoient l'administration des biens d'Eglise, & prêtoient à ce sujet serment de fidélité aux Evêques. T. I, p. 21. Ses obligations à certaines Fêtes & jours de l'année, *id.* 114. L'Archidiacre & l'Archiprêtre, à parler exactement, sont les seules dignités de droit dans les Cathédrales, *id.* 115, v. *Annates*, *Curés*, *Fabriques*.

*Archiprêtre* (l') avec l'Archidiacre sont les seules dignités de droit des Cathédrales. T. I, p. 115, v. *Archidiacre*. L'Archiprêtre anciennement étoit le plus ancien des Prêtres. T. I, 515. Il faisoit à l'Eglise les fonctions de l'Evêque

en son absence, *ibid.* Il partageoit avec l'Archidiacre la Jurisdiction de l'Evêque, *id.* 516. A quoi sont réduits aujourd'hui les droits des Curés de la Magdeleine & de l'Anacréon à Paris, *ibid.* Les Archiprêtres doivent être Prêtres, *id.* 517, v. *Doyens Ruraux*.

*Argent*, v. *Profession religieuse*.

*Arles*. Prétentions de l'Archevêque d'Arles à la Primatie, mal fondées. T. I, 192. Arles est la troisième Métropole. Cette Eglise a sept tant Dignitaires que Personnels. T. II, 590, v. *Religion chrétienne*, *Lyon*.

*Armes*. Le port des armes & la profession militaire ne causent point l'irrégularité. T. II, 384, & ne font point vacquer les Bénéfices déjà acquis, *id.* 585, v. *Religieux*. Excommunication contre les Religieux qui gardent des armes. T. II, 432. La profession des armes ne fait pas vacquer un Bénéfice de plein droit. T. III, 657.

*Arras* (l'Eglise d') a six Dignitaires. T. II, 596, v. *Curés d'Arras*, *Dévolutaires*. Indult accordé par le Pape Clement IX à Louis XIV Roi de France, pour nommer à l'Evêché d'Arras, & aux Bénéfices qui y sont situés. T. V, p. 319.

*Arrérages*. Les dixmes n'arréragent point en France. T. IV, 172. L'Eglise peut demander vingt-neuf années d'arrérages sans diminution, sous prétexte de guerre & autres accidens. T. IV, 193, v. *Dixmes*.

*Arrêt de défense*, v. *Appel comme d'abus*.

*Arrhes*, v. *Fiançailles*.

*Artisans*, v. *Domicile*.

*Artois*. Usage particulier de l'Artois, où les Religieux choisissent trois sujets, dont ils en présentent un

au Roi. T. II, 783, v. *Excellative des Gradués, Indult.*

*Affassinat*, v. *Crimes.*

*Affassins*. Excommunication contre les assassins. T. II, 773.

*Assemblées*, v. *Représentation.*

*Assemblées du Clergé*, qui condamne une proposition sur le pouvoir illimité du Pape. T. I, p. 142. Le Primat de Lyon n'a pas même la préséance dans les assemblées du Clergé. T. I, 206.

*Assemblées du Clergé*. Les Députés du second Ordre dans ces assemblées gardent le rang de leurs Ordres. T. I, 194, v. *Décimes, Evêques.*

*Assemblées Provinciales*. Le Grand Vicaire du Chapitre Métropolitain peut convoquer, pendant la vacance du Siège, l'Assemblée Provinciale. T. I, 416.

*Affesseur*, v. *Actions.*

*Assignation*. Excommunication contre les Clercs qui font assigner d'autres Clercs devant les Juges laïques. T. II, 451, v. *Actions, Jurisdiction contentieuse.*

*Assis*, ce que signifie ce mot. T. I, 714.

*Attestation*. Est-ce l'Evêque du domicile du Bénéfice qui doit donner l'attestation aux Résignataires. T. III, 362, v. *Resignation en faveur.*

*Aubaine*. L'exemption de l'Aubaine n'empêche point la faculté de tenir bénéfices. T. II, 330, v. *Origine.*

*Aube*, v. *Office divin.*

*Aubigné* (d') Evêque de Noyon, v. *Noyon.*

*Aubrac*. La Dommerie d'Aubrac étoit anciennement un Hôpital. T. I, p. 72.

*Avénement*, v. *Joyeux avénement.*

*Aveu & dénombrement*, v. *Immunités des Bénéficiaires.*

*Aveugles*, v. *Témoins.*

*Auguste*, le mot d'Auguste n'est point propre aux Villes capitales. T. I, p. 236 & suiv.

*Augustin* (S.) v. *Chanoines réguliers.*

*Avignon*. Les habitans d'Avignon sont réputés regnicoles. T. II, p. 328. Le Roi confère de plein droit le Doyenné de Tarascon. T. II, 669, v. *Vice-Ligat d'Avignon, Universités*. Lettres Patentes du Roi en exécution d'Arrêt du Conseil d'Etat privé du Roi, obtenues en faveur de l'Université d'Avignon, étant Primicier de ladite Université, Messire Michel de Benoit, Auditeur de la Rote du sacré Palais dudit Avignon. T. V, p. 200.

*Avis*, v. *Partage.*

*Aumônes*. Les aumônes distribuées de tout temps par les Communautés, sont présumées d'obligation. T. IV, 285. Les Evêques dans les derniers siècles régloient encore les aumônes, dont les Bénéficiaires sont tenus, T. IV, 365. La portion des pauvres paroît avoir été confondue avec celle des Bénéficiaires, *id.* 366. Le Titulaire doit-il faire ses aumônes aux pauvres du lieu où est le Bénéfice, *id.* 368.

*Aumôniers*. Les Chapitres exempts ne peuvent exercer leur Jurisdiction sur les Aumôniers des Evêques. T. I, 455 & suiv. encore qu'ils soient membres du Chapitre, *id.* 456. Il est défendu aux Aumôniers de marier les Officiers & Commensaux de la Maison du Roi, les Officiers de guerre & soldats. T. IV, 2. p. 69. Les Aumôniers de vaisseaux doivent être approuvés de leur Evêque. T. IV, 2. p. 371.

*Aumusse*, origine de l'aumusse. T. I, p. 620. Quand a-t-on cessé de la porter sur la tête. *id.* 621.

*Avocat*. Il est défendu aux Ecclésiast.

tiques d'exercer la profession d'Avocat. T. II, 361. Un Avocat peut-il épouser la fille de sa cliente. T. IV, p. 157. v. *Barreau*. *Cas privilégiés*, *Crimes*, *Empêchemens*, *Monitoires*.

*Avranches* (l'Eglise d') a sept Dignitaires. T. II, 604.

*Ausich* ne fut pas long-temps dans la dépendance de la Primarie de Bourges. T. I, 202. L'Eglise d'Ausich est la quatrième Métropole, elle a quinze Dignités & cinq Canoniques honoraires, T. II, p. 591.

*Aurels*. Qu'est-ce que le rachat des Aurels. T. I, p. 28. Les Chanoines doivent servir l'Evêque à l'Aurel. T. I, 460.

*Autun*. L'Evêque d'Autun est Président né des Etats de sa province. T. I, 283. L'Eglise d'Autun a dix Dignitaires. T. II, 598. Le droit de l'Eglise d'Autun sur celle de Lyon, n'est pas antérieur au treizième siècle. T. II, 626 & suiv.

*Auxerre* (l'Eglise d') a six Dignitaires & deux Personnats. T. II, p. 605, v. *Peregrin*.

*Aydes* (droits d') v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Aziles*. L'usage des aziles dans les Eglises est aboli. T. IV, p. 634.

## B.

**B**ACCALAUREAT, voyez *Dignitaires*.

*Bacheliers*. Qu'entend-on par les Bacheliers formés & courans. T. III, page 110, v. *Théologal*.

*Bagues*, v. *Fiançailles*.

*Bail*, v. *Baux*.

*Baladins*, v. *Domestic*.

*Ban*, v. *Ecclesiastiques*.

*Bancs*. La concession des bancs ne passe point aux hoirs du Concession-

naire. T. I, 816. Arrêt notable sur cette matière, *id.* 817. Dans la concession des bancs les héritiers doivent être préférés, *ibid.* & suiv. Le Concessionnaire perd son droit, par sa retraite hors de la Paroisse durant un an & un jour, *id.* 819, v. *Sépulture*.

*Bannissement*. Les Juges qui bannissent un Bénéficiaire à perpétuité hors du Royaume, doivent lui ordonner de se défaire de son Bénéfice. T. IV, p. 7. L'Official ne peut condamner au bannissement. T. IV, 615.

*Banquiers expéditionnaires*. Un Banquier ne peut se charger des expéditions de deux concurrents à un même Bénéfice. T. II, 689, v. *Provisions*. Leurs droits pour la sollicitation des Balles. T. II, p. 769 & suiv. v. *Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome*. Qualités & devoirs des Expéditionnaires. T. III, 305. Ils ne peuvent se charger le même jour d'envoi des dépêches de deux personnes pour le même Bénéfice, *id.* 306. Celui qui se sert d'un courrier extraordinaire, doit passer devant Notaires un marché avec lui, *id.* 307. Ceux qui demeurent à Rome même sont tenus de recourir aux Banquiers de France, *id.* 308. Le jour de l'envoi & de la réception doivent être écrits en toutes lettres & non en chiffres, *ibid.* La date est censée prise à Rome du jour que le courrier arrive, & elle ne sert que pour un an, *id.* 309, à quoi sont tenus les Banquiers qui par leur faute & autres voyes injustes, empêchent quelqu'un d'obtenir un Bénéfice, *id.* 336. Edit du Roi sur les fonctions des Banquiers expéditionnaires en

Cour de Rome. T. VI, 83. Lettres Patentes de Louis XV, concernant les Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome. T. VI, 86. Tarif qui règle les droits qui doivent être payés aux Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, & de la Vice-Légation d'Avignon. T. VI, p. 97.

**Bans.** Loix de l'Eglise sur la publication des bans. T. IV, 1. p. 41 & *suiv.* Elles sont observées par les Protestans même, *id.* 43. Nos Rois ont conformé leurs Ordonnances aux Loix de l'Eglise, *ibid.* La publication n'est pas absolument nécessaire pour la validité du Mariage, *id.* 44. Elle n'est pas d'usage dans les mariages des Souverains & autres ordonnés par justice, *id.* 45. Les Ordonnances ne la jugent essentielle que pour le mariage des mineurs, *id.* 46. Les Evêques peuvent-ils dispenser des trois bans, *ibid.* & *suiv.* sur-tout quand il s'agit de mineurs, *id.* 48. L'omission des publications est une faute grave, à moins qu'elle ne se fasse en vertu d'une dispense de l'Evêque, *ibid.* & *suiv.* Il n'est point d'usage en France de publier après la célébration, *id.* 49. D'autres que les Evêques accordent en France les dispenses de bans, *ibid.* Causes légitimes de la dispense des bans, *id.* 50. Quand l'empêchement pour lequel on réhabilite le mariage peut devenir public, on doit demander la dispense des trois bans, *id.* 51. Les dispenses d'un ou de deux doivent être insinuées, mais non pas celles de trois, *ibid.* Quand les parties sont de deux Diocèses, il faut avoir dispense des deux Evêques, *id.* 52. Les

bans doivent être publiés par le Curé ou par un Ecclésiastique commis de sa part, *id.* 53, à la grand'Messe de Paroisse un jour d'obligation, *ibid.* Peut-on publier à Vêpres, *id.* 54. La publication doit se faire à haute & intelligible voix, *ibid.* Il faut qu'il y ait un intervalle au moins de vingt-quatre heures entre chaque publication, *id.* 55. Quel est le Curé qui doit publier les bans & célébrer le mariage, *ibid.* Les Loix décident que c'est celui du domicile ou du séjour ordinaire, c'est à dire, où on demeure depuis six mois ou un an, *id.* 57, v. *Domicile.* La Déclaration de 1697, se borne-t-elle à la simple publication des bans, *id.* 60. Le Curé de la Paroisse qu'on a quittée depuis onze mois, peut-il célébrer le mariage, *id.* 62. Si le nombre des publications va au-delà de trois, l'Evêque peut-il dispenser du surplus, *id.* 63. Si les parties sont de deux Diocèses il faut la dispense des deux Evêques, *id.* 64. On ne doit pas publier les bans des mineurs sans le consentement de leurs père & mère, *id.* 66, v. *Empêchemens.* Extrait des Mémoires du Clergé sur tout ce qui a été dit de la publication des bans, *id.* 74 & *suiv.* Insinuation & contrôle, dispenses & publications de bans, *id.* 77 & *suiv.* v. *Consentement des parens, Dispense des empêchemens dirimens, Mariages, Patron N°.* 3. **Baptême.** L'Eglise a attaché l'irrégularité à la négligence de ceux qui diffèrent leur Baptême presque à la fin de leurs jours. T. II, 285, v. *Neophytes.* L'administration du Baptême est-elle une fonction interdite aux Docrates, *id.* 289. Le

troisième empêchement prohibitif est aussi produit par la parenté spirituelle dans le Baptême. T. IV, 2, p. 153 & *suiv.* Le Procureur ne contracte pas l'alliance, mais celui qui le commet, *id.* 154. Pour la contracter il faut avoir l'âge de raison, *id.* 155. Le pere qui baptise son propre enfant dans la nécessité, ne contracte point d'empêchement, *id.* 156. Ce que c'est que le Baptême, l'eau naturelle en est la matiere. T. IV, 2, p. 330. Quelle est la forme de ce Sacrement, *id.* 331. Hors le cas de nécessité, le Baptême doit être conféré dans l'Eglise, *id.* 332. Le peut-on différer, *ibid.* v. *Parvins & Martines.* Ce que doivent contenir les Registres de Baptême, *id.* 333. Dans la nécessité toute personne peut baptiser, ordre qu'on doit suivre à ce sujet, *id.* 334. Celui qui n'est pas baptisé peut-il conférer ce Sacrement, *ibid.* On ne peut se baptiser soi-même, *id.* 335. Comment baptiser un enfant qui n'est pas tout-à fait sorti du sein de sa mere, *id.* 335. Il faut porter à l'Eglise l'enfant qui a été baptisé à la maison, pourquoi, *ibid.* & *suiv.* En quel cas on confère le Baptême sous condition, ou qu'on peut présumer qu'une personne a été baptisée, *id.* 336. Peut-on prier pour celui qui n'ayant point été baptisé, meurt dans la croyance qu'il l'a été, *id.* 337. v. *Administration du Baptême, Adultes, Affinité, Bigamie, Compaternité, Galères, Grossesse, Infidèles, Registres.*

**Barbe.** Les Ecclesiastiques portoient communément la barbe rasée. T. II, 154.

**Barreau.** La profession du Barreau ne

fait pas vaquer le Bénéfice de plein droit. T. III, 657.

**Barthelemy des Martyrs**, v. *Pie IV.*  
**Bas-Chœur**, v. *Chapelains.*

**Basile** (l'Empereur) v. *Jean VIII.*  
**Barards** (les) sont de deux espèces.

T. II, 334. Ceux qui sont nés dans la bonne foi de leurs peres & meres, ne sont point réputés barards. T. II, 335. Ils peuvent être légitimés pour posséder tous les Bénéfices & dignités, à l'exception du Cardinalat, *id.* 336, mais non les adultères & les incestueux, *id.* 337. On ne permet pas même aux peres & meres de leur faire des donations particulieres, *ibid.* Il est permis de leur donner, pourvu que la donation ne soit pas universelle, *id.* 338 & *suiv.* Les incestueux sont légitimes par le mariage subséquent, joint à la dispense du Pape, *id.* 339. L'enfant né d'un Prêtre & de sa femme légitime, est inhabile aux Ordres, mais non à la succession, *id.* 341. Cette irrégularité est inconnue dans l'Eglise Grecque, *id.* 342. Elle n'étoit pas connue dans l'Eglise Latine au milieu du douzième siècle, *ibid.* & *suiv.* Elle est levée par la profession religieuse pour les Ordres & les Bénéfices simples, *id.* 343. La profession ne leve pas les autres irrégularités dans les Religieux, *id.* 344. Les Evêques en dispensent pour les Ordres mineurs & les Bénéfices simples, *ibid.* Ils ne le peuvent pour les Ordres sacrés, quoique le crime soit secret, *id.* 345. Statuts des Chapitres du Royaume contre les illégitimes, *id.* 346. L'usage a réservé au Pape cette dispense pour les Canoniques des Cathédrales, *id.* 347. Quand leurs Statuts ont été

été confirmés par le Pape, il faut y déroger formellement, *id.* 348, v. *Filles*. La dispense pour les Ordres ne s'étend point aux Bénéfices, *id.* 349. Celle qu'on obtient pour un Bénéfice ne sert point pour un autre, *ibid.* & *suiv.* La clause *si orator incontinentia paternæ imitator non sit*, n'est point essentielle à la grace, *id.* 350, v. *Enfans exposés*. Un fils illégitime ne peut pas posséder un Bénéfice dans l'Eglise où son père a été titulaire, *id.* 352. Cette défense ne s'étend pas jusqu'aux Succursales des Cures, *id.* 353.

**Bâtimens.** Les biens d'Eglise étoient chargés de l'entretien des bâtimens. T. I, p. 34.

**Bâtimens Ecclesiastiques.** Le quart ou le tiers des revenus de l'Eglise étoit anciennement affecté à l'entretien de tous les bâtimens. T. IV, 372. On y oblige par la suite les Titulaires au *pro rata* de leurs revenus, *id.* 373. La distinction du chœur & de la nef par rapport aux réparations, commence vers le treizième siècle, *ibid.* & *suiv.* Elle devient générale dans le seizième siècle, *id.* 375, v. *Cancel*. Les gros Décimateurs sont aujourd'hui tenus des réparations du chœur & du cancel, tant dans les villes que dans les campagnes, *id.* 376. Quand même la ruine viendrait du tonnerre ou incursion des ennemis, *id.* 377. Qu'entend-on par grosses, moyennes & menues réparations, *id.* 378. Les Décimateurs sont tenus de toutes sans distinction, *ibid.* v. *Livres*, *Ornemens*, *Stalles*, *Tabernacle*, *Vases*. Les noyales, les menues dixmes & les gros des Curés y sont-ils assujettis, *id.* 380. Arrêt remar-

Tome IV. II. Partie,

quable contre les Prémontres pour la paroisse de Brouchy, *id.* 382. Jusqu'à quelle somme en sont-ils tenus? *ibid.* L'obligation de réparer est solidaire, *id.* 383. Quand les dixmes sont insuffisantes on recourt sur les fonds exempts de dixmes, *id.* 384. Les réparations de la nef sont la principale charge des revenus de la fabrique, *ibid.* Les deniers patrimoniaux de la Communauté y doivent être employés subsidiairement, *id.* 385. Qui est tenu des ailes ou bas côtés du chœur & du clocher? *ibid.* A la charge de qui est l'entretien des cloches, *id.* 386. Les gros Décimateurs doivent fournir pour les réparations extraordinaires, jusqu'au tiers de leur revenu, *id.* 387. Les propriétaires des biens de la Paroisse sont tenus à réparer la nef au défaut de la fabrique, *id.* 388. Les Paroissiens qui n'y possèdent point d'héritages, sont presque par-tout déchargés, *id.* 389. L'ancien usage de l'Eglise d'Angleterre est conforme à cette règle, *ibid.* Les gros Décimateurs d'une Paroisse, qui y possèdent d'autres biens que les dixmes, sont tenus de contribuer à la réparation de la nef, *id.* 390. Le Curé primitif abandonnant les dixmes seulement, demeure déchargé des réparations du chœur, *ibid.* La simple qualité de Patron ou de Curé primitif, n'oblige point aux réparations, *id.* 391, v. *Luminaire*, *Maisons Presbytérales*, *Maisons religieuses*. Les gros Décimateurs sont-ils tenus de l'entretien du chœur, des annexes ou succursales, *id.* 410. Précautions qu'ils doivent prendre lors de leur érection, *id.* 411. Les droits de l'Eglise mari-

c

ce ne doivent point souffrir de l'érection des Chapelles, *id.* 412. Le Fermier emphytéotique ne peut rien prétendre pour les augmentations faites aux bâtimens, *id.* 412. Les Baillifs Royaux, à la Requête du Procureur du Roi, doivent faire saisir les revenus du Bénéficiaire, pour être employés en réparations, *id.* 413. Leurs visites se doivent faire gratuitement, *id.* 414. La voie la plus courte pour pourvoir au rétablissement des nefs & Presbyteres, est de recourir aux Intendans, *id.* 415. Capitulaires de Charlemagne sur les réparations des bâtimens ecclésiastiques. T. V, p. 122. Ordonnance de Charles VI sur le même sujet, *id.* 122. Déclaration du Roi concernant les bâtimens que font faire les Religieux Mendians. T. V, p. 458, v. *Cathédrales, Communautés, Fabrique, Régale.*  
**Baux.** Défense aux Bénéficiaires d'affermer leurs biens par bail sous signature privée. T. IV, 312. Les baux doivent être registrés au greffe du domaine des gens de Main-morte, *ibid.* & *suiv.* Droits d'un Greffier tant pour l'enregistrement que pour le contrôle, *id.* 313. On n'en décharge pas même les Chevaliers de Malthe, *id.* 325. Les baux ecclésiastiques ne doivent point excéder neuf années, *id.* 326. Ils ne doivent pas se faire non plus par anticipation, *id.* 327. Ceux qui les ont passés ne peuvent en demander la résolution, *id.* 318, v.  
*Baux emphytéotiques, Pots-de-vin.* Les publications, affiches & enchères sont-elles absolument requises pour les baux ordinaires. T. IV, 330. Elles semblent l'être dans les baux du bien des Hôpitaux & des

pauvres, *id.* 331 & *suiv.* Les Curés ne peuvent prétendre la préférence dans les baux des dixmes de leurs Paroisses, *id.* 332. Il ne leur est pas permis de se rendre Fermiers des biens de leurs Eglises. *ibid.* Les baux des Bénéficiaires expirent par leur mort, *ibid.* & *suiv.* mais non par la résignation en faveur, *id.* 138, sans que le Fermier puisse prétendre aucun dédommagement, *id.* 334. L'économe est tenu d'entretenir les baux pour l'année courante, *id.* 335. Durant la vacance il peut faire des baux pour trois ans, *ibid.* & ces baux lient les mains au nouveau Prélat, *ibid.* v. *Grains, Maisons, Pailles.* Défenses aux Gentilshommes, &c. de prendre à ferme les biens d'Eglise, *id.* 340. Abus qui s'est introduit dans la province de Picardie au sujet des baux, *ibid.* Louis XV a donné un Arrêt de son Conseil pour y remédier, *id.* 341 & *suiv.* v. *Partage du revenu des bénéfices.* Déclaration de Louis XIV, qui défend aux gens d'Eglise de passer leurs baux sous signatures privées. T. V, p. 145. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant règlement pour le contrôle des baux des revenus des Communautés séculières & régulières, & autres gens de Main-morte, tant pour le passé que pour l'avenir. T. V, 146, v. *Aliénations des biens d'Eglise, Biens Ecclésiastiques, Dixmes.*  
*Baux emphytéotiques.* Abus occasionnés par les baux emphytéotiques. T. IV, 329.  
*Baux emphytéotiques & à vie, voyez Aliénation des biens d'Eglise, Lods & Ventes.*  
*Bayeux* (l'Eglise de) a quatre gran-



- des dignités & huit moindres. T. II, 603.
- Bayonne* (l'Eglise de) n'a aucune dignité. T. II, 593.
- Bazas* (l'Eglise de) a six dignitaires. T. II, 592.
- Beauvais* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 602, v. *Pairs de France*, *Vicaires*.
- Bedeaux*. Quel est le droit du Curé sur les Bedeaux & autres serviteurs de l'Eglise. T. I, 813. Arrêts favorables aux Curés, *id.* 814.
- Belgique*, v. *Religion chrétienne*.
- Belloy*, v. *Le Bellay*.
- Belzunce Evêque de Marseille*. Benoît XIV lui envoie le *Pallium*, pourquoi? T. I, 244.
- Bénédictins de la Congrégation de S. Maur*, v. *Pensions*.
- Bénédiction*. Les Chanoines communément ne s'agenouillent pas à la bénédiction de leur Evêque. T. I, 459. Doit-il se découvrir en la donnant, *ibid.*
- Bénédiction Episcopale*. Les Laïques doivent la recevoir à genoux; le Prédial de Reims & d'Aufsch, y furent contraints avec d'autant plus de raison, que les Parlemens & le Roi même s'y soumettent. T. I, 254. Privilèges de quelques Chanoines de Cathédrales à ce sujet, *ibid.* & *suiv.* Les Empereurs & les Rois se sont toujours acquittés de ce devoir religieux envers leurs Evêques, *id.* 255.
- Bénéfices*. Introduction au Traité des Bénéfices, & les questions qui le composent. T. I, p. 1 & *suiv.* Origine & étymologie du nom de Bénéfice, *id.* 5. Les Rois de France en donnoient aux gens d'Eglise comme aux Laïques, *id.* 6. Les bénéfices ou les biens qui y sont annexés appellés prébende, *id.* 12.

Prétière, *id.* 13, Obédiences ou Manses, *id.* 14. Titres, Personnats, *id.* 16, quelquefois appellés *Sacerdotes*, *id.* 19. Quand les bénéfices ont pris leur consistance, *id.* 56. Il ne peut y avoir de bénéfices sans revenus temporels, *id.* 57. Le bénéfice doit être à perpétuité, *id.* 58. Les pensions ne sont point des bénéfices, *ibid.* Le bénéfice ne peut être accordé qu'à un Clerc, *id.* 61. On assure quelquefois à Rome des bénéfices à des enfans non consacrés, *id.* 62. La fin principale des bénéfices est le Culte divin, *id.* 63. Les places monachales ne sont pas de vrais bénéfices, *id.* 64: Les places de Chanoinesses non plus que les Prébendes des Rois de France & les bourses des Collèges, *id.* 65, 66 & *suiv.* Un bénéfice doit être érigé par l'Evêque, *id.* 74, ou par ceux qui ont la Jurisdiction Ecclésiastique, *id.* 75. Sur le refus de l'Evêque on peut s'adresser au Métropolitain, *id.* 77. Quand les charges d'un bénéfice ne sont pas connues, c'est à l'Evêque à les régler, *id.* 93.

Les bénéfices se divisent en séculiers & réguliers. T. I, p. 102. Dans le doute on présume qu'ils sont séculiers, *id.* 103. La prescription change l'état & la qualité du bénéfice, *id.* 104. Les bénéfices mixtes, doubles & simples, *id.* 106. Les Canoniciats sont-ils des bénéfices simples, *ibid.* & *suiv.* Tous les bénéfices anciennement obligeoient à la résidence, *id.* 107. Le Grand Vicair ne peut conférer les bénéfices, dont la libre disposition appartient à l'Evêque. T. I, 322 & 339. Le pouvoir de conférer un tel bénéfice quand il va-

c ij

quers, emporte une réserve défendue par les Canons. T. I, 342. Le bénéfice ne peut être conféré que par un grand Vicaire, mais peut-il le faire en présence de son Evêque, *id.* 343. Il peut conférer hors du Diocèse, *id.* 344. L'Evêque peut séparer la collation vicieuse faite par son Vicaire, *id.* 345. Le grand Vicaire ne peut conférer à son Evêque, *id.* 346 & *suiv.* Le Chapitre ou son grand Vicaire peut-il disposer des bénéfices dévolus à l'Evêque le Siège vacant. T. I, p. 419. Pourquoi il ne donne point les bénéfices de l'Evêque, *id.* 421. A qui appartient le droit de conférer les bénéfices. T. II, 514. Voies & moyens par lesquels on peut parvenir aux bénéfices. *id.* 703. On ne peut demander pour soi un bénéfice à charge d'ames, *ibid.* Quelques Conciles déclarent incapables ceux qui le font, *id.* 704. Exception pour les bénéfices simples, *ibid.* Lettres Patentes du Roi, sur l'Arrêt du Conseil, attaché sous le contre-seal concernant les bénéfices de l'étendue des trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun, pour les résignations. T. V. p. 326. Déclaration du Roi concernant les unions des bénéfices. T. VI, p. 114. Déclaration du Roi, qui modifie & interprète le précédent Edit. T. VI, p. 115. Déclaration du Roi, concernant les bénéfices, dont la disposition appartenait au Prince de Conty. T. VI. p. 298. Qualités nécessaires pour être pourvu des bénéfices Ecclésiastiques. T. II, p. 151, voyez *Age, Aliénations, Amortissement, Armes, Aubrac, Autels; Banquiers*

*expéditionnaires, Bénéfices en titre; Bénéfices litigieux, Bénéfices manuels, Bénéfices mixtes, Bénéficiaires, Bénéficiaires réguliers, Biens d'Eglise, Bigamie, Brevetaires; Campagnes, Canoniciats, Censures, Chanoines, Chrétiens, Clercs, Clergé de France, Collateurs, Collations, Collation des bénéfices par les Laïques, Collation des Chapitres, Collation des Evêques, Collation des Ordinaires, Commende, Confiance, Confidenciaires, Crimes, Curés, Cures régulières; Cures séculières; Degrés, Démission, Dévotat, Dignes, Dignités, Donations; Economes, Election, Erection, Espagne, Esprit saint, Etrangers, Evêques; Fiefs, Fondateurs, Fondations; Gradus; Homicide, Honneurs ecclésiastiques, Hôpitaux; Impétration, Incompatibilité des bénéfices, Indult, Indultaires, Infamie, Infirmités, Intrus, Joyeux avènement, Irrégularité, Irréguliers; Lays-Majesté, Liberté; Malice, Mandats, Mendians, Meurs, Morts; Naissance, Nomination du Roi; Offices, Ordinaires, Ordination, Origine; Pape, Partage du revenu des bénéfices, Patrimoine, Patronage laïque, Pénitencier, Pensions, Permutation, Personats, Pluralité des bénéfices; Possession triennale, Possessoire, Prestimones, Prévention, Privation des bénéfices, Professions viles, Provisions, Recteur, Régale, Règles de la Chancellerie Romaine, Regrets, Religieux, Résidence, Résignation en faveur, Résignation pure & simple; Science, Séquestre, Serments de fidélité, Serfs, Simonie, Supplique, Suppression, Suspense; Titre Clerical, Tonsure Clericale; Vacance des bé-*

*néfices, Vertu, Vicaires (grands), Vicaires perpétuels, Vicairies perpétuelles, Vices naturels, Vidames, Union des bénéfices, Usurpation.*

*Bénéfices à charge d'ames, v. Election.*

*Bénéfices de Bretagne.* Edit d'Henri II, qui règle les droits du Pape sur les bénéfices de Bretagne. T. VI, p. 28. Déclaration du Roi, portant confirmation du susdit Edit, concernant les droits du Pape au pays de Bretagne. T. VI, p. 29. Déclaration du même sur le même sujet. T. VI, p. 31.

*Bénéfices consistoriaux.* On dépouille le Parlement de la connoissance des affaires concernant les bénéfices consistoriaux. T. II, 775 & suiv. Les nommés par le Roi aux bénéfices consistoriaux, sont tenus de prendre des Bulles au plus tard dans neuf mois, *id.* 794. Les bénéfices consistoriaux ne sont point sujets à la réserve *in Curia*. T. III, 278. Pour plus grande sûreté, on fait prendre à ceux qui y vont un indult de *non vacando*, *id.* 279. Manière de pourvoir aux bénéfices Consistoriaux. T. III, 317. Le Cardinal protecteur le préconise dans le Consistoire, *id.* 319. La démission des bénéfices consistoriaux se fait entre les mains du Roi. T. III, 432. La démission faite entre les mains du Roi ne fait pas vaquer les Evêchés, *id.* 433. Usage particulier sur la résignation des bénéfices consistoriaux & sa rénovation. T. III, 458. On n'assujettit point les résignations des bénéfices consistoriaux à la règle de *publicandis*, &c. T. III, 526. Indult accordé par le Pape Clement IX à Louis XIV,

pour nommer aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun, & aux bénéfices consistoriaux qui y sont situés. T. V, p. 310. Lettres d'attache sur les Indults des Papes Alexandre VII & Clement IX, pour la nomination aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun, T. V, p. 323. Indult accordé par le Pape Clement IX à Louis XIV Roi de France, pour nommer à l'Evêché d'Elne ou Perpignan, & aux bénéfices consistoriaux qui y sont situés. T. V, p. 327. Indult accordé par le Pape Clement IX à Louis XIV, pour nommer aux bénéfices consistoriaux qui sont dans la Flandre & l'Artois. T. V, p. 330. Autre Indult accordé par le même Pape pour nommer aux bénéfices consistoriaux qui sont dans la Flandre Françoisé. T. V, p. 332. Déclaration du Roi, qui oblige les nommés par le Roi aux bénéfices consistoriaux, de prendre des Bulles dans les temps y marqués. T. V, p. 349. Autre Déclaration du même, qui règle ce qui doit être observé, en exécution de la précédente Déclaration, par les nommés aux bénéfices consistoriaux. T. V, p. 351. Déclaration de Louis XV qui oblige les nommés par Sa Majesté, à prendre des Bulles en Cour de Rome, & déclare privés de leur droit ceux qui y manqueront. T. V, p. 352. Déclaration du Roi, qui permet aux nommés par Sa Majesté aux bénéfices, d'en prendre possession civile, en cas de refus des Bulles en Cour de Rome, T. V, p. 353. Remontrances faites au Roi par le Clergé de France assemblé à Paris en 1596, sur les abus occasionnés par les susdites

- possessions, T. V, p. 354. Bref ou Indult Apostolique de Clement XII, concernant la disposition des bénéfices consistoriaux & autres y mentionnés, situés dans la Lorraine & le Barrois, T. VI, p. 489. Lettres Patentes de Louis XV, sur le Bref ou Indult ci-dessus, T. VI, 492, v. *Annate, Prise de possession, Profession de foi.*
- Bénéfices doubles & simples*, ce que c'est. T. I, p. 106.
- Bénéfices exempts*, v. *Dévotion, Union des bénéfices.*
- Bénéfices litigieux*, quand la Régale est ouverte le Roi dispose du bénéfice litigieux. T. II, 649, pourvu que le litige ait été formé six mois avant la mort de l'Evêque, id. 650, v. *Litige, Sentence*. Les parties contesantes ne peuvent pas s'accommoder au préjudice des droits du Roi, id. 652.
- Bénéfices manuels*, ce que c'est. T. I, p. 117.
- Bénéfices mixtes*, quels ils sont. T. I, p. 106.
- Bénéfices en régale*, v. *Régale.*
- Bénéfices réguliers*. Le Roi donne en commande à des Séculiers les bénéfices Réguliers. T. II, 641, v. *Abbé Commandataire, Collation, Gradués*, sur la fin de l'art. *Indultaire, Simonie, Union.*
- Bénéfices séculiers*. Les réguliers ont-ils besoin de dispense pour posséder des bénéfices séculiers. T. II, p. 35.
- Bénéfices simples*, voyez au mot *Bénéfices*. Voyez & moyens par lesquels on peut parvenir aux bénéfices, &c. v. *Bâtards, Bigamie, Canoniciens, Décimes, Dignes, Partage du revenu des bénéfices, Résidence, Visa.*
- Bénéfices en titre*, ce que c'est. T. I, p. 117.
- Bénéficiers*. Les Bénéficiers ne sont point amovibles *ad nutum*. T. I, p. 58. Les Chapellains de Saint Remi d'Avignon, ne sont pas Bénéficiers, pourquoi ? id. 60. Déclaration du Roi concernant les Bénéficiers de la sainte Chapelle de Paris. T. VI, p. 18.
- Bénéficiers réguliers*. Les Religieux qui professent une pauvreté absolue, ne peuvent être Bénéficiers. T. II, 9. Moyen de discerner les bénéfices réguliers des simples administrations, id. 10, v. *Cluny, Citeaux, Cures régulières, Prieurs Conventuels, Prieurs, Prêtres séculiers*. Les deux Chanoines réguliers d'Amiens ont la préférence sur les autres Chanoines, id. 14. Le Chapitre de Noyon leur donne l'exclusion, id. 25. Peuvent-ils résigner *in favorem*, sans le consentement de leur supérieur, id. 29. Jurisprudence du Grand Conseil sur ce point, *ibid.* C'est au supérieur & non pas à l'Evêque qu'appartient la révocation, id. 30. Ceux d'entre les Mendians qui passent dans l'Ordre de S. Benoît, &c. ne peuvent posséder de bénéfices sans dispense, id. 33, laquelle ne s'accorde que pour un seul, id. 34. Les Chanoines réguliers peuvent posséder librement les Cures de leurs Abbayes, *ibid.* v. *Bénéfices séculiers, Prémontrés, Trinitaires*. Dans quel temps un séculier pourvu d'un bénéfice régulier doit faire sa profession, id. 37. Sur le refus du Supérieur régulier, l'Evêque Diocésain peut l'admettre, id. 38. Les Evêques peuvent-ils conférer un bénéfice régulier. *profiteri volenti*, *ibid.* Deux bénéfices & même un seul avec

une pension, interdits aux Religieux, *id.* 39. Un Religieux doit-il être de la maison dont le bénéfice dépend, *id.* 40. Faut-il qu'il soit du même Ordre, *id.* 41, voyez *Abbayes en règle, Abbayes en Com-mende, Aliénation, Bien d'Eglise*, (administration des) *Clergé de France, Décimes, Dimissions, Distributions, Dons gratuits, Habits, Immunités des Bénéficiaires, Installations, Maisons Presbytérales, Office divin, Procuration, Résignation pure & simple des bénéfices, Revenus Ecclésiastiques, Suspense, Visites.*

*Benoît (S.)* veut que les Religieux Prêtres cèdent le rang non-seulement aux Abbés mais même aux plus anciens qu'eux qui ne le sont pas, hors dans un seul cas T. I, 166, v. *Bénéficiaires réguliers, Nomination.*

*Benoît*, (Chapitre de S.) v. *Filles des Cathédrales.*

*Benoît XIV.* v. *Belgique, Hollande, Dispenses de Mariage.*

*Bernardins.* Privilège des Bernardins sur les Religieux exempts, & de ceux dont l'Abbé a la Jurisdiction, *quasi Episcopale.* T. II, 126. Les Religieux Curés sont spécialement sujets à l'Ordinaire, *id.* 127. sans préjudice de leur soumission quant à la règle, aux Supérieurs Réguliers, *id.* 128.

*Bysançon*, cinquième Métropole, (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 593, v. *Coadjuteurs, Régale.*

*Bêtes vénimeuses*, v. *Tabernacle.*

*Bethléem.* Le Roi nomme à l'Evêché de Bethléem avec l'agrément du Roi. T. II, 792.

*Beziens* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 599, v. *Evêques.*

*Biens aliénés.* Déclaration de Louis XIV, concernant le retrait des biens aliénés. T. VI, p. 397.

*Biens d'Eglise*, v. *Clercs, Curés, Economes, Vidames, Usurpation.* Les Evêques eurent beaucoup de part aux aliénations des biens de l'Eglise. T. I, p. 10. Leur administration confiée en Occident aux Archidiacres, *id.* 21. Quelle étoit l'autorité des Evêques sur les biens d'Eglise, *ibid.* Les Magistrats de C. P. vouloient recevoir les comptes des Economes de l'Eglise, *id.* 22. Nos Rois ont défendu aux Evêques d'administrer par eux-mêmes les biens de l'Eglise, *ibid.* Les biens de l'Eglise étoient chargés de l'entretien des bâtimens & des pauvres, *id.* 34. Le partage de ces biens commence vers le cinquième siècle, *id.* 35. Attention de S. Gregoire à ce sujet, il est imité par les Evêques des onze & douzième siècles, *id.* 36. Soudi-vision introduite dans la part de l'Evêque depuis la cessation de l'hospitalité, *id.* 37. Sa portion excède celle des autres Clercs, pour le mettre en état d'exercer l'hospitalité, 39. Le partage de ces biens n'a jamais eu lieu en Orient, 38 & *suiv.* Quand les Evêques ont commencé à se décharger de l'administration des biens éloignés d'eux sur les Curés de la campagne, *id.* 48. Les biens d'Eglise ne sont pas purement temporels ou profanes. T. I, p. 57. Dans le onzième siècle les Chanoines partagent entr'eux les biens des Chapitres, & quittent la vie commune. T. I, 607. Plusieurs Papes & Evêques tâchent de s'y opposer, *id.* 608. Excommunications contre les Laïques qui forcent les

Prélats à leur assujettir les biens d'Eglise. T. II, 431, v. *Aliénation*. Administration des biens d'Eglise. T. IV, p. 322, v. *Baux*, *Partage du revenu*. Edit de Charles IX, contre les usurpateurs des biens d'Eglise. T. V, p. 70 & *suiv.* v. *Légs*. Edit de Charles IX qui permet au Clergé de rentrer dans ses biens vendus & aliénés. T. V, p. 97 & *suiv.* Déclaration d'Henri IV concernant le retrait des biens ecclésiastiques, T. V, p. 102. Edit de Louis XIII qui proroge le délai accordé au Clergé, pour rentrer dans ses biens vendus & aliénés. T. V, p. 103 & *suiv.* Déclaration du même, qui confirme les acquéreurs des biens d'Eglise dans leur possession, en payant au Roi le huitième denier. T. V, p. 107, v. *Rachat*. Déclaration de Louis XIV concernant la prescription & les décrets des biens d'Eglise. T. V, p. 111. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, & ensemble sur les réparations faites par les acquéreurs desdits biens. T. V, p. 112 & *suiv.* Déclaration du même qui accorde au Clergé un nouveau délai pour rentrer dans ses biens aliénés. T. V, p. 114. Déclaration du même, qui proroge le susdit délai. T. V, p. 117 & *suiv.* Lettres Patentes du Roi, portant attribution au Grand Conseil, de l'exécution de la Déclaration qui est ci-dessus, *id.* 121. Edit de Clotaire I, en faveur des biens d'Eglise. T. V, p. 149. Capitulaire de Charlemagne en faveur des biens d'Eglise, *id.* p. 149. Ordonnance de Saint Louis, qui confirme les privilèges accordés par ses prédécesseurs aux Eglises, *id.* 150. Ordonnance de Philippe

IV son petit-Fils, sur le même sujet, *id.* p. 150. Ordonnance de Charles VI, qui défend les exactions sur les biens du Clergé, *id.* p. 154. Articles accordés au Clergé de France, concernant les privilèges, *id.* p. 156, v. *Aliénation*, *Aliénation des biens d'Eglise*, *Amortissement des donations faites aux Eglises*; *Bâtimens*, *Biens aliénés*, *Biens Ecclésiastiques*; *Fabrique*; *Marguilliers*; *Partage du revenu des bénéfices*, *Prescription*; *Revenus Ecclésiastiques*; *Translocation de biens*; *Usurpateurs*.

*Biens Ecclésiastiques*. Les Chapitres exempts ne peuvent aliéner leurs biens sans le consentement de l'Evêque. T. I, 455, v. *Amortissement*, *Donations faites aux Eglises*, *Wicléf*. Ordonnance de Charles IX, sur les baux des biens Ecclésiastiques. T. V, p. 144. Edit de Charles IX, qui défend aux Ecclésiastiques d'affermir leurs biens aux Gentilshommes, Officiers du Roi & autres Privilégiés. T. V, p. 145, v. *Baux*. Déclaration du Roi en faveur du Clergé, portant exemption pour les biens Ecclésiastiques de la levée du cinquantième, droit de confirmation & de toutes autres taxes, impositions & levées, généralement quelconques; & confirmation, de toutes les immunités, franchises & libertés des droits & des biens d'Eglise, ensemble des Fermiers amodiateurs, Métayers & autres faisant valoir les biens & droits appartenans aux Eglises, comme aussi des Receveurs & Contrôleurs provinciaux, & particuliers des Décimes, & autres pourvus des charges & emplois appartenans au Clergé. T. V, p. 175, v. *Fin*.

Déclaration

- Déclaration de Louis XIV**, portant que les biens ecclésiastiques ne sont point compris dans celle du 14 Octobre 1710, qui établit la levée du dixième. T. V, p. 195.
- Biens fonds**, v. *Donations faites aux Eglises*.
- Biens propres**, v. *Propres*.
- Bienfaisance**. Devoirs de bienfaisance du Chapitre envers l'Evêque. T. I, p. 460.
- Bigames**, v. *Bigamie*.
- Bigamie**. Les bigames sont irréguliers. T. II, 362. L'Eglise Grecque les assujettit à la pénitence publique, *ibid*. La bigamie est, ou réelle, ou interprétative, ou similitudinaire, *id*. 363, v. *Femme corrompue*. L'irrégularité causée par la bigamie & les défauts naturels soit du corps, soit de l'esprit, n'est point levée par le Baptême, *id*. 365. Elle est réservée au Pape, même pour la Tonsure & les Bénéfices simples, *id*. 366. Excepté celle de la troisième espèce, *id*. 367.
- Billet**. La simple reconnaissance d'un billet peut-elle être demandée devant le Juge d'Eglise. T. IV, 512. Il ne peut, non plus que le Notaire, donner d'hypothèque, *ibid*. Le Prêtre est tenu comme le Laïque de prêter serment quand le Juge l'ordonne, *ibid*.
- Billers**. Déclaration du Roi, concernant les billets ou promesses causés pour valeur en argent. T. VI, p. 255.
- Bisectans** (le) est défendu. T. IV, 433.
- Blâme**. Différence entre le blâme & l'admonition. T. II, 259. L'Officiel ne peut condamner au blâme. T. IV, 613.
- Blasphémateurs**. Ordonnance de Philippe le Bel, contre les blasphémateurs. T. VI, p. 211. Ordonnance de Charles VII sur le même sujet. T. VI, p. 212. Ordonnance de Louis XIII sur le même sujet. T. VI, p. 213. Déclaration contre les blasphémateurs du saint nom de Dieu, vérifiée en Parlement, Sa Majesté y étant. T. VI, p. 214.
- Blasphème**. L'Eglise connoissoit autrefois de ce crime contre les Laïques. T. IV, 2 p. 2.
- Blois**. (Ordonnance de) On n'insère dans l'Ordonnance de Blois que onze articles du Concile de Trente, les plus utiles & les plus conformes à nos usages. T. I, p. 159. L'Eglise de Blois a sept Dignitaires. T. II, 601. Le Roi confère de plein droit des Prébendes de la Collégiale de S. Jacques & de celle de S. Sauveur de Blois. T. II, 669.
- Bois**, v. *Casuel*, *Confession*, *Héritiers*, *Lods & Ventes*.
- Bois de haute futaye**. La coupe des bois de haute futaye est regardée comme une aliénation. T. IV, 161, v. *Eaux & Forêts*, *Lods & Ventes*. Edit d'Henri II, qui défend l'aliénation desdits biens & la coupe des bois de haute futaye. T. V, p. 67. Ordonnance de Charles IX sur le même sujet. T. V, p. 68 & suiv.
- Boiteux** (les) dans l'Eglise Latine, sont irréguliers. T. II, 387.
- Bonnets carrés**. Origine des bonnets carrés. T. I, p. 621 & suiv.
- Boniface VIII** étendoit son autorité jusques sur le temporel des Souverains. T. I, p. 144, v. *Immunités des Bénéficiers*, *Regrès*.
- Bordeaux**, sixième Métropole, (l'Eglise de) a dix Dignitaires. T. II, 593. Les Rois d'Angleterre souf-

traient Bordeaux à la Primatie de Bourges. T. I, 100. Clement V, ci-devant son Archevêque, en accorde une entière décharge, *ibid.* & *suiv.* Les Archevêques de cette ville ont la préséance sur les Prélats de ce Parlement. T. I, 181. Le Parlement de Bordeaux ne décharge point de l'expectative des Gradués les Dignités des Cathédrales. T. III, 191.

*Bornes* (les) dans l'Eglise Latine, sont irréguliers. T. II, 387.

*Bouillon*, v. *Fondations*.

*Boulogne* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 603.

*Boulogne-sur-Mer*. Le Roi confère de plein droit le Doyenné de l'Eglise Collégiale de Fauquemberg. T. II, 669.

*Bourbon l'Archambaud*, v. *Bourges*. *Bourges*. Fondation de la Sainte Chapelle de Bourges par Jean I Duc de Berry. T. I, p. 60. La Primatie de Bourges semble établie dès le temps de Charlemagne. T. I, 199. En effet il renouvella les anciens droits de cette Eglise, *id.* 101. Elle exerce encore sa Primatie sur Alby & ses Suffragans, *id.* 102, v. *Croix*. Septième Métropole, (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 593. Le Roi confère la Trésorerie & les Prébendes des Saintes Chapelles tant de la ville de Bourges que de Bourbon l'Archambaud. T. II, 669, v. *Gaulles*, *Lyon*, *Partage du revenu des Bénéfices*.

*Bourses*, v. *Collèges*.

*Brague*, v. *Tolède*.

*Brefs*. Quand les Brefs que le Pape adresse aux Ordinaires sont-ils attributifs & excitatifs. T. I, p. 131, v. *Datierie*, *Officiaux*.

*Brelan*, v. *Jeu de hazard*.

*Bresse*, v. *Expectative des Gradués*.

*Bretagne*. (la) La réserve a lieu en Bretagne pour les Bénéfices qui y vaquent par mort. T. III, 280. Le Pape cède en faveur de la résidence, aux Evêques de cette province deux mois sur les huit qui lui appartiennent, *id.* 181. Sur les réserves & alternatives durant la vacance du Saint Siège, il n'y a point d'Arrêts du Parlement de Bretagne. T. III, 184, v. *Bénéfices de Bretagne*, *Concordat*, *Cures de Bretagne*, *Expectative des Gradués*, *Etats des provinces de Bretagne*, *Indult*, *Parlement de Bretagne*, *Patronage* N. 2. *Serment de fidélité*.

*Brevetaires*. Le Roi dans ses Lettres n'affecte aux Brevetaires que les Bénéfices qui vaquent par mort. T. III, 114, v. *Indultaires*. Les Brevetaires n'ont point d'exécuteurs, *id.* 137. Ils ont cependant le Décret irritant, *id.* 138. La Collation faite au préjudice du Breveaire depuis sa réquisition, s'annule au Grand Conseil, *id.* 239. Les Brevetaires sont encore sujets à la Prévention, *id.* 242. Les Brevetaires n'ont point de temps fixé pour faire leur réquisition, *id.* 146. Les Brevetaires peuvent céder leurs droits, mais peuvent-ils l'ôter à ceux qu'ils en ont gratifiés, *id.* 148. Le Parlement rejette les Brevetaires qui sont comme les rivaux de ses Indultaires, *id.* 253. Le Grand Conseil est seul Juge de leurs causes, *ibid.* Le droit des Brevetaires est réel, & les Brevets doivent être acquittés par le successeur du Prélat, *id.* 238. En quoi les Breveaires diffèrent des Indultaires & conviennent avec eux, *id.* 259. Le Breve-



taire de joyeux avènement, en cas de concours, est préféré à celui du serment, *ibid.* Le Breveaire de joyeux avènement peut requérir les dignités des Collégiales, qu'on refuse à celui du serment, *id.* 260. en vertu de la Déclaration de 1726, *id.* 261. L'Arrêt de 1736 fait un préjugé favorable aux Breveaires contre les Chapitres, *id.* 264. Si l'Abbé & les Religieux partagent leurs nominations, chacun doit acquitter son brevet, *id.* 266. Les Breveaires qui requièrent doivent avoir les qualités que demande le droit, *ibid.* Leur titre ne leur donne point de privilège par rapport à l'option, *id.* 267. Paragraphe sur les Breveaires, tant de joyeux avènement que de serment de fidélité. T. V, p. 360; v. *Dévolutaires, Indultaires.*

**Breviaire.** D'où vient le nom de Breviaire. T. I, 708. On ne peut introduire de nouveaux Breviaires dans un Diocèse, sans le consentement du Roi. T. I, p. 89. Un Evêque ne peut changer de Breviaire sans le consentement de son Chapitre. T. I, p. 362, v. *Messe, Office divin.*

**Brouchi, v. Bâtimens Ecclesiastiques.**  
**Bugey.** (province de) Déclaration de Louis XIV, sur le concours aux Cures pour la province de Bugey. T. V, p. 405.

**Bulles.** Règles ou moyens pour discerner les fausses Bulles des véritables. T. I, 436, v. *Privilèges.* La Bulle *in cana Domini*, rejetée en France & ailleurs. T. II, 422. Le défaut d'une Bulle se répare par un *Perinde valere*. T. III, p. 555, v. *Banquiers expéditionnaires, Dattaria.* Bulle d'Abbaye en Commende. T. III, 320. Les Bul-

les des Abbayes doivent être fulminées par l'Official, *id.* 322. l'Impétrant doit exprimer au juste son nom & son surnom, *id.* 325, & celui du Diocèse dont il est originaire, *id.* 326.

**Bureau des Pauvres, v. Pauvres.**

**Bureaux.** Ceux qui sont employés aux Bureaux de l'Eglise, participent aux distributions. T. I, 658. même des Obits, *id.* 659.

## C.

**CABARET.** Il est défendu aux Ecclesiastiques d'aller au Cabaret. T. II, 507.

**Cadavre.** Qui doit faire le procès aux cadavres de ceux qui se sont tués par désespoir. T. IV, 690.

**Cadets de Maison.** Il y a plusieurs moyens de les placer honorablement, sans altérer les biens de leurs familles. T. IV, 2 p. 143.

**Caen.** On a contesté à l'Université de Caen son droit de nomination. T. III, 104.

**Cahors** (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 589.

**Calendrier Romain.** T. III, 351.

**Calixte II, v. Vienne.**

**Camail.** Les Abbés Commandataires ont emporté le camail sur les défenses des Evêques. T. II, 55.

**Cambray,** huitième Métropole, (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 596, v. *Métropole, Régale.*

**Campagne** (les Eglises de la) étoient appelées *Altaria*. T. I, p. 17, v. *Curés.*

**Cancel.** Qu'entend-on par le Cancel. T. IV, 375, v. *Bâtimens Ecclesiastiques.*

**Canonicats.** Les Canonicats sont-ils des Bénéfices simples. T. I, 106.

Age requis pour les Canonicats  
d ij

des Cathédrales & des Collégiales. T. II, 206. Règle de la Chancellerie Romaine sur ce sujet, adoptée par le Parlement, *id.* 207. Le Roi peut-il donner en régle des Canoniques aux enfans de sept ans, *id.* 208, v. *Bâtards, Chanoines, Châteaux, Coadjuteurs, Incompatibilité, Prévention, Résignations en faveur.*

*Canons.* Les Curés doivent sçavoir les Canons sur-tout Pénitenciaux.

T. II, 223, v. *Heures Canonicales.*  
*Canon utriusque sexus.* L'interdit porté par le Canon *utriusque sexus*, n'est que comminatoire. T. II, 510. Ceux qui se confessent au Pénitencier, satisfont au Canon *Omnis utriusque sexus*. T. I, 586.

*Cantorberi.* Erection du Siège de Cantorbery en Patriarchat. T. I, 189.

*Capitaines, v. Soldats.*

*Capitation, v. Immunités des Bénéficiers.*

*Caprais.* (S.) Arrêt contre le Prieur de Saint Caprais & le Pénitencier de Reims, sur leur dignité. T. I, p. 116.

*Carcaffone* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 599, v. *Evêques.*

*Cardinalat.* Le Cardinalat & l'Evêché étoient regardés autrefois comme Bénéfices incompatibles. T. I, 171. Il n'y en a plus aujourd'hui, *id.* 172, v. *Bâtards, Episcopat, Régale.*

*Cardinaux.* Les Cardinaux, quoique Conseillers-nés des Papes, n'ont pas toujours occupé les premiers rangs dans les Assemblées Ecclésiastiques. T. I, p. 162 & *suiv.* Ils s'attribuent dans le onzième siècle toute l'autorité dans l'élection du Pape, *id.* 164. Les Patriarches & les Archevêques leur cèdent la préférence dans les Con-

ciles de Lyon, de Constance & de Bâle, *id.* 165. Etymologie du nom des Cardinaux, *id.* 166. On le confond souvent avec celui de principal, *id.* 167. Ce titre se donnoit communément aux Ecclésiastiques titulaires & amovibles, & notamment à plusieurs Curés de Paris & autres, *id.* 168. Saint Gregoire reconnoît des Curés & des Chapelains Cardinaux, *ibid.* & autres, *id.* 169. Le Pape donne quelquefois à un Evêque le titre de Cardinal Diacre, *ibid.* Les Cardinaux Prêtres étoient de véritables Curés des Paroisses de la ville de Rome, *id.* 171, Sixte V en fixe le nombre à soixante-dix, *id.* 177. Leurs titres, *ibid.* Anciennement il n'y en avoit que quarante-neuf, *id.* 178. Les Cardinaux Soudiacres, &c. sont privés de toute voix active & passive; mais le Doyen du Sacré College est toujours Evêque d'Osie, *id.* 179. Ses prétentions, *ibid.* Cérémonial qui s'observe tant à l'Eglise que dans les visites qu'ils rendent aux Princes, & que ceux-ci leur rendent, *id.* 180. Difficulté à ce sujet pour les Cardinaux Légats à latere, *id.* 180. Ils ne cèdent le rang en France qu'aux Princes du Sang, *id.* 181. Ils portent le chapeau & l'habit de couleur rouge, pourquoy, *ibid.* Urbain VIII leur donna le titre d'Eminentissime, & à quelques-uns celui d'Altesse Eminentissime, *id.* 182. Le Pape ayant donné aux Cardinaux le nom de Fils, ils abbaissoient les Evêques jusqu'à s'en faire rendre les services les plus vils, *id.* 183. voyez *Châillon, Concile de Carthage, Concile de Latran, Curés de Paris, Décimes, Ecclésiastiques, Héri-*

*taux ; Indult , Pape , Pie IV , Prieurs conventuels , Règle de infirmis , Reims , Rois , Vendôme , Carême . v. Fêtes . On ne jeunoit pas autrefois en carême les jours de Fêtes . T. I , 710 . v. Vêpres .*  
*Carloman , v. Nomination du Roi .*  
*Carthage ( l'Evêque de ) a été Primat de toute l'Afrique . T. I , 189 .*  
*Cartophylacés & Synclèles , ( les )* précèdent les Evêques dans l'Eglise Grecque . T. I , 166 , v. Rang .  
*Casimir I* sort de son Convent pour se marier , avec dispense du Pape . T. II , 135 .  
*Cas privilégiés .* Il ne faut pas les confondre avec les cas Royaux . T. IV , 565 , v. Révélation de confession . Fevret compte vingt-cinq espèces de cas privilégiés . T. IV , 567 . L'hérésie & le sacrilège sont-ils cas privilégiés , *ibid.* de même que la magie & le sortilège , *id.* 568 , v. *Devins* . La sodomie , l'adultère , l'inceste spirituel & l'avortement sont cas privilégiés , *id.* 571 . Mais non le concubinage , quoique public & scandaleux , *id.* 572 . Le rapt , l'usure & la chasse sont encore cas privilégiés , *ibid.* Comme aussi les libelles diffamatoires , & les injures atroces , *id.* 573 & *suiv.* L'injure qui n'est pas poursuivie dans l'année , est comme censée remise , *id.* 575 , voyez *Décret , Dénonciateur , Formalités , Interrogatoire , Récusation , Témoins* . Quand l'Official apperçoit du cas privilégié , il doit appeler le Juge & le Procureur du Roi , *id.* 593 & *suiv.* Si le Juge Royal appelé refuse de venir , le Promoteur doit se pourvoir à la Cour , *id.* 595 . Quand l'Official pêche dans sa procédure , l'Evêque est intimé en son propre nom

& condamné aux dépens , *id.* 596 , v. *Dol* . L'Official doit réformer lui-même ce qu'il y a de défectueux dans sa procédure , *id.* 597 . Pourvu que ce soit à la requête du Promoteur , & en conséquence d'une Sentence , *id.* 598 . Le Juge Royal doit appeler l'Official , si l'accusé ou le Promoteur le requiert , *id.* 598 . L'Official peut obliger le Juge Royal de venir à son siège , & a sur lui la préséance , la parole , &c. *id.* 599 . Les deux Juges doivent procéder conjointement quand le procès se fait par contumace , *id.* 600 , v. *Cadavres , Concubinaires publics , Privilèges du Clergé en matieres civile & criminelle .*

*Cas réservés .* Le grand Vicaire doit avoir un pouvoir spécial pour absoudre des cas réservés à son Evêque , T. I , 321 . Cas réservés à l'Evêque , v. *Pénitencier* .

#### *Cas réservés au S. Siège .*

La réserve des cas au Saint Siège introduite par les Evêques , même . T. I , page 583 . Cas réservés au Pape ou à l'Evêque . T. IV , 2 . p. 376 . Qui est-ce qui absout des cas réservés à l'Evêque , quand le Siège est vacant , *id.* 377 . En cas de danger de mort il n'y a plus de réserves , *ibid.* L'absolution d'un cas réservé donnée par celui qui n'a point le pouvoir d'absoudre , est-elle valable , *ibid.* & *suiv.*

*Cas Royaux , v. Cas privilégiés .*

*Cassés ( l'Eglise de )* a trois Dignitaires . T. II , 589 .

*Casuel ( le )* d'une Cure ou d'un autre bénéfice de campagne , n'est compté pour rien quand il s'agit de remplir un gradué . T. III , 162 .

La pension peut s'asseoir sur le casuel des Cures de ville. T. III, 608. A qui appartiennent les profits casuels des Seigneuries annexées aux Bénéfices. T. IV, 347. v. *Droits Curiaux*. Le casuel & le creux de l'Eglise n'appartiennent point au Desservant. T. IV, 437.

*Cathédrales*. On rebâtit les Eglises Cathédrales au commencement du onzième siècle. T. I, p. 44. La Cathédrale étoit autrefois l'unique Eglise, *id.* 47. Quelles sont les principales dignités des Cathédrales, *id.* 115, v. *Canonicate*, *Cathédrales (Eglises) Chanoines*, *Chapitres*, *Dignités*, *Personnats*. *Cathédrales (Eglises)* Le Clergé de la Cathédrale étoit autrefois l'unique du Diocèse. T. I, 357. L'Evêque ne pouvoit autrefois rien entreprendre de considérable sans sa participation, *id.* 358, v. *Breviaire*, *Conciles Provinciaux*, *Mansse Episcopale*, *Pouvoir*, *Synodes*. Supériorité du Clergé de la Cathédrale sur celui du Diocèse; Clergé très-nombreux dans les Cathédrales des grandes villes, *id.* 364. Il vit dans quelques endroits en Communauté, *id.* 365, v. *Chanoines*, *Chapitres*, *Chapitres exempts*, *Confession*, *Doyens*, *Prevôts*, *Chanoines réguliers*. Dans le seizième siècle elles sont sécularisées, pourquoi. T. I, 375. Prérogatives des Chanoines des Cathédrales. T. I, 612, v. *Officiers de Justice Royale*. Le privilège des Eglises Paroissiales ne s'étend point aux Cathédrales sur ce point; elles sont subsidiairement obligées au paiement des portions congrues, à l'entretien des bâtimens, & à la fourniture des or-

nemens & livres. T. IV, 219, v. *Archidiacre*, *Bâtards*, *Curis Primisifs*, *Dignitaires*, *Election*, *Filles des Cathédrales*, *Lyons*, *Offrandes*, *Paris*, *Prébendes*, *Profession de foi*, *Union*.

*Cathédralique*. On payoit aux Evêques le droit appelé Cathédralique. T. I, 267.

*Catholiques*. Cas où les Catholiques peuvent se marier sans Curé. T. IV, 2. p. 174, v. *Hérétiques*.

*Causés*, v. *Actions*.

*Causés honnêtes*, v. *Dispense des empêchemens dirimans*.

*Causés infamantes*, v. *Dispense des empêchemens dirimans*.

*Causés majeures*. Le Pape ne connoît point en première instance des causes majeures. T. I, p. 154 & f.

*Cemetieres*, v. *Cimetieres*.

*Cénobites*, v. *Chanoines*.

*Cens*, v. *Fiefs*, *Grains*.

*Censives*. Le paiement des droits d'amortissement & d'indemnité, ne décharge point l'Eglise des censives & autres droits seigneuriaux. T. IV, 134.

*Censures*. Le grand Vicaire a-t-il besoin d'un pouvoir spécial pour porter des censures. T. I, 324. Les Chapitres exempts sont-ils soumis aux censures portées par les Loix des Diocèses. T. I, 461. Les censures rendent nulles les provisions des Bénéfices. T. II, 393. quoiqu'elles soient secrètes, *id.* 394. En est-il de même des pensions Ecclésiastiques, *ibid.* L'excommunication mineure ne rend point une provision nulle, & la clause *cum absoluitur à Censuris*, empêche la nullité de la provision, *id.* 395. Les Evêques peuvent-ils l'insérer dans leurs provisions, *id.* 396. La provision donnée par un

excommunié est-elle nulle, *id.* 397. L'excommunication ne prive point du Bénéfice déjà acquis ni de ses fruits, *id.* 398; mais donne juste lieu à la privation, *id.* 399, v. *Suspensé*. Différence entre les Censures nulles & injustes, *id.* 406. Censures à *jure* & *ab homine*, *ibid.* L'absolution de celles-ci est réservée à ceux qui la portent, *id.* 407. Les Religieux en peuvent-ils être absous par leurs propres Supérieurs, *id.* 408. L'Evêque peut lever les Censures portées par son Official, *id.* 409. Censures *Lata & ferenda sententia*, *id.* 410 & *suiv.* On ne peut déclarer un homme tombé dans les Censures, sans l'avoir auparavant cité, *id.* 412. Les Censures exigent des monitions & une contumace, *ibid.* On n'est pas obligé d'éviter le Censuré, si la Censure n'a pas été publiée, *id.* 413, v. *Résus de Sacramens*. Comment les Sentences des Censures doivent-elles se publier, *id.* 417. Elles n'opèrent que du jour qu'elles sont signifiées au coupable, *id.* 418. Il n'y a que les Censures portées en justice qui doivent être rédigées par écrit; mais le défaut de monition emporte nullité de la Censure, *id.* 419, v. *Corrections*. Tombe-t-on dans l'irrégularité en violant la Censure, *id.* 421, v. *Bulle in cœna Domini*, *Excommunication*. Excommunication contre ceux qui extorquent par force l'absolution des Censures. T. II, 432. Excommunication contre les Officiers du Roi qui maltraitent les Evêques ou les Juges d'Eglise au sujet des Censures. T. II, 444, v. *Malade*. La réincidence dans les Censures a-t-elle lieu en France.

T. II, 456, v. *Monitoires*, *Pénitence*, *Réserve*. Les Juges qui portent des Sentences de Censures verbales, encourent la suspension. T. II, 501. Qui sont ceux qui ne profitent point de l'absolution à *Censuris*. T. III, 342. La persévérance dans les Censures est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3. On ne souffre pas en France qu'un Prêtre porte des Censures contre les Evêques. T. IV, 541, v. *Curés*, *Evêques*, *Fonctions*, *Irréguliers*, *Simonie*.

*Centième*. Les adjudications des maisons canonales faites par les Chapitres aux Chanoines, ne doivent point de centième. T. IV, 147.

*Centième denier*. Le titre patrimonial donné en pleine propriété, même par les pères & mères, doit le centième denier. T. II, 193.

*Cérémonies*, v. *Sacramens*.

*Cérémonies lugubres*, v. *Interdits*.

*Certificats*, v. *Prévention*.

*Cession*, v. *Résignation pure & simple des Bénéfices*.

*Chair*. (Péché de la chair) Lettre de Saint Gregoire à Secundin sur ce sujet, regardée comme apocryphe. T. II, 152.

*Chalon-sur-Saône* (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 598.

*Châlons*, v. *Pairs de France*.

*Châlons sur-Marne* (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 603. Le Roi confère les Prébendes de la Collégiale de Vitri. T. II, 669.

*Chambre apostolique*, v. *Simonie*.

*Chambre des Comptes*, v. *Serment de fidélité*.

*Chambriers* (les) en France président à la Chambre du Chapitre. T. I, 543. Cet Office subsiste encore dans quelques Monastères, *id.* 544.

*Chancelier.* Erymologie du nom de Chancelier. T. I, 545. Les Chanceliers étoient autrefois les Secrétaires ou Greffiers des Magistrats. T. I, 546. Les grands Chanceliers des Souverains rédigeoient & gardoient leurs ordonnances, *ibid.* Ceux des Cathédrales dressaient & scelloient les Actes capitulaires, *id.* 547. Origine & privilèges des Protonotaires Apostoliques, *id.* 548. Chancellerie de l'Eglise Romaine supprimée, *ibid.* Les Chanceliers sont chargés de l'instruction des jeunes Clercs, *id.* 549. Les Chanceliers & les Ecolâtres de plusieurs Cathédrales, donnent les degrés aux étudiants des Universités, *ibid.* Les Evêques sont Chanceliers-nés de plusieurs Universités, *id.* 550. Importance de la Chancellerie de Notre-Dame de Paris, *ibid.* Le Chancelier de Sainte Genevieve donnoit autrefois des degrés en Théologie, *id.* 552. v. *Universités.* Règlement de Gregoire IX, concernant le Chancelier de l'Université de Paris, *id.* 555. v. *Instruction.*

*Chancelier.* ( grand ) v. *Chapelles.*  
*Chancelier de Notre-Dame de Paris,* v. *Gradués.*

*Chanceliers.* Les Grands Chanceliers des Souverains rédigeoient & gardoient leurs ordonnances. T. I, 546.

*Chancellerie de l'Eglise Romaine* supprimée. T. I, 548, v. *Concordat, Incompatibilité, Règle de la Chancellerie Romaine.*

*Chanoines* ( les ) n'ont jamais été appelés Cénobites. T. I, 227. Quel rang un grand Vicaire prend-il quand il est Chanoine. T. I, 307. Règle donnée par S. Crodegand

aux Chanoines de son Eglise, *id.* 367, v. *Chanoines Réguliers.* Louis le Débonnaire engage les Chanoines de ses Etais à l'embrasser, *id.* 368. Les Evêques abandonnent une partie des fonds de leurs Eglises aux Chanoines pour soutenir la vie commune, *id.* 370 & 607. La vie commune cesse en France vers la fin du douzième siècle, *id.* 572. Plusieurs Chapitres embrassent la vie régulière outre la commune, *ibid.* v. *Chanoines Réguliers.* Erymologie du nom de Chanoine, que quelques uns font venir du mot Règles, *id.* 591. Différence entre le Canonat & la Prébende, *id.* 592. Origine des Canonats fictifs ou *ad effectum*, *id.* 593. Les Chanoines ne peuvent prendre pour chef un étranger, à moins qu'il ne s'en trouve point de capable dans le Corps, *ibid.* Il faut prendre à Rome la dispense dans l'an de la provision, *id.* 594. Excepté dans quelques Eglises, *id.* 595, v. *Eglise.* L'obligation de prendre ces Canonats *ad effectum*, n'est pas de Droit commun, *id.* 596, v. *Indultaires, Prébendes laïcales, Rois.* Le nombre des Prébendes se fixe dans le onzième siècle, *id.* 600. Il y avoit alors un certain nombre de Prêtres, de Diacres, &c. *id.* 600. Si le revenu du Chapitre augmente, le nombre des Chanoines doit aussi augmenter, *id.* 601, v. *Collégiales.* Explication du Canon 24 du troisième Concile de Tours, *id.* 602. v. *Filles des Cathédrales.* Les Chanoines partagent entr'eux les biens des Chapitres, & quittent la vie commune dans le onzième siècle, *id.* 607. Plusieurs Papes & Evêques tâchent de s'y opposer, *id.*

*id.* 608, v. *Lyon, Paris*. Les Prébendes doivent être égales entre les Chanoines, *id.* 610. Jurisprudence du Parlement de Paris sur ce point, *id.* 611. Le partage des Prébendes doit se renouveler tous les 20 ans, *ibid.* & *suiv.* v. *Cathédrales*. Les Chanoines des Cathédrales ont la préférence sur les Officiers des Justices Royales, *id.* 612. Preuves, *id.* 613. Arrêt de règlement du Conseil privé sur ce sujet, *id.* 614. Révoqué par l'Edit de 1695, qui décide en faveur des Chanoines, *ibid.* Les Chanoines des Cathédrales doivent-ils céder le rang aux Dignités des Collégiales, *id.* 615, voyez *Distributions, Gros, Messe, O, Office divin*. Les Arrêts allouent les Chanoines aux trois grands Offices du jour, *id.* 637. v. *Absence, Bureaux, Jubilé, Malades, Prévôt, Principaux, Privilégiés, Professeurs, Théologaux, Vacance, Vicaires (grands) &c.* Les Chanoines qui vont étudier, doivent en demander la permission au Chapitre, *id.* 682. On la leur donne depuis les Humanités jusqu'au Doctorat, *ibid.* Leur nombre est fixe, *id.* 683. Les Chanoines mineurs sont privés de l'entrée au Chapitre & de la séance au Chœur, *id.* 687. Sur-tout de la nomination aux Bénéfices qui en dépendent, *id.* 688. Excepté celles où ce droit est porté par le titre de la fondation, *id.* 689, v. *Dignitaires, Dignités*. Il y a des Eglises où l'option des Prébendes a lieu, *id.* 693. Cette option s'établit ou par les Statuts des Chapitres, ou par la Coutume, *id.* 694. Elle n'a point lieu au préjudice des Régalistes, mais l'a-t-elle au préjudice

Tome IV. II. Partie.

des Indultaires, Brevetaires & Gradués, *id.* 695. Et ne l'a dans quelques Eglises que par mort, *id.* 696. Les droits de pure faculté ne se prescrivent point, *id.* 696, v. *Heures Canonicales*. Règlement du Concile de Tours sur l'âge des Chanoines, rejeté. T. II, 208 & *suiv.* Combien faut-il de Chanoines pour composer un Chapitre. T. II, 729. Quel rang doit tenir un ancien Chanoine lorsqu'il est ordonné Prêtre. T. III, 735. En Italie, un Prêtre pourvu d'une Prébende Subdiaconale, ne prend rang que parmi les Soudiacres, *id.* 736. Arrêt du Parlement de Paris, qui défend aux Chanoines de loger les Laïques dans leurs maisons, T. V, p. 147. v. *Antel, Baux, Bénédiction, Cathédrales, Dettes, Distributions, Evêques, Maisons, Maisons Presbytérales, Pensions, Prise de possession, Résidence, Réstitution, Simonie, Synodes*.

*Chanoines Réguliers*. Leur origine.

T. I, 373. Plusieurs Cathédrales de France embrassent leur Institut, *id.* 374. Elles sont sécularisées pour la plupart dans le seizième siècle, pourquoi, *id.* 375. La Règle appelée de Saint Augustin pour les Chanoines Réguliers, est-elle de Saint Crodegand. T. I, 368, v. *Statuts*. Bref du Pape Innocent XI, concernant les Bénéfices Cures des Chanoines Réguliers. T. V, p. 464, v. *Bénéfices Réguliers, Ruf, Vicaires*.

*Chanoinesses*. Les places de Chanoinesses ne sont pas des Bénéfices. T. I, p. 65.

*Chant*. L'usage du Chant dans l'Eglise est emprunté de la Synagogue. T. I, p. 525. Saint Gregoire

perfectionne à Rome le plainchant, *id.* 526. Gui l'Arétin invente la gamme, *ibid.* Musique introduite à Paris, *ibid.* Charlemagne établit le chant Gregorien dans toutes les Eglises de ses Etats, *ibid.* v. *Chantre, Femmes.* Il y a des Bénéfices qui doivent être donnés à ceux qui sont sçavans dans le chant & la musique. T. II, 248.

*Chantre*, v. *Chant.* Autorité du Chantre dans le Chœur. T. I, 527. Particulièrement sur les Chantres & les Musiciens, *ibid.* A qui appartient-il de réprimer les immodesties du Chœur, *id.* 528. Restriction considérable de l'ancienne autorité du Chantre, *id.* 529. Les marques de sa dignité sont la Chappe & le Bâton, *id.* 530. Ses droits honorifiques, *ibid.* Quels sont ses devoirs, *id.* 531. Devoirs du Sous-Chantre, *id.* 532, v. *Ecolâtre, Ecoles de Charité.*

*Chapeau rouge.* Pourquoi les Cardinaux portent le Chapeau rouge. T. I, 181.

*Chapelains.* Les Chapelains composent le bas-chœur. T. I, 711. Ils sont tenus d'assister à l'Office, *id.* 712. Origine des Chapelles Vicariales & des Semi-prébendes, *id.* 713. Ceux qui en sont pourvus, sont obligés à une résidence rigoureuse qui les fait appeler *Assis*, *id.* 714. Les Arrêts les soumettent à l'autorité & à la correction des Chanoines, *ibid.* & *suiv.* Il est permis aux Chanoines de retenir en dépôt les titres des bénéfices de leurs Chapelains, *id.* 716. Les Canons & les Réglemens Ecclésiastiques les subordonnent entièrement aux Chanoines, *ibid.* Usage particulier de quelques Eglises

d'Espagne en leur faveur, *id.* 717, v. *Vicaires.* Les Communautés des Chapelains dépendent des Chapitres, *id.* 720. L'Eglise de Noyon en a douze non amovibles, *id.* 721. Les Chapelles Vicariales de cette Eglise ne peuvent se résigner, *ibid.* Les Chapelains des Seigneurs & des Eglises Paroissiales ne sont point des bénéfices, *ibid.* Arrêts notables à ce sujet, *id.* 722. Rang des Chapelains des Cathédrales vis-à-vis des Curés des Paroisses, *id.* 723. La nomination des Chapelains appartient de droit commun aux Chapitres, *ibid.* Le défaut du revenu nécessaire pour subsister dans le lieu, dispense le Chapelain de la résidence. T. II, 6. Il n'est pas tenu de dire la Messe tous les jours, quoique son titre le porte, *ibid.* & *suiv.* L'Evêque doit lui faire des sommations à la requête de son Promoteur, pour lui faire remplir son devoir, *id.* 7. Procédure à faire en conséquence, *ibid.* v. *Distributions, Election, Ordination, Remi (S.) Vicaire perpétuel.*

*Chapelles.* On admettoit quelquefois des Moines à la Chapelle de nos Rois. T. I, 229. Les Marguilliers ne peuvent pas disposer des Chapelles. T. I, 819. Origine des Chapelles, T. II, p. 1. S. Gregoire en fait donner une à un pauvre Prêtre François, dans les terres du domaine du Saint Siège, *id.* 2. Leur nom vient de la chappe de S. Martin, *id.* 3. Pourquoi les Offices d'Archichapelain & de grand Chancelier, ont demeuré si long-temps réunis, *id.* 4. Différence qu'on fait à Rome entre les Chapelles & les Chapellenies, *ibid.* Il y a des Chapelles à simple tonsure



& d'autres sacerdotales ; & pour être pourvu de ces dernières, il suffit communément d'être ordonné Prêtre dans l'an, *id.* 5, voyez *Chapelains, Collation des Chapitres, Cures, Messes, Ordination, Patron, No. 2.*

*Chapelle.* (la Sainte) Privilège de la sainte Chapelle de Paris aboli. T. I, 671.

*Chapelles,* (Saintes) v. *Bénéficiaires, Bourges, Dijon, Paris, Trésorier, Vincennes.*

*Chapelle du Roi,* v. *Distributions.*

*Chapeltenies,* v. *Chapelles.*

*Chapelles Sacerdotales,* v. *Chapelles.*

*Chapelles à simple tonsure,* v. *Chapelles.*

*Chapelles Vicariales,* v. *Chapelains.*

*Chapitres.* Dans le cas de la démission d'un Evêque l'administration du Diocèse appartient au Chapitre. T. I, 334. Le Chapitre ne peut procéder contre les Membres que de Plano & en manière légère. T. I, 386. La procédure criminelle est réservée à l'Official du Chapitre, s'il en a un, *id.* 387. Peut-il renfermer des Chanoines par manière de correction, *id.* 388. Il ne peut les condamner ni à l'amende, ni à la pénitence publique, *id.* 389. On laisse à l'Official seul l'exercice de la Jurisdiction sur les membres du Chapitre sans aucuns adjoints, *id.* 395, & de nommer les Confesseurs des Chanoines pour la Fête de Pâque, *id.* 397.

*Pouvoir du Chapitre pendant la vacance du Siège Episcopal.*

Le gouvernement spirituel du Diocèse durant la vacance du Siège, a toujours appartenu aux Chapitres. T. I, 406. Ils y sont main-

tenus par les Décretales, mais ils doivent après huitaine nommer un Official & un ou plusieurs Vicaires Généraux, *id.* 407 & suiv. Mais peut-il restreindre le pouvoir de ses grands Vicaires, *id.* 409. Ils se réservent communément la provision des Cures, *id.* 410. L'usage & la possession sont d'un grand poids dans cette matière, *ibid.* Chefs dans lesquels le Chapitre n'exerce point la Jurisdiction de l'Evêque, *id.* 411. Il ne donne plus de Dimissoires avant la première année de la vacance expirée, *ib.* Excepté à ceux qui sont pressés de recevoir les Ordres à raison d'un Bénéfice, *id.* 412. Les Chapitres succèdent à la Jurisdiction Episcopale dans tous les chefs, excepté ceux marqués ci-dessus à la page 411, *id.* 413, v. *Assemblée Provinciale, Bénéfices, Diocèse, Dispense, Elections, Gradués, Irregularités, Official, Permutation, Statuts, Synode, Visa, Vaux.* Pourquoi le Chapitre ne donne point les bénéfices de l'Evêque durant la vacance du Siège, *id.* 421. Si le Chapitre est assujéti au consentement de l'Evêque, il doit attendre qu'il y en ait un nouveau, *id.* 422. Ils confèrent durant la vacance les Cures qui appartiennent à l'Evêque, *id.* 423, v. *Collèges, Principautés.* Le nouveau Prélat peut demander compte aux Vicaires du Chapitre de leur administration, *id.* 425. Les provisions des Chapitres ne demandent point de témoins. T. III, 387. Arrêt de Règlement du Parlement de Paris, concernant le pouvoir des Chapitres durant la vacance du Siège Episcopal. T. V, p. 229. v. *Béatitudes, Breviaire, Centième, Cha-*

noines, *Collation des Chapitres, Dignités, Dignités perpétuelles, Doyens, Election, Gradués, Incompatibilité, Indult, Résignation pure & simple des Bénéfices.*

*Chapitres des Cathédrales* (les) peuvent-ils faire la réduction d'une fondation durant la vacance du Siège. T. I, p. 91 & suiv. Les lettres Patentes du Roi sont nécessaires pour l'établissement des Chapitres, *id.* 96, v. *Collation, Décimes, Régale, Secrétariat, Union.*

*Chapitres exempts.* Les Doyens précèdent au Chapitre & au Chœur les Evêques, qui n'y viennent que comme Chanoines. T. I, p. 425. Origine de cet usage, *id.* 426. Un Evêque qui n'a point de Prébende, peut quelquefois assister aux Chapitres, *ibid.* La séparation des Menses occasionne l'exemption des Chapitres, *id.* 427. Observation sur celle de quelques Chapitres, *id.* 428, v. *Compiègne.* La plupart des Evêques réclament contre les exemptions de leurs Chapitres, *id.* 429, v. *Peronne, Roze, Tours.* Plusieurs Chapitres sont maintenus dans le droit de visiter les Eglises Paroissiales de leur dépendance, *id.* 433. L'exemption de la Jurisdiction Episcopale ne s'acquiert point par prescription, *id.* 434. Décisions de célèbres Magistrats sur ce point, *ibid.* & suiv. v. *Bulles.* L'Evêque doit être appelé & même consentir à l'exemption, *id.* 438, voyez *Privileges.* Chefs dans lesquels les Chapitres exempts sont soumis aux Evêques, *ibid.* Détail, *id.* 447. Ils ne peuvent donner des Mandemens pour les prières publiques, *id.* 448. Arrêt contre le Grand Prieur de France sur ce

sujet, *id.* 449, v. *Aumôniers; Biens, Cloches, Confesseurs, Dimisseries, Epitaphes, Fondations, Office divin, Officiaux, Promoteurs, Reliques, Seigneurs, Vicaires (grands).* Les Officiers de l'Evêque doivent se retirer du Chapitre quand on y traite des affaires du Prélat, *id.* 457, v. *Dignité Episcopale.* Les Chanoines ne s'agenouillent pas communément à la bénédiction de leur Evêque, *id.* 459. Devoirs de bienveillance du Chapitre envers l'Evêque, *id.* 460, v. *Censures, Repas.* L'exemption n'empêche point la dévolution à l'Evêque en matière de bénéfices, *id.* 463. Les Chapitres exempts peuvent donner le Vif des bénéfices dont ils sont Collateurs de plein droit. T. III, 372. Ils ne peuvent refuser l'installation aux Chanoines pourvus par l'Evêque, sous prétexte de nullité dans leurs provisions, *id.* 373.

*Chappe, v. Office divin.*

*Chappe de S. Martin, v. Chapelles.*

*Charges.* Le successeur d'un Bénéficiaire est-il tenu d'acquitter les arriérés des charges réelles du bénéfice. T. IV, 365.

*Charges fardides & serviles, v. Immunités des Bénéficiaires.*

*Charité, (Prieuré de la) voyez Cluny.*

*Charité, v. Dames de Charité.*

*Charité des Paroisses* (les) pour les pauvres malades, sont exemptes du droit d'amortissement. T. IV, 123, v. *Rentes.*

*Charivaris.* Les Charivaris sont défendus aux secondes noces, sous peine d'excommunication. T. IV, 2 p. 255.

- Charlemagne*, v. Bourges, Chant, Donations faites aux Eglises, Métropole, Nomination du Roi.
- Charles*, v. Donations faites aux Eglises.
- Charles II*, v. Magdelaine.
- Charnage*, v. Dixmes.
- Charonne*. Le Curé de Charonne près Paris, a le titre de Curé Cardinal. T. I, 168.
- Chartres* (l'Eglise de) a seize Dignitaires. T. II, 601. Le Roi confère de plein droit le Doyenné & les Prébendes de la Collégiale de Mantes & de Poissy. T. II, 669, v. Alin.
- Chasse*, v. Cas privilégiés.
- Chasteté*. La dispense du vœu de chasteté est réservée au Pape. T. IV, 2 p. 229.
- Chasteté perpétuelle*. Les fiançailles peuvent-elles se résilier par le vœu simple de chasteté perpétuelle. T. IV, 2 p. 27. Il faut s'adresser à la Pénitencerie, pour la dispense d'un vœu de chasteté perpétuelle. T. IV, 2. p. 216.
- Chateauroux*. Précaution prise par M. le Prince de Condé sur le Patronage des Canonics de Chateauroux. T. III, 33.
- Chastelleraut*, v. Poitiers.
- Chatillon*. (le Cardinal de) Le Parlement ordonne que son procès lui sera fait par l'Archevêque de Reims. T. I, p. 146.
- Chefs d'Ordres*, v. Abbayes, Chefs, &c.
- Chemins publics*, v. Immunités des Bénéficiaires.
- Chevaliers du Temple*. L'Evêque & le Chapitre de Noyon donnent leur déport aux Chevaliers du Temple. T. I, p. 500.
- Chevicher*, v. Primicier.
- Cheveux longs*. Aversion de l'Eglise pour les cheveux longs. T. II, 153.
- Chirurgiens*, v. Empêchemens, Monitoires.
- Chœur*. La distinction du chœur & de la nef par rapport aux réparations, commence vers le treizième siècle. T. IV, 373. Les Dignités qui n'ont point de Prébende, ne sont point tenues de l'assistance au chœur. T. I, p. 112, v. Bâtimens ecclésiastiques, Chapellains, Pastors, N°. 3. Sépultures.
- Chor-Evêques*, v. Diacres.
- Chrétiens*. La vie commune ne subsista pas long-temps parmi les Chrétiens. T. I, p. 25. Avant Constantin & dès le temps des Apôtres, ils avoient des Eglises où ils s'assembloient. T. I, p. 41.
- Cimetieres*. Les Chrétiens avoient des Cimetieres particuliers dès le second ou troisième siècle de l'Eglise. T. I, p. 41, v. Prescription.
- Cîteaux* est chef d'Ordre, & se dit Abbé des Abbés. T. II, 111. Privilège de Cîteaux sur l'Ordination des Diacres, fort suspect. T. II, 166.
- Claire*. (Sainte) (Abbaye de) Le Roi n'y nomme point. T. II, 784.
- Clandestinité*. En quoi consiste aujourd'hui l'empêchement de la Clandestinité. T. IV, 2. p. 161, v. Mariage.
- Clauses illicites* (les) rendoient autrefois les résignations nulles. T. III, 468. Aujourd'hui elles sont réputées, *pro non apposto*, id. 469.
- Clement V*, v. Bordeaux.
- Clement XI*, v. Lisbonne.
- Cleres*. La plupart des Cleres travailloient de leurs mains. T. I, p. 16. On leur permettoit quelquel petit commerce, id. 27. Ils renoncent au travail, id. 28. On lui substitue de longs offices, id.

29. On leur assigne des distributions sur les offrandes des fidèles, & on leur donne des portions plus fortes dans les pays froids que dans les chauds, *id.* 30. On avoit égard à leurs services & à leur rang, *id.* 31. & *suiv.* Même parmi ceux qui vivoient en communauté, *id.* 33. Défenses de l'Eglise de nommer aux Evêchés & aux Cures les simples Clercs. T. II, 286. Usage nouveau de la France par rapport aux Cures, *id.* 287. L'excommunication réservée au Pape, s'encourt par ceux qui frappent les Clercs ou les Moines. T. II, 413. Quoiqu'ils ne portent pas alors l'habit clérical, *id.* 424. Elle s'encourt par les enfans qui n'ont pas atteint l'âge de puberté, *id.* 425, v. *Aliénation, Assignation, Chancelier, Examen, Excès, Excommunications réservées au Pape.*

*Clercs séculiers, v. Confession.*

*Clercs, (les simples) v. Immunités des Bénéficiers*

*Clergé.* Plaintes du Clergé sur les bénéfices consistoriaux. T. III, 402, & sur la possession civile des bénéfices. *id.* 403. Ordonnance de Philippe IV concernant les privilèges du Clergé. T. V, p. 152: v. *Aliénation, Assemblées du Clergé, Bans, Biens aliénés, Cathédrales, Communautés Religieuses, Corps privilégiés, Décimes, Dons gratuits, Eglise Romaine, Fabriques, Honoraire, Immunités, Privilèges du Clergé, Religieux, Rentes, Vente.*

*Clergé de France.* Déclaration du Roi qui ordonne que les Bénéficiers du Clergé de France seront tenus de donner dans six mois, pour tout délai, des déclarations des

biens & revenus de leurs bénéfices. T. V, 621.

*Cléricature.* La preuve de la Cléricature doit se faire par l'exhibition des Lettres. T. II, 181. Elles doivent être infirmées.

*Clermont* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 595.

*Cléry, (Notre-Dame de) v. Orleans;*

*Client, Cliente, v. Avocat.*

*Clocher, v. Bâtimens ecclésiastiques;*

*Cloches.* Il est défendu aux Chapitres exempts d'ordonner aucune fonte de cloches. T. I, 451. Les Religieux exempts ne peuvent avoir de grosses cloches, pourquoi. T. II, 109. Arrêt du Parlement qui défend de sonner les cloches pour les Paroissiens décédés, sans le consentement du Curé, T. V, p. 417, v. *Bâtimens ecclésiastiques.*

*Clôture.* Excommunication contre ceux qui violent la clôture des Monastères de Religieuses. T. II, 435. Privilège accordé sur ce point & sur plusieurs autres, au Roi & à la Reine de France, *id.* 436 & *suiv.* Constitutions de Grégoire XIII, contre les Evêques qui tombent dans ce cas, *id.* 437.

*Cluny* est chef d'Ordre régulier. T. II, 10. Privilèges accordés à l'Abbaye de Cluny au sujet des Ordinations. T. I, p. 142. L'Abbé de Cluny confère de plein droit les Prieurés de la Charité de Saint Martin des Champs, Souvigni & Saucilage. T. II, 13. Le Roi ne nomme point aux Prieurés de Cluny, qui sont conférés par l'Abbé. T. II, 787.

*Coadjuteurs.* Les suffragans sont des espèces de Coadjuteurs. T. I, 297. Coadjuteurs avec droit sur la succession, *id.* 298. Ils n'ont durant la vie du Titulaire, pas

plus de pouvoirs que les grands Vicaires, *ibid.* & *suiv.* On n'en souffre point en France sur les Cures & les Canonics, *id.* 300. Exception pour le Parlement de Besançon, *ibid.*

*Collataire.* Quand le Collataire doit-il accepter la provision. T. III, 392.

*Collatéraux.* Les parens collatéraux peuvent-ils attaquer un Mariage illégitime, ou s'y opposer. T. IV, 1. p. 95.

*Collateur.* Qu'entend-on par Collateur ordinaire. T. II, 514. v. *Collation.* Si un Collateur chargé d'indult devient Cardinal, en acquiert-il la décharge. T. III, 218. Le Collateur qui a plusieurs titres doit plusieurs indults, *id.* 219. Quand il y a mutation dans le titre, le Collateur doit un nouvel indult, *id.* 221. Si le Collateur meurt ou quitte sans avoir satisfait son successeur, il doit acquiescer l'indult, *ibid.* En commençant par celui qu'il doit du chef de son prédécesseur, *id.* 222. Les Collateurs qui n'ont pas plus de dix bénéfices, y sont-ils sujets, *id.* 223. Le Collateur doit répéter dans sa provision la clause à la charge du retour en règle, *id.* 230. Les Collateurs & Patrons laïques ne sont pas sujets à l'indult, *id.* 231. v. *Indultaire.* Le Collateur ou Patron peut-il se faire nommer par son Vicaire général. T. III, 701. v. *Collations des Bénéfices, Collation des Bénéfices par les Laïques, Dévolution, Gradués, Origine, Patron, Permutations des Bénéfices, Prébendes, Provisions, Règle de Infirmis.*

*Collateurs étrangers, v. Indult.*

*Collation.* Les Evêques sont censés fondateurs primitifs de toutes les

Eglises de leurs Diocèses. T. II, 516. Tous les Canons leur en attribuent la Collation, *ibid.* & *suiv.* Les Evêques dispoisoient anciennement des bénéfices réguliers, *id.* 518. Un Evêque peut-il conférer avant d'avoir pris possession, *id.* 519 & *suiv.* Sentiment pour, *ibid.* & *suiv.* Sentiment opposé, *id.* 521 & *suiv.* v. *Nomination Royale.* Lorsque les Evêques érigent une Cure, la première nomination leur appartient, *id.* 522: Ils confèrent de plein droit les bénéfices des Patrons qui ne sont pas en état de présenter, *id.* 523. Et ceux tant des réguliers que des séculiers exempts qui négligent d'y pourvoir, *id.* 524. v. *Abbayes vacantes, Benoît, (S.) Délégation, Nomination.* La Jurisdiction du Parlement de Paris est favorable aux Evêques. T. II, 527 & *suiv.* La Déclaration de 1735 maintient les Evêques dans la nomination des bénéfices tant simples qu'à charge d'ames, *id.* 529. Quand l'Evêché & l'Abbaye vaquent tout à la fois, le Chapitre donne les Cures & le Roi les Bénéfices simples, *id.* 532. Si l'Evêque nomme dans la première semaine de la vacance & le nouvel Abbé dans la seconde, lequel doit l'emporter, *ibid.* Durant la vacance du S. Siège, les réserves établies au profit du Pape cessent, *id.* 534. v. *Bénéfices, Concordat, Dévolution, Erection, Patron, Prévention, Provision.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, sur les collations des Bénéfices finis dans les Evêchés de Metz, Toul & Verdun. T. V, p. 124. Union faite par le Roi Philippe le Bel, des bénéfices qui sont à la collation. T. VI, p. 420.

*Collation des Bénéfices.* Règlement fait par l'Assemblée du Clergé de France tenue à Paris, touchant les Visé, Ordres & Collations des bénéfices. T. VI, p. 24. Arrêt du Conseil Privé, qui confirme ce Règlement. T. VI, p. 25. Ordonnance de Philippe de Valois, qui porte que la remise du temporel d'un Evêché faite par le Roi à un Evêque, ne fait point cesser le droit de collation des bénéfices. T. V, p. 217.

*Collation des Chapitres.* Il y a des Chapitres qui confèrent des Cures de plein droit. T. II, 572, v. *Institution.* L'usage où sont les Chapitres de conférer les Chapelles de leurs Eglises est très ancien, *id.* 573, v. *Dignité, Prébendes.* Le droit de conférer s'acquiert par quarante ans, joint à trois collations, & la possession immémoriale est de cent ans, *id.* 586. Quand l'Evêque est censé assister au Chapitre comme Chanoine, *id.* 587.

*Collation des Bénéfices par les Laïques.* T. II, 664. Aversion de l'Eglise pour les collations des Laïques, *id.* 665 & suiv. Elle l'accorde à quelques uns par privilège, *id.* 666. La longue possession fait présumer un consentement au moins tacite de l'Eglise. T. II, 667. Saint Louis conféroit plusieurs bénéfices, *id.* 668. Bénéfices que le Roi confère de plein droit, *id.* 669, v. *Angers, Avignon, Boulogne-sur-mer, Blois, Bourges, Châlons-sur-Marne, Chartres, Dijon, Evreux, Grenoble, Leon en basse Bretagne, Lescar, Lyon, le Mans, Nismes, Noyon, Orleans, Paris, Poitiers, Rouen, Senlis, Sens, Tours, Tre-*

*guier, Troyes.* C'étoit le Confesseur du Roi qui connoissoit de ces bénéfices. T. II, 670, v. *Espagne, Fontevraut, Joux, Seigneurs.* Règle de la Chancellerie Apostolique, concernant les collateurs & collatrices des bénéfices. T. II, 674. Les provisions de Cures données par des Laïques, ne sont pas autorisables, *id.* 675. Sont il sujets aux Loix de l'Eglise, 677. Le Juge d'Eglise n'en connoit point pour le péritoire, *id.* 678, v. *Collateurs, Provisions.* Les bénéfices de collation laïque ne sont point sujets à la dévolution. T. III, 25. Ceux de la collation de l'Ordre de Malthe vont par dévolution au Grand Maître, & de là au Pape, *id.* 26, v. *Patrons.* Le Pape peut déroger au patronage de l'Ordre de Malthe, *id.* 31, v. *Collation par les Ordinaires.*

*Collation par les Ordinaires.* Différence entre la collation & l'institution. T. III, 385. Celui qui confère sans en avoir droit, demeure garant des dépens, dommages, &c. *ibid.* Les Seigneurs laïques ne sont pas tenus de se servir du Notaire Apostolique dans leurs provisions, *id.* 386. Les provisions des Chapitres ne demandent point de témoins, *id.* 387. On ne peut inférer dans les provisions une condition sur pension ni de futuro, *id.* 388. Il faut encore qu'elles soient libres & sans aucune réserve, *id.* 389. Celles des Ordinaires ne sont point présumées subreptices, *ibid.* voyez *Variation.* Un Chapitre n'est point censé varier jusqu'à ce que la conclusion ait été rédigée, *id.* 390. La collation faite à un absent qui la répudie, n'empêche pas l'Ordinaire

naire de conférer à un autre, *id.* 391, v. *Collataire*. Quand le défaut du Pourvu est caché, le Collataire qui lui a conféré peut encore conférer à un autre, *id.* 393. Le Roi ne peut varier ni dans ses provisions ni dans ses nominations, *ibid.* Les provisions des Ordinaires doivent être insinuées dans le mois de leur date, *id.* 394. Elles sont exemptes du contrôle, *id.* 395.

*Collatrices*, v. *Collation des Bénéfices par les Laïques*.

*Collectes*. Les Marguilliers sont exempts de collectes. T. I, 822, v. *Confratries*.

*Collèges*. Les bourses des Collèges ne sont pas de véritables bénéfices. T. I, p. 66 & *suiv.* Les principaliers des Collèges ne peuvent non plus se résigner que les bourses, *id.* 68, v. *Indult, Personnats, Union*. Les Chapitres, le Siège Episcopal vacant, confèrent les bourses des Collèges. T. I, 424.

*Collégiales*. On n'a presque point vu de Collégiales séculières en France avant le dixième siècle. T. I, 601. Elles viennent, pour la plupart, de la sécularisation des Monastères, *id.* 603. Quelques-unes viennent du démembrement des Cathédrales, *ibid.* Qu'est-ce qui constitue essentiellement une Eglise Collégiale, *id.* 606. Les Chanoines des Cathédrales doivent-ils céder le rang aux Dignités des Collégiales, *id.* 615, v. *Absence, Distributions, O, Office divin, Vacance*. Les Seigneurs fondateurs de Collégiales, peuvent aussi prendre à leur service un ou deux de leurs Chanoines, auxquels on ne peut conférer les distributions. T. I, 670. Rang que les Carés

Tome IV. II. Partie,

doivent tenir avec les Collégiales.

T. I, 784. Par qui doivent se régler les contestations qui s'élèvent sur ce sujet, *id.* 785. On décharge de l'Expectative des Gradués, les Dignités des Collégiales électives-confirmatives. T. III, 191. voyez *Carés primitifs, Joyeux avènement, Patron* N°. 3, *Théologal*.

*Comédiens*, v. *Domicile*.

*Comites Palatins*. Etymologie de ce nom. T. I, 284.

*Commanderies*, v. *Esprit saint, Malthe, Mont-Carmel*.

*Commende*. Bénéfices en commende; ce que c'est. T. I, p. 117. Les Bénéfices obtenus en commende tombent-ils en régle. T. II, 640. Le Roi y donne en commende à des séculiers les Bénéfices réguliers. *id.* 641. La commende se change-t-elle en titre par la profession religieuse. T. III, 659. v. *Abbayes en Commende, Bulle, Indult*.

*Commensaux*, v. *Domicile*.

*Commerce*. La profession du commerce ne fait pas vaquer un Bénéfice de plein droit. T. III, 657, v. *Clercs*.

*Communatoire*, v. *Canon utriusque*; &c.

*Conunges*, (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II 591.

*Communautés*. Les Lettres Patentes du Roi sont nécessaires pour l'établissement des Communautés. T. I, p. 96, &c. registrées dans les Cours Souveraines, *id.* 97. Les Religieux exempts ne peuvent établir de nouvelles Communautés sans la permission de l'Evêque. T. II, 122. Les Communautés en consentant à l'union, se réservent ordinairement des droits mêmes utiles. T. IV, 61, v. *Union*. Les

f

Communautés régulières sont depuis long-temps spécialement obligées d'avoir des Lettres Patentes sur leur consentement à l'union, *id.* 63. Règlement sur les augmentations des bâtimens appartenans aux Communautés. T. IV, 114. Elles ne doivent pas les louer pour tirer du profit, *id.* 115, v. *Abbeyes en commende*, *Bâtimens ecclésiastiques*, *Cathédrales*, *Confratries*, *Legs*, *Mauriac*, *Pécule*, *Rentes viagères*, *Vicaires*.

*Communautés Ecclésiastiques*. Edit du Roi, par lequel Sa Majesté défend à tous ses sujets de donner à l'avenir aucuns deniers comptans, héritages ou rentes, aux Communautés ecclésiastiques, régulières ou séculières, (à l'exception de l'Hôtel-Dieu de Paris, du grand Hôpital de Paris, & de la maison des Incurables) à condition d'une rente leur vie durant : ensemble aux Notaires & autres personnes publiques de recevoir lesdits Actes, sur les peines y mentionnées. T. V, p. 51. v. *Indult*.

*Communautés Religieuses*. Déclaration du Roi, qui défend d'établir des Communautés Religieuses, Séminaires, Confratries, sans Lettres Patentes. &c. T. V, p. 46. Edit de Louis XIV sur le même sujet, *id.* 47. Déclaration de Louis XIV concernant les privilèges du Clergé séculier & régulier, qui ordonne que les Communautés religieuses séculières & régulières, ne pourront jouir d'autres droits que ceux accordés par l'Ordonnance des Aides, & le titre commun de toutes les Fermes & de ceux pour lesquels aucunes d'elles Communautés seront employées dans les états qui seront annuellement ar-

rêtés au Conseil. T. V, p. 197. Qui l'accorde pareillement aux Maîtres & étudiants de l'Université de Paris. T. V, p. 198.

*Communautés régulières*, v. *Annate*, *Communautés ecclésiastiques*, *Décimes*, *Rentes*.

*Communautés séculières & régulières*, v. *Contrôle des Baux*.

*Communion*, v. *Usuriers*.

*Compass*, v. *Provisions*.

*Compaternité*. La compaternité est quelquefois double. T. IV, 2 p. 46.

*Compatibilité*, v. *Incompatibilité*.

*Compiègne*. L'Eglise de S. Corneille de Compiègne a été originairement régulière. T. I, 419 & 443.

*Complainte*, v. *Patrons*. N<sup>o</sup>. 3.

*Comptes*, v. *Heures canonicales*.

*Compostelle*, v. *Jacques*. (S.)

*Compromis*. L'élection se faisoit autrefois par compromis. T. II, 734. Un des Compromissaires se peut nommer, *id.* 735, v. *Actions*.

*Compte*. Les anciens Canons excluent des Ordres ceux qui sont chargés d'administration dont ils n'ont point rendu compte. T. II, 359 & suiv. v. *Chambre des Comptes*, *Fabriques*, *Prescription*, *Profession religieuse*.

*Conception de la sainte Vierge*. Excommunication contre ceux qui disent que l'Immaculée Conception de la sainte Vierge est de foi. T. II, 445. Il y avoit autrefois suspenses contre ceux qui attaquoient l'Immaculée Conception. T. II, 504.

*Conciles*. Les Abbés n'ont voix décisive dans les Conciles que par privilège. T. I, 404.

*Concile de Bâle*. Son Règlement sur le nombre & les qualités des Car-



dinaux, sans exécution. T. I, 175 & suiv. v. *Expectatives*, *Prévention*, *Universités*.  
*Concile de Bourges*, v. *Universités*.  
*Concile de Calcédoine*, v. *Patriarches*.  
*Concile de Carthage* (le) ordonne aux Evêques de traiter les Prêtres avec honneur. T. I, 183.  
*Concile de Latran* (le) ordonne aux Cardinaux de traiter les Evêques avec honneur & comme leurs frères. T. I, 183, v. *Dixmes*.  
*Concile de Milan*, v. *Dettes*.  
*Concile de Nicée*, v. *Patriarches*.  
*Conciles Provinciaux* (les) ne peuvent être convoqués en France sans une permission spéciale du Roi. T. I, 141, v. *Empêchemens dirimans*. Le Clergé de la Cathédrale ainsi que les Curés & les Prêtres, étoient appelés aux Conciles Provinciaux. T. I, p. 358. Les Prêtres n'y ont point la voix décisive, *id.* 360. Décision des Papes, des Conciles & du Clergé de France sur cette matière. *id.* 361.  
*Conciles de Ratibonne*, de Soissons & Lestines, v. *Usurpation*.  
*Concile de Tours*. Explication du Canon vingt quatre du troisième Concile de Tours au sujet des Chanoines. T. I, 601.  
*Concile de Trente*. Ses Décrets sont contraires à nos maximes en plusieurs articles. T. I, 157 & suiv. On n'insère dans l'Ordonnance de Blois que les plus utiles, *id.* 159 & suiv. v. *Expectatives*, *Pluralité des Bénéfices*, *Prévention*, *Regrets*.  
*Concordat*. (le) laisse au Roi la nomination aux Evêchés. T. II, 764, aux Abbayes & aux Prieurés électifs, *id.* 765. Ce n'est pas en vertu du concordat, que le Roi y nomme des séculiers, *ibid.* Les annates ne sont point autorisées par

le concordat, *id.* 766, v. *Annates*. Le Parlement & l'Université s'opposent de toutes leurs forces au concordat, *id.* 773. La nomination aux Monastères de femmes est elle comprise dans le concordat, *id.* 783. Le Roi ne nomme point aux Abbayes de sainte Claire, de sainte Elisabeth & de l'Annonciade, *id.* 784. La Chancellerie Romaine ne veut point reconnaître le droit du Roi sur les Monastères de femmes, *id.* 785, v. *Nomination du Roi*. Le Roi nomme à toutes les Eglises qui ont été sécularisées depuis le concordat, *id.* 790. & en vertu dudit concordat, il nomme aux Evêchés des pays conquis, *ibid.* Pourquoi fait on dans le concordat une mention spéciale du Dauphiné, *id.* 791. Les Lettres Patentes d'Henri II, portent que le concordat ne sera point observé ni dans la Provence ni dans la Bretagne. T. III, 104. Concordat de la nation Germanique fait entre Frederic III Empereur, & le Cardinal de Saint Ange Légat à Latere, & ratifié par le Pape Nicolas V, pour la nomination aux Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prélatures & autres bénéfices de l'Empire. T. V, p. 340. Constitution du Pape Clement VII, contre les Evêques & Prélats de l'Empire, lesquels au préjudice des concordats Germaniques, s'arrogent les collations, provisions des Bénéfices réservés au S. Siège Apostolique. T. V, p. 343. Bulle du Pape Jules III, pour l'exécution des concordats Germaniques. *id.* p. 345. Constitution de Gregoire XIII, qui défend aux Ordinaires de conférer dans les trois mois de la vacance

les bénéfices réservés au S. Siège, par le concordat Germanique, si dans ledit temps le S. Siège y a pourvu. T. V, p. 347. v. *Dons gratuits, Mandats apostoliques, Prévention, Villa murata.*

*Concours.* En cas de concours entre deux nommés, lequel doit l'emporter. T. III, 136, v. *Prévention, Universités.*

*Concubinage (le)* est un crime que les Canons jugent dignes de la déposition d'un Bénéficiaire. T. IV, 2. L'Eglise connoissoit autrefois de ce crime contre les Laïques. T. IV, 2 p. 2, v. *Cas privilégiés.*

*Concubinaires publics.* Il y avoit autrefois suspenses contre les concubinaires publics. T. II, 502. On dépouille les Curés en France de leurs bénéfices, sans attendre la rechute, *id.* 505. Le concubinage public est-il un cas privilégié, *id.* 506.

*Condamnation à la mort, v. Crimes, Jugement.*

*Condamné, v. Contumace.*

*Condamnés à mort.* On donne un Confesseur à ceux qui sont condamnés à mort. T. IV, 2 p. 380. v. *Confession.*

*Condé (M. le Prince de) v. Chasseaux.*

*Condition servile.* La condition servile est un empêchement au mariage, & il est de droit positif. T. IV, 2 p. 118.

*Condom (l'Eglise de) a quatre Dignitaires.* T. II, 594.

*Confesseur du Roi, v. Collation de bénéfices par les Laïques.*

*Confesseurs.* Il est défendu aux Chapitres exempts d'approuver leurs Confesseurs. T. I, 450. Les Doyens ruraux ont-ils le pouvoir d'approuver les Confesseurs de

leur district. T. I, 510. Formule de la dispense que donne le Confesseur. T. IV, 2 p. 217. Il peut absoudre l'impétrant de l'inceste, quoique réservé dans le Diocèse, *id.* 218. Il fait un titre ou une approbation particulière pour confesser. T. IV, 2 p. 370. Limitations que les Evêques peuvent mettre aux approbations pour confesser, *id.* 371. Régles particulières des Religieux pour les membres de leur Communauté, *id.* 372. Privilège de se choisir un Confesseur, *ibid.* v. *Pâques, Secret.* Ce que doit taire le Confesseur qui a besoin de conseil, *id.* 379, v. *Chapitres, Condamnés à mort, Legs, Monitoires, Pénitence.*

*Confession.* Le grand Vicaire peut-il confesser les Diocésains, &c. hors du Diocèse. T. I, page 344. Le pouvoir de confesser est annexé au titre des Doyens des Cathédrales, *id.* 382, v. *Archidiacres.* Les Cleres séculiers peuvent aujourd'hui se confesser à qui il leur plaît, *id.* 384. Les Religieux exempts ne peuvent, sans la permission de l'Evêque, entendre les confessions des séculiers. T. II, 119. Même des Religieuses exemptes des Ordinaires, *id.* 110. Le Paroissien ne peut exiger la permission de se confesser à tout Prêtre approuvé. T. II, 310. La révélation de la confession est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3. Un Curé peut confesser ses Paroissiens hors de son Diocèse. T. IV, 2 p. 166. Ordonnance de Charles VI, qui porte que les condamnés à mort seront regus au Sacrement de confession. T. VI, 423, v. *Condamnés à mort, Curés, Malades, Secret.*

*Confidence.* La confidence est une espèce de simonie. T. III, 802. Et elle est punie plus sévèrement que la simonie prohibée par le droit divin, *id.* 803. Bulles de Pie IV & Pie V contre la confidence acceptées en France, *id.* 804. L'excommunication portée contre les confidentiaires, doit être publiée au Prône tous les Dimanches, *id.* 805. Ordonnances de Louis XIII contre la confidence, suivies des Arrêts rendus par les Cours Souveraines, *ibid.* v. *Indultaires.* Les confidentiaires encourent-ils *ipso facto* la privation des Bénéfices qu'ils avoient acquis canoniquement, *id.* 807. Deviennent-ils inhabiles à en acquérir d'autres, *id.* 808. Les Evêques qui trempent dans le crime ne peuvent pour cette fois disposer du Bénéfice, *ibid.* On est confidentiaire quand on réserve pour soi ou pour d'autres une partie des revenus du Bénéfice qu'on donne, *id.* 809. Il faut pour encourir les peines que la confidence soit réelle, *id.* 810. Il est nécessaire que le Bénéfice ait été conféré en conséquence de la convention, *id.* 811. Ceux qui reçoivent en confidence sont punis plus rigoureusement que ceux qui donnent, *ibid.* Peut-on recevoir un Bénéfice quand on sçait que l'intention de celui qui donne est confidentiaire, *id.* 812. Conjectures sur lesquelles on peut juger de la confidence & de la simonie, *ibid.* & *suiv.* L'intervalle du temps qui s'écoule entre deux ans, donne lieu de juger que l'un s'est fait indépendamment de l'autre, *id.* 814. Espèce de confidence dans les Bénéfices régaliens, réprimée, *ibid.* & *suiv.* La simonie

n'est plus un crime purement ecclésiastique, & les Cours souveraines en connoissent contre les laïques, *id.* 816. La connoissance directe, tant de la simonie que de la confidence, appartient au Juge d'Eglise contre les Ecclésiastiques, *id.* 817. Arrêts notables sur cette matière, *id.* 818. Les Parlemens de Paris, &c. n'admettent point la preuve de ces crimes par de simples témoins, *id.* 819. Les autres Parlemens du Royaume s'en contentent, *id.* 820. On admet en témoignage contre les simoniaques, les domestiques, &c. *ibid.* v. *Patronage*, N°. 2, vers la fin, & *Simonie.*

*Confidentiaires* (les) ne sont inhabiles qu'aux seuls Bénéfices. T. II, 317, v. *Confidence.*

*Confirmation* (la) d'un privilège ne donne point un droit nouveau, mais en suppose un légitimement acquis. T. I, p. 198.

*Confirmation.* La Confirmation n'est point absolument nécessaire pour la validité de la tonsure. T. II, page 177. Ce que c'est que le sacrement de Confirmation, quelle en est la matière, la forme & le ministre. T. IV, 2 p. 338. On ne peut le recevoir qu'une fois, mais à quel âge, *id.* 339.

*Confirmation*, (droit de) v. *Election*, *Immunités des Bénéficiers.*

*Confiscations.* A qui appartiennent les confiscations qui sont des casuels de la Justice appartenante au Bénéfice. T. IV, 348.

*Confratries.* Les Confratries Laïques ont besoin de Lettres Patentes. T. I, p. 98. Les Arrêts suppriment toutes celles qui n'en ont point, *id.* 99. Exemples, *ibid.* &

- suiv.* L'acceptation de la charge de Marguilliers des Confrairies est libre, *id.* 100. Le choix des Prêtres pour l'acquit des Messes leur appartient, *id.* 101. Autorité des Curés dans les Confrairies de leurs Paroisses, *ibid.* v. *Mauriac*. Les Marguilliers des Confrairies ne sont point exempts de la Collecte. T. I, 822. Arrêt de la Cour de Parlement, portant défenses à toutes personnes de faire aucunes Assemblées, ni Confrairies; Congrégations & Communautés en cette ville ni par-tout ailleurs, sans l'expresse permission du Roi. T. VI, p. 175. v. *Aliénation des biens d'Eglise, Communautés Religieuses, Patronage mixte.*
- Confrontation, v. Recollement.*
- Congrégations.* On ne reçoit point en France l'autorité des Congrégations. T. I, p. 152. Les chefs de Congrégations n'ont que des Supérieurs triennaux. T. II, 12, v. *Confrairies.*
- Congrégation de France, v. Religieux exempts.*
- Congrégation de S. Maur.* Edit du Roi, concernant les Bénéfices de la Congrégation de S. Maur. T. V, p. 471. Déclaration du Roi donnée en interprétation du susdit Edit, concernant les bénéfices possédés par des Religieux des Congrégations réformées. T. V, p. 474. Edit du Roi, concernant les Religieux de l'étroite Observance de Cluny. T. V, p. 475. Lettres Patentes de Louis XV, portant évocation générale au Grand Conseil, de tous les procès de la Congrégation de S. Maur. T. V, p. 530. Arrêt du Grand Conseil, portant enregistrement des Lettres Patentes ci-dessus. T. V, p. 533.
- Congrégation de S. Vanne.* Lettres Patentes de Louis XV, portant règlement pour les Religieux de la Congrégation de S. Vanne. T. V, p. 541 & *suiv.*
- Consanguinité, v. Dissolution du mariage.*
- Consécration.* Cérémonies pratiquées à la consécration des Evêques. T. I, 253, v. *Archevêques, Ordination.* La pension s'éteint-elle par la consécration épiscopale. T. III, 619.
- Conseil du Roi.* Les Ecclésiastiques décanisent au Conseil du Roi. T. I, 283. v. *Evêques.*
- Conseillers, v. Parlement.*
- Conseillers des Présidiaux, v. Distributions.*
- Consentement des Parens.* Le consentement des parens a été long-temps requis pour la validité du Mariage de leurs enfans. T. IV, 2 p. 78. Le Concile de Trente ne juge pas à propos de rétablir cette discipline, *id.* 79. Les Loix de ce Royaume ne lui sont point contraires, *id.* 80. Non plus que les Arrêts, *id.* 81. La séduction n'influe pas toujours dans les mariages faits malgré les parens. *id.* 82. Il suffit aux garçons de trente ans complets & aux filles de vingt-cinq ans, de requérir le consentement de leurs parens par des sommations respectueuses, *id.* 83. Le consentement de la mere est requis comme celui du pere, *id.* 84. A moins qu'elle ne soit remariée ou même une vie scandaleuse, *ibid.* Les veuves sont obligées à cette soumission, mais non les fils veufs qui veulent se remarier, *id.* 85. v. *Mineurs, Tuteurs.* En cas d'un refus injuste les enfans peuvent se pourvoir devant le Juge Royal,

*id.* 86. Les enfans, alors, n'ont point d'exhérédation à craindre,

*id.* 87. Les parens collatéraux peuvent s'opposer au consentement donné par la mere, *ibid.*

La mere veuve qui veut marier ses enfans, n'a pas besoin de se faire autoriser par l'avis de leurs parens paternels, *id.* 88. Cas dans lesquels les enfans peuvent se marier sans le consentement de leurs pere & mere, *ibid.* Exemples, *id.* 89, v. *Princes du Sang, Soldats.*

Attention que doivent avoir ceux qui sont chargés des mariages dans les Paroisses, *id.* 90. Exemple capable de leur faire ouvrir les yeux sur les ruses dont on peut se servir, *id.* 91. Suites souvent fâcheuses pour eux & les parties, *id.* 92.

Le consentement des peres & meres doit être donné par écrit, *id.* 92. Les pauvres sont tenus comme les riches à prendre ce consentement, *id.* 93, v. *Exhérédation.* Peines prononcées contre des suppositifs & certificateurs de faux domicile, *id.* p. 92, v.

*Mariages, Profession, Réhabilitation.*

*Conserans, v. Couserans.*

*Conservateurs Apostoliques, v. Appel.*

*Conspiration, v. Dissolution du mariage.*

*Constantin.* (l'Empereur) Il y avoit avant son règne & dès le temps des Apôtres, des Eglises où les Chrétiens s'assembloient. T. I, p. 41, v. *Donations faites aux Eglises, Immanités des Bénéficiers.*

*Constantinople* On élève l'Evêque de Constantinople au-dessus des Patriarches d'Alexandrie & d'Antioche. T. I, 186. Adrien II & E gene IV, l'approuvent dans le huitième Concile Général, *ibid.*

*Contestations* entre les Officiers des Justice Royale & Ecclésiastique sur leurs Jurisdiccions. T. IV, 2 p. 1.

*Contenance.* Les Ministres sacrés sont engagés par vœu à la continence. T. III, 648, v. *Mariage.* Débordement de l'incontinence en Normandie, *id.* 654.

*Contrats de Mariage, v. Mariage.*

*Contre-Lettres, v. Titre.*

*Contrôle.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les droits de contrôle. T. VI, p. 398. Les visa & autres Actes de la Jurisdiction gracieuse épiscopale, ne sont pas sujets au contrôle. T. III, 384, v. *Bans, Baux, Mariages, Prise de possession, Provisions.*

*Contrôle des Baux.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant règlement pour le contrôle des baux des revenus des Communautés séculieres & régulières, & autres gens de main-morte. T. VI, 63 & suiv.

*Contrôle des Bénéfices.* Edit de Louis XIII, portant règlement pour le contrôle des Bénéfices. T. VI, p. 54. Règlement du Conseil d'Etat sur l'Edit précédent, *id.* 62.

*Contumace.* Le condamné par contumace a cinq ans pour la purger. T. IV, 8, v. *Censures.*

*Conty, (Prince de) v. Bénéfices.*

*Convertis, v. Nouveaux Convertis.*

*Convoi, v. Enterremens.*

*Copula, v. Affinité.*

*Corbeil, v. Paris.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Corbie.* (Abbaye de) Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III à l'Abbaye de Corbie. T. V, p. 1, v. *Religieux exempts.*

*Cor-Evêques.* Ce que c'étoit anciennement. T. I, 294 & *suiv.* Leur révolte contre les Evêques, engage ceux-ci à les supprimer dans le neuvième siècle, *id.* 295. Leurs fonctions étoient de visiter les Paroisses, & ils n'avoient le caractère Episcopal que par accident, *id.* 296, v. *Coadjuteurs, Diaeres.*

*Corps.* Excommunication contre ceux qui disséquent les corps des défunts. T. II, 445. Il y a des défunts naturels du corps qui produisent l'irrégularité. T. II, 386. L'Eglise Grecque ne connoit que ceux qui mettent le Ministre hors d'état de faire ses fonctions, *id.* 387, v. *Prise de corps, Suspendu.* Recèlement de corps, v. *Règle de verisimili notitia obitus.*

*Corps privilégiés,* v. *Rentes.* L'Hôpital de-Ville de Paris & le Clergé sont des membres privilégiés. T. IV, 119.

*Correction.* En fait de correction, la voix de plusieurs parens dans un Chapitre n'est comptée que pour une. T. II, 723.

*Corrections.* Les censures diffèrent des corrections purement pénales. T. II, 420.

*Courriers.* Les courriers ordinaires vont de Paris à Rome en seize jours. T. III, 641, v. *Banquiers expéditionnaires, Provisions de Cour de Rome, Signatures.*

*Couronne,* v. *Tonsure Clericale.*

*Cours Souveraines,* v. (*Conseillers de*)

*Conferans* (L'Eglise de) a huit Dignitaires ou Personnats. T. II, 592.

*Coutance* (L'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 605.

*Coutume,* v. *Loix positives.*

*Crainte.* Pour rendre un mariage nul, il faut que la crainte vienne d'une

cause étrangère. T. IV, 2 p. 106. Ordonnance de Louis XIV contre les mariages forcés, *ibid.* La crainte révérentielle n'ôte pas la liberté, *id.* 107, v. *Violence.*

*Créancier.* Le créancier peut-il exiger de son débiteur la communication de ses titres. T. IV, 184 & *suiv.* v. *Aliénation des biens d'Eglise, Résignation en faveur.*

*Crepy en Valois,* v. *Sentis.*

*Crescent* (S.) Disciple de S. Paul, n'a pas été le premier Apôtre de l'Eglise de Vienne. T. I, p. 204.

*Crimes.* Le Concile de Trente permet aux Evêques de dispenser des irrégularités causées par un crime occulte. T. II, 304. Quand un crime est-il censé porté au for contentieux, *ibid.* & *suiv.* Et quand est-il occulte, *id.* 305. Quand est-ce qu'un crime est censé public ou notoire, *id.* 306, v. *For pénitenciel.* De combien de personnes un crime doit-il être connu pour être censé public, *id.* 308. Que dire quand le coupable s'est retiré dans un lieu où son crime n'est connu de personne, *id.* 309, v. *Crimes, Leze-Majesté, Pénitencerie, Scandale.*

*Crimes.* Privation des Bénéfices causée par certains crimes. T. III, 737. Un Bénéfice vague ou de droit ou de fait, ou de toutes les deux manières à la fois, *id.* 738. Quand le Bénéfice vague de droit ou de fait, il ne peut plus être résigné en faveur, *ibid.* Celui qui a encouru la privation de plein droit, peut-il retenir le Bénéfice & s'en approprier les fruits jusqu'à ce qu'il soit intervenu contre lui une Sentence déclaratoire, *id.* 739. Le coupable peut différer pendant quelque temps sa démission, pour

ne

ne pas se diffamer lui-même & éviter le scandale, *id.* 741. Les crimes qui font vaquer de plein droit sont l'hérésie notoire, &c. *ibid.* Il n'est pas nécessaire que la notoriété soit de droit, *id.* 742. On ne leur permet pas d'y rentrer en abjurant leurs erreurs, *id.* 743. La violence exercée contre les Prélats par les Bénéficiers de leurs Diocèses, font vaquer les Bénéfices de plein droit, *id.* 744. Le crime de lèse-Majesté emporte-t-il la privation de plein droit, *id.* 745. Nos Jurisconsultes François tiennent l'affirmative, *id.* 746. Le meurtre, la mutilation d'un Clerc & l'intrusion font vaquer de plein droit, *id.* 747. Le mort *prosus* ou *penitus* est-il équivalent à l'*ipso jure*, *ibid.* On regarde comme intrus celui qui par voie violente se met en possession d'un Bénéfice, quoiqu'il ait dessus un droit légitime, *id.* 748. Celui qui s'immisce encore dans l'administration spirituelle ou temporelle sans titre canonique, *ibid.* Celui qui administre avant que d'avoir obtenu la confirmation de son élection, est-il intrus, *id.* 749. La simple prise de possession ne suffit pas pour former l'intrusion, *id.* 750. Ceux qui se font pourvoir avec un empêchement canonique, sont-ils intrus, *id.* 751. L'intrus est inhabile à posséder le Bénéfice dans lequel il s'est ingéré, *id.* 752. Il ne faut pas confondre l'assassinat avec le simple homicide, *ibid.* le parricide & l'homicide qualifié, *id.* 753. la condamnation à la mort ou à la mutilation, prononcée par un Juge Ecclésiastique & Bénéficiaire, *id.* 754. la falsification des Lettres

Tome IV. II. Partie.

Apostoliques, *id.* 755. la fausseté commise en fait de Bénéfice, *id.* 756. la sodomie secrète, *ibid.* & *suiv.* l'inceste spirituel d'un Curé avec sa paroissienne, ou d'un Confesseur avec sa pénitente, *id.* 758. Crime monstrueux d'une Religieuse hermaphrodite, pourvus d'un Prieuré conventuel, *id.* 759. L'inceste simple dans le troisième & quatrième degré, fait-il vaquer de plein droit, *ibid.* En quoi consiste l'inceste spirituel proprement dit, *id.* 760. La procuration de l'avortement fait vaquer *ipso facto*, *ibid.* En est-il de même du crime de rapt & de l'aliénation illicite des biens d'Eglise, *id.* 761. v. *Fautes qui méritent la privation des Bénéfices, Infamie, Irrégularité, Irréguliers, Official, Regrès, Simonie.*  
*Crime secret.* La Pénitencerie dispense quand l'empêchement vient d'un crime secret. T. IV, 2 p. 214.  
*Criminel.* Un criminel après vingt ans peut-il être poursuivi au Tribunal Ecclésiastique. T. II, 273. Peut-il, après ce temps-là, y être regardé comme irrégulier, *id.* 274, v. *Condamnés à mort.*  
*Criminels. (Bénéficiers)* Les Bénéficiers accusés ou coupables de crimes, peuvent-ils résigner en faveur. T. III, 495. La résignation vaut, non par elle-même, mais en vertu de la clause *aut alio quovis modo*, *id.* 496. Les Arrêts des Cours souveraines la reconnoissent, & adjugent le Bénéfice au Résignataire, pourvu qu'il n'ait pas été prévenu par le Dévoluraire, *id.* 497. Réponse aux Arrêts contraires, *id.* 498. L'atrocité du crime n'empêche point sa vertu, *id.* 499. Si l'accusé permute ou résigne avec pension, il perd par

- la condamnation ce qu'il a acquis, *ibid.* L'appel d'une Sentence de privation met le coupable en état de résigner, *id.* 500. Le criminel ne peut mentir à son Juge sans péché mortel. T. IV, 610, v. *Regrès.*
- Crudegand*, (S.) v. *Chanoines.*
- Croisée*, v. *Maison religieuse.*
- Croix.* Si un Archevêque peut monter en chaire avec la croix haute hors de son Diocèse. T. I, 205. L'usage de porter la Croix devant les Evêques, & la croix pectorale, est très-ancien. T. I, 163, v. *Archevêques.*
- Crosse.* L'usage de la Crosse est très-ancien. T. I, 162.
- Cui Prius*, v. *Provisions de Cour de Rome.*
- Culte divin* (le) est la fin principale des Bénéfices. T. I, p. 63. Edit de Childébert, sur le culte divin & la sanctification des Fêtes. T. VI, p. 228.
- Cultus Disparitas.* Cet empêchement n'a lieu que quand l'une des parties est baptisée au temps qu'elle contracte, & que l'autre ne l'a jamais été. T. IV, 1 p. 182, v. *Hérétiques.*
- Curateur*, v. *Insensé*, *Patron*, N<sup>o</sup>. 2.
- Cures.* Les Chapitres, le Siège Episcopal vacant, confèrent les Cures qui appartiennent à l'Evêque. T. I, p. 423. Les Evêques peuvent démembrer les anciennes Paroisses & y ériger de nouvelles Cures, suivant le Décret du Concile de Trente. *id.* 767. Une Paroisse doit être composée au moins de dix familles, *id.* 768, v. *Curé primitif*, *Paroisses.* Le Patron d'une Chapelle érigée en Cure, en acquiert-il le patronage, *id.* 775. Les Lettres Patentes du Roi sont-elles nécessaires pour l'érection des Cures, *id.* 777. Le titre de bénéfice ne s'éteint point par laps de temps, sans suppression canonique, *id.* 783. Les Cures se mettoient aussi en *Commende*. T. II, 48. Défenses de nommer à des Cures de simples Clercs, *id.* 286. Usage nouveau de la France par rapport aux Curés, *id.* 287. Les Cures ne tombent point en régle comme les Dignités des Cathédrales, *id.* 619, v. *Abbeses*, *Bugey*, *Coadjuteurs*, *Collation*, *Collation des Chapitres*, *Incompatibilité*, *Mendians*, *Nomination*, *Officialité*, *Ordination*, *Origine*, *Partage du revenu des bénéfices*, *Patron*, *Pensions*, *Portions congrues*, *Préventions*, *Régale*, *Résignations en faveur*, *Résignation pure & simple des bénéfices*, *Seigneurs.*
- Cures d'Arras.* Déclaration du Roi, portant que les Cures du Diocèse d'Arras, y désignées, continueront d'être conférées par la voye du concours. T. V, p. 538. & *suiv.*
- Cures de Bretagne.* Déclaration de Louis XV, touchant le concours aux Cures de Bretagne. T. V, p. 534 & *suiv.*
- Cures régulières.* Les Cures régulières sont des bénéfices, quoique les Curés puissent être rappelés par leurs supérieurs. T. I, p. 61. Les Cures de l'Ordre de Prémontré ont des privilèges qui empêchent la prescription de leur régularité, *id.* 105. Origine des Cures régulières. T. II, 20. Le dérèglement du Clergé force les Evêques à donner des Cures aux Moines, & le Droit les déclare capables de Cures *id.* 21 & *s.* Les Evêques leur donnent aussi des Prébendes dans leurs Cathédrales. *id.* 23 & *s.* Défense aux Religieux d'acquiescer ou d'accepter pour



leurs maisons de nouvelles Cures, *id.* 16. Les Religieux Curés ne peuvent être rappelés par leurs supérieurs que du consentement des Evêques, *id.* 27. Il n'en est pas de même des autres Bénéfices, quoique réguliers, *id.* 18. L'Evêque peut-il donner la desserte d'une Cure régulière à un séculier, *id.* 95.

*Cures séculières.* Pourquoi les Cures ne doivent point être amovibles. T. I, p. 59.

*Curés.* Quand les Curés ont-ils commencé à avoir l'administration des biens de l'Eglise. T. I, p. 48. Les Evêques les leur ont cédés à titre de précaire révocable à leur volonté, & leurs successeurs n'étoient pas maîtres de les révoquer *id.* 49 & *suiv.* Jusqu'au treizième siècle ils rendent compte de la portion des pauvres aux Evêques & à leurs Archidiacres, *id.* 50. Jusqu'au onzième siècle, ils sont maintenus dans la perception des dixmes; mais leur avarice obligea les Evêques de reprendre la portion qu'ils leur avoient cédée, *id.* 52. Le Parlement de Toulouse ne souffre pas que les Curés soient Officiaux ou Promoteurs. T. I, 318. Entreprises de quelques Archidiacres sur les revenus des Curés, réprimées. *id.* 506. Rang des Chapelains des Cathédrales vis-à-vis des Curés de Paroisses, *id.* 723. Etymologie du nom de Curé, *id.* 724. Et de celui de *Parochus*, *id.* 725. Le nom de Paroissien se donnoit anciennement à tout le Diocèse, *id.* 725. Rang que les Curés tiennent dans l'Eglise, *id.* 726. Les Curés donnoient autrefois les Ordres mineurs à leurs Paroissiens, *id.* 718. Les Curés sont d'institution divine, *id.* 730. C'est la

doctrine de la Faculté de Paris & des meilleurs Théologiens, *id.* 731. Ils n'en sont pas moins subordonnés aux Evêques, *id.* 732. Les Evêques peuvent administrer les Sacrements, & prêcher dans toutes les Paroisses de leurs Diocèses, *ibid.* Dans le commencement du Christianisme, un Evêque seul suffisoit pour gouverner les fidèles dans chaque lieu, *id.* 734. Les Paroisses se forment plus tard dans les villages, mais dans les villes leur établissement est aussi ancien que les Apôtres, *ibid.* & *suiv.* Preuves, *id.* 735, & *suiv.* voyez *Messe.* Les Curés doivent offrir le saint Sacrifice pour leurs Paroissiens les Dimanches & Fêtes, *id.* 736. Ils doivent instruire tous les Dimanches leurs Paroissiens, *id.* 737. Leur administrer les Sacrements, & résider assiduellement même en temps de peste, *id.* 738. Ils ne sont pas tenus d'aller administrer ceux qu'on transfère hors de leurs Paroisses, *id.* 719. Les Curés avoient tous autrefois le droit de porter des Censures, *id.* 740. Les Evêques ne se réservoient le pouvoir d'excommunier que dans des cas très-importans, *ibid.* & *suiv.* S. Thomas reconnoît le droit des Curés, *id.* 742. v. *Pénitence publique, Vicaires des Curés.* Ils doivent obliger les Prêtres de leurs Paroisses à assister en surplis à la Messe & aux autres Offices, *id.* 744. & les préférer aux étrangers dans l'acquit des Messes, *id.* 745. On ne peut dire la Messe dans l'Eglise d'un Curé sans la permission, *id.* 746, ni faire aucune fondation sans l'associer à ses distributions, *ibid.* L'Evêque peut restreindre un Curé à la confes-

tion de ses seuls Paroissiens, *id.* 757. Le Curé est borné par son titre à sa propre Paroisse, *id.* 758. L'approbation de l'Evêque est nécessaire pour la validité de l'absolution, *id.* 759. Les Evêques sont encore en droit d'ordonner à leurs Curés & autres Ecclesiastiques, une retraite de quelques semaines dans leur Séminaire, *id.* 760. Le peuvent-ils hors le cours de leurs visites, *id.* 761. Les grands Vicaires ont-ils le même pouvoir, *id.* 762, v. *Curés, Curés portionnaires, Curés primitifs. Dixmes, Hôpitaux, Paroisses, Pauvres, Synodes, Testaments.* Rang que les Curés doivent tenir avec les Collégiales, *id.* 784. L'Eglise a toujours désapprouvé l'amovibilité des Curés, *id.* 788. Louis XIV a déraciné cet abus par ses Déclarations, & Louis XV de même, *ibid.* & suiv. v. *Saluts, Vicaire perpétuel.* Les Curés peuvent prêcher par eux-mêmes, à la place des Stationnaires envoyés par les Evêques, *id.* 795. Décret d'Innocent XI sur ce point, *id.* 796, voyez *Bancs, Bedeaux, Fondations, Marguilliers, Prédicateurs.* Usage des Parlemens de Bretagne & de Normandie sur l'âge des Curés. T. II, 100. Aboli par la Déclaration de 1742, qui le fixe à vingt-cinq ans complets, *id.* 201. Les Curés doivent sçavoir l'Ecriture & les Canons sur-tout Pénitentiels, *id.* 223. Les Curés de villes ou de bourgs murés, doivent être au moins maîtres ès-Arts, *id.* 233. Le consentement du peuple étoit autrefois requis pour la nomination des Curés, *id.* 709. Déclaration de Charles IX, qui enjoint aux Curés de commettre

pendant leur absence des Vicaires approuvés par les Evêques. T. V, p. 402. Déclaration de Louis XV, concernant l'âge des Curés, *id.* 433. v. *Bancs, Baux; Cardinaux, Cloches, Conciles Provinciaux, Concubinaires publics, Confession; Déport, Desertes, Distributions, Dixmes, Droits Curiaux; Enterremens, Etole; Fiançailles; Honoraires, Hôpitaux; Jeûnes; Maisons, Mariage; Novales; Offrandes; Pâques, Pénitencerie, Pensions, Permutations des Bénéfices, Portions congrues; Refus de Sacramens, Registres, Réparations, Résidence, Restitutions; Séminaire, Sépulture, Stabilité, Synodes; Taille, Testaments, Translation; Visa.*

*Curés interdits*, v. *Portions congrues. Curés de Paris.* Plusieurs Curés de Paris ont le titre de Curés Cardinaux, quelles sont leurs fonctions. T. I, 168, v. *Charonne.*

*Curés portionnaires.* Abus des Curés portionnaires. T. I, p. 780.

*Curés primitifs.* Leur origine. T. I, 786. Droit du Chapitre de S. Germain l'Auxerrois, en qualité de Curé primitif de S. Eustache, S. Sauveur, &c. *id.* 787. Les Religieux, en cédant les Paroisses au Clergé, s'y conservent les droits de Curés primitifs, *id.* 788. L'Eglise a toujours désapprouvé l'amovibilité des Curés, & Louis XIV a déraciné cet abus aussi bien que Louis XV, *ibid.* & suiv. Les droits honorifiques du Curé primitif ne se perdent point par le non usage, & le Vicaire perpétuel ne porte point ordinairement l'étole en présence du Curé primitif, *id.* 790. v. *Saluts.* Défenses aux Curés primitifs d'administrer les Sacramens

& de nommer des Prédicateurs, *id.* 792, v. *Maires & Echevins*. Le Curé primitif n'a point la première place dans le banc de l'œuvre ou de la fabrique, *id.* 797. Par quels caractères peut-on constater la qualité de Curé primitif, *ibid.* & *suiv.* On n'en reconnoît plus d'autre que le titre constitutif ou la possession centenaire, *id.* 799. Ils ne peuvent commettre d'autres Prêtres pour officier à leur place, *ibid.* Leurs prérogatives sont bornées à l'Office des quatre grandes Fêtes & du Patron, *id.* 799. Exceptions à l'égard des Cathédrales & Collégiales qui sont maintenues dans leurs usages, *id.* 800. Le Curé primitif devient-il Patron des Cures qu'on érige dans son territoire, *id.* 773, v. *Archidiacons, Bâtimens ecclésiastiques, Incompatibilité, Procuration.*

## D.

**DAMES** de charité. L'établissement des Dames de charité dans les Paroisses, doit être autorisé de Lettres Patentes. T. I, p. 102.

**Date.** Le droit que donne la date n'est que conditionnel. T. III, p. 312, v. *Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome, Provisions.*

**Date** (la) de l'an & du jour est essentielle à tout Acte. T. III, 349. Défense de retenir date à Rome sur résignation sans procuration, *id.* 484.

**Datterie.** Différence du Bref & de la Bulle obtenue à la Datterie. T. IV, 2 p. 119. Formule de la Bulle, *ibid.* Le pouvoir qu'elle donne à l'Officiel, n'expire pas par la mort du Pape, *id.* 220.

*Dauphiné, v. Concordat.*

*Dax, v. Acqs.*

*Décanister, v. Conseil du Roi.*

*Décès in curia, v. Réserves.*

*Décimateurs, v. Bâtimens, Dixmes, Ecclésiastiques, Enfants trouvés, Gros décimateurs, Livres, Novales, Ornaments, Paille, Paroisse, Procuration, Vases.*

**Décimes.** Origine des Décimes sur le Clergé, les Papes les lèvent à leur profit. T. IV, 441. Nos Rois continuent à les lever pour subvenir aux besoins de leurs Etats, *id.* 443. Contrat de Poissy pour le rachat des domaines du Roi engagés à l'Hôtel-de-Ville, *id.* 444. Les subventions s'accordent au Roi dans les Assemblées générales, *id.* 445. On n'y admet que les Députés des seize Provinces du dedans du Royaume, *id.* 446. Qualités des Députés du second Ordre, *ibid.* Taxe qu'on leur assigne par jour, *id.* 447. Les Curés & les Religieux peuvent être du nombre, *id.* 448. On n'opine pas dans les Assemblées par tête, mais par Provinces, *ibid.* On y traite des matières spirituelles comme des temporelles, *id.* 449. Chaque Diocèse a sa Chambre ou Bureau dont l'Evêque est Président-né, *id.* 450. Les Grands Vicaires n'y viennent ordinairement qu'en l'absence de l'Evêque, *ibid.* Le Chapitre de la Cathédrale doit y avoir un de ses Chanoines Député, *id.* 451. Les Communautés régulières le prétendent aussi, mais mal-à-propos, *ibid.* Il s'est trouvé des Syndics & des Conseillers qui ont entrepris de se perpétuer dans leurs places, *id.* 452. Les Députés de la Chambre peuvent être changés, mais non durant la va-

cance du Siège, *id.* 453. Les impositions s'y règlent sur le pied de 1516 & 1641, révisé en 1646; on charge plus les Bénéfices simples que les autres, *id.* 454. Chambres générales établies dans les neuf principales villes du Royaume, *id.* 455. jugent souverainement, en appelant quelques Conseillers du Parlement ou du Présidial, *id.* 456. peuvent procéder extraordinairement contre leurs Justiciables, *id.* 456. Règlement de 1599 sur les Décimes, *id.* 457. Le Receveur en peut demander deux années d'arrérages à ceux qui succèdent par mort, *ibid.* L'Ordre de Malthe n'en est pas exempt, non plus que les autres Communautés régulières, *id.* 458 & *suiv.* Le Roi déroge quelquefois à ces privilèges, *id.* 459. Difficultés sur les Collèges des Jésuites & autres Religieux qui n'ont point de Bénéfices unis à leurs Manfes, *id.* 460. L'exemption des Cardinaux a lieu rarement, *id.* 461. Celle des Hôpitaux n'est pas contestée, *id.* 462. Les Vicaires perpétuels réduits à la portion congrue, peuvent être taxés jusqu'à soixante livres, *ib.* v. *Dons gratuits.* Commissions de Receveurs particuliers des Décimes, érigées en offices, *id.* 465. Emolumens du Receveur général & des particuliers, *id.* 466. Les deux Agens Généraux du Clergé sont nommés par les Provinces tour à tour, *id.* 467. Quels sont leurs appointemens, *id.* 468, v. *Immunité des Bénéficiaires.* Edit d'Henri IV, concernant les Décimes. T. V, p. 356, v. *Hôpitaux.*  
*Décisions* (les) tirées tant des Décretales, de Grégoire IX, que

des Clementines, sont l'ouvrage des Conciles Généraux les plus réputés. T. I, 162.

*Décret.* Le défaut d'opposition au Décret, nuit-il à l'Eglise comme aux autres créanciers. T. IV, 178. Le Grand Conseil dans ce cas l'admet au retrait, *id.* 179. Contre la prescription de quarante ans, *id.* 180, v. *Prescription.* Le Décret doit être proportionné à la gravité de la faute, *id.* 593, v. *Cas privilégiés.*

*Décret irritant*, v. *Indultaires.*

*Décretales*, v. *Grégoire IX, Décisions.*

*Décret*, v. *Innocent.*

*Décrets de prise de corps.* Les décrets tant de prise de corps que d'ajournement personnel produisent l'inhabilité. T. II, 62.

*Défaut.* Quand le défaut du pourvu est caché, le Collateur qui lui a conféré peut encore conférer à un autre. T. III, 393. La découverte d'un défaut notable & caché peut faire résilier les Fiançailles. T. IV, 2 p. 30.

*Défenseurs ou avoués.* Ce que c'est. T. I, p. 23, v. *Vidames.*

*Dégradation.* L'usage de la dégradation est aboli dans le Royaume. T. IV, 633.

*Degrés nécessaires pour être pourvu de Bénéfices.* T. II, 215, v. *Alface, Curis, Dignitaires, Droit, Evêques, Gradués, Promoteur, Science, Théologal.* On ne souffre plus que le Pape dispense en France des degrés requis par les Ordonnances, *id.* 254 & 247. Le degré sans le temps d'étude est insuffisant pour les Dignités & les Cures de ville, *ibid.* Arrêts qui déclarent nuls les degrés pris sans études dans les Universités, *id.* 236.

Déclaration de 1736, contre les degrés pris sans études dans les Universités, *id.* 237. Degrés *per saltum* prohibés, *id.* 238. Les Universités qui donnent les Degrés aux ignorans doivent être dépouillées de leurs privilèges, *id.* 239, v. *Villa murata*, *Fauxbourgs*. La possession triennale couvre-t-elle le défaut de degrés, *id.* 242. Un Religieux sans degrés Evêque in *Paribus*, peut-il être Curé d'une ville, *id.* 243. Faut-il avoir obtenu le Degré avant la provision, *ibid.* Différence entre les pourvus de Cures & les pourvus de Dignités, *id.* 244. Il suffit que le Curé prenne le Degré avant d'être mis en cause, *ibid.* & *suiv.* Exceptions en faveur des Gradués qui concourent avec des pourvus de Cour de Rome, dans les mois qui leur sont affectés, *id.* 246, v. *Théologal*. Les Bénéfices doivent être donnés aux plus sçavans dans le chant & la musique, *id.* 248, v. *Gradués*, *Mœurs*, *Parenté naturelle*, *Probité*, *Universités*, *Virtu*. Déléation du S. Siège (la) est excitative de la Jurisdiction des Ordinaires. T. II, 525.

Délégations, v. *Actions*.

Délit. Distinction du délit commun & du privilégé. T. IV, 563, v. *Cas privilégiés*, *Devins*. Le Délit commis par un Prêtre dans un emploi séculier, le prive de son renvoi, *id.* 576. Un Prêtre en habit séculier peut-il le demander, *id.* 577. Les Ecclésiastiques ne peuvent être jugés par les Prévôts des Maréchaux, ni par les Prédiciaux en dernier ressort, *ibid.* Peuvent-ils l'être par les Juges des Seigneurs hauts Justiciers, *id.* 578. Les Gentilshommes sont leurs Justicia-

bles, *id.* 579, v. *Privilèges du Clergé*. La plainte doit être rendue par le Promoteur, *id.* 584. v. *Cadavres*, *Décès*, *Dénoncateur*, *Formalités*, *Interrogatoire*, *Récusation*, *Témoins*. Est-ce l'Evêque du lieu du Délit qui doit donner le Vicariat. T. IV, 629. Prérogative accordée à l'Archevêque de Paris, *id.* 630.

Délits dont l'Eglise connoissoit autrefois contre les Laïques. T. IV, 2 p. 2. Ils ne sont plus aujourd'hui connus en France, *id.* 3.

Démence. Dans le cas de la démence d'un Evêque, l'administration du Diocèse appartient au Chapitre. T. I, 334, v. *Chapitres*.

Démence & folie. La démence ou la folie est un empêchement dirimant le mariage. T. IV, 2 p. 108 & *suiv.*

Démission. Le Grand Vicair ne peut admettre ni accepter les démissions, que font les Bénéficiers. T. I, p. 322, v. *Démissions des Bénéfices*. Lettres Patentes du Roi, concernant les démissions dans les mois réservés à Sa Majesté, dans les trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun. T. V, p. 325, voyez *Régale*, *Regrès*, *Résignation en faveur*.

Démission des Bénéfices. La Démission est expresse ou tacite, pure, simple ou conditionnelle. T. III, 422. Le droit réserve aux Evêques la démission des Cures, *id.* 426.

Deniers. Les Evêques ne peuvent faire aucunes levées de deniers, même pour l'entretien des Séminaires, sans Lettres Patentes. T. I, 267.

Deni de Justice, v. *Appel comme d'abus*.

Denis. (S.) On croit que c'est le

- corps de S. Denis de Corinthe qui a été apporté en France, dont le Chapitre de Notre-Dame de Paris conserve le chef. T. I, 210 & *suiv.* v. *Hilduin*. Le Prieur de S. Denis est Grand Vicairé de l'Archevêque de Paris. T. I, 314.
- Denis (S.)** l'Aréopagite n'a pas été le premier Evêque de Paris. T. I, 210. Les écrits attribués à Saint Denis Aréopagite, qui disent que la Bienheureuse Vierge Marie mourut à Jérusalem, ne méritent aucune créance. T. I, 213 & *suiv.*
- Denis.** (Abbaye de S.) Lettres d'amortissement accordées par Charlemagne à l'Abbaye de S. Denis. T. V, p. 2, v. *Religieux exempts.*
- Dénonciateurs** (les) ne sont point irréguliers en France. T. II, 375. Un particulier, quoique non offensé, peut se rendre dénonciateur. T. IV, 585. Le Promoteur doit avoir un registre pour y recevoir ses dénonciations, *ibid.* Le Dénonciateur est tenu des dommages & intérêts, si l'accusé est renvoyé absous, *id.* 586. Le Promoteur peut-il supprimer une partie de la dénonciation, *ibid.* v. *Accusé*, *Formalités*, *Interrogatoire*, *Récusation*, *Témoins.*
- Denys, (S.)** v. **Denis. (S.)**
- Dépens.** L'Officiel ne peut condamner aux dépens envers le Promoteur. T. IV, 620. Jurisprudence moderne sur ce point, *ibid.* Le Clergé en demande la réforme & n'est pas écouté, *id.* 621.
- Déport.** L'Archidiacre prend dans quelques Diocèses le Déport des Curés. T. I, 495. Les Evêques, sur-tout en Normandie, s'attribuent le Déport & l'Annate des Curés, *id.* 496. Le Déportaire est-il préféré au Pensionnaire, *ibid.*

- Les Evêques de Bretagne & quelques autres en prennent la moitié, *id.* 497. Usage particulier de l'Eglise de Paris, *id.* 498. Celui du Doyenné est réservé à l'Evêque, *id.* 499. L'Evêque & le Chapitre de Noyon donnent le leur aux Chevaliers du Temple, *id.* 500. Le Concile de Basse semble rejeter le Déport des Archidiacres, *id.* 501. Les Arrêts y maintiennent ceux qui sont fondés en possession immémoriale, *id.* 502. Il n'a communément lieu qu'en cas de vacance par mort, *id.* 503. Il se clôt par la prise de possession du nouveau Curé, mais en cas de litige, s'ouvre-t-il du jour que l'assignation est donnée, *id.* 504. Il cesse par la Sentence de récréance, quoiqu'il y en ait appel, *id.* 505. Les Archidiacres de Paris ont la dépouille des Curés, *id.* 507. Ceux de Saintes ont l'option du lit ou du cheval, *ibid.* Ce droit vient originàirement des Religieux Bénéficiers, dont l'Abbé prend la chappe & le breviaire, *id.* 508. v. *Annates*, *Ordination.*
- Déposition.** L'Ecclesiastique assigné pour déposer, ne doit point attendre la contrainte. T. II, 377, v. *Dispenses des empêchemens dirimans.*
- Dépouilles.** Les Papes s'attribuent la dépouille des Bénéficiers. T. IV, 370 & *suiv.*
- Députés du second Ordre** (les) n'ont point aux Assemblées du Clergé la voix délibérative dans les manieres de morale & de doctrine. T. I, p. 322, v. *Décimes.*
- Dérégation.** Le Pape déroge au Patronage ecclésiastique, quand même il ne seroit pas énoncé dans la Supplique. T. III, 348.

*Desertes*

*Desertes.* Déclaration du Roi, pour faire établir les Curés ou Vicaires perpétuels en titre, dans les Paroisses qui sont desservies par des Prêtres amovibles. T. V, p. 404, v. *Dévolutaires, Prévention.*

*Deservant, v. Casuel.*

*Destruction d'Eglise.* Mesures qu'il faut prendre quand on détruit l'Eglise du Bénéfice supprimé. T. IV, p. 32.

*Dettes.* Les Chanoines d'une fondation moderne, peuvent-ils prétendre leur part dans les anciennes dettes actives du Chapitre. T. IV, p. 349. Un Bénéficiaire est-il tenu des dettes contractées pour l'utilité & la nécessité du Bénéfice, *id.* 356. Règlement du Concile de Milan, sur les dettes des Bénéficiaires, *id.* p. 357, v. *Adions, Compte, Prise de corps, Profession religieuse, Rentes.*

*Devins.* Peines décernées par les Loix du Royaume contre les Devins & Devinereſſes. T. IV, 569. Ordonnance de Charles VIII contre les Devins & les Sorciers. T. VI, 247. Edit de Louis XIV contre les Magiciens, Devins, Empoisonneurs, &c. *id.* 249.

*Devoirs, v. Nouveaux Convertis, Réhabilitation.*

*Dévolut.* Le Gradué a-t-il droit sur les Bénéfices dévolus. T. III, 197, v. *Dévolutaire.* Origine du nom de Dévolut, *id.* 189.

*Dévolutaires.* La clause de *Annali*, concerne les Dévolutaires. T. III, 347. On assujettit les Dévolutaires à plusieurs regles rigoureuses, surtout à exprimer la cause de la nullité du titre qu'ils attaquent. *id.* 290. à fournir une caution pour la somme de cinq cens livres, ou à la configner, *id.* 291. Les Gra-

dués, Indultaires & Brévetaires, impétrans un Bénéfice vacant de droit, & rempli de fait, ne sont pas sujets aux regles des autres Dévolutaires, *id.* 292. Le Dévolutaire doit encore prendre possession dans l'an, & intenter son action du vivant de sa partie, *ibid.* & mettre sa partie en cause dans l'espace de trois mois, *id.* 294. Le droit n'est acquis au Dévolutaire que du jour qu'il met sa partie en cause, *id.* 295. Il est encore tenu de mettre le procès en état d'être terminé en deux ans, *ibid.* On peut dévoluer le possesseur d'un Bénéfice avant qu'il soit intervenu Sentence déclaratoire de la vacance, *id.* 296. Un Bénéfice de patronage laïque, peut-il être dévoluté sans le consentement du Patron, *id.* 297. Le Dévolutaire en France peut résigner son droit à un tiers, quand il a mis sa partie en cause, *id.* 297. Le possesseur n'est troublé que par l'assignation du Dévolutaire, *id.* 298. La récréance se donne sur le titre le plus apparent, *id.* 299. & *suiv.* Elle s'exécute nonobstant l'appel, *id.* 300. Celui qui l'obtient n'est plus tenu de donner caution, *ibid.* En restituant les fruits, il retient son droit de desserte, *id.* 301. Usages particuliers des Chapitres de Montpellier & d'Arras, *id.* 301, v. *Maintienne, Segueſtre.* Le Dévolutaire peut opter la qualité d'obituaire, T. III, 304. Le Dévolutaire n'a qu'un an pour prendre possession, *id.* 407. Dévolutaires de Bénéfices unis deboutés en trame de leur perfidie, T. IV, 30. Edit d'Henri II. sur les Dévolutaires, T. VI, p. 48. Arrêt du Parlement sur la publication du précédent Edit, *ibid.*

*Dévolution.* L'exemption des Châpitres n'empêche point la dévolution à l'Evêque en matière de Bénéfice, T. I. 463. En régle la dévolution en cas de négligence ou de mauvais choix, n'a point lieu au préjudice du Roi, T. II. 647. Premier vestige de la dévolution, *id.* 690. Elle est réglée par le troisième Concile général de Latran, *id.* 691. Le temps fixé pour la dévolution court du jour que la vacance a été connue dans le lieu, *id.* 692. Court-il également contre le Métropolitain & l'Evêque, *ibid.* La provision donnée après le temps révolu, subsiste si le Supérieur la tolère, *id.* 693. La dévolution suppose une négligence coupable de la part de l'Ordinaire, *id.* 693. ou le choix d'un sujet indigne, *id.* 694. on présume que l'indignité lui a été connue, *ibid.* Si le pourvu ou l'élu refuse d'accepter, on donne au collateur un nouveau terme de six mois, *id.* 695. Quand l'obstacle à l'élection est levé, il faut leur laisser le temps nécessaire pour se préparer à l'élection, *id.* 696. Toute espèce d'incapacité donne-t-elle lieu à la dévolution, *id.* 697. Il n'y a plus en France de dévolution de l'Evêque au Chapitre, *id.* 698. Le Supérieur qui confère *jure devolutionis* en doit faire mention dans les provisions, *id.* 699. Quand tous les degrés sont épuisés, la collation vient-elle à l'Ordinaire, *ibid.* & *suiv.* La dévolution des Bénéfices exempts, v. l'Ordinaire diocésain, *id.* 701. La dévolution n'a pas lieu en matière d'institution, mais de collation libre seulement, *id.* 702. L'institution peut appartenir à d'autres qu'aux Evêques,

*ibid.* v. *Bénéfices.* En cas de refus d'un collateur exempt, la dévolution va à l'Evêque diocésain, T. III, 149. v. *Collation laïque, Election, Gradués.*

*Diaconies*, v. *Hôpitaux.*

*Diares.* Autorité des Diares dans les affaires ecclésiastiques, T. I, 359. Privilège de Citeaux, sur l'ordination des Diares, fort suspect, T. II, 166. Les anciens Chor-Evêques, ordonnoient les Diares, *ibid.* v. *Baptême, Mariage, Viatique.*

*Die* (l'Eglise de) n'a qu'une Dignité & un Personnat, T. II, 610.

*Diffamation*, v. *Empêchement.*

*Dignes*, (l'Eglise de) a quatre Dignitaires, T. II, 597.

*Dignes*, Les Bénéfices doivent être donnés aux plus dignes, *id.* 277. Les Résignans doivent être soumis à cette obligation, *id.* 279. Elle tombe sur les Bénéfices simples comme sur les autres, *id.* 280. Les sujets les plus dignes sont ceux qui se rendent les plus utiles à l'Eglise, *id.* 280 & *suiv.*

*Dignitaires.* Les dignitaires Prébendés ont-ils double distribution, T. I, 693. Il y a des Eglises où l'option des Prébendes a lieu, *ibid.* Les dignitaires des Cathédrales doivent avoir les degrés requis au temps de la provision, T. II, 226. Suffit-il qu'ils l'aient au temps du *Visa*, *id.* 227. ou de la Confirmation quand ils sont élus, *ibid.* Toutes les dignités des Cathédrales, sans distinction, sont obligées au degré, *id.* 228. Le Baccalaureat suffit même pour les premières dignités des Cathédrales, *ibid.* & *suiv.* Les Parlemens qui n'ont pas enregistré l'Edit, en suivent cependant la disposition, *id.* 230. v. *Alface.* Différence entre, les pour-



vus de Cures & les pourvus de dignités, *id.* 244.

**Dignités.** Les Evêques peuvent-ils de leur propre autorité ériger des dignités, T. I, 93. Exemples, *id.* 94. Peuvent-ils supprimer celles qui sont confirmées par le S. Siège, *id.* 95. Les dignités des Cathédrales sont obligées à résider, *id.* 110. Arrêts qui les y condamnent, *id.* 111. Usage de la France & des Pays-Bas sur ce sujet, *id.* 112. approuvé par les Casuistes les plus rigides, *id.* 113. à l'exception de celles qui ont des prébendes unies, *id.* 114. Différence entre les dignités, les personnat & les offices, *id.* 115. Arrêt à ce sujet, *id.* 116. v. *Archidiaconé, Caprais, (S.) Chœur, Offices, Pénitencier, Pénitencier, Personnat.* On permet aux Professeurs de posséder des dignités, *id.* 689. v. *Prévôté.* La première dignité des Chapitres est ordinairement à la disposition de la Compagnie, T. II, 579. même dans les Collégiales de fondation royale, *id.* 580. Les anciens Arrêts l'empêchent lorsque cela est contraire au titre de la fondation, *ibid.* On peut résigner en faveur les dignités électives confirmatives, T. III, 459. Les anciens Arrêts semblent le défendre, *id.* 460. Mais les nouveaux le permettent, *id.* 461. Jurisprudence des Parlements de Dijon & de Douai, sur ce point, *id.* 462. Arrêt célèbre du Parlement d'Aix, *id.* 463. Première exception pour les Bénéfices électifs, par le titre de leur fondation, *ibid.* Seconde exception pour ceux qui sont affectés aux personnes de certain état, *id.* 464. v. *Degrés, Dignitaires, Dignités des Archevêchés, Dignités des Ca-*

*thédrales, Doyens, Gradués, Incompatibilité, Pensions, Présentation.*

**Dignité Episcopale.** Les Chapitres exempts doivent l'honneur & le respect à la dignité épiscopale, T. I, 458.

**Dignités des Archevêchés & Evêchés de France,** v. Chacun à leur Lettre.

**Dignités des Cathédrales.** Age requis pour posséder les dignités des Cathédrales qui ont charge d'âmes, T. II, 203, v. *Indultaires, Ordination, Régale, Résidence.*

**Dignités perpétuelles.** Les Officiers préposés par les Evêques sur les Chapitres s'érigent en dignités perpétuelles, T. I, 376.

**Dijon (l'Eglise de)** a six dignitaires, T. II, 598. Le Roi confère de plein droit le Doyenné, les dignités & les Prébendes de la sainte Chapelle de cette ville, *id.* 669.

**Dimanches.** Ordonnance du Roi Gontran, pour l'observation du Dimanche & d'autres solemnités, T. VI, p. 228. Capitulaire de Charlemagne sur la sanctification du Dimanche, *id.* p. 229. Ordonnance de Charles IX, sur le même sujet, *id.* 230. Ordonnance de Louis XIV sur le même sujet, *ibid.*

**Dimanches & Fêtes.** L'Officiel ne connoît point de la transgression des jours saints commise par les Laïques, T. IV, 2 p. 5, v. *Service divin.*

**Dimissoires.** Le grand Vicaire ne peut donner des Dimissoires pour les Ordres, T. I, 322. Le Chapitre de la Cathédrale ne peut donner de Dimissoires pour les Ordres, qu'après la première année de la vacance du Siège expirée, *ib.* 411.

- excepté à ceux qui sont pressés de les recevoir à raison d'un Bénéfice, *id.* 412. Il est défendu aux Chapitres exempts de donner des Dimissoires pour les Ordres, *id.* 450. Ceux qui présentent de faux Dimissoires, ou qui changent furtivement de domicile, encourent pareillement la suspension, T. II, 492, v. *Ordres, Tonfores.*
- Diocésains**, v. *Dispenses, Domicile.*
- Diocèse**. Les Chapitres peuvent pendant la vacance du Siège Episcopal, visiter le Diocèse même en entier, T. I, 415. On ne peut démembrer un Diocèse sans le consentement du Prélat & de son Chapitre, T. IV, 47, v. *Bans, Décimes.*
- Disciplines** (les) ne peuvent résigner au profit de leurs maîtres, T. III, 445.
- Discipline**. Les Souverains Pontifes ont toujours fait paroître beaucoup de zèle pour ce qui concerne la pureté de la Discipline, T. II, 251.
- Dispenses** (les) & autres choses qui sont de pure grace, n'appartiennent point au grand Vicaire, & encore moins à l'Official, T. I, 320 & *suiv.* C'est à l'Official du Chapitre, le Siège vacant, à fulminer les brefs de Dispense, *id.* 421. Cas dans lesquels la réserve de la Dispense au Pape cesse, T. II, 302. Dans le cas d'un besoin pressant, celle que donne l'Evêque, n'est que provisoire, *ibid.* L'Evêque ne peut dispenser que ses Diocésains, *id.* 303, v. *Crime.* Dans le doute, si la dispense est réservée au Pape, l'Evêque peut l'accorder, *id.* 310. La Dispense tacite d'une inhabilité ne suffit pas pour rendre une provision va-
- lable. T. III, 343 & *suiv.* v. *Bans, Bâtards, Dispense des empêchemens dirimans, Episcopat, Homicide, Mariages, Pape, Vices naturels.*
- Dispense des empêchemens dirimans**. Il y en a cinq, dont l'Eglise ne dispense jamais. T. IV, 1. p. 199. L'Eglise peut-elle dispenser dans le premier degré d'affinité de la ligne directe, *ibid.* & *suiv.* & à plus forte raison dans la ligne collatérale, *id.* 201. Il y en a trois dont elle dispense fort difficilement, *ibid.* On souffre la dispense entre l'oncle & la niece, *id.* 202. L'usage a presque par-tout réservé au Pape la Dispense *ad contrahendum*, *id.* 203. à moins que le recours à Rome ne soit trop difficile, ou quand l'empêchement est douteux, *id.* p. 206. Quand l'empêchement est secret & qu'il s'agit de *Contrasto* les Evêques dispensent, *id.* 204. pourvu que les bans aient été publiés, & qu'il y ait bonne foi dans les deux parties, *id.* 205. & qu'ayant connu la nullité de leur mariage, elles aient cessé de vivre ensemble comme mari & femme, *id.* 206. ou quand il ne s'agit que de rétablir les parties dans l'usage du droit dont elles se sont privées, *id.* 207. L'usage général des Evêques de France, qui ne dispensent pas *jure proprio* est de prendre à Rome un Indult pour les pauvres, *ibid.* Quand les parties sont de deux Diocèses, il faut la Dispense des deux Prélats, *id.* 208. Les Dispenses accordées sans cause légitime, sont nulles, *id.* 209. Causes honnêtes de dispense, *ibid.* & 230, v. *Age avancé, Dote, Famille, Lieu, Mort, Paix, Séduction, Services, Translation de biens.* Dispense sans cause, *id.* 212. Causes

infamantes de Dispense, sont de deux sortes, *id.* 213, v. *Chasteté perpétuelle, Confesseur, Crime, Daterie, Pénitencerie, Secret*. La Dispense peut-elle être exécutée par le grand Vicaire ou le Vice-Gérant, *id.* 220. Le Commissaire chargé de l'Enquête, doit être Ecclésiastique, *id.* 221. La cause finale de la grace, doit être vraie au temps de son expédition & de sa fulmination, *id.* 221. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit acceptée par les deux parties, *id.* 221. Si elles ont péché ensemble avant la fulmination, elles doivent le déclarer, *id.* 223. Quand il y a une nullité dans la Dispense prise à Rome, l'Evêque peut-il la réparer & se faire payer de son travail, *id.* 224, v. *Dispenses in forma Pauperum*, v. *Chasteté, Empêchemens prohibitifs, Religion*. Celui qui a été dispensé, ne laisse pas de tomber quelquefois dans le sacrilège, *id.* 231. L'Enquête est de la forme essentielle de la Dispense, *id.* p. 232. Il faut assigner des témoins, & qu'ils soient au nombre de quatre, *id.* 233. Il faut approfondir leurs dépositions & s'enquérir par quelle voye ils ont appris ce qu'ils déposent, *id.* p. 234 & interroger les parties séparément, *ib.* Modèle du Procès-verbal que le Commissaire doit dresser, *id.* 235. L'original de ce Procès-verbal doit être remis au Greffe de l'Officialité, *id.* 236, v. *Légitimation*.

*Dispense in forma Pauperum*. Ce que c'est. T. IV, 1. p. 225. Elle suppose une pauvreté réelle, *id.* 226. Les enfans qui attendent une riche succession, ne peuvent pas y prétendre, *ibid.* Le grand Vicaire & le

Vice-Gérant de l'Officialité, peuvent donner le certificat de pauvreté, modèle de ce certificat, *id.* p. 227. Frais des Dispenses de Cour de Rome, *id.* 228.

*Dispenses de Mariage*. Déclaration de Benoit XIV, sur les Dispenses de mariage, T. IV, 2 p. 290 & suiv.

*Dissolution*, v. *Corps*.

*Dissolution de mariage*. L'impuissance, le défaut d'enfans, un mariage contracté contre les coutumes du pays, ne peuvent faire dissoudre un mariage. T. IV, 2 p. 279. ni la difformité survenue depuis le mariage, la fureur, la lèpre, la perte de la vue, ne le peuvent pas non plus, *id.* 280. ni le changement de Religion, l'affinité, les mauvais traitemens, *id.* 281. ni la mort civile ou les galères, *id.* 282. la fornication ni l'adultère, *id.* 283. ni l'inceste, *id.* 284. ni la conspiration, *id.* 285. Obligations des mariés après la dissolution du mariage, *id.* 285 & suiv.

*Distributions*. S. Yves de Chartres introduit les distributions dans son Eglise. T. I, 632, v. *O*. Elles n'eurent pas tout le succès qu'il en attendoit, *id.* 633. Son exemple est suivi par plusieurs autres, *id.* 634. Le Concile de Trente les fixe au tiers du revenu, & le Parlement de Paris à la moitié, *ib.* v. *Pacances*. Les Distributions des absens doivent-elles accroître aux présens, *id.* 652, v. *Bureaux, Præcepteurs, Principaux, Séminaires, Théologaux*. Les grands Vicaires, Archidiaques, Officiaux, Promoteurs, Syndics des Diocèses, Conseillers des Chambres Ecclésiastiques, jouissent du privilège des Distributions, *id.* 661. de même les Missionnaires & Prédicateurs qui travaillent

dans leur propre Diocèse, *id.* 662. Tous les grands Vicaires de l'Evêque doivent-ils être tenus présens, & sont-ils obligés d'avertir le Pointeur, *id.* 663. Les Chanoines de *Comitatu* n'y sont point obligés, *id.* 664. Ceux qui travaillent pour le Diocèse sont censés travailler pour la Cathédrale même, *id.* 665. Jurisprudence des Parlemens de Paris & Bordeaux, sur les grands Vicaires, *ibid.* Les Curés ont le même privilège, *id.* 666. De même que les deux Chanoines que l'Evêque emploie à ses affaires, & qu'il peut prendre tant parmi les Chanoines de la Cathédrale que des Collégiales, *id.* 667. sans exception pour les Dignitaires, *id.* p. 668 & *suiv.* les Aumôniers & autres Officiers de la Chapelle du Roi, *id.* 670, v. *Collégiales*. Les Précepteurs des Pages du Roi, y sont compris, *id.* 671, v. *Chapelle (sainte)*. Les Aumôniers & Chapelains des Princes du Sang, en jouissent, mais leur nombre est fixé dans les Cathédrales & Collégiales, *id.* 672. On leur donne toutes les Distributions, excepté les manuelles, *id.* 673. Les Bénéficiers chargés de certains services personnels, ne jouissent point du privilège, *id.* 675. ni les Aumôniers des armées du Roi, *ib.* On l'accorde aux Conseillers de Cours souveraines, même pour les premières dignités, *id.* 676 & *suiv.* & pour les distributions quotidiennes, pourvu qu'ils aient pris possession en personne, *id.* 678. On le conteste aux Conseillers des Présidiaux, *id.* 679. On l'accorde à tous les Professeurs & étudiants en Théologie & autres, dans toutes les Facultés, *id.* 680 & *suiv.*

On la donne aux Chanoines qui vont étudier depuis les Humanités jusqu'au Doctorat, *id.* 682. Les Chapelains & les Séminaristes jouissent du même privilège que les Universités, *id.* 683, v. *Professeurs*. Quand tout le revenu des Prébendes est en distribution, on n'en donne que les deux tiers aux étudiants, *id.* 685. Les Chapitres ne donnent communément aux mineurs étudiants qu'une pension, & plusieurs exigent des étudiants une caution, en cas qu'ils viennent à quitter l'état ecclésiastique, *id.* 686. Les Pénitenciers jouissent du même privilège, *id.* 690. Les Administrateurs des Hôtels-Dieu, &c. & ceux à qui le Chapitre fait de mauvais procès, en jouissent également, *id.* 691, v. *Dignitaires, Evêques, Exilés, Heures Canoniales*. Les Distributions des Chanoines peuvent-elles se saisir, T. IV, 547. *Divorce*. Le Divorce est une séparation forcée, qui se fait malgré l'un des conjoints. T. IV, 2. p. 273. *Dixième denier*, v. *Biens Ecclésiastiques, Immunités des Bénéficiers*. *Dixmes*. Règlement pour le partage des Dixmes en quatre portions. T. I, p. 37. Les Evêques retiennent une portion dans les Dixmes, *id.* 51. Plaintes des Curés à ce sujet, *ibid.* & *suiv.* Les Curés sont maintenus dans la perception des Dixmes, sans préjudice de la portion des Evêques, *id.* 52. Plusieurs Evêques d'Allemagne prennent encore la quarte dans les Dixmes, & même plusieurs Provinces de France, *id.* 53. Les Evêques peuvent-ils prétendre aujourd'hui la Dixme des champs défrichés hors du territoire des Paroisses, *id.* 54, v. *Curés, Fiefs*. Faut-il une possession

immémoriale , pour qu'un Curé préserve les Dixmes dans une Paroisse voisine de la sienne. T. I, p. 782. Excommunication contre les Religieux qui fraudent le droit de Dîme. T. II, 432. On souffre en France que les Dixmes soient vendues aux Laïques. T. IV, 153. Origine de la Dîme, & si elle est due par les Chrétiens de droit divin, *id.* 195. L'usage en est aussi ancien que l'Eglise, *id.* 197. Les Conciles en ordonnent le paiement, *id.* 198. & les Ordonnances de nos Rois, *ibid.* Les receveurs de Dixmes sont tenus à restitution, & peuvent être poursuivis extraordinairement, *id.* 199, v. *Prémices*. Il y a trois especes de Dixmes, *id.* 200, v. *Droits de mortuaire*. Division des Dixmes en grosses & menues, *id.* 202. Dixmes vertes & de charnage, *id.* 203, v. *Dixmes inféodées*, *Novales*. Les Dixmes même purement ecclésiastiques, se vendent en France aux laïques librement, *id.* 216, v. *Dixmes inféodées*. Dixmes de suite ont lieu dans le Nivernois, la Marche, &c. *id.* 220. Pour acquérir droit de Dîme dans une Paroisse dont on n'est pas Curé, la possession immémoriale est-elle nécessaire, *id.* 221. Les Curés réduits à la portion congrue, peuvent ils prétendre les menues Dixmes, *id.* 223. Les nouveaux Arrêts ne leur font pas favorables, même pour les Dixmes de charnage, *id.* 224. Ils ne le font point non plus aux autres Curés, à moins qu'ils ne soient fondés en longue possession, *id.* 225. Les Décimateurs laïques comme les Ecclésiastiques, sont présentement maintenus contre les Curés, dans la possession

des menues dixmes, *id.* 226. Ils ne le sont pas également dans celles des novales, *id.* 227. Tous les fidèles doivent la dîme sans exception des Souverains; mais les Evêques y sont-ils sujets, *id.* 228. Exemptions accordées aux Monastères, *id.* 229. bornées par le grand Concile de Latran aux biens acquis jusqu'alors; *id.* 230. L'exemption pour les anciens domaines, est unanimement reconnue, *id.* 232. Le grand Conseil l'étend aux biens qu'ils donnent à ferme, *id.* 233. mais non à ceux qu'ils donnent à rente ou à emphytéose, *id.* p. 234. Celui qui a droit de dîme sur un héritage, peut le vendre franc & exempt, *ibid.* & suiv. Dans le doute, si l'héritage est de l'ancien domaine, c'est aux exempts à le prouver, *id.* 235. L'exemption se perd par le non usage durant quarante ans, *id.* 236. Jurisprudence du Parlement de Rouen, en faveur des Chevaliers de Malthe, *id.* 237. On exempte de la dîme les anciens domaines des Cures, *ibid.* Dans le doute, s'ils sont anciens ou nouveaux, on présume en faveur du Curé, *id.* 238. On n'en exempte pas les domaines du Curé primitif, *ibid.* L'exemption de la dîme ne s'acquiert point par prescription, *id.* 239. Arrêts des Parlemens qui l'ont ainsi jugé, *id.* 240. même pour les dixmes inféodées, *id.* 241. Le Parlement de Besançon juge la dîme prescriptible par quarante ans, *ibid.* L'imprescriptibilité ne tombe pas sur les menues dixmes, mais seulement sur les grosses, *id.* 242. La négligence du fermier nuit-elle au Décimateur, *ib.* La quotité de la dîme se prescrit

& varie beaucoup, *id.* 243. La prescription a-t-elle lieu contre le titre qui l'a fixée, *ibid.* L'usage s'établit sur une prestation uniforme des habitans du lieu, *id.* 244. Les habitans doivent-ils être entendus dans l'Enquête ordonnée par le Juge, *id.* 245. Dans quelques endroits la dixme de vin est quérable, *ibid.* Peut-on lever deux fois par an la dixme sur un même champ, *id.* 246. La dixme se doit payer en essence, *ibid.* On souffre pourtant les abonnemens en argent, quand ils sont faits légitimement, & les Arrêts les autorisent, *id.* 247. On rejette les abonnemens faits d'autorité privée, *id.* 248. Les Arrêts les réprouvent, *id.* 249. Ils sont plus favorables à ceux qui se font en nature, *ibid.* Les abonnemens & transactions en France, s'homologuent aux Cours souveraines, *id.* p. 250. Ils ne tombent pas sur les noyales ou terres nouvellement défrichées, *id.* 251. Les abonnemens faits par autorité privée, lient ordinairement le Bénéficiaire, *id.* 251. Les abonnemens sur les dixmes de laine, charnage &c. demandent-ils les mêmes formalités que les autres, *id.* 252 & *suiv.* Tous les fruits de la terre sont sujets à la dixme; les espèces insolites ne la doivent que quand elles remplissent une partie noble du territoire, *id.* 254. La dixme est folite & insolite dans différens terrains d'une même Paroisse, *id.* 255. Exceptions sur la décision concernant les insolites, *id.* 256. On se conforme à l'usage des lieux sur les fruits abattus par le vent, les grains coupés en verd pour les bestiaux, *ibid.* Le changement fait par le proprié-

taire dans sa terre, doit-il préjudicier aux Décimateurs, *id.* 257. Arrêts rendus en leur faveur, *id.* 258. Exception pour les denrées que le propriétaire consume, *ibid.* 258. Autres Arrêts favorables & sentiment des Jurisconsultes modernes sur cette question, *id.* 259 & *suiv.* Arrêts contraires aux Décimateurs, *id.* 261. Précautions que doivent prendre les Décimateurs, *id.* 262. Quand il y a deux Décimateurs, & que le changement se fait d'une espèce décimable en une autre, lequel des deux doit en profiter, *id.* 263. Les parcs & enclos commencés en grains décimables, ne sont pas exempts de dixme, *id.* 263. On règle le terrain que les particuliers peuvent mettre en légumes pour leur usage, & qui en est exempt, *id.* 264. Défenses aux laboureurs d'enlever leurs grains à l'insçu des Décimateurs, *id.* 265. On ne doit donner au Décimateur ni la meilleure ni la pire portion, *ibid.* A qui appartient la dixme des troupeaux qui hébergent & paissent en différentes paroisses, *id.* 267. Le sentiment commun les partage entre les deux Curés ou Décimateurs, à moins que l'un n'ait prescrit contre l'autre, *id.* 268. Le maître du troupeau peut-il le vendre au préjudice du Décimateur, *id.* 269. Quand se doit payer la dixme des agneaux, *ibid.* L'agneau affranchit-il sa mere, *id.* 270. Les espèces décimables sont sujettes au recompte & rapport, *ib.* & *suiv.* nonobstant la possession immémoriale, *id.* 272. Les dixmes n'arrangent point en France, *ibid.* non plus que les droits curiaux, *id.* 273. Il n'en est pas de même des dixmes abonnées & des gros

gros dûs aux Curés, *id.* 274, v. *Oblations*. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en faveur des Fermiers des biens ecclésiastiques & des Curés, qui prennent à ferme les dixmes de leurs Paroisses. T. V, p. 193. Capitulaire de Charlemagne, qui oblige tous ses sujets à payer la dixme, *id.* 417. Ordonnance de saint Louis, qui permet aux Eglises d'acquiescer sans amortissement les dixmes inféodées, *id.* 418. Edit de Louis XIV, portant confirmation de tous les Laïques, Ecclésiastiques & Bénéficiers, propriétaires & possesseurs de dixmes inféodées & patrimoniales dans la propriété, possession & jouissance desdites dixmes, en payant finance, *id.* 418. Ordonnance d'Henri III, qui accorde aux Curés la préférence dans les baux des dixmes de leurs Paroisses, *id.* 427. Edit de Louis XIV, pour la levée & perception des dixmes, grosses, vertes, menues & noyales sur toutes les terres sujettes à icelles, encore qu'elles aient été converties des terres labourables ou vignobles, en prairies, herbages ou autres fruits non sujets à dixme, *id.* 430. Déclaration du Roi, qui permet aux Curés à portion congrue, de prendre à ferme les dixmes de leurs Paroisses sans payer la taille, *id.* 433. v. *Abonnement*, *Allions*; *Bâtimens ecclésiastiques*, *Baux*; *Immunités des Bénéficiers*; *Portions congrues*; *Religieux*; *Taille*.

*Dixmes ecclésiastiques*. Ordonnance de Charles IX, qui défend aux Gentilshommes & autres privilégiés, de prendre à ferme les dixmes ecclésiastiques. T. V, page 416.

*Tome IV. II. Partie.*

*Dixmes inféodées* (les) viennent de la donation des Prélats. T. IV, 211, & sur-tout de l'usurpation de la noblesse, *id.* 212 & *suiv.* La possession immémoriale jointe aux anciens dénombremens, fait présumer l'ancienneté de l'inféodation, *id.* 214, mais la première ne suffit pas quand elle est seule, *ibid.* Déclaration de 1708 sur cette matière, *id.* 215. Quand le Seigneur les vend ou les cède à l'Eglise, elle n'a point de retrait lignager à craindre, *id.* 217. Il n'en est plus dû au Roi d'amortissement, quoique l'indemnité le soit au Seigneur, *id.* 218. Quand le fief est supprimé la dixme revenant à l'Eglise, reprend sa qualité primitive, *id.* 218, v. *Cathédrales*, *Dixmes*. La dixme, même inféodée, se paye avant le champart & sans déduction des frais, *id.* 266.

*Dixmes (manues)*, v. *Bâtimens Ecclésiastiques*.

*Docteur*, v. *Emplchemens*, *Papes*.

*Docteur en Théologie*, v. *Régens séptennaires*. Les Docteurs non réformés ne sont pas privés de toutes les prérogatives attachées au Doctorat. T. III, 207, v. *Official*.

*Doctrinaires*. Les vœux des Doctrinaires n'emportent point privation de Bénéfices. T. III, 662, v. *Vaux solennels*.

*Doctrinne Chrétienne*. Lettres Patentes en forme d'Edit, concernant les Peres de la Doctrinne Chrétienne. T. V, p. 487.

*Dol* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 609. Innocent II défend aux Evêques de Dol d'aspirer même au *Pallium*. T. I, 195.

*Dol*. Exemples de fraude & de dol dans la résignation des Bénéfices. T. III, 436. La présomption de

fraude ou de dol, n'a presque plus lieu en fait de résignation au préjudice des Patrons & des Expectans, *id.* 513. On n'intime plus aucun Juge qu'en cas de Dol. T. IV, 596.

*Dol & fraude, v. Représ.*

*Domages & intérêts.* L'Officiel peut condamner l'accusé à des dommages & intérêts. T. IV, 622. Les Arrêts du Parlement de Paris l'y autorisent, *id.* 623.

*Domaines.* L'abandonnement des Domaines fait par le Curé est révocable, en est-il de même de celui fait par le Décimateur. T. IV, 423. Si les fonds abandonnés viennent à manquer, le gros Décimateur doit y suppléer, *id.* 424. Edit de Louis XIV, concernant les Greffiers des Domaines de Gens de main-morte. T. V, p. 78 & *suiv. v. Aliénation, Dixmes, Patronage.* N<sup>o</sup>. 2.

*Domaine de l'Eglise, v. Prescription.*

*Domaines du Roi, v. Décimes.*

*Domestiques, v. Domicile.*

*Domestiques des Religieuses, v. Enterremens.*

*Domicile.* Quel temps est requis pour devenir Diocésain à raison du domicile. T. II, 175. De Droit commun, combien faut-il de temps pour acquérir domicile dans une Paroisse. T. IV, 2 p. 58. Celui qui change de domicile en fraude, peut-il s'y marier valablement, *ibid.* Le Curé de la Paroisse qu'on a quittée depuis onze mois, peut-il célébrer le mariage, *id.* 61. Celui qui a deux domiciles ordinaires, peut-il se marier dans celui qu'il lui plaît de choisir, *id.* 61, v. *Bans, Mariage.* Les étudiants, pensionnaires, artisans, domestiques, ont un

quasi domicile où ils peuvent se marier, *id.* 65. Les mineurs ont deux domiciles, l'un de droit, l'autre de fait, *ibid.* Quel est le domicile des serviteurs & servantes, *id.* 67. des Officiers & Commensaux de la Maison du Roi, *id.* 68. des Officiers de guerre, *ibid.* Quel est le domicile des artisans, *id.* 69 & *suiv.* Quel est celui des comédiens, vagabonds & baladins; mesurés qu'il faut prendre pour s'assurer de leur liberté, *id.* 70, v. *Dimissoires.*

*Donataire, v. Donation.*

*Donateur, v. Rentes de libéralité.*

*Donation.* La donation entre vifs exige essentiellement l'acceptation du Donataire. T. I, p. 79. L'insinuation est également nécessaire pour la validité de la donation, *id.* 80, v. *Fondations.* Les Religieux Bénéficiaires peuvent donner entre vifs, mais non par testament. T. II, 75. Défenses aux novices de donner aux Monastères, *id.* 84. Ordonnance de Louis XV, pour fixer la Jurisprudence sur la nature, la forme, les charges ou les conditions des donations. T. V. 55. v. *Bâtards, Novice, Patronage,* N<sup>o</sup>. 2.

*Donations faites aux Eglises.* T. IV, p. 70. Erreur de Wicléf sur les biens ecclésiastiques, *id.* 71. Dès le deuxième siècle l'Eglise possédoit des fonds, *id.* 71. Libéralités de l'Empereur Constantin envers l'Eglise Romaine, *id.* 73. Histoire de la donation de Constantin, fabuleuse, *id.* 74. Ses successeurs autorisent les donations faites aux Eglises, *id.* 75. Ceux de Charlemagne se réservent la souveraineté sur Rome, *id.* 74 & *suiv.* Nos Rois Très-Christiens



imitent leur libéralité, *id.* 76. Donations de Pepin, Charles & Louis à l'Eglise Romaine, *ibid.* On n'exigeoit point autrefois pour la validité des donations faites aux Eglises, les formalités prescrites par les Loix, *id.* 77. Jurisprudence des Parlemens de Droit écrit sur ce point, *id.* 78. Les Ordonnances modernes les y assujettissent toutes également, *id.* 79, voyez *Obligations*. Les nouvelles Ordonnances ne défendent pas les donations verbales suivies de tradition, *id.* 80. Les héritiers sont tenus d'acquiescer les vœux réels, *id.* 81. Le legs n'est point révoqué par la naissance des enfans, *id.* 82. La connoissance des legs pieux appartient aux Juges séculiers, *id.* 83. On ne permet plus aux Eglises d'accepter des legs universels, *id.* 83. Les Cours réduisent ordinairement les legs universels en faveur des pauvres parens, *id.* 84, v. *Exhérédation*. Les legs qu'on fait aux Communautés sont moins favorables, *id.* 85. Défenses de donner aux Confesseurs & à leurs Communautés, *id.* 86. L'exécuteur testamentaire ne rend pas toujours compte des sommes qu'on lui a remises, *id.* 88. Arrêts favorables aux Eglises, qu'on peut opposer aux précédens, *id.* 89. Jurisprudence du Parlement de Rouen sur cette matière, *id.* 90. Le legs doit être fait à une personne ou à un corps déterminé & approuvé par Lettres Patentes, *id.* 91. Qu'entend-on par legs universel, & de quand courent les intérêts, *id.* 92 & *suiv.* Qu'entend-on par biens propres, *ibid.* Défenses aux Communautés d'acquiescer à rentes viagères, *id.* 94, v. *Amortissement*

*des donations faites à l'Eglise.*

*Don gratuit.* Les pensionnaires doivent payer leur part des dons gratuits, nonobstant toute convention contraire. T. III, 628. La contribution peut-elle excéder la somme à laquelle le titulaire est imposé, *id.* 630. Les dons gratuits se levent & se règlent de la même manière que les décimes. T. IV, 463. Le Clergé est tenu de rembourser une partie de ses capitaux; *id.* 464, v. *Décimes*. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les pensionnaires contribueront aux dons gratuits, nonobstant les concordats. T. V, 451, v. *Hôpitaux*.

*Dot.* Le Défaut de dot dans une Demoiselle de condition, est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2 p. 212.

*Dot des Religieuses.* Edit du Roi concernant les dots des Religieuses. T. V, p. 479. v. *Dots, Religieuses*.

*Dots.* Arrêts de Règlement du Parlement de Paris sur les dots des Religieuses. T. II, 449. Les Religieux ne peuvent exiger de dot, *id.* 450. L'excommunication n'a pas lieu pour ce cas, *ibid.*

*Douceur*, v. *Homicide*.

*Doyen*, v. *Evêques*.

*Doyenné*, v. *Déport*.

*Doyens des Eglises Cathédrales.* On a adjoint les Doyens pour soulager les Prévôts dans leurs fonctions spirituelles. T. I, 377. Ce sont les Evêques qui ont donné au Clergé le pouvoir d'élire leurs chefs, *id.* 378. En Espagne, les chefs des Chapitres sont appelés Prieurs, *id.* 379. Leur devoir est de travailler à l'observation de la

discipline, *ibid.* & *suiv.* Ils ont la qualité de Pasteurs, & sont chargés du soin des âmes, *id.* 380. & sont obligés à résidence, *id.* 381. Le pouvoir de confesser est annexé au titre, *id.* 382. Le pouvoir du Doyen ne se règle pas par le Droit mais par la Coutume, *id.* 384. Il n'exerce sur les membres du Chapitre la Jurisdiction correctionnelle, que conjointement avec lui, *id.* 385, v. *Chapitres*. Quel rang prend à l'Eglise le Doyen qui n'est pas Prêtre, *id.* 390. Arrêt qui règle les droits honorifiques, *ibid.* En l'absence de l'Evêque il officie à ses jours, *id.* 391. Il préside au Chapitre, en dicte les conclusions au Greffier, *id.* 392. On le déboute d'une grande partie de ses prétentions, *id.* 393. Jugement à-peu-près semblable contre le Doyen de Noyon, *id.* 394, v. *Noyon*, *Rouen*. Les Doyens & autres Dignitaires non Prébendés, n'ont point de voix aux Chapitres, *id.* 399. On la donne au Doyen, quand il s'agit d'affaires spirituelles, *id.* 400. Les Doyens des Cathédrales & autres Dignités, cèdent le rang aux Abbés chefs d'Ordre, *id.* 401, mais le contestent aux autres, surtout aux Abbés Commendataires, *ibid.* Moyens des Abbés, *id.* 402. Réponse des Dignitaires, *id.* 403. Si les Abbés ont voix décisive dans les Conciles par privilège, *id.* 404. La question est encore indécidée, *ibid.* & *suiv.* v. *Chanoines*, *Chapitres exempts*, *Dignités perpétuelles*.

*Doyens de chrétienté*, v. *Doyens ruraux*.

*Doyens ruraux* (les) sont les Archiprêtres de la campagne. T. I, 517. Leur nomination & leur des-

titution doit appartenir de droit commun à l'Evêque & à l'Archidiacre, *id.* 518. On blâme les Evêques qui suppriment les emplois des Doyens ruraux, *id.* 519. Pourquoi en Allemagne, en Flandres & en Picardie, sont-ils appelés *Doyens de chrétienté*, *ibid.* Quels sont leurs devoirs & leurs pouvoirs, *id.* 520, v. *Confesseurs*. Ils ne doivent point, dans leurs visites, user de l'étole, ni visiter le saint Sacrement, *id.* 521. Ils ne peuvent ni marier ni commettre. T. IV, 2 p. 171.

*Droit*. Temps requis pour les études de Droit. T. II, p. 235, v. *Professeurs en Droit*.

*Droit Canon*. Les Evêques doivent savoir le Droit Canon. T. II, 224.

*Droit canonique* de France, où est-il contenu. T. I, p. 161.

*Droit commun*. Les Décrétales de Grégoire IX, ne font point le Droit commun de la France. T. I, p. 160. Où est-il contenu, *id.* 161 & *suiv.*

*Droits*. Ceux qui font payer aux Eglises des droits non dus, encourrent la suspension. T. II, 499.

*Droits Curiaux*. Les Droits Curiaux sur les sépultures, tiennent lieu des dixmes menues ou personnelles. T. IV, 283. Anciennement les Curés prenoient le lit de leurs paroissiens défunts, *id.* 284. Les anciennes coutumes doivent être soutenues de titre ou de possession immémoriale, *ibid.* Les Ordonnances de Blois & de Melun rétablissent les Curés dans les droits qui leur avoient été ôtés par celle d'Orléans, *id.* 286, v. *Enterrements*. Décisions du Clergé de France en faveur des Droits Cu-

## E

riaux, *id.* 300, v. *Sépultures*.

Déclaration du Roi qui régle les droits des Curés primitifs & des Vicaires perpétuels. T. V, 411.

Déclaration du même, sur le même sujet, *id.* 413. Constitution de Clement VII sur les droits Curiaux. T. V, p. 397.

*Droits honorifiques*. Extrait des Capitulaires de Charlemagne sur les droits honorifiques des Seigneurs & Patrons dans les Eglises. T. VI, 20. Ordonnance de François I sur le même sujet, *ibid.*

*Droits de mortuaires* (les) ont été substitués aux dixmes personnelles. T. IV, 201.

*Droits Synodaux* (les) ne tombent point en régle. T. II, 630, v. *Synodaux*.

*Duc de Lorraine*. Déclaration du Roi, portant que les sujets du Duc de Lorraine qui seront pourvus de Bénéfices situés dans l'étendue de la Souveraineté, jouiront des revenus desdits Bénéfices qui se trouveront situés dans les Etats du Roi. T. VI, p. 3.

*Dues & Pairs* (les) ne jouissent point du droit d'indult accordé au Parlement. T. III, 212, v. *Pairs de France*.

*Duel*. Excommunication contre ceux qui se battent en duel. T. II, 239 & *suiv.* Le duel est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3. Edit de Louis XIV contre les duels. T. VI, p. 180. Autre Edit sur le même sujet, *id.* 183. Edit du même, portant règlement général sur les duels, *id.* 193.

**E**AU, voyez *Eucharistie*.

*Eau bénite*, v. *Patron*, N°. 3. *Eaux & Forêts*. Il ne faut point appeler les Officiers des Eaux & Forêts pour la coupe des taillis. T. IV, 162.

*Ecclesiastiques*. Excommunication contre ceux qui maltraitent les Ecclesiastiques, pour nomination ou élection aux Bénéfices, T. II, 432. Ordonnance de Charles IX, qui les exempte des taxes des pauvres hors les cas de stérilité extraordinaire. T. V, p. 178. Lettres Patentes d'Henri IV, qui excepte les Ecclesiastiques de toutes taxes pour leurs droits de pâturages, usages, &c. dans les forêts du Roi, *id.* 180. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui décharge les Ecclesiastiques du ban & de l'arrière ban, *id.* 181. Ordonnance de Philippe III, qui exempte les biens & les personnes ecclesiastiques de la taille, *id.* 182. Déclaration de Louis XIII, qui exempte les acquisitions faites par les Ecclesiastiques à titre d'achat, *id.* 183. Déclaration de François I, sur le même sujet, *id.* 185. Edit de Charles IX, qui confirme l'exemption de la taille pour les biens & les personnes ecclesiastiques, *id.* 186. Edit de Louis XIII, sur le même sujet, *id.* 187. Autre Edit sur le même sujet, *id.* 188. Arrêt de Règlement de la Cour des Aides, sur la taille des biens appartenans aux Ecclesiastiques, *id.* 189. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *id.* 190. Edit du même sur le même sujet, *ibid.* Arrêt de la Cour des Aides, sur le mê-

- me sujet, *id.* 191, v. *Adultère*, *Avocat*, *Barbe*, *Cardinaux*, *Conseil du Roi*, *Habits*, *Mariages*, *Opérations chirurgicales*, *Procès criminels*, *Religion*, *Revenus*.
- Echange*, v. *Aliénation des biens d'Eglise*.
- Ecolâtre*, v. *Précepteur*. Il ne faut pas confondre l'Ecolâtre avec le Précepteur; origine des Ecolâtres. T. I, 557. La France les établit en titre, *id.* 558. Ils examinoient autrefois les Ordinaires, *id.* 559. La plupart ont inspection sur les petites écoles, & en approuvent les Maîtres, *ibid.* Jurisdiction du Chantre de Paris sur les Maîtres & Maîtresses, *id.* 561, v. *Chancelier*, *Ecoles de Charité*, *Enfants*, *Maîtres & Maîtresses*.
- Ecoles*. Les Religieux exempts ne peuvent tenir Ecoles sans la permission de l'Evêque. T. II, 122. Les Ecoles des pauvres enfans sont exemptes du droit d'amortissement. T. IV, 123, v. *Ecolâtres*, *Enfants*, *Maisons presbytérales*.
- Ecoles de charité*. Les Ecolâtres ont-ils Jurisdiction sur les Ecoles de Charité établies dans les Paroisses. T. I, 560, v. *Enfants*, *Fondations*, *Maîtres & Maîtresses*.
- Economats spirituels*. Lettres Patentes d'Henri IV, portant révocation des Economats spirituels. T. V, 229.
- Economes*. Fonctions des Economes des biens de l'Eglise. T. I, p. 23. Les Vidames leur succèdent dans le soin de poursuivre les procès des Eglises, *ibid.* v. *Baux*, *Marguilliers*, *Régale*, *Vidames*.
- Economes séquestres*. Edit de Louis XIV, portant création en titre d'office des Economes séquestres dans chaque Diocèse. T. V, 244.
- Autre Edit du même sur le même sujet, *id.* 247. Déclaration du Roi, portant suppression des droits de six sols pour livre attribués aux Economes séquestres, *id.* 250. Déclaration du Roi, concernant les Economes des Bénéfices vacans, *id.* 251, v. *Régale*.
- Ecriture sainte*. Les Curés doivent sçavoir l'Ecriture sainte. T. II, 223.
- Education*, v. *Enfants*.
- Effets civils*. Le Pape ne peut relever ni restituer pour les effets civils. T. II, 268, v. *Réhabilitation*.
- Eglise*. Les Chrétiens avoient des Eglises où ils s'assembloient avec Constantin & dès le temps des Apôtres. T. I, 41. Eglises élevées de toutes parts après la paix générale, *ibid.* Magnificence des anciennes Eglises, *id.* 42. Les Evêques peuvent-ils changer une Eglise séculière en régulière, *id.* 95. L'usage a réservé au Pape la sécularisation des Eglises régulières, *id.* 96. Décision de l'Eglise Latine sur la primauté du Pape, *id.* 139. Elle n'est cependant pas supérieure à l'Eglise universelle, *id.* 140. Elle n'est ni absolue ni arbitraire, *id.* 141. La sécularisation d'une Eglise lui tient lieu de fondation. T. I, 595.
- Eglises exemptées* autrefois du droit de régale. T. II, 623, v. *Régale*. dont les Bénéfices ne peuvent être chargés de pension. T. III, 585. Ordonnance de Philippe le Hardi, qui permet aux Eglises d'acquiescer des immeubles. T. V, p. 7. Ordonnance de Philippe IV dit le Bel, sur le même sujet, *ibid.* Ordonnance du même sur le même sujet, *id.* 8, v. *Acquéit*. (nouvel) Ordonnance de Philippe le Bel,

qui oblige les particuliers à céder leurs fonds pour bâtir les maisons presbytérales ou les Eglises. *id.* 46. Constitution des Empereurs Leon & Anthemius, qui défend l'aliénation des biens d'Eglise, *id.* 66. Capitulaire de Charlemagne sur le même sujet, *ibid.* & *suiv.* Capitulaires de Charlemagne, sur le respect dû aux Eglises. T. VI, 168. Déclaration du Roi, qui défend de voler les Eglises sous peine de mort, *id.* 216, v. *Aliénation des biens d'Eglise*, *Antioche*, *Ausels*, *Aziles*; *Biens d'Eglise*, *Bréviaires*; *Campagne*, *Cathédrales*, *Curés*; *Destruction d'Eglise*, *Donations faites aux Eglises*, *Droits*; *Eglise*, *Empêchemens dirimans*, *Entrée*; *Fabriques*, *Fêtes*; *Gentilshommes*; *Jean de Latran (S.)*, *Jurisdiccions*; *Luminaire*; *Offrandes*; *Patronage*, N<sup>o</sup>. 2, *Police*, *Prescription*; *Régale*, *Rentes*, *Réparations*; *Vincent (S.)*, *Union*, *Usurpation*.

*Eglise d'Espagne.* Usage particulier de quelques Eglises d'Espagne, en faveur des Chapelains des Cathédrales & autres. T. I, 717.

*Eglise Gallicane.* Témoignage de l'Eglise Gallicane en faveur de la primauté du Pape. T. I, 135 & *suiv.* On ne reçoit point en France l'autorité des Congrégations, *id.* 151, ni le *motu proprio* du Pape, *id.* 153, v. *Libertés de l'Eglise Gallicane*.

*Eglise Grecque.* Usage de l'Eglise Grecque dans l'élection des Evêques. T. II, 713, v. *Bâtards*, *Bigamie*, *Caricophilaces*, *Corps*.

*Eglise Latine*, v. *Bâtards*.

*Eglise Romaine.* Le Clergé de l'Eglise Romaine fort nombreux dès le troisième siècle, sous le Pape

Corneille. T. I, 169. Les Evêques voisins de Rome, ne commencèrent à faire corps avec le Clergé Romain, que vers le commencement du dixième siècle, *id.* 170. Etienne IV les oblige de venir successivement toutes les semaines célébrer la Messe à S. Jean de Latran, *ibid.* v. *Cardinaux*, *Donations faites aux Eglises*, *Offre*, *Prescription*.

*Eldoat*, Apôtre d'Orléans. T. I, 109.

*Election*, v. *Election*.

*Election.* Le Chapitre, pendant la vacance du Siège, confirme les élections sujettes à la confirmation du Métropolitain. T. I, p. 416 & *suiv.* Il confirme même l'élection des Evêques suffragans, qui lui est dévolue en cas de négligence, *id.* 417. La suspension a lieu contre ceux qui élisent aux Bénéfices à charge d'âmes, des sujets inconnus ou indignes. T. II, 497. Contre ceux qui par malice empêchent une élection, *id.* 498. L'élection est la voie la plus canonique pour pourvoir aux Bénéfices, *id.* 706. On appelloit à l'élection des Evêques non-seulement le Clergé de la ville & de la campagne, mais encore le peuple, *id.* 707. Exception pour l'Afrique, *id.* 708. La principale autorité résidoit dans le Métropolitain & les Evêques, *id.* 709. Le consentement du peuple étoit requis autrefois pour la nomination des Curés, *id.* 709. Le Clergé des Cathédrales donne l'exclusion au peuple, *id.* 711, & ensuite au Clergé régulier, *ibid.* Innocent III maintient les Chapelains, &c. dans leur possession, *id.* 712. Les Religieux en furent aussi exclus,

*ibid.* v. *Eglise Grecque*. Ce que dit S. Jérôme sur l'élection du Patriarche d'Alexandrie, s'accorde-t-il avec le témoignage des autres, *id.* 713. Définition de l'élection, *id.* 714. Différence entre la solennelle & la simple, *id.* 715. On l'observe encore dans quelques Eglises, pour la première Dignité après l'Episcopat, *ibid.* mais elle n'est pas essentiellement requise, *id.* 716. La confirmation donne le titre à l'élu quand elle est solennelle, *id.* 717. Dans l'élection simple le titre est donné par ceux qui élisent, *id.* 718. L'élu quoique non confirmé peut permuter & résigner en faveur, *id.* 719, & faire sa démission entre les mains du Chapitre, *id.* 719. L'élu solennellement doit accepter dans le mois, & avoir la plus grande partie des voix de tout le Corps, *id.* 720. Le Président n'a pas de droit commun la voix prépondérante, *id.* 721. Quand c'est l'Evêque qui préside au Chapitre, doit-il l'avoir, *id.* 722. La nomination est-elle dévolue au Supérieur quand la Compagnie ne s'accorde pas dans la seconde assemblée, *ibid.* & *suiv.* Quand il y a plusieurs parrains dans un Chapitre, leur voix est comptée pour une en fait de correction, *id.* 723, mais non de nomination, *id.* 724. La partie plus nombreuse est toujours présumée la plus saine, *id.* 725, v. *Appel comme d'abus*. Le droit des Electeurs n'est pas consommé par une élection vicieuse dans la forme, *id.* 726. L'élection d'un bon sujet faite par la moindre partie, l'emporte sur celle d'un mauvais, faite par la plus nombreuse, *id.* 727. La dévolution au Supérieur

n'a point lieu dans le cas précédent, *ibid.* Dans le cas de nécessité un seul des capitulaires peut procéder à l'élection, *id.* 728. Combien faut-il de Chanoines pour composer un Chapitre, *id.* 729. On doit appeler les absens à l'élection solennelle, *ibid.* Jusqu'à quelle distance, *id.* 730. L'acte d'appel ou de citation doit être authentique, *id.* 731. L'omission d'un capitulant expose l'élection à être cassée, *ibid.* Les absens peuvent envoyer une procuration à leurs Confrères, *id.* 732. Le porteur de la procuration ne peut partager sa voix entre deux sujets & doit nommer le même, *id.* 732. Dans l'élection simple les absens ne nomment point par Procureur, *id.* 733, v. *Compromis, Inspiration, Scrutin*. Si la plus grande partie des capitulaires quitte l'assemblée, les autres doivent aussi se retirer, *id.* 737. Les Chanoines mineurs excommuniés n'ont point de voix à l'élection, *ibid.* & *suiv.* Si néanmoins on y en admet un, sa voix ne rend pas l'élection nulle, *id.* 738. L'élection doit être absolue & sans condition, *ibid.* L'élection simple peut se faire avant l'inhumation du titulaire, *id.* 739. L'élu solennellement doit accepter dans le mois & s'abstenir de toute administration avant que d'avoir été confirmé, *id.* 740. Exception pour les Prélats éloignés de l'Italie élus *in concordia*, & dépendant immédiatement du Saint Siège, *id.* 741. Elle ne s'étend point aux nommés par les Souverains, *id.* 742, v. *Postulation, Translation*. Celui qui administre avant que d'avoir obtenu la confirmation de son élection, est-il

- il intrus.* T. III, 749, v. *Nomination du Roi, Prévention.* Bulle du Pape Clement VII, portant suspension de tous les privilèges des Eglises ayant droit d'élire. T. V, 310. Lettres Patentes de François I, sur cette Bulle, *id.* 314. Bulle du Pape Pie V, sur le même sujet, *id.* 314 & *suiv.*
- Elizabet.* (l'Abbaye de sainte) Le Roi n'y nomme point. T. II, 784.
- Etre,* v. *Bénéfices consistoriaux.*
- Eloy,* v. *Quentin.* (S.)
- Elu,* v. *Dévolution, Election, Provisions.*
- Embrun.* Epoque de l'érection de la Métropole d'Embrun. T. I, 240. L'Eglise d'Embrun, neuvième Métropole, a quatre Dignitaires & deux Prébendes, une qui appartient au Roi, & l'autre à l'Archevêque. T. II, 597.
- Eminentissime,* v. *Cardinaux.*
- Empêchemens.* On est obligé de révéler les empêchemens. T. IV, 1 p. 71, à l'exception des Médecins, Chirurgiens, Sages-femmes, Avocats, Curés, Docteurs & intimes amis, *id.* 72, ni ceux qui ne peuvent révéler sans se diffamer eux-mêmes ou un tiers, *ibid.* ou sans s'exposer à un grand dommage, *id.* 73. La révélation d'une seule personne ne suffit pas pour empêcher le Mariage, *ibid.*
- Empêchemens canoniques,* v. *Crimes.*
- Empêchemens dirimans.* La Coutume peut établir des empêchemens dirimans. T. IV, 1 p. 96. Les Souverains en ont établi plusieurs, & en ont dispensé, *id.* 97. L'Eglise a également le pouvoir d'en établir, *id.* 98 & *suiv.* L'Eglise & les Princes ont le même pouvoir, *id.* 100 & *suiv.* Les Conciles provinciaux n'ont plus ce pouvoir,
- Tome IV. II. Partie,*
- id.* 101, v. *Bans, Crainte, Démençe, Dispense des empêchemens dirimans, Erreur, Fiançailles, Impuissance, Liberté, Lien, Polygamie, Violence.*
- Empêchemens de droit positif,* voyez *Adultère, Affinité, Baptême, Claudefinité, Compaternité, Condition servile, Cultus disparitas, Empêchemens prohibitifs, Honnêteté publique, Infidèles, Mariages, Mort civile, Ordres, Ordres sacrés, Parenté naturelle, Rapt, Vœux solennels.*
- Empêchemens prohibitifs.* Combien il y en avoit. T. IV, 2 p. 197. L'Eglise n'en compte plus que quatre aujourd'hui, *id.* 198, v. *Dispense, Niece, Oncle.* Qui est-ce qui dispense des empêchemens prohibitifs, *id.* 219.
- Empereur.* Lettre de Frederic II, sur les entreprises faites contre lui & les autres Princes, par le Pape Gregoire IX. T. VI, p. 419, v. *Pape.*
- Empereurs d'Allemagne,* v. *Nomination du Roi.*
- Emphytéose,* v. *Dixmes.*
- Emplois* (les) non érigés en titre; ne remplissent point. T. III, 180.
- Empoisonneurs,* v. *Devins.*
- Emprunt,* v. *Aliénation des biens d'Eglise.*
- Encens,* v. *Patron, N°. 3.*
- Encheres,* v. *Aliénation des biens d'Eglise.*
- Enclos,* v. *Dixmes,* vers la fin de l'art.
- Enfans.* On assure quelquefois à Rome des Bénéfices à des enfans non consacrés. T. I, 62. Défense d'admettre aux Ecoles les enfans de différent sexe, *id.* 561, voyez *Maîtres & Maîtresses.* On ne donne l'Eucharistie aux enfans que quand ils ont l'âge de discrétion. T. IV,

2 p. 345. v. *Baptêmes, Parrains & Marraines*, Déclaration du Roi, concernant l'éducation des enfans. T. VI, 150. v. *Excommunication réservée au Pape, Légitimation*.

*Enfans exposés* (les) sont-ils réputés illégitimes. T. II, 351. Un enfant n'est pas obligé de se croire illégitime sur la déclaration de sa mère, *id.* 352, voyez *Enfans trouvés*.

*Enfans de famille*. Loix de l'Eglise & de l'Etat sur le mariage des enfans de famille. T. IV, 2 p. 250 & *suiv.* Loix Romaines à ce sujet, *id.* 253, v. *Dispense in forma pauperum*.

*Enfans de France* (les) n'ont point le droit de régle dans les terres de leur appanage. T. II, 622.

*Enfans trouvés*. La nourriture des enfans trouvés n'est point à la charge du gros Décimateur. T. IV, 440. Taxe imposée sur les Archevêchés, Chapitres & Prieurés pour ces enfans, *id.* 441, v. *Enfans exposés*.

*Engagiste*, v. *Domaines*.

*Enquête*, v. *Dispense des empêchemens dirimens*.

*Enterremens*. Origine du luminaire qu'on porte aux inhumations des fidèles. T. IV, 194. Les héritiers du défunt ne peuvent emporter les cierges qui ont servi aux convois, *id.* 195. Ils appartiennent communément aux Curés, *ibid.* Plusieurs Eglises matrices se sont réservées le droit de cire, *id.* 196. Défenses d'enterrer les corps hors de leurs Paroisses, *id.* 297. Comme aussi de célébrer ailleurs les huitains, trentains ; raisons de cette défense, *id.* 298, v. *Sépultures*. Les Religieux ne doivent pas lever les corps des défunts

dans leurs maisons, *id.* 303. Ils ne doivent porter ni la chappe ni l'étole au convoi, *id.* 304. Le Curé qui présente le corps doit entrer dans la nef & y dire un *De profundis* tout haut, *id.* 305. Si le Curé refuse de lever le corps, les Religieux doivent le faire som-mer, *id.* 306. Les domestiques des Religieuses doivent être inhumés par les Curés des Paroisses & y faire leurs Pâques, *id.* 307. A Paris, les Curés inhumant les Religieuses, même de plusieurs Monastères, *id.* 308. Arrêt célèbre du Grand Conseil contre les Missionnaires de la Congrégation de S. Lazare, *id.* 309. Autres Arrêts récents en faveur des Curés contre les Chapitres même Cathédraux, *ibid.* Ils peuvent se concilier avec les autres, *id.* 310. A qui appartient l'inhumation des Curés même, *id.* 311, sur-tout quand ils sont Religieux, *id.* 312. Les Juges séculiers connoissent des contestations sur les inhumations & exhumations, *id.* 314. Les frais funéraires se payent par préférence à toute autre dette, *id.* 315. Règles qu'on doit suivre dans les enterremens, pour éviter des discussions peu honorables aux Ecclesiastiques, *id.* 315 & *suiv.* Décence avec laquelle on doit même faire les petits convois, *id.* 318. Usages de quelques Eglises, *ibid.* & *suiv.* v. *Extraits mortuaires, Registres*.

*Entrée*. Ce que c'est que le droit de nouvelle entrée de nos Rois dans quelques Eglises\* T. III, 255.

*Entretien des bâtimens*, v. *Bâtimens ecclésiastiques*.

*Entretien des Ecclesiastiques*, voyez *Revenu*.

*Entreprises*, v. *Empereur*.



*Episcopat.* L'âge anciennement requis pour l'Episcopat étoit de quarante-cinq ans. T. II, 195, réduit par le Concile de Larran à trente ans complets, & par le Concordat à vingt-sept commencés, *id.* 197, v. *Femmes, Filles, Servantes.* Le Religieux élevé à l'Episcopat, peut, sans dispense, être pourvu d'autres Bénéfices. T. III, 663. La promotion à l'Episcopat fait vaquer de plein droit tous les Bénéfices du nouveau Prélat, *id.* 664 & *suiv.* Cette discipline est reçue dans l'Eglise Grecque comme dans la Latine, *id.* 665. Elle ne fait point vaquer les pensions, *id.* 666. Sentiment singulier de l'Auteur des Mémoires du Clergé, *ibid.* L'Evêque peut-il obtenir un nouveau Bénéfice, *id.* 667. L'Evêque ne vaque point par l'acquisition d'un autre Bénéfice, quoique incompatible, *ibid.* La vacance n'a lieu que du jour que le nouveau Prélat jouit des fruits, *id.* 667. Le Pape accorde ordinairement au nouveau Prélat, une dispense pour retenir ses autres Bénéfices, laquelle coûte beaucoup, *id.* 668. La promotion au Cardinalat ne fait pas vaquer les Evêchés, quoiqu'elle donne ouverture à la régale, *id.* 669. Cette ouverture se compte du jour de la nomination quand elle est acceptée, *ibid.* La dignité Abbaticale ne fait point vaquer en France les Bénéfices, *id.* 670.

*Epitaphes.* Les Chapitres exempts ne doivent point souffrir les épitaphes dans les Eglises, sans fondation. T. I, 455.

*Epyleptiques* (les) sont du nombre des irréguliers. T. II, 491.

*Erection de Bénéfice.* Dans le doute

on présume pour l'érection lorsqu'il y a eu trois collations consécutives. T. I, p. 75. Sur le refus de l'Evêque, on peut s'adresser au Métropolitain, *id.* 77. Les Vicaireries perpétuelles des Paroisses ont besoin d'érection, *id.* 78.

*Erection de Cures, v. Collation.*

*Erreur.* L'erreur sur la personne forme un empêchement dirimant. T. IV, 2 p. 102 & *suiv.* Quelquefois l'erreur sur la qualité emporte celle de la personne, *id.* 104.

*Eslaves, v. Affranchissement, Liberté, Servitude.*

*Espagne.* Les Rois d'Espagne confèrent aussi seuls & de plein droit tous les Bénéfices de fondation Royale. T. II, 671, v. *Abbeses, Doyens, Eglise d'Espagne, Paul. (Saint).*

*Esprit.* (S.) Les Commanderies de l'Ordre du saint Esprit par qui instituées, & si elles sont de véritables Bénéfices. T. I, p. 74. Edit de Louis XV, qui confirme l'Ordre du saint Esprit dans tous ses privilèges. T. V, p. 509.

*Etampes, (Notre-Dame d') v. Sens; Etats Généraux, v. Tributs.*

*Etats des Provinces de Bretagne, &c.* Les rentes constituées sur les Etats de la province de Bretagne, doivent-elles le droit d'amortissement. T. IV, 120, v. *Aliénation.*

*Etienne, (S.) v. Troyes.*

*Etienne d'Egrès, (Chapitre de S.) v. Filles des Cathédrales.*

*Etienne IV, v. Eglise Romaine.*

*Etole.* Les Curés quittent l'étole en présence des Archidiaques dans les visites. T. I, 511, L'étole marque celle la Jurisdiction, *id.* 512. Divers exemples à ce sujet, *id.* 513, v. *Vicaires perpétuels.*

*Etrangers* ( les ) ne peuvent être Grands Vicaires en France. T. I, 316. Les Canons veulent qu'on préfère les originaux des lieux aux étrangers dans la distribution des Bénéfices. T. II, 320, raison qu'en donne S. Thomas, *id.* 321. Plaintes des Anglois contre les Italiens, qui envahissoient tous les Bénéfices du pays, *id.* 322, v. *Origine*. Précautions que doivent prendre les Curés quand ils marient des étrangers. T. IV, 2 p. 256, v. *Messes*, *Pays étrangers*. Edit de Charles VII, qui défend aux étrangers de posséder des Bénéfices en France. T. VI, p. 1. Déclaration du Roi, pour empêcher que les Bénéfices situés en pays cédés, ne soient conférés à des étrangers. *id.* 2. Forme des lettres de naturalité, qui rendent un étranger capable de posséder des Bénéfices & Offices en France, *id.* 4. Edit d'Henri II, qui défend aux étrangers Bénéficiers dans le Royaume, de nommer pour Vicaires, autres que des régnicoles, *id.* 5.

*Etude*. Les Evêques peuvent-ils accorder aux Curés la dispense de résider pour cause d'étude. T. III, 7-7. Temps d'étude nécessaire aux Gradués, v. *Gradués*.

*Etudiants*, v. *Chanoines*, *Distributions*, *Domicile*, *Etude*.

*Evangile*, v. *Patron*, N°. 3.

*Eucharistie*. Ce que c'est que le Sacrement de l'Eucharistie, & dans quelles dispositions doivent être les Prêtres qui offrent le Sacrifice. T. IV, 2 p. 340. Y a-t-il des cas où un Prêtre puisse dire la Messe sans être à jeun, *id.* 341. Pourquoi le mélange du vin & de l'eau pour le Sacrifice, *id.* Ne

peut-on dire la Messe que dans les Eglises, & quel pain on doit employer au sacrifice, *id.* 342. Ce que doit faire le Prêtre qui laisse tomber quelque goutte du précieux sang, *id.* 343. Cas où on permet à un Prêtre de dire plusieurs Messes le même jour, & ce qu'il doit observer, *ibid.* Les fidèles doivent communier une fois l'an, *ibid.* Les Laïques ne reçoivent l'Eucharistie que sous l'espèce du pain, & ils doivent la recevoir à jeun, *id.* 344 & *suiv.* v. *Enfants*, *Fols*, *Pêcheurs publics*. Ce qu'on doit observer quand on porte l'Eucharistie aux malades, *id.* 346, v. *Exposition du saint Sacrement*.

*Evêchés*. On a érigé pendant neuf siècles les Evêchés en Occident, sans l'autorité du Pape. T. I, p. 125 & *suiv.* Evêchés du Royaume de France & les Dignités de leurs Chapitres. T. II, 588, voyez aussi chacun à sa lettre, v. *Baux*, *Collation*, *Concordat*, *Nomination*, *Ordination*, *Régale*, *Union*, *Ypres*.

*Evêques*. Erymologie du nom d'Evêques. T. I, 252, v. *Consécration*. Les Chrétiens les ont toujours regardés comme les successeurs des Apôtres, *ibid.* Marques de respect dû à leur dignité, *id.* 254. Les laïques doivent recevoir leur bénédiction à genoux, *ibid.* soit que l'Evêque soit revêtu de ses habits Pontificaux ou en habit de Chanoine, *id.* 255. Nos Rois leur faisoient prendre place au dessus d'eux en certaines occasions, *ibid.* Ils précédoient autrefois les Princes du Sang même, & aujourd'hui les autres Seigneurs, *id.* 256 & *suiv.* Les Recteurs des Universités

& les Administrateurs des Hôpitaux, *id.* 257. Ils doivent être reçus sous le poële à leur première entrée, *id.* 258. Ils sont appelés Messeigneurs ou Messires, on les appelloit encore Saints, *id.* 259 & *suiv.* on leur donnoit encore le titre de souverains Pontifes, souverains Prêtres, *id.* 261. Jusqu'au neuvième siècle on ne les appelloit que Sacerdotes, on leur donnoit encore le nom de Papes, *id.* 262, v. *Croix, Crosse, Mitre.* Les Evêques tiennent leur autorité immédiatement de Jesus-Christ, *id.* 263 & *suiv.* Pourquoi se disent-ils Evêques par la grace de Dieu, *id.* 265, v. *Cathédralique, Séminaires, Subsidés, Synodaliq.* Les Evêques remettent en France les droits cathédraliques & synodaliq., ou les laissent perdre, *id.* 269, v. *Procurat.* Tous les Evêques ont le titre de Conseillers du Roi dans tous ses Conseils, & assistoient autrefois aux Parlemens, *id.* 280. Plusieurs sont encore Conseillers-nés de leurs Provinces, *id.* 281, v. *Bordeaux, Pairs de France, Toulouse.* Les Evêques, dans leurs Assemblées, régulent leur rang sur l'ancienneté de leur consécration, & dans celles du Clergé la présidence se donne uniquement au choix, *id.* 288. Si deux Evêques ont été sacrés le même jour, le plus ancien en Prêtrise l'emporte, *id.* 289, v. *Coadjuteurs, Evêques in partibus.* Dans quelques provinces le rang se règle sur l'antiquité des Sièges, *id.* 290. Contestations entre les Evêques de B-ziers & de Casca-sonne, sur la qualité de Doyen de leur province, *id.* 292. Les Prêtres porteurs de la procurat

leurs Evêques, ne précèdent pas les présens, *ibid.* & *suiv.* & n'y ont point non plus la voix délibérative, *id.* 293, v. *Assemblées du Clergé.* Puissance de l'ordre dans les Evêques, *id.* 294, v. *Biens d'Eglise, Cas réservés, Confesseur, Dixmes, Fonctions Episcopales, Indulgences, Jubilé, Offrandes.* Désintéressement des Evêques des premiers siècles. T. I, p. 35. Leur vie pauvre & frugale, *id.* 40. Ils reçoivent une portion dans les dixmes, *id.* 51, v. *Causés majeures, Dignités, Eglise, Foi, Hôpitaux, Cardinaux, Pape.* Les Papes ont toujours conservé aux Evêques le nom de frères, *id.* 183. Les Evêques qui ont des Prébendes unies à leur Evêché, jouissent des distributions, *id.* 692. Dans le commencement du christianisme un Evêque seul suffisoit pour gouverner les fidèles dans chaque lieu, *id.* 734. Les Evêques doivent sçavoir la Théologie & le Droit Canon. T. II, 224, & de plus être Licencié pour le moins dans l'une ou l'autre Faculté, *id.* 225. à moins qu'il ne soit Grand du Royaume ou Religieux réformé, *ibid.* Les Evêques absolvent de toute censure réservée au Pape, ceux qui ne peuvent aller à Rome, *id.* 453. Explication du Canon *Licet* du Concile de Trente, *id.* 554. Quand l'Evêque est censé assister au Chapitre comme Chanoine, *id.* 587. L'Evêque peut-il se faire payer de son travail, dans une dispense qu'il accorde. T. IV, 2 p. 224. La régale est ouverte dans l'Evêché par le mariage d'un Evêque, *id.* 254. Cas décidé, sçavoir si un Evêque peut

permettre le mariage des Catholiques avec les Hérétiques, *id.* 199 & *suiv.* Déclaration de Louis XIV, sur le jugement des Evêques accusés du crime de lèze-Majesté. T. VI, p. 197. Déclaration de Louis XIII, qui confirme le pouvoir qu'ont les Evêques d'instruire & de destituer leurs Officiaux, *id.* 300. Déclaration de Louis XIV sur le même sujet. *id.* 302. voyez *Abbayes en règle, Aliénation des biens d'Eglise, Archidiacons, Archiprêtres, Autel; Bans, Bénédiction, Bénéfices consistoriaux, Bréviaire; Cardinal, Cardinalat, Carthophylaces, Censures, Chapitres exempts, Clôture, Coadjuteurs-Evêques, Collation, Confidance; Dévolution, Dispenses, Dispenses des empêchemens dirimens, Dixmes inféodées; Eglise Romaine, Election, Excommunications réservées au Pape; Fabriques; Grands Vicaires des Evêques; Incompatibilité, Institution, Jurisdiction de l'Evêque; Libertés de l'Eglise Gallicane, Lien, Lods & ventes; Maisons Presbytérales, Monitoires; Nominations Royales, Navales; Officiaux, Ordination, Ordres; Patron, Pénitenciers, Pensions, Postulation, Pouvoir, Précepteurs, Prévention, Privilèges du Clergé, Provisions des Ordinaires; Régale, Repas, Résidence; Titre, Tonsure cléricale, Translation; Vermandois, Visa, Visites, Union.*

*Evêques étrangers.* Arrêts qui défendent aux Religieux exempts d'appeler des Evêques étrangers, pour ordonner leurs Religieux. T. II, 112, & notamment en faveur de M. l'Evêque de Macon contre l'Abbé de Cluni, *id.* 113. Tempéram-

ment pris par quelques Evêques dans ce cas, *id.* 114, v. *Religieux exempts.* Les Evêques de France ne déferent point aux rescripts de la Daterie, qui commettent un Evêque étranger pour l'ordonner. T. III, 729. La Déclaration de 1742, a levé cette difficulté, *id.* 730.

*Evêques in partibus* (les) ne prennent point rang parmi les Prélats, à moins qu'ils ne soient coadjuteurs. T. I, 189.

*Evêques* (l'Eglise d') a sept Dignitaires; singulière présentation de l'Evêque au Chapitre. T. II, 604. Le Roi confère de plein droit le Doyenné, les neuf Prébendes & les deux Chapelles de Notre-Dame de Vernon. T. II, 669.

*Enslachs.* (S.) Le Curé de S. Enslach ne voulut point que l'Archevêque de Lyon officia dans son Eglise & y prêcha, sans avoir la permission de l'Archevêque de Paris. T. I, p. 205, v. *Curés primitifs.*

*Examen.* Excommunication contre ceux qui se présentent à l'examen sous le nom d'un parent ou d'un ami, &c. T. II, 452, v. *Pourvus, Visa.*

*Exarques.* Outre les Patriarches, l'Eglise avoit encore des Exarques. T. I, 188.

*Excs.* L'Eglise connoissoit autrefois des excès commis contre la personne des Clercs. T. IV, 2 p. 2. L'Official peut-il informer contre un laïque qui a battu un Prêtre & le déclarer excommunié, *id.* 7. Il ne peut le condamner aux dommages & intérêts, mais bien aux dépens, *ibid.* Il ne peut non plus faire configner des espèces ou vacations d'avance, *ibid.* & *suiv.*

**Excommunication.** Autrefois l'Evêque ne se réservoit le pouvoir d'excommunier que dans des cas très-importans. T. I, 740. Ordonnance de Charles V, qui porte que les Officiers du Roi ne peuvent être excommuniés, par privilège accordé par le Saint Siège. T. VI, p. 283. Ordonnance du même, sur le même sujet, *id.* 285. Jugement rendu par S. Louis, sur les différends entre l'Archevêque de Reims & les Citoyens de la ville, principalement sur l'excommunication faite desdits habitans, *id.* 418, v. *Censures, Simonie.*

**Excommunications qui ne sont réservées à personne.** T. II, 430 & suiv. v. *Biens d'Eglise, Censures, Clôture, Dixme, Duel, Ecclesiastiques, Excommuniés, Habit Religieux, Héritiques, Interdit, Intérêts usuraires, Mariage, Mendians Ravisseurs, Religieuses, Religieux, Seigneurs, Sépulture, Suspenses, Usuriers, Vaisseaux, Visite.*

**Excommunications non reçues ou abrogées dans ce Royaume.** T. II, 440 & suiv. v. *Assignation, Affassins, Censures, Conception de la sainte Vierge, Corps, Dots, Examen, Faux monnoyeurs, Impôts, Imprimeurs, Loix positives, Malades, Monitoires, Réserve, Séquestrés, Voleurs, Usurpateurs.*

**Excommunications réservées au Pape,** contenues dans le corps du Droit & reçues dans le Royaume. T. II, 423. Elle s'encourent par ceux qui frappent les Clercs & les Moines, même par les enfans, *id.* 424 & 425. par les incendiaires qui ont été excommuniés & dénoncés, par les voleurs d'Eglise qui les pillent avec effraction, & par ceux

qui portent des armes aux infidèles, *id.* 426. par les falsificateurs de Lettres Apostoliques, par les simoniaques & les usurpateurs de biens d'Eglise, *id.* 427. par ceux qui communiquent avec les Clercs excommuniés par le Pape, par ceux qui empêchent l'observation de l'interdit, & contre les Religieux qui administrent les Sacramens aux Clercs & aux Laïques sans permission, *id.* 428. contre les Clercs séculiers ou réguliers qui induisent les fidèles à le faire enterrer dans leurs Eglises, *id.* 429. par ceux qui maltraitent un Evêque, ou qui passent d'un Ordre à un autre sans permission légitime, & ceux qui dispensent des vœux réservés au saint Siège, *id.* 430.

**Excommunié.** L'excommunié qui récite son Office, ne doit point dire le *Dominus vobiscum*. T. II, 292. L'excommunication ne s'encourt que par l'exercice solennel des fonctions de l'Ordre, *id.* 292 & suiv. Excommunication contre ceux qui communiquent avec les excommuniés, *id.* 431. Un titulaire excommunié & dénoncé, peut-il résigner en faveur. T. III, 501. Est-il incapable de pension, *id.* 588. Un accusé peut reprocher en témoignage un excommunié. T. IV, 602, v. *Election, Sépulture.*

**Exécuteur de la haute Justice (l')** est irrégulier. T. II, 377.

**Exécuteur testamentaire (l')** ne rend pas toujours compte des sommes qu'on lui a remises. T. IV, 88, v. *Ations.*

**Exemptions, v. Chapitres exempts, Immunités des Bénéficiers, Privilèges, Religieux exempts, Troyes.**

*Exhérédation.* L'exhérédation avec éloge est ordinairement nulle. T. IV, 84. L'exhérédation n'a pas lieu quand le pere s'est reconcilié avec son fils. T. IV, 2 p. 94.

*Exhumation, v. Enterremens.*

*Exilés.* Les Chanoines exilés ou mis en prison injustement, jouissent des distributions. T. I, 692.

*Expellans, v. Doi, Règle de infirmis.*

*Expéctative.* Il faut être tonsuré pour obtenir une expéctative. T. II, 171. Edit de Louis XI, qui défend l'usage des expéctatives, &c. T. VI, p. 35, v. *Indultaires.*

*Expéctatives de la Cour de Rome, v. Réserves.* Le Concile de Basse ne laisse au Pape qu'un petit nombre d'expéctatives à donner sur les Prébendes. T. III, 272 & suiv. Le Concile de Trente les abolit toutes, *id.* 274.

*Expéctatives des Gradués.* La Provence, la Bretagne & la Franche-Comté, &c. sont exemptes de l'expéctative des gradués. T. III, 107. quoique le chef-lieu d'où les Bénéfices dépendent soit situé en pays de Concordat, *ibid.* L'Artois & la Bresse ne sont pas exemptes de l'expéctative des Gradués, *ibid.* Bénéfices déchargés de l'expéctative des Gradués, *id.* 188 & suiv. 191 & suiv. v. *Gradués.*

*Expéditions, v. Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome.*

*Exploits, v. Actions.*

*Exposition du saint Sacrement.* Quand il est permis ou défendu d'exposer, ou porter le très-saint Sacrement en Procession. T. IV, 2 p. 346 & suiv.

*Extraits mortuaires.* Ce qu'ils doivent contenir & ce qu'on ne doit jamais y mettre. T. IV, 320. For-

mule d'un extrait d'enterrement d'un mort inconnu, *id.* 321.

*Extrême-Onction.* Sa définition. T. IV, 2 p. 384. De la maniere & de la forme de ce Sacrement, & à qui il appartient de l'administrer, *id.* 385 & suiv. Doit-on donner l'Extrême-Onction avant le Viatique, *id.* 386.

F

**FABRIQUES.** On confie la portion des Fabriques aux Archidiacres, à la charge d'en rendre compte à l'Evêque. T. I, p. 45. On doit toujours dans les fondations ou réductions, laisser un tiers à la Fabrique, *id.* 93. Les Archidiacres ont droit d'entendre & de reviser les comptes des Fabriques dans le cours de leurs visites, *id.* 472. Ils y sont maintenus par les Arrêts, sur-tout postérieurs à l'Edit de 1695, *id.* 473. Fondement de la prétention des Officiers de Justice sur l'audition des comptes, *id.* 475. Devant quels Juges doivent aller les contestations sur les comptes des Marguilliers, *ibid.* Plaintes du Clergé auquel on en ôte la connoissance, *id.* 476. Défenses de rien prendre pour l'audition des comptes, *id.* 477. Les Evêques ne peuvent plus faire apporter les comptes chez eux pour y être entendus, *id.* 478. On ne doit point allouer de reprises sans justifier des diligences, *id.* 479. Moyens d'accélérer la reddition des comptes, *id.* 480. L'action en reddition de compte ne dure que dix ans à Toulouse, *ibid.* L'Archidiacre peut déléguer l'audition des comptes de Fabrique, *id.* 492, sur-tout quand il est fondé

fondé en possession immémoriale, *id.* 493. Déclaration de Louis XIV, portant permission aux Fabriques de rentrer dans leurs biens aliénés. T. V, p. 81. Déclaration de Louis XIV, qui défend aux Marguilliers des Fabriques, &c. d'entreprendre aucuns bâtimens sans permission de Sa Majesté, *id.* 130. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, concernant les comptes des Fabriques, *id.* 142. Arrêt du Parlement, pour la reddition des comptes des Eglises Paroissiales, des Hôpitaux de fondation épiscopale, & pour la nomination des Procureurs Fabriciens, qui ne pourront pas être continués plus de deux ans, *id.* 143. Lettres Patentes de Charles IX, par lesquelles Sa Majesté ordonne que les comptes des Fabriques seront rendus aux Evêques, Archidiacres & Officiaux dans l'année, à l'exclusion de tous autres Juges, *id.* 482. Arrêt de la Cour du Parlement concernant la régie & administration des biens des Fabriques, *id.* 495 & suiv. Règlement concernant l'administration des Fabriques & Paroisses, *id.* 544 & suiv. Arrêt de la Cour du Parlement, portant règlement général pour l'œuvre & Fabrique de la Paroisse de S. Germain-en-Laye, *id.* 558 & suiv. Articles proposés pour être esécutés dans l'administration de la Fabrique & Paroisse de S. Louis de Versailles, homologués par Arrêt, *id.* 569. Arrêt du Parlement de Paris, portant règlement pour l'administration de la Fabrique de S. Louis en l'Isle de Paris, *id.* 577 & suiv. Arrêt de la Cour du Parlement, portant règlement pour l'œuvre & Fabri-

que de la Paroisse de saint Pierre-le-Marché de la ville de Bourges, *id.* 609, v. *Bâtimens ecclésiastiques, Curés primitifs, Maisons presbytérales, Marguilliers, Rentes.*

*Faculté, v. Distributions.*

*Faculté de Théologie de Paris, voyez Pluralité des Bénéfices.*

*Fait.* Il n'est pas vrai que l'Official ne puisse fins abus juger de certaines questions de fait. T. III, 363. Remontrances du Clergé au Roi sur ce sujet, *id.* 364.

*Falsificateurs, v. Excommunication réservée au Pape.*

*Falsifications des Lettres Apostoliques, v. Crimes.*

*Famille.* La conservation d'une pauvre famille est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2 p. 211.

*Farine, v. Grains.*

*Fauquemberg, v. Boulogne-sur-mer.*

*Fausseté, v. Crimes.*

*Faute.* Le grand Vicaire ne peut réprimer la faute commise par son Evêque. T. I, 346. L'irrégularité *ex delicto*, suppose un péché mortel. T. II, 182, est toujours *à jure* & jamais *ab homine*, *id.* 283, v. *Administration, Baptême, Confidenciale, Crime, Diacon, Excommunication, Fonctions, Interdit, Intrus, Jeûne, Lèze Majesté, Mariages, Néophyte, Nomination, Ordre, Pénitencerie, Rébaptisation, Scandale, Viatique.* Fautes qui méritent la privation des Bénéfices. T. IV, p. 1 & suiv. v. *Adultère, Censures, Concubinage, Confession, Duel, Fausse monnoye, Habit ecclésiastique, Homicide, Ingratitude, Parjure, Perfidie, Simonie.* La condamnation aux peines les plus ri-

gouereuses, ne fait point vaquer de plein droit les Bénéfices, *id.* 6, v. *Baniffement*, *Contumace*, *Résidente*.

*Faux*, v. *Inscription en faux*.

*Fauxbourgs*. Les Cures des Fauxbourgs de Ville dépendent-elles des degrés. T. II, 241.

*Faux monnoyeurs*. Excommunication contre les fabricateurs de fausse monnoye. T. II, 451.

*Faux témoignage*, (le) produisoit autrefois l'irrégularité. T. II, 252.

*Femmes* (les) chantoient anciennement dans l'Eglise. T. I, 706. Il est défendu aux Religieux exemptes de laisser entrer les femmes dans leurs cloîtres. T. II, 122. Il est défendu aux Ecclésiastiques d'habiter avec des femmes, excepté des sœurs, nièces, &c. T. III, 649. v. *Grossesse*, *Marquilliers*, *Patrons*, N<sup>o</sup>. 1, *Ravisseurs*, *Religieux*, *Témoins*.

*Femme corrompue*. Celui qui a épousé une femme corrompue est irrégulier. T. II, 363, quand même la corruption seroit secrète, *id.* 364. Ordonnance de saint Louis, contre les femmes de mauvaise vie, &c. T. VI, 147.

*Fermes*, v. *Baux*.

*Fermier*, v. *Dixmes*, *Patronage*, N<sup>o</sup>. 2.

*Fermier amodiateur*, v. *Biens ecclésiastiques*.

*Fermiers des biens ecclésiastiques*, v. *Dixmes*.

*Fermier judiciaire*, v. *Patron*, N<sup>o</sup>. 2.

*Fêtes*. On ne peut introduire de nouvelles Fêtes dans un Diocèse sans le consentement du Roi. T. I, p. 89. On ne doit point faire de Fêtes des Saints les Dimanches, non plus qu'en Catême, *id.* 709, v. *Curés*, *Messe*.

*Fiançailles*. Les fiançailles sont des promesses réciproques de mariage. T. IV, 2 p. 11. Elles sont presque aussi anciennes que le monde, *ibid.* On les divise en solennelles & simples, *id.* 12. Les premières ont été abolies dans quelques Diocèses; à Paris & ailleurs on les célèbre seulement la veille du mariage, *ibid.* Les fiançailles & le mariage peuvent se célébrer par Procureur, *id.* 13. Il faut la même liberté pour les Fiançailles que pour le mariage, *id.* 14. v. *Honnêteté publique*. Un mariage nul n'équivaut pas à de véritables fiançailles. *id.* 16. L'âge requis pour les fiançailles est sept ans accomplis, *id.* 17, v. *Mineur*. Conduite que doit tenir un Curé quand quelqu'un s'oppose aux fiançailles ou au mariage qu'il veut célébrer, *id.* 18. Quel Juge doit prononcer sur l'opposition, *id.* 19. Il faut souvent, outre le désistement de l'opposition, une Sentence du Juge, *id.* 20. L'appel d'une Sentence de mainlevée, lie de nouveau les mains du Curé, *id.* 21. L'opposition forme une cause sommaire, qui doit se vider promptement à l'Audience, *id.* 22. Les fiançailles se résolvent, malgré le serment, par le mutuel consentement des parties, ou par la fornication d'une des parties, *id.* 23. Le Juge d'Eglise peut-il en informer, *id.* 24. Si le crime a précédé les fiançailles, peut-il être allégué comme un juste moyen de résolution, *id.* 25, v. *Absence*, *Apostasie*. Quand les parties ont fixé un temps pour s'épouser, & qu'une d'elles manque d'accomplir sa promesse dans le temps, il est libre à celle qui



témoigne vouloir bien tenir sa promesse, de contracter avec un autre, *id.* 26. Ordonnances de plusieurs Diocèses à ce sujet, *id.* 27, v. *Chasteté perpétuelle, Ordres sacrés, Profession religieuse.* Les secondes fiançailles n'annulent pas les premières, *id.* 28. Elles sont dissoutes par un mariage subséquent, *ibid.* & par un empêchement dirimant survenu depuis, *id.* 29. par une maladie perpétuelle ou de longue durée, *ibid.* quand une fille croyoit son fiancé doux & modéré, & qu'elle apprend par la voix publique qu'il est féroce & violent, *id.* 30, v. *Désastre, Fortune, Santé.* Les promesses de mariage obligent, sous peine de péché mortel, *id.* 31. Il y a abus quand le Juge d'Eglise contraint à leur exécution, *id.* 32, v. *Mariage.* Les peines stipulées en cas de dédit, sont rejetées par les Loix, *id.* 36. L'Officiel ne peut adjuger des dommages & intérêts à la partie lésée, *id.* 37. Les arrhes, bagues & bijoux sont perdus pour celui qui se dédit sans cause légitime, *id.* 37. Est-il nécessaire de recourir au Juge d'Eglise, quand les parties résilient volontairement, *id.* 38. Règles extraites des Mémoires du Clergé, au sujet des fiançailles, *id.* 39 & suiv. v. *Bans, Honnêteté publique, Mariage.*

*Fidèles, v. Eucharistie.*

*Fidélité, v. Serment de fidélité, Vicaires.*

*Fiefs.* Ce qu'on appelle aujourd'hui fiefs est ce qu'on appelloit autrefois Bénéfices militaires. T. I, 5. Les Rois de France en donnoient aux gens d'Eglise comme aux Laïques, *id.* 6. Preuve par Charles

Martel, *id.* 7. Les détenteurs de ces fonds payoient outre le cens la neuftme de la dixme, *id.* 11, v. *Dixmes inféodées.*

*Filles.* Il est défendu aux Ecclésiastiques d'habiter avec des filles, à l'exception des sœurs, nièces, &c. T. III, 649, v. *Age avancé, Patronage, N°. 2, Ravisseurs, Religieuses, Vierges.*

*Filles des Cathédrales & nommément de celles de l'Eglise de Paris, T. I, 604.* Elle a mis des Chanoines à S. Etienne d'Egrès, S. Merry, &c. *ibid.* Elle a sur eux une entière supériorité, *id.* 605. Preuves de leur dépendance, *ibid.*

*Filles illégitimes (les)* sont elles incapables de prélature. T. II, 348.

*Filles de mauvaise vie.* Le rapt de séduction n'a pas lieu en faveur des filles de mauvaise vie. T. IV, 2 p. 194 & suiv.

*Fils de Famille.* A quel dédommagement est obligé un fils de famille qui a séduit une servante. T. IV, 2 p. 31, v. *Mariage.*

*Florin.* Estimation du florin. T. II, 768. Evaluation des florins en monnoie de France. T. III, 165.

*Flandres, v. Maisons presbytérales.*  
*Foi, v. Occident.* Les décisions des Papes, quoiqu'en matière de foi, ne sont pas par elles-mêmes irréfragables. T. I, 143 & suiv. Les Evêques jugent avec le Pape les causes de la foi, *id.* 155 & suiv. Exemple. *id.* 156 & suiv. v. *Conception de la sainte Vierge, Lyon, Profession de foi, Religion Chrétienne, Service divin.*

*Foi & hommage, v. Immunités des Bénéficiers.*

*Folgoet, (Notre-Dame de) v. Leon en basse Bretagne.*

*Folie, v. Démence & Folie.*

*Fols* (les) sont irréguliers. T. II, 389. On refuse l'Eucharistie à ceux qui ont perdu l'usage de la raison. T. IV, 2 p. 345.

*Fonctions*. L'exercice des fonctions, nonobstant la censure, emporte l'irrégularité. T. II, 290 & 291.

*Fonctions curiales*. Le Résignataire d'une Cure peut-il y faire les fonctions curiales avant sa prise de possession. T. III, 457.

*Fonctions Pontificales*. Le Grand Vicairé ne peut donner à un Evêque étranger la permission d'exercer dans le Diocèse quelques fonctions pontificales. T. I, 323, à moins que l'Evêque ne soit absent. *ibid.*

*Fondateurs* (les) sont maîtres des fondations non érigées. T. I, 77, v. *Fondations*. On permet aux Fondateurs de faire graver leur nom sur le frontispice de l'Eglise. T. III, 4, v. *Aliénation des biens d'Eglise*, *Collation*, *Collégiales*, *Patronage*.

*Fondations*, v. *Fondateurs*. Elles ne sont sujettes ni aux charges ni aux règles des Bénéfices. T. I, p. 78. Peut-on révoquer une fondation non décrétée, *id.* 79. Les clauses raisonnables des fondations ne peuvent être changées par aucune autorité, *id.* 81. Les Ultramontains prétendent que le Pape le peut, *id.* 82. Les Evêques le peuvent-ils pour un plus grand bien, *id.* 83. On n'a point d'égard en cette matière au consentement des héritiers du Fondateur, *id.* 84. Le Fondateur peut-il lui-même faire ces changemens, *id.* 85, & prescrire-on par le laps de temps la quotité des charges, *ibid.* On doit, dans les Communautés, se conformer le plus qu'il est possible

à l'intention du Fondateur, *id.* 86.

Exemples, *ibid.* & *suiv.* On doit rejeter les clauses injustes, honteuses & impossibles, *id.* 87. Exemples, *id.* 88. Les Officiers du Roi connoissent en France des fondations pieuses, *ibid.* & *suiv.* La réduction des fondations appartient aux Evêques, *id.* 90. Ils peuvent le faire avant même qu'elles soient acceptées, *id.* 91. Le Chapitre peut-il le faire durant la vacance du Siège, *ibid.* & *suiv.* Cas dans lequel on peut demander aux héritiers un supplément, *id.* 92. On doit toujours, dans les fondations ou réductions, laisser un tiers à la Fabrique, *id.* 93. Le Grand Vicairé ne peut réduire les fondations, *id.* 323. Les Chapitres exempts ne peuvent par eux-mêmes réduire les fondations, *id.* 452. On ne peut faire aucune fondation dans l'Eglise d'un Curé, sans l'associer à ses distributions, *id.* 746. Les Curés sont tenus d'acquiescer les fondations acceptées par les Marguilliers, *id.* 821. Quelle part doit prendre le Curé dans les honoraires des fondations, *ibid.* Fondation faite à condition que le titulaire nommera son successeur, sans qu'il soit tenu de prendre des provisions. T. II, 574, v. *Patron*, *Patronage*, *Prébendes*. Arrêt du Conseil, par lequel il est ordonné que les fondations ou legs qui ont été ou pourront être faits, tant pour fournir le bouillon & autres nécessités des pauvres malades des Paroisses, que pour les écoles de charité, seront exempts du paiement des droits d'amortissement. T. V, 41. *Fondation royale*, v. *Règle de infirmes*.

*Fonds*, v. *Remer.*

*Fontevraule*. Privilège singulier de l'Abbesse de Fontevraule & des Prieures de son ordre. T. II, 673, v. *Jouarre*.

*Forage*, v. *Immunités des Bénéficiers*.

*Forcaiquier*, v. *Union*.

*For contentieux*, v. *Crime*.

*For ecclésiastique*. Tous les Clercs tonsurés ou Bénéficiers, jouissent-ils du privilège du for ecclésiastique. T. II, 178 & *suiv.*

*Formulaire*. Déclaration de Louis XIV, pour l'exécution de la Bulle du Pape Alexandre VII, sur la signature du Formulaire des cinq propositions de Jansénius. T. VI, 158.

*Formule de dispense*, v. *Pénitencerie*.

*Formalités*. Les Juges d'Eglise sont tenus de suivre les formalités prescrites par les Ordonnances, même dans le langage. T. IV, 589 & *suiv.* v. *Témoins*.

*Fornication* (la) produisoit autrefois l'irrégularité. T. II, 252. Les fiançailles se résolvent par la fornication d'une des parties. T. IV, 2 p. 23, v. *Apostasie*.

*For pénitenciel*. On reconnoît en France des notoriétés de fait dans le for pénitenciel & gracieux. T. II, 306 & *suiv.*

*Fortune*. Un changement notable arrivé dans la fortune peut faire résilier les fiançailles. T. IV, 2 p. 30.

*Fouet*. L'Officiel ne peut condamner au fouet public. T. IV, 614.

*Foy*, v. *Foi*.

*Frais funéraires*, v. *Enterremens*.

*Frambens*, (S.) v. *Senlis*.

*France*, (Rois de) v. *Apôtres de la France*, *Droit canonique*, *Droit commun*.

*Franc-sief*. L'Eglise ne rembourse point à l'acquéreur roturier les droits de franc-sief. T. IV, 168. Déclaration de Louis XIV, concernant les droits de francs-siefs. T. V, p. 13. Déclaration du même, qui règle la manière de lever les droits de francs-siefs & d'amortissement, *id.* 21, v. *Acquis*. (nouvel) Arrêt du Conseil, servant de règlement pour le recouvrement des droits d'amortissement & francs-siefs, *id.* 29, v. *Impositions*.

*Franche-Comté*, v. *Expélativie des Gradués*.

*François de Sales*. (S.) M. le Cardinal de Noailles n'a point eu recours au Pape, pour unir le Prieuré de saint Denis de la Chartre à la maison de S. François de Sales, qu'il venoit d'établir pour les Prêtres infirmes de son Diocèse. T. IV, 20.

*François I*, v. *Mariages*, *Rois de France*.

*Fraude*, v. *Dol*.

*Frederic II*, v. *Empereur*.

*Frejus* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 588.

*Fruits*. Le successeur partage les fruits quoique recueillis au prorata du temps de sa possession. T. IV, 342 & *suiv.* L'Officiel ne peut priver un accusé des gros fruits en tout ou en partie, *id.* 618, v. *Partage du revenu*.

*Fulmination*, v. *Dispense des empêchemens dirimens*.

*Funérailles*, v. *Enterremens*.

*Furieux* (les) sont irréguliers. T. II, 389.

*Furfy*, (S.) v. *Personne*.

G

**GALERES.** Un infidèle condamné aux galères à qui on donneroit le Baptême, après l'avoir demandé, seroit-il relevé de l'infamie. T. II, 271. L'Official ne peut condamner aux galères. T. IV, 613, v. *Dissolution de mariage*.

*Gallicane*, v. *Eglise Gallicane*, *Libertés de l'Eglise Gallicane*.

*Garnme*, v. *Chant*.

*Gap* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 589.

*Gatien* Apôtre de Tours. T. I, 209.

*Gaulles*. Jusqu'à Gregoire VII, on n'a point connu de Primatie réelle dans les Gaules. T. I, 191. voyez *Métropoles*. Division des Gaules en quatre grandes Provinces, savoir la Narbonnoise, l'Aquitaine, la Lyonnaise ou Celtique, & la Belgique, *id.* 239. Leurs sous-divisions, *ibid.* v. *Religion chrétienne*, *Sens*.

*Gaulois*, (les) v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Genevieve*, (Sainte) v. *Chancelier*, *Universités*.

*Genovefins*, v. *Prémontrés*, *Trinitaires*.

*Gens de guerre*, v. *Domicile*, *Officiers*.

*Gentilshommes*. Rang des Gentilshommes du Roi vis-à-vis des Officiers de Justice. T. III, 89. Les rangs doivent se régler, sur l'âge quand la qualité est égale, *id.* 90. Rang des femmes, *id.* 91. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, pour le rang des Gentilshommes dans les Eglises. T. VI, 20, v. *Baux*, *Biens ecclésiastiques*, *Délits*.

*Georges*, (S.) v. *Rouen*.

*Gerbes surnuméraires*. Déclaration de Louis XIII, qui ordonne le rapport des gerbes surnuméraires. T. V, 427. Edit du même, sur le même sujet, *id.* 428.

*Germain*. (S.) Le Prieur de S. Germain-des-Prés est Grand Vicair de l'Archevêque de Paris. T. I, 314, v. *Religieux exempts*.

*Germain de l'Auxerrois*, (S.) voyez *Curés primitifs*, *Filles des Cathédrales*, *Prébendes*.

*Germain en Laye*, (S.) v. *Marguilliers*.

*Germain des Prez*, (S.) v. *Vincennes* (Saint).

*Germanie*, v. *Sens*.

*Gîte*, v. *Procuration*.

*Glandeves* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 597.

*Gomine*. Les mariages à la Gomine défendus. T. IV, 1 p. 238.

*Grace*. Le Grand Vicair peut-il accorder la grace que son Evêque a refusée. T. I, p. 346, v. *Lettres de grace*.

*Grade*. Quand érigée en Patriarchat. T. I, 189.

*Gradués*. Les grands Vicaires & les Officiaux doivent être Gradués. T. I, 315. Le Chapitre de la Cathédrale, le Siège vacant, donne l'institution aux Gradués, même dans les mois de faveur, *id.* 418. Les Prébendes Théologiques, Pénitentielles & Préceptoriales, sont sujettes aux Gradués & autres Expectans, *id.* 574. Elles sont spécialement affectées aux Gradués en Théologie, *id.* 581. Le grand Vicair & l'Official doivent être gradués. T. II, 131 & suiv. v. *Curés*, *Dégrés*, *Official*, *Promoteur*, *Théologal*, *Universités*. On commença en 1342 à jeter le fondement du privilège des Gra-

dués de l'Université de Paris. T. III, 100. L'Angleterre donne à ses Gradués des revenus assez considérables, *id.* 101. La Provence, la Bretagne, la Franche-Comté, &c. sont exemptes de l'expectative des Gradués, *id.* 107. L'Artois & la Bresse ne le sont pas, *ibid.* v. *Expectative des Gradués.* Les Gradués doivent avoir étudié pendant tout le temps prescrit par les Statuts des Universités, *id.* 109, v. *Bacheliers.* Combien faut-il aux Gradués de temps d'étude, *id.* 111. Privilèges des Nobles, *ibid.* & *suiv.* v. *Profession religieuse.* Le certificat du temps d'étude doit être expédié par le Greffier de l'Université, *id.* 112. On peut l'arguer de fausseté, *id.* 113. Les Lettres sans le temps d'études sont nulles de plein droit, *id.* 114. Peut-on, après l'obtention des Lettres, suppléer à ce qui manque au *Quinquennium*, *ibid.* v. *Principaux des Collèges, Régens.* Défense de donner des lettres de nomination aux Gradués *per saltum*, *id.* 115. v. *Tonsure.* La pragmatique affecte aux Gradués le tiers des Bénéfices vacans dans l'année, *id.* 121, v. *Gradués nommés, Gradués simples;* des mois de faveur & de rigueur, T. III, 122. La première notification doit se faire au Collateur ou à son domicile, *id.* 123. Où se doit elle faire quand une Abbaye a un Evêché, ou a quelque Collège, *id.* 124. Celui qui est nommé sur une Prélatrice, l'est aussi sur tous les Bénéfices qui lui sont unis, *ibid.* Il ne convient pas de faire la première notification au Greffier d'un Ch. pitre ou au Secrétaire d'un Evêque, *id.* 127. Les significations peuvent se faire

à l'Evêque hors de son Diocèse, *id.* 128. Que faire si le Collateur se cache, ou si le Chapitre refuse de s'assembler, *ibid.* & *suiv.* Le Gradué n'est point tenu de notifier ses Lettres en personne, *id.* 129. Le Procureur du Gradué doit avoir une procuration spéciale pour requérir & même pour réitérer, *id.* 130. Il n'est pas nécessaire que la procuration pour notifier soit insinuée, *ibid.* A qui faut-il s'adresser, le Siège Episcopal étant vacant, *id.* 131. Peut-il faire ses diligences les jours de Dimanches & de Fêtes, *ibid.* Peut-il requérir les Bénéfices qui ont vaqué avant la signification, *id.* 132, voyez *encore plus bas.* Arrêts qui semblent favoriser l'affirmative, *id.* 133 & *suiv.* Exemples, *id.* 134. Il ne semble pas pouvoir prétendre aux Bénéfices auxquels le Patron a déjà nommé, *id.* 135. Le Gradué doit réitérer tous les ans en Carême, *ibid.* Cas dans lequel un Gradué peut requérir indépendamment de toute réitération, *id.* 136. La réitération peut se faire en parlant au Collateur ou à son Vicaire général, *id.* 137. Effet de la clause *Tam conjunctim quam divisim*, *ibid.* La signification doit se faire séparément aux Dignités qui ont des nominations, *id.* 138. Dans quel cas peut-on la faire au Greffe des insinuations, *id.* 139. Les significations doivent être faites par un Notaire Apostolique, *id.* 140. Le Notaire doit être accompagné de deux témoins, *id.* 141. Peut-il instrumenter en faveur de son parent, *ibid.* La signification des Lettres de tonsure est elle nécessaire, *id.* 142. Frais des Lettres de nomination & de leur signification,

*id.* 143. Il faut faire la réquisition du Bénéfice quand il vogue, *id.* 143. dans l'espace de six mois à compter du jour de la vacance, *id.* 144. De quel temps se doivent compter les six mois, lorsque l'Evêque refuse, *id.* 145. Le Gradué refusé par l'Evêque, doit aller au Métropolitain, au Primat & au Pape par degrés, *id.* 145. L'Ordinaire peut varier nonobstant la dévolution au Métropolitain, *id.* 146. Le grand Vicaire requis peut valablement conférer, quoique son Evêque ait refusé, *id.* 147. Le Gradué refusé est quelquefois renvoyé devant le Chancelier de Notre-Dame de Paris, *id.* 148. La provision donnée au préjudice d'un Gradué, n'est pas radicalement nulle, *ibid.* En cas de refus d'un Collateur exempt, la dévolution va à l'Evêque Diocésain, *id.* 149. Les Gradués sont sujets à la prévention du Pape, *id.* 150, pourvu qu'ils n'aient pas encore fait leur réquisition, *id.* 151. Le Gradué déjà pourvu par l'Ordinaire, peut-il demander à Rome une nouvelle provision, *id.* 152. L'antiquité de la nomination ne se prend pas du jour de l'expédition des Lettres, *id.* 153, ni de celui de leur signification, mais de celui de la supplicque, *id.* 154. La priorité des jours & des mois dans le cours de l'année, ne donne point d'antiquité à la nomination, *id.* 155. En cas de concours entre deux nommés lequel doit l'emporter, *id.* 156. Dans les mois de faveur le Collateur choisit entre les Gradués simples & nommés qui il lui plaît, *id.* 157, mais si dans ces mois il confère à un non Gradué, auquel des Gradués le

Bénéfice doit-il appartenir, *id.* 158. Est-ce à celui qui requiert le premier, *id.* 159. L'Ordinaire peut-il obliger un Gradué à accepter le bénéfice qu'il lui offre & qu'il n'a point requis, *id.* 159, v. *Indultaire*. Une provision mise sur le registre au profit du Gradué & par lui répudiée, le remplit-elle, *id.* 162. Si l'Ordinaire confère plusieurs Bénéfices vacans au préjudice du Gradué, il ne peut requérir que le dernier, *id.* 163. La clause *tibi Graduato*, est nécessaire dans la provision du Gradué, *ibid.* La provision donnée à quelqu'un *tanquam Graduato*, est nulle s'il n'est pas gradué, *id.* 164. Anciens réglemens sur les revenus qui remplissent les Gradués, *id.* 165. A quelle somme de notre monnoie montent les deux cens florins dont parle le Concordat, *ibid.* Différence entre les pourvus par la voie ordinaire & en vertu de leurs degrés, *id.* 166. Les premiers sont remplis par un revenu de six cens livres, *id.* 167. On n'y comprend point le casuel des Cures de campagne, *id.* 168, mais bien l'honoraire des Messes fondées, *id.* 169. On déduit sur la somme fixée par le Concordat les charges ordinaires, *id.* 170. Doit-on lui déduire l'honoraire des Messes dont le Bénéfice est chargé, *ibid.* v. *Pensions, Religieux*. Le Gradué n'est point rempli par les Bénéfices qu'il possède hors du Royaume, *id.* 171. La réquisition qui n'est pas suivie de provisions, remplit-elle, *id.* 173. Le Gradué doit faire exprimer dans ses Lettres les Bénéfices qu'il possède & leur revenu, *id.* 174, quoiqu'ils soient litigieux ou qu'il en ait été dépouillé

dépouillé par violence, *id.* 175. Il faut en déclarer la valeur suivant l'estimation commune ou courante, *id.* 176, quand même ils ne produiroient presque rien, *ibid.* Il peut, durant le litige, en requérir un autre, en faisant signifier au Collateur les protestations, *id.* 177, v. *Nomination royale*. Un Gradué est rempli par la cession de son droit faite par éviction ou par la récompense qu'il en reçoit, *id.* 178. Un Gradué qui accepte un Bénéfice, après avoir perdu la récréance de celui qu'on lui conteste, peut-il poursuivre la pleine maintenue, *id.* 179. S'il a eu *in vim Graduum* un Bénéfice de quatre cens livres, & qu'en le cédant il en tire quelque récompense, il est rempli, *ibid.* Le Gradué pourvu par la voie ordinaire d'un gros Bénéfice, peut, après l'avoir quitté, faire valoir ses droits, *id.* 181. Arrêts qui l'ont décidé, *id.* 182, pourvu que la démission ne se fasse point en fraude, *id.* 183, v. *Prescription*.

*Qualités requises dans les Gradués qui veulent faire usage de leurs Lettres.* T. III, 185.

Ils doivent, au temps de leur nomination être exempts de toute irrégularité, *id.* 186. Le mariage subséquent l'éteint-il? *id.* 186. Le Gradué séculier ne peut requérir un Bénéfice régulier, *id.* 187. On décharge de l'expectative des Gradués les Bénéfices en patronage laïque, *id.* 188. ceux qui vaquent *in Curia* ou en Régale, *id.* 189. Toutes les Dignités des Eglises Cathédrales, *ibid.* & même les Personnats, *id.* 190. Exception

*Tome IV. II. Partie,*

pour le Grand Conseil & le Parlement de Bordeaux, *id.* 191. On décharge de l'expectative des Gradués les Dignités des Collégiales électives confirmatives, *ibid.* mais non pas les électives collatives, *id.* 192 & *suiv.* Les Prébendes Théologiques, Pénitentielles & Préceptoriales y sont assujetties, *id.* 194. On en décharge les Bénéfices affectés aux personnes de certaine qualité, *ibid.* sur-tout quand l'affectation est antérieure au Concile de Basse, *id.* 195, ainsi que les Bénéfices unis & érigés depuis leur nomination, *id.* 196, & tous les Bénéfices qui vaquent par démission, *ibid.* Si durant le cours du procès un des Gradués décède, le Bénéfice n'appartient pas à celui qui survit, *id.* 197, v. *Dévolut, Résignation*. Les Collateurs qui n'ont que deux Bénéfices à donner, sont-ils sujets au droit des Gradués, *id.* 199, v. *Docteur en Théologie, Professeurs en droit, Professeurs en Théologie, Régens des Arts, Régens septennaires*. La qualité de Gradué ne dispense pas de l'examen, *id.* 207. La signification des Lettres d'un Gradué ne peut pas retarder l'union d'un Bénéfice à un autre. T. IV, 52 & *suiv.* Pragmatique de Charles VIII sur les Gradués. T. V, p. 386. Ordonnance de Louis XII, concernant les Gradués, *id.* 386. Edit sur le même sujet, *id.* 388. Concordat de Leon X & de François I, en faveur des Gradués, *id.* 390. Déclaration d'Henri II, portant que suivant les saints Décrets & Concordats, les Curés des villes closes seront gradués à Reims, *ibid.* Déclaration du Roi, qui préfére les Régens septennaires aux

autres Gradués, dans la réquisition des Bénéfices, *id.* 391. Déclaration du Roi, en faveur des Professeurs de Droit qui ont enseigné durant sept années, *id.* 392. Déclaration de Louis XV, concernant les Gradués, *id.* 393. Déclaration du même sur le même sujet, *id.* 395. Déclaration du Roi, qui oblige les Officiaux à être gradués en droit Canon. T. VI, 303. v. *Dévolutaires, Indultaires, Présentation, Prévencion, Règle de infirmis.*

*Gradués nommés.* Différence des Gradués nommés & Gradués simples, des mois de faveur & de rigueur. T. III, 122. Nouveau règlement contre les Gradués nommés, & leur préférence dans les mois de Janvier & de Juillet, *id.* 123, v. *Gradués simples.*

*Gradués simples.* Différence entre les Gradués simples & les Gradués nommés. T. III, 122. Les simples ne peuvent rien prétendre dans les mois de faveur, s'ils n'ont fait leur diligence comme les autres, *id.* 123. Les Gradués simples, au défaut des nommés, ne peuvent requérir les Bénéfices qui vacquent en Janvier & Juillet, *id.* 124, voyez *Gradués nommés, Gradués.* Dans les mois de faveur le Collateur choisit entre les Gradués simples & nommés qui il lui plaît, *id.* 157.

*Grains.* Défenses aux Bénéficiers de vendre leurs grains en verd. T. IV, 338. Les adjudications de grains sur pied ne se doivent faire qu'après la S. Jean, *id.* 339. Ordonnance de Louis XII, portant défense de vendre les grains en verd. T. V, 148. Lettres Patentes d'Henri II, qui défend aux La-

boueurs d'enlever leurs grains, avant d'avoir averti les Décimateurs, *id.* 423. Arrêt de vérification sur lesdites Lettres, *id.* 424. Déclaration du Roi, qui exempté les grains, farines & légumes de tous droits jusqu'au dernier Décembre 1741, & qui pourvoit au paiement des droits de minage, des cens, rentes & fermages en grains. T. VI, p. 403. Arrêt du Parlement de Paris, qui règle la maniere de payer les fermages stipulés par les baux, payables en une certaine quantité fixe de grains, *id.* 406, v. *Rentes rachetables.*

*Grand Conseil (le)* ne décharge point de l'expectative des Gradués, les Dignités des Cathédrales. T. III, 191, v. *Jésuites.*

*Grandmont.* Le Roi ne nomme point aux quatre premiers Prieurés de Grandmont, qui viennent à vaquer après l'élection de l'Abbé. T. II, 788.

*Grands Vicaires*, v. *Archevêques, Vicaires (grands).*

*Grasse (l'Eglise de)* a quatre Dignitaires. T. II, 597.

*Grece (les)* font porter le Pallium à tous leurs Evêques. T. I, 244, v. *Pape.*

*Greffé*, v. *Officialité.*

*Greffiers (les)* ne sont point irréguliers en France. T. II, 375. Arrêts du Parlement en faveur des Procureurs & Greffiers criminels, *id.* 378. Déclaration du Roi, concernant les Greffiers des Insinuations ecclésiastiques. T. VI, p. 82, v. *Baux.*

*Gregoire. (S.)* Son attention dans le passage des biens d'Eglise. T. I, 36, v. *Cardinaux.*

*Gregoire VII.* Ses maximes sur l'au-



torité qu'il s'arrogeoit. T. I, p. 142 & *suiv.* v. *Gaules, Lyon.*

*Gregoire IX.* Ses Décretales ne sont point le Droit commun de la France. T. I, p. 160, v. *Empereur, Prévention.*

*Gregoire XIII.* v. *Clôture.*

*Grenoble* ( l'Eglise de ) n'a qu'une Dignité qui est celle du Doyen. T. II, 609. Le Roi confère de plein droit les Prébendes de S. André de Grenoble, *id.* 669.

*Gros.* Le gros ne se gagne légitimement que par les Chanoines qui résident durant neuf mois. T. I, 635, v. *Portions congrues.*

*Gros des Cures,* v. *Bâtimens ecclésiastiques.*

*Gros Décimateurs.* Arrêt du Grand Conseil, qui oblige aux réparations des Eglises les gros Décimateurs. T. V, 618.

*Grossesse.* Edit d'Henri II, concernant les femmes qui cèlent leur grossesse. T. VI, p. 312. Déclaration de Louis XIV, qui ordonne la publication aux Prônes des Messes Paroissiales du susdit Edit, qui établit la peine de mort contre les femmes qui, ayant caché leur grossesse & leur accouchement, laissent périr leurs enfans sans recevoir le Baptême, *id.* 314.

*Guay-de-Mauny,* v. *Le Mans.*

*Guerre,* v. *Immunités des Bénéficiers, Règle de publicandis.*

*Guet,* v. *Immunités des Bénéficiers.*  
*Gut l'Aretin* invente la Gamme. T. I, 526.

*Guillebaut,* Evêque d'Aichster, assure que c'est à Ephèse qu'on honoroit les reliques de Marie Magdelaine. T. I, 213.

## H

**HABITS.** Il y avoit autrefois suspension contre les Bénéficiers qui s'habilloient à la maniere des Laïques. T. II, 502 & *suiv.* v. *Religieux apostats.*

*Habit cléréal.* Le mépris pour l'habit cléréal est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 4.

*Habits ecclésiastiques.* L'ancienne couleur des habits ecclésiastiques est la violette & la charaigne. T. II, 155. Ils n'ont pris la couleur noire en Occident que vers la fin du seizième siècle, *id.* 157. Les Religieux Evêques retiennent celle de leur Ordre, *ibid.* Les Bénéficiers & autres *in sacris*, sont obligés de porter l'habit long, *id.* 158 & *suiv.*

*Habits laïques.* Ceux qui sont pris en habits laïques, perdent-ils le privilège cléréal. T. II, 180, voyez *Délit.*

*Habits religieux.* Excommunication contre les Religieux qui quittent l'habit de leur profession. T. II, 434.

*Habits sacrés,* v. *Office divin.*

*Haut Justicier,* v. *Amortissement des donations faites aux Eglises, Délit, Mort, Patron, N<sup>o</sup>. 3.*

*Hérésie.* L'Eglise connoissoit autrefois de l'hérésie contre les Laïques. T. IV, 2 p. 2. Aujourd'hui la punition s'exerce par le Juge séculier, *id.* 3. Edit d'Henri II, portant défenses de troubler les Juges ecclésiastiques dans leur Jurisdiction, pour le crime d'hérésie. T. VI, p. 293. Edit de François II, portant que la connoissance du crime d'hérésie sera dé-

laissée aux Prélats, *id.* 295. voyez *Cas privilégiés ; Penfions, vers la page 618, Vicaires (grands).*  
*Hérésie notoire, v. Crimes.*  
*Hérétiques.* Excommunications contre les hérétiques qui attaquent la foi de l'Eglise. T. II, 430. L'Eglise tolere en France le mariage des Hérétiques devant leurs Ministres. T. IV, 2 p. 175, quand même l'un des conjoints seroit Catholique, *id.* 176. Déclaration de Benoît XIV sur ce sujet, *id.* 177, & vers la fin du Traité. L'Eglise permet quelquefois les mariages des Catholiques avec les Hérétiques ; mais on en retranche la bénédiction, *id.* 183 & *suiv.* On en a toléré quelquefois avec des empêchemens dirimans, *id.* 184, *v. Infidèles.* Cas décidé sur les mariages des Catholiques avec les Hérétiques, *id.* 299 & *suiv.* Ordonnance de S. Louis contre les Hérétiques. T. VI, p. 116. Edit de François I, sur le même sujet, *id.* 118. Edit d'Henri II, sur la recherche & punition des Hérétiques, *id.* 124. Edit de Châteaubriant, sur le même sujet, *id.* 126 & *suiv.* Déclaration de Louis XIV, contre les Hérétiques relaps. & les Prêtres qui quittent la religion catholique, *id.* 137. Déclaration du Roi, qui ordonne la peine du bannissement perpétuel contre les relaps, & ceux qui étant engagés dans les Ordres sacrés, ou liés par des vœux à des Maisons Religieuses, quittent la religion catholique pour la Prétendue Réformée, *id.* 138. Edit du Roi, portant défenses aux Catholiques de contracter mariage avec ceux de la Religion Prétendue Réformée, *id.* 139. Edit du Roi, qui

défend aux Catholiques d'embrasser la Religion Prétendue Réformée, *id.* 140. Edit, portant défenses de faire aucun exercice public de la Religion Prétendue Réformée dans son Royaume, & qui révoque celui de Nantes, *id.* 141, *v. Irréguliers, Ordination.*

*Hérétiques notoires.* Mesures prescrites par le Roi, au sujet des Hérétiques notoires qui demandent les Sacramens à l'heure de la mort. T. II, 416 & *suiv.* *v. Refus de Sacramens.*

*Héritage, v. Amortissement des donations faites à l'Eglise, Mendians.*

*Héritiers* (les) sont obligés d'acquitter les vœux réels. T. IV, 81. Les héritiers d'un Bénéficiaire peuvent-ils prétendre leur portion dans les bois non abbattus, *id.* 346, voyez *Maisons presbytérales, Partage du revenu des Bénéfices, Revenus ecclésiastiques, Titre clerical.*

*Hermaphrodites* (les) sont irréguliers. T. II, 388. Crime monstrueux d'une Religieuse hermaphrodite pourvue d'un Prieuré conventuel. T. III, 759.

*Hermîtes* (les) sont-ils capables de succession. T. II, 83.

*Heures canonicales.* Origine des Heures canonicales. T. I, 697. L'usage en est connu dès les premiers siècles de l'Eglise, *ibid.* & *suiv.* L'Office de Prime se réduisoit à la lecture du Martyrologe & des Canons, *id.* 698. La lecture des Canons se faisoit dans le Chapitre, *id.* 699. L'institution de Tierce & de Sexte dans les Eglises séculières, est plus moderne ainsi que celle des Complies, *ibid.* & *suiv.* Les Matines se font chantées à minuit jusqu'au seizième siècle, *id.* 700. Les trois Nocturnes ne

se chantoient pas de suite aux grandes Fêtes, *id.* 701. Combien disoit-on de Pseaumes à Marins & aux autres Offices. *ibid.* Le Mosarabique n'admet que quatre Pseaumes à Marins, *id.* 702, & le Romain trois dans les Octaves de Pâque & de la Pentecôte, *ibid.* Origine du *Salve, Regina*, *id.* 703. Les Leçons étoient presque toutes tirées de l'Écriture sainte, *id.* 704, v. *Hymnes*. S. Ambroise & S. Augustin n'ont point composé le *Te Deum*, *id.* 705. S. Ambroise a le premier introduit la Psalmodie à deux Chœurs, *ibid.* Les femmes chantoient anciennement dans l'Eglise, *id.* 706. On s'applique dans le cinquième siècle à donner de l'uniformité à l'Office, *id.* 707. On se servoit alors du Pseauteur Gallican, *id.* 708. D'où vient le nom de Breviaire, *ibid.* On ne doit point faire de Fêtes de Saints les Dimanches, ni en Carême, *id.* 709. On ne jeûnoit pas autrefois en Carême les jours de Fêtes, *id.* 710. On ne donnoit point non plus de doubles Vêpres aux Fêtes, *ibid.*

*Hilaire*, (S.) v. *Poitiers*.

*Hilduin*, Abbé de S. Denis. T. I, 210. Métaphrase a favorisé la fable inventée par l'Abbé Hilduin, *id.* 211.

*Hollande*. Déclaration de Benoît XIV, sur les mariages contractés en Hollande & dans les Pays-Bas. T. IV, 2 p. 294 & suiv.

*Homicide*. L'homicide produisoit autrefois l'irrégularité. T. II, 252. On n'appelle proprement homicides que ceux qui tuent volontairement & de leur propre autorité, *id.* 367. La dispense de leur irrégularité, quoiquesecrete, estrou-

jours réservée au Pape, *id.* 369, v. *Mort, Multilation*. On en décharge les Princes qui défendent quelque chose sous peine de mort, *id.* 372, v. *Dénonciateurs, Déposition, Exécuteur, Greffiers, Justice, Témoins*. L'homicide casuel produit l'irrégularité, quand il est occasionné par une négligence considérable, *id.* 378 & suiv. v. *Opérations Chirurgicales*. La dispense de l'homicide casuel n'est pas réservée au Pape, *id.* 381. L'homicide nécessaire ne produit plus d'irrégularité, *id.* 382, pourvu qu'on ne puisse pas autrement conserver sa vie, *id.* 383. Il n'est pas permis de tuer pour conserver son bien, *ibid.* & suiv. v. *Armes*. La dispense de l'homicide volontaire, quoique secret, est réservée au Pape, *id.* 385 & suiv. L'homicide est un crime que les Canons jugent dignes de la déposition. T. IV, 2, v. *Adultere, Cadavre, Crimes*.

*Homme confisquant*, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*.

*Homme vivant & mourant*, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*.

*Honnêteté publique*. Les Fiançailles simples produisent l'empêchement de l'honnêteté publique. T. IV, 2 p. 15. L'empêchement de l'honnêteté publique est produit par un mariage nul quand il n'est point consommé, *id.* 159. L'empêchement ne cesse point par la résolution, quoique juridique, des fiançailles, *id.* 160.

*Honneurs*. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, sur les honneurs qui sont dus aux Laïques qui servent aux Offices divins, revê-

rus d'habits ecclésiastiques. T. VI, p. 22. Arrêt contradictoire qui confirme le précédent, *id.* 23.

*Honneurs Ecclésiastiques.* Ce qu'on entendoit autrefois par ce terme. T. I, p. 19.

*Honoraire.* L'honoraire qu'on donne aux Prêtres pour la Messe a succédé en partie aux offrandes. T. IV, 179. L'honoraire qu'on leur paye n'est point une aumône, *id.* 282. La taxe de l'honoraire dû au Clergé, est laissée aux Evêques, *id.* 287. Le Laïque ne doit pas être assigné devant le Juge d'Eglise pour son payement, *id.* 288. Anciennes taxes des honoraires du Clergé, *id.* 289. Les Prêtres peuvent-ils demander en Justice l'honoraire de leurs Messes, *ibid.*

*Honoré, (S.)* (Chapitre de) voyez *Filles des Cathédrales, Prébendes.*

*Hôpital.* Edit de Louis XIV, pour l'établissement d'un Hôpital général dans chacune des villes & gros bourgs du Royaume. T. V, 485.

*Hôpitaux.* La portion des pauvres n'étoit pas autrefois employée en fondation d'Hôpitaux. T. I, 46. Usage de diverses Eglises à ce sujet, *id.* 47. Les Rectories des Hôpitaux ne sont pas toujours de véritables Bénéfices, *id.* 70 & suiv. Les Evêques ont une entière autorité pour le spirituel dans les Hôpitaux, *id.* 73, v. *Administrateurs, Aubrac.* On appelloit Diaconies les Hôpitaux, parce que c'étoient les Diares qui en avoient l'administration, *id.* 179. Les Evêques ont le pas sur les Administrateurs des Hôpitaux, *id.* 257 & suiv. Quel rang a le grand Vicaire d'un Evêque dans les assemblées des Hôpitaux, vis-à-vis des Officiers de Ville, *id.* 309.

Rang qu'ont les Curés aux Baux des Hôpitaux, *id.* 766. On décharge les Hôpitaux généraux & particuliers du droit d'amortissement. T. IV, 121. Quant aux legs qui vont à la subsistance des pauvres seulement, *id.* 122. Ordonnance de Philippe VI dit de Valois, qui décharge les Hôpitaux des droits d'amortissement. T. V, 43. Déclaration de François I, qui décharge de toutes décimes, dons gratuits, &c. les Hôpitaux qui ne sont pas érigés en titre de Bénéfices, *id.* 44, v. *Rentes.* Arrêt du Parlement, pour la reddition des comptes des Eglises Paroissiales, des Hôpitaux de fondation épiscopale, & pour la nomination des Procureurs Fabriciens, qui ne pourront être continués plus de deux ans, *id.* 143. Déclaration de Louis XIV, qui décharge les Hôpitaux de toutes décimes, dons gratuits, &c. *id.* 194, v. *Vin.* Déclaration du Roi, qui donne aux Curés l'administration des Hôpitaux de leurs Paroisses, *id.* 406. Ordonnance de Charles IX, concernant les Hôpitaux érigés en Bénéfices. T. VI, 337, v. *Administrateurs, Baux, Décimes, Vin.*

*Hospitalité.* Soudivision des biens, introduite dans la part de l'Evêque, depuis la cessation de l'hospitalité. T. I, 37, pour le mettre en état d'exercer l'hospitalité, *id.* 39.

*Hôtel-de-Ville de Paris,* v. *Corps privilégiés.*

*Hôtel-Dieu,* v. *Communautés ecclésiastiques.*

*Hymnes* (les) ne sont point d'usage dans les Eglises de Lyon & de Vienne. T. I, 704 & suiv.

*Hypothèque,* v. *Billet, Titre clérical.*

pensent leurs Paroissiens du jeûne.  
T. II, 301.

*Jeûneur*, v. *Jean le Jeûneur*.

*Jeu de hazard*. Il est défendu aux Ecclésiastiques de jouer aux jeux de hazard. T. II, 507. Ordonnance de Charles V, contre les brelans & jeux de hazard. T. VI, 148. Ordonnance de Charles IX, contre les obligations contractées au jeu, *id.* 149. Ordonnance de Louis XIII, sur le même sujet, *id.* 149.

*Ignorant*, v. *Science*.

*Illégitimes*, v. *Bâtards*, *Enfans exposés*.

*Immeubles*. On ne permet point aux Religieux l'acquisition des immeubles. T. II, 76. Ordonnance de Philippe le Hardi, qui permet aux Eglises d'acquérir des immeubles. T. V, p. 7. Ordonnance de Philippe IV dit le Bel, sur le même sujet, *id.* 7. Ordonnance du même sur le même sujet, *id.* 8.

*Immodestes*, v. *Chantre*.

*Immunités des Bénéficiers*. Les immunités du Clergé ne viennent pas du Droit divin. T. IV, 469. Les Romains & les anciens Gaulois en accordoient de grandes à leurs Prêtres, *id.* 470. Constantin exempta de tout tribut les terres des Eglises, *id.* 471. Julien révoque ce privilège, & Valentinien ne le rétablit qu'en partie, *ibid.* v. *Tributs*. Les Rois de France imitent sur ce point la piété des Empereurs, *id.* 471. Boniface VIII défend au Clergé de rien payer à ses Souverains sans sa permission, *id.* 475; il révoque sa défense, *id.* 476. Le consentement du Pape n'est pas nécessaire à cet effet, *ibid.* Les Ecclésiastiques sont exemptés des charges sordides ou serviles,

*Jacques*. (S.) Est-ce son corps qui est dans la petite ville de Compostelle. T. I, 219, v. *Blois*.

*Jansenius*, v. *Formulaire*.

*Jean* (S.) en Greve, v. *Marguilliers*.

*Jean de Jérusalem*, (S.) v. *Archidiacres*.

*Jean le Jeûneur* voulut s'élever au dessus du Pape même, en prenant le superbe titre de Patriarche œcuménique. T. I, 187 & *suiv.* *Jean de Latran*. (S.) Détail des magnificences de l'Eglise de S. Jean de Latran. T. I, 42.

*Jean VIII*, Pape. Sa complaisance pour l'Empereur Basile. T. I, 188.

*Jean XXII*, v. *Incompatibilité*.

*Jeanne d'Arc*. Pourquoi elle fut livrée à l'Evêque de Beauvais. T. IV, 2 p. 3.

*Jeanne*. (la Papesse) Ce qui a donné lieu à l'histoire fabuleuse de la Papesse Jeanne. T. I, 188.

*Jérôme*, (S.) v. *Election*.

*Jérusalem*, v. *Patriarches*. Le Patriarche de Jérusalem a son titre à S. Laurent de Rome. T. I, 187.

*Jésuites*. Les vœux des Jésuites n'emportent point privation de Bénéfices, quoiqu'ils soient véritablement Religieux. T. III, 663. Déclaration de Louis XIV, en faveur des Jésuites, qui les déclare habiles à succéder à leurs parens. T. V, p. 483. Lettres Patentes de Louis XV, portant évocation générale des causes des Jésuites au Grand Conseil, *id.* 512 & *suiv.* Arrêt du Grand Conseil, portant enregistrement des Lettres Patentes ci-dessus, *id.* 514, v. *Décimes*, *Paux solennels*.

*Jeûne*. Par quel droit les Curés dis-

*ibid.* & suiv. de la taille sur leurs biens même patrimoniaux, *id.* 478, & spécialement sur ceux de leurs Bénéfices, quoique la taille soit réelle, *id.* 479. La Cour des Aides y assujettit les acquisitions faites par les Ecclésiastiques, *id.* 480. Les Ecclésiastiques n'exemptent qu'une métairie de leur patrimoine, *id.* 481. Les simples Clercs jouissent de l'exemption, *id.* 482. Les Curés qui afferment les dixmes indivises de leurs Paroisses, ne doivent pas la taille, *id.* 483, non plus que ceux qui ont un gros à prendre sur le produit des dixmes, *id.* 484. Il n'en est pas de même des Curés qui prennent à ferme les terres de leurs Eglises, *id.* 485. Les Ecclésiastiques sont exempts du logement des gens de guerre, *id.* 487, exception pour le cas de nécessité, *id.* 488. Ils le sont encore des droits d'ustensile, caserne, ronde & sentinelle, *ibid.* & leurs domestiques de tirer au billet pour la milice, *id.* 489. Ils sont encore exempts des ponts & chaussées, & chemins publics, *ibid.* mais les Tribunaux ne se règlent point sur les contrats passés entre le Roi & le Clergé, *id.* 490. Ils sont encore exempts de l'entretien des murs, guet & garde des villes, *id.* 491, de l'impôt du sel, *id.* 492. A quoi se réduit aujourd'hui ce privilège, *id.* 493. Ils sont encore exempts des taxes imposées par les Maires & Echevins des Villes, en faveur des pauvres, *id.* 494, des francs-fiefs, pourvu qu'ils soient dans les Ordres sacrés ou Bénéficiers, *id.* 495, & de l'arrière ban, *id.* 496. Arrêts & décisions du Conseil en leur faveur sur ce point, *ibid.* Il

n'en est pas de même pour la foi & hommage, aveux & dénombrements dus au Roi, *id.* 497. Exemption des deniers d'octroi pour les charges municipales, *id.* 498 & suiv. Comment on indemnise à Marseille les Ecclésiastiques qui les payent, *id.* 499. Ils sont encore exempts du dixième denier, *id.* 500. de la capitation & du droit de confirmation à chaque mutation de regne, *id.* 501, & celui d'ensaisinement de leurs titres, *id.* 502. Ils étoient autrefois exempts des droits d'aydes sur les vins & boissons; mais on n'en exempté aujourd'hui que ceux qui proviennent de leurs Bénéfices ou de leur titre patrimonial, *id.* 502. Le privilège du titre patrimonial subsiste, nonobstant les Bénéfices qu'on peut posséder, *id.* 503. Le titre patrimonial est aussi exempt de taille, *id.* 504. Les biens patrimoniaux des Ecclésiastiques, quoique exempts de taille, sont sujets aux droits d'aydes, *id.* 504. Le Clergé est sujet au gros manquant, *id.* 506. Les Seigneurs prennent sur le vin vendu en détail le forage, *id.* 507. Le vin provenant du Bénéfice est exempt du gros, &c. du passivant & des droits de courtier-jaugeur, *ibid.* v. *Tutelle.* Ils ne peuvent être convenus que devant le Juge d'Eglise, *id.* 509, v. *Privilèges du Clergé.*  
*Impétration.* Ordonnance de Charles VII, qui défend d'impêtrer les Bénéfices avant qu'ils vaquent. T. VI, 35. Edit d'Henri II, appelé communément l'Edit des petites Dates, fait pour la réformation des abus qui se commettoient aux impétrations des Bénéfices en Cour de Rome, *id.* 42.

Arrêt

Arrêt du Parlement de Paris, portant vérification de l'Edit ci-dessus, aux charges & conditions contenues au présent Arrêt, *id.* 47.

**Impositions.** Ordonnance de Charles IX, qui décharge les Ecclésiastiques des impositions publiques. T. V, p. 167. Edit d'Henri III, qui les exempté du logement des gens de guerre, du guet, &c. *id.* 168. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne l'exécution du précédent Edit, *id.* 169. Edit d'Henri II, qui exempté les Ecclésiastiques des droits de francs-fiefs, *id.* 170. Lettres Patentes de Louis XIII, portant confirmation des exemptions du Clergé pour la taille, le sel, &c. *id.* 171. Déclaration du Roi, qui confirme la saidite exemption des francs-fiefs, tailles, &c. *id.* 174, v. *Portions congrues.*

**Impositions du Clergé,** v. *Portions congrues.*

**Impôts.** Excommunication contre ceux qui imposent des impôts aux Ecclésiastiques. T. II, 443.

**Imprimeurs.** Excommunication contre les Imprimeurs qui impriment sans permission. T. II, 453.

**Impubères.** Un accusé peut reprocher en témoignage un impubère. T. IV, 603, v. *Monitoires, Témoins.*

**Impuissance.** L'impuissance est un empêchement dirimant le mariage. T. IV, 2 p. 109. Le défaut d'âge la cause, mais la vieillesse n'est point un empêchement dirimant, *id.* 111. L'impuissance est-il un moyen pour dissoudre un mariage, *id.* 277 & *suiv.*

**Impureté.** L'Eglise a toujours regardé comme irréguliers ceux qui tombent dans le péché d'impureté. T. II, 249. L'Eglise dépose aussi ceux qui y tombent après leur Or-

dination, *id.* 250. Le premier Concile de Tolède permet seulement dans le cas de nécessité de les élever aux Ordres mineurs, *ibid.* v. *Chair.*

**Incapable,** (sujet) v. *Patron.*

**Incapacité,** v. *Dévolution.*

**Incendiaires,** v. *Excommunication réservée au Pape.*

**Inceste,** v. *Confesseur, Dissolution du mariage.*

**Inceste spirituel,** v. *Cas privilégiés; Crimes.*

**Incesteux,** v. *Bâtards.*

**Incompatibilité.** Distinction des Bénéfices compatibles & incompatibles. T. III, 683. Une Cure & un Canonat en différentes Eglises, sont incompatibles, *id.* 684. Celui qui retient deux Bénéfices incompatibles, ne peut jouir que de celui où il réside, *id.* 685. Il retient néanmoins durant l'an les droits honorifiques de tous les deux, *id.* 686. Une Cure & un Canonat sont incompatibles, & on n'admet point en France la dispense que le Pape en pourroit donner, *ibid.* Conduite que doit tenir un Titulaire, lorsque l'un des deux Bénéfices est litigieux, *id.* 687. Les Bénéfices situés en différentes Eglises qui ne demandent point résidence sont compatibles, *ibid.* Une Cure & un Archidiaconé ne le sont pas toujours, *id.* 688. Aversion de l'Eglise pour la pluralité des Bénéfices *sub eodem titulo*; changement de la discipline sur ce point; l'usage de posséder une Dignité ou un Office avec un Canonat dans la même Eglise, est approuvé, *id.* 690. Louis XIV le défend dans l'Eglise de la Rochelle, *id.* 691. Les Bénéfices uniformes sous un même toit sont incompatibles, *id.* 692.

Le Pape ne peut pas permettre en France à une personne de tenir deux Bénéfices dans une Eglise, *id.* 693. D'où se prend l'uniformité des Bénéfices, *ibid.* On permet à Noyon à un Chanoine de posséder la Chapelle de la Victoire, *id.* 694. Les Evêques peuvent-ils dispenser de l'incompatibilité, *id.* 695. Les deux portions d'une même Cure sont-elles incompatibles, *id.* 696. Deux Bénéfices non uniformes sous un même toit, comme une Cure & un Canonikat ne le sont pas, *ibid.* Néanmoins le Parlement de Paris ne le souffre pas, à moins que la Cure ne soit réellement unie au Canonikat, *id.* 697. Arrêts qui défendent de posséder deux Prébendes quoiqu'en différentes Eglises, *id.* 698. Peut-on posséder tout à la fois une Dignité, un Office & une Prébende dans la même Eglise, *ibid.* La Pénitencerie & une Cure sont incompatibles, de même que la Pénitencerie & l'Office de Promoteur ou Official, *id.* 699. Peut-on posséder une Abbaye & le Prieuré qui en dépend, *id.* 700. v. *Collateur*. Un Chanoine peut-il nommer un de ses Membres à une Chapelle de sa dépendance, *id.* 702. Les titres de Curé primitif & de Vicair perpétuel ne sont point incompatibles, *ibid.* Une Cure ou un Canonikat est incompatible avec la Principauté d'un Collège, *id.* 703. L'acquisition d'un second Bénéfice incompatible, fait vaquer le premier, *id.* 704. Fameuse Décretale de Jean XXII sur ce sujet, *id.* 705. En France, c'est aussi le premier qui vaque, Déclaration sur ce sujet, *id.* 706. La Chancellerie Ro-

maine ne donne que deux mois pour opter, *id.* 707. En cas de régale, le premier vaque dès que le second est accepté, *id.* 708. L'incompatibilité a lieu, quand même les revenus des Bénéfices seroient contestés, *id.* 709, v. *Pensions*. Le Titulaire de deux Bénéfices incompatibles, en peut permuer un avec un simple, *id.* 713. Une résignation frauduleuse & non effectuée, ne le met point à couvert, *id.* 714. Le Pape dispense de l'incompatibilité des Cures, Dignités & Personnats, *id.* 714, mais il faut en outre des Lettres Patentes du Roi dans ce Royaume, *ibid.* Les Evêques peuvent dispenser quant aux Chapelles, & même pour deux Cures, quand une seule ne peut pas faire vivre le Pasteur, *id.* 715.

*Incontinence*, v. *Bâtards*.

*Incorporation*. Un Evêque peut abandonner son Diocésain à un autre en l'excorporant de son Diocèse. T. II, 176.

*Incurables*, v. *Communautés Ecclésiastiques*.

*Indemnité*. Déclaration de Louis XV, qui règle le droit d'indemnité dû à Sa Majesté par les Ecclésiastiques & gens de main-morte, pour les acquisitions qu'ils font dans l'étendue des Justices Seigneuriales & Royales. T. V, p. 506, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*.

*Indigne*, (sujet) v. *Dévotion, Patron*.

*Indissolubilité*, v. *Mariage*.

*Indulgence*. Le grand Vicair ne peut accorder les quarante jours d'Indulgence que l'Evêque donne tant dans ses visites que dans la consécration des Eglises. T. I, 323.



Les Religieux exempts ne peuvent publier des Indulgences sans la permission de l'Evêque Diocésain. T. II, 121. Ce que c'est qu'Indulgence. T. IV, 2 p. 351. Quelles sont celles que les Evêques peuvent accorder, *id.* 382 & suiv. Règles à ce sujet, *ibid.* v. *Jubilé*.

*Indult.* Le Pape accorde à des particuliers un Indult semblable à celui des Cardinaux. T. II, 561. Il n'opère que du jour qu'il a été enregistré, *id.* 562. Le terme *libéré* est exclusif à toute prévention, *id.* 563. Il n'en est pas de même de ces termes, *solus per se commendare possit*, *id.* 564. Ils n'empêchent pas non plus le Pape de déroger à la règle de 10 *Diebus*, *id.* 565. Le *libéré commendare*, affranchit-il de la prévention, *ibid.* Le Pape déroge quelquefois à ces Indults, *id.* 566. Origine de l'Indult du Parlement de Paris. T. III, 108. Bulle d'Eugene IV & de Paul III sur ce sujet, *id.* 109. Il n'a point reçu d'atteinte des Décrets du Concile de Trente, *id.* 210. Détail des Officiers qui en jouissent, *id.* 211. Les Ducs & Païrs, quoique Conseillers, n'y prétendent rien, *id.* 212, non plus que les Officiers qui ont quitté leurs charges, *id.* 213. Toutes les Provinces du Royaume y sont sujettes, *id.* 214, sans exception du Pape dans les mois qui lui appartiennent, *id.* 215. Les Collateurs étrangers qui nomment à des Bénéfices en France, y sont sujets, *id.* 216. Les Cardinaux y sont aussi sujets, à moins qu'ils n'obtiennent des Lettres Patentes qui les en déchargent, *id.* 217, v. *Collateur*, *Communauté*. Si un Collateur chargé d'Indult devient

Cardinal, en acquiert-il la décharge, *id.* 218. Quand la collation des Prébendes appartient au Chapitre seul, est-il tenu d'acquiescer l'Indult signifié à l'Evêque, *id.* 219. Que dire des Bénéfices qui vaquent autrement que par mort, *id.* 223, v. *Indultaires*. Indult accordé par le Pape Leon X à François I. pour nommer aux Bénéfices des Duchés de Bretagne & Comté de Provence. T. V, 309. Indult accordé par le Pape Alexandre VII à Louis XIV, pour nommer aux Evêchés de Toul, Metz & Verdun, *id.* 319, v. *Bénéfices Consistoriaux*. Procès-verbal de l'Auditeur de la Chambre Apostolique, de l'état des deux concessions d'Eugene IV en faveur de l'Indult, *id.* 361, v. *Indultaires*. Déclaration d'Henri II, qui fixe l'ouverture à l'Indult royal du Parlement de Paris, sur les Chapitres, Corps, Collèges & Communautés Ecclésiastiques, à chaque mutation de règne, 371. Bulle de Clement IX, ampliative de l'Indult du Chancelier de France, des Présidens, Conseillers & Officiers du Parlement de Paris, fondée sur les Bulles & concessions des Papes Eugene IV & Paul III, *id.* 373. Lettres Patentes du Roi, qui portent acceptation de la Bulle d'Indult de Clement IX, & qui en ordonnent l'exécution en faveur du Chancelier de France & du Parlement de Paris, *id.* 376. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui décharge six Cardinaux François de l'Indult de Messieurs du Parlement de Paris, *id.* 377. Lettres Patentes du Roi, en conformité de l'Arrêt du Conseil précédent, *id.* 378. Arrêt du Conseil d'Etat

du Roi, qui décharge de l'Indult le Roi d'Artois, *id.* 379. Etat des Officiers qui ont droit d'Indult; *id.* 380. Indult de M. l'Abbé de Lionne, qui lui donne le pouvoir de conférer en commende les Bénéfices réguliers, sans pouvoir être prévenu, *id.* 478, v. *Bénéfices confistoriaux, Dispense des empêchemens dirimens, Permutations des Bénéfices.*

*Indultaire.* Les Indultaires qui tiennent leur droit du Roi, sont-ils obligés de recourir à Rome comme les autres, quand ils requièrent des Dignités. T. I, 597. L'option des Prébendes a-t-elle lieu au préjudice des Indultaires, Brévetaires & Gradués. *id.* 695. Ils ne peuvent continuer les Commendes décrétées. T. II, 88 & *suiv.* Les Indultaires du Parlement de Paris n'ont rien à craindre de la prévention, *id.* 571. L'Ordinaire peut-il obliger un Indultaire d'accepter le Bénéfice qu'il lui offre, sans l'avoir requis. T. III, 160. L'usage sur ce point n'est pas conforme à l'opinion de Dumoulin, *id.* 161. La faveur des degrés est un principe sur lequel on peut décider la question, *id.* 162, v. *Religieux gradué.* Le Roi, dans ses Lettres, n'accorde que les Bénéfices qui vagent par mort aux Indultaires & aux Brévetaires, *id.* 214. Peuvent-ils requérir les Bénéfices qui ont vagué avant leur signification, *id.* 215. Ils peuvent requérir les premières Dignités des Cathédrales, *ibid.* même les Dignités électives, pourvu qu'elles ne soient point confirmatives, *id.* 226. Le Clergé se récrie inutilement contre cette distinction, *id.* 227. L'Indultaire peut requérir

un Bénéfice régulier en Commende, *id.* 228, mais le Religieux Indultaire ne peut pas requérir un Bénéfice séculier, *id.* 229. Le séculier ne peut prétendre un Bénéfice régulier qui vage en titre, *ibid.* Il peut requérir celui qui vage en Commende quoique décreté, *id.* 230, v. *Collateur.* L'Indultaire n'est rempli que par un Bénéfice de six cens livres, & ne peut composer sur un Bénéfice litigieux, sans tomber en réplétion, *id.* 232. En cas d'inégalité dans les Bénéfices, l'option est réservée au Collateur & non à l'Indultaire, *id.* 233. On préfère les Indultaires à tous les autres Expectans, *id.* 233. En cas de concours entre deux Indultaires, le plus ancien en nomination l'emporte, *id.* 234. Le Saint Siège leur a donné des exécuteurs qui peuvent les pourvoir ou par eux-mêmes ou par leurs Vicaires, *id.* 235. Leur pouvoir n'est ni immédiat ni borné à six mois, *id.* 236, v. *Brévetaires.* Les Indultaires ont le décret irritant, *id.* 237. L'Indultaire peut-il être prévenu par le Pape, *id.* 240 & *suiv.* La nomination des Indultaires se fait par Lettres Patentes, *id.* 242. Le ministère du Notaire Apostolique n'est pas nécessaire pour leur signification ni pour celle du brevet, *id.* 243. Elle ne se fait point au Secréariat durant la vacance du Siège, *ibid.* L'Indultaire est-il tenu de signifier à la personne même du Collateur, *id.* 244. Dans quel temps la signification doit-elle être insinuée, *ibid.* Les Lettres d'Indult doivent être enregistrées au Parlement, &c. *id.* 245. Elles ne sont point sujettes à surannation non plus que

les brevets, *id.* 246. Les Lettres de l'Indultaire ne s'éteignent point par la mort de l'Officier qui les a cédées, *ibid.* 247. S'il ne les a cédées à personne, les héritiers n'en peuvent profiter, *ibid.* Les Indultaires peuvent céder leur droit, *id.* 248. Peuvent-ils l'ôter à ceux qu'ils en ont gratifié, *ibid.* Le Grand Conseil est seul Juge des causes des Indultaires, *id.* 253. Abus des Indultaires supprimés par le Grand Conseil, *id.* 306. La signification des Lettres de l'Indultaire, ne peut pas retarder l'union d'un Bénéfice à un autre. T. IV, 32, v. *Dévolutaires*.

*Paragraphe sur les Indultaires du Parlement de Paris.*

Bulle d'Eugene IV, qui donne la préférence à l'Indult du Parlement de Paris sur les autres expectatives, de l'an 1434. T. V, p. 360. v. *Indult*. Certificat de l'Evêque de Trouenne, Régent de la Chancellerie, sur la concession d'Eugene IV au Parlement de Paris, *id.* 365. Bulle du Pape Paul III, confirmative & ampliative des concessions d'Indult, faites par le Pape Eugene IV, au Chancelier de France & aux Présidens, Conseillers & autres Officiers du Parlement de Paris, *id.* 366. Première Déclaration de François I, en faveur des Indultaires, contre les Cardinaux Prélats en France, contre les Gradués des Universités, & contre tous ceux qui pourroient contester le droit d'Indult, à cause du défaut de représentation des Bulles d'Eugene IV. *id.* 368. Arrêt du Grand Conseil pour l'enregistrement de cette Déclaration,

*id.* 369. Seconde Déclaration du Roi, & Edit perpétuel confirmatif de la Déclaration du Roi, donnée en faveur des Indultaires, contre les Cardinaux & les Gradués, rendu en forme de jugement contradictoire, par le Roi François I, en son Conseil Privé, *id.* 370. Edit d'Henri IV, portant règlement sur les Indultaires, *id.* 484. *Infâmes*. L'accusé peut reprocher les infâmes en témoignage. T. IV, 661.

*Infamie*. Crimes auxquels les Canons ont attaché l'infamie. T. II, 255. Peines qui causent l'infamie, *ibid.* v. *Amende criminelle*. Ceux qui y tombent sont inhabiles pour toujours aux Bénéfices même simples, *id.* 257. Peines qui ne notent point d'infamie un coupable, *id.* 258. La Sentence qui prive un Curé de son Bénéfice, le rend-elle incapable d'un autre, *id.* 260. L'infamie de fait n'a plus lieu en France, non plus que la notoriété, *ibid.* Elle suffisoit autrefois pour produire l'inhabileté aux Bénéfices, *id.* 261, v. *Inhabileté*, *Innocent*. A quelle Puissance faut-il recourir pour lever l'infamie, *id.* 267, v. *Crimes*, *Criminel*, *Effets civils*, *Galeres*, *Irrégularité*, *Lettres de grace*, *Prscription*, *Réhabilitation*, *Rémission*, *Simonie*.

*Infidèles*. Le mariage des infidèles n'est pas rompu par le Baptême, & si l'infidèle vit paisiblement avec le fidèle, celui-ci ne doit pas s'en séparer. T. IV, 2 p. 185.

*Infirmes* (les) qui surviennent après la provision, ne font point perdre le Bénéfice. T. II, 391.

*Information*, v. *Fiançailles*, *Jurisdiction contentieuse*.

*Information de vie & mœurs*, &c. Le nommé par le Roi fait faire devant le Nonce information de ses vie & mœurs. T. III, 318.

*Ingeburge*, v. *Philippe Auguste*.

*Ingratitude*. L'ingratitude envers le Patron est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 4.

*Inhabileté*, v. *Infamie*. Les décrets de prise de corps & d'ajournement personnel, produisent l'inhabileté. T. II, 262. Il n'en est pas de même de celui d'assigné pour être oui, *ibid.* Celui de prise de corps ôte aux Ecclésiastiques l'exercice des fonctions de l'Ordre, *id.* 263. En est-il de même du décret d'ajournement personnel, *id.* 264. v. *Bigamie*, *Dispense*, *Douceur*, *Homicide*, *Innocent*, *Irrégularité*, *Liberté*, *Naissance*, *Origine*, *Profession vile*, *Règles de la Chancellerie Romaine*, contre ceux qui impétrèrent les Bénéfices des vivans, *Règle de verisimili notitia obitibus*, *Simonie*, *Vices*.

*Inhumations*, v. *Election*, *Enterrements*, *Registres*.

*Injures atroces*, v. *Cas privilégiés*.

*Innocent III*, v. *Election*.

*Innocent*. Si le décreté est véritablement innocent, malgré le décret du Juge séculier il peut faire ses fonctions en conscience dans des lieux où on n'en a point de connoissance. T. II, 266.

*Innocens*. (l'Eglise des SS.) Louable règle de cette Eglise pour les enterrements non payans. T. IV, 318 & suiv.

*Innovations*, v. *Statuts*.

*Inscription en faux*. L'Official peut recevoir une inscription en faux dans une cause pendante à son Tribunal. T. IV, 2 p. 3, à la

charge de prononcer conjointement sur la cause incidente & sur la principale, *id.* 4.

*Insensé*. L'insensé qui a de bons intervalles peut résigner. T. III, 439. Peut-on créer un curateur au Bénéficiaire insensé à l'effet de résigner son Bénéfice, *id.* 440.

*Insinuation* (l') est nécessaire pour la validité de la donation; on en décharge les sommes mobilières qui n'excèdent pas cinq cens livres. T. I, p. 80.

*Insinuations*. L'Edit des insinuations ne s'observe pas toujours à la rigueur. T. III, 481. Déclaration de Louis XV, concernant les insinuations. T. V, 63. Déclaration du Roi, qui oblige les Résignataires & les Permutans à faire insinuer au Greffe des Diocèses où les actes ont été passés. T. VI, 72. Edit du Roi, qui érige les Greffes des insinuations en titre d'Office, & qui détaille les actes qui y sont sujets. T. VI, 73. Tarif des droits que le Roi en son Conseil veut & ordonne être payés aux Greffiers des insinuations, créés par un Edit, *id.* 79. v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*, *Bans*, *Centième denier*, *Permutations de Bénéfices*, *Provisions*, *Titre patrimonial*.

*Inspiration*. L'élection se faisoit autrefois par inspiration. T. II, 734, v. *Compromis*, *Election*.

*Installation des Bénéficiaires* (l') appartient à l'Archidiacre. T. I, 508. Peut-il, pour raison d'icelle, exiger de l'argent, *id.* 509. Dans plusieurs Diocèses ils représentent à l'Evêque ceux qui lui sont présentés par les Patrons, *id.* 510, v. *Prise de possession*, *Simonie*.

*Institution*. Les Collataires des Cha-

pitres sont tenus de prendre des Evêques l'institution autorisable. T. II, 573. L'institution peut appartenir à d'autres qu'aux Evêques, *id.* 702, voyez *Collation pour les Ordinaires, Patrons, Provisions*.

*Institution gratuite rétablie à Paris par les soins de Louis XV.* T. I, p. 556.

*Interdiction.* Lettres du Roi Jean, par lesquelles il n'est pas permis d'interdire aucune terre de son Domaine. T. VI, 422.

*Interdit.* On encourt l'irrégularité en faisant les fonctions sacrées dans un lieu interdit. T. II, 294, pourvu que l'interdit ait été porté en punition de quelques fautes, *ibid.* & *suiv.* La dispense de cette irrégularité est réservée au Pape, quand elle est publique, *id.* 295. L'est-elle quand la censure violée émane de l'Ordonnance du seul Evêque, *ibid.* & *suiv.* L'interdit rend une provision nulle, *id.* 405. Excommunication contre ceux qui ne gardent pas l'interdit, *id.* 432. Ceux qui célèbrent la Messe dans un lieu interdit, encourent la suspension, *id.* 300. Des interdits contenus dans le corps du droit, *id.* 309 & *suiv.* v. *Canon utriusque sexus, Confession, Office divin, Sacramens, Sépulture ecclésiastique.* La cessation à Divinis n'est pas un véritable interdit, *id.* 311. Les interdits, sur-tout généraux, causent presque toujours un plus grand mal que celui auquel on veut remédier, *id.* 512. On les accompagnoit de cérémonies lugubres, *id.* 513, v. *Excommunications réservées au Pape.*

*Intérêts usuraires.* Excommunication contre les Juges qui obligent au

payement des intérêts usuraires. T. II, 433.

*Interlocutoire, v. Appel.*

*Interrogatoire.* Les Juges d'Eglise doivent faire l'interrogatoire dans leur Prétoire. T. IV, 591, v. *Jugement, Procès criminels, Sentence.*

*Interstices.* Les Supérieurs des Religieux exempts ne peuvent dispenser ces derniers des interstices. T. II, 116. Ceux qui ne gardent pas les interstices ordonnés par l'Eglise sont suspens, *id.* 484. On n'encourt point la suspension en se faisant ordonner hors des jours prescrits par l'Eglise, *id.* 485.

*Intrus (les)* ne sont inhabiles qu'aux seuls Bénéfices. T. II, 317, v. *Crimes, Election, Intrusion.*

*Intrusion, v. Crimes, Possession vicinale.*

*Investiture, v. Nomination du Roi.*  
*Jouarre.* Privilège singulier de l'Abbesse de Jouarre. T. II, 673, v. *Monasteres.*

*Joyaux, v. Fiançailles.*

*Joyeux avènement, v. Brevetaires.* Origine du brevet de joyeux avènement. T. III, 250. Il ressemble à celui des premières prières de l'Empereur, *ibid.* Les Papes autrefois en donnoient un semblable aux Evêques, *id.* 251 & *suiv.* Les Lettres Patentes d'Henri III, sont les premières qui paroissent sur le joyeux avènement, *id.* 252. Le Clergé s'y oppose inutilement, ainsi qu'aux Bulles de l'indult, *ibid.* Le Roi à son avènement, place une Religieuse dans les Monastères de fondation royale, & un soldat estropié dans les Abbayes d'hommes qui sont à sa nomination, *id.* 454. Le droit de nouvelle entrée ne décharge

pas celui de joyeux avènement, *id.* 155. Toutes les Collégiales ne sont pas sujettes au joyeux avènement, *id.* 262, v. *Serment de fidélité*. Les Evêques qui n'ont pas plus de dix Bénéfices, sont exempts de l'un & l'autre brevet, *id.* 165. Déclaration de Louis XIII, qui décharge les Prébendes Collégiales du droit de joyeux avènement. T. V, p. 380. Déclaration de Louis XIV, au sujet de la clause irritante des brevets de joyeux avènement, *id.* 381. Déclaration du Roi, portant révocation de tous les brevets expédiés sur les Prébendes des Eglises Collégiales, & sur les Dignités des Eglises Cathédrales en faveur du joyeux avènement, *id.* 382. Déclaration sur le joyeux avènement dans les Eglises Cathédrales, qui révoque la précédente, *id.* 383. Formule de Lettres Patentes de la nomination du Roi pour l'indult, *id.* 384. *Trente de Lyon*, (S.) (le Séminaire de) v. *Valence*.

*Irrégularité*. Les Chapitres peuvent, pendant la vacance du Siège Episcopal, dispenser des irrégularités. T. I, 414. Dans un doute de droit en matière d'irrégularité, on n'est pas obligé de suivre le plus sûr. T. II, 375, v. *Administration*, *Admonition*, *Amende criminelle*, *Baptême*, *Bâtards*, *Bigamie*, *Blâme*, *Censures*, *Chair*, *Confidentiaries*, *Crime*, *Dénonciateur*, *Déposition*, *Diacres*, *Douceur*, *Excommunication*, *Fausse*, *Faux témoignage*, *Femme corrompue*, *Fonctions*, *For contentieux*, *Fornication*, *For pénitenciel*, *Galeres*, *Gradués*, *sur la fin de l'art*, *Greffiers*, *Homicide*, *Impureté*, *Infamie*, *Inhabileté*,

*Interdit*, *Irréguliers*, *Jeûnes*, *Lex-majesté*, *Liberté*, *Magie*, *Marriages*, *Monitoires*, *Mort*, *Mutilation*, *Naissance*, *Néophytes*, *Nomination*, *Ordre*, *Origine*, *Péchés secrets*, *Pénitencerie*, *Pénitence publique*, *Profession religieuse*, *Profession vile*, *Rébatifisation*, *Scandale*, *Suspense*, *Témoins*, *Viatique*, *Vices naturels*, *Vol*.

*Irréguliers*. L'Eglise, jusqu'au douzième siècle, a regardé comme irréguliers ceux qui après leur Baptême tombent dans le crime. T. II, 249, v. *Chair*, *Faux témoignage*, *Fornication*, *Homicide*, *Infamie*, *Impureté*, *Magie*, *Vol*. Les hérétiques & leurs descendants ne sont point regardés en France comme irréguliers, *id.* 314. Celui qui étant marié ou lié de quelques Censures, prend les Ordres sacrés, devient-il irrégulier, *id.* 315. Celui qui se fait ordonner furtivement, le devient-il, *id.* 316, v. *Confidentiaries*, *Intrus*, *Lex-majesté*. L'Irrégulier ne perd pas son Bénéfice de plein droit, *id.* 317, ni l'exercice de sa Jurisdiction, mais il devient incapable d'en acquiescer, *id.* 318, & même d'obtenir une pension ecclésiastique, *id.* 319. Un irrégulier est-il incapable de pension. T. III, 588.

*Isidore de Damiette*. Description qu'il fait du *Pallium*. T. I, 243.

*Italie*, v. *Prélats d'Italie*.

*Italiens*, v. *Origine*.

*Jubilé*. Ce que c'est que l'indulgence du Jubilé. T. IV, 2, p. 383.

*Jubilés*. Privilèges des Chanoines Jubilés de l'Eglise de Paris. T. I, 656.

*Jugement*. Le Promoteur ne doit être présent à l'information ni au jugement

ment. T. IV, 592. Il faut que l'Official absolve ou condamne, *id.* 609. L'Official doit juger le premier quand l'accusé est prisonnier, *id.* 624, v. *Juges*.

*Juges*. Les Juges Laïque & Ecclésiastique, se lient les mains l'un à l'autre. T. IV, 625, v. *Censures*, *Intérêts usuraires*, *Procès*, *Récusation*. *Juges délégués par le Pape*, voyez *Actions*.

*Juges Ecclésiastiques*, v. *Adultère*, *Hérésie*, *Juges d'Eglise*.

*Juges d'Eglise*. Edit du Roi, qui défend aux Juges d'Eglise de juger les Laïques en affaires temporelles. T. VI, p. 288, v. *Censures*, *Fiançailles*, *Official*, *Procès criminels*, *Promoteur*.

*Juges royaux*. Bulle de Martin V, qui reconnoît qu'en France les Juges Royaux ont eu de tout temps la connoissance du possessoire des Bénéfices. T. VI, 277. Bulle du même Pape, sur le même sujet, *id.* 279. Ordonnance de Charles VII, qui ratifie les Bulles du Pape Martin V, touchant la provision & collation des Bénéfices, *id.* 278.

*Juges subalternes*, ( les ) quoique Royaux, ne peuvent connoître des causes de mariage. T. IV, 2 p. 9. Exemples, *id.* 10.

*Julien*, v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Jurisdiction de l'Eglise sur les Laïques en matiere de mariage*. T. IV, 2 p. 1 & suiv. v. *Délit*, *Mariage*, *Troyes*. Transaction entre M. l'Archevêque de Paris & M. l'Abbé de S. Germain-des-Prés, sur leur Jurisdiction. T. VI, 401. *Jurisdiction contentieuse*. Différence entre la Jurisdiction volontaire & la contentieuse: T. I, 302, voyez *Grands Vicaires*, *Official*.

Tome IV, II. Partie,

*Jurisdiction correctionnelle*, v. *Doyens*.

*Jurisdiction Ecclésiastique*. Edit de Clotaire II, sur la Jurisdiction Ecclésiastique & le privilège clérical, & plusieurs autres points de la discipline ecclésiastique. T. VI, 258. Déclaration de Louis XIV, sur les remontrances du Clergé, *id.* 259. Edit du même, concernant la Jurisdiction Ecclésiastique, 266. Déclaration en interprétation de l'article 18 de l'Edit ci-dessus, *id.* 276.

*Jurisdiction Episcopale*, v. *Jurisdiction de l'Evêque*, *Union de Bénéfices*.

*Jurisdiction de l'Evêque*. Chefs dans lesquels le Chapitre n'exerce pas la Jurisdiction de l'Evêque. T. I, 411, v. *Chapitres*.

*Jus ad Beneficium* ( le ) ne peut pas se résigner en faveur. T. III, 493.

*Justice*. La règle *in dubio melior est conditio possidentis*, n'a lieu que dans les matieres de justice. T. II, 374. Exception remarquable pour les dénonciateurs, *id.* 376. Ordonnance de Charles IX, pour la réformation de la Justice. T. V, 481.

*Justices Royales*, v. *Officiers de*, &c. *Justices subalternes*, v. *Appel comme d'abus*.

*Justiniani*, Vénitien, sort de son Couvent pour se marier avec dispense du Pape. T. II, 135.

## L.

**L**ABOUREURS, voyez *Dixmes* sur la fin.

*Laïcs*, v. *Laïques*,

*Laine*, v. *Dixmes*.

*Laïques*, v. *Chanoines*, *Collation des Bénéfices par les Laïques*, *Délit*, *Dimanches & Fêtes*, *Eucharistie*, *Excès*, *Honneurs*, *Juges d'Eglise*, *Simonie*.

*La Marche*, v. *Dixmes*.

*Langres* ( l'Eglise de ) a neuf Dignitaires. T. II, 598, v. *Pairs de France*.

*Langue*, v. *Origine*.

*Laon* ( l'Eglise de ) a cinq Dignitaires. T. II, 602, v. *Pairs de France*.

*La Rochelle* ( l'Eglise de ) a huit Dignitaires. T. II, 594, v. *Incompatibilité*.

*Lavaur* ( l'Eglise de ) a quatre Dignitaires. T. II, 607.

*Lays*, v. *Oblats*.

*Lazare* ( S. ) & ses sœurs, v. *Magdelaine*, *Provence*. Les Chevaliers de S. Lazare peuvent avoir des pensions sur des Bénéfices quoique mariés. T. III, 620. Arrêt du Grand Conseil, qui permet aux Chevaliers de S. Lazare de posséder, nonobstant leur mariage, des pensions sur Bénéfices. T. V, 444. Edit de Louis XV, qui permet aux Chevaliers de S. Lazare de posséder des pensions sur Bénéfices quoique mariés, *id.* 445. Congrégation de S. Lazare, v. *Enterremens*.

*Le Bellay* ( l'Eglise de ) a quatre Dignitaires. T. II, 593.

*Leçons*, v. *Heures Canoniales*.

*Leïeur*, v. *Tonsure cléricale*.

*Leïtoure* ( l'Eglise de ) a quatre Archidiaconés & un Précenteur. T. II, 591.

*Legats*, v. *Prévention*. Les Legats ne peuvent venir en France sans le consentement du Roi. T. II, 545. Cela est usité dans tous les pays catholiques, *id.* 546 & *suiv.* v. *Adions*.

*Légitimation*. L'Official & le Confesseur qui, après la fulmination de la dispense, ont omis de légitimer les enfans, le peuvent après coup. T. IV, 2 p. 237. Les

enfans conçus & nés avant le mariage, sont légitimés par le mariage subséquent, *id.* 237.

*Legs* ( le ) n'est point révoqué par la naissance des enfans. T. IV, 81. La connoissance du legs pieux appartient aux Juges séculiers, *id.* 81. On ne permet plus aux Eglises d'accepter des legs universels, *ibid.* & *suiv.* Les Cours réduisent ordinairement les legs universels en faveur des pauvres parens, *id.* 84, v. *Exhérédation*. Les legs qu'on fait aux Communautés sont moins favorables, *id.* 85. Défenses de donner aux Confesseurs & à leurs Communautés, *id.* 86 & *suiv.* Exemples, 87 & *suiv.* voyez *Exécuteur testamentaire*. Arrêts favorables aux Eglises, *id.* 89. Jurisprudence du Parlement de Rouen sur cette matière, *id.* 90. Le legs doit être fait à une personne ou à un Corps déterminé & approuvé par Lettres-Patentes, *id.* 91. Qu'entend-on par legs universel, & de quand courent les intérêts des legs pieux, *id.* 92 & 93. Qu'entend-on par biens propres, *id.* 93. v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*, *Charités des Paroisses*, *Ecoles*, *Hôpitaux*. L'Eglise est-elle tenue de demander la délivrance du legs tant que vit l'usufruitier, *id.* 177. Le quart de tous les legs faits aux Monastères à l'occasion des sépultures, adjugé aux Paroisses, *id.* 302. L'usage en est aboli presque par-tout, *id.* 303. Lettres-Patentes de Charles IX, contre les usurpateurs des biens d'Eglise, & sur l'emploi des legs faits pour causes pieuses. T. V, 73 & *suiv.* Autres Lettres-Patentes du même, sur le même sujet, *id.* 75. Autre



- Edit sur le même sujet, *id.* 76 & *suiv.* v. *Fondations, Religieux.*
- Légumes*, v. *Grains.*
- Le Mans* (l'Eglise du) a neuf Dignitaires. T. II, 608. Le Roi confère de plein droit la Trésorerie du Guay-de-Mauny avec ses six Prébendes, & celles de l'Eglise Collégiale de S. Pierre de-la-Cour. T. II, 669.
- Leon* (l'Eglise de) a cinq Dignités. T. II, 608, v. *Eglise.* L'Evêque de Leon privé de son Evêché pour cause de rébellion. T. I, p. 146.
- Leon en basse Bretagne.* Le Roi confère de plein droit le Doyenné de Notre-Dame de Folgoet avec quatre Prébendes. T. II, 669.
- Leproseries*, v. *Maladreries.*
- Le Puy* (l'Eglise du) a quatre Dignitaires. T. II, 596.
- Lezins*, v. *Religieux exempts.*
- Léscar* (l'Eglise de) n'a plus de Dignitaires. T. II, 591. Le Roi confère de plein droit une des Prébendes de la Cathédrale, *id.* 669.
- Lettres.* La preuve de la cléricature est l'exhibition des Lettres. T. II, 181. Elles doivent être insinuées, *id.* 181.
- Lettres de grace.* Quand les Lettres de grace ont été enthérinées en Cour séculière, le Juge d'Eglise ne peut plus attaquer de nouveau le coupable pour le même sujet. T. II, 269.
- Lettres de naturalité*, v. *Origine.*
- Lettres de pacificis*, v. *Possession triennale.*
- Lettres-Patentes*, v. *Communautés Religieuses.*
- Lettres de rescision* (les) s'accordent contre une résignation faite par contrainte, nonobstant le laps de dix ans. T. III, 435. Quand le
- Titulaire est-il tenu de prendre des Lettres de rescision. T. IV, 161.
- Lettres de temps d'étude*, v. *Gradués, Universités.*
- Leze-Majesté.* Les criminels de leze-Majesté ne sont inhabiles qu'aux seuls Bénéfices. T. II, 317; v. *Crimes, Evêques.*
- Libelles diffamatoires*, v. *Cas privilégiés.*
- Liberté.* Le défaut de liberté dans une personne, est un moyen légitime pour réclamer. T. II, 134. Les esclaves sont inhabiles aux Ordres & aux Bénéfices, *id.* 355. Quand la servitude a cessé en France, *id.* 356. Affranchissement accordé par l'Evêque de Paris & l'Abbé de S. Germain-des-Prés, *id.* 357. Elle subsiste encore dans quelques provinces du Royaume, *id.* 358. On n'y reconnoît plus de véritables esclaves, *id.* 359. Les anciens Canons excluent des Ordres ceux qui sont chargés d'administration, dont ils n'ont point rendu compte, *ibid.* & *suiv.* v. *Avocat, Profession religieuse.* Celui ou celle qui veut se marier, doit apporter des preuves certaines de sa liberté. T. IV, 2 p. 115, v. *Crainte.*
- Libertés de l'Eglise Gallicane.* On doit observer les anciennes coutumes des Eglises. T. IV, 2 p. 386. Coutumes particulières de France, approuvées par les Papes, *id.* 387. En quel sens on peut appeler privilèges les libertés de l'Eglise Gallicane. *id.* 388. Quels sont les Canons qui leur servent de fondement, *ibid.* En quoi consistent nos libertés par rapport à certaines Coutumes modernes qui ont été admises en France, *id.*

389. Usages qui ne tirent leur origine que d'une grace spéciale du Pape, *ibid.* Le Pape n'a aucun pouvoir ni direct ni indirect sur le temporel des Rois, *id.* 390 & *suiv.* La puissance du Pape est réglée par les Canons, *id.* 391. Moyens dont on se sert pour conserver nos Libertés, *id.* 392. Tous les François doivent s'intéresser à la conservation des Libertés de l'Eglise Gallicane, *id.* 393. Les Evêques doivent être jugés par les Evêques de la Province, sauf l'appel en Cour de Rome, exemples, *ibid.* & *suiv.*

*Licencié*, v. *Evêque*, *Official*.

*Lien* (le) qui attache un Evêque à son Eglise, se rompt plus difficilement que celui des autres Bénéfices. T. III, 425. Il subsiste jusqu'à ce qu'il soit rompu par le Chef de l'Eglise, *id.* 426. Le lien subsistant d'un précédent mariage, dirime le second. T. IV, 2 p. 113, v. *Polygamie*. Les enfans du second mariage d'une veuve qui n'a pas pris les précautions nécessaires, sont illégitimes, *id.* 117, v. *Secondes noces*.

*Lieu*. La petitesse du lieu est une cause honnête pour obtenir la dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2 p. 111.

*Limoges* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 595.

*Lisbonne*. Nouveau Patriarchat de Lisbonne, érigé par Clement XI. T. I, 191.

*Lit*, v. *Droits Curiaux*.

*Lit de Justice* Arrangement qui fut pris pour les Pairs dans le lit de Justice que Louis XV tint en 1718, au Château des Thuilleries. T. I, 257.

*Linige*, v. *Bénéfice litigieux*. Le linige

n'est pas formé par une simple assignation. T. II, 651, v. *Incompatibilité*, *Possession triennale*, *Sentence*.

*Litigieux*, v. *Litige*, *Indultaires*.

*Listres*, v. *Patron*, N<sup>o</sup>. 3.

*Livres*. Les Décimateurs ne doivent les livres que subsidiairement à la Fabrique. T. IV, 581.

*Lixieux* (l'Eglise de) a onze Dignitaires. T. II, 604.

*Loche*, v. *Tours*.

*Lodève* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 600.

*Lods & ventes*. Le Seigneur peut-il exiger des lods & ventes pour les baux emphytéotiques. T. IV, 146. Les coupes de bois de haute futaie doivent-elles des lods & ventes au Seigneur, *id.* 163. A qui appartiennent les lods & ventes des Seigneuries annexées aux Bénéfices, *id.* 347. Les Secrétaires du Roi qui achètent dans la mouvance du Prélat décédé, doivent-ils les lods & ventes, *id.* 349.

*Logement*. Déclaration de Louis XV, qui défend aux soldats de loger chez des Ecclésiastiques. T. VI, 216.

*Loix* (les) ou Décrets du Pape doivent être acceptés & publiés suivant l'usage ordinaire. T. I, 144, & jusqu'à ce temps il ne peut faire par lui-même ou par d'autres le procès à ceux qui les transgressent, *id.* 145, v. *Voyageurs*.

*Loix positives*. La Coutume peut abroger les Loix positives. T. II, 440, pourvu qu'elle soit raisonnablement & légitimement prescrite, *id.* 441, générale & observée par les sages, *id.* 442. Le consentement du Supérieur est-il alors nécessaire, *id.* 443.

# DES MATIERES. cix

*Loix Romaines*, v. *Enfans de famille*.

*Lo-les-Angers*, v. *Angers*.

*Lombès* (l'Eglise de) n'a qu'une Dignité & sept Personnats. T. II, 607.

*Lorraine*, (Ducs de) v. *Portions congrues*.

*Louis*, (S.) v. *Donations faites aux Eglises, Marguilliers, Régale*.

*Louis le Débonnaire*, v. *Chanoines*.

*Louis XII*, v. *Pragmatique*.

*Luçon* (l'Eglise de) a douze Dignitaires. T. II, 595.

*Luminaire*. Dépense de la primitive Eglise en luminaire. T. I, 44. Qui est tenu de l'entretien du luminaire. T. IV, 409, v. *Enterremens, Primicier*.

*Lyon*. Antiquité de l'Eglise de Lyon, T. I, 107. L'Eglise de Lyon, dixième Métropole, a neuf Dignitaires, & le Roi est le premier Chanoine honoraire. T. II, 598. Les Archevêques de Lyon, jusqu'au douzième siècle, ont toujours été placés dans tous les Conciles, au-dessous du Pape. T. I, 163. Gregoire VII attache la Primatie perpétuelle à l'Archevêché de Lyon, *id.* 193, fondé sur les Décretales, *id.* 194. Les Archevêques de Sens, de Rouen, de Tours & de Bourges, quoiqu'ils le regardassent comme Métropolitain, résistèrent long-temps à cette innovation, *id.* 194 & *suiv.* Celui de Tours y acquiesce le premier & pourquoi, *ibid.* Les droits de la Primatie de Lyon renfermés dans des bornes fort étroites, *id.* 205. Ce n'est point de Lyon que la Foi s'est répandue dans les Provinces voisines, *id.* 208. Les Seigneuries des Archevêques de Lyon & de leurs Chanoines, qui

s'en disent encore Comtes, n'ont point eu d'autre origine que la décadence du Royaume d'Arles, *id.* 285. Le Chapitre de l'Eglise de Lyon illustré par la qualité de ses Chanoines, *id.* 609. Louis XV les a décorés d'une nouvelle prérogative, *ibid.* & *suiv.* Le Roi confère de plein droit les Prébendes de Notre-Dame de Montbrison, T. II, 669, v. *Assemblées, Aulun, Croix, Gaules, Hymnes, Pallium, Religion chrétienne*.

## M

**M** *AcON* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 598.

*Magdelaine*, sœur de Lazare, qu'on dit être venue en Provence, n'a d'autre fondement que l'histoire de l'invention des reliques d'une autre Magdelaine & non de Marie, trouvées à S. Maximin dans le Diocèse d'Aix, par Charles II Roi de Sicile. T. I, 111 & *suiv.* Magdelaine sœur de Lazare, est morte comme la sainte Vierge à Ephèse, *id.* 112, & on le prouve, *ibid.* & *suiv.* Sainte Magdelaine & la Pécheresse, mal-à-propos confondues, *id.* 114, v. *Archiprêtres*.

*Magiciens*, v. *Devins*.

*Magie* (la) produisoit autrefois l'ir-régularité. T. II, 192.

*Magistrats*, v. *Chancelier*.

*Majesté*, v. *Rois de France, Papes*.

*Main-morte*. D'où vient le nom de gens de main-morte. T. IV, 98, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*. Lettres-Patentes en forme de Déclaration, concernant les gens de main-morte des pays de Flandres & du Haynault. T. V, 316 & *suiv.* Edit de Louis

XV, concernant les établissemens & acquisitions des gens de main-morte. T. V, 523 & suiv.

*Maintenu.* Ce que c'est que la pleine maintenue. T. III, 303.

*Majorien*, ( l'Empereur ) v. *Vaux* *solemnels*.

*Maires & Echevins.* Défenses leur sont faites de nommer des Prédicateurs. T. I, 793.

*Maison.* Défenses aux Chanoines & aux Curés de louer leurs maisons aux Laïques. T. IV, 336. Dérogation en faveur de ceux de Notre-Dame de Paris, *id.* 337. Dans l'adjudication des maisons des Chapitres, les plus anciens ont la préférence, *id.* 338. Quelles sont les choses qui sont censées mises à demeure dans une maison. T. IV, 352, v. *Eglises*, *Maisons canonicales*, *Paroisses*, *Séminaires*. *Maisons canonicales*, v. *Centième*, *Maisons Religieuses*.

*Maisons presbytérales.* Usage de la Flandre & de la Provence sur l'entree des maisons presbytérales. T. IV, 591. Le Parlement de Paris y oblige les Paroissiens ou biens tenants, *ibid.* Exception pour les Presbyteres de plusieurs villes, qui sont à la charge de la Fabrique, *id.* 391. Les Paroissiens sont tenus de vendre le terrain nécessaire à la construction des Presbyteres, &c. *id.* 394. Le Seigneur en ce cas peut-il demander des droits, *id.* 395. Ils doivent payer le loyer d'une maison à leur Curé, jusqu'à ce qu'ils lui en aient bâti une, *id.* 396. Règlement de M. l'Intendant d'Amiens, sur les réparations des Presbyteres, *id.* 397. Les Fabriques & les gros Décimateurs doivent-ils réparer les Presbyteres, *id.* 398. Sont-ils aussi te-

nus des maisons des Vicaires & Maîtres d'école, *ibid.* Les réparations des Eglises & maisons des Prieurs simples, tombent sur eux, *id.* 399. Doit-on excepter les ruines de vétusté, *id.* 400. Les Paroissiens sont tenus des grosses réparations des maisons curiales, *id.* 401, ni les Curés ni leurs héritiers n'en sont point tenus, *ibid.* Jurisprudence du Parlement de Bretagne sur ce sujet, *id.* 402. Le successeur du Curé ne doit pas attaquer les héritiers de son Prédécesseur mais les Paroissiens, *id.* 403. Les biens des Bénéficiers sont obligés aux réparations, du jour de leur prise de possession, *ibid.* Le nouveau Curé doit attaquer directement les Paroissiens, *id.* 404. Le successeur du Bénéficiaire doit faire constater les réparations au plutôt, *id.* 405. Le Parlement de Rouen ne donne point d'action au Résignataire, pour ce sujet, *id.* 406. Le successeur n'a point de préférence sur les autres créanciers de son prédécesseur, *ibid.* Celui qui est évincé d'un Bénéfice, peut-il répéter les dépenses ou réparations nécessaires par lui faites, *id.* 407. L'Evêque, les Chanoines & les Bénéficiers des Cathédrales, sont tenus de leurs réparations, *id.* 408. On faisoit pour cela autrefois des quêtes extraordinaires, *id.* 409, v. *Bâtimens ecclésiastiques*, *Réparations*.

*Maisons religieuses.* On souffre en France que les maisons religieuses soient vendues aux Laïques. T. IV, 153. Peut-on ouvrir des croisées sur la cour d'une maison religieuse, *id.* 396. Déclaration de Louis XV, concernant les Mai-

sons religieuses. T. V, 481, v.

*Hérétiques, Visites.*

*Maison du Roi*, v. *Domicile, Mariage.*

*Maîtres & Maîtresses.* De Droit commun l'approbation des Maîtres & Maîtresses appartient aux Evêques. T. I, 562. Les Curés ne peuvent la donner contre le gré des Evêques, *ibid.* Le choix en est laissé à la Communauté des habitans, *id.* 563. Les Paroissiens fournissent à leur entretien par des contributions, *id.* 564.

*Maîtres*, v. *Disciples.*

*Maître-à-Arts*, v. *Curés.*

*Maîtres d'Ecole*, v. *Nouveaux Convertis.*

*Malade.* Un Prêtre excommunié dénoncé, peut-il absoudre un malade de toute censure, lorsqu'il est en péril de mort. T. II, 455. Les malades ne peuvent résigner au profit des enfans de leur Médecin. T. III, 443. Les Médecins doivent avertir les malades de se confesser. T. IV, 2 p. 380 & *suiv.* Déclaration de Louis XIV, qui enjoint aux Médecins d'avertir les malades de se confesser. T. VI, 468, v. *Charité des Paroisses, Règle de infirmis.*

*Maladies.* Mesures contre les maladies feintes. T. I, p. 657, voyez *Fiançailles, Privilèges, Regres, Santé, Vacances.*

*Maladeries.* Déclaration de Louis XIV, concernant les biens & revenus des maladeries, & léproseries. T. V, 489 & 491 & *suiv.*

*Malthe.* Les Commanderies de Malthe ne sont pas de vrais Bénéfices. T. I, 73. Les Prieurés de Malthe ne sont point à la nomination du Roi. T. II, 789. Le Parlement de Toulouse accorde le privilège

de la prescription aux Chevaliers de Malthe. T. IV, 172, v. *Archidiacres, Baux, Collation laïque, Décimes, Dixmes.*

*Mandats*, v. *Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome.*

*Mandats Apostoliques.* Ordonnance de Louis XII, sur les mandats apostoliques. T. VI, p. 37. Déclaration du Roi, qui porte que la forme des mandats apostoliques mise aux concordats, doit être gardée, & est substantielle esdits mandats. *id.* 40.

*Mandats, réserves & alternatives de la Cour de Rome.* Différence des mandats & des réserves. T. III, 267. Les mandats n'étoient originairement que de simples recommandations, *id.* 268, v. *Expectatives, Réserves.*

*Mandemens.* Les Chapitres exempts ne peuvent donner des Mandemens pour les prières publiques. T. I, 448. Arrêt contre le Grand Prieur de France sur ce sujet, *id.* 449.

*Manse.* Ses différentes explications. T. I, 14. La séparation des manses occasionne l'exemption des Chapitres. T. I, 427, v. *Abbé Commendataire.* Le partage des Manses Abbatiales & Monachales, occasionne l'usurpation. T. II, 47. Les Abbés Commendataires jouissoient anciennement de tout le revenu de la manse, T. II, 61. On les partage aujourd'hui en trois lots, *id.* 62. Les biens du petit Couvent n'entrent point dans le partage, *id.* 63. Charges du tiers lot, *id.* 64. On ne revient point contre les partages faits en bonne forme, *id.* 65.

*Manse Episcopale.* L'Evêque ne peut aliéner la Manse Episcopale, sans

le consentement de son Chapitre.

T. I, 362 & suiv.

*Manfonarii*. Ce que signifie ce mot.

T. I, 714.

*Mantes*, v. *Chartres*.

*Marcel*, (S.) (Chapitre de) voyez *Filles des Cathédrales*.

*Marchés*, v. *Service divin*.

*Maréchauffées*, (Officiers des) voyez *Procès criminels*.

*Maréchaux*, v. *Délit*.

*Marguilliers*. Les Marguilliers des Paroisses peuvent nommer des Prédicateurs. T. I, 794. Les Curés sont époux de leurs Paroisses, *id.* 801. On leur adjoint vers le treizième siècle, des laïques dans l'administration des biens d'Eglise, *id.* 801. Etymologie du nom de Marguillier, *id.* 802. Il y a dans les Eglises de Paris, de Chartres, &c. des Marguilliers Bénéficiers, *id.* 803. Les Curés, dans le 14<sup>e</sup> siècle, nommoient les Marguilliers, & se faisoient rendre compte de leur recette, *id.* 804. Les Marguilliers doivent prêter serment de bien administrer les revenus de l'Eglise, *id.* 805, entre les mains du premier Officier de la Justice & non de l'Official, *id.* 806. L'Evêque ne peut pas casser la nomination d'un Marguillier, *id.* 807. On ne peut, sans privilège, refuser cette charge, *ibid.* On doit exclure des assemblées de Fabrique, les manouvriers & petits artisans, *id.* 808. Réglemens nouveaux pour les Paroisses de S. Jean en greve, S. Germain-en-Laye & S. Louis de Versailles, *id.* 809. Autorité des Marguilliers sur le temporel, ancienne dans l'Eglise, *id.* 811. C'est à eux de permettre les quêtes, sans préjudice néanmoins du droit de l'Evêque, *id.*

812, v. *Bedeaux*, Arrêts favorables aux Curés, *id.* 814. Quelle est l'autorité des Officiers de Justice dans les assemblées de Fabrique, *id.* 815. Les Marguilliers ont la préséance sur eux, *ibid.* v. *Bancs*, *Chapelles*, *Fondations*, *Sépulture*. Le consentement de l'Evêque est-il requis pour les dépenses extraordinaires, *id.* 821. Exemples, *ibid.* & suiv. v. *Pain à tenir*. Les Marguilliers sont exempts de collecte, *id.* 821. Défense aux femmes de s'immiscer dans l'emploi de Marguilliers, *id.* 812 & suiv. Les Officiers de Justice Gradués ont la préséance quelquefois sur les Marguilliers. T. III, 93. Edit du Roi, qui établit les Marguilliers en charge & perpétuels dans les Eglises Paroissiales. T. V, 137. Lettres-Patentes d'Henri III, par lesquelles il défend aux Elus d'entendre les comptes des Marguilliers, *id.* 138. Lettres-Patentes d'Henri IV, sur le même sujet, *id.* 139. Déclaration de Louis XIII, portant confirmation des Lettres précédentes, *id.* 140. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui oblige les Marguilliers à tenir les comptes prêts dans le cours de la visite des Evêques, & fauve de ce de les porter au Palais Episcopal, *id.* 141, v. *Fabriques*.

*Mari*, v. *Patron*, N<sup>o</sup>. 2.

*Mariage*. Innocent III déclare au Roi Philippe Auguste, que son pouvoir ne s'étend pas jusqu'à casser son mariage avec la Reine Ingeburge. T. I, 141. Un Official qui permettroit aux Diocésains de son Suffragant de se marier malgré lui & son Curé, avant qu'ils se fussent pourvus devant lui, par un appel juridique, feroit

une

une grande fauæ. T. I. 247. Le Grand Vicair ne peut connoître des causes matrimoniales & surtout des criminelles, *id.* 314. L'Eglise peut elle accorder la dispense à un Religieux pour se marier. T. II, 135, v. *Casimir I, Justiniani*. Le Religieux ne doit se marier ni même quitter son habit avant l'enthérinement de son bref, *id.* 138, de même pour une Religieuse, *id.* 139. Les dispenses de mariage sont réservées au Pape, *id.* 298. Déclaration des Conciles & Assemblées du Clergé sur ce point, *id.* 299, v. *Dispenses, Irréguliers*. Excommunication contre ceux qui se marient dans les degrés de parenté défendus, *id.* 432, & contre ceux qui se marient étant dans les Ordres, *ibid.* Suspension contre les Curés qui marient d'autres que leurs propres Paroissiens, *id.* 496. La pension s'éteint par le mariage du pensionnaire. T. III, 619, v. *Lazare (S.)*. Les Ministres sacrés étant engagés par vœu à la continence, ne peuvent se marier, sans être privés de plein droit de leurs Bénéfices, *id.* 648, v. *Femmes, Filles, Servantes*. L'Eglise Grecque s'est relâchée de son ancienne discipline, sur la continence des Ministres sacrés, *id.* 651. Relation de Socrate & de Sozomene suspecte, *id.* 652. Saint Leon & S. Grégoire veulent assujettir les Soudiacres à la continence, mais ne sont pas obéis, *ibid.* & *suiv.* & les privent *ipso facto* de leurs Bénéfices, *id.* 654. Les Arrêts les jugent ainsi, *id.* 655. La seule célébration du mariage fait vaquer le Bénéfice, quand il seroit nul & invalide, *id.* 656. Les fiançailles n'opèrent pas le

Tome IV. II. Partie.

même effet, *id.* 657. La profession du Barreau, du Commerce & des Armes, ne fait pas vaquer de plein droit un Bénéfice, *ibid.* La connoissance des causes de mariage appartient à l'Official. T. IV, 2 p. 8, excepté dans quelques cas, *id.* 9. Les Juges subalternes, quoique Royaux, n'en peuvent connoître, *ibid.* Fautes qui précèdent la célébration du mariage, *id.* 11, v. *Fiançailles*. Le mariage peut se célébrer par Procureur, *id.* 13. On ne souffre plus les mariages faits sous condition, *ibid.* Il faut la même liberté pour le mariage que pour les fiançailles, *id.* 14. Un mariage nul n'équivaut pas à de véritables fiançailles, *id.* 16. Les Seigneurs & les Magistrats ne peuvent contraindre leurs Justiciables de se marier contre leur gré avec les personnes qu'ils leur présentent, *id.* 32. La preuve du mariage & même des promesses, doit se faire par écrit, *id.* 33. L'écrit doit être double & signé des deux parties, *id.* 34. Quand elles ne savent ou ne peuvent signer, elles doivent se servir du ministère d'un Notaire, *id.* 35. Si une d'elles s'inscrut en faux, l'Official en peut-il connoître, *ibid.* Connoît-il des questions de pur fait en cette matière, *ibid.* Les peines stipulées en cas de dédit, sont rejetées par les Loix, *id.* 36, v. *Bans*. Les Officiaux ne peuvent plus condamner les parties d'accomplir le mariage promis, quand elles se sont citées pardevant eux, *id.* 45. Cet abus a été réformé par Arrêt du Parlement, à cause des grands inconvéniens qui en naissoient, *id.* 46. Quand l'empêchement pour lequel on réhabilite le

mariage peut devenir public, on doit demander la dispense des trois bans, *id.* 51, v. *Domicile*. Celui qui a deux domiciles ordinaires, peut-il se marier dans celui qu'il lui plaît de choisir, *id.* 62. Le concours des deux Curés est-il nécessaire pour la célébration du mariage, *id.* 63. La permission du Curé qui ne fait pas le mariage, doit être expresse & par écrit, *id.* 64 & *suiv.* v. *Aumôniers*. Il est défendu aux Curés de marier les Officiers sans le consentement du Roi, *id.* 69, v. *Collatéraux*, *Consentement des parens*, *Empêchemens*, *Mineurs*, *Tuteur*. Fautes qui se commettent dans la célébration du mariage, *id.* 96 & *suiv.* v. *Empêchemens dirimens*. Ordonnance de Louis XIV, contre les mariages forcés, *id.* 106, v. *Muets & sourds*. Cas qui peuvent faire dissoudre le mariage, *id.* 110, v. *Empêchemens de droit positif*, *Secondes Noces*, *Veuve*, *Faux solennels*. Les Arrêts déclarent nuls les mariages des Prêtres, Diares & Soudiacres, *id.* 123, v. *Parenté naturelle*. Quel est le véritable Ministre du Sacrement de Mariage? est-ce le Curé ou sont-ce les parties contractantes? *id.* 162 & *suiv.* La présence physique du Curé ne suffit pas pour la validité du mariage, *id.* 165. Les mariages contractés devant Notaires sont défendus, *id.* 166. Le Curé peut-il marier & confesser hors de son Diocèse, *ibid.* La célébration du mariage n'est pas un acte de Jurisdiction, *id.* 167. La Coutume, quoiqu'immémoriale, n'autorise pas un Curé à marier ceux qui ne sont pas de sa Paroisse, *id.* 168. Le Vicaire

peut déléguer, soit au dedans soit au dehors de la Paroisse, pour la célébration d'un mariage, *ibid.* Un Curé délégué pour faire un mariage, ne peut pas le faire célébrer par son Vicaire, *id.* 169. La permission doit être donnée par écrit, & une présumée est insuffisante, *ibid.* Il n'est pas absolument nécessaire qu'elle soit spéciale, *id.* 170. Les Archidiares, Officiaux & Doyens ruraux, ne peuvent ni marier ni commettre, *id.* 171. Il faut quatre témoins à la célébration du mariage, *ibid.* Les registres de mariage doivent être séparés de ceux de sépulture, *id.* 172. Les femmes, les impubères & les aveugles, peuvent-ils être témoins du mariage, *id.* 173. Le Décret du Concile de Trente sur la présence du Curé, n'oblige que dans les lieux où il a été publié, *ibid.* Cas où les catholiques peuvent se marier sans Curé, *id.* 174. L'Eglise le tolère dans les hérétiques, *id.* 175, quand même l'un des conjoints seroit catholique, *id.* 176. Les mariages de conscience ou secrets sont-ils permis, *id.* 178. Que dire de ceux qui se célèbrent à l'extrémité de la vie, *id.* 179 & *suiv.* sur-tout quand ils ont été précédés d'un mauvais commerce, *id.* 181, v. *Adultere*, *Cultus disparitas*, *Dispense des empêchemens dirimens*, *Empêchemens prohibitifs*, *Gomine*, *Hérétiques*, *Infidèles*, *Légitimation*, *Rapt*.

*Nécessité de la bénédiction nuptiale.*  
T. IV, 2 p. 238.

Dispositions au mariage. Temps, heure & lieu pour le célébrer, & autres réglemens, *id.* 239. Faveur des mariages, autorité des Prin-



ces, *id.* 240. Contrats de mariage, forme de la célébration des mariages, *id.* 241. Peines contre les Prêtres, les contractans & autres qui violent les Loix de l'Eglise & de l'Etat sur le mariage, *id.* 242 & *s.* Juges des causes de mariage, *id.* 244 & *s.* Les Juges Royaux ne peuvent ordonner à un Curé de célébrer un mariage, *id.* 247. Quelles personnes sont reçues à former des oppositions à un mariage, *id.* 248 & *suiv.* S'il n'y a point de partie civile, les Promoteurs peuvent-ils demander qu'un mariage soit déclaré nul, *id.* 249, 265. Un Curé peut-il interjeter appel comme d'abus d'un mariage de ses Paroissiens, célébré sans la permission ni celle de l'Evêque, *ibid.* & 267. *v.* *Apostats, Avocat, Charivaris, Enfants de famille, Etrangers, Evêque, Légitimation, Pays étrangers, Princes du Sang, Servantes, Tuteurs, Veuve, Vierges.*

Le mariage une fois contracté est indissoluble de droit naturel. T. IV, 2 p. 259. Dieu en dispense les époux infidèles, dont l'un embrasse le Christianisme, *id.* 260, *v.* *Adultere, Profession religieuse.* La validité du mariage ne dépend pas de sa conformation, *id.* 263. Le Pape ne peut pas rompre le lien d'un mariage non consommé, *id.* 264, *v.* *Réhabilitation.* Les diligences doivent se faire dans l'an, *id.* 267, *v.* *Divorce, Séparation.* Ceux dont le mariage est nul, ne peuvent pas se remarier sans l'avoir fait déclarer tel, *id.* 277, *v.* *Dissolution de Mariages, Impuissance.* Déclaration de Benoît XIV, sur les dispenses de mariages, *id.* 290 & *suiv.* Déclaration du même sur les mariages contrac-

tés en Hollande & dans les Pays-Bas, *id.* 294 & *suiv.* Cas décidés sur les mariages des Catholiques avec les Hérétiques, *id.* 299 & *suiv.* jusqu'à 326. Edit d'Henri II, touchant les mariages des enfans sans le consentement de leurs parens. T. VI, p. 316. Déclaration de Louis XIII, portant règlement sur l'ordre qui doit être observé en la célébration des mariages, & contre ceux qui commettent le crime de rapt, *id.* 317. Arrêt du Parlement de Paris, concernant l'exécution des promesses de mariage, *id.* 320, en faveur des mineurs qui contractent mariage, *id.* 321. Arrêt de règlement, qui défend aux Notaires de passer aucuns Actes, par lesquels les hommes & les femmes déclarent qu'ils se prennent pour époux, *id.* 322. Déclaration de Louis XIV, qui défend aux François d'aller se marier dans les pays étrangers, *id.* 322. Déclaration du Roi, concernant les formalités nécessaires pour les mariages des mineurs, dont les peres, meres & tuteurs, faisant profession de la Religion Préendue Réformée, sont absens, *id.* 323. Edit du Roi, concernant les propres Curés, le domicile de ceux qui se marient & les formalités qui doivent être observées dans les mariages, *id.* 324. Déclaration concernant les mariages faits par d'autres Prêtres que les Curés des contractans, *id.* 327. Arrêt du Parlement de Paris, concernant les mariages, *id.* 329. Déclaration du Roi, qui ordonne que les dispenses de mariage & les publications de bans, ou les dispenses qui en auront été obtenues, ensemble l'insinuation des-

dites dispenses soient énoncées dans les Actes de célébration de mariage, lorsqu'elles seront enregistrées par les Curés ou Vicaires, &c. *id.* 329. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui décharge du contrôle ceux que les Evêques dispensent de la publication des trois bans de mariage, *id.* 330. Arrêt de règlement, concernant les sommations que les enfans doivent faire à leurs pere & mere avant que de se marier, *id.* 331, v. *Gradus, Registres, Seigneurs.*  
*Marie.* Déclaration de Louis XIII, de glorieuse mémoire, par laquelle Sa Majesté déclare qu'elle a pris la très-sainte & très-glorieuse Vierge pour protectrice spéciale de son Royaume. T. VI, 241, v. *Conception de la sainte Vierge, Denys Aréopagite.*  
*Marié.* Celui qui étant déjà marié reçoit les Ordres sacrés encourt la suspension. T. II, 483.  
*Marseille* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 590, v. *Immunités des Bénéficiaires, Provence.*  
*Martel*, (Charles) v. *Fief.* Sa domination fabuleuse. T. I, 10.  
*Martin*, Prieuré de S. Martin des Champs, v. *Cluny, Tours.*  
*Matieres Bénéficiales.* Ordonnance de Charles VII, qui ordonne que toutes matieres Bénéficiales seront vuidées par les titres. T. VI, 306. Ordonnance de Louis XIV, sur le même sujet, *id.* 308.  
*Matines*, v. *Heures Canoniales.*  
*Mauriac.* Arrêt notable contre la Communauté de Notre-Dame de Mauriac, préjudiciable aux droits du Caré de la Paroisse. T. I, 99.  
*Mauvaise vie*, v. *Official.*  
*Maximes*, v. *Concile de Trente.*  
*Meaux* (l'Eglise de) a six Dignitai-

res. T. II, 601, v. *Trésorier.*  
*Médard*, (S.) v. *Vernandois.*  
*Médecins*, v. *Empêchemens, Malades, Monitoires.*  
*Mellon* (S.) apporte la foi à Rouen. T. I, 208.  
*Melun*, v. *Sens.*  
*Mémoires du Clergé*, v. *Bans.*  
*Mende* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 589.  
*Mendians.* (Religieux. Les Religieux Mendians ne peuvent tenir de Cures sans dispense du Pape & Lettres Patentes. T. II, 31. L'Evêque, au défaut de Prêtres séculiers, peut conférer des Cures aux Mendians, *id.* 31, v. *Bénéfices réguliers.* Excommunication contre les Mendians qui acquièrent des héritages, *id.* 431. Ordonnance de Charles VI, qui déclare les Mendians incapables de Bénéfices. T. V, 453. Déclaration de Louis XV, qui défend aux Mendians transférés, de posséder plus d'un Bénéfice, *id.* 456.  
*Mendians.* Un accusé peut reprocher en témoignage un Mendiant. T. IV, 602.  
*Mensonge*, v. *Criminel.*  
*Merry*, (Chapitre de S.) v. *Filles des Cathédrales.*  
*Messigneurs*, v. *Evêques.*  
*Messe.* Peut-on dire la Messe avant que d'avoir récité l'Office divin. T. I, 624. Célèbre Ordonnance du quatrième Concile de Latran sur ce sujet, *ibid.* On restreint cette obligation aux Clercs majeurs & Bénéficiaires, *id.* 625. L'Epi tre fait-elle une partie essentielle de la Messe, *id.* 631, v. *Chanoines, Office.* Défenses de substituer les Messes votives aux conventuelles, *id.* 650. S. Leon fait dire à Alexandrie deux Messes aux

jours des grandes Fêtes, *id.* 736.

Un Chapelain n'est pas tenu de

dire la Messe tous les jours, quoi-

que son titre le porte. T. II, 6.

Un Prêtre ne peut pas retenir une

partie de l'honoraire des Messes

qu'il fait acquitter par d'autres,

*id.* 8. Il doit les acquitter dans le

temps & le lieu convenu, *id.* 9.

L'Evêque peut empêcher les Reli-

gieux exempts de permettre aux

Prêtres étrangers de dire la Messe

dans leurs Eglises, *id.* 110. L'hon-

oraire des Messes attaché à un

Bénéfice de campagne, entre en

compte quand il s'agit de remplir

un Gradué, exemples. T. III,

169. Il étoit autrefois permis aux

Prêtres de célébrer plusieurs Mes-

ses dans un jour, *id.* 680, v. *Curés*,

*Eucharistie*, *honoraire*, *Interdit*,

*Pensions*, *Revenus ecclésiastiques*.

*Messures*, v. *Evêques*.

*Métaphrase*, v. *Hilduin*.

*Métropole*. Division des Gaules en

Métropoles civiles. T. I, 239. Du

temps de Charlemagne on n'en

comptoit que douze Ecclésiasti-

ques dans les Gaules, *id.* 240.

L'Eglise reconnoissoit pour Mé-

tropoles Ecclésiastiques, celles que

les Empereurs avoient déclaré ci-

viles, *ibid.* v. *Aix*, *Embrun*. On

ne peut démembrer une Métro-

pole sans le consentement du Pré-

lat & de son Chapitre. T. IV,

47. Protestations des Archevêques

de Rheims, contre l'érection de

Cambray en Métropole, *id.* 48.

Suffisent-elles pour empêcher la

prescription, *id.* 49, v. *Archevê-*

*chés*, *Evêchés*.

*Métropolitain*. Ce que signifie ce nom.

T. I, 138, v. *Archevêque*, *Mé-*

*tropole*. Les Evêques Doyens des

Provinces, se prétendent en droit

d'ordonner leurs Métropolitains,

*id.* 191, v. *Dévolution*, *Eltidion*,

*Union*.

*Metz* (l'Eglise de) a huit Dignités

& quarante Prébendes auxquelles

le Roi nomme, excepté quatre

Archidiaconés qui sont à la no-

mination de l'Evêque. T. II, 606,

v. *Alternatives*, *Collation*, *In-*

*dult*.

*Meurtre*, v. *Crimes*.

*Milice*, v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Minage*, v. *Grains*.

*Mineurs* (les) peuvent résigner sans

le consentement de leurs parens &

tuteurs. T. III, 441. Les mineurs

se font aisément restituer en France

contre leur résignation; on leur ac-

corde aussi en Italie & en Espagne

ce privilège, pourvu que le Bénéfice

ne soit pas encore conféré, *id.* 442.

Jusqu'à quel âge va dans cette

matière la minorité, *id.* 443. Les

Bénéficiaires mineurs de quatorze

ans, ne peuvent agir en Justice

sans l'autorité de leurs tuteurs, *id.*

445. Le Bénéficiaire mineur peut-il

être contraint par corps pour les

dépens d'un procès, *id.* 446. On

ne peut fiancer les mineurs sans

le consentement de leurs pere,

mere, &c. T. IV, 2 p. 17. Leurs

fiançailles sont-elles nulles faute

de ce consentement, *ibid.* Les mi-

neurs de 25 ans ne peuvent se ma-

rier sans le consentement de leur

tuteur & de leurs plus proches

parens, *id.* 85, v. *Bans*, *Domi-*

*cile*, *Mariages*, *Patronage*, *Pos-*

*session triennale*, *Profession*.

*Minimes de Vincennes*. Lettres d'a-

mortissement accordées par Louis

XI, aux Minimes de Vincennes.

T. V, p. 3.

*Ministres de l'Eglise*, v. *Archevêque*,

*Bénéficiaires*, *Curés*, *Ecclésiastiques*,

*Evêques, Irreguliers, Pape, Prêtres, Probité, Vertu.*

*Minute, v. Résignation en faveur.*

*Mirabeau, v. Poitiers.*

*Mirepoix (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 607.*

*Missionnaires. Les vœux des Missionnaires n'emportent point privation de Bénéfices. T. III, 662, v. Distributions, Vœux solennels.*

*Missionnaires de S. Lazare, v. Enterremens.*

*Mitre. L'usage de la Mitre est très-ancien. T. I, 262.*

*Mœurs, v. Information de vie & mœurs. Les bonnes mœurs sont nécessaires pour être pourvus de Bénéfices. T. II, 243. Mauvaises mœurs, v. Fisa.*

*Moines, v. Ames, Bénéficiaires réguliers, Chapelles, Clercs, Cures régulières, Prébendes.*

*Monastères. Le grand Vicairé ne peut ériger de nouveaux Monastères, soit d'hommes, soit de femmes. T. I, 322. Les Evêques ne visitent point en France les Monastères en qualité de Délégués Apostoliques. T. II, 147. Tous les Monastères qui ne sont pas en corps de Congrégation, sont soumis aux Evêques, *id.* 148. Arrêt célèbre pour l'Abbaye de Jouarre, *id.* 149, v. Chambriers, Clôture, Communautés, Donations, Legs, Maisons religieuses, Official, Religieuses, Religieux exempts, Sécularisation, Vœux solennels.*

*Monastères de filles, v. Concordat.*

*Monitions, v. Censures, Ordination, Résidence.*

*Monitoires. Le grand Vicairé a-t-il besoin d'un pouvoir spécial pour accorder des monitoires. T. I, 324. L'Official n'a pas besoin d'un pouvoir spécial pour accorder des*

*monitoires. T. II, 460. Les Evêques peuvent l'accorder comme leurs Officiaux, *ibid.* On ne souffre point en France ceux que le Pape ou les Legats accordent, *id.* 461, ni même ceux qu'on obtient en une Officialité, qui ne reçoivent pas au Parlement, dont les parties dépendent, *id.* 462. On ne les accorde qu'aux Catholiques pour délit grave, *ibid.* & 463, pour suivi criminellement ou civilement, *id.* 464 & *suiv.* Il ne peut être accordé que sur l'Ordonnance du Juge, *id.* 466. L'Official doit garder une minute des monitoires, *id.* 467, v. Aggrave, Réaggrave. Doit-on employer dans leur publication les cérémonies lugubres, *id.* 468. En cas de légitime suspicion, on peut l'adresser à un autre qu'au Curé, *id.* 469. Conduire qu'il doit tenir lorsqu'il y a opposition, *ibid.* & *suiv.* Ceux contre qui il est accordé, ne doivent jamais être désignés clairement, *id.* 470. La publication oblige non-seulement tous les Paroissiens, mais encore tous les Diocésains, *id.* 471. Celui qui refuse de révéler, est-il tenu à indemniser le plaignant, *id.* 472. Il faut qu'il ait une connoissance certaine des faits, *id.* 473. On excepte de la révélation les parens, alliés & domestiques, *id.* 474 & *suiv.* Les Confesseurs & les Impubères y sont-ils obligés, *id.* 475. De même que ceux qui ne savent les faits que sous la loi du secret, *ibid.* Les Médecins, Avocats & Chirurgiens sont exceptés, *id.* 476. Les Curés peuvent recevoir les révélations entières, *id.* 477. Ordonnance du Roi sur les monitoires. T. VI, 166.*

**Monnoye** (fausse) (la) est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3.

**Monseigneur** ou **Monfrere**, auquel a succédé le titre de Monsieur, ne se donnoient qu'aux Chevaliers & à la Noblesse du premier rang. T. I, 260.

**Montauban** (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 606.

**Montbriffon**. Lettres Patentes d'Henri IV, pour l'union d'une Chanoinie & Prébende de l'Eglise de Notre-Dame de Montbriffon à la Fabrique de ladite Eglise. T. VI, 459, v. *Lyon*.

**Mont-Calvaire**, v. *Troyes*.

**Mont-Carmel**. (Notre-Dame de) Les Chevaliers de Notre-Dame de Mont-Carmel, n'ont pas besoin d'être confusés pour jouir du privilège de la pension sur Bénéfices. T. III, 487. Edit de Louis XV, qui permet aux Chevaliers du Mont-Carmel, de posséder des pensions sur Bénéfices, quoique mariés. T. V, 445.

**Montpellier** (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 600, v. *Dévotaires*.

**Morlaix**, v. *Treguer*.

**Mort**. La mort causée avant le Baptême, ne produit point l'irrégularité. T. II, 370. On tient pour irréguliers ceux qui coopèrent efficacement à la mort de quelqu'un, *ibid.* ou même qui l'accélèrent, *id.* 371. les hauts Justiciers qui ordonnent à leurs Officiers de faire leur devoir, *id.* 371. Dans le doute on doit prendre le parti le plus sûr, *id.* 373, v. *Cas réservés*, *Dénonciateurs*, *Greffiers*, *Justice*, *Récèlement*, *Témoins*. Le péril de la mort est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêche-

ment dirimant. T. IV, 2 p. 210, v. *Règle de la Chancellerie Romaine*, *contre ceux qui impétrèrent les Bénéfices des vivans*, *Règle de publicandis*, &c. *Règle de verifimili notitia obitus*, *Réserves*.

**Mort civile**. La mort civile n'empêche point la validité du mariage. T. IV, 2 p. 117. Si ce n'est par rapport aux effets civils, *ibid.* v. *Dissolution du mariage*.

**Mosarabique**, (le) v. *Heures Canonales*.

**Muets & sourds**. Les muets & sourds peuvent donner leur consentement pour se marier. T. IV, 2 p. 108.

**Musiciens**, v. *Chantre*.

**Musique**. Quand introduite à Paris. T. I, 526, v. *Chant*.

**Mutilation** (la) produit l'irrégularité qui n'est pas réservée. T. II, 369, v. *Crimes*, *Opérations*.

## N.

**NAISSANCE**. Le défaut de naissance rend inhabiles aux Bénéfices. T. II, 354, v. *Edwards*.

**Nant**. Le grand Nant, ce que c'est. T. I, 500.

**Nantes** (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 608.

**Narbonne**. Sa Primatie mal fondée. T. I, 202. On ne convient pas sur le temps de la mission de saint Paul à Narbonne, *id.* 215. L'Archevêque de Narbonne est Président né des Etats de sa Province, *id.* 183. L'Eglise de Narbonne, onzième Métropole, a cinq Dignitaires. T. II, 599, v. *Gaulles*, *Toledo*.

**Narbonnoise** (l'ancienne) partagée en deux Provinces. T. I, 241.

**Nation Germanique**, v. *Concordat*. **Naturalité**. Formule de Lettres de

**Naturalité.** T. V, 385.  
*Naufrage*, v. *Vaisseaux*.  
**Nécessité.** Tout Prêtre peut confesser dans le cas de nécessité. T. IV, 2 p. 371.  
*Nef*, v. *Patron*, N<sup>o</sup>. 3.  
**Néophytes.** L'Eglise a attaché l'irrégularité à l'ambition des Néophytes. T. II, 285.  
**Nevers** (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 606.  
*Nevers*, (le Duc de) v. *Bethléem*.  
*Nièce*, v. *Dispense des empêchemens dirimens*.  
**Nîmes** (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 599. Le Roi nomme de plein droit à la Prévôté de la Cathédrale de Nîmes, & de plus à toutes ses Prébendes, mais alternativement avec le Chapitre, id. 670.  
**Nivernois**, v. *Dixmes*.  
**Nocilles**, (M. le Cardinal de) v. *François de Sales* (S.), *Viste*.  
**Nobles.** Privilèges des Gradués nobles. T. III, 111 & suiv. voyez *Gradués*, *Officiers de Justice*.  
**Noblesse**, v. *Dixmes inféodées*.  
**Nôces**, (secondes) v. *Charivaris*, *Fœux*. Edit de François II, sur les secondes nôces. T. VI, 315.  
**Noël**, v. *O*.  
**Nomination.** Les Chanoines mineurs sont privés de la nomination aux Bénéfices qui dépendent du Chapitre. T. I, 688, excepté celles où ce droit est porté par le titre de la fondation, id. 689. Cette défense ne s'étend point aux Communautés des Chapelains, *ibid.* Défenses de nommer aux Evêchés & aux Cures les simples Clercs. T. II, 286. La règle de S. Benoit laisse à l'Abbé la nomination aux Prieurés & Offices claustraux, id. 527, à moins que

la Communauté ne soit en possession de nommer durant la vacance, id. 528, v. *Collation*. L'Abbé ne peut céder son droit aux Religieux, au préjudice de celui de l'Evêque, id. 530. Les Religieux sont maintenus dans la collation de ceux qu'ils confèrent conjointement avec l'Abbé, id. 531. Déclaration du Roi, qui règle de quelle manière doit être exercé le droit de nomination appartenant à Sa Majesté, à cause du serment de fidélité que les Archevêques & Evêques sont tenus de lui prêter. T. V, 620.

**Nomination aux Bénéfices**, v. *Age*, *Collation*, *Election*, *Indult*, *Nomination du Roi*, *Nomination Royale*, *Patronage*, *Pensions*, *Prébendes*, *Vicaire perpétuel*, *Universités*.

**Nomination Royale.** Les Abbés & Prieurs nommés par le Roi, n'exercent pas avant leur prise de possession. T. II, 522. Le Roi se réserve ordinairement les Bénéfices simples des Abbayes supprimées, & laisse la nomination des Cures aux Evêques Diocésains, id. 533. Les Bénéfices d'une collation royale & laicale, remplissent-ils un Gradué. T. III, 178. Déclaration d'Henri IV, sur le droit de nomination de Sa Majesté, à une Prébende en chacune Eglise Cathédrale & Collégiale de son Royaume, à cause de son avènement à la couronne, adressée au Grand Conseil. T. V, 230, voyez *Régale*. Déclaration d'Henri III, sur la nomination du Roi aux Abbayes de filles Religieuses de son Royaume, id. 348, v. *Bénéfices consistoriaux*, *Indult*, *Information de vie & de mœurs*, *Nomination du Roi de France*.

*France aux Prélatures, &c. Patron, Variation, Union.*

*Nomination du Roi de France aux Prélatures de son Royaume.* Les Souverains s'intéressent dans le choix des Evêques. T. II, 750. Les Conciles de Leptines & de Soissons, permettent à Carloman & Pepin de les nommer, *id.* 751. Le privilège accordé par Adrien à Charlemagne, est fabuleux, *ibid.* Leur nomination acceptée sans scrupule par les plus saints Ecclésiastiques, *ibid.* Pour garder la forme, ils faisoient Clercs ceux qu'ils avoient nommés, *id.* 752. Formule des anciens brevets de nomination de nos Rois, *id.* 753. Charlemagne & son fils rendent à l'Eglise la liberté des élections, *ibid.* Leurs successeurs ne l'en laissèrent pas jouir long-temps, *id.* 754. Usage de nos Rois de la troisième Race, *id.* 755. La permission de s'assembler pour élire a toujours été demandée, *ibid.* Les Empereurs d'Allemagne tâchent de se rendre maîtres des Evêchés, sous prétexte des Régales, *id.* 756, & des Investitures, sous prétexte desquelles ils vouloient se rendre maîtres des Prélatures, *id.* 757. Les contestations se terminent dans l'assemblée de Wormes, *id.* 758. Les investitures ne firent pas grand bruit en France, pourquoi? *id.* 759 & *suiv.* Les Papes se réservent la nomination aux Prélatures, *id.* 761. Le Concile de Basse & l'Assemblée de Bourges, rendent les Elections aux Eglises, *ibid.* v. *Annate, Banquiers, Bénéfices consistoriaux, Concordat, Pragmatique.* Tous les Souverains Catholiques nomment aux Prélatures de leurs Etats, *id.* 777. Ré-

*Tome IV. II. Partie.*

glement fait à Orléans sur la nomination aux Evêchés, *id.* 778. Henri II renonce à la nomination des Abbayes chefs d'Ordres, *id.* 779. Le Roi déroge quelquefois aux privilèges des chefs d'Ordres, *id.* 780. Les privilèges accordés aux Eglises & aux Monastères pour l'élection, devenus inutiles, *id.* 781. Il y a en France quinze Abbayes, sans compter les chefs d'Ordres où le Roi ne nomme point, *ibid.* Nombre d'Abbayes auquel il nomme, *id.* 782, voyez *Artois, Pays-Bas.* Le Roi ne nomme point aux Prieurés triennaux qui n'ont point de Manse, *id.* 786, ni à ceux de Cluny qui sont conférés par l'Abbé, *id.* 787. ni aux quatre premiers de Grandmont, qui viennent à vaquer après l'élection de l'Abbé, *id.* 788. Les Prieurés de Malthe & les Doyennés des Eglises Cathédrales & Collégiales, en font exemples, *id.* 789. Clement IX accorde à Louis XIV, un Indult perpétuel pour quelques Evêchés, *id.* 791. Le Duc de Nevers nomme à l'Evêché de Béthleem avec l'agrément du Roi, *ibid.* On tolère en France que le Nonce du Pape fasse l'information de la vie & capacité de ceux que le Roi nomme aux Prélatures, *id.* 793. Si le Pape refuse des Bulles aux nommés par le Roi, à quidoivent-ils s'adresser, *id.* 795.

*Nomination des Universités, v. Universités.*

*Normandie, v. Incontinence, Partage du revenu des Bénéfices, Patronage.*

*Notaires au Châtelet de Paris, (les) peuvent faire les significations que font les Notaires Apostoliques.* T. III, 140, v. *Gradués.*

**Notaires.** Mariages contractés devant Notaires, detendus. T. IV, 2 p. 166, v. *Mariages*.

**Notaires Apostoliques.** Le ministère du Notaire Apostolique n'est pas nécessaire pour la signification des Lettres des Indultaires, ni pour celle de leur brevet. T. III, 243. Les Seigneurs Laïques ne sont pas tenus de se servir du Notaire Apostolique dans leurs provisions, *id.* 286. Les Diocèses qui ont remboursé la finance des charges des Notaires Apostoliques, en doivent-ils la Paulette, *id.* 473, v. *Résignation en faveur*. Edit d'Henri II, concernant les Notaires Apostoliques. T. VI, 89. Edit de Louis XIV, portant création des Offices de Notaires Apostoliques, *id.* 90. Edit du même, portant réunion des Notaires Apostoliques aux Notaires du Châreler, *id.* 96.

**Notification**, v. *Gradués*.

**Notoriété**, v. *For pénitenciel*.

**Novales** (les) sont celles qui se lèvent sur les héritages chargés nouvellement de fruits décimables. T. IV, 203. Si une terre appartenant à des privilégiés passe à d'autres, elle devient novale à l'égard du Curé, *id.* 204. Les anciens fillons empêchent-ils qu'une terre soit réputée novale, *ibid.* Si le gros Décimateur y perçoit la dixme durant quarante ans, elle n'est plus réputée novale, *id.* 205. De droit commun toutes les novales appartiennent aux Curés à l'exclusion des autres Décimateurs, *id.* 206. Les Curés réduits à la portion congrue les prennent, nonobstant tous Concordats & Arrêts contraires, *id.* 207. Ceux qui jouissent d'un gros excédent la portion, ne peuvent les prétendre

au préjudice des Privilégiés, *id.* 208. Arrêt en faveur des Privilégiés sur les novales, *id.* Le privilège doit être restreint comme odieux, *id.* 209. Jurisprudence du Parlement de Paris sur ce point, *id.* 210. Les Evêques demandent les novales dans les lieux où ils possèdent les anciennes, *ibid.* v. *Dixmes inféodées*. Les Curés réduits à la portion congrue, peuvent-ils outre les novales prétendre les vertes & menues Dixmes, *id.* 222, v. *Bâtiments ecclésiastiques*, *Dixmes*.

**Novice.** Règles qu'il doit observer dans la donation de ses biens. T. III, 660. Le Novice peut résigner durant tout le cours de son noviciat, *ibid.* v. *Donations*.

**Noviciat.** Le défaut de Noviciat & l'acceptation d'un Supérieur légitime, peut obliger une personne de réclamer. T. II, 133, v. *Registres*, *Translation*.

**Nouveaux Convertis.** Déclaration du Roi, concernant l'instruction & les devoirs des nouveaux Convertis, & de leurs enfans. T. VI, 144. Déclaration du Roi, concernant les nouveaux réunis à la Religion catholique, l'éducation de leurs enfans, les Maîtres d'écoles des Paroisses, &c. *id.* 151.

**Nouvel acquêt**, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise*.

**Noyon.** Ancien usage de l'Eglise de Noyon dans la distribution de ses aumônes. T. I, 47, v. *Vermandois*. Liste des Evêques du Vermandois, *id.* 221. M. d'Aubigné Evêque de Noyon, fait débouter de leurs prétentions les Chanoines de S. Quentin, *id.* 223, v. *Doyens*, *Quentin (S.)*. Droits du Doyen de Noyon, *id.* 398.



L'Eglise de Noyon a six Dignitaires. T. II, 602. Le Roi confère de plein droit les Prébendes des Collégiales de S. Quentin, de S. Furcy & de S. Léger à Peronne, avec la Chapelle de Notre-Dame de la Victoire, dans la Cathédrale. T. II, 670. A Noyon, où le Chapitre est exempt, l'Evêque dit dans son Vif, *Mandamus & nihilominus rogamus*. T. III, 384, v. *Bénéficiers réguliers, Chapelains, Incompatibilité, Pairs de France, Partage du revenu des Bénéfices, Prébendes, Trésorier, Vermandois, Union*.

Nullité, v. *Provisions*.

## O.

**O.** Distributions aux O de Noel. T. I, 633.

*Obédience*. Ce que signifie ce mot. T. I, p. 14.

*Obédience*, (pays d') v. *Réserves*.

*Obéissance* que les Suffragans doivent rendre à leurs Métropolitains. T. I, 211, v. *Vicaires*.

*Obituaire*. L'Obituaire a communément trois ans pour prendre possession. T. III, 406, v. *Dévotaire*.

*Oblats*. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les pensions des Oblats ou de Religieux Lays, affectées à la nourriture & entretien des Officiers & soldats de l'Hôtel Royal des Invalides. T. V, 484 & suiv.

*Obligations*. Les pures pollicitations sont rejetées en France, ainsi que les obligations où il n'est pas dit pour valeur reçue. T. IV, 80, v. *Revenus ecclésiastiques*.

*Obreption*. Différence entre l'obreption & la subreption. T. III,

327, voyez *Possession triennale, Subreption*.

*Obstacles*, v. *Simonie*.

*Occident*. C'est de Rome que l'Occident a reçu la foi. T. I, 124, v. *Evêchés*.

*Ordres*, v. *Immunités des Bénéficiers*.

*Economats*, v. *Economats*.

*Economes*, v. *Economes*.

*Ouvres pies*. Le Roi employe en œuvres pies les revenus des Evêchés vacans. T. II, 635.

*Offense*, v. *Témoins*.

*Office*. On substitue de longs Offices au travail des Cleres & des Religieux. T. I, 19, v. *Chœur*, plus bas *Office divin*. Offices ou Dignités des Cathédrales, ce que c'est, id. 115 & suiv. v. *Economes séquestres, Excommunié, Régale, Simonie*.

*Office claustral*, v. *Prieurs conventuels*.

*Office divin*. Les Chapitres exempts ne peuvent par eux-mêmes faire aucun changement à l'Office divin. T. I, 452. Il leur est même défendu de faire imprimer aucun Office de leur chef, id. 457. La célébration de l'Office divin devient la principale fonction des Chanoines, id. 615. La distinction des habits sacrés & profanes pour l'Office divin, est très-ancienne, id. 616. S. Fulgence ne l'a négligé que par amour pour la pauvreté, id. 617. Les Evêques & les Prélats ont long temps porté l'aube même hors de l'Eglise, *ibid.* Elle a été retenue par les Chanoines réguliers, id. 618. On accourcit l'aube, & on la change en surplis, *ibid.* La chappe est devenue l'habit propre du Clergé dans le neuvième siècle, id. 619.

Le Concile de Latran veut qu'elle soit clause, *ibid.* Origine de l'aumusse, *id.* 620. Quand a-t-on cessé de la porter sur la tête, *id.* 621. Origine des bonnets carrés, *ibid.* Les Canons enjoignent aux Ecclésiastiques l'assistance à l'Office divin, *id.* 621. On leur recommande d'apprendre par cœur le Pseaume, *id.* 623, v. *Messe*. Les Bénéfices, quoique de petit revenu, obligent à la récitation de l'Office *id.* 626. Le Bénéficiaire n'est tenu à la restitution que six mois après la prise de possession, *id.* 627. Combien perd-on pour l'omission des Matines, *id.* 628. On doit dire le Breviaire du Diocèse où on demeure, *ibid.* Règles sur la décence de l'Office divin, *id.* 630. Origine des Staux, *id.* 631. A quelle partie de l'Office les Chanoines doivent entrer au chœur, *ibid.* L'Épître fait-elle une partie essentielle de la Messe, *ibid.* Défense de tenir les Chapitres pendant l'Office, *id.* 632, v. *Distributions*. Les Arrêts assujettissent les Chanoines aux trois grands Offices du jour, *id.* 637, v. *Ab-sence*, *Gros*, *O*, *Vacances*. Les Chanoines doivent chanter par eux-mêmes, *id.* 642 & *suiv.* Les petites Heures sont pour eux d'obligation, *id.* 644. Il n'en est pas de même du petit Office de la Sainte Vierge, *id.* 645. Plusieurs Evêques le fondent dans leurs Eglises, ou en imposent l'obligation, *ibid.* Il n'est pas d'obligation pour les autres, *id.* 646. Arrêts sur cette matière, *id.* 647. Sentimens des Docteurs sur ce sujet, *id.* 648. Les Chanoines peuvent-ils dire la Messe ou confesser pendant l'Office, *ibid.* Conciles qui le per-

mettent, *id.* 649. Les Chapitres ne peuvent pas remettre aux absens ce qu'ils perdent, *id.* 651, voyez *Jubilés*, *Privilegiés*. L'âge & les longs services ne font pas un titre suffisant pour dispenser un Chanoine de l'Office, *id.* 656, v. *Bureaux*, *Malades*, *Précepteurs*, *Principaux*, *Séminaires*, *Théologaux*, *Vicaires (grands) &c.* L'interdit prive de l'assistance à l'Office divin. T. II, 509, voyez *Chapelains*, *Heures canoniales*, *Saluts*.

*Office public*. L'Evêque a droit d'empêcher que les Religieux exempts nuisent à l'Office public, tant par leur Office que par le son de leurs cloches. T. II, 509.

*Offices Royaux*, v. *Provisions*.

*Officiel*, v. *Grands Vicaires*. L'Officiel exerce la Jurisdiction contentieuse. T. I, 303. Il doit être Prêtre, *id.* 311, v. *Curés*, *Graduels*, *Religieux*. Son pouvoir n'expire pas par la mort de l'Evêque, *id.* 329. Les Evêques peuvent-ils, quand il leur plaît, révoquer leurs Officiels, *id.* 335. Leur révocation doit-elle être motivée, *id.* 337. C'est à l'Officiel du Chapitre, le Siège Episcopal vacant, à fulminer les brefs de dispense, &c. *id.* 421. L'Officiel connoît des crimes commis dans l'intérieur des Monastères même exempts. T. II, 128. Cas dans lesquels il peut les excommunier, *id.* 129. C'est à lui à prononcer sur la validité des vœux, *id.* 130. L'accusé est-il partie capable de contester les degrés de l'Officiel, *id.* 232. L'Archevêque doit toujours avoir deux Officiels, l'un Diocésain & l'autre Métropolitain. T. IV, 539. L'Officiel Métropolitain peut procéder

contre la personne des Evêques suffragans, *id.* 340, v. *Cas privilégiés, Censures, Galeras, Jugement, Peines*. Il faut que l'Official absolve ou condamne. T. IV, 609, v. *Amende, Amende honorable, Banissement, Dépens, Fouet, Fruits, Question*. Causes dans lesquelles l'Official peut être pris à partie, *id.* 621, v. *Dommages & intérêts, Jugement, Saisies, Trompette*. L'Official peut juger incidemment de la mauvaise foi d'un des fiancés, par forme d'exception & non par voie d'accusation. T. IV, 2 p. 25. Edit du Roi, portant défenses aux Officiaux de connoître des actions réelles. T. VI, 286. Déclaration du Roi, portant que les Licenciés ou Docteurs en Théologie, puissent être admis à faire fonctions d'Officiaux, *id.* 304, v. *Actions, Bulle d'Abbaye, Chapitres, Daterie, Dénomination, Dimanches & Fêtes, Evêques, Exécs, Gradués, Incompatibilité, Inscription en faux, Mariages, Officiaux, Pénitencerie, Récusation, Registres, Religieux exempts, Service divin, Soudièrre, Translation, Union de Bénéfices*.

*Official forain, v. Officiaux.*

*Officialité*. Une Cure n'est pas incompatible avec l'Officialité. T. I, 589. En temps de régle on laisse au Chapitre le profit du Greffe de l'Officialité. T. II, 629, voyez *Actions*.

*Officiaux*. Les Parlemens ne permettent point aux Evêques d'exercer la Jurisdiction contentieuse, excepté en Flandres, Franche-Comté, Provence, &c. T. I, 347 & suiv. On leur permet de juger provisoirement des contestations de leur

Clergé dans un besoin pressant, *id.* 349. L'assignation & l'audition des témoins ne sont point actes de la Jurisdiction contentieuse, *id.* 350. L'information faite par l'Evêque, doit-elle subsister dans les procès? *id.* 351. Dans les cas extraordinaires, l'Evêque peut nommer un Official *ad hoc*, & quand le Diocèse est de deux Parlemens, il doit établir deux Officiaux, *id.* 352, à moins qu'il n'en obtienne dispense du Roi, *id.* 353. Régulièrement il ne doit y en avoir qu'un, excepté les lieux où un ancien usage en souffre plusieurs, *id.* 354. L'Official forain est-il subordonné au principal, *id.* 355. L'appel de ses Sentences va-t-elle droit au Métropolitain, *id.* 356. Peut-il, aussi bien que le Grand Vicair, exécuter les Brefs ou rescrits de la Cour de Rome, *ibid.* & suiv. Les Officiaux doivent être gradués, *id.* 315. Les dispenses qui sont de pure grace, n'appartiennent point à l'Official, *id.* 310. & suiv. Les Chapitres exempts ne peuvent exercer leur Jurisdiction sur les Officiaux des Evêques, *id.* 455, encore qu'ils soient membres du Chapitre, *id.* 456. Les Officiaux ne peuvent ni infirmer ni commettre. T. IV, 2 p. 170, v. *Archidiacres, Monitoires*.

*Officiers, v. Aumôniers, Domicile; Indult, Mariage.*

*Officiers de la Chapelle du Roi*. Déclaration de Louis XV, concernant les privilèges des Officiers de la Chapelle & de son Oratoire. T. VI, 17.

*Officiers Clercs, v. Privilège clérical.*

*Officiers de Justice, v. Marguilliers.*

*Officiers de Justice gradués* (les) ont la préférence dans l'Eglise, même sur les Nobles. T. III, 91.

*Officiers de Justices Royales.* Les Chanoines des Cathédrales ont la préférence sur eux. T. I, 612, 613 & suiv.

*Officiers de Justices temporelles*, v. *Régale*.

*Officiers de la Maison du Roi.* Rang de ces Officiers vis-à-vis les Officiers de Justice. T. III, 89. Les rangs qu'ils gardent entre eux doivent se régler sur l'âge quand la qualité est égale, *id.* 90. Rang des femmes, *id.* 91.

*Officiers du Roi*, v. *Censures*, *Excommunication*.

*Offrandes.* Le droit des Evêques sur les offrandes a souffert bien des variations. T. I, 54. L'Evêque de Paris cède à ses Chanoines les offrandes de l'Eglise de S. Christophe, *id.* 55. Les Papes en cèdent une partie à ceux de S. Pierre, *ibid.* & suiv. Elles appartiennent aujourd'hui presque toutes aux Curés, *id.* 56. Origine des offrandes. T. IV, 175. Les Loix ecclésiastiques & civiles en font un précepte, *id.* 176. Les Laïques les présentèrent dans le Sanctuaire, *id.* 177. On fixe les sommes que les habitans payeroient à certaines Fêtes, *ibid.* On ordonne d'ôter les trones des Eglises, à cause du préjudice qu'ils causoient aux offrandes, *id.* 178. L'honoraire qu'on donne aux Prêtres pour la Messe, a succédé en partie aux offrandes, *id.* 179. On défend aux Ecclésiastiques de rien exiger avant leurs fonctions, *id.* 180. On leur permet de le faire après qu'elles sont faites, *id.* 181, & de se pourvoir à cet effet en Justice,

*id.* 182, v. *Aumônes*, *Droits curiaux*, *Honoraire*. A qui appartiennent les offrandes qui se font aujourd'hui dans les Cathédrales, *id.* 290. Les anciens Canons adjuvent aux Curés toutes celles qui se font dans l'étendue de leurs Paroisses, mais l'usage moderne y a beaucoup dérogé, *id.* 291. Quand l'intention & l'usage ne sont pas constatés, on s'en rapporte à la décision de l'Evêque, *id.* 292 & suiv. v. *Clercs*, *Enterremens*.

*Oleron* (l'Eglise d') n'a qu'une Dignité. T. II, 592.

*Omer.* (Saint) Indult accordés par le Pape Innocent XI à Louis XIV, pour la nomination à l'Evêché de Saint Omer, Abbayes & autres Bénéfices situés au Comté de Bourgogne, & dans les villes, places & pays de Flandres, cédés à Sa Majesté par le Traité de Nimègue. T. V, 316. Lettres d'attaîche sur lesdits Indults & autres Bénéfices consistoriaux, & autres étant dans lesdits Diocèses & dans la Franche-Comté, *id.* 339.

*Omissions*, v. *Ordination*.

*Oncle*, v. *Dispense des empêchemens dirimans*.

*Opérations chirurgicales* (les) sont défendues aux Religieux & aux Clercs *in sacris*. T. II, 380.

*Opportune*, (Sainte) (Chapitre de) v. *Filles des Cathédrales*.

*Opposition*, v. *Appel comme d'abus*, *Fiançailles*, *Mohiroires*.

*Oppositions au mariage*, v. *Mariage*.

*Option*, v. *Régalistes*.

*Orange* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 590.

*Ordinaires.* Le Pape a droit de suppléer au défaut des Ordinaires. T. I, 154, v. *Evêques*. *Pragma-*

rique-fonction de S. Louis, qui maintient les Ordinaires dans le droit de disposer des Bénéfices qui sont à leur collation, présentation, &c. T. VI, 32. Ordonnance de Charles VI, sur le même sujet, *id.* 33, v. *Provisions des Ordinaires*.

*Ordinans, v. Ecolâtre.*

*Ordination.* Le Clerc ordonné par un Evêque ne pouvoit plus quitter son Diocèse. T. II, 172. Boniface VIII reconnoît trois sortes d'Evêques pour l'Ordination, *id.* 173. Les enfans nés par occasion dans un Diocèse, n'y sont point sujets de l'Evêque pour l'Ordination, *id.* 174, v. *Domicile, Incorporation, Ordination*. On ne reconnoît guère en France que l'Evêque d'origine quant à l'Ordination, *id.* 177. Suspension réservée & encourue par celui qui fait des conventions illicites à son Ordination sur son titre, *id.* 478, v. *Titre*. celui qui se fait ordonner par un Prélat qui a renoncé aux fonctions épiscopales, *id.* 481, ou qui est hérétique, excommunié ou interdit, *id.* 482, ou qui les reçoit étant lié d'excommunication, *id.* 483. On ne l'encourt point en se faisant ordonner hors des jours prescrits par l'Eglise *id.* 485. Les omissions arrivées dans l'Ordination, doivent se suppléer aux Quatre Temps, *id.* 486. Celui qui se fait ordonner avant l'âge encourt la suspension, *id.* 487, de même que celui qui prend les Ordres par simonie, *id.* 488, ou furtivement, sans avoir été admis par l'Evêque. *id.* 489. La peine dans ce cas & autres semblables ne s'étend pas aux Tonsurés, *id.* 489, v. *Ordres*. Il n'y a que les pour-

vus de Cures qui soient privés *ipso facto* par défaut d'Ordination. T. III, 716. Si la Cure est unie à une Dignité de Cathédrale ou Collégiale, elle ne vaque pas de plein droit, *id.* 717. Loix de l'Eglise sur l'Ordination des pourvus d'Abbayes & de Prieurés conventuels, *id.* 718. Leur privation ne s'encourt point de plein droit sans monitions, *ibid.* & *suiv.* Il en faut dire autant des Dignités & sur-tout des Personnats des Cathédrales, *id.* 720. On juge de même en France des Bénéfices, dont la fondation porte que le titulaire sera Prêtre dans l'an, à peine d'en être privé *ipso facto*, *id.* 721. On n'est pas excusé par l'ignorance du droit public, mais bien par celle du droit particulier, *id.* 722. Le Titulaire d'une Cure qui a laissé passer l'an sans se faire ordonner, en peut-il être pourvu de nouveau par l'Evêque, *id.* 723. L'an ne court que du jour de la paisible possession, *id.* 724. Si durant le cours de l'année il survient un procès, elle ne court que du jour qu'il est terminé, *ibid.* Le déport ne dispense point le Titulaire d'une Cure de prendre les Ordres au temps requis, *id.* 725. Les pourvus d'Evêchés doivent se faire consacrer dans trois mois, à compter du jour de leurs provisions, *id.* 726, v. *Etude*. Celui qui a une légitime excuse de différer son Ordination, n'encourt pas la peine *id.* 727. Que doit faire un Clerc pourvu de Cure, à qui l'Evêque refuse les Ordres, *id.* 728, voyez *Evêque étranger*. Celui qui accepte une Cure sans dessein de se faire ordonner, doit restituer les fruits qu'il en a perçus, *id.* 730. On en

doit dire autant de tous les bénéfices qui demandent les Ordres, *id.* 731. On ne peut prendre un Bénéfice sans avoir dessein de le garder, *ibid.* Décision de Paul IV sur ce sujet, *id.* 732. On exigeoit autrefois des Curés une promesse de stabilité, *id.* 733, v. *Chanoine, Procuration*. Quand ceux qui sont pourvus de Chapelles sacerdotales, doivent-ils être Prêtres, *id.* 737. Règlement du Clergé, concernant les provisions Bénéficiales & les Ordinations. T. VI, 164. Arrêt du Conseil Privé, qui confirme le précédent règlement, *id.* 165, v. *Cluny, Evêques étrangers, Impureté, Irréguliers, Simonie*.

**Ordres.** Celui qui a reçu le premier Ordre de l'un des trois Evêques dont il dépendoit, peut-il recevoir les suivans d'un autre. T. II, 176, v. *Ordination*. L'Eglise a attaché l'irrégularité à l'exercice solennel d'un Ordre qu'on n'a pas, *id.* 288. L'enfant né d'un Prêtre & de sa femme légitime, est inhabile aux Ordres mais non à la succession, *id.* 341. Cette irrégularité est inconnue dans l'Eglise Grecque, *id.* 342, v. *Bâtards*. Quiconque est incapable des Ordres, l'est aussi de la Tonfure, *id.* 392. Suspension encourue contre ceux qui reçoivent les Ordres d'un Evêque étranger, *id.* 490, & l'Evêque qui ordonne dans ce cas, l'encourt lui-même pour un an, *id.* 491. Il en est de même de ceux qui sont ordonnés *per saltum*, *id.* 493. Suspension contre ceux qui sont ordonnés dans un Diocèse étranger sans la permission de l'Ordinaire, *id.* 494, & contre ceux qui se font ordonner

sur le Dimissoire des Chapitres; avant l'année révolue de la vacance du Siège, *id.* 495 & *suiv.* Les Ordres sacrés sont des empêchemens au mariage. T. IV, 2 p. 120, v. *Collations des Bénéfices, Compte, Dimissoires, Excommunication réservée au Pape, Liberté, Mariage, Ordination, Professions viles, Simonie*.

**Ordres mineurs.** Les Curés donnoient autrefois les Ordres mineurs à leurs Paroissiens. T. I, 718, v. *Age*.

**Ordres réguliers,** v. *Simonie*.

**Ordres sacrés.** Le Pape peut-il dispenser des Ordres sacrés. T. II, 136. Les Evêques ne le peuvent pas, *ibid.* Les anciens Canons veulent que ceux qui sont dans les Ordres sacrés sachent parler latin, *id.* 222. Les fiançailles se résilient par la réception des Ordres sacrés. T. IV, 2 p. 17.

**Orgues.** Quand on a commencé à s'en servir dans l'Eglise. T. I, 515.

**Orientaux,** v. *Pape*.

**Oriflame.** Ce que c'est. T. I, 14.

**Oriflame de S. Denis.** T. II, 3.

**Originaires,** v. *Origine*.

**Origine.** Les Canons veulent qu'on préfère les originaires des lieux aux étrangers. T. II, 320. Raison qu'en donne S. Thomas, *id.* 321. Plaintes des Anglois contre les Italiens qui envahissoient tous les Bénéfices du pays, *id.* 322. Les Loix du Royaume excluent des Bénéfices les étrangers non naturalisés, *id.* 321. On ne les souffre pas même dans les emplois de Provincial & chez les Religieux, *id.* 323. Jurisprudence des Parlemens sur ce point; *id.* 324. Les Collateurs étrangers peuvent conférer en France les Bénéfices qui

7 dépendent d'eux, *id.* 325. Les Lettres de naturalité ont-elles un effet rétroactif au profit de l'étranger, *ibid.* Les Ordonnances du Roi contre les étrangers, affectent-elles le titre du Bénéfice, *id.* 326 & *suiv.* Distinction à faire, *id.* 327, v. *Aubaine*, *Avignon*, *Piedmontois*, *Savoyards*. Ceux qui sont naturalisés doivent vivre & mourir dans le Royaume, *id.* 331. Les François même qui en sortent sans congé du Roi, s'exposent à perdre le droit de naturalité, *id.* 332. Ceux qui n'entendent pas la langue du pays, sont incapables de posséder des Cures, *ibid.* & *suiv.* v. *Naissance*.

**Orléans** (l'Eglise d') a douze Dignitaires T. II, 601, v. *Eldoul*, *Rémision*. Le Roi confère de plein droit le Doyenné de l'Eglise de S. Aignan d'Orléans, avec les Prébendes de Notre-Dame de Cléry, *id.* 670.

**Ornemens**. Il est défendu aux Religieux exempts de bénir d'autres ornemens que les leurs propres sans la permission de l'Evêque. T. II, 122, v. *Réparations*. Pie V laisse à l'Eglise les ornemens du Bénéficiaire défunt. T. IV, 351, v. *Trésorier*. Les Décimateurs ne doivent des ornemens que subsidiairement à la Fabrique, *id.* 381, v. *Cathédrales*, *Office divin*.

**Ornemens Pontificaux**, v. *Religieux exempts*.

**Ostie**. L'Evêque d'Ostie a droit de consacrer le Pape. T. I, 179.

## P.

**PACTE** explicite ou implicite, v. *Simonie*.

**Pailles**. Les Décimateurs doivent  
Tome IV. II. Partie.

vendre leurs pailles aux Paroissiens. T. IV, 340.

**Pain**, v. *Eucharistie*.

**Pain à bénir**. Les Marguilliers peuvent contraindre les Paroissiens à rendre le pain à bénir, & à faire quêter leurs femmes. T. I, 812. Jugemens sur l'obligation de rendre le Pain-beni. T. IV, 2. p. 399 & *suiv.* 401 & *suiv.* Arrêt de règlement sur le Pain-beni & les quêtes des Eglises. T. VI, 210, v. *Patrons*, N<sup>o</sup> 3.

**Pairs de France**. Origine des douze Pairs de France. T. I, 283. Pourquoi dans le choix a-t-on préféré les Evêques de Beauvais, Châlons & Noyon, à ceux d'Amiens & de Soissons, quoique de la même Métropole, *id.* 284. Les Evêques de Reims, Beauvais, Noyon, &c. étoient dès le douzième siècle Seigneurs de leurs villes, & les Seigneuries des Evêques de Reims, Laon, Noyon, &c. se sont formées durant la décadence de la première & seconde race de nos Rois, *id.* 285, v. *Lyon*. Quel est le premier à qui on ait donné le titre de Duc, *ibid.* & *suiv.* voyez *Vermandois*. L'Evêque de Langres a aujourd'hui la préséance pour la Pairie, sur celui de Beauvais, *id.* 287.

**Pays Bas**. Usage particulier des Pays-Bas catholiques, où les Religieux choisissent trois sujets, dont ils en présentent un au Roi pour Abbé. T. II, 783, v. *Hollande*, *Réserves*.

**Pays conquis**, v. *Concordat*.

**Pays étrangers**. Défenses aux sujets François de permettre à leurs enfans de se marier en pays étrangers sans la permission du Roi. T. IV, 2. p. 256.

**Paix**. Le bien de la paix est une cause

honneur pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 1. p. 210.

**Palais.** Le Roi confère de plein droit la Trésorerie & les Prébendes des saintes Chapelles, tant du Palais que de Vincennes, quatre Prébendes de l'Eglise Collégiale de S. Thomas du Louvre, les sept autres alternatives entre lui & l'Archevêque, & enfin celles de Notre-Dame de Corbeil. T. II, 670.

**Pallium.** Il étoit quelquefois accordé à de simples Evêques. T. I, 195. Un Evêque peut-il se servir du Pallium dans une autre Eglise que la sienne, *id.* 205. Ce que c'est que le *Pallium* l'obligation qu'ont les Archevêques de le demander avant de faire aucune fonction pontificale, & de quoi il est composé, *id.* 243. Le Pape l'accorde quelquefois à de simples Evêques, *id.* 244. Ils ne le portent, qu'aux fêtes solennelles & dans l'Eglise seulement, jamais en Procession, excepté celle du S. Sacrement, &c. *ibid.* v. *Archevêques*, *Besunee*, *Grecs*.

**Pamiers** (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 608.

**Pape.** Le souverain Pontificat est un Bénéfice. T. I, 118. Ce que signifie le nom de Pape, & quand il a été réservé au souverain Pontife, *id.* 119. Le Pape est Evêque de Rome, *id.* 120. Il est Métropolitain de sa Province, *id.* 121. Le Doyen du sacré Collège & le Sous-Doyen, sont toujours Evêques d'Ostie & de Porto, *id.* 122. Il est le Patriarche de tout l'Orient, *id.* 123. C'est de Rome que l'Occident a reçu la foi, *id.* 124. Les Papes anciennement nom-

moient des Vicaires en France, en Espagne, &c. Le Pape est Chef visible & premier Pasteur de l'Eglise universelle, *id.* 127. Sa Primauté est reconnue par les Païens même, les Grecs & les Orientaux, *id.* 128, sur tout par leurs principaux Docteurs, *id.* 130, & par leurs Empereurs, *id.* 131, par l'Eglise Gallicane, *id.* 135. La primauté du Pape est de droit divin, *id.* 139, mais elle n'est point supérieure à l'Eglise universelle, *id.* 140, & n'est ni absolue ni arbitraire, *id.* 141. Elle ne s'étend point sur le temporel des Souverains, *id.* 143. Ses Loix ou Décrets doivent être acceptés & publiés suivant l'usage ordinaire, *id.* 144. Il ne peut déposer les Evêques de sa seule autorité, *id.* 146, & on ne souffre point en France qu'il exerce immédiatement aucun Acte, même de la Jurisdiction gracieuse, *id.* 147. Preuves historiques de cette discipline, *id.* 148. Exception pour quelque cas, sur-tout en France, qui se réduisent à huit ou neuf, *id.* 150. On n'y admet point non plus son *motu proprio*, *id.* 153. Le Pape élu doit avoir les deux tiers des voix des Cardinaux, *id.* 164. Quand les Cardinaux commencèrent à donner l'exclusion au peuple & au reste du Clergé dans l'élection des Papes, *id.* 172. Règlement sur son élection, *id.* 173. Le Conclave se tient au Vatican, *id.* 174. Le Pape est élu par scrutin, *ibid.* Règlement du Concile de Basse, sur le nombre & les qualités des Cardinaux, sans exécution, *id.* 175. Le nom de Majesté a quelquefois été donné aux Papes avec celui de Sainteté,



*id.* 181. On donnoit autrefois ce nom aux Evêques, *id.* 162. Quels sont les empêchemens dont la dispense est presque par-tout réservée au Pape. T. IV, 2. p. 203, voyez *Aliénation des biens d'Eglise, Angeli, Annate, Assemblée, Boniface VIII, Brefs, Chasteté, Dérogation, Dispense, Eglise Gallicane, Empereurs, Evêchés, Evêques, Foi, Gregoire VII, Joyeux avènement, Libertés de l'Eglise Gallicane, Loix, Mariages, Nomination du Roi, Ordinaires, Prévention, Religion, Réserves, Résignations en faveur, Rois de France, Serment de fidélité, Souverains, Vicaires, Union de Bénéfices.*

*Papeffe, v. Jeanne.*

*Pâques.* Obligation de se confesser à Pâques à son Curé. T. IV, 2. p. 373.

*Parcs, v. Dixmes vers la fin.*

*Paratis, v. Actions.*

*Parens, v. Consentement des parens, Election, Monitoires, Profession.*

*Parenté, v. Mariage.*

*Parenté naturelle.* Le troisième empêchement est celui de la parenté tant naturelle que spirituelle, en quel degré il est permis de se marier. T. IV, 2. p. 148 & suiv. La parenté naturelle est quelquefois mixte, *id.* 150 & suiv. quelquefois double & triple, *id.* 151. Le degré le plus éloigné emporte avec soi le plus proche, *ibid.* Elle s'étend dans la ligne directe à l'infini, *id.* 152, v. *Affinité, Baptême, Compaternité.*

*Parenté spirituelle, v. Baptême.*

*Paris* douzième Métropole, (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 601. Le Chapitre de l'Eglise de Paris persévère long-temps dans

la vie commune. T. I, 610, v. *Partage du revenu des Bénéfices.*

*Parjure* (le) est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3.

*Parlement.* Les Conseillers au Parlement ne peuvent être Grands Vicaires. T. I, 317, v. *Evêques, Toulouse.*

*Parlement d'Aix, v. Prévention.*

*Parlement de Bordeaux, v. Prévention.*

*Parlement de Bretagne, v. Maisons Presbytérales.*

*Parlement de Paris, v. Collation; Indult, Indultaires.*

*Parlement de Rouen, v. Maisons presbytérales.*

*Parlement de Toulouse, v. Règle de infirmis.*

*Parochus.* Etymologie de ce nom. T. I, 725.

*Paroisses.* Le Grand Vicaire ne peut visiter les *Paroisses* du Diocèse. T. I, 313. Plusieurs Chapitres sont maintenus dans le droit de visiter les Eglises *Paroissiales* de leur dépendance, *id.* 433 & au-dessus, v. *Cures.* On ne doit point ériger de nouvelles *Paroisses* quand une Succursale suffit, & l'Evêque en est Juge, *id.* 769. Il faut qu'il informe sur la nécessité de l'érection, *id.* 770, que le Curé & les *Paroissiens* soient entendus, *ibid.* Le titulaire de la nouvelle Cure peut donner la portion congrue aux gros Décimateurs, *id.* 771, & à leur défaut aux habitants, *id.* 772, & en ce cas il faut obtenir Lettres Patentes du Roi, *id.* 773, v. *Curé primitif.* On conserve à l'ancienne *Paroisse* quelque marque de supériorité sur la nouvelle, *id.* 776. Les Succursales doivent aussi marquer la soumission à l'E-

glise principale, *id.* 777. L'Evêque peut détacher quelques maisons d'une Paroisse pour les unir à d'autres, *id.* 778. Les Paroisses doivent se partager par quartiers & non par la qualité des personnes, *id.* 779. Les limites des Paroisses ne se prescrivent pas quand on peut prouver leur état primitif, *id.* 781. Le changement de la porte principale d'une maison, la fait changer de Paroisse, *id.* 782. Les Propriétaires des biens de la Paroisse, sont tenus à réparer la nef au défaut de la Fabrique. T. IV, 388, v. *Archidiacons, Charité des Paroisses, Curés, Legs, Patron, N°. 3, Seigneurs.*

**Paroissien.** Le nom de Paroissien se donnoit anciennement à tout le Diocèse. T. I, 725, v. *Curés.* On ne peut unir une Cure à une autre sans y appeller les Paroissiens. T. IV, 45. Raisons de cette formalité, *id.* 46, v. *Bâtiments ecclésiastiques, Confession, Cures, Droits curiaux, Maisons presbytérales, Monitoires, Paroisses.*

**Parrains & Marraines.** Fonctions des Parrains & Marraines, & qualités qu'ils doivent avoir. T. IV, 2. p. 333. Pourquoi on donne un nom aux enfans en les baptisant, *ibid.*

**Parricide, v. Crimes.**

**Partage.** En cas de partage, l'avis le plus doux doit prévaloir. T. IV, 611.

**Partage du revenu des Bénéfices.** Partage du revenu des Bénéfices entre les nouveaux titulaires, les anciens ou leurs héritiers. T. IV, 342. Le successeur partage les fruits quoique recueillis, au prorata du temps de sa possession, *ibid.* Le temps du partage commence au premier Janvier, *id.* 343, pour

les Bénéfices simples comme pour ceux qui sont à charge d'âmes, *id.* 344. Usage particulier de la Normandie pour les Cures, *ibid.* A Noyon, l'année canoniale commence au premier d'Août, *id.* 345. A Paris & à Bourges on suit un autre usage, *ibid.* v. *Amendes, Casuels, Confiscations, Dettes, Héritiers, Lods & ventes.* Les charges du Bénéfice se partagent aussi au prorata de la jouissance, *id.* 350, en cas de mort ou de résignation, *ibid.* v. *Maison, Ornaments.* Les revenus échus durant la vacance, sont réservés pour l'Eglise & le successeur, *id.* 352. Pourquoi applique-t-on tout aujourd'hui à l'Eglise ou au Bénéfice, *id.* 353. Le Parlement l'adjudge quelquefois aux pauvres, *id.* 354. Le successeur est-il tenu d'acquitter les arriérages des charges réelles du Bénéfice, *id.* 365. L'est-il aussi des frais d'un procès intenté par son prédécesseur, *ibid.* v. *Rentes.* Les titres concernant le Bénéfice, doivent être rendus par l'héritier au nouveau titulaire, *id.* 358, v. *Revenus ecclésiastiques.*

**Partages.** On ne revient point contre les partages faits en bonne forme. T. II, 65.

**Partie publique, v. Transaction.**

**Passans, v. Voyageurs.**

**Pasteurs, v. Doyens.**

**Patens, v. Confession.**

**Patriarchats.** Différens des cinq grands Patriarchats. T. I, 189 & suiv. v. *Aquile, Cantorberi, Grande, Lisbonne, Venise.*

**Patriarches.** Origine des Patriarches chrétiens. T. I, 184. L'Eglise n'en a d'abord reconnu que trois, *ibid.* Celui de Jérusalem obtint à Nicée la primauté d'honneur & de pré-

ſeance, *id.* 185, & à Antioche celle de Jurifdiſtion ſur la Paleſtine, *id.* 186. L'Evêque de Conſtantinople, par la protection des Empereurs eſt élevé au-deſſus des Patriarches d'Alexandrie & d'Antioche, *id.* 186. Adrien II l'approuve, *id.* 187. Il y a actuellement cinq Patriarches dans l'Egliſe, *ibid.* Provinces de leur dépendance, *ibid.* & ſuiv. v. *Alexandrie, Antioche, Archevêques, Cardinaux, Conſtantinople, Exarques, Jérufalem, Patriarchats, Rome.*

**Patrimoine.** Un Clerc qui a du patrimoine peut-il vivre du revenu de ſon Bénéfice. T. I, 33. Les Bénéficiers ſont-ils tenus de vivre de leur patrimoine. T. IV, 360.

**Nº. 1. Patronage, v. Patrons.** Définition du patronage. T. III, p. 1. Il paroît inconnu juſqu'au cinquième ſiècle, *id.* 3, v. *Fondateurs.* Le patronage ſe diviſe en réel & en perſonnel; & dans le doute on préſume pour le réel, *id.* 5. Il devient quelquefois de réel perſonnel, par la vente du fonds, *id.* 6. On le diviſe encore en eccléſiaſtique & en laïc, *ibid.* Leur différence vient de la qualité des biens qui entrent dans la fondation, *id.* 7. Dans le doute on le préſume laïc, *id.* 8. Exception pour le Roi, *id.* 9. Le Pape ne peut donner atteinte au patronage laïque, *id.* 20, même en homologuant la fondation du Bénéfice, *id.* 21. La proviſion d'un Bénéfice en patronage laïque donnée par le Pape, eſt-elle nulle de plein droit, *ibid.* Celle de l'Ordinaire ne l'eſt pas, *id.* 22. Cas où le Pape déroge au patronage laïque, *id.* 23, v. *Patronage mixte.* Dans le doute

ſur la qualité du patronage, on le traite favorablement, *id.* 30. Origine du patronage de l'Univerſité de Paris, *ibid.* Le patronage changeant de main change-t-il de qualité, *id.* 31. Sentimens des Canonistes François, *id.* 33, v. *Châteaufoux.*

**Nº. 2. Par quels moyens ſ'acquiert & ſe perd le droit de patronage.**

T. III, 34.

Il ſ'acquiert par la fondation de l'Egliſe, *ibid.* La ſeule donation du terrain ne paroît pas ſuffiſante, *id.* 35. On peut contraindre celui qui a bâti une Eglise à la doter, *ibid.* Le patronage ſ'acquiert de plein droit, *id.* 36. L'Evêque ne peut gratifier perſonne du droit de patronage, *id.* 37. On ne peut le céder à un Laïque ſans le conſentement de l'Evêque, *id.* 38. Le patronage paſſe de plein droit à celui qui achete la terre, *ibid.* & ſuiv. pourvu qu'elle ſoit vendue en entier, *id.* 39. L'engagiſte des Domaines du Roi, acquiert le patronage, ainſi que le Fermier à longues années, *id.* 40. Pour l'acquérir par préſcription, il faut trois préſentations & quarante ans de poſſeſſion, *id.* 41. Ce principe eſt adopté par les Arrêts, qui n'exigent pas même de titre coloré, *id.* 42. Exception pour la Normandie & la Bretagne, *ibid.* Le Juge laïque connoît en France du patronage comme d'un droit temporel annexé au ſpirituel, *id.* 43. En cas de conteſtation entre deux prétendans au patronage, celui qui a nommé la dernière fois l'emporte, *id.* 44, v. *Poſſeſſoire.* La conteſtation formée avant la préſentation, ne nuit point à celui

qui a acquis la possession, *id.* 46. Le Roi nomme en Normandie aux Bénéfices, dont le patronage est litigieux, *id.* 48, & à ceux qui dépendent des fiefs dont il a la garde, *id.* 49. L'Evêque prescrit le patronage par trois collations faites librement, *id.* 50 & *suiv.* Jurisprudence du Parlement sur ce point, *id.* 52. Le patronage s'acquiert par succession, *id.* 53. Les neveux succèdent au patronage avec leurs oncles, non par tère mais par souche, *id.* 54. Le plus grand nombre des présentateurs se prend relativement au tout, *ibid.* La fille est comprise sous le nom du fils, quand la nomination est laissée au fils aîné de la famille, *id.* 55. Le patronage se perd par le non usage, *id.* 56, mais non par une présentation simoniaque, *id.* 57. Exception pour la confidence, *id.* 58. Se perd-il par le meurtre du titulaire & la confiscation du fief, *id.* 59. Le grand Vicaire ne peut accorder le droit de patronage. T. I, 323, v. *Dérogation, Union.*

*Patronage laïque.* Déclaration en forme d'Edit, qui défend de disposer des Bénéfices en patronage laïque sans le consentement des patrons. T. 71, 23, v. *Dévolutaires.*

*Patronage mixte.* Le Roi peut-il déroger au patronage mixte en cas de régle. T. II, 653, v. *Patron.* Le patronage mixte a tous les privilèges du patronage laïque, & les avantages de l'ecclésiastique, à l'exception de la variation. T. III, 27. Le Pape peut y déroger, quand même le nombre des Ecclésiastiques prévaudroit, *id.* 27. Le Pape déroge dans les alternatives au

droit de l'ecclésiastique, *id.* 28. Le patronage des Confratries est mixte, *id.* 29.

N°. 1. *Patrons, v. Patronage.* Le Patron présente quelquefois immédiatement au Pape. T. III, 5. Le Patron laïque n'a que quatre mois pour faire la présentation, *id.* 8. Exception pour le Roi, *id.* 9. Le temps du Patron ne court que du jour que la vacance est scée communément, *ibid.* & 12. Quand le Bénéficiaire meurt en pays lointain, de quand court-il, *id.* 11. Le Patron n'est point privé de son droit par la démission faite entre les mains du Collateur, *id.* 12. L'Evêque peut proroger le temps du Patron, *id.* 13. La présentation peut se faire à l'Evêque ou au Collateur, *ibid.* Il n'y a point de temps fixé pour l'institution du présenté, *id.* 14. S'il répudie la présentation, le Patron a un nouveau temps, *id.* 15. L'acceptation s'en doit faire dans l'espace de quatre ou six mois, *ibid.* Le Patron laïque peut varier & même successivement, *id.* 15 & 17, mais non pas l'ecclésiastique, *id.* 15. Distinction entre le sujet indigne & incapable, rejetée, *id.* 16. On peut présenter un incapable, sous condition qu'il obtiendra dispense avant d'être pourvu, *ibid.* La collation faite par un Patron, ne vaut pas comme présentation, *id.* 17. Le Patron laïque peut varier *cumulativement* & non *privativement*, *id.* 18, autant de fois qu'il le veut, pourvu que l'institution ne soit point encore donnée, *id.* 19. Quand deux Patrons laïques ont présenté conjointement, l'un ne peut varier sans l'autre, *ibid.* Le Roi ne peut varier dans

ses présentations, ni le Collateur laïque dans ses provisions, *id.* 20. Quand les Patrons peuvent-ils nommer séparément, *ibid.* Le Pape réhabilite un Bénéficiaire dans son titre, sans le consentement du Patron, *id.* 24, v. *Collation laïque*. Les Bénéfices de patronage laïque ne peuvent être résignés ou permutés sans le consentement du Patron, *id.* 26, v. *Patronage mixte*. Le tour du Pape ne se consume que par une présentation effectuée, *id.* 29.

N°. 1. Le Patron d'une Chapelle devient-il Patron d'une Cure qu'on y érige, *id.* 37. Quelles sont les qualités nécessaires au Patron, *id.* 59. La présentation du mineur l'emporte-t-elle sur celle de son tuteur, *id.* 60. On l'adjuge à l'honoraire, à l'exclusion de l'Ordinaire, *ibid.* Le mari présente quand le patronage est annexé à la dot de la femme, *id.* 61. En est-il de même du Fermier judiciaire & du séquestre, *id.* 62. Le Seigneur qui tient le fief de son vassal saisi, peut-il présenter, *id.* 63. Le curateur du Patron interdit pour démence, présente à sa place, *id.* 64. Quand le Patron ecclésiastique est interdit, l'Evêque confère de plein droit, *id.* 65. Le Patron excommunié peut-il présenter s'il n'est pas dénoncé, *ibid.* v. *Protestans*. Un Patron décreté ne peut présenter, *id.* 67. Le Patron ne peut pas se nommer lui-même, *id.* 68, mais peut nommer son propre fils, *id.* 69. La distinction ne doit pas être toujours réelle entre celui qui présente & celui qui institue, *id.* 68. De quelle manière se doit faire la présentation, *id.* 70. Les Pa-

trons ecclésiastiques peuvent-ils faire dresser l'acte de leur présentation par leurs Secrétaires, *ibid.* La présentation n'est regardée que comme un simple projet, jusqu'à ce qu'elle ait été notifiée à l'Ordinaire, *ibid.* Le Patron peut présenter par Procureur, *id.* 71. Réserves rigoureusement défendues, *ibid.*

N°. 3. *Des droits honorifiques & utiles des Patrons*. T. III, 72.

Le premier droit honorifique du Patron, est d'aller à la Procession le premier, *id.* 72. Le second est la prière nominale, *ibid.* Il en jouit même par préférence au Seigneur haut Justicier, quoiqu'il soit même son vassal, *id.* 73. L'Eglise ordonne d'honorer les Seigneurs, *id.* 74. Celui qui n'a que la nomination au Bénéfice, n'a point les honneurs dus aux Patrons, *id.* 76. En cas de contestations entre deux Seigneurs, celui qui a le fief dominant est préféré, *id.* 77. Le Patron peut-il exclure du chœur le banc du Seigneur, *ibid.* Le côté de l'Evangile est le plus honorable à Rome, *ibid.* Quand la famille du Seigneur est trop nombreuse, il peut demander un second banc dans la nef, *id.* 79, v. *Tableau*. Ils ont droit de faire peindre leurs litres autour de l'Eglise, *id.* 81. Le Seigneur peut-il les placer en dedans, *id.* 82. L'acquéreur de la terre ne doit pas ôter de l'Eglise les armes du Seigneur, *ibid.* L'encens & le Pain-beni doivent leur être donnés avec distinction, *id.* 83. Peuvent-ils exiger l'eau-bénite par présentation, *ibid.* Le Seigneur peut-il choisir telle Fête qu'il veut

pour offrir à l'Eglise son Pain-beni, *id.* 84. Défense aux Seigneurs de fief de se qualifier Seigneurs de la Paroisse, *id.* 85. Ils n'y peuvent prétendre les honneurs dûs aux hauts Justiciers, *ibid.* Le Seigneur même haut Justicier, ne peut prétendre les honneurs que quand l'Eglise est bâtie sur le terrain de sa Justice, *id.* 86. La possession immémoriale acquiert-elle droit de banc & de sépulture dans le chœur au Seigneur du fief, *ibid.* On leur accorde les petits honneurs par préférence aux Officiers du Seigneur non gradués, *id.* 87. Celui sur le fief duquel l'Eglise est bâtie, a la préséance, *id.* 88. Il n'en est pas de même dans la distribution du Pain-beni, *ibid.* Ils peuvent, durant l'an & le jour, mettre une bande d'étoffe ornée de leurs armes sur le mur voisin de leur tombeau, *ibid.* v. *Gentilshommes, Officiers de la Maison du Roi.* Les droits honorifiques sont incessibles, *id.* 91. v. *Marquilliers, Officiers de Justice.* Les droits honorifiques s'acquièrent par prescription, *id.* 94. La voie de complainte en cette matière est réservée aux seuls Patrons & hauts Justiciers, *id.* 95. Conduite que doit garder un Curé dans ces contestations, *id.* 96. Les Patrons peuvent & doivent veiller à la conservation du bien de l'Eglise, *ibid.* Le Patron ne peut pas élire le chef d'une Eglise Collégiale qu'il a fondée, *id.* 97. Le Patron peut demander, en cas de pauvreté, les alimens au Bénéficiaire, *id.* 98. v. *Universités.* Les Patrons, quoiqu'Ecclesiastiques, ne sont pas sujets aux réserves, *id.*

282, mais ils le sont à la prévention, *id.* 283. Si, en régle pendant la vacance du Siège, le Patron présente à d'autres qu'au Roi, il perd pour cette fois son droit. T. II, 654. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en forme de règlement, en faveur des Patrons & Collateurs, dont les Bénéfices sont situés es pays d'obédience. T. VI, 26. Déclaration du Roi, qui prive les Seigneurs & Patrons, faisant profession de la Religion Prétendue Réformée, du droit de patronage, *id.* 27, voyez *Aliénations des biens d'Eglise, Bâtimens ecclésiastiques, Collateur, Collation, Cures, Curé primitif, Dévolutaires, Dol, Ingratitude, Installation, Paroisses, Permutations des Bénéfices, Présentation, Prévention, Résignation pure & simple des Bénéfices.* Patrons Ecclesiastiques. Le Roi peut en régle nommer *spreto Patrono Ecclesiastico.* T. II, 652. Paul. (S.) Le voyage de S. Paul en Espagne est fabuleux. T. I, 218.

Paul IV, v. *Ordination.*

Paul V, v. *Provisions.*

Paullette, v. *Notaires Apostoliques.*

Pauvres. (Bureau des) Rang qu'y ont les Curés. T. I, 766. Les biens d'Eglise étoient chargés de l'entretien des pauvres, *id.* 34. Leur portion n'a pas toujours été employée en fondation d'Hôpitaux, *id.* 46 & suiv. v. *Curés.* Arrêt du Parlement pour la subsistance des pauvres. T. VI, 252, v. *Aumône, Baux, Consentement des parens, Partage du revenu des Bénéfices.*

Pauvreté, v. *Translation.*

Payens, v. *Pape.*

*Péché*

*Péché de la chair, v. Chair.*

*Péché mortel, v. Fautes.*

*Péchereffe, v. Magdelaine.*

*Péchés.* Nécessité de la déclaration des péchés, exceptions singulières. T. IV, 2. p. 375. Le pénitent doit déclarer en personne ses péchés au Confesseur, *id.* 378.

*Péchés secrets.* On ne distinguoit point autrefois les péchés secrets & publics. T. II, 253. L'Eglise, dans le douzième siècle, fut forcée de se relâcher de sa sévérité, *id.* 254 & *suiv. v. Crimes.*

*Pêcheurs publics.* On refuse l'Eucharistie aux pêcheurs publics. T. IV, 2. p. 345.

*Pécule.* Le Commandataire succède au pécule de ses Religieux, T. II, 67. Exception pour ceux qui meurent revêtus de Bénéfices Cures, *id.* 68. Le Parlement l'adjudge aux Fabriques & aux pauvres, *id.* 69. Le Grand Conseil paroît sur ce point plus favorable aux Communautés, *ibid.* Raisons de cette Jurisprudence, *id.* 70 & *suiv.* La translation expresse en paroît plus nécessaire, *id.* 73.

*Peines (les)* que prononce l'Official sont toutes spirituelles. T. IV, 612. L'Official ne peut commuer ou modérer la peine portée par la sentence, *id.* 614, *v. Archidiacons, Fautes qui méritent, &c.*

*Pèlerinages.* Déclaration contre les abus des Pèlerinages. T. VI, 217. Ordonnance du Roi, portant défenses à tous ses sujets d'aller en Pèlerinages en pays étrangers, sous les peines y contenues, T. VI, 240.

*Pénitence.* Institution du Sacrement de Pénitence. T. IV, 2. p. 369. Parties de la pénitence, *id.* 370, *v. Aumônier, Cas réservés, Con-*

*Tome IV. II. Partie,*

*seigneur, Nécessité, Pâques, Péchés, Secret.* Peut-on imposer des pénitences publiques pour des péchés publics, *id.* 379. Le Grand Vicair ne peut imposer aux pécheurs publics la pénitence publique ni leur réconciliation. T. I, 325. Les Curés ne peuvent imposer la pénitence publique à leurs Paroissiens, *id.* 742, *v. Chapitres.* La pénitence publique n'a point la vertu d'effacer l'irrégularité. T. II, 270.

*Pénitencerie (la)* ne donne point la préséance dans le Chapitre, mais seulement au chœur. T. I, 116. En France la Pénitencerie n'est point Dignité dans la plupart des Cathédrales, *id.* 588. Elle est incompatible avec l'office de Curé, Official ou Promoteur, *ibid.* Une Cure n'est pas incompatible avec l'Officialité, *id.* 589. On peut, quand le crime est occulte, recourir à la Pénitencerie. T. II, 311. Formule de dispense de la Pénitencerie, *ibid.* & *suiv.* Elle ne peut s'exécuter que dans la confession sacramentelle, *id.* 312. L'impétrant peut changer de Confesseur, après que le Bref a été ouvert, *id.* 313. La Pénitencerie dispense quand l'empêchement vient d'un crime secret. T. IV, 2. p. 214. Modèle de supplique qu'il faut envoyer à la Pénitencerie pour un empêchement dirimant, *id.* 215, & pour la dispense d'un vœu de chasteté perpétuelle, *id.* 216. Formule de la commission qu'accorde la Pénitencerie, & celle de la dispense que donne le Confesseur, *id.* 217, voyez *Incompatibilité.*

*Pénitencielles, v. Friebendes, Résignation en faveur.*

**Pénitencier.** L'établissement des Pénitenciers commence vers le milieu du troisième siècle. T. I, 582. Réserve des cas au S. Siège, introduite par les Evêques même, *id.* 583. Les Evêques établissent des Pénitenciers dans leurs Eglises, *id.* 584, pour absoudre des cas réservés, *id.* 585. Ceux qui se confessent au grand Pénitencier, satisfont au Canon *Omnia utriusque sexus*, *id.* 586. Il n'absout point *ex officio*, des cas réservés à l'Evêque, *ibid.* Les Conciles ordonnent qu'on en établisse un en titre dans toutes les Cathédrales, *id.* 587, v. *Pénitencier*. Le Pénitencier doit être gradué & âgé de quarante ans, *id.* 590, v. *Distribution*. Arrêt contre le Prieur de S. Caprais & le Pénitencier de Reims, sur leur Dignité. T. I, 116.

**Pénitent.** La censure cesse si le Pénitent, sans faire faute grave de sa part, a oublié de confesser le cas auquel elle est attachée. T. II, 458, v. *Péchés*.

**Pensionnaire.** Le Déportaire est-il préféré au Pensionnaire. T. I, 496, v. *Pensions*. Les Pensionnaires jouissent des privilèges du for ecclésiastique. T. III, 574. Le Pensionnaire peut-il, faute de paiement, rentrer dans le Bénéfice résigné, *id.* 614, v. *Don gratuit*, *Domicile*.

**Pensions.** Il n'est pas nécessaire d'être tonsuré quand on est nommé à une Pension. T. II, 170. En régal le Roi renvoie à Rome pour les créations des Pensions, *id.* 639. La provision en régal éteint-elle les pensions créées sur le Bénéfice, *id.* 638. Le Régaliste doit avoir l'âge & les qualités requises

par le Droit commun, *id.* 639, v. *Possession*, *Règles*. Les pensions sur Bénéfices, remplissent-elles les Gradués. T. III, 171. On n'est point tenu en France d'exprimer dans la supplique les pensions qu'on possède sur Bénéfice, *id.* 335. On ne peut inférer dans les provisions une condition sur pension ni de *futuro*, *id.* 388. Pensions que les résignans & les permutans se réservent sur leurs Bénéfices, *id.* 570. Définition de la pension ecclésiastique, *ibid.* Défenses de partager les revenus des Bénéfices, *id.* 571. Exception en faveur des cas de nécessité, tant pour les Evêques que pour les Curés, *id.* 572. Origine des pensions en faveur de ceux qui n'ont jamais été titulaires, *id.* 573. La pension a été en quelque manière spiritualisée par Pie V, *ibid.* v. *Pensionnaires*. La pauvreté du résignant est une raison légitime de se réserver une pension, *id.* 574. Elle est regardée comme alimentaire, *id.* 575. La seconde est l'égalité des revenus dans les Bénéfices permutés, *id.* 576. La troisième est la fin d'un procès qu'on ne peut autrement terminer, *id.* 577. Les parties ne peuvent transiger que dans le cas d'un doute bien fondé, *ibid.* Pensions appelées *sine causa*, & pourquoi, *id.* 578. Ils payent à Rome une grosse componende, *id.* 579. Pensions ou taxe imposées sur les Bénéfices en faveur des Séminaires, *id.* 580. La création des pensions est réservée en France au Pape, *id.* 581. Les Evêques en peuvent créer, pourvu qu'il n'y ait point eu de convention entre les parties, *ibid.* Ceux de France en ont-ils perdu



le droit par le non usage, *id.* 581. Le Pape en peut créer de nouvelles sans le consentement du Patron Ecclésiastique, *id.* 583. Les Cours Souveraines en accordent quelquefois au résignant, quand il n'y a pas lieu au regrès, *id.* 584. Le Roi renvoie au Pape les parties pour leur créer des pensions, *id.* 585. Pensions abusives créées en faveur des Dignités, *ibid.* Egliſes dont les Bénéfices ne peuvent être chargés de pensions, *ibid.* La pension ne peut se transférer d'une personne à une autre, *id.* 586. Pour jouir d'une pension ecclésiastique il faut être consacré, *ibid.* v. *Excommuniqué, Irrégulier, Mont Carmel.* La France a rejeté long-temps les pensions sur les Evêchés & les Cures, *id.* 588 & *ſuiv.* Jurisprudence du Parlement & du Grand Conseil sur ce point, *id.* 590. On n'admettoit point autrefois à Rome de pensions, à moins que le Titulaire n'eût servi plusieurs années, *ibid.* On exige en France quinze ans de service, tant pour les Cures que pour les Canonics, *id.* 591. Le Grand Conseil en demande vingt, *id.* 592. Sont-ils requis quand la pension est créée sur la permutation, *ibid.* On ne peut créer de pension sur un Bénéfice, sans le consentement du Patron Laïque, *id.* 594. On la laisse néanmoins subsister quand le Patron l'a tolérée, *ibid.* On ne peut pas, en résignant, se réserver tous les fruits, *id.* 595. Exception en faveur des Cardinaux, *id.* 596. Celle des Bénédictins de la Congrégation de S. Maur ne subsiste plus, *id.* 597. On défend aux résignans de se réserver la nomination aux Bénéfi-

ces, *id.* 598. En cas d'union le résignant se réserve tous les fruits, *ibid.* Anciens réglemens sur la quotité des pensions, *id.* 599. Si elle excède d'un écu le tiers, elle est totalement nulle, *ibid.* Louis XIV les fixe au tiers sur les Cures, Canonics & autres Bénéfices qui demandent résidence, *id.* 600. Le Résignataire doit avoir trois cens livres, franchises de toutes charges ordinaires, & perpétuelle, *id.* 601. Le logement retenu par le résignant fait partie de la pension, *ibid.* On peut se réserver moitié du revenu à titre de pension quand le Bénéfice est simple, *ibid.* & même plus quand le Pape l'a agréé, *id.* 602, mais le pourvu *per obitum* peut en demander la réduction au tiers, *ibid.* Les pensions créées par le Roi sur les Bénéfices de sa nomination, ne sont plus sujettes à réduction, *id.* 603. Le résignataire, nonobstant les conventions, peut faire réduire au tiers la pension par lui consentie sur une Cure en Canonicate, & tout autre Bénéfice demandant résidence, *ibid.* & *ſuiv.* La pension peut être assignée sur les distributions ordinaires des Prébendes comme sur les gros fruits, *id.* 604. Arrêts qui l'ont ainsi jugé, *id.* 605. Le Pensionnaire peut l'exiger, quoique la Prébende vaille par le décès de son résignataire, *id.* 606. Le peut-il quand son résignataire les perd par sa faute, négligeant d'assister à l'Office, *id.* 607. Le résignant peut exiger de son résignataire une caution, *ibid.* La pension peut s'asseoir sur le casuel des Cures de ville. T. III, 608. Le Curé ne peut pas déduire sur les trois cens

livres l'honoraire des Messes d'obligation qu'il acquitte, *id.* 609. La pension excelsive n'est point nulle de plein droit, mais seulement réductible, *ibid.* Est-elle simoniaque, *id.* 610. La pension homologuée passe aux successeurs, *ibid.* & *suiv.* Les Parlemens de Paris & de Rennes exigent l'homologation, *id.* 612. Celui qui tient son droit du résignataire est-il tenu de payer les arrérages échus de son temps, *ibid.* On ne peut créer une seconde pension sur un Bénéfice, sans faire mention de la première, *id.* 613. Si la pension est une fois éteinte, moyennant une somme, quoique non payée, le résignant la perd, *id.* 615. Les débiteurs de la pension ne peuvent plus être forcés par les censures à payer, *ibid.* Le résignataire, en payant, est toujours admis à purger la demeure, *id.* 616. Les arrérages des pensions échoient au terme dont les parties conviennent, *ibid.* Échéances des pensions accordées par le Roi sur Bénéfices, *id.* 617. La pension s'éteint par la mort naturelle & non par la civile du pensionnaire, *ibid.* mais non par l'hérésie, *id.* 618, ou la consécration épiscopale, *id.* 619, par le crime de confidence où tombe le pensionnaire, *ibid.* par son mariage, *ibid.* Exception en faveur des Chevaliers de S. Lazare & de ceux qui en obtiennent dispense du saint Siège, *id.* 620. La pension s'éteint encore par la profession solennelle dans un Ordre approuvé, *id.* 621. Les pensions alimentaires sont conservées aux Religieux par les Arrêts, *ibid.* par la perte des revenus du Bénéfice, *id.* 622, par sa consolidation avec le

Bénéfice même, *ibid.* par la renonciation du pensionnaire, *id.* 623. par le défaut d'insinuation, *ibid.* par le rachat qu'en fait le résignataire, *id.* 624. Se peut-il faire sans le consentement du Pape, *ibid.* & sur quel pied se fait-il, & combien en peut-on payer d'années, *id.* 625. Les créanciers du pensionnaire ne peuvent s'opposer au rachat, *id.* 626. Peut-on se libérer d'une pension, en donnant un Bénéfice de pareille valeur, *id.* 627. Les pensionnaires sont obligés au petit Office de la sainte Vierge, & à porter l'habit ecclésiastique, *ibid.* Ils doivent payer leur part des dons gratuits, nonobstant toute convention contraire, *id.* 628, à l'exception des Curés qui ont servi durant quinze ans, *id.* 629. La contribution peut-elle excéder la somme à laquelle le titulaire est imposé, *id.* 630, v. *Moris.* Celui qui quitte sa Cure pour prendre un Canoniat, ne peut se réserver dessus une pension. T. III, 710, quand même il l'auroit servie durant quinze ans, *ibid.* Celui qui a résigné sa Cure avec pension & est par la suite pourvu d'une autre, ne la perd point, *id.* 711. Un Bénéfice & une pension *sub eodem scdo*, sont-elles incompatibles, *id.* 712. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, qui défend à tous Chanoines qui résignent des Cures, de retenir pension sur icelles. T. V, p. 446. Edit du Roi portant règlement pour la rétention des pensions sur les Bénéfices qui requièrent résidence, *id.* 448. Déclaration adressée & enregistrée au Parlement de Provence, concernant les pensions sur les Cures & sur les Prébendes,

*id.* 449. Autre Déclaration, portant que l'Edit de ci-dessus concernant les pensions, aura lieu à l'égard de tous les Bénéfices qui requièrent résidence, *id.* 450, v. *Iréguliers*, *Regrets*, *Religieux*, *Résignation*, *Simonie*, *Titre clérical*, *Vice-Légat d'Avignon*.

*Pensions ecclésiastiques*, v. *Censures*.

*Pensions illicites*, v. *Simonie*.

*Pepin*, v. *Donations faites aux Eglises*, *Nomination du Roi*.

*Pere*, v. *Baptême*.

*Pere & mere*. Un Religieux peut sortir de son Monastere pour secourir ses pere & mere. T. II, 146, v. *Mariage*.

*Peregrin* (S.) Apôtre d'Auxerre. T. I, 109.

*Perfidie*. La perfidie envers le Titulaire de la confiance duquel on abuse, est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 5, v. *Dévotusaires*.

*Périgieux* (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 595.

*Perinde valere*, v. *Provisions de Cour de Rome*.

*Permission*, v. *Mariage*.

*Permutans*, v. *Insinuations*.

*Permutations*. Le grand Vicairé peut-il admettre les permutations. T. I, 341. Le Chapitre, ou son grand Vicairé, peut-il admettre la permutation des Bénéfices qui dépendent du Prélat, *id.* 419.

*Permutations des Bénéfices*. Les permutations doivent être faites entre les mains des Ordinaires. T. III, 527. L'Eglise a toujours rejeté les transmutations des Bénéficiers, comme l'ouvrage de la cupidité, *id.* 533. La permutation est encore plus odieuse, quoique le Droit permette aux Evêques de l'admettre, *id.* 534. Tous les Collateurs

ordinaires l'ont acquis soit par coutume, soit autrement, *id.* 535. Les Collateurs Laïques en jouissent comme les Ecclésiastiques, *id.* 536. Le pouvoir des Collateurs inférieurs n'exclut point celui des Evêques Diocésains, *ibid.* & *suiv.* Si l'Ordinaire refuse de l'admettre, les parties peuvent se pourvoir devant le Métropolitain ou devant le Parlement, *id.* 538. L'Auteur des Mémoires du Clergé combat cet usage fortement, mais inutilement, *id.* 539. Les Bénéfices électifs confirmatifs sont, comme les autres, sujets à la permutation, *id.* 540. Quand les parties sont de deux Diocèses, les permutans doivent être pourvus par les deux Evêques, *ibid.* Modèle d'un Acte de permutation, *id.* 540. La permutation faite sans le consentement du Patron laïque, est nulle, *id.* 541. Elle dépouille même les permutans, si elle est totalement effectuée, *id.* 542. On ne requiert pas le consentement du Patron ecclésiastique, *id.* 542. Elle doit être d'un Bénéfice avec un Bénéfice, *id.* 543. Peut-on permuer un Bénéfice avec un Indult, *id.* 544. On ne peut permuer un Bénéfice avec un autre qu'on espère, *id.* 545. Il faut qu'ils appartiennent aux co-permutans, *id.* 546. On ne peut permuer avec un Bénéfice qu'on s'engage à faire ériger, *ibid.* Le Pape seul purge les conditions que le Droit ecclésiastique rend illicites. Permutation triangulaire, on n'admet point en France la dispense que le Pape en accorde, *id.* 548. Le survivant des deux co-permutans, qui n'a point été dépouillé, ne retient pas les deux

Bénéfices ensemble, *id.* 549.  
 Toute permutation est nulle, si les deux permuteurs ne deviennent propriétaires des choses permu-  
 tées, *id.* 550. Au Grand Conseil la permutation est parfaite quand l'un des deux a été pourvu, *ibid.*  
 Au Parlement la permutation est révocable, jusqu'à ce que tous deux soient pourvus, *id.* 551. Quand le Curé permuteur doit-il cesser ses fonctions, *id.* 552. L'insinuation de la provision, & la prise de possession, ne sont point nécessaires pour rendre la permutation parfaite, *ibid.* Les permuteurs ne sont point tenus de déclarer à Rome leurs Bénéfices, *id.* 553. Jurisprudence particulière sur les permutations faites entre les mains du Roi, *id.* 554. Si le permuteur qui survit n'a point pris possession non plus que son co-permuteur, ils perdent tous les deux leurs Bénéfices, *ibid.* Les permuteurs peuvent faire leur permutation immédiatement par eux-mêmes, *id.* 555. S'ils la font par Procureur, il n'est pas absolument nécessaire que son nom soit exprimé, *ibid.* v. *Regrès*. Déclaration du Roi envoyée au Parlement de Guyenne, sur les permutations de Bénéfices. T. VI, 106, v. *Abbayes en Commende*, *Incompatibilité*, *Provisions bénéficiales*, *Régale*, *Règle de infirmis*, *Suspense*, *Union*.  
*Peronne*. Il y avoit autrefois des Moines à Peronne, & en effet c'est là que repose le corps de S. Furly Abbé. T. I, 217. Dispute entre le Chapitre de Peronne & l'Evêque de Noyon, au sujet de son exemption, *id.* 412, voyez *Noyon*.  
*Perpignan* (l'Eglise de) a trois Di-

gnitaires. T. II, 601, v. *Bénéfices consistoriaux*.  
*Personnats*. Ce que c'est. T. I, 16, & la différence qu'il y a d'avec les Dignités & les Offices, *id.* 115. Age requis pour les person-nats des Cathédrales. T. II, 204, pour les Personnats des Collèges, *id.* 205, v. *Ordination*.  
*Peste*, v. *Règle de publicandis*, &c.  
*Pètoire*, v. *Adions*, *Collation faite par les Laïques*, *Prise de possession*.  
*Peuples*, v. *Election*.  
*Philippe Auguste* demande au Pape Innocent III. de casser son mariage avec la Reine Ingeburge. T. I, 141 & suiv.  
*Philippine*, v. *Régale*.  
*Photius*, Auteur du schisme qui sépare l'Eglise Grecque de la Latine. T. I, 188.  
*Pie IV.*, sur les remontrances de Barthelemy des Martyrs Archevêque de Brague, défend aux Cardinaux de laisser les Evêques debouts & découverts en leur présence. T. I, 183, v. *Confidence*.  
*Pie V.*, v. *Ornemens*, *Pensions*, *Résignations en faveur*.  
*Piémontois*. Privilèges accordés aux Piémontois, révoqués. T. II, 328.  
*Pierre* (S.) de la Cour, v. *La Mans*.  
*Places amovibles*, v. *Seigneurs*.  
*Places monacales* (les) ne sont pas de vrais Bénéfices. T. I, 64.  
*Plaidoyrie*, v. *Religieux*.  
*Plusieurs-Tours*, v. *Tours*.  
*Pluralité des Bénéfices* (la) est défendue. T. III, 670 & suiv. Revenu suffisant pour l'entretien d'un Ecclésiastique, *id.* 672. L'abus de la pluralité des Bénéfices, commença en France au huitième siècle, *id.* 673 & suiv. Décret du Concile de Trente contre la plu-

ralité, sollicité par la France, *id.* 675. Raisons sur lesquelles il est fondé, *id.* 676. Décision de la Faculté de Paris contre la pluralité des Bénéfices, *id.* 677. Sur quel pied peut-on régler aujourd'hui l'honnête entretien d'un Ecclésiastique, *id.* 678. La pluralité ne peut s'excuser ni par le bon usage des revenus, ni par la dispense du Pape, *id.* 679. La pluralité n'est pas essentiellement mauvaise, *id.* 680, v. *Messes*. L'Eglise en a souvent dispensé, *id.* 681, sur-tout en faveur des personnes d'un rang & d'une érudition distinguée, *id.* 682, v. *Episcopat*.

*Poëte*, v. *Evêques*.

*Pointeur*, v. *Distributions*.

*Poissy*, (contrat de) v. *Chartres*, *Décimes*.

*Pointiers* (l'Eglise de) a huit Dignitaires. T. II, 594. Le Roi confère de plein droit la Trésorerie de la Collégiale de S. Hilaire, le Doyenné de Notre-Dame de Châtellerauld, & la Chevecerie de Notre-Dame de Mirabeau, *id.* 670.

*Police*. Les Officiers du Roi connoissent en France de la police extérieure de l'Eglise. T. I, p. 88 & *suiv.*

*Pollcitations*, v. *Obligations*.

*Polycarpe* (S.) Evêque de Smyrne. T. I, 207.

*Polygamie*. La Polygamie blesse la Loi naturelle dans l'homme qui a plusieurs femmes à la fois. T. IV, 2. p. 113. Peines de la polygamie, *id.* 114, v. *Lien*.

*Pontoise*, v. *Rouen*.

*Ponts & chaussées*, v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Port d'armes aux Infidèles*, v. *Excommunication réservée au Pape*.

*Portions congrues*. Abus causés par l'immovibilité de ceux qui servent les Cures, levés par la Déclaration de 1686. T. IV, 415. Plusieurs Congrégations obtiennent Lettres Patentes qui y dérogent, *ibid.* La nomination du Vicaire perpétuel appartient-elle aux Dignités, qui anciennement nommoient le Vicaire amovible, *id.* 417. Anciens réglemens des Conciles, qui fixent la portion des Vicaires, *ibid.* Le Concile de Trente en laisse les Evêques maîtres, *id.* 418. La Déclaration de 1686 la fixe à la somme de trois cens livres, *id.* 419. Le Duc de Lorraine la fait monter jusqu'à sept cens livres pour les Curés, & trois cens cinquante livres pour leurs Vicaires, *id.* 420. Tous les Décimateurs qui n'ont point de réglemeut entr'eux, peuvent être attaqués solidairement, *ibid.* L'augmentation des portions congrues tombe-t-elle sur tous les Décimateurs, *id.* 421. Elle doit se payer par avance de quartier en quartier, *id.* 422. L'abandonnement des Domaines fait par le Curé, est révoquant, en est-il de même de celui fait par le Décimateur, *id.* 423. Si les fonds abandonnés viennent à manquer, le gros Décimateur doit y suppléer, *id.* 424. Le Curé qui dessert la Succursale de son Eglise, n'est pas en droit de demander la portion du Vicaire, *id.* 425. C'est au Curé à former la demande d'une portion congrue pour son Vicaire, *id.* 426. Le Curé primitif doit ou payer la portion ou abandonner son titre avec la dot primitive de la Cure, *ibid.* Le Curé est-il tenu de prouver que le bien qu'il réclame est de cette ancienne dot,

*id.* 427. Il se peut faire que tous les biens du Curé primitifs soient absorbés par la portion, *id.* 428. Au défaut des dixmes, la portion doit se prendre sur les héritages qui en sont exempts, *id.* 429, de même que ceux qui ont quelque redevance à prendre sur icelle, *ibid.* En Flandres les Paroissiens doivent suppléer au défaut des Décimateurs, *id.* 430. La portion congrue se paye avant toute autre charge, & ne souffre ni compensation ni diminution, *ibid.* Les Curés de villes peuvent-ils la demander, *id.* 431. Les gros Décimateurs la doivent aux Vicaires, que les Evêques jugent nécessaires, *id.* 432. Le Parlement la fait payer aux Curés, dont le gros excède la portion congrue, *id.* 434. L'Evêque peut augmenter la portion du Desservant au-delà de trois cents livres, *id.* 435. Quand le revenu est fort médiocre, on le partage entre le Curé interdit & le Desservant, *id.* 436. Le casuel & le creux de l'Eglise n'appartiennent point au Desservant, *id.* 437. La portion du nouveau Curé doit être payée par tous les gros Décimateurs de la Paroisse, *id.* 438. Les contestations concernant les portions congrues & les droits des Curés primitifs, doivent aller devant le Juge Royal des lieux, *ibid.* Le gros doit se payer au Curé sur le meilleur de la grange, *id.* 439, à la mesure du lieu ou de la Justice Royale la plus prochaine, *id.* 440, v. *Décimes, Dons gratuits, Enfants trouvés.* Déclaration de Charles IX, sur les portions congrues. T. V, 434. Déclaration du Roi, sur les portions congrues des Curés & Vicaires

perpétuels, *id.* 435. Arrêt de règlement des Grands Jours de Clermont, qui donne la préférence aux portions congrues sur les réparations des Eglises, *id.* 437. Déclaration du Roi touchant les portions congrues, *ibid.* Autre Déclaration du Roi, qui fixe la quotité des portions congrues, *id.* 438. Autre Déclaration sur le même sujet, *id.* 439. Déclaration du Roi, qui permet aux Evêques d'augmenter les portions des Desservans de Cures, au-delà de trois cents livres, *id.* 441. Déclaration du même, sur les portions congrues, adressée au Parlement de Tournai, *id.* 442. Déclaration du Roi, qui renvoie les contestations sur les dixmes & portions congrues devant les Juges Royaux, & par appel aux Parlemens des provinces, *id.* 443. Bulle du Pape Paul V, qui permet aux Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel, de jouir des pensions sur Bénéfices, nonobstant leurs mariages, *ibid.* Déclaration de Louis XV, concernant les impositions du Clergé & les portions congrues, *id.* 452 & *suiv.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant attribution de Jurisdiction au Grand Conseil pour les portions congrues, *id.* 486. Lettres Patentes de Louis XIV, données en conformité de l'Arrêt précédent, *id.* 487.

*Possesseur, v. Possession triennale.*

*Possession.* La prise de possession par Procureur, n'empêche point la vacance de fait en régle. T. II, 645. Si on empêche injustement un pourvu de prendre possession, perd-il son droit, *id.* 646. En est-il de même, si on lui refusoit injustement un titre canonique, *id.*

*id.* 647. Le régaliste doit prendre possession dans les trois ans, *id.* 648, v. *Amortissement*, vers la fin de l'article, *Collation, Nomination Royale*.

*Possession immémoriale*, v. *Dixmes inféodées, Patron*, N<sup>o</sup>. 3.

*Possession triennale*. La possession triennale couvre-t-elle le défaut de degrés. T. II, 242. Origine du privilège attaché à la possession triennale. T. III, 408 & *suiv.* La possession triennale, jointe à la bonne foi, assure le possesseur dans le for intérieur & extérieur, *id.* 410. Elle couvre les défauts qui vicient son titre, *ibid.* quand même elle auroit été prise par Procureur, *id.* 411. Elle met le possesseur à couvert même contre son Evêque, *id.* 412. Le met-elle contre un régaliste, *id.* 413. Elle suppose un titre dont le défaut forme une intrusion, *id.* 414. Quand un titre est-il coloré, *ibid.* La bonne foi est nécessaire au possesseur, *id.* 415. L'obreption & la subreption volontaire la détruisent, *ibid.* La possession triennale doit être complète & sans interruption, *id.* 416, paisible & sans litige, *ibid.* Si les trois ans s'écoulent depuis la récréance sans poursuites, la possession triennale s'acquiert, *id.* 417. Les mineurs se font relever contre elle, *ibid.* Celui qui est légitimement empêché, doit le faire signifier à sa partie, *id.* 418. Les simoniaques ne jouissent point du privilège de la règle, *id.* 419. La possession triennale ne leve point les inhabilités qui se trouvent dans le pourvu, *id.* 420. On ne prend plus aujourd'hui des Lettres de pacificis en Chancellerie, *id.* 421,

*Tome IV, II. Partie,*

v. *Regrès*.

*Possessoire*. Pourquoi on a eu recours à la distinction du possessoire & du pétitoire. T. III, 45. Arrêts qui le décident, *id.* 46, v. *Patronage*, N<sup>o</sup>. 2. On peut demander la récréance du possessoire, *id.* 47. Le possessoire de la présentation passe-t-il aux héritiers, *ibid.* Bulle du Pape Eugene IV, déclarant que les Bulles des Papes sur le possessoire des Bénéfices n'ont lieu en France. T. VI, 280. Bref du Pape Leon X, qui marque que le Juge séculier en France connoît du possessoire des Bénéfices, *id.* 281. Déclaration de Louis XIV, sur les procédures des possessoires de Bénéfices, & sur les régales, *id.* 309, v. *Adions, Juges Royaux*.

*Postulation*. On ne doit recevoir à la postulation, que quand on manque de sujets éligibles. T. II, 743. La postulation est de grace, & l'élection de Justice, *id.* 744. Quand la postulation concourt avec une élection, le nombre des postulans doit être au moins des deux tiers, *id.* 745. Un Evêque ne peut pas être élu pour un autre Evêché, mais seulement postulé, *id.* 746, v. *Translations*.

*Pochin* (S.) premier Evêque de Lyon. T. I, 207. Son martyre, *ibid.*

*Pots-de-vin*. Abus occasionnés par les pots-de-vin. T. IV, 329.

*Pourvus*. Déclaration du Roi, qui assujettit à l'examen des Ordinaires, les pourvus en forme gracieuse. T. VI, 103, v. *Dévotion, Provisions*.

*Pourvus civilement*. Sentiment de M. de Sainte-Beuve sur les pourvus civilement. T. III, 379, v. *Visa*.

*Pouvoir.* Le pouvoir législatif réside dans la personne des Evêques. T. I, 363.

*Pouvoir du Pape*, v. *Angeli*, *Assemblée*.

*Pragmatique.* Louis XII confirme la Pragmatique. T. II, 763, voyez *Gradués*.

*Pragmatique Sanction* de Charles VII, dressée à Bourges au mois de Juillet 1478, qui confirme les Eglises dans le droit d'élire leurs Prélats, & sur la nomination du Roi aux Prélatures de son Royaume. T. V, p. 252.

*Prébendes.* Ce que c'est, & pourquoi ainsi appelée. T. I, 12. Les Dignités qui n'ont point de Prébendes, ne sont point tenues à l'assistance au chœur, *id.* 112, excepté celles qui ont des Prébendes unies, *id.* 114. Les Evêques donnent aux Moines des Prébendes dans leurs Cathédrales. T. II, 23. Motif de cette concession, *id.* 24. Les Prébendes des Cathédrales n'ont point été fondées des biens communs aux Evêques & aux Chapitres, *id.* 575. Le droit qu'ont les Chapitres d'en disposer, vient de la condescendance des Evêques, *ibid.* & *suiv.* Plusieurs en étoient en pleine possession au commencement du treizième siècle, *id.* 576. L'usage ancien de plusieurs étoit que l'Evêque présentât au Chapitre, & que le Chapitre les lui représentât, *id.* 577. Eglises où le Chapitre est Collateur de toutes les Prébendes, *id.* 578, même dans les Collégiales de fondation royale, *id.* 580. A S. Honoré l'Archevêque de Paris donne les Prébendes du côté droit, & le Chapitre de S. Germain, avant sa réunion, celles du côté gauche,

*id.* 581. Le Chapitre ne peut, sans raison légitime, rejeter la nomination du Chanoine en tour, *id.* 582. S'il manque à nommer dans la semaine, le droit revient au Chapitre, *ibid.* & *suiv.* Exception fondée sur les Statuts des Eglises, *id.* 584. Ancien Statut de l'Eglise de Noyon, sur le partage des nominations, *ibid.* & *suiv.* Les Prébendes Théologale, Pénitentielle & Préceptoriale, sont assujetties à l'expectative des Gradués. T. III, 194, v. *Annate*, *Chanoines*, *Expectatives*, *Incompatibilité*, *Indult*, *Nomination Royale*, *Quentin*, (S.) *Régaliste*, *Résignations*, *Seigneurs*, *Union*.

*Prébendes laïcales.* Il y a encore des Prébendes laïcales possédées par plusieurs Seigneurs. T. I, 398.

*Précaire*, v. *Curés*.

*Précepteur*, v. *Ecolâtre*. Origine du Précepteur. T. I, 564. Ordonnances du Roi qui obligent les Cathédrales & Collégiales d'avoir une Prébende préceptoriale, *id.* 565. Arrêts qui en ordonnent l'exécution, *ib.* Lorsque le Précepteur n'a pas le revenu de la Prébende, son choix appartient à l'Evêque, *id.* 567. Les Chanoines & les Officiers n'ont que la voix consultative, *ibid.* Le Précepteur Ecclésiastique a droit de séance au Chœur & non au Chapitre, *id.* 568, v. *Résignations*. Les Précepteurs jouissent des distributions comme s'ils assistoient à l'Office. T. I, 660.

*Préceptoriales*, v. *Prébendes*, *Précepteur*.

*Prédicateurs*, v. *Curés primitifs*, *Maires* & *Echevins*, *Marguilliers*. Qui doit l'honneur des Prédicateurs & des Stationnaires. T. I, 796.

*Prédicateurs séditieux.* Lettres Pa-



- rentes d'Henri IV, contre les Prédicateurs féditieux. T. VI, 458.
- Prédication.* Les Religieux exemptes ne peuvent prêcher dans leurs Eglises sans la permission de l'Evêque Diocésain. T. II; 121, v. *Revenus ecclésiastiques.*
- Prélats d'Italie, v. Election*, sur la fin de l'article.
- Prélature.* Celui qui est nommé sur une prélature, l'est aussi sur tous les Bénéfices qui lui sont unis. T. III, 126, v. *Election, Nomination du Roi, Population, Régale, Translation.*
- Prémices* (les) se payent encore dans quelques Diocèses de ce Royaume. T. IV, 200.
- Prémontré.* Privilèges particuliers de l'Ordre de Prémontré, pour empêcher la prescription de leur régularité. T. I, 104 & 105. Les Prémontrés peuvent posséder les Bénéfices des Génovéfins. T. II, 35. Lettres Patentes du Roi, qui permettent au Supérieur général des Prémontrés, de tirer ses Religieux des Cures qu'ils possèdent. T. V, 466 & suiv. v. *Bâtiments ecclésiastiques*, à l'article Cures. T. I, 105.
- Presbyteres*, v. *Eglises, Maisons presbytérales, Réparations.*
- Prescription* (la) change l'état & la qualité du Bénéficiaire. T. I, 104. Exception pour les Cures de l'Ordre de Prémontré, *id.* 105. L'infamie & l'irrégularité qui en proviennent, ne sont point levées par la prescription. T. II, 271. Un criminel, après vingt ans, peut-il être poursuivi au Tribunal Ecclésiastique, *id.* 273. Le droit des Gradués tombe-t-il en prescription. T. III, 183. Le sentiment qui le nie paroît le plus probable,

*id.* 184. Les protestations suffisent-elles pour empêcher la prescription. T. IV, 49. Le domaine de l'Eglise est-il imprescriptible, *id.* 169. Il se prescrit, selon le sentiment commun, par quarante ans, *ibid.* pourvu qu'on l'ait possédé durant quarante ans, sans trouble juridique, *id.* 170. Les Eglises & Cimetieres ne s'acquierent point par prescription, *id.* 171. On ne prescrit contre l'Eglise Romaine que par cent ans, *id.* 172, voyez *Malthe*. Quand il paroît du vice dans le titre de l'acquéreur, il ne prescrit point non plus que contre son propre titre, *id.* 173. Jurisprudence du Parlement d'Aix sur ce point, *id.* 173. Le tiers acquéreur prescrit par quarante ans, *id.* 174. Suffit-il que les formalités soient énoncées dans le contrat, *id.* 175. La prescription ne court point du vivant de celui qui a aliéné, ni durant la vacance du Bénéfice, *ibid.* Le Parlement d'Aix s'est encore écarté sur ce point, *id.* 176. L'Eglise, en fait de prescription, n'a point de privilège pour les effets mobiliers, arrérages, &c. *id.* 177, v. *Décret, Legs*. Les rentes données pour fondation perpétuelle, ne se prescrivent point dans les pays de Droit écrit, *id.* 180. Tous les biens du fondateur y demeurent obligés, *id.* 181. Les comptes rendus en bonne forme empêchent la prescription, *id.* 182 & suiv. L'Eglise a encore un moyen de se défendre contre la prescription, *id.* 183. Le créancier peut-il exiger de son débiteur la communication de ses titres, *id.* 184, v. *Amortissement des donations faites aux Eglises, Arrérages, Biens d'Eglise, Chapitres*  
c ij

- exempt, Dixmes; Rentes de libéralité, Rentes foncières, Rentes rachetables, Sépultures.*
- Préfance.* Déclaration du Roi, par laquelle les Chanoines des Eglises Cathédrales sont maintenus en la préfance sur tous les Officiers des Bailliages, Sénéchaussées, &c. T. VI, 21, v. *Cardinaux, Cas privilégiés, Evêques.*
- Préfens.* Ceux qui dans le cours de leurs visites reçoivent des préfens, encourent la suspension. T. II, 499, v. *Tributs.*
- Présentation.* Si le grand Vicaire a le pouvoir de conférer, il peut aussi présenter. T. I, 340. La clause *omnia* comprend les Dignités, *ibid.* Il peut, en vertu de son titre, donner l'institution aux présentés par les Patrons, Gradués, &c. *id.* 341, v. *Patron, Patronage.*
- Présidiaux, ( Conseillers des ) v. Délite.*
- Prestimoniales.* Ce que c'est. T. I, 598. Les Canoncats de Remiremont en Lorraine, &c. sont de simples prestimoniales, *id.* 64, & ces prestimoniales communément ne sont point de véritables Bénéfices, *id.* 68. Comment peut-on les distinguer, *id.* 69.
- Prêtre.* On n'appelloit les Prêtres jusqu'au neuvième siècle que *Presbyteros*. T. I, 261 & *suiv.* Les Prêtres porteurs de la procuration des Evêques, ne précèdent pas les Evêques préfens, *id.* 292, voyez *Concile de Carthage, Conciles Provinciaux, Exels, Eucharistie, Hérétiques, Mariage, Vol.*
- Prêtre excommunié, v. Malade.*
- Prêtres séculiers.* On abandonne aux Prêtres séculiers une partie des Prieurés. T. II, 17.
- Prêtrière.* Ce que c'est, & pourquoi ainsi appelé. T. I, 13.
- Prêtrise.* Age requis pour la Prêtrise. T. II, 198, fixé par le Concile de Trente à vingt-cinq ans commencés, *id.* 199.
- Prévention du Pape.* Origine de la prévention du Pape. T. II, 535. & *suiv.* Gregoire IX. est le premier Pape qui se soit attribué une autorité absolue sur les Bénéfices, *id.* 537. Le Concile de Basse laisse subsister la prévention du Pape, & le Concordat l'autorise expressément, *id.* 538. Remontrances inutiles faites au Concile de Trente sur ce sujet, *id.* 539. On ne prend point de certificat de l'Evêque pour obtenir à Rome par prévention une Cure ou un Canoncat, *id.* 540, v. *Signatures.* Cette Jurisprudence a lieu dans les Provinces même d'obédience, *id.* 541. On conteste en France la prévention des Légats, & même du Vice-Légat d'Avignon, *id.* 543, pourvu qu'il ne s'agisse pas de dignités électives, confirmatives, *id.* 544, v. *Légat.* La prévention est empêchée par la requisition d'un Gradué, *id.* 548, par les Actes qui préparent à l'élection confirmative, *id.* 549, par la présentation d'un Patron dûment notifié, *id.* 550. Jurisprudence des Parlemens d'Aix & de Bordeaux sur ce point, *ibid.* Une simple commission de desserte ne l'empêche pas, *id.* 551. La Provision donnée à un absent l'empêche, pourvu qu'il n'y ait point de mauvaise foi, *ibid.* Une Provision simple de l'Ordinaire l'empêche-t-elle, *id.* 552, v. *Provisions.* Dès que l'obstacle à la prévention est levé, elle reprend son cours or-

dinaire, *id.* 561, v. *Indult*. La prévention n'a point lieu pour les Cures qui se donnent au concours, *id.* 566 & *suiv.* ni pour les Bénéfices que le Pape donne alternativement avec les Ordinaires, *id.* 568. Les premières dignités des Cathédrales & des Collégiales y sont sujettes, *id.* 569. A moins qu'elles ne soient électives par le titre de leur fondation, *id.* 570, v. *Collations des Chapitres*, *Indultaires*.

*Prévention*. Le Roi en Régale n'est point sujet à la prévention du Pape, T. II, 637. Les Gradués sont sujets à la prévention du Pape, T. III, 150, pourvu qu'ils n'ayent pas encore fait leur requisiion, *id.* 151, v. *Brevetaires*, *Indultaires*.

*Prévôt*. Les Prévôts étoient originaiement les chefs du Clergé de la Cathédrale. T. I, 377, v. *Doyens*. Les Prévôts avoient anciennement l'administration des biens des Chapitres, *id.* 540. On les en dépouille à cause de l'abus qu'ils en faisoient, *id.* 541. Erreur de Dumoulin sur la Prévôté d'Anvers dans l'Eglise de Chartres, *id.* 542. Formule du serment que les Prévôts de Tours prêtent au Chapitre, *id.* 543, v. *Chambriers*.

*Prière nominale*, v. *Patron*, No. 3.

*Prières publiques*, v. *Mandemens*.

*Prieur*. Grand Prieur de France, v. *Mandemens*, *Prieurs*.

*Prieurés*. (origine des) T. II, 14. Toutes les Abbayes aggregées à Cluni deviennent Prieurés, *id.* 15. On les appelle Celles, *Granges*, *Obédiences*, *Prévôtés*, &c. *ibid.* Celui qui y est préposé est Prieur, *id.* 16. On en abandonne une partie aux Prêtres séculiers, *id.* 17. Quand un Prieuré est-il réputé

simple & conventuel, *ibid.* v. *Incompatibilité*. Arrêt de Règlement du Grand Conseil, qui déclare les Abbayes & Prieurés conventuels vacans & impétrables, & ordonne la restitution des fruits contre ceux qui ne se sont pas promouvoir à l'Ordre de Prêtrise. T. V, 455.

*Prieurés conventuels* (les) sont de droit commun électifs, & les simples collatifs. T. II, 13. Les revenus des petites Maisons religieuses doivent être réunis aux Grands Monastères, & aux Séminaires, *id.* 18. Les Prieurés conventuels ne se donnent à Rome qu'à ceux qui veulent faire profession, *ibid.* Les Prieurés & les Offices claustraux, ne sont dans leur origine que des Commissions amovibles, *id.* 19. Les Abbayes, Prieurés conventuels & Offices claustraux, ne peuvent être donnés qu'à des Prêtres, *id.* 36. Les Prieurs claustraux ont juridiction sur leurs Religieux, *id.* 59. Les Cardinaux n'ont de Jurisdiction sur les Prieurs claustraux qu'en vertu des indults qu'ils obtiennent du S. Siege, *ibid.* Age requis pour les Prieurés conventuels. T. II, 202, v. *Ordination*, *Prieurés*, *Régale*.

*Prieurés électifs*, v. *Concordat*.

*Prieurés simples*, v. *Chapelains*, *Chapelles*, *Cluni*, *Prieurés conventuels*.

*Prieurés simples réguliers en commendé*. Le Parlement exige quatorze ans pour les Prieurés simples réguliers en commendé. T. II, 211. Le plus sûr dans le cas d'âge incomptent est de recourir à la dispense du S. Siege, *id.* 212.

*Prieurs*, v. *Doyens*, *Nomination*, *Nomination Royale*.

*Prieurs claustraux*, v. *Prieurés*,

- Prieurs conventuels.*  
*Prieurs simples*, v. *Maisons Presbytérales.*  
*Primats*, v. *Archevêques, Arles, Bordeaux, Bourges, Brague, Carthage, Concile de Trente, Gaules, Lyon, Narbonne, Rheims, Rouen, Sens, Tolède, Vienne.*  
*Prime*, v. *Heures Canoniales.*  
*Primicier.* Ce nom se donnoit autrefois à tous ceux qui étoient à la tête de quelque corps. T. I, 521. Il étoit dans l'Eglise le Supérieur des Clercs inférieurs, *id.* 522. Il étoit chargé du soin du luminaire, *id.* 523. Cette partie de son office a depuis été laissée au Chevecier, *ibid.* Ses droits ont été réunis dans plusieurs Eglises aux Doyens, *id.* 524. Le titre de Primicier s'est encore conservé dans l'Eglise de S. Marc de Venise, & dans plusieurs autres Eglises, avec la Jurisdiction quasi Episcopale, *ibid.*  
*Princes*, v. *Cardinaux, Mort.*  
*Princes du Sang.* Les Evêques précédoient autrefois les Princes même du Sang. T. I, 255, v. *Seigneurs.* Les Princes du Sang ne peuvent se marier sans le consentement du Roi. T. IV, 2. p. 90. Question sur les mariages des Princes du Sang, s'il en peuvent contracter sans l'agrément du Roi. *id.* 254 & *suiv.*  
*Principal.* Ce nom étoit anciennement employé pour désigner la principale personne du Clergé d'une Eglise. T. I, 167.  
*Principalités.* Les Chapitres, le Siège Episcopal vacant, confèrent les Principalités & Bourses des Colleges. T. I, 424, v. *Colleges, Incompatibilité.*  
*Principaux.* Les Principaux des Colleges, jouissent des distributions comme s'ils assistoient à l'Office.

- T. I, 660. On les dispense du temps d'étude. T. III, 115.  
*Prise-de-corps.* Déclaration du Roi, portant que les personnes constituées es Ordres sacrés, ne pourront être prises au corps pour dettes, T. V, 211, v. *Decrets de prise-de-corps.*  
*Prise-à Partie*, v. *Official.*  
*Prise de Possession.* Le Pourvu peut administrer avant la prise de possession. T. III, 396. On ne peut jouir des revenus temporels du Bénéfice sans en avoir pris possession, *ibid.* Les Juges Royaux en France, Espagne, &c. connoissent du possessoire des Bénéfices, *id.* 397. Ils ne permettent plus aux Parties de se pourvoir devant les Juges d'Eglise pour le petitoire, *id.* 397. C'est au Notaire Apostolique à mettre en possession, *id.* 398. Formule d'Acte de prise de possession, *id.* 399. Celle des Chanoines, *ibid.* Le Chanoine n'acquiert droit sur les fruits de son Bénéfice que du jour de son installation, *id.* 400. Comment se prend la possession civile, *id.* 401. Elle donne le rang à un Chanoine du jour qu'il l'a prise, *id.* 401. Jurisprudence du Grand Conseil sur celle des Bénéfices consistoriaux, *id.* 402. Plaintes du Clergé sur ce sujet, *ibid.* Celui qui a obtenu les fruits, peut-il nommer aux Bénéfices, *id.* 403. Nouvelles plaintes du Clergé sur cet usage, *ibid.* & *suiv.* La possession prise sur un titre vicieux ne se réitère point, *id.* 404, à moins que le Pourvu ne prenne de nouvelles provisions d'un nouveau Collateur, *id.* 405. Le droit ne détermine point le temps de la prise de possession, *ibid.* On tient

communément pour trois ans, *id.* 406. Le Résignataire a aussi trois ans, *ibid.* mais le Dévolutaire n'en a qu'un, *id.* 407. Combien en donne-t-on au Régaliste, & pour l'acceptation, *ibid.* Avantages de la prise de possession, *id.* 408, v. *Possession triennale, Crimes, Fonctions Curiales, Fruits, Partage du revenu des Bénéfices, Permutation de Bénéfices, Possession, Règle de publicandis, Simonie, Prisonniers, v. Exilés, Prisons.*

*Prisons.* Toutes les résignations faites en prison ne sont pas nulles. T. III, 436. Les Clercs constitués ès Ordres sacrés, ne peuvent être emprisonnés pour dettes, ni privés de tout leur revenu. T. IV, 544, à moins qu'ils ne les prennent en fraude, *id.* 545. On laisse au Bénéficiaire saisi, sur ses revenus ce qui est nécessaire à sa subsistance, *id.* 546. L'Official peut-il condamner à la prison perpétuelle. T. IV, 616. v. *Chapitres.*

*Privation de Bénéfices.* Engagemens qu'un Ecclésiastique ne peut contracter sans encourir sur le champ la privation des Bénéfices qu'il possède. T. III, 648, v. *Episcopat, Mariage, Religion.* Privation de Bénéfices portée par Sentence du Juge & pour fautes qui la méritent. T. IV, p. 1 & suiv. v. *Crimes. Vacance des Bénéfices pour fautes commises.*

*Privileges.* Révocation des Privileges accordés durant le grand Schisme. T. I, 438. & suiv. Ils sont quelquefois accordés à perpétuité & gratuitement pour cause nécessaire, *id.* 440. Le Privilege doit être approuvé du Roi & du Métropolitain, & le titre primitif du Privilege rapporté en origi-

nal, *id.* 441. Les Bulles confirmatives, *ex certâ scientiâ*, peuvent-elles y suppléer, *id.* 442. Les transactions ne lui donnent aucune force, *id.* 443. Les Privileges sont de droit étroit & sujets à restriction, *id.* 444. Ils changent avec les personnes auxquelles ils ont été accordés, *ibid.* & suiv. La plupart des Privileges ont été accordés par des Antipapes, *id.* 446. Le Provisoire doit durant le cours du procès s'accorder aux Evêques, *ibid.* v. *Chapitres exempts, Election, Privilegiés, Religieux exempts.*

*Privileges du Clergé dans les causes civiles & criminelles.* v. *Actions, Appel, Appel comme d'abus, Billet, Prisons, Serment.*

*Privileges du Clergé dans les causes criminelles,* v. *Délit, Cas Privilegiés, Devins.* Privilege prétendu par les Evêques en matière criminelle, *id.* 580. & suiv. Nos Souverains par esprit de Religion les ont presque toujours abandonnés à la justice de leurs Confreres, *id.* 582. Privileges des Evêques en causes civiles, *id.* 581. & suiv. v. *Amende, Amende honorable, Appel, Aydes, Bannissement, Criminel, Degradation, Dommages & intérêts, Delit, Depens, Fouet, Fruits, Galeres, Jugement, Partage, Peines, Privilege clerical, Purgation, Question, Saisir, Sentence, Transaction, Trompette, Voyageurs.*

*Privilege Clerical.* Ceux qui sont en habits laïques, perdent-ils le privilege Clerical? T. II, 180. v. *Jurisdiction Ecclesiastique.* Bulle de Clément VII, permettant au Roi de faire faire le procès à ses Officiers clercs, pour quelque faute que ce soit, commise en l'exer-

cice de leurs charges, nonobstant le privilège de Clericature. T. VI, 281. Lettres-Parentes du Roi, pour la vérification de ladite Bulle. *id.* 282. v. *Procès criminels.*

*Privilegiés.* Les Privilegiés sont les Chanoines malades. T. I, 653, soit d'esprit, soit de corps, *id.* 654, pourvu qu'en santé on ait été assidu à son devoir, *id.* 655. L'âge & les longs services ne font pas un titre suffisant pour dispenser un Chanoine de l'Office, *id.* 656. v. *Bureaux, Distributions, Jubilés, Malades, Novales, Précepteurs, Principaux, Théologaux, Vicaires (grands.)*

*Probité* (la) est nécessaire aux Ministres de l'Eglise. T. II, 243. v. *Discipline, Impureté, Irréguliers.*

*Procédure, v. Appel, Délit, Cas privilégiés.*

*Procédure criminelle, v. Chapitres.*

*Procès.* Les Chanoines à qui le Chapitre fait de mauvais procès, jouissent des distributions. T. I, 691. Un Bénéficiaire est-il tenu des frais d'un procès intenté par son Prédécesseur. T. IV, 365, v. *Mineurs, Récusation.* Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui défend aux Juges des Seigneurs de faire le procès aux Ecclesiastiques. T. V, 209.

*Procès criminels.* Ordonnance de Roussillon & de Moulins, concernant le Privilège clerical & les procès criminels des Ecclesiastiques, T. V, 203. Edit de Louis XIV, concernant les procès criminels qui se font aux Ecclesiastiques. *id.* 205. Déclaration du Roi qui explique le précédent Edit. *id.* 206. Déclaration du Roi, qui ordonne que dans les procès criminels des Ecclesiastiques, les Juges d'Eglise feront

l'interrogatoire des accusés. *id.* 208. Arrêt du Conseil privé, qui défend aux Officiers des Maréchaussées de connoître des procès criminels des Ecclesiastiques. *id.* 208. Extrait de la Déclaration de Louis XV, sur les Procès criminels des gens d'Eglise. *id.* 210.

*Procession, v. Patrons, N<sup>o</sup> 3.*

*Processions générales.* Il est défendu aux Religieux exemptés de s'absenter des Processions générales ordonnées par l'Evêque. T. II, 122.

*Procuration.* Le droit de procuration ne peut être pris en argent. T. I, 147. Le droit de procuration ou de gîte, est dû aux Evêques pour leurs visites; est-il prescriptible. T. I, 270. & *suiv.* Peut-on y obliger les Bénéficiers, *id.* 272. v. *Visites.* Le Curé primitif & le gros Décimateur en sont déchargés, *id.* 278. L'Evêque peut-il le faire payer aux Eglises de la ville épiscopale, & en peut-il demander plusieurs années, *id.* 279. On ne peut pas donner une procuration pour accepter & résigner un Bénéfice. T. III, 734. Déclaration de Louis XV, qui règle la forme en laquelle les Procurations pour résigner des Bénéfices, doivent être faites, T. VI, 485. Edit du même, concernant les Procurations pour résigner, *id.* 487. v. *Gradués, Régale.*

*Procuracion ad resignandum.* (mode-le d'une) T. III, 474. & *suiv.* Il faut, à peine de nullité, y faire mention de la santé ou maladie du Résignant, *id.* 475. Il faut que les témoins puissent & sachent signer, *id.* 476. Ils doivent être mâles, âgés de vingt ans, & capables d'effets civils, *ibid.* connus & domiciliés dans le lieu où se  
passe

passé la résignation, *id.* 477. La procuration doit être spéciale, *ibid.* & suiv. v. *Résignation en faveur, Date, Election.*

*Procureur, v. Baptême.*

*Profès, v. Prieurs conventuels.*

*Professeurs* (les) dont les Chaires sont fondées, jouissent-ils du privilège des distributions. T. I, 684. v. *Regens septennaires.*

*Professeurs en Droit.* Privilèges des Professeurs en Droit. T. III, 202. v. *Gradués.*

*Professeurs en Théologie.* Privilèges des Professeurs en Théologie des Maisons de Sorbonne & de Navarre. T. III, 201. Le Privilège accordé aux Théologiens, révoqué par la Déclaration de 1745. T. III, 206, v. *Dignités, Distributions.*

*Profession de Foi* (la) ne s'exige plus que pour les Bénéfices des Cathédrales. T. III, 359. & les Bénéfices consistoriaux, *id.* 360.

*Profession.* Le consentement des Parens est-il nécessaire à la profession des Mineurs. T. II, 85 & suiv. S'il y a de la variation dans la conduite des parens, on ne les écoute plus, *id.* 87. Il est défendu aux Religieux exempts d'admettre aucunes filles à la profession sans la permission de l'Evêque, *id.* 114. v. *Bénéficiers réguliers, Profession religieuse, Registres.*

*Profession Religieuse.* Le Grand Vicaire ne peut rien faire dans la simple profession des Religieuses. T. I, 323. Le Pape peut-il dispenser de la Profession Religieuse. T. II, 136. La réclamation contre la profession doit se faire dans les cinq ans, *id.* 137, non devant un Notaire, mais devant l'Ordinaire ou son Supérieur, *id.* 138. L'état & la Profession Religieuse

n'ont point la vertu d'effacer l'irrégularité, *id.* 270. La profession des Religieux endettés n'est pas nulle, mais seulement illicite, *id.* 361. Excommunication contre ceux qui admettent pour de l'argent à la Profession Religieuse, *id.* 446, ce que les SS. Canons déclarent Simoniaques, *id.* 447. Règlement de l'Etat sur ce sujet, *id.* 448, v. *Don.* La Profession Religieuse ne fait point perdre le privilège des Gradués. T. III, 112. La Profession Religieuse fait vaquer les Bénéfices de plein droit, *id.* 658, v. *Commende, Novice.* Le regrès a lieu nonobstant la possession triennale, quand la profession est déclarée nulle, *id.* 661. La réclamation contre les vœux doit se faire dans l'espace de cinq ans, *ibid.* Les vœux simples des Missionnaires, Doctrinaires, &c. n'emportent point privation, *id.* 662, non plus que ceux des Jésuites, quoique ceux-ci soient véritablement Religieux, *id.* 663, v. *Bâtards, Episcopat.* Les fiançailles peuvent le résilier par la Profession Religieuse. T. IV, 2. p. 27. La Profession Religieuse rompt le Mariage quand il n'a pas été consommé, *id.* 262. v. *Profession.*

*Professions viles* (les) produisent-elles une inhabileté pour les Ordres & les Bénéfices. T. II, 275. Les enfans de ceux qui les exercent en courent-ils cette inhabileté, *id.* 276.

*Promesses, v. Billets, Simonie.*

*Promesses de Mariage, v. Fiançailles, Mariage.*

*Promoteur.* Un simple Tonsuré peut être Promoteur d'un Diocèse. T. I, 312. Les Chapitres exempts ne peuvent exercer leur Jurisdiction

sur les Promoteurs des Evêques T. I, 455, encore qu'ils soient membres du Chapitre, *id.* 456. On n'exige point de degrés du Promoteur. T. II, 232. v. *Accusé, Delit, Denonciateur, Dépens, Incompatibilité, Jugement, Pénitencerie, Union de Bénéfices.*

**Promotion.** Vacance des Bénéfices, *par défaut de promotion aux Ordres.* v. *Ordination.*

**Prône,** v. *Confidence, Titre Clerical.*

**Propres.** (biens) Qu'entend-on par biens propres. T. IV, 93, v. *Paroisse, Rentes.*

**Protestans** (les) nommoient autrefois aux Bénéfices de leur Patronage par des Procureurs Catholiques. T. III, 66. Les Evêques aujourd'hui les confèrent de plein droit, *ibid.* v. *Bans, Hérétiques, Infidèles.*

**Protestations,** v. *Prescription.*

**Proto-notaires Apostoliques,** v. *Chancelier.*

**Provence.** S. Lazare, Saintes Marthe & Marie, ne sont point venues en Provence. T. I, 211, v. *Concordat, Expectative des Gradués, Indult, Magdelaine, Maisons Presbytérales, Visa.*

**Provisions,** v. *Prévention.* Distinction entre les nullités intrinsèques & extrinsèques d'une Provision. T. II, 553. Le sentiment qui tient que la nullité radicale ne lie point les mains du Pape, est le mieux fondé, *id.* 555. Exceptions contre ce principe, *id.* 556. Une Provision donnée sur un autre genre de vacance empêche-t-elle la Prévention, *id.* 557. Le Compact fait sur ce sujet entre Paul V. & les Cardinaux, est une loi du Royaume à laquelle le Pape ne peut déroger, *id.* 558. Ceux dont ils n'ont que l'institution y sont-ils

sujets, *ibid.* On n'en exempté que les Bénéfices qu'ils confèrent *Jure ordinario*, *id.* 559. Ils communiquent leur Privilège à ceux avec qui ils confèrent conjointement, *id.* 560, v. *Fondation, Indult.* En Régale, le Roi souffre qu'on joigne à ses provisions celles du Pape, T. II, 659. Les Provisions en régale doivent elles être expédiées par un Secrétaire d'Etat, *id.* 664. Règle de la Chancellerie sur le concours entre les Provisions, *id.* 679. Si les deux provisions sont datées de la même heure, la prise de possession décide-t-elle, *ibid.* & *suiv.* Quand aucun des deux n'a pris possession, l'Ordinaire l'emporte sur le Pape, *id.* 680. Exception en faveur du Résignataire qui est préféré au Pourvu par l'Ordinaire, *id.* 681. En cas de concours entre l'Evêque & son grand Vicaire, le premier l'emporte sans égard au temps de la prise de possession, *id.* 682. Il en est de même en cas de concours entre le Roi & le Trésorier de la Sainte Chapelle de Paris qui est son Vicaire général, *ibid.* & *suiv.* On peut par témoins prouver l'antériorité de la date, *id.* 684. Deux Provisions données en même temps par le même Collateur s'entredétruisent, *id.* 685. La Provision quoique nulle forme concours, & suffit pour détruire l'autre, *ibid.* La cession qu'un des Pourvus fait de son droit à sa Partie lui est inutile, *id.* 686. Le concours n'est à craindre que quand le Bénéfice est impétré sur un même genre de vacance, *id.* 687. Une simple date retenue à Rome forme-t-elle le concours avec la provision de l'Ordinaire, *ibid.* On



n'a point d'égard en France au *fiat*, ni au *motu proprio*, *id.* 688. En cas de doute sur l'heure de l'arrivée des couriers, on a recours au registre du Maître des postes, *id.* 689, v. *Banquier*. Pour éviter le concours des dates à Rome, on en peut retenir plusieurs, *id.* 690, v. *Dévolution*.

*Forme des Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome*, T. III,

304.

Les François ne peuvent obtenir de Bénéfices à Rome que par le ministère des Banquiers expéditionnaires, *ibid.* & *suiv.* v. *Banquiers*. La Supplique signée par le Pape ou le Dataire, passe par les mains de treize ou quatorze Officiers, *id.* 310. Les expéditions de pare grace ne sont datées que du jour que le Pape les accorde, *id.* 311, v. *Date*. La date se compte du jour de l'élection du Pape, & non de son couronnement, *id.* 313. Les François prennent leurs expéditions bénéficiales sur une simple signature, *id.* 314, en forme *gratiosa* ou *commisaria*, *id.* 315. La forme *dignum* ou commissaire contient-elle une véritable provision, *id.* 315. Le Clergé de France le regarde comme un mandat de *providendo*, *id.* 316. Distinction de la forme *antiqua* & *novissima*, inutile en France, *id.* 317, v. *Bénéfices consistoriaux*, *Information de vie*. Le Pape fait expédier pour les pourvus huit Bulles ou Brefs, *id.* 320, v. *Bulles*. L'impétrant doit exprimer au juste son nom & son sur-nom, *id.* 325, & celui du Diocèse dont il est originaire, *id.*

316. Il n'est pas nécessaire qu'il demande lui-même le Bénéfice, *id.* 327, v. *Obreption*, *Pensions*, *Subreption*. La clause & *quod obstantia oratoris*, &c. est retranchée des signatures, *id.* 338. Vertu de la clause *sine alio quovis modo*, *ibid.* v. *Provisions des Ordinaires*. Explications des autres clauses, *id.* 339 & *suiv.* La clause *affecta* déroge à la réserve qui provient de la vacance *in curia*, *id.* 341. La clause *nonobstantibus premissis*, n'est que de pur stile, *ibid.* Le *fiat* ne l'emporte point parmi nous sur le *concessum*, *id.* 341. Qui sont ceux qui ne profitent point d'une absolutorie à *cenfuris*, *id.* 342. La dispense tacite d'une inhabilité, ne suffit pas pour rendre une provision valable, *id.* 343. La clause *Gratificationis* est rejetée en France, *id.* 344, v. *Dérogation*, *Dévolutaires*, *Subrogation*. La clause *Dummodo data*, &c. a été ajoutée par Urbain VIII, *id.* 348. Celle-ci *Habens aliunde unde vivere*, &c. s'observe dans les pays d'obédience, *id.* 349. La date de l'an & du jour, est essentielle à tout acte, *ibid.* v. *Abbreviations*, *Calendrier*, *Visa*. La provision donnée au préjudice d'un Gradué, n'est pas radicalement nulle, *id.* 348. L'Evêque ne peut juger en France de la validité ou invalidité de la provision, *id.* 363, v. *Fait*.

*Provisions des Ordinaires*. Les Ordinaires peuvent mettre la clause *Sine alio quovis modo* dans leurs provisions. T. III, 339 & *suiv.* v. *Collation par les Ordinaires*, *Prise de possession*, *Visa*. Déclaration du Roi, portant que les collations & provisions faites avant

l'Edit, en vertu des procurations surannées, sont réputées nulles. T. VI, 47. Edit d'Henri II, sur l'insinuation des provisions aux Greffes ecclésiastiques, *id.* 49. Edit d'Henri IV, qui érige les Greffes des Insinuations ecclésiastiques en Offices Royaux, *id.* 53. Extrait des registres du Grand Conseil du Roi, sur le contrôle des provisions, *id.* 460. Lettres de Jussieu pour la vérification dudit Edit, avec modification sur icelui, & augmentation de deux Contrôleurs, *id.* 462, v. *Censures*, *Insinuation*, *Patron*, *Patronage*, *Provisions bénéficiales*, *Règle de verisimili notitia obitus*, *Science*, *Simonie*, *Suspense*.

*Provisions bénéficiales*. Déclaration du Roi, portant règlement sur l'insinuation des provisions bénéficiales, & sur les permutations. T. VI, 65. Lettres de relief, d'adresse & de surannation, *id.* 70. Arrêt de vérification du précédent Edit, *id.* 71, v. *Ordinations*.

*Psalmodie*, v. *Heures canonicales*.

*Pseautier*. On recommande aux Chanoines d'apprendre par cœur le Pseautier. T. I, 613, v. *Heures canonicales*.

*Publication*, v. *Aliénation des biens d'Eglise*.

*Pucelle d'Orléans*, v. *Jeanne d'Arc*. *Puissance ecclésiastique*. Déclaration de Louis XIV, sur la déclaration faite par le Clergé de France, de ses sentimens touchant la puissance ecclésiastique. T. VI, 466.

*Purgation canonique*. L'usage de la purgation canonique est aboli depuis long-temps. T. IV, 610.

*Puy*. L'Evêque du Puy ne relève d'aucun Métropolitain. T. I, 245.

Q.

**Q**UENTIN, (S.) v. *Noyon*, *Fernandois*. L'Eglise de saint Quentin est régulière dans son origine. T. I, 224. S. Eloy & ses successeurs lui donnent des Moines pour Abbés, *id.* 225 & *suiv.* Pourquoi nos Rois confèrent les Prébendes de cette Eglise de plein droit, *id.* 228. Epoque de la sécularisation du Monastère de saint Quentin, *id.* 231. Invention du corps de S. Quentin par S. Eloy, *id.* 232. Copies infidèles du testament de S. Remy, *ibid.* Où saint Quentin souffrit le martyre, *id.* 233. Procès qu'ont eu les Chanoines de S. Quentin avec les Evêques de Noyon, *id.* 235, v. *Noyon*.

*Question*. L'Official ne peut condamner à la question. T. IV, 619. Le Juge ecclésiastique peut-il ordonner que l'accusé soit mis à la question. T. IV, 1. p. 402. En quel cas on peut l'ordonner, *ibid.* & *suiv.* L'appel suspend la condamnation à la question, *id.* 404. Ce qu'on doit observer en donnant la question, *ibid.* Interrogatoire après la question, *id.* 405. Manière de donner la question à l'eau, *ibid.* & *suiv.* Manière de la donner aux brodequins, *id.* 407.

*Quêtes*, v. *Maisons presbytérales*, *Marguilliers*, *Pain à benir*, *Pain-beni*.

*Quimper* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 608.

*Quinquennium*. Peut-on, après l'obtention des Lettres, suppléer à ce qui manque au *Quinquennium*. T. III, 114.

*Quiriet de Provins*, (S.) v. *Sens*.

R.

**RACHAT.** Lettres Patentes de Louis XIII, portant attribution de Jurisdiction au Grand Conseil, pour vérifier l'Edit de rachat du domaine des Bénéfices, connoître de tous différens qui interviendront à l'exécution dudit Edit, avec interdiction à tous autres Juges. T. V, 105. Déclaration du Roi, portant continuation aux Ecclesiastiques de racheter pendant dix années les biens vendus & aliénés de leurs Bénéfices, *id.* 109.

**Rang.** Le Rang ne se règle pas sur le caractère, mais sur l'autorité attachée à l'office. T. I, 166, v. *Benoît* (S.).

**Rapt.** Le neuvième empêchement est le rapt. T. IV, 2. p. 189. Conciles & Ordonnances des Rois qui le condamnent, *id.* 190 & *suiv.* Il y en a de deux sortes, le rapt de violence & de séduction, *id.* 192 & 196. Peines décernées par nos Loix contre les ravisseurs, *id.* 193 & *suiv.* Le rapt de séduction n'a pas lieu en faveur des filles de mauvaise vie, *id.* 194 & *suiv.* L'instance en rapt portée devant le Juge séculier, lie les mains à celui d'Eglise, *id.* 196, v. *Cas privilégiés*. Déclaration de Louis XV, concernant le rapt de séduction. T. VI, 489.

**Ravennes.** Les Archevêques de Ravennes dans tous les Conciles tenus tant à Rome qu'ailleurs, jusqu'au douzième siècle, sont placés immédiatement au dessous du Pape. T. I, 163.

**Ravisseurs.** Excommunication contre

ceux qui ravissent les femmes & filles pour les épouser. T. II, 434, v. *Rapt*.

**Réaggrave.** Il faut une nouvelle permission pour publier la réaggrave. T. II, 467, v. *Monitoires*.

**Rébatpisation** (la) est la première faute que l'Eglise punit de la peine de l'irrégularité. T. II, 283. Ceux qui rébatpisent sous condition, n'y tombent pas, *id.* 284, voyez *Baptême*.

**Rébellion**, v. *Titulaires*.

**Recèlement.** Déclaration de Louis XIV, qui défend de receler les corps des Bénéficiers défunts. T. VI, 104. v. *Registres*.

**Reclamation**, v. *Profession Religieuse*, *Vaux*.

**Récollement**, v. *Accusé*, *Témoins*. Le récollement doit être suivi de la confrontation. T. IV, 606. En cas de contumace le récollement des témoins vaut confrontation, *id.* 607.

**Recommandation**, v. *Mandats*.

**Réconciliation**, v. *Exhérédation*.

**Réconvention**, v. *Allions*.

**Recréance**, v. *Dévolutaires*, *Gravés*, sur la fin de l'article, *Postsession triennale*.

**Recteur.** Les revenus du Recteur sont bornés à cent quarante livres. T. I, 72, v. *Universités*.

**Recusation.** Causes pour lesquelles un Juge peut être recusé. T. IV, 387; la grande familiarité du Juge avec une de ses parties, *id.* 388. Celui qui est en procès avec son Evêque, peut-il recuser son Officiel, *ibid.* Celui qui recuse mal à propos son Juge, doit être condamné à l'amende, *id.* 389.

**Réforme.** Déclaration du Roi, concernant la réforme des Maisons Religieuses. T. V, 457. Déclara-

tion du même, sur le même sujet, *id.* 458.

**Refus de Sacremens.** Un Curé peut-il refuser les Sacremens sur une notoriété de fait. T. II, 414 & *suiv.* Jurisprudence du Royaume sur ce point, *id.* 416, v. *Hérétiques notoires*. Quels sont les cas où il est permis de refuser les Sacremens. T. IV, 2. p. 347. Procès-verbal de l'Assemblée du Clergé, & plusieurs autres pièces sur le même sujet, *id.* 349 & *suiv.*

**Régale.** Fondement du droit de régale dans nos Souverains, il est autorisé par le Concile général de Lyon. T. II, 611. Les Rois de France confèrent en régale les Bénéfices vacans en régale, *id.* 612. S. Louis soutint ce droit avec beaucoup de vigueur, *id.* 613. Il y a six cens ans au moins que nos Souverains en jouissent, *ibid.* Les Rois d'Angleterre en ont joui long-temps, & souvent abusé, *id.* 614. Les autres Souverains catholiques y renoncent, *id.* 615. Le Roi de France fait régir le temporel des Prélatures vacantes, par des Economes séquestres, *ibid.* Droits attribués à leurs peines & à leurs soins, *id.* 616 & *suiv.* Les Abbayes ne tombent point en régale comme les Evêchés, quant à la nomination des Bénéfices qui en dépendent, *id.* 618. Exception lorsque les Abbayes & les Evêchés vacquent en même temps, *ibid.* Les Cures ne tombent point en régale comme les Dignités des Cathédrales; & si la Cure est unie à une Dignité, le Roi en dispose, *id.* 69, ainsi que des Prieurés conventuels qui sont à la collation des Evêques, *id.* 620. Le droit de régale est incessible & ne peut

s'exercer que par le Roi, on en son nom, *id.* 621, v. *Enfans de France*. La régale s'étend aujourd'hui sur tous les Evêchés du Royaume, *id.* 622. On en exemptoit autrefois plusieurs Eglises, *id.* 623. Cambrai & Besançon en sont exemptes, *id.* 625, ainsi que celle de Lyon, *ibid.* v. *Autun*. La régale commence du jour que l'Evêché vaque, indépendamment de toute saisie, *id.* 627, en cas de translation, du jour que le Roi l'agréee, *id.* 629, v. *Officialité, Secrétariat*. Les Officiers des Justices temporelles continuent les fonctions de leurs charges, *id.* 631. Les Chapitres y peuvent nommer, *ibid.* L'Econome doit acquitter les charges dont l'Evêque étoit tenu, *id.* 632. Est-il tenu des réparations des bâtimens, *id.* 633. Quant & comment se clôt la régale, *id.* 634. Les Bénéfices qui vacquent le jour que la main-levée est donnée, sont au Roi, *ibid.* Le Roi employe en œuvres pies les revenus des Evêchés vacans, *id.* 635. Il en cède une partie au nouveau Prélat, *id.* 636, v. *Alternatives, Commende, Dévolution, Pensions, Prévention, Régaliste, Résignation en faveur, Réserves*. Le Roi dispose en régale des Bénéfices qui vacquent de droit ou de fait, *id.* 641. La démission & la permutation font tomber le Bénéfice en régale, *id.* 643. Il en est de même de la résignation en faveur, quoiqu'elle n'ait pas été suivie de prise de possession, *id.* 644, v. *Possession, Regrès*. L'Élu à une Dignité du Chapitre, doit prendre la confirmation du Roi, *id.* 649, v. *Bénéfice litigieux, Litige, Patron, Patron Ecclésiastique, Pa-*

*tronage mixte, Sentence.* Quand la nomination se fait conjointement par l'Evêque & le Chapitre, il faut appeler le Commissaire du Roi. T. II, 655. Si l'Evêque confirme seulement l'élection, le Roi ne donne que la confirmation, *id.* 656. On ne l'appelle point aux nominations que le Chapitre fait sans l'Evêque, *id.* 657. Durant la vacance de l'Evêché, le Roi confère-t-il les Bénéfices dévolus à l'Archevêque, *id.* 658. Le Roi souffre qu'on joigne à ses provisions celles du Pape, *id.* 659. La seule Grand'Chambre du Parlement de Paris connoît de la régale, *id.* 660, v. *Serment de fidélité.* Le nouveau Prélat est-il tenu de prendre possession en personne pour clore la régale, *id.* 663. La Régale est ouverte dès le moment que le mariage d'un Evêque est connu. T. IV, 2. p. 254. Bulle du Pape Innocent III, par laquelle il appelle ancienne coutume, & approuve celle en vertu de laquelle nos Rois pourvoient aux Prébendes des Eglises Cathédrales, le Siège vacant. T. V, 212. Bulle du Pape Clement IV, par laquelle il reconnoît le droit de régale, & qu'il ne peut y contrevenir, *ibid.* Bulle de Gregoire X, par laquelle il déclare que les Bénéfices vacans *in curia*, sont aussi sujets au droit de régale que les autres, nonobstant les Constitutions des Papes, *id.* 213. Bulle du même Pape, qui approuve le droit de régale, *id.* 214. Bulle de Gregoire XI, qui reconnoît le droit de régale, *id.* 215. Lettres Patentes de S. Louis, allant outre mer, par laquelle il nomme l'Evêque de Paris & autres, pour

pourvoir, lui absent, aux Bénéfices vacans en régale, *id.* 216. Ordonnance de Philippe-le Bel, sur la régale, *ibid.* Ordonnance de la Régale, vulgairement appelée Philippine, *id.* 217. Ordonnance du Roi, sur l'ouverture & la clôture de la régale, tirée des registres de la Chambre des Comptes de Paris, *id.* 218. Ancien Arrêt de la Chambre des Comptes, qui reconnoît que le Roi est obligé aux charges des Evêchés durant la régale, *id.* 219. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui porte que la régale est ouverte par la promotion d'un Evêque au Cardinalat, *id.* 221. Déclaration de Charles VII, par laquelle il est porté que les Evêques, pour faire cesser la régale, doivent faire serment de fidélité au Roi en personne, & non par Procureur, *id.* 224. Ordonnance de Louis XI, sur les Bénéfices contentieux sujets à la régale, *id.* 225. Ordonnance du même, qui attribue au Parlement de Paris, privativement à toute autre Cour, la connoissance de la régale, *id.* 226. Arrêt du Parlement de Paris, qui déclare que la régale a lieu dans toutes les Eglises du Royaume, *id.* 231. Déclaration d'Henri IV, qui suspend l'exécution de l'Arrêt ci-dessus, *id.* 232. Lettres Patentes de Louis XIII, portant révocation du don qui auroit été fait à la sainte Chapelle de Paris, du revenu des Evêchés vacans en régale, & qui sera réservé aux futurs successeurs, & ce moyennant l'union de l'Abbaye de S. Nicaise de Reims à ladite sainte Chapelle, *ibid.* Déclaration de Louis XIV, par laquelle Sa Majesté dé-

clare que le droit de régale lui appartient universellement sur tous les Archevêchés & Evêchés de son Royaume, à la réserve seulement de ceux qui en sont exempts à titre onéreux, *id.* 234. Déclaration du Roi, qui ordonne aux Archevêques & Evêques des provinces de Languedoc, Guyenne, Provence & Dauphiné, de faire faire en la Chambre des Comptes de Paris, l'enregistrement des Lettres de main-levée des fruits qu'ils obtiennent de Sa Majesté, pour fermer la régale dans leurs Archevêchés & Evêchés, *id.* 235. Edit de Louis XIV, qui confirme l'étendue de la régale dans tout le Royaume, *id.* 238. Acte de consentement du Clergé de France, à l'extension de la régale, *id.* 240. Edit d'Henri III, qui érige les Economes de la régale en titre d'office, *id.* 241. Vérification de la Chambre des Comptes sur ce sujet, *id.* 243. Arrêt de la Chambre des Comptes, qui reconnoît que le Roi est obligé aux charges des Evêchés durant la régale. T. VI, 345, v. *Canonicate, Episcopat, Incompatibilité, Possesseurs, Résidence, Règle de infortis, Translation.*

**Régalistes.** On ne peut refuser les Prébendes Théologiques, Pénitentielles & Préceptoriales aux Régalistes, pourvu qu'ils ayent les qualités & les degrés requis. T. I, 575. L'option des Prébendes n'a point lieu au préjudice des Régalistes, *id.* 695. Combien donne-t-on de temps au Régaliste pour l'acceptation des provisions. T. III, 407, v. *Possession triennale, Régale.*

**Régens.** On dispense les Régens des

Collèges du temps d'étude. T. III, 115.

**Régens-ès-Arts** (les) doivent faire registrer au Grand Conseil leurs certificats de Régence. T. III, 207.

**Régens septennaires.** Privilèges des Régens septennaires. T. III, 201. Le Docteur en Théologie ne l'emporte sur le septenaire que quand il est le plus ancien de tous les contendans, *id.* 203. Il faut qu'il ait pris le Doctorat avant la réquisition du Régent, *id.* 204. Règlement nouveau entre les Docteurs en Théologie & les Professeurs septennaires, *id.* 205, voyez *Gradués.*

**Registres.** Les registres des Eglises doivent être écrits lisiblement. T. IV, 319. Règles pour ce sujet, *ibid.* v. *Extraits mortuaires.* La réforme des registres de Baptême, Mariages & Sépultures, ne sont point de la compétence de l'Official. T. IV, 2. p. 5. Les extraits des registres d'inhumation doivent être légalisés, *id.* 116. Les registres de mariage doivent être séparés de ceux de sépulture, *id.* 172. Ordonnance de François I, qui oblige les Curés à tenir registres des baptêmes, sépultures, & qui défend de receler les corps morts des Bénéficiers. T. V, 400. Ordonnance de Louis XIV, qui confirme la précédente, *ibid.* & *f.* Déclaration du Roi, concernant la forme de tenir les registres des Baptêmes, Mariages, Sépultures, Vestures, Noviciats & Professions, & des extraits qui en doivent être délivrés. T. VI, p. 232. voyez *Baptême.*

**Règle, v. Abbayes en règle.**

**Règle de Saint Augustin, v. Chanoines réguliers.**

**Règle**

*Règle de la Chancellerie Romaine*, sur les résignations faites en maladie. T. III, 508, v. *Règle de infirmis*, ou de viginti diebus.

*Règle de la Chancellerie Romaine, contre ceux qui impétrèrent les Bénéfices des vivans*. T. III, 633 & suiv. L'incapacité contractée par l'impétrant, est-elle perpétuelle, *id.* 634. Elle ne tombe point sur celui que la bonne foi excuse, *id.* 635. Elle n'est point causée par la seule demande de Bénéfice, ni même par la présentation du Patron, *id.* 636. Elle concerne les expéditions des Ordinaires comme celles du Pape, *ibid.* Le Roi veut bien y assujettir les siennes, *id.* 637, v. *Règle de verisimili notitia obitus*.

*Règle de verisimili notitia obitus*. Cette règle concerne les provisions des Ordinaires comme celles du Pape. T. III, 638. Concernet-elle aussi celles du Roi, *id.* 639. La transgression de cette règle produit elle l'incapacité au Bénéfice couru, *id.* 640, v. *Couriers*. Les résignataires de Cour de Rome ne sont pas sujets à la règle, *id.* 641, pourvu qu'avant l'admission de la résignation, un tiers n'ait pas acquis droit sur le Bénéfice, *id.* 642. La clause *aut alio quovis modo*, est inutile quand la résignation a été révoquée, *id.* 643. Défenses de cacher la mort des Bénéficiers, *ibid.* Déclaration de Louis XIV, sur ce sujet, *id.* 644. enregistrée seulement au Grand Conseil, *id.* 645. Celui qui recèle le corps du défunt, devient-il inhabile à succéder au Bénéfice, *id.* 646. On admet la preuve par témoins contre le registre mortuaire sur l'heure du décès, *ibid.*

Tome IV. II. Partie,

La mort du compétiteur n'assure point le droit du survivant, *id.* 647. Il n'est point permis de promettre un Bénéfice avant qu'il vaille, *ibid.* v. *Episcopat*, *Mariage*, *Religion*.

*Règle de infirmis ou de viginti diebus*, (la) est une des règles de la Chancellerie Romaine, qui sont reçues parmi nous. T. III, 508. Celle de *viginti diebus*, ne concerne que les résignations faites par les malades, *id.* 509. Le Parlement de Toulouse l'observe dans les permutations faites entre les mains de l'Ordinaire, mais non dans les démissions, *id.* 510. Le Parlement de Paris ne l'exige ni dans les unes ni dans les autres, *id.* 511. Les inconvéniens que la règle veut parer, n'ont guères lieu dans celles qui se font devant les Ordinaires, *id.* 512. La présomption de fraude n'a presque plus lieu en fait de résignation au préjudice des Patrons & des expectans, *id.* 513. La règle a lieu pour les Bénéfices de fondation royale, *ibid.* L'a-t-elle pour les résignations faites en régale, *id.* 514. Les vingt jours doivent être complets, & on n'y comprend point celui du décès, *ibid.* La règle n'est point suppléée par l'*alio quovis modo*, *id.* 516. Si le Pape l'omet ou la refuse, elle est suppléée de plein droit, *ibid.* Elle ne se souffre point au préjudice des Cardinaux, *id.* 517. Peut-elle nuire aux Gradués & autres expectans, *ibid.* Différence sur ce point entre l'indulte des Cardinaux & celui que le Pape accorde aux collateurs particuliers, *id.* 518. De quel jour les vingt jours prescrits par la règle, se comptent-ils, *id.* 519.

*Règle de publicandis resignationibus.*

Le Pape Innocent VIII est Auteur de cette règle. T. III, 520. Elle a force de loi en France, *id.* 521. Arrêts rendus tant au Parlement qu'au Grand Conseil sur ce sujet, *id.* 522. La publication de la résignation sans prise de possession, ne met pas à couvert le résignataire, *id.* 523. La publication de la prise de possession est-elle absolument nécessaire, *id.* 524. L'espace de deux fois vingt-quatre heures ne suffit pas, *id.* 525. On ne souffre point en France que le Pape déroge à cette règle, *id.* 526, v. *Bénéfices consistoriaux.* Les démissions faites entre les mains des Ordinaires & du Roi, doivent être publiées, *id.* 527, ainsi que les permutations, *ibid.* La mort dont parle la règle, est la naturelle, *id.* 528. Elle opère même contre ceux qui ignorent la résignation faite à leur profit, & qui ne font point du tout en faute, *id.* 529. Si le Pourvu, sur démission faite entre les mains de l'Evêque, ne fait pas publier dans le mois & que le résignant vient à décéder, le Bénéfice vaque *per obitum*, *ibid.* Comment satisfait-on à la règle en temps de guerre, peste, &c. *id.* 529, ou quand l'Evêque refuse son *visa*, *id.* 530, ou quand la Cour de Rome refuse l'expédition de la signature, *id.* 531. Le résignataire qui n'a pas satisfait à la règle, peut-il s'aider du décret de *pacificis*, *ibid.* Les six mois se comptent du jour de la date prise en Cour de Rome, *id.* 532, voyez *Induit*.

*Regrès* (le) n'a point lieu par le résignant contre le régaliſte, &

en même temps résignataire. T. II, 644.

*Regrès dans les Bénéfices résignés & permués.* Le regrès doit son origine à Boniface VIII. T. III, 556. Regrès conventionnel rejeté, surtout en France & par le Concile de Trente, *id.* 557. Qu'entend le Concile par *accessum ad beneficium*, *ibid.* La résignation faite en maladie, autorise le regrès, *id.* 558, nonobstant la réserve d'une pension, *id.* 559. La maladie se peut prouver par les ordonnances des Médecins, livres d'Apothicaires, &c. *id.* 560 & *suiv.* L'accusation d'un crime capital donne lieu au regrès, *id.* 561. Les Parlemens accordent le regrès dans le cas même d'une simple démission, *id.* 562. Le regrès s'exerce sans nouvelles provisions, *id.* 563, sur la simple Sentence du Juge Royal, *id.* 564. Usage particulier du Grand Conseil sur ce point, *id.* 565. Dans quel espace de temps le résignant doit exercer son regrès, *ibid.* Quand il en est empêché par de légitimes obstacles, la possession triennale de son résignataire ne lui nuit point, *id.* 566. La ratification expresse ou tacite, empêche le regrès, *ibid.* Si le résignant meurt après que le regrès lui a été adjugé, le Bénéfice vaque par mort, *id.* 567. Jurisprudence particulière du Parlement de Toulouse, *id.* 568. L'éviction d'un Bénéfice qu'on a pris en renonçant à un autre incompatible, donne lieu au regrès, *ibid.* Le dol ou la fraude le donne pareillement, *id.* 569. Celui qui a résigné sans le consentement du Patron laïque, peut-il le prétendre, *id.* 570, v. *Pensions*, *Pro-*



*session religieuse.*

*Réguliers*, v. *Abbayes en règle & en commende*, *Bénéficiaires réguliers*, *Cures régulières*, *Quentin*, (S.) *Religieux*, *Religieux exempts*.

*Réhabilitation*. Les François ne sont point réhabilités par le Pape immédiatement. T. II, 169. Peut-on forcer les parties à réhabiliter un mariage qui a été déclaré nul. T. IV, 2, p. 165. Déclaration du Roi sur ce point, *id.* 266. La réhabilitation doit être publique, quand l'empêchement est public, *id.* 268, & secrète quand l'empêchement est caché, *id.* 169. Mesure à prendre pour faire renouveler le consentement, *id.* 270. Il est à propos que cela se fasse de concert entre les parties, *ibid.* & *suiv.* La partie qui connoît certainement l'empêchement, ne peut pas rendre le devoir, *id.* 271. Conduite qu'elle doit garder dans le doute, *id.* 272 & *suiv.* v. *Bans*, *Mariage*, *Séparation*.

*Reims*. Les quatre plus anciens Religieux de l'Abbaye de S. Remy de Reims, sont appelés *Sacerdotes Cardinales*. T. I, 167. L'Archevêque de Reims prétend avoir reçu la Primatie de S. Pierre même, *id.* 192. L'Eglise de Reims, treizième Métropole, a huit Dignitaires. T. II, 602, v. *Excommunication*, *Métropole*, *Pairs de France*, *Religion chrétienne*, *Sixte* (S.).

*Réincidence*, v. *Censures*.

*Reine de France*, v. *Cloture*.

*Réintégration*, v. *Gradués*.

*Relaps*, v. *Hérétiques*.

*Religieuses* (les) transférées emportent-elles leurs dottes. T. II, 74. v. *Confession*, *Religieuses exemptes*. Il leur est défendu de sortir de

leurs cloîtres sans la permission de l'Ordinaire, *id.* 123. Excommunication contre ceux qui contraignent des filles à se faire Religieuses, *id.* 435. Excommunication contre les Religieuses qui sortent de leurs Monastères sans permission, *id.* 452, v. *Dot*. Le Roi à son avènement place une Religieuse dans les Monastères de fondation royale. T. III, 254. Domestiques des Religieuses, voyez *Enterremens*.

*Religieuse hermaphrodite*, v. *Hermaphrodite*.

*Religieux*. Ils renoncent au travail.

T. I, 28. On leur substitue de longs offices, *id.* 29. On souffre en France les Religieux, même Mendians, dans les emplois de grand Vicair & d'Official, *id.* 312. Exemples, *ibid.* & *suiv.* La Théologie ne peut être possédée par des Religieux, *id.* 578, à moins que le titre n'en soit supprimé & les revenus unis à la maison, *id.* 579. Ils peuvent plaider sans l'autorité de leurs supérieurs. T. II, 77. Le Religieux devenu Evêque, a ses parens pour héritiers, *ibid.* & *suiv.* quoique lui même ne leur succède pas, *id.* 78. Il n'est point déchargé de ses vœux par l'Episcopat, *ibid.* & *suiv.* On peut léguer à un Religieux une somme modique ou une pension alimentaire, *id.* 79. Si la chose léguée n'est pas à son usage, on peut la convertir en un autre, *id.* 80. Depuis quand les Religieux sont-ils exclus de la succession de leurs parens, *id.* 81. Ils ne peuvent user de leurs pensions que pour pourvoir à leurs vrais besoins, *id.* 82. Ceux qui ont porté l'habit dans un Monastère, sont-ils capa-

bles de succession, *ibid.* En est-il de même des Hermites, *id.* 83, v. *Donations, Novices, Profession, Vaux.* Tous les Religieux étoient anciennement soumis aux Evêques, *id.* 91. S. Grégoire le Grand les favorise beaucoup, *id.* 96. Les premières exemptions se bornoient aux droits pécuniaires, *id.* 97 & *suiv.* Privilèges des Monastères de S. Denis, Corbie & S. Germain, *id.* 99, de Lerins, &c. *id.* 100. On leur permet de se choisir un Abbé, *id.* 101. Sentimens de saint Bernard sur l'exemption des Religieux, *id.* 102. Les exemptions se multiplient dans le douzième siècle, *id.* 103. Les Religieux de S. Germain-des-Prés, S. Denis & sainte Geneviève, en sont extrêmement jaloux, *id.* 104. Leurs Abbés obtiennent du Saint Siège les ornemens pontificaux, *id.* 105. L'Ordonnance d'Orléans contre les exemptions, ne s'observe point, *id.* 106. Chefs dans lesquels ils sont encore soumis, nonobstant leurs privilèges, *id.* 107, v. *Cloches, Evêques étrangers, Messes, Office public, Reliques, Sacrement, (S.) Sacramens, Visite.* Les Evêques, en ordonnant les Religieux, se faisoient prêter le serment d'obéissance, *id.* 115. Les exempts même doivent être ordonnés par les Evêques des Diocèses où ils demeurent, *ibid.* & *suiv.* v. *Communautés, Confession, Ecoles, Femmes, Indulgences, Interstices, Ornemens, Prédications, Processions générales, Professions, Quêtes, Religieuses, Te Deum.* Le Religieux délinquant hors du Cloître, devient justiciable de l'Officiel, *id.* 125, v. *Bernardins, Officiel.* Les Reli-

gieux Curés sont spécialement sujets à l'Ordinaire, *id.* 127. Sans préjudice de leur soumission quant à la règle aux Supérieurs réguliers, *id.* 128, v. *Age, Liberté, Mariage, Noviciat, Ordres, Sécularisation, Translation, Vaux.* Un Religieux peut sortir du Monastère pour soulager ses père & mère, *id.* 146, v. *Monastères.* Quand les exempts se sont une fois soumis à l'Evêque, ils ne peuvent plus retourner sous l'obéissance de leurs supérieurs, *id.* 149. Les Chanoines réguliers de la Congrégation de France, sont sujets à la visite des Evêques, *id.* 150. Tous les exempts le sont aussi au défaut des supérieurs réguliers, *ibid.* & *suiv.* v. *Confesseur.* Les Religieux sont ordonnés sur le titre de leur profession, *id.* 194. Défense aux femmes d'entrer dans les Monastères de Religieux, *id.* 438. Les Religieux qui usurpent les dixmes appartenantes au Clergé séculier, encourent la suspension, *id.* 500. Le Religieux gradué est rempli par une pension modique. T. III, 172. Le Religieux indultaire est traité plus favorablement, *ibid.* v. *Abbayes, Bénéficiaires réguliers, Brevétaires, Censures, Cartes primitifs, Degrés, Dixme, Election, Enterremens, Excommunications réservées au Pape, Habits ecclésiastiques, Moines, Nomination, Opérations chirurgicales, Origine, Pensions, Sépultures, Vaux solennels.*

Religieux de S. Antoine. Edit du Roi, portant que les Religieux de l'Ordre de S. Antoine, en possession de Cures, Vicaireries perpétuelles ou Prieurés-Cures, pourront être rappelés dan s les

maisons de leur Ordre, & qui règle ce qu'ils auront à observer pour posséder ces sortes de Bénéfices. T. V, 476.

*Religieux apostats.* La suspension est encourue par les Religieux apostats qui quittent leur habit & prennent les Ordres sacrés. T. II, 483.

*Religieux indulgent, v. Indulgent.*  
*Religieux de la sainte Trinité.* Déclaration du Roi, en faveur de l'Ordre de la sainte Trinité & Rédemption des captifs, portant que les Religieux dudit Ordre, pourvus de Cures, pourront être révoqués par le Chapitre ou Supérieur général, du consentement des Evêques. T. V, 468. Arrêt du Grand Conseil, qui en ordonne l'exécution, id. 469.

*Religion.* Changement de religion, v. *Dissolution du mariage.* La dispense du vœu de religion est réservée au Pape. T. IV, l. p. 129, pourvu qu'il soit certain, absolu & perpétuel, id. 210, v. *Cultus disparitas.*

*Religion chrétienne.* Etablissement de la Religion chrétienne dans les Gaules. T. I, 207 & suiv. Elle ne s'est établie à Reims, à Sens, à Rouen, que vers le milieu du troisième siècle, id. 208. Elle semble établie à Arles avant le milieu du troisième siècle, id. 211. La Lettre du Pape Zozime en faveur de l'antiquité d'Arles, est fort suspecte, id. 216. Antiquité de l'Eglise de Vienne, fondée par S. Crescent, différent du Compagnon de S. Paul, id. 217. Epoque de l'établissement de la Religion chrétienne dans la seconde Belgique, id. 219. Pour honorer le berceau de la Religion

dans le Vermandois, un nommé Radbot y établit une Communauté de quatre Ecclésiastiques ou Chanoines, dont les Prémontrés prirent la place soixante-douze ans après, id. 217.

*Religion Prétendue Réformée.* Déclaration du Roi, qui permet à ceux de ses sujets qui sont sortis du Royaume pour la Religion Prétendue Réformée, & qui y reviendront, de rentrer dans leurs biens. T. VI, 148. Déclaration du Roi, concernant ceux qui déclarent qu'ils veulent mourir dans la Religion Prétendue Réformée, id. 151.

*Reliques.* Il est défendu aux Chapitres exempts de faire aucune translation de Reliques. T. I, 451. Les Religieux exempts ne peuvent empêcher l'Evêque de faire la visite des Reliques qui sont dans leurs Eglises. T. II, 108.

*Remboursement de rentes, v. Dons gratuits, Rentes.*

*Reméré.* Les fonds vendus à reméré ou avec réserve d'usufruit, ne sont pas sujets au droit d'amortissement. T. IV, 113. Le sont-ils quand ils sont achetés à rente, *ibid.*

*Remi.* (S.) Les Chapellains de saint Remi d'Avignon ne sont point Bénéficiaires, pourquoi. T. I, 60. Copie infidèle du testament de S. Remi, id. 212, v. *Reims.*

*Remiremont, v. Prémontrés, Chanoines.*

*Rémission.* Le Chapitre de Rouen & l'Evêque d'Orléans, donnent des Lettres de remission. T. II, 270 & suiv.

*Rennes* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 608.

*Renonciation.* La suspension a lieu con-

tre ceux qui extorquent des renonciations. T. II, 499.

*Rentes, v. Remeré.* Les rentes de toute espèce doivent le droit d'amortissement. T. IV, 116, à raison du dixième denier du principal, *id.* 117. Les deniers mis à rente sur les Corps privilégiés, ne doivent point le droit d'amortissement, *id.* 118. Les rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris & le Clergé, sont des Corps privilégiés, *id.* 119, v. *Etats de Bretagne.* Les arrérages des rentes payées par un injuste détenteur, ne se répètent point sur son successeur, *id.* 358. Déclaration du Roi, qui décharge de l'amortissement les rentes créées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, & qui ordonne que les rentes constituées à prix d'argent au profit des Bénéficiers, Communautés séculières, régulières, Curés, Fabriques, Confréries, & généralement de tous gens de main-morte, y seront sujets. T. V, 36. Déclaration du Roi, qui décharge des droits d'amortissement les rentes constituées à prix d'argent par le Clergé au profit des gens de main-morte. *id.* 40. Arrêt du Conseil, qui décharge les Fabriques, les Charités des Paroisses, & les Communautés régulières de Paris, des droits d'amortissement pour toutes les rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, qu'elles ont constituées, ou qui leur ont été léguées; & ordonne que les payeurs seront tenus de vider leurs mains en celles desdites Fabriques, Charités & Communautés, des arrérages desdites rentes qui leur sont dûs, *id.* 42. Déclaration du Roi, portant que les droits d'amortisse-

ment pour les rentes constituées à prix d'argent au profit des gens de main-morte, seront modérés à deux années de revenu desdites rentes, *id.* 45. Edit du Roi, portant défenses à l'Hôpital général & autres Hôpitaux, de prendre des rentes à fonds perdu plus bas que le denier vingt, *id.* 51. Edit du Roi, sur le même sujet, *id.* 54. Ordonnance de Charles VII, qui oblige ceux qui remboursent les rentes dues aux Eglises, à veiller sur le remploi d'icelles, *id.* 162. Déclaration de François I, touchant les rentes créées sur les maisons-de-ville en faveur des Eglises, avec les modifications portées dans l'Arrêt d'enregistrement, *id.* 163. Modification de la Cour sur la publique & vérification de la précédente Déclaration, *id.* 164. Déclaration d'Henri II, sur les rentes du Clergé, provenant des contrats emphytéotiques, *id.* 165. Arrêt du Conseil, qui ordonne que tous Propriétaires de fonds & héritages, maisons & offices qui doivent des rentes ou pensions au Clergé, & sur lesquels ils ne peuvent retenir le dixième, présenteront leurs requêtes aux sieurs Intendants dans leurs Provinces, pour demander la déduction de ces dixièmes sur celui qu'ils payent des revenus de leurs fonds, en justifiant par eux de la réalité desdites rentes & pensions, & en rapportant les contrats & autres actes à ce nécessaires, *id.* 192. Extrait du contrat passé entre le Roi & le Clergé, *id.* 193, v. *Grains.*

*Rentes dues aux Eglises, v. Prescription.*

**Rentes foncières** ( les ) dues aux Eglises sur les maisons-de-ville, ne sont pas rachetables. T. IV, 190, v. *Arrérages*.

**Rentes foncières & perpétuelles.** L'indemnité est due au Seigneur, pour les rentes foncières & perpétuelles. T. IV, 110, v. *Rentes remboursées & amorties*.

**Rentes de libéralité** ( les ) sont-elles rachetables. T. IV, 187. La Jurisprudence présente incline pour la négative, *id.* 188, à moins que la rente ne soit à prendre sur tous les biens du donateur, *id.* 189. Celles de libéralité sur les maisons-de-ville sont rachetables à toujours, *id.* 191. Les hoirs du fondateur ne demeurent point garants de la rente léguée, *id.* 191.

**Rentes rachetables.** L'Eglise n'a point de privilège pour empêcher le remboursement des rentes rachetables. T. IV, 185. Celles qu'on constitue en grains sont rachetables à toujours & réducibles en argent, *id.* 186. Exception de cette règle, *ibid.* voyez *Rentes de libéralité*.

**Rentes remboursées & amorties.** Les acquisitions faites des deniers d'une rente remboursée & amortie, ne doivent point de droit d'amortissement. T. IV, 132.

**Rentes viagères.** Défenses aux Communautés d'acquiescir à rente viagère. T. IV, 94.

**Renvoy**, v. *Délit*.

**Réparations.** Ordonnance de Charles IX, qui décharge les Bénéficiers des réparations en vétusté durant le temps des troubles, guerres, &c. T. V, 126. Lettres Patentes du même, qui déchargent les Bénéficiers des réparations de vétusté, *id.* 127. Déclaration de Louis

XIV, pour les réparations des Eglises & des Presbyteres, *id.* 128. Déclaration de Louis XV, concernant les réparations des maisons presbytérales, *id.* 129. Arrêt de règlement des Grands Jours de Clermont, qui ordonne que les portions congrues des Curés seront prises sur les Dixmes, par préférence aux réparations des Chœurs des Eglises Paroissiales, *id.* 131. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, concernant les réparations des Eglises, *id.* 132. Arrêt du Parlement, portant règlement pour les ornemens & réparations des Eglises, & pour le logement des Curés, *id.* 132. Arrêt de règlement du Conseil d'Etat du Roi, sur les réparations des Eglises, *id.* 136. Règlement de Messieurs les Maréchaux de France, sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur. T. VI, 204. Autre règlement des mêmes, qui confirme & augmente le précédent, *id.* 209, v. *Bâtimens ecclésiastiques*, *Biens d'Eglise*, *Gros décimateurs*, *Portions congrues*, *Régale*, *Simonie*.

**Repas.** Les Evêques consacrés par leur Métropolitain, doivent un repas aux Chanoines de l'Eglise Métropole. T. I, 251. Les repas que l'Evêque donne sont de pure honnêteté, *id.* 460.

**Représentation.** Le grand Vicaire ne peut représenter son Evêque dans les Assemblées Provinciales. T. I, 324.

**Requête civile**, voyez *Appel*, comme d'*abus*.

**Réquisition.** Formule de réquisition d'un Bénéfice. T. III, 143.

**Refcission**, v. *Lettres de refcission*.

**Rescripts de Rome** pour la tonsure ;

voyez *Mariage*, *Tonsure cléricale*.  
*Réserve* (la) à l'Evêque suit-elle le coupable par-tout où il se confesse. T. II, [458](#), v. *Réserves de Cour de Rome*. Le Roi, en régle, n'est point sujet aux réserves de la Cour de Rome, *id.* [637](#).

*Réserves de Cour de Rome*. Différence entre les mandats & les réserves de la Cour de Rome. T. III, [267](#). L'usage des réserves ne paroît pas plus ancien dans son origine que celle des mandats, aussi S. Louis les défend-il dans une Ordonnance qu'on lui attribue, *id.* [269](#). Plaintes ameres des Anglois contre les abus qui en résultent, *id.* [270](#). Elles se multiplient à l'infini sous Clement VI, *id.* [271](#), v. *Expectatives*, *Réserves*. On ne reconnoît point en France la réserve des Bénéfices appartenans aux domestiques du Pape & des Cardinaux, *id.* [274](#) & *suiv.* On n'y admet seulement que celle qui vient du décès *in curia*, *ibid.* Elle cesse si le Pape ne confère pas le Bénéfice dans le mois de sa vacance, & durant la vacance du S. Siège, la réserve n'a lieu pour aucun Bénéfice, *id.* [276](#). La vacance *ex depositione facta in curia*, n'a point lieu en France, *id.* [277](#). Quand le Bénéfice sujet à la réserve est en pays d'obédience & le chef-lieu ailleurs, on l'en décharge, *ibid.* v. *Bénéfices consistoriaux*. La vacance *in Curia* a-t-elle lieu durant que le S. Siège est lui-même vacant, *id.* [280](#). La réserve des huit mois a lieu en Bretagne pour les Bénéfices qui y vaquent par mort, *id.* [280](#), v. *Bretagne*. La réserve au profit du Pape, n'a lieu qu'en cas de vacance par mort, *id.* [282](#), v. *Patrons*. Les réserves & alter-

natives cessent-elles durant la vacance du Siège, *id.* [284](#). Les réserves viennent-elles de la Chancellerie ou d'un traité particulier, *id.* [286](#), v. *Alternative*. Les réserves dans les mois du Pape sont extrêmement restreintes dans les Pays-Bas, *id.* [288](#), v. *Collation*.

*Résidence*. Tous les Bénéfices anciennement obligeoient à la résidence. T. I, [107](#). Les simples en sont exempts par une coutume immémoriale, à laquelle l'Evêque ne peut donner atteinte, *id.* [108](#). L'impuissance de subsister dans le lieu de la résidence, l'emporte sur le titre même de la fondation, *id.* [109](#). Les Dignités des Cathédrales sont obligées à la résidence, *id.* [110](#). Arrêts qui les y condamnent, *id.* [111](#). Usage de la France & des Pays-Bas sur ce sujet, *id.* [112](#), approuvé par les Casuistes les plus rigides, *id.* [113](#) & *suiv.* Les Doyens des Cathédrales sont obligés à résidence, *id.* [131](#). Le défaut de résidence ne fait point vaquer *ipso facto*. T. IV, [9](#). Les Parlemens du Royaume le jugent ainsi, *id.* [10](#). Les monitions sont requises par les Loix canoniques, *id.* [11](#). Exception pour la régle, *id.* [12](#). On ne doit ordinairement procéder contre les Curés qu'après six mois, & contre les Chanoines qu'après trois ans d'absence, *id.* [12](#). Les Curés qui ne résident pas, doivent être privés de leurs fruits, *id.* [13](#). Ordonnances de Blois de 1595, en quoi elles diffèrent, *id.* [15](#). Les Curés doivent prendre la permission par écrit, *id.* [17](#), v. *Restitution*. L'Evêque ne peut employer un Curé hors de sa Paroisse, au-delà de deux mois, *ibid.* Les Dignités des

des Cathédrales font-elles obligées de résider, *id.* 18. Ordonnance de Philippe le Bel, qui défend à tous les Ecclésiastiques de sortir du Royaume sans permission. T. VI, 6. Ordonnance du même, qui confirme la précédente, *id.* 7. Edit de Louis XI, qui défend à tous Religieux de sortir du Royaume, même pour les Chapitres de leurs Ordres, *id.* 8. Lettres Patentes du même, sur la résidence des Prélats, *id.* 9. Edit d'Henri II, sur la résidence des Prélats, Curés, &c. *id.* 10 & *suiv.* Lettres Patentes de Charles IX, sur le même sujet, *id.* 12. Bulle du Pape Clement VI, qui dispense de la résidence les Officiers de la Chapelle du Roi, *id.* 13. Lettres Patentes d'Henri III, au sujet de la précédente Bulle, *id.* 14. Déclaration de Louis XIII, sur le privilège desdits Officiers, *id.* 15. v. *Chapelains, Curés, Pensions.*

*Résignant*, v. *Dignes, Pensions, Résignation pure & simple des Bénéfices, Simonie.*

*Résignataire* (le) a trois ans pour prendre possession. T. III, 426, v. *Attestation, Infinuations, Provisions, Règle de publicandis, Règle de verisimili notitiâ, &c. Résignation en faveur, Subrogation.*

*Résignation*. Règle pour juger quand une résignation est faite en fraude des Gradués. T. III, 198. Déclaration de Louis XIV, sur le fait des résignations des Cures, Prébendes & Pensions. T. V, 447. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant règlement sur les résignations faites *in extremis*. T. VI, 109. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, qui défend aux Précepteurs des Bénéficiers de re-

cevoir leurs résignations, *id.* 111. Lettres Patentes d'Henri III, concernant les résignations des Bénéfices de fondation royale, *ibid.* Edit du Roi qui défend toute union de Bénéfices, sans Lettres Patentes, *id.* 112, v. *Procurations, Règle de verisimili notitiâ obitûs.*

*Résignations en faveur*. Les Prébendes Théologales, Pénitencielles, & Préceptoriales, peuvent se résigner en faveur. T. I, 574. En régle, le Roi admet les résignations en faveur. T. II, 638, v. *Régale*. L'élu, quoique non confirmé, peut permuter & résigner en faveur, *id.* 718, & faire sa démission entre les mains du Chapitre, *id.* 719. Elles sont opposées à l'ancienne discipline de l'Eglise. T. III, 446. L'usage en est occasionné par la simonie & l'incontinence des Bénéficiers, *id.* 447. Le Pape seul les admet, *id.* 448, v. *Vice-Légat d'Avignon*. On désigne dans l'acte de démission celui qu'on désire avoir pour successeur, *id.* 450. Les résignations des Cures & des Canonicaux, ne passent plus à Rome sans attestations des Ordinaires, *id.* 451. Les clauses *nec aliis, nec aliter*, inconnues dans le seizième siècle, lient aujourd'hui les mains du Pape, *id.* 452. Pie V défend aux Evêques de recevoir les démissions avec désignation des sujets qu'on veut avoir pour successeurs, *id.* 453. L'admission de la résignation est regardée en France comme un acte de Justice, *id.* 454. Le Procureur chargé d'une résignation en faveur, peut-il le faire purement & simplement entre les mains de l'Ordinaire, *id.* 455.

La résignation en faveur demeure suspendue jusqu'à ce que le résignataire l'ait acceptée, *ibid.* Moyens sur lesquels le Parlement juge de l'acceptation, *id.* 456. Le résignataire d'une Cure peut-il y faire les fonctions curiales avant la prise de possession, *id.* 457, v. *Bénéfices consistoriaux*. Si le résignant meurt avant l'acceptation de son résignataire, le Bénéfice vaque par sa mort, *id.* 459. Le résignataire obtient néanmoins le Bénéfice en vertu de la clause *aut alio quovis modo*, *ibid.* v. *Dignités électives*. Les Prébendes Théologiques & Pénitentielles peuvent se résigner, *id.* 465. Si le Pape rejette de la résignation une condition licite, elle est nulle & le résignant a droit de retenir son Bénéfice, *id.* 466. Si le résignant ne s'en plaint point, elle subsiste, *id.* 467. Les Cours du Royaume favorisent autant qu'elles le peuvent les résignans & l'exécution de leurs conventions, *ibid.* Les clauses illicites rendoient autrefois les résignations nulles, *id.* 468. Aujourd'hui elles sont réputées *pro non apposis*, *id.* 469. Fondement de cette Jurisprudence, *id.* 470. Quand il y a bonne foi de la part du résignant, la condition illicite ne lui nuit point, *id.* 471. La procuration & sa révocation doivent être reçues par un Notaire Apostolique, *id.* 471, mais non sous peine de nullité, *id.* 472, v. *Notaires Apostoliques*. La procuration reçue par un Notaire hors de son district, est-elle nulle, *id.* 474. Modèle d'une procuration *ad resignandum*, *ibid.* Il faut, à peine de nullité, y faire mention de la santé ou maladie du rési-

gnant, *id.* 475, v. *Procuracion ad resignandum*. La procuration peut se donner à un Laïque, à moins qu'on ne lui laisse le choix du résignataire, *id.* 478. La grosse de la procuration doit être expédiée par le Notaire qui a reçu la minute & qui doit la retenir, *ibid.* Quelle foi doit on ajouter à une copie dont la minute est perdue, *id.* 479. La nullité est-elle au préjudice du résignataire ou du collateur, *ibid.* Les procurations doivent être signées avant d'être envoyées à Rome, *id.* 480, v. *Insinuations*. Le Procureur n'est pas tenu d'accepter sa commission par un acte exprès, *id.* 483. Défense de retenir date à Rome sur résignation sans procuration, *id.* 484. Procurations surannées se rejettent même pour le pétitoire du Bénéfice, *id.* 485. La révocation de la procuration doit être signifiée, *ibid.* La signification est de la forme essentielle de la révocation, *id.* 486. On peut la signifier au Notaire qui a reçu la procuration, *ibid.* ou au domicile du résignataire, *id.* 487. On tient à Rome que le résignant peut révoquer jusqu'à ce que son consentement ait été fourni à la Chancellerie, *id.* 488. Jurisprudence du Royaume sur ce point, *id.* 489. Il n'est plus nécessaire que les provisions sur résignations soient expédiées dans les vingt jours ou dans les six mois, *id.* 490. Celui qui a envoyé sa procuration pour résigner en Cour de Rome, peut-il résigner entre les mains de l'Ordinaire, *id.* 491. Le résignant peut rétracter la révocation, *id.* 492, mais il n'est pas nécessaire qu'il fasse signifier sa rétractation,



*ibid.* Le *Jus ad Beneficium* ne peut pas se résigner en faveur, *id.* 493, v. *Criminels*, *Excommuniés*. La résignation du Bénéfice sur lequel on a été ordonné, se souffre en France, *id.* 502. Peut-on l'admettre malgré l'opposition des créanciers, *ibid.* Toute résignation même simple, doit se faire par écrit, & de plus pardevant Notaire, *id.* 503. Le résignataire doit prendre possession dans trois ans, à peine de nullité, *id.* 504. Un Bénéfice ne peut être résigné deux fois à la même personne, à moins que le Pape ne déroge au règlement qui le défend, & que la seconde résignation se fasse sans fraude, *id.* 506 & *suiv.* Le résignataire peut recroquer son droit à son résignant, *id.* 508, v. *Baux*, *Crimes*, *Règle de la Chancellerie Romaine*, *Union*.

*Résignation pure & simple des Bénéficiers.* T. III, 423. Défenses faites aux Ecclésiastiques de quitter leurs emplois, on les y attache par promesse de stabilité & même par serment, *id.* 423. Raisons qui peuvent les en décharger, *id.* 424. Le lien qui attache un Evêque à son Eglise, se rompt plus difficilement que celui des autres Bénéfices, *id.* 425. Il subsiste jusqu'à ce qu'il soit rompu par le Chef de l'Eglise, *ibid.* & *suiv.* Le Droit commun réserve aux Evêques la démission sur-tout des Cures, *id.* 426, sans préjudice néanmoins du Pape & de ses Légats, *id.* 427. Le grand Vicaire de l'Evêque peut l'admettre sans pouvoir spécial, *ibid.* L'usage l'attribue aux Chapitres, *id.* 428. La démission faite entre les mains du Patron est nulle, à moins que

l'Ordinaire ne l'approuve, *id.* 429. Elle peut se révoquer jusqu'à ce qu'elle ait été acceptée par le supérieur, *id.* 430. Le résignant perd le titre & le possesseur dès l'instant que la démission est admise, *ibid.* La cession d'un Bénéfice litigieux se peut faire en justice, *id.* 431. Le consentement du Patron n'est pas nécessaire pour la démission, *id.* 432, v. *Bénéfices consistoriaux*. La démission des Evêques se fait entre les mains du Pape, *id.* 433. On y peut faire celle de toutes sortes de Bénéfices, *ibid.* La coutume a dérogé aux droits des Evêques, & favorise la liberté des Bénéficiers, *ibid.* La démission faite entre les mains du Roi, ne fait pas vaquer les Evêchés, *ibid.* Les résignations doivent être libres, *id.* 434, v. *Dol*, *Prison*. On peut forcer un Bénéficiaire à quitter quand il en a demandé la permission, *id.* 436. La résignation quoique nulle, le dépouille en France, pourvu qu'elle soit effectuée, *id.* 437, v. *Simoniaque*. La bonne foi excuse le résignant, & l'empêche d'encourir la privation de son Bénéfice, *id.* 439, v. *Disciples*, *Insensé*, *Malades*, *Mineurs*, *Résignation en faveur*.

*Respect*, v. *Eglises*.

*Restitution.* L'obligation qu'ont les Curés & les Chanoines de restituer, est-elle de droit naturel. T. IV, 16, v. *Prieurés*.

*Retention*, v. *Pensions*.

*Retrait.* Louis XIII attribue la connoissance des retrairs ecclésiastiques au Grand Conseil. T. IV, 165, v. *Biens d'Eglise*.

*Retrait lignager*, v. *Dixmes inféodées*.

*Révélation de confession.* La révélation du Confesseur est-elle du nombre des cas privilégiés. T. IV, 566, v. *Cas privilégiés, Confession, Empêchemens, Monitoires.*

*Revenu* suffisant pour l'entretien d'un Ecclésiastique. T. III, 672 & 678. *Déclaration du Roi*, sur l'emploi des revenus provenans de Bénéfices incompatibles. T. VI, 105.

*Revenus des Bénéfices*, v. *Partage du revenu des Bénéfices.*

*Revenus ecclésiastiques*, v. *Partage du revenu des Bénéfices.* Les Bénéficiers peuvent avoir des biens de trois espèces. T. IV, 359. Les honoraires des Messes & des Prédications sont-ils de la seconde ou de la troisième espèce, *ibid.* Les Bénéficiers sont-ils tenus de vivre de leur patrimoine, *id.* 360, & de faire un bon usage de leurs revenus, *id.* 361. Recueil des Canons qui semblent le décider, *id.* 362 & suiv. v. *Aumône.* Ils paroissent les maîtres des épargnes qu'ils font sur leur nécessaire, *id.* 367. Les héritiers des Bénéficiers succèdent à leurs obligations, *id.* 368. Les Loix impériales les confirment, *id.* 369. L'usage y déroge insensiblement, *id.* 370, v. *Bâtimens ecclésiastiques, Dépouille, Prisons.*

*Révocation*, v. *Grands Vicaires, Officiaux, Résignation en faveur.* *Rhodes* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 590.

*Riches*, v. *Consentement des parens.* *Rieux* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 607.

*Riez* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 588.

*Rois.* Le Doyen du sacré Collège à Rome, a le droit de précéder les Rois même dans l'occasion, T. I,

179, voyez *Domicile, Maison du Roi.*

*Rois de France* (les) donnoient aux gens d'Eglise & aux Laïques les biens d'Eglise à titre de hief. T. I, 6 & suiv. Les Prébendes qu'ils ont dans quelques Eglises, ne sont point de véritables Bénéfices, *id.* 66. Témoignages des Rois de France en faveur de la primauté du Pape, *id.* 132 & suiv. Ce n'est que depuis François I, que les Rois ont pris le titre de Majesté, au lieu de celui d'Excellence ou d'Altesse qui a passé aux Ambassadeurs, *id.* 183. Pourquoi nos Rois confèrent-ils les Prébendes de S. Quentin de plein droit, *id.* 228. On admettoit quelquefois des Moines à la Chapelle de nos Rois, *id.* 229. Nos Rois faisoient prendre place au-dessus d'eux aux Evêques en certaines occasions, exemples, *id.* 255 & suiv. & de les appeller *notre Pere & Seigneur*, *id.* 259, v. *Clôture, Collation des Bénéfices par les Laïques, Donations faites aux Eglises, Joyeux avènement, Liberts de l'Eglise Gallicane, Régale.*

*Rois & Souverains* (les) se faisoient honneur d'assister aux Offices en habit ecclésiastique. T. I, 598 & suiv. Exemples, *id.* 599.

*Romain*, (le) v. *Heures canonicales.* *Romains*, v. *Immunités des Bénéficiers.*

*Rome.* Le Patriarche de Rome a son titre à S. Jean de Latran. T. 187.

*Ronde*, (Notre-Dame de la) voyez *Rouen.*

*Roturier*, v. *Franc-fief.*

*Rouen.* L'Archevêque de Rouen devient Primat de Normandie. T. I, 196. Droits du Doyen de

Rouen, *id.* 398. L'Eglise de Rouen, quatorzième Métropole, a dix Dignitaires. T. II, 603. Le Roi confère de plein droit le Doyenné & les Prébendes de l'Eglise Collégiale de Notre-Dame de la Ronde, les quatre Prébendes de S. Georges ou du S. Sépulchre, alternativement avec l'Archevêque, le Doyenné & les Prébendes de la Collégiale de Pontoise, *id.* 670, v. *Lyon, Religion chrétienne, Rémission.*

*Roy, v. Rois.*

*Roye.* Arrêt favorable au Chapitre Collégial de Roye, au sujet de l'exemption. T. I, 431.

*Ruf.* ( l'Ordre de S. ) Lettres Patentes du Roi, portant que les Chanoines réguliers de l'Ordre de S. Ruf, pourvus de Cures, Vicaireries perpétuelles, ou Prieurés-Cures, pourront être rappelés au Cloître, du consentement des Ordinaires; comme aussi qu'aucun Chanoine régulier dudit Ordre ne pourra obtenir ni accepter des provisions d'aucune Cure, Vicairerie perpétuelle, ni d'aucun Prieuré-Cure dudit Ordre, & pareillement d'aucuns Prieurés conventuels, sans avoir l'attestation de ses vic & mœurs, & le consentement par écrit de l'Abbé, Chef & Supérieur général dudit Ordre. T. V, 514.

S.

**SACREMENT.** (S.) Les Religieux exempts ne peuvent empêcher l'Evêque de faire la visite du saint Sacrement dans leurs propres Eglises. T. II, 108. Il peut encore les empêcher d'exposer le

saint Sacrement & en donner la bénédiction, *id.* 111.

*Sacramens.* Les Religieux exempts ne peuvent administrer, sans la permission des Evêques ou des Curés, les Sacramens du Viatique, Mariage, &c. T. II, 117. Exception pour leurs domestiques qui demeurent dans l'intérieur de leurs Monastères, *ibid.* & *suiv.* L'interdit prive de quelques Sacramens, *id.* 509. Ce que c'est que Sacrement. T. IV, 2. p. 327. Ce qu'on doit considérer dans les Sacramens, *id.* 328. Quelle intention doit avoir celui qui confère un Sacrement, *ibid.* v. *Refus de Sacramens.* La grace du Sacrement dépend-elle de la disposition du Ministre, *id.* 329. Cérémonies pour l'administration des Sacramens, *ibid.* v. *Baptême, Confirmation, Curés primitifs, Excommunications réservées au Pape, Exposition du S. Sacrement, Extrême-Onction, Pénitence.*

*Sacrifice,* ( le S. ) v. *Curés.*

*Sacrilège.* L'Eglise connoissoit autrefois de ce crime contre les Laïques. T. IV, 2. p. 2, v. *Cas privilégiés.*

*Sacristain.* En plusieurs Eglises Cathédrales le Sacristain est mis au nombre des Dignités ou Personnats; à Rome, celui de la Chapelle du Pape est un Prélat. T. I, 538. Il doit répondre des ornemens & autres effets dont il a la garde, *id.* 537. A qui appartient le choix des Sacristains dans les Eglises Paroissiales, *id.* 539 & *suiv.*

*Sages femmes, v. Emplêchemens.*

*Saint.* On donnoit autrefois aux Evêques le nom de *Sanctissimi*. T. I, 259.

*Saints*, v. *Fêtes*, *Vêpres*.  
*Saint Brieux* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 609.  
*Saint Claude* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 598.  
*Saint Flour* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 595.  
*Saint Malo* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 609.  
*Saint Omer* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 596.  
*Saint Papout* (l'Eglise de) n'a qu'une seule Dignité qui est la Prevôté. T. II, 607.  
*Saint-Paul-trois-Châteaux* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires & un Personnat. T. II, 590.  
*Saint Pont* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 600.  
*Saintes* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 594.  
*Sainte-Beuve*, (M. de) v. *Pourvus civilement*.  
*Saisie*, v. *Distributions*, *Prisons*.  
*Saisir*. L'Official ne peut ni saisir ni faire annoter les biens de l'accusé. T. IV, 622.  
*Salut*. Il est défendu de donner des Lettres de nomination aux Gradués *per saltum*. T. III, 114, v. *Degrés*, *Ordres*.  
*Salve*, *Regina*. Son origine. T. I, 703.  
*Saluts*. Les Saluts de fondation particulière ne font point partie de l'Office divin. T. I, 792.  
*Sanctification des Fêtes*, v. *Culte divin*.  
*Santé*. Un changement notable arrivé dans la santé, peut faire réhabiliter les fiançailles. T. IV, 2. p. 30.  
*Sarlat* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 595, v. *Pienne*.  
*Satisfactions*, v. *Réparations*.  
*Saucilange*. Prieuré de Saucilange, v. *Cluny*.

*Savinien & Potentien*, SS. Apôtres de Sens. T. I, 109.  
*Savoyards*. Privilèges accordés aux Savoyards par rapport à la Province de Dauphiné. T. II, 319.  
*Sauveur*, (S.) v. *Blois*, *Curés primitifs*.  
*Scandale*. Le scandale est le fondement de la réserve au S. Siège. T. II, 309, v. *Dispense*, *Pénitencerie*.  
*Schisme*, v. *Photius*.  
*Schisme*, (grand) v. *Privilèges*.  
*Science* nécessaire pour être pourvu de Bénéfices. T. II, 215. Science éminente & médiocre, en quoi différent-elles, *id.* 216. Le défaut de science rend une provision nulle, *ibid.* Un Evêque ne peut ordonner un ignorant, dans l'espérance qu'il se rendra capable, *id.* 217. La provision donnée à un ignorant, révit-elle quand il acquiert une science suffisante, *id.* 218. Pour être pourvu il faut savoir lire & écrire, *id.* 219. Pour être pourvu d'un Bénéfice simple, il faut entendre le latin, *id.* 220. L'Evêque peut en dispenser pourvu qu'on sache lire, *ibid.* & suiv. v. *Alsace*, *Curés*, *Degrés*, *Dignitaires*, *Droit*, *Evêques*, *Ordres sacrés*.  
*Scrutin*. L'élection se faisoit autrefois par scrutin. T. II, 736.  
*Secondes noces*. Une femme ne peut se marier en secondes noces sur la déposition d'un seul témoin. T. IV, 2. p. 117, v. *Veuve*.  
*Secret*. Le secret de la confession est sacré, peines contre le Confesseur qui l'a violé. T. IV, 2. p. 378.  
*Secrétaires* (les) d'Evêques peuvent-ils exiger de l'argent pour l'expédition des provisions. T. III, 796.

*Secrétaires du Roi*, voyez *Lods & ventes*.

*Secrétariat*. En temps de régale on laisse au Chapitre le produit du Secrétariat. T. II, 618. Défense aux Evêques d'affermir leur Secrétariat. T. III, 797.

*Sécularisation*. Epoque de la sécularisation de plusieurs Monastères. T. I, 231. Le Pape peut-il séculariser des Communautés entières de Religieux. T. II, 135.

*Sécularisation d'une Eglise*, voyez *Eglise*.

*Séduction*. Le danger de la perversion dans la foi, est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2. p. 210, v. *Consentement des parens*, *Rapt*.

*Sêz* (l'Eglise de) a neuf Dignitaires. T. II, 604.

*Seigneurs*. Les Evêques précèdent encore aujourd'hui tous les autres Seigneurs. T. I, 156. Preuves, *ibid.* Les Chapelains des Seigneurs & des Eglises Paroissiales, ne sont point des Bénéfices, *id.* 721. Excommunication contre les Seigneurs & autres qui contraignent ceux qui dépendent d'eux, à se marier contre leur gré. T. II, 435. Plusieurs Seigneurs confèrent en France des Cures même de plein droit, *id.* 672. Plusieurs des Prébendes que les Seigneurs confèrent, étoient originairement des places amovibles, *id.* 677. L'Eglise ordonne d'honorer les Seigneurs. T. III, 74 & suiv. voyez *Amortissement des donations faites à l'Eglise*, *Mariage*, *Patron*, N°. 2. *Rentes foncières & perpétuelles*, *Tableau*.

*Sel*, v. *Immunités des Bénéficiers*, *Impositions*.

*Séminaires*. Les Evêques ne peuvent lever aucuns deniers, même pour l'entretien des Séminaires, sans Lettres Patentes. T. I, 167. Le grand Vicaire ne peut condamner un Curé au Séminaire. T. I, 314. Les Evêques peuvent-ils envoyer en retraite leurs Curés pour quelques semaines dans leur Séminaire, *id.* 760. Les grands Vicaires ont-ils le même pouvoir, *id.* 762. Pour l'érection des Séminaires, les Lettres Patentes du Roi sont nécessaires, *id.* 778. Les Séminaires ont besoin de Lettres Patentes, tant pour être érigés que pour recevoir des unions. T. IV, 37, mais les maisons des Séminaires & les Bénéfices qu'on leur unit, appartiennent-elles aux Communautés qui les dirigent, *ibid.* On permet en France de leur unir des Manfes des Abbayes & des Offices claustraux, sans exception de celles de Cluni, *id.* 38. Déclaration du Roi, qui oblige les Curés à passer trois mois aux Séminaires, sur l'ordre des Evêques. T. V, 410. Ordonnance sur l'établissement des Séminaires. T. VI, 167, v. *Communautés Religieuses*, *Pensions*, *Union*.

*Séminaristes*, v. *Distributions*.

*Semi-Prébendes*, v. *Chapelains*.

*Senz* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 597.

*Senzis* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 603. Le Roi confère la Prevôté & les Prébendes de la Collégiale de Crepy en Valois, avec la Trésorerie de S. Frambent, *id.* 670.

*Sens*. L'Archevêque de Sens se soumet au Primat de Lyon sous Philippe le Bel. T. I, 197. Fondement de sa prétendue Primatie

sur les Gaules & la Germanie, *ibid.* L'Eglise de Sens, quinzisième Métropole, a cinq Dignités & quatre Personnats. T. II, 603. Le Roi confère de plein droit les Prébendes de Notre-Dame d'Etampes, la Chanterrie & les Prébendes de Melun, les Prébendes de Notre-Dame du Vivier, (réunies aujourd'hui à celles de Vincennes) & celles de S. Quiriace de Provins, *id.* 670, v. *Lyon, Religion chrétienne, Savinien.*

*Sentence.* Une simple Sentence n'empêche point la régle s'il y en a appel. T. II, 651, v. *Appel, Bénéfice litigieux.* La Sentence définitive doit être précédée d'un dernier interrogatoire. T. IV, 612.

*Séparation.* On ne doit guère souffrir la séparation, quoique volontaire, des personnes mariées. T. IV, 2. p. 273, v. *Divorce.* Les Juges séculiers prononcent accéssoirement sur la séparation à *Thoro*, *id.* 274. Causes légitimes de demander la séparation, *ibid.* & *suiv.* v. *Adultere, Impuissance.*

*Sépulchre,* (le Chapitre du) voyez *Filles des Cathédrales.*

*Sépulture.* Le droit de banc n'emporte point celui de sépulture. T. I, 810. Excommunication contre ceux qui entrent les excommuniés. T. II, 432. Les Curés ont droit de sépulture dans le Chœur, T. III, 80, v. *Droits curiaux, Enterremens, Patron*, N°. 3. Quoiqu'il soit défendu d'enterrer les corps des défunts hors de leurs Paroisses, il y a exception pour ceux qui choisissent ailleurs leur sépulture, ou qui y ont le sépulcre de leur famille. T. IV, 299. Où doivent être inhumés les en-

fans & les femmes qui ont eu plusieurs maris, *ibid.* Les Religieux peuvent faire exhumer les corps des défunts, lorsqu'ils ont élu chez eux leur sépulture, *id.* 300. Il n'est pas nécessaire que l'élection de sépulture se fasse par testament, *id.* 301. Les parens sont en France maîtres du choix, *ibid.* v. *Legs.* On n'acquiert point par succession ou par prescription, le droit de sépulture ou de tombeau, *id.* 312, mais seulement par la concession que l'Eglise en fait, *id.* 313. A qui les Curés doivent-ils refuser la sépulture chrétienne, *ibid.* v. *Dissolution du mariage, Excommunications réservées au Pape, Extraits mortuaires, Inhumation, Registres.* Obligations des mariés après la dissolution du mariage. T. IV, 2. p. 288. L'interdit prive de la sépulture ecclésiastique. T. II, 509.

*Séquestre.* Excommunication contre ceux qui empêchent le séquestre des Bénéfices. T. II, 443, voyez *Patron*, N°. 2. Le séquestre n'est plus guère d'usage pour le dévolut. T. III, 303.

*Serfs.* Quelle étoit autrefois leur servitude. T. I, 10.

*Serment.* Le Prêtre est tenu comme le Laïque de prêter serment quand le Juge l'ordonne. T. IV, 512. Cas dans lesquels on ne peut pas exiger le serment, *id.* 514. Etat des droits qui seront payés à la Chambre des Comptes, par les Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guyenne, Provence & Dauphiné, pour l'enregistrement des lettres de mainlevée, qui leur seront accordées en conséquence du serment de fidélité qu'ils prêteront à Sa Majesté,

jeûte, suivant la Déclaration de ce jour. T. V, 236, v. *Régale*.

*Serment de fidélité*. Il n'y a que la Chambre des Comptes de Paris qui enregistre le serment de fidélité. T. II, 661. Le nouveau Prêlat est tenu de faire le serment en personne, *ibid.* Quand le Roi est absent du Royaume, à qui faut-il s'adresser, *id.* 662. Formule de serment de fidélité, *id.* 663, v. *Brevetaires, Nomination, Régale*. Origine du serment de fidélité. T. III, 256. Toutes les Provinces du Royaume sont sujettes aux brevets comme aux indults, *ibid.* Le Pape n'en est point exempt en Bretagne dans ses mois, *id.* 257. Le Brevetaire de joyeux avènement, en cas de concours, est préféré à celui du serment, *id.* 259. Le brevet du serment est borné aux Cathédrales seulement, *id.* 262. Les Brevetaires du serment ne peuvent demander que les Prébendes dont la disposition est à l'Evêque, *id.* 263. Formule d'un brevet de serment de fidélité. T. V, 385. Signification dudit brevet, *id.* 385.

*Servantes*. L'âge des servantes des Ecclésiastiques dans le Royaume, est communément fixé à cinquante ans. T. III, 650, v. *Domicile, Fils de famille*.

*Service divin*. L'Eglise connoissoit autrefois du trouble fait au service divin. T. IV, 2. p. 2. L'Official ne connoît plus ni du trouble ni des batteries dans l'Eglise, *id.* 6. Déclaration du Roi, portant que les publications pour affaires temporelles, ne seront faites qu'à l'issue de la Messe de Paroisse : Défenses de tenir foires & marchés, & des danses publiques les Dimanches & les Fêtes : d'ouvrir

les jeux de paume & cabarets, & aux bâteleus & autres de faire aucune représentation pendant les heures du service divin. T. VI, 176.

*Services*. La reconnaissance de services rendus à l'Eglise, est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2. p. 211.

*Serviteurs*, v. *Domicile*.

*Servitude*. Quand elle a cessé en France. T. II, 356.

*Severin*, (S.) v. *Archevêques*.

*Sexte*, v. *Heures canonicales*.

*Siège Episcopal*, (vacance du) v. *Chapitres*.

*Siège vacant*, v. *Cas réservés*.

*Signatures de Cour de Rome*. Le défaut d'une signature se répare par *cui prius*, voyez *Visa*. Les signatures de Rome sont censées expédiées du jour & heure que le courrier arrive à Rome. T. II, 541, v. *Prévention*. La seule signature *in formâ dignum*, peut se résigner en faveur & se permuter. T. III, 494. Arrêts qui l'ont ainsi jugé, *ibid.* v. *Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome, Règle de publicandis*.

*Significations*, v. *Graduels*.

*Sillons*, v. *Novales*.

*Simoniaques* (les) ne jouissent point du privilège de la règle. T. III, 419. Si la simonie a été commise à leur insçu, on ne peut plus les inquiéter après dix ans, *ibid.* La résignation, quoique simoniacque, ne dénouille le résignant que quand elle est effectuée, *id.* 438, voyez *Excommunication réservée au Pape, Patronage*, N°. 2. *Pensions, Résignation pure & simple des Bénéfices, Simonie*.

*Simonie*, Définition de la simonie.

T. III, 762. Qu'entend-on par une chose spirituelle en matière de simonie, *id.* 763. Enormité de ce crime, *id.* 764. Simonie de droit divin & de droit ecclésiastique, *ibid.* Celle-ci est sujette aux mêmes peines que l'autre, *id.* 765. Simonie mentale, ce que c'est, *id.* 766, voyez vers la fin de cet article. Le Chanoine qui va à l'Office pour gagner la distribution, y tombe, *ibid.* La simonie conventionnelle qui vient d'un pacte explicite ou implicite, *id.* 767. Toute promesse donnée & acceptée, ne forme pas toujours un pacte, *id.* 768. L'Evêque peut-il donner un second Bénéfice à celui qui en a déjà un, à condition qu'il ne résignera point celui-ci, *ibid.* Simonie réelle & complète, *id.* 769. Fausse subtilité de quelques Docteurs, qui tâchent de la pallier, *id.* 770, refusée par les Facultés de Paris, Louvain, &c. *id.* 771. Mesures prises pour empêcher la simonie de se glisser dans les provisions bénéficiales, *id.* 772. Décrets de l'Eglise contre la simonie en matière de Bénéfices & d'Ordres, *id.* 773. Ils comprennent les Laïques comme les autres, *id.* 774. L'exécution tombe sur l'ordination comme sur la provision simoniaque, *ibid.* La première des peines qu'encourent les simoniaques, est l'excommunication, la seconde est la nullité du titre, *id.* 775. On oblige à Rome le Bénéficiaire de se démettre avant que de l'absoudre des censures, *id.* 776. La troisième est la restitution des fruits perçus, *id.* 777. La quatrième, l'incapacité à posséder le Bénéfice mal acquis, *ibid.* mais l'Evêque

peut en dispenser, quand le Bénéfice est simple & l'acquéreur de bonne foi, *id.* 778. La cinquième qui est l'incapacité pour d'autres bénéfices portés par la Bulle, n'est plus d'usage, *id.* 779. La sixième peine portée contre les simoniaques est l'infamie, *ibid.* La simonie ne prive pas de plein droit des Bénéfices acquis légitimement, *id.* 780. L'acquisition du Bénéfice est-elle nulle de plein droit quand la simonie n'est pas complète, *id.* 781. Les censures portés par les Canons ne tombent que sur elle, *ibid.* Elles ne tombent point sur les charges ou offices ecclésiastiques, *id.* 782, non plus que sur celles des Ordres réguliers & les pensions, *id.* 783. Tout ce qui influe efficacement & prochainement dans une provision, fait matière de simonie, *id.* 784. On juge simoniaques ceux qui n'ayant pas *jus in beneficio*, écartent par argent les obstacles qu'on fait à leurs provisions, *id.* 785. Le vice de la confirmation influe dans l'élection & la vicié, *ibid.* Quand le droit est une fois acquis, on peut, sans simonie, écarter par argent les obstacles injustes & se rédimmer de la vexation, *id.* 786. Il faut dans ce cas que le droit de celui qui se rédime soit certain, *id.* 787. La prise de possession fait-elle matière de simonie, *id.* 788. On juge encore simoniaques ceux qui se font indemniser des frais de provisions, ou décharger des réparations dont ils sont tenus, *id.* 789. Le Pape en accorde quelquefois la décharge au régnant, *id.* 790. Dans ce cas & autres semblables, son intention est de faire une aumône, *id.* 791. C'est encore être



- simoniaque que de fonder un Bénéfice, à condition qu'on en pourvoira le fondateur, *id.* 792. Ceux qui résignent à condition que leurs résignataires céderont leurs Bénéfices à d'autres; & les Chanoines qui exigent quelque chose de leurs Confrères pour l'installation, sont-ils simoniaques, *id.* 793. Il est permis d'exiger au profit de l'Eglise, *id.* 794, v. *Secrétaires, Secrétariat.* Le prix de la simonie doit être restitué à l'Eglise, *id.* 798. Les compositions de la Chambre Apostolique avec les simoniaques, ne se souffrent point en France au préjudice de l'Eglise, *id.* 799. Quand la simonie n'est pas complète, la restitution de l'argent peut se faire à celui qui l'a donné, *id.* 800. La simonie mentale oblige-t-elle à restitution, *id.* 801, v. *Confidence.* La simonie est un crime que les Canons jugent digne de la déposition. T. IV, 3. L'Eglise connoissoit autrefois de ce crime contre les Laïques. T. IV, 1. p. 2. Ordonnance de S. Louis contre la simonie. T. VI, 218. Bulle de Pie IV, contre la simonie & la confidence, *ibid.* Bulle de Pie V, sur le même sujet, *id.*
- \* 221. Edit de Louis XIII, sur le même sujet, *id.* 224. Déclaration du Clergé de France, contre la simonie, la confidence & les pensions illicites, *id.* 456, v. *Ordination, Résignation en faveur, Simoniaques.*
- Sisteron* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 589, v. *Union.*
- Sixte* (S.) apporte la foi à Reims, T. I, 208.
- Sixte V*, v. *Cardinaux.*
- Signification*, v. *Indultaire.*
- Socrate*, v. *Mariage.*
- Sodomie*, v. *Cas privilégiés.*
- Sodomie sacrée*, v. *Crimes.*
- Soissons* (l'Eglise de) a neuf Dignitaires. T. II, 602, v. *Pairs de France.*
- Soldat.* Le Roi, à son joyeux avènement, place un soldat estropié dans les Abbayes d'hommes qui sont à sa nomination. T. III, 254. Les soldats ne peuvent se marier sans le consentement de leurs Capitaines. T. IV, 2. p. 89, voyez *Domicile, Logement, Mariage.*
- Sommations respectueuses*, v. *Consentement des parents.*
- Sorciers*, v. *Devins.*
- Sortilège.* L'Eglise connoissoit autrefois de ce crime contre les Laïques. T. IV, 2. p. 2.
- Sou-Chantré*, v. *Chantré.*
- Soudiacre.* Les Officiaux prononcent sur les engagements des Soudiacres. T. II, 139, v. *Chanoines, Mariage, Titre clérical, Vaux.*
- Sourds*, v. *Muets & sourds.*
- Souverains.* La primauté du Pape ne s'étend point sur le temporel des Souverains. T. I, 143, v. *Élection, Empêchemens dirimens.*
- Souverains catholiques*, v. *Régale.*
- Souvigny*, (Prieuré de) v. *Cluny.*
- Soromène*, v. *Mariage.*
- Stabilité.* On exigeoit autrefois des Curés une promesse de stabilité. T. III, 733.
- Stalles.* Les Chapitres qui dépendent des Eglises Cathédrales, doivent laisser vuides les premières stalles de leur chœur. T. I, 605. Il n'est point permis d'avoir des stalles garnies & remboursées. T. IV, 379 & suiv.
- Stationnaires*, v. *Curés, Prédicateurs.*
- Statuts.* Le grand Vicaire ne peut ordonner la publication de nouveaux statuts. T. I, 314. Les

Chapitres peuvent, pendant la vacance du Siège épiscopal, faire des Statuts & réserver des cas, *id.* 414. Un Chapitre exempt peut-il faire des Statuts, & conditions nécessaires pour la validité des Statuts d'un Chapitre. *id.* 453. On doit sur-tout éviter les innovations, & pour en demander l'exécution en Justice, il faut les faire homologuer, *id.* 454. Extrait des Statuts & règles des Chanoines réguliers de la Congrégation de France. T. V, 462. Lettres Patentes de Louis XIV. sur ce sujet, *ibid.* & suiv. v. *Bâtards*, *Prébendes*.

*Staux*, v. *Office divin*, *Stalles*.

*Strasbourg* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 610.

*Subreptices*, v. *Collation par les Ordinaires*.

*Subreption*. Différence entre la subreption & l'obreption. T. III, 327. Vérités dont l'omission rend la grace subreptice & l'annule, *id.* 328. Exemples qui expliquent l'usage de la Cour de Rome sur l'obreption & la subreption, *id.* 329. L'exposé se doit trouver véritable au temps que la grace s'accorde & s'exécute, *id.* 330. Y a-t-il obreption quand on expose que le Bénéfice est à charge d'âmes, & qu'il se trouve simple, *id.* 331. Il faut déclarer au juste le nom du Diocèse où il est situé, mais non pas celui du dernier titulaire, *id.* 332. L'expression de la valeur du Bénéfice qu'on demande, n'est pour les François que de pur style, *ibid.* L'impétrant doit absolument déclarer tous les bénéfices dont il est pourvu, quelque petit qu'en soit le revenu, *id.* 333. Cette omission emporte une nul-

lité absolue de la provision, *id.* 334, à moins qu'elle ne vienne d'une ignorance de fait, *id.* 335. On n'est point obligé d'exprimer le nombre de ses bénéfices quand on permute, *id.* 337, v. *Possession triennale*.

*Subrogation* (la) s'obtient en France sur une simple requête. T. III, 345. Le subrogé doit prendre une nouvelle possession, *id.* 346. Si des deux contendans l'un vient à décéder, la récréance ne se donne pas toujours à celui qui survit, *id.* 346. Le régnataire qui se fait subroger, doit les dépens faits du temps de son régnant, sauf son recours contre ses héritiers, *id.* 347.

*Subsides charitatifs*. Les Evêques levoient autrefois des subsides charitatifs dans leurs Diocèses. T. I, 265. Le non usage les a abolis en France, *id.* 166.

*Subsistances*, v. *Pauvres*.

*Subventions*, v. *Décimes*.

*Succession*. Edit de François I, sur la succession des Religieux & Religieuses. T. V, 454, v. *Bâtards*, *Hermite*, *Jésuites*, *Patronage*, N<sup>o</sup>. 2. *Religieux*, *Sépultures*.

*Successale*, v. *Paroisse*, *Portions congrues*.

*Suffragans* (les) sont des espèces de coadjuteurs. T. I, 297.

*Sujets du Roi*, v. *Pays étrangers*.

*Supérieurs des Séminaires*, v. *Séminaires*.

*Supplique*. Ce qu'on doit exposer en Cour de Rome quand on y demande un canonicate. T. I, 107, v. *Pénitencerie*, *Provisions qui s'obtiennent en Cour de Rome*.

*Suppression de Bénéfices*. Comment il faut s'y prendre pour y parvenir. T. I, 246, v. *Union*.

*Surplis*, v. *Office divin*.

*Suspense* (la) est de quatre espèces.

T. II, 399. La *suspense ab ordine vel beneficio*, rend une provision nulle de plein droit, *id.* 400. La *suspense totale à Beneficiis*, produit le même effet, *id.* 401, même sur les Bénéfices situés hors du Diocèse où on l'a encourue, *id.* 402. La *suspense tombe-t-elle* sur les simples tonsurés, *ibid.* Un Bénéficiaire *suspens* peut-il retenir ce qui est nécessaire à sa subsistance, *id.* 403. Il peut permurer si la *suspense* n'est pas totale, mais seulement particulière, *id.* 404, v. *Absolution à cantele*, *Interdit*.

*Suspenses portées par le Corps du Droit*, & autorisées par l'usage du Royaume. T. II, 478, v. *Interstices*, *marie*, *Ordination*, *Ordres*, *Religieux apostats*, *Suspenses*, *Titre*.

*Suspenses portées par le Droit & réservées aux Evêques*. T. II, 490 & suiv. v. *Dimissoires*, *Elections*, *Mariage*, *Ordres*. On peut suspendre un Corps entier, mais non pas l'excommunier, *id.* 498 & 514, v. *Censures*, *Corps*, *Dixmes*, *Droits*, *Interdit*, *Présens*, *Religieux*, *Renonciations*, *Usuriers*. Les Evêques encourrent *ipso facto* les excommunications portées par le Droit, mais non pas les *suspenses*, *id.* 502.

*Suspenses*. *Suspenses abolies* par l'usage. T. II, 502, v. *Aliénation*, *Cabaret*, *Conception*, *Concubinaires publics*, *Habits*, *Interdit*, *Joux de hazard*.

*Synelles*, v. *Carthophylaces*.

*Syndics des Diocèses*, v. *Décimes*.

*Synodaliq*ue (droit) qu'on payoit aux Evêques, en quoi il consistoit. T.

I, 167 & 269. L'Archidiaque peut-il en demander plusieurs années d'arrérages, & devant quel Juge, *id.* 494.

*Synode*. Le grand Vicaire ne peut convoquer le Synode général. T. I, 323. Les Evêques ne demandent pas même l'avis des Chanoines & des Curés dans leurs Synodes, pour les réglemens & Statuts qu'ils y font, *id.* 361. Les Chapitres peuvent, pendant la vacance du Siège épiscopal, tenir le Synode du Diocèse, &c. *id.* 414. Les Curés sont tenus d'assister aux Synodes, *id.* 762.

T.

**T**ABERNACLE (le) d'une Eglise doit être propre & décent. T. IV, 379. Histoire au sujet d'une bête véniéuse trouvée dans un Tabernacle de campagne, *ibid.*

*Table*, v. *Visites*.

*Tableau*. Le Seigneur ne peut empêcher le donateur d'un tableau d'y mettre ses armes. T. III, 80.

*Taille*. Déclaration de Louis XV, qui exempte de taille les Curés qui prennent à ferme les dixmes de leurs Paroisses. T. V, 191, v. *Dixmes ecclésiastiques*, *Tributs*.

*Tarascon*, v. *Avignon*.

*Tarbes* (l'Eglise de) a douze Dignitaires. T. II, 592.

*Te Deum*. Il est défendu aux Religieux exempts de faire chanter chez eux le *Te Deum*, sans la permission de l'Evêque. T. II, 123, v. *Heures canonicales*.

*Témoins* (les) ne sont point irréguliers en France. T. II, 375 & suiv. Le Juge d'Eglise peut commettre à l'audition des témoins, un Gra-

duc Ecclésiastique. T. IV, 591, v. *Interrogatoire*. L'accusé peut reprocher les témoins, *id.* 600, surtout les intimes amis de l'accusateur, les propres ennemis, *id.* 601. L'offensé peut servir de témoins, *id.* 603. La déposition des deux témoins doit être uniforme & constante, *id.* 604. Le témoin ne peut plus varier après le récolement, *id.* 605. Le Juge séculier doit recoller les témoins entendus par l'Official, *sed non vice versa*, *id.* 608. Les femmes, les impubères & les aveugles, peuvent-ils être témoins du mariage. T. IV, 2. p. 173. v. *Dispenses des empêchemens dirimens, Jurisdiction contentieuse, Procuration ad resignandum, Règle de verisimili notitia obitus, Testaments.*

*Temple*, v. (Chevaliers du).

*Temporel*, v. *Collation, Souverains.*

*Terrein*. Le terrain destiné à la construction d'un lieu saint ou régulier, est exempt de l'amortissement. T. IV, 112.

*Testaments*. Les Vicaires ne peuvent plus recevoir de testaments, ainsi que le peuvent encore les Curés, T. I, 763. Ceux que les Curés reçoivent ne s'exécutent pas provisoirement, *id.* 764. Formalités que les Curés doivent y observer, *ibid.* Qualités des témoins qu'on y appelle, *ibid.* & *suiv.* Les Curés doivent les déposer chez un Notaire, & en informer le Procureur Général, *id.* 766. Arrêt de règlement, concernant les testaments reçus par les Curés. T. V, 431. Ordonnance de Louis XV, concernant les testaments. T. VI, 471.

*Théologal*. Son origine. T. I, 569.

La Pragmatique & le Concordat,

veulent qu'il soit Titulaire & Chanoine, *ibid.* Charles IX & Henri III, en établissent un, même dans les Collégiales, *id.* 570. On ne l'exige pas dans celles des villes épiscopales, *id.* 571. On laisse en France le choix des Théologaux, à ceux qui leur confèrent la Prébende, *id.* 572, à la charge de prendre l'approbation & la mission de l'Evêque, *id.* 573, v. *Gradués, Résignation en faveur, Régalières*. Arrêts sur les Leçons que le Théologal doit aux Chanoines, *id.* 576. Ils ne peuvent substituer sans le consentement de l'Evêque, *ibid.* & *suiv.* Quand il manque à son devoir, le Chapitre peut le priver de ses distributions, *id.* 577. La Théologale n'est point dignité, mais simple office, *id.* 578. Elle ne peut être possédée par un Religieux, *ibid.* à moins que le titre n'en soit supprimé & les revenus unis à la maison, *id.* 579. Un simple Bachelier peut être Théologal, *id.* 580 & *suiv.* & T. II, 230. Le Théologal doit-il être gradué au moment qu'il obtient la signature à Rome, *id.* 246, v. *Prébendes, Religieux, Résignations en faveur.*

*Théologaux* (les) participent aux distributions. T. I, 658, même des obits, *id.* 659. Le privilège cesse pour les Théologaux qui ne font pas leur devoir, *id.* 659.

*Théologie*, voyez *Etudiants en Théologie, Evêques, Professeurs en Théologie.*

*Thomas du Louvre*, (S.) v. *Paris.*

*Tierce*, v. *Heures Canonicales.*

*Titre*. Explication de ce mot. T. I, 15. Les Evêques ne doivent point sans nécessité, ordonner celui qui n'a pas de titre, & celui qui pré-

sente un titre faux & supposé, est suspens. T. II, 479. Les contre-lettres données au préjudice du titre, sont nulles de plein droit, *id.* 480. On ne l'en relève point jusqu'à ce qu'il en ait obtenu une valable, *id.* 481. Les titres concernant le Bénéfice, doivent être rendus par l'héritier au nouveau titulaire. T. IV, 338, v. *Chapelains, Election, Simonie.*

*Titre canonique, v. Possession.*

*Titre clérical.* On ne doit point ordonner un Soudiacre sans titre. T. II, 184. Ordonnance d'Orléans sur ce sujet, *id.* 185. Il ne peut être engagé ni hypothéqué pour dettes contractées depuis sa création, *id.* 186, ni cédé, remis, vendu ou aliéné, *id.* 187. En cas de confiscation, on en laisse une partie au coupable en usufruit, *id.* 188. L'Evêque peut agréer une pension créée au profit de l'Ordinant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu de Bénéfice, *id.* 189. Les créanciers antérieurs au titre, ne perdent pas leurs hypothèques, *ibid.* Dans les pays de nantissement, il faut obtenir une Sentence pour avoir hypothèque, *ibid.* Dans les coutumes d'égalité, le titre est sujet au rapport entre héritiers, *id.* 191, v. *Titre patrimonial.* L'Ordinant peut s'assigner lui-même un titre, *id.* 193. Il doit être publié au Prône de la Paroisse, *id.* 194, v. *Religieux.*

*Titre coloré.* Quand un titre est-il coloré. T. III, 414.

*Titre patrimonial.* Le grand Vicaire ne peut par lui-même donner son approbation à un titre patrimonial d'un clerc. T. I, 322. Le titre patrimonial est sujet aux insinuations ecclésiastiques. T. II,

191. Il doit le centième denier quand il est donné en pleine propriété, même par les pères & mères, *id.* 193, v. *Immunités des Bénéficiers.*

*Titulaires.* Déclaration du Roi, concernant les Bénéfices vacans par la rébellion des titulaires. T. VI, 199, v. *Bâtiments ecclésiastiques, Fondation, Lettres de résignation, Paroisses, Perfidie, Union.*

*Toledo.* La Primatie de Toledo & de Brague n'est pas fort ancienne. T. I, 190. Les Prélats de Narbonne & de Brague s'y opposèrent si vigoureusement, qu'il ne leur en reste presque plus que le nom, *id.* 191.

*Tonsure.* Les Evêques peuvent en France donner la Tonsure & un Bénéfice à un enfant au dessous de sept ans. T. II, 210. Pour être tonsuré il faut savoir lire & écrire, *id.* 219. Celui-là est incapable de la Tonsure, quand il l'est des Ordres, *id.* 392, voyez *Suspense.* Les Lettres de Tonsures doivent être signifiées au Collateur avec celles de nomination, mais il n'est pas nécessaire de les faire insinuer. T. III, 119, ni dans le Diocèse où le Bénéfice est situé, *id.* 120, voyez encore *id.* 142, voyez *Bigamie, Pensions.* La tonsure est encore aujourd'hui la porte de l'état ecclésiastique. T. II, 152. Aversion de l'Eglise pour les cheveux longs, *id.* 153. Les Ecclésiastiques portoient communément la barbe rase, *id.* 154. L'usage de la tonsure cléricale & de la couronne, inconnu dans les premiers siècles, *ibid.* & suiv. v. *Habits.* L'usage de la tonsure cléricale devint commune dans le sixième siècle,

*id.* 159, & *suiv.* On n'entroit anciennement dans l'état ecclésiastique que par l'ordre de Lecteur, *id.* 161. La tonsure n'est pas un Ordre, *id.* 162. Pourquoi est-elle appelée couronne, *ibid.* & *suiv.* Rescripts de Rome pour recevoir la tonsure & les Ordres à quocumque, rejetés en France, *id.* 165. Les Evêques ne souffrent point que leurs Diocésains aillent se faire ordonner à Rome sans leurs Lettres, *id.* 165, v. *Cîteaux*. Celui qui a été tonsuré par un Evêque étranger, doit prendre à Rome des Lettres de *perinde valere*, *id.* 167. Il n'est pas toujours nécessaire de représenter son dimissoire, *id.* 168. Faut-il avoir la tonsure & les autres qualités requises au temps de la présentation au Bénéfice, *ibid.* Il n'est pas nécessaire d'être tonsuré quand on est nommé à une pension, *id.* 170. Il faut l'être pour obtenir une expectative, *id.* 171. En France, le propre Evêque pour la tonsure est celui du Diocèse où on est né, *id.* 172. Le Clerc ordonné par un Evêque, ne pouvoit plus quitter son Diocèse, *ibid.* v. *Domicile*, *Incorporation*, *Ordination*. Celui qui a reçu le premier Ordre d'un des trois Evêques dont il dépendoit, peut-il recevoir les suivans d'un autre, *id.* 176, v. *Clericature*, *Confirmation*, *For ecclésiastique*, *Privilege cléricat*. La tonsure produisoit autrefois un engagement inviolable, *id.* 183, voyez *Titre cléricat*.  
**Tonsuré.** Un simple tonsuré peut être grand Vicairé d'un Abbé Commendataire. T. I, 312, v. *Ordination*.  
**Torture**, v. *Question*.

**Toul** (l'Eglise de) a dix Dignitaires, le Roi nomme alternativement aux Prébendes avec le Chapitre. T. II, 606, voyez *Indult*.  
**Toulon**, (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 590.  
**Toulouse** (le Parlement de) ne souffre pas que les Curés soient Officiaux ou Promoteurs. T. I, 318. Les Archevêques de cette ville ont la préséance sur les Présidens de ce Parlement, *id.* 282. L'Eglise de Toulouse, dix-septième Métropole, a huit Dignitaires. T. II, 606.  
**Tournay** (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 596. Indult accordé par le Pape Clement IX à Louis XIV, pour nommer à l'Evêché de Tournay. T. V, 334. Lettres Patentes sur les Indults du Pape Clement IX, pour la nomination aux Evêchés d'Elme, Arras & Tournay, Bénéfices consistoriaux & autres étant dans lesdits Diocèses, & dans les pays cédés au Roi en Flandres, *id.* 335, voyez *Union*.  
**Tours.** Arrêt notable contre le Chapitre de S. Martin de Tours, au sujet de l'exemption de la Jurisdiction de l'Ordinaire, T. I, 431. L'Eglise de Tours, dix-huitième Métropole, a huit Dignitaires. T. II, 608. Le Roi confère de plein droit le Doyenné & la Trésorerie de S. Martin dans la ville, le Doyenné & les Prébendes du Plessis-les-Tours avec celles de Loches, dont la Chantierie est au Chapitre, *id.* 670, v. *Gatien*, *Lyon*, *Prevôt*.  
**Traitemens**, (mauvais) v. *Dissolution du mariage*.  
**Transaction.** En matière de petit criminel la transaction des parties lie les

les mains de la partie publique.  
T. IV, 611.

*Transgression*, v. *Dimanches & Fêtes*.

*Translation*. C'est à l'Official à entériner les Brefs de translation d'un Ordre à un autre. T. II, 146. Si elle est à *strictiori ad laxiorem*, il faut une permission du Saint Siège, *id.* 141. Le Bref doit être émané de la Daterie & être adressé à l'Official Diocésain, *ibid.* Il faut que l'observance régulière soit gardée dans la maison où passe le Religieux transféré, *id.* 142 & *suiv.* sur-tout par rapport au vœu de pauvreté, *id.* 144. Le Religieux transféré doit faire un nouveau noviciat, *id.* 145. Le transféré doit porter l'habit & demeurer dans une maison de son Ordre, *id.* 147. Les translations des Evêques autrefois rigoureusement défendues, se permettent aujourd'hui, *id.* 746. Le Pape, vers le treizième siècle, commence à transférer les Evêques malgré eux, *id.* 747. Les Curés & autres Bénéficiers n'étant pas liés si étroitement à leurs Eglises que les Evêques, peuvent être élus, *ibid.* La translation & la résignation d'un Evêque, ne faisoient valoir le Siège que du jour que le Pape l'agréa, *id.* 748, néanmoins la régale s'ouvre pour les revenus & fruits temporels, du jour que le Roi l'agréa, *ibid.* Durant l'intervalle, le Roi ne nomme point aux Bénéfices, *id.* 749, v. *Nomination du Roi, Pécule, Régale*.

*Translation de biens*. La translation de biens d'une famille dans une autre, est une cause honnête pour obtenir dispense d'un empêchement dirimant. T. IV, 2. p. 211.

Tome IV. II. Partie,

*Transport*, v. *Entièrement*.

*Travail*. La plupart des Clercs & des Religieux travailloient de leurs mains. T. I, 26 & *suiv.* Ils y renoncent, *id.* 28, v. *Evêque, Offices*.

*Treguier* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 609. Le Roi confère de plein droit la Prevôté & les Prébendes de l'Eglise collégiale du Mur à Morlaix, *id.* 670.

*Trésorier*. La Trésorerie est un office ancien & considérable dans l'Eglise. T. I, 533. Elle est première Dignité dans les saintes Chapelles, *id.* 534. Ses devoirs & ses charges, *ibid.* Charges des Trésoriers de Meaux & de Noyon, *id.* 535. Le Sacristain est son Coadjuteur, *id.* 536. On les confond quelquefois l'un avec l'autre, *ibid.* Il doit répondre des ornemens & autres effets dont il a la garde, *id.* 537, v. *Sacristain*.

*Trésorier de la sainte Chapelle de Paris*, v. *Provisions*.

*Treves*, seizième Métropole, (l'Eglise de) v. *Gaulles, Metz, Toul, Verdun*.

*Tribunal ecclésiastique*, v. *Criminel*.

*Tributs*. S. Ambroise payoit les tributs ordinaires pour les biens de son Eglise. T. IV, 472. Dans les besoins extraordinaires de l'Etat, tous contribuoient sans exception, *id.* 473. Les grands Bénéficiers apportoient des présens aux Etats Généraux, *id.* 474. Boniface VIII défend au Clergé de rien payer à ses Souverains sans sa permission, *id.* 475. Il révoque sa défense, *id.* 476. Les Ecclésiastiques sont exempts des charges sordides & serviles, *id.* 477 & *suiv.* ainsi que de la taille sur leurs biens, même patrimoniaux, *id.* 478, &

spécialement sur ceux de leurs Bénéfices, *id.* 479. La Cour des Aides y assujettit les acquisitions faites par les Ecclésiastiques, *id.* 480. Les Fermiers des biens ecclésiastiques, & même des dixmes, doivent la taille, *id.* 486. On y impose ceux qui les prennent par adjudication annuelle, *id.* 487, v. *Immunités des Bénéficiaires*.

*Trinitaires* (les) peuvent posséder les Bénéfices des Genovefins. T. II, 35.

*Trompeter*. L'Official ne peut faire trompeter l'accusé. T. IV, 612.

*Trois*, v. *Offrandes*.

*Trophyme*. (S.) On ne convient pas sur le temps de sa mission à Arles. T. I, 215.

*Trouble*, v. *Service divin*.

*Troyes* (l'Eglise de) a sept Dignitaires. T. II, 605. Le Roi confère de plein droit les Dignités & Prébendes de l'Eglise Collégiale de S. Etienne, & il peut encore conférer à un Prêtre, séculier ou régulier, même Mendiant, la Chapelle du Calvaire, dans l'Eglise du S. Sépulchre de Jérusalem, *id.* 670. Arrêt de la Cour du Parlement, en faveur des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Troyes, confirmatif du droit de la Jurisdiction dudit Chapitre & de son exemption de celle de M. l'Evêque de Troyes. T. VI, 493.

*Tulles* (l'Eglise de) a quatre Dignitaires. T. II, 595.

*Tutelle*. Les Ecclésiastiques *in sacris*, sont-ils exempts de tutelles. T. IV, 508.

*Tuteur*. Le tuteur ne peut pas autoriser seul le mariage de son pupille. T. IV, 2. p. 85. En cas d'un refus injuste, les enfans peuvent

se pourvoir devant le Juge Royal, *id.* 86. Les tuteurs ne peuvent procéder aux mariages de leurs mineurs, sans le consentement des plus proches parens d'iceux, *id.* 252. Les Loix défendent le mariage de la pupille avec le fils de son tuteur, *id.* 257, v. *Mariages*, *Mineurs*, *Patron*, N°. 2.

V.

*VABRES* (l'Eglise de) a trois Dignitaires, T. II, 590.

*Vacance*. Le Concile de Trente donne trois mois de vacance aux Chanoines. T. I, 638. Il n'est pas permis aux Chapitres de les étendre au-delà, *id.* 639. Peuvent-ils partager le temps qu'on leur donne par offices, *id.* 640. Le temps de la maladie ne se déduit point sur celui des vacances, *id.* 641. Les Chanoines gagnent-ils durant leurs vacances les distributions, *id.* 642, v. *Dévolution*, *Provisions*.

*Vacances des Bénéfices*, v. *Démission des Bénéfices*, *Indulte*, *Réserves*, *Résignation pure & simple des Bénéfices*, *Résignation en faveur*. *Vacance des Bénéfices causée par certains crimes*, auxquels elle est attachée de plein droit. T. III, 737, v. *Crimes*.

*Vacance causée par l'extinction, suppression & union des Bénéfices*. T. IV, 18 & suiv. v. *Union de Bénéfices*.

*Vacance des Bénéfices pour fautes qui en méritent la privation*, voyez *Fautes*.

*Vacance des Bénéfices causée par leur incompatibilité*, v. *Incompatibilité des*, &c.

*Vacance des Bénéfices par le maria-*



- ge, v. *Incompatibilité, Mariage, Pluralité.*
- Vacance des Bénéfices causée par leur pluralité*, v. *Pluralité des, &c.*
- Vacance des Bénéfices par la Profession Religieuse*, v. *Profession Religieuse.*
- Vacance des Bénéfices, par la promotion à l'Épiscopat*, v. *Épiscopat, Incompatibilité, Pluralité.*
- Vacance causée par le crime de simonie*, v. *Simonie.*
- Vacance des Bénéfices par défaut de promotion aux Ordres*, v. *Ordination.*
- Vacance de Sièges*, v. *Archevêques.*
- Vagabons*, v. *Domicile.*
- Vaisseaux.* Excommunication contre ceux qui pillent les effets des vaisseaux qui ont fait naufrage. T. II, 431, v. *Aumônier.*
- Valence* (l'Eglise de) a six Dignitaires ou Personats. T. II, 610. Le Séminaire de S. Irenée de Lyon a été agréé à l'Université de Valence. T. III, 112.
- Valentinien*, v. *Immunités des Bénéficiaires.*
- Vannes* (l'Eglise de) a cinq Dignitaires. T. II, 608.
- Variation.* Les Ordinaires ne peuvent varier comme le Pape dans leurs provisions. T. III, 390. La variation n'est prohibée que *in eodem genere vacantia*, & *in eodem jure*, & pour les collations libres, *ibid.* & *suiv.* Le Roi ne peut varier ni dans ses provisions, ni dans ses nominations, *id.* 393. La grace en fait de Bénéfices, n'est point censée accordée par le Roi, jusqu'à ce que le Brevet soit expédié par le Secrétaire d'Etat & délivré au nommé, *id.* 394.
- Vases.* Les Décimateurs ne doivent les vases sacrés à l'Eglise que subsidiairement à la Fabrique. T. IV, 381.
- Vassal*, v. *Patron*, N°. 1.
- Vence* (l'Eglise de) a trois Dignitaires. T. II, 597.
- Vendôme.* Alexandre II attache un titre de Cardinal à l'Abbaye de la Trinité de Vendôme. T. I, 169.
- Vénise.* Quand érigée en Patriarchat. T. I, 189. Ses Evêques ne prirent d'abord que le nom d'Evêques d'Olevolo, *id.* 190.
- Vente.* Edit d'Henri III, qui ordonne la vente des biens & domaines du Clergé. Tome V, 89. Mémoires & instructions dressées par le Clergé, au sujet de la susdite vente, *id.* 91 & *suiv.* v. *Rachat.*
- Vêpres*, v. *Heures canoniales.* On ne donnoit point autrefois en Carême de doubles Vêpres aux Fêtes. T. I, 710. Pourquoi on a avancé l'heure des Vêpres, *id.* 711, v. *Bans.*
- Verdun* (l'Eglise de) a sept Dignitaires, le Roi nomme aux Prébendes, alternativement avec le Chapitre. T. II, 606, voyez *Indult.*
- Vermandois.* Quels ont été les premiers Evêques du Vermandois. T. I, 220. S. Médard transfère le Siège épiscopal à Noyon, *id.* 221, v. *Noyon.* Ce qu'on doit entendre par le nom de *Vermandua*, &c. *id.* 222. Cette translation se fait de Vermand & non de S. Quentin, *id.* 223. Vermand, ville Métropole ou capitale du pays, *id.* 234. Vestiges de l'ancienne grandeur de Vermand, *id.* 236, & de celle de l'Eglise, *id.* 238. Les anciens Comtes de Vermandois étoient vassaux de l'Evê-

que de Noyon, *id.* 286.

*Vernon*, v. *Evêque*.

*Virtu*. La vertu est nécessaire aux Ministres de l'Eglise. T. II, 248, v. *Discipline*, *Impureté*, *Irreguliers*.

*Vestures*, v. *Registres*.

*Vetusté*, v. *Réparations*.

*Veufs*, v. *Consentement des parens*.

*Veuve*. Une veuve peut-elle se remarier dans l'an de sa viduité. T. IV, 2. p. 118. Loix contre les veuves qui se remarient ayant enfans, & contre celles qui se remarient en secondes noces, sans l'agrément de leurs pere & mere, *id.* 255, v. *Consentement des parens*.

*Viatique*. L'administration du Viatique est-elle une fonction sacerdotale interdite aux Diacres. T. II, 289.

*Vicaireries perpétuelles* (les) des Paroisses ont besoin d'érection. T. I, 78.

*Vicaires des Evêques*. (grands) On confond dans le Droit les noms d'Official & de grand Vicair, & Vicair général. T. I, 301 & *suiv.* Différence de la Jurisdiction volontaire & de la contentieuse, *id.* 302. Le grand Vicair exerce la volontaire, & l'Official la contentieuse, *id.* 303. Les Evêques ne sont pas absolument tenus de nommer des grands Vicaires, *ibid.* Ceux qu'ils nomment doivent-ils l'être *in temporalibus* & *spiritualibus*, *id.* 304. La Jurisdiction du grand Vicair est-elle ordinaire ou déléguée, *id.* 305. Différence de l'une & de l'autre, *id.* 306. Quel rang prend-il quand il est Chanoine, *id.* 307. Doit-il être pris dans le corps du Chapitre, *ibid.* & *suiv.* Il a la préférence sur l'Of-

ficial, *id.* 308, v. *Hôpitaux*. Ses Lettres doivent être expédiées par le Secrétaire de l'Evêque, *id.* 309, & insinuées au Greffe des insinuations ecclésiastiques, *ibid.* Il doit être revêtu de certaines qualités dont le défaut rendroit ses Actes nuls, *id.* 310. Le grand Vicair & l'Official doivent être Prêtres, *id.* 311. Arrêt à ce sujet, *ibid.* v. *Promoteur*, *Religieux*, *Tonsuré*. Les Prieurs de S. Germain-des-Prés & de S. Denis, sont grands Vicaires de l'Archevêque de Paris, *id.* 314. Les grands Vicaires & les Officiaux doivent être gradués, *id.* 315. On n'exige plus qu'ils soient constitués en Dignité, *id.* 316. Les étrangers ne peuvent exercer ces emplois, *ibid.* ni les Conseillers du Parlement & autres Sièges, *id.* 317, v. *Curés*. Ce que peut le grand Vicair en vertu précisément de son titre, *id.* 319. Les dispenses & autres choses qui sont de pure grace, ne lui appartiennent point, & encore moins à l'Official, *id.* 320, v. *Abbés* & *Abbeses*, *Aliénation*, *Cas réservés*, *Censures*, *Démissions*, *Dimissoires*, *Fondations*, *Fonctions Pontificales*, *Indulgence*, *Mariage*, *Monastères*, *Monitoires*, *Paroisses*, *Patronage*, *Pénitence publique*, *Profession*, *Représentation*, *Sommaire*, *Statuts*, *Synode*, *Titre patrimonial*, *Vicair*. Il n'est pas nécessaire que tous les pouvoirs donnés par l'Evêque soient spécifiés. T. I, 326. Modèle de Lettres de grand Vicair, *id.* 327. Son pouvoir expire par la mort de l'Evêque, *id.* 328, mais non celui de l'Official, *id.* 329. La bonne foi & l'erreur publique, sont valoir ce que fait le grand Vicair après

la mort de son Evêque, *ibid.* & *suiv.* Son pouvoir expire encore par l'hérésie, *id.* 330. Il cesse aussi par une révocation dûment signifiée & insinuée, *id.* 331. Il ne cesse point par la captivité du Prélat ni par son absence, *id.* 332. Il demeure suspens par la démenche du Prélat, ou par son interdiction, *id.* 333. Les Evêques peuvent-ils, quand il leur plaît, révoquer leurs grands Vicaires ou Officiaux, *id.* 335. La nomination d'un grand Vicaire n'est pas révoquée par celle d'un second, *id.* 336. La révocation ne doit pas être motivée, *id.* 337. Grands Vicariats non amovibles, tels que ceux de S. Denis, S. Germain-des-Prés & Pontoise, *ibid.* & *suiv.* Le grand Vicaire ne peut conférer les Bénéfices dépendans de son Evêque, *id.* 339, v. *Bénéfices*, *Confession*, *Faute*, *Grace*, *Permutations*, *Présentation*. On ne soufre point en France que le grand Vicaire confère à son Evêque, *id.* 346, v. *Officiaux*. Les Chapitres exempts ne peuvent exercer leur Jurisdiction sur les grands Vicaires de l'Evêque, *id.* 455, encore qu'ils soient membres du Chapitre, *id.* 456. Les grands Vicaires, Archidiaques, Officiaux, Promoteurs, Syndics des Diocèses, Conseillers des Chambres Ecclésiastiques, jouissent du privilège de la distribution, *id.* 661. Le grand Vicaire requis peut valablement conférer, quoique son Evêque ait refusé le Gradué. T. III, 147, v. *Archidiaques*, *Provisions*, *Résignation pure & simple des Bénéfices*, *Vicaires Généraux*, *Union*. Vicaires généraux (les) des Evêques ne peuvent ériger un Bénéfice, s'ils

n'en ont le pouvoir par leurs Lettres. T. I, 75. voyez *Vicariats (grands)*. Un grand Vicaire ne peut de lui-même établir un Vicaire dans une Paroisse qui n'en a jamais eu. T. I, 324.

Vicaire. Origine des Vicaires des Communautés dans l'Eglise de Paris, *id.* 718. Elles se déchargent sur des Prêtres séculiers de l'assistance à l'Office, *id.* 719. On leur défend de prendre la qualité de grands ou hauts Vicaires, *ibid.* Les Chanoines réguliers de Beauvais, sont traités à-peu-près de même dans la Cathédrale, *ibid.* Les Vicaires ou Chapelains prêtoient anciennement le serment d'obéissance & de fidélité aux Curés. T. I, 743. Le choix & la nomination des Vicaires appartiennent aux Curés, *id.* 747. Ils peuvent congédier leurs Vicaires, quand il y a cause raisonnable, *id.* 748. Attention qu'ils doivent apporter dans le choix de leurs Vicaires, *id.* 749. Le Concile de Trente s'explique clairement en faveur des Curés, *id.* 750. Décision des meilleurs Canonistes sur ce sujet, *ibid.* Les Ordonnances & Coutumes du Royaume, sont favorables sur ce point aux Curés, *id.* 751. Arrêts du Parlement de Paris en faveur des Curés, *id.* 752 & *suiv.* Objections en faveur des Evêques, *id.* 753. On confond mal-à-propos les Vicaires amovibles avec ceux qui sont en titre, *id.* 755. Anciennement l'approbation & la Jurisdiction se donnoient ensemble ou par l'Evêque ou par le Curé, *id.* 756. Raison qui a déterminé le Concile de Trente à exiger l'approbation de l'Evêque, *id.* 757. Les Vicaires aux-

quels on refuse l'approbation, ne peuvent se pourvoir devant le Métropolitain, *id.* 759 & *suiv.* v. *Testaments*. Un Vicaire peut déléguer soit au dedans soit au dehors de la Paroisse pour faire un mariage. T. IV, 2. p. 168, mais un Curé délégué *ad hoc*, ne le peut faire célébrer par son Vicaire, *id.* 169, v. *Curés*, *Desertes*, *Maisons presbytérales*, *Mariages*, *Portions congrues*, *Vicaire perpétuel*.  
*Vicaires du Pape*. Anciennement les Papes nommoient des Vicaires en France, en Espagne, &c. T. I, 125.  
*Vicaire perpétuel* (le) étoit appelé autrefois Chapelain. T. I, 17. Le Vicaire perpétuel ne porte point ordinairement l'étole en présence du Curé primitif, *id.* 790. Exemples, *id.* 791. La nomination du Vicaire perpétuel appartient-elle aux Dignités, qui anciennement nommoient le Vicaire amovible. T. IV, 417, v. *Décimes*, *Incompatibilité*, *Portions congrues*.  
*Vicariats* (grands) non amovibles, tels que ceux de S. Germain-des-Prés & de S. Denis. T. I, 337, même celui de Pontoise, *id.* 338. Erreur de Fevret sur celui de Pontoise, *id.* 339, v. *Délit*.  
*Vice gérant*, v. *Dispense des empêchemens dirimens*, *Dispense in forma pauperum*.  
*Vice-Légat d'Avignon* (le) n'a pas le pouvoir de recevoir les résignations en faveur, quoiqu'il ait celui de créer des pensions, en admettant la simple démission. T. III, 449, v. *Prévention*.  
*Vices naturels* tant du corps que de l'esprit, qui rendent inhabiles aux Bénéfices. T. II, 386, v. *Boiteux*, *Borgnes*, *Corps*, *Fols*, *Furieux*, *Her-*

*maphrodites*. L'usage réserve au Pape la dispense de ces empêchemens, *id.* 389. La signature de ces dispenses doit être fulminée par l'Official, *id.* 390, v. *Epyléptiques*, *Infirmes*, *Ordres*, *Tonsure*.  
*Viduire*, (Notre-Dame de la) voyez *Noyon*.  
*Vidames*. Ils succèdent aux Economes, dans le soin de poursuivre les procès des Eglises. T. I, 23. On donne dans le dixième siècle leur charge à des gens d'épée, & on leur assigne des droits sur les revenus de l'Eglise, *id.* 14. Leur mauvaise conduite les fait supprimer presque par-tout, *id.* 25.  
*Vie*, v. *Information de vie*.  
*Vie commune*, v. *Chanoines*, *Chrétiens*.  
*Vie*, (mauvaise) v. *Femmes*.  
*Vieillesse*, v. *Impuissance*.  
*Vienne*. Calixte II décore de la Primatie son ancienne Eglise de Vienne. T. I, 203. Il se dit Primat des Primats, *id.* 204. Saint Crescent n'a pas été son premier Apôtre, *ibid.* v. *Hymnes*, *Religion chrétienne*. L'Archidiacre de Vienne n'a d'autre fonction que de chanter l'Evangile aux jours solennels, *id.* 515. Arrêt rendu au sujet de celui de Sarlat, *ibid.* L'Eglise de Vienne, dix-neuvième Métropole, a neuf Dignitaires, T. II, 609.  
*Vierge*, (sainte) v. *Marie*.  
*Virgins*. Les vierges & veuves qui se marient après s'être consacrées à Dieu par le vœu de chasteté, sont frappées d'excommunication. T. IV, 1. p. 255.  
*Viginti diebus*, v. *Règle de infirmis*.  
*Villages*, v. *Curés*.  
*Villa murata*. Qu'entend-on dans le Concordat par *villa murata*. T. II,

239. En quoi la Ville diffère-t-elle du Bourg, *id.* 240.

*Ville.* En quoi la Ville diffère-t-elle du Bourg. T. II, 240, v. *Curés, Dégrés, Fauxbourgs.*

*Villes capitales*, v. *Auguste.*

*Vin.* Ordonnance de Louis XIV, sur les privilèges des vins provenans des biens ecclésiastiques. T. V, 194. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui exempte les Hôpitaux des subsides droits, pour les vins provenans de leur cru, *id.* 199, v. *Dixmes, Eucharistie.*

*Vincennes*, v. (*Minimes de*).

*Vincent* (S.) martyr. Magnificence de l'Eglise de S. Vincent. T. I, 43.

*Violence.* La contrainte ou la violence forme un empêchement dirimant au mariage, T. IV, 2. p. 105. Cet empêchement est ordinairement de droit purement positif, *id.* 106. On n'admet pas à la preuve de la violence ceux qui ont demeuré long-temps ensemble, *id.* 108, v. *Rapt.*

*Violence exercée contre les Prélats*, v. *Crimes.*

*Visa.* C'est au Chapitre ou son grand Vicaire à donner le *visa* sur les signatures de Cour de Rome, le Siège épiscopal vacant. T. I, 420. L'Evêque qui donne le *visa* n'est point regardé en France comme délégué du Pape. T. III, 357. Il faut y faire mention de l'examen, *id.* 358. Doit-on examiner ceux qui passent d'un Bénéfice à un autre, *id.* 359, v. *Profession de foi.* On dispensoit autrefois de l'examen ceux qui avoient été pourvus à Rome *in forma gratiosa*, *id.* 360 & *suiv.* mais non les pourvus de Bénéfices simples, *id.* 362. v. *Attestations, Fait, Provisions.*

L'Evêque ne doit point avoir égard aux oppositions qu'on fait à la délivrance de son *visa*, *id.* 365. Lorsqu'il le refuse à l'Impétrant, il doit déclarer par écrit les causes de son refus, *id.* 366. Celui qui est refusé injustement, peut recourir au Métropolitain, *id.* 367. Les Parlemens ne peuvent contraindre les Evêques à donner le *visa*, *id.* 368, ni renvoyer la partie refusée devant le premier Evêque de la province, *id.* 369. Arrêts du Conseil d'Etat sur ce sujet, *id.* 370. L'Edit de 1695 s'entend des Ordinaires mêmes qui n'ont point de Supérieur dans le Royaume, *id.* 371. Le Roi en ordonne l'exécution, spécialement au Parlement de Metz, *ibid.* v. *Chapitres exempts.* L'impétrant qui a essuyé trois refus, peut-il être admis à se pourvoir, *id.* 373. Le Métropolitain doit-il accorder un nouvel examen à celui qui a été refusé pour une cause d'ignorance, *id.* 374 & *suiv.* Un Curé qui passe d'une Cure à une autre, peut-il être examiné de nouveau, *id.* 376. Le refus fondé sur de mauvaises mœurs, doit être justifié par information suivie d'un décret, *id.* 377 & *suiv.* L'impétrant injustement refusé a, sur tout en France, la voie de l'appel comme d'abus, *id.* 378. En cas de refus injuste, on donne à l'impétrant la possession civile & la jouissance des fruits, *id.* 379. Sentiment de M. de Sainte-Beuve, sur les pourvus civilement, *ibid.* On leur défend de faire aucune fonction spirituelle dans le Bénéfice, *id.* 380. L'Evêque n'est point tenu de donner le *visa* hors de son Diocèse, *id.* 381. Les porteurs de signatures sont:

tenus en Provence de prendre au Parlement Lettres d'annexe, *id.* 381. Elles ont été approuvées par Leon X, dans le Concile de Latran, *id.* 382. Celui qui se met en possession d'un Bénéfice & en exerce les fonctions sans *visa*, est intrus, *id.* 383. L'Evêque qui adresse la commission à un Chapitre exempt, doit-il se servir du terme *Mandamus*, *ibid.* v. Noyon. Les *visa* & autres Actes de la Jurisdiction gracieuse épiscopale, ne sont pas sujets au contrôle, *id.* 384, v. *Collations des Bénéfices, Règle de publicandis.*

*Visites.* L'usage des visites des Archevêques semble aboli ici, en Espagne & dans les autres Etats catholiques. T. I, 148. Les visites des Evêques étoient très-onéreuses aux Eglises autrefois, *id.* 272. Nombre de chevaux qu'on y peut mener, *id.* 273. Canons à ce sujet, *ibid.* & *suiv.* Dépense de la table réglée, *id.* 274. Canons à ce sujet, *ibid.* Les Laïques doivent-ils contribuer à cette dépense, *id.* 275. Anciens abonnemens des Eglises sur ce droit, *ibid.* Les Bénéficiers ont-ils l'option des vivres ou de l'argent, *id.* 276. La taxe en argent varie beaucoup pour les Archidiares, *id.* 277. Ils ne la peuvent faire payer qu'une fois par an, quand ils ne sont point défrayés, *ibid.* v. *Procuration.* Les Religieux exempts ne peuvent empêcher l'Evêque de faire la visite des Eglises Paroissiales qui dépendent d'eux, *id.* 107. Excommunications contre ceux qui s'opposent aux visites des Maisons Religieuses. T. II, 432. Ordonnance de visite par Monseigneur le Cardinal de Noailles, Archevêque de

Paris, dont l'exécution est ordonnée. T. V, 133. Arrêt du Conseil d'Etat, sur l'honneur qu'on doit rendre aux Evêques dans leurs visites. T. VI, 179, v. *Archidiares, Diocèse, Marquilliers, Monastères, Paroisses, Présens.*

*Vitri*, v. *Châlons-sur-Marne.*

*Vivant.* Défense de donner le Bénéfice d'un homme vivant. T. III, 631 & *suiv.* v. *Règle de la Chancellerie Romaine, contre ceux qui impêtrent les Bénéfices des vivants.*

*Viviers* (l'Eglise de) a six Dignitaires. T. II, 609, v. *Sens.*

*Union des Bénéfices* (l') appartient aux Evêques à l'exclusion des autres Ordinaires. T. IV, 18. On exige à Rome de gros droits de ceux qui l'y demandent, *id.* 19. Les Evêques de France n'y recourent pas pour l'union des Bénéfices exempts, *id.* 20, v. *François de Sales* (S.). Ils semblent être autorisés par le Droit commun, *id.* 21. Ce que le Grand Conseil néanmoins n'approuve pas, *ibid.* Ceux qui jouissent de la Jurisdiction épiscopale, peuvent unir, *id.* 22, nonobstant la résignation conditionnelle & la réserve de tous les fruits, *id.* 23. Le grand Vicaire ne peut unir sans pouvoir spécial, *ibid.* Le Chapitre le peut durant la vacance du Siège, pourvu que le besoin soit très-urgent, *id.* 24. Le Métropolitain ne le peut qu'en cas de refus de l'Ordinaire, *id.* 25. Le Roi unir en France les Bénéfices de sa collation, ainsi que les Collèges, *id.* 26. L'union personnelle & à vie rejetée en France, *ibid.* ainsi que celle qui se fait en forme gracieuse, *id.* 27. Causes justes & légitimes de l'union, *id.* 28. L'union

nion en forme gracieuse ne se cou-  
 vre par aucun laps de temps, *ibid.*  
 Arrêts qui l'ont ainsi jugé, *ibid.* &  
*suiv.* Dévolutaires de Bénéfices  
 unis déboutés en haine de leur  
 perfidie, *id.* 30. L'union se pres-  
 crit par quarante ans, quand il n'y  
 a point de titre, *id.* 31. Quand la  
 nécessité de l'union est évidente,  
 on n'exige pas si scrupuleusement  
 l'information, *ibid.* Mesures qu'il  
 faut prendre quand on détruit l'E-  
 glise du Bénéfice supprimé, *id.*  
 32. Union des Evêchés de Noyon  
 & de Tournay sans suppression,  
*id.* 33. Les Eglises de Sisteron &  
 de Forcalquier, sont encore Con-  
 cathédrales, *ibid.* Le Bénéfice d'un  
 Ordre supérieur ne doit pas être  
 uni à l'inférieur, *id.* 35 & *suiv.*  
 On permet en France l'union des  
 Cures, des Prébendes, & tant aux  
 Séminaires qu'aux Collèges, *id.*  
 36, v. *Séminaires*. Le Concile de  
 Trente & les Loix du Royaume,  
 défendent d'unir les Cures aux  
 Eglises Cathédrales, *id.* 39. On  
 le permet quelquefois en France  
 pour d'importantes raisons, *id.*  
 40. On permet d'unir des Béné-  
 fices réguliers aux Cures, & mê-  
 me des Prébendes, *id.* 41. L'u-  
 nion se doit-elle faire de Bénéfi-  
 ce à Bénéfice, quoiqu'ils soient  
 de différens Diocèses, *id.* 42 &  
*suiv.* Exemples, *id.* 43, pourvu  
 que tous deux soient dans le  
 Royaume. T. IV, 44. On peut  
 unir un Bénéfice libre à celui qui  
 est en Patronage; on peut encore  
 unir un Bénéfice sans le consen-  
 tement du Titulaire, *ibid.* Il doit  
 pourtant y être appelé ainsi que  
 les Paroissiens, quand il s'agit  
 d'une Cure, *id.* 45, v. *Diocèse*,  
*Métropole*. Le Titulaire d'un Béné-

néfice uni peut-il le permuter ou  
 le résigner en faveur, *id.* 49. Le  
 Parlement de Paris ne le souffre  
 pas, mais les Parlemens d'Aix &  
 de Toulouse le permettent quel-  
 quefois, *id.* 50. Le Roi le défend  
 ordinairement par ses Lettres Pa-  
 tentes, *id.* 51. La clause *Cum va-  
 caverit per cessum*, n'ôte pas au Ti-  
 tulaire la faculté de résigner, *ibid.*  
 v. *Gradués*, *Indultaire*. L'Evêque  
 peut unir le Bénéfice, quoique le  
 droit de le conférer soit dévolu au  
 Métropolitain, *id.* 54. Le consen-  
 tement du Patron tant Ecclésiasti-  
 que que Laïque, est nécessaire à  
 l'union, quoiqu'elle se fasse en Cœur  
 de Rome, *id.* 55, mais celui de  
 l'Ecclésiastique est-il nécessaire  
 pour l'union des Prébendes, *ibid.*  
 56. Est-il absolument nécessaire,  
*id.* 56. L'Evêque peut-il unir les  
 Bénéfices qui sont à sa pleine col-  
 lation, sans le consentement de son  
 Chapitre, *id.* 57. Dans le ressort  
 du Parlement de Paris, il ne le  
 requiert que par bienfaisance, *id.*  
 58; v. *Abbé commendataire*, *Com-  
 munaux*. Les Lettres Patentes du  
 Roi sont aujourd'hui nécessaires  
 pour l'union de tous les Bénéfices,  
*id.* 62. Avant l'Edit de 1718, le  
 Parlement de Paris ne les jugeoit  
 pas nécessaires pour les Cures,  
 &c. *ibid.* Elles peuvent s'obtenir  
 après que le décret a été rendu,  
*id.* 64. L'information de *commodo*  
 & *incommodo*, est la formalité la  
 plus essentielle, *id.* 65. Si l'Evê-  
 que porte son décret hors de son  
 Diocèse, il doit emprunter terri-  
 toire, *id.* 66. Quand l'union se  
 fait par le Pape, il faut lui expo-  
 ser au vrai la valeur des Bénéfi-  
 ces, *ibid.* Les oppositions & con-  
 testations qui s'élèvent durant le

cours de la procédure, doivent se porter devant l'Officiel, *id.* 67. Le ministère du Promoteur ne paroît pas nécessaire dans l'union, *ibid.* Cas dans lesquels l'union doit se résoudre, *id.* 68. Le démembrement des biens d'un Bénéfice est préférable à son union, *id.* 70, v. *Amortissement des donations faites à l'Eglise, Bénéfices, Pensions.* Universités. Les Evêques ont le pas sur les Recteurs des Universités & les administrateurs des Hôpitaux. T. I, 257. Les Evêques sont Chanceliers-nés de plusieurs Universités, *id.* 350. Charlemagne n'est point fondateur de l'Université de Paris, *id.* 553. Elle doit ses premiers commencemens aux Chanoines de sainte Geneviève, *id.* 554. Les Chanoines de la Cathédrale ont long-temps enseigné par eux-mêmes la Théologie & le Droit Canon, *id.* 555. Règlement de Gregoire IX au sujet du Chancelier, *ibid.* Instruction gratuite établie à Paris par Louis XIV, *id.* 556. Convenance du droit des Universités avec les Patrons. T. III, 99. Considération des Souverains Pontifes pour l'Université de Paris, *ibid.* & suiv. v. *Gradués.* Le Concile de Basse & l'Assemblée de Bourges y mettent la dernière main, *id.* 101. Elle n'a pas été abrogée par le Concile de Trente, *id.* 102. Les inconvéniens ne sont pas plus grands que ceux du concours, *ibid.* Qu'entend-on par une Université célèbre, *id.* 103. Toutes les Universités du dedans du Royaume, qui sont au nombre de quatorze, jouissent du droit de nomination, *id.* 104; v. *Aix, Caen.* Les Universités des pays étrangers n'y peuvent préten-

dre. *id.* 105. Exception en faveur de celle d'Avignon, *id.* 106. Les Universités doivent être non-seulement célèbres, mais encore privilégiées, *id.* 109, v. *Bacheliers.* On peut prendre le degré dans une Université, sans y avoir fait ses études, *id.* 116. Modèle de ces Lettres, *id.* 117. Elles doivent être scellées du sceau de l'Université, *ibid.* & insinuées au Greffe des insinuations ecclésiastiques, *id.* 118. Exception pour les Lettres de tonsure, *id.* 119. Le défaut d'insinuation ne peut être objecté que par un autre Gradué ou par l'Ordinaire. T. III, 120, v. *Gradués nommés, Gradués simples.* Les Lettres de nomination de chaque Université, s'étendent dans tout le Royaume, *id.* 199. Toutes les Universités du Royaume sont égales en fait de nomination, *id.* 200, v. *Docteur en Théologie, Professeurs en Droit, Professeurs en Théologie, Régens des Arts, Régens septennaires.* Les Régens, Supplôts & Ecoliers de l'Université, étoient exempts autrefois des droits d'entrée sur le vin. T. IV, 306. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, pour la réforme de l'Université. T. V, 219. Déclaration du Roi, portant règlement pour ceux qui obtiendront à l'avenir des degrés dans les Universités du Royaume, *id.* 311. v. *Avignon, Chancelier, Communautés Religieuses, Concordat, Degrés, Distributions, Nomination des Universités.* Université de Paris. Origine de son Patronage. T. III, 30. Ses privilèges en faveur de ses Maîtres & Etudiants. T. IV, 518. v. *Universités.* Vaux de chasteté, v. *Chasteté perpétuelle.*



**Vœux.** Les Chapitres peuvent, pendant la vacance du Siège épiscopal, dispenser des vœux. T. I, 414. Le Religieux n'est point déchargé de ses vœux par l'Épiscopat. T. II, 78. C'est à l'Official à prononcer sur la validité des vœux des Religieux & des Soudiacres, *id.* 130. Raisons qu'un Religieux ou un Soudiaacre peut avoir de réclamer, *id.* 131 & *suiv.* Un Evêque peut-il accorder la dispense des vœux, *id.* 136, v. *Chasteté perpétuelle*, *Excommunication réservée au Pape*, *Profession religieuse*.

**Vœux réels**, v. *Héritiers*.

**Vœux solennels.** Les vœux solennels sont des empêchemens dirimans le mariage. T. IV, 2. p. 120. La distinction du vœu solennel & du simple, inconnue à l'Antiquité, *id.* 121. Le mariage de celui qui s'est fait Religieux du vivant de sa femme est valide, *id.* 123. A quel âge il seroit avantageux de fixer le vœu solennel de religion, tant pour le bien spirituel des personnes que pour les intérêts politiques de l'Etat, 124 & *suiv.* Diverses Ordonnances à ce sujet, *id.* 129 & *suiv.* Le droit de fixer l'âge pour entrer en religion, appartient exclusivement à la puissance séculière, *id.* 130. L'âge de seize ans est trop peu avancé pour les vœux, *id.* 131. Désordres qui en sont ordinairement les suites, *id.* 132 & 134. Ordonnance de l'Empereur Majorien à ce sujet, *id.* 133. L'état actuel de la France exige qu'on soit attentif au trop grand nombre de Religieux & de Religieuses, *id.* 135 & *suiv.* Réponse à ceux qui disent que ce seroit arracher à Dieu des victimes tendres, qui lui consacrent les pré-

mices de leur jeunesse, *id.* 138. Il n'est pas vrai que les Monastères soient une décharge pour l'Etat, *ibid.* & *suiv.* L'âge de la fixation des vœux doit-il être le même pour les deux sexes, *id.* 143 & *suiv.* 146 & *suiv.*

**Vol** (le) produisoit autrefois l'irrégularité. T. II, 252. Arrêt du Conseil Privé, qui casse un Jugement de compétence rendu en faveur du Prevôt général de Tonnaine, contre un Prêtre, pour vol fait avec effraction. T. V, 209, v. *Eglises*.

**Voleurs.** Que dire des excommunications portées dans les Rituels contre les voleurs. T. II, 457, v. *Excommunication réservée au Pape*.

**Voyageurs.** Les passans & les voyageurs sont obligés à observer les Loix des lieux par lesquels ils passent. T. IV, 631 & *suiv.*

**Urban VIII**, v. *Pape*, *Cardinaux*, *Evêques*, *Provisions de Cour de Rome*.

**Usages**, v. *Appel comme d'abus*.

**Usés** (l'Eglise d') a quatre Dignitaires. T. II, 600.

**Usufruit**, v. *Remerç.*

**Usure**, v. *Cas privilégiés*.

**Usuriers.** Excommunication contre les usuriers. T. II, 431. Ceux qui admettent à la Communion les usuriers sentenciés, encourrent la suspension, *id.* 500. Ordonnance de S. Louis, contre les usuriers. T. VI, 243. Ordonnance de Philippe-le-Bel, sur le même sujet, *id.* 243. Autre Ordonnance du même sur le même sujet, *id.* 245.

**Usurpateurs.** Excommunication contre les usurpateurs des biens d'Eglise. T. II, 453, v. *Legs*.

**Usurpateurs des biens d'Eglise**, v. *Excommunication réservée au Pape*.

**Usurpation.** Conciles de Soissons,

cxvj TABLE DES MATIERES.

de Ratibonne & de Lestines au  
sujet de l'usurpation des biens d'E-  
glise approuvés par le Pape Za-  
charie. T. I, 9. L'Eglise les presse  
par les anathêmes d'en faire la  
restitution, *id.* 11 & *suiv.* voyez  
*Dixmas infloables.*

W.

**W**ICIEF. Erreur de Wicief sur  
les biens ecclésiastiques. T.  
IV, 71.

Y.

**Y**PRES. Indults accordés par le  
Pape Innocent IX à Louis XIV,

pour la nomination à l'Evêché d'Y-  
pres, Abbayes & autres Bénéfices  
situés au Comté de Bourgogne,  
& dans les villes, places & pays  
de Flandres, cédés à Sa Majesté par  
le Traité de Nimegue. T. V,  
336, v. *Saint-Omer*. Lettres d'at-  
tache sur les susdits Indults & au-  
tres Bénéfices consistoriaux & au-  
tres, étant dans lesdits Diocèses  
& dans la Franche-Comté, *id.*  
339.

Z.

**Z**OZIME, v. *Religion chré-  
tienne.*

*Fin de la Table des Matieres.*

*E R R A T A.*

**T**OME II, page 315, article IV, au titre, par défaut de naissance ;  
*lisez* par défaut de liberté.

*Idem.* Page 390, ligne 1, Rhodès, *lisez* Rhodès.

*Idem.* Page 554, seconde addition cinquième ligne, *lisez* ils perdent  
tous les deux leurs Bénéfices.

*Idem.* Page 584, première addition, les Cours Souveraines accordent,  
*lisez* en accordent.







